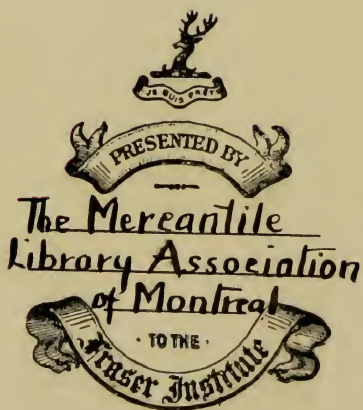




942

+R218

V.7.



75879



HISTOIRE
D'ANGLETERRE,

PAR M^R

DE RAPIN THOYRAS.

EXPLICATION
DES
VIGNETTES
DU TOME VII.

Pour le LIVRE XVIII, page 1, Découverte de la Conspiration des Poudres.
Pour le LIVRE XIX, page 225, Assassinat du Duc de Buckingham.

HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS,
TOME SEPTIÈME,

*Contenant le Règne de JACQUES I. & les quinze premières années du
Règne de CHARLES I.*



A LA HAYE,
Chez ALEXANDRE DE ROGISSART.
M. DCCXXVI.

Avec Privilege de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise.

EXPLICATION
DES
VIGNETTES
DU TOME VII.

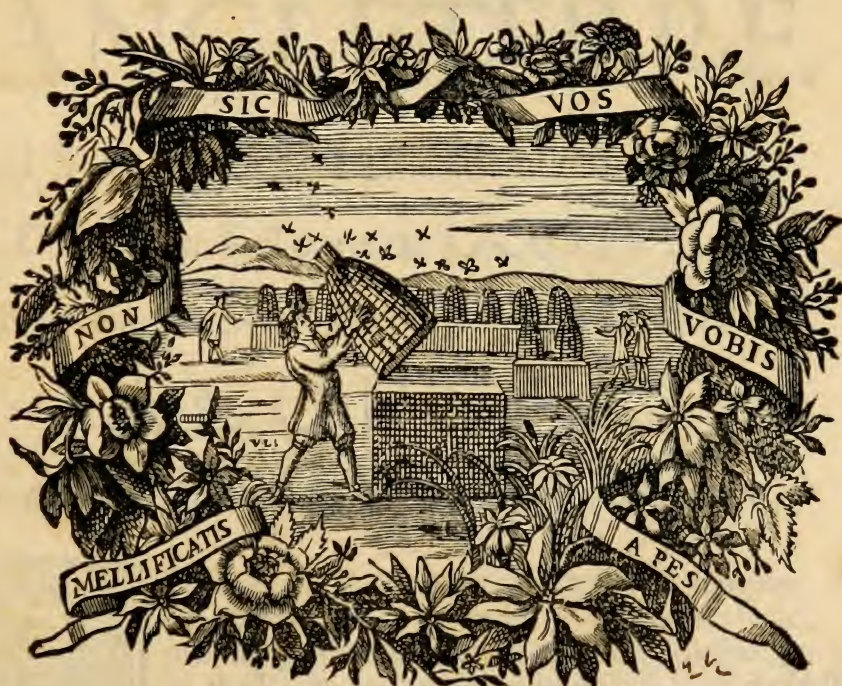
Pour le LIVRE XVIII, page 1, Découverte de la Conspiration des Poudres.
Pour le LIVRE XIX, page 225, Assassinat du Duc de Buckingham.

HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS,

TOME SEPTIÈME,

*Contenant le Règne de JACQUES I. & les quinze premières années du
Règne de CHARLES I.*



A LA HAYE,

Chez ALEXANDRE DE ROGISSART.

M. DCCXXVI.

Avec Privilege de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise.

HISTOIRE D'ANGLETERRE.

PAR M.
DE RABIN THOYRAS.

TOME SEPTIÈME.

Contenant le Règne de JACQUES I. et les autres événements arrivés du
Règne de CHARLES I.



A LA HAYE.
Chez ALEXANDRE DE ROSSART.
M. DCCXVI.

Avec l'approbation des Supérieurs des Ordres de l'Université de Paris.



HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE DIX-HUITIÈME,

Contenant le Regne de JACQUES I.

+++++

JACQUES I.

Vingt-quatrième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



LISABETH n'eut pas plutôt rendu le dernier sou-
pir, que le Conseil s'assembla pour délibérer sur les
mesures qu'il y avoit à prendre dans cette conjoncture.
La Reine qui avoit attendu jusqu'à la fin de sa
vie à nommer son Successeur, avoit enfin déclaré,
que c'étoit au Roi d'Ecosse à monter sur le Trône
d'Angleterre après elle, & on ne doutoit point que
son Testament ne fût conforme à cette déclaration.

JACQUES
I.
1603.
Le Conseil
fait procla-
mer Jac-
ques I.

Ainsi, le Conseil jugea qu'avant toutes choses, il falloit s'en assurer par la
lecture du Testament qui fut ouvert sur le champ, & dans lequel on trou-

Tome VII.

A

v2

JACQUES I.
1603. va confirmé ce que la Reine avoit déclaré de bouche. Le Roi d'Ecosse rassembloit donc en sa personne, trois sortes de droits qui, étant joints ensemble, rendoient son titre incontestable. Le premier étoit ce qu'on appelle en Angleterre, droit Parlementaire, qui tiroit sa force de l'Acte de Parlement, qui avoit assuré la Couronne à Henri VII. & à sa postérité. Le second étoit un droit héréditaire, puisque ce Prince étoit le plus proche parent, & l'Héritier naturel d'Elisabeth. Ces deux droits recevoient encore une nouvelle force du Testament de la Reine, qui en formoit un troisième. Ainsi, le Conseil jugea, sans balancer, qu'il devoit être reconnu pour Roi d'Angleterre. Cette résolution ayant été communiquée au Maire de Londres, le nouveau Roi fut proclamé sous le nom de Jacques I. six heures après la mort de la Reine.

Jacques recevoit la nouvelle de son avènement à la Couronne d'Angleterre.

André du Chresne, Hist. d'Angleterre. 12.

Quoique le Conseil eût pris des précautions pour pouvoir le premier faire annoncer au Roi la nouvelle de son avènement à la Couronne d'Angleterre, *Robert Cary*, Fils du Comte de Hunsdon, trouva le moyen de le devancer. Jacques, qui attendoit cette nouvelle avec beaucoup d'impatience, la reçût pourtant sans faire paroître aucune altération dans son visage, la maladie de la Reine ayant été assez longue, pour lui donner le loisir de penser à se composer dans le tems qu'il la recevroit. Il ne pût pourtant s'empêcher de lever les yeux au Ciel, apparemment, pour rendre grâces à Dieu de cette faveur qu'il attendoit depuis long-tems, non sans beaucoup d'inquiétude. Elisabeth n'avoit jamais voulu lui déclarer positivement, qu'elle avoit dessein de le nommer pour son Successeur. Elle s'étoit contentée de le tenir dans cette espérance; mais d'une telle manière, qu'elle sembloit se réserver le droit de le priver de sa Succession, si sa conduite lui en donnoit lieu. Les intelligences que Jacques avoit entretenues avec le Comte d'Essex, & qui n'avoient pas été cachées à la Cour d'Angleterre, quoiqu'on eût fait semblant de les ignorer, pouvoient lui causer quelque crainte. D'ailleurs, Elisabeth ne l'avoit jamais aimé, soit parce qu'il étoit Fils de sa mortelle ennemie, soit parce qu'il avoit témoigné trop d'impatience de posséder la Couronne d'Angleterre, soit enfin, à cause de son penchant pour les Catholiques. Toutes ces raisons faisoient que ce Prince n'étoit pas sans inquiétude, dans l'attente d'une Couronne que sa naissance lui donnoit lieu d'espérer; mais qui auroit pourtant pû lui manquer, si Elisabeth avoit voulu prendre des mesures pour l'en priver. La nouvelle de la mort de la Reine ne pouvoit donc qu'être agréable pour lui, puisque, par les intelligences qu'il entretenoit avec un des principaux Ministres, il étoit assuré qu'elle n'avoit rien fait à son préjudice.

Peu de tems après l'arrivée de Cary, il vit venir les Chevaliers *Percy & Sommerfet*, qui, par ordre du Conseil d'Angleterre, lui annoncèrent la mort de la Reine, & les diligences que le Conseil avoit faites pour le faire proclamer. Ceux-ci furent bien-tôt suivis d'un autre Député que le Conseil lui envoyoit pour l'instruire du détail des affaires du Royaume.

Réflexions des Anglois.

Pendant qu'on portoit au Roi la nouvelle de son avènement à la Couronne, les Anglois étoient occupez à faire des réflexions sur les changemens que la mort de la Reine alloit vraisemblablement produire. Le Peuple en général étoit affligé de la perte qu'il venoit de faire. Il avoit été heureux sous Elisabeth,

Elisabeth, il n'étoit pas assuré que son bonheur dût continuer sous ce nouveau Regne. Un Roi d'Ecosse sur le Trône d'Angleterre, étoit pour la plupart un objet peu agréable. D'ailleurs, depuis que Jacques étoit parvenu à sa majorité, il n'avoit pas donné de lui une idée fort avantageuse. Son inconstance, sa foiblesse pour ses Favoris, son penchant pour les Catholiques, dont, en diverses occasions, il avoit donné des marques assez sensibles, n'étoient pas des qualitez propres à prévenir les Anglois en sa faveur. On se flatoit pourtant, qu'il marcheroit sur les traces de l'illustre Reine à laquelle il succédoit, parce qu'on étoit persuadé qu'il ne pouvoit suivre une meilleure route, & qu'on croit facilement ce qu'on désire. Quant aux Ministres, & aux Courtisans de la Reine défunte, le bien & la prospérité du Royaume étoit ce qui les touchoit le moins. Chacun n'étoit occupé qu'à chercher par quels moyens il pourroit se mettre bien dans l'esprit du Successeur. Sur la fin du Regne précédent, il y avoit à la Cour deux factions, l'une composée des amis du Comte d'Essex, & l'autre, de ses ennemis. La première avoit été entièrement abaissée par la mort du Chef, & l'autre avoit tellement pris le dessus, qu'elle dominoit absolument dans le Conseil. *Robert Cecil* Secrétaire d'Etat, & second Fils du feu Lord Burgley Grand Trésorier, étoit à la tête de celle-ci. Mais ce rusé Courtisan prévoyant qu'après la mort de la Reine, son parti ne pouvoit manquer de succomber, puisque le Roi Jacques regardoit le Comte d'Essex comme son Martyr, avoit pris ses mesures de loin, pour se maintenir. Avant la mort de la Reine, il s'étoit dévoué au Roi d'Ecosse, & avoit entretenu avec lui une correspondance secrète, pour l'informer de tout ce qui se passoit à la Cour. De cette manière, il s'étoit assuré par avance de la faveur de ce Prince, quoique ce ne fût pas sans danger de perdre celle de la Reine, si elle eût eu connoissance de ses intrigues. C'étoit le seul de ce parti, qui eût sçu s'acquérir les bonnes grâces du nouveau Roi. Il sçut si bien cultiver ce commencement de faveur, qu'il devint enfin son principal Ministre.

Il y avoit encore une autre chose qui faisoit le sujet de l'attention des Anglois. C'étoit l'article de la Religion. La conduite que le Roi avoit tenue en Ecosse donnoit lieu à diverses réflexions qui tenoient les esprits dans l'incertitude, personne ne pouvant sçavoir positivement, ce qu'il y avoit à espérer ou à craindre. Jacques étoit né d'un Pere & d'une Mere Catholiques : mais ayant été enlevé, dès son enfance, à la Reine sa Mere, on l'avoit élevé dans la Religion Protestante, & il en avoit toujours fait profession. D'un autre côté, cette Religion dans laquelle il avoit été instruit, quoique Protestante, étoit pourtant un peu différente de celle qui étoit établie en Angleterre, sinon quant aux Dogmes, du moins quant à la Discipline, & à certains autres articles du culte extérieur, que les deux Eglises regardoient comme très-important. En un mot, c'étoit la Religion des *Presbytériens* ou *Puritains*. Enfin, ce Prince avoit témoigné en une infinité d'occasions, qu'il n'étoit rien moins qu'ennemi de la Religion Catholique Romaine. Tout cela formoit un certain contraste qui tenoit le monde en suspens. Les Catholiques espéroient de trouver, sous le gouvernement de ce Prince, plus de douceur & de tolérance qu'ils n'en avoient trouvé sous Elisabeth, & ils poussaient même leurs espérances beaucoup plus loin. Les

JACQUES
I.
1603.

Robert Cecil s'étoit
dévoté au
Roi Jacques
avant la
mort d'Elisabeth.

Wilson, p. 23

Craintes &
espérances
des Anglois,
par rapport
à la Religion.

JACQUES
I.
1603.

Presbytériens se flattoient que Jacques, qui avoit été instruit par des gens de leur Religion, travailleroit à réformer l'Eglise d'Angleterre sur le plan de celle d'Ecosse, & ils espéroient de voir bien-tôt la ruine de la Hiérarchie Ecclésiastique. Enfin, ceux qui faisoient profession de la Religion Anglicane, croyoient avoir lieu d'espérer que le nouveau Roi s'y conformeroit lui-même, puisque c'étoit la Religion du Royaume, établie par les Loix. Mais avec tout cela, les espérances des trois Partis ne pouvoient qu'être mêlées de craintes, puisque le Roi ne s'étoit pas encore déclaré. Tels étoient les sentimens des Anglois à l'égard de leur nouveau Roi qu'ils ne connoissoient encore que de réputation.

Jacques se met en chemin pour se rendre en Angleterre.

Il est reçu avec de grandes marques de joye.

John Stow.
Bon mort d'un Ecossois.

Wilson, Hist. of King James I. pag. 3.
Le Roi descend de l'approcher par une Proclamation.

Ibid.

Les Seigneurs Anglois vont lui rendre leurs respects à Yorck.

Ibid.
Sir Anth. Welden, Court and Character of King James.

Dès que Jacques eut appris par les Députés du Conseil d'Angleterre, qu'il avoit été proclamé, il envoya le Chevalier *Ashton* aux Conseillers Privés, pour leur faire sçavoir qu'il alloit se mettre en chemin, & il partit effectivement, le 5. d'Avril, onze jours après la mort d'Elisabeth. Les principaux Seigneurs Ecossois qui l'accompagnèrent en Angleterre, furent, le Duc de *Lenox*, les Comtes de *Marr* & de *Hums*, le Lord *Kinloss*, & plusieurs autres d'une moindre distinction, mais qui dans la suite, furent élevés aux honneurs & aux Dignitez d'Angleterre. Il employa un mois & quelques jours à son voyage d'Edimbourg à Londres, où il n'arriva que le 7. de Mai. Il ne fut pas plutôt entré en Angleterre, que les Peuples s'efforcèrent de lui donner des marques de leur respect par la magnificence avec laquelle ils le reçurent dans toutes les Villes qui se trouvoient sur sa route. Les acclamations dont on l'accompagnoit, les vœux qu'on faisoit pour sa prospérité, les louanges qu'on lui donnoit, & la joye qu'on faisoit paroître de son arrivée, alloient à un tel excès, qu'un bon Ecossois de sa suite ne pût s'empêcher de dire, que les Anglois étoient capables de gâter un bon Roi. Cependant, ce concours de Peuple qui accouroit de tous côtes, pour voir son nouveau Souverain, lui devint enfin tellement incommode, qu'il se crût obligé de donner des bornes à cette curiosité par une Proclamation. Cela surprit beaucoup le menu Peuple qui ne comprenoit pas qu'un peu d'incommodité dût empêcher le Roi de recevoir les respects de ses nouveaux Sujets. Mais peut-être fut-ce un effet de la crainte qu'avoit le Roi, que, parmi la foule dont il étoit sans cesse environné, il ne se mêlât quelque assassin qui attentât à sa vie. Peut-être même, voulut-il accoutumer ses Sujets, à ne se familiariser pas trop avec leur Souverain. Quoiqu'il en soit, cela n'empêcha pas qu'on ne lui rendît par tout les honneurs qui lui étoient dûs, & que le Peuple ne marquât beaucoup de satisfaction, de le voir passer, pour aller s'asseoir sur le Trône.

Ce ne fut qu'à Yorck que la plupart des Seigneurs Anglois allèrent le rencontrer pour lui rendre leurs hommages. Entre ceux-là étoit le Secrétaire *Cecil*, que tout le monde regardoit déjà comme disgracié, parce qu'il avoit été ennemi mortel du Comte d'Essex. Mais on fut bien surpris de voir que le Roi le reçut avec des marques singulieres d'estime & de bienveillance. Cela donna lieu de juger qu'il avoit pris soin par avance de se mettre bien dans son esprit, & la maniere dont le Roi en usa envers lui dans la suite, le fit encore mieux connoître. Quelques-uns ont accusé ce Seigneur d'avoir inspiré au Roi le dessein de se mettre au-dessus des Loix, & de ne pas per-

mettre.

mettre que le Parlement partageât avec lui l'autorité Souveraine. Du moins, il est certain, que depuis que Jacques fut arrivé en Angleterre, son principal soin fut de maintenir la Prérogative Royale dans toute son étendue, & de la porter même plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs. Il falloit bien que dès le tems dont je parle, il se fût fait une idée du pouvoir d'un Roi d'Angleterre plus vaste qu'on ne l'avoit eue jusqu'alors, puisqu'étant à *Newark*, il y fit pendre un coupeur de bourse, de sa propre autorité, & sans aucune formalité de justice. On ne peut nier que cela ne fût au-dessus du pouvoir légitime d'un Roi d'Angleterre, & directement contraire aux privilèges des Anglois. Apparemment, on prit soin de l'avertir des mauvais effets que pareils actes d'autorité pourroient produire parmi le Peuple, puisqu'il s'en abstint toujours dans la suite.

Il arriva le quatrième de Mai à *Theobalds*, maison du Secrétaire Cécil (1), où il s'arrêta quelques jours. Ce fut là que le Conseil en Corps alla lui rendre ses respects, & que se passa ce qu'il y eut de plus remarquable dans son voyage, jusqu'à son arrivée à Londres. Dans le tems qu'il étoit parti d'Ecosse, il avoit renvoyé *Cary* au Conseil, pour dire aux Conseillers Privez, que son intention étoit de laisser chacun dans son poste. Cela n'empêcha pas qu'étant arrivé à *Theobalds*, il n'augmentât leur nombre de quelques autres, dont plusieurs étoient Ecossois, son dessein étant, comme il le fit encore mieux connoître dans la suite, de ne faire qu'un seul Royaume de l'Angleterre & de l'Ecosse. Les nouveaux Conseillers Ecossois furent, le Duc de *Lenox*, le Comte de *Marr*, le Comte de *Hums*, & le Chevalier *Jacques Elphinstown*. Il en nomma aussi deux Anglois, sçavoir le Lord *Zouch* & le Baron de *Burgley* Frere aîné du Secrétaire Cécil. Je trouve encore, que, dans le même tems, ou peu après, il admit dans son Conseil, les Comtes de Northumberland & de Westmorland, *Thomas* & *Henri* Howard, l'un Fils, l'autre, Frere du feu Duc de Norfolk, dont le premier étoit soupçonné d'être Papiste, & l'autre avoit toujours été reconnu pour tel; mais à l'arrivée du Roi, il avoit embrassé la Religion Protestante. La gratitude du Roi pour la Maison de Howard, qui, à cause de la Reine sa Mere, avoit été en disgrâce sous le dernier Regne, n'en demeura pas-là. Le premier de ces deux Seigneurs fut revêtu du titre de Comte de *Suffolck*, & ensuite de la charge de Grand Trésorier, & le second fut créé, quelques années après, Comte de Northampton. De plus, Philippe, Comte d'Arundel, Fils aîné du feu Duc de Norfolk, ayant perdu son titre, par sa condamnation, quoiqu'Elisabeth lui eût pardonné, le Roi créa *Thomas* son Fils, Comte d'Arundel & de Surrey. Ainsi, les égards que le Roi avoit pour la famille du Duc de Norfolk, faisoient assez comprendre ce qu'il pensoit de la conduite d'Elisabeth, envers ce Duc & sa Maison. Ce ne fut pas en cela seulement qu'il témoigna du ressentiment contre cette Reine. En toutes occasions, il affecta de faire voir, que ce n'avoit été que par politique, que, pendant qu'elle étoit en vie, il avoit caché l'aversion qu'il avoit pour elle. La marque la plus éclatante qu'il en donna, fut que non seulement il ne prit point le deuil après sa mort, mais qu'il ne voulut pas même permettre, que personne parut devant lui en habit de deuil.

JACQUES
I.
1603.
Cécil en est
fort bien
reçu.
S. Anth.
Weldens. p. 11.
Dessein de
Jacques de
maintenir
l'autorité
Royale.
Il fait pen-
dre un hom-
me sans for-
me de pro-
cès.
J. Stovv.
Rog. Koke,
Direction of
Court and
State, &c.
pag. 5.
Il arrive à
Theobalds.
Il augment-
te le nom-
bre des
Conseillers
Privez, de
quelques
Ecossois, &
de quelques
Anglois.
Wilson.
Il caresse
beaucoup la
famille de
Howard, à
cause du feu
Duc de
Norfolk.
Ibid. pag. 3.
Thomas
Howard est
fait Comte
de *Suffolck.*
Henri son
Oncle Com-
te de *Nort-*
hampton.
Thomas pa-
tit-Fils du
Duc de *Nor-*
folck est fait
Comte d'*A-*
rundel.
Jacques ne
prend point
le deuil.

A iij

Depuis

(1) Le Roi acheta depuis cette maison qui appartient aujourd'hui au Duc de Portland.

JACQUES

I.

1603.

pour Eliza-
beth.

Il prodigue

les hon-

neurs & les

Dignitez.

Wilson,

Pag. 5. & 6.

Depuis que le Roi fut entré en Angleterre, jusqu'à son départ de la Maison de *Theobalds*, il fit environ deux-cens Chevaliers, & quelques jours après son arrivée à Londres, il en fit un bien plus grand nombre. Autant qu'Elisabeth avoit été ménagere dans la distribution des honneurs, dont les Souverains ont accoutumé de récompenser le mérite & les services de leurs Sujets, autant son Successeur en fut liberal, ou, pour mieux dire, prodigue. On n'avoit jamais vû, sous aucun Regne précédent, les Dignitez de Chevalier, de Baron, de Comte, distribuées avec tant de profusion, que sous celui-ci. Cela donna lieu à la publication d'un Ecrit Satirique intitulé, *Moyen pour aider à retenir les noms & les titres de la Noblesse d'Angleterre*. Effectivement, Jacques fit un si grand nombre de Chevaliers & de Pairs, particulièrement dans les premières années de son Regne, qu'on pouvoit bien avoir besoin de secours pour aider la mémoire à en retenir les noms. Il est vrai qu'on prétend, qu'Elisabeth avoit été si excessivement ménagere à cet égard, qu'il ne se trouvoit plus assez de Chevaliers dans les Provinces, pour être députez au Parlement.

Cécil est
fait Comte
de Salisbu-

ry.

Wilson.

Outre les trois Howards dont j'ai parlé ci-dessus, *Thomas Savill*, Baron de Buchurst & Grand Trésorier, fut fait Comte de *Dorset*, *Robert Cécil* fut d'abord créé Baron d'*Essendon*, ensuite, Vicomte de *Cranburn*, & enfin Comte de *Salisbury*, & *Philippe Herbert*, Frere du Comte de *Pembroock*, fut honoré du titre de Comte de *Montgomery*. Je me borne à ceux-ci, parce que ce sont ceux dont on trouve le plus souvent les noms dans le commencement de ce Regne. Je dois ajouter encore, que le Comte de *Southampton* qui avoit été condamné à mort, & le Fils du Comte d'*Etiez*, furent rétablis dans leurs biens & dans leurs honneurs, avant que le Roi arrivât à Londres. Mais les Lords *Gray*, *Cobham*, *Carew*, & le Chevalier *Ravuleigh*, qui avoient été ennemis du Comte d'*Essex*, furent reçus du Roi avec beaucoup de froideur. Ces quatre Courtisans d'Elisabeth n'avoient pas peu contribué à la mort du Comte d'*Essex* aussi bien que le Secrétaire Cécil, mais celui-ci comme je l'ai déjà dit avoit su se tirer d'affaires. Rien ne pouvoit mieux faire connoître que le Roi regardoit le Comte d'*Essex* comme son Martyr, ainsi qu'il le disoit lui-même, que la réception favorable qu'il fit au Comte de *Southampton*, lorsque ce Seigneur le vint saluer. C'étoit reconnoître assez ouvertement, qu'il approuvoit la conspiration de ces deux Seigneurs, dont le but étoit de le placer sur le Trône d'Angleterre, avant la mort de la Reine. Cela ne lui fit pas honneur parmi les gens d'intérêt. Mais dès ce temps-là même, il commençoit à prêter l'oreille aux flateries de ses Courtisans, qui élevoient jusqu'au ciel toutes ses actions, & cela ne continua que trop pendant tout son Regne.

Jacques re-
çoit mal les
ennemis du
feu Comte
d'Essex.Il a une
grande idée
du pouvoir
des Rois.

Ce Prince, avec un bon esprit & un bon sens naturel, avoit beaucoup de connoissances acquises. Il étoit capable de former le plan d'un bon Gouvernement dont il connoissoit parfaitement les maximes générales. Mais son aversion pour la Guerre, sa foiblesse pour ses Favoris, certains préjugés dont il s'étoit imbu, dans lesquels tous ceux qui l'approchoient contribuoient à le confirmer, l'empêcherent toujours de réduire sa Théorie en pratique. Il s'étoit persuadé, que le pouvoir des Souverains sur leurs Sujets n'avoit point de bornes, & que tout Gouvernement Monarchique devoit être absolu, ne considérant pas que ces maximes ne pouvoient être appliquées au Gouvernement d'Angleterre, sans détruire sa constitution. Outre cela, il étoit

fort

fort prévenu en faveur de son propre mérite & de sa capacité. Dès que les Courtisans eurent connu son génie & son caractère, ils ne manquèrent pas à le prendre par les endroits où il étoit le plus sensible. Ce fut à qui feroit valoir le plus sa sagesse, sa science, sa capacité, & parleroit en termes les plus outrez de la puissance Royale. Comme cela lui plaisoit infiniment, c'étoit aussi le meilleur moyen d'acquiescer ses bonnes grâces. De là naquirent diverses expressions peu connues sous les Regnes précédens, mais qui furent fort communes sous celui-ci. On appelloit le Roi *le Salomon du Siècle* : on le traitoit de *Sacrée Majesté*, & ces titres flatteurs, qu'il recevoit avec avidité, le confirmoient de plus en plus dans ses préjugés. Il en avoit un entre autres qui eut une grande influence sur tout son Gouvernement. C'est qu'il étoit persuadé qu'il étoit parvenu à la Couronne d'Angleterre, uniquement par un droit héréditaire, & qu'il ne pouvoit souffrir qu'on crût qu'il en avoit quelque obligation à la Reine Elisabeth, ni que ce droit tirât son origine de quelque Acte de Parlement. S'il s'en fût tenu à la simple opinion touchant ce droit, cela n'auroit pas causé beaucoup d'inquiétude aux Anglois. Mais il tiroit de ce principe, des conséquences terribles qui ne tendoient pas à moins qu'à un parfait Despotisme, & par conséquent à renverser la constitution du Gouvernement d'Angleterre. De ce qu'il étoit Roi héréditaire, il inféroit que sa volonté devoit être la seule règle du Gouvernement, & il regardoit comme des vérités inconstitables, tout ce que certains Auteurs ont dit de plus outré sur la puissance Royale. C'est ce prétendu droit héréditaire, & les conséquences qu'on en a voulu tirer, qui ont été la source & l'origine des divisions qui commencerent sous ce Regne, entre le Roi & le Parlement, & qui continuerent sous les trois Regnes suivans. C'est aussi ce qui a donné la naissance aux factions des *Torys* & des *Whiggs*, qui s'entredéchirent encore aujourd'hui. Il est donc nécessaire, afin de mettre les Lecteurs au fait, de remarquer, avant que d'aller plus loin, que ce droit héréditaire par lequel Jacques I. prétendoit régner, n'étoit pas aussi incontestable qu'il se persuadoit, & que plusieurs se le persuadent encore aujourd'hui.

Premièrement, on ne sçauroit produire aucune Loi sur laquelle on puisse fonder la Succession héréditaire de la Couronne d'Angleterre. Secondement, on trouve un très-grand nombre de préjugés dans l'Histoire de ce Royaume, qui font voir que le Parlement s'est attribué le droit de disposer de la Couronne, & de régler la Succession, sans aucun égard pour le plus prochain Héritier. En troisième lieu, depuis la Conquête, il y a eu plus de Rois qui sont montés sur le Trône, en vertu des Actes de Parlement, ou par quelque autre moyen, que par un droit héréditaire. Les quatre premiers principalement, sçavoir, *Guillaume le Conquérant*, *Guillaume le Roux*, *Henri I.* & *Etienne*, très-assurément, n'acquirent pas la Couronne par ce droit. En quel tems donc la Couronne est-elle devenue héréditaire? C'est à ceux qui soutiennent cette opinion, à en marquer le point fixe. En quatrième lieu, de tous les Rois qui avoient régné depuis Guillaume le Conquérant, jusqu'à Jacques I. il n'y en avoit point qui eût eu moins de droit à la Couronne que Henri VII. avant que le Parlement lui en eût confirmé la possession (1) C'étoit donc de la confirmation du Parlement, plutôt que du droit.

JACQUES
I.
1603.
On le flatte
beaucoup
sur ce sujet.
Rog. Roke,
pag. 8.

Il fait beau-
coup valoir
le droit hé-
réditaire.

& en tire
de terribles
conséquences.

Remarques
sur la Suc-
cession à la
Couronne
d'Angleter-
re.

(1) Voyez les Regnes de Richard III. & de Henri VII.

JACQUES
I.
1603,

droit héréditaire de Henri VII. que Jacques I. pouvoit tirer son propre droit. Enfin, si l'on peut produire quelques exemples des Rois qui ont succédé de Pere en Fils, & qu'on en veuille conclurre que c'est par un droit héréditaire, il sera aussi facile de faire voir, que ce droit s'évanouit quand on remonte à la source. Par exemple, si l'on suppose, qu'Elisabeth, Marie, Edoüard VI. & Henri VIII. ont possédé la Couronne par un droit héréditaire, quoiqu'il y auroit beaucoup à dire sur les deux Reines, la source de ce droit se trouve dans Henri VII. qui n'étoit Héritier naturel, ni de la Maison d'Yorck, ni de la Maison de Lencastre. Henri VI. & Henri V. ont succédé de Pere en Fils à Henri IV. qui n'étoit pas le plus prochain Héritier de Richard II. Edoüard III. n'a pas pû succéder par un droit héréditaire à Edoüard II. son Pere qui étoit encore en vie. Edoüard II. Edoüard I. & Henri III. forment la plus longue Succession héréditaire de Pere en Fils, qui se trouve dans l'Histoire d'Angleterre: mais ils tiroient leur droit de Jean sans Terre, qui certainement n'étoit pas le plus prochain Héritier de Richard I. Je passe sous silence, les Rois précédens, parce que la chose est trop manifeste, pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter. Ainsi, de ving-trois Rois qu'il y avoit eu depuis la Conquête jusqu'à Jacques I. il y en avoit au moins plus de la moitié, qui n'étoient pas montez sur le Trône par un droit héréditaire. Quant à ceux qui avoient succédé de Pere en Fils, & qu'on peut supposer avoir regné par un droit héréditaire, ils ne pouvoient appuyer leur droit de Succession que sur des Actes de Parlement, qui avoient adjugé la Couronne à quelqu'un de leurs Ancêtres, contre le droit héréditaire. Comment donc peut-on établir d'une maniere incontestable, la Succession héréditaire de la Couronne d'Angleterre? Il résulte de ce que je viens de dire, que rien n'est plus incertain que le droit par lequel les Rois d'Angleterre avoient regné, depuis la Conquête, jusqu'au tems de Jacques I. puisqu'il n'est pas possible de poser un principe assuré sur ce sujet. Il est bien plus facile de combattre tous les divers sentimens qu'il y a sur la Succession, que d'en établir un par des raisons solides & incontestables. J'ajouterai ici, pour confirmer ce que je viens de dire, que les Rois qui ont passé pour les plus sages & les plus habiles, n'ont pas négligé de faire confirmer leurs titres par le Parlement, lorsqu'ils les ont crus sujets à quelque difficulté. Ainsi, Jacques I. en voulant établir ce prétendu droit héréditaire, avec toutes les conséquences qu'il en déduisoit, a été le premier Auteur des troubles qui ont affligé l'Angleterre, & qui n'ont pas encore cessé.

Les Minis-
tres du Roi
le flatent
beaucoup.

Le choix que ce Prince fit des Ministres qui devoient diriger sous lui les affaires du Royaume, ne contribua pas peu à l'entretenir dans la haute idée qu'il avoit de ses qualitez personnelles, & de l'autorité Royale. Le premier étoit *Robert Cécil* qui fut ensuite Comte de Salisbury. Ce Seigneur, qui avoit été ennemi juré du Comte d'Essex, n'ignorant pas combien le Roi s'étoit intéressé dans la disgrâce de ce Comte, ne trouva pas de meilleur moyen pour se maintenir dans ses bonnes graces, que de le flater continuellement, & de lui faire sa Cour, en parlant du Gouvernement Monarchique selon ses idées. Il a du moins été accusé de lui avoir inspiré des sentimens peu avantageux au Peuple & au Parlement. C'étoit d'ailleurs, un homme d'un grand génie, très-prudent, très-habile, & qui connoissoit parfaitement les affaires

res

res & les intérêts du Royaume. Les Comtes de Suffolck & de Northampton, l'un Grand Chambellan, & l'autre Garde du Sceau privé, étoient beaucoup au-dessous du Comte de Salisbury, pour le génie & pour la capacité. Mais on prétend qu'ils étoient Catholiques dans leur ame, & comme la Religion Catholique ne pouvoit se rétablir en Angleterre, que par une autorité absolue, ils travailloient avec ardeur, à entretenir le Roi dans ses opinions touchant l'autorité Royale. Ce fut principalement à ces trois Seigneurs, que le Roi commit le maniement de ses affaires. Tous les autres Courtisans suivirent la même méthode, & s'efforcèrent à l'envi, d'acquiescer la faveur du Roi, par une complaisance aveugle pour ses volontez.

JACQUES
I.
1603.

Peu de tems après que le Roi fut arrivé à Londres, il envoya une nombreuse troupe de Seigneurs & de Dames en Ecosse, pour accompagner la Reine & ses Enfans, qui se dispoient à le venir joindre. Il avoit trois enfans, sçavoir, *Henri* âgé de neuf ans, *Elisabeth*, & *Charles*. Celui-ci s'étant trouvé malade, fut laissé en Ecosse jusqu'au mois de Septembre de l'année suivante.

Il fait venir
la Reine &
ses enfans.

Pendant que la Reine étoit en chemin, le Roi se ressouvint qu'il avoit fait porter des plaintes à Elisabeth, contre *Valentin Thomas* qui l'avoit calomnié, & qui étoit encore en prison. On ignore en quoi consistoit cette calomnie : mais quoiqu'il en soit, environ un mois après que le Roi fut arrivé à Londres, il fit juger Valentin qui fut condamné à mort, pour avoir conspiré contre la Reine Elisabeth & contre quelques-uns de son Conseil.

Il fait pen-
dre *Valentin*.

Ce fut en ce même tems, & avant l'arrivée de la Reine, que le Marquis de Rosny vint, de la part du Roi de France, pour faire des complimens au Roi sur son avènement à la Couronne d'Angleterre. Il avoit des ordres exprès du Roi son Maître, de paroître en deuil avec toute sa suite, à sa première audience : mais on lui fit entendre, qu'il ne feroit pas plaisir au Roi qui regarderoit sans doute cette affectation comme un reproche de ce qu'il n'avoit pas lui-même pris le deuil pour la Reine. Ce Seigneur dit dans ses Mémoires, que le Roi étant à table, se vanta publiquement, que plusieurs années avant la mort d'Elisabeth, c'étoit lui proprement qui gouvernoit l'Angleterre, & qu'il ne se prenoit aucune résolution dans le Conseil que par sa direction. Il auroit peut-être mieux rencontré, s'il avoit dit, qu'Elisabeth gouvernoit l'Ecosse, & qu'elle le gouvernoit lui-même, sans qu'il s'en apperçût. Le dessein du Roi de France n'étoit pas seulement de féliciter le Roi. Son principal but, en lui envoyant le Marquis de Rosny son Favori, étoit d'empêcher que ce Prince ne se laissât gagner par les Espagnols, & de renouveler avec lui l'Alliance défensive qu'il avoit faite avec Elisabeth, à quoi l'Ambassadeur réussit selon ses souhaits.

Ambassade
du Marquis
de Rosny.
*Mémoires de
Sully.*

*Mémoires de
Sully.*

Le Comte d'Aremberg, Ambassadeur de l'Archiduc Albert & de l'Infante Isabelle Souverains des Pais-Bas, étoit arrivé à Londres quelque tems auparavant, mais il fut malade, ou il feignit de l'être, pendant tout le tems que le Marquis de Rosny demeura en Angleterre. Ce ne fut qu'après le départ du Marquis, qu'il fit prier le Roi de lui envoyer quelqu'un de son Conseil, pour apprendre de lui le succès de son Ambassade. Cécil, que le Roi chargea de cette Commission, fut tout surpris de n'entendre de lui, que des complimens & des généralitez. Selon les apparences, cet Ambassadeur n'avoit été envoyé en Angleterre, que pour épier ce qui s'y passoit, & pour son-

Ambassade
de l'Archiduc,

JACQUES

I.

1603.

And. Du
Chesne.& du Roi
d'Espagne.Le Roi se
retire à
Wilton.
S. Anth.
Weldon.Conspira-
tion décou-
verte, en fa-
veur d'Ar-
belle.And. Du
Chesne Hist.
d'Angleter-
re.
Aulicus Co.
quinaris.Rawleigh.
est condam-
né.Sir. Anth.
Weldon.Il demeure
douze ans
en prison.Couronne-
ment du

der l'intention du nouveau Roi, touchant la Paix entre l'Angleterre & l'Espagne. Jacques avoit déjà fait une démarche qui faisoit assez comprendre qu'il souhaitoit cette Paix, puisque sans aucune sollicitation, il avoit révoqué les Lettres de reprefailles qu'Elisabeth avoit accordées à divers Particuliers (1) Quelques tems après, *Taxis* arriva aussi à Londres, de la part du Roi d'Espagne, & après avoir félicité le Roi sur son avènement à la Couronne il demanda qu'on lui donnât des Commissaires pour traiter de la Paix. Cette négociation, qui ne fut alors qu'entamée, aboutit enfin à un Traité de Paix qui fut conclu l'année suivante.

La peste, qui avoit commencé à se faire sentir dès le mois de Décembre, s'étant renforcée à Londres pendant les chaleurs de l'Été, le Roi se retira pendant quelque tems, à *Wilton*, maison du Comte de Pembroke, dans la Province de Salisbury.

Dans le tems que la Cour étoit à *Wilton*, on découvrit une conspiration, ou plutôt un projet de conspiration, dont les Auteurs étoient, les Lords *Gray*, *Cobham*, *Carew*, les Chevaliers *Walter Rawleigh*, & *George Brook*, deux Prêtres nommez *Clarke* & *Watson*, & quelques autres. Le projet étoit de mettre sur le Trône, *Arbelle Stuart*, Cousine Germaine du Roi. Pour cet effet, le Lord *Cobham* devoit aller traiter avec l'Archiduc à Bruxelles, pour tâcher d'en obtenir six cens mille écus, dont *Rawleigh* devoit en avoir soixante & dix mille. *Cobham* devoit aussi porter à l'Archiduc, au Roi d'Espagne, au Duc de Savoye, des Lettres d'*Arbelle*, par lesquelles elle s'engageroit à recevoir un époux de leur main, & promettroit d'accorder une entière tolérance aux Catholiques. Ils étoient encore convenus, que *Cobham* demanderoit au Roi la permission de lever deux mille hommes pour les mener en Hollande, & qu'avec ces mêmes troupes, il se saisiroit de sa personne. Mais ce n'étoit qu'un projet dont il n'y avoit encore aucun point d'exécution, excepté que quelques-uns des Conjurez avoient conféré quelquefois avec le Comte d'Aremberg. On a conjecturé que cet Ambassadeur avoit engagé ce complot pour perdre *Rawleigh*, qui étoit l'homme de toute l'Angleterre, le plus redoutable aux Espagnols, & qu'ensuite, il en avoit lui-même informé le Roi. Quoiqu'il en soit, les Conjurez ayant été arrêtez, furent jugez à *Winchester*, dans le mois de Novembre suivant, & condamnés à mort. *Rawleigh* fut trouvé coupable, sur la déposition par écrit d'un seul témoin, sçavoir du Lord *Cobham*, qu'on refusa même de lui confronter, contre les Loix expressees du Royaume (2). Il n'y eut pourtant d'exécutez, que le Chevalier *George Brook*, Frere du Lord *Cobham*, & les deux Prêtres, le Roi ayant ordonné que les autres fussent remis en prison, mais sans leur accorder leur pardon. Le Lord *Gray* y mourut peu de tems après, & le Lord *Cobham* obtint enfin sa liberté. Mais le Chevalier *Rawleigh* demeura douze ans à la Tour, où il composa une Histoire du monde, qui est fort estimée en Angleterre. J'aurai occasion de parler de lui, dans la suite de ce Regne.

Peu de tems après la découverte de cette conspiration, le Roi & la Reine furent

(1) Cette Révocation étoit datée le 23. de Juin.

(2) Quelques-uns prétendent que le Lord *Cobham* avoit été induit à signer un papier blanc sur lequel on avoit ensuite écrit cette Lettre.

furent couronnez à Westminster, avec la solennité ordinaire, le 25. de Juillet, jour de la Fête de Saint Jacques. Immédiatement après le couronnement, le Roi fit publier une Proclamation par laquelle il étoit expressément défendu à tous ceux qui avoient des affaires à la Cour, de s'en approcher jusqu'à l'Hiver, à cause de la peste qui faisoit alors de grands ravages, & qui emporta plus de trente mille personnes dans le seule Ville de Londres. Les Proclamations furent beaucoup plus fréquentes sous ce Regne, qu'elles ne l'avoient été sous les précédens. Dans les huit ou neuf premiers mois, on en compta jusqu'à douze.

JACQUES I.
1603.
Roi & de la Reine.
Défense de s'approcher de la Cour.
Proclamations fort en usage.
J. Stouv.

J'ai déjà dit un mot des espérances, que les Papistes & les Puritains avoient conçues, d'éprouver quelque heureux changement sous ce nouveau Regne. Les premiers ne pouvoient se persuader qu'un Prince qui n'avoit jamais marqué aucune haine contre eux, changeât tout à coup de sentimens à leur égard, & qu'il voulût marcher sur les traces d'Elisabeth. Les Puritains de leur côté, s'imaginoient, que Jacques ayant été élevé dans leur Religion, & en ayant fait profession toute sa vie, jusqu'à son arrivée en Angleterre, leur devoit être favorable. Ils espéroient, qu'il feroit du moins réformer une bonne partie des défauts qu'ils trouvoient dans l'Eglise Anglicane. Les uns & les autres se tromperent, mais les derniers, beaucoup plus que les premiers. Jacques ne haïssoit entre les Catholiques, que les Jesuites, & ceux qui étoient trop servilement attachez à la Cour de Rome, & aux prérogatives du Pape. Mais d'un autre côté, il comprenoit bien, qu'il ne feroit pas le maître d'accorder une entière tolérance aux autres Catholiques, quoique son inclination l'y portât assez. Par cette raison, il crut qu'il devoit éviter d'abord de faire connoître trop ouvertement ce qu'il pensoit sur ce sujet. Ainsi les Catholiques, qui avoient espéré du moins une tolérance entière de leur Religion, se trouverent fort surpris, lorsqu'ayant présenté une Requête au Roi sur ce sujet, ils en reçurent pour réponse, qu'il se croyoit obligé de maintenir ce qu'il avoit trouvé établi dans le Royaume à son arrivée.

Les Catholiques présentent une Requête au Roi.

Réponse du Roi.

Les Puritains, croyant avoir plus de raison d'espérer que les Catholiques, présenterent aussi leur Requête, non seulement pour demander une tolérance, mais encore, pour prier le Roi de faire réformer divers Articles de la Religion Anglicane, dont ils ne pouvoient s'accommoder. Les Evêques ne manquèrent pas de s'opposer fortement à cette demande, & de supplier le Roi de laisser la Religion sur le pied qu'il la trouvoit à son avènement à la Couronne, sans y rien innover. C'étoit bien l'intention du Roi de ne rien changer. Non seulement en entrant dans le Royaume, il s'étoit rangé à la Communion de l'Eglise Anglicane, mais il s'étoit même proposé d'obliger les Puritains à s'y conformer, & de se venger sur eux des chagrins que les Synodes Presbytériens lui avoient causez en Ecosse. D'ailleurs, le Gouvernement de l'Eglise Presbytérienne étoit trop semblable au Républicain, pour pouvoir être agréable à un Prince aussi prévenu qu'il l'étoit en faveur du Gouvernement Monarchique. Celui de l'Eglise Anglicane étoit bien plus conforme à ses principes. Cependant, pour ne pas paroître d'abord trop partial, & pour faire croire qu'il ne vouloit se déterminer qu'avec connoissance de cause, il ordonna qu'il se tiendrait entre les deux Partis, une Conférence de laquelle il feroit lui-même le Modérateur. En attendant cette

Requête des Puritains.

Dessain du Roi.

Il ordonne une Conférence, entre les Anglicans & les Puritains.

JACQUES

I.

1703.

1604.
Conférence
de Hamp-
toncourt.
*Sprovvood ,
Sped , Wil-
son, Echard,
Rog. Coke ,
pag. 7.*

Conférence , il publia une Proclamation par laquelle il ordonnoit aux uns & aux autres de se tenir en repos , jusqu'à ce qu'il eût fait le Règlement qu'il jugeroit convenable.

La Conférence entre des Evêques & quelques uns des Ministres Presbytériens , se tint à Hamptoncourt , le 14. de Janvier 1604. Le Roi fit d'abord connoître aux Ministres à quoi ils devoient s'attendre. Il déclara , que , suivant l'exemple des bons Princes Chrétiens , qui commencent ordinairement leurs Regnes par l'établissement des choses qui regardent la Religion , il les avoit assemblez afin de pouvoir établir un bon ordre dans l'Eglise ; de faire cesser les dissensions , & de réformer les abus auxquels tous les Corps politiques sont naturellement sujets. Mais de peur qu'on n'expliquât pas bien sa pensée , il ajouta , *que son intention n'étoit pas de rien changer dans le Gouvernement de l'Eglise , qui étoit très-bon , & approuvé de Dieu , comme il en étoit persuadé , mais seulement de les écouter , d'examiner leurs plaintes , & de leur ôter l'occasion de se plaindre à l'avenir : c'est pourquoi il leur ordonnoit de produire leurs Grievs.* Le Ministre Reynolds , qui étoit chargé par ses Confrères de porter la parole , rangea ce qu'il avoit à dire sous deux Articles , dont le premier regardoit les Dogmes , & l'autre la Discipline , & le Gouvernement de l'Eglise. Il dit en substance sur le premier , que les Articles de la Foi de l'Eglise Anglicane étoient obscurs en certains endroits , & défectueux en d'autres. Ensuite , il indiqua les Articles dont il parloit , & pria le Roi de les faire éclaircir d'une telle manière , qu'il n'y restât plus d'ambiguïté , & d'y faire ajouter ce qui manquoit. Sur cela , on commença une dispute dans laquelle le Roi prit toujours la parole , répondant lui-même aux argumens des Ministres , tantôt par des raisons , tantôt par autorité & par des menaces. Les Ministres voyant le Roi devenu leur Partie , à quoi ils ne s'étoient pas attendus , prirent le parti de se taire , & de seindre qu'ils étoient satisfaits. Alors le Roi leur reprocha leur présomption , disant qu'ils ne devoient pas l'avoir importuné pour si peu de chose. Effectivement , ce n'étoit pas-là leur grand Grief. C'étoit le Gouvernement de l'Eglise , & le culte extérieur , qui leur faisoit le plus de peine. Voici les Articles sur quoi ils insisterent : 1. qu'on ne prenoit pas assez de soin de pourvoir les Eglises de Ministres habiles & sçavans , & que le Peuple souffroit beaucoup de cette négligence. 2. Qu'on vouloit les obliger à recevoir le Livre des *Prieres Communes* (1) , dans lequel ils voyoient plusieurs choses que leurs consciences ne leur permettoient pas d'approuver. 3. Qu'on soumettoit le Clergé à la censure des Laïques , par le moyen de la *Haute Commission* (2). 4. Ils vouloient qu'on rejetât le signe de la Croix dans l'administration du Baptême , l'anneau qui se donnoit dans le Mariage , avec certaines cérémonies ; le surplis avec lequel les Ministres faisoient le service , & quelques autres choses qu'ils regardoient comme superstitieuses. Il y eut sur tous ces Articles des disputes assez vives , dans lesquelles le Roi prit soin de répondre lui-même aux Ministres , sans donner le tems aux Evêques de parler. La conduite du Roi fut si agréable aux Evêques &

On flatte
beaucoup
le Roi.

(1) C'est un Livre qui contient toutes les Prieres qui se disent dans l'Eglise , & toute la Liturgie de l'Eglise Anglicane.

(2) C'étoit un certain nombre de Commissaires qui exerçoient la Suprématie Ecclesiastique du Roi.

à leurs Partisans, que le Grand Chancelier, ne voulant point laisser passer cette occasion de flater le Roi, s'écria, qu'il avoit bien oui dire, que la Prétrise étoit unie à la Royauté; mais qu'il venoit de s'en convaincre, par les sçavans discours de Sa Majesté. *Whitgift*, Archevêque de Cantorbéri, poussa la flaterie encore plus loin, en disant, qu'il étoit persuadé que dans ce que le Roi venoit de dire, il avoit été inspiré du Saint Esprit. Après cela, le Roi congédia l'Assemblée, & ordonna aux Evêques & aux Ministres, de se trouver dans trois jours au même lieu.

Le 18. de Janvier, qui étoit le jour que le Roi avoit marqué, les Evêques furent appelez seuls en sa présence, & ils lui présentèrent une Exposition de la Liturgie de l'Eglise Anglicane. Ensuite, le Roi leur fit quelques questions, sur l'*Excommunication*, sur la *Haute Commission*, sur le serment *ex officio*, sur la souscription au Livre des *Prieres Communes*, & ayant approuvé leurs réponses, il fit entrer les Ministres, & fit lire devant eux l'Ecrit que les Evêques lui avoient présenté. Les Ministres, croyant qu'il étoit inutile de rien répliquer, gardèrent le silence. On prétend même que quelques-uns d'entre eux déclarèrent qu'on avoit suffisamment éclairci leurs doutes. Quoi qu'il en soit, le Roi, supposant qu'ils n'avoient rien à répondre, & qu'ils avoient lieu d'être contents de la condescendance qu'on avoit eue pour eux, exhorta les Evêques à user de douceur envers les Dévoyez, & ordonna aux Ministres de se ranger à l'unité de l'Eglise, & de prendre bien garde de ne se rendre point opiniâtres & désobéissans. *L'obéissance*, ajouta-t'il, & *l'humilité*, sont les marques des gens pieux & honnêtes, tels que je veux croire que vous êtes pour la plupart. Je crains pourtant qu'il n'y en ait quelques-uns parmi vous, qui sont fantasques & bizarres, & qui s'efforcent de pervertir les autres. Autant que je puis m'en appercevoir, les objections que vous faites contre le Livre des *Prieres Communes* ont leur force dans votre foiblesse. Ceux d'entre vous qui sont sages & prudents se laisseront gagner avec le tems, par de douces persuasions, & s'il s'en trouve qui soient indiscrets & opiniâtres, il vaut mieux qu'ils soient chassés, que si l'Eglise souffroit par leurs contentions. Je suis caution pour les Evêques, que leur intention n'est pas de vous forcer d'abord l'obéissance, mais plutôt, de vous ramener par des admonitions paternelles & par des Conférences amiables. Mais s'il se trouve parmi vous des esprits opiniâtres & turbulens, j'entends qu'on les contraigne de se conformer. Ne me dites pas que si vous approuviez le surplus dans la célébration du Service divin, & le signe de la Croix dans le Baptême, après les avoir si long-tems désapprouvez, vous diminueriez votre crédit & votre réputation: car c'est-là l'argument ordinaire des Ecoissois. Quand il se conclut quelque chose qui ne leur plait pas, la seule raison qu'ils alleguent pour s'empêcher d'obéir, c'est qu'ils feroient tort à leur réputation, s'ils se soumettoient, après avoir si long-tems soutenu le contraire. Je n'entends point qu'on me paye de semblables raisons: mais je veux que les Evêques fixent un certain tems, & qu'après cela, ceux qui ne voudront point se soumettre soient chassés. Car il n'est pas juste de préférer la réputation de quelques Particuliers à la Paix générale de l'Eglise.

C'est ainsi que se passa cette prétendue Conférence dont l'unique but n'avoit été que de faire croire au Public, que les Ministres avoient été convaincus, & qu'on leur avoit donné toutes les instructions nécessaires: qu'ainsi, ce n'étoit qu'une pure opiniâtreté qui les tenoit encore séparés de l'Eglise.

JACQUES
I.
1604.
Wilson;
Echard; *Rog.*
Coke.

Menaces du
Roi aux Mi-
nistres Pres-
bytériens.

JACQUES I.
1604.
Il étoit naturel d'inférer de-là , qu'il étoit nécessaire d'user de sévérité à leur égard , pour achever de vaincre leur obstination. C'étoit aussi ce que le Roi leur avoit bien fait entendre , en leur disant , qu'il étoit caution pour les Evêques que leur intention n'étoit pas de les contraindre *d'abord* à l'obéissance , & en ajoutant plus clairement dans la suite de son discours , qu'après un certain tems qui seroit fixé , on agiroit avec eux d'une autre maniere. Mais cette Conférence ne produisit pas un grand effet , pour la conviction des Puritains , & tout le fruit que le Roi en tira fut , de leur avoir fait connoître combien ils s'étoient trompez lorsqu'ils avoient compté sur sa protection.

Mort de
Whirgift
Archevê-
que de Can-
torberi.
Wilson ,
pag. 3.
Bancroft
lui succede
Il Persecute
les Puri-
tains.

Whitgift étoit un homme doux & paisible , qui auroit bien souhaité de ramener les Puritains par des moyens doux & aisez , conformes à l'Evangile : mais il mourut bien-tôt après , le 29. de Fevrier. il eut pour Successeur *Richard Bancroft* , Prélat d'un caractère tout différent , qui , bien loin de ménager les Puritains , ne cessa point d'animer le Roi contre eux , & de leur faire tout le mal qu'il put. Il ne fut que trop imité en cela par les autres Evêques qui trouvoient un double avantage à détruire cette Secte. Premièrement , ils faisoient leur Cour au Roi qui la haïssoit mortellement. En second lieu , ils travailloient à conserver la Hiérarchie que les Puritains vouloient ruiner. La persécution que ceux-ci souffrirent pendant que Bancroft fut à la tête du Clergé , porta plusieurs Familles à se retirer du Royaume , pour aller jouir ailleurs de la liberté de conscience , qu'elles ne pouvoient trouver dans leur Patrie. On accuse encore Bancroft d'avoir été un des plus ardens à inspirer au Roi les maximes du Despotisme.

Les Jesuites
sont bannis
du Royau-
me.
Wilson ,
Echard.
Ménage-
mens du
Roi pour
les Catho-
liques.

Le 22. de Fevrier , le Roi fit publier une Proclamation qui bannissoit du Royaume tous les Jesuites , & tous les Prêtres qui avoient reçu leur Ordination d'une Puissance étrangere. Cette Proclamation étoit conçue d'une telle maniere , que le Roi prenoit un extrême soin de faire voir , qu'il ne bannissoit pas les Jesuites en haine de la Religion Catholique en général , mais uniquement , à cause de leur attachement au dogme qui attribuoit au Pape un pouvoir illimité sur les Têtes couronnées. C'est ce que ce Prince observa fort exactement pendant tout son Regne. Il affecta sans cesse , de ne considérer la Religion Romaine que parce qu'elle pouvoit avoir de contraire au Gouvernement politique , c'est-à-dire , à la puissance illimitée qu'elle attribuoit au Pape. Pour les autres dogmes , il vouloit bien laisser aux Catholiques la liberté de croire ce qu'ils jugeroient à propos , pourvu qu'ils renoncassent à la croyance que le Pape a quelque supériorité sur les Rois. Il se persuadoit , que cette équité lui procureroit un Regne tranquille : mais il n'eut que trop d'occasion dans la suite , de se convaincre qu'il prenoit de fausses mesures , & néanmoins , il ne changea jamais de conduite. La plupart des Catholiques n'étoient pas contents d'une tolérance si bornée , & les Protestans zélés firent passer le Roi pour Papiste. Il est certain qu'il donna lieu de croire qu'il avoit du penchant pour la Religion Catholique , par le grand soin qu'il prit toujours de faire connoître , qu'il n'étoit choqué que du pouvoir absolu du Pape , & qu'il faisoit peu de cas des autres dogmes qui séparaient les deux Religions. Cela l'obligeoit à faire en faveur des Catholiques modérez , certaines démarches qui le rendirent très-suspect à plusieurs Protestans ,

tans , pendant que d'autres regardoient son zèle contre les Presbytériens, comme une preuve incontestable de son attachement à la Religion Protestante.

JACQUES
I.
1604.

La Proclamation contre les Jésuites fut bien-tôt suivie d'une autre qui ordonnoit aux Puritains de se conformer au Culte de l'Eglise Anglicane établi par les Loix. On ne voyoit point dans celle-ci les mêmes ménagemens pour justifier la conduite du Roi par rapport à cette espece de persécution. Le Roi faisoit entendre dans la premiere, qu'il vouloit avoir des égards pour les consciences tendres des Catholiques qui ne pouvoient s'accommoder des dogmes reçus dans l'Eglise Anglicane. Mais dans celle-ci, il n'y avoit pas le moindre ménagement pour les consciences tendres des Puritains. C'étoient tous des opiniâtres qui ne méritoient pas qu'on eût des égards pour eux.

Proclamation contre les Puritains.
Wilson.

Le Parlement devant s'assembler le 19. de Mars, le Roi crut qu'il étoit nécessaire de se concilier l'affection de ses Sujets, en supprimant quelques abus qui s'étoient introduits sur la fin du dernier Regne, & qui tendoient à l'oppression du Peuple. C'est ce qu'il fit par diverses Proclamations qui regardoient certains Monopoles, les fréquentes Protections qui empêchoient le cours ordinaire de la Justice, la maniere de chercher du Salpêtre dans les Maisons particulieres, qui donnoient lieu à de grandes extorsions, le droit des Pourvoyeurs de la maison du Roi, qui arrêtoient les Chevaux & les Chariots des Particuliers, sous prétexte de les employer pour le Roi, & puis les laissoient aller pour de l'argent. Parmi ces Proclamations, il y en eut une qui ne fut pas si agréable au Peuple : ce fut celle qui défendoit la chasse sous des peines très-sévères contre les Contrevenans. Ce Regne-ci fut le Regne des Proclamations. Le Roi & ses Ministres auroient souhaité qu'on les eût regardées comme des Loix ; mais les Juges ni le Peuple n'y étoient pas encore accoutumés.

Divers abus supprimés.
Wilson.

Proclamation contre la chasse.
Rog. Koke.

Peu de tems après, il en parut une autre qui faisoit du cinquième d'Août un jour de Fête. Il y étoit ordonné, que tous les ans, dans un pareil jour, on rendroit grâces à Dieu dans toutes les Eglises, de ce qu'en l'année 1600. le Roi avoit été miraculeusement délivré de la conspiration des *Gouvrys*, qui avoient attenté à sa vie. Cette nouvelle fête ne fut pas au gré de tout le monde. Outre que l'accident qui en étoit le sujet, étoit arrivé au Roi avant qu'il fût sur le Trône d'Angleterre, il y avoit des gens, tant en Angleterre qu'en Ecosse, qui avoient la malice de soutenir, que ce n'avoit été qu'une invention pour couvrir une véritable conspiration du Roi contre les deux *Ruthvrens* ou *Gouvrys*, qui furent tuez en cette occasion. Je ne rapporte pas ceci à dessein de porter quelque atteinte à la réputation de Jacques, ou de faire douter de la délivrance dont il vouloit qu'on rendît grâces à Dieu : mais seulement pour faire voir, que dès le commencement de son Regne en Angleterre, il y avoit des gens qui n'avoient pas trop bonne opinion de lui.

Autre pour fêter le 5. d'Août.
Wilson, Baker, Weldon.

Weldon,
Wilson, p. 12.

Comme le tems de l'assemblée du Parlement s'approchoit, le Roi & la Reine firent leur entrée dans Londres quatre jours auparavant, n'ayant pu la faire plutôt à cause de la peste. Le Roi eut besoin ce jour-là de toute sa patience, rien ne lui étant plus désagréable que les solemnitez qui attiroient une

Le Roi & la Reine font leur entrée à Londres.
5. de Mars.

ACQUES

I.

1604

Wilson,

Echard.

Jacques est
fort entêté
de l'étendue
de l'autori-
té Royale.

une foule de Peuple autour de lui. Il étoit en cela d'une humeur bien opposée à celle de la Reine Elisabeth qui se faisoit un plaisir de voir son Peuple empressé à la considérer, & d'entendre ses acclamations.

J'ai déjà remarqué que Jacques I. avoit du Gouvernement d'Angleterre, une opinion bien différente de celle qui avoit eu cours jusqu'alors. Si quelques-uns de ses Prédécesseurs avoient pensé comme lui sur ce sujet, ils avoient, du moins, pris soin de cacher leur sentiment, ou de ne le faire paroître qu'en certaines occasions extraordinaires. Pour lui, il ne jugea pas à propos de suivre la même route, puisqu'il ne perdoit point d'occasion de faire connoître ce qu'il en pensoit. Il étoit persuadé que les privilèges du Peuple & du Parlement n'étoient que des usurpations, ou tout au plus, des Concessions des Rois ses Prédécesseurs, qui pouvoient être révoquées, & il donna souvent lieu de croire qu'il avoit formé le projet de délivrer tant lui-même que ses Successeurs, de la contrainte où les Loix, les Coutumes, & les Privilèges de la Nation Angloise avoient tenu les Rois qui l'avoient précédé. Quoiqu'il en soit, depuis le commencement de son Regne jusqu'à la fin, il embrassa toutes les occasions qui se présentèrent de faire valoir sa prérogative Royale à laquelle il ne donnoit d'autres bornes que sa propre discrétion. La première démarche publique qui fit connoître ce qu'il pensoit sur ce sujet, ce fut la convocation du premier Parlement qui s'assembla sous son Regne, & dont je vai parler tout à l'heure. Dans les ordres qu'il fit expédier sur ce sujet, & dans la Proclamation qu'il fit publier pour convoquer le Parlement, il entreprit de marquer les qualités que devoient avoir les Députés des Communes, non pas par voye d'exhortation, comme l'avoient fait les Rois précédens, mais par voye de commandement, & comme des conditions sans lesquelles ils ne seroient pas admis dans la Chambre. C'étoit porter une atteinte directe à la Chambre des Communes, à laquelle on n'avoit jamais contesté le droit de décider touchant la validité des élections de ses propres Membres. Voici comment le Roi s'exprimoit :

Proclama-
tion pour
convoquer
le Parle-
ment avec
des clauses
extraordi-
naires.
Reg. Coke,
pag. 20.

Nous notifions donc à toutes personnes que les Certificats des élections des Députés doivent être renvoyés à la Chancellerie, pour y être enregistrés. Que s'il se trouve quelque election faite d'une maniere contraire à ce qui est ordonné par notre Proclamation, elle doit être rejetée comme illégitime & insuffisante, & la Ville ou Bourg qui l'aura faite sera puni par une amende. Et s'il se trouve qu'on ait commis quelque grande faute sur ce sujet, ou qu'on ait méprisé nos ordres, soit dans l'élection, ou dans le certificat, la Corporation qui aura commis la faute sera privée de son privilege & de ses libertez. De plus, si quelque personne attente de prendre sa place dans la Chambre, sans avoir été légitimement élu, & sans avoir prêté le serment, selon les Loix qui ont été faites sur ce sujet, & selon le contenu & le véritable sens de cette Proclamation, cette personne sera mise à l'amende & emprisonnée.

Ainsi le Roi s'attribuoit le droit, non seulement d'ordonner des peines contre ceux qui contreviendroient aux Statuts faits sur les élections, mais même de les ordonner par une simple Proclamation dont il rendoit l'autorité égale à celle des Loix. On verra bien-tôt, que cela ne se faisoit pas sans dessein.

Avanture

A l'ouverture du Parlement, le Roi s'étant placé sur son Trône, fit appeller

peller les Communes selon la coutume : mais comme la foule étoit grande , il arriva que plusieurs Membres des Communes ne purent entrer. Le Chevalier *Crofts* , l'un des Députés , ayant voulu insister , fut repoussé rudement par un des Gardes du Roi , qui le connoissant bien pour ce qu'il étoit , lui dit en se moquant de lui , *Monsieur le Bourgeois , vous pouvez bien demeurer dehors*. Cette affaire fit quelque bruit dans la suite : mais la Chambre-Basse ne jugea pas à propos d'en témoigner du ressentiment. Les Communes étant arrivées , le Roi fit aux deux Chambres un Discours qui , tout long qu'il est , mérite d'être rapporté tout entier , afin qu'on puisse y connoître à certains traits , le génie , le caractère , & les desseins de ce Prince.

„ Dès qu'il a plu à Dieu de faire cesser le fleau dont il avoit visité cette Ville , & de commander à son Ange destructeur de retirer sa main , j'ai résolu d'assembler ce Parlement , pour trois raisons principales. La première seroit suffisante , quand même elle ne seroit accompagnée d'aucune autre. C'est afin que vous qui représentez la Nation , puissiez entendre de vos oreilles , & que je puisse de ma propre bouche , vous exprimer ma reconnaissance , de ce qu'immédiatement après qu'il a plu à Dieu d'appeler à soi , la défunte Reine de glorieuse mémoire , rassasiée de jours , & plus encore , de gloire & d'honneur , vous m'avez reçu dans ce Trône *que la Providence avoit préparé pour moi dans l'accomplissement des tems , par le droit de ma naissance*. Ce n'est pas que par aucune éloquence , je me sente capable de vous bien représenter les sentimens de mon cœur : mais c'est seulement , afin que par le témoignage de ma propre bouche , vous puissiez vous assurer que ma gratitude est proportionnée à vos mérites , & que mon inclination me porte à m'acquitter envers vous de tout ce que je vous dois. Serai-je jamais , ou plutôt , pourrois-je jamais être capable d'oublier avec quelle promptitude , avec quelle ardeur , avec quelle union & quelle harmonie de vos cœurs , *vous m'avez déclaré & embrassé pour votre indubitable & légitime Roi & Gouverneur* ? Pourrai-je jamais effacer de ma mémoire , avec quelle allégresse , le Peuple de toutes conditions a couru , ou plutôt , a volé vers moi , pour venir à ma rencontre ? Leurs regards étoient pleins d'affection : leurs langues ne faisoient entendre que des cris de joye : leurs pieds , leurs mains , tous leurs membres , tous leurs gestes , découvroient l'impatience affectueuse qu'ils avoient de voir leur nouveau Souverain. *Quid ergo retribuam ?* Souffrirois-je en moi ce que je ne puis supporter dans les autres ? Non , il faut que j'avoie ingénument en votre présence , que j'ai naturellement si mauvaise opinion de ceux qui donnent de belles paroles à leurs Créanciers , que je ne sçaurois m'empêcher de croire , qu'ils n'ont pas envie de les satisfaire réellement. C'est pour cela que pour vous exprimer ma reconnaissance , je dois avoir recours aux deux autres raisons qui m'ont fait assembler ce Parlement. Ces deux raisons ont un même fondement , c'est-à-dire , les effets par lesquels je dois , avec la grace de Dieu , vous convaincre de ma reconnaissance tous les jours de ma vie. Mais elles sont différentes en ceci : c'est que dans la première , mes actions de grâces sont tellement attachées à ma personne , qu'elles en sont en quelque manière inséparables. Dans la seconde , elles sont de telle nature , que je puis en user ou n'en pas user , quoiqu'avec l'assistance de Dieu , j'espère d'en user toujours.

JACQUES

I.

1604.

arrivé à un
Député des
Communes.

Rog. Coke.

„ Discours

„ du Roi

„ au Parle-

„ ment.

„ VVilson.

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

JACQUES

I.

1604.

„ La premiere regarde les bénédictions dont Dieu vous favorisé en ma
 „ personne, & par mon moyen, dans lesquelles je proteste que je me glorifie
 „ plus à cause de vous, que par rapport à ma réputation ou à mon avance-
 „ ment. La premiere de ces bénédictions que Dieu vous accorde en ma per-
 „ sonne, c'est la Paix au dehors, avec tous nos voisins. Car, graces à Dieu,
 „ je puis dire avec vérité, que depuis que je regne, je n'ai jamais souffert au-
 „ cun tort d'aucun autre Roi ou Etat, & que je n'ai fait du tort à aucun. J'ai,
 „ Dieu en soit loüé, conservé la Paix avec tous, & ce bonheur est tellement
 „ attaché à ma personne, qu'à mon arrivée dans ce Royaume, ayant trouvé
 „ l'Etat engagé dans une grande & fâcheuse Guerre, on voit néanmoins, par
 „ le moyen de cette Paix qui ne m'abandonne point, l'amitié regner là où la
 „ Guerre se faisoit sentir, ce qui n'est pas un bonheur peu considérable pour
 „ un Etat. Par la Paix avec les voisins, les Villes fleurissent, le Commerce
 „ s'accroît, les Marchands deviennent riches, & les gens de toutes conditions
 „ jouissent de l'heureuse liberté d'exercer chacun sa profession, sans crainte
 „ & sans danger. Ce n'est pas que je croye cette Paix extérieure tellement
 „ inhérente à ma personne, que je puisse absolument vous assurer de sa con-
 „ tinuation. Mais je puis du moins vous promettre, & m'engager en parole
 „ de Roi, que je ne donnerai jamais le premier aucune occasion de la faire
 „ cesser, & qu'aucun intérêt particulier, aucune passion, ne sera capable de
 „ me porter à l'interrompre, si je n'y suis forcé, ou pour réparer l'honneur
 „ du Royaume, ou par la nécessité de pourvoir à sa sûreté : car dans ces cas-
 „ là, une Guerre honorable est à préférer à une Paix honteuse & mal assurée.
 „ J'ai pourtant lieu d'espérer, par l'expérience que j'ai faite de la bénédiction
 „ de Dieu à cet égard, qu'il ne se lassera point de me la continuer, & qu'il ne
 „ se repentira point de ses faveurs : mais qu'au contraire, m'appropriant ce
 „ qui est dit de David touchant ses victoires, & l'accommodant au bonheur
 „ dont j'ai joui par la Paix, je pourrai dire comme lui, que ce même Dieu
 „ qui m'a délivré de la gueule du lion & de la patte de l'ours, & les a livrez
 „ entre mes mains, m'accordera la victoire sur le Philistin incirconcis.

„ Mais quoique la Paix au dehors soit une grande bénédiction, elle est
 „ pourtant moins considérable que la Paix domestique, autant que les Guer-
 „ res civiles sont plus cruelles que les étrangères. C'est pourquoi, la seconde
 „ bénédiction que Dieu vous accorde en ma personne, c'est la Paix dans le
 „ Royaume, & cela en deux manieres. Premièrement, en ce qu'étant descen-
 „ du de Henri VII. vous voyez confirmée en moi l'union des deux Roses,
 „ je veux dire des Maisons de Lencastre & d'Yorck, dont ce Prince d'heureu-
 „ se mémoire, a été le premier instrument. Il a été aussi l'Auteur de cette
 „ Paix qui ayant été premièrement établie en sa personne, se trouve présente-
 „ ment réunie & confirmée en moi qui suis descendu légitimement & en
 „ droite ligne, non seulement de cette heureuse conjonction, mais encore,
 „ des deux branches ainsi unies, réunissant en moi les droits que les deux
 „ Maisons peuvent avoir eus en quelque tems que ce soit. Les événemens,
 „ que les Guerres civiles & les dissensions entre ces deux Maisons, ont pro-
 „ duits, ont été si tristes, & sont encore si récents, qu'il n'est pas nécessaire
 „ que je les rappelle dans votre mémoire. Mais l'union des deux Maisons n'est

pas

pas comparable à celle de deux anciens & fameux Royaumes , & c'est-là l'autre sorte de Paix domestique qui est annexée à ma personne.

» Il faut que je vous prie ici d'avoir un peu de patience , & de me permettre de vous parler en détail du bénéfice que produit cette union qui se trouve dans ma personne. C'est une matiere qui me regarde principalement , comme étant la Tête à laquelle ce vaste Corps est uni. Premièrement , quand nous ne considérerions que les raisons physiques & naturelles , nous pourrions aisément nous convaincre des avantages que cette union procure à toute l'Isle en général : car si vingt-mille hommes forment une puissante Armée , combien plus quarante-mille hommes ? Si un Baron acquiert une fois autant de terres qu'il en possédoit , ne devient-il pas plus grand par cette augmentation du double ? La nature nous enseigne , que les Montagnes sont faites de plusieurs mottes de terre , & qu'au commencement , les Royaumes étant partagez , selon que chaque Tyran ou Usurpateur pouvoit obtenir la domination d'une Ville ou d'un petit Païs , plusieurs de ces Royaumes , avec le tems , & par la volonté de Dieu , ont été unis ensemble , & ont formé de grandes Monarchies. Par-là , ils sont devenus puissans en eux-mêmes , & capables de se défendre contre les invasions étrangères , comme d'autre côté , leur Chef est en état de protéger ses Sujets , & de punir les crimes qui se commettent au dedans. Ne pouvons-nous pas nous ressouvenir , que ce Royaume étoit autrefois divisé en sept petits Royaumes , outre le Païs de Galles , & n'est-il pas devenu plus puissant par l'union de toutes ces parties ? L'Angleterre n'est-elle pas devenue plus forte par l'addition du Païs de Galles qui , quoi qu'une assez grande Principauté , n'étoit pourtant pas comparable en grandeur & en puissance , à l'ancien & fameux Royaume d'Ecosse. Mais pourquoi nous arrêterions-nous à des apparences naturelles , puisque nous voyons manifestement , que Dieu , par sa providence , a préordonné que la chose fût ainsi ? Dieu n'a-t'il pas uni ces deux Royaumes en langage , en Religion , en Coutumes ? Ne nous fait-il pas habiter une même Isle environnée d'une même Mer , & en elle-même tellement indivisible par la Nature , que les Habitans mêmes des deux frontieres ont de la peine à distinguer les bornes qui les séparent. Ces deux Païs ne sont séparés l'un de l'autre , ni par la Mer , ni par de grandes Rivières , ni par aucune grande Montagne , ni par aucun autre rempart naturel , mais seulement , par de petits torrens , par des restes de petites murailles démolies , de telle sorte , qu'ils sont plutôt divisez par la pensée , qu'ils ne le sont en effet. Mais présentement , ils sont véritablement unis en moi qui suis également descendu des Rois des deux Nations , en sorte qu'ils sont devenus comme un petit Monde fortifié tout autour d'un fossé naturel , & par-là , toutes les craintes des Anglois s'évanouissent. L'Ecosse a été jusqu'à présent , le lieu où les Etrangers abordoient pour envahir l'Angleterre. C'étoit de là que venoient , à la sollicitation des Ennemis , les diversions qui les contraignoient d'abandonner ailleurs leurs conquêtes , pour venir garder leur porte de derrière , c'est ainsi qu'ils s'exprimoient , & c'étoient-là les grands obstacles que les Rois d'Angleterre mes Prédécesseurs trouvoient toujours dans l'exécution des entreprises qu'ils formoient sur d'autres Païs. *Que l'homme n'entreprenne donc point de séparer ce que Dieu a conjoint.* Je suis le Mari , l'Isle est

« JACQUES

« I.
« 1604.

JACQUES, I. 1604. „ ma Femme légitime. Je suis la Tête, elle est le Corps. Je suis le Berger, les
 „ Anglois & les Ecoſſois ſont mon troupeau. J'eſpere donc qu'il ne ſe trouve-
 „ ra perſonne aſſez déraiſonnable pour vouloir, que moi qui ſuis un Roi
 „ Chrézien, ſous l'Evangile, je tombe dans le crime de Polygamie : que je
 „ ſois Mari de deux Femmes : qu'étant une ſeule Tête, je me joigne à un
 „ Corps double & monſtreux, & qu'étant Berger d'un troupeau dont le parc
 „ eſt environné de quatre Mers, je le partage en deux troupeaux différends.
 „ Mais comme je ſuis perſuadé qu'il n'y a point d'honnête homme entre mes
 „ Sujets, qui ne ſoit auſſi content que moi de cette heureuſe union, je croi
 „ auſſi qu'on peut répondre aiſément à toutes les objections que des eſprits
 „ inquiets pourroient faire contre cette union déjà établie en ma perſonne. Je
 „ m'aſſure qu'il ne ſe trouvera point d'autres oppoſans, que des gens aveuglez
 „ par leur ignorance, ou des gens malicieux, ou enſin, des eſprits turbulens qui
 „ ne peuvent vivre ſous un Gouvernement bien réglé, & qui ne cherchent
 „ qu'à pêcher en eau trouble. Car ſi on vouloit alléguer la réputation des deux
 „ Royaumes, dites-moi, je vous prie, ces deux Royaumes ne ſont-ils pas des
 „ Monarchies dès le commencement ? Par conſéquent, peut-on conſidérer le
 „ Corps ſans la Tête qui y a été toujourns inſéparablement unie ? Ainſi, com-
 „ me l'honneur & les privilèges des deux Royaumes ne peuvent pas être ſé-
 „ parés de leur Souverain, ils ſe trouvent préſentement unis & confondus en
 „ moi qui ſuis la Tête & le Roi de tous les deux. Quand l'Angleterre étoit
 „ partagée en pluſieurs petits Royaumes, comme je vous le diſois tout à
 „ l'heure, l'un dévora l'autre, juſqu'à ce qu'ils furent tous réunis en un ſeul,
 „ & néanmoins, la Province de *Wiltſhire*, ou celle de *Devonſhire*, qui étoient
 „ du Royaume des *West-Saxons*, peuvent-elles, ſous prétexte que ce Royau-
 „ me a ſubjugué tous les autres, prétendre à plus d'honneur & de prééminen-
 „ ce, que les Provinces d'*Effex*, ou de *Suſſex* ? On voit un exemple ſemblable
 „ dans le Royaume de France, qui eſt un compoſé de divers Duchez ou
 „ Comtez conquis par les armes. Comme les petits ruiſſeaux perdent leurs
 „ noms en tombant dans les rivières, & comme le nom & la mémoire des
 „ plus grands fleuves ſ'évanouiſſent, dès qu'ils ſont engloutis par la Mer, ainſi
 „ par l'union de pluſieurs petits Royaumes en un ſeul, tous leurs différends
 „ particuliers ſont anéantis. Puis donc que le ſuccès de l'union des Royau-
 „ mes Saxons conquis par l'épée de Bellone ont été ſi heureux, combien plus
 „ avons-nous ſujet d'eſpérer une bonne iſſuë de cette plus importante union
 „ faite par l'anneau nuptial d'*Aſtrée* ? Comme Dieu a voulu que l'Ecoſſe, qui
 „ fait la moitié de cette Iſle, ait joui de ma naiſſance, & de la moitié, quoi-
 „ que la plus imparfaite, de ma vie, & que vous en poſſédiez l'autre moitié
 „ la plus parfaite, je ne puis me perſuader que perſonne veuille, non pas mê-
 „ me par la penſée, me faire ce tort, que de ſouhaiter que les deux moitiés de
 „ moi-même ſoient ſéparées l'une de l'autre. Mais j'ai inſiſté ſur cette matie-
 „ re. Je m'aſſure que dans vos cœurs, vous applaudiſſez tous à ce que je viens
 „ de propoſer.

„ Quoique la Paix au dehors & la Paix au dedans ſoient de grandes béné-
 „ dictions, néanmoins, comme une grande partie de l'eſtime qu'on a pour les
 „ bonnes choſes conſiſte en ce qu'on peut ſ'aſſurer de leur continuation & de
 „ leur durée, il a plu auſſi à Dieu de me favoriſer en ceci. Il m'a donné une
 famille

famille saine & vigoureuse pour servir à la propagation de *ce droit indubitable*, qui se rencontre dans ma personne, & par le moyen de laquelle, je ne doute pas que Dieu ne fasse durer un grand nombre d'années, cette union & ces bénédictions d'une Paix au dehors, & d'une Paix domestique que j'ai apportées avec moi.

Mais la Paix, tant au dehors qu'au dedans, & les avantages qu'elle procure, les apparences mêmes de sa continuation, ne sont que de foibles piliers, & des roseaux cassés sur lesquels nous nous appuyons, s'il ne plaît à Dieu de les rendre durables en y répandant sa bénédiction. En vain gardet-on la Ville, si le Seigneur n'en est lui-même le principal défenseur. C'est en vain qu'on bâtit une maison, si Dieu ne donne un heureux succès. Paul plante, Apollos arrose, mais c'est Dieu qui donne l'accroissement. Tous les avantages mondains ne sont que des ombres qui passent, des fleurs qui se fanent, de la balle chassée par le vent, si par la profession de la véritable Religion, & par des œuvres qui y soient conformes, on ne porte Dieu à établir le Trône des Souverains. Quoique, depuis mon arrivée, j'aye fait connoître ce que je pense sur la Religion, soit par des Conférences avec mes Théologiens, soit par mes Proclamations, je croi qu'il ne fera pas hors de propos, dans cette grande & solennelle Assemblée, de vous déclarer quelque chose des secrets de mon cœur sur cette matière. Car, par la grace de Dieu, je n'aurai jamais honte d'en faire une profession ouverte en toutes occasions, de peur que Dieu n'eût aussi honte de moi devant les hommes & devant les Anges, de peur aussi que, sur une fausse interpretation de mes pensées, quelques-uns ne causent dans ce Parlement plus de troubles qu'il n'est convenable.

Lorsque j'arrivai ici, je n'y trouvai qu'une seule Religion établie par les Loix : c'est celle dont je fais profession. Mais il y en a pourtant une autre qui se tient cachée dans les entrailles du Royaume, outre une Secte particulière. La première est la véritable. La seconde est celle qu'on appelle faussement *Catholique*, & qui est véritablement *Papiste*. La troisième, que j'appelle *Secte* plutôt que Religion, est celle des *Puritains* & des *Novateurs*, qui ne diffèrent pas tant de nous, dans leur Dogmes, que dans la forme de leur Gouvernement & dans leur égalité (1). *Ce sont des gens toujours mécontents du Gouvernement présent, & incapables de souffrir aucune supériorité. C'est ce qui fait que leur Secte ne doit point être soufferte dans un Gouvernement bien ordonné.* Mais pour ce qui regarde la méthode que j'ai suivie à leur égard, je m'en rapporte à mes Proclamations publiées sur ce sujet. Quant aux Papistes, il faut que je mette de la différence entre ce que je professe moi-même par rapport à mon salut particulier, & ce que je dois faire pour le Gouvernement politique de mon Royaume, afin de procurer le bien & l'avantage de mes Sujets. Pour ce qui me regarde en particulier, vous avez la satisfaction de me voir moi qui suis la Tête, de la même Religion que le Corps. Comme je ne suis pas étranger parmi vous par ma naissance, je ne le suis pas non plus par ma Foi, dans les choses qui concernent la Maison de Dieu. Quoique cette profession que je fais soit conforme à mon éducation, qui par la grace de Dieu m'a fait succéder la Vérité avec le lait de ma nourrice, je proteste néanmoins, qu'une vaine opinion de constance, ou quelque préjugé que ce soit ne m'auroit pas en-

C iij

gagé

(1) C'est-à-dire dans l'égalité qu'ils mettent entre tous les Ministres.

JAC-
QUES I.
1604.

„ gagé à demeurer ferme dans la profession de ma Foi , si je ne l'avois pas trou-
 „ vée conforme à la Raison , & à la Règle de ma conscience. Cependant , ce
 „ n'est pas mon caractère d'être violent ou déraisonnable. *Je confesse que l'Egli-*
 „ *se Romaine est la Mere Eglise , quoique souillée par quelques infirmités , tout*
 „ *de même que l'étoient les Juifs avant Jesus-Christ. Comme je ne suis pas*
 „ *ennemi d'un malade , lorsque je travaille à le purger de ses mauvaises hu-*
 „ *meurs , je ne suis pas aussi ennemi des Catholiques Romains , sous prétexte*
 „ *que je souhaite de les délivrer de leurs erreurs. Je ne désire pas que le Temple*
 „ *soit abbattu , mais qu'il soit nettoyé : autrement , comment pourroient-ils*
 „ *nous inviter à y entrer , s'il n'étoit pas premièrement rendu net ? Mais com-*
 „ *me , non plus que le plus obstiné d'entr'eux , je ne voudrois pas par aucune*
 „ *considération mondaine m'écarter de ce que j'approuve dans ma conscien-*
 „ *ce , j'avoue que je ne voudrois pas étendre le Gouvernement politique sur les*
 „ *Corps & sur les Ames de mes Sujets , pour les contraindre de se ranger à mes*
 „ *opinions particulieres. Oiii . j'ai été toujours si éloigné de persécuter , ou de*
 „ *vouloir assujettir mes Sujets dans les matieres qui regardent la conscience ,*
 „ *que , comme je l'espere , ceux de cette Religion me rendront témoignage ,*
 „ *que depuis mon arrivée , bien loin d'avoir augmenté leur fardeau avec Ro-*
 „ *boam , je les ai au contraire soulagez , autant que le tems , les occasions , &*
 „ *les Loix me l'ont pû permettre. J'ai même présentement examiné avec at-*
 „ *tention les Loix qui ont été ci-devant faites contr'eux , afin que par quelque*
 „ *moyen , on puisse dans ce présent Parlement , les expliquer & les éclaircir par la*
 „ *Raison qui est l'ame de la Loi , en cas que , par le passé , les Juges les aient étendues*
 „ *au-delà de leur véritable sens , & contre l'intention de ceux qui les ont faites , au*
 „ *préjudice des innocens aussi bien que des coupables. Pour ce qui regarde les per-*
 „ *sonnes de mes Sujets qui font profession de cette Religion , j'en fais deux Claf-*
 „ *ses : la première des Clercs , la seconde des Laïques. Quant à ceux-ci , je les ai*
 „ *toujours regardez comme plus excusables que les autres , parceque leur Re-*
 „ *ligion consiste dans une certaine Foi douteuse & implicite fondée sur leur*
 „ *Eglise. Ainsi , à moins qu'ils ne veuillent absolument croire tout ce qu'il plait*
 „ *à leurs Docteurs d'affirmer , on ne peut pas les accuser des Hérésies & des cor-*
 „ *ruptions dont leurs Maîtres font volontairement profession. Je dois encore*
 „ *faire deux Classes des Laïques. La première est composée de gens doux &*
 „ *paisibles qui n'ont aucune pensée de troubler l'Etat , qui étant vieux , ne peu-*
 „ *vent , par une certaine honte , se résoudre à se défaire de leurs erreurs , ou*
 „ *étant jeunes , ont reçu , dans leur éducation , du poison , au lieu d'une bon-*
 „ *ne nourriture. Ce sont ceux-ci dont je ne voudrois pas punir les corps à cau-*
 „ *se de leurs erreurs de leur Esprit. Leur conversion est l'ouvrage de Dieu & du Saint*
 „ *Esprit. Mais pour la seconde Classe des Laïques qui , par curiosité , ou par un*
 „ *désir de nouveauté , ou par mécontentement , ont changé de livrée , en vûe*
 „ *de former des factions , d'exciter des séditions , & de troubler le Royaume ,*
 „ *c'est à moi qui suis le Souverain Magistrat , à prendre garde à leurs démarches , &*
 „ *à punir leur obstination.*

„ Pour ce qui regarde les Ecclesiastiques , je ne fais pas difficulté d'affir-
 „ mer , que pendant qu'il tiendront un certain Article de doctrine , & un au-
 „ tre de pratique , ils ne sont pas dignes d'être soufferts dans ce Royaume.
 „ Le point de doctrine est cette arrogante Suprémacie du Pape qui prétend
 non-

non seulement être Chef spirituel des Chrétiens, mais encore avoir un pouvoir absolu sur les Rois & sur les Empereurs, jusqu'à pouvoir les renverser de dessus leur Trône, & à leur faire tomber avec le pied, la Couronne de la Tête, à disposer des Royaumes & des Empires à son appetit. L'autre Article qu'ils observent dans la pratique continuelle, c'est le meurtre & l'assassinat des Rois. Bien loin de croire que c'est un péché, ils s'imaginent au contraire, qu'il travaillent à leur salut, en se soulevant contre leur Souverain naturel, s'il arrive qu'il soit excommunié, que ses Sujets soient déliés de leur Serment, ou que son Royaume soit adjudgé à un autre, par le Monarque à triple Couronne, ou plutôt par ce monstre qui est leur Chef. Je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur cette matiere. J'ajouterai seulement, *que je souhaiterois de tout mon cœur, qu'il plût à Dieu de me faire Membre d'une telle union Chrétienne en matiere de Religion, que laissant des deux côtes tout entêtement, nous puissions nous rencontrer dans le Milieu qui est le centre de la perfection de toutes choses. Car s'ils vouloient se défaire, & avoir honte des nouvelles corruptions qu'ils ne peuvent eux-mêmes maintenir, & qui, de leur propre aveu, méritent d'être réformées, pour moi, je serois content de les aller rencontrer au milieu du chemin, pourvu que toutes les nouveautez fussent abandonnées par les deux Partis.* Car comme ma Foi est la véritable Foi Catholique & Apostolique, fondée sur la parole de Dieu, aussi veux-je porter toute révérence à l'Antiquité, dans tout ce qui regarde la police Ecclesiastique. Par ce moyen avec la grace de Dieu, je m'empêcherai d'être ou Hérétique dans la Foi ou Schismatique dans la police de l'Eglise.

» Je veux pourtant donner cet avis aux Papistes, que, sous prétexte que je ne voudrois pas passer pour persécuteur, ils ne s'imaginent pas qu'il leur soit permis de s'accroître en nombre & en force dans ce Royaume, de telle sorte qu'ils puissent enfin se trouver en état d'y rétablir leur Religion, sinon de tems, du moins sous mes Successeurs. Non, ils peuvent s'assurer, qu'encore que je sois ami de leurs personnes, s'ils se comportent en bons Sujets, je suis pourtant ennemi de leurs erreurs auxquelles je déclare une Guerre mortelle. Comme je ne voudrois pas être forcé, par leur conduite, à les priver de ma protection, d'un autre côté, je ne cesserai jamais de combattre leurs erreurs, & leurs fausses opinions. Je ne sçaurois permettre l'accroissement de cette Religion, sans me trahir moi-même, ma conscience, l'Isle toute entiere, tant la partie du Nord, que celle du Midi, sans vendre la liberté des deux Peuples, en les mettant en danger de se voir encore une fois réduits sous le même joug qu'ils ont secoué, avant que je vinsse dans ce Païs. Je trahirois en même tems, au préjudice de ma postérité, l'indépendance de ma Couronne, laquelle je laisserois dans l'esclavage, quoiqu'elle m'ait été laissée libre par mes Prédécesseurs. Je souhaite donc, que ceux de mes Sujets qui se trouvent engagez dans cette Religion, & qui sentent en eux-mêmes, quelque commencement de connoissance & d'amour, pour la Vérité, l'entretiennent par des moyens légitimes & qu'ils se gardent bien de laisser éteindre l'Esprit qui agit en eux: que ceux qui n'ont encore aucune disposition, s'attachent à lire les bons Livres, & à conférer avec les Sçavans, & enfin à se servir de tous les moyens capables de les porter à prendre une bonne résolution. Car pendant qu'ils seront différens de nous

en

JAC-
QUES I.
1604.

JAC-
QUES I.
1604.

„ en Religion, ils ne peuvent être que demi-Sujets, ni faire que la moitié de
 „ leur service, & je me verrai privé de la meilleure partie d'eux-mêmes, je
 „ veux dire de leurs ames.

„ Ceci me donne occasion, Milords Evêques, de vous adresser mon dis-
 „ cours. Car, comme l'Evêque de Durham l'a dit aujourd'hui fort sça-
 „ vamment dans son Sermon, la correction sans instruction, est une vérita-
 „ ble tyrannie. Vous devez donc, vous & tous les Ecclesiastiques qui sont
 „ sous votre conduite, être plus soigneux, plus diligens, plus vigilans, que
 „ vous ne l'avez été par le passé, pour gagner des ames à Dieu, tant par une
 „ vie exemplaire, que par une bonne Doctrine. Puisque vous voyez qu'ils
 „ n'épargnent ni soins ni peines, qu'ils s'exposent même aux plus grands dan-
 „ gers, pour pervertir les hommes, vous devez être d'autant plus soigneux
 „ dans l'exercice de vos charges. Suivez l'instruction que Saint Paul vous don-
 „ ne : exhortez & enseignez dans le tems & hors du tems. Si par le passé vous
 „ avez été paresseux & endormis, réveillez-vous présentement, & travaillez
 „ avec une nouvelle ardeur, remettant le succès à Dieu. Comme à quelque
 „ heure du jour que Dieu les appelle, à la première, à la seconde, à la dixième,
 „ ou à la douzième, ils ne laissent pas de lui être agréables, ils me le feront
 „ aussi à moi qui suis ici son Lieutenant,

„ La troisième raison qui m'a fait assembler ce Parlement, contient les
 „ actions de ma vie que je puis faire ou laisser, & que néanmoins je tâcherai
 „ de faire, pendant que je serai dans ce monde. Elles consistent en deux cho-
 „ ses : à faire des Loix en Parlement, en certains tems, tels que celui-ci, & à
 „ les faire exécuter en d'autres tems. Pour ce qui regarde la première, je veux
 „ bien vous promettre avec sincérité, que je préférerai toujours le bien public
 „ à mon avantage particulier, étant d'opinion, que c'est dans la prospérité
 „ du Royaume que consiste ma félicité temporelle. C'est en cela précisément
 „ que je trouve la différence, entre un bon Roi & un Tyran. Mais pour le
 „ présent, je veux bien vous donner cet avis par avance : c'est que vous pre-
 „ niez garde de ne pas faire trop de Loix, par deux raisons principalement : la
 „ première, que, *in corruptissimâ Republicâ plurimaleges*, & que l'exécution des
 „ bonnes Loix est plus profitable à l'Etat, que de charger la mémoire d'un
 „ trop grand nombre. La seconde raison est, que trop de Loix dans un seul
 „ Parlement, ne peuvent qu'y causer de la confusion, parce qu'on ne peut pas
 „ y employer assez de tems. Il faut être longs à délibérer, & prompts à exé-
 „ cuter. Pour ce qui regarde l'exécution des bonnes Loix, les Rois mes Prédé-
 „ cesseurs y ont sagement pourvû, en établissant un nombre suffisant de Juges
 „ & d'autres Magistrats auxquels ce soin est commis. C'est pour cela qu'il faut
 „ que je m'adresse présentement à vous, Juges, qui rendez la Justice en mon
 „ nom, comme étant mes yeux & mes oreilles. Je ne puis vous dire autre cho-
 „ se que ce que le bon Roi Ezechias disoit à ses Magistrats, *souvenez-vous*
 „ *que les sièges sur lesquels vous êtes assis, ne sont ni à vous, ni à moi, mais à Dieu.*
 „ Comme donc vous devez me répondre de l'administration qui vous est con-
 „ fiée, nous devons vous & moi en répondre à Dieu. Vous n'êtes pas dans un
 „ poste où il vous soit permis de donner carrière à vos passions. Vous ne de-
 „ vez sur vos Sièges ni aimer vos amis, ni haïr vos ennemis, ni craindre d'of-
 „ fenser les Grands, ni avoir pitié de la misère des pauvres. Vous devez être
 „ sans

sans yeux pour ne pas voir la distinction entre les personnes, & sans mains, pour ne pas recevoir des présens. Mais vous devez dans vos Jugemens, garder un juste tempérament, un juste milieu, & comme une balance parfaite, ne pancher d'aucun côté. Vous avez besoin de trois qualitez principales, de la connoissance, du courage & de la sincérité, afin que vous puissiez discerner avec connoissance, exécuter courageusement, & faire l'un & l'autre en sincérité de cœur. Pour moi, je proteste ici, en présence de cette honorable Assemblée, que je ne me lasserai jamais, & que je ne perdrai aucune occasion de faire voir mon soin & ma diligence dans l'exécution des Loix. Comme je souhaite que vous ne vous lassiez point de faire ce qui convient à vos emplois, je ne me lasserai point aussi, avec l'assistance de Dieu, de recevoir le compte que vous me rendez, ce qui est proprement ma vocation.

„ Ainsi, vous ayant informez des causes qui m'ont fait assembler ce Parlement, qui tendent toutes trois à vous témoigner ma reconnoissance en diverses manieres, la premiere en paroles, & les deux autres en actions, je confesse pourtant, que quand j'aurai exécuté tout ce que j'ai promis dans ce Discours, *inutilis servus sum*. Quand j'aurai fait pour vous, tout ce que je puis, je n'aurai rien fait que ce que je suis tenu de faire, dont je ne dois rendre compte à Dieu, si je le néglige, ou si je fais le contraire. Car voici la différence qu'il a entre un juste & légitime Roi, & un Tyran, un Usurpateur. C'est que l'orgueilleux & l'ambitieux Tyran pense que son Royaume & son Peuple sont faits pour lui, & pour satisfaire ses appétits déréglez. Mais le Roi juste reconnoit au contraire, qu'il n'est établi que pour procurer le bien & l'avantage de ses Sujets, & fait consister son bonheur dans leur prospérité. Si vous êtes riches, je ne puis être pauvre : Si vous êtes heureux, je ne puis être misérable, & je proteste que votre prospérité fera toujours le principal objet de mes soins & de mon contentement. Que je sois un serviteur, il n'y a rien de plus vrai : car quoique je sois Chef & Gouverneur de tout le Peuple, chacun étant pris à part, cependant à le considérer comme un Corps & une masse, alors, tout de même que la Tête est faite pour le Corps, & non pas le Corps pour la Tête, il faut aussi qu'un Roi équitable se regarde comme étant ordonné pour le Peuple, & qu'il ne se persuade pas que le Peuple est ordonné pour lui. Car quoique le Roi & le Peuple soient des choses relatives, il ne peut y avoir de Roi sans Peuple & sans Sujets, au lieu qu'il y a des Peuples qui n'ont point de Roi. C'est pourquoi je n'aurai pas honte de confesser que mon principal honneur consiste à être serviteur de l'Etat, & comme je l'ai déjà dit, je regarderai toujours son bonheur comme ma plus grande félicité.

„ Mais comme c'est tout le Corps du Royaume, qui m'a obligé d'un consentement unanime, c'est aussi à tout l'Etat que je dois ma reconnoissance. Car comme dans les fautes, *quod à multis peccatur impunè peccatur*, ainsi dans les bonnes actions qui sont faites par tout un Corps avec une harmonie universelle, personne ne peut prétendre à un remerciement particulier, comme lui appartenant en propre. Je me vois donc obligé de faire ici une petite apologie pour moi-même, de ce que depuis mon arrivée dans ce Royaume, je n'ai pu contenter tous ceux qui m'ont adressé leurs Requêtes. Les choses qu'on m'a demandées sont de trois especes, sçavoir, des Dignitez, des emplois, auprès de ma personne, des dons & des récompenses en Terres. Si

JAC.
QUEST.
1604.

„ j'avois conféré des honneurs & des Dignitez à tout le monde, personne n'au-
 „ roit été avancé en honneur, puisque l'honneur consiste à être préféré aux
 „ autres. Si chacun avoit également accès auprès de moi, il se trouveroit que
 „ personne ne l'auroit effectivement. Si j'avois donné à tous ceux qui m'ont
 „ demandé, la source de ma libéralité seroit tellement épuisée, que je me trou-
 „ verois sans moyens d'être libéral à personne. Je n'ai pourtant pas été trop
 „ ménager. Je puis assurer sans me vanter, que j'ai répandu plus de faveurs
 „ de ces trois especes sur autant, ou plus de gens, qu'aucun de mes Prédéces-
 „ seurs n'a fait dans un si petit espace de tems. Je dois donc plutôt vous prier
 „ de me pardonner de ce que j'ai été si libéral : car si les biens de la Couronne
 „ se dissipent, à qui pourrai-je avoir recours qu'à vous, & comment pourrois-
 „ je m'empêcher de vous être à charge ? Ce qu'aucun Roi du monde ne fera
 „ jamais moins volontiers que moi. Deux motifs principaux m'ont engagé à
 „ faire ces libéralitez. L'un est honorable, & l'autre, je veux bien l'avouer,
 „ est procédé de mon infirmité. Le premier est, qu'ayant tant d'obligation à
 „ tout le Corps de l'Etat, j'ai cru que je ne devois pas refuser de laisser couler
 „ quelques petits ruisseaux de la reconnoissance que je dois à tous, pour rafraî-
 „ chir quelques Particuliers, Membres de la multitude. Le second, qui est
 „ un effet de mon infirmité, c'est de n'avoir pu refuser à un si grand nombre
 „ de demandeurs. Mais quoique la raison vienne, pour ainsi dire, par infu-
 „ sion, l'expérience ne s'acquiert pourtant que par le travail. Ainsi, je ne doute
 „ pas que l'expérience n'apprenne à mes Sujets, d'être à l'avenir, moins indis-
 „ crets, & à moi, à ne me laisser pas si aisément engager à donner des choses qui
 „ peuvent me porter du préjudice, & par conséquent à tout le Royaume.
 „ „ Ainsi, vous ayant enfin déclaré mes pensées, il ne me reste qu'à conclure
 „ re, en vous priant de m'excuser, si vous n'avez pas trouvé dans mon Dis-
 „ cours une éloquence à laquelle vous vous étiez peut-être attendus. Je pourrois
 „ alléguer l'importance de mes affaires, mes occupations, mes distractions con-
 „ tinuelles, qui m'ont empêché de bien penser à ce que j'avois à dire. Je pour-
 „ rois encore m'excuser sur la première vûe de cette fameuse & honorable As-
 „ semblée, qui pourroit avoir produit quelque empêchement. Mais laissant à
 „ part les excuses, je vous dirai franchement & ingenuement, quelle est la vé-
 „ ritable cause. C'est qu'à mon avis, il n'est pas séant à un Roi, d'employer
 „ d'autre éloquence, que la clarté & la sincérité. J'entends par la clarté, que
 „ ses Discours soient clairs & intelligibles, sans aucune ambiguïté, en sorte
 „ qu'on ne puisse pas les expliquer de diverses manieres, ou leur donner des
 „ sens opposés comme aux Oracles des faux Dieux. J'entends par la sincérité,
 „ la droiture & l'honnêteté qui doivent se trouver dans leurs paroles & dans
 „ leurs actions, afin qu'autant qu'un Souverain est élevé en honneur au-dessus
 „ de ses Sujets, il le soit aussi en sincérité, & que sa langue soit toujours la fi-
 „ dèle interprète de son cœur. C'est cette sorte d'éloquence que vous devez
 „ assurément attendre de moi. „

On fait di-
verses re-
marques sur
ce Discours.

Ce Discours ne fut pas reçu avec les applaudissemens que le Roi s'en étoit
 promis. Outre sa longueur excessive, on y remarquoit plusieurs choses qui
 donnoient lieu à la critique. Premièrement, on traitoit de pur galimatias
 cette reconnoissance en actions, inhérente à la personne du Roi, & divisée
 en deux parties dont la première se bornoit à ces deux choses, c'est que
 n'ayant

n'ayant jamais été en Guerre avec aucun de ses voisins , il en concluoit qu'il portoit par tout la Paix avec lui. Mais ce n'étoit pas une grande merveille qu'il n'eût pas eu jusqu'alors la Guerre avec ses voisins , puisque l'Ecosse n'a proprement d'autres voisins que les Anglois. L'autre , que , sans en être sollicité , il avoit révoqué les Lettres de représailles contre l'Espagne. L'autre partie de sa reconnaissance en actions , consistoit en ce qu'il réunissoit en sa personne , les droits des deux Maisons de Lencastr & d'Yorck. Il vouloit insinuer par-là , qu'en montant sur le Trône d'Angleterre , il délivroit les Anglois de la crainte de voir renouveler les Guerres civiles que les droits des deux Maisons avoient causées. Mais cette prétendue crainte n'étoit qu'un fantôme qu'il formoit lui-même. Depuis Henri VIII. qui , à plus juste titre que lui , avoit réuni en sa personne , les droits des deux Maisons ennemies , la crainte de voir rallumer la Guerre civile à cette occasion , s'étoit tellement évanouie , que personne n'y pensoit plus. Quant aux efforts qu'il avoit faits pour faire voir les grands avantages qui reviendroient à l'Angleterre de l'union des deux Royaumes , ils furent entièrement inutiles , ainsi qu'on le verra dans la suite. D'ailleurs les conséquences qu'il tiroit des comparaisons arbitraires , d'une Tête à deux Corps , d'un Mari à deux Femmes , d'un Berger à deux troupeaux , paroissoient si peu solides , qu'on ne pouvoit s'empêcher d'en faire des railleries. Ce qu'il dit sur la Religion , ne contenta personne. Les Catholiques ne furent nullement satisfaits de ses distinctions. Les Puritains furent extraordinairement choquez de la maniere dont il avoit parlé d'eux , en assurant positivement qu'ils ne pouvoient souffrir un Gouvernement Monarchique dans l'Etat , sous prétexte qu'ils ne vouloient point admettre la Hiérarchie dans l'Eglise , & de ce qu'il avoit dit , que leur Secte ne devoit point être soufferte dans un Gouvernement bien réglé. Les Protestans en général , remarquerent dans son Discours , trop de ménagement pour les Papistes , & même de la contradiction dans ce qu'il avoit dit sur leur sujet. D'un côté , il assuroit qu'il étoit de la Religion Anglicane , & que sa Foi étoit fondée sur l'Ecriture Sainte , & d'un autre côté , il étoit prêt à se défaire de tout entêtement , pour aller rencontrer les Catholiques au milieu du chemin. Il dénonçoit une Guerre mortelle à leurs erreurs , mais il prenoit soin de faire entendre , qu'il bornoit , pour ainsi dire , ces erreurs au dogme de la puissance excessive du Pape. Sur la troisième sorte de reconnaissance en actions , qui consistoit à faire des Loix & à les faire exécuter , on disoit , qu'un Roi d'Angleterre pouvoit bien faire valoir sa condescendance à l'égard de quelque Loi particuliere qui seroit faite à son dommage & au profit du Peuple : mais qu'aucun Roi , avant lui , n'avoit prétendu se faire une obligation envers son Peuple , du consentement qu'il donnoit aux Loix qui se faisoient pour son propre bien , & pour celui de la Nation. On remarquoit même qu'il avoit exhorté le Parlement à ne faire que peu de Loix , comme s'il eût craint qu'on ne voulût l'engager à pousser trop loin sa prétendue reconnaissance. Que par rapport au petit nombre des bonnes Loix qu'il vouloit bien admettre , tous les effets de sa reconnaissance se bornoient à faire aux Juges une exhortation fort commune & fort triviale. Enfin , on remarquoit , que cette reconnaissance , sur laquelle tout son Discours rouloit , & qui en faisoit toute la matiere , étoit autant imaginaire que la

JACQUES

I.

1604.

JACQUES
I.
1604.

cause qui la produisoit. En remerciant le Peuple d'Angleterre, *de ce qu'il l'avoit reçu & embrassé comme son indubitable & légitime Roi & Gouverneur*, il ne prétendoit pas déclacrer que le Peuple l'eût fait tel, mais seulement, qu'étant Roi indubitable par sa naissance, on l'avoit reçu & embrassé comme tel. C'étoit réduire l'obligation, à peu de chose, & par conséquent aussi la reconnaissance. Cela fit juger à plusieurs, que le but du Roi, dans cette longue Harangue, n'étoit pas tant de donner aux Anglois des témoignages de sa gratitude, que de leur insinuer au contraire, que toute l'obligation qu'il leur avoit consistoit en ce qu'ils ne s'étoient pas opposés à son droit indubitable : que sa principale intention avoit été d'obtenir du Parlement, l'union des deux Royaumes, d'empêcher qu'on ne fit de nouvelles Loix contre les Papistes, & de faire en sorte qu'on se reposât sur lui de l'exécution de celles qui avoient été déjà faites. Ce qu'on ne fit que conjecturer d'abord, devint certain dans la suite, à mesure que les intentions du Roi se développèrent. Ce fut donc dans ce premier Parlement, que commencerent à naître les soupçons & les défiances du Peuple contre le Roi. Ce fut cela même qui mit la Chambre des Communes dans la disposition de se tenir sur ses gardes, & d'examiner avec soin les paroles & les actions de ce Prince qui, malgré la maxime qu'il avoit établie à la fin de son Discours, étoit un grand maître dans l'art de choisir des expressions à double sens. C'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vûë, si l'on veut bien comprendre les événemens de ce Regne.

Acte pour
confirmer
le titre du
Roi.
Wilson, Pag.
36.
Echard.

La première chose à quoi le Parlement travailla ce fut à préparer un Acte pour reconnoître le titre du Roi à la Couronne d'Angleterre. Jacques n'avoit pas demandé cela. Au contraire, selon toutes les apparences, en répétant plusieurs fois dans son Discours, qu'il étoit Roi indubitable par sa naissance, il vouloit faire entendre qu'il n'avoit pas besoin de la confirmation du Parlement. Mais s'il avoit eu ce dessein, les deux Chambres ne l'entendirent pas, ou feignirent de ne pas l'entendre, soit qu'elles voulussent conserver un droit dont elles avoient joui jusques alors, ou qu'elles craignissent que la négligence d'une telle précaution ne fût capable de causer des troubles & des révoltes. Le Roi de son côté, ne crut pas que la prudence lui permît de refuser cet Acte.

Commissaires
des deux
Royaumes.
Wilson.

Après que le Parlement eut travaillé à quelques autres affaires, il nomma des Commissaires des deux Chambres pour examiner la proposition du Roi, par rapport à l'union des deux Royaumes. Mais le Roi avoit déjà commencé à y mettre des obstacles, par la profusion avec laquelle il avoit prodigué les honneurs, & ses trésors aux Ecoissois de sa Cour. Cela fit comprendre aux Anglois, qu'ils ne pouvoient que perdre dans cette union dont le but, selon qu'ils se le persuadoient, étoit de rendre les Ecoissois participans des richesses de l'Angleterre, au lieu que les Anglois n'avoient rien à espérer en Ecosse. C'est ce qui donnoit lieu de gloser sur la Harangue du Roi, où il avoit parlé de l'Angleterre & de l'Ecosse, comme de deux moitez égales de l'Isle, quoique les Ecoissois fussent persuadés qu'il y avoit une grande inégalité entre ces deux moitez. L'avidité que les Ecoissois marquerent d'abord pour les Charges, pour les Pensions, pour les Mariages avantageux avec des Angloises, excita la jalousie des Anglois, & les éloigna beaucoup de l'union que le Roi avoit projetée. Ce fut avec ces foibles dispositions que

les.

les Commissaires du Parlement s'assemblerent , pour examiner les avantages & les inconvéniens , afin d'en faire leur rapport aux deux Chambres.

Pendant qu'on travailloit à cette affaire , la plupart des gens ne pouvoient s'empêcher de témoigner du mécontentement par rapport à la Religion. Les Catholiques s'étoient attendus à de plus grandes faveurs, de la part d'un Prince qu'ils avoient cru dans leurs intérêts. Les distinctions qu'il avoit faites entre les Ecclesiastiques & les Laïques , entre ceux qui attribuoient au Pape une puissance sans bornes , & ceux qui n'admettoient point ce dogme , leur faisoient craindre que les avantages qu'ils s'étoient promis sous ce nouveau Regne , ne se réduisissent à peu de chose. Les Presbytériens étoient outrez de voir que le Roi leur préféreroit si ouvertement les Papistes. Tous les Protestans en général , n'avoient entendu qu'avec peine les avances que le Roi avoit faites aux Papistes. Sur tout , l'offre de les aller rencontrer à la moitié du chemin , l'affectation de ne blâmer qu'un seul de leurs dogmes , donnoit lieu de craindre qu'il n'eût effectivement les sentimens dont il avoit été soupçonné en Ecosse. *Que signifie , disoit-on , l'offre faite aux Papistes , de les aller rencontrer au milieu du chemin , après qu'ils auroient renoncé aux dogmes contraires à l'autorité des Souverains ? En quoi fera-t'il la moitié du chemin ? Sera-ce par rapport à la Hiérarchie ? Mais si l'autorité du Pape n'est pas reçue , il n'y aura plus de différence , entre l'Eglise Anglicane & la Catholique. Compte-t'il que les Catholiques auront fait la moitié du chemin , quand ils auront renoncé à la puissance excessive du Pape ? Si cela est , il faudra donc , que pour faire l'autre moitié de notre côté , nous leur cédions les autres Articles qui nous ont fait séparer d'eux.* Enfin , on ne sçavoit jusqu'où on devoit étendre cet offre , ou en quel endroit il falloit s'arrêter , tant cette expression étoit obscure , & ambiguë , quoiqu'il eût assuré qu'il faisoit consister son éloquence dans la clarté de ses Discours. La plupart des Evêques , & les Partisans zélés de l'Eglise Anglicane étoient les seuls contents , parce que le Roi paroissoit résolu à ne pas souffrir les Puritains qui ne leur étoient pas moins odieux que les Papistes outrez. Il est certain que leur zèle pour l'Eglise Anglicane alloit un peu trop loin , & que le Roi , en se déclarant si hautement ennemi juré des Puritains , donna lieu à une haine réciproque entre les deux Partis , qui ne fut que trop fomentée , & qui , dans un autre tems , devint funeste à l'Eglise Anglicane. Les Puritains étoient si choquez de voir si peu de charité pour eux , & tant de condescendance pour les Papistes , qu'ils ne feignoient point d'accuser le Roi , les Evêques , & les Episcopaux zélés , d'être autant de Suppôts du Pape. Parmi ces divisions , les Emissaires de Rome n'avoient que trop d'occasion de fomenter l'animosité des deux Partis , & de la pousser aussi loin qu'elle pouvoit aller , sçachant bien qu'ils ne pouvoient mieux exécuter leurs desseins , qu'au milieu des troubles du Royaume. On prétend qu'en ce tems-là , plusieurs Jesuites , avec la permission de leurs Supérieurs , se faisoient recevoir , les uns Ministres Presbytériens , les autres , Prêtres de l'Eglise Anglicane , & que , sous ces dehors empruntez , ils pouissoient si loin les principes des deux Partis , soit dans leurs Ecrits , soit dans leurs Sermons , qu'ils rendoient la brèche irréparable.

Dans ce même tems , ceux qui approchoient de la personne du Roi , tant Anglois qu'Ecossois , ne pensoient qu'à faire leur Cour , pour tâcher d'obte-

JACQUES
I.

1604.

Mécontentement du
Peuple par
rapport à la
Religion.

Artifices
des Jesuites
pour aug-
menter la
division.

Annales de
Jacques I.
Preface.

Le Roi aime l'adulation.

JACQUES
I.
1604.

nir ses bonnes graces & ses faveurs. La jalousie qu'il y avoit entre les deux Nations contribuoit à outrer l'adulation dont toute la Cour usoit envers le Roi. Chacun s'efforçoit de se maintenir dans son estime par tout ce qui lui étoit le plus agréable, & rien ne l'étoit davantage, que de se voir encensé sur son sçavoir, sur sa capacité, & d'entendre parler de la puissance Royale selon ses principes. Le Peuple fut assez long-tems sans connoître assez distinctement le génie & le caractère de ce Prince : mais quand il l'eut une fois bien connu, l'estime qu'il avoit d'abord conçue pour lui diminua d'une manière très-sensible, à quoi le Roi lui-même ne contribua que trop par une conduite extraordinaire, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Il prend le
titre de Roi
de la Gran-
de Breta-
gne.
Wilson.
pag. 25.

La principale affaire, pour laquelle le Roi avoit convoqué le Parlement, étoit l'union des deux Royaumes, quoiqu'il prétendît que son unique motif avoit été de témoigner sa reconnaissance aux Anglois. Il avoit si bonne opinion de son éloquence, qu'il ne douta nullement du succès de cette affaire, & la nomination des Commissaires pour y travailler, le confirma dans cette pensée. Ainsi, soit par impatience, ou pour engager d'autant mieux le Parlement à unir les deux Royaumes, il se fit proclamer *Roi de la Grande Bretagne*, sans attendre la décision du Parlement. Depuis ce tems-là, il ne voulut plus entendre parler de la distinction des deux Royaumes. Les Croix de Saint André furent mises ensemble dans les pavillons des Vaisseaux, & par une Proclamation, la Monnoye d'Ecosse fut rendue courante en Angleterre. Tout cela faisoit voir que le Roi ne doutoit point que l'affaire de l'union ne réussît selon ses souhaits. Mais il ne connoissoit pas encore bien le génie & le caractère des Anglois. Ceux d'entre eux qui n'avoient aucune part à ses libéralitez, murmuroient beaucoup de voir les Ecossois de sa suite devenus si riches en fort peu de tems, que les Anglois ne pouvoient approcher de leur magnificence sans se ruiner. Il se faisoit tous les jours sur ce sujet diverses Pasquinades qui n'étoient pas avantageuses aux Ecossois, ni par conséquent au dessein de l'union des deux Royaumes.

Differend
entre le Roi
& la Cham-
bre des
Communes.
Reg. Coke,
pag. 22.

Il y avoit encore une autre chose qui ne rendoit pas les Anglois favorables au Roi. C'étoit un sujet de mécontentement qu'il avoit donné à la Chambre des Communes, & dont il est nécessaire de dire un mot, pour faire voir l'idée que ce Prince s'étoit faite du Gouvernement d'Angleterre, & le juste sujet qu'il donnoit à la Chambre des Communes de craindre qu'il n'eût intention d'envahir ses privilèges. Immédiatement après l'ouverture du Parlement, les Communes ayant, selon la coutume, examiné les élections contestées, il s'en trouva une double de deux Chevaliers pour la Province de Buckingham, sçavoir de *François Goodwin*, & de *Jean Fortescue*, & l'affaire fut décidée par la Chambre, en faveur du dernier. Trois jours après, les Seigneurs firent demander à la Chambre Basse, une Conférence sur l'élection du Chevalier Goodwin. Les Communes, surprises d'une demande si extraordinaire, répondirent, qu'elles ne se croyoient pas obligées de rendre compte à personne de ces sortes de matieres, & qu'elles ne pouvoient accorder la Conférence demandée. Les Seigneurs répliquèrent, que le Roi ayant eu connoissance de ce qui s'étoit passé dans l'affaire de l'élection de Goodwin, croyoit son honneur engagé à faire examiner de nouveau cette affaire, & leur avoit ordonné d'avoir une Conférence avec les Com-
munes

munes sur ce sujet. Sur cela les Communes députèrent leur Orateur au Roi, pour l'informer des raisons qu'elles avoient de ne pas admettre cette nouveauté. Mais tout ce qu'elles purent obtenir fut, qu'au lieu d'avoir une Conférence avec les Seigneurs, le Roi leur ordonna d'en avoir une sur le même sujet, avec les Juges du Royaume. Celle-ci ne fut pas plus de leur goût que l'autre. Elles mirent leurs raisons par écrit, & les ayant fait présenter au Conseil, elles prièrent les Conseillers Prives d'intercéder pour elles envers le Roi, afin qu'il ne fît point de brèche à leurs privilèges. La réponse fut, que le Roi leur commandoit absolument d'avoir une Conférence avec les Juges. La Chambre Basse fut extraordinairement surprise de cet ordre si absolu. Cependant, dans la crainte où elle étoit, qu'on ne l'accusât de vouloir s'engager trop aisément dans une rupture avec le Roi, elle jugea qu'il étoit plus à propos de plier que de se roidir, bien résoluë pourtant de s'en tenir à ce qu'elle avoit ordonné au sujet de l'élection contestée. Certainement, le Roi s'étoit engagé dans un pas bien glissant dont, selon les apparences, il ne seroit pas sorti à son honneur, si la modération du Chevalier *Fortescue* ne l'eût pas tiré de cet embarras. Ce Député, aimant mieux se voir priver de son droit, que de servir d'occasion à une broüillerie entre le Roi & les Communes, pria la Chambre d'ordonner à la Province de Buckingham, de choisir un autre Chevalier en sa place. Le Roi & les Communes acceptèrent également cet expédient qui les empêchoit d'en venir à des extrémités : mais le Roi eut occasion de connoître par-là, qu'on ne faisoit pas beaucoup de cas de la Proclamation qu'il avoit publiée en convoquant le Parlement, par laquelle il avoit prétendu se rendre maître des élections.

Cette affaire fit comprendre aux Communes, que l'intention du Roi avoit été de leur tâter le poulx, & que, dans la suite, ces sortes d'incidens pourroient souvent se renouveler. Cela fut cause que le 26. de Juin, ayant présenté une Adresse au Roi, pour lui représenter certains Grefs, elles en prirent occasion de l'instruire de leurs privilèges dont elles supposoient qu'il étoit encore mal informé. Cette Adresse mit le Roi en si mauvaise humeur, que le 7. de Juillet, il prorogea le Parlement, jusqu'au 7. de Février, afin de se donner le tems de penser aux moyens de rabaisser la fierté des Communes.

Il est certain que la plupart de ceux qui approchoient le Roi, travailloient à l'envi à lui inspirer le dessein de se rendre absolu, ou plutôt de le confirmer dans cette résolution, en quoi ils faisoient parfaitement leur Cour. D'ailleurs le Despotisme est autant avantageux aux Ministres & aux Courtisans qu'il est préjudiciable au reste du Peuple. Plusieurs Auteurs ont accusé les Evêques d'avoir été du nombre des adulateurs. Peut-être a-t-on un peu exagéré sur ce sujet. Cependant plusieurs choses donnent lieu de croire que le Clergé de l'Eglise Anglicane étoit assez porté à attribuer au Roi plus d'autorité que ses Prédécesseurs n'en avoient eu jusqu'alors. Du moins, il est certain, que, depuis le Regne de Jacques I. jusqu'à présent, plusieurs Membres de ce Clergé ont fait leurs efforts pour persuader au Peuple, qu'il doit reconnoître, dans le Souverain, une autorité sans bornes, & qu'ils ont voulu étendre la tolérance passive en Angleterre, autant que dans les Monarchies les plus Despotiques.

JACQUES
I.
1604.

Adresse des
Communes
au Roi.
26. Juin.
Rog. Coke,
pag. 23.
Le Parle-
ment est
prorogé.

Le Clergé
favorise les
principes
du Roi
touchant le
Despotisme.
Rog. Coke,
pag. 27.

JACQUES
I.
1604.
Tentative
de l'Arche-
vêque de
Cantorberi
en faveur
du Roi.
Ibid.

Bancroft Archevêque de Cantorbéri, l'un des plus ardens défenseurs de la Prérogative Royale, fut un des premiers qui tenta de franchir les bornes ordinaires, en voulant faire dépendre de la volonté du Roi, des choses qui étoient incontestablement de la compétence du Parlement. Il présenta au Roi & au Conseil, vingt-cinq Griefs du Clergé, dont il requit la réformation, demandant au Roi, qu'il lui plût d'accorder des Prohibitions, afin que les Cours Royales ne se mêlassent point de ce qui regardoit ces Articles. On prétend que son intention étoit de faire la planche à d'autres, pour s'adresser directement au Roi, sans passer par le Parlement, ou par la Convocation. Mais quelqu'un avertit le Roi, que s'il accordoit la demande de l'Archevêque, il se jetteroit dans un embarras dont il auroit de la peine à se tirer, parce que, de tout tems, les Griefs du Peuple avoient été de la compétence du Parlement. Cela obligea le Roi à demander l'avis des Juges qui répondirent d'un commun accord, qu'il devoit s'abstenir de rien décider sur la demande de l'Archevêque.

Traité de
Paix avec
l'Espagne.

*And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleterre.
Baker.
Echard.
Sir Anth.
Weldon.*

La conclusion de la Paix avec l'Espagne suivit de près la prorogation du Parlement. *Taxis* ayant informé le Roi d'Espagne de la disposition où la Cour d'Angleterre se trouvoit, le Connétable de Castille fut envoyé aux Païs-Bas, avec ordre de passer en Angleterre pour y conclurre la Paix. Mais ce Seigneur s'étant trouvé arrêté par des affaires, dans les Païs-Bas, transporta son pouvoir à *Taxis* & à *Richardot*. Ces deux Députés s'étant rendus à Londres, y convinrent d'un Traité qui ne fut pourtant signé que le 18. d'Août, après l'arrivée du Connétable de Castille. Quelques-uns ont dit, que cet Ambassadeur acheta la Paix par de grandes sommes d'argent, qu'il distribua aux Ministres du Roi. Mais on ne peut guères parler de cela que par conjecture, ceux qui sont chargez de ces sortes d'intrigues, n'ayant pas accoutumé de les publier. Quoiqu'il en soit, le Traité que le Roi fit avec l'Espagne fut double, y en ayant un qui ne regardoit que le Commerce.

*Rog. Koke,
pag. 24.*

Le IV. Article du premier portoit, qu'aucun des deux Rois ne pourroit, directement ni indirectement, donner du secours aux Ennemis, Vassaux, ou Rebelles de l'autre, de quelque espece ou condition qu'ils fussent.

Par le V. ils renonçoient à toutes les Ligues & Alliances contraires à ce Traité.

Dans le VII. Jacques, s'excusant de rendre à l'Espagne, les Villes engagées à Elisabeth par les Etats des Provinces-Unies, s'obligeoit néanmoins, à marquer aux Etats un tems convenable pour faire la Paix avec l'Archiduc, & en cas de refus de leur part, de leur déclarer qu'il se croyoit libre de tout engagement avec eux.

Ce sont-là sans doute, les Articles qui ont donné lieu de dire, que les Espagnols avoient acheté la Paix. On ne trouve pourtant pas, qu'après ce Traité, Jacques ait retiré ses Troupes du service des Etats, comme il auroit dû le faire en vertu du IV. Article, ni qu'il ait fixé un tems aux Etats pour faire la Paix, selon le VII. On verra au contraire, dans la suite, qu'il leur rendit les Places engagées, pour une somme bien moindre, que celle dont ils étoient convenus avec Elisabeth. De plus, *André du Chesne*, dans son Histoire d'Angleterre, parlant de ce même Traité, n'en rapporte que quatre Articles, dont le IV. est directement contraire au même IV. Article, rapporté ci-dessus. L'Article portoit, selon cet Historien,

Qu'à

Qu'à l'égard des Etats de Hollande & de Zelande , les choses demeureroient dans l'état où elles se trouvoient , soit par rapport aux Villes hipothequées , soit par rapport aux autres Articles des Traitez faits entre Elisabeth & lesdits Etats, sans que le Roi d'Angleterre fut obligé de rapeller ses Troupes des Pais-Bas , ni de défendre à ses Sujets d'aller servir lesdits Etats. De plus , que le Commerce , Trafic & Navigation entre les Anglois & lesdits Etats , demeureroient sur le même pied où ils étoient pendant la vie de la Reine Elisabeth.

JACQUES

I.

1604.

And. Du

Chesne , Hist.

d'Angleterre.

Cette contrariété me fait conjecturer , que Jacques , pour faire plaisir au Roi d'Espagne & à l'Archiduc , se laissa porter à consentir , que le IV. Article fût inséré dans le Traité de la maniere que je l'ai premièrement rapporté , afin d'engager les Etats à se hâter de faire la Paix , & que ce même Article, tel qu'il est rapporté par *Du Chesne* , étoit une modification du premier , ou un Article secret qui devoit seul avoir lieu. C'est une chose si commune dans les Traitez , qu'on ne peut pas regarder cette conjecture comme étant sans fondement , d'autant plus que l'événement la confirme.

La Paix avec l'Espagne étant faite , le Roi se laissa engager à faire un monopole du Commerce d'Espagne & d'Italie , en faveur d'une Compagnie de Marchands , & à défendre à tous ses Sujets , qui ne seroient pas autorisés par cette Compagnie , de trafiquer en ces Pais-là. Mais dans la prochaine Séance du Parlement , la Chambre des Communes , considérant combien ce monopole étoit préjudiciable au Commerce , en représenta si bien les conséquences au Roi , que les privilèges accordez à cette Compagnie furent révoquez , & le Commerce d'Espagne & d'Italie devint libre à tous les Sujets comme auparavant.

Compagnie

établie pour

le Commer-

ce d'Espa-

gne & d'I-

talie.

Rog. Koke,

pag. 27.

Pendant le reste de l'année 1604. il ne se passa rien de considérable en Angleterre. Le Roi menoit une vie fort tranquille , au milieu des encensemens de sa Cour , & répandoit ses graces avec une extrême profusion sur ses Favoris. Mais cette libéralité produisoit un grand mécontentement dans ceux qui n'y avoient aucune part , & qui ne s'en croyoient pourtant pas moins dignes que les autres. La Reine Elisabeth avoit une tout autre méthode à cet égard : mais Jacques ne jugea pas à propos de la prendre pour son modèle. Jamais les titres honorables n'avoient été distribuez avec moins de discrétion & de ménagement , que sous ce Regne. Aussi n'étoient-ils plus regardés comme une récompense du mérite , mais uniquement de l'adulation.

Le Roi vit

fort tran-

quillement.

La Ville d'Ostende , assiégée depuis trois ans par les Espagnols , fut enfin contrainte de capituler , le 20. de Septembre. Sa prise n'acquit aux vainqueurs , que des morceaux de ruines qui leur avoient coûté des sommes immenses , & la perte d'une infinité d'Officiers & de Soldats. Avant que Jacques eût conclu la Paix avec l'Espagne , il avoit paru vouloir s'intéresser à la conservation de cette Place : mais dès que la Paix fut faite , il ne pensa plus qu'à serrer le nœud de la nouvelle amitié qu'il venoit de contracter avec le Roi d'Espagne , & avec l'Archiduc , en leur envoyant des Ambassadeurs.

Il prodigue

les titres &

les hon-

neurs.

Prise d'Os-

tende.

Ce fut le Comte de Nottingham , Grand Amiral , que le Roi choisit pour l'Ambassade extraordinaire d'Espagne. Ce Seigneur partit au mois de Mars de l'année 1605. avec une très-nombreuse suite , que quelques-uns ont fait monter jusqu'à six-cens cinquante personnes.

1605.

Ambassade

de l'Amiral

en Espagne,

Baker.

JACQUES
I.

1605.
& du Com-
te de Hart-
ford à Bru-
xelles.
Affront fait
au pavillon
Anglois par
un Vaisseau
Hollandois.

*S. Anth.
Weldon,
pag. 48.*

Dans le même tems, le Comte de Hartford fut envoyé en Ambassade à Bruxelles. Pendant qu'il étoit en Mer, il arriva qu'un Vaisseau de Guerre Hollandois qui passoit, ayant refusé de baisser le pavillon, le Capitaine Anglois se mit en devoir de l'y obliger, mais l'Ambassadeur ne voulut pas le lui permettre. Ce fut la première fois que l'Angleterre reçut un pareil affront de la part des Hollandois dont la Souveraineté n'étoit pas même encore reconnue par aucune Puissance de l'Europe. Si Jacques en avoit demandé réparation, il n'y a point de doute, qu'il ne l'eût aisément obtenue, vu les conjonctures où les Provinces-Unies se trouvoient alors. Mais apparemment, il ne jugea pas qu'une affaire de cette nature, qu'il regardoit comme peu importante, valut la peine d'en faire du bruit. Cela n'empêcha pas que les Anglois n'en murmuraient, & que plusieurs n'en prissent occasion de comparer l'indolence du Roi avec la vigueur d'Elisabeth, qui, sans doute, n'auroit pas été si tranquille sur une pareille affaire. Jacques ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. Il croyoit travailler bien plus efficacement au bonheur de ses Sujets & au sien propre, en évitant toute occasion de rupture avec ses voisins, qu'en s'engageant dans une Guerre, pour une cause si peu importante.

Jalousie des
Anglois
contre les
Ecossois.

La jalousie que les Anglois commençoient à prendre contre les Hollandois, étoit peu de chose au prix de celle que leur causoient les faveurs que le Roi répandoit à pleines mains sur les Ecossois. La plupart des Historiens accusent les Catholiques d'avoir fomenté cette jalousie entre les deux Peuples, afin de pouvoir profiter de leurs divisions. Mais, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une cause si éloignée, il me semble que l'ancienne inimitié entre les deux Nations, & le panchant du Roi pour les Ecossois, étoient des causes bien plus naturelles. Le Roi connoissoit cette jalousie & faisoit quelques efforts pour la modérer. Il fit pendre dans cette année en Angleterre, un Ecossois, nommé Douglas, qui avoit eu la hardiesse de contrefaire son seing & son cachet, & de porter de fausses Lettres de sa part, à divers Princes d'Allemagne. Cet homme, étant tombé entre les mains de l'Electeur Palatin qui s'aperçut de la fraude, fut envoyé en Angleterre où il souffrit la punition qu'il méritoit.

Etat heu-
reux du
Roi.

Reg. Rok.

Jusqu'alors le Roi marchoit par tout, s'il faut ainsi dire, de plein pied, sans aucune affaire qui l'embarassât, & se trouvant dans une grande abondance : au lieu qu'il avoit passé ses premières années en Ecosse, dans les troubles & dans la pauvreté. Depuis qu'il étoit sur le Trône d'Angleterre, il n'avoit pas eu occasion de demander de l'argent à son Parlement, parce qu'à son avènement à la Couronne, il avoit trouvé que la défunte Reine n'avoit encore rien touché du Subside que le Parlement lui avoit accordé, montant à trois-cens-cinquante-mille livres sterling, & qu'il l'avoit reçu tout entier. Cela, joint à ses revenus ordinaires, le mettoit en état de donner libéralement à ses Favoris de l'une & de l'autre Nation, qui devinrent tous riches en fort peu de tems. D'un autre côté, il se faisoit un plaisir d'élever aux Honneurs & aux Dignitez diverses personnes qui n'auroient osé y penser sous le Règne d'Elisabeth. Enfin, il se voyoit sans cesse encensé par ses Courtisans qui ne négligeoient pas les occasions de témoigner, combien ils admiraient sa sagesse & toutes ses autres vertus. C'étoit un chemin qu'il falloit nécessaire-

nécessairement suivre, pour être bien venu auprès de lui. Pour dire tout en un mot, il passoit une vie fort douce & fort tranquille, au milieu de l'abondance, & des plaisirs, auxquels quelques-uns prétendent qu'il s'abandonnoit un peu trop. Mais ce Prince a eu le malheur d'avoir pour Historiens, des gens qui ne l'ont pas aimé, comme d'un autre côté, il a eu le bonheur d'en avoir, qui ont pris à tâche de louer toutes ses actions. Ainsi, on courroit risque de se tromper beaucoup, si l'on vouloit se former une idée de son caractère sur les loüanges ou sur les invectives de ceux qui ont écrit son Histoire. Il vaut mieux ne s'attacher qu'à examiner ses actions mêmes.

Pendant que tout sembloit concourir à procurer à ce Prince un regne doux & paisible, le Démon jaloux du bonheur dont les Anglois jouissoient, inspiroit à quelques-uns de ses Suppôts un complot des plus horribles dont on ait jamais ouï parler. Je veux parler de la conjuration des poudres, qui a fait tant de bruit dans le monde, & dont je donnerai ici un petit détail, sans aucune exagération.

Quel que pût être le fondement des espérances que les Catholiques avoient conquës en voyant le Roi Jacques monter sur le Trône d'Angleterre, il est certain qu'ils avoient beaucoup attendu de lui, & du moins, une tolérance entière, avec la liberté d'exercer publiquement leur Religion. C'étoit sur cette tolérance qu'ils fondaient l'espérance de rétablir peu à peu leur Religion en Angleterre. Mais la Harangue du Roi à son Parlement leur fit comprendre deux choses. La première, que cette tolérance dont ils n'avoient presque pas douté jusqu'alors, n'étoit pas encore prête à venir : la seconde, que, quand même ils pourroient l'obtenir du Roi, ce ne seroit pas pour ceux d'entr'eux qui admettoient la puissance du Pape dans toute son étendue. C'étoient pourtant ceux-ci qui étoient les plus actifs, & qui travailloient avec le plus d'empressement à rétablir leur Religion dans le Royaume. Ils comptoient pour peu de chose une simple liberté de conscience pour les moins zélés des Catholiques, à quoi le Roi sembloit vouloir borner ses faveurs. Ils croyoient voir, que l'intention de ce Prince étoit de diviser les Catholiques, & d'en faire comme deux Sectes, dont l'une, qui abandonneroit le dogme de la puissance du Pape, seroit soufferte dans le Royaume, & l'autre en seroit bannie. Cette division leur paroissoit si préjudiciable à la Religion Catholique, qu'ils crurent que par cette conduite fine & adroite, le Roi avoit pour but de réunir à l'Eglise Anglicane, ceux d'entr'eux qui auroient l'imprudence de se séparer du Pape, comme il étoit arrivé sous le Regne de Henri VIII.

Pour prévenir l'exécution de ce prétendu dessein qui pouvoit être fort préjudiciable à l'Eglise Romaine, quelques-uns de ces zélés consultèrent ensemble, & formèrent un horrible complot qui fut ensuite approuvé par d'autres. Le principal de ces scélérats étoit un Gentilhomme nommé *Catesby*, de la Province de Northampton, descendu de ce *Catesby*, dont il a été parlé dans le Regne d'Edouard V. Celui-ci ayant gagné *Thomas Percy*, parent du Comte de Northumberland, *Jean Graunt*, *Ambroise Rockwood*, *Christophe Wright*, *François Tresham*, *Guy Fawccks*, & quelques autres, auxquels se joignit ensuite le Chevalier *Digby*, en choisit cinq, pour délibérer avec eux sur les moyens de rétablir la Religion Romaine en Angleterre. *Percy*

JACQUES
I.
1605.

Occasion
de la Con-
juration des
poudres.
W'ilson.
Baker.
Echard.
Du Chêne.

Recit de
cette Con-
juration.

JACQUES
I.
1605.

l'un des plus zélés proposa d'abord de tuer le Roi , & s'offrit pour faire le coup. A cela Catesby répondit , que quand même le Roi seroit mort , il n'y auroit rien de fait , parce qu'il laisseroit après lui des enfans qui ne seroient peut-être pas plus favorables que lui aux Catholiques , & que ce seroit toujours à recommencer. Qu'en supposant même qu'on pourroit se défaire à la fois , du Roi & de ses Enfans , il resteroit encore tant de gens de la grande & petite Noblesse , que vrai-semblablement , on auroit trop de peine à venir à bout de ce qu'on se proposoit. Il ajouta , qu'il avoit imaginé un moyen pour faire périr en un moment , presque tous les principaux ennemis de la Religion Catholique , & de répandre une telle consternation dans tout le Royaume , qu'il ne se trouveroit personne en état de prendre de justes mesures , pour s'opposer à l'exécution de leurs desseins. Ce moyen étoit de faire sauter la Salle du Parlement , dans le tems que le Roi feroit sa Harangue sur son Trône , & que les Seigneurs & les Communes seroient dans la même Salle. Ensuite , il leur expliqua la maniere dont il concevoit que ce projet pouvoit s'exécuter , & il fut généralement approuvé. Cependant , comme un si horrible complot ne pouvoit que donner des idées affreuses auxquelles la conscience répugne naturellement , quelqu'un d'entre eux proposa de faire examiner la justice de ce projet par leurs Théologiens. On prétend que trois Jésuites , sçavoir , *Henri Garnet* , *Oswald Tesmond* , & *Jean Gerard* , ayant été consultez , approuverent le complot comme juste & légitime , parce que c'étoit contre des Hérétiques excommuniés. C'est ce dont je ne voudrois pas répondre , parce que je n'ai pas vu leur procès. Ce qu'il y a de certain , c'est qu'ils souffrirent la mort pour n'avoir pas révélé la conspiration , dont ils avoient eu connoissance , & que le Roi , dans une Apologie qu'il publia quelque tems après , soutint que Garnet avoit été légitimement convaincu , & avoit avoué son crime (1).

Quoiqu'il en soit , la chose étant résolue , ils prêterent serment de garder le secret , entre les mains du Pere Gerard , comme on le prétend. Ensuite , Percy , qui étoit un des Gentilshommes Pensionnaires de la Garde du Roi (2) , fut commis pour louer une maison qui n'étoit séparée que par une muraille de la Salle où le Parlement devoit s'assembler. Ceci se passoit au mois de Novembre ou de Décembre de l'année 1604. & le Roi devoit faire sa Harangue au Parlement , le 7. de Février. Percy ayant loué la maison sur laquelle on avoit jetté les yeux , les Conspirateurs commencerent à travailler dans la cave , pour percer la muraille de séparation qui étoit assez épaisse , & qui leur donna beaucoup de peine. Mais comme le Parlement fut encore prorogé jusqu'au 7. d'Octobre , ils avoient autant de tems qu'il leur en falloit pour achever leur ouvrage. Au commencement du mois de Février 1605. ils avoient presque achevé de percer la muraille , lorsque tout à coup , ils entendirent un grand bruit de l'autre côté. Cela leur causa une extrême frayeur , parce qu'ils craignoient d'être découverts : mais ayant repris

(1) Ceci se confirme par la réponse que fit Garnet à quelques Seigneurs Anglois qui lui demandoient s'il approuveroit que l'Eglise Romaine le déclarât un jour Martyr *Martyrem me* , s'écria-t'il. *O qualem Martyrem !* Voyez la Lettre de Casaubon au Jésuite Fronton du Duc. *Epirres de Casaubon* , Edition de 1709. Pag. 424. a.

(2) C'est une Garde particuliere composée d'un certain nombre de Gentilshommes qui ont chacun une pension du Roi.

pris courage, *Guy Fawcetts*, qui passoit pour le valet de Percy, fut chargé d'aller s'informer de ce qui avoit causé leur crainte. Peu de tems après, il revint, & rapporta que le lieu où ils avoient entendu le bruit, étoit une grande Cave, qui étoit précisément sous la Salle de la Chambre-Haute; qu'elle étoit pleine de Charbon de pierre, qui étoit en vente, & que quand le Charbon seroit vendu, la Cave seroit à louer. Rien ne pouvant être plus favorable à leur dessein, Percy se hâta de louer cette Cave, & acheta un reste de Charbon qui étoit encore à vendre. Ensuite, il fit venir de Hollande, trente-six barils de poudre, & les ayant placez à Lambeth, de l'autre côté de la Tamise, il les fit porter de nuit dans la Cave, & les fit couvrir de Charbon & de fagots.

JACQUES
I.
1605.

Le complot étant ainsi en bon train, les Conjurez délibérèrent sur ce qu'ils auroient à faire, quand le Roi, le Prince Henri son Fils aîné, les Seigneurs, & les Membres des Communes, seroient ensevelis sous les ruines de la maison. Le Duc d'York second Fils du Roi, étant encore fort jeune, ne devoit pas se trouver au Parlement, & la Princesse Elisabeth sa Sœur étoit élevée dans une maison de la Province de Warwick, appartenant au Lord Harrington. Il fut donc résolu, que Percy, qui avoit une libre entrée dans le Palais du Roi, se chargeroit de tuer le Duc d'York, & que d'autres, sous prétexte d'une partie de chasse, s'assembleroient, ce jour-là même, proche de la maison du Lord Harrington, & iroient enlever la Princesse Elisabeth. Tout cela ne pouvant s'exécuter sans quelque argent, *Tresham* offrit deux cens livres sterling, *Digby*, quinze cens, & *Percy* fit espérer qu'il en pourroit fournir quatre mille. Quelqu'un d'entr'eux proposa de s'assurer par avance du secours de quelque Prince étranger: mais cette proposition fut rejetée. Ils résolurent seulement de demander quelque secours à la France, à l'Espagne, & à l'Archiduc après que le complot seroit exécuté. Ensuite, après quelque délibération, ils convinrent de sauver la vie à la Princesse Elisabeth, & de la proclamer Reine. Dans cette vûe, ils dressèrent par avance une Proclamation où ils prirent soin de ne rien mettre qui regardât la Religion, de peur d'égarer le Peuple, jusqu'à ce qu'ils se trouvassent assez forts pour pouvoir exécuter tous leurs desseins. Enfin, ils résolurent de faire courir le bruit, après que le coup seroit fait, que les Puritains en étoient les Auteurs.

Le Parlement ayant été encore prorogé jusqu'au cinquième de Novembre, les Conjurez attendirent ce jour avec une extrême impatience, sans que la conscience reprochât à aucun d'eux, le crime qu'ils étoient sur le point de commettre. Mais Dieu ayant en horreur un complot si détestable, inspira à l'un des Conjurez, le désir de sauver la vie au Lord *Mounteagle*, Fils du Baron de *Morley*. Ce Seigneur se retirant dans sa maison, à sept heures du soir, un de ses Domestiques lui donna une Lettre qu'il avoit reçue d'un homme inconnu, qui lui avoit recommandé de la rendre à son Maître en main propre. Cette Lettre étoit sans signature, & conçue en ces termes:

MY LORD,

L'affection que j'ai pour vous, & pour quelques-uns de vos amis, me fait prendre soin de votre conservation: c'est pourquoi, je vous conseille, si vous aimez vo-

tre Lettre qui découvre la Conjurati-

JACQUES
I.
1605.

tre vie , de trouver quelque excuse pour vous dispenser d'assister au Parlement : car Dieu & les hommes concourent ensemble pour punir la méchanceté du tems. Ne méprisez point cet avis : mais retirez-vous à votre maison de Campagne , où vous pourrez en sûreté attendre l'événement. Quoiqu'il n'y ait aucune apparence de mouvement , je vous dis qu'on verra un terrible coup dans ce Parlement , sans qu'on sçache d'où le mal vient. Cet avis n'est pas à mépriser , parcequ'il peut vous être utile , & ne peut vous porter aucun dommage. Car le danger sera passé en aussi peu de tems que vous en mettrez à brûler cette Lettre (1). J'espère que Dieu vous fera la grace d'en profiter. Je vous recommande à sa protection.

Cette Lettre fut renduë au Lord Mounteagle , dix jours avant que le Parlement s'assemblât. Quoiqu'il n'y comprît rien , & qu'il jugeât même que c'étoit pour se divertir à ses dépens qu'on vouloit l'épouvanter , il ne laissa pas de la porter le soir même , au Comte de Salisbury Secrétaire d'Etat. Ce Comte la fit voir à quelques-uns des Conseillers Privez qui n'en comprirent point le sens , non plus que lui. Cependant ils résolurent de ne faire aucune démarche jusqu'à l'arrivée du Roi qui étoit alors à *Roxton*.

Le Roi étant arrivé à Londres , le dernier jour d'Octobre , le Comte de Salisbury lui lut la Lettre , & conclut , après l'avoir luë , que celui qui l'avoit écrite n'étoit pas dans son bon sens. Pour en convaincre le Roi , il lui fit remarquer l'endroit où il étoit dit , selon lui , *que le danger seroit passé , aussi-tôt que cette Lettre seroit brûlée*. Car , ajouta-t'il , s'il n'y doit plus avoir de danger après que la Lettre sera brûlée , à quoi bon donner cet avis ? Mais le Roi s'étant fait relire la Lettre , expliqua autrement ces mêmes mots , & au lieu de *aussi-tôt que cette Lettre sera brûlée* , il dit , qu'il falloit entendre *en aussi peu de tems que vous mettrez à brûler cette Lettre*. Ensuite , comparant cette expression avec le coup imprévu que le Parlement devoit recevoir , sans qu'on pût prévoir d'où le mal viendrait , il en conclut qu'on préparoit quelque grand coup par le moyen de la poudre à canon. Cette explication étant jugée très-plausible , il fut résolu de faire chercher dans toutes les Chambres & Caves voisines de la Salle du Parlement , pour voir s'il n'y avoit point de poudre cachée. Cette recherche fut pourtant différée jusqu'au jour qui précéda celui de l'Assemblée du Parlement , dans la pensée , que plus on approcheroit du tems de l'exécution , plus on trouveroit d'indices. Ce fut le Comte de Suffolk , Grand Chambellan , qui alla lui-même faire cette recherche , sans bruit , & sans témoigner trop d'empressement. Lorsqu'il fut arrivé à la Cave où étoit la poudre , & qu'il vit le Charbon & les fagots dont elle étoit couverte , il demanda au Maître de la Garderobe , qui l'accompagnait , quel usage il faisoit de cette Cave. Celui-ci répondit , qu'il l'avoit louée à Monsieur Percy , & qu'apparemment , c'étoit sa provision de chauffage pour l'Hiver. En même-tems le Grand Chambellan ayant aperçu dans un coin de la cave , un homme qui prenoit quelque soin de se cacher , demanda qui étoit cet homme-là , & on lui répondit que c'étoit un valet de Monsieur Percy , à quoi il ne parut pas faire attention. Cette négligence affectée fit juger aux Conjurez , qu'on

(1) Il y a une ambiguïté dans l'Anglois *as soon as you have burnt this Letter* ; car cela peut signifier , *aussi-tôt que vous aurez brûlé cette Lettre* , ou bien , *en aussi peu de tems que vous mettrez à brûler cette Lettre*. Le dernier sens étoit celui de l'Auteur.

qu'on ne feroit point d'autre perquisition, puisqu'on n'avoit rien trouvé dans la Cave, qui pût donner du soupçon, & ils se préparèrent à exécuter leur complot le jour suivant.

Le Comte de Suffolck ayant fait son rapport au Conseil, on jugea que s'il y avoit de la poudre cachée, il falloit que ce fût dans la grande Cave, sous les fagots & le Charbon. Mais comme le Parlement devoit s'assembler le lendemain, il fut résolu d'attendre jusque vers le milieu de la nuit, à faire fouiller sous ce Charbon, dans l'espérance de trouver dans la Cave ou aux environs, quelque personne de qui on pourroit recevoir des informations. Suivant cette résolution, le Chevalier *Knevet*, Gentilhomme de la Chambre, & un Juge de Paix de Westminster, s'étant rendus à la Cave environ minuit, y trouverent un homme en manteau & en bottes, & le saisirent. C'étoit *Guy Fawlcks* qui passoit pour le valet de Percy. Ensuite, ayant fait ôter le bois & le Charbon, ils trouverent pas dessous, trente-six barils de poudre. Après cette découverte, *Fawlcks* ayant été fouillé, fut trouvé muni d'une lanterne sourde, d'un fusil à tirer du feu, & de quelques bouts de meche. Ce scélérat, bien loin d'être consterné, leur dit hardiment, que s'il en avoit eu le tems, il auroit mis le feu à la poudre, pour les faire périr avec lui. Le Roi ayant été informé de cette découverte, ordonna qu'on examinât le prisonnier, afin de tirer de lui tout le détail de cette Conspiration. Il avoua, que le dessein étoit de faire sauter le Roi & le Parlement, & témoigna un très-grand chagrin de ce que le coup étoit manqué, disant qu'il falloit que ce fut le Diable qui en avoit empêché l'exécution. Pendant tout un jour, il demeura obstiné à ne vouloir nommer aucun de ses complices : mais le lendemain, ayant été présenté à la question, il avoua tout ce qu'il sçavoit.

L'ouverture du Parlement, qui devoit se faire ce jour-là même, ayant été différée, & le bruit commençant à se répandre dans Londres, *Catesby*, *Percy*, *Winter*, *Tresham*, & *Wright*, s'enfuirent par divers chemins, & se donnerent rendez-vous auprès de leurs camarades qui devoient enlever la Princesse Elisabeth. Ceux-ci s'étoient préparés à exécuter leur coup, à la première nouvelle qu'ils auroient du succès de la mine de Westminster. Comme ils ne doutoient point qu'elle ne réussît selon leurs souhaits, & qu'ils croyoient n'avoir plus rien à ménager, ils avoient, dès la nuit précédente, enfoncé une écurie, & en avoient enlevé douze Chevaux. Cette action avoit mis aux champs le Sherif de la Province, qui avoit assemblé du monde pour se saisir des voleurs. Peu de tems après arriverent ceux des Conjurez qui s'en étoient fuis de Londres, & ils apprirent à leurs camarades, que le coup étoit manqué. Sur cela, ils résolurent de se tenir ensemble, de tâcher de faire soulever les Catholiques, & de se mettre à leur tête. Mais tous leurs efforts n'aboutirent qu'à faire un Corps d'environ cent hommes à Cheval.

Cependant les Sherifs des Provinces voisines s'étant avertis les uns les autres, firent prendre les armes au Peuple, & poursuivirent les Conjurez de lieu en lieu, jusqu'à ce qu'enfin ces scélérats se virent contrains de s'arrêter dans une maison de la Province de Worcester, où le Sherif les fit sommer de se rendre. Ils répondirent, qu'il n'avoit pas assez demandé avec lui pour les forcer, & ils se préparèrent à se défendre, ou à s'ouvrir un passage à travers le Peuple armé qui environnoit la maison. Mais il arriva qu'en ouvrant un

JACQUES
I.
1605.

On trouve
la poudre
cachée sous
la Salle de
la Chambre
des Sei-
gneurs.

Un des
Conjurez
pris.

Quelques
autres se
sauvent.

Les uns
sont tuez &
les autres
pris.

baril

JACQUES
I.
1605.

Le Comte
de Northumber-
land est
severement
châtié.

Discours
du Roi au
Parlement
pour discul-
per les Ca-
tholiques.

M. Echard.

baril de poudre pour charger leurs armes , le feu s'y prit , mit la maison en flammes , & en fit sauter une partie. Cet accident les contraignit d'ouvrir la porte pour tâcher de se sauver. Quelques-uns furent d'abord tuez par le Peuple qui les environnoit. *Catesby* , *Percy* , & *Winter* , s'étant mis tous trois ensemble dos à dos , se défendirent en désespérez , jusqu'à ce qu'enfin les deux premiers tombèrent morts d'un seul coup de mousquet , & l'autre fut pris , après avoir reçu plusieurs blessures. *Digby* , *Rokwood* , *Gravint* , & *Beates* , se rendirent , ou furent pris en voulant se sauver. *Tresham* , qui étoit demeuré à Londres , avec *Robert Winter* , Frere du premier , & *Littleton* , y fut découvert & arrêté avec ses deux compagnons. Tous les prisonniers ayant été menez à la Tour , y furent exactement interrogez. *Winter* s'avoüa coupable , & écrivit sa confession de sa propre main. *Digby* tâcha d'exténuer son crime , sur ce qu'ayant espéré que le Roi accorderoit une tolérance entiere aux Catholiques , & ne voyant aucune apparence qu'ils pussent l'obtenir , le désespoir l'avoit fait engager dans la conspiration. *Tresham* dit d'abord , que le Pere *Garnet* , Jésuite , étoit du complot : mai- il s'en dédit dans la suite , à la persuasion de sa Femme , comme on le prétend , & assura qu'il ne l'avoit pas vû depuis seize ans. Mais *Garnet* qui fut arrêté après la mort de *Tresham* , avoüa , qu'il avoit souvent conféré avec lui , depuis environ six mois. Le Comte de Northumberland fut envoyé à la Tour , étant soupçonné d'avoir eu part à la conspiration. Ce soupçon étoit fondé , sur ce qu'étant Capitaine de la Compagnie des Gentilshommes Pensionnaires , il y avoit reçu *Percy* son parent , sans lui faire prêter le serment , quoiqu'il n'ignorât pas de quelle Religion il étoit. Cette affaire ayant été ensuite portée à la Chambre Etoilée , le Comte fut condamné à une amende de trente mille livres sterling , à être privé de toutes ses Charges , & à tenir prison , durant le bon plaisir du Roi.

La Séance du Parlement ne commença que le neuvième de Novembre , quoiqu'elle eût été fixée au cinquième. Le Roi y fit un long Discours où il représenta l'énormité & les conséquences de cette horrible Conjuración , & combien on étoit redevable à la bonté de Dieu , de ce qu'il en avoit donné connoissance , par une espèce de miracle. Mais en même-tems , il prit un extrême soin de disculper la Religion Catholique , & de faire remarquer , qu'on ne devoit attribuer cet abominable complot , qu'à ceux qui étoient véritablement Papistes , & imbus des horribles principes dont il avoit parlé dans son premier Discours au Parlement. Il assura , que ces gens-là étoient en petit nombre , & que ce seroit faire un tort extrême aux Catholiques , que de les accuser généralement de suivre des maximes si outrées. Car , disoit-il , quoiqu'il soit vrai , que la superstition a été l'unique cause de cet attentat désespéré , il ne faut pourtant pas s'imaginer que tous ceux qui professent la Religion Romaine en soient coupables. Il est bien vrai , qu'on ne connoit d'autre Secte , non pas même parmi les Juifs , les Turcs , les Payens , ceux qui adorent le Diable , qui maintiennent par des raisons tirées de la Religion même , qu'il est permis & méritoire de tuer les Rois ou leurs Sujets , pour cause de Religion. Mais d'un autre côté , il n'est pas moins vrai , que plusieurs honnêtes gens , quoique peut-être prévenus de certaines opinions du Papisme , comme de la Présence réelle , du nombre des Sacremens , & d'autres telles questions d'école , ne connoissent pas même , ou du moins ne croient pas les véritables fondemens du Papisme , qui est véritablement le Mystère d'iniquité.

guité. C'est pourquoi, nous confessons qu'il y a un très-grand nombre de Papistes, particulièrement parmi nos Ancêtres, qui ne mettant leur confiance que dans le mérite de Jésus-Christ, peuvent obtenir le salut. Ainsi, nous détestons dans ce point, & croyons digne du feu, la cruauté des Puritains qui soutiennent qu'aucun Papiste ne peut-être sauvé. Il conclut son Discours, en disant, que comme plusieurs honnêtes gens, quoique séduits par quelques erreurs du Papisme, ne laissent pas d'être fidèles à leur Roi, d'un autre côté, ceux qui croient les véritables fondemens du Papisme, ne peuvent être ni bons Chrétiens ni bons Sujets.

JACQUES
I.
1605.

Ce Discours fut fort applaudi par les Courtisans qui en admiroient la sagesse, la justice, l'équité, & qui faisoient remarquer la grandeur d'ame du Roi, qui dans le tems même qu'il avoit tant de sujet de se plaindre des Catholiques, prenoit soin de justifier leur Religion, & d'empêcher que les innocens ne fussent confondus avec les coupables. Mais le reste du Peuple n'étoit pas du même sentiment. On regardoit avec étonnement & avec chagrin, les tendres soins que le Roi témoignoit pour les Catholiques en général, sous prétexte d'une distinction, qu'on croyoit imaginaire, ou du moins fort inutile, à cause de la difficulté qu'il y avoit à discerner ceux d'entr'eux qui tenoient les maximes que le Roi condamnoit, d'avec ceux qui vouloient bien y renoncer. On faisoit encore remarquer la différence que le Roi mettoit entre la Religion Romaine, & celle des Puritains. Celle-là n'empêchoit pas que ceux qui en faisoient profession ne dussent être regardez comme de fidèles Sujets : mais celle-ci ne devoit pas être soufferte dans un Etat bien réglé, ainsi qu'il s'étoit exprimé dans son premier Discours. Dans celui-ci, pour détourner la haine des bons Protestans sur les Puritains, il ne se contentoit pas de détester une opinion indifférente en elle-même, & qui n'avoit aucune relation à l'Etat ; mais il la croyoit même digne du feu, ou temporel ou spirituel, car il ne s'expliquoit pas là-dessus, pendant qu'il traitoit le dogme de la Transsubstantiation, de pure question d'Ecole. On disoit même, que si, sur cette même opinion, il lui avoit plu de distinguer les Puritains qui ne vouloient rien décider d'avec ceux qui damnoient tous les Catholiques, cette distinction n'auroit pas été moins bien fondée, que celle qu'il mettoit entre les Catholiques & les Papistes. Enfin, on faisoit observer, qu'il avoit affecté d'attribuer aux seuls Puritains, cette opinion digne du feu, qu'il auroit pu avec bien plus de fondement attribuer aux Catholiques Romains, comme tout le monde le sçavoit. On ne peut disconvenir que, dans tout le cours de son Regne, ce Prince n'ait marqué une extrême sensibilité pour les Catholiques Romains. C'est ce qui paroitra encore mieux dans la suite, ce que j'ai rapporté jusqu'ici pouvant être regardé comme des marques équivoques de ses sentimens, & comme pouvant recevoir une explication favorable.

Réflexions
du Peuple
sur le Dis-
cours du
Roi.

Immédiatement après avoir prononcé ce Discours, le Roi prorogea le Parlement jusqu'au vingt-unième de Janvier : de sorte qu'il parut manifestement, qu'il ne l'avoit fait assembler pour un seul jour, qu'en vûe de faire connoître ses sentimens sur la Conjuraton & la maniere dont il souhaitoit qu'elle fût examinée, c'est-à-dire, uniquement par rapport à ceux qui y avoient trempé.

Le Parle-
ment est
prorogé.
Echard.

Les Lords *Mordant & Sturton*, soupçonnez d'avoir eu part à la Conspiration, furent condamnez, l'un à une amende de dix mille marcs, & l'autre

Les Lords
*Mordant &
Sturton* sont

JACQUES

1.

1605.

condamnez
à des amen-
des.

Wilson,

pag. 33.

1606.

Joye affec-
tée des Am-
bassadeurs
d'Espagne
& de l'Ar-
chiduc.

de six mille, quoiqu'on n'eût d'autre preuve contr'eux; sinon qu'ils ne s'étoient pas trouvez à l'ouverture du Parlement. Ils furent condamnez par la Chambre Etoilée qui étoit alors la terreur des Grands, & qui pour la moindre faute, condamnoit les accusez à des amendes excessives qui alloient au profit du Roi.

La découverte de cette Conspiration fut généralement attribuée à la sagacité du Roi qui avoit seul pénétré le sens de la Lettre adressée au Lord Mounteagle. Il avoit même des adulateurs qui ne feignoient point de dire, qu'il n'auroit jamais pû parvenir à découvrir ce mystère, sans une assistance immédiate du Saint Esprit.

Les Ambassadeurs d'Espagne & de l'Archiduc signalerent la joye qu'ils avoient de cette délivrance, par des feux qu'ils firent allumer devant leurs hôtels, & par des fontaines de vin qu'ils firent couler au Peuple. Ce n'étoit peut-être pas un trop bon moyen pour éloigner les soupçons des Anglois qui étoient assez portez à croire que les Espagnols avoient eu part à ce détestable complot. On se ressouvenoit, que le Connétable de Castille étant en Angleterre, avoit dit publiquement, que si le Roi refusoit la tolérance aux Catholiques, il se trouveroit des gens capables de tout entreprendre. Après même que la conspiration fut découverte, l'Archiduc refusa de livrer au Roi quelques-uns des complices qui s'étoient sauvez dans les Pais-Bas, & envoya en Espagne le principal d'entre eux, qui y fut fort bien reçu. Il est pourtant certain, que les Ambassadeurs, dont je viens de parler, ne se trouverent point chargez par les dépositions des criminels. Le Roi déclara même publiquement, qu'il étoit assuré qu'aucun Prince étranger n'avoit eu part au complot. Effectivement tous les Souverains tant Catholiques que Protestans lui témoignèrent l'horreur qu'ils avoient d'une si damnable entreprise, & le féliciterent sur sa délivrance.

Huit des
Conjurez
sont exécutez.

Echard.

Exécution
d'Oldcorne
& de Gar-
net Jesuites.And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleterre.

Le Parlement s'étant assemblé le 21. de Janvier, le Roi nomma des Commissaires pour faire le procès à ceux d'entre les Conjurez qui avoient été arrêtez. Il avoit différé jusqu'alors de donner au Peuple la satisfaction de voir punir ces scélérats. Mais comprenant bien que s'il ne le faisoit pas de lui-même, le Parlement ne manqueroit pas à l'en solliciter, il résolut de les abandonner à la Justice. Il n'y en eut que huit d'exécutez, le 31. de Janvier, quoiqu'il y eût un bien plus grand nombre de coupables. Quelque tems après, un Jesuite nommé *Oldcorne* ayant dit publiquement, que le mauvais succès de la Conjuration n'en rendoit pas le dessein moins juste, fut mis en prison, condamné à mort & exécuté. *Garnet* ayant aussi été arrêté fut condamné au supplice des Traîtres (1), sur les dépositions de ceux qui avoient déjà été exécutez. Quelques-uns ont dit qu'il avoit seulement avoué, qu'il avoit bien ouï parler d'une conspiration pour rétablir la Religion Catholique en Angleterre, mais qu'il n'en avoit scû aucun détail. D'autres ont prétendu, que la Conjuration ne lui avoit été révélée qu'en Confession, & qu'il n'étoit pas tenu de la reveler. Le Roi comme, je l'ai déjà dit, soutint publiquement dans la suite, que Garnet avoit été juridiquement vaincu. Il a plu aux Jesuites de faire des Martyrs de ces gens-là, comme s'ils n'eussent souffert qu'en haine de leur Religion. Mais l'humeur & le caractère

(1) Le 29. de Mai.

caractere du Roi Jacques ne permettent pas de croire qu'il eût voulu faire mourir des gens par la seule raison qu'ils étoient Catholiques.

Pendant que le Parlement s'occupoit aux affaires qui regardoient la Conjururation des poudres, il se répandit tout-à-coup un bruit que le Roi avoit été tué à *Oking*, d'un coup de couteau. Cette nouvelle causa d'abord une extrême frayeur parmi le Peuple qui crut que c'étoit l'effet d'une nouvelle Conspiration. Mais l'alarme ne fut pas de longue durée. Deux heures après, on eut des avis certains que le Roi étoit en vie, & il retourna même à Londres, le même jour, & publia une Proclamation pour calmer les inquiétudes du Peuple à cet égard. L'Ambassadeur d'Espagne signala l'affection qu'il avoit pour le Roi, en faisant présent d'une chaîne d'or à celui qui lui porta la nouvelle que le bruit qui avoit couru étoit faux.

Cependant le Parlement s'occupoit sérieusement à prévenir les desseins des Papistes *récusans*, c'est-à-dire, de ceux qui refusoient de reconnoître l'autorité indépendante du Roi. Pour pouvoir plus aisément découvrir ces sortes de gens, les deux Chambres convinrent de dresser un formulaire de serment que tous les Sujets, sans exception, seroient obligez de prêter. Ce serment fut appelé *Serment d'Allégeance*; c'est-à-dire, de soumission & d'obéissance au Roi, comme Souverain indépendant de toute autre Puissance sur la terre. Il étoit différent du Serment de *Suprémacie*, en ce qu'il ne regardoit uniquement que la Souveraineté temporelle du Roi, & son indépendance du Pape, au lieu que l'autre qui avoit été ordonné sous le Regne de Henri VIII. obligeoit à reconnoître le Roi pour Chef suprême de l'Eglise d'Angleterre. Ainsi, tout Catholique pouvoit prêter ce nouveau Serment en sûreté de conscience, à moins qu'il ne fût du nombre de ceux qui croyoient que, pour être véritablement Catholique, il falloit croire que le Pape avoit le pouvoir de déposer les Rois, & disposer de leurs Royaumes. Le Roi prit même un extrême soin d'empêcher qu'on n'insérât dans ce Serment, aucune clause qui pût justement offenser les Catholiques. La Chambre des Communes ayant mis dans le projet du Serment, que le Pape n'avoit pas le pouvoir d'excommunier le Roi, il fit remarquer que cela pourroit choquer les Catholiques bons Sujets, & qu'il suffisoit d'établir, que l'Excommunication du Pape ne pouvoit pas autoriser les Sujets à se révolter contre leur Souverain. Voici ce Serment dont plusieurs ont parlé & parlent encore sans bien sçavoir ce que c'est.

Je reconnois sincèrement, proteste, témoigne, & déclare en ma conscience, devant Dieu & devant les hommes, que notre Souverain Seigneur le Roi Jacques est légitime Roi de ce Royaume, & de tous les autres Etats & Païs qui sont en sa possession. Que le Pape, ni par soi-même, ni par l'autorité de l'Eglise Romaine, ou du Siège Romain, ni de quelque autre sorte que ce soit, n'a pas le pouvoir de déposer le Roi, de disposer de son Royaume ou de ses autres Domaines, d'autoriser aucun Prince étranger à l'attaquer, ou à troubler sa personne ou ses Etats, de décharger ses Sujets de leur fidélité & obéissance, donner à aucun d'eux la permission de prendre les armes contre lui, d'exciter des troubles, de porter aucun dommage ou de faire aucune violence à sa personne, à son Etat, à son Gouvernement, ou à aucun de ses Sujets dans ses Etats. Je jure aussi de tout mon cœur, que nonobstant toute déclaration ou Sentence d'excommunication ou de privation faite

JACQUES I.

1606.
Bruit de la mort du Roi.

Wilson, pag. 32.

Le Parlement ordonne un Serment que tous les Sujets doivent prêter.

And. Du Chesne, Hist. d'Angleterre.

Rog. Koke, pag. 29.

Apologie de Jacques I.

Serment d'Allégeance. ibid.

JACQUES
I.
1606.

ou accordée par le Pape ou par ses Successeurs, ou par aucune autorité que ce soit, dérivée ou prétendue dérivée de lui ou de son Siège, contre le Roi ou ses Successeurs, nonobstant toute absolution d'obéissance donnée à ses Sujets, je garderai une véritable foi & allégeance à Sa Majesté & à ses Héritiers & Successeurs, & que je les défendrai de tout mon pouvoir, contre toutes sortes de Conspirations & d'attentats qui seront faits contre sa personne ou leurs personnes, leur Couronne & leur Dignité, sous prétexte ou couleur d'une telle Sentence, ou de quelque autre chose que ce soit. Je ferai tous mes efforts pour découvrir & faire connoître à Sa Majesté, & à ses Successeurs, toutes les trahisons & Conspirations contre lui ou eux, qui viendront à ma connoissance, ou dont j'entendrai parler. Je jure encore, que j'abhorré de tout mon cœur comme impie & hérétique, cette damnable doctrine & assertion, que les Princes excommuniez ou privez de leurs Etats par le Pape, peuvent être déposez ou tuez par leurs Sujets, ou par quelque autre personne que ce soit. Je crois & suis entièrement persuadé en ma conscience, que ni le Pape, ni aucune autre personne que ce soit n'a le pouvoir de m'absoudre, ni de ce Serment entier, ni d'aucune de ses parties. Je reconnois que ce Serment m'est administré par une autorité légitime, & j'enonce à tout pardon & dispense contraire. Je confesse pleinement & sincèrement & je jure toutes les choses spécifiées ci-dessus, selon le sens naturel des paroles que je viens de prononcer, sans équivoque, ni évasion mentale, & sans aucune réserve secrète. Je fais cet aveu & cette reconnoissance, de bon cœur, volontairement & véritablement, sur la foi d'un Chrétien. Ainsi Dieu me soit en aide.

Remarques
sur ce Ser-
ment.

Il est aisé de voir que ce Serment ne contenoit rien de contraire aux Articles essentiels de la Foi de l'Eglise Romaine, & qu'il ne regardoit que cette autorité sans bornes qui est attribuée au Pape par quelques-uns, & que d'autres lui refusent. Ainsi, la plupart des Catholiques d'Angleterre, & l'Archiprêtre *Blackwell* leur Supérieur, ne firent aucune difficulté de s'y soumettre. Lors même qu'Urbain VIII. leur eut adressé un Bref daté le 31. d'Octobre 1606. pour leur défendre de prêter ce Serment, ils crurent que c'étoit un Bref supposé par leurs ennemis, pour les engager à la désobéissance. Mais le Pape s'expliqua plus clairement l'année suivante, & par un second Bref, il leur fit entendre distinctement, que s'ils prêtoient ce Serment ils ne pouvoient espérer d'être sauvez. En même tems, le Cardinal Bellarmin, sous le nom de *Tortus*, écrivit un Livre contre ce Serment, & une Lettre à l'Archiprêtre *Blackwell*, pour l'exhorter à la repentance, comme si en prêtant ce Serment, il avoit commis un crime des plus horribles. C'est ce qui donna lieu à l'Apologie que le Roi publia quelque tems après pour lui-même, & qu'il adressa à tous les Princes Chrétiens, dans laquelle il se justifioit des fausses accusations dont on avoit voulu le noircir en le représentant comme un Persécuteur des Catholiques. Il commençoit cette Apologie par la justification de la conduite d'Elisabeth envers les Catholiques Romains, après quoi il ajoutoit ces paroles :

Apologie
du Roi par
rapport aux
Catholi-
ques.

Mais après avoir sacrifié, si j'ose m'exprimer ainsi, aux manes de l'illustre Reine qui m'a précédé, je dois, à l'exemple de Saint Paul, me justifier moi-même des calomnies innombrables qu'on a répandues contre moi, & faire voir la manière dont je me suis conduit envers les Papistes. Je puis affirmer avec vérité, qu'en core que le Regne d'Elisabeth ait été très-juste & très-miséricordieux envers les

Pa-

Papistes, le mien l'a excédé de beaucoup, en bonté & en clémence. La douceur dont j'ai usé envers eux les a fait monter jusqu'à un tel degré d'orgueil & de confiance, que non seulement ils ont espéré, mais ils se sont même promis une tolérance entière, & une égalité avec mes autres Sujets. C'est ce qui a jeté un grand nombre de mes Sujets Protestans dans un étonnement extrême, parce qu'ils ont conjecturé que cette douceur produiroit un fruit amer, ainsi qu'il a bien paru dans la Conjuration des poudres. Combien de Papistes récusans & reconnus pour tels n'ai-je pas honoré du titre de Chevaliers? Avec quelle impartialité n'ai-je pas donné accès auprès de ma personne, aux deux Partis, & distribué également mes faveurs aux personnes des deux Religions? Sur toutes choses, avec quelle franchise n'ai-je pas exempté les Récusans des amandes à quoi ils étoient condamnés par les Loix. De plus, j'ai, de ma propre bouche, ordonné aux Juges, de ne faire exécuter aucun Prêtre Papiste, même convaincu, ajoutant à cela une gracieuse Proclamation pour ordonner que les Prêtres qui n'étoient pas en prison pussent se retirer librement hors du Royaume. Mon pardon est même étendu jusqu'aux Prêtres prisonniers, & même jusqu'aux convaincus & condamnés. Ils ont été mis en liberté, & ceux qui ont été arrêtés depuis, ont été transportés de l'autre côté de la Mer, & mis en lieu de sûreté. Mais le tems & le papier me manqueroient, si j'entreprendois de faire l'énumération de toutes les faveurs que j'ai accordées aux Papistes, tant en général qu'en particulier, en sorte que chaque trait de plume serviroit de marque & de témoignage de l'ingratitude du Pape envers moi, & de l'injustice qu'il me fait.

JACQUES
I.
1606.
Apologie de
Jacques I.

Tout ce que le Roi disoit dans cette partie de son Apologie, étoit très-véritable, Mais il est étonnant qu'ayant jugé à propos de faire une longue Apologie pour se disculper envers les Princes étrangers, de l'accusation d'être ennemi des Papistes, il n'ait jamais pensé à se justifier envers ses propres Sujets de sa trop grande condescendance envers ces mêmes Papistes, & du soin extrême qu'il prenoit d'empêcher que les Loix faites contre eux ne fussent exécutées. Il y a encore une chose bien particulière dans cette Apologie. C'est que le Roi y faisoit voir clairement, que le Cardinal Bellarmin confondoit dans son Livre, le Serment d'*Allégeance*, avec celui de *Suprémacie*, par où il étoit manifeste, qu'il n'entendoit pas la question sur laquelle il disputoit. Mais c'en est assez sur cette matière. J'ajouterai seulement, pour finir tout ce qui regarde la Conjuration des poudres, que le Parlement fit un Acte pour ordonner, qu'à l'avenir le 5. de Novembre seroit un jour de fête, dans lequel on rendroit grâces à Dieu d'une si grande délivrance, & cela s'est toujours observé jusqu'à présent.

Remarques
sur cette
Apologie.

Méprise de
Bellarmin.

Etablis-
sement de la
fête du 5. de
Novembre.
Wilson,
pag. 33.

Le danger commun où tout le Royaume s'étoit trouvé, fit que les différends entre le Roi & la Chambre Basse, qui avoient commencé dans la première Séance du Parlement, demeurèrent pour quelque-tems assoupis. Cette Chambre avoit si peu intention de les faire revivre, qu'au contraire, pour s'attirer les bonnes grâces du Roi, elle lui accorda un des plus grands Subsidés qu'on eût jamais accordés aux Rois ses Prédécesseurs, dans les plus grands besoins de l'Etat, quoiqu'il fût alors en Paix avec tout le monde, & qu'il n'eût besoin d'argent, que pour enrichir ses Favoris. Ce secours consistoit en trois Subsidés entiers & six quinzièmes, ou quatre Subsidés de quatre schellings par livre sterling, que le Clergé lui accorda dans le même-tems. Mais

Le Parle-
ment accor-
de un grand
Subside au
Roi.
Wilson.
Ibid.
Rog. Coke.

JACQUES

I.

1606.

Il est prorogé.

Ecclard.

Grande tranquillité en Angleterre.

l'affaire de l'union des deux Royaumes fut différée jusqu'à une nouvelle Session. Ainsi le Roi n'ayant plus besoin du Parlement, le prorogea le vingt-septième de Mai, jusqu'au vingtième de Novembre.

La consternation que la Conjuración des poudres avoit causée à la Cour & dans tout le Royaume, se changea enfin en une douce tranquillité. Le Roi & le Peuple étoient également contents d'avoir été délivrés d'un si grand danger, & le Roi avoit d'autant plus sujet de l'être, qu'il avoit fait entrer le Parlement dans ses sentimens modérez, par rapport aux Catholiques Romains dont dix Particuliers seulement avoient été abandonnez à la rigueur des Loix. Leur joug n'avoit pas été aggravé, à moins qu'on ne voulût regarder comme une aggravation l'obligation où on les mettoit d'être fidèles à leur Roi, ou de sortir du Royaume. D'un autre côté, le Roi se voyoit en état de gratifier ses Favoris, par le moyen de l'argent que le Parlement lui avoit accordé, & toute la Cour étoit dans la joye, chacun des Courtisans espérant d'avoir part aux libéralitez du Roi.

Jacques reçoit une visite du Roi de Danemarck.

11. Juiller.
Baker, Welton,

Cet argent vint au Roi tout à propos, pour recevoir avec une magnificence extraordinaire le Roi de Danemarck son beau-Frere qui arriva peu de tems après, sans autre dessein que de rendre visite à la Reine sa Sœur, & au Roi. Rien ne fut épargné en cette occasion, pour donner à ce Prince des marques de l'affection du Roi & de la Reine, & pour lui faire connoître les richesses du Royaume qu'ils avoient acquis. Pendant qu'il fut en Angleterre, ce ne fût qu'une fête continuelle, diversifiée de plusieurs manieres, en jeux, en spectacles, en festins, en bals, en mascarades, en chasses, & généralement, en tout ce qui fut jugé propre à lui procurer du plaisir.

& du Prince de Vaudemont.

Quelque-tems après, le Prince de Vaudemont, troisième Fils du Duc de Lorraine, fit au Roi une semblable visite, ayant à sa suite, sept Comtes, dix Barons, quarante Gentilshommes, & six-vingts domestiques. Il demeura quinze jours avec le Roi, & fut toujours défrayé avec toute sa suite. Ces deux visites absorbèrent une bonne partie de l'argent que le Parlement avoit depuis peu accordé au Roi.

L'union des deux Royaumes est agitée dans le Parlement.
Wilson.

La Séance du Parlement qui recommença le dix-huitième de Novembre, fut principalement employée à l'affaire de l'union des deux Royaumes, que le Roi sollicitoit fortement. Bacon Solliciteur Général fut chargé d'en faire la proposition, & de l'appuyer des plus fortes raisons qu'il pourroit imaginer. Mais quoiqu'il fût habile & éloquent, il trouva dans la Chambre des Communes des gens capables de lui tenir tête, & de lui opposer des raisons pour faire rejeter l'union, qui n'étoient pas moins fortes que celles qu'il employoit pour la faire accepter. Les principales furent, l'inégalité entre les deux Royaumes, & entre les richesses de l'un & de l'autre, la diversité des Loix & des Coutumes, & l'Alliance perpétuelle de l'Ecosse avec la France. Mais celle qui faisoit le plus d'effet, quoiqu'on n'en parlât pas publiquement, c'étoit la jalousie des Anglois, contre laquelle toute la rhétorique de Bacon échoïa (1).

1607.
Discours du Roi aux

Le Roi étant informé que cette affaire ne prenoit pas un bon train dans le Parlement, fit venir les deux Chambres à Whitehall, & tâcha par un long Discours de faire voir la nécessité de l'union, & l'avantage commun qu'elle devoit

(1) On voit dans l'Histoire de Wilson les principales raisons pour & contre l'union.

devoit procurer. Il répondit aux objections qu'on avoit faites dans les deux Chambres, parlant tantôt avec beaucoup de douceur, tantôt d'un ton menaçant, & se tournant de tous les côtez imaginables, pour parvenir à son but. Il dit, qu'il n'étoit pas raisonnable que les Anglois & les Ecoſſois se regardaſſent comme ennemis, pendant qu'ils étoient Sujets d'un même Roi, & par conſéquent, qu'il étoit néceſſaire de révoquer les Loix *hostiles*. Il entendoit par là, les Loix qui avoient été faites de tems en tems, ſur les fréquentes invaſions des Ecoſſois dans les frontieres d'Angleterre. Il ajouta, qu'il n'étoit pas moins juſte, qu'il y eût entre les deux Nations une communauté de commerce, & en donna pour raiſon, qu'il n'étoit pas étranger en Angleterre : qu'il étoit deſcendu des anciens Rois de ce Royaume, & qu'il ne pouvoit être Seigneur lige & naturel des Sujets des deux Royaumes, pendant qu'ils ſeroient étrangers les uns aux autres : enfin, qu'il étoit contre la nature, que des gens qui vivoient ſous une même domination, n'euffent pas plus de liaiſon enſemble, que les François & les Eſpagnols.

JACQUES
I.
1607.
deux Cham-
bres en fa-
veur de l'u-
nion.
Wilson.

Il vint enſuite, à un Article un peu delicat, en ce qu'il avoit lui-même décidé une choſe qui étoit naturellement de la compétence du Parlement. Il dit ſur ce ſujet, qu'il avoit été informé par les Juges, qu'il y avoit de la différence entre les *Ante-nati* & les *Post-nati* des deux Royaumes, c'eſt-à-dire, entre ceux de ſes Sujets qui étoient nez avant ſon avènement à la Couronne d'Angleterre, & ceux qui étoient nez après. Qu'à cauſe de cela, il avoit publié une Proclamation par laquelle il déclaroit naturaliſez dans les deux Royaumes, tous ceux qui étoient nez depuis ſon avènement à la Couronne d'Angleterre. Que véritablement, il reconnoiſſoit que les Juges pouvoient ſe tromper : mais qu'il avertiſſoit les deux Chambres, *de prendre bien garde à ne pas flétrir ſa Proclamation, ou la reputation des Juges, de peur de flétrir en même-tems, leur Roi & les Loix, puisſque leurs biens & leurs vies en dépendoient, quand le Parlement étoit fini.*

Il parle de
ſa Procla-
mation en
en faveur
des *Post-
nati*.

En répondant à l'objection priſe de l'Alliance perpétuelle entre la France & l'Ecoſſe, il aſſura, que cette Alliance n'étoit pas entre les deux Nations Françoisſe & Ecoſſoiſe ; mais ſeulement entre leurs Rois. Je ne ſçai ſi cela étoit exactement vrai.

Il finit ſon Diſcours en diſant, que ce qu'il demandoit avoit été ſouvent recherché par les Anglois, ſans qu'ils euſſent pû l'obtenir, & que ce ſeroit une double iniquité que de le refuſer. Quant aux reſtrictions qu'on jugeroit à propos de mettre à cette union, pour la ſûreté des Anglois, qu'il étoit prêt d'y donner ſon conſentement, & qu'ils ne devoient pas douter qu'il n'eût une véritable intention de faire obſerver ce qui ſeroit ordonné. *Car, ajouta-t'il, je ne dirai jamais rien que ce que je voudrai bien promettre, ni ne promettrai rien que ce que je voudrai bien aſſurer par Serment, & je n'aſſurerai par Serment que ce que j'aurai intention d'exécuter.*

Wilson, p.
41.

L'ardeur que le Roi témoignoit pour faire réuſſir l'union des deux Royaumes, ne fut pas capable de porter les deux Chambres à faire un Acte ſur ce ſujet, tant elles y trouvoient d'inconvéniens. Tout ce qu'il put obtenir fut la révocation des Loix *hostiles*. Ainſi l'union fut rejetée, ſans faire pourtant aucune mention de la Proclamation touchant les *Post-nati*. Mais en ne l'approuvant pas, le Parlement la rejettoit effectivement puisſqu'une Proclamation

L'union eſt
rejetée.
Ibid.

JACQUES I. 1607. *Rog. Coke*, pag. 29. tion n'est pas regardée en Angleterre, comme une Loi. Cela n'empêcha pas, que deux ans après, le Roi ne fût décider la même chose par les Juges du Royaume, quoique cette décision n'eût pas plus de vertu que la Proclamation.

Le Roi se dégoûte des Parlemens, & le Peuple est mécontent du Roi. *Wilson*, p. 42. Le mauvais succès de cette affaire causa beaucoup de chagrin au Roi. Dans son premier Discours au Parlement, il avoit traité d'aveugles, d'ignorans, de turbulens & mal intentionnez, ceux qui s'opposeroient à l'union des deux Royaumes, & avoit avancé, qu'il ne pouvoit pas y avoir d'honnêtes gens qui ne fussent de son sentiment à cet égard. Il se trouvoit pourtant que les Pairs & les Communes étoient de ce nombre, & cela jettoit un certain ridicule sur son Jugement prématuré. Depuis ce tems-là il parut toujours fort dégoûté des Parlemens, comme d'un autre côté, le Peuple commençoit à se dégoûter de lui. On ne pouvoit voir sans peine, ce grand nombre de Proclamations qui sembloient supposer que la volonté du Roi étoit l'unique Règle du Gouvernement. Les dépenses superflues du Roi étoient encore un Article dont le Peuple se plaignoit beaucoup, parcequ'il les comparoit à la frugalité & à l'économie d'Elisabeth. Il considéroit que les trois cens cinquante mille livres sterling que le Roi avoit reçues en arrivant, & ce que le Parlement & le Clergé lui avoient accordé depuis peu, n'avoit servi qu'à enrichir les Favoris & les Ministres. Tout cela commençoit à former un nuage qui auroit peut-être été suivi de quelque tempête, si le Roi n'avoit pas prorogé le Parlement, le premier de Juillet. Cette prorogation ne fut d'abord que jusqu'au seizième de Novembre : mais ensuite elle fut continuée jusqu'au 19. de Février de l'année 1610.

Soulèvement dans la Province de Northampton. *Baker*. Avant que le Parlement fût prorogé, il y avoit eu quelques mouvemens dans la Province de Northampton, où les Païsans s'étoient soulevés sous la conduite d'un homme qui se faisoit appeler le Capitaine *Pouche* : mais ces troubles ne durèrent pas longtems. Le Sherif de la Province trouva le moyen de dissiper les Révoltez, sans qu'il fût nécessaire d'y employer des troupes réglées.

Le Comte de Tyrone s'enfuit d'Irlande sous le prétexte de la Religion. *Baker*. Le Comte de Tyrone, fameux Rébelle d'Irlande, ayant obtenu son pardon de la Reine Elisabeth, avoit été mené à Londres au commencement de ce Regne, par le Lord *Montjoy*, & présenté au Roi qui l'avoit reçu favorablement. Peu de tems après, il étoit retourné dans sa patrie où il n'avoit pû vivre en repos. Non-seulement il avoit encore une fois tenté de faire soulever l'Irlande, mais il s'étoit même adressé à des Princes étrangers pour en avoir du secours. Ses menées n'ayant pas réussi comme il l'espéroit, il craignit d'être arrêté, & prit le parti de quitter l'Irlande, emmenant avec lui le Comte de Tisconnel, qu'il avoit engagé dans ses complots. Quand il fut en lieu de sûreté, il publia que les violences qu'on exerçoit en Irlande contre les Catholiques, l'avoient obligé à quitter son bien & son Païs. Mais le Roi repoussa vivement cette accusation par une espece d'Apologie qu'il publia sur ce sujet, ne pouvant souffrir qu'on le fit passer dans le monde pour un persécuteur des Catholiques.

Apologie du Roi. *And. Du Chesne*, Hist. d'Angleterre.

Négociation pour Dès le commencement de cette année l'Archiduc & l'Infante son Epouse avoient envoyé en Hollande, le Pere *Ney*, Provincial de l'Ordre de Saint François, pour y proposer la Paix aux Etats des Provinces Unies. Cet Envoyé s'étant

s'étant tenu caché durant quelque-tems, à *Ryswick*, fut enfin admis à l'audience du Prince Maurice qui lui dit nettement, qu'il n'y avoit aucune espérance de parvenir à la Paix, à moins que les Provinces-Unies ne fussent reconnues pour un Etat libre & indépendant. Cette déclaration obligea le Religieux à s'en retourner à Bruxelles, d'où il revint quelque-tems après, portant un Ecrit signé de l'Archiduc & de l'Infante, dont les Etats furent satisfaits, à condition qu'il seroit ratifié par le Roi d'Espagne, & *Ney* se chargea de procurer cette ratification. Henri IV. ayant été informé de ce qui se passoit à la Haye, y envoya le Président *Jeannin* pour offrir sa médiation aux Etats qui l'accepterent. Mais comme ils craignoient de causer quelque jalousie au Roi Jacques, si la France seule se mêloit de cette affaire, ils lui écrivirent pour lui demander son conseil & son assistance, & peu de tems après, ils lui envoyèrent un Ambassadeur, pour l'instruire plus particulièrement de la situation de leurs affaires. Cependant la ratification du Roi d'Espagne étant arrivée, les Etats la trouverent pleine d'expressions équivoques & captieuses qui leur donnerent lieu de demander des explications. C'est ce qui fit traîner cette négociation dont le succès sera rapporté dans la suite.

Au mois d'Avril de l'année 1608. un Prêtre du Seminaire de Rheims fut pendu à *Tyburn*, & le 21. de Juin, un Jésuite nommé *Thomas Garnet*, eut le même sort. On offrit la vie à celui-ci, pourvu qu'il prêtât le Serment d'Allegiance; mais il le refusa constamment.

Thomas Sackwil Comte de Dorset & Grand Trésorier étant mort subitement, pendant qu'il assistoit au Conseil, *Robert Cecil*, Comte de Salisbury, lui succéda dans sa Charge. C'étoit un Seigneur d'un grand génie, & qui réparoit bien, par les qualitez de son Esprit, les désagréments de son Corps, car il étoit bossu devant & derrière.

Le plus grand soin des Ministres étoit de faire en sorte que le Roi ne manquât point d'argent. Il lui en falloit beaucoup, parcequ'il étoit extrêmement libéral, ou pour mieux dire prodigue, & l'on peut bien penser, qu'en faisant trouver de l'argent au Roi, les Ministres nes'oublioient pas eux-mêmes. Mais c'est une chose si ordinaire aux Ministres & aux Favoris, qu'on auroit tort d'en faire un reproche particulier à ceux-ci. Pour ce qui regarde les affaires étrangères, on y pensa fort peu pendant tout ce Regne.

Un des moyens les plus propres qu'on trouva pour procurer de l'argent au Roi, ce fut de mettre en monopole la vente des draps, à la sollicitation d'un certain Marchand qui, selon les apparences paya chèrement la Patente qui lui fut accordée. Jusqu'alors, les Anglois ignoroient la maniere d'apprêter & de teindre les draps. Il les envoyoit en Hollande tout blancs, & les Hollandois, après les avoir teints, les renvoyoit, & les vendoient en Angleterre. Le Marchand dont je viens de parler ayant fait entendre au Roi & aux Ministres, qu'il reviendrait un grand profit à l'Angleterre, si on y apprêtoit les draps, obtint une Patente qui l'autorisoit à les faire apprêter & teindre, à l'exclusion de tous autres. Après cela, le Roi publia une Proclamation qui défendoit d'envoyer des draps blancs dans les Pais étrangers. Cela fut cause que les Hollandois défendirent de leur côté, l'entrée des draps d'Angleterre teints. Ainsi le Marchand qui avoit obtenu la Patente, ne pouvant vendre ses draps teints qu'en Angleterre, se vit réduit à n'en faire teindre qu'une petite quantité.

JACQUES
I.
1608.

& de l'alum.
Baker.

Differend
entre le Roi
& les Hol-
landois sur
la pêche.

Bancroft
persécute
les Puri-
tains.

Il fait une
nouvelle
tentative
sur les XXI.
Articles.
Rog. Koke,
pag. 20.

Continua-
tion de la
négociation
pour la Paix
des Pais-
Bas.
Grotius.

tité. Cela fit tellement murmurer les ouvriers en laine, que le Roi se vit obligé de permettre la sortie d'une certaine quantité de pièces de drap blanc. Enfin, peu-à-peu, la Cour ferma les yeux aux contraventions, & le commerce des draps demeura sur le même pied qu'il étoit auparavant.

Dans cette même année, le Roi se chargea seul de la vente de l'alum qui avoit été découvert depuis peu en Angleterre, & défendit l'entrée de l'alum étranger, par une Proclamation.

Soit que le Roi voulut se venger des Hollandois, de ce qu'ils lui avoient rompu les mesures, par rapport aux draps, ou qu'il n'eût intention que de tirer d'eux quelque argent, il fit publier une Proclamation qui défendoit à tous les Etrangers de venir pêcher sur les côtes de la Grande Bretagne. Cela produisit, dans l'année suivante, un Traité par lequel les Hollandois s'engagerent à lui payer une certaine somme tous les ans pour avoir la liberté de la pêche. Le Roi voulut dans la suite, rompre ce Traité, & leur ôter la liberté qu'il leur avoit accordée : mais ils sçurent s'y maintenir, malgré lui, en faisant escorter leurs Pêcheurs par quelques Vaisseaux de Guerre. Jacques, qui étoit un Roi pacifique, ne jugea pas que ce fût un motif assez considérable pour rompre avec eux.

L'Archevêque *Bancroft* ne cessoit point de tourmenter les Puritains, pour les obliger à se conformer au Culte de l'Eglise Anglicane. Cela fut cause qu'un grand nombre de ces gens-là prirent la résolution d'aller s'établir dans la *Virginie* qui avoit été découverte sous le dernier Regne, par le Chevalier *Rawleigh*. Effectivement, quelques-uns partirent pour ce Pais là : mais l'Archevêque voyant qu'il y en avoit encore un grand nombre qui étoient prêts à faire le même voyage, obtint une Proclamation qui leur défendoit de partir sans une permission expresse du Roi. La Cour craignoit que cette Secte ne fut trop nombreuse & trop puissante en Amerique. Dans cette même année, l'Archevêque fit une nouvelle tentative touchant les vingt-un Articles dont j'ai déjà parlé en un autre endroit : mais l'opposition des Juges fut si forte, que le Roi n'osa passer outre, quelque envie qu'il eut de contenter le Prélat.

La négociation qui se continuoît à la Haye, au sujet de la Paix, entre les Archiducs & les Etats, étoit une affaire très-importante à laquelle il sembloit que le Roi devoit prendre beaucoup de part, & néanmoins, il ne parut pas s'y intéresser beaucoup. Il ne laissa pourtant pas de faire avec les Etats, deux Traitez dont le premier étoit sur le paiement de ce qui lui étoit dû. L'autre contenoit une Alliance qui ne devoit avoir lieu, qu'après qu'ils auroient fait la Paix avec l'Espagne. Ensuite, il envoya *Robert Spencer*, à la Haye, pour y assister de sa part aux négociations de la Paix, conjointement avec *Rodolphe Winwood*, son Ambassadeur ordinaire. Il se rencontra, dans cette affaire, un nombre infini de difficultez dont la principale étoit, que le Roi d'Espagne refusoit de parler clairement par rapport à la liberté des Etats. Il avoit bien ratifié la déclaration de l'Archiduc sur ce sujet : mais ce n'étoit qu'à condition que la Paix se feroit, & les Etats ne vouloient traiter que sur le pied d'Etats libres. D'ailleurs, dans la ratification du Roi d'Espagne, il y avoit certains termes ambigus dont les Etats n'étoient pas contents. Ils sçavoient aussi, que, pendant qu'on négocioit à la Haye, la Cour d'Espagne faisoit ses efforts

efforts pour gagner le Roi d'Angleterre, & que, pour cet effet, elle lui avoit envoyé *Dom Fernand de Gironne*, Seigneur d'une grande distinction, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Cela caufoit une extrême inquiétude aux Etats, d'autant plus, que Jacques affectoit en toutes occasions, de faire entendre qu'il les regardoit comme des Rebelles. Il appliquoit à leur sujet, les maximes générales de la Souveraineté, & il croyoit fermement ce qu'il auroit bien voulu persuader à tout le monde, qu'il n'y avoit aucun cas où les Sujets pussent se soustraire de l'obéissance de leur Souverain. On peut juger par-là de l'effet que pouvoit faire sa médiation. Aussi les Ambassadeurs firent-ils une très-petite figure dans toute cette Négociation. C'étoit *Jeannin* qui dirigeoit tout, les Ambassadeurs d'Angleterre n'agissant que fort mollement, & témoignant fort peu d'ardeur à faire réussir le Traité.

JACQUES
I.
1608.

Jacques
blâme ouvertement
les Etats.

Quelques efforts que *Jeannin* pût faire, il ne lui fut pas possible de faire consentir les Parties à la Paix. Cela fut causé qu'il se réduisit enfin à proposer une Trêve de douze ou quinze ans, pendant laquelle les deux Partis demeureroient en possession de ce qu'ils tenoient, sans préjudice de leurs droits. Mais les Etats la rejeterent, à moins que leur liberté ne fût clairement établie. Sur cela les Ambassadeurs d'Espagne & de l'Archiduc se retirèrent, comme ne voyant plus aucune apparence de parvenir à la Paix, ou à une Trêve. Cela n'empêcha pas que *Jeannin* ne continuât ses sollicitations pour faire consentir les Etats à accepter la ratification d'Espagne telle qu'elle étoit, & à quelques autres Articles sur lesquels on avoit beaucoup disputé. Enfin, à force de représentation il obtint des Provinces-Unies, excepté la Zélande qui tint bon jusqu'à l'année suivante, ce qu'il souhaitoit pour pouvoir parvenir à la conclusion de la Trêve.

Cette négociation ne fit pas beaucoup d'honneur au Roi Jacques. Outre qu'il laissa tout faire au Roi de France, il manqua de sincérité, si l'on doit ajouter foi aux Lettres que le Président *Jeannin* écrivoit au Roi son Maître sur ce sujet. *Il feint*, disoit ce Président, parlant du Roi Jacques, *de vouloir procurer la Paix, & néanmoins, il la traverse en disant tout ouvertement, qu'il ne peut s'empêcher de condamner les Etats, pour s'être révoltés contre le Roi d'Espagne leur Souverain.* En effet, *Richardot* ne faisoit pas difficulté d'avouer dans une Lettre qu'il écrivoit à *Jeannin*, que la fermeté du Roi d'Espagne ne procédoit que de la parole qu'il avoit du Roi d'Angleterre, qu'il ne seroit point parlé dans le Traité de Trêve, de la liberté des Etats. *Henri IV.* n'avoit pas trop bonne opinion de Jacques, puisqu'il écrivoit au même *Jeannin*, *qu'il connoissoit de quoi ce.... étoit capable, mais que cela ne l'empêchoit pas de dormir.*

Témoignage du Président *Jeannin*.

Lettres & Négociations de *Jeannin*.

La Province de Zélande s'étant enfin déterminée à suivre le sentiment des autres Provinces, les Conférences recommencerent à Anvers où enfin une Trêve de douze ans fut signée, le 9. d'Avril 1609. Par cette Trêve, les Etats obtinrent que le Roi d'Espagne & l'Archiduc les reconnurent comme une Puissance libre & indépendante, & ils évitèrent même de renoncer à la navigation & au commerce des Indes, qui avoient fait une des principales difficultés de la Négociation.

1609.
Trêve de
12. ans aux
Pais-Bas.
Grotius,
Annales.

Jacques ne fit paroître aucune joye des avantages que les Etats venoient d'obtenir, parce qu'il regardoit cela comme un préjugé très-dangereux &

Jacques fait
connoître
de plus en
très-

JACQUES

I.

1608.

plus ses
principes
sur le pou-
voir des
Rois.Livres sur
ce sujet.Reg. Koke,
Dei. 11, p. 30.

très-préjudiciable à l'autorité Souveraine des Rois, dont il étoit toujours fort entêté. Cela parut manifestement cette même année, par la licence qu'il accorda pour imprimer & publier deux Livres qui soutenoient les maximes les plus outrées du Despotisme. Le premier, qui avoit été composé par un Ecclésiastique nommé *Corvell*, posoit ces trois principes pour fondement :

1. Que le Roi n'est pas lié par les Loix, ni par le Serment qu'il a fait à son Couronnement.

2. Que le Roi n'est pas tenu de convoquer le Parlement pour faire des Loix ; mais qu'il peut en faire seul en vertu de son pouvoir absolu.

3. Que le Roi fait une grande faveur à ses Sujets, lorsqu'il veut bien demander leur consentement pour l'imposition des taxes.

On n'avoit jamais débité de pareilles maximes en Angleterre, excepté peut-être dans les dernières années de Richard II.

L'autre Livre avoit été composé par un autre Ecclésiastique nommé le Docteur *Blackwood* qui posoit pour principe, que la conquête de l'Angleterre par les Normands, avoit fait des Anglois autant d'Esclaves.

Il élude la
justice du
Parlement
contre les
Auteurs de
ces Livres.

Le Parlement qui s'assembla l'année suivante, prit cette affaire à cœur, & voulut punir sévèrement les Auteurs de ces Livres ; mais le Roi s'étant mis à la traverse, éluda le dessein du Parlement, en publiant une Proclamation qui défendoit la lecture de ces Livres, & ordonnoit à ceux qui en avoient des exemplaires, de les porter aux Magistrats. Mais ces sortes de Proclamations sont pour l'ordinaire mal obéies, sur tout, quand il n'est pas de l'intérêt du Roi de tenir la main à l'exécution.

Le Peuple
est mécon-
tent.

Les manières du Roi déplaisoient de plus en plus à la plupart des Anglois. Les Proclamations qui se multiplioient tous les jours, & dont plusieurs étoient sur des sujets que les Rois précédens n'avoient pas accoutumé de décider sans la concurrence du Parlement, & les discours indiscrets des Courtisans qui faisoient des railleries sur les privilèges du Peuple, inspiroient des soupçons & des jalousies, que le Roi ne prenoit pas assez de soin d'étouffer dans leur naissance. D'un autre côté, les égards qu'il avoit pour les Catholiques Romains dont il prenoit la cause en main, en toutes occasions, l'accès & le crédit qu'ils avoient à la Cour, jusque-là qu'ils étoient admis aux Charges les plus importantes, & dans le Ministère même, caufoient de la terreur au Peuple, & lui faisoient soupçonner qu'il y avoit quelque complot formé contre la Religion Protestante. Les Ministres n'ignorant pas ces dispositions, craignoient avec raison, de rencontrer de grandes difficultés, dans le Parlement qui devoit se rassembler le 19. de Février. Le Roi avoit dessein d'en tirer de l'argent, dont il avoit un besoin extrême, quoiqu'il n'eût aucune Guerre sur les bras, ni aucune affaire qui semblât demander un secours extraordinaire. Il falloit donc du moins, donner de bonnes paroles au Parlement, & tâcher de pallier les dépenses excessives qu'il avoit faites depuis son avènement à la Couronne. Mais Jacques, croyant qu'il étoit contre la Dignité d'un Souverain, de faire lui-même son Apologie devant des Sujets, en donna la Commission aux Comtes de Suffolck & de Salisburi.

Discours au

Celui de ces deux Seigneurs qui porta la parole (1), déclara d'abord aux
deux

(1) Le C. de Salisburi.

deux Chambres, qu'elles étoient assemblées, premièrement, pour assister le Roi dans ses besoins, & ensuite, pour remédier aux Grieffs du Peuple. Après cela, il leur dit, que le Roi voulant leur donner une marque singulière de son affection, avoit résolu de créer le Prince Henri son Fils aîné, Prince de Galles, pendant la tenuë du Parlement, quoiqu'il lui fût libre de le faire dans un autre tems, comme il y en avoit des exemples. Après avoir ainsi tâché de concilier au Roi la bienveillance des deux Chambres, par une si forte preuve de la considération que le Roi avoit pour elles, il s'efforça de faire voir que ce n'étoit pas sans de justes causes que le Roi leur demandoit de l'argent, puisque celui qu'il avoit déjà reçu avoit été employé en dépenses très-nécessaires. Premièrement, pour ce qui regardoit les trois cens-cinquante-mille livres sterling qui étoient dûës à la défunte Reine, il n'avoit pas plutôt reçu cet argent d'une main, qu'il l'avoit rendu de l'autre, pour payer les dettes de la Reine qui avoit engagé les Terres de la Couronne à la Ville de Londres. Secondement, il avoit été obligé d'entretenir en Irlande durant quelque tems, une Armée de dix-neuf-mille hommes, n'ayant pas jugé à propos de faire la Paix avec l'Espagne, que les armes à la main. Troisièmement, il avoit été obligé de faire les funérailles de la Reine Elisabeth, qui avoient beaucoup coûté. Quatrièmement, son propre voyage d'Edimbourg jusqu'à Londres n'avoit pas pû se faire sans argent; car il n'auroit pas été séant, qu'un Roi arrivât la première fois dans son Royaume comme un simple Particulier, & sans avoir une nombreuse suite. 5. Il n'étoit pas plus convenable que la Reine son Epouse, & ses Enfans qui faisoient les plus douces espérances du Royaume, s'exposassent à être pillés par des voleurs, s'ils étoient venus sans suite & sans gardes, & qu'ainsi, ce voyage n'avoit pû se faire sans de grands frais. 6. La visite du Roi de Danemarck étoit si honorable au Roi, qu'il n'avoit pû se dispenser de le recevoir comme il étoit convenable, & avec beaucoup de dépense. 7. Les Ambassadeurs qui étoient venus de toutes parts, pour le féliciter sur son avènement à la Couronne d'Angleterre, pouvoient-ils s'en retourner sans avoir reçu des presens qui fissent honneur à la Nation Angloise, outre les dépenses qu'il avoit fallu faire pour eux, pendant leur séjour (1) 8. Le Roi n'avoit pû se dispenser d'envoyer des Ambassadeurs aux Princes qui l'avoient fait féliciter, & de payer leurs civilités de la même manière.

C'étoit-là, selon l'Orateur, ce qui avoit produit les besoins du Roi, & non pas, comme quelques-uns affectoient de le publier, ses libéralités inconsidérées envers quelques-uns de ses serviteurs. Mais ajoutoit-il, comment pouvoit-on blâmer une bonté si digne d'un Roi? S'il ne donnoit rien à ses serviteurs, ils seroient misérables, dans un País rempli de richesses. Pour ce qui regardoit les Ecoissois, il falloit considérer qu'encore qu'ils ne fussent pas nez dans le Royaume, le Roi étoit pourtant né parmi eux, & que s'il ne leur avoit fait aucune part de son bonheur, on auroit crû, que sa vertu s'étoit évanouïe par l'augmentation de sa fortune. Par toutes ces raisons, le Roi prioit la Chambre des Communes de suppléer à ses besoins.

G iij

Qu'on

(1) Lorsque le Marquis de Rosni Ambassadeur de France étoit arrivé à Douvre, le Roi lui avoit fait dire, qu'il ne pouvoit pas défrayer les Ambassadeurs, à cause du grand nombre. Voyez *Mem. de Sully*.

JACQUES
I.
1608.
Parlement
de la part
du Roi.
VWilson,
pag. 43.

JACQUES
I.
1610.

Qu'on ne pouvoit refuser cette marque d'estime à un Roi qui étoit non seulement le plus sage de tous les Rois, mais encore, l'image d'un Ange qui avoit apporté de bonnes nouvelles aux Anglois, & leur avoit assuré la jouissance d'un bonheur parfait, à un Roi qui, par ses vastes connoissances, & par les qualitez de son cœur, méritoit véritablement le titre de *Défenseur de la Foi* : à un Roi qui avoit fermé la porte par laquelle l'Angleterre pouvoit être envahie, & qui ne cherchoit qu'à faire en sorte que chacun vécût heureux sous sa vigne & sous son figuier. Qu'il n'y avoit que ceux qui n'étoient attentifs qu'à leurs propres intérêts, & qui ne vouloient rien croire que ce qu'ils lisoient dans les Registres de leur ignorance, qui pussent trouver mauvais que le Roi demandât de l'argent à son Parlement. Qu'on pouvoit ranger dans ce nombre, ceux qui ayant appris qu'il étoit ordonné de faire un Recueil des Proclamations du Roi, afin que tout le monde en pût être mieux informé, faisoient courir le bruit, que le Roi prétendoit que ses Proclamations eussent la même force que les Loix, ce qui ne lui étoit jamais venu en pensée. Qu'il étoit si éloigné de vouloir gouverner par sa seule volonté, qu'il étoit prêt à écouter toutes les ouvertures que les deux Chambres lui feroient, pourvu qu'elles gardassent une juste proportion, & qu'elles observassent ce qui étoit dû à un Roi si grand & si gracieux.

Plaintes
contre le
Roi dans la
Chambre
Basse.
Wilson,
pag. 45.

Ce Discours ne produisit pas l'effet que le Roi & ses Ministres s'en étoient promis. Il se trouva dans la Chambre des Communes des Députés qui se plaignirent hautement de la prodigalité du Roi, & de ses libéralitez excessives envers les Ecois. Ils dirent que tout l'argent d'Angleterre ne seroit pas capable d'assouvir leur avidité : que depuis l'arrivée du Roi en Angleterre, l'argent étoit aussi commun à Edimbourg, que les pierres, & que toutes les richesses de l'Angleterre couloient de ce côté-là, & alloient s'y perdre comme dans un gouffre d'où elles ne sortoient plus. D'autres dirent, qu'on voyoit manifestement, que le Roi sapoit peu-à-peu les privilèges des Sujets par des usurpations continuelles. Que son intention étoit d'établir les Loix Civiles des Empereurs Romains, à la place du Droit Commun, & qu'il n'avoit pu s'empêcher d'en parler en ce sens, à sa propre table. Enfin, qu'il avoit fort approuvé un Livre fait en dernier lieu, dont l'Auteur n'avoit pour but que de rendre le Droit Commun méprisable.

Sur tout
par rapport
à la Haute
Commis-
sion.
Wilson,
pag. 45.

Mais ce qui causa le plus de rumeur dans la Chambre-Basse, ce fut la *Haute Commission* qui exerçoit dans le Royaume une espece d'Inquisition de Religion & d'Etat. Pour bien entendre ce sujet de plainte, il faut se souvenir, que quand Henri VIII. eut été déclaré Chef suprême de l'Eglise d'Angleterre, il nomma *Cromwell* pour son Vicegérant, dans les affaires de la Religion, & lui donna pouvoir d'exercer la *Suprémacie* en son nom. Après la mort tragique de ce premier & seul Vicegérant, Henri fit exercer cette charge par des Commissaires. C'est ce qu'on appella la *Haute Commission*, qui subsista pendant la vie de Henri VIII. & d'Edouard VI. & qui ayant été interrompue sous le Regne de Marie, fut renouvelée par Elisabeth. Pendant le Regne de cette dernière Reine la Haute Commission exerça son autorité avec beaucoup de modération. Mais il n'en fut pas de même sous Jacques I. Ce Prince haïssoit mortellement les Puritains, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, & après qu'il eut publié sa Proclamation pour les contraindre

dre

dre à l'Uniformité, ce fut à la Haute Commission à faire exécuter ses ordres. On peut bien juger que les Membres de cette Commission, qui étoient tous nommez par le Roi, n'étoient pas favorables aux Puritains. Aussi usèrent-ils de leur pouvoir avec une extrême rigueur. S'ils se fussent arrêtés-là, cette sévérité contre des gens qu'on regardoit comme des opiniâtres, & dont le nombre étoit petit par rapport aux Episcopaux, n'auroit pas excité les plaintes de la Chambre Basse. Mais ils alloient beaucoup plus loin. J'ai déjà remarqué que de ce que les Puritains ne vouloient point de Hierarchie dans l'Eglise, le Roi en inféroit, qu'ils étoient aussi contraires au Gouvernement Monarchique de l'Etat, & il ne se trouvoit que trop de gens qui prenoient soin de le maintenir dans cette opinion. Par cette raison, on affectoit de regarder comme Puritains tous ceux qui n'avoient pas assez de soumission pour les ordres du Roi, ou qui faisoient trop valoir les privilèges du Peuple. Sous ce prétexte, la Haute Commission agissoit contre eux, & ne manquoit pas de moyens pour les chagriner. Ainsi pour être véritablement Protestant & Membre de l'Eglise Anglicane, il ne suffisoit pas de communier dans cette Eglise, & de se conformer à son Culte, il falloit encore reconnoître le pouvoir du Roi dans toute l'étendue qu'il plaisoit aux adulateurs de lui attribuer. Ceux qui osoient gloser sur sa conduite, & disputer son autorité sans bornes, étoient censez infectez du Puritanisme, & ne raisonner que sur des principes Puritains. Il y avoit donc alors un double Puritanisme, l'un de Religion & l'autre d'Etat. Mais la Haute Commission affectoit de les confondre l'un avec l'autre, afin d'avoir occasion d'exercer son autorité sur tous les deux. C'étoit-là le sujet des plaintes qui se faisoient dans la Chambre Basse.

Le Roi ayant été informé des discours qu'on tenoit dans le Parlement, fit venir les deux Chambres à Whitehall, & tâcha de leur faire comprendre que c'étoit à tort qu'on l'accusoit. Mais en même-tems, il leur fit sentir par des expressions qui marquoient assez clairement ses sentimens, que s'il ne gouvernoit pas avec un pouvoir absolu, ce n'étoit pas par défaut de pouvoir, mais par un pur effet de son équité.

Il leur dit d'abord " qu'encore que les cœurs des Rois fussent en la main de Dieu, il ne laisseroit pas de leur découvrir le sien, & de leur déclarer, qu'il n'avoit jamais eu intention de gouverner ses Sujets, par d'autres Loix que par celles du País, quoique quelques-uns voulussent leur faire entendre qu'il avoit dessein de pervertir la Loi, & de gouverner avec un pouvoir absolu. Il ajouta, qu'il sçavoit fort bien, que le pouvoir des Rois étoit semblable au pouvoir divin; que comme Dieu pouvoit créer & anéantir, faire & défaire, selon son bon plaisir, ainsi les Rois pouvoient donner la vie & la mort, juger tout le monde, sans pouvoir être jugés de personne. Ils pouvoient élever les choses basses, & abaisser les hautes, & faire, comme aux échets, qu'un Pion prît un Chevalier. Que néanmoins, ils ne laissoient pas de mourir comme les autres hommes; c'est pourquoi, ceux qui ne vouloient être Tyrans ni parjures, se renfermoient dans les bornes de leurs Loix, & que ceux qui vouloient leur persuader d'agir autrement, étoient des pestes, & pour eux & pour l'Etat. *Cependant, ajouta-t'il encore, comme c'est un blasphème que de disputer sur la puissance de Dieu, c'est sédition dans les Su-*

JACQUES
I.
1610.

Remarque
nécessaire
sur le Puri-
tanisme du
tems de
Jacques I.

Wilson,
p. 46.

" Discours
du Roi
aux deux
Cham-
bres.
Wilson,
pag. 49.

jets,

JACQUES
I.
1610.

jets, que de disputer sur ce que le Roi peut faire dans toute l'étendue de son pouvoir. Que comme il ne prétendoit pas souffrir que ses Sujets entreprissent de parler de ce qu'il pouvoit faire, d'un autre côté, il ne vouloit rien faire qui ne fût conforme à la Loi & à la Raison. Ensuite, il se justifia " de ce qu'il lui étoit échappé de dire à table contre le Droit Commun, dont il affecta de parler avec éloge, & d'en faire voir pourtant, quelques inconvéniens.

Après cela, s'adressant aux Communes, il les remercia de ce qu'elles avoient fait jeter au feu certains papiers qui contenoient des plaintes mal fondées contre le Gouvernement. Mais pour les empêcher de se méprendre à l'avenir sur ce sujet, il leur donna des règles par lesquelles elles devoient se conduire pour recevoir ou rejeter les Griefs qui leur seroient présentez.

La première étoit de n'entreprendre point de se mêler en aucune manière des points essentiels du Gouvernement, parce que c'étoit son affaire propre qui regardoit sa profession, & que ce seroit faire peu de cas d'un Prince qui avoit exercé son métier trente ans en Ecosse, & fait son apprentissage de sept ans en Angleterre (1).

Le seconde regle étoit, qu'elles ne devoient jamais regarder comme un Grief, ce qui lui avoit été transmis par ses Prédécesseurs, puisque ce seroit le juger indigne de jouir de l'héritage qu'il avoit reçu d'eux.

La troisième, qu'elles se gardassent bien de lui représenter comme des Griefs, ce qui se trouvoit établi par les Loix : car ce seroit manquer au devoir de bons Sujets, que de demander des choses qu'elles sçauroient bien qui leur seroient refusées. Qu'elles pouvoient recevoir des plaintes contre la Haute Commission, & que s'il s'y trouvoit quelque abus, on pourroit y remédier. Mais que de prétendre la casser, ce seroit déroger à l'autorité Royale, & que d'ailleurs, il pensoit à la réformer en beaucoup de choses.

Enfin, il parla aux Communes des grandes dépenses auxquelles il s'étoit trouvé nécessairement engagé, & leur demanda un secours proportionné à ses besoins. Il ajouta qu'après avoir fait la démarche de demander ce secours, sa réputation en souffriroit s'il ne l'obtenoit pas, parce que tout le monde croiroit que ce seroit ou manque de mérite en lui, ou défaut d'affection dans son Peuple.

Les Com-
munes dis-
simulent
leur cha-
grin.

Il ne falloit pas être fort clairvoyant pour appercevoir dans le Discours du Roi, les principes sur lesquels il prétendoit avoir droit de gouverner la Nation Angloise, & l'idée qu'il avoit du Gouvernement Monarchique dans tous les Païs indifféremment. Il avoit parlé si clairement, qu'il auroit été difficile de ne pas l'entendre. Si c'étoit sédition aux Sujets de disputer sur l'étendue de la puissance Royale, il s'ensuivoit nécessairement, que le Roi pouvoit tout faire, & que s'il ne gouvernoit pas en Tyran, ce n'étoit pas par un défaut de pouvoir, mais par un effet de sa justice & de sa clémence. Enfin, si l'on examine tout ce Discours, à peine y trouvera-t-on une seule parole qui ne tende, soit ouvertement, ou par des expressions ambiguës, à établir dans le Roi, un pouvoir absolu & despotique. Les Anglois n'étoient pas accoutumés à entendre parler leurs Rois de cette manière. Henri VIII, le plus absolu de tous, ménageoit le Parlement pour lui faire passer des Actes avantageux au Souverain : mais il n'avoit jamais prétendu établir son

(1) En Angleterre les apprentifs s'engagent ordinairement pour sept ans.

son autorité sur de semblables principes. Ainsi, les Communes, voyant manifestement ce que le Roi avoit dans l'ame, résolurent de faire tous leurs efforts pour s'opposer à ses desseins. Mais il n'étoit pas encore tems d'éclater. Des Corps tels que celui-là, ont besoin d'un peu de tems pour former leurs projets, & pour les exécuter. Elles feignirent donc de n'avoir pas pris garde aux principes que le Roi avoit voulu établir, & lui accorderent un Subside, mais beaucoup moindre qu'il ne l'avoit espéré. Cela fait, le Parlement, dont la Séance avoit duré jusqu'au mois de Juillet, fut prorogée jusqu'au 16. d'Octobre.

Avant la fin de la Session, le Roi avoit créé Henri son Fils-aîné, Prince de Galles, & lui avoit réglé sa maison, en sorte que ce jeune Prince tenoit sa Cour à *Saint James*, pendant que la Reine tenoit la sienne au Palais de Sommerfet, auquel elle donna le nom de *Palais de Dannemarck*, mais qui ne subsistat que pendant sa vie, & seulement parmi ses Courtisans. Ainsi le Roi se trouvoit chargé de l'entretien de trois Cours qui lui caufoient beaucoup de dépenses.

Tous les Historiens assûrent que le Prince de Galles étoit d'un caractère tout différent de celui du Roi son Pere. Quoiqu'il ne fût âgé que de seize ans, on voyoit en lui des principes d'équité, de justice, de modération, de magnanimité, qui lui attiroient l'amour & l'estime des Anglois à un tel point, que le Roi ne pouvoit s'empêcher d'en concevoir quelque jalousie. Sa Cour étoit bien réglée : on n'y voyoit rien d'excessif ni d'indécent, excepté peut-être les trop fréquentes mascarades qui étoient alors fort à la mode, parce que la Reine les aimoit avec passion. Quant au Roi, on prétend qu'il n'employoit pas beaucoup de tems aux affaires du Gouvernement, & qu'il s'en reposoit entièrement sur ces Ministres. Peut-être exagère-t-on un peu sur ce sujet : mais il n'est pourtant pas contre la vrai-semblance qu'un Prince qui étoit en Paix avec tout le monde, & qui aimoit beaucoup l'Etude & la Chasse, s'en rapportât à ses Ministres, pour les affaires ordinaires.

Pendant que Jacques vivoit dans une profonde tranquillité, toute l'Europe étoit attentive au grand projet que Henri IV. formoit pour abaisser la Maison d'Autriche. Cette Puissance se rendoit de jour en jour si formidable, qu'elle pouvoit, avec beaucoup de fondement, exciter la jalousie de toutes les autres. Ce qui venoit d'arriver à l'occasion de la Succession de *Jean-Guillaume* Duc de Cleves, faisoit voir assez clairement, combien elle étoit attentive à s'aggrandir de tous côtez. Le Duc de Cleves étant mort le 25. de Mars 1609. ses quatre Sœurs, ou leurs Héritiers, prétendirent à sa Succession qui comprenoit, les Duchez de *Cleves* & de *Juliers*, & les Comtez de *la Marck*, de *Bergh*, de *Ravemberg*, & de *Ravestein*. Les Principaux Prétendans étoient *Wolfgang-Guillaume* Fils du Duc de Newbourg, & *Jean* Duc de Deux-Ponts, tous deux de la Maison Palatine, *Jean-Sigismond* Electeur de Brandebourg, *Christian II.* Electeur de Saxe, & *Charles* d'Autriche Marquis de Burgaw. Pendant que ces Princes dispuoient la Succession, l'Empereur Rodolphe II. prétendit qu'elle devoit être mise en dépôt entre ses mains, jusqu'à la fin du procès. Pour cet effet il donna ses ordres à *Leopold* d'Autriche, Evêque de Strasbourg, qui étant entré à la tête d'une armée dans le Pais de Juliers, se rendit maître de la Ville Capitale, & y lais-

JACQUES
I.
1610.

Subside accordé au Roi.

Le Parlement est prorogé.

Le Prince

Henri est créé Prince de Galles.

Echard.

Wilson,

pag. 52.

Caractère du Prince de Galles.

Wilson,

pag. 52.

Le Roi s'occupe peu au Gouvernement.

Rog. Koke,

Sir. Anth.

Weldon.

Guerre sur la Succession du Duc de Cleves.

Grœtius.

JACQUES
I.
1610.

la Garnison. Cette démarche ayant fait comprendre à l'Electeur de Brandebourg, & au Duc de Newbourg, que pendant qu'ils dispuoient sur la Succession du Duc de Cleves, ils courroient risque de s'en voir priver l'un & l'autre, ils se liguerent ensemble, & s'étant mis en possession du reste des Etats du Duc défunt, ils implorerent les secours de la France & de la Hollande, pour s'y maintenir. Henri IV. qui avoit déjà faits de grands préparatifs contre la Maison d'Autriche, promit de les aller secourir en personne. En même tems, il donna ordre aux troupes qu'il avoit en Hollande, de se préparer à le venir joindre dans le Pais de Cleves, & pria les Etats d'y envoyer aussi le Prince Maurice avec une partie de leurs propres troupes. Mais dans le tems qu'il se préparoit à cette expédition, il fut assassiné par *Ravallac*, dans son propre Carrosse, & au milieu de sa Ville Capitale.

Henri IV.
est assassiné.
14. de Mai.

Proclama-
tion pour
bannir les
Jesuites
d'Angleter-
re.
Wilson,
pag. 51.

La confession du meurtrier fit comprendre, que ce parricide avoit été commis en conséquence de la maxime de l'Eglise Romaine, qui déplaisoit tant au Roi Jacques, & tout le monde fut persuadé que les Jesuites y avoient eu beaucoup de part. Ainsi Jacques comprenant combien il avoit lui-même intérêt d'éloigner de sa personne, des gens qui tenoient une maxime si détestable, publia une nouvelle Proclamation qui ordonnoit à tous les Jesuites de sortir du Royaume, & défendoit à tous les Papistes récusans de s'approcher de la Cour, de plus près que de six milles. Ensuite, il se fit prêter le Serment d'Allégeance par tous les Sujets, le Parlement qui étoit encore assemblé en ayant lui-même donné l'exemple.

Jacques
veut marier
le Prince de
Galles en
Espagne.

La Cour d'Espagne fut généralement soupçonnée d'avoir fait tuer le Roi de France, parce que tout le monde sçavoit que ce Prince faisoit de grands préparatifs contre la Maison d'Autriche, & qu'on ne voyoit pas qu'elle se disposât à s'opposer à ses desseins. Cependant, soit que Jacques ne le crût pas, ou qu'il jugeât qu'il étoit de la prudence de s'acquiescer l'amitié d'une Maison si redoutable aux Protestans, il fit partir le Lord *Cornwall*, pour aller négocier le Mariage du Prince de Galles, avec la Fille-aînée du Roi d'Espagne.

Mort de
Bancroft.
Wilson,
pag. 53.

Richard Bancroft, Archevêque de Cantorbéri, & grand ennemi des Puritains, mourut à peu près dans le même tems. Il avoit obtenu une Patente du Roi, qui lui permettoit de fonder à Chelsey, un Collège, pour y entretenir un certain nombre d'habiles Controversistes qui devoient, par leurs Sermons & par leurs Ecrits, combattre les Adversaires de l'Eglise Anglicane, tant Puritains que Papistes : mais sa mort fit évanouir ce projet. *George Abbot*, qui lui succéda, étoit d'un caractère tout différent. Il fut même soupçonné & accusé d'être Puritain, parce qu'il ne voulut pas, comme son Prédecesseur, persécuter les gens de cette Secte, ni suivre aveuglément les maximes de la Cour, par rapport au Gouvernement.

George Ab-
bot est fait
Archevêque
de Cantor-
béri.

Jacques
casse le Par-
lement.
Wilson.

Le Parlement s'étant rassemblé le 26. d'Octobre, les Communes se trouverent dans des dispositions qui ne plurent pas au Roi. Cela lui fit prendre la résolution de casser le Parlement par une Proclamation du 31. de Décembre, après l'avoir premièrement prorogé. Les Ministres ayant compris par les propositions qui se faisoient dans la Chambre Basse, qu'elle avoit pris la résolution d'employer les moyens les plus propres pour remédier aux abus, ne crurent pas qu'il fût de l'intérêt du Roi ni du leur propre, de laisser aux Communes la liberté d'exécuter ce projet. Les prétextes de la dissolution du Par-

lement

lement marquez dans la Proclamation, étoient, que le Roi ayant accordé diverses graces à son Peuple, & même beaucoup au-delà de celles qui lui avoient été accordées sous les Regnes précédens, avoit espéré, que les affaires qu'il avoit proposées pour le bien du Royaume, seroient heureusement terminées. Mais voyant que dans les deux dernières Sessions, on n'y avoit pas fait beaucoup d'attention; que la longue durée du Parlement empêchoit les Membres d'exercer l'hospitalité dans leurs maisons, & causoit de grandes dépenses au Peuple, il jugeoit à propos de le dissoudre. Ce Parlement, qui étoit le premier de ce Regne, avoit duré sept ans. Depuis qu'il fut dissous, jusqu'à l'année 1614. ce fut aux Ministres à trouver des expédiens pour suppléer aux besoins du Roi.

Le premier de Septembre le Prince Maurice s'étoit rendu maître de Juliers, avec le secours que le Maréchal de la Châtre lui avoit amené de France, & les troupes Angloises qui étoient au service des Etats, sous le commandement d'Edoüard Cécil, Frere du Comte de Salisbury.

Le Roi s'étant délivré de l'embarras que lui causoit le Parlement, & ayant résolu de n'en convoquer plus, les Courtisans approuverent beaucoup son dessein. Un Gouvernement absolu leur étoit bien plus avantageux qu'un Gouvernement borné par les Loix, & où le Roi se trouve en quelque maniere dépendant du Peuple. Toute la Cour étoit dans la joye de ce que le Roi avoit enfin secoué le joug importun des Parlemens. Ce n'étoit que fêtes & divertissemens continuels dans les trois Cours, & particulièrement à celle de la Reine, où l'on ne s'occupoit guères d'autre chose. Cette Princesse avoit ses Favoris comme le Roi avoit les siens, c'est-à-dire, des gens dont il falloit contenter l'avidité. Le Roi n'avoit pourtant pas encore de Favori, selon le sens qu'on donne ordinairement à ce mot, quoique, pendant qu'il avoit regné en Ecosse, il eût fait assez connoître, qu'il ne pouvoit que difficilement s'en passer. Peut-être, les mauvais offices que les Anglois & les Ecossois se rendoient mutuellement, avoient-ils jusqu'alors, empêché le Roi de se déterminer. D'ailleurs, le cœur de ce Prince n'étoit pas fait comme celui de la plupart des autres. Ce n'étoit ni la vertu, ni le mérite, ni les qualitez éminentes, qui pouvoient le captiver. Il falloit pour cela quelque chose d'extérieur & d'éblouissant, comme la jeunesse, la bonne mine, les beaux habits, d'autres choses semblables. Jamais Prince ne fut plus sensible que lui à ces sortes de qualitez extérieures. Je parle sur le témoignage de Mylord Clarendon, & de plusieurs autres, & sur les caracteres des Favoris que ce Prince a eus tant en Angleterre qu'en Ecosse, dans lesquels on n'a jamais reconnu d'autre mérite. Quoiqu'il en soit, parmi les Anglois & les Ecossois qui approchoient le Roi, il ne s'en étoit encore trouvé aucun qui eût les qualitez requises pour devenir son Favori. Il falloit un jeune homme tout neuf qu'il pût mouler à sa fantaisie. Les Anglois & les Ecossois regardant comme une espece de miracle qu'il eût pu vivre si long-tems sans se livrer à quelqu'un, travailloient à l'envi à lui donner un Favori sans qu'il s'en appercût, en faisant passer devant ses yeux les jeunes gens de leur Nation, qu'ils croyoient les plus propres à gagner son cœur. Mais jusqu'alors, ils n'avoient pu ni les uns ni les autres, réussir dans leur projet. Ce ne fut qu'en 1611. que les Ecossois trouverent enfin le moyen de gagner l'avantage sur leurs Concurrans, en donnant au Roi un Favori de leur Nation.

JACQUES
I.
1610.
Prise de Ju-
liers.

1611.

Divertisse-
mens à la
Cour.
VVilson,
pag. 53.

Les Anglois
& les Ecos-
sois travail-
lent à don-
ner un Fa-
vori au Roi.

JACQUES
I.
1611.
Robert Carr
devient Fa-
vori.
VWilson,
pag. 54.

Robert Carr, jeune Gentilhomme Ecoissois (1), qui venoit d'apprendre ses exercices en France, s'étant rendu à la Cour pour y saluer le Lord *Hayes* son Compatriote à qui il étoit recommandé, ce Seigneur n'eut pas plutôt jeté les yeux sur lui, qu'il le jugea propre par ses qualitez extérieures à fixer l'affection du Roi. Ce fut dans cette vûë, qu'il résolut de le produire à la Cour, & de surprendre le Roi, en lui présentant ce nouvel objet, comme par hazard. Un jour qu'on devoit faire une joute, il choisit Carr pour présenter le bouclier au Roi, selon la coutume. Le Roi étant à Cheval, & Carr s'avancant pour faire sa fonction, il arriva par quelque accident, que son Cheval se cabra, le jeta par terre, & lui cassa une jambe d'un coup de pied. Le Roi marri de cet accident, demanda qui étoit ce jeune homme, & ayant appris son nom, il se ressouvint qu'il avoit eu en Ecosse, un Page de ce même nom, qui se trouva être lui-même. Cela lui fit prendre encore plus de part à son malheur, & fut cause qu'il ordonna qu'on le logeât dans le Palais, & qu'on prît de lui tout le soin possible. La joute ne fut pas plutôt finie, qu'il alla voir Carr dans sa Chambre. Il y retourna le lendemain, en un mot, pendant que Carr garda le lit, il ne se passa point de jour que le Roi n'allât passer une ou deux heures avec lui. Il trouva dans ce jeune Ecoissois un homme qui n'avoit aucune étude, tout neuf, tout simple, sans beaucoup d'éducation, & sans aucune connoissance ni du monde ni de la Cour. Ce fut, selon les apparences, ce qui lui fit prendre la résolution de se fixer à cet objet, se promettant de le rendre par ses leçons, autant ou plus habile qu'aucun de ses Ministres. Dès que Carr fut guéri, le Roi le fit Chevalier & Gentilhomme de sa Chambre, & se donna lui-même la peine de lui enseigner la Langue Latine. En un mot, Carr devint Favori dans toutes les formes. Les Requêtes ne s'adressoient plus qu'à lui, & personne ne pouvoit obtenir des graces du Roi que par son canal. Par bonheur pour lui, le Comte de *Dumbar*, Ecoissois, qui occupoit une bonne place dans le cœur du Roi, mourut dans ce même tems, ainsi Carr posséda la faveur du Roi sans Rival, & fut pourvu de la Charge de Grand Trésorier d'Ecosse, que le Comte de *Dumbar* venoit de laisser vacante.

Jacques
prend parti
contre les
Arminiens
d'Hollande.

La nouvelle inclination du Roi nel'empêcha pas de prendre part aux différends que la diversité d'opinions sur certains points de Religion, excitoit en Hollande, entre les *Gomaristes* & les *Arminiens* ou *Remonstrans*. Ces différends sont si connus, que ce seroit perdre le tems que de les expliquer en détail. Il suffira d'en rapporter ce qui fournit au Roi l'occasion d'entrer dans cette dispute, sans y être appelé, & même avec un zèle extraordinaire, pour faire conserver l'Orthodoxie dans cette Eglise, quoiqu'étrangere & Presbytérienne.

Voyez VWilson,
An. 1618.
pag. 119.

François Gomarus & *Jacques Arminius*, tous deux Professeurs en Théologie dans l'Université de Leyde, avoient fait connoître depuis plusieurs années, qu'ils avoient des sentimens opposez sur la Prédestination absolue, sur l'innamissibilité de la grace, & sur quelques autres points de Théologie. Ils avoient commencé à disputer sur ce sujet, dès la fin du Siècle précédent; mais la Guerre qui occupoit alors les esprits, n'ayant pas permis qu'on fît beaucoup d'attention à leur dispute, elle s'étoit renfermée dans leurs Ecoles, jusqu'à l'année 1608. Gomarus suivoit le sentiment des premiers Reformateurs, &

Arminius.

(1) Agé de 20. ans.

Arminius prenoit une route contraire. Enfin, les Etats de Hollande s'apercevant qu'il se formoit dans leur Eglise une espece de Schisme, voulurent y remédier par le moyen d'une Conférence qui ne fit qu'aigrir le mal. Les disputes continuerent : chacun se fit des Partisans, & les Etats qui étoient alors occupez à l'affaire importante de la Trêve, ne purent donner leurs soins à celle-là, pour en prévenir les suites. Arminius étant mort en 1608. ses Disciples & ses Sectateurs continuerent la dispute. Enfin, ils présentèrent aux Etats une Requête contenant les Articles de leur foi, & comme, au lieu de se servir du terme de *Supplians*, ils employèrent celui de *Remontrans*, ce nom leur demeura, & ils s'en sont toujours fait honneur. Les Gomaristes présentèrent à leur tour une Requête où ils prirent le nom de *Contre-remontrans*. Pendant quelque tems les deux Partis ne furent connus que sous ces deux noms. Mais dans la suite, celui de Contre-remontrans s'est presque perdu, pendant que le Publica continué aux Sectateurs d'Arminius, celui de *Remontrans* ou d'*Arminiens*.

La place d'Arminius fut remplie par *Conrad Vorstius* Professeur en Théologie à *Steinfurt*, dans le Comté de Bentheim. Ce Théologien avoit déjà publié un Traité intitulé *de Dieu*, qui avoit soulevé de telle sorte les Gomaristes contre lui, qu'il s'étoit vû obligé de faire une Apologie pour se justifier de leurs accusations. Mais cela n'empêcha pas, qu'avant qu'il arriva à Leyde, on ne l'eût déjà décrié comme un véritable Socinien. En 1611. quelques Théologiens l'attaquerent, & offrirent de faire voir des erreurs damnales, tant dans son Traité *de Dieu*, que dans son Apologie. Ces deux Livres ayant été envoyez en Angleterre, le Roi les lut, & envoya immédiatement après, à Rodolphe Winwood son Ambassadeur à la Haye, une Liste des erreurs qu'il y avoit remarquées. En même tems, il lui donna ordre de déclarer aux Etats, qu'il avoit résolu de publier un Manifeste pour faire connoître combien il détestoit ces erreurs, & ceux qui permettoient qu'elles eussent cours. C'étoit s'en prendre directement aux Etats qui avoient absous Vorstius. L'Ambassadeur présenta donc sur ce sujet un Mémoire auquel les Etats répondirent avec beaucoup de modération, quoiqu'ils eussent lieu de se plaindre de la hauteur avec laquelle le Roi les traitoit. Avant que d'avoir reçu cette réponse, le Roi avoit déjà fait brûler par la main du Bourreau, quelques Exemplaires des Livres de Vorstius, à Londres, à Oxford, à Cambridge. Tout cela n'ayant pas empêché que Vorstius ne fût reçu à Leyde, le Roi écrivit contre lui aux Etats, avec tant de véhémence, que, selon lui, la mort étoit trop peu de chose pour punir ce Professeur. Il menaça même, que si on continuoit à le tolérer, il feroit séparer les Eglises d'Angleterre & d'Ecosse de la Communion de celle d'Hollande, & feroit en sorte que toutes les autres Eglises Réformées suivroient cet exemple. Winwood accompagna cette Lettre d'un Discours qu'il fit aux Etats, dans lequel il seconda parfaitement les intentions de son Maître.

Quoique les Etats de Hollande trouvaient fort étrange de se voir ainsi Gourmandez, ils crurent pourtant, qu'il étoit à propos de ménager un peu le Roi d'Angleterre, non en lui accordant tout ce qu'il demandoit, mais en témoignant de la considération pour lui. Dans cette vûe, ils répondirent à l'Ambassadeur, qu'ils avoient ordonné par provision, que Vorstius s'abs-

JACQUES
I.
1611.

tiendroit de faire les fonctions de sa Charge, jusqu'à une nouvelle Assemblée qui devoit se tenir sur son affaire, & qu'en attendant, il ne seroit dans Leyde, que comme un Bourgeois. Winwood prit cette réponse pour un refus, & se plaignit en termes fort fiers du peu d'égards qu'on avoit pour le Roi son Maître. Quelque tems après, le Roi publia une Déclaration sur ce sujet, dans laquelle il ne ménageoit pas beaucoup les Etats d'Hollande. Alors, les Etats, qui ne vouloient point se broüiller avec lui, firent sortir Vorstius de Leyde: mais on lui procura un autre établissement à Gouda.

Remarque
sur ce sujet.

On a de la peine à comprendre qu'elle pouvoit être la véritable cause du zèle ardent que le Roi fit paroître en cette occasion. Il sembleroit contraire, que plusieurs raisons dévoient l'empêcher de se mêler dans cette dispute Théologique sur laquelle les Etats ne lui avoient pas demandé son avis, & qui regardoit une Eglise sur laquelle il ne prétendoit aucune juridiction. Comment lui qui, dans son Discours aux deux Chambres du Parlement, avoit traité de pures questions d'Ecole, les questions de la Transsubstantiation & du nombre des Sacremens, pouvoit élever si fort au-dessus, les questions sur la Grace, qui s'étoient élevées en Hollande? De plus, lui qui trouvoit qu'on pouvoit tolérer les Papistes en Angleterre; pourvû qu'ils véussent en bons Sujets, ne pouvoit souffrir qu'on tolérât Vorstius en Hollande, ni même qu'on le laissât vivre. Ce sont-là des contradictions que je n'oserois entreprendre d'expliquer que par trois conjectures. La première, que comme il se picquoit d'être fort sçavant en Théologie, il croyoit qu'après s'être déclaré pour un des sentimens, il y alloit de son honneur de le soutenir. La seconde, que se regardant encore comme Protecteur des Etats, il vouloit en cette occasion faire un acte d'autorité, en les réduisant à faire ce qu'il souhaitoit. La troisième, qu'il vouloit favoriser le Prince Maurice qui s'étoit déclaré pour les Gomaristes, contre les Arminiens qui avoient le Pensionnaire Barneweldt à leur tête. Je reviens aux affaires d'Angleterre.

1612.
Wilson.

Carr est fait
Vicomte de
Rocheſter.

L'affection du Roi pour son nouveau Favori alloit toujours en augmentant avec une extrême rapidité. Les faveurs dont le Roi le combloit sembloient ne pouvoir se renfermer dans aucunes bornes. Après l'avoir fait Chevalier, Gentilhomme de la Chambre, Grand Trésorier d'Ecosse, il le créa le 25. de Mars de l'année 1612. Baron de *Brandspech* & Vicomte de *Rocheſter*. Un mois après il le fit Conseiller Privé, & peu après, Chevalier de la Jarretière. Il ne se faisoit rien à la Cour, qui ne passât par ses mains, & quiconque vouloit obtenir des graces du Roi, devoit s'assurer premièrement de la faveur du Vicomte de Rocheſter. Tant de faveurs accumulées sur la tête de ce Favori firent comprendre aux Ministres & aux Courtisans, que ce seroit en vain qu'on tâcheroit de le ruiner, & qu'il seroit même très-dangereux de l'entreprendre. Ainsi chacun se résolut de porter ses adorations à celui qu'il plaisoit au Roi d'honorer. Le Comte de Salisbury n'étoit pourtant pas trop content de se voir primer par ce nouveau venu, & d'être continuellement obligé d'user de toute son industrie à trouver de l'argent, pour le voir donner à pleines mains, à un homme dont les services étoient encore si médiocres. Tous les Historiens conviennent que le Roi ne gardoit aucune mesure dans les présens qu'il faisoit à son jeune Favori, comme s'il eût eu une source inépuisable d'argent, quoiqu'il fût toujours à l'étroit. On raconte sur ce

sujet

sujet, qu'un jour le Roi lui ayant donné un ordre signé de sa main, pour recevoir cinq mille livres sterling à l'Echiquier, le Comte de Salisbury Grand Trésorier, surpris de la grandeur du présent, vû le peu d'argent qu'il y avoit alors au Trésor, usa d'un stratagème qui lui réussit, pour faire appercevoir le Roi de l'excès de sa libéralité. Il fit faire plusieurs monceaux de cette somme dans une Chambre de sa maison, & ayant invité le Roi à dîner, il le fit passer comme par hasard dans cette Chambre. Le Roi ne manqua pas, comme le Grand Trésorier l'avoit bien prévu, de demander à quoi cet argent étoit destiné, & le Grand Trésorier lui répondit négligemment, que c'étoit l'argent qui devoit être compté au Vicomte de Rochester. Soit que le Roi comprit sa pensée, ou qu'en faisant ce présent il n'eût pas fait attention à ce qu'il donnoit, il dit que c'étoit trop pour un seul homme, & ordonna au Trésorier de lui donner seulement deux mille livres.

Tous les Historiens demeurent d'accord que Carr se conduisit fort sagement, au commencement de sa faveur. Il n'étoit ni avide, ni insolent : il rendoit service à tout le monde, autant qu'il lui étoit possible, & particulièrement aux Anglois dont il préféroit l'amitié à celle de ses compatriotes. Il n'avoit qu'un seul Domestique Ecoissois, & un seul ami de la même Nation, qui étoit son cousin germain. Cette conduite le rendit agréable aux Anglois. Il n'y eut que le Prince de Galles qui affecta quelquefois de lui causer quelque mortification, parce qu'ils étoient tous deux amoureux de la Comtesse d'Essex, qui donnoit la préférence au Favori. C'en étoit assez pour exciter contre lui l'animosité du Prince, qui néanmoins ne voulut pas se venger de lui. Il aima mieux changer en mépris l'amour qu'il avoit pour cette Dame qui comme on le verra tout à l'heure, n'étoit pas digne d'un tel amant. A cet amour près qui causa enfin sa ruine, le Favori se conduisit avec beaucoup de prudence, étant dirigé par les conseils du Chevalier *Thomas Overbury*, homme d'esprit & fort sage, qui prenoit soin de lui faire éviter les écueils contre lesquels les Favoris manquent rarement d'échoier.

Mais quoique le Vicomte de Rochester évitât avec soin de se rendre importun, sa modestie ne faisoit qu'accroître le désir qu'avoit le Roi de le rendre d'abord riche & puissant. Cela joint à beaucoup de gratifications que ce Prince faisoit à ses Courtisans, tant Anglois qu'Ecoissois, & à l'entretien de trois diverses Cours, le mettoit toujours à l'étroit. Ses Ministres étoient sans cesse occupés à chercher des moyens pour faire venir de l'argent dans ses coffres, sans l'intervention du Parlement dont il ne vouloit plus entendre parler. On peut aisément concevoir que ces moyens n'étoient pas tous légitimes, & qu'il y en avoit beaucoup qui faisoient murmurer le Peuple, comme les Monopoles, les *Bénévolences*, les emprunts forcez. Il est fort difficile qu'un Roi d'Angleterre puisse augmenter ses revenus par de semblables moyens, sans donner lieu à ses Sujets de croire qu'il a dessein de d'envahir leurs privilèges, & Jacques n'en étoit déjà que trop soupçonné.

Par malheur pour le Roi, il perdit au mois de Mai de l'année suivante 1613. le Comte de Salisbury qui connoissoit parfaitement les affaires du Royaume & le génie des Anglois. C'étoit lui qui tenoit en bride les autres Ministres, & qui les empêchoit de se jeter dans des précipices dont ils ne connoissoient pas le danger aussi bien que lui. De plus, il avoit un art mer-

veilleux

JACQUES
1.
1611.
Artifice du
Grand Tré-
sorier pour
borner la li-
béralité du
Roi.
Wilson,
pag. 61.
Rog. Hoke,
pag. 32.

Bonne con-
duite du
Favori.

Le Roi le
comble de
biens.

Les Minis-
tres sont
fort embar-
raffez à
trouver de
l'argent.

Mort du
Comte de
Salisbury.

JACQUES
I.
1611.
Le Comte
de Suffolck
est fait
Grand Tré-
sorier.

Le Corps
de Marie
Reine d'E-
cosse est
porté à
Westminf-
ter.

VWilson,
pag. 61.

Le Lord
Sanguir est
pendu.

VWilson,
pag. 59.

veilleux pour détourner le Roi même des résolutions qui pouvoient lui être préjudiciables, quoiqu'il n'y réussit pas toujours. Le Comte de Suffolck fut pourvu de la Charge de Grand Trésorier: mais il étoit bien différent de celui à qui il succédoit, tant pour la capacité que pour la droiture. D'ailleurs, il avoit une femme qui étoit fort avide d'argent, qui ne se faisoit pas un scrupule d'en prendre de tous côtes, & à toutes mains.

Pendant la grande tranquillité dont le Roi jouïssoit, il fit transporter à Westminster dans la Chapelle de Henri VII. le Corps de la Reine sa Mere, qui étoit demeuré jusqu'alors à Peterborowgh, où il avoit été enterré.

Vers le milieu de cette année, le Lord *Sanguir* Ecoissois fut condamné à être pendu, pour avoir fait assassiner un Maître d'armes. L'Archevêque de Cantorbéri & plusieurs autres Grands intercédèrent vainement pour lui. Rien ne fut capable d'obtenir la grace du Roi qui crut cet exemple nécessaire pour réprimer l'insolence des Ecoissois qui avoient déjà commis divers excès en Angleterre. La clémence dont il avoit usé envers quelques-uns avoit produit de si mauvais effets, qu'il ne jugea pas à propos de tenir plus long-tems la même route, de peur de voir enfin entre les deux Nations une querelle générale, dans laquelle les Ecoissois ne pouvoient qu'avoir du pire.

Peu de tems après, on vit arriver en Angleterre, une Ambassade bien extraordinaire. C'étoit un Anglois, nommé *Robert Sherley*, qui ayant long-tems servi le Roi de Perse dans ses armées, & ayant envie de revoir son País, avoit obtenu de ce Monarque, la qualité de son Ambassadeur, & une Lettre de créance pour le Roi. Sa Commission ne portoit que de faire compliment au Roi, & de lui offrir un libre commerce pour les Anglois dans toute la Perse. Ce même Ambassadeur avoit passé par la Haye où il avoit demandé audience aux Etats pour leur proposer un Traité avec le Roi de Perse. Mais parce qu'il venoit d'Espagne où il avoit fait un assez grand séjour, les Etats soupçonnant qu'il avoit quelque autre dessein, demanderent à voir ses Instructions, & sur la difficulté qu'il en fit, on le pria de se retirer. Comme il avoit été encore en d'autres Cours, on crut qu'il avoit fait espérer au Roi de Perse, qu'il engageroit tous les Princes Chrétiens à faire la Guerre aux Turcs qui se préparoient à l'attaquer. Il avoit épousé une femme Persanne qui accoucha en Angleterre d'un Fils que la Reine & le Prince de Galles tinrent sur les Fonts. après avoir séjourné environ un an en Angleterre, il s'en retourna en Perse.

Arrivée de
l'Electeur
Palatin pour
épouser la
Princesse
Elisabeth.
16. Octo-
bre.

VWilson,
pag. 72.

Mort du
Prince de
Galles.

L'arrivée de cet Ambassadeur ne fit pas tant de bruit en Angleterre que celle de Frederic V. Electeur Palatin qui s'y rendit au mois d'Octobre, pour y épouser la Princesse Elisabeth Fille du Roi. Ce Prince fut reçu avec tous les honneurs imaginables, & durant quelque tems, ce ne furent que fêtes, & divertissemens à la Cour, à son occasion. Mais pendant que tout le monde étoit dans la joye pour ce Mariage, le Prince de Galles fut attaqué d'une maladie qu'on ne crut pas d'abord dangereuse. Elle avoit commencé le 10. d'Octobre, quelques jours avant l'arrivée de l'Electeur Palatin: mais il la crut lui-même de si peu de conséquence, qu'il ne laissa pas d'accompagner par tout l'Electeur pendant quelques jours. Ce ne fut que le 25. du même mois, qu'il se vit obligé de garder le lit, & il mourut enfin le 12. de Novembre à l'âge de dix-huit ans.

C'étoit

C'étoit un Prince des plus accomplis qu'il y eut jamais eu, je ne dirai pas en Angleterre, mais dant toute l'Europe, s'il faut ajoûter foi à ce que les Historiens en ont rapporté. Il étoit sobre, chaste, tempérant, religieux, plein d'honneur & de probité. On ne l'entendoit jamais proférer aucun Serment, quoique l'exemple du Roi son Pere & de toute la Cour ne fût que trop capable de le corrompre sur ce sujet. Il se faisoit un délice de la conversation des honnêtes gens, & ceux qui ne passioient pas pour tels étoient regardez de très-mauvais œil à sa Cour. Son esprit étoit naturellement grand, & rempli d'idées nobles & généreuses: il étoit autant choqué des bagatelles, que le Roi son Pere y étoit enclin. Il disoit souvent, que si jamais il montoit sur le Trône, son premier soin seroit de faire ses efforts pour accorder les Puritains avec l'Eglise Anglicane. Comme cela n'auroit pû se faire sans que chacun des deux Partis cédât quelque chose, & qu'un tel ménagement étoit directement contraire à l'esprit de la Cour & du Clergé; on le soupçonnoit de favoriser le Puritanisme. Son humeur étoit douce & affable: mais il ne laissoit pas d'avoir dans ses manieres, une noble fierté sans affectation, qui lui attiroit l'estime & le respect de tout le monde. Il faisoit connoître qu'il aimoit la Guerre, parce qu'il aimoit avec passion tous les exercices qui en donnent quelque image. Un Ambassadeur de France étant allé prendre congé de lui le trouva faisant l'exercice de la pique, & lui ayant demandé s'il vouloit le charger de quelque Commission pour le Roi son Maître, il le pria de lui dire à quoi il l'avoit trouvé occupé. Enfin pour dire tout en un mot, quoiqu'il fût âgé de dix-huit ans quand il mourut, il ne se trouve point d'Historien qui lui ait reproché aucun défaut. On prétend que le Roi son Pere étoit devenu jaloux de lui, & qu'il demanda un jour, si son Fils vouloit l'enterrer avant sa mort. Je passe sous silence, une infinité d'autres choses qu'on a dites sur ce sujet, jusque-là que certains Auteurs ont voulu insinuer que le Roi l'avoit fait empoisonner. Pour persuader une telle chose, il faudroit en avoir des preuves plus claires que le jour, & je ne trouve dans les Historiens les plus envenimez contre Jacques I. que de simples soupçons & des conjectures qui, selon les apparences, ne sont que des fruits de la malice la plus noire. D'autres se sont contentez d'accuser le Vicomte de Rochester de ce crime, mais sans aucune sorte de preuve. Quelques legeres présomptions, dont j'aurai occasion de parler en un autre endroit, ont pu contribuer à causer ce soupçon, qui véritablement se répandit dans le Public, immédiatement après la mort du Prince. Cela fut cause même, qu'on fit ouvrir sa tête & son Corps en présence d'un grand nombre de Medecins & de Chirurgiens, qui attesterent par Serment, qu'ils n'avoient trouvé aucune marque de poison. Mais ce qui fit le plus de tort au Roi en cette occasion, ce fut la défense qu'il fit de prendre le deuil pour la mort du Prince, soit qu'il voulût éloigner de lui des objets lugubres qui pouvoient sans cesse renouveler son affliction, ou qu'il ne jugea pas à propos d'interrompre les fêtes qu'il avoit préparées pour le Mariage de sa Fille. La bienséance l'obligea pourtant à différer les noces de quelques semaines, les funérailles du Prince n'ayant pû se faire que le 7. de Décembre.

Quelques jours après, le Roi tint Chapitre de l'Ordre de la Jarretiere à Windsor, pour y élire Chevaliers l'Electeur Palatin & le Prince Maurice

JACQUES

I.

1612.

Eloge de ce Prince.

VWilson,

pag. 62.

Rog. Koke,

pag. 36.

Rog. Koke,

pag. 6.

Soupçons contre le

Roi.

VWilson,

pag. 62.

VWilson,

pag. 63.

L'Electeur

& le Prince

Maurice

JACQUES

I.

1612.

font faits
Chevaliers
de la Jar-
retiere.André du
Chesne, Hist.
d'Angleter-
re.

1613.

Noces de
l'Electeur &
de la Prin-
cesse.

J. ScotW.

Wilson, p. 64.

Rog. Coke,

pag. 43.

Stadtholder de Hollande. Ils furent installez au mois de Fevrier suivant, tous deux en un même jour, l'un à Windsor, & l'autre à la Haye.

Le commencement de l'année 1613. fut employé aux préparatifs des nôces de la Princesse, qui furent célébrées le 14. de Fevrier, & précédées de l'installation de l'Electeur dans l'Ordre de la Jarretiere. Rien ne fut épargné pour rendre ces deux fêtes les plus magnifiques qu'il étoit possible. Le Roi demanda pour cet effet un secours d'argent à ses Sujets, selon l'ancienne coutume observée lorsque les Rois marioient leur Fille aînée. Quoiqu'il y eût plus de cent ans que cette coutume étoit hors d'usage, n'y ayant point eu d'occasion depuis le Regne de Henri VII. il n'y eut que peu de gens qui voulussent, ou qui osassent se dispenser de donner ce que le Roi demandoit. Cela produisit de grandes sommes qui furent entièrement employées à ce Mariage. L'Electeur & la Princesse demurerent en Angleterre jusqu'au mois d'Avril (1), & pendant tout ce tems-là, ce ne furent que fêtes, bals, mascarades, & autres divertissemens qui se succédoient les uns aux autres sans interruption. La Ville de Londres donna aux nouveaux mariez un festin magnifique, après lequel le Maire fit présent à l'Electrice, au nom de la Ville, d'un colier de perles digne de la grandeur & de la richesse de cette Ville Capitale.

Le départ de l'Electeur & de l'Electrice rendit la Cour un peu plus tranquille, par rapport aux réjouissances publiques qui n'y avoient point discontinué durant plusieurs mois. Mais dans ce même tems, il s'y passoit une scène secrète dont les intrigues commencerent à se développer dans cette année, & ne furent entièrement éclaircies que deux ans après. Je veux parler de la dissolution du Mariage du Comte d'Essex, du second Mariage de la Comtesse son épouse avec le Vicomte de Rochester, & de la mort violente du Chevalier Overbury. Comme ces trois événemens n'arriverent pas tout d'un coup & par hazard, mais qu'ils furent amenez peu-à-peu, par des intrigues diaboliques, il est nécessaire de rapporter certaines choses qui s'étoient déjà passées, mais dont j'ai différé le récit pour n'être pas obligé d'en interrompre le fil.

Histoire de
la dissolu-
tion du Ma-
riage du
Comte
d'Essex.
Wilson,
pag. 66. &
suiv.

J'ai déjà dit que Robert Cécil, Comte de Salisburi, avoit été un ennemi mortel du feu Comte d'Essex, & un des principaux instrumens de sa ruïne. Ce Comte laissa un Fils qui n'étant âgé que de neuf ans, ne causoit pas beaucoup d'inquiétude à Cécil, quoique le Roi, en arrivant en Angleterre, l'eût rétabli dans ses biens & dans ses honneurs. Cependant, comme cet habile Ministre ne pouvoit pas ignorer l'affection que le Roi avoit eue pour le Pere, il craignit, que tôt ou tard, on ne lui fît porter la peine de tous les artifices dont il avoit usé pour faire tomber ce Seigneur dans le précipice. Ce fut principalement par cette raison, que, pour se maintenir auprès du Roi, il jugea qu'il étoit à propos de s'unir étroitement avec la Maison de Howard, par le Mariage de son Fils avec la Fille aînée du Comte de Suffolck. Ensuite, voyant croître le Comte d'Essex, & craignant qu'il ne devînt quelque jour une épine à son pied, il crut qu'il étoit de son intérêt de se reconcilier avec lui, & d'affermir cette reconciliation par le Mariage de ce jeune Seigneur avec la seconde Fille du Comte de Suffolck, Sœur ca-

dette

(1) Le 28. d'Avril V. S. mais le 8. de Mai N. S.

de sa Belle-Fille. Outre l'avantage qu'il recevoit lui-même de cette Alliance, il donna au Roi la satisfaction de voir étroitement unies ensemble, les trois familles d'Angleterre, pour lesquelles il avoit le plus d'affection; sçavoir, celles de Howard, d'Essex, & de Cecil. Ce fut en 1606. que ce Mariage se fit, le Comte d'Essex étant alors dans sa quinzième année, & *Françoise Howard* son épouse, dans sa treizième. Comme les deux mariez étoient encore bien jeunes, les Parens trouverent à propos que le Comte allât voyager en France & en Allemagne, jusqu'à ce qu'ils fussent tous deux un peu plus avancez en âge. Pendant son absence, la Comtesse son épouse devint une beauté parfaite, & effaça toutes les autres Dames de la Cour.

JACQUES
I.
1613.

Le Comte d'Essex ne retourna en Angleterre qu'en l'année 1610. Il trouva la Comtesse sa femme dans la fleur de son âge & de sa beauté : mais en même-tems, fort prévenue de son propre mérite, à cause des loüanges que tout le monde lui donnoit. Il en fut lui-même charmé : mais il ne trouva pas en elle la correspondance à laquelle il s'étoit attendu. Elle avoit tous les jours de nouvelles raisons pour retarder la consommation du Mariage, & faisoit paroître autant de répugnance sur ce sujet, que son Epoux témoignoit d'empressement. Il prit patience pendant quelque tems, ne voulant point user de contrainte, de peur de donner à son Epouse de l'aversion pour lui. Peu de tems après, il tomba malade de la petite verole, & en fut si mal, qu'on désespéra de sa vie : mais la force de son tempérament le tira de ce danger, quoiqu'il eût besoin de beaucoup de tems pour se rétablir.

Ce fut dans cet intervalle, que Robert Carr devint Favori du Roi. En gagnant le cœur de son Maître, il conquit presque en même tems, celui de la Comtesse d'Essex qui se laissa prendre aux charmes de ce jeune Ecoslois, & se livra entièrement à cette nouvelle passion, sans oser pourtant la découvrir à celui qui l'avoit fait naître. Cependant, le Comte d'Essex se trouvant parfaitement rétabli, pressoit son Epouse de consentir à la consommation de leur Mariage : mais il trouvoit en elle une résistance d'autant plus grande, qu'elle étoit prévenue pour un autre. Enfin, après avoir employé toutes sortes de moyens pour la gagner, sans avoir pû réussir, il eut recours au Comte de Suffolck son Beau-Pere, & le pria de faire ses efforts pour vaincre l'obstination de sa Fille. Le Comte de Suffolck, surpris de ce que son Gendre lui apprenoit, parla rudement à sa Fille, & lui dit d'un ton absolu, qu'il falloit qu'elle se résolût à consommer le Mariage. Alors la Comtesse n'osant résister directement à son Pere, se contenta de demander un peu de délai. Elle se persuadoit, que si elle pouvoit éviter de consommer son Mariage avec le Comte d'Essex, il ne lui seroit pas impossible de le faire rompre, & d'épouser ensuite, le Vicomte de Rochester. Véritablement, celui-ci, ne sçavoit rien encore de ce qu'elle sentoit pour lui : mais elle présuinoit assez de ses charmes pour se promettre une victoire aisée, dès qu'elle auroit occasion de le lui faire connoître. D'un autre côté, le grand crédit du Vicomte, & des Comtes de Suffolck & de Northampton ne lui laissoient aucun lieu de douter, que si le Favori entreprenoit de l'avoir pour femme, il ne lui fût aisé d'y réussir. Mais elle avoit besoin de quelque tems pour bien prendre ses

JACQUES I.
1613. mesures, à quoi pourtant elle trouvoit de grandes oppositions, tant de la part de son Epoux, que du côté de son Pere.

Dans cette extrémité, ne sçachant comment se tirer de l'embarras où elle se trouvoit, elle ouvrit son cœur à la veuve d'un Médecin nommée Madame *Turner*, femme d'une vie dissoluë, & capable de commettre les plus mauvaises actions. Cette femme n'ayant aucun bon conseil à lui donner lui persuada de s'adresser à un certain homme nommé *Forman*, qui passoit pour Magicien. Il avoit peut-être quelques secrets naturels, mais il n'étoit pas fâché qu'on le crût expert dans la Magie, parce qu'il y avoit beaucoup de femmes qui venoient le consulter, & qui le payoient largement. Ce fut à cet homme que la Comtesse d'Essex alla confier ses secrets. Elle lui demanda deux choses : la premiere, qu'il fît en sorte que le Comte d'Essex devînt incapable de consommer son Mariage : la seconde, qu'il rendît le Vicomte de Rochester amoureux d'elle. *Forman* promit hardiment l'un & l'autre, & donna certaines poudres à la Comtesse pour les faire prendre à son Epoux, & pour les mettre parmi son linge, avec des instructions sur la maniere dont elle devoit se conduire avec lui. Quant au Vicomte de Rochester, il se chargea lui-même de faire sur lui les opérations nécessaires.

Cependant, la Comtesse ne pouvant résister plus long-tems aux ordres de son Pere, se vit enfin obligée d'aller dans la maison de son Epoux. Mais quoiqu'ils couchassent ensemble, le Mariage ne fut pourtant pas consommé, soit que ce fût l'effet des poudres de *Forman*, ou que la Comtesse employât d'autres moyens plus efficaces pour rendre les empressements de son Epoux inutiles. Quoiqu'il en soit, le Comte d'Essex se mit dans l'esprit que le séjour de Londres & de la Cour, pouvoit contribuer à son malheur, & dans cette pensée, il prit la résolution de mener sa Femme à une maison de Campagne qu'il avoit à cent-milles de Londres. La Comtesse ne put se dispenser de le suivre : mais pendant tout le tems qu'elle y fut, elle se tint enfermée dans une Chambre, dont elle tenoit les fenêtres fermées sans vouloir voir le jour, se livrant ainsi à une mélancholie outrée, soit par chagrin, soit par polirique, pour mieux rebuter son Epoux. Ce fut de cette maniere qu'elle vécut quelque mois à la Campagne avec son Mari, qui ne comprenoit rien à cette conduite extravagante. Pendant ce tems-là, elle écrivit diverses Lettres à Madame *Turner* & à *Forman*, dans lesquelles elle disoit, *qu'elle craignoit que les secrets de Forman ne fussent pas assez efficaces : que son Epoux avoit pour elle plus d'empressement que jamais : qu'il étoit bien difficile qu'elle pût toujours résister, & que s'il arrivoit qu'elle se laissât vaincre, elle deviendrait la plus malheureuse femme du monde : qu'elle les prioit de la délivrer de sa misere, en mettant à leurs secours, le prix qu'ils jugeroient à propos.* Ces Lettres furent trouvées dans le cabinet de *Forman*, & lûës en pleine Cour, dans une occasion dont je parlerai tout à l'heure.

Enfin, le Comte d'Essex se voyant dans un état si fâcheux, prit la résolution de remener sa Femme à Londres, & de lui laisser une entiere liberté de vivre comme elle le jugeroit à propos. Il commençoit à comprendre qu'il y avoit dans sa conduite quelque chose d'extraordinaire qu'il aima mieux ignorer, que de faire des efforts pour s'en éclaircir.

La Comtesse étant retournée à la Cour, & se trouvant maîtresse d'elle-même,

même, ne tarda pas long-tems à faire connoître au Vicomte de Rochester, ce qu'elle sentoît pour lui. Il n'étoit nullement nécessaire d'employer la Magie pour produire l'effet qu'elle se promettoit. Il étoit jeune, & elle étoit la plus belle femme du Royaume. Ainsi, quelques avances, de la part de la Comtesse, furent plus que suffisantes, pour enflammer le cœur du Favori. Dès qu'ils commencèrent à s'entendre ensemble, les rendez-vous devinrent fréquens. Ils furent d'abord assez secrets : mais dans la suite, les deux amans garderent si peu de mesures, qu'il n'y eut personne à la Cour, qui n'eût connoissance de leurs amours. Il est très-vraisemblable que le Roi en étoit informé, puisquerien ne lui faisoit plus de plaisir que d'apprendre les intrigues amoureuses des gens de la Cour. Le Comte d'Essex, qui en fut aussi instruit, prit le parti de fermer les yeux, & de mépriser une femme qui étoit si peu digne de son affection.

Pendant ce tems-là, le Vicomte de Rochester étoit au plus haut degré de sa faveur. Il faisoit la charge de Secrétaire d'Etat, quoique *Winwood*, qui avoit été Ambassadeur en Hollande, en eût la Patente. Il ouvroit les paquets ; il faisoit lui-même les réponses, sans les communiquer au Conseil, & souvent même sans en parler au Roi, & tout ce qu'il faisoit étoit approuvé. C'étoit-là une des foiblesses du Roi, que de se laisser entièrement gouverner par ses Favoris. Mais comme le Vicomte de Rochester gouvernoit le Roi, il avoit aussi lui-même un Favori qui le dirigeoit. C'étoit le Chevalier Thomas Overbury, de qui j'ai déjà parlé, qui lui aidait à porter un fardeau trop pesant pour lui, & qui lui en laissoit tout l'honneur.

La Comtesse d'Essex ayant réussi dans la conquête qu'elle s'étoit proposée, & se voyant assurée du cœur de son amant, ne voulut pas laisser à cette passion, le tems de se refroidir. Tout lui paroissoit favorable pour l'exécution des desseins qu'elle avoit formez, c'est-à-dire, pour faire rompre son Mariage avec le Comte d'Essex, & pour épouser le Vicomte de Rochester. Le Comte d'Essex ne la voyoit plus, & paroissoit s'intéresser fort peu dans ce qui la regardoit, & Rochester étoit tellement aimé du Roi, que, selon les apparences, rien ne devoit lui être impossible. Elle fit donc connoître à son amant ce qu'elle souhaitoit, & ce fut sans beaucoup de peine qu'elle sçut le disposer à seconder ses projets. Mais comme il avoit accoutumé de communiquer ses affaires les plus importantes à Overbury, il ne crut pas devoir lui cacher celle-ci, d'autant plus qu'il attendoit de lui quelque bon conseil pour la faire réussir. Mais bien loin qu'Overbury approuvât un pareil projet, il fit, au contraire, tous ses efforts pour l'en détourner. Il lui en représenta l'injustice & l'indignité, le danger qu'il couroit de se perdre par une action de cette nature, & enfin, le peu de cas qu'il devoit faire d'une femme qui, ayant un mari, ne se faisoit pas un scrupule de se jeter entre les bras d'un autre homme : qu'elle étoit déjà perdue de réputation dans le monde, & que quand elle seroit sa femme, toute la honte en réjailliroit sur lui. Rochester, qui ne s'étoit pas attendu de rencontrer dans son ami une telle opposition, ne put s'empêcher de lui en témoigner du chagrin. Il sçut pourtant se contenir assez pour ne pas lui donner lieu de croire qu'il passeroit outre malgré son conseil, & continua toujours, selon sa coutume, à lui communiquer ses autres affaires. La Comtesse jeta feu & flamme, quand

JACQUES

I.

1612.

Dessein de
la Comtesse
d'Essex de
faire casser
son Maria-
ge.

Il est com-
munique à
Overbury
qui s'y op-
pose.

Rog. Koke,
pag. 35.

JACQUES
I.
1613.

Artifice de
Rochester
pour perdre
Overbury.
Rog. Koke,

Overbury
est mis à la
Tour & fort
resserré-

On forme
le dessein
de le défai-
re de lui.

elle apprit sa réponse d'Overbury, & dès ce moment, elle ne cessa point d'inciter son amant à la vengeance. Elle étoit d'autant plus animée contre Overbury, qu'elle craignoit qu'étant instruit du dessein, il ne travaillât à le faire échouer. Enfin, Rochester fut assez complaisant & assez aveugle, pour lui promettre de lui sacrifier son ami. Il auroit pû aisément le congédier : mais il auroit été trop dangereux de ne le perdre qu'à demi, après lui avoir confié son secret. On prétend que pour lui porter des coups plus certains, il consulta le Comte de Northampton Oncle de la Comtesse d'Essex, & que ce fut par son conseil qu'il usa de cet artifice pour le ruïner. Il parla au Roi de la capacité d'Overbury : mais en même tems, il lui fit entendre, que cet homme avoit pris trop d'empire sur lui, & qu'il étoit devenu si insolent, qu'il n'étoit plus possible de l'endurer : que, par cette raison, il seroit bien aisé de l'éloigner de lui, en lui procurant quelque emploi honorable, après quoi il pria le Roi de l'envoyer en Moscovie, en qualité d'Ambassadeur (1). Le Roi ayant approuvé cette pensée, nomma incontinent Overbury pour cette Ambassade. Rochester ayant conduit son dessein jusque-là, fit confidence à Overbury de l'intention du Roi, & feignant de ne pouvoir se passer de lui, il le pria de refuser l'emploi qui lui seroit offert, lui promettant de lui en procurer un meilleur qui ne l'éloigneroit pas de la Cour. Il ajoûta, que véritablement, il ne croyoit pas pouvoir d'abord le garantir de la colere du Roi qui vrai-semblablement, seroit irrité de son refus, mais qu'il ne doutoit pas qu'il ne pût l'appaiser en peu de jours. Overbury donna dans ce piège, & quand le Roi le fit appeller pour lui annoncer l'emploi auquel il le destinoit, il pria très-humblement Sa Majesté de jetter les yeux sur un autre. Dès qu'il se fut retiré, Rochester exagéra son orgueil & son insolence, d'oser ainsi refuser les faveurs de son Maître, ajoûtant qu'il étoit nécessaire de le châtier : qu'il s'y trouvoit lui-même intéressé, parce qu'on ne manqueroit pas de l'accuser de s'être employé pour lui. Enfin, par les sollicitations du Comte de Rochester, le Roi ordonna qu'Overbury seroit conduit à la Tour. Quelques jours auparavant, le Favori avoit fait donner la Lieutenance de la Tour au Chevalier *Gervaise Ellwys*, qui lui étoit dévoué. Dès qu'Overbury fut à la Tour, on le resserra dans une Chambre, sans lui permettre de garder un seul de ses Domestiques, ni de recevoir les visites de ses Parens & de ses Amis, rigueur qu'on observoit pas même envers les plus criminels. C'étoit-là où le Vicomte de Rochester & la Comtesse d'Essex le souhaitoient, afin de pouvoir se débarrasser de lui avec plus de facilité. Il y avoit pourtant encore quelques difficultez. On ne pouvoit pas se servir du poignard, parce que le Lieutenant de la Tour, qui doit répondre des Prisonniers, ne l'auroit pas souffert, & d'ailleurs un meurtre commis avec éclat dans une prison Royale auroit fait trop de bruit dans le monde. Il fut donc résolu de se servir du poison. Pour cet effet, Madame Turnet fournit un homme affidé nommé *Weston*, qui avoit servi son Mari, & le Chevalier *Monsson* recommanda cet homme au Lieutenant de la Tour, pour le donner au Prisonnier, en qualité de valet. Mais cela même ne suffisoit pas. Tout ce qu'on portoit à manger à Overbury étant apprêté dans la cuisine du Lieutenant de la Tour, on ne pouvoit guères se dispenser de

mettre

(1) Quelques-uns disent en France, d'autres en Flandre.

mettre ce Lieutenant dans le complot. Quelques-uns ont dit, que le Comte de Northampton lui en parla, & lui fit entendre, que tout se faisoit de l'aveu du Roi. D'autres, ont assuré, que le Lieutenant, ne voulant point prendre part à ce crime, & n'osant pourtant le découvrir à cause de la qualité des gens qui y étoient intéressés, prenoit soin de se saisir des mets que le Vicomte de Rochester envoyoit de tems en tems au Prisonnier, & les jetoit dans la garde-robe, & c'est ce qu'il y a de plus vrai-semblable, puisque, sans cette précaution, Overbury auroit été bien-tôt dépêché. Il ne put pourtant empêcher que Weston ne lui donnât certaine gelée envoyée par le Chevalier Monson, qui le mit à l'extrémité. Cela fut cause que le Lieutenant de la Tour fut encore plus soigneux de faire en sorte que personne ne vît Overbury que Weston seul. Cette précaution tenoit Weston en bride, parce qu'il comprenoit bien qu'on ne pourroit accuser que lui : c'est pourquoi, il n'osoit se hâter autant que les ennemis d'Overbury le souhaitoient. Il naissoit pourtant un inconvénient de ce délai. C'étoit que tout le monde étoit surpris de voir, que le Roi usât d'une si grande rigueur envers un ami du Vicomte de Rochester, pour une faute assez légère, si même le refus d'aller en Ambassade en Moscovie, pouvoit être regardé comme une faute. Personne n'y comprenoit rien, & l'on s'efforçoit vainement de découvrir la cause de la rigueur extrême avec laquelle Overbury étoit traité.

JACQUES
I.
1613,

Pendant que ce malheureux languissoit dans sa prison, le Vicomte de Rochester & la Comtesse d'Essex pensoient à exécuter le projet qu'ils avoient formé, c'est-à-dire, à faire rompre le Mariage de la Comtesse d'Essex, afin qu'elle pût ensuite épouser le Vicomte. Pour parvenir à ce but, sans qu'il parût que Rochester y fût intéressé, le Comte de Northampton, qui étoit dans la confiance des deux amans, se chargea de parler au Roi. Quelques-uns ont dit que le Vicomte de Rochester avoit déjà prévenu le Roi, en l'informant du dessein que la Comtesse avoit de faire rompre son Mariage, & l'avoit prié de lui procurer l'avantage d'épouser cette Dame, quand le Mariage seroit rompu : mais je ne sçai si ce fait est bien avéré. Quoiqu'il en soit le Comte de Northampton (1) présenta au Roi la Requête de la Comtesse d'Essex, contenant, que le Comte son Epoux étoit incapable de consommer leur Mariage, & qu'elle supplioit Sa Majesté de faire examiner sa plainte, afin que si elle se trouvoit bien fondée, elle pût avoir la liberté de se marier avec un autre. Sur cette Requête, le Roi fit expédier une Commission adressée à l'Archevêque de Cantorbéri, à plusieurs autres Evêques, & à quelques Laïques, auxquels il donna pouvoir d'examiner & de juger cette affaire. Cette Cour procéda fort gravement au Jugement de ce procès, & entra dans des détails particuliers & secrets qui ne convenoient guères à des Ecclésiastiques. Le Comte d'Essex étant interrogé, répondit en peu de mots, qu'il n'avoit jamais consommé son Mariage : qu'il ne se croyoit pas même en état de le consommer à l'avenir : mais qu'il ne se sentoit pas la même impuissance à l'égard des autres femmes. Quoique cet aveu favorisât beaucoup la cause de la Comtesse, la Cour jugea qu'il étoit à propos de s'assurer de la vérité par une autre voye en nommant des sages-femmes, assistées de douze Matrones, pour vi-

Le Mariage
du Comte
d'Essex est
rompu,

Wilson.
Annales de
Jacques I.

(1) L'Auteur des Annales de Jacques I. dit que ce fut le Comte de Suffolk qui présenta la Requête. C'est ici où il commence son récit. sans rien dire de ce qui avoit précédé.

JACQUES

I.

1613.

S. Anth.

Weldon, p. 80.

Annales de

Jacques I.

pag. 3.

siter la Comtesse. Cette visite étant faite, les femmes qui l'avoient visitée déclarèrent, qu'elle étoit vierge. Mais on prétend que la Comtesse, sous prétexte d'épargner sa modestie, avoit obtenu, qu'elle ne paroîtroit devant les Matrones, que voilée, & qu'on introduisit à sa place une Fille nommée Mademoiselle *Fines*, de son âge & de sa taille, & vêtue de ses habits. Je supprime une infinité de circonstances de ce procès, qui se trouvent répandues dans divers Auteurs, & que l'honnêteté ne permet pas de rapporter. Il suffit de dire en un mot, que par la Sentence qui fut rendue, le Mariage fut dissous, contre le sentiment de l'Archevêque de Cantorbéri qui publia même les raisons qui l'obligeoient à être d'un avis contraire. Mais le Roi prit soin lui-même de répondre aux raisons de l'Archevêque, & de soutenir la justice de la Sentence, en reprochant au Prelat, qu'il appuyoit son sentiment, sur des principes Puritains. L'Evêque de Winchester nommé *Bilson*, qui étoit un des Juges, ayant parlé fortement pour prouver la nullité du Mariage, son Fils reçut bien-tôt après, le titre de Chevalier. Mais le Public fut assez malicieux pour l'appeller le Chevalier *Nullité Bilson*. Cette affaire fit grand bruit, & peu d'honneur aux Juges, dont la plupart ne pouvoient pas ignorer la mauvaise réputation de la Comtesse d'Essex.

Le Vicomte de Rochester épouse la Comtesse d'Essex.

L'Epoux est fait Comte de Sommerfet.

2. Decemb.

Rog. Koke, pag. 42.

Si après la dissolution du Mariage, la Comtesse s'étoit remariée à tout autre qu'au Vicomte de Rochester, sa démarche auroit pu être aisément justifiée. Ce n'étoit pas la première fois qu'un Mariage avoit été dissous sur un pareil fondement. Mais la Sentence ne fut pas plutôt publiée, que le Vicomte rechercha publiquement cette Dame, & leur Mariage fut bien-tôt conclu. Le Roi non-seulement permit à son Favori d'épouser la Comtesse, mais il le fit même Comte de *Sommerfet*, le quatrième de Novembre, afin que le second mari ne fût pas d'un rang inférieur au premier. Le Mariage se solennisa un mois après, avec des réjouissances si extraordinaires, que si le propre Fils du Roi s'étoit marié, on n'en auroit pas pu faire davantage. La Ville de Londres se signala en cette occasion, par un superbe festin que les Magistrats donnerent aux nouveaux Mariez, & auquel le Roi, la Reine, & toute la Cour, furent invitez. Pendant quelque-tems, on n'entendit parler que de festins, de bals, de mascarades, & autres divertissemens, pour honorer les nœces du nouveau Comte de Sommerfet.

Rob. Johnst. Hist. d'Ecosse.

Tout cela donnoit occasion de parler à ceux qui n'étoient pas contents du Roi. Ils faisoient remarquer qu'en Ecosse, le Comte d'Aran, autrefois Favori du Roi, avoit épousé la Fille du Comte d'Athol, après avoir procuré, par un semblable moyen, & sur le même fondement, la dissolution du Mariage de cette Dame, avec le Comte de la Marche. Ils vouloient insinuer par là, que c'étoit le Roi qui avoit enseigné à son Favori, la maniere dont il devoit s'y prendre, pour épouser sa Maitresse. Mais ces discours ne parvenoient point jusqu'aux oreilles du Roi, les gens qu'il avoit auprès de lui, n'étant pas d'assez mauvais courtisans pour lui faire de semblables rapports.

Mort violente d'Overbury.

Wilson, p.

73.

S. Anth.

Weldon,

pag. 74.

Pendant qu'on travailloit à la dissolution du Mariage de la Comtesse d'Essex, le malheureux Overbury étoit toujours resserré dans sa prison, sans avoir la consolation de voir aucun de ses amis, comme si la faute qu'il avoit faite eût été un crime des plus atroces. Il avoit été malade à l'extrémité du poison qu'on lui avoit donné, sans qu'il eût connu la cause de sa maladie. Mais dès qu'il

qu'il eut appris ce qui se passoit , il ne fut plus en doute sur l'auteur de sa misère. Dans cet état lamentable , il ne vit point d'autre ressource que d'écrire au Favori pour le supplier de le tirer du triste état où il se trouvoit. Rochester lui répondit , que le Roi étant toujours fort irrité , il n'avoit pu encore trouver d'occasion favorable pour lui parler de lui ; mais qu'il espéroit de le faire dans peu de jours. On dit même , qu'il lui envoya dans sa Lettre certaine poudre , comme un remède assuré pour le guérir de son mal. Mais Overbury n'eut garde de s'en servir. Enfin , les deux amans s'impatientant de voir vivre si longtems un homme qui pouvoit un jour les perdre , lui firent donner par un garçon d'Apothicaire , nommé *Franklin* , un lavement empoisonné qui termina ses malheurs avec sa vie. Quelques-uns ont dit , que Weston & Franklin voyant les effets extraordinaires que le lavement produisoit , & craignant que s'ils laissoient plus longtems agir le poison , il ne laisât sur le corps des marques qui témoigneroient contr'eux , étouffèrent ce malheureux avec la couverture du lit. Dès qu'il fut mort , on l'enterra promptement sans aucune cérémonie , & on fit courir le bruit , qu'étant mort de la verole , il étoit si corrompu , qu'on n'avoit pu le garder plus longtems. C'est ainsi que le Comte de Northampton s'exprimoit dans une Lettre qu'il écrivit au Favori pour lui apprendre la mort d'Overbury , admirant en même-tems , les effets de la Justice de Dieu sur ce méchant homme (1).

Le Comte de Sommerfet croyoit avoir beaucoup gagné en se défaisant d'Overbury. Mais d'un autre côté , il se trouvoit bien plus embarrassé dans le maniement des affaires , depuis qu'il n'étoit plus assisté de ce fidèle Conseiller. Comme son peu d'expérience lui rendoit tout difficile , il se vit obligé de choisir un autre ami , & ce fut le Comte de Northampton qui prit la place d'Overbury. Mais il y avoit bien de la différence entre ces deux Conseillers. Overbury ne tendoit qu'à procurer de l'honneur & de la gloire à son ami , & la principale vûe du Comte de Northampton étoit de se servir de son crédit pour favoriser les Catholiques Romains. Depuis qu'il étoit en faveur auprès du Roi , il les avoit toujours protégés , autant qu'il avoit été en son pouvoir : c'étoit une chose connue de tout le monde. Mais depuis qu'il se fut comme rendu maître de l'esprit du Favori , il ne garda presque plus de ménagemens à cet égard. Comme il étoit Gouverneur des Cinq Ports , il faisoit en sorte que les Jésuites & les Prêtres Romains pouvoient y aborder en toute sûreté , sans être examinés à leur arrivée. Par ce moyen , leur nombre s'accrut tellement en fort peu de tems , que le Peuple en murmuroit hautement , & en rejettoit la faute sur le Comte de Northampton. Cela fut cause , que pour fermer la bouche à ceux qui parloient trop hardiment , il intenta contre quelques-uns , un procès qu'on appelle en Angleterre , *De scandalis Magnatum* (2). Il se persuadoit , qu'il n'étoit pas possible de le convaincre d'une chose qui n'étoit fondée que sur des bruits publics , & que la Justice n'admettant point ces sortes de preuves , il feroit taire ses ennemis par le châtimement de quelques-

JACQUES
I.
1613.

Sir Anst.
Weldon.

1614.
Le Favori
se livre au
Comte de
Northamp-
ton ,

qui favorise
les Papistes.
Wilson ,
pag. 74.

Historical
Narration of
the 14. first
years of K. J.

(1) Les partisans du Roi Jacques I. ont donné à Overbury un fort mauvais caractère , apparemment pour diminuer l'horreur du crime du Vicomte de Rochester.

(2) C'est une Loi qui tend à faire conserver aux Grands le respect qui leur est dû , & qui défend de mal parler d'eux , sous certaines peines.

JACQUES I. 1614.
Wilson, p. 74.
Rog. Coke, pag. 44.

Mort du
 Comte de
 Northamp-
 ton.

*Annales de
 Jacques I.
 pag. 4.*

Les Puri-
 tains sont
 chagrinés.

*Wilson, p.
 74.*

*Annales de
 Jacques I.
 pag. 7.*

Prodigalité
 du Roi.
*Wilson,
 pag. 76.*

quelques-uns de ceux qui avoient osé parler contre lui. Mais l'Archevêque de Cantorbéri rompit ses mesures, en produisant une Lettre écrite de la propre main du Comte, au Cardinal Bellarmin, dans laquelle il disoit, qu'en-
 core que l'état des affaires d'Angleterre, & les sollicitations du Roi l'eussent engagé à faire une profession extérieure de la Religion Protestante, il étoit pourtant toujours Catholique, & toujours prêt à favoriser les Catholiques de tout son pouvoir. Cette Lettre fut cause que la Cour déchargea les accusés. Le Roi même fit au Comte, sur ce sujet, des reproches qui l'obligèrent à se retirer dans une maison de campagne, où il mourut bien-tôt après. Il déclara dans son Testament, qu'il avoit toujours été Catholique, & qu'il vouloit mourir dans cette Religion. C'est ainsi qu'en parlent plusieurs Historiens. Mais l'Auteur anonyme des Annales de Jacques I. & de Charles I. qui a pris à tâche de justifier ces Princes, leurs Ministres, & leur Gouvernement, en toutes choses sans rien excepter, n'a pas oublié de justifier aussi le Comte de Northampton. Il dit entr'autres choses que l'accusation d'avoir eu part au meurtre d'Overbury, n'étoit qu'un simple bruit qui même ne se répandit qu'après la mort, comme si c'étoit une preuve certaine de son innocence. Quant à la Religion du Comte, le même Auteur dit *qu'il mourut soupçonné d'être Catholique, plus que quelques-uns ne croyoient que ce soupçon fut fondé, quoique Papiste dans ce qui regarde la forme de l'Eglise.*

Les dispositions de la Cour n'étoient pas si favorables aux Puritains qu'aux Papistes. Les premiers étoient regardés comme des ennemis du Roi & du Gouvernement Monarchique, & ceux-ci comme souhaitant de tout leur cœur, que le Roi ne trouvât point d'opposition à ses volontés. C'en étoit assez pour obliger la Cour à favoriser les uns, & à faire essuyer aux autres des mortifications continuelles. Vers le Printemps de cette année, quelques familles Presbytériennes résolurent d'aller s'établir en Amérique, dans les Plantations Angloises, pour y jouir d'une tranquillité qu'elles ne pouvoient trouver en Angleterre. L'Auteur dont je viens de parler au sujet du Comte de Northampton, dit que c'étoient des gens de diverses Sectes Schismatiques, connus sous le nom de *Puritains*, nom qui comprenoit tout ce qu'il y avoit de bon & de mauvais dans ces Sectes, lesquelles on pouvoit véritablement & naturellement distinguer en ces deux espèces, de *Puritains coquins*, & de *coquins Puritains*. Comme il n'étoit pas impossible, que par cet accroissement de familles Presbytériennes, les Plantations Angloises ne devinssent des Séminaires de Non-Conformistes, la Cour donna ordre de les empêcher de partir. En fuite, après qu'on eut examiné ceux qui vouloient s'embarquer, on donna la permission à quelques-uns de continuer leur voyage, & on en retint d'autres qui furent obligés de se rendre cautions de ceux qui partoient.

Il y avoit déjà près de quatre ans que le Roi n'avoit point assemblé de Parlement. C'étoit un grand soulagement pour lui que de n'avoir rien à démêler avec la Chambre des Communes, toujours prête à se plaindre des Grieffs, & à en prendre occasion d'examiner la conduite du Souverain ou de ses Ministres. Il étoit bien plus doux pour lui de commander absolument & sans dépendance. Mais il y avoit en cela un fâcheux inconvénient. C'est qu'il falloit sans cesse inventer de nouveaux moyens pour recouvrer de l'argent, & ces moyens appuyés d'une autorité absolue, faisoient beaucoup murmurer le

le Peuple. Ils ne produisoient pas même tout ce qui étoit nécessaire au Roi qui aimoit la magnificence, & qui étoit toujours prêt à donner. C'étoit en cela que consistoient ses besoins qui se multiplioient sans cesse, ses revenus tant ordinaires qu'extraordinaires n'étant pas suffisans pour ses dépenses. Il sembloit pourtant qu'il eût un fonds inépuisable, tant il donnoit avec profusion, sans considérer par quels moyens il remplaceroit ce qu'il donnoit sans nécessité. Voici un exemple de sa libéralité qui peut servir à faire connoître son caractère. Un jour qu'il étoit dans une galerie, n'ayant avec lui que le Chevalier *Rich* qui fut ensuite Comte de Holland, & *Jacques Maxwell*, quelques hommes passèrent avec trois mille livres sterling qu'ils alloient porter au Secrétaire de la Bourse privée. *Rich* voyant cet argent, se tourna vers *Maxwell*, & lui dit quelques mots à l'oreille. Le Roi s'en étant aperçu, voulut sçavoir ce que c'étoit, & *Maxwell* lui répondit, que *Rich* s'estimeroit bien heureux s'il avoit cet argent dans son coffre. Sur cela le Roi ayant appelé les porteurs, leur ordonna d'aller porter cet argent chez *Rich*, à qui il dit en même-tems, qu'il avoit plus de plaisir à lui faire ce présent, qu'il n'en pouvoit avoir lui-même à le recevoir.

JACQUES
I.
1614

VWilson
pag. 76.

Remarque
sur ce sujet.

Si le Roi avoit fait de semblables libéralitez de son abondance, ou de ses épargnes, on ne pourroit que louer sa générosité. Mais malheureusement, pour fournir à ces sortes de profusions, envers quelques Particuliers, il falloit mécontenter tout le reste du Peuple, & se servir, pour recouvrer de l'argent, de divers moyens extraordinaires, que la Nation regardoit comme autant de Griéfs, dont elle se plaignoit hautement. Bien plus, il falloit se réduire à n'assembler plus de Parlement, ou à se broüiller avec la Chambre des Communes. Jacques étoit pourtant le Salomon du Siècle, le plus sage, le plus prudent, le plus juste de tous les Rois. Ce sont du moins les épithètes qu'on lui donnoit communément, & qui se trouvent même répandues dans plusieurs Histoires qui ont été écrites depuis le rétablissement de Charles II.

La bonté excessive du Roi le mettant toujours à l'étroit, il eut enfin recours à un projet formé par le feu Comte de Salisbury. Ce fut de créer des *Chevaliers Baronnets*, qui faisoient un Corps de Noblesse mitoyen, entre les Barons & les Chevaliers ordinaires. Le nombre en fut d'abord fixé à deux cens : mais le Roi n'en fit que cent à la première promotion. Pour obtenir cet honneur qui devoit être héréditaire dans les familles, chaque nouveau Chevalier étoit obligé de financer deux mille livres sterling. Mais afin de donner quelque couleur à cette nouvelle institution, les Patentes qui furent données aux nouveaux Chevaliers, les obligeoient à entretenir chacun trente Soldats. Dans la suite, on leur fit entendre, que s'ils vouloient composer avec le Roi, & donner toute la somme argent comptant, on leur en quitteroit une partie, & que le Roi se chargeroit d'entretenir ses troupes en Irlande, & il n'y en eut pas un qui n'acceptât ce parti. L'Auteur des Annales, dont j'ai déjà parlé, assure que le Roi ne tira qu'environ cent mille livres sterling des nouveaux Chevaliers, & que l'entretien des troupes d'Irlande lui coûta beaucoup plus. Ainsi, selon lui, ce nouvel Ordre de Noblesse ne fût institué que pour soulager les Sujets.

Création de
Chevaliers
Baronnets.
*Annales of
King. James
I. pag. 8.*

Outre le moyen dont je viens de parler, le Roi en employoit beaucoup d'autres pour remplir ses coffres quand ils étoient vuides, sans être obligé d'a-

Autres
moyens

K ij voir

JACQUES I.
1614.
pour avoir
de l'argent.
Rog. Coke,
pag. 33.

voir recours au Parlement. Je ne ferai que les indiquer, sans prétendre décider si le Roi excédoit ou non sa *Prérogative*. 1. Le Roi, par ses Lettres Patentes, attribuoit à des Particuliers le trafic de certaines marchandises, à l'exclusion de tous autres, & tiroit de grandes sommes de ces sortes de faveurs. 2. Il fit revivre une ancienne coutume par laquelle ceux qui avoient quarante livres sterling de revenu en fonds de terre, étoient obligez de recevoir l'Ordre de Chevalerie, ou de composer avec le Roi pour s'en exempter. Anciennement, un revenu de quarante livres étoit considérable : c'est pourquoi on jugeoit que ceux qui avoient un tel revenu étoient propres à être faits Chevaliers, & en cette qualité, à servir le Roi dans ses Guerres, ou à lui fournir des Soldats. Mais du tems de Jacques I. c'étoit peu de chose : Il y avoit une infinité d'Anglois qui en avoient davantage, & qui n'ayant aucune envie de devenir Chevaliers, aimoient mieux donner une somme au Roi que de s'engager à recevoir un honneur qui les rendoit trop dépendans. 3. Le Roi fit un certain nombre de Chevaliers appelez *Chevaliers de la nouvelle Ecosse*, dont chacun lui fournit une somme d'argent. 4. Les Dignitez de Baron, de Vicomte, de Comte, furent mises à prix. Le Roi recevoit pour faire un Baron dix mille livres sterling, pour un Vicomte, quinze mille, & vingt mille pour un Comte. Ainsi, quiconque avoit de l'argent, pouvoit prétendre à être fait Pair du Royaume. 5. Les mêmes Dignitez furent aussi taxées en Ecosse & en Irlande, quoi qu'à un moindre prix. 6. Ceux qui avoient des titres défectueux étoient obligez de composer avec le Roi, pour les faire rectifier, sans quoi ils étoient déclarez nuls. 7. La Chambre étoilée condamnoit à des amendes excessives au profit du Roi, ceux qui tomboient sous sa main. J'en ai déjà rapporté quelques exemples, & j'aurai occasion d'en faire remarquer d'autres dans la suite. 8. On peut ajouter à tout cela les sommes que le Roi avoit levées sur les Sujets, lorsqu'il avoit fait le Prince son Fils Chevalier, & lorsqu'il avoit marié sa Fille.

Il auroit eu encore un bon moyen pour recouvrer de l'argent, s'il avoit exigé des Etats des Provinces Unies, les sommes qu'ils lui devoient. Mais si l'on en croit certains Historiens, il n'osoit les demander, de peur de s'engager dans une Guerre, en cas de refus. On pourroit en donner une raison plus vraisemblable, en disant que les Places qu'il tenoit en Hollande & en Zélande rendoient, en quelque maniere, les Etats dépendans de lui, s'il n'eût pas fait voir deux ans après, que ce n'étoit pas la véritable, en recevant son payement lorsque les Etats le lui offrirent.

Le Roi se
résout à
convoquer
un Parle-
ment.
VVilson,
p. 77.

Enfin, les revenus du Roi ne suffisant pas pour les dépenses qu'il faisoit, il fallut avoir recours à un Parlement. Le Comte de Sommerfet n'ayant plus avec lui, ni Overbury, ni le Comte de Northampton, ne sçavoit plus de quel côté se tourner pour faire trouver de l'argent au Roi, & le Grand Trésorier son Beau-Pere n'étoit pas moins embarrassé. Tous les moyens extraordinaires leur paroissant épuisés, ils proposerent au Roi de convoquer un Parlement. Pour l'engager à faire cette démarche, ils lui firent espérer, que, par leur crédit & par leurs intrigues, ils feroient en sorte que le plus grand nombre des Députés des Communes seroit à leur dévotion. Le Roi eut de la peine à y consentir : mais enfin, il se laissa persuader, & un Parlement fut convoqué pour le premier d'Avril.

Ce Parlement ne se trouva pas composé de la manière qu'on l'avoit fait espérer au Roi. Le Peuple qui étoit mécontent, bien loinde se laisser gagner par les intrigues de la Cour, choisit des Députés d'un caractère tout opposé à celui que les Ministres souhaitoient. Dès le premier jour, le Roi demanda un secours d'argent, pour le Mariage de sa Fille, & dit aux Communes, qu'après qu'elles auroient expédié cette affaire, il leur permettroit d'examiner les Grieffs de la Nation. Mais les Communes jugerent à propos de renverser l'ordre qu'il leur prescrivoit, & de commencer par les Grieffs. Au lieu donc d'accorder d'abord de l'argent au Roi, comme il l'avoit espéré, elles voulurent examiner à quoi les revenus de la Couronne avoient été employez. Le résultat de cet examen fut, que le Roi avoit fait aux Ecoffois, des dons excessifs tant en Terres qu'en argent, & que les Ecoffois ayant vendu ces Terres aux Anglois, en avoient envoyé l'argent en Ecosse, au préjudice de l'Angleterre. Si l'on avoit examiné avec le même soin ce que le Roi avoit donné aux Anglois, on en auroit trouvé dix fois davantage, de l'aveu même des Historiens : mais on n'y voyoit pas le même inconvénient.

Ensuite, la Chambre examina quelles pouvoient être les causes de l'accroissement du nombre des Papistes récusans, vû qu'il sembloit au contraire, que les Loix faites depuis la Conjuration des poudres, auroient dû le faire diminuer sensiblement. Elle trouva pour première cause, que le Roi admettoit dans son Conseil, des Seigneurs Papistes connus publiquement pour tels. Pour la seconde, les négociations dans les Pais étrangers en vûe de marier le feu Prince Henri, & le Prince Charles, avec des Princesses Papistes.

Après cela, on fit passer en revûe les Monopoles permis & autorisez par des Lettres Patentes du Roi, au grand préjudice du Commerce ; & les levées d'argent extraordinaires, sans l'intervention du Parlement. Sur tous ces Grieffs, il fut résolu de présenter une Adresse au Roi pour les lui représenter, & pour le prier de les faire cesser, & sur tout, d'empêcher à l'avenir l'établissement des Ecoffois en Angleterre.

Les manieres rudes de la Chambre Basse étoient si opposées à celles des Courtisans, qui ne parloient jamais du Roi qu'avec admiration, que le Roi n'eut pas la patience de les endurer. Ainsi, le 7. de Juin, il cassa le Parlement, après une Séance d'environ deux mois, pendant laquelle il ne s'étoit fait aucun Statut. Le Parlement ne fut pas plutôt dissous, que le Roi fit mettre en prison quelques-uns des Membres de la Chambre Basse, qui avoient parlé le plus hardiment, & défendit de les admettre à donner caution.

Le Parlement n'ayant pas répondu à l'attente du Roi, & ses coffres se trouvant vuides, il fallut avoir recours à de nouveaux moyens pour les remplir. Mais avant que de parler de ces moyens, il ne sera pas hors de propos de faire connoître, une des principales causes qui avoient contribué à mettre le Roi dans l'indigence. C'étoit le Mariage de l'Electrice sa Fille, qui lui avoit coûté bien près de cent-mille livres sterling, selon le compte suivant que l'Auteur anonyme des Annales dont j'ai parlé ci-dessus a inséré dans son Livre.

Pour la table de l'Electeur Palatin, pendant son séjour en Angleterre.

6000 livres.

K. iij,

Pour

JACQUES
1.
1614.
Le Parlement s'assemble.
Le Roi demande de l'argent.
Rog. Koke, pag. 43.
La Chambre Basse examine les Grieffs.
1. Grieff, mauvais emploi des revenus du Roi.
Sir Anth. Weldon, pag. 59.
2. L'Accroissement des Papistes.
3. Les Monopoles.
La Chambre vote une Adresse au Roi.
Le Parlement est cassé.
W. Wilson, pag. 77.
Rog. Koke, pag. 43.
Quelques Membres des Communes sont emprisonnez.
Compte de la dépense pour le Mariage de l'Electrice Palatine.
Annales de Jacques I. pag. 92.

JACQUES
I.
1614.

Pour le festin lors de l'installation du même Prince dans l'Ordre de Saint George.	4000 livres.
Pour le festin des nœces.	2000 l.
Pour le logement des Domestiques de l'Electeur.	830 l.
Pour les habits de la Princesse.	6252 l.
Pour la fourniture de sa Chambre.	3023 l.
Pour ses habits & autres nécessitez chez le Lord Harrington.	1829 l.
Pour les bijoux & habits de ses Domestiques.	3914 l.
Payé à divers Marchands pour des étoffes de soye.	995 l.
Pour les habits de masque des Seigneurs lors de son Mariage.	400 l.
Pour le combat naval & le feu de joye sur la Tamise.	4800 l.
Plus, pour d'autres feux de joye sur la Tamise.	2880 l.
Pour son voyage de Londres à Heidelberg, & pour sa bourse.	2000 l.
A ceux qui ont été envoyez avec l'Electrice pour faire établir son douaire.	800 l.
Pour son transport à Fleissingue.	5555 l.
Pour sa dot, payé à l'Electeur.	40000 l.

En tout. . . 93294 l. (1).

Le Roi le-
ve une Bénévolence
forcée.
Wilson,
p. 72.
Annales de
Jacques I.
pag. 10.
Rog. Koke,
pag. 43.

Le Roi ne voulant plus convoquer de Parlement, c'étoit une nécessité que de chercher des moyens extraordinaires pour subvenir à ses dépenses, ses revenus ordinaires n'étant rien moins que suffisans. C'étoit dans cette vûe, que certaines gens s'occupoient à fouiller dans les Histoires, pour découvrir ce que les Rois précédens avoient fait dans des cas semblables, ou lorsque le tems ne leur avoit pas permis d'assembler le Parlement. Entre tous ces moyens, la Cour choisit celui de la *Bénévolence*, inventé par Edoïard IV. aboli sous Richard III. & renouvelé une seule fois, si je ne me trompe, par le Parlement même, sous le Regne de Henri VIII. Cependant l'Auteur des Annales que j'ai souvent cité, prétend, que Jacques ne fit que suivre l'exemple constant de tous ses Prédécesseurs, & c'est sur ces exemples prétendus, aussi bien que sur ce qui se pratique en France & en Espagne, qu'il entreprend de le justifier. Mais il y auroit trop de choses à dire sur cette matiere, si on vouloit s'y arrêter.

La résolution étant prise non pas de demander simplement, mais d'exiger une Bénévolence, tous les Sherifs du Royaume reçurent ordre du Conseil, de demander à tous les Particuliers de leur district, un présent volontaire, proportionné aux besoins du Roi. En même tems, il leur étoit expressément ordonné d'envoyer au Conseil les noms de ceux qui refuseroient de donner, ou qui ne donneroient pas à proportion de leurs facultez. Cela fait voir, que le Roi ne prétendoit pas que la Bénévolence fût entièrement volontaire. Ce moyen n'eut pourtant pas tout le succès que le Roi s'en étoit promis. Autant que les Sherifs & les Partisans de la Cour étoient ardens à solliciter

(1) Quoique ce détail semble peu nécessaire, il peut servir néanmoins à faire connoître l'humeur libérale du Roi, & la pensée où il étoit que le Parlement étoit obligé de lui fournir de l'argent pour ces dépenses.

solliciter la libéralité du Peuple, autant d'autres personnes se faisoient un devoir de l'en détourner, en lui en faisant connoître les conséquences. Ainsi, s'il en faut croire l'Auteur des Annales, cela ne produisit au Roi, que 52909. livres sterling, *Somme*, ajoute-t'il, *qui, toute petite qu'elle étoit, ne laissa pas de faire enrager les prétendus pilliers de la Liberté, gens dont les complots ne tendoient qu'à rendre le Royaume misérable, qui ayant honte de se voir surpasser par les autres, en honnêteté, attiroient sur eux une note de malignité. . . . Ils vouloient néanmoins se mêler de tout, & tâchoient de prouver par des raisons frivoles, que c'étoit contre les libertez de la Nation, quoique, de tout tems, ce fut une coutume établie, par les exemples des Rois précédens.* D'autres en parlent tout autrement, & font regarder cette maniere de lever de l'argent sur le Peuple, comme une véritable exaction, & une infraction de ses privilèges. C'est ainsi que les Historiens de Jacques I. se contrarient les uns les autres, non pas dans les faits, mais dans les principes, les uns regardant comme illicite, ce que les autres soutiennent comme un droit indubitable du Roi & de la Couronne.

JACQUES
I.
1614.

Remarque
sur les His-
toriens de
Jacques I.

La somme que le Roi tira de cette Bénévolence, quoique médiocre, lui vint pourtant bien à propos pour la reception du Roi de Danne-marck qui lui fit une seconde visite, avec une suite de quarante personnes seulement. Pendant quinze jours que ce Prince demeura en Angleterre, les fêtes & les divertissemens ne discontinuerent point.

Visite du
Roi de Dan-
ne-marck.
Wilson,
pag. 78.
Annales de
Jacques I.

Peu de tems après, le Roi reçut, avec beaucoup de pompe, un Ambassadeur de Moscovie que le Czar lui envoyoit pour le prier d'être Médiateur entre lui & le Roi de Suede, à l'occasion des différends qu'ils avoient ensemble.

Ambassade
de Mosco-
vie.

Jusqu'alors, le Comte de Sommerfet possédoit le cœur du Roi si entièrement, que la Reine même en conçut de la jalousie. Quelques-uns ont dit, qu'elle avoit sur le cœur la mort du Prince Henri, & qu'elle le soupçonnoit d'en être l'Auteur. D'autres disent seulement, que la fortune aveugloit tellement le Favori, qu'il manquoit de respect pour la Reine. Quoiqu'il en soit, elle avoit contre lui une haine très-violente, & afin de pouvoir mieux réussir à le ruiner, elle crut qu'il étoit à propos de mettre dans son parti, Rodolphe *Winwood* qui étoit toujours Secrétaire d'Etat, mais sans exercer la charge, du moins dans les affaires les plus importantes, parce que le Comte de Sommerfet s'étoit saisi de la direction de tout. *Vinwood* ne balança point à se liguier avec la Reine, pour perdre ce Seigneur qui ne lui laissoit que le seul titre de Secrétaire. C'étoit-là un préparatif à la révolution qui arriva l'année suivante.

Projets con-
tre le Favo-
ri.
Wilson,
pag. 79.

S. Anth.
VVeldon,
pag. 93.

Avant que de finir celle-ci, je ne dois pas oublier de dire un mot de l'entreprise mémorable d'un Orfèvre de Londres, nommé *Midleton*, qui, étant autorisé d'un Acte de Parlement, trouva le moyen de faire venir de l'eau de la Province de Hartford, dans les principales places de Londres, pour la commodité des Habitans.

Eau con-
duite dans
les places
de Londres.

Le Roi avoit accoutumé de faire tous les ans deux voyages dans le Royaume, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. On appelloit ces voyages des *Progrès*, dont l'un se faisoit en Hiver, & l'autre en Été. Dans le Progrès d'Hiver de l'année 1615. il passa par Cambridge où les Etudiens le regalerent d'une

Voyage du
Roi à Cam-
bridge.
Rog. Ro-
gers,
pag. 44.

Comédie

JACQUES
I.
1615.
Comédie
intitulée
Ignoramus.

George
Villers pa-
roit devant
le Roi.

Son origine.
Wilson,
pag. 79.

*Annales de
Jacques I.
pag. 30.*

Commen-
cement de
sa fortune.

Il est Echar-
son du Roi.

Comédie intitulé *Ignoramus*, qui tournoit en ridicule le Droit Commun d'Angleterre. On ne pouvoit mieux divertir le Roi que par cet endroit. Le Droit Civil, ou les Loix faites par l'autorité suprême des Empereurs lui paroïssoit d'une toute autre valeur que le Droit Commun, ou es Loix faites par les Parlemens, & il ne pouvoit s'empêcher de lancer, de tems en tems, contre celui-ci, des traits qui faisoient assez connoître le peu de cas qu'il en faisoit. Aussi cette Comédie lui fut-elle si agréable, qu'il la fit jouer deux fois en sa présence, pendant le peu de séjour qu'il fit à Cambridge.

Ce fut à une de ces deux représentations que ce Prince se trouva frappé d'un nouvel objet qui fit sur son ame le même effet que Robert Carr y avoit fait, la première fois qu'il l'avoit vû. C'étoit un jeune Gentilhomme nommé *George Villers*, qui parut à ses yeux, avec tous les avantages d'une bonne mine, d'une taille bien prise, & d'un habit brillant & bien entendu. Tout le monde s'aperçut qu'il regardoit ce jeune homme avec plaisir, & dès-lors on jugea que Villers pourroit bien supplanter le Comte de Sommerfet. C'étoit en effet dans ce dessein que certains Seigneurs l'avoient produit devant le Roi, & l'avoient placé à la Comédie vis-à-vis de lui.

George Villers étoit d'une bonne & ancienne famille de la Province de Leicester, Fils du Chevalier *Edouard Villers*, & d'une seconde femme qui lui avoit donné trois Fils, dont George étoit le second. Après la mort du Chevalier Villers, sa veuve avoit épousé *Thomas Compton*, Frere du Lord de même nom. George Villers n'étant qu'un cadet d'un second lit, sa fortune ne pouvoit être que médiocre, & néanmoins, Madame Compton sa Mere ne laissa pas de prendre beaucoup de soin de son éducation. Après qu'il eut achevé ses études, elle l'envoya en France, où il apprit parfaitement la Langue Françoisse, avec tous les exercices qui conviennent à un Gentilhomme, & particulièrement la danse, dans laquelle il excelloit. Lorsqu'il fut retourné de son voyage, sa Mere voulut qu'il allât à la Cour pour tâcher de s'y faire connoître, & pour s'y procurer des amis & quelque emploi. Il n'y fut pas plutôt arrivé, que le Comte de Pembroke, le Comte de Berford, & quelques autres Seigneurs ennemis du Favori, & qui cherchoient les moyens de le ruiner, jugerent que ce jeune homme pourroit servir à leur dessein. Ils connoissoient assez le Roi pour pouvoir espérer qu'il se laisseroit prévenir par les qualitez extérieures qui se trouvoient dans ce nouveau venu. Ce fut dans cette vûe, qu'ils lui fournirent libéralement de quoi se mettre en état d'attirer sur lui les regards du Roi. Leur projet eut d'abord tout le succès qu'ils en avoient attendu. Le Roi étant à la Comédie, regarda & admira George Villers, & ne put s'empêcher de donner des marques de son inclination naissante. Il prit pourtant soin de la cacher autant qu'il lui fut possible, pour ne pas causer du chagrin au Comte de Sommerfet : mais cela n'empêcha pas, que dès ce moment, il ne prît la résolution de garder Villers auprès de lui, s'imaginant qu'il pourroit aisément les garder tous deux. Ainsi, pour se donner le loisir de ménager cette affaire, il fit en sorte sous main, que Villers acheta une charge d'Echanson, & lui fit donner en secret, des instructions sur la maniere dont il devoit se conduire.

Quelque précaution que le Roi pût prendre pour cacher sa nouvelle inclination,

clination, les Courtisans ne laissoient pas de s'en appercevoir. Sommerfet comme plus intéressé s'y laissoit encore moins tromper que les autres. Comme la charge de Grand Chambellan lui donnoit une grande autorité sur les Domestiques du Roi, il ne manquoit point l'occasion de chagriner Villers, & de lui causer quelque mortification. Celui-ci souffroit tout avec patience, & le Roi feignoit de ne pass'en appercevoir. Mais enfin, il arriva un accident qui ne permit pas au Roi de dissimuler plus long-tems. C'étoit la coutume que l'Echançon qui étoit de tour pour le service, avoit la premiere place à la table où les Echançons mangeoient. Villers ayant commencé son mois, prit le haut bout, pendant tout le tems de son service, sans que personne le lui disputât. Mais ayant voulu se mettre à la même place après que son mois fut fini, celui qui étoit de tour l'en fit ôter d'une maniere un peu rude qui lui causa beaucoup de confusion. Quelques jours après, ce même Echançon, en portant à boire au Roi, laissa tomber, soit par hazard, ou à dessein, un verre de vin sur Villers, qui lui donna un soufflet. La Loi observée depuis un très-long-tems à la Cour est, que celui qui frappe quelqu'un dans la maison du Roi, doit avoir la main coupée, avec beaucoup de formalitez. C'est au Grand Chambellan à faire Justice des crimes de cette nature, & le Comte de Sommerfet ne manqua pas à faire tout ce qui dépendoit de lui, pour faire exécuter la Loi à toute rigueur. Mais le Roi accorda un pardon au coupable, sans ordonner aucune satisfaction à la Partie offensée. Ce fut-là le premier témoignage public qu'il donna de son affection pour Villers.

Depuis ce tems-là, les ennemis du Comte de Sommerfet ne cessèrent point de travailler à le ruiner dans l'esprit du Roi, à quoi ils ne pouvoient mieux réussir, qu'en fomentant la nouvelle inclination du Roi par les loüanges excessives qu'ils donnoient à Villers. La vérité est, que même avant que d'avoir vu Villers, le Roi commençoit à se dégouter du Comte de Sommerfet qui n'avoit plus les mêmes agrémens qu'il avoit eus au commencement de sa faveur. Depuis son Mariage avec la Comtesse d'Essex, il s'étoit livré à la mélancholie dont, selon les apparences, la mort d'Overbury étoit la cause. Il se négligeoit beaucoup dans sa personne & dans ses habits. Son esprit n'avoit plus la vivacité qui l'avoit rendu agréable au Roi, & son humeur devenuë tout à fait sombre, le portoit à s'opposer avec dureté à certains jeux folâtres qui se faisoient quelquefois dans l'antichambre du Roi, & auxquels ce Prince prenoit un plaisir singulier. Il étoit même devenu si intéressé, qu'il ne faisoit plus rien pour personne, qu'à force d'argent. Ses ennemis ne négligeoient pas d'en informer le Roi, ou de le lui faire entendre indirectement, sachant combien cela pouvoit contribuer à lui faire perdre sa faveur, puisqu'il n'y avoit point de défaut qui fût plus opposé à l'humeur du Roi que l'avarice. La Reine de son côté, ne perdoit point d'occasion de lui rendre de mauvais offices : de sorte que, selon toutes les apparences, le projet de donner Villers au Roi, pour Favori, n'avoit été formé que sur les marques qu'on avoit apperçûes du commencement de la décadence du Comte de Sommerfet.

Toute la Cour s'apercevoit du changement qu'il y avoit dans l'esprit du Roi depuis qu'il avoit Villers auprès de lui, & tout le monde travailloit à l'envi,

JACQUES
I.
1615.

Avanture
arrivée à
Villers.

Le Roi lui
donne une
grande mar-
que de sa
faveur.

Le Roi se
dégoute de
Sommerfet.
Rog. Koke.

On engage
la Reine à
travailler

JACQUES

I.

1615.

pour Villers.

*Justification
d'Abbot Archevêque de
Cantorbéri
dans les Col-
lections de
Rushworth
an. 2. de
Ch. I.*

*Rushworth,
pag. 490. &
suiv.*

*Rog. Koke,
pag. 100.*

Il est fait
Gentilhomme de la
Chambre.

L'Archevê-
que l'in-
struit de son
devoir.

Le Roi lui
donne 1000.
livres ster-
ling.

l'envi, à pousser l'ancien Favori dans le précipice. Le meilleur moyen pour parvenir à ce but, étoit d'obliger le Roi à se déclarer pour Villers : mais il y avoit une grande difficulté à surmonter. C'étoit que le Roi, par un artifice assez grossier, ne vouloit point de Favori qui ne lui fût recommandé par la Reine, afin que si elle s'en plaignoit dans la suite, il pût lui répondre qu'il l'avoit reçu de sa main. C'étoit-là le tour d'esprit de ce Prince qui croyoit, par une semblable finesse, pouvoir duper la Reine & toute la Cour. Il s'agissoit donc d'obtenir de la Reine, qu'elle recommandât Villers au Roi. Mais elle étoit déjà prévenue contre ce jeune homme, & n'ayant pas les mêmes yeux que le Roi, elle ne trouvoit rien en lui, qui fût digne d'une si grande élévation. Peut-être même avoit-elle jetté les yeux sur quelque autre pour lui procurer cette fortune. Les ennemis de Sommerfet connoissant la disposition de la Reine à l'égard de Villers, jugerent qu'il n'y avoit que l'Archevêque de Cantorbéri qui pût la porter à faire ce qu'ils fouhaitoient. L'Archevêque, qui n'aimoit ni n'estimoit le Comte de Sommerfet, se chargea volontiers d'en parler à la Reine : mais sa première tentative ne réussit pas. La Reine qui connoissoit parfaitement le génie du Roi, répondit au Prélat, que ni lui ni ceux qui le faisoient agir ne sçavoient pas à quoi ils s'engageoient. *Je connois le Roi mieux que vous*, ajouta-t-elle, *si ce jeune homme est reçu sur le pied de Favori, ceux qui s'employent pour lui seront les premiers à s'en repentir, & je ne serai pas la dernière. Le Roi lui enseignera à nous mépriser & à nous maltraiter, afin qu'il n'ait point d'autre appui que lui seul.*

Pour cette fois l'Archevêque ne pût rien obtenir de la Reine : mais dans la suite, il la pressa tellement, qu'enfin elle pria le Roi de recevoir Villers sur le pied de Favori. Le Roi, qui n'attendoit que cela, fit incontinent appeler Villers, le fit Chevalier avec l'épée que le Prince Charles portoit à son côté, & ordonna qu'on lui fit prêter Serment, en qualité de Gentilhomme de sa Chambre. Sommerfet, qui en fut averti, alla incontinent prier le Roi de se contenter de donner à Villers une place de *Groom*, ou de Gentilhomme servant, mais l'Archevêque & d'autres Seigneurs supplierent la Reine d'achever son ouvrage, & enfin Villers fut reçu dans le poste que le Roi avoit d'abord ordonné. Dès qu'il fut hors de la présence du Roi, il alla trouver l'Archevêque, reconnoissant qu'il lui étoit redevable de sa fortune, il le pria de lui donner quelques leçons pour lui aider à se conduire. Le Prélat lui répondit, qu'il avoit trois leçons à lui donner, la première, de prier Dieu sans cesse pour la prospérité du Roi, & de demander pour lui-même la grâce de bien servir son Maître. La seconde de travailler continuellement à entretenir une bonne union entre le Roi, la Reine, & le Prince. La troisième, de ne dire jamais au Roi, que la vérité. Ensuite, il lui fit répéter ces trois leçons en sa présence, pour voir s'il les avoit bien retenues. Le Roi qui en fut informé, en parut très-content, & dit que ces leçons étoient véritablement dignes d'un Evêque. La prédiction de la Reine, ne fut que trop accomplie par rapport à ce Prélat qui fut un des premiers à qui Villers fit éprouver son ingratitude. Cependant Villers étant venu à la Cour sans une grande provision d'argent, le Roi comprit aisément qu'il avoit besoin de quelque secours. S'il avoit pu suivre son inclination, ce secours auroit été fort considérable : mais il étoit lui-même si dénué d'argent, qu'un pré-
sent

sent de mille livres sterling fut tout l'effort qu'il put faire en cette occasion.

Depuis que Villers fut fait Gentilhomme de la Chambre, plusieurs des Courtisans s'attachèrent à lui dans l'espérance qu'il auroit bien-tôt l'avantage sur son Rival; d'autres demeurèrent dans le parti du Comte de Sommerfet, soit par reconnaissance, soit de peur qu'une fausse conjecture ne leur fit perdre leur fortune. Il se forma donc à la Cour deux partis qui se choquoient mutuellement dans toutes les occasions. Si le Roi avoit agi rondement, & congédié Sommerfet; tout auroit été paisible: mais il s'étoit mis dans l'esprit de les conserver tous deux, plutôt pour n'être pas accusé d'inconstance, que par affection pour Sommerfet dont il étoit dégouté. Ainsi le Roi affectant toujours de faire paroître qu'il aimoit son ancien Favori comme auparavant, les gens de la Cour se trouvoient fort embarrassés. Mais Villers enlevait tous les jours des créatures à son Rival par la manière noble & généreuse dont il rendoit service à tout le monde.

Cependant, le Comte de Sommerfet s'apercevant de jour en jour, du déclin de sa faveur, pensa sur toutes choses, à se mettre à couvert du danger à quoi le meurtre d'Overbury pouvoit l'exposer. Quoiqu'il connût bien que le Roi n'avoit plus pour lui la même affection qu'il avoit eue autrefois, il espéra pourtant, que, comme elle n'étoit pas entièrement éteinte, il pourroit encore en obtenir une faveur capable du moins de le mettre hors d'inquiétude. Ainsi, ayant épié une occasion favorable, il se jeta aux pieds du Roi, & lui représenta, qu'ayant été durant quelques années à son service, dans un poste fort glissant, il étoit difficile qu'il ne fût pas tombé dans quelques fautes, & qu'il le supplioit de lui accorder un pardon général qui pût le mettre à couvert de la malice de ses ennemis. Le Roi lui accorda sa demande, de très-bonne grace, & ordonna sur le champ, qu'on dressât un pardon le plus ample qu'il seroit possible. Cet ordre fut exécuté; mais, soit par l'ignorance, ou par la malice de celui qui dressa cet Acte, on y faisoit dire au Roi, qu'il pardonnoit au Comte de Sommerfet, non seulement les félonies, les meurtres, les trahisons qu'il avoit déjà commises, mais même celles qu'il pourroit commettre à l'avenir. Le Roi signa l'Acte sans aucune difficulté, & peut-être sans le lire. Mais le Grand Chancelier refusa d'y mettre le Sceau, disant qu'il n'y avoit jamais eu d'exemple d'un semblable pardon dont on pourroit le rendre lui-même responsable, & lorsqu'il rendit compte au Roi des raisons de son refus, il lui persuada aisément, qu'il n'avoit pû sceller cet Acte. Il n'y avoit rien de plus facile que de dresser un autre pardon sans la clause qui caufoit le scrupule du Chancelier: mais soit que la Reine s'y opposât, comme quelques-uns l'ont assuré, soit que Sommerfet ne voulût pas trop faire connoître le besoin qu'il avoit de cette amnistie, soit enfin que, dans ces entrefaites, le Roi fût informé de la mort d'Overbury, il ne fut plus parlé de pardon. Il y a en effet quelque apparence que le Roi sçavoit déjà quelque chose de la manière dont Overbury avoit été traité: mais peut-être n'en sçavoit-il pas assez pour se persuader que le Comte en fût coupable. Quoiqu'il en soit, il commença son *Progrès* d'Été (1), avant que cette affaire fût divulguée.

JACQUES
I.

1615.

Il se forme
deux partis
à la Cour.

Reg. Koke,
pag. 47.

Le Comte
de Som-
merfet de-
mande au
Roi un Acte
de pardon
qui lui est
accordé.

Vilfon,
pag. 80.

Mais le
Chancelier
refuse de le
sceller.

Reg. Koke,
pag. 48.

L ij

La

(1) Le Roi faisoit deux voyages tous les ans en divers endroits du Royaume, l'un en Été, & l'autre en Hiver. C'est ce qu'on appelloit ses *Progrès*, terme qui étoit affecté à ces sortes de voyages.

JACQUES
I.
1615.
Incertitude
des Courti-
sans par rap-
port aux
deux Favo-
ris.

Le Roi est
informé de
l'empoison-
nement
d'Overbury.
S. Anth.
Weldon,
pag. 94.

Il tient cet-
affaire se-
crete.

Il tâche en
vain d'ac-
commoder
ensemble
ses deux
Favoris.
Ibid.

La dissimulation du Roi par rapport aux deux Favoris, tenoit toujours la Cour en suspens. Plusieurs craignoient de s'attacher à Villers, de peur que que son crédit ne fût pas encore bien affermi. D'autres se déclaroient haute-
met contre Sommerfet, afin de s'en faire un mérite auprès du nouveau Fa-
vori. Winwood fut du nombre de ces derniers, & affecta en toutes occa-
sions, de choquer le Comte de Sommerfet qui n'étoit plus guères en état de
s'en venger. Pendant tout ce voyage, il y eut beaucoup de disputes & de
querelles entre les deux Partis, dont le Roi étoit fort ennuyé. Enfin, le coup
fatal se donna quand la Cour fut retournée à Royston.

Franklin, qui avoit donné le lavement empoisonné à Overbury, s'étoit
servi pour le composer, d'un autre garçon Apothicaire, nommé *Reeve* qui
avoit été envoyé depuis dans les Pais-Bas, ou qui peut-être avoit déserté de
la maison de son Maître. Ce *Reeve* se trouvant à Flessingue où quelques
affaires avoient amené le Chevalier *Trumball* Envoyé du Roi à Bruxelles, fit
connoissance avec quelques-uns de ses Domestiques, & soit par impruden-
ce, ou de dessein prémédité, il les informa de ce qu'il sçavoit touchant la
mort d'Overbury. Ces Domestiques en ayant fait rapport à leur Maître, il
interrogea lui-même *Reeve*, & après en avoir tiré ce qu'il souhaitoit, il trou-
va le moyen de le garder dans sa maison. Ensuite, il écrivit à Winwood,
pour le prier de lui obtenir du Roi la permission d'aller en Angleterre, parce
qu'il avoit à lui découvrir des choses qu'il ne pouvoit confier au Papier. Cet-
te permission lui ayant été accordée, il instruisit Winwood de ce qu'il
avoit appris, & celui-ci le rapporta au Roi qui leur ordonna à tous deux de
garder le secret jusqu'à nouvel ordre.

Quelque tems après, le Roi étant retourné à Londres, souhaita d'accor-
der ensemble ses deux Favoris, afin de se délivrer des importunités conti-
nuelles que lui causoient leurs contestations & celles de leurs partisans. Il
crut avoir trouvé un excellent moyen pour y réussir, en obligeant Villers à
faire toutes les avances, & à demander au Comte de Sommerfet, sa faveur
& sa protection. Pour cet effet, il ordonna au Chevalier *May* qui étoit créa-
ture de Sommerfet, mais qui se ménageoit beaucoup avec Villers, d'aller
trouver le Comte, & de lui dire, comme de lui-même, qu'il étoit informé
de bonne part, que Villers devoit venir le voir pour lui demander son ami-
tié & sa protection : qu'il lui conseilloit de le bien recevoir, & qu'en don-
nant au Roi cette marque de sa complaisance, il se maintiendrait dans un
haut degré de faveur, quoi qu'au fond, il ne dût pas se flater de conserver
seul le cœur du Roi. Le Chevalier *May* s'étant acquitté de sa commission,
& ayant trouvé le Comte de Sommerfet peu disposé à suivre son conseil, se
vit enfin obligé de lui dire tout ouvertement, qu'il lui avoit parlé de la part
du Roi, & qu'il l'exhortoit à considérer sérieusement à quoi un refus pour-
roit l'exposer. Environ demi heure après, Villers se rendit chez le Comte,
& lui dit, qu'il vouloit lui témoigner qu'il vouloit être son très-humble serviteur,
dépendre entièrement de lui, & attendre de lui toute sa fortune, & qu'il pouvoit
être assuré que personne ne le serviroit plus fidèlement que lui. A ce compliment
si soumis, le Comte répondit brusquement, qu'il n'avoit que faire de son ser-
vice, qu'il ne prétendoit lui accorder d'autre faveur que celle de lui rompre le
cou quand il en trouveroit l'occasion, & que c'étoit une chose dont il pouvoit se tenir
assuré

assuré. Cette réponse picqua vivement le Roi qui, dès ce moment, résolut de se défaire du Comte de Sommerfet.

JACQUES
I.
1615.

Il est difficile de juger si, supposé que le Comte de Sommerfet eût eu plus de complaisance pour le Roi, & qu'il se fût accommodé avec Villers, l'affaire d'Overbury seroit demeurée ensevelie dans un éternel oubli. Il semble du moins, que c'étoit-là le parti que le Roi avoit résolu de prendre, s'il avoit trouvé le Comte disposé à faire ce qu'il souhaitoit. Quoiqu'il en soit, le Roi s'étant rendu à Royston pour commencer son voyage d'Hiver, ne témoigna aucun chagrin contre Sommerfet, & vécut avec lui de la manière qu'il avoit accoutumé, sans qu'il parût aucune altération dans son amitié. Mais quelques jours après, il envoya, pendant la nuit, un Courier au Chevalier *Edouard Cook* premier Juge du Royaume, avec une Lettre par laquelle il ordonnoit de signer un ordre pour faire arrêter le Comte de Sommerfet, & de faire arrêter à Londres, la Comtesse sa femme, *Weston, Franklin*, Madame *Turner*, & le Chevalier *Elwys* Lieutenant de la Tour. Ce Courier fut renvoyé à Royston à quatre heures du matin, avec un Officier de la Justice, qui étoit chargé de l'Ordre du Juge. En arrivant à Royston, cet Officier trouva le Roi ayant son bras au tour du cou de Sommerfet, qui étoit sur le point de partir pour Londres, & lui disant affectueusement, *quand est-ce que je vous reverrai, Sommerfet ?* Ce fut dans ce même tems, que l'Officier présenta son Ordre au Comte qui, après l'avoir lû, s'écria que jamais on n'avoit fait un pareil affront à un Pair du Royaume, que de l'arrêter en présence du Roi même. Le Roi feignant d'ignorer de quoi il s'agissoit, & s'en étant fait informer, lui dit en riant, *Non non, mon ami, il faut que vous alliez vous présenter au Juge ; car s'il me faisoit citer moi-même, il faudroit que j'y allasse.* Ensuite, il alla l'accompagner jusqu'au perron : en descendant le degré, il le prioit de retourner promptement, disant qu'il ne pouvoit vivre sans lui. Dès que Sommerfet fut dans son carrosse, le Roi dit, en présence de quelques personnes qui le rapportèrent dans la suite, *va, le Diable soit avec toi, je ne verrai plus ton visage.* Si cela est, il faut avouer que c'étoit-là une dissimulation bien outrée, & peu nécessaire : mais ce Prince se délectoit dans des choses de cette nature.

Le Roi fait
arrêter le
Comte de
Sommerfet
& tous les
complices
de la mort
d'Overbury.
Wilson,
pag. 81.
Reg. Koke,
pag. 49.
Dissimula-
tion extrê-
me du Roi.
S. Anst.
Weldon.
pag. 102.

En arrivant à Londres, le Comte de Sommerfet fut mis à la Tour, la Comtesse sa femme & les autres complices ayant été arrêtez & emprisonnez, pendant qu'il étoit en chemin. Le même jour le Juge Cook s'étant rendu à Royston, le Roi lui apprit tout ce dont Trumball l'avoit informé, & lui ordonna d'examiner cette affaire à fond, sans aucune partialité, & sans considération pour qui que ce pût être. Il finit en disant, *Que la malédiction de Dieu tombe sur vous & sur les vôtres, si vous épargnez les coupables, sur moi-même & sur ma postérité, si je pardonne à aucun.*

Ordre du
Roi donné
au Juge
Cook.

Cook ayant reçu un ordre si précis, fut extrêmement actif dans cette affaire. Quelques-uns même ont prétendu qu'il le fut trop, & qu'ayant trouvé dans les papiers du Comte de Sommerfet, des indices qu'il avoit eu part à la mort du Prince Henri, il ne fut pas assez prudent pour les cacher. Quoiqu'il en soit, la plupart des accusez furent jugez dans le mois d'Octobre & de Novembre, & ayant été trouvez coupables, ils furent condamnez & exécutez. Le Chevalier *Monson*, qui avoit été aussi arrêté, comparut deux

Les accusez
sont con-
damnez &
exécutez.

Wilson,
pag. 90.
S. Anst.
Weldon,
pag. 112.

JACQUES
I.
1615.

fois devant les Juges, & à la seconde fois, Cook reçut un billet du Roi, qui l'obligea à renvoyer le prisonnier à la Tour, en disant, *qu'on le reconduise en prison : nous aurons bien-tôt avec lui des affaires d'une plus grande importance.* On dit que le même Juge s'écria un jour, pendant qu'on examinait un des accusés, *Helas, qu'est devenu le Prince Henri ! Mais je sçai quelque chose, & que là, ils s'arrêta tout court.* Cela donna lieu de juger qu'il avoit découvert quelque chose touchant la mort du Prince.

S. Anth.
VVeldon,
pag. 106.

Simon valet du Chevalier Monson, qui avoit été employé à porter une tarte empoisonnée à Overbury, étant aussi amené devant la Cour, le Juge lui dit, *Et toi aussi Simon, tu as eu une main dans cet empoisonnement.* C'est l'expression Angloise, pour dire qu'il y avoit eu part. Non, *Mylord*, répondit Simon, *je n'y ai eu qu'un seul doigt, & j'en ai perdu mes ongles & mes cheveux.* C'étoit qu'en portant la tarte, il avoit par friandise, pris avec son doigt un peu de la liqueur qui en couloit, & l'avoit goûtée. Cette réponse ingénue le fit renvoyer absous : car on jugea bien qu'il n'auroit pas goûté de ce jus, s'il avoit sçu qu'il y avoit du poison.

Jugement
du Comte
de Som-
merfet.

Le Jugement du Comte & de la Comtesse de Sommerfet fut différé jusqu'au mois de Mai de l'année suivante 1616. mais pour n'être pas obligé de revenir à cette affaire, je rapporterai ici tout d'une suite, ce qui regarde ce Jugement. S'il en faut croire le Chevalier *Antoine Weldon*, Auteur d'un petit Livre intitulé *La Cour & le caractère du Roi Jacques*, qui n'est proprement qu'une Satire, le Roi avoit fait donner des assurances au Comte de Sommerfet, qu'il ne seroit point jugé. Cela fut cause que quand le Lieutenant de la Tour alla lui annoncer qu'il seroit jugé le lendemain, il répondit, qu'absolument, il ne comparoit point, à moins qu'on ne le portât par force devant la Cour, couché dans son lit. Le même Auteur ajoute, que le Roi en ayant été informé, lui fit dire qu'il ne pouvoit pas l'empêcher de comparoitre devant les Juges, mais qu'il empêcheroit qu'on ne prononçât aucune Sentence contre lui. Ce fut par cet artifice, dit l'Auteur que je viens de nommer, qu'on obtint du Comte prisonnier qu'il se présentât volontairement à la Cour où il se défendit depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir, que, contre son attente, on lui prononça sa Sentence qui le condamnoit à mort, comme coupable du meurtre d'Overbury. Le même Auteur dit encore, que le Roi fut dans de terribles inquiétudes pendant tout ce jour-là, & qu'il ne se calma que quand il eut reçu la nouvelle que la Sentence étoit prononcée. Le but de cet Auteur, en rapportant toutes ces circonstances & une infinité d'autres que j'ai omises, est d'insinuer que le Roi craignoit que le Comte de Sommerfet, pour sauver sa vie, ne révélât des secrets qu'il vouloit tenir cachez. Mais ces secrets ne sont point expliqués, & ne sont apparemment que des chimeres. Si le Roi avoit craint quelque chose de la part du Comte de Sommerfet, il se seroit bien gardé de le livrer à la Justice, ou d'ordonner au Juge de l'examiner à la rigueur. Cependant, quoique l'Auteur dont je parle soit satirique, & qu'on ne puisse pas compter sur son témoignage, on ne peut s'empêcher d'entrevoir quelque chose de vrai dans ce qu'il raconte, parce que la conduite du Roi, après la condamnation du Comte de Sommerfet, fait comprendre qu'il y avoit dans cette affaire, quelque circonstance qui l'embarraçoit.

Il est con-
damné à
mort.

La Comtesse de Sommerfet ayant été menée devant la Cour, ne se défendit que par des torrens de larmes qui inspirèrent quelque pitié à ses Juges, mais qui n'empêchèrent pas qu'elle ne fût condamnée à mort, aussi bien que son Epoux. Le Roi leur accorda un répit qui fut souvent renouvelé, jusqu'en l'année 1621. qu'ils eurent la liberté d'aller demeurer dans une maison de campagne, sans être pourtant déchargés de leur condamnation. Enfin en 1624. environ quatre mois avant la mort du Roi, ils obtinrent des Lettres de pardon. Après que le Comte de Sommerfet eut été condamné, le Roi lui donna quatre mille livres sterling de rente en fonds de Terres, sous le nom d'un de ses Domestiques. Ce présent si considérable, le pardon accordé au Comte, malgré l'exécration que le Roi avoit prononcée contre soi-même & contre sa postérité, si jamais il pardonnoit aux coupables, son inquiétude durant le Jugement, le billet envoyé au Juge pendant qu'on jugeoit le Chevalier Monson, les paroles imprudentes de Cook touchant le Prince Henri, & sa disgrâce qui arriva bien-tôt après, tout cela, dis-je, a donné lieu aux ennemis du Roi Jacques d'insinuer qu'il se sentoît coupable de quelque crime, & il leur a plu d'appliquer le tout à la mort du Prince Henri. Mais, outre que toutes ces circonstances rassemblées ne pourroient former tout au plus, qu'une simple présomption, qui peut assurer qu'elles sont exactement vraies? Parmi les oppositions perpétuelles qu'on rencontre entre les Auteurs qui ont parlé de Jacques I. il n'est pas facile de connoître distinctement la vérité. Les uns passent sous silence des particularitez sur lesquelles les autres insistent le plus, ou nient absolument des faits que les autres avancent comme incontestables. Il y en a qui ont eu pour but de donner une très-mauvaise idée des mœurs & des qualitez de ce Prince, & d'autres qui ont voulu le faire regarder comme un Roi très-sage, très-juste, & très-réligieux. Les uns ont écrit son Regne pendant que la Guerre civile désoloit l'Angleterre, ou dans le tems que le Royaume étoit changé en République. Ceux-ci ont cru rendre service à leur patrie, en faisant voir que le projet de rendre l'Angleterre esclave avoit commencé sous le Regne de Jacques Premier, & s'étoit continué sous celui de Charles Premier. Les autres ont écrit après le rétablissement de Charles II. dans un tems où l'on ne parloit de la Guerre civile, que comme d'une rebellion dénaturée, & où on traitoit de chimérique, la crainte de tomber sous un Gouvernement despotique. C'est-là ce qui cause la difficulté de faire un choix parmi toutes les oppositions qui se trouvent entre les Historiens. Par malheur, les mêmes Partis subsistent encore avec les mêmes préjugés. Ainsi, on ne peut guères espérer de voir l'Histoire d'Angleterre depuis le commencement du Regne de Jacques I. jusqu'à nos jours, écrite avec impartialité. Qu'un Historien se tourne de quelque côté qu'il voudra, il sera regardé comme partial, par l'une ou par l'autre des deux factions. C'est une remarque absolument nécessaire tant pour le fait dont je viens de parler, que pour tout le Regne de Jacques I. encore plus pour les suivans.

Pour achever ce qui regarde le Comte & la Comtesse de Sommerfet, j'ajouterai en deux mots, que leur amour qui les avoit engagés à commettre des actions si détestables, se changea enfin en haine. Ils vécurent long-tems ensemble dans une même maison, sans se voir & sans se parler, & enfin la

JACQUES

I.

1615.

La Comtesse est aussi condamnée.

Le Roi leur accorde un répit,

& enfin un pardon.

Occasion du soupçon que le Roi avoit trempé à la mort du Prince son Fils, & sa justification.

Wilson, pag. 83.

Rog. Koke, pag. 51.

Com.

JACQUES
I.
1615.
Mort d'Ar-
belle Stuart
à la Tour
*Annales de
Jacques I.
pag. 17.
Wilson,
pag. 90.*
On soup-
çonne qu'elle
est morte
de poison.
Justifica-
tion du Roi.

Comtesse mourut d'une maladie extraordinaire. Pour lui, il vécut assez long-tems pour voir sa Fille mariée au Duc de Bedford qui eut d'elle le Lord *Russel* décapité sous le Regne de Charles II.

Arbelle Stuart, Cousine Germaine du Roi, mourut à la Tour, le 17. de Septembre 1615. un peu avant qu'on commençât à travailler au procès des Complices de la mort d'Overbury. Plusieurs voyant qu'à l'occasion de ce procès, on recommençoit à parler de la mort du Prince Henri, se mirent dans l'esprit que cette parente du Roi pouvoit bien aussi avoir été empoisonnée. C'est ce que certains Historiens fort animez contre le Roi Jacques, ont avancé, ou du moins insinué, sans autre fondement que ce bruit malicieux fondé sur ce qu'au commencement de ce Regne on avoit fait un projet chimérique de mettre Arbelle sur le Trône d'Angleterre. Elle étoit Fille de Charles Stuart Frere cadet de Henri Pere du Roi. Par conséquent, elle ne pouvoit avoir que des prétentions très-éloignées, sur les Couronnes d'Angleterre & d'Ecosse, auxquelles Jacques n'étoit pas parvenu par le droit de la branche de Stuart dont il étoit par son Pere, mais par le droit de la Reine Marie sa Mere, de laquelle Arbelle n'étoit parente que dans un degré fort éloigné. Il auroit donc fallu que le Roi eût poussé les soupçons au-delà de toute imagination, pour prendre la résolution de se défaire, par le poison, de cette parente, dans un tems où il n'y avoit aucun mouvement ni en Angleterre ni en Ecosse, & où elle étoit actuellement en prison. La cause de sa disgrâce étoit, qu'elle avoit épousé secrètement & sans en informer le Roi, Guillaume Seymour Petit-Fils du Comte de Hartford, & ce fut ce qui porta le Roi à les faire mettre tous deux à la Tour, d'où quelque tems après, ils se sauverent à dessein de se retirer en France. Seymour eut le bonheur d'échapper : mais Arbelle ayant été arrêtée fut renfermée dans la Tour où elle mourut.

1616.
Villers est
tout puis-
sant à la
Cour.

L'affaire du Comte de Sommerfet ayant terminé la dispute entre les deux Favoris, la Cour reprit sa premiere tranquillité, sous la direction de Villers qui possédoit sans Rival tout l'affection du Roi. Ce nouveau Favori se conduisit à peu-près de la même maniere que son prédécesseur. Il se laissa d'abord guider par des gens qu'il crut plus sages & plus expérimentez que lui : mais dans la suite il se crut le plus habile homme du Royaume. Son premier soin fut de congédier peu-à-peu les créatures du Comte de Sommerfet, & de faire donner les Charges à ses propres Parens & à ses amis. Ce fut là ce qui se passa de plus important à la Cour, pendant quelques années, outre les deux affaires ordinaires de ce Regne, auxquelles l'élévation du nouveau Favori n'apporta aucun changement. Je parle du maintien de la Prérogative Royale à quoi le Roi étoit toujours fort attentif, & des moyens de recouvrer des finances sans Parlement. Le premier de ces deux articles produisit dans l'année 1616. entre le Roi & les Juges du Royaume un différend assez vif dont voici le sujet.

Différend
entre le Roi
& les Juges
sur la Pré-
rogative.
*Annales de
Jacques I.
pag. 17.*

Le Roi ayant dessein de donner en Commande un Evêché qui étoit vacant, il y eut sur ce sujet un procès à la Cour des Plaidoyers Communs, où il fut agité, non seulement si le Roi pouvoit donner un Evêché en Commende, avant ou après le sacre de l'Evêque, mais même si les Commendes devoient être admises sans une pressante nécessité. Les Juges de cette Cour trouvant le cas difficile à décider, souhaiterent d'avoir les opinions des autres

Juges,

Juges , comme cela se pratique ordinairement dans les affaires où il y a des questions épineuses. Le Roi qui étoit à *Roysson* , en ayant été informé , fit dire aux Juges , par son Procureur Général , de surseoir la décision de cette affaire jusqu'à son retour. Malgré cet ordre , les Juges ne laisserent pas de s'assembler , & de donner leurs opinions sur le cas proposé. Ensuite d'un commun accord , ils signerent un Ecrit par lequel ils déclaroient qu'ils n'avoient pas dû obéir à l'ordre du Roi , parcequ'ils avoient fait serment qu'ils n'auroient aucun égard aux ordres ou aux Lettres du Roi dans les affaires qui regardoient les Particuliers. Le Roi choqué de leur procédé , leur écrivit , que son intention n'étoit pas d'arrêter le cours de la Justice ; mais qu'il ne prétendoit point , que , sous prétexte de juger les affaires entre des Particuliers , ils attaquaient la Prérogative Royale , *ni que personne eût le droit de disputer ou d'argumenter sur ce sujet* : qu'au reste , la raison qu'ils tiroient de leur Serment étoit frivole ; puisque ce Serment n'avoit été ordonné par les Rois ses Prédécesseurs , que pour arrêter les sollicitations importunes des Plaideurs , & non pas pour donner aux Juges le pouvoir de décider ce qui regardoit les prérogatives de la Couronne. Il finissoit en leur commandant absolument de surseoir , *jusqu'à ce qu'ils l'eussent consulté lui-même*.

JACQUES
I.
1626.

Il faut remarquer , que , dans cette Lettre , le Roi supposoit deux ou trois principes dont les Juges ni la plupart des Anglois ne convenoient pas. Le premier , que personne n'avoit droit de disputer touchant l'étendue de la prérogative , puisque les Juges du Royaume étant regardez comme des personnes miroyennes entre le Roi & le Peuple , étoient les seuls qui pouvoient décider , & decidoient même ordinairement les questions qui étoient mûes sur ce sujet. Le second principe étoit , que le Serment que les Juges prêtoient en prenant possession de leurs Charges , avoit été ordonné par les Rois ses Prédécesseurs , comme par un effet de leur équité , pour éviter les sollicitations des Parties , au lieu que l'opinion commune étoit que le pouvoir attribué aux Juges de refuser les ordres du Roi , leur avoit été donné par toute la Nation représentée par le Parlement. Le troisième principe étoit , qu'ils ne devoient rien décider qu'après l'avoir consulté , c'est-à-dire , que c'étoit sur ce qu'il ordonneroit lui-même , qu'ils devoient former leur décision. La plupart des gens soutenoient , que le Roi vouloit par-là établir un nouveau Droit inconnu jusqu'alors en Angleterre.

Le Roi étant retourné à Londres , fit appeller les Juges devant le Conseil , & leur fit une severe reprimande. Il leur dit entr'autre choses , que , depuis son avènement à la Couronne d'Angleterre , il avoit remarqué que les Avocats dans leurs Plaidoyers , se donnoient la liberté de raisonner sur l'étendue de la Prérogative Royale , laquelle ils fouloient aux pieds sous ce prétexte , & que c'étoit aux Juges à châtier cette insolence. Ensuite , en parlant de l'ordre qu'il leur avoit envoyé , il leur dit d'un ton absolu qu'il n'y avoit point de raison qui pût les dispenser de lui obéir , La maniere dont le Roi s'exprima dans ce discours inspira de la terreur aux Juges , qui aimèrent mieux céder que de lui résister en face. Il n'y eut que *Cook* qui soutint toujours avec fermeté , que l'ordre que le Roi leur avoit envoyé étant contraire aux Loix , ils n'avoient point commis de faure en n'y obéissant pas. Sur cela , le Roi leur dit avec quelque émotion , que , soit qu'ils eussent bien fait ou mal fait , il ne

Le Conseil
décide en
faveur du
Roi.

JACQUES I. souffriroit point que sa Prérégative lui fût contestée. Enfin les Juges s'étant retirés, le Conseil d'une voix unanime, décida la question en faveur du Roi.

Murmures
du Peuple.

Cette affaire fit grand bruit parmi le Peuple. Ceux qui étoient déjà prévenus contre le Roi, disoient, qu'il étoit manifeste qu'il avoit intention de regner avec un pouvoir absolu : que non seulement il ne faisoit aucun cas des décisions des Juges du Royaume, mais qu'il ne vouloit pas même qu'on raisonnât sur sa Prérégative, & qu'il prétendoit être lui seul Juge de l'étendue de son pouvoir. Mais d'autres admiroient la fermeté avec laquelle il soutenoit les droits de la Prérégative Royale.

Cook est
dépoüillé
de sa charge.

Wilson, p.
94.
Rog. Koke,
pag. 54.
Annales de
Jacques I.
pag. 39.

Cook ne tarda pas longtems à éprouver les effets de la Colere du Roi. Ce Magistrat ayant porté à la Chambre Etoilée une accusation contre le Lord *Ellesmere* Grand Chancelier, touchant un certain Ordre émané de la Chancellerie, & ayant perdu sa cause, fut cité devant le Conseil où il fut accusé 1. d'avoir mal-à-propos attaqué le Grand Chancelier. 2. D'avoir caché au Roi un certain Acte par lequel le feu Chancelier *Hutton* devoit à Sa Majesté douze mille livres sterling. 3. D'avoir dit en pleine Cour, que le Roi travailloit à détruire le Droit Commun. 4. De s'être comporté avec beaucoup d'insolence envers le Roi, dans l'affaire des Commendes. Le Grand Trésorier lui reprocha encore en présence du Conseil, qu'il souffroit que son Cocher eût la tête nuë en le menant, quoique cela ne fût permis qu'au Grand Chancelier. Comme le Roi n'étoit pas content de lui, il n'en fallut pas davantage pour lui faire ôter sa Charge qui fut donnée à *Montaigu*. Cook étoit très-sçavant dans les Loix du Royaume, sur lesquelles il a fait un Livre très-estimé qui est cité tous les jours dans les Cours de Judicature, & dans la Chambre Haute du Parlement. Mais comme il étoit du nombre de ceux qui soupçonnoient le Roi de vouloir établir un Gouvernement despotique, & qu'il se croyoit obligé de s'y opposer de tout son pouvoir, il ne pouvoit pas être agréable à la Cour.

Le Chancelier rend le grand Sceau.
Annales de
Jacques I.
pag. 20.

Peu de tems après, le Lord *Ellesmere* Grand Chancelier étant tombé dans une grande maladie qui ne lui laissoit aucune espérance de pouvoir continuer les fonctions de sa Charge, pria le Roi de la donner à un autre. Mais le Roi, sans lui accorder sa demande, envoya prendre chez lui le grand Sceau, & lui fit dire, qu'il vouloit être lui-même son Député. En effet, il garda lui-même le grand Sceau jusqu'à la mort d'*Ellesmere*, qui n'arriva qu'au mois de Mars de l'année suivante. Après cela *Bacon*, Procureur Général, fut fait Garde du grand Sceau, & puis Chancelier. C'étoit un homme très-habile, comme quelques-uns de ses Ouvrages le font voir, mais un flatteur outré, rampant avec ceux qui étoient en faveur, & d'un orgueil extrême à l'égard de ceux dont il ne croyoit pas avoir besoin.

Bacon est
fait Garde
du grand
Sceau.

Wilson.
Annales de
Jacques I.
S. Anth.

Weldon.
Le Prince
Charles est
créé Prince
de Galles.
Wilson,
pag. 21.

Le Prince Charles, Fils unique du Roi, fut créé dans cette année (1), Prince de Galles avec les solennitez accoutumées. Le Roi pensoit à le marier : mais il n'étoit pas facile de trouver une Princesse qui lui convînt. Il n'y avoit en Europe aucune Fille de Roi, Protestante, & le Roi son Pere ne pouvoit se résoudre à lui donner une femme d'un moindre rang. Plusieurs de ses Prédecesseurs n'avoient pas été si scrupuleux : mais pour lui, il étoit sur ce sujet d'une

d'une délicatesse extraordinaire. Il auroit cru mésallier le Prince son Fils, en lui faisant épouser une Princesse de quelque une des Maisons Souveraines d'Allemagne. Il aima mieux, contre toutes les règles d'une bonne politique, lui chercher une femme dans une Maison ennemie jurée de la Religion Protestante; que de lui en donner une de sa Religion, qui ne fût pas d'une Maison Royale. C'est cet entêtement, si j'ose m'exprimer ainsi, qu'on doit regarder comme la source du reste des événemens de ce Regne & de tous les chagrins que Jacques eut à essuyer tant de la part des Etrangers, que de ses propres Sujets. On peut ajouter encore que c'est ce qui le fit connoître mieux qu'on ne l'avoit connu auparavant, & d'une manière qui ne lui fut pas avantageuse. Il avoit voulu marier le Prince Henri son Fils-ainé, avec Anne d'Autriche qui épousa depuis Louis XIII. Roi de France: mais s'étant enfin aperçu que la Cour d'Espagne n'entretenoit cette négociation que pour l'amuser, il s'étoit désisté de ce dessein. Le Mariage du Roi de France s'étant accompli dans cette année 1616. Jacques envoya des Ambassadeurs en France & en Espagne pour féliciter les deux Rois. Le Lord *Hayes* Ecoissois fut choisi pour l'Ambassade de France, & le Lord *Ross* pour celle d'Espagne. Ils avoient tous deux ordre de sonder les deux Cours sur le Mariage du Prince de Galles avec la Princesse Sœur aînée de Louis XIII. ou avec l'Infante Marie Fille de Philippe III. Le Lord *Hayes* reconnut bientôt que sa négociation seroit inutile, puisque la Princesse de France étoit déjà promise au Prince de Piedmont Fils du Duc de Savoye.

Dans ces entrefaites, mais avant l'arrivée du Lord *Ross* en Espagne, le Chevalier *Digby*, Ambassadeur ordinaire du Roi auprès de Philippe III. écrivit au Roi, que le Duc de Lermé lui avoit fait une ouverture touchant le Mariage de l'Infante Marie, avec le Prince de Galles, & lui demanda des Instructions particulières sur ce sujet. Il lui conseilla pourtant de ne pas rompre la négociation avec la France, de peur que la proposition du Duc de Lermé ne fût un artifice pour le rendre suspect aux Protestans. Jacques pouvoit d'autant moins douter que le soupçon de *Digby* ne fût bien fondé, que *Charleton*, son Ambassadeur à la Haye, lui avoit fait sçavoir, que, pour altérer la bonne intelligence entre lui & les Etats Généraux, on faisoit courir le bruit que le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne étoit sur le tapis, & déjà bien avancé. Mais il ne fit aucune attention à cet avis. Au contraire, il donna ordre au Chevalier *Digby* d'entamer la négociation avec l'Espagne. Dans ce même tems, le Comte de Gondemar, Ambassadeur de Philippe III. en Angleterre, reçut une Commission pour traiter de ce Mariage avec le Roi.

Depuis que Jacques eut pris cette résolution, il ne fut pas assez maître de lui-même pour cacher l'extrême envie qu'il avoit de faire réussir ce Mariage. Par là, il donna occasion à la Cour d'Espagne, qui n'avoit alors aucune intention de traiter sérieusement de cette affaire, de feindre qu'elle souhaitoit passionnément de la terminer à sa satisfaction, & de tirer de la disposition où il se trouvoit, des avantages considérables pour la Maison d'Autriche, & pour la Religion Catholique. Ce fut par cet endroit, que le Comte de Gondemar homme très-habile, s'insinua dans l'esprit du Roi d'une telle manière que, durant plusieurs années, il lui fit faire à peu-près, ce qu'il voulut, en lui fai-

JACQUES
I.
1616.
Le Roi pen-
se à le ma-
rier en Fran-
ce ou en Es-
pagne.

*Annales de
Jacques I.
Wilson,*
pag. 94.

Il se déter-
mine pour
l'Espagne.
*Annales de
Jacques I.*
pag. 36.

*Annales de
Jacques I.*
pag. 19.

On négocie
son Mariage
avec l'In-
fante Marie.

Jacques se
laisse amu-
ser par la
Cour d'Es-
pagne.

JACQUES
I.
1616.

sant craindre que le Mariage échoïeroit , s'il ne ménageoit pas la Cour d'Espagne. On peut juger de la politique de cette Cour , par la longueur de cette négociation qu'elle fit durer sept ans. Au commencement , les Espagnols n'avoient en vûë que d'empêcher que le Roi Jacques ne se mêlât dans la Guerre de Cleves , & ne donnât du secours aux Princes Protestans. Mais dans la suite , une affaire plus importante fit qu'ils eurent plus que jamais intérêt d'amuser ce Prince , & de le tenir comme on dit , le bec dans l'eau.

Etrange
conduite du
Roi.

Certainement , la conduite de Jacques , qui passe encore dans l'esprit de quelques-uns pour le Salomon de son Siècle , avoit quelque chose de bien extraordinaire. Sous prétexte de se maintenir en Paix avec tout le monde , il n'entroit dans aucune affaire étrangere. Il voyoit , sans s'émouvoir , la France travailler ouvertement à la ruïne des Huguenots , & la Maison d'Autriche former des projets pour asservir toute l'Europe , & se rendre de jour en jour assez puissante , pour donner un juste sujet de crainte à tous les Etats , & principalement aux Protestans. De plus , il témoignoit un empressement extrême pour s'allier avec cette Maison , par un Mariage qui ne pouvoit qu'être préjudiciable à la Religion établie en Angleterre. Enfin , si l'on examine la conduite qu'il tenoit dans son propre Royaume , on ne sçait où trouver cette capacité , cette haute sagesse dont il se croyoit lui-même pourvû. Sans avoir aucune Guerre sur les bras , il avoit dépensé des sommes immenses , & aliéné presque toutes les Terres de la Couronne , pour enrichir une douzaine de Favoris Anglois ou Ecoissois , qui ne lui avoient rendu aucun service considérable.

Rog. Koke ,
pag. 48.

Le Comte de Sommerfet avoit , avant sa disgrâce , deux cens mille livres sterling , en argent monnoyé , en joyaux , ou en argenterie , outre dix-neuf mille livres de rente annuelle , quoiqu'il n'eût été en faveur que pendant cinq ans. Le Comte de Salisbury Fils cadet du Lord *Burghley* , qui ne passa jamais pour avoir beaucoup de bien , avoit laissé son Fils aussi riche qu'aucun autre Seigneur du Royaume. Le Comte de Northampton , Frere cadet du feu Duc de Norfolk , avoit fait bâtir dans Londres le superbe Palais qu'on a depuis appelé de Northumberland , & laissé un vaste héritage au Comte d'Arundel son Neveu , quoiqu'il n'eût eu que très-peu de chose de sa Maison. Le Comte de Suffolck , Fils cadet du Duc de Norfolk , avoit fait bâtir à la campagne , une maison qui lui avoit coûté deux cens mille livres sterling. On peut bien juger qu'il n'avoit pas employé tout son bien à ce bâtiment. Le Duc de Lenox , le Comte de Dumbar , le Lord Hayes , avoient envoyé des Sommes immenses en Ecosse , & le Chevalier *Henri Rich* , qui fut ensuite Comte de Holland , tout cadet qu'il étoit , avoit trouvé le moyen d'accumuler son bien jusqu'à une somme excessive. Parmi tous ces Favoris si riches & si puissans , le Roi se trouvoit dans une extrême indigence , donnant toujours plus qu'il ne pouvoit , & faisant des dépenses inutiles , sans mettre jamais aucun ordre à ses finances. A tout cela se joignoit encore un nouveau Favori qu'il falloit aussi enrichir , qui n'étoit pas moins avide que les autres , & qui avoit une nombreuse parenté qu'il ne prétendoit pas laisser dans la disette. Un autre effet de la haute sagesse du Roi étoit , de s'être broüillé avec son Parlement , pour soutenir une Prérogative qu'il vouloit pousser plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs n'avoit jamais fait , & de s'être mis par là , dans la nécessité d'employer pour recouvrer de l'argent , des moyens

qui

qui ne pouvoient que lui faire perdre l'affection de ses Sujets. Ajoutons enfin, la foiblesse qu'avoit ce Prince de se laisser toujours gouverner par ses Favoris, en sorte qu'il ne pouvoit, ni ne vouloit rien voir que par leurs yeux. Autems dont je parle présentement, son Conseil secret consistoit uniquement dans le nouveau Favori, jeune homme sans expérience, à qui jamais aucune affaire de conséquence n'avoit passé par les mains, & qui néanmoins, se croyoit le plus habile homme du Royaume. Le Comte de Suffolck étoit plus rompu dans les affaires, quoiqu'il n'eût jamais passé que pour un genie médiocre : mais il étoit alors sur le déclin de sa faveur, Villers n'ayant garde de soutenir le Beau-Pere du Comte de Sommerfet. Bacon, Garde du grand Sceau, étoit bien instruit dans les Loix du Royaume, & auroit pû donner de bons conseils : mais il faisoit son unique étude de s'accommoder à l'humeur du Roi, & de faire sa Cour au Favori.

La seule affaire, qui occupât alors le Roi & ses Ministres, étoit de trouver de l'argent, & même en abondance, sans quoi le Roi auroit passé une triste vie. Mais tous les moyens sembloient épuisés, & on n'osoit assembler le Parlement, la playe des Membres emprisonnez étant encore trop fraîche, pour pouvoir espérer qu'elle fût déjà consolidée. Cependant, la négociation du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante, procura au Roi une ressource à laquelle il ne s'étoit pas attendu. La Reine Elisabeth avoit réglé, avec les Etats des Provinces Unies, les arrérages qu'ils lui devoient qui montoient à huit millions de Florins. Cette même somme étoit dûe à Jacques comme Successeur d'Elisabeth. Les Etats auroient pû depuis longtems payer cette dette, s'ils n'eussent pas trouvé leur avantage à demeurer débiteurs de l'Angleterre, parceque par là ils engageoient ce Royaume à les soutenir. Mais depuis que la Trêve de douze ans fut conclüe, l'affaire changea un peu de face. Les Etats n'avoient plus le même besoin de la protection du Roi, & d'ailleurs, il tenoit, dans leurs Provinces, des Places qui lui donnoient lieu de les traiter avec beaucoup de hauteur, comme il l'avoit fait dans l'affaire de *Vorsius*. Il étoit donc tems pour eux de recouvrer ces Places, puisqu'ils n'avoient plus le même intérêt de les laisser entre les mains du Roi, depuis qu'ils ne craignoient plus tant l'Espagne, comme ils l'avoient crainte avant la Trêve. Mais la somme qu'ils devoient payer étoit si considérable, qu'ils attendoient une occasion favorable qui leur procurât quelque moyen d'en faire rabattre une partie. Ce fut seulement dans cette année 1616. qu'ils trouverent cette occasion, & ils l'embrasserent avec d'autant plus d'ardeur, qu'ils se trouvoient dans une pressante nécessité de retirer leurs Places d'entre les mains des Anglois. Le Roi faisant négocier le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne, il étoit à craindre pour eux, que la restitution de ces Places, sur lesquelles le Roi d'Espagne conservoit ses prétentions, ne devint un des Articles du Traité de Mariage, d'autant plus que le Traité fait en 1604. entre l'Angleterre & l'Espagne, contenoit une clause qui leur donnoit un juste sujet de crainte. D'un autre côté, l'occasion leur étoit favorable, parceque les coffres du Roi se trouvoient entierement vuides, & qu'il n'y avoit aucune apparence qu'il osât convoquer un Parlement, à cause du mécontentement du Peuple. Toute la difficulté de cette affaire consistoit donc à faire en sorte que le Roi offrit lui-même de rendre les Villes dont il étoit en possession, par-

JACQUES
I.
1616.

Il rend aux
Etats les
Villes hy-
pothéquées
pour le tiers
de ce qui
lui est dû.

Rog. Koke,
pag. 51.

JACQUES
I.
1616.

ce qu'en ce cas là, les Etats pouvoient prétendre qu'ils étoient dans l'impuissance de payer une si grande somme, & que cela devoit naturellement conduire à une négociation pour en faire retrancher une partie. Ainsi, dans le dessein qu'ils avoient de faire venir le Roi à ce point, ils cessèrent pendant quelque-tems, de payer les Garnisons des Places occupées par les Anglois, quoique jusqu'alors, ils eussent régulièrement exécuté le Traité qui les engageoit à leur donner leur subsistance. Les Garnisons se plaignirent, & les Etats, sans pourtant refuser le payement, trouverent divers prétextes pour le différer. Ce délai obligea les troupes Angloises qui se trouvoient sans argent, à s'adresser au Roi qui n'étoit pas en état de les satisfaire. Il en fit porter des plaintes aux Etats qui répondirent avec beaucoup de modération, en se retranchant sur le mauvais état, où les affaires se trouvoient par les grandes dépenses qu'ils avoient faites pendant la Guerre. En un mot, cette affaire ne finissoit point, & les Garnisons Angloises demeuroient toujours sans argent. Enfin, Caron, Envoyé des Etats en Angleterre, insinua comme de lui-même, à quelqu'un des Ministres, qu'il croyoit que si le Roi offroit aux Etats de leur rendre les Places qu'il tenoit, ils pourroient faire un effort pour le satisfaire sur toute la dette, en empruntant de l'argent à un gros intérêt, Cette insinuation produisit l'effet que les Etats s'en étoient promis. Le Roi se trouvant sans argent, & voyant une espérance prochaine de tirer des Etats une grosse somme sur laquelle chacun des Courtisans formoit déjà des prétentions, se détermina aisément à rendre les Villes hypothéquées. Suivant cette résolution, il écrivit aux Etats, *que les regardant comme ses bons amis & confédérez faisant profession d'une même Religion que lui, & ayant les mêmes intérêts par rapport aux affaires publiques, il n'avoit pas sujet de craindre qu'il se présentât jamais aucune occasion d'avoir quelque différend avec eux; que par cette raison, s'ils souhaitoient de se remettre en possession de leurs Villes, il vouloit bien les leur rendre.* Sur cette Lettre, ils envoyèrent au Roi le Pensionnaire Barnewelt qui sçut si bien ménager cette affaire, qu'ils en furent quittes pour deux millions sept cens vingt-huit mille florins, au lieu de huit millions à quoi ils s'étoient engagez envers Elisabeth, outre les intérêts de dix-huit ans. En vertu de cet accord, les Villes hypothéquées furent remises aux Etats, le 14. de Juin 1616.

Réflexions
défavorables
au
Roi.

Ceux qui n'étoient pas contents de la Cour gloserent beaucoup sur ce Traité qui faisoit perdre à la Couronne d'Angleterre l'avantage qu'elle avoit eu jusqu'alors de tenir les Provinces-Unies sous une espece de joug. On disoit, que, véritablement, Elisabeth s'étoit engagée à rendre ces Places, dès qu'on lui payeroit les sommes qu'elle avoit avancées: mais qu'il n'y avoit aucune nécessité de les rendre pour beaucoup moins. Qu'il y avoit d'autant moins de sujet de hâter cette restitution, que les Garnisons de ces Places n'étoient pas à la charge de la Couronne, & que si les Etats avoient négligé d'exécuter le Traité fait avec la Reine, le Roi auroit dû leur faire sentir, qu'ils ne l'avoient pas violé impunément. Tout cela ne faisoit pas honneur au Roi, & son procédé, en cette occasion, ne pouvoit tout au plus, que lui confirmer le titre de *Roi Pacifique*, qu'il affectoit par-dessus tout autre. Mais ce fut bien pis, quand on vit en très peu de tems, que l'argent reçu des Etats s'étoit évanoui, sans qu'on pût deviner à quoi il avoit été employé. Le Roi
n'avoit

n'avoit payé aucune de ses dettes : il laissoit dépérir sa Flotte faute d'argent pour l'entretenir , & il n'avoit rien envoyé à l'Armée d'Irlande , qui n'avoit pas reçu un sou depuis plusieurs années , & dont les besoins avoient servi de prétexte pour traiter avec les Etats.

Enfin , on découvrit , que le Comte de Suffolck Grand Trésorier avoit détourné à son usage une bonne partie de l'argent reçu pour les Villes hypothéquées. Le Favori ne laissa pas échapper cette occasion de perdre un homme qu'il ne pouvoit regarder comme son ami , puisqu'il étoit Beau-Pere du Comte de Sommerfet. Le Grand Trésorier fut donc accusé à la Chambre Etoilée , de plusieurs malversations dans l'exercice de sa charge , & sur tout , d'avoir gardé pour lui-même une bonne partie de la somme que les Hollandois avoient payée. Le Juge *Cook* , qui avoit été rétabli dans sa charge , ou qui en avoit une autre , fut celui qui porta l'accusation. Il exagéra d'abord les malversations de l'accusé , ses extorsions , sa mauvaise administration des finances du Roi , sa hardiesse à les appliquer à son propre usage , l'avidité de la Comtesse sa femme qui prenoit à toutes mains , les ruses & les artifices de *Bingley* son Commis , pour tendre des pièges à ceux qui avoient des affaires avec son Maître. Ensuite , il fit par une énumération des Grands Trésoriers qui , sous les Regnes précédens , avoient été châtiés pour des fautes plus légères que celle du Comte de Suffolck , les dangereuses conséquences qui résultoient de la mauvaise administration de cette Charge , lorsqu'elle n'étoit pas exercée par des gens incorruptibles. Si le Grand Trésorier s'étoit remis à la clémence du Roi , il en auroit été quitte à bon marché. Mais il voulut se défendre , & ne l'ayant pas fait à la satisfaction de ses Juges , il fut condamné à une amende de trente mille livres sterling , & à demeurer en prison durant le bon plaisir du Roi , & *Bingley* son Commis fut condamné à payer deux mille livres. En attendant que le Roi se fût déterminé sur le choix d'un Grand Trésorier , cette Charge fut exercée par des Commissaires , à la tête desquels étoit *Montaignu* créature du Favori.

Le Comte de Suffolck ne fut pas le seul sacrifié à la politique de Villers qui se défaisoit peu à peu , des créatures du Comte de Sommerfet. Le Chevalier *Jean Bennet* , Juge de la Cour des Prérrogatives , fut dépouillé de sa Charge , & condamné à une amende de vingt mille livres sterling. Le Chevalier *Hemi Ylverton* , Procureur du Roi , perdit aussi la sienne , de même que plusieurs autres dont il seroit inutile de parler. *Winwood* Secrétaire d'Etat étant mort en ce même tems , sa Charge fut partagée entre *Nawnton* & *Calwert* , dont le premier étoit Protestant , & l'autre Papiste.

La tranquillité dont le Roi jouissoit auroit pu être regardée comme parfaite , si la crainte qu'on attaqué sa Prérogative , n'avoit sans cesse troublé son repos. Il avoit beau prêcher & établir ses principes dans toutes les occasions qui se présentoient , il avoit le malheur de ne persuader personne que ses Courtisans & ceux qui n'attendoient leur fortune que de lui. C'est ce qui faisoit qu'il n'osoit assembler le Parlement , sachant bien que la Chambre Basse n'admettoit pas ses maximes. Il semble qu'il se persuadoit que ce n'étoit que pure ignorance dans les Anglois , & qu'en leur répétant souvent quels étoient les Droits des Souverains , il réussiroit enfin à les convaincre de la vérité de ses principes. C'est ce qu'il prit occasion de faire au mois de Juin

JACQUES
I.
1616.

Le Grand
Trésorier
est accusé
de mal-
versation.
Wilson ,
pag. 97.
Annales de
Jacques I.
pag. 22.

Il est con-
damné à
une grosse
amende.

Autres
change-
mens à la
Cour.

Le Roi est
toujours
entêté de sa
Prérogati-
ve.

de

JACQUES
I.
1616.

de cette année, dans une Assemblée solennelle qu'il fit tenir dans la Chambre Etoilée, sous prétexte de faire entendre qu'il avoit dessein de corriger certains abus qui s'étoient introduits dans les Cours de Justice. Il y fit un très-long Discours plein de divisions & de subdivisions selon sa coutume, & prit pour texte ces paroles du Pseaume LXXII. 1. *Seigneur, donne tes Jugemens au Roi, & ta Justice au Fils du Roi.*

Discours
du Roi à la
Chambre
Etoilée.

Annales de
Jacques I.
pag. 73.
Wilson,
pag. 99.

Il dit d'abord, que le sens littéral de ce passage s'appliquoit à David & à Salomon son Fils, mais que le sens mystique se rapportoit à Dieu & à Jesus-Christ, & que c'étoit sur ce modèle, que tous les Gouvernemens, & particulièrement, le Monarchique, étoient établis. *Les Rois*, ajouta-t'il, *sont assis sur le Trône de Dieu. C'est de là, que dérivent tous les Jugemens, du Roi aux Magistrats, non pas privativement; mais cumulative. Comme selon le Conseil que Jethro donnoit à Moïse, les Juges furent établis pour juger les procès ordinaires, pendant que les plus importants étoient réservés à Moïse, c'est aussi de cette manière que les Rois Chrétiens gouvernent. Dieu & le Roi dans la place supérieure: le Roi & les Juges dans l'inférieure. Le Roi pour établir la Loi de Dieu; les Juges pour interpréter la Loi du Roi.*

Ensuite, il enseigna aux Juges quel étoit leur devoir en jugeant, & débita beaucoup de Lieux communs sur ce sujet, après quoi il vint aux bornes qui leur étoient prescrites. *C'étoit de ne pas empiéter sur la Prérogative Royale, de n'entreprendre point de décider les questions difficiles sans avoir consulté le Roi & son Conseil, de peur de blesser le Roi à travers le corps des Particuliers.* Sur cela, il prit occasion de louer quelques-uns des Juges, qui avoient censuré l'humeur populaire de certains Plaideurs, qui avoient voulu entrer en ces sortes des questions. *Il n'est pas permis, leur dit-il, de disputer sur le mystère du Pouvoir Royal. Il semble qu'on prétende par-là pénétrer dans la faiblesse des Souverains, & diminuer le respect mystique qui est dû à ceux qui sont assis sur le Trône de Dieu.*

Après avoir parcouru les diverses Cours de Justice, & donné ses opinions sur chacune, il dit, que c'étoit le devoir des Juges de châtier ceux qui déprimoient les Cours Royales. Que, par cette raison, c'étoit parler impertinemment que de dire, comme on l'avoit dit en dernier lieu, dans la Salle de Westminster, que la Cour du Chancelier étoit tombée dans un *Pramunire* (1). Qu'il étoit bien vrai, que le pouvoir de cette Cour étoit bornée: mais que c'étoit au Roi à en marquer les bornes, & à en corriger les abus, & que personne n'avoit ce droit que lui seul. Qu'il se trouvoit lui-même blessé par un semblable attentat, & que, par cette même raison, il ne souffriroit pas à l'avenir, que personne eût la hardiesse d'intenter une accusation de *Pramunire* contre cette Cour.

Il parla ensuite de la Chambre Etoilée, & dit, que comme après les Anges, les Etoiles étoient les plus nobles des Créatures, ainsi cette Chambre étoit la plus glorieuse de toutes les Cours, parce qu'elle étoit composée de Juges, d'Evêques, de Pairs du Royaume, & que les Loix divines & humaines,

(1) Ce terme a été expliqué dans les Tomes précédens, & particulièrement dans les Regnes de Richard II. de Henri IV. de Henri VIII. &c. C'étoit une espèce de crime qui consistoit originairement à porter aux Cours Ecclesiastiques, des causes qui appartenoient aux Cours Royales. Mais on avoit depuis étendu la Loi de *Pramunire* à beaucoup d'autres cas.

nes, l'expérience du monde, & la pratique des affaires du Gouvernement s'y trouvoient heureusement réunies. Il ajouta, qu'il avoit déjà travaillé à un Indice expurgatoire de toutes les nouveautez qui s'étoient introduites dans le Droit, & qu'il prétendoit que tout cela fût réformé.

Cela fait, il s'adressa au Peuple, & lui donna divers avis, par rapport aux procès qui se poursuivoient dans les diverses Cours dont il venoit de parler. Le principal de ces avis fut, que dans les raisons que les Plaideurs alléguoient pour soutenir leurs causes, *ils prissent bien garde de ne pas toucher à l'honneur de la Prérogative Royale* : que s'ils le faisoient, ils en seroient punis par les Juges, & que si ceux-ci négliguoient de faire en cela leur devoir, le Roi puniroit eux & les Juges. *Nemettez point en avant, ajouta-t'il, des argumens Puritains qui tendent à remettre tout à la disposition du Peuple. Réformez-vous dans les anciennes bornes des Loix.*

En parlant des *Récusans*, c'est-à-dire, de ceux qui refusoient de se ranger dans l'Eglise Anglicane, il dit qu'il y en avoit de trois especes. La première étoit de ceux qui étant contraints par les Loix, se trouvoient quelquefois aux Assemblées de l'Eglise : mais que c'étoient des Hypocrites qui vouloient tromper Dieu, en desobéissant formellement à la Loi (1). La seconde espece étoit de ceux qui étant mal instruits & mal guidez par leurs consciences, refusoient d'assister au Service Divin, mais qui d'ailleurs, étoient des Sujets paisibles (2). La troisième étoit de ceux qui tâchoient de pervertir les autres & de les amener à leurs opinions, & que ceux-ci étoient pleins d'orgueil & de présomption (3). Il ajouta, que pour lui, il supportoit aisément un Papiste né & élevé dans sa Religion : mais qu'il ne pouvoit souffrir les Papistes Apostats, & que c'étoient ceux-là qui méritoient d'être punis (4). Que véritablement, il ne voudroit pas faire pendre un homme pour être Papiste, ou pour avoir dit la Messe, mais que pour ceux qui refusoient de prêter le Serment d'*Allégeance*, il les abandonnoit à la sévérité des Loix.

Il finit ce long Discours, en exhortant les Juges à protéger le Clergé contre les Papistes & les Puritains, ajoutant, que Dieu & le Roi récompenseroient leur zèle.

On peut aisément remarquer, tant dans ce Discours, que dans tous les autres que ce Prince a prononcé en public, & en diverses occasions, trois desseins principaux qu'il ne perdoit jamais de vûe. Le premier étoit de bien établir sa Prérogative Royale selon ses propres principes. Le second, de faire entendre, qu'il falloit laisser les Papistes en repos, pourvû qu'ils voulussent vivre paisiblement & prêter le Serment d'*Allégeance*. Le troisième étoit, de témoigner la haine qu'il avoit pour les Puritains, & d'exciter la même passion dans le Peuple. Mais on se tromperoit beaucoup sur ce dernier Article, si on attribuoit cette haine au refus d'admettre le surplis, le signe de la Croix dans le Baptême, la genuflexion en recevant le Sacrement de l'Eucharistie. Ce n'étoit pas-là, ce qui les lui rendoit odieux. Mais il croyoit

Observation sur ce Discours.

(1) C'étoient les Presbytériens dont plusieurs ne se faisoient pas un scrupule d'assister au Service de l'Eglise Anglicane.

(2) C'étoient les Papistes qui vouloient bien prêter le Serment d'*Allégeance*.

(3) C'étoient les Papistes zélez & outrez.

(4) Il ne pouvoit y en avoir qu'un très-petit nombre dans le Royaume.

JACQUES
I.
1614.

que leurs principes, par rapport au Gouvernement de l'Eglise, faisoient qu'ils étoient ennemis du Gouvernement Monarchique dans l'Etat. C'étoit par cette raison, que tous les argumens qu'on faisoit contre l'étenduë qu'il attribuoit à la Prérogative Royale lui paroissoient fondez sur des principes Puritains.

Villers est
fait Comte
de Bukin-
gham.

Rog. Coke.
1617.

Histoire de
Marc-An-
toine de
Dominis.
VWilson,
pag. 102.

Le 17. d'Août, le Roi avoit créé *George Villers* Baron de *Brandspech*, & Vicomte de *Waddon*, & le 1. de Janvier suivant, il le fit Comte de *Buckingham*.

Au commencement de l'année 1617. on vit arriver en Angleterre *Marc-Antoine de Dominis* Archevêque de *Spalato* en Dalmatie, qui venoit pour faire profession de la Rélion Protestante dans la Communion de l'Eglise Anglicane. Comme c'étoit un homme déjà dans l'âge, & chargé d'embonpoint, on crut aisément qu'il n'y avoit qu'un motif de Réligion & de conscience qui eût pû lui faire entreprendre un si long voyage, & quitter son Archevêché. Il prêcha, il écrivit contre la Réligion Romaine, & enfin, il fut fait Doyen de *Windsor*, & Maître de la *Savoye*. Après avoir demeuré quelques années en Angleterre, il se laissa gagner par le Comte de *Gondemar* Ambassadeur d'Espagne, qui lui fit espérer un Chapeau de Cardinal, s'il vouloit aller à Rome, & y faire une abjuration publique de la Réligion Protestante. Cet homme sur le bord de la fosse, s'étant laissé abuser par cette promesse, se rendit à Rome, y abjura la Réligion qu'il avoit embrassée en Angleterre, après quoi, au lieu de le faire Cardinal, on le mit dans un cachot de l'Inquisition, où il mourut, & malgré son abjuration, son cadavre fut brûlé publiquement.

Le Roi
veut con-
traindre les
Ecossois de
se conformer à l'E-
glise Angli-
cane.

Annales de
Jacques I.
pag. 25.

J'ai déjà parlé plusieurs fois de la haine que le Roi avoit conçue contre les Puritains dont le Gouvernement, qui approchoit fort du Républicain, se trouvoit fort opposé aux principes qu'il s'efforçoit d'établir. Depuis qu'il étoit en Angleterre, il avoit tenu les Puritains si bas, qu'ils ne pouvoient plus lui causer de l'inquiétude. Mais l'Eglise d'Ecosse étoit encore Presbiterienne, & c'étoit pour lui une grande mortification. Véritablement l'Episcopat n'avoit pas été entièrement supprimé en ce Pais-là : mais il y étoit sur un pied si bas, que les Evêques n'avoient aucune juridiction. Les Presbytériens des Eglises pariculieres, & l'Assemblée Générale du Clergé avoient saisi toute l'autorité Ecclesiastique, & n'avoient laissé aux Evêques qu'un simple titre sans pouvoir. Il y avoit aussi beaucoup d'autres Articles en quoi elle différoit de l'Eglise Anglicane, en sorte que le Puritanisme triomphoit en Ecosse, dans le tems qu'il étoit regardé en Angleterre, comme un espece de rebellion. Jacques avoit donc résolu de mettre l'Eglise d'Ecosse sur le même pied que celle d'Angleterre : mais comprenant bien que ce seroit trop entreprendre que de vouloir tout d'un coup forcer les Ecossois à se conformer parfaitement à l'Eglise Anglicane, il vouloit les y amener peu à peu. Suivant ce projet, il avoit déjà envoyé au Synode Général de ce Royaume, certains Articles qu'il souhaitoit qu'on insérât dans les Canons de l'Eglise. Ces Articles étoient :

1. Qu'à l'avenir, on recevoit la Communion à genoux,
2. Qu'on porteroit le Sacrement de l'Eucharistie aux malades en faisant communier trois ou quatre personnes avec eux.

3. Que

3. Que les jours de Noël, de Pâque, de l'Ascension, de la Pentecôte seroient célébrés comme des jours de fête, & que les Prédicateurs prendroient des textes convenables à ces solennitez.

JACQUES
I.
1617.

4. Qu'on pratiqueroit la Confirmation de cette maniere, sçavoir, que quand les enfans seroient parvenus à l'âge de sept ou huit ans, les Ministres les catechiferoient, & qu'ensuite, les Evêques dans leurs visites, leur donneroient la bénédiction, en priant Dieu de leur accorder sa grace, & les dons du Saint Esprit.

A l'égard de ce dernier Article, le Roi ne souhaitoit pas qu'on admit en Ecosse, la Confirmation, de la maniere qu'on la pratiquoit dans l'Eglise Anglicane, parce qu'il n'étoit pas bien convaincu de son utilité. Mais comme il s'agissoit d'une des fonctions de l'Episcopat, il vouloit qu'au moins les Evêques y entraissent pour quelque chose.

Le dessein du Roi étant de parvenir à son but par degrés, il avoit choisi ces quatre Articles comme ceux qui pouvoient donner le moins de sujet d'offense aux Ministres, afin de les mettre dans leur tort, s'ils les recevoient. L'Assemblée Générale de l'Eglise d'Ecosse, comprenant bien quelle étoit la pensée du Roi, déclara, que s'il n'y avoit point d'autre différence entre les deux Eglises d'Angleterre & d'Ecosse, ces quatre Articles pourroient être acceptés pour le bien de la Paix; mais que comme c'étoit une nouveauté qui n'étoit pas capable de produire une parfaite union, elle ne voyoit point de nécessité à les insérer dans les Canons. Le Roi choqué de ce refus, résolut de contraindre les Ecossois, non seulement de recevoir ces quatre Articles, mais encore plusieurs autres auxquels il n'avoit pas jugé à propos de toucher d'abord, se persuadant qu'il étoit en droit, en vertu du pouvoir Royal, de donner à son Peuple d'Ecosse la Religion qui lui paroissoit la meilleure. Pour cet effet, il prit le parti d'aller lui-même en Ecosse, sous prétexte de voir son Pais natal où il n'avoit pas été depuis quatorze ans.

Il trouve
de l'opposition.

Avant que de partir, il fit publier en Ecosse une Proclamation dans laquelle il disoit, qu'il alloit visiter son ancien Royaume, *non pour y changer le Gouvernement Civil ou Ecclesiastique, mais pour réformer certains abus dans l'Eglise & dans l'Etat.* En même tems, il envoya par avance certains Officiers de sa Maison tous Anglois, qui avoient ordre d'orner sa Chapelle du Palais d'Edimbourg, de la même maniere que celle de Whitehall, & ces gens-là n'oublierent pas d'apporter avec eux, des tableaux, & même des statues représentant les Apôtres. Dès qu'on eut commencé à orner cette Chapelle, le Peuple d'Edimbourg en fit grand bruit, disant qu'on commençoit à introduire des Images, & que la Messe suivroit bien-tôt.

Il fait un
voyage en
Ecosse.

Le Roi étant arrivé à Barwick, prorogea le Parlement d'Ecosse, afin d'en faire lui-même l'ouverture, comme il le fit effectivement, par une Harangue fort longue, selon sa coutume. Pour cacher son véritable dessein, il proposa diverses choses parmi lesquelles il n'oublia pas l'Article qui regardoit la Religion, & ce fut le seul auquel on travailla sérieusement. Il se contenta d'abord de demander qu'on nommât un certain nombre de Commissaires, pour examiner, & pour régler ce qui concernoit la Religion. Le Parlement ayant consenti à cette proposition, le Roi n'attendit pas que le Parlement nommât les Commissaires, mais il les choisit & nomma lui-même le

Il traite les
Ecossois
avec beau-
coup de
hauteur.

JACQUES
I.
1617.

Grand Chancelier, le Grand Trésorier, & le Clerc des Rolles, qui lui étoient tous trois dévoués. Mais comme le Parlement faisoit difficulté de s'en tenir à cette nomination, il s'en mit fort en colere, trouvant fort étrange qu'on prétendît en nommer d'autres, après qu'il avoit fait connoître son intention. Enfin, comme on n'osoit pas bien lui résister en face, il obtint ce qu'il voulut.

Il fait passer
au Parle-
ment un Ar-
ticle qui lui
donne un
plein pou-
voir.

Ces Commissaires réglèrent d'abord un Article après lequel il n'y avoit plus rien à examiner. C'étoit, *Que tout ce qui seroit ordonné par le Roi & par les Evêques, touchant le gouvernement extérieur de l'Eglise, seroit tenu pour Loi Ecclesiastique à laquelle chacun seroit obligé de se soumettre.* C'étoit le Roi lui-même qui avoit dicté cet Article. Non, disoit-il, *que je refuse de recevoir les avis des Ministres sçavans; mais je ne veux point souffrir que la pluralité des voix l'emporte contre mon sentiment, comme il est arrivé autrefois dans les Assemblées Ecclesiastiques. Les Evêques doivent gouverner les Ministres, & le Roi doit les gouverner tous, dans les choses qui ne repugnent point au service de Dieu.* Ainsi le Roi faisoit connoître assez clairement, que, depuis qu'il étoit Roi d'Angleterre, il prétendoit avoir en Ecosse une plus grande autorité qu'il n'avoit eue auparavant.

Protestation
contre cet
Article.

Cependant, les Ministres d'Edimbourg & des environs, voyant que, par la prévarication des Commissaires, leur Eglise alloit être renversée, puis-que le Roi étoit autorisé pour y faire tous les changemens qu'il trouveroit à propos, s'assemblerent pour y chercher quelque remède. Ils n'en trouverent point d'autre qu'une Protestation contre l'Article passé par les Commissaires, & quand ils l'eurent dressée, ils chargerent l'un d'entre eux, nommé *Hevvet*, de la présenter au Roi. Ce Ministre s'étant rendu dans l'antichambre du Roi, pour exécuter sa Commission, l'Archevêque de Saint André l'aborda gracieusement, & le pria de lui faire voir la Protestation, à quoi le Ministre ne fit point de difficulté. Dès qu'il l'eut entre les mains, il voulut la mettre dans sa poche, & le Ministre se jeta sur lui pour la lui arracher, ce qui ne put pas se faire sans quelque bruit. Dans ce même tems, le Roi étant sorti de sa Chambre, & ayant appris la cause de ce tumulte, parla si rudement au Ministre que ce pauvre homme tout effrayé s'étant jetté à ses pieds, lui demanda pardon, & protesta qu'il ne se mêleroit plus de cette affaire.

Il assemble
les Ministres
& leur parle
rudement.

Mais quoique le Roi eût obtenu des Commissaires tout ce qu'il avoit souhaité, il comprit pourtant qu'il ne parviendroit jamais au but qu'il s'étoit proposé qu'avec le consentement des Ministres, d'autant plus que la Protestation étoit publique, & qu'on en avoit déjà répandu plusieurs copies qui se multiplioient incessamment. Il adressa donc aux Evêques un ordre d'avertir les Ministres de se trouver le 10. de Juillet à Saint André, où il vouloit lui-même leur parler. Les Ministres ayant obéi, le Roi les prit tous à témoin du grand soin qu'il avoit pris de l'Eglise d'Ecosse, depuis son avènement à la Couronne, ajoutant qu'il ne prétendoit pourtant pas qu'on le remerciât du zèle qu'il avoit pour le véritable service de Dieu, & pour maintenir un bon ordre dans l'Eglise. Il leur dit ensuite, qu'avant que de partir pour l'Ecosse, il leur avoit envoyé quatre Articles pour être insérez dans leurs Canons: qu'ils les avoient rejettés, & que néanmoins, il avoit gardé le silen-

ce : qu'en dernier lieu , ayant souhaité qu'il fût déclaré , qu'en vertu de sa Prérogative Royale , il avoit le pouvoir de faire des Loix Ecclésiastiques , ils s'étoient mutinez , & avoient publié une Protestation contre lui : qu'il vouloit bien laisser passer tout cela , aussi bien que beaucoup d'autres injures qu'il avoit reçues de leur part. *Mais présentement , ajouta-t'il , je veux savoir les raisons que vous avez de refuser ce que je demande. Je veux bien me laisser guider par la raison : mais si mes demandes sont justes & religieuses , je ne prétends pas qu'on me refuse ni qu'on me résiste.* Il prononça ces dernières paroles , en fronçant le sourcil , & en les regardant , dit l'Auteur des Annales , d'un air également sévère & majestueux qui obligea les Ministres à se jeter à genoux devant lui. Ensuite , continuant son discours , il dit , *que c'étoit un pouvoir naturel , & une Prérogative spéciale de tous les Rois Chrétiens de régler & d'ordonner la police de l'Eglise comme ils le trouvent à propos avec les avis des Evêques. Et Messieurs , continua-t'il , ne vous y trompez pas ; soit que vous l'approuviez , ou que vous ne l'approuviez point , il n'en sera pas autrement.*

JACQUES
I.
1617.

Les Ministres voyant sur quel ton le Roi leur parloit , lui demandèrent la permission d'aller conférer entre eux. Cette liberté leur ayant été accordée , ils rentrèrent quelque tems après , avec une Requête par laquelle ils supplioient Sa Majesté de convoquer une Assemblée Générale , afin que ce qu'il proposoit pût être reçu d'un consentement unanime. *Où , répondit le Roi , mais quelle assurance me donnerez-vous que l'Assemblée approuvera mes Articles ?* Quelques-uns d'entr'eux lui dirent alors , qu'ils ne voyoient point de raison qui pût l'empêcher. *Mais , dit le Roi , si l'Assemblée Générale est d'un autre sentiment , & que mes Articles soient rejettés , je me trouverai dans des difficultés encore plus grandes : car alors , si je veux faire usage de mon pouvoir , on me prêchera dans les chaires , on me fera regarder comme un Tyran & un persécuteur de l'Eglise : car c'est-là votre coutume.* Tous s'écrièrent alors , qu'il n'y avoit personne parmi eux , qui fût assez insensé. *Cependant , répliqua le Roi , j'ai l'expérience du contraire , c'est pourquoi vous n'aurez point d'Assemblée.*

Ils demandent une Assemblée Générale.

Le Roi la refuse.

Il étoit pourtant bien aisé de comprendre , que sans Assemblée , il étoit impossible au Roi de parvenir au but qu'il se proposoit. Quand même il auroit extorqué le consentement des Ministres qui étoient présens , il n'y auroit eu rien de fait , puisqu'ils n'étoient pas autorisés. Que si le Roi avoit voulu faire passer ces Articles par un ordre émané de son pouvoir absolu , il auroit fallu auparavant s'assurer de l'obéissance des Sujets , ou du moins , d'un pouvoir suffisant pour les y contraindre , & l'un & l'autre étoit également difficile , pour ne pas dire impossible. Ainsi le Roi ayant considéré la chose plus meurement , consentit enfin qu'il se tint une Assemblée Générale à Saint André , au mois de Novembre. Dans cet intervalle , le Ministre *Simson* , qui avoit dressé & signé la Protestation , fut emprisonné dans le Château d'Edimbourg , & *Cathervvood* , qui avoit porté à d'autres Ministres des Lettres pour les exhorter à y adhérer , fut banni du Royaume. Après cela , le Roi partit pour s'en retourner en Angleterre.

Il l'accorde ensuite.

L'Assemblée Générale , qui se tint à Saint André au mois de Novembre , résolut de différer l'acceptation des quatre Articles , jusqu'à ce qu'on eût eu

Il n'en est pas content.

JACQUES
I.
1617.

Il en accor-
de une au-
tre ou il ob-
tient ce
qu'il sou-
haitte.

Le Comte
de Bucking-
ham est fait
Conseiller
Privé d'E-
cosse.

Requête
présentee
au Roi tou-
chant les
divertisse-
mens du
Dimanche.
Wilson,
pag. 105.
Annales de
Jacques I.
pag. 31.

Le Roi fait
un Livre sur
ce sujet.

On en mur-
mure.

Il le fait
lire publi-
quement
dans toutes
les Eglises.
Wilson,
pag. 105.

le tems d'informer toutes les Eglises du Royaume de cette affaire, & se sépara. Le Roi en témoigna une colere extrême, & regardant ce délai comme un mépris de son autorité, il donna ordre d'arrêter le payement des gages des Ministres pour un an. Mais s'étant apperçu que cela ne faisoit qu'aggraver les esprits, & l'éloigner de son but, il permit enfin qu'il se tint une autre Assemblée Générale à *Perth*, au mois d'Août de l'année suivante. Ce fut-là que de gré ou de force, il obtint enfin le consentement des Eglises pour ses quatre Articles. Mais en même-tems, il répandit en Ecosse la semence des troubles qui agiterent ce Royaume sous le Regne suivant, & qui firent perdre au Roi son Fils & son Successeur & la Couronne & la vie. Ainsi, la passion dont il étoit animé contre les Puritains lui faisoit abandonner les principes d'équité & de modération, qu'il trouvoit si raisonnables lorsqu'il s'agissoit des Catholiques. Il ne vouloit point forcer la conscience de ceux-ci, pourvu qu'ils véussent en bons Sujets : mais il prétendoit que les Presbytériens se conformassent malgré qu'ils en eussent à ce qu'il trouvoit à propos. Au reste j'ai tiré presque mot à mot ce que je viens de dire sur ce sujet, des Annales que j'ai souvent citées, & dont l'Auteur ne peut pas être soupçonné d'avoir tourné son recit au désavantage du Roi.

Avant que de partir d'Ecosse, le Roi fit le Comte de Buckingham Conseiller Privé de ce Royaume, comme il l'étoit depuis quelque tems en Angleterre.

Pendant que le Roi étoit en chemin pour s'en retourner à Londres, il reçut une Requête de quelques Serviteurs, Laboureurs, gens de métier, & autres personnes du commun, qui se plaignoient de ce qu'on les empêchoit de danser, de joier, d'aller au cabaret, en un mot, de se divertir le Dimanche, après le Service divin. Sur cela, on fit entendre au Roi, que c'étoient les Puritains qui vouloient persuader au Peuple, que ces divertissemens étoient contraires au respect qui est dû au jour du repos. Que ces gens-là se fondoient sur des principes erroneux, sçavoir, que les Chrétiens étoient obligés d'observer le jour du repos avec la même régularité que les Juifs, & que par cette raison, ils affectoient de n'appeler le Dimanche que *le Jour du Sabbath*. Il n'en fallut pas davantage pour obliger le Roi à condamner ce scrupule Puritain, d'autant plus qu'il étoit lui-même très-peu scrupuleux sur ce sujet. Il fit donc publier en son nom, un Livre où il soutenoit par plusieurs raisons, que les divertissemens du Dimanche, après le Service divin, n'avoient rien de condamnable, & en même tems, il défendoit à tous ses Sujets de s'y opposer. Ce Livre fit beaucoup de bruit, & ce ne furent pas les Presbytériens seuls qui gloserent sur ce sujet. Plusieurs Membres de l'Eglise Anglicane en témoignèrent leur mécontentement, & entr'autres le Maire de Londres, qui, malgré les défenses, fit arrêter le bagage du Roi même, qui traversoit la Ville un jour de Dimanche. Mais le Roi se mettant peu en peine de ces murmures, & voulant soutenir ce qu'il avoit fait, ordonna que son Livre seroit lu publiquement dans toutes les Eglises, & les Ministres qui refusèrent d'exécuter cet ordre, furent sévèrement châtiés par la Haute Commission. Quelques-uns ont prétendu, que cet ordre étoit un piège pour surprendre certains Ministres qui, quoique Puritains, ne se faisoient pas un scrupule

scrupule de se faire recevoir dans l'Eglise Anglicane , & d'y prêcher leur doctrine.

C'étoient-là les affaires les plus importantes qu'il y eût alors en Angleterre. Le Roi , comme je l'ai déjà dit , ne se mêlant d'aucune affaire étrangère , se reposoit sur ses Ministres , du Gouvernement du Royaume. Le Comte de Buckingham en étoit le Directeur Général : c'étoit lui qui gouvernoit absolument l'Etat & l'Eglise , & qui dispoſoit de toutes les Charges & de tous les Bénéfices. S'il en faut croire certains Auteurs , il n'en procuroit point ſans en tirer de l'argent , ou une pension annuelle. Comme le Roi étoit toujours indigent , il falloit que le Favori trouvât des moyens pour faire ſubſiſter , & pour enrichir même ſa Parenté qui étoit fort nombreuſe , & qui ſe rendoit en foule à la Cour pour participer à ſa fortune. Pour ne pas revenir à la même matière , je dirai ici tout d'un coup , que le Frere aîné du Favori fut fait Vicomte de *Purbeck* ; ſon Frere cadet , Comte d'*Angleſey* , la Mere , quoique Papiſte , fut créée Comteſſe de Buckingham , ſans que le Roi fit le même honneur au mari. Enfin , toutes les Filles parentes de la Maiſon , furent mariées dans les plus riches & les meilleures Maiſons du Royaume. La Mere du Favori étant Papiſte , & gouvernant ſon Fils qui n'étoit proprement d'aucune Religion , avec autant de facilité qu'il gouvernoit lui-même le Roi , il n'étoit pas fort étonnant , que les Papiſtes conſuſſent de grandes eſpérances , & fourmillaffent dans le Royaume. Le Roi ne ſ'en mettoit pas beaucoup en peine. Pourvû qu'on prêtât le Serment d'allégeance , & qu'on ne fût pas Puritain , tout le reſte lui étoit indifférent. Il ne ſ'occupoit guères qu'à ſe divertir , & comme il alloit fort ſouvent à la chaffe , ſes admirateurs prétendoient qu'il prenoit ce tems-là pour penſer aux affaires du Gouvernement.

Je vai finir les événemens de l'année 1617. par la triſte Cataſtrophe du Chevalier *Walter Rawleigh*. Il avoit demeuré douze ans en priſon , depuis qu'il avoit été condamné à mort , & pendant ce tems-là , il ne ſ'étoit occupé qu'à l'étude & à la compoſition de ſon Hiſtoire du Monde. Enfin , il obtint ſa liberté , ſans que le Roi lui accordât des Lettres de grace. Comme ſon bien avoit été conſiſqué , & donné au Comte de Sommerſet , il ſe trouva fort embarrasſé quand il fut ſorti de priſon. La Cour , où il ne connoiſſoit plus perſonne , étoit un Païs tout nouveau pour lui. Cela fut cauſe qu'il forma le projet d'aller chercher fortune dans les Païs éloignés. Il avoit autrefois parcouru les Mers de l'Amerique , & il en connoiſſoit toutes les Côtes , & particuliérement celle de *la Guayana*. On prétend même qu'il y avoit laiſſé une marque pour retrouver un certain endroit où il y avoit une mine d'or , & que *Kemish* ſon valet avoit rapporté de cette mine quelques morceaux qui faiſoient juger que la mine étoit fort riche. Quoiqu'il en ſoit , comme il ne ſçavoit où donner de la tête , il fit dire au Roi , qu'il connoiſſoit en Amerique , une mine très-riche , d'où il eſpéroit de rapporter une prodigieuſe quantité d'or , ſ'il plaiſoit à Sa Maieſté de lui accorder une Commiſſion particulière. Cette mine ſe trouvant dans un Païs dont les Eſpagnols étoient en poſſeſſion , on ne pouvoit ſ'en faiſir ſans rompre la Paix avec l'Eſpagne. Cependant , le Roi , ébloui ſans doute , de l'eſpérance que *Rawleigh* lui faiſoit concevoir , lui accorda la Commiſſion qu'il demandoit,

JACQUES
I.

1617.
Buckingham gouverne tout.

Sir Anth.
Weldon.

Les Papiſtes
fourmillent
en Angle-
terre.

Annales de
Jacques I.

Hiſtoire de
la mort du
Chevalier
Rawleigh.

VWilson,
pag. 112.

Annales de
Jacques I.

pag. 31.
Rog. Coke,
pag. 54.

JACQUES
I.
1617.

doit, adressée, *A notre amé & féal, Walter Rawleigh, &c.* On a dit depuis que le Roi ne lui avoit accordé cette Commission, qu'à condition qu'il ne porteroit aucun préjudice aux Sujets du Roi d'Espagne. Mais comment auroit-il été possible d'emporter l'or d'une mine appartenant aux Espagnols, sans leur porter du préjudice?

Quoiqu'il en soit, Rawleigh, en vertu de sa Patente, engagea divers Particuliers dans son projet. On lui fournit de l'argent, avec quoi il équipa douze Vaisseaux, & il partit au mois d'Août 1617. pour aller chercher cette mine. Lorsqu'il fut arrivé sur la côte de la Guayana, il n'y retrouva point la marque qu'il y avoit laissée, & ne pût plus reconnoître l'endroit qu'il croyoit avoir si bien remarqué. Il ne laissa pourtant pas de détacher cinq Vaisseaux sous la conduite de son Fils & de Kemish, avec ordre d'entrer dans la riviere d'*Orenoque*, & de monter aussi haut qu'il seroit possible, pour tâcher de reconnoître la montagne où étoit la prétendue mine. Cette montagne ne paroissant nulle part, les Anglois descendirent à terre, & ayant mis en fuite les Espagnols qui avoient voulu s'opposer à la descente, ils les poursuivirent jusqu'à la Ville de *Saint Thomé*, dont ils se rendirent maîtres, & y firent un grand butin. Le Fils aîné du Chevalier Rawleigh fut tué en cette occasion. Ensuite, ayant laissé Garnison dans la Ville, ils s'avancèrent plus loin dans le Pais, sans pouvoir trouver la mine tant désirée. Enfin, s'étant lassé de chercher, ils allerent joindre le Chevalier Rawleigh qui se voyant frustré de son espérance, menaça Kemish de l'indignation du Roi, & quelques jours après Kemish fut trouvé mort dans son lit. Les Matelots fâchez d'avoir si mal réussi, se plainquirent hautement qu'on les avoit engagés à une entreprise chimérique, & contraignirent le Chevalier Rawleigh de remettre à la voile pour retourner en Angleterre. Quand ils furent arrivés à *Kingsale* en Irlande, il voulut leur persuader de se retirer avec lui en France : mais au lieu d'écouter cette proposition, ils le menerent malgré lui à *Plimouth*, où il fut arrêté par ordre du Roi, & conduit à la Tour de Londres.

Pendant son absence, le Comte de Gondemar (1) ayant fait de grandes plaintes touchant la Commission accordée à Rawleigh, qui étoit devenue publique, le Roi ne trouva pas de meilleur moyen pour l'appaiser que de la défavoier, ou du moins, d'assurer que Rawleigh avoit des ordres exprès de ne rien faire contre les Espagnols. Rawleigh revenant sans or, sa cause en fut d'autant plus mauvaise. D'ailleurs l'Ambassadeur demandoit hautement qu'il fût puni, & faisoit entendre au Roi, que, sans cela, il n'y avoit pas moyen de continuer la négociation du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante. Cela fut cause que le Roi se détermina enfin à sacrifier Rawleigh au Roi d'Espagne. Mais comme on ne pouvoit pas lui faire son procès sur cette dernière expédition pour laquelle il avoit une Commission en bonne forme, il fut résolu de lui faire couper la tête, en vertu de la Sentence donnée contre lui quatorze ans auparavant. Il eut beau alléguer que sa Commission, dans laquelle le Roi lui donnoit la qualité de *fidelle Sujet*, & pouvoir de vie & de mort sur ceux qui étoient sous sa conduite, étoit équivalente à un pardon. Les Juges lui répondirent, qu'une trahison

(1) D. Diego de Sarmiento Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne en Angleterre.

trahison ne pouvoit être pardonnée qu'en termes exprès. Ainsi, sans qu'on l'examinât sur sa dernière expédition, il fut ordonné que la première Sentence seroit exécutée (1).

JACQUES
I.
1617.

C'est ainsi que finit le Chevalier Rawleigh, à l'âge de soixante & dix-sept ans. C'étoit un homme digne d'une meilleure fortune, & qui avoit un grand mérite. Il avoit aussi quelques défauts qu'on a tâché de diminuer ou d'exagérer pour rendre son exécution plus ou moins odieuse, selon que les Historiens ont pris parti pour ou contre le Roi Jacques. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut sacrifié à la haine mortelle que les Espagnols avoient conçue contre lui, dès le tems d'Elisabeth, & à la malheureuse passion qu'avoit le Roi de faire réussir le Mariage du Prince son Fils, avec l'Infante d'Espagne.

Depuis que Jacques étoit sur le Trône d'Angleterre, les Anglois vivoient en Paix avec tous leurs voisins, sans être inquiétés par aucune Guerre. Le Roi & les Ministres prétendoient que c'étoit-là le point capital du Gouvernement & que rien ne marquoit mieux la capacité de ceux qui gouvernoient un Etat, que de sçavoir faire vivre les Sujets en Paix. Cependant le Peuple n'étoit pas content. Plusieurs soutenoient que cette maxime étoit fautive quand on vouloit l'étendre trop loin, & qu'il arrive souvent que la Guerre n'est pas moins nécessaire que la Paix pour le bonheur des Sujets. On trouvoit mauvais que le Roi laissât aux Hollandois la liberté de pêcher sur les côtes d'Angleterre, sans en demander la permission au Gouverneur de Scarborough, comme ils l'avoient accoutumé, avant qu'ils eussent recouvré leurs Villes hypothéquées. On ne trouvoit pas moins étrange, qu'on les laissât venir jusques sur les Côtes avec une Flotte de Vaisseaux de Guerre pour soutenir leurs Pêcheurs, comme s'ils avoient dessein de braver le Roi, & de lui faire voir qu'ils vouloient pêcher sur ses Côtes malgré lui, & on disoit hautement, que ce n'étoit pas une grande habileté, que d'entretenir la Paix en souffrant de pareils affronts. On se plaignoit encore, que le Roi abandonnoit les intérêts de la Religion Protestante dans un tems, où la France, l'Empereur, le Roi d'Espagne, le Pape, faisoient tous leurs efforts pour la ruiner, à quoi ils n'avoient que trop d'espérance de réussir, puisque le *Défenseur de la Foi* demouroit les bras croisez. L'extrême jalousie que le Roi témoignoit par rapport à sa Prérogative, donnoit encore un grand sujet de mécontentement. On ne voyoit pas en quoi cette Prérogative avoit été blessée : mais on croyoit voir clairement qu'il avoit dessein de l'étendre beaucoup plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs. On considéroit, qu'il avoit emprisonné divers Membres du Parlement par la seule raison qu'ils avoient insisté dans leur Chambre, sur les Griets du Peuple : qu'il avoit autorisé divers Monopoles : qu'il avoit levé de l'argent sur le Peuple sans l'autorité du Parlement : que ses Discours au Parlement, aux Juges, à la Chambre étoilée, ne tendoient qu'à élever la puissance Royale, & à la mettre comme à côté de celle de Dieu, d'où on inféroit, qu'il avoit dessein de détruire la Constitution du Gouvernement d'Angleterre. On ne pouvoit voir sans indignation un jeune homme de vingt-cinq ans gouverner à baguette tout le Royaume, disposer de toutes les Charges en faveur de ses Parens

1618.
Le Peuple
se plaint du
Gouverne-
ment & du
Roi.

Rog. Koke,
pag. 60.
Adress to
the Freeman,
Preface.

Le Peuple
se plaint
aussi du Fa-
vor.

&c

(1) Ce ne fut qu'au mois d'Octobre 1618.

JACQUES
I.
1618.
Wilson.
Rog. Koke,
pag. 59.

& de ses amis, se faire revêtir de celle de Grand Amiral, quoiqu'il n'eût jamais été sur Mer que pour faire le trajet de Douvre à Calais, & enfin se faire honorer du titre de Marquis de Buckingham, sans avoir jamais rendu aucun service à l'Etat, depuis environ deux ans qu'il étoit à la Cour. Ces deux Dignitez venoient d'être conférées au Favori, la première, par la démission du Comte de Nottingham qui en avoit tiré une bonne somme d'argent, & une pension annuelle pour le reste de sa vie. Mais ce n'étoit pas encore tout ce dont on se plaignoit. On disoit que la Cour étoit d'un très-mauvais exemple à tout le Royaume : qu'on n'y entendoit que des juremens & des blasphêmes, & que le Roi lui-même n'étoit pas exempt de ce défaut : qu'on n'y faisoit consister la Religion qu'à n'être pas Puritain : qu'un des deux Secrétaires d'Etat étoit Papisste : que la Mere du Favori l'étoit aussi, & qu'on ne sçavoit de quelle Religion étoit son Fils, mais qu'on ne pouvoit ignorer ses débauches qui étoient toutes publiques, & qui scandalisoient tout le monde : qu'on voyoit croître tous les jours le nombre des Papisstes : que le Mariage du Prince de Galles avec une Princesse Papisste, Fille de l'ennemi mortel de la Religion Protestante, marquait assez combien peu le Roi avoit à cœur les intérêts de la Religion : que si quelqu'un vouloit représenter au Roi ou aux Ministres, les inconvéniens qui pouvoient naître d'un tel Mariage, on lui fermoit la bouche, en lui disant que c'étoit un attentat contre la Prérogative Royale, & que tout homme qui, sans y être appelé, vouloit entrer dans les secrets du Gouvernement, se rendoit coupable de rebellion.

Le Roi n'est
pas content
du Peuple.

Mais d'un autre côté, le Roi n'étoit pas moins choqué de ce qu'on avoit la hardiesse de gloser sur sa conduite, comme si on prétendoit qu'un Roi devoit se gouverner selon le caprice de ses Sujets. Ce qui le chagrinoit le plus, c'étoit que les Puritains n'étoient pas les seuls qui osoient se plaindre du Gouvernement, & que ceux même qui étoient le plus attachez à la Hiérarchie Ecclésiastique, ne pouvoient s'accoutumer à un Gouvernement absolu par rapport à l'Etat. Le Parlement même lui avoit assez fait connoître combien il étoit éloigné de vouloir se soumettre à d'autres Loix qu'à celles qui avoient eu cours jusqu'alors.

Ainsi le Roi & le Peuple étoient également mécontents. Il est vrai que le Roi sembloit avoir un grand avantage, en ce que n'y ayant point de Parlement, personne n'avoit droit de se plaindre ouvertement de sa conduite : mais d'un autre côté, l'argent ne venoit pas dans l'Echiquier avec la même abondance que sous les Rois ses Prédécesseurs qui avoient sçu mettre le Parlement dans leurs intérêts. Il aimoit pourtant mieux s'en passer, ou se servir, pour s'en procurer, de divers moyens qui augmentoient le mécontentement du Peuple, que de s'exposer au risque de voir le Parlement lui disputer sa Prérogative de laquelle il étoit extraordinairement jaloux. Il se consolait pourtant par l'espérance de conclure bien-tôt le Mariage du Prince son Fils, qui devoit lui faire toucher une dot de deux millions. Il est certain que la Cour d'Espagne avoit offert cette somme : mais je n'ai pu trouver nulle part de quelle sorte de monnoye elle l'entendoit. Je conjecture que le Roi d'Espagne avoit laissé cela indécis, pour avoir occasion de faire durer la

la négociation autant qu'il le jugeroit à propos, & de la rompre enfin quand il en feroit tems.

Quand on considère toutes les démarches de la Cour d'Espagne par rapport à ce Mariage, on ne peut s'empêcher de croire qu'elle n'avoit aucun dessein de le conclurre, ni dans le tems que la négociation fut entamée, ni long-tems après. Au commencement, son unique but étoit d'amuser le Roi Jacques pour l'empêcher de se mêler de l'affaire de la Succession du Duc de Clèves. L'Empereur vouloit garder ces Etats, ou pour lui-même, ou pour les donner à un Prince de sa Maison, sous prétexte de les tenir en sequestre jusqu'à ce que le procès fut jugé. Mais les Etats des Provinces-Unies n'ayant point donné dans ce piège, s'étoient emparez d'une partie des Païs qui étoient en contestation, avec protestation qu'ils les rendroient à celui à qui ils seroient adjugez. D'ailleurs, ils protégeoient ouvertement l'Electeur de Brandebourg qui étoit un des principaux Prétendans, & Protestant, comme au contraire, la Maison d'Autriche favorisoit le Duc de Newbourg qui s'étoit fait Catholique. Sous ce prétexte, le Prince Maurice d'un côté, & *Spinola* de l'autre, tâchoient de se rendre maître du Païs, & c'étoit-là comme une espece de Guerre de Religion, à laquelle il étoit très-important pour la Maison d'Autriche, quel l'Angleterre ne prît point de part. C'étoit pour cela qu'on leurroit Jacques en Espagne, de l'espérance du Mariage, & de la dot de deux millions.

On ne manquoit point de prétextes pour faire traîner cette négociation. L'union d'une Princesse Catholique avec un Prince Protestant, demandoit qu'on prît des précautions pour assurer à l'Infante la liberté de professer sa Religion, avec une décence convenable à une Princesse d'Espagne. Ce fut-là l'unique Article auquel on s'arrêta d'abord, les deux Cours ayant jugé, qu'avant que celui-là fût réglé, il étoit inutile de mettre les autres sur le tapis. Comme il étoit important pour la Cour d'Espagne de faire durer la négociation, il falloit aussi qu'elle persuadât le Roi Jacques, de sa bonne foi, afin de le tenir toujours amusé. Ce fut dans cette vûe, qu'après avoir disputé pendant deux ans, craignant enfin que Jacques ne se rebutât, elle convint avec *Digby & Cottington* Ambassadeurs d'Angleterre, de cinq Articles, dont le premier lui procuroit la facilité de faire durer le Traité aussi long-tems qu'elle le jugeroit à propos, ou même de le rompre entièrement, quand elle n'auroit plus intérêt de feindre. Voici les Articles.

1. Que la dispense du Pape seroit premièrement obtenüe, à la seule sollicitation du Roi d'Espagne.
2. Que les enfans qui naîtroient de ce Mariage ne seroient point contraints par rapport à la Religion, & que s'ils vouloient être Catholiques, cela ne porteroit aucun préjudice à leur droit de Succession.
3. Que les Domestiques étrangers de l'Infante pourroient être Catholiques : Qu'on leur accorderoit un lieu convenable pour y faire célébrer le Service divin, à la manière de l'Eglise Romaine, & que les Religieux & les autres Ecclesiastiques pourroient porter leurs habits ordinaires.
4. Que le Mariage seroit premierement célébré en Espagne, selon les instructions du Concile de Trente, & qu'ensuite, quand l'Infante seroit arri-

JACQUES
I.

1618.

But de l'Espagne dans la négociation du Mariage.

Convention pour le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante.

Annales de Jacques I. Rushworth, Vol. I. pag. 4. Edition de 1721.

JACQUES. vée en Angleterre, on le solenniferoit de la maniere qui seroit jugée nécessaire pour le rendre valide, selon les Loix de ce Royaume.

1.
1618.

5. Que l'Infante auroit un Confesseur & un nombre compétent de Chappellains, tous étrangers, l'un desquels auroit le pouvoir de gouverner la maison de l'Infante dans les choses qui regarderoient la Religion.

Le Roi
signe ces
conven-
tions.

Ces Articles ayant été envoyez en Angleterre, le Roi les approuva & les signa. Il dit sur ce sujet, que comme c'étoit une Princesse Catholique que son Fils devoit épouser, il étoit juste d'avoir tous les égards possibles pour elle, comme d'un autre côté, il devoit prendre garde de ne rien accorder qui pût blesser sa conscience, ou porter du préjudice à la Religion établie en Angleterre. J'avouë que je ne comprends pas bien, comment cette maxime s'accordoit avec le second Article. Pour le premier, il supposoit comme un préalable, la dispense du Pape, qui se fit attendre plusieurs années, & qui n'arriva enfin qu'avec des augmentations & des restrictions dont j'aurai occasion de parler dans la suite.

Raisons du
Roi Philip-
pe pour fai-
re durer la
négociation
du Mariage.

Jusqu'alors le Roi d'Espagne en faisant traîner cette négociation, n'avoit eu en vûe que la Succession de Cleves. Mais dans cette même année, les affaires d'Allemagne & de Bohême commencerent à prendre un train qui donna lieu de craindre qu'il ne s'allumât dans ces Pais-là, une Guerre de Religion. Ce fut là une nouvelle raison pour le Roi d'Espagne, d'amuser le Roi Jacques, de peur qu'il ne se rangeât dans le parti des Protestans, & qu'il ne leur donnât un puissant secours. Pour bien entendre ce qui sera dit dans la suite, il est absolument nécessaire de sçavoir en quel état les affaires d'Allemagne & de Bohême se trouvoient alors.

Affaires
d'Allema-
gne.
Annales de
Jacques I.
pag. 37.

Pour ce qui regardel'Allemagne, il suffit de dire en deux mots, que, depuis quelque-tems, il y avoit de grandes jalousies, & des défiances reciproques entre les Catholiques & les Protestans. Ceux-ci se plaignoient qu'ils ne pouvoient obtenir aucune justice ni de l'Empereur ni de la Chambre Impériale. Les Catholiques se plaignoient à leur tour, que les Protestans tâchoient sans cesse d'étendre leurs privilèges plus loin que les Loix de l'Empire ne le permettoient : qu'après avoir feint de vouloir se contenter d'une simple tolérance, ils avoient prétendu à l'égalité, & que non contents de cela, ils avoient complotté de bannir la Religion Catholique de toute l'Allemagne. C'étoit sous ce prétexte, que les Catholiques avoient fait entr'eux une ligue qui en fit faire une semblable entre les Protestans. Ceux-ci s'étant assemblez à *Heilbron*, l'Empereur Mathias leur écrivit pour les exhorter à rompre leur ligue. Mais ils ne jugerent pas à propos de déférer à ses exhortations, par la raison, que cette ligue n'étoit que défensive, & que les Catholiques n'offroient pas de rompre celle qu'ils avoient faite entr'eux. C'étoit là un sujet pour la Cour d'Espagne d'amuser le Roi Jacques, pour l'empêcher de s'unir avec les Protestans d'Allemagne. Mais les troubles qui arriverent cette année en Bohême, lui en fournirent un plus considérable. C'est ce qu'il faut expliquer ici aussi brièvement qu'il sera possible, parceque cette affaire a une influence continuelle sur tout le reste de ce Regne.

Affaires de
Bohême.
Apol. des
Etats de
Bohême.

Il y avoit en Bohême deux Religions autorisées par les Loix, l'une qu'on appelloit *sub una*, & l'autre qu'on nommoit *sub utraque*. La premiere étoit professée par les Catholiques qui ne communioient que sous une seule espèce, la

la seconde par les *Hussites* qui recevoient le Sacrement de l'Eucharistie sous les deux espèces, & qui, depuis la Réformation, étoient devenus de véritables Protestans. J'ai parlé ailleurs des Guerres de Religion qui affligèrent ce Royaume, sous le Regne de l'Empereur Sigismond. Il suffit donc d'ajouter ici, que cet Empereur ne put se faire reconnoître pour Roi de Bohême qu'en accordant aux Hussites un Edit par lequel, entr'autres privilèges, il étoit ordonné, qu'il ne pourroit y avoir dans la Ville de Prague, aucun Magistrat ni Bourgeois, qui ne fût de leur Religion. Cet Edit qui fut donné en 1435. fut observé jusqu'en 1570. que par ordre de Maximilien II. un Catholique fut reçu Bourgeois à Prague. Un autre de la même Religion obtint la même faveur en 1599. & de plus, une place dans la Magistrature. Depuis ce tems-là, l'Edit de Sigismond fut très-souvent violé, & enfin, les Jésuites furent introduits dans Prague, & y firent bâtir un magnifique Collège. Ainsi, peu-à-peu, le nombre des Catholiques s'accrut considérablement dans cette Ville, par la faveur des Gouverneurs & des autres Officiers de l'Empereur, qui étoient tous de la même Religion. A mesure que leur nombre croissoit, ils portoient plus loin leurs prétentions, & enfin, s'il en faut croire l'Apologie que le Peuple de Bohême publia dans la suite, ce ne furent que violations continuelles de l'Edit de Sigismond. Cependant, sous le Regne de Rodolphe II. les Protestans, par l'intercession du Prince Mathias, obtinrent de l'Empereur un second Edit qui, sous prétexte de confirmer leurs privilèges, les mettoit dans une espèce d'égalité avec les Catholiques, quoique, pendant l'espace de cent cinquante ans, ils eussent eu la supériorité. C'étoit pourtant beaucoup pour eux, vû la conjoncture du tems, que d'avoir obtenu cette égalité. Mais quoiqu'elle fût bien au dessous de leurs anciens privilèges, les Officiers que l'Empereur avoit en Bohême, jugeant que cet Edit étoit préjudiciable à la Religion Catholique, refusèrent de le faire publier, disant qu'il avoit été extorqué de l'Empereur, pendant qu'il étoit en Guerre contre les Turcs. Il y a beaucoup d'apparence que la Cour de Vienne étoit d'intelligence avec eux.

Rodolphe II. étant mort en 1614. Mathias son Frere lui succéda, tant dans le Royaume de Bohême, que dans la Dignité Impériale. Sous ce nouveau Roi, les privilèges des Protestans furent violez bien plus ouvertement, & avec plus de hauteur que sous le dernier, s'il en faut croire leur Apologie. Mais ce ne fut pas encore tout, Mathias ayant adopté Ferdinand d'Autriche son Neveu, voulut aussi lui assurer la Couronne de Bohême. L'exécution de ce projet auroit sans doute rencontré beaucoup de difficulté, si l'Empereur n'avoit pas usé d'artifice. La *Silésie*, la *Moravie*, la *Haute*, & la *Basse Lusace*, étant des Païs incorporez à la Bohême, avoient droit d'envoyer des Députés aux Etats de ce Royaume, quand on les assembloit. Mais comme ces Païs étoient Protestans, il y avoit beaucoup d'apparence que leurs Députés se joindroient à ceux de Bohême, de la même Religion, & feroient échoüer le dessein de l'Empereur. Par cette raison, il convoqua les Etats de Bohême, sans y appeler les Etats incorporez. Les Protestans se plainquirent de cette innovation, & la plûpart refusèrent d'envoyer des Députés aux Etats, pour ne pas l'autoriser. C'est ce que l'Empereur avoit prévu & souhaité : car les Députés Catholiques s'étant trouvez en plus grand nombre aux Etats, Fer-

JACQUES
I.
1618.
*Hist. de la
Rebellion de
Bohême.*

Ferdinand
d'Autriche
est déclaré

JACQUES
I.
1618-
Successeur
présomptif
de Mathias.

Les Etats
de Bohême
présentent
une Requête
à l'Empereur.

Ils jettent
par les fenêtres
trois de
ces Officiers.

Ils se déterminent à
prendre les
armes.

Armée levée dans les
Païs-Bas
pour l'Empereur.

Hist. de la
Rébellion de
Bohême.

Bucquoy
est nommé
pour Général
de l'Empereur

Jacques est
amusé par
la Cour
d'Espagne.

Rushworth
Collect. p. 9.

dinand y fut déclaré Successeur présomptif de Mathias, & peu de tems après, couronné à Prague, après quoi il alla faire sa résidence à Gratz. Les *Défenseurs*, c'est ainsi qu'on nommoit un certain nombre de gens distinguez, choisis & ordonnez par les Etats, pour tenir la main à l'exécution des Edits, voyant les desseins de la Cour de Vienne, convoquerent les Etats, selon le pouvoir qu'ils en avoient, & n'oublierent pas d'y appeler les Provinces incorporées. Cette Assemblée ne fit autre chose que dresser une Requête pour être présentée à l'Empereur, dans laquelle les Etats demandoient l'exécution des Loix du Royaume, & une juste réparation des torts qu'ils avoient été faits. Cependant, comme ils ne pouvoient prendre aucune résolution, avant que d'avoir reçu réponse de l'Empereur, ils s'ajournerent jusqu'au Lundi après les *Rogations* de l'année 1618.

Bien loin que l'Empereur fût disposé à répondre favorablement à la Requête des Etats, il donna ordre à son Lieutenant en Bohême, d'empêcher la prochaine Assemblée qui avoit été convoquée sans sa permission. Mais le Lieutenant ne se trouva pas assez fort pour exécuter cet ordre. Ses oppositions n'ayant fait qu'aigrir les Etats qui s'étoient assemblez au jour marqué, dans le Collège de Charles IV. ils se transporterent en Corps à la Chancellerie, & s'étant saisis des Officiers de l'Empereur, ils en choisirent trois, & les firent jeter par les fenêtres du Château. Après cela, ils chassèrent les Jésuites de Prague.

Les choses en étant venues à cette extrémité, les Etats publièrent une Apologie pour instruire le Public, des raisons qu'ils avoient eues de punir ces Officiers. Mais comme ils jugeoient bien que l'Empereur ne les écouterait pas, ils signèrent une Confédération par laquelle ils promettoient de s'assister mutuellement, envers & contre tous. Pendant ce tems-là, ayant appris que l'Empereur faisoit des préparatifs pour les attaquer, ils créèrent vingt-quatre *Protecteurs* auxquels ils donnerent pouvoir de lever des troupes, & d'imposer sur le Royaume & sur les Païs incorporez, les taxes qu'ils jugeroient nécessaires. Ainsi la Guerre étant infaillible, chacun prit de son côté les mesures qu'il jugea convenables, soit pour attaquer, soit pour se défendre.

Dans le tems que les Etats de Bohême prenoient ces résolutions, le Cardinal Infant préparoit une Armée dans les Païs Bas, pour l'envoyer au secours de l'Empereur. Pendant que cette Armée se levoit, il envoya *Charles de Bucquoy*, Comte de Longuevâl, à l'Empereur qui le nomma pour Général de l'Armée destinée contre la Bohême. Les Etats choisirent de leur côté pour leurs Généraux, le Comte *Ernest de Mansfeldt*, & le Comte *de la Tour*. Cette Guerre étoit d'une si grande importance pour la Maison d'Autriche, qu'il n'est pas fort étrange que la Cour d'Espagne continuât toujours à amuser le Roi Jacques de l'espérance de voir bien-tôt conclure le Mariage projeté. Il y avoit beaucoup d'apparence que cette Guerre deviendroit enfin une Guerre de Religion, & en ce cas-là, l'Angleterre pouvoit beaucoup fortifier le parti des Protestans. Dans la suite, le Roi d'Espagne eut encore de nouvelles raisons pour continuer ce même manège. Mais ce qu'il y a de bien étrange, c'est qu'encore que Jacques eût de très-fortes raisons pour soupçonner que ce Prince n'agissoit pas de bonne foi, il s'obstina toujours à se reposer sur sa sincérité. *Je suis surpris*, disoit un de ses Ministres dans une Lettre qu'il écrivoit

écrivait à Cottington, que le Comte de Gondemar ait employé tant de tems à faire son voyage, & je ne sçai qu'en penser. Je ne puis pourtant me mettre dans l'esprit, que les Espagnols soient assez perfides pour amuser le Roi d'une si étrange manière, après avoir reçu de lui tant de témoignages de l'estime qu'il fait de leur amitié. Il a porté si loin sa condescendance pour eux, qu'il a bien voulu leur sacrifier le Chevalier Rawleigh, quoique ce fût un homme qui pouvoit encore lui rendre de très-grands services (1). Il est pourtant certain que la Cour d'Espagne amusoit le Roi. Le Comte de Gondemar s'étant chargé de porter en Espagne les Articles signez par le Roi, dont j'ai parlé ci-dessus, employa tant de tems à son voyage, qu'il étoit manifeste qu'il ne cherchoit qu'à le prolonger. Mais cela n'empêcha pas que Jacques ne continuât toujours à s'aveugler volontairement, & c'est ce qui paroitra encore mieux dans la suite.

JACQUES
I.
1618.
Annales de
Jacques I.
pag. 39.

Quoique le Peuple d'Angleterre ne fût pas instruit du contenu des Articles dont les deux Cours étoient convenues, il sçavoit pourtant que le Mariage étoit sur le point d'être conclu, & il jugeoit bien que ce ne pouvoit être qu'au préjudice de la Religion. Cela causoit beaucoup de plaintes & de murmures parmi les Protestans, pendant que les Catholiques triomphoient, sçachant bien que le Roi d'Espagne ne donneroit pas l'Infante sa Fille au Prince de Galles, sans leur procurer de grands avantages. En tout cas, ils étoient assurez d'avoir toujours dans cette Princesse une puissante Protectrice qui n'abandonneroit pas les intérêts de la Religion. Nous verrons dans les années suivantes avec quelle adresse la Cour de Madrid sçut faire durer cette négociation, jusqu'à ce qu'elle en eut tiré tous les avantages possibles, tant pour la Maison d'Autriche, que pour la Religion Catholique.

Les Protec-
tans d'An-
gleterre
murmurent,
Annales de
Jacques I.
& les Ca-
tholiques
trionphent.

Au commencement de l'année 1619. le Comte de Northumberland, qui étoit à la Tour depuis la Conjuración des poudres, obtint enfin sa liberté par l'intercession de Lord Hayes son Gendre, qui venoit d'être fait Vicomte de Doncaster.

1619.
Le Comte
de Nor-
thumber-
land est mis
en liberté.
Williams
est fait Con-
seiller Privé.

Environ ce même-tems, le Docteur Williams, Doyen de Westminster, fut admis dans le Conseil du Roi, & quelque-tems après, il fut fait Evêque de Lincoln. Je remarque exprès l'avancement de ce Prélat, parcequ'on le rencontre souvent dans l'Histoire de ce Regne, & encore plus dans celle du suivant.

Au mois de Mars de cette même année (2), le Roi perdit la Reine son Epouse âgée de quarante-six ans. Peu de tems après, il fut lui-même attaqué d'une grande maladie qui le conduisit, s'il faut ainsi dire, sur le bord du tombeau. Il eût été bon pour sa réputation qu'il fut mort en ce tems-là, puisque le reste de son Regne, qui dura encore six ans, ne fait pas beaucoup d'honneur à sa mémoire. Dans cet intervalle, il fit connoître de plus en plus le dessein qu'il avoit formé d'étendre le pouvoir Royal aussi loin qu'il étoit possible. De plus, il donna des preuves très-convainquantes, qu'encore qu'il eût défendu la Religion Protestante, par ses Ecrits, il n'avoit pas ses intérêts fort à cœur. Enfin, la passion qu'il avoit de conclure le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne, fit connoître toute sa foiblesse,

Mort de la
Reine.
Vilfon,
pag. 129.
Maladie du
Roi.

(1) L'Auteur des Annales insinué que cette Lettre pouvoit bien être de l'invention de Rushworth, mais il n'en donne aucune raison.

(2) Rushworth met la mort de la Reine au 17. de Novembre 1619.

JACQUES I. & l'affaire de Bohême, à laquelle il ne pût se dispenser de prendre part, acheva de convaincre le monde de son peu de capacité.

1619.
Continuation des affaires de Bohême.

Hist. de la Rebellion de Bohême.

Mort de Mathias.

Ferdinand se fait proclamer Roi de Bohême.

Les Etats refusent de le reconnoître.

Jacques s'entremet pour les accommoder.

Annales de Jacques I.

pag. 41.

Wilson, pag. 132.

L'Empereur Mathias étant mort le 20. de Mars 1619. Ferdinand, son Neveu & son Fils adoptif, se fit proclamer Roi de Bohême, tant en conséquence de son élection dont j'ai déjà parlé, qu'en vertu du droit héréditaire qu'il prétendoit avoir sur cette Couronne. Cependant, comme son principal but étoit d'obtenir la Dignité Impériale, & qu'il avoit besoin pour cela des Electeurs Protestans, il feignit de vouloir terminer à l'amiable la Guerre qui avoit déjà commencé en Bohême; en donnant aux Etats une satisfaction raisonnable au sujet de leurs privilèges. Mais les Etats ne jugerent pas à propos de se fier à ses promesses. Pendant ce tems-là, il tâchoit de gagner les Electeurs, & de faire des Alliances avec les Princes Catholiques d'Allemagne. Jacques, qui se glorifioit beaucoup du titre de Roi Pacifique, se crut obligé en cette qualité, de faire quelques efforts pour appaiser les troubles de Bohême par sa médiation. Ce fut donc dans cette vûe, qu'il fit choix du Vicomte de Doncaster pour aller travailler à procurer la Paix entre Ferdinand & les Etats de bohême. Il n'y avoit point de Prince en Europe moins propre que lui pour une médiation de cette nature, vû les principes où il étoit au sujet de la Royauté. Cette Ambassade coûta beaucoup, l'Ambassadeur, qui étoit une espèce de Favori, & qui aimoit la dépense plus qu'homme du monde, n'ayant nullement épargné l'argent de son Maître. Cependant, je ne sçai s'il pût même obtenir une seule audience de Ferdinand qui s'éloignoit toujours à mesure que l'Ambassadeur s'approchoit de lui. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Ambassade ne produisit rien, & ne servit qu'à faire voir le peu de cas que Ferdinand faisoit de la médiation du Roi d'Angleterre.

Ferdinand est invité à la Diète comme Roi de Bohême & Electeur.

Hist. de la Rebellion de Bohême.

Les Etats s'y opposent.

Ferdinand est élu Empereur.

Les Etats de Bohême élisent l'Electeur Palatin.

Il accepte la Couronne.

Jacques est

Le tems marqué pour procéder à l'élection d'un Empereur s'approchant, l'Electeur de Mayence envoya des sommations aux autres Electeurs, & particulièrement à Ferdinand comme Roi de Bohême. Les Etats de ce Royaume protesterent contre cette sommation, disant que Ferdinand ne pouvoit être reconnu comme Electeur en qualité de Roi de Bohême, puisqu'il n'étoit pas en possession du Royaume. Mais leurs oppositions furent inutiles. Non seulement Ferdinand fut reconnu pour Roi de Bohême & Electeur, mais il fut encore élu Empereur le 1^{er} d'Août 1619. Alors les Etats de Bohême, voyant qu'ils n'avoient pû empêcher Ferdinand d'être Empereur, firent Serment qu'ils ne le reconnoîtroient point pour leur Roi, & en même-tems, sçavoir le cinquième de Septembre, ils élurent Roi, *Frideric* Electeur Palatin, & lui envoyerent des Députez pour lui annoncer son Election, & pour le prier de se rendre à Prague. *Frideric* ne se fit pas beaucoup solliciter pour accepter la Couronne qui lui étoit offerte par ceux qui, selon lui, avoient le droit d'en disposer. Il envoya pourtant le Baron *d'Aulné* (1) au Roi son Beau-Pere, pour lui demander conseil, mais ce n'étoit qu'une simple civilité. Comme il le connoissoit pour un Prince peu disposé à s'engager dans les grandes entreprises, il n'attendit pas sa réponse, & ayant assemblé quelques troupes, il se rendit à Prague où il fut couronné le quatrième de Novembre.

Avant que l'Envoyé de *Frideric* arrivât en Angleterre, Jacques ayant ap-

pris

(1) Quelques-uns ont dit que c'étoit le Baron de *Dhona*. J'avoue que je ne suis pas assez certain si c'est d'*Aulné* ou de *Dhona*.

pris la nouvelle de l'élection de l'Electeur son gendre, assembla son Conseil, pour délibérer si ce Prince devoit accepter ou refuser la Coutume de Bohême. L'Archevêque de Cantorbéri, ne pouvant se trouver au Conseil, à cause de la goutte qui le retenoit au lit, écrivit à *Nawnton* Secrétaire d'Etat, " que son avis étoit quel'Electeur acceptât la Couronne, & que l'Angleterre le soutînt hautement. Que pour cet effet, aussi-tôt qu'on auroit des nouvelles certaines de son commencement, il falloit faire sonner toutes les cloches, tirer le canon, faire des feux de joye, pour faire connoître à toute l'Europe, que le Roi étoit résolu à le soutenir ». Mais cet avis ne fut pas suivi. Le Roi maintint dans le Conseil, la cause de Ferdinand contre les Etats de Bohême, & sans être instruit de leurs droits, comme il l'avoïa dans la suite, il décida que les Etats de Bohême étoient dans une actuelle rebellion. Quant aux raisons sur lesquelles l'Archevêque appuyoit son opinion dans sa Lettre à *Nawnton*, le Roi les rejettâ comme étant fondées sur des Principes Puritains. Car, comme je l'ai déjà remarqué en un autre endroit, il y avoit sous ce Regne un Puritanisme d'Etat aussi bien qu'un de Religion, lesquels la Cour prenoit grand soin de confondre l'un avec l'autre, & cette confusion d'idées s'est conservée depuis ce tems-là jusqu'à présent. C'est de là que vient l'obscurité qui se trouve encore aujourd'hui dans la notion des deux Partis de *Whiggs* & de *Toris*. Il fut donc résolu, que le Roi exhorteroit l'Electeur à refuser la Couronne qui lui étoit offerte, non seulement parceque cela étoit conforme aux principes du Roi, mais encore par un autre raison qui n'étoit pas moins forte. C'est que le Roi jugea bien quel'acceptation ne pourroit que faire un tort extrême à la négociation du Mariage en Espagne, vû l'étroite union qu'il y avoit entre les Princes de la Maison d'Autriche.

Mais l'Electeur Palatin avoit déjà rompu ces mesures en acceptant la Couronne, sans attendre la résolution du Conseil d'Angleterre. Le Roi en fut si choqué, qu'il refusa de donner audience au Baron d'*Aulné*, qui depuis son départ avoit reçu ordre d'excuser l'Electeur par la nécessité où il s'étoit trouvé de faire toute la diligence possible. Si les Etats de Bohême avoient eu en vûe d'attirer le Roi Jacques dans leur parti, puisqu'ils n'en tirèrent jamais aucun secours. Les Ambassades mêmes que Jacques envoya sur ce sujet à l'Empereur & à divers Princes d'Allemagne, faisoient un tort extrême aux Etats, puisque ces Ambassadeurs avoient des ordres exprès de désavouer la démarche de *Friederich*, & que de tous les Princes Protestans, Jacques fut presque le seul qui ne lui donna jamais le titre de Roi.

Cependant, quoique l'Electeur eût déjà été couronné, le Roi son Beau-Pere se mit dans l'esprit, qu'il pourroit lui persuader de quitter la Couronne, & porter les Etats de Bohême à reconnoître Ferdinand. Pour cet effet, il envoya deux Ambassadeurs à Prague, sçavoir le Chevalier *Weston* Papiste, & *Conway* Protestant. Celui-ci ayant été fait dans la suite Secrétaire d'Etat, le Roi disoit quelquefois de lui en badinant, que jamais Prince n'avoit eu un tel Secrétaire qui ne sçavoit ni lire ni écrire. Cette Ambassade fut fort inutile, comme il avoit été facile de le prévoir.

Pendant ce tems-là, le Roi d'Espagne ne néglegéoit pas de rendre un bon service à l'Empereur, entretenant le Roi Jacques dans la disposition pacifi-

JACQUES

I.

1619.

d'avis que

" l'Elec-

teur doit

l'accepter.

" Avis con-

traire de

l'Arche-

vêque de

Cantor-

béri r-

jetté.

Collecions de

Rushworth.

Vos. I. p. 12.

Annales de

Jacques I.

pag. 42.

Annales de

Jacques I.

Le Roi est

fâché con-

tre l'Elec-

teur

Wilson,

pag. 133.

Annales de

Jacques I.

pag. 42.

Il croit pou-

voir le por-

ter à quitter

la Couron-

ne.

Ibid.

La Cour

d'Espagne

continue à

que

JACQUES
I.
1619.
amuser le
Roi.

que où il se trouvoit. On ne parloit à la Cour de Madrid, que de la générosité, de l'équité, de la justice du Roi d'Angleterre. Enfin, pour le mieux amuser, on reprit la négociation du Mariage, qui avoit été interrompue, en attendant la dispense du Pape. On fit même entendre à Cottington, que si cette dispense se faisoit trop longtems attendre, on s'en passeroit, ou qu'on sçauroit bien trouver des moyens pour forcer le Pape à l'accorder. Cottington, qui connoissoit assez bien cette Cour, ne donna pas dans ce piège. Il écrivit en Angleterre, qu'il n'y avoit plus rien à espérer touchant le Mariage; que la Cour d'Espagne n'avoit pour but que d'amuser le Roi, & qu'il croyoit que Sa Majesté devoit rompre cette négociation. Mais au lieu de voir son sentiment suivi, il reçut ordre de déclarer au Roi d'Espagne, que le Roi son Maître n'avoit aucune part à l'acceptation de la Couronne de Bohême: que l'Electeur son Gendre avoit agi sans son approbation, & à son insçu, & qu'il le désavouoit entièrement. Philippe répondit, qu'il étoit ravi de voir le Roi son Frere dans une disposition si équitable, & que rien n'étoit plus capable de gagner son estime & son affection, que la continuation de ce désaveu formel, d'une action si contraire à la justice.

1620.
Jacques
veut se faire
arbitre en
tre Ferdi-
nand & Fri-
deric & n'y
peut réussir.

L'affaire de Bohême mettoit une partie des Princes de l'Europe en mouvement, & tenoit les autres en inquiétude. Ferdinand & Frideric avoient chacun leurs Amis & leurs Alliez qui se préparoient à leur donner du secours, pendant que Jacques demouroit neutre, & se persuadoit qu'en faisant parade de sa neutralité, il porteroit les deux Concurrents à le prendre pour arbitre de leur différend. Mais l'un & l'autre le tenoient pour suspect, l'un parce qu'il étoit Protestant & Beau-Pere de son ennemi, l'autre, parce qu'il avoit ouvertement déclaré qu'il désapprouvoit sa conduite. Ainsi, sans se mettre beaucoup en peine de ses sollicitations, chacun travailloit de son côté, à se mettre en état de vider la querelle par les armes.

Ferdinand
se trouve
fort embar-
rassé.

Si l'Angleterre avoit pris le parti de Frideric, & qu'avec une bonne Flotte, elle eût tenu l'Espagne & les Pais-Bas en échec, il y a beaucoup d'apparence que ce Prince auroit conservé sa Couronne, tant ses affaires se trouvoient dans une bonne situation, au commencement de l'année 1620. Plusieurs Princes d'Allemagne avoient formé une Ligue pour le soutenir, & levoient actuellement une Armée que le Prince d'Anspach devoit commander. D'un autre côté, *Betlem Gabor*, Prince de Transilvanie, avoit fait révolter les Hongrois contre Ferdinand, & déjà la plus grande partie de l'Autriche avoit suivi l'exemple de la Hongrie & de la Bohême. Tout cela causoit de grands embarras à l'Empereur, & lui en auroit bien causé davantage, si l'Electeur de Saxe étoit toujours demeuré neutre, comme il l'avoit d'abord résolu. Mais l'Empereur lui ayant offert de lui céder la Haute Lusace, à condition qu'il en feroit la conquête, il ne put résister à la tentation d'acquiescer un Pais qui étoit si fort à sa bienséance. De plus, le Duc de Bavière & les trois Electeurs Ecclésiastiques se déclarerent pour l'Empereur: le Pape lui fournit quelque argent, & le Roi d'Espagne fit marcher à son secours les troupes qu'il avoit à Naples & dans le Duché de Milan.

Philippe
fait lever
une armée
dans les

Mais ce n'étoit pas-là tout le secours que l'Espagne fournissoit à l'Empereur. Elle lui en donnoit encore un plus considérable, en empêchant Jacques de secourir sa Fille & son Gendre, & en le tenant immobile & comme en-

chanté.

chanté, par l'espérance du Mariage qui étoit depuis si long-tems sur le tapis, & d'une dot de deux millions. Pour le mieux tenir dans les chaînes, Philippe lui renvoya le Comte de Gondemar, sous prétexte de vouloir mettre la dernière main à cette affaire. Il sçut si bien feindre que c'étoit-là son intention, que Jacques qui avoit rappelé Digby d'Espagne, y envoya le Chevalier Ashton pour travailler avec Cottington, à conclurre le Traité qu'il croyoit tout proche de sa fin. Gondemar étant retourné en Angleterre avec de grosses sommes d'argent, sçut les employer si à propos, & fit un si grand usage de festalens & de la connoissance qu'il avoit de la Cour, qu'il se rendit comme maître du Roi, du Favori, & des Ministres, & les gouverna comme il voulut.

JACQUES
I.
1620.
Païs-Bas
pour en-
vahir le Pa-
latinat.

A ce secours qui n'étoit pas peu considérable, Philippe se préparoit d'en ajouter un autre plus effectif, pour mettre l'Empereur en état de remporter l'avantage sur son ennemi. Frideric avoit tiré dix mille hommes du Palatinat, & les avoit fait marcher en Bohême. Cela fit naître à l'Empereur la pensée de l'attaquer de ce côté-là, & pour exécuter ce projet, Philippe & l'Archiduc Albert firent lever dans les Païs-Bas, une Armée de vingt-quatre mille hommes de pied, & de six mille de Cavalerie, dont *Ambroise Spinola* devoit avoir le commandement. La Trêve entre l'Espagne & les Provinces-Unies n'étant pas encore près de sa fin, il étoit manifeste que cette Armée ne pouvoit être destinée que contre le Palatinat. Les Hollandois en avertirent le Roi Jacques, & tous ceux de la Cour qui n'étoient pas corrompus par l'or d'Espagne ne cessoient point de lui représenter le danger où les Etats de l'Electeur alloient être exposez, si par une prompte résolution il ne se mettoit pas en état de les sauver. Mais Jacques ne pouvoit se résoudre à prendre de telles mesures sur de simples soupçons. Il se contenta de donner ordre à *Edmonds* son Ambassadeur à Bruxelles, de demander à l'Archiduc la cause d'un armement si considérable. L'Archiduc répondit, que c'étoit le Roi d'Espagne qui l'avoit ordonné, & qu'on en pourroit sçavoir la raison, de *Spinola* à qui la Commission en avoit été donnée. *Spinola* étant interrogé sur le même sujet, répondit, que véritablement il avoit ordre du Roi d'Espagne, de lever quelques troupes, mais qu'il ignoroit à quoi elles étoient destinées: que ses ordres étant cachetez, il ne pouvoit les ouvrir que quand il seroit en marche, & que si l'Ambassadeur vouloit le suivre, il pourroit alors en être éclairci. Il falloit s'aveugler volontairement, pour ne pas voir à quoi tendoit tout ce mystère, & néanmoins, Jacques demeura toujours immobile, se confiant sur l'amitié du Roi d'Espagne, & sur les belles promesses de Gondemar.

Wilson,

Conduite
pitoyable
du Roi Jac-
ques.
*And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleterre.*

Toute l'Angleterre étoit dans un étonnement extrême de voir l'insensibilité du Roi pour son Gendre, pour sa Fille, & pour leurs enfans: mais pour lui, il regardoit la querelle entre l'Empereur & Frideric, sous une autre face. Il étoit sur le point de s'unir étroitement avec la Maison d'Autriche, par le Mariage de son Fils avec l'Infante d'Espagne, & dans ce même tems, l'Electeur son Gendre venoit rompre toutes ses mesures par une action téméraire, injuste, & précipitée: c'est ainsi qu'il qualifioit l'acceptation de la Couronne de Bohême. Etoit-il raisonnable, disoit-il, qu'il se laissât engager par l'ambition & par le caprice de son Gendre, dans une Guerre contre la Mai-

On porte le
Roi à per-
mettre
qu'on en-
voye 2400.
Anglois
dans le Pa-
latinat.
Wilson,
pag. 135.
*Annales de
Jacques I.*

JACQUES I.
1620.
fond d'Aûtriche qui ne lui avoit fait aucun mal ? Falloit-il qu'il changeât tous ses projets, toutes ses mesures, parce qu'il avoit plu à l'Electeur Palatin d'accepter la Couronne de Bohême, sans même lui en avoir demandé son avis ? Cependant, à force de sollicitations, on obtint enfin de lui, qu'il permit la levée d'un Régiment de deux mille quatre cens hommes qui se fit dans la plus grande partie, aux dépens de quelques Seigneurs. *Horace de Vere*, qui avoit long-tems servi en Hollande où il avoit acquis beaucoup de réputation, fut mis à la tête de cette troupe, ayant sous lui *Burrovvs* & *Herbert*, en qualité de Majors Généraux. Les Comtes d'Oxford & d'Essex voulurent être de la partie, & eurent chacun dans ce Regiment, une Compagnie composée de quantité de volontaires.

Les Anglois se joignent à l'Armée des Alliez.
Wilson,
pag. 136.

Ce Régiment ayant été levé avec une extrême promptitude, fut transporté en Hollande. Ensuite, il alla passer le Rhin au-dessous de Wezel, pour éviter *Spinola* qui étoit à Aix-la-Chapelle. Ce ne fut pas sans danger, que les Anglois traversèrent tant de Païs pour se rendre au Palatinat. Ils n'auroient même osé l'entreprendre, si le Prince *Frideric Henri de Nassau*, avec deux mille Chevaux & quelque Infanterie, ne les eût pas escortés jusqu'à Francfort, après avoir trompé la vigilance de *Spinola* qui les attendoit d'un autre côté. Ce ne fut que le 1. d'Octobre, qu'ils se joignirent à l'Armée des Princes Alliez du Roi de Bohême, commandée par le Marckgrave d'Anspach.

Campagne du Palatinat.

Spinola qui étoit parti de Bruxelles le 8. d'Août s'étant rendu à Coblentz, y ouvrit ses ordres, en présence de l'Ambassadeur d'Angleterre, qui l'avoit accompagné jusques-là. Ces ordres portoient, qu'il eût à faire la Guerre à tous ceux qui se déclareroient pour l'Electeur Palatin. C'est-là tout ce qu'Edmonds put sçavoir des desseins de ce Général. Le reste n'étoit pas mal aisé à deviner, vû la route qu'il prenoit. Il arriva dans le Palatinat, avant que les Anglois eussent joint l'Armée des Alliez, & s'y rendit maître de plusieurs petites Places. Les deux Armées ennemies se tâterent réciproquement pendant quelque tems, & se trouverent même une fois en présence, prêtes à combattre, mais elles n'en vinrent point à aucune action importante. La saison qui devenoit de jour en jour plus mauvaise, les ayant enfin obligées à se séparer pour entrer en quartier d'Hiver, les Princes confédérés ramenèrent leurs troupes chez eux, laissant les Anglois en Garnison à *Heidelberg*, à *Manheim*, & à *Frankendal*.

Jacques envoie un Ambassadeur en Allemagne.

Dès le mois d'Avril de cette année, le Roi de France avoit envoyé à l'Empereur & à divers Princes d'Allemagne le Duc d'Angoulême, le Duc de Bethune, & Monsieur Des Preaux, pour tâcher d'appaîser les troubles de Bohême, & de Hongrie. Dans le même tems, Jacques avoit fait partir le Chevalier *Edouard Wotton* pour le même dessein, & pour exhorter à la Paix tous les Princes engagez dans la querelle entre l'Empereur & le Palatin. Si pendant qu'il envoyoit cet Ambassadeur, il avoit armé par Terre & par Mer, & qu'il se fût mis en état de se faire craindre, on auroit sans doute écouté ses remontrances, & peut-être, accepté sa médiation. Mais *Wotton* ayant parcouru la plus grande partie de l'Allemagne, & parlé à plusieurs Princes de l'un & de l'autre Parti, n'en rapporta que des paroles générales qui marquoient seulement le peu d'égards qu'on avoit pour le Roi son Maître. Enfin, il se rendit à Vienne (1) où il trouva les Ambassadeurs de France.

Succès de cette Ambassade.
Annales de Jacques I.
pag. 43.

(1). Le 17. de Septembre.

Dans

Dans l'audience qu'il eut de l'Empereur, il lui fit deux propositions; chacune divisée en trois Articles, selon la méthode ordinaire du Roi qui aimoit beaucoup les divisions. Il faut remarquer, que l'Empereur avoit déjà publié un ban contre l'Electeur Palatin (1), dans lequel il avoit clairement expliqué les raisons qui le portoit à en venir à cette extrémité : que Spinola étoit en pleine marche pour se rendre au Palatinat; que le Duc de Bavière faisoit marcher ses troupes vers la Bohême, pour se joindre à celles de l'Empereur (2) & que l'Electeur de Saxe étoit sur le point d'attaquer la Lusace (3). Ce fut dans cette conjuncture, que Wotton fit ses deux propositions à l'Empereur.

La première proposition générale étoit, que l'Empereur pouvoit se confier au Roi, comme il paroïssoit par les trois raisons suivantes.

1. Que le Roi n'avoit jamais eu aucune part à l'acceptation de la Couronne de Bohême.

2. Que l'Electeur Palatin ne lui avoit rien communiqué de cette affaire avant son élection, & qu'il l'avoit désapprouvée. Que cela se voyoit manifestement, en ce que le Roi n'avoit jamais voulu permettre qu'on lui donnât le titre de Roi de Bohême, ni qu'on pria Dieu pour lui dans les Eglises, sous cette qualité.

3. Que le Roi n'avoit jamais donné à l'Electeur aucun secours d'hommes ni d'argent.

La seconde proposition étoit sur les moyens de parvenir à la Paix, & contenoit ces trois Articles.

1. Qu'il supplioit l'Empereur de lui faire sçavoir, s'il étoit content d'entrer dans les voyes d'accommodement, par la médiation du Roi son Maître, & du Roi de France. Il ajoutoit, que si Sa Majesté Impériale prétendoit que les affaires de Bohême fussent remises en leur premier état, il concevoit que son séjour à Vienne, & l'entremise du Roi son Maître seroient inutiles.

2. Il prioit l'Empereur de le faire informer de l'état des affaires de Bohême.

3. Qu'il lui plût d'accorder une suspension d'armes, & que les chemins entre Vienne & Prague fussent libres, pendant la négociation.

L'Empereur surpris d'entendre de pareilles propositions dans les conjunctures où les affaires se trouvoient, répondit à l'Ambassadeur, qu'il n'avoit pas bien compris le sens de son discours, & qu'il le prioit de lui donner un Mémoire qui fût clair & bien circonstancié, afin qu'il pût lui donner une réponse convenable. Soit que l'Ambassadeur ne fût pas en état d'expliquer l'intention du Roi par rapport au premier Article de la seconde proposition, ou par quelque autre raison que j'ignore, le Mémoire ne fut point présenté, de quoi l'Empereur fut fort mécontent. Ce fut-là tout l'effet que produisit cette Ambassade.

L'Electeur de Saxe, le Duc de Bavière, & le Marquis de Spinola commis pour l'exécution du Ban Impérial, commencerent tous trois à agir dans

JACQUES

I.

1620.

Histoire de

la Rebellion

de Bohême.

3. Part. pag.

495.

L'Electeur

de Saxe sou-

met la Lu-

sace.

P iij

le

(1) Dès le 30. d'Avril 1620.

(2) Le Comte de Bucquoi se joignit au Duc de Bavière le 6. ou le 7. de Septembre.

(3) Il commença le Siège de Baudsen le 8. de Septembre.

JACQUES
I.
1620.

le mois de Septembre. J'ai déjà parlé de ce que Spinola fit dans le Palatinat, pendant cette première campagne. L'Electeur de Saxe s'étant mis à la tête d'une Armée de vingt-mille hommes, entra dans la Lusace, & acheva dans le mois d'Octobre, de réduire ce Pais, lequel il garda pour lui, selon qu'il en étoit convenu avec l'Empereur.

Le Duc de
Bavière se
joint à Buc-
quoy.

Pendant que l'Electeur de Saxe étoit dans la Lusace, le Duc de Bavière, après avoir soumis la Haute Autriche, au commencement de Septembre, alla se joindre au Comte de Bucquoy qui commandoit l'Armée Impériale en Bohême. Comme c'étoit-là que Frideric avoit toutes ses forces, les deux Généraux de l'Empereur se virent obligés de se rendre maîtres de quelques Places, avant que de pouvoir s'avancer vers Prague. Enfin, s'étant ouvert les passages, ils arrivèrent au commencement de Novembre, à la vue de cette Ville capitale, & de l'Armée ennemie qui s'étoit postée entre eux & la Ville.

Bataille de
Prague, où
l'Armée de
Frideric est
défaite.

Il se sauve
en Hollan-
de.

Quelques jours après (1) se donna la fameuse Bataille de Prague, où l'Armée de Frideric fut mise dans une entière déroute. Ce Prince, qui étoit demeuré à Prague pendant la Bataille, se sauva en diligence avec sa Femme & ses enfans, laissant tout son bagage & tout son argent dans la Ville qui, dès le lendemain, ouvrit ses portes aux Impériaux & aux Bavaois. Weston, & Conway Ambassadeurs d'Angleterre, suivirent le Roi dans sa fuite. Mais ayant scû que son dessein étoit de se retirer en Hollande, ils obtinrent un Passeport pour retourner à Prague où ils ne demeurèrent par long-tems, leur séjour y étant absolument inutile.

Il est aban-
donné de
ses Alliez.
VWilson,
pag. 142.

La victoire que les armes de l'Empereur venoient de remporter produisit de grands effets; dont le premier fut, que la plupart des Princes qui s'étoient unis avec le Palatin, l'abandonnerent. Le Prince d'Anhalt même qui avoit commandé son Armée, entra au service de l'Empereur. Il n'y eût que le Comte de Mansfeldt qui lui demeura fidèle, & qui lui rendit encore de bons services.

Jacques sol-
licite Louis
XIII. en fa-
veur des
Huguenots,
Rog. Koke,
pag. 69.
& n'obtient
rien.

Dans cette même année les Huguenots de France étant vivement poussés par Louis XIII. Jacques lui envoya Edoiard Herbert pour le solliciter en leur faveur. Il avoit même ordre d'user de quelques menaces, si la Cour de France refusoit d'avoir égard à ses remontrances. Herbert s'acquitta de sa Commission, d'une manière si rude, que le Connétable de Luynes en étant offensé, fit en sorte que le Roi le rappella. Herbert voulut ensuite faire un appel au Connétable, l'accusant de lui avoir imputé des expressions dont il ne s'étoit pas servi: mais le Roi ne voulut pas le lui permettre. Le Vicomte de Doncaster, qui venoit d'être fait Comte de Carlisle, fut envoyé en France à la place de Herbert. Il y fit une dépense prodigieuse, sans pouvoir pourtant rien obtenir pour les Huguenots. Cela n'est pas surprenant, puisque la Cour de France sçavoit bien que Jacques n'étoit ni en état ni en intention de les secourir.

Il prend de
fausses me-
sures pour
sauver le
Palatinat.
VWilson,
pag. 143.

La Campagne du Palatinat ne fut pas plutôt finie, que le Comte d'Essex partit en poste, pour aller représenter au Roi, qu'il étoit impossible de sauver ce Pais-là sans un prompt & puissant secours. Mais ce n'étoit pas par la voye des armes, que Jacques prétendoit soutenir les intérêts de son Gendre. Le Comte de Gondemar s'étoit absolument rendu maître de son esprit, en

lui

(1) Le 7. de Novembre.

lui faisant toujours espérer une bonne issue du Mariage pourvu qu'il ne troublât point cette négociation par des démarches qui pussent offenser le Roi d'Espagne. Il lui faisoit même entendre, que, quand même l'Empereur se rendroit maître du Palatinat, ce ne seroit qu'un moyen plus sûr pour finir la Guerre, parce qu'alors on le donneroit à l'Infante, afin qu'elle en fit présent au Prince son Epoux qui pourroit le restituer au Prince Palatin. Le Roi prenoit tout cela pour argent comptant. Il s'étoit tellement entêté du projet de mettre fin à la Guerre par le moyen de ce Mariage, que rien n'étoit capable de lui ôter cette pensée de l'esprit. Le Comte de Gondemar avoit gagné par des présents & par des pensions, tous ceux qui avoient l'oreille du Roi, & qui prenoient soin de l'entretenir dans ce vain projet. Tout le reste du monde étoit dans l'étonnement de voir prendre au Roi de si fausses mesures : mais personne n'osoit le presser sur ce sujet, sachant bien qu'il n'aime pas que d'autres que ses Ministres lui parlassent de ce qui regardoit le Gouvernement de l'Etat. Il s'étoit persuadé, qu'il n'y avoit point d'autre moyen pour conserver le Palatinat, que de s'entretenir en bonne intelligence avec le Roi d'Espagne & avec l'Empereur, en demeurant neutre. C'est ce qu'il déclara lui-même à son Conseil, ajoutant néanmoins, que si ses sollicitations étoient rejetées, il faudroit bien enfin en venir aux armes. Ce n'étoit pourtant pas qu'il eût dessein de faire la Guerre à la Maison d'Autriche, quoiqu'il pût arriver ; mais il espéroit que ce seroit un bon prétexte pour amasser de l'argent dont il avoit un extrême besoin. Ce fut aussi dans cette vue, que le Conseil délibéra sur les moyens de faire quelques préparatifs pour défendre le Palatinat, en cas que la médiation du Roi fût rejetée. Gondemar ayant été averti de ce qui s'étoit passé au Conseil, écrivit au Marquis de Buckingham, pour le prier de lui faire sçavoir quelle étoit l'intention du Roi sur ce sujet. Voici la réponse du Favori, dans laquelle on voit manifestement ce que le Roi pensoit sur cette matière.

MONSIEUR.

„ J'ai montré votre Lettre au Roi qui a trouvé votre demande raisonnable. Il m'a commandé de vous dire, que le Discours qu'il fit en dernier lieu au Conseil, contenoit deux points principaux. Premièrement, sur ce que le monde parloit de lui si diversement, il déclara, que, bien loin d'avoir conseillé à l'Electeur Palatin d'accepter la Couronne de Bohême, il avoit fait tous ses efforts pour l'en dissuader. Pour ce qui regarde le détail de ce qu'il dit sur ce sujet, il s'en rapporte au Baron de Digby, qui, ayant été présent, pourra en informer votre Excellence. Sa Majesté déclara de plus, qu'elle étoit résolue de persister constamment dans la neutralité par trois raisons. Premièrement, parce que sa conscience l'y oblige. Secondement, parce que son honneur s'y trouve intéressé. En troisième lieu, pour ne pas donner un mauvais exemple. Il dit sur la première raison, qu'il étoit assuré, que la Religion dont il faisoit profession ne permettoit point, qu'on transportât les Couronnes d'une tête sur l'autre, sous prétexte de Religion. Que c'étoit avec justice que notre Eglise combattoit le principe des Jésuites qui prétendent placer les Rois sur le Trône, & les détronner à leur fantaisie. Que no-

JACQUES

I.

1620.

Ibid.

Pag. 144.

Pag. 145.

„ Lettre
 „ du Mar-
 „ quis de
 „ Buckin-
 „ gham à
 „ Gonde-
 „ mar, où
 „ il expli-
 „ que l'in-
 „ tention
 „ du Roi
 „ touchant
 „ le Pala-
 „ tinat.
 „ And. Dig-
 „ by, Chesne,
 „ Histoire
 „ d'Angle-
 „ terre.
 „ p. 1145.
 „ Histoire
 „ de la Ro-

tre

JAC-
QUESI.
1620.*bellios de
Bohême,*

5. Parr.

pag. 712.

tre Religion nous ordonne d'obéir à nos Rois & à nos Seigneurs temporels, quand même ils seroient Turcs ou Infidelles. Que le monde avoit du penchant à faire de cette Guerre une Guerre de Religion, à quoi Sa Majesté est entièrement contraire. Quant au point de son honneur, le Roi dit, qu'ayant été sollicité par le Roi d'Espagne d'employer tous ses bons offices pour procurer la Paix entre l'Empereur & les Etats de Bohême, & cet accident de l'acceptation de la Couronne de Bohême étant arrivé dans le tems que son Ambassadeur étoit en Allemagne pour moyenner un accommodement, il se vit obligé de publier son innocence, afin de sauver son honneur. Que si présentement il vouloit assister son Gendre, en ce même fait, il se trouveroit que ses actions seroient directement contraires à la Protestation qu'il a faite, ce qui lui seroit très-deshonorable. Sur la troisième raison, Sa Majesté déclara, qu'il étoit trop dangereux pour tous les Princes Chrétiens, d'approuver une translation de la Couronne faite par l'autorité du Peuple. Qu'encore que chez lui, il fût Roi Héréditaire, on ne pouvoit néanmoins assez considérer combien ce mal pourroit s'étendre s'il étoit une fois enraciné, & que cet exemple pourroit toucher au vif le Roi de Dannemarck son Beau-Frere qui étoit un Roi électif. Que pour ce qui regardoit les droits que le Peuple de Bohême pouvoit avoir, en ce cas, selon les Loix anciennes & fondamentales du Royaume, il faudroit feuilleter bien des Livres, lire beaucoup d'Histoires, & examiner avec soin, quels sont leurs privileges, avant que de pouvoir se déterminer sur cette question, de quoi il n'avoit que faire, n'étant pas établi Juge de ce différend.

Le second point sur lequel le Roi fit sa déclaration étoit l'affaire du Palatinat. Sur cet Article, il informa premièrement son Conseil, qu'il n'avoit rien omis sur ce sujet, tant par le moyen de ses Ambassadeurs, que de sa propre bouche, en parlant à votre Excellence. Que de plus, il avoit envoyé un Ambassadeur aux Princes d'Allemagne qui ont intérêt à cette affaire, pour leur remontrer, que puis qu'avec tant de sincérité & de candeur, il avoit continué à se tenir dans la neutralité, il avoit bien raison d'un autre côté, de leur représenter combien il se trouvoit intéressé dans l'invasion du Palatinat, puisqu'il avoit donné sa Fille à l'Electeur Palatin *bonâ fide* pendant que ce Prince étoit en possession de cet Etat, & long-tems avant qu'on pût prévoir ces troubles. Que présentement, ses Petits-Fils en étoient les Héritiers légitimes, & qu'il n'étoit ni juste ni raisonnable de dépouiller ces enfans de leur héritage, puisqu'ils ne sont point coupables, vû sur tout la sincérité du Roi leur Ayeul. Que véritablement, il ne sçauroit disconvenir qu'on ne l'ait averti d'Espagne, que l'Empereur seroit contraint de faire cette diversion, pour se délivrer de l'oppression qu'il souffroit en Bohême & en Autriche : que votre Excellence lui ait dit la même chose & que ses Ambassadeurs ne le lui aient confirmé. Que l'invasion se trouvant réellement faite, la nature l'obligeoit à pourvoir à la défense de ses Petits Enfans, par tous les moyens possibles & légitimes. Que l'Hiver qui approchoit, lui permettoit de faire deux sortes de préparatifs. Premièrement, de travailler à faire en sorte que la Paix se conclût avant l'Eté. Que si, comme il espéroit, l'Electeur son Gendre vouloit bien se laisser conduire par ses avis, & que l'Empereur ne refusât pas d'écouter les ouvertures qui lui seroient faites, il

ne doutoit pas que la Paix ne s'en ensuivit , & que les malheurs dont la Chrétienté étoit menacée , tant par une invasion des Turcs , que par une Guerre intestine , ne fussent-heureusement prévenus. Mais que s'il arrivoit que l'Electeur voulant bien se soumettre à des conditions raisonnables , l'Empereur refusât d'y donner les mains , en ce cas , il ne voudroit pas perdre l'avantage que l'Hiver lui procuroit pour se préparer à défendre le Palatinat. Que si au contraire l'Electeur demeurait obstiné , alors il se verroit obligé de l'abandonner à ses propres conseils.

» Après que le Roi eût ainsi parlé , on délibéra dans le Conseil , sur les moyens de défendre le Palatinat , comme le Baron de Digby a pû en informer votre Excellence. Pour finir cette longue Lettre , Sa Majesté m'a commandé de vous assurer , sur l'honneur d'un Roi Chrétien , que c'est-là tout ce qui s'est passé dans cette affaire , ou en public ou en particulier. Il se persuade , que non seulement votre Excellence , mais aussi le Roi d'Espagne , y ajouterez plus de foi , qu'à toutes les informations qu'on pourroit vous donner d'ailleurs , soit par ignorance , soit par malice. Je suis &c.

Toute la conduite du Roi , soit dans le tems que cette Lettre fut écrite , soit après , s'accorde si bien avec les sentimens qui y sont exposez , que ce seroit en vain qu'on voudroit la faire passer pour faussé. Il est certain , que le Roi n'eut jamais la pensée de défendre le Palatinat par les armes , pendant qu'il conserva l'espérance de conclurre le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante. Il ne laissa pourtant pas de se servir de ce prétexte pour tâcher de tirer de l'argent de ses Sujets , & de faire adresser une Lettre du Conseil à tous les Seigneurs du Royaume , & au Maire de Londres pour leur demander une *Bénévolence*. Mais , selon les apparences , cette voye ne lui réussit pas , tant le Peuple étoit mécontent du Gouvernement. Dans le tems même qu'il sembloit vouloir faire quelque démarche pour défendre le Palatinat envahi par les Espagnols , c'étoit le Comte de Gondemar qui gouvernoit proprement l'Angleterre , par l'ascendant qu'il avoit pris sur le Roi. Tous ceux qui avoient quelque chose à demander à la Cour , prenoient grand soin de ne le choquer en quoi que ce fût , sçachant combien il pouvoit nuire à ceux dont il n'étoit pas content. *Nawnton* , Secrétaire d'Etat , qui manqua en quelque occasion à user de cette politique , en perdit sa charge qui fut donnée à *Conway*.

D'un autre côté , le Marquis de Buckingham gouvernoit sous le nom du Roi , sans souffrir la moindre contradiction. Il dispoit absolument de toutes les Charges , où plutôt c'étoit sa Mere qui en dispoit , puisqu'il ne pouvoit lui rien refuser. Comme elle étoit extrêmement avide d'argent , & fort zélée pour la Religion Catholique Romaine , on ne voyoit avancer aux charges , que des gens qui étoient en état de faire de bons présens à la Mere du Favori , & qui avoient du penchant pour Rome , ou du moins , de l'indifférence en matiere de Religion. Souvent même , on ôtoit les Charges à ceux qui les avoient bien payées , afin de les donner à d'autres dont on tiroit un nouveau profit. *Montaigne* , qui avoit donné vingt mille livres sterling pour être fait Grand Trésorier , ne posséda pas cette charge un an entier. Il en fut dépouillé sur la fin de l'année , & *Crawnsfield* en fut pourvu , & créé ensuite Comte de *Middlesex*. Celui-ci avoit été Marchand à Londres , & ensuite Offi-

JAC-
QUES I.
1629.

Le Roi demande une Bénévolence sous prétexte de la défense du Palatinat.

Annales de Jacques I. pag. 45. Rushworth, Vol. I. p. 16.

Gondemar gouverne la Cour d'Angleterre.

Conway est fait Secrétaire d'Etat.

La Mere de Buckingham a un grand crédit.

Wilson , pag. 147. pag. 149.

Crawnsfield est fait Grand Trésorier. Pag. 148.

JACQUES I.
1620.
cier à la Doüane, d'où il s'étoit introduit à la Cour, en qualité de *Projetteur*. On appelloit ainsi, des gens qui fournissoient aux Ministres des expédiens pour faire venir de l'argent dans les coffres du Roi, pendant la vacance des Parlemens.

Mariage de Buckin-gham,
pag. 149.
Le Marquis de Buckingham épousa sur la fin de l'année, la Fille unique du Comte de Rutland, qui étoit la plus riche Héritière du Royaume. Quelques-uns ont dit, qu'il l'avoit débauchée avant le Mariage, & que le Comte de Rutland lui fit dire, que s'il ne l'épousoit pas, toute la faveur du Roi ne feroit pas capable de le mettre à couvert de sa vengeance. Buckingham n'eut pas beaucoup de peine à s'y résoudre, puisque ce Mariage lui étoit très-avantageux. Mais comme la Dame avoit été élevée par sa Mere dans la Religion Romaine, il fallut pour la forme, la faire instruire par le Docteur *Withe* qui, comme on le prétend, la rendit bonne Protestante. Cependant, dans la suite, sa Belle-Mere la remit dans l'ancien chemin.

Le Roi feint de prendre à cœur la défense du Palatinat.
Les affaires de la Religion Protestante en Allemagne & en France, se trouvoient dans une très-fâcheuse situation. D'un autre côté, le Roi de Bohême, après avoir été chassé de son Royaume, se voyoit sur le point de perdre encore le Palatinat. Tout le monde murmuroit de voir le Roi dans une indolence extrême sur ces deux Articles, auxquels il étoit particulièrement intéressé, comme Pere, comme Roi d'Angleterre, & comme Protestant. Ces murmures produisirent enfin un Parlement; non que la Cour eût eu vûe de satisfaire le Peuple: mais elle jugea, que puisqu'il souhaitoit qu'on prît de bonnes mesures pour défendre la Religion & le Palatinat, la Chambre des Communes ne se feroit pas beaucoup solliciter pour accorder au Roi un secours proportionné à un dessein de cette importance. Un Parlement fut donc convoqué pour le 30. de Janvier de l'année 1621. Mais afin de mieux persuader au Public, que le Roi étoit véritablement résolu à la Guerre, le Conseil nomma, quelques jours avant que le Parlement s'assemblât, un certain nombre de Seigneurs & d'Officiers les plus estimez, qui eurent ordre de s'assembler pour donner leur avis sur les moyens de pousser cette Guerre avec vigueur. Cependant, comme le Peuple s'ingéroit de parler trop librement de la conduite du Roi & de ses Ministres, il leur fut défendu par une Proclamation, de s'entretenir des affaires d'Etat. Mais cette défense produisit un effet tout contraire, n'étant gueres possible d'arrêter les langues par de semblables moyens.

Il convoque un Parlement pour en tirer de l'argent.
Annales de Jacques I. pag. 45. Rushworth Vol. I. p. 21.
Proclamation pour défendre de parler des affaires d'Etat.
1621.
Raisons qui font prendre au Roi une fausse route pour sauver le Palatinat.
Il n'y a point de doute que le Roi ne souhaitât de conserver le Palatinat à son Gendre. Tout ce dont on pouvoit le blâmer, c'étoit qu'il prenoit une fausse route pour parvenir à ce but. Endormi, ou comme enforcé par les charmes de Gondemar, il se persuadoit, que le Mariage du Prince avec l'Infante étoit le moyen le plus propre, ne comprenant point, que ce Mariage n'étoit qu'un leurre pour l'amuser, & pour l'empêcher de prendre des mesures plus convenables. On s'étonnera sans doute de voir que Jacques se laissât ainsi diriger par un Ambassadeur d'Espagne, dans une affaire où la Maison d'Autriche étoit si fort intéressée: mais on le trouvera beaucoup moins étrange, si l'on considère la situation où il se trouvoit. Premièrement, il avoit de l'aversion pour la Guerre, & quoiqu'il voulût persuader que c'étoit par raison & par choix, il est pourtant certain que ce sentiment lui étoit si naturel, qu'il

qu'il lui étoit comme impossible de se vaincre sur ce sujet. En second lieu, le principe touchant l'étendue de la puissance Royale, dont il étoit imbu, lui faisoit regarder avec frayeur tout ce qui pouvoit faire naître les occasions de lui disputer sa prérogative. En s'engageant dans une Guerre, il ne pouvoit se passer de Parlement, & le Parlement lui avoit déjà fait sentir qu'il n'étoit point d'accord avec lui sur l'étendue de cette Prérogative Royale dont il étoit si jaloux. Il n'est donc pas étonnant, que de deux moyens qui se présentoient pour conserver le Palatinat à son Gendre, sçavoir la Guerre & le Mariage du Prince son Fils, il choisit celui qui étoit le plus conforme à son humeur & à son inclination. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'en comparant ces deux moyens, il s'aveuglât tellement lui-même, qu'il regardât celui du Mariage comme le plus aisé & le plus naturel, & qu'il ne voulût pas voir que ce n'étoit qu'un piège pour le surprendre. D'un autre côté, il ne se contentoit pas de se déterminer à prendre cette voye plutôt que l'autre, mais il affectoit même de faire entendre à la Maison d'Autriche, que ce ne seroit qu'à l'extrémité, qu'il se résoudroit à prendre les armes contre elle, & par là il gâtoit toutes ses affaires. L'Empereur & le Roi d'Espagne sçurent bien profiter de toutes ces fausses démarches. Gondemar ayant aisément compris le plan que le Roi s'étoit formé, ne manqua pas à l'encourager à le suivre constamment, en lui en faisant espérer un heureux succès. Il y avoit encore une autre raison très-forte qui engageoit Gondemar à tenir le Roi dans cette situation. C'est que la Trêve entre l'Espagne & la Hollande devant finir au premier jour, si le Roi se fût déterminé à soutenir par les armes les intérêts de son Gendre, il auroit pu faire dans les Païs-Bas, une diversion qui auroit fait payer chèrement à la Maison d'Autriche la conquête du Palatinat. C'étoit principalement par cette raison, que les Cours de Vienne & de Madrid le flatoient de l'espérance qu'il obtiendrait une Paix honorable pour le Prince Palatin. Mais ce n'étoient que des paroles que ce Prince trop crédule prenoit pour des réalitez.

Quoique le Roi n'eût pas intention de déclarer la Guerre à l'Espagne, il ne laissoit pas d'être bien aisé que le Peuple se trouvât dans la disposition de soutenir par les armes les intérêts de l'Electeur Palatin. Il espéroit que le Parlement lui accorderoit de grosses sommes pour le mettre en état de se faire craindre, après quoi il se persuadoit qu'il lui seroit facile de terminer les affaires de son Gendre, sans être obligé de tirer l'épée, & par conséquent, sans employer à la Guerre, l'argent que le Parlement lui donneroit. Il prétendoit imiter en cela Henri VII. son Bisayeul qui s'étoit servi plusieurs fois de cet expédient pour remplir ses coffres. Mais il auroit fallu l'imiter aussi dans l'habileté avec laquelle il cachoit ses desseins, au lieu qu'au contraire Jacques se decouvroit de tous les côtez.

Le Parlement s'étant assemblé, le Roi fit aux deux Chambres un Discours qu'il donna en trois points. Dans le premier, il leur enseigna ce que c'étoit que le Parlement, sous prétexte de leur rafraichir la mémoire d'une chose si nécessaire & si fondamentale. Le second contenoit les raisons qui l'avoient porté à convoquer celui-ci. Dans le troisiéme, il parla des Grieffs dont le Peuple croyoit avoir sujet de se plaindre, & sur lesquels il tâcha de justifier sa conduite. Comme ce Discours est fort long, je ne ferai qu'en rapporter certains

JACQUES
I.
1621.

Le Parle-
ment s'as-
semble.
20. Janvier.
1621.

JACQUES I. 1621. endroits qui peuvent faire connoître & les principes du Roi, & le but qu'il se proposoit. Voici son exorde.

MYLORDS SPIRITUELS ET TEMPORELS, ET
VOUS COMMUNES.

Discours
du Roi.
Wilson,
pag. 153.
Annales de
Jacques I.
pag. 47.
Rushworth
Vol. I. p. 21.
Nelson, In-
troduction.

In multiloquio non deest peccatum, dit le plus sage de tous les Rois. C'est ce que j'ai éprouvé dans ma propre personne. Dans les Parlemens qui ont précédé celui-ci, j'ai parlé plusieurs fois à la Chambre Basse, & lui ai fait connoître les véritables pensées de mon cœur. Mais comme il n'y a point d'homme dont les actions, quelque bonnes qu'elles soient, puissent être exemptes de censure, à cause de l'excellence qui est requise pour la perfection, peut-être a-t'il plu à Dieu qui a vû en moi quelque vanité, de me renvoyer mes paroles sans effet. Ainsi, je puis dire avec vérité, *Je vous ai joué de la flûte, & vous n'avez point dansé : Je vous ai chanté des lamentations & vous n'avez point lamenté.*

Sur la constitution des Parlemens.

- „ Qu'est-ce qu'un Parlement ? C'est une Assemblée composée d'une tête &
„ d'un corps. Le Monarque est la tête, & les trois Etats (1) sont le corps. C'est
„ ce qui, dans toutes les Monarchies, est appelé Parlement. Le Parlement a
„ été premièrement mis en usage & créé par la Monarchie : car avant le Parlement,
„ il y a eu des Rois qui, après avoir établi une certaine forme de Gouvernement, vou-
„ lant que leur Peuple fut guidé par des Loix, convoquerent le Parlement, &c.
„ Je souhaite seulement que vous observiez, que c'est une chose vaine & fri-
„ vole pour un Député au Parlement, que de s'empresser à se rendre populaire :
„ car il n'y a point d'Etat ni de Parlement sans Monarchie.
„ C'est pour vous faire souvenir, que vous servez sous un Monarque, & que
„ vous devez être debout, ou tomber avec lui. Considérez présentement qui
„ est celui qui vous assemble ? C'est votre Roi. Qui sont ceux qu'il assemble ?
„ Ce sont les Pairs qui, à cause de l'éminence de leurs Dignitez, doivent don-
„ ner leurs avis au Roi dans ses affaires urgentes. Secondement, l'Eglise & le
„ Clergé, non pas tout le Clergé, mais les principaux de ce Corps, savoir les
„ Evêques De plus, les Chevaliers y assistent pour leur Provinces, & les
„ autres Députés pour leurs Villes.
„ Pourquoi êtes-vous assemblez ? C'est pour donner vos avis au Roi, s'il ju-
„ ge à propos de vous les demander, & pour recevoir ses avis dans ce que vous lui
„ demanderez.
„ Le Roi fait les Loix, & vous devez lui conseiller d'en faire de telles, qu'elles
„ soient pour le bien de l'Etat. . . .
„ Il y a encore une autre cause pour laquelle les Communes sont appelées au
„ Parlement. C'est que connoissant l'état & la condition du Païs, si le Roi juge
„ à propos.

(1) Comme sous le Regne suivant on disputa beaucoup pour savoir si les Evêques fai-
soient un Corps à part dans le Parlement, chaque Parti s'appuya sur cet endroit de ce Dis-
cours, les uns disant que le Roi avoit dit les trois Etats, & les autres soutenant qu'il n'avoit
parlé que des deux Etats. C'est ce qui cause la différence qui se trouve dans les copies à cet
égard.

à propos de leur demander leur avis , elles peuvent mieux lui faire connoître en quoi le Peuple est grévé, comme le sçachant par leur propre expérience. C'est aussi pour lui demander humblement , qu'il lui plaise d'y apporter du remède. Vous êtes aussi ceux qui fournissez au Roi sa subsistance , & qui devez suppléer à ses besoins. C'est-là l'usage propre des Parlemens. C'est ici que les Sujets doivent offrir au Roi ce qu'ils jugent qui lui est nécessaire , & il doit leur accorder en récompense , la justice & la miséricorde. Je dirai hardiment & sans honte , que tous les Sujets doivent au Roi une espèce de tribut , en reconnaissance de l'affection qu'il a pour eux. Là où se trouve cette sympathie , elle ne peut manquer de produire d'heureux effets.

“ J A C.
“ QUES-I.
“ 1621.

Sur la Religion.

Il y a déjà un nombre suffisant de Loix , pourvu qu'elles soient exécutées selon leur véritable sens & selon l'intention dans laquelle elles ont été faites.

Quant au bruit qui s'est répandu que je tolérois la Religion *Papiste* , en considération du Mariage de mon Fils , que je négocie actuellement avec l'Espagne , je proteste que je ne ferai rien en cela qui ne soit honorable & profitable à la bonne Religion. J'en ai donné de bonnes preuves dans mes Ecrits qui m'ont rendu un véritable Martyr mis à la torture des mauvaises langues. Vous pouvez par là , vous convaincre si bien de mon intégrité , que j'espère qu'à l'avenir , vous vous reposerez assez sur la sagesse de votre Roi , pour vous persuader , que je ne suis pas capable de faire une chose en public , & une toute contraire en particulier. Mais après cette déclaration , ne trouvez pas étrange , que si quelqu'un tombe en faute , je le punisse sévèrement.

Sur les causes de la Convocation de ce Parlement.

La principale est pour vous demander un secours d'argent dans mes nécessitez urgentes. Vous pouvez tous me rendre ce témoignage , que depuis dix-huit ans que je regne , j'ai fait en sorte que vous avez toujours vécu en Paix. Si en cela j'ai commis une faute , je vous prie de me la pardonner ; car il est vrai que je me fais un honneur particulier de faire vivre chacun de vous sous sa vigne & sous son figuier , de vous faire manger le fruit de votre travail , & de vous être moi-même un Roi juste & miséricordieux. Vous n'avez pas été troublez par des enrollemens forcez , & par mille autres inconviniens qui sont des suites de la Guerre , & néanmoins , dans ces dix-huit ans , j'ai reçu moins de secours que beaucoup de Rois mes Prédécesseurs. La défunte Reine de glorieuse mémoire , a eu , une année portant l'autre , cent trente-cinq mille livres sterling , & moi , je n'ai eu que quatre subsides & six quinziesmes. Je ne dis pas que je le mérite mieux qu'elle , & néanmoins , je puis assurer que je vous ai gouvernez aussi paisiblement , depuis que je n'ai rien reçu de vous. Comme les femmes *quæ decem tulerunt fastidia menses* . il y a , non pas dix mois , mais dix ans , que je suis en travail ; c'est pourquoi , il est tems que je sois délivré de mes nécessitez.

Vous avez vu dans ces deux dernières années , le soin que j'ai pris d'examiner l'état de mes finances , & je vous avoue que j'ai trouvé que mes revenus ,

JAC-
QUES
I.

„ semblables aux amis de Job , m'avoient abandonné. Au commencement,
„ je ne pouvois me persuader que mes finances fussent dans un si grand défor-
„ dre : mais par l'avis de quelques honnêtes gens j'ai été induit à en faire une
„ revûe exacte , en quoi j'ai reçu de grands secours de mon jeune Amiral qui,
„ par pure affection pour moi , a bien voulu en attirer toute l'envie sur lui.
„ Quoiqu'il soit jeune , je l'ai trouvé honnête & fidelle , & c'est ce qui lui a
„ fait avoir un heureux succès dans son entreprise. Il a nommé des Commis-
„ saires pour agir sous lui , ainsi qu'un jeune Commandant doit faire , pour
„ se garder de toute erreur. Par son travail & par sa diligence , il a heureuse-
„ ment fini cet ouvrage , sans demander d'autre récompense que l'honneur
„ de me servir. J'espère donc que tout le Royaume sera convaincu , que j'ai
„ un véritable soin de mon bien , & que je gouverne mes revenus en bon éco-
„ nome , sans prendre ni la maison ni le champ d'autrui.

Sur l'affaire de Bohême , il dit en substance les mêmes choses que le Mar-
quis de Buckingham avoit écrites au Comte de Gondemar dans la Lettre
rapportée ci-dessus , après quoi il ajouta :

„ Présentement , je dois prévenir de grands dangers pour l'Eté prochain ,
„ bien que je sois résolu à tenter toutes choses pour obtenir une bonne Paix :
„ mais j'ai cru qu'il étoit nécessaire de me tenir armé , & de demander la Paix ,
„ l'épée à la main. Je prendrai donc soin de conserver ce qui reste (du Pala-
„ tinat) , & je déclare , que si je ne puis l'obtenir par la douceur , j'y employe-
„ rai ma Couronne , mon honneur , & le sang même de mon Fils. C'est une
„ affaire dans laquelle la Religion se trouve trop intéressée : car il ne faut pas
„ douter que les *Vainqueurs* n'alterent la Religion par tout où ils feront des
„ conquêtes , & ainsi , peut-être mon Petit-Fils souffriroit quoiqu'il n'ait point
„ commis de faute. Mais je ne puis rien faire sans un prompt secours d'argent.
„ *Bis dat qui citò dat.*

„ Considérez qui est celui qui vous demande , c'est votre Roi. Regardez
„ le soin qu'il prend , ce qu'il a déjà dépensé , outre quarante-mille livres ster-
„ ling dans la Guerre contre les Corsaires , & jugez s'il ne mérite pas que vous
„ ayiez des égards pour lui.

„ C'est une chose étrange , que , depuis huit ou neuf ans , il ne se bat plus
„ de monnoye. Pour moi je croi que le défaut d'argent vient de l'inégalité
„ de la balance du Commerce. Pour le reste , j'avoüe que j'ai été liberal :
„ mais la principale cause de mes nécessitez , c'est la mauvaise administra-
„ tion de ceux à qui j'ai confié la direction de mes finances. Pour ce qui re-
„ garde mes liberalitez , je vous dirai , que je ne prétends point faire de tous
„ les jours de l'année un Mardi gras , & néanmoins , il peut se faire que je me
„ suis porté du préjudice en certaines choses , & qu'en d'autres j'en ai causé
„ à mes Sujets : mais quand j'en serai informé , j'y apporterai du remède.
„ *Cependant , si vous prétendez courir après les Griefs , & les rechercher avec avi-
„ dité , au préjudice de votre Roi , & au vôtre , je vous déclare franchement que
„ ce n'est pas pour cela que vous êtes assemblez.* Usez-en avec moi , comme je
„ l'ai mérité de vous. Je ne négligerai rien de ce qui convient à un juste Roi ,
„ pourvû que vous en usiez avec moi de la même maniere. Je sçai qu'on a
„ beaucoup attendu de ce Parlement. Tel fut celui que j'assemblai à mon ar-
rivée,

rivée, lorsque je connoissois peu l'état du Royaume. Je me laissai guider
 par les anciens Conseillers de la Reine, & peut-être qu'ils me guiderent
 mal, & qu'il y eut du mal-entendu qui causa quelque brusquerie. Dans le
 dernier, il s'éleva une étrange sorte de bêtes appelées *Entrepreneurs* (1) dont
 naturellement j'abhorre le nom, & qui causèrent sa dissolution. Vous avez
 présentement cet avantage que je vous ai assembles de mon propre mou-
 vement. Je me repose sur vous tous, & sur chacun de vous, pour ce qui
 regarde mon bien. J'espère que je ne manquerai jamais de bons Sujets, &
 je vous assure que vous trouverez en moi un bon Roi. Quelle heureuse re-
 nommée qui répandra dans le monde, que je suis aimé de mon Peuple &
 que j'ai pour lui une affection reciproque ! Ce sera alors que je serai honoré
 de mes voisins, & que mon Gouvernement servira de modèle à la posté-
 rité (2).

" JAC-
 " QUES
 " I.
 " 1612.

Il y auroit un grand nombre de remarques & de réflexions à faire sur ce
 Discours : mais comme cela me meneroit trop loin, je me contenterai d'en
 faire une seule. C'est qu'il contenoit certaines maximes sur la puissance
 Royale, dont certainement les Anglois en général ne convenoient pas alors,
 comme ils n'en conviennent pas encore. Si depuis que Jacques étoit sur le
 Trône, le Parlement, ou la Chambre des Communes en particulier, avoient
 fait quelques efforts pour lui enlever sa Prérogative, on ne pourroit pas trou-
 ver étrange qu'il leur fit sentir la résolution où il étoit de la maintenir, &
 qu'il leur marquât les bornes dans lesquelles ils devoient se contenir. Mais si
 l'on considère ce qui s'étoit passé dans les deux premiers Parlemens de ce
 Regne, ce n'étoit pas le Parlement qui avoit commencé à attaquer le Roi.
 C'étoit le Roi lui-même qui avoit donné sujet au Parlement de se plaindre.
 Mais quand même les Griefs, dont la Chambre Basse se plaignoit, n'au-
 roient pas été fondés, ce n'étoit pas un attentat, contre la prérogative Roya-
 le que de les représenter au Roi, & ce fut pourtant l'unique cause de la dis-
 solution des deux premiers Parlemens. On voit d'ailleurs, non seulement
 dans le Discours qu'il fit à l'ouverture de celui-ci, mais encore dans ceux
 qu'il avoit faits aux deux autres, qu'il faisoit consister sa prérogative dans
 un pouvoir sans bornes, puisqu'il avoit dit en propres termes, *Que comme*
c'est un blasphème que de disputer sur la puissance de Dieu, c'est sédition dans
les Sujets que de disputer sur ce que le Roi peut faire dans toute l'étendue de son
pouvoir, d'où il étoit facile d'inférer qu'il ne donnoit point de bornes à la
 Prérogative Royale.

Remarque
 sur ce Dis-
 cours.

L'affaire pour laquelle le Roi avoit convoqué ce Parlement étoit si spé-
 cieuse, que la Chambre Basse jugea aisément, que si elle commençoit selon
 sa coutume par l'examen des Griefs, avant que d'avoir accordé de l'argent
 au Roi, il ne manqueroit pas de publier, qu'un délai dans une occasion si
 importante étoit équivalent à un refus. Le Peuple étoit extrêmement ani-
 mé contre l'Espagne, à cause de l'invasion du Palatinat. Il craignoit le Ma-
 riage du Prince avec l'Infante, & la ruine de la Religion Protestante dans
 les

Le Parle-
 ment accor-
 de de l'ar-
 gent au Roi.
 Rog. Koke,
 pag. 70.

(1) C'étoient le Comte de Sommerfet & quelques autres qui avoient entrepris de faire
 avoir au Roi un Parlement à sa dévotion.

(2) Ce Discours est tiré des Annales de Jacques I. car l'Auteur prétend que celui qui se
 trouve dans l'Histoire de Wilson n'est pas le véritable.

JACQUES I. 1621. les Païs étrangers. Ainsi, refuser de l'argent au Roi en cette occasion, ç'au-
roit été justifier son indolence. Il y avoit pourtant dans la Chambre, des
gens qui étant persuadés que le Roi n'avoit pas intention de faire la Guerre,
vouloient épargner l'argent du Peuple. Mais les autres leur firent compren-
dre la nécessité qu'il y avoit de sacrifier quelque somme, soit que le Roi
s'en servît utilement pour défendre le Palatinat, soit qu'il l'employât à d'au-
tres usages. Qu'au premier cas, on auroit ce qu'on souhaitoit, & que l'ar-
gent qu'on donneroit au Roi ne seroit qu'une petite partie des sommes qu'il
faudroit encore employer pour soutenir cette Guerre. Qu'au second cas, on
connoîtroit manifestement les intentions du Roi, & que cela leur fourni-
roit un juste motif de lui refuser de l'argent à l'avenir pour des entreprises
chimériques. Ainsi, sans se faire solliciter, les Communes accorderent au
Roi deux Subsidés dont il fut content, dans l'espérance d'en obtenir bien
davantage dans la suite, sur le même prétexte.

Digby est
envoyé à
Vienne.
Wilson,
pag. 154.

Peu de tems après, le Roi envoya le Baron de Digby à Vienne, pour tâ-
cher d'accommoder l'affaire de l'Electeur Palatin, ou du moins pour obte-
nir une Trêve qui garantît le Palatinat du danger dont ce Païs étoit mena-
cé dans la prochaine campagne. Je parlerai tout à l'heure de cette négocia-
tion, après avoir achevé de rapporter ce qui se passa dans le Parlement.

Plaintes au
Parlement
contre les
Monopoles,
pag. 155.

L'Acte du Subside ne fut pas plutôt passé que les Requêtes vinrent en
foule à la Chambre des Communes, tant contre l'accroissement des Papistes
& l'impunité des Récusans, que contre les Monopoles & contre les *Informateurs*, ou *Projetteurs*. Entre les Monopoles, il y en avoit trois dont on se
plaignoit principalement. Le premier étoit au sujet des Hôteleries que per-
sonne ne pouvoit tenir sans la permission de certains Particuliers auxquels
le Roi en avoit accordé une Patente. Le second étoit de la même nature
par rapport aux maisons à biere. Le troisième étoit le plus criant. C'étoit
une Patente que le Roi avoit accordée aux Chevaliers *Gilles Montpesson*,
& *François Michel*, pour avoir seuls la permission de vendre de la dentelle
d'or ou d'argent. Sous ce prétexte, ces gens-là avoient fait faire une grande
quantité de dentelle d'or faux, qu'ils vendoient pour bon, & si quelqu'un
s'avisait d'en porter ou d'en vendre d'autre, il étoit mis en prison, & con-
damné à une grosse amende. Les deux Partisans ayant été dénoncés à la
Chambre Haute furent d'abord envoyés en prison : mais Montpesson, créa-
ture du Marquis de Buckingham, trouva le moyen de se sauver. Dès qu'il
fut en sûreté, le Roi fit publier une Proclamation dans laquelle il promet-
toit une certaine somme à quiconque pourroit le reprendre.

Rog. Koke,
pag. 70.
Montpesson
& Michel
sont dénon-
cés à la
Chambre
Haute,
& mis en
prison,
Montpesson
se salue.

Discours
du Roi à la
Chambre
de Sei-
gneurs.
Rushworth
Vol. I. pag. 24.

Cependant les deux Chambres s'occupaient avec ardeur à l'affaire des
Monopoles. La Chambre Basse vouloit sçavoir par quel moyen les deux
Partisans avoient obtenu leur Patente, & les Seigneurs travailloient à leur
faire leur procès. Pendant ce tems-là, le Roi étoit fort mal à son aise. Il
voyoit bien, que de la maniere dont cette affaire étoit examinée, il ne pou-
voit guères éviter que la haine n'en tombât sur lui-même ou sur son Favo-
ri. Cela fut cause que, pour en prévenir les suites, il se rendit à la Chambre
des Seigneurs, auxquels il fit un Discours rempli d'expressions tendres & af-
fectueuses. Ensuite, il assura, qu'il avoit ignoré les mauvais effets que sa
Patente avoit produits, & leur recommanda de faire une prompte & sévé-

Wilson,
pag. 155.

re justice des coupables. Il ajouta, que son intention étoit de révoquer toutes les Patentes qui avoient fait un si grand tort au Peuple, & particulièrement celle qui regardoit la dentelle d'or & d'argent, qui avoit introduit une espece de fausse monnoye dans le Royaume. Il les exhorta de plus, à finir promptement le Bill qu'ils préparoient contre les *Informateurs* ou *Projetteurs*, disant, qu'il avoit ces gens-là en horreur, & que ce seroit une grande satisfaction pour lui, que de s'en voir délivré. Il ajouta, que Buckingham lui avoit assuré, qu'il n'avoit jamais été plus en repos que depuis le commencement de ce Parlement, de la part des *Informateurs*, qui auparavant ne cessoient point de le tourmenter. Enfin, il leur dit, qu'il avoit crû jusqu'alors, que le Peuple n'avoit jamais été plus heureux que sous son Regne; mais qu'il ne pouvoit voir sans confusion, que, par la faute de quelques-uns, ses Sujets avoient été vèxés par la mauvaise exécution des Projets, Patentes, Bills de conformité, & autres choses semblables qui avoient plus épuisé leurs bourses que les Subsides n'auroient fait. Après avoir ainsi prévenu les plaintes qu'on pouvoit lui faire, en condamnant la premier ce qui en étoit la cause, il enseigna aux Seigneurs la maniere dont ils devoient s'y prendre pour juger équitablement les causes qui étoient devant eux. C'étoit de ne pas se laisser guider par un zèle inconsidéré pour la justice, en écoutant ceux qui voudroient accuser des innocens.

Tout le monde entendit assez qu'il vouloit empêcher par-là qu'on n'attaquât le Marquis de Buckingham qui étoit regardé comme le principal Auteur des Monopoles. Il eut véritablement la satisfaction de voir que le Parlement ne poussa pas trop loin cette affaire. Mais quoiqu'il eût fait imprimer ce Discours, afin qu'il fût répandu dans tout le Royaume, il ne put empêcher qu'on ne fît sur ce sujet des réflexions qui ne lui étoient pas avantageuses. Par exemple, il avoit assuré sur son honneur, & sur la foi d'un Roi Chrétien, que s'il avoit été informé des Grièfs, dont on se plaignoit, avant qu'ils eussent été portés au Parlement, il les auroit punis plus sévèrement que le Parlement même ne le souhaitoit, & néanmoins, il se contenteroit d'abandonner Montpesson & Michel, pendant qu'il demandoit qu'on laissât en repos celui qui leur avoit procuré leur Patente.

Quoiqu'il en soit, les Seigneurs se contenterent de punir Montpesson & Michel. Ils confisquerent les biens du premier, qui s'étoit évadé, & le dégradèrent de noblesse. Le second, fut aussi dégradé, condamné à passer le reste de sa vie en prison, & à être conduit à cheval, la tête tournée vers la queue, dans la principale rue de Londres, & à une amende de mille livres sterling.

Quelque tems après, le Roi sçachant qu'on avoit porté des plaintes aux Seigneurs contre le Chancelier Bacon, se rendit à leur Chambre, & y ayant fait venir les Communes, il y fit un Discours qui roula principalement sur la nécessité qu'il y avoit de ne laisser pas impunis les Juges qui se laissoient corrompre. Ensuite, il remercia les Communes de l'argent qu'elles lui avoient accordé; mais il ajouta, que cet argent avoit été employé par avance à la défense du Palatin, & à l'entretien de ses Enfans qui étoient réfugiés en Hollande. Qu'il avoit déjà obtenu une courte Trêve, & qu'il espéroit qu'elle seroit bien-tôt suivie de la Paix: mais que la grande dépense qu'il

JACQUES

I.

1621.

Annales de
Jacques I,
Fol. 50.

Il tâche de
sauver Buc-
kingham.
Wilson,
pag. 158.

Jugement
contre
Montpesson
& Michel.
Wilson.
Annales de
Jacques I.
pag. 52.
Rushworth.
Vol. I. p. 27.

Le Chance-
lier Bacon
est accusé.

Le Roi ex-
horte les
Seigneurs
à faire jus-
tice.

Il demande
encore de
l'argent.

JACQUES
I.
1621.
Il promet
de ne pas
dissoudre le
Parlement.

Les Com-
munes de-
mandent
que Bacon
soit jugé.
WVilson,
pag. 158.

*Annales de
Jacques I.*
pag. 53.

Il s'avoüe
coupable en
général.

Rushworth.
Vol. I. pag. 29.

On le con-
traint d'en-
trer dans le
détail des
concessions.

Il est de-
pouillé de
sa Dignité
de Chance-
lier & dé-
claré indi-
gne de s'as-
seoir dans
la Chambre
Haute.

Caractere
de Bacon.

*Sir Anth.
Weldon.*

Remarque
sur son His-
toire de
Henri VII.

Origine de
deux Partis,
l'un pour le
Roi, l'autre
pour le Peuple.

Connus au-
jourd'hui
par les noms
de *Torys* &
de *Whiggs*.

étoit obligé de faire, pour envoyer des Ambassadeurs dans toute l'Europe, & pour faire marcher une Armée dans le Palatinat, en cas que ses négociations devinssent infructueuses, demandoit bien d'autres sommes que celle qui lui avoit été accordée. Enfin, il protesta devant Dieu, qu'il ne dissoudroit point ce Parlement avant que toutes les affaires qui étoient sur le tapis, fussent terminées.

Cependant la Chambre des Communes ayant demandé une Conférence aux Seigneurs, leur fit représenter, que le Chancelier étant accusé de divers crimes, il n'étoit pas à propos qu'il demeurât plus long-tems dans un poste si éminent, s'il étoit coupable, ni qu'il fût exposé à la calomnie, s'il étoit innocent. Sur cela, les Seigneurs envoyèrent le Chancelier à la Tour, & travaillèrent à son procès. Il fit tout ce qui lui étoit possible pour s'épargner la honte d'une confession particuliere & détaillée. Pour cet effet, il fit présenter à la Chambre une Requête dans laquelle, en s'avoiant coupable en général, il demandoit grace, ou du moins, que sa punition ne s'étendît pas plus loin qu'à lui ôter le grand Sceau. Mais les Seigneurs furent inexorables. Il fallut qu'il avouât chaque Article particulier de l'accusation, qui consistoit en ce qu'il s'étoit diverses fois laissé corrompre par des présents. Son exactitude alla si loin, qu'il avoua qu'un de ses Domestiques avoit reçu une douzaine de boutons, pour procurer la faveur de son Maître à celui qui lui faisoit ce présent. Mais cette confession, quelque pleine & exacte qu'elle fût, ne pût empêcher qu'il ne fût déclaré indigne, non seulement de la charge de Grand Chancelier, mais même d'avoir place à l'avenir dans la Chambre des Seigneurs, quoiqu'il eût été créé par le Roi, Baron de *Verulam*, & Vicomte de *Saint Alban*. Il s'en fallut même bien peu, qu'on ne le dépouillât de cette Dignité. C'étoit un très-grand génie, & un des plus sçavans hommes de l'Europe, mais grand adulateur, extrêmement altier pendant qu'il étoit en fortune, & rampant dans l'adversité. Depuis sa disgrâce, il composa plusieurs Ouvrages, & entr'autres, l'Histoire du Roi Henri VII. auquel certainement il n'a pas donné le caractere qui lui convient. Cela n'est pas étonnant. Comme ses biens avoient été confisquez par la Sentence dont je viens de parler, & qu'il ne vivoit que d'une pension du Roi, qui parloit toujours avec de grands éloges de Henri VII. son Bisayeul, il faisoit sa Cour au Roi, en faisant regarder ce Prince comme un modèle de sagesse & de vertu.

Ce fut proprement dans ce troisième Parlement que se formèrent deux Partis, l'un pour la Cour, l'autre pour le Peuple, qui commencèrent dès lors à se contrequarrer en toutes occasions. Celui du Peuple l'emportoit dans la Chambre Basse, & celui du Roi, parmi les Seigneurs. Ce n'est pas que, de tout tems, les Rois n'eussent eu leurs Partisans dans les deux Chambres, & que les Ministres & les Favoris n'y eussent eu aussi leurs ennemis & leurs envieux. Mais jusqu'au tems de ce Parlement, il n'y avoit pas eu proprement des Partis formez, ou, s'il y en avoit eu, ils n'avoient pas long-tems duré. Mais ceux qui commencerent à se former cette année, allèrent toujours en augmentant. Ce sont les mêmes Partis qui subsistent encore aujourd'hui, sous les noms de *Torys* & de *Whiggs*, dont l'un tâche toujours d'étendre la Prérogative Royale, autant qu'il est possible, quand il a le Roi de

de son côté, & l'autre fait toujours valoir les privilèges du Peuple. L'animosité réciproque de ces deux Partis, dans le tems qu'ils se formerent, n'étoit rien au prix de ce qu'elle est aujourd'hui. Dès qu'on en fut venu au point de n'agir plus dans le Parlement, que par un esprit de parti, tout alla peu-à-peu en confusion. Comme l'un des Partis étoit toujours prêt à augmenter le pouvoir du Roi, l'autre faisoit ses efforts de son côté, non seulement pour le tenir dans de justes bornes, mais encore pour lui faire perdre du terrain, de peur que les droits dont le Roi étoit en possession ne lui servissent de degré pour monter plus haut. Ainsi tous deux alloient dans l'excès. Jacques I. donna la naissance à ces deux Partis qui ont causé tant de maux à l'Angleterre, & à sa propre famille, par la hauteur avec laquelle il voulut établir des droits qu'on ne lui auroit peut-être pas contestés, s'il ne les eût pas fondés sur des principes qui ouvrieroient la porte au Despotisme. Il trouva pourtant de grandes oppositions, non seulement dans la Chambre Basse, mais parmi les Seigneurs mêmes dont plusieurs ne craignoient point de le contrequarrer ouvertement. De ce nombre étoient les Comtes d'*Essex*, d'*Oxford*, & de *Southampton*, le Vicomte de *Say & Seal*, le Lord *Spenser* & quelques autres. La coutume s'introduisit alors, que, quand un Seigneur avoit parlé pour ou contre le Gouvernement, un autre du parti contraire prenoit la parole pour le réfuter, & souvent avec des emportemens peu convenables à la Dignité de la Chambre. Un jour le Lord *Spenser*, en parlant sur le Gouvernement, cita divers exemples tirez de l'Histoire; mais tout à coup le Comte d'*Arundel* l'interrompit en disant, *My lord, lorsque ces choses se passoient, vos Ancêtres gardoient les moutons (1), & les vôtres, répliqua Spenser, s'occupoient dans ce même tems à brasser des trahisons.* Sur cela, la Chambre leur ayant ordonné de sortir, résolut, malgré les plus zélés du parti du Roi, que le Comte d'*Arundel*, comme agresseur, feroit réparation au Lord *Spenser*, & comme il le refusa, il fut envoyé à la Tour, d'où il ne sortit qu'après s'être soumis aux ordres de la Chambre.

JACQUES
I.
1621.

Querelle
entre le
Comte
d'*Arundel*
& le Lord
Spenser.
Wilson,
pag. 163.

Cependant, les Communes voyant que le Roi ne faisoit aucune disposition pour la Guerre, & qu'il s'étoit contenté d'envoyer *Digby* à l'Empereur, ne se hâtoient pas de lui fournir un nouveau secours, d'autant plus qu'elles sçavoient que le dernier qu'on lui avoit accordé, avoit été employé à toute autre chose. Elles n'ignoroient pas d'ailleurs, que le Roi fondeoit toute son espérance sur le Mariage d'Espagne, & que par conséquent, il ne se résoudroit pas aisément à prendre les armes contre la Maison d'Autriche, d'autant plus, que le Comte de *Gondemar* avoit toujours beaucoup de pouvoir sur lui. Effectivement, si le Roi avoit eu véritablement intention d'arracher à l'Espagne ce qu'elle avoit enlevé au Palatin, il n'étoit pas naturel que l'Ambassadeur de cette Couronne eût tant de crédit à la Cour. Cela causoit un très-grand chagrin au Peuple qui regardoit le Mariage d'Espagne comme un très-grand mal pour le Royaume & pour la Religion Protestante. Il en donna une preuve sensible à *Gondemar* même, qui en passant dans la rue, se vit accueilli d'injures & de menaces par la canaille qui s'étoit attroupée autour de lui. Le Roi en ayant été informé, fit arrê-

La Cham-
bre Basse
diffère d'ac-
corder de
l'argent au
Roi.

Gondemar
est insulté
par le Peu-
ple.
Rushworth,
Vol. I. pag.
34.

(1) Il faisoit allusion à ce que cette famille avoit toujours été fort riche en troupeaux.

JACQUES
I.

1621.

Le Roi
charge le
Grand Tré-
sorier d'a-
journer le
Parlement.

*Annales de
Jacques I.
pag. 55.*

Les Com-
munes re-
gardent ce-
la comme
un attentat
sur leurs
privilèges.

*Rog. Koke,
pag. 70.*

*Rushworth,
Vol. I. pag. 35.*

Les Sei-
gneurs re-
fusent de se
joindre aux
Communes.
Protestation
des Com-
munes.

Le Roi ac-
corde enco-
re quinze
jours.

Le Roi se
plaint de la
Chambre
Basse.

Déclaration
des Com-
munes pour
la défense
du Palati-
nat.

*Wilson,
pag. 164.*

*Rushworth,
Vol. I. pag. 36.*

*Annales de
Jacques I.
pag. 56.*

Proclama-
tion qui re-
voque di-
vers Mono-
poles.

ter un de ces Insolens , qui fut ensuite fôüetté publiquement par la main du Bourreau.

Le Roi voyant bien que la Chambre des Communes ne se résoudroit jamais à lui accorder un nouveau secours , avant que de sçavoir plus précifément , si on auroit la Paix ou la Guerre , donna ordre au Grand Trésorier , d'aller de sa part , ajourner le Parlement , jusqu'au 14. de Novembre. L'esprit de défiance qui regnoit alors parmi les Communes , leur fit regarder cet ajournement comme un attentat contre leurs privilèges. Elles prétendoient que le Roi pouvoit bien proroger & dissoudre le Parlement , mais que l'ajournement étoit un privilège particulier de chaque Chambre. Ainsi , elles demanderent une Conférence aux Seigneurs , pour leur persuader de concourir avec elles , & de présenter en commun une Adresse au Roi sur ce sujet. Mais le Roi ayant fait dire aux Seigneurs , qu'une telle Adresse lui seroit très-désagréable , & qu'il ne souffriroit point qu'on lui disputât sa Prérogative , par laquelle il pouvoit convoquer , ajourner , proroger , & dissoudre le Parlement , les Seigneurs refuserent leur concurrence aux Communes. Sur cela , les Communes protesterent , que la résolution du Roi leur causoit un chagrin extrême , parce qu'elle leur ôtoit le moyen de finir ce qu'elles avoient commencé pour le bien public.

Cette protestation fut causée que le Roi se rendit à la Chambre des Seigneurs , & après les avoir remerciés de ce qu'ils avoient reconnu sa prérogative , & refusé de se joindre aux Communes , il leur dit , que s'ils le souhai- toient , il leur accorderoit un délai de dix jours : mais qu'il ne le feroit pas à la prière des Communes. Sur cette offre , les Seigneurs , après avoir conféré avec les Communes , demanderent au Roi quinze jours qui leur furent accordez. Quelques jours après , les deux Chambres ayant fait une députa- tion au Roi , il prit occasion de dire aux Députez , qu'il prenoit en très-mauvaise part , que les Communes lui disputassent le droit incontestable qu'il avoit d'ajourner le Parlement. Selon les apparences , ce droit n'étoit pas fondé sur l'usage , puisque les Communes le regardoient comme un attentat sur leurs privilèges , au lieu qu'elles ne s'étoient jamais avisées de lui contester le droit de proroger & de dissoudre le Parlement. Quoiqu'il en soit , les Communes voyant que les Seigneurs , qui n'avoient pas moins d'in- térêt qu'elles dans cette affaire , refusoient leur concurrence , se désistèrent de cette poursuite. Cependant , le même jour qu'elles devoient se séparer , elles dressèrent une Déclaration dans laquelle elles disoient , *que prenant à cœur comme elles devoient l'invasion du Palatinat , & le danger dont la Religion Protestante étoit menacée , elles étoient prêtes à secourir le Roi de tout leur pou- voir , pour le mettre en état de se faire raison par les armes en cas que ses négocia- tions fussent sans succès.*

Quelques jours après , le Roi publia une Proclamation où il exposoit , qu'y ayant eu dans le Parlement diverses affaires qui ne pouvoient être ter- minées en peu de tems , *la Chambre des Communes avoit trouvé qu'il étoit à propos de continuer cette Session par voye d'ajournement.* Que pour ce qui re- gardoit les Grièfs , il n'avoit pas besoin du Parlement pour y remédier , puisqu'il l'auroit déjà fait lui-même , s'il en avoit été plutôt informé. Il ajoû- toit , que de sa propre autorité , il cassoit & révoquoit la Patente pour la dentelle

dentelle d'or & d'argent, & quelques autres qui étoient mentionnées dans la Proclamation. En même tems, il en publia une autre contre ceux qui avoient l'audace de parler des affaires d'Etat, malgré ses défenses, & les menaçoit, aussi-bien que ceux qui ne les découvroient pas, d'un severe châtiment.

Au mois de Juillet *Williams* fut fait Garde du Grand Sceau, la Charge de Chancelier étant vacante depuis la condamnation de *Bacon*.

Il faut présentement rapporter en peu de mots, ce qui s'étoit passé en Bohême & dans le Palatinat depuis la Bataille de Prague. Cette connoissance est absolument nécessaire pour bien entendre les affaires d'Angleterre.

Le jour d'après la Bataille, la Ville de Prague se rendit à discrétion, après quoi, le Duc de Bavière reprit le chemin de Munich, laissant son Armée en Bohême, sous le commandement du Comte de Tilly son Général. D'un autre côté le Comte de Bucquoy partit le 12. de Décembre pour aller dans la Moravie qui se soumit volontairement, comme n'ayant aucune espérance d'être secourüe. Après que Bucquoy eut passé une partie de l'Hiver en Moravie, ou à Vienne, il alla commander l'Armée Impériale en Hongrie où il fut tué, après avoir fait quelques progrès. Peu de tems auparavant, la Silésie s'étoit aussi soumise à l'obéissance de l'Empereur.

Cependant, le Comte de Mansfeldt s'étoit cantonné dans la Bohême d'où il auroit été difficile aux Impériaux de le chasser. Mais le Roi de Bohême, qui étoit toujours en Hollande, ayant été informé que le Duc de Bavière se préparoit à envahir le Haut Palatinat, trouva le moyen d'y faire aller Mansfeldt avec son Armée, après lui avoir obtenu des Hollandois, cent cinquante mille florins pour payer ses troupes. Ce Général ne se trouva pourtant pas en état de s'opposer beaucoup au Comte de Tilly qui, étant entré dans le Haut Palatinat à la tête de vingt-cinq mille hommes, s'y étoit rendu maître de *Bamberg* & de quelques autres Places. Cependant, comme Mansfeldt s'étoit retranché derrière un marais, où il étoit impossible de l'attaquer, le Comte de Tilly, pour lui faire abandonner ce Pais-là, fit avec lui un Traité par lequel ils s'obligeoient à lui fournir deux cens mille florins. Ce Traité fut conclu le 7. de Septembre 1621. mais sur quelque difficulté qui survint, il ne fut pas exécuté. Ainsi Mansfeldt demeura dans son camp jusqu'à l'arrivée du Baron de Digby, qui ayant passé par-là, en revenant de Vienne, obtint de lui qu'il marchât dans le Bas Palatinat, qui se trouvoit dans un extrême danger. Par-là tout le Haut Palatinat fut effectivement perdu & soumis au Duc de Bavière.

Dès l'année 1620. *Spinola*, comme je l'ai déjà dit, avoit commencé à faire des conquêtes dans le Bas Palatinat. Depuis que les Alliez du Roi de Bohême s'étoient soumis à l'Empereur, après la Bataille de Prague, ce Général continua ses conquêtes avec assez de rapidité, puisqu'il n'y avoit point d'Armée ennemie pour l'arrêter, & que les Anglois n'étoient pas en assez grand nombre pour s'opposer à ses progrès. Cependant, le 2. du mois d'Août 1621. il se conclut à Haguenau une Trêve de cinq semaines. C'étoit celle dont Jacques avoit parlé dans son Discours au Parlement. L'Archiduc lui avoit fait accroire que c'étoit par pure considération pour lui qu'il avoit con-

JACQUES

I.

1621.

Rushworth,

Ibid.

Autre pour défendre de parler des affaires d'Etat.

Rog. Koke.

pag. 70.

Rushworth,

Ibid.

Williams est fait Garde du Grand Sceau.

Juillet.

Annales de

Jacques I.

pag. 56.

Affaires de

Bohême.

Histoire de

la Rebellion

de Bohême.

Mansfeldt

marche

dans le

Haut Pala-

tinat.

Il fait un

Traité avec

Tilly,

Histoire de

la Rebellion

de Bohême.

pag. 305.

mais inuti-

le.

Le Haut

Palatinat est

perdu.

Affaires du

Bas Palati-

nat.

Ibid.

JACQUES
I.
1621.

Siège de
Franken-
dal.

Mansfeldt
marche vers
le Bas Pala-
tinat. Le-
vée du Sié-
ge.
Tilly arri-
ve.
Mansfeldt
se retire.

Mort de
Philippe
III.
Siège de
Montau-
ban.

Jacques se
laisse amu-
ser par l'Ar-
chiduc ,

& par l'Em-
pereur.

senti à cette Trêve ; mais ce n'étoit effectivement que pour donner à l'Em-
pereur le tems d'envoyer des troupes dans le Bas Palatinat , pour remplacer
celles que Spinola ramenoit dans les Pais-Bas à cause de l'expiration de la
Trêve de douze ans entre l'Espagne & la Hollande. Spinola n'ayant laissé
que très-peu de troupes à *D. Gonzalez de Cordoüe* qui devoit commander
dans le Palatinat , la Trêve n'étoit pas moins avantageuse à l'Espagne qu'au
Roi de Bohême. Peu de tems après , l'Armée Espagnole s'étant renforcée
jusqu'à dix-huit mille hommes, *De Vere* se vit obligé de se retirer à Worms.
Pendant ce tems-là , le Général Espagnol se rendit maître de *Stein* , de *Lä-
denburgh* & de *Keyferslautern* , & au mois d'Octobre, il alla mettre le Siège
devant *Frankendal* où de Vere s'étoit jetté. Il n'y eut point d'autre moyen de
sauver cette importante Place, que de faire venir Mansfeldt du Haut Pala-
tinat , ainsi que je l'ai déjà dit. A l'approche de Mansfeldt , Gonzalez de
Cordoüe leva la Siège de Frankendal. Mais peu de tems après , *Tilly* étant
arrivé dans le Bas Palatinat avec l'Armée de Bavière , & quelques troupes de
Mayence & de Wirsburgh , le Comte de Mansfeldt se vit contraint de se
retirer en Alsace. Cette campagne finit par la perte de toutes les Places du
Bas Palatinat à l'exception de *Manheim* , de *Heidelberg* , & de *Frankendal* ,
qui étoient les plus importantes. De Vere demeura dans Frankendal , *Her-
bert* commandoit dans Manheim , & *Burrows* dans Heidelberg.

Philippe III. Roi d'Espagne étoit mort le 31. Mars de cette même année ,
& Philippe IV. son Fils lui avoit succédé.

En France, Louis XIII. avoit vigoureusement poussé les Huguenots , &
assiégé Montauban , dont pourtant la longue résistance des Assiégés l'avoit
contraint de lever le Siège.

La Trêve de 12. ans entre l'Espagne & les Provinces-Unies étant sur le
point d'expirer, l'Archiduc craignit que Jacques ne donnât de grands secours
aux Etats afin d'obliger les Espagnols à rendre ce qu'ils avoient enlevé dans
le Palatinat. Pour le détourner de cette pensée, il lui fit entendre, que la
Paix du Palatin avec l'Empereur n'étoit pas si difficile à faire qu'on se l'i-
maginoit , & qu'il n'y avoit point à douter que l'Empereur n'y donnât les
mains, pourvu qu'il y trouvât une satisfaction raisonnable. Il écrivit mê-
me à l'Empereur en faveur de l'Electeur Palatin, une Lettre extrêmement
forte qui fut communiquée au Roi. C'étoit le prendre par son foible : car il
se persuadoit toujours , que la justice, la bonne foi , la considération qu'on
avoit pour lui, étoient capables de terminer cette affaire. Pour le faire mieux
donner dans le Piège , l'Empereur écrivit à l'Archiduc, qu'à sa recomman-
dation , & par les grands égards qu'il avoit pour le Roi d'Angleterre , il étoit
disposé à entrer dans toutes les voyes convenables pour faire la Paix avec le
Palatin. D'un autre côté, le Roi d'Espagne écrivit à l'Empereur, que s'il
donnoit le Haut Palatinat au Duc de Bavière, comme le bruit en couroit ,
il ne devoit plus compter sur les secours de l'Espagne. Toutes ces Lettres
étoient communiquées au Roi ou à ses Ambassadeurs , & par-là il se confir-
moit de plus en plus, dans la pensée qu'il ne seroit pas nécessaire d'en venir
aux armes , & que ce seroit tout gâter , que de faire paroître de la défiance.
C'est ainsi que les Princes de la Maison d'Autriche amusoient le Roi pour
l'engager à demeurer dans sa funeste neutralité. Ce fut donc sur ces espéran-
ces ,

ces, que, sans douter en aucune maniere de leur sincérité, il fit partir pour Vienne le Baron de Digby dont il faut rapporter présentement la négociation.

JACQUES
I.
1621.

Cet Ambassadeur ayant eu audience de l'Empereur, le 15. de Juillet, réduisit ses demandes à deux Chefs. Premièrement, que l'Electeur Palatin fût rétabli dans le même état où il étoit avant que d'être élu Roi de Bohême. Secondement, que le Ban Impérial fût révoqué, ou du moins suspendu, moyennant quoi le Roi son Beau-Pere se faisoit fort de l'obliger à donner à l'Empereur une satisfaction convenable.

Succès de
l'Ambassa-
de de Dig-
by.

And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleter-
re.

Annales de
Jacques I.
pag. 56.
Rushworth,
Vol. I. p. 37.

L'Empereur, qui ne cherchoit qu'à gagner du tems, répondit par écrit, qu'à la recommandation du Roi d'Angleterre, & de quelques autres Princes qui lui avoient écrit en faveur du Prince Palatin, il étoit disposé à lui pardonner. Que la difficulté de cette affaire consistoit en deux points principaux, dont le premier étoit, que le Palatin lui rendit l'obéissance qui lui étoit dûe comme Chef de l'Empire; le second, qu'il lui donnât une satisfaction convenable. Comme c'étoit-là précisément le plan que Jacques s'étoit fait pour l'accommodement, il sembloit que la Paix n'étoit pas fort éloignée. Mais le terme de *satisfaction* pouvant recevoir divers sens plus ou moins étendus, il n'étoit pas difficile à l'Empereur de faire traîner cette négociation aussi long-tems qu'il le jugeroit à propos. Cependant, de peur qu'on ne le prît au mot, il ajoûta dans sa réponse, que, comme il avoit entrepris cette Guerre avec l'avis & l'assistance de divers Princes, il ne pouvoit rien faire sans leur consentement: mais qu'il avoit convoqué une Diète à Ratibonne, dont il communiqueroit les résolutions au Roi d'Angleterre. Il faut remarquer, que cette Diète ne s'assembla qu'au mois de Janvier 1623.

Peu de jours après que l'Empereur eut fait délivrer cette réponse à l'Ambassadeur, il reçut une Lettre de l'Infante Isabelle, qui lui annonçoit la mort de l'Archiduc son Epoux, arrivée à Bruxelles le 13. de Juillet. En même tems, elle lui réitéroit ses instances en faveur de l'Electeur. Sur cela, Digby présenta un nouveau Mémoire, par lequel il demandoit une Trêve pour le Bas Palatinat sous trois conditions, sçavoir, 1. Que le Comte de Mansfeldt observeroit la Trêve, faute de quoi, l'Electeur Palatin révoqueroit la Commission qu'il lui avoit donnée. 2. Que la Commission de Jean-George de Brandebourg Marquis de Jagerndorf, qui servoit l'Electeur Palatin, seroit aussi révoquée. 3. Qu'aussi-tôt que la Trêve seroit publiée, l'Electeur feroit délivrer à l'Empereur, *Thabor & Witigau*, qui étoient les deux seules Places qu'il tenoit encore en Bohême.

Mort de
l'Archiduc
Albert.
Ibid.

L'Empereur ayant reçu ces propositions, voulut les communiquer à l'Electeur de Saxe & au Duc de Bavière, qui lui firent tous deux la même réponse, comme s'ils s'étoient donné le mot, sçavoir, qu'ils lui conseilloyent de ne rien négliger pour donner la Paix à l'Allemagne: termes vagues qui ne signifioient rien, & qui donnoient pourtant lieu de croire qu'ils étoient disposés à la Paix. Après cela l'Empereur écrivit à l'Infante, une Lettre qui fut communiquée à Digby, par laquelle il l'informoit, qu'à sa recommandation, & par la grande considération qu'il avoit pour le Roi d'Angleterre qui avoit marqué tant de prudence, de sincérité, & de modération, il étoit résolu de faire négocier une Trêve, aux conditions que l'Ambassadeur

d'An-

JACQUES
I.
1621.

d'Angleterre avoit lui-même proposées. Il ajoûtoit que, pendant la Trêve, on pourroit tenir des Conférences, pour tâcher de parvenir à la Paix. Ainsi Jacques se trouvoit engagé ou à demeurer dans l'inaction en attendant le succès de ces Conférences, ou à rompre avec l'Empereur & avec l'Espagne, dans le tems que la Paix sembloit être sur le point de se conclurre, à quoi on sçavoit bien qu'il ne se résoudroit pas aisément.

*Rushworth,
Vol. I. p. 37.*

Quelque tems après, l'Empereur, soit pour gagner du tems, ou pour se délivrer des importunités de Digby, lui fit entendre que son dessein étoit d'accorder une Trêve pour le Palatinat, pourvu que le Duc de Bavière y voulût consentir. Il lui conseilla même d'aller trouver ce Prince, pour négocier la Trêve avec lui. Digby étant parti de Vienne, le 11. de Septembre, se rendit dans le Haut Palatinat où le Duc Bavière se trouvoit alors, dans le tems que Mansfeldt conclusoit avec Tilly le Traité dont j'ai déjà parlé. Lorsque Digby voulut parler de la Trêve, le Duc lui répondit, qu'il n'étoit pas question de Trêve, pour un País qui étoit à peu près subjugué, & qu'il feroit en sorte, avec l'aide de Dieu, qu'en peu de tems, il n'y auroit plus de Guerre à craindre. L'Empereur ayant appris de Digby cette réponse, lui écrivit, que les affaires ayant changé de face dans le Haut Palatinat, par la faute de Mansfeldt qui s'y étoit jetté avec ses troupes, le Duc de Bavière s'étoit vu dans la nécessité de lever une Armée pour l'en chasser, & qu'il n'étoit pas juste que cette dépense lui devint inutile. Ce fut alors que Digby, après avoir informé le Roi de l'Etat des affaires d'Allemagne, mena Mansfeldt dans le Bas Palatinat où son arrivée sauva Frankendal. Après cela, il emprunta sur son propre crédit dix mille livres sterling, pour payer les troupes Angloises qui n'avoient rien reçu depuis fort long-tems.

Satisfaction
offerte à
l'Empereur
par le Roi
au nom de
l'Electeur
Palatin.

*And. Du
Chesne, His-
toire d'An-
gleterre.*

L'Empe-
reur lui en-
voye un
Ambassa-
deur pour
l'amuser.

Le Roi ayant appris par la Lettre de son Ambassadeur, la réponse du Duc de Bavière, écrivit à l'Empereur pour se plaindre de l'invasion du Palatinat, & pour lui marquer précisément, de quelle maniere il concevoit que l'Electeur Palatin devoit lui donner satisfaction, afin d'ôter l'ambiguité de ce terme. C'étoit. 1. Qu'il renonceroit à la Couronne de Bohême. 2. Que comme Prince de l'Empire, il seroit soumis à Sa Majesté Impériale. 3. Qu'il lui demanderoit pardon à genoux. 4. Qu'à l'avenir, il se tiendrait en repos, sans exciter aucun trouble dans l'Empire. 5. Qu'il se reconcilieroit avec tous les Princes. 6. Que si cela ne suffisoit pas, il se faisoit fort de faire ajoûter à ces conditions tout ce qui seroit jugé raisonnable. Enfin, il lui disoit, que s'il ne pouvoit obtenir la Grace de son Gendre, par la douceur, il étoit résolu à prendre la voye des armes. L'Empereur, sans s'étonner de cette menace, continua toujours à l'amuser, & pour lui mieux persuader qu'il étoit disposé à faire la Paix, il lui envoya le Comte de *Schwatzzenburgh*, pour convenir avec lui des conditions d'une Trêve. Cet Ambassadeur fut reçu à Londres avec beaucoup de magnificence. Mais avant que de parler du succès de son Ambassade, il faut rapporter ce qui se passa en Angleterre, jusqu'à la fin de l'année.

Le Roi ras-
semble le
Parlement,
à l'arrivée
de Digby.
20. Nov.

Le Roi avoit continué l'ajournement des deux Chambres, depuis le 14. de Novembre, jusqu'au 8. de Février 1622. Mais l'arrivée de Digby fut cause qu'il les fit rassembler le 20. de Novembre. Comme il se trouvoit un peu indisposé, il chargea le Garde du Grand Sceau, le Grand Trésorier, & le

le Baron de Digby, d'informer le Roi de ses intentions. Le premier dit, que, depuis le dernier ajournement, le Roi avoit pris un extrême soin de la Nation, en réformant par ses Proclamations, trente sept abus dont il avoit appris que le Peuple se plaignoit, & qu'il n'avoit rien demandé en échange de ces bienfaits, comme cela se pratiquoit autrefois. Qu'il avoit rassemblé le Parlement, sur la promesse que les Communes lui avoient faite de l'assister puissamment pour recouvrer le Palatinat. Qu'il avoit fait ses efforts pour obtenir une bonne Paix, mais avec peu de succès, comme le Lord Digby les en informeroit. Ensuite, il fit remarquer, que le Roi avoit avancé quarante mille livres sterling pour le paiement des troupes qui gardoient le Palatinat. *Mais, ajouta-t'il, les efforts de Sa Majesté seront fort inutiles, si le Parlement ne prend pas la résolution de suivre plutôt les anciens principes que les modernes.* Il finit en disant que le Roi avoit résolu de continuer cette Session jusqu'à sept ou huit jours avant les fêtes de Noël & de la renouveler le 8. de Février.

Le Lord Digby qui parla ensuite, fit un recit abrégé de ce qu'il avoit fait dans son Ambassade à Vienne, & dit qu'il avoit clairement connu que le dessein de l'Empereur étoit de donner le Haut Palatinat au Duc de Bavière. Il ajouta, qu'une bonne somme d'argent étoit absolument nécessaire, pour payer l'Armée du Comte de Mansfeldt, & pour envoyer au Palatinat un renfort de troupes Angloises.

Le Grand Trésorier dit, que les coffres du Roi se trouvoient vuides, ses finances étant épuisées par l'argent qu'il avoit fourni pour la défense du Palatinat. Que néanmoins, quoique le Roi se déclarât pour la Guerre, il avoit pourtant résolu de conclure le Mariage d'Espagne, dans l'espérance que ce seroit un moyen pour faire la Paix.

Il est certain, que le Roi n'avoit aucune intention de faire la Guerre, puisqu'il ne pouvoit la faire qu'au Roi d'Espagne qu'il regardoit comme le meilleur de ses amis, & avec qui il étoit sur le point de s'allier par le Mariage de son Fils avec l'Infante. Mais il feignoit de vouloir prendre les armes, en cas qu'il y fût obligé. Pour cet effet, il falloit, selon lui, s'y préparer de bonne heure, & commencer par envoyer de l'argent à Mansfeldt pour payer ses troupes, afin d'entretenir la Guerre dans le Palatinat, en attendant le succès des négociations qui se continuoient à Vienne & à Madrid. Le Roi vouloit donc qu'on supposât comme une chose certaine, qu'en cas que ces négociations fussent infructueuses, il étoit dans la résolution de commencer la Guerre, & de la soutenir vigoureusement. Par conséquent, il demandoit qu'on lui donnât de l'argent pour le mettre en état de faire les préparatifs nécessaires, & en un mot, qu'on le laissât manier cette affaire sans qu'on se mît en peine de la manière dont il s'y prendroit. Effectivement, c'est ainsi qu'ont accoutumé d'agir les Parlemens lorsqu'ils jugent que les Rois entreprennent des Guerres justes & nécessaires. Ainsi Jacques étoit appuyé sur la coutume & sur la conduite ordinaire des Parlemens. Il y avoit seulement une objection à faire, mais sur laquelle personne n'osoit s'expliquer ouvertement. C'étoit que la conduite des précédens Parlemens étoit fondée sur la bonne opinion qu'ils avoient de leurs Rois, & sur la confiance qu'ils avoient en eux. Mais cette confiance ne se trouvoit pas dans la Chambre des Com-

JACQUES
I.
1621.
Discours du
Garde du
Grand
Sceau au
Parlement.
VVilson.
Annales de
Jacques I.
pag. 57.
Rushworth,
Vol. I. p. 39.

Discours du
Lord Digby.
VVilson,
pag. 166.
Annales de
Jacques I.
pag. 58.
Rushworth,
Vol. I. p. 39.
Discours du
Grand Tré-
sorier.
Ibid.

Dessein du
Roi.

Remarque
sur ce sujet.

JACQUES
I.
1621.

Les Com-
munes
prennent la
résolution
de faire une
Remon-
trance au
Roi.

munés à l'égard de Jacques I. Il demandoit de l'argent pour une Guerre à laquelle cette Chambre étoit persuadée qu'il n'avoit aucun penchant. Par cette raison elle ne pouvoit s'empêcher de craindre que l'argent qu'on lui donneroit, ne fût employé à toute autre chose qu'à la Guerre contre l'Espagne. D'un autre côté, cette Chambre s'étoit prise dans ses propres filets. Pour faire voir que le délai d'une Guerre que tout le monde jugeoit nécessaire, ne venoit pas de sa part, elle s'étoit engagée à mettre le Roi en état de la commencer & de la poursuivre vigoureusement. Mais quand il étoit question d'exécuter cette Promesse, le peu de confiance qu'elle avoit au Roi, lui faisoit tenir la main serrée. Il falloit pourtant satisfaire le Public, & faire voir qu'elle ne prétendoit pas manquer à sa parole, pourvû qu'elle pût s'assurer que ce seroit à l'avantage de l'Etat. Ce fut dans cette vûe, qu'elle résolut de faire une Remontrance au Roi, & de lui représenter ce qu'elle jugeoit nécessaire, dans la conjoncture où les affaires se trouvoient. Non qu'elle espérait que le Roi lui accorderoit ses demandes; mais pour le mettre dans le tort s'il les refusoit, comme il n'y avoit guères lieu d'en douter. Voilà l'étrange effet que la défiance entre le Roi & le Parlement commençoit à produire. C'est qu'au lieu de travailler conjointement au bien du Royaume, chacun tâchoit de son côté, à prendre ses avantages sur l'autre. Pour bien entendre les événemens de ce Regne, qui ont été la source & l'origine des troubles du Regne suivant, il ne sera pas inutile de voir cette Remontrance toute entière, quelque longue qu'elle soit.

TRÈS-GRACIEUX ET TRÈS-REDOUTABLE
SOVERAIN.

Remon-
trance
des Com-
munes.
Rush-
worth,
Vol. I. pag.
40.
Wison,
pag. 167.
Annales
de Jacques
I. p. 58.

„ Nous les très-humbles & fidèles Sujets de Votre Majesté, les Chevaliers
„ & les Députés des Villes & des Bourgs, représentans les Communes de vo-
„ tre Royaume, sommes sensiblement affligés de nous voir privés de votre
„ présence Royale, particulièrement, parce que votre absence est causée par
„ l'indisposition de votre santé dans laquelle nous sommes tous sincèrement
„ intéressés. Nous avons rappelé dans notre mémoire avec toute l'humilité
„ possible, la gracieuse réponse que Votre Majesté a faite à notre précédente
„ Requête concernant la Religion, laquelle, nonobstant les pieuses intentions
„ de Votre Majesté, n'a pas produit les bons effets que la conjoncture présen-
„ te semble demander. Ainsi, considérant l'ingratitude avec laquelle les Prin-
„ ces étrangers d'une Religion contraire ont reçu les témoignages de votre
„ bonté, nous voyons avec douleur, que, même pendant qu'on est occupé à
„ traiter, ils se sont servis de cette occasion pour avancer leurs projets tendans
„ à la destruction de la Religion Protestante, & à la ruine de vos affaires &
„ de vos Enfans. Par-là, les Papistes Récusans ont été tellement encouragés,
„ qu'on voit leur nombre & leur insolence s'accroître de jour en jour, au grand
„ danger de cet Etat. C'est pourquoi, ne pouvant voir ces choses sans beau-
„ coup de sensibilité, nous prenons la hardiesse de représenter très-humble-
„ ment à Votre Majesté ce que nous regardons comme les causes de ces mal-
„ heurs, & les remèdes que nous jugeons qu'on peut y apporter.

1. „ Les causes sont, premièrement, l'ambition & la vigilance du Pape
de

de Rome & de son très-cher Fils, l'un aspirant à établir une vaste Monarchie temporelle & l'autre, à étendre sa Suprémacie spirituelle.

2. „ Les positions & les doctrines damnables sur lesquelles le Papisme est fondé & bâti, & qui sont enseignées dans la vûe d'exécuter des desseins temporels.

3. „ L'état misérable de ceux qui professent la véritable Religion, dans les Païs étrangers.

4. „ Les accidens fâcheux arrivez au Enfans de Votre Majesté, dont on se réjouit ouvertement, sans s'abstenir même de parler d'eux avec mépris.

5. „ L'étrange Confédération des Princes Papistes qui n'ont pour but que l'avancement de leur Religion, & la ruine de la notre, & qui mettent en usage tout ce qui peut les faire parvenir à ce but.

6. „ Le nombre & la force des armées entretenues par le Roi d'Espagne Chef de cette Ligue.

7. „ Les espérances que conçoivent les Papistes Récusans du Mariage du Prince votre Fils avec l'Infante d'Espagne, & des conséquences qui en doivent suivre naturellement.

8. „ Les sollicitations des Princes étrangers & de leurs Agens, en faveur des Papistes Récusans.

9. „ Le concours public des Papistes dans les maisons des Ambassadeurs étrangers, & dans leurs Chapelles.

10. „ Leur nombre extraordinaire dans Londres, & les fréquentes Conférences qu'ils y tiennent.

11. „ L'éducation de leurs Enfans dans des Seminaires & dans des Colleges étrangers, établis uniquement pour les Anglois fugitifs.

12. „ Les ottois des justes confiscations accordées par Votre Majesté, & destinées à récompenser ceux qui ont servi la Couronne : mais réduites à une compensation si modérée, qu'on ne peut proprement les regarder que comme une espèce de tolérance.

13. „ La licence qu'on se donne d'imprimer & de débiter publiquement des Livres Papistes, sous les yeux mêmes du Parlement.

14. „ Le nombre prodigieux de Prêtres & de Jesuites qui sont les Incendiaires de toute la Chrétienté, & qui sont répandus dans toutes les parties du Royaume.

„ De toutes ces causes comme de racines d'amertumes nous craignons & prévoyons que sortiront des effets très-dangereux à l'Eglise & à l'Etat, & nous prenons la liberté de le représenter à Votre Majesté par les raisons suivantes.

„ Que la Religion Papiste est incompatible avec la notre, par rapport à ses principes.

„ Qu'elle conduit nécessairement à une dépendance inévitable des Puissances étrangères.

„ Qu'elle offre un moyen assuré à toute personne qui en affectant la popularité, voudra se faire un puissant parti dans le Royaume.

„ Que comme elle ne peut se tenir en repos, elle s'avance continuellement par degrés. Si elle obtient la connivence, elle sollicitera pour avoir la tolérance. Après la tolérance elle demandera l'égalité. Ensuite elle vou-

AC-
QUES
I.
1621.

„ dra être supérieure. Enfin, elle ne cessera jamais de travailler, jusqu'à ce
„ qu'elle ait détruit la vraie Religion.

„ Les remèdes contre ces maux qui croissent de jour en jour, sont ceux-
„ ci, que nous offrons humblement à Votre Majesté.

1. „ Que puisque Votre Majesté se trouve dans une nécessité indispensa-
„ ble de prendre les armes, sans que toute la prudence & la prévoyance d'un
„ Prince aussi pieux que Votre Majesté ait pu l'éviter, il vous plaise de ne pas
„ perdre cette occasion de vous servir promptement & efficacement de votre
„ épée.

2. „ Qu'après avoir entrepris la Guerre sur un si bon fondement, il plai-
„ se à Votre Majesté de la poursuivre, & de vous déclarer plus ouvertement
„ le Protecteur de ceux de la Religion dans les Pais étrangers, ce qui ne pour-
„ ra que réunir ensemble les Princes de l'union détachés & défunis par les
„ défaits précédents.

3. „ Que Votre Majesté se propose de ménager cette Guerre avec tout
„ l'avantage possible, soit par une diversion, ou autrement, comme votre
„ profond jugement vous le fera trouver convenable, & de ne pas borner la
„ Guerre à des endroits qui sont propres à épuiser vos finances, & à découra-
„ ger votre Peuple.

4. „ Que la Guerre soit principalement dirigée contre ce Prince dont les
„ armes & les trésors ont porté & maintenu la Guerre dans le Palatinat, quel-
„ que opinion qu'il puisse avoir de sa puissance.

5. „ Que pour assurer la Paix au dedans, il plaise à Votre Majesté de re-
„ lire & d'examiner notre précédente Requête qui est ici annexée, & de fai-
„ re exécuter, par des Commissaires choisis spécialement pour cela, les Loix
„ déjà faites, ou qui seront faites à l'avenir, pour prévenir les dangers de la
„ part des Papistes Récusans, & leurs évasions ordinaires.

6. „ Qu'afin de frustrer leurs espérances pour l'avenir, le noble Prince
„ votre Fils soit promptement & heureusement marié avec une Princesse de
„ notre Religion.

7. „ Que les enfans de la grande & de la petite Noblesse ou autres mal
„ affectionnés ou suspects, qui sont présentement au-delà de la Mer, soient
„ incontinent rapelés.

8. „ Que les enfans des Papistes Récusans ou de ceux dont les femmes
„ sont Papistes, soient élevés pendant leur Minorité, par des Maîtres d'Ecole
„ Protestans, afin de jeter dans leurs tendres esprits la bonne semence de la
„ vraie Religion.

9. „ Qu'il plaise à Votre Majesté de révoquer toutes les licences qu'elle a
„ données à ces sortes d'enfans, de voyager au-delà de la Mer, & de n'en don-
„ ner plus de semblables.

10. „ Que les Jurisconsultes de Votre Majesté reçoivent un ordre exprès
„ d'examiner tous les Octrois des Terres des Récusans, afin de les rendre inu-
„ tiles, autant que les Loix les pourront permettre, & qu'il plaise à Votre Ma-
„ jesté de n'accorder plus de semblables dons.

„ C'est-là, Sire, le *Sommaire* de notre très-humble Déclaration, laquelle,
„ sans aucune intention d'empiéter sur la Prérogative de Votre Majesté, nous
„ soumettons par devoir & par obéissance, à votre considération Royale. La
„ gloire

gloire de Dieu , le zèle pour notre Religion , dans laquelle nous sommes nez, “ J A C-
& dans laquelle , par la grace de Dieu , nous sommes résolus de mourir, la “ Q U E S
sûreté de la personne de Votre Majesté qui est la propre vie de votre Peuple, “ I.
le bonheur de vos Enfans & de votre postérité , l'honneur & l'avantage de “ 1621.
l'Eglise & de l'Etat , qui nous sont plus chers que nos propres vies , nous ont “
mis dans l'esprit ces considérations que nous offrons humblement à Votre “
Majesté. “

„ Et d'autant que , selon notre devoir envers Votre Majesté , nous som- “
mes résolus de lui accorder à la fin de cette Session un Subside entier , uni- “
quement pour la défense du Palatinat , payable à la fin du mois de Février “
prochain , ce qui ne se peut faire que par un Acte Parlementaire qui soit “
passé avant la fête de Noël , nous supplions Votre Majesté & nous espérons “
qu'elle nous l'accordera , de donner son consentement Royal aux Bills qui “
lui seront présentés avant ce tems-là , pour l'honneur de Votre Majesté , & “
pour le bien général de son Peuple. Nous souhaitons aussi , que ces Bills “
soient accompagnés d'un pardon de Votre Majesté qui , procédant de vo- “
tre pure grace , s'étende aussi loin que votre bonté le jugera convenable , en “
forte que non seulement les gens accusés ou convaincus de félonnie , en “
puissent tirer de l'avantage , mais que même vos autres Sujets en puissent “
recevoir du soulagement. Qu'il s'étende , si Votre Majesté le trouve à pro- “
pos , à la décharge de tout ce qui étoit dû à la Couronne , avant la premiè- “
re année du Regne de Votre Majesté , à toutes les aliénations sans licence , “
à toutes les transgressions sur le fait des livrées , avant la convocation de ce “
dernier Parlement , aux Gardes-nobles cachées , aux transgressions pour “
n'avoir pas recherché les fautes commises par rapport aux livrées , avant la “
douzième année du Regne de Votre Majesté. Cette gracieuse condescen- “
dance donnera une joye infinie à vos Sujets & les exemptera de vexation , “
avec peu ou point de préjudice de Votre Majesté. “

„ Et nous , par nos prières dévotes au Roi des Rois , nous lui demande- “
rons qu'il lui plaise de benir nos efforts , & d'accorder à Votre Majesté un “
Regne long & heureux sur nous , & aux Enfans de vos enfans après nous , “
dans un nombre infini de générations. “

Le Roi avoit pris grand soin , à l'ouverture de ce Parlement , de mar- “
quer aux Communes , les bornes dans lesquelles elles devoient se contenir. “
Sur toutes choses , il leur avoit fait entendre , qu'elle ne devoient pas s'in- “
gérer de lui donner des conseils à moins qu'il ne leur en demandât. Elles “
profitoient mal de cette leçon dans leur Rémontrance , & faisoient voir assez “
clairement , qu'elles ne croyoient pas que ce fût au Roi à décider jusqu'où “
s'étend le devoir de ceux qui représentent le Peuple dans le Parlement. Les “
principes du Roi étoient si différens de ceux des Communes , qu'il n'y a pas “
lieu de s'étonner que les conséquences qu'ils en tiroient se trouvassent directe- “
ment opposées. Le Roi ne prétendoit pas que les Communes lui donnassent “
des Conseils , & les Communes prétendoient que leur devoir les obligeoit in- “
dispensablement à lui représenter les dangers où l'Etat & la Religion se trou- “
voient , avec les moyens les plus propres pour s'en délivrer. Le Roi s'ap- “
puyoit sur la Prérogative Royale ; mais les Communes ne convenoient pas “
de l'étendue qu'il donnoit à cette Prérogative , en vertu de laquelle il pré- “

Principes
différens
du Roi &
des Com-
munes.

JACQUES
I.
1621.

tendoit les empêcher de prendre soin de la Religion & de l'Etat lorsqu'ils étoient en danger, ou que leurs intérêts étoient négligés. C'est une chose très-difficile, pour ne pas dire impossible, que de marquer les bornes de la Prérogative Royale, aussi bien que du droit & du devoir de ceux qui représentent le Peuple, dans tous les cas qui se peuvent présenter. Ainsi, sans entreprendre de décider cette question, je dirai seulement, que la défiance des Communes leur faisoit prendre une voye extraordinaire, qu'elles n'auroient pas sans doute suivie, si elles eussent eu à faire à un Prince plus estimé. D'un autre côté, on ne peut disconvenir, que le Roi ne leur donnât de grands sujets de soupçon & de défiance, en affectant d'établir sa Prérogative sur des principes généraux qui ne seront jamais reçus en Angleterre, qu'avec les restrictions convenables à la nature du Gouvernement de ce Royaume.

Le Roi est
choqué de
la matière
de la Ré-
montrance.

Mais ce n'étoit pas seulement l'attentat contre sa Prérogative Royale, qui chagrinoit le Roi. La Rémontrance contenoit des choses qui ne pouvoient que lui être très-désagréables, puisqu'en termes couverts, on le taxoit de négliger le bien de la Religion & du Royaume, de tolérer les Papistes Récusans; de n'avoir pas intention de faire la Guerre pour recouvrer le Palatinat, quoiqu'il demandât de l'argent pour cela: d'accorder des licences préjudiciables à la Nation, & enfin, d'avoir peu à cœur les intérêts de la Religion, en mariant le Prince son Fils avec une Princesse Espagnole. Dans cette occasion, les Communes n'ayant osé dire ouvertement ce qu'elles pensoient, s'étoient contentées de le faire entendre. Le Roi le comprenoit bien: mais il n'avoit garde d'entrer, pour s'en justifier, dans un détail qui ne lui auroit pas été avantageux. Il étoit beaucoup plus convenable à son intérêt & à sa Dignité, d'empêcher qu'on ne lui présentât une Rémontrance si désagréable. Ce fut aussi le parti qu'il prit. Dès qu'il fut informé que la Rémontrance étoit prête, il écrivit à l'Orateur des Communes, la Lettre suivante.

A notre Féal & bien-aimé le Chevalier THOMAS RICHARDSON, Orateur de la Chambre des Communes.

Lettre

du Roi
à l'Orateur des
Communes.

Wilson,

pag. 172.

Annales

de Jacques I.

pag. 60.

Rog. K.

les, p. 72.

Rush-

worth,

Vol. I.

pag. 43.

„ Nous avons appris de divers endroits, avec un sensible déplaisir, que
notre absence du Parlement, causée par notre indisposition, a donné la
hardiesse à certains esprits turbulens de la Chambre des Communes, de
raisonner sur des questions qui sont beaucoup au-dessus de leur portée, &
qui tendent à notre deshonneur & au mépris de notre Prérogative Royale.
Celle-ci est donc pour vous commander d'avertir la Chambre en notre
nom, qu'à l'avenir, personne n'ait la hardiesse de se mêler des choses qui
regardent le Gouvernement, & les profondes affaires d'Etat. Nous leur dé-
fendons aussi très-expressement de se mêler en aucune manière, de ce qui
concerne le Mariage de notre Fils, & de rien qui touche à l'honneur du Roi
d'Espagne, ou d'aucun autre Prince de nos amis & Alliez, non plus que des
affaires

affaires des Particuliers qui sont dans les cours ordinaires de la Justice. De plus, comme nous avons appris que la Chambre a fait demander au Chevalier *Edwin Sandys* la raison de son emprisonnement, vous leur direz de notre part, que ce n'est pas pour aucune faute commise dans le Parlement. Mais afin de les empêcher pour l'avenir, de mettre en délibération des questions de cette nature, vous leur direz de notre part, une fois pour toutes, que nous croyons avoir le droit & le pouvoir de punir les fautes commises, tant pendant la Séance du Parlement, qu'après, à quoi aussi Nous avons dessein de ne pas manquer, lorsque l'insolence de quelqu'un d'entr'eux nous en donnera l'occasion. Que si déjà, ils ont touché à quelqu'un des points que nous avons interdits, dans quelque Requête qu'ils aient dessein de nous présenter, nous vous ordonnons de leur dire, qu'à moins qu'ils ne la réforment, nous ne daignerons ni la recevoir ni leur faire aucune réponse.

“ JAC-
“ QUES I.
“ 1621.

A Newmarket le 3. de Décembre 1621.

La Chambre des Communes ayant entendu la lecture de cette Lettre, & l'ayant bien examinée, ne crut pas qu'il fût à propos de garder le silence, ni de faire juger au Roi, qu'en faisant son devoir, comme elle le prétendoit, elle se laissât épouvanter par ses menaces. Elle fit donc dresser une Requête qu'elle fit présenter au Roi, & à laquelle la Remontrance précédente étoit attachée. La Requête étoit conçue en ces termes.

TRÈS-REDOUTABLE ET GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous vos très-humbles & fidèles Sujets, les Chevaliers & Bourgeois assemblez dans la Chambre des Communes du Parlement, sommes pénétrez d'une vive douleur & d'une tristesse inexprimable, depuis que nous avons vû le mécontentement de Votre Majesté, dans la Lettre écrite à notre Orateur. Nous nous rassurons néanmoins, par l'espérance de trouver un favorable accès auprès de votre bonté Royale, & par la considération de la sincérité de nos intentions & de nos procédures. C'est en cela que nous mettons toute notre confiance. Nous demandons humblement à Votre Majesté que la loyauté & la soumission des plus fidèles Sujets qui aient jamais servi ou vécu sous aucun Prince, ne soit pas mal interprétée par des rapports incertains & partiiaux qui ne peuvent vous donner que des informations infidelles : mais que Votre Majesté daigne entendre de nous-mêmes, & non d'autrui, ce que porte la Remontrance que nous nous étions proposé d'un consentement unanime de toute la Chambre, de présenter à Votre sacrée Majesté. Nous Vous supplions d'entendre de nous-mêmes, à quelle occasion nous sommes entrez dans la considération des choses qui y sont contenues : avec respect, & avec quelle soumission envers Votre Majesté, nous avons délibéré là-dessus, & qu'elles ont été nos véritables intentions dans cette affaire. Nous espérons que, quand Votre Majesté sera informée de notre respectueuse affection, il lui plaira, dans son jugement Royal, de nous délivrer de l'accusation dont quelques-uns de nos Membres sont chargez, & dans laquelle toute la Chambre est enveloppée. Nous demandons aussi humblement à Votre Majesté qu'elle

“ Requête
“ des Com-
“ munes
“ au Roi.
“ *Rush-*
“ *worth,*
“ Vol. 1.
“ p. 44.
“ *Wilson,*
“ pag. 174.
“ *Annales*
“ de Jac-
“ ques I.
“ pag. 60.

JAC-
QUES I.
1621.

qu'elle ait la bonté de n'écouter point les rapports qui lui seront faits en secret, contre tous, ou contre quelques-uns des Membres qui n'auront pas été censurés par la Chambre même, jusqu'à ce que Votre Majesté en soit véritablement informée par nous-mêmes, & cependant, de nous tenir en ses bonnes grâces, & d'avoir bonne opinion de nous. C'est un bien que nous préférons à toute autre chose.

Lorsque Votre Majesté nous eut assemblés en Parlement plutôt que nous ne l'avions attendu & qu'elle eut daigné nous faire informer par trois honorables Seigneurs des motifs qu'elle avoit eus, ils nous firent entendre ces Articles particuliers:

Que malgré les efforts de Votre Majesté pour procurer la Paix, le tems étoit venu d'ouvrir le Temple de Janus.

Qu'il étoit tems d'ouïr la voix de Bellone, & non pas celle de la Tourterelle.

Qu'il n'y avoit plus d'espérance d'obtenir ni la Paix ni la Trêve, non pas même pour quelques jours.

Que Votre Majesté se voyoit réduite à la nécessité, ou d'abandonner ses Enfans, ou de s'engager dans une Guerre, pour laquelle il étoit nécessaire d'examiner quel nombre de Cavalerie & d'Infanterie il falloit entretenir, & quelles sommes seroient suffisantes pour cette dépense.

Que le Bas Palatinat étoit envahi & saisi par les armes du Roi d'Espagne, comme Exécuteur du Ban Impérial, en qualité de Duc de Bourgogne, comme le Haut Palatinat étoit aussi occupé par le Duc de Bavière.

Que le Roi d'Espagne avoit actuellement cinq armées sur pied.

Que les Princes Protestans de l'union s'étoient débandés; mais que la Ligue Catholique subsistoit encore, & que par là, les premiers ainsi désunis étoient en danger d'être entièrement ruinés.

Que la Religion Protestante, dans les Pays étrangers, se trouvoit dans un très-fâcheux état.

Que, par ces considérations, nous ne pouvions éviter la Guerre.

Que nous étions convoqués pour délibérer premièrement sur un secours d'argent, afin d'empêcher les forces du Bas-Palatinat de se débander, & en second lieu, pour chercher les moyens de lever & d'entretenir une Armée qui fût prête à servir au Printemps prochain.

Nous donc, mûs d'un véritable zèle pour Votre Majesté & pour la prospérité de sa famille, nous avons commencé, avec plus d'allegresse & de promptitude qu'on n'en a jamais vû dans aucun Parlement, à travailler à ce qui nous étoit commandé. Nous ne pouvons concevoir que l'honneur & la sûreté de votre personne Royale, votre prospérité, le patrimoine de vos Enfans envahi par leurs ennemis, le maintien de la Religion, la conservation du Royaume, ne soient pas des matieres propres à être mûrement & sérieusement considérées, pendant que nous sommes assemblés en Parlement. Mais quoique jusqu'ici, nous ayons gardé le silence sur plusieurs de ces Articles, néanmoins, y étant présentement invités & conduits par une si juste occasion, nous croyons qu'il est de notre devoir de penser sérieusement aux moyens de prévenir les dangers, & de ne nous contenter pas de tourner nos yeux vers les Pays étrangers, mais d'assurer encore la Paix au dedans, à quoi nous

nous avons été portez par l'accroissement & l'insolence des Papistes Récusans.

Cette considération nous a nécessairement portez à en représenter à Votre Majesté les diverses causes, telles que nous les concevons, les effets que nous en craignons, & les remèdes que nous jugeons convenables. Parmi toutes ces choses, nous sommes tombez comme par un incident inévitable, sur quelques-unes qui semblent toucher le Roi d'Espagne, par rapport à nos Récusans, à la Guerre qu'il fait à vos Enfans dans le Palatinat, & aux armées qu'il a sur pied; mais nous concevons que nous en avons parlé d'une manière qui ne blesse point son honneur, ni l'honneur d'aucun de vos Alliez.

En cela nous n'avons pas pris la hardiesse de déterminer quoique ce soit. Nous n'avons pas eu intention d'empiéter sur les bornes sacrées de votre autre autorité Royale, & nous reconnoissons que vous avez le droit de faire la Paix & la Guerre, & de résoudre ce que vous jugez à propos sur le Mariage du Prince votre Fils. Mais nous vos très-humbles & très-fidèles Sujets, représentant les Communes de votre Royaume, qui ont un très-grand intérêt de maintenir Votre Majesté, les Princes & Princesses vos enfans, l'Eglise, & en un mot, tout le Royaume, dans un état florissant, nous avons pris la résolution, y étant incitez par nos craintes, de faire bien connoître à Votre Majesté des choses qui ne pouvoient pas venir si parfaitement à sa connoissance, & de porter nos plaintes aux pieds de Votre Majesté, sans attendre d'autre réponse touchant des Articles si importans, que celle que Votre Majesté trouveroit convenable, & dans le tems qu'elle le jugeroit à propos.

C'est-là, Sire, le résultat de nos résolutions & des causes qui les ont produites. Sur ce fondement nous demandons très-humblement à Votre Majesté, qu'il lui plaise de recevoir des mains de nos Députez notre très-humble Remontrance, de daigner la lire, & de l'interpréter favorablement. Principalement nous supplions Votre Majesté de nous répondre sur ce qui regarde les Jésuites, les Prêtres, les Papistes Récusans, les Bills à passer & l'Amnistie que Votre Majesté veut accorder.

Et parceque Votre Majesté, par les termes généraux de sa Lettre, nous défend de nous mêler des affaires qui concernent le Gouvernement, & des particulieres qui sont pendantes aux Cours de Justice, nous concevons que cette défense générale peut, contre l'intention de Votre Majesté, comme nous en sommes persuadés, renfermer des matieres qui sont propres aux délibérations du Parlement. De plus, comme Votre Majesté semble vouloir nous priver de la liberté Parlementaire de parler librement dans notre Chambre, & de la juridiction que nous avons sur nos propres Membres, comme aussi de certaines autres procédures, en quoi nous avons une entière confiance que nous ne passerons jamais par dessus les bornes de bons & de fidèles Sujets, nous nous assurons qu'un Roi si sage & si juste, ne voudra point violer ce privilege qui est notre ancien & indubitable droit. Nous l'avons reçu en héritage de nos Ancêtres, & sans cela, il nous est impossible de bien discerner les questions qui sont agitées parmi nous, ni d'en bien informer Votre Majesté. C'est de plus, un droit dans lequel nous avons été confirmés par Votre Majesté même dans ses Discours précédens faits au Parlement. Nous sommes donc obligés de supplier encore Votre Majesté de ne pas s'y

JAC-
QUES I.
1621.

„ opposer , & de nous délivrer des doutes & des scrupules , que votre Lettre à
„ notre Orateur nous a justement caufez.

„ Ainsi , nous vos fidèles Sujets , reconnoîtrons toujours la justice , la grace,
„ & la bonté de votre Majesté & serons toujours prêts à nous acquiter du devoir
„ & du service à quoi nous sommes tenus , dans l'affection de nos cœurs. Ainsi
„ nous continuerons de prier le Tout-Puissant , qu'il lui plaise d'accorder à Vo-
„ tre Majesté une longue vie , un long & religieux Regne , un Etat toujours
„ dans la prospérité , tant pour vous que pour votre Postérité à jamais.

Wilson ,
pag. 177.

Cette Requête , avec la Remontrance qu'on y avoit attachée , fut envoyée
au Roi , par douze Députés , à la tête desquels la Chambre affecta de mettre
le Chevalier Weston , Membre du Conseil , connu pour Papiste , & qu'on
regardoit comme celui qui animoit le plus le Roi contre les Communes. En-
suite , la Chambre prit la résolution de ne travailler à aucune affaire , jusqu'à
ce qu'elle eût reçu réponse à sa Requête. Le Roi reçut ces Députés d'une
manière fort rude. Quelques-uns ont dit , qu'il fit apporter douze fauteuils
pour les faire asséoir , en disant que c'étoient autant de Rois. Il reçut de leurs
mains la dernière Requête ; mais il refusa de recevoir la Remontrance , & le
double de la Requête qui lui avoit été déjà présentée contre les Récusans.
Quelques jours après , il envoya aux Communes sa réponse par écrit. Com-
me rien ne peut mieux faire connoître les desseins & le caractère de ce Prince ,
que ses Discours , quoique pour l'ordinaire fort longs , on ne sera peut-être
pas fâché de voir ici cette Réponse toute entière.

Réponse
du Roi à
la Re-
quête
des
Com-
munes.
Ibid. p.
178.
Annales
de Jac-
ques I.
pag. 62.
Rush-
worth ,
Vol. I.
pag. 46.

„ Nous commencerons de la même manière que nous aurions commencé,
„ si la Remontrance étoit venue entre nos mains , avant que nous l'eussions ar-
„ rêtée. C'est-à-dire , que nous répéterons les paroles dont la Reine Elisabeth
„ de glorieuse mémoire se servit pour répondre à l'insolente proposition que
„ lui faisoit un Ambassadeur de Pologne , *Legatum expectabamus , & Heral-*
„ *dum accepimus* : Nous attendions un Ambassadeur , & nous avons reçu un
„ Héraut : car nous avions grand sujet de croire que la première Adresse de vo-
„ tre Chambre seroit pour nous remercier des bontés dont nous avons usé en-
„ vers notre Peuple , depuis votre dernière séparation. Non seulement nous
„ avons publié une Proclamation contenant trente-six ou trente-sept Articles
„ tous de grace pour le Peuple , mais nous avons encore travaillé à contenter
„ les deux Chambres sur les points qui nous ont été recommandés de votre
„ part , par l'Archevêque de Cantorbéri. Tout de même , nous avons sujet
„ d'espérer , que vous nous témoigneriez votre reconnaissance du soin que nous
„ prenons actuellement d'établir un bon gouvernement en Irlande , à votre
„ recommandation. Mais non seulement nous ne voyons rien d'approchant ,
„ mais encore nous entendons de grandes plaintes touchant le prétendu danger
„ où la Religion se trouve dans ce Royaume , par où l'on fait entendre , que
„ notre gouvernement est mauvais sur cet Article. Nous vous laissons penser ,
„ si c'est là le devoir des gens qui représentent le Peuple , que de donner à ce
„ même Peuple du dégoût pour notre gouvernement. Vous deviez au contrai-
„ re , faire tous vos efforts pour allumer dans les cœurs de nos Sujets une affec-
„ tion soumise pour Nous , & une juste reconnaissance de la justice & de la
„ bonté avec laquelle nous le gouvernons.

„ Comme dans le commencement de votre Apologie vous m'accusez en
„ propres

propres termes , d'ajouter foi à des rapports incertains & partiiaux , touchant vos procédures , je veux que vous sçachiez que je suis un vieux Roi expérimenté ; que je n'ai pas besoin de vos leçons , & que de tous les Rois du monde , je suis celui qui écoute le moins les rapports. C'est de quoi plusieurs Membres de votre Chambre , qui sont souvent auprès de moi , pourroient vous rendre témoignage , si vous vouliez autant leur prêter l'oreille , qu'à certains Orateurs *Tribunitiens* qui sont parmi vous. Pour vous donner une preuve que je ne suis pas mal informé , j'ai fait collationner par vos propres Députés la Remontrance que vous m'aviez destinée , avec une copie que j'en avois recouvrée auparavant , entre lesquelles il ne s'est trouvé aucune différence , sinon que vous avez ajouté à l'original , la conclusion que je n'avois pû avoir , parcequ'elle n'y fut mise que dans le tems que vous alliez envoyer vos Députés. Si nous n'en avions pas eu une copie , nous aurions , à notre grand deshonneur , reçu votre Remontrance , sans sçavoir ce qu'elle contenoit , & nous vous aurions fait une réponse beaucoup plus rude que celle que nous vous faisons présentement. En ce cas , vos Députés s'en seroient retournés sans autre réponse , sinon que nous jugions votre Remontrance illégitime , & qu'elle étoit indigne de réponse.

Pour ce qui regarde votre conclusion , ce n'est qu'une Protestation *contra-ria facto*. Car dans le corps de votre Remontrance , vous empiétez sur ma Prérogative Royale , & vous vous mêlez des choses qui sont au dessus de votre portée , & dans la conclusion vous protestez le contraire. C'est comme si un voleur prenoit la bourse à un homme , & qu'il protestât qu'il n'a pas intention de le voler. Premièrement , vous nous conseillez de marier notre Fils avec une Protestante , nous ne pouvons pas dire une Princesse , car nous n'en connoissons point qui lui soit propre. Vous nous voulez dissuader de le marier avec la Fille du Roi d'Espagne , & vous nous pressez de déclarer la Guerre à ce Roi , & néanmoins dans votre Conclusion , vous dites que vous ne prétendez pas faire la moindre entreprise contre notre Royale & indubitable Prérogative. Comme si de présenter des Requêtes sur des matières dont vous avouiez que vous ne devez pas vous mêler , ce n'étoit pas s'en mêler en effet.

Mais vous prétendez que vous y avez été invité par les Discours des trois Seigneurs mes Commissaires. Cependant , on ne peut rien inférer des endroits de leurs Discours que vous répétez , sinon , que nous sommes résolus de recouvrer le Palatinat par les armes , si nous ne pouvons pas l'avoir autrement. Pour vous , vous êtes invité à pourvoir incontinent à un secours d'argent pour empêcher les forces du Palatinat de se débander , & à trouver les moyens de lever & d'entretenir un Corps d'Armée pour le Printemps prochain. Mais comment peut-on inférer de là , que nous devons tout-à-l'heure déclarer la Guerre à l'Espagne , rompre les mesures déjà prises pour le Mariage de notre Fils , & lui donner pour femme une Protestante ? Que le monde en soit le Juge. C'est comme si je disois à un Marchand , que je veux emprunter de l'argent de lui pour lever une Armée , & qu'il en conclût que je suis obligé de prendre ses avis dans la direction de la Guerre & de toutes ses dépendances. Cependant , ne vous contentant pas de cette mauvaise excuse qui ne peut se soutenir , vous tombez dans une directe contradiction avec ce

J A C-
QUES I.
1621.

» que vous avez exposé dans votre première Requête, en disant, que l'honneur & la sûreté de notre Personne, le patrimoine de nos Enfants envahi par leurs ennemis, le bien de la Religion, de l'Etat, & de tout le Royaume, sont des matières propres à être diligemment considérées par le Parlement. A cela nous répondons en Logicien, que là où tout est contenu, il n'y a rien d'omis : de sorte qu'il ne manque rien à votre toute-puissance, que d'avoir, avec le Pape, les clefs du Ciel & du Purgatoire. A cette généralité nous ne pouvons point donner d'autre réponse : car les meilleurs Jurisconsultes de votre Chambre seroient bien embarrassés à faire un bon Commentaire sur cela. C'est ainsi qu'en usoient les Ministres Puritains en Ecosse. Ils tiroient toutes les causes à leur juridiction, en disant qu'il appartenait à l'Eglise de juger des Scandales. Mais il n'y avait point de crime où il n'y eût du Scandale, ou contre Dieu, ou contre le Roi, ou contre le Prochain, & sous ce prétexte, ils s'attiroient la connoissance de tous les procès. C'est encore comme la distinction de Bellarmin touchant le pouvoir du Pape, *in ordine ad spiritualia*, par où il attribue au Pape une juridiction temporelle sur ceux de sa Religion.

» Mais pour vous donner une réponse directe touchant la Guerre que vous souhaitez avec tant d'ardeur, nous avoions que nous nous étions attendu, que vous nous auriez plutôt remercié pour vous avoir maintenus si longtemps en Paix, dans le tems que tous nos voisins ont été en Guerre. Mais *dulce Bellum inexpertis*, & véritablement nous voyons par expérience, que plusieurs de nos Sujets sont tellement dorlotés par la Paix, qu'ils désirent un changement sans sçavoir quel.

» Il est vrai, nous avons souvent protesté, & nous espérons, avec la grace de Dieu, de vivre & de mourir dans cette intention, que nous travaillerons par tous les moyens possibles, ou par un Traité ou par la force, à rétablir nos Enfants dans leur ancienne Dignité, & dans leur Héritage. Quels que soient les Princes & les Potentats qui s'y opposent, nous n'épargnerons aucun moyen légitime pour réussir dans cette honorable entreprise, sans même que le Mariage de notre Fils, ou aucune autre considération nous en puisse détourner. Déjà par notre crédit, & par notre intercession envers le Roi d'Espagne, envers l'Archiduchesse, & envers l'Archiduc son Epoux qui est présentement avec Dieu, nous avons empêché pendant une année entière, que le Bas-Palatinat ne tombât entièrement entre les mains des ennemis, quoi qu'il n'eût fallu que huit jours à Spinola pour achever de s'en rendre maître. De plus ce Païs n'étoit pas en meilleur état, lorsque le Lord Digby, en revenant de son Ambassade de Vienne, a passé par Heidelberg, & l'a préservé par des moyens extraordinaires. Mais parceque je vois que vous joignez la cause de la Religion à la cause du Palatinat, il faut que j'ôte un peu le bandeau de dessus vos yeux.

» Le commencement de cette malheureuse Guerre qui a mis toute la Chrétienté en feu, n'étoit pas pour cause de Religion. Elle a été allumée par la résolution précipitée de mon Gendre, qui ayant suivi de mauvais conseils, a accepté la Couronne de Bohême. Pour vous faire voir que c'est la pure vérité, je vous dirai, que lui-même m'écrivit, que je pouvois assurer au Roi de France & à la République de Venise, qu'en acceptant la Couronne de Bohême,

me,

me, il n'avoit eu aucun égard à la Religion, mais uniquement au droit que son élection lui donnoit, ainsi qu'il le prétendoit. Pour nous, nous serions fâchez qu'on pût reprocher à notre Religion, que nous en faisons un prétexte pour détronner les Rois, & pour leur enlever leurs Couronnes, & nous ne voudrions pas qu'une telle doctrine fût enseignée à nos Sujets. Non, ne faisons point ce tort aux Jésuites, que de leur enlever cette excellente maxime, non plus que la pratique qui en découle.

„ D'un autre côté, nous ne doutons point que vous ne jugiez assez charitablement de nous pour vous persuader, que nous n'aurions pas constamment refusé de donner à notre Gendre, un puissant secours, avec le titre de Roi, si nous avions été véritablement convaincu de la justice de sa cause. Pour conclusion, l'injuste usurpation des Couronnes de Bohême & de Hongrie a donné lieu au Pape & à tout le Parti Catholique, d'opprimer plusieurs millions de Réformez en divers lieux de l'Europe.

„ Quant à la maniere dont vous prétendez vous excuser par rapport au Roi d'Espagne, en prenant pour prétexte certains incidens, & en affirmant, que vous ne touchiez point à son honneur : je m'étonne que vous ayez oublié vos propres paroles, car dans votre Remontrance, vous faites entendre clairement, qu'il aspire à la Monarchie universelle. Certainement, on ne peut rien dire de plus malin contre un grand Roi, puisque cela tend à soulever tous les autres Potentats contre lui. Mais ils vous sera facile de sçavoir si vous avez blessé son honneur ou non. Demandez-lui s'il prétend au titre de Monarque universel : car chaque Roi peut mieux juger de ce qui regarde son honneur. Jene veux pas parler ici des imprudentes éjaculations de certains Orateurs de votre Chambre contre ce Monarque, & contre l'honneur de sa Couronne & de son Etat.

„ Vous vous excusez sur l'Article du Mariage de mon Fils, en disant, que vous n'entreprenez pas de décider rien sur ce sujet, mais seulement de dire votre opinion, & de la mettre à nos pieds. Mais premièrement, nous voudrions bien sçavoir de quel droit vous auriez pû prendre la hardiesse de parler positivement sur cette matiere, sans vous rendre coupables de haute trahison. En second lieu, vous ne pouvez pas nier, qu'en parlant de ce Mariage de la maniere que vous en avez parlé, vous n'ayiez expressément violé notre défense, exprimée de notre propre bouche, & à l'ouverture de ce Parlement. Nous vous dimes alors clairement, que nous étions en traité pour ce Mariage, & que vous deviez avoir assez de confiance en notre Religion & en notre sagesse, pour croire que nous le ménagerions de telle maniere, que la Religion n'en recevroit aucun préjudice, & nous vous répétons aujourd'hui la même chose. Nous sommes tellement engagés à ce Mariage qu'il nous est impossible de reculer, excepté que le Roi d'Espagne refusât d'exécuter ce que nous avons lieu d'attendre de lui. Nous sommes donc très-fâchez que vous marquiez tant de défiance à notre égard, & que vous nous regardiez comme un Prince froid pour la Religion. Autrement, nous ne pouvons pas nous persuader, que notre précédente & publique déclaration ne vous eût fermé la bouche.

„ Je viens présentement à la priere que vous me faites de daigner recevoir votre Remontrance, Mais qu'est-ce qui a pû vous faire présumer que nous

JAC-
QUES
I.
1621.

„ voudrions la recevoir , après que nous avons déclaré le contraire dans notre
„ Lettre à votre Orateur ? Oüi , c'est avec raison que nous l'avons rejetée :
„ car qu'est-ce que vous n'avez pas attenté dans cette Remontrance contre les
„ points les plus essentiels & les plus relevez de la Souveraineté , excepté le droit
„ de faire battre la monnoye ? Vous y violez les Alliances , vous y dirigez la
„ maniere particuliere dont on doit faire la Guerre : vous y décidez que notre
„ Fils ne doit épouser ni une Princessed'Espagne , ni aucune autre Papiste , &
„ qu'il doit prendre une femme Protestante. J'avoüe que c'est porter les cho-
„ ses au-delà de toute la sagesse & de toute la prévoyance que j'ai reçues de
„ Dieu , vû la maniere dont les choses sont présentement disposées.

„ Ce sont-là des matieres qui ne sont pas de la compétence du Parle-
„ ment , à moins que le Roi ne vous requiert de lui donner vos avis. Car
„ qui est-ce qui en peut juger sainement que ceux qui sont journellement inf-
„ truits des circonstances & des particularitez d'un Traité , & des connexions
„ fixes ou variables des affaires d'Etat , comme aussi des voyes secretes , des
„ fins & des intentions des Princes , dans leurs négociations. Autrement , la
„ moindre méprise dans les choses de cette nature peut produire des effets
„ plus pernicieux qu'on ne peut imaginer. C'est pourquoi *Ne sutor ultra crepi-*
„ *dam*. De plus , si vous vous mêliez de la Paix ou de la Guerre , ou du Mariage
„ de notre Fils , ce seroit tellement d'iminuer le crédit du Roi & de la Couron-
„ ne dans les Païs étrangers , qu'à l'avenir , aucun Prince ne voudroit plus
„ traiter avec nous , ni de la Paix ou de la Guerre , ni d'aucun Mariage , s'il
„ n'étoit auparavant assuré de l'approbation du Parlement. C'est ce qui est
„ arrivé il y a déjà du tems , à un Roi de France (1) , qui ayant fait en sorte
„ que les Etats de son Royaume désapprouvassent un Traité qu'il avoit conclu ,
„ ne put plus , à sa honte , traiter avec aucun Prince , sans s'engager à procurer
„ le consentement de ses Etats. Jetez les yeux sur les derniers tems , & vous
„ trouverez que la Reine Elisabeth de glorieuse mémoire , fut humblement
„ priée par le Parlement de se marier. Mais quelle fut sa réponse ! Qu'elle
„ aprouvoit leur Requête , parce qu'elle étoit simple & qu'ils ne prétendoient
„ la fixer ni à aucun lieu ni à aucune personne , comme n'étant pas convena-
„ ble qu'elle s'accommodât à leurs fantaisies : qu'autrement elle auroit regar-
„ dé leur demande comme une grande présomption. Jugez donc de ce que
„ nous devons faire dans un pareil cas , après que nous avons publiquement
„ déclaré le contraire de ce que vous demandez..

„ Venons présentement aux points de votre Requête , sur lesquels , com-
„ me étant proprement de la compétence du Parlement , vous demandez une
„ réponse. Le premier est celui de la Religion , sur quoi nous ne pouvons
„ que vous répondre en général , que nous ne nous laisserons jamais de faire
„ tout ce qui sera en notre pouvoir pour la propagation de notre Religion ,
„ & pour réprimer le Papisme , Mais quant à la maniere , il faut que vous
„ vous en reposiez sur notre prévoyance , comme pouvant mieux que vous
„ connoître les tems & les saisons , & non pas entreprendre une Guerre de
„ Religion dans tout le monde en un même tems. Jugez vous-même quelle
„ entreprise ce seroit dans un tems comme celui-ci. Ceci me fait souvenir que
„ l'année passée on se plaignoit de la trop grande abondance de bled , & Dieu
„ nous

(1) François I.

nous a donné dans celle-ci , une extrême difette , à la place de cette abondance. Je fouhaite que cette ardeur que vous marquez pour la Guerre , & qui fait voir combien vous êtes las de la Paix , n'engage pas Dieu à nous jeter dans les misères de l'un & de l'autre. Nous devons prendre soin de la Religion , d'une telle maniere , que , par une violente persécution contre les Récufans , nous n'irritons point les Princes de la Religion contraire , & ne leur enseignions point à persécuter les Protestans dans leur Païs , pendant que nous travaillons par notre intercession à leur obtenir quelque soulagement. D'un autre côté , nous n'avons pas intention d'épargner les Papistes , s'ils deviennent insolens sous un si doux Gouvernement. Vous devez aussi être assurez , que nous ne négligerons pas de faire en sorte que la Jeunesse , & particulièrement les enfans des Papistes , soient bien élevez dans le Royaume , comme aussi d'empêcher que ceux qui iront dans les Païs étrangers ne soient élevez dans des Seminaires Papistes. Quant à ce point particulier qui regarde l'éducation de la Jeunesse Papiste , nous avons déjà donné des preuves de notre soin par rapport à l'Irlande. Ainsi , nous voulons bien qu'on fasse ici aussi de bonnes Loix sur ce sujet.

» Quant à ce que vous demandez , qu'il nous plaise de faire de cette Séance une Session , en accordant un pardon général , se fera votre faute , si la Session ne finit pas avant Noël. Mais pour ce qui regarde l'amnistie , vous y renfermez de tels Articles , qu'il nous faut premièrement penser à ce que nous avons à faire , de peur que nous ne donnions le double ou le triple du Subside que vous nous promettez sans quinziesmes. Mais je crois qu'il vaut mieux suivre la voye ordinaire , c'est-à-dire , que de notre pure grace , nous vous envoyions de la Chambre Haute un pardon contenant les Articles que nous jugerons convenables , & dont nous espérons que vous serez satisfaits.

» Nous ne pouvons nous empêcher de vous faire connoître combien nous trouvons étrange le Commentaire que vous faites sur quelques expressions de notre Lettre à votre Orateur. Il semble , dites-vous , que j'ai dessein de vous priver de vos privileges & de vos libertez dans le Parlement. En vérité , un homme de Lettres auroit honte d'expliquer si mal un Auteur. Sur la fin de notre Lettre , nous vous défendons de vous mêler des affaires du Gouvernement & des mysteres de l'Etat , & nommément de la Paix & de la Guerre & du Mariage de notre Fils , par où nous restraignons le sens des paroles précédentes , après quoi nous vous défendons aussi , de vous mêler des affaires de la Justice. Mais vous joignez ensemble ces deux Sentences , quoique distinctes , & vous passez sous silence ces paroles *des mysteres de l'Etat*. Ainsi vous tombez dans l'erreur , à bene divisis ad mala conjuncta. Car dans le premier Article concernant les mysteres d'Etat , nous nous bornons aux points particuliers que nous nommons dans la suite , & dans le second , nous avoions que nous avions en vûe la ridicule affaire du Chevalier Cook. C'est pourquoi il auroit été de son devoir , puisqu'il est notre Serviteur , & Membre de notre Conseil , de nous porter ses plaintes , ce qu'il n'a jamais fait , quoi qu'il soit tous les jours à la Cour , & que nous ne lui ayions jamais refusé l'accès auprès de nous.

» Quoique nous ne puissions pas approuver le style dont vous vous servez , en parlant de votre ancien & indubitable Droit & Héritage , au lieu que vous auriez

“ J A C.
“ Q U E S
“ I.
“ 1621.

JAC „ auriez dû dire que vos privilèges sont dérivez de la grace & de la concession de
 QUES „ nos Ancêtres & de Nous, puisqu'il ne sont fondez que sur des préjuges qui mar-
 I. „ quent plutôt une tolérance qu'un héritage, nous voulons bien pourtant vous donner
 1621. „ notre parole Royale, qu'aussi long-tems que vous vous contiendrez dans les bornes
 „ de votre devoir, nous serons aussi soigneux de maintenir vos libertez & vos privi-
 „ vileges, qu'aucun de nos Prédécesseurs, autant même, que notre Prérogative
 „ Royale. Ainsi, votre Chambre doit seulement prendre garde, de ne pas empiéter
 „ sur les Prérogatives de la Couronne, ce qui nous forceroit, comme il devoit for-
 „ cer tout juste Roi, à vous ôter ces mêmes privilèges, qui ne serviroient qu'à dimi-
 „ nuer notre Prérogative, & à retrancher les plus beaux fleurons de notre Couron-
 „ ne. Mais nous espérons que vous ne nous en donnerez jamais l'occasion. A New-
 „ market le 11. de Décembre 1621.

Cette dernière partie de la Réponse du Roi étoit si claire, qu'elle n'avoit pas besoin d'explication. Il s'étoit contenté jusqu'alors d'insinuer certains principes dont il avoit pris soin de taire les conséquences, & il sembloit que par-là, il avoit voulu se réserver la faculté ou d'admettre ces conséquences, dans toutes leur étendue, ou de les restreindre, ou de les nier, selon que les occasions le demanderoient. Mais pour cette fois, soit qu'il se laissât emporter à sa passion, ou qu'il fût bien aisé d'en venir enfin à un éclaircissement afin de ne pas se gêner plus long-tems à se servir de termes ambigus que le plus souvent on feignoit de ne pas entendre, il mit les Communes dans la nécessité ou de lui accorder ses prétentions, ou de s'y opposer ouvertement. Mais si je l'ose dire, il fit une faute inexcusable, en ne cassant pas le Parlement, avant que de donner aux Communes le tems de délibérer sur sa Réponse. Il auroit par-là établi ses prétentions sans s'exposer au chagrin d'une contradiction ouverte & publique, à laquelle il devoit s'attendre, à moins que de s'aveugler volontairement. Les Communes ayant lû cette Réponse dont elle comprirent bien toutes les conséquences, & sachant que le Parlement devoit être ajourné ou prorogé, dressèrent une Protestation en ces termes :

„ Les Communes d'Angleterre assemblées en Parlement, font la Protec-
 „ tion suivante, y étant portées à l'occasion de diverses Libertez, Franchi-
 „ ses, & Privileges du Parlement dont il est fait mention ci-après. Que les
 „ Libertez, Franchises, Privileges, & Jurisdiction du Parlement, sont un an-
 „ cien & indubitable droit & héritage des Sujets Anglois. Que les affaires im-
 „ portantes qui regardent le Roi, l'Etat, ou la défense du Royaume & de
 „ l'Eglise, la conservation des Loix déjà faites, le droit d'en faire de nouvel-
 „ les, & la réformation des Abus & des Grievs qui arrivent journellement dans
 „ le Royaume, sont des matieres propres à être débattues dans le Parlement.
 „ Qu'en travaillant à ces affaires, chaque Membre de la Chambre a & doit
 „ avoir de droit, la liberté de dire ce qu'il trouve à propos, de proposer, de
 „ traiter, de raisonner & de conclurre. Que les Communes du Parlement ont
 „ la même liberté de traiter de ces mêmes matieres, dans l'ordre qui leur paroît
 „ le plus convenable. Que chaque Membre de la même Chambre a le privi-
 „ lege de ne pouvoir être accusé en Justice, ni emprisonné, ni molesté, pour
 „ cause des discours ou des raisonnemens qui se font à l'occasion du Parle-
 „ ment,

Protesta-
 tion des
 Commu-
 nes.
 VVilson,
 pag. 188.
 Annales
 de Jacques
 I. pag.
 65.
 Rog. Ko-
 ke, pag.
 77.
 Rush-
 worth,
 Vol. I.
 pag. 53.

ment, ou des affaires qui se traitent dans le Parlement, par aucune autorité que par la censure de la Chambre même. Que s'il y a des plaintes contre quelqu'un desdits Membres, ou qu'il soit recherché pour quelque chose faite ou dite dans le Parlement, on doit le faire connoître au Roi par l'avis & le consentement de toute la Chambre des Communes assemblées en Parlement, avant que le Roi ajoûte foi à aucune information particuliere.

Le Roi ayant été informé de cette Protestation, fit assembler le Conseil, & s'y rendit lui-même, pour y faire ordonner ce qui est porté par le Mémoire suivant.

EXTRAIT des REGISTRES du CONSEIL.

A Whitehall le 30. de Décembre 1621.

« J A C-
« Q U E S
« I.
« 1621.

«
«
« Le Roi fait
« biffer la Pro-
« testation du
« Registre de
« la Chambre.

« Annales de
« Jacques I.
« pag. 65.
« Rushworth,
« Vol. I. p. 53.

„ Sa Très-Excellente Majesté étant venuë aujourd'hui au Conseil, Son
Altesse le Prince & les Seigneurs de son Conseil Privé étant autour de lui,
& les Juges du Royaume étant présens au nombre de six, pour recevoir ses
ordres, le Clerc de la Chambre des Communes a été mandé, & a reçu com-
mandement d'exhiber le Livre Journal de la Chambre, où étoit noté & en-
registré, ce qui s'étoit passé dans ladite Chambre du Parlement, & entre
autres choses, une certaine Protestation concernant les Libertez, Franchi-
ses, & Privileges du Parlement, de laquelle Sa Majesté se trouvoit juste-
ment offensée. Néanmoins, Sa Majesté par un Discours très-gracieux, a
déclaré qu'elle n'a jamais eu intention de priver la Chambre des Communes
des Privileges *légitimes* dont elle avoit joui jusqu'alors, mais qu'au contraire
son dessein étoit de lui conserver inviolablement tous les Privileges & toutes
les Libertez, & Franchises *qui se trouveroient fondées sur quelque Loi ou Statut* :
que même tous les Privileges dont elles jouissoient par la coutume, ou par quel-
que préjugé *indisputable* leur seroient aussi soigneusement conservez. Mais
qu'elle croyoit qu'il étoit à propos de rayer & d'ôter de leur Journal, & d'a-
néantir la Protestation des Communes, tant à cause de la maniere dont elle
avoit été faite, que pour la matiere qu'elle contenoit. Quant à la maniere,
& particulièrement au tems, ce fut après que Sa Majesté eut adressé une
Lettre au Secrétaire *Calvert* datée à Royston le 10. de Décembre, dans la-
quelle elle s'expliquoit nettement, sur la question des Privileges des Com-
munes, & d'une telle maniere, que la plupart des Membres de cette Cham-
bre en demeurèrent satisfaits, & se trouverent délivrez de la crainte de se voir
privez de leurs Libertez. Ce fut encore après que Sa Majesté par sa Lettre
adressée à l'Orateur, & datée le 18. de Décembre, avoit consenti, à la priere
des Communes, à finir la Session avant Noël, & avoit marqué pour cela le
Samedi suivant. Le même jour, qui étoit un Mardi, les Communes dépu-
terent à Sa Majesté pour le remercier, & pour la prier de ne finir point la
Session, à cause de la brieveté du tems, sur quoi Sa Majesté donna ses ordres
pour faire ajourner le Parlement jusqu'au 8. de Fevrier, comme elle l'avoit
premièrement résolu. Mais ce même jour, pendant que leurs Députés étoient
avec Sa Majesté & en avoient reçu une gracieuse réponse, les Communes
établirent un Committé, pour prendre en considération leurs Privileges.

(JAC-
QUES
I.
1621. » En suite le Committé dressa une Protestation, sans qu'il paroisse à qui elle est
» adressée, & la porta dans la Chambre, à six heures du soir, les chandelles étant
» allumées. Immédiatement après on alla aux opinions touchant la Protesta-
» tion, dans un tems où il n'y avoit pas la troisième partie des Membres, quoi-
» que ce soit la coutume de ne décider aucune question importante, que
» quand la Chambre est pleine. Quelques-uns même de ceux qui étoient pré-
» sents, s'attendoient que l'affaire seroit remise à un autre jour, lorsque les
» Députés s'y trouveroient en plus grand nombre. D'autres se leverent pour
» parler contre la Protestation : mais l'obscurité & la confusion empêcherent
» qu'ils ne fussent ni vus ni entendus.

» Pour ce qui regarde la matiere, cette Protestation est conçue en termes
» si ambigus & si généraux, qu'elle pourroit servir de fondement pour envahir
» la plupart des droits & des prérogatives annexées à la Couronne Impériale
» d'Angleterre. Quelques-uns de ces Privilèges sont fondez sur les *Writs* ou
» Ordres que le Roi donne pour assembler le Parlement, dont on rapporte
» ces mots, *De arduis Regni negotiis*, mais dont on exclut celui-ci, *quibusdam*,
» qui restraint cela aux affaires, sur lesquelles Sa Majesté jugera à propos de
» les consulter (1).

» Tout cela considéré, Sa Majesté étant dans son Conseil, & en présen-
» ce des Juges, a déclaré ladite Protestation nulle, vaine & de nul effet. En-
» suite, *manu sua propria*, elle l'a ôtée du Journal de la Chambre des Com-
» munes, & a ordonné d'en faire un Acte, pour être inséré dans les Registres
» du Conseil.

Le Parle-
ment est
cassé.

6. Janvier.

Rushworth,

pag. 54.

Wilson,

pag. 190.

Annales de

Jacques I.

pag. 66.

Rog. Koke,

pag. 78.

Six jours après, le Roi cassa le Parlement par une Proclamation dans la-
quelle il disoit, qu'il n'étoit point obligé de rendre compte des causes de
cette dissolution, puisque personne ne nioit qu'il ne fût en son pouvoir de
dissoudre le Parlement, quand il le jugeroit à propos. Que néanmoins, il
vouloit bien informer le Public, que c'étoit, parce que les Communes s'at-
tribuoient le droit de traiter d'affaires qui n'étoient pas de leur compétence,
& qui étoient des matieres de Prérogative; qu'elles parloient avec peu de
respect des Princes étrangers; qu'elles employoient le tems à disputer sur
leurs Privilèges, sans faire aucune attention aux besoins publics; que cer-
tains esprits turbulens avoient semé de l'yvraye parmi le froment, & par
leurs artifices, avoient mis Sa Majesté dans la nécessité de discontinuer ce
Parlement avant que la Session fût finie. Ensuite, il déclaroit, qu'encore
que le Parlement fût cassé, son intention étoit de gouverner équitablement,
& qu'il embrasseroit avec plaisir la premiere occasion qui se présenteroit de
convoquer un autre Parlement dans un tems convenable.

Proclama-
tion qui dé-
fend de par-

Cette Proclamation fut suivie d'une autre qui défendoit, sous de grosses
peines, de parler des affaires d'Etat, & ordonnoit aux Juges de tenir la
main

(1) Anciennement, les Parlemens ne duroient que peu de jours, & ne déliberoient que
sur les affaires dont le Roi les avoit auparavant informez dans les *Writs* de convocation.
Mais cet ordre étant changé, les Parlemens ont été convoquez sans sçavoir la cause de la con-
vocation, & ne se sont point bornez aux affaires que les Rois ont indiquées dans leur pre-
mière Harangue, & c'est ce qui les a fait durer si long tems.

main dans leurs *Circuits* (1), à ce qu'elle fût exactement observée, & que les transgresseurs fussent punis.

Mais ce ne fut pas-là tout l'effet que produisit le ressentiment du Roi. Quelques-uns des Membres des Communes, qui avoient paru les plus ardens à soutenir les Privilèges de la Chambre, comme *Cook*, *Philips*, *Selden*, *Pym*, *Mallery*, furent envoyez en prison. Quatre autres, sçavoir, *Diggs*, *Crevv*, *Rich*, & le Chevalier *Jacques Perrot*, reçurent ordre d'aller en Irlande, pour y exécuter une certaine Commission, dans laquelle le Roi n'avoit pour but que de les éloigner de leurs maisons, & de les punir par une espèce de bannissement. D'un autre côté, les Comtes d'*Oxford* & de *Southampton* furent mis à la Tour sous quelque prétexte recherché : mais il étoit aisé de comprendre, que c'étoit pour avoir parlé trop librement dans la Chambre Haute, de la conduite du Roi.

Jusqu'à ce dernier Parlement, le Roi & les Communes n'avoient fait que se tâter réciproquement, l'un pour tâcher d'étendre sa prérogative, l'autre pour conserver des Privilèges qu'elle regardoit comme incontestables. Mais en cette occasion, il fallut se déclarer & agir ouvertement. Le Roi prétendoit, comme il paroît par sa Réponse à la Requête des Communes, que les Privilèges de cette Chambre n'ayant point d'autre fondement que la concession des Rois ses Prédécesseurs, il avoit droit de les révoquer si elle s'en rendoit indigne. Les Communes prétendoient de leur côté, qu'elles possédoient ces Privilèges par un droit ancien & indubitable, qu'elles les avoient reçus en héritage de leurs Ancêtres, & qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de les en dépouiller. Je passe sous silence les conséquences qui se peuvent tirer de l'un & de l'autre de ces deux principes, si on veut les pousser aussi loin que la généralité des termes le peut permettre : chacun peut aisément les appercevoir. Qu'il me soit permis, non de décider une question si difficile, mais seulement d'y faire quelques remarques, qui, comme je l'espère, ne seront pas inutiles pour la suite de cette Histoire.

Premièrement, il me semble qu'il est très-difficile, & peut-être impossible, d'établir sur des principes certains, tant la Prérogative Royale des Rois d'Angleterre, que les Privilèges du Parlement, & de la Chambre des Communes en particulier. Il faut en excepter ce qui n'est pas contesté des deux côtez, puisque ce consentement réciproque n'est pas moins fort qu'une Loi. Ce n'est donc que sur des exemples, des coutumes & des préjugés qu'on peut se fonder pour établir ces divers droits.

Les Anglo-Saxons qui conquièrent la Bretagne, n'avoient point de Roi dans les parties d'Allemagne où ils habitoient avant que de passer dans cette Isle. Leur Gouvernement étoit Aristocratique. Sept de leurs Chefs qui conquièrent la Bretagne y prirent le titre de Rois, titre qui n'étoit point auparavant en usage parmi eux.

Il faut remarquer comme une chose très-nécessaire, que la domination de ces nouveaux Rois ne s'étendoit pas proprement sur le Peuple subjugué, sçavoir, les Bretons qui furent presque tous chassés dans le País de Galles ou en Cornouaille, mais sur le Peuple conquérant même, qui partagea le País conquis.

(1) C'est-à-dire, dans les lieux où les Juges vont rendre la Justice. Ce terme de *Circuits* marque tous les lieux qui sont assignez à chacun des Juges.

JACQUES I.

1621.

ler des affaires d'Etat.

Wilson,

pag. 190.

Rog. Coke,

pag. 80.

Plusieurs

Membres

du Parle-

ment sont

mis en pri-

son.

Annales de

Jacques I.

pag. 66.

Wilson,

pag. 191.

Rog. Coke,

pag. 179.

Sujet du

différend

entre le

Roi & les

Communes.

JACQUES
I.
1621.

conquis. On voit par-là , que le droit de conquête qu'on pourroit alléguer en faveur de ces premiers Rois & de leurs Successeurs est absolument exclus.

Il est très-vrai-semblable , pour ne pas dire certain , que le Parlement d'Angleterre est aussi ancien que la Monarchie , quoique quelques-uns le contestent ; mais à mon avis , sans beaucoup de fondement (1). Du moins, on ne sçauroit marquer le tems, depuis la fondation de la Monarchie, auquel le Parlement a commencé. Mais il est très-difficile de prouver que les Communes fussent appelées au Parlement & y eussent voix délibérative.

D'un autre côté , on ne peut douter , que ces premiers Rois n'aient eu de grandes Prérogatives , & que leurs Successeurs ne les aient beaucoup augmentées. Mais je croi pouvoir poser en fait , qu'en général , ni les Prérogatives du Roi , ni les Privilèges du Peuple ne tirent pas leur origine des Loix. Par conséquent, on ne peut, ni les borner, ni les étendre , qu'à proportion des exemples & des préjugés. Mais ces préjugés sont si contraires les uns aux autres , qu'ils ne sçauroient former des Regles fixes & certaines. Ce qui cause le plus de difficulté dans cette matiere , c'est l'ambiguité des termes , & premièrement , dans celui de *Parlement*.

Si l'on considère le Parlement comme un Composé du Roi & des deux Chambres , on peut sans crainte lui attribuer un pouvoir sans bornes, par rapport aux affaires qui concernent le Royaume. Mais si on regarde le Parlement comme un Composé seulement des deux Chambres séparées du Roi , on ne peut point disconvenir que ses droits ne soient bornés. C'est proprement tout le Peuple séparé du Roi. Il a ses libertez : mais il ne lui appartient pas de les étendre autant qu'il veut : il faut nécessairement , que le consentement du Roi y intervienne. Cela est encore plus vrai quand une des Chambres agit seule sans la concurrence de l'autre : car alors elle ne représente qu'une partie du Peuple, qui ne peut pas légitimement s'attribuer d'autres droits que ceux qui lui sont accordez , ou par quelque Loi , ou par le consentement tacite du Roi & de l'autre Chambre. Il est bien certain que chacune des deux Chambres a des droits ou des privilèges séparés ; que les deux Chambres ensemble , quoique séparées du Roi , en ont aussi. Mais la difficulté consiste à sçavoir jusqu'où ils s'étendent , & si le Roi seul en doit être Juge.

Le terme de *Prérogative Royale* n'est gueres moins ambigu que celui du Parlement. C'est un terme vague & général qui ne donne qu'une notion fort confuse de ce qu'on veut qu'il signifie. Si c'est un droit commun à toute personne qui porte le titre de Roi , il faut que la Prérogative Royale soit la même dans tout le monde , & les Rois d'Angleterre & de Pologne seront aussi absolus que le Roi de Perse. Mais si la Prérogative du Roi d'Angleterre est quelque chose qui soit particuliere à ce Roi , il faut nécessairement qu'elle soit limitée. Si elle a des bornes , qui est-ce qui les a marquées ? Où sont ces bornes au-delà desquelles elle ne peut point aller ? Je suis persuadé qu'il n'est pas moins difficile de décider ces questions que celles qui regardent les Privilèges du Parlement. Mais comme la Prérogative Royale comprend

(1) Voyez la Dissertation insérée à la fin du I. Tome de cette Histoire.

prend beaucoup de droits particuliers, examinons, par exemple, le droit que Jacques s'attribuoit de pouvoir annuler les Privilèges de la Chambre des Communes. D'où lui venoit le Droit ou cette Prérogative particulière ? Etoit-ce un Droit commun à tous les Rois ? Mais il y a dans le monde des Royaumes sans Parlement & sans Chambre des Communes. Ce Droit étoit-il aussi ancien que la Monarchie Angloise ? Mais il n'auroit pas voulu accorder lui-même que la Chambre des Communes fût si ancienne. Etoit-ce par quelque Loi ? Mais il n'en produisoit aucune. Etoit-ce enfin par un consentement tacite ou par usurpation ? Mais la chose n'étoit jamais arrivée auparavant. Etoit-ce enfin, sur ce principe général que ce qu'un Roi a accordé, un autre peut le révoquer ? Mais outre que ce n'est pas un principe incontestable, sur tout après une possession non-interrompue de plusieurs siècles, le Roi auroit été fort embarrassé à nommer les Rois qui avoient accordé aux Communes leurs Privilèges. Ainsi ce Prince supposoit que sa Prérogative Royale étoit une chose fixe, incontestable, connue de tout le monde, quoiqu'il n'y eût rien de plus vague, & dont l'étendue ou les bornes fussent moins connues.

Considérons présentement ce que c'étoit que ces Droits, ces Libertez, ces Franchises, ces Privilèges, que les Communes regardoient comme indubitables, & qui leur avoient été laissez en héritage par leurs Ancêtres. Ce sont tous des termes vagues & généraux dont on ne peut avoir une idée claire & distincte, qu'en les appliquant à des cas particuliers. Mais on peut appliquer ici ce que je viens de dire sur la Prérogative Royale. Comment les Communes avoient-elles acquis ces Droits ? Jusqu'où s'étendoient-ils ? A quoi étoient-ils bornés ? C'est ce qu'il seroit bien difficile de fixer. Jacques alloit peut-être trop loin, en voulant priver absolument les Communes du Droit de lui représenter les Grievs du Peuple ; & de la liberté de débattre, de raisonner, de dire dans leur Chambre ce qu'elles jugent à propos. Mais si, sous prétexte de ces Droits, les Communes vouloient s'ingérer de donner en toutes occasions des conseils au Roi, si elles entreprenoient de parler du Roi dans leur Chambre, d'une manière offensante, sur quoi pourroient-elles fonder ces Privilèges ?

Puis donc qu'il est si difficile de décider les questions qui s'élèvent sur la Prérogative Royale, & sur les Privilèges des deux Chambres, ou de chacune en particulier, la sagesse & la bonne politique demandent, que les Rois & les Parlemens évitent comme un écueil, de s'engager dans de semblables contestations. Aussi peut-on avoir remarqué dans la lecture de cette Histoire, que les Rois les plus sages, les plus illustres, ceux dont le mérite est le plus généralement reconnu, comme Edoüard I, Edoüard III, Henri V, Edoüard IV, Henri VIII, Elisabeth, n'ont jamais eu des différends de cette nature avec leurs Parlemens. Au contraire, ceux qui se sont le moins distingués par leur prudence & par leur capacité, tels que Henri III, Edoüard II, Richard II, se sont perdus, pour avoir voulu remuer ces sortes de questions. Jacques premier est le premier qui en ces derniers tems s'est engagé dans cette querelle. Il a été imité par son Fils & par ses Petits-Fils, & ces Princes, bien loin de réussir dans leurs projets, n'ont fait que se rendre très-malheureux. Un Roi d'Angleterre sage & prudent, & qui con-

JACQUES
I.
1621.

noîtra bien ses intérêts , ne se broüillera jamais avec son Parlement , & un Parlement qui n'aura en vûë que le bien du Royaume , se gardera bien de disputer au Roi sa juste Prérôgative. Il aimera mieux même la voir étendre un peu trop loin , que de s'exposer au risque de rompre une union qui fait l'unique fondement de la prospérité de l'Etat. J'espère qu'on me pardonnera cette digression qui ne me paroît pas inutile pour mettre le Lecteur au fait , & pour lui aider à juger sans prévention des différends qui ont eu leur origine sous ce Regne , & qui ont produit tant de calamitez dans le suivant.

1622.
Mauvais
effets de la
dissolution
du Parle-
ment.

La dissolution de ce Parlement & le peu d'apparence qu'il y avoit que le Roi en convoquât jamais aucun autre , ne pouvoient que produire de mauvais effets. Le Roi perdit , par cette démarche , non seulement l'estime & l'affection d'une grande partie de ses Sujets , mais encore la considération des Etrangers. Dès qu'il se fut ainsi broüillé avec son Peuple , tout le monde en inféra qu'il ne pouvoit plus être ni un ami duquel on pût espérer du secours , ni un ennemi redoutable. D'autre côté , le Peuple ne pouvoit considérer sans frayeur , qu'il alloit être exposé à un pouvoir despotique , puisqu'il ne devoit plus y avoir de Parlement pour retenir la Prérôgative Royale dans ses justes bornes. Mais le plus mauvais effet que produisit la rupture entre le Roi & le Parlement , ce fut la division entre les Sujets , qui se rangerent de plus en plus dans deux Partis différens , qui subsistent encore aujourd'hui , avec quelque différence , sous les noms de *Torys* & de *Whiggs*.

Raisons al-
legues
pour & con-
tre le Roi.

Ces deux Partis qui commençoient à se former , se contenterent d'abord de se chamailler réciproquement , pour soutenir les droits du Roi ou les droits du Peuple , par rapport à ce qui avoit causé la dissolution du Parlement. Les Royalistes disoient , que la Chambre des Communes prétendoit faire de la Monarchie d'Angleterre un Gouvernement Républicain. Qu'en s'ingérant de se mêler des affaires d'Etat , & de donner des conseils au Roi sur le gouvernement de son Royaume , & de sa propre famille , elle faisoit voir qu'elle n'aspiroit pas à moins qu'à gouverner l'Etat , puisqu'elle ne manqueroit jamais de prétextes pour donner des conseils au Roi ; que s'il refusoit de s'y conformer , il se verroit par cela-même , privé des secours nécessaires pour la défense du Royaume , & contraint de recevoir la Loi des Princes étrangers. Que l'Angleterre étoit une Monarchie dès son origine , & qu'elle avoit toujours continué sur le même pied : mais qu'on commençoit à en saper les fondemens , en voulant faire dépendre le Roi du Parlement. Que d'abord ce n'étoient que des remontrances qu'on prétendoit faire au Roi , qu'en suite , on y ajoûtoit des conseils , mais que ces conseils seroient bientôt changez en leçons , & ces leçons en ordres & en commandemens : En un mot , que si on laissoit faire les Communes , le Roi ne seroit bien-tôt qu'un simple Doge. Que la Chambre des Communes avoit d'autant moins de droit de prétendre au gouvernement de l'Etat , que ce même Etat avoit subsisté cinq-cens ans sans elle , puisque ce ne fut que sur la fin du Regne de Henri III. & pendant l'usurpation du Comte de Leicester , que les Députés des Communes furent admis au Parlement. Enfin , que c'étoit une chose étonnante , que , sous un Gouvernement Monarchique , le Peuple ou ses Députés

Députez vouluſſent preſcrire au Roi, la maniere de gouverner ſon Royaume: qu'en ſuppoſant que le Peuple eût ce droit, il faudroit donc lui communiquer tous les ſecrets de l'Etat, & le conſulter ſur les Alliances & ſur les Traitez, ſur la Paix & ſur la Guerre. Mais que comme cela ne s'étoit jamais pratiqué, il ſ'enſuiroit néceſſairement, que la ſuppoſition étoit fauſſe, & que le Peuple n'étoit appelé au Parlement, que pour fournir au Roi l'argent qui lui étoit néceſſaire, & pour faire la repartition des taxes & impoſitions, de la maniere la plus aiſée pour les Sujets. Qu'il étoit bien vrai, qu'à l'égard des Loix qui regardent le gouvernement intérieur de l'Etat, il avoit été jugé à propos de le faire avec le conſentement du Peuple qui devoit y être ſoumis, afin qu'elles fuſſent mieux exécutées: mais qu'on n'en pouvoit tirer aucune conſéquence, ni pour les affaires étrangères, ni pour l'exécution de ces mêmes Loix, laquelle étoit commiſe au Roi ſeul, ni pour le gouvernement général du Royaume.

Les partiſans du Peuple diſoient à leur tour, que le Roi ne ſe contentoit pas que l'Angleterre fût une Monarchie, mais qu'il en vouloit faire une Monarchie deſpotique. Qu'il affectoit de confondre les diverſes eſpeces de Monarchies, dont les unes ſont plus abſoluës, les autres moins, pour n'en reconnoître qu'une ſeule à laquelle il attribuoit un pouvoir ſans bornes. Que ce n'étoit pas là, la nature de la Monarchie Angloiſe. Que cette Monarchie avoit commencé avec le Parlement, qui n'étant pas moins ancien que la Royauté, formoit, conjointement avec le Souverain, ce pouvoir abſolu que le Roi vouloit attirer à lui ſeul. Que le Parlement avoit ſes Prérogatives, comme le Roi avoit les ſiennes, & qu'on ne pouvoit l'en dépouiller, ſans détruire la nature & la conſtitution du Gouvernement de ce Royaume. Que le Parlement repréſentoit tout le Peuple autant ou plus intéreſſé au bien de l'Etat que le Roi même. Que véritablement, le Roi avoit des Prérogatives incontestables, mais qu'elles n'étoient que pour le bien de l'Etat, & pour ſa conſervation, & non pas pour ſa deſtruction & pour ſa ruïne. Que, pendant qu'il ſe contenoit dans ces bornes & qu'il n'agiſſoit que pour l'avantage du Royaume, il ſuivoit le but & l'intention de ſes Prérogatives: mais que c'étoit détruire la conſtitution du Gouvernement, que de prétendre, que ſa Prérogative Royale lui donnât le droit de renverſer les Loix, de faire des Alliances directement contraires au bien du Royaume, de rendre la Nation mépriſable aux Etrangers, d'expoſer la Religion au danger d'être ruinée, par un excès de négligence, & de condeſcendance pour ſes ennemis. Qu'en ce cas, comme ils'éloignoit du but & de l'intention de ſa Prérogative, c'étoit au Peuple, ou au Parlement qui le repréſente, à lui faire connoître les inconvéniens de ſa conduite, à lui propoſer les moyens de les prévenir, & à lui fournir des conſeils & des remèdes. Que ſi cela n'étoit pas, il ſ'enſuivroit que le Roi ſeroit abſolu & deſpotique; qu'il pourroit perdre & ruiner le Royaume, à ſa volonté, fouler aux pieds les Loix établies, opprimer les Sujets, leur enlever leurs biens & leurs vies, ce qui étoit directement contraire à la conſtitution du Gouvernement d'Angleterre. Qu'au reſte, il paroifſoit manifeſtement, que le Roi travailloit à réduire les droits du Parlement, à rien, ou à peu de choſe. Si le Parlement lui repréſente les Griets du Peuple, on en peut, dit-il, tirer une conſéquence que le Roi gouverne mal, & cela tend à lui fai-

JACQUES

I.
1622.

JACQUES
I.
1622.

re perdre l'affection de ses Sujets. Si on lui demande , qu'il fasse exécuter les Loix contre les Papistes Récusans , il répond , qu'il faut lui laisser le soin de cette affaire ; qu'il sçait bien quel ordre il doit y donner : qu'il est un vieux Roi expérimenté , qui n'a pas besoin de leçons , & néanmoins on ne lui voit pas faire la moindre démarche pour remédier aux abus dont on se plaint. Si les Communes lui représentent que le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne , peut être d'une terrible conséquence pour la Religion , il leur répond , qu'elles n'ont pas droit de se mêler de ce qui regarde sa famille. Si l'on veut tâcher de lui faire comprendre , que la Religion Protestante est en danger d'être ruinée dans tout l'Europe , faute de secours , & que le Roi d'Espagne l'amuse par de belles paroles , pendant qu'il se saisit du Palatinat , il répond que ce sont des affaires d'Etat hors de la portée des Députés des Communes , qu'ils n'ont ni assez de sagesse ni assez de capacité pour comprendre les mystères du Gouvernement : *Ne sutor ultra crepidam*. Enfin , il réduit les Privilèges des Communes à donner leurs avis au Roi , quand il leur fera l'honneur de les en requérir , & à lui fournir de l'argent quand il leur en demandera sous quelque prétexte , quand même le prétexte seroit évidemment faux , puisqu'il ne veut pas souffrir qu'on examine ses raisons. Mais ce n'est pas tout. Il dit ouvertement aux Communes , que leurs Privilèges ne sont que de pures concessions de ses Prédécesseurs & de lui-même , & leur fait entendre , qu'elles ne les conserveront qu'aussi longtems qu'elles s'en rendront dignes par leur soumission. Est-il possible , ajoûtoit-on , de marquer plus ouvertement le dessein formé d'usurper une autorité despotique ? Quand même les Communes n'auroient été appelées au Parlement que depuis le Regne de Henri III. ce qui ne peut pourtant être prouvé , ne font-elles pas , depuis ce tems-là , une partie essentielle du Parlement , & par conséquent n'ont-elles pas un droit indisputable à tous les Privilèges du Parlement ?

Les Puritains sont pour le Peuple.

C'est-là une partie de ce qui se disoit alors des deux côtez , & c'est ce qui servoit à fomenter la division entre les deux Partis qui , depuis ce tems-là , n'ont presque pas cessé de s'entre-déchirer. On peut aisément juger dans lequel des deux Partis se jetterent les Puritains. Ils n'aimoient point le Roi qui , de son côté , faisoit paroître en toutes occasions , qu'il étoit leur ennemi mortel. Mais , comme je l'ai déjà dit , il y avoit deux sortes de Puritains , sçavoir des Puritains d'Etat , ou Politiques , & des Puritains de Religion. Avant que le Roi se fût si ouvertement déclaré par rapport à sa Prérogative Royale , le nombre des premiers n'étoit pas considérable , parceque le Roi n'étant pas allé trop loin , on ne faisoit encore que soupçonner son intention. Mais depuis la dissolution de ce troisième Parlement , leur nombre s'accrut beaucoup , & le Roi , par une politique très-préjudiciable à ses intérêts , affecta toujours de confondre ces deux sortes de Puritains. Par-là il les réduisit à ne faire qu'un même Parti , qui n'étoit pourtant uni qu'en un seul point , sçavoir dans l'opposition aux maximes que la Cour vouloit introduire. Ainsi les Puritains de Religion , qui ne faisoient auparavant qu'une très-petite figure dans le Royaume , formerent tout-à-coup un Parti très-considérable par la jonction des Politiques qui s'unirent avec eux. Ce Parti devint enfin si puissant , qu'il renversa la Hiérarchie Ecclésiastique , & la Monarchie même : mais cela n'arriva que sous le Regne suivant.

D'un

D'un autre côté, le Parti des Royalistes se fortifia par la jonction des Arminiens qui étoient en assez grand nombre. La doctrine soutenuë par Arminius avoit produit des disputes en Angleterre, quoi qu'avec moins de fracas qu'en Hollande. Plusieurs Ecclésiastiques s'étoient rangez dans ce Parti, quoique condamné par le Synode de Dordrecht dont ils ne reconnoissoient point l'autorité, & malgré la profession ouverte que le Roi faisoit de rejeter les sentimens d'Arminius. Ceux-ci se prévalant de l'occasion que la division entre les deux Partis leur offroit, se jetterent sans balancer, dans le Parti des Royalistes, & depuis ce tems-là, ils furent autant caressez à la Cour, qu'il y avoit été auparavant odieux. Ce fut par-là que *Guillaume Laud*, Ecclésiastique d'un grand esprit & fort sçavant, se trouva en état, quoiqu'Arminien, d'être promu à l'Evêché de Saint David, par le crédit du Marquis de Buckingham, qui pria l'Evêque de Lincoln de le recommander au Roi. Ce ne fut pourtant qu'avec peine, que le Roi consentit à son avancement, étant prévenu contre lui, à cause de son humeur altière & turbulente. Depuis que les Arminiens se furent rangez dans le parti de la Prérogative Royale, ils voguerent, pour ainsi dire, à pleines voiles, poussez par le vent favorable de la Cour, pendant qu'elle redoubloit ses soins, pour s'opposer à l'accroissement des Puritains. D'un autre côté, les Papistes se déclarerent aussi hautement pour le Roi, parcequ'il n'y avoit qu'une autorité absoluë, qui pût leur faire trouver ce qu'ils cherchoient, au lieu que le Parlement s'étoit déclaré leur ennemi. Enfin, la plus grande partie du Clergé de l'Eglise Anglicane prit aussi le parti du Roi, le regardant comme le seul qui fût capable de le soutenir contre les efforts des Puritains, dont le nombre s'augmentoît incessamment.

JACQUES
I.
1622.
Les Arminiens pour
le Roi.
Wilson
pag. 198.

Rog. Koke,
pag. 98.

Vie de Wilson,
p. 64.

Les Peuples
prennent le
même Parti,

aussi bien
que le Clergé.

Les deux Partis se trouvant ainsi composez de gens de diverses sortes & de divers sentimens, s'accusoient réciproquement de ce qu'il y avoit de plus odieux dans chaque Parti. Les Royalistes confondoient sous le nom de Puritains, tous ceux qui étoient contraires au Roi, & les Puritains accusoient tous les Royalistes d'être Papistes ou Arminiens.

Accusations
réciproques
des deux
Partis.

Cette division qui commençoit à se remarquer en Angleterre, n'aidoit pas à rétablir la reputation du Roi dans les Païs étrangers. Depuis deux ans que les Etats de son Gendre étoient envahis par le Roi d'Espagne & par le Duc de Bavière, on ne lui avoit vû faire aucune démarche vigoureuse pour les recouvrer. Ce n'étoit que par des Ambassades & par des sollicitations, qu'il prétendoit parvenir à son but. Le Roi d'Espagne l'amusoit depuis quatre ou cinq ans, de l'espérance d'un Mariage qui ne s'avançoit point, & par ce moyen, il lui tenoit les bras liez, pendant qu'il s'emparoit du Palatinat. Enfin, lorsque toute l'Europe s'attendoit à lui voir ouvrir les yeux sur les intérêts de son Royaume, de sa famille, & sur les siens propres, & à lui voir prendre une résolution vigoureuse, on apprit qu'il s'étoit broüillé avec son Parlement d'une maniere à ne pouvoir pas aisément se raccommoder avec lui. Cela fut cause qu'on le méprisa dans les Païs étrangers, & qu'au mépris on ajouta encore l'insulte. Dans les Villes des Païs-Bas on faisoit de lui des railleries publiques sur les théâtres. On y représentoit des Comédies, où un Courier venoit porter la nouvelle, que le Palatinat alloit être perdu, vû les grandes forces que les ennemis du Roi d'Espagne y alloient envoyer : que le Roi

Le Roi est
peu confi-
ré dans les
Païs étran-
gers.

On fait des
Pasquinades
contre
lui dans les
Païs-Bas.
Wilson,
pag. 192.
Rog. Koke,
pag. 83.

JACQUES

I.

1622.

L'Archevê-
que de Can-
torbéri pas-
se à la Cour
pour Puri-
tain.

VWilson ,
pag. 198.

Il tuë un
homme par
malheur.

Il se retire
du Conseil.

Le Roi exi-
ge une Bé-
névolence.

Projets du
Roi.

de Dannemarck tenoit prêts cent mille harengs, les Hollandois, cent mille tonneaux de beurre, & le Roi d'Angleterre, cent mille Ambassadeurs. Dans un autre endroit, on faisoit des Estampes, ou Jacques étoit représenté avec un fourreau sans épée, ou bien avec une épée que plusieurs personnes tâchoient inutilement de tirer du fourreau. En Angleterre même, on faisoit revivre l'Histoire de David Riccio, qui avoit été presque oubliée. Mais ce qui chagrinoit le plus le Parti opposé au Roi, c'étoit de voir Buckingham gouverner si absolument, qu'il sembloit que le Roi eût fait son Maître de son Favori. On ne donnoit plus les emplois qu'à des Papistes, à des Arminiens, ou à des gens qui passoient pour avoir peu de Religion. Enfin, la Cour ne mettoit dans le nombre des Protestans que ceux qui étoient pour la Prérogative du Roi dans toute son étendue, de quelque Religion qu'ils fussent. Tout le reste étoit Puritain. *Abbot* lui-même, Archevêque de Cantorbéri, étoit compté parmi les Puritains, parcequ'il n'approuvoit pas les maximes de la Cour. Il eut le malheur, dans cette année 1622. de tuer un homme d'un coup d'arbalète, en voulant tirer sur un daim, & cet accident fut cause qu'on jugea qu'il ne pouvoit plus faire les fonctions d'Evêque. Cela lui fit prendre la résolution de s'épargner aussi la peine d'assister au Conseil où aussi bien ses avis n'étoient plus guères écoulez, comme venant d'un homme qui avoit des principes Puritains.

Pendant que les esprits étoient dans cette espèce de fermentation, le Roi eut besoin d'argent. Il vouloit envoyer *Digby* en Espagne, & *Weston* à Bruxelles, pour finir tout à la fois le Mariage & l'affaire du Palatinat. D'ailleurs, Buckingham & sa Parenté étoient un gouffre qui ne pouvoit se remplir. Il n'y avoit pas d'apparence d'assembler un nouveau Parlement, après les démarches que le Roi venoit de faire. Quand même un Parlement auroit pu se résoudre à donner de l'argent au Roi, ce n'auroit été qu'après avoir bien assuré ses Privilèges, aux dépens de la Prérogative Royale, & le Roi trouvoit ce remède pire que le mal. Il fallut donc avoir recours à des moyens extraordinaires. Celui qui parut le plus prompt & le plus assuré, ce fut d'exiger du Peuple une contribution, sous le nom de *Bénévolence*. Comme la Cour sçavoit bien que si les Sujets n'étoient pas un peu contraints, leur libéralité n'iroit pas bien loin, les Juges eurent ordre, en allant dans leurs *Circuits*, de demander une Bénévolence, & de faire entendre en même-tems, que le Roi ne se contenteroit pas de ce qu'on offriroit volontairement, si on ne proportionnoit pas le don aux moyens de chacun. Pour cet effet le Conseil, en donnant cette Commission aux Juges, leur écrivit une Lettre circulaire dont la conclusion étoit en ces termes : *Néanmoins, s'il se trouve des gens obstinez ou peu affectionnez, qui refusent de contribuer des sommes proportionnées à leurs biens, vous envoyerez leurs noms au Conseil. Ainsi, recommandant cette affaire à vos soins, nous vous prions de nous envoyer les noms de ceux qui voudront bien contribuer, & les notes des sommes qu'ils offriront.* Le prétexte de cette levée d'argent c'étoit la prétendue résolution que le Roi avoit prise de recouvrer le Palatinat par les armes, après avoir inutilement tenté les voyes de la douceur. On verra dans la suite comment cette résolution fut exécutée.

Le projet du Roi étoit de conclurre le Mariage du Prince son Fils, & de recevoir la dot de deux millions, avant que de demander au Roi d'Espagne la

la restitution du Palatinat, de peur qu'on ne prétendit que cette restitution devoit se compenser avec la dot. Après cela, il se flattoit que le Roi d'Espagne, de bonne amitié, & en considération de leur Alliance, rendroit le Bas Palatinat à son Gendre, & obligerait l'Empereur & le Duc de Bavière, à lui restituer le Haut. C'étoit-là tout ce qu'il avoit dessein de faire pour sa Fil- le & pour son Gendre. Il paroît manifestement, que c'étoit-là sa pensée, par les Instructions qui furent données au Baron de Digby avant son départ pour l'Espagne, dans lesquelles il lui étoit expressément ordonné, *de ne pas faire de l'affaire du Palatinat, une des conditions du Mariage*. Le Roi vouloit pourtant, que le Public se persuadât, qu'en mariant son Fils avec l'Infante d'Espagne, son principal but étoit de procurer à son Gendre la restitution du Palatinat. C'étoit-là sans doute un de ces mystères d'Etat, qui étoit au- dessus de la portée des Communes. Peut-être espéroit-il effectivement, que la restitution suivroit de près le Mariage : mais cette espérance n'étoit ap- puyée que sur un très foible fondement. Selon les apparences, c'étoit le Comte de Gondemar qui lui faisoit concevoir une espérance si chimérique.

Quoiqu'il en soit, Jacques s'étant entièrement fixé à ce projet, envoya Digby en Espagne, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire pour mettre la dernière main au Traité de Mariage, conjointement avec le Chevalier Aston qui étoit depuis quelques tems à la Cour de Philippe IV. On étoit déjà convenu des Articles touchant la Religion, & l'on ne devoit parler des autres, qu'après avoir obtenu la dispense du Pape, de peur de travailler inutilement. C'étoit une ruse de la Cour d'Espagne, pour tirer l'affaire en longueur, afin d'avoir le tems d'achever la conquête du Palatinat, en atten- dant la dispense, dont, selon toutes les apparences, il ne tenoit qu'au Roi d'Espagne d'avancer ou de reculer l'expédition. Cependant, l'espérance d'une prompt conclusion du Mariage, de la dot de deux millions, & de la restitution du Palatinat, lioit tellement les mains au Roi, qu'il n'osoit faire la moindre démarche qui pût offenser le Roi d'Espagne, de peur de renver- ser un si beau projet. Ainsi, toutes les fois qu'il parloit de faire la Guerre pour recouvrer le Palatinat, c'étoit toujours avec cette restriction, s'il ne pouvoit pas l'obtenir par les voyes de la douceur, parce qu'il se tenoit assuré que ses négociations réussiroient comme il l'avoit projeté. Il est donc com- me certain, que quand il avoit demandé de l'argent au Parlement, ou exi- gé la Bénévolence de ses Sujets, ce n'avoit pas été en vûe de se préparer à la Guerre, quoique c'en fût-là le prétexte, puisqu'une rupture avec la Maison d'Autriche étoit incompatible avec son projet.

Dans le tems que Digby, qui fut fait cette même année Comte de *Bristol*, partit pour l'Espagne, le Roi envoya *Gage* à Rome, pour y solliciter l'expé- dition de la dispense, sans laquelle le nouvel Ambassadeur ne pouvoit rien avancer à Madrid. Mais afin de rendre les sollicitations de Gage plus effi- caces, il étoit nécessaire de faire comprendre au Pape, que le Roi n'étoit pas un persécuteur des Catholiques. Ce n'est pas qu'il n'en eût déjà donné des preuves assez convaincantes : mais en cette occasion, il crut qu'il devoit en donner une encore plus forte, en faisant mettre en liberté tous les Papistes Récusans qui étoient détenus en prison. Cela se fit hautement & ouverte- ment, par un ordre sous le grand Sceau adressé à tous les Juges du Royau-

JACQUES
I.
1622.

Digby est
envoyé en
Espagne.

Digby est
fait Comte
de Bristol.
Wilson,
pag. 195.
Rushworth,
Vol. I. p. 68.
Gage est en-
voyé à Ro-
me pour
solliciter la
dispense.
Wilson,
pag. 195.

JACQUES

I.

1622.

Tous les
prisonniers
récusans
sont relâ-
chez.Justifica-
tion du Roi
par l'Evê-
que de Lin-
coln.*Rushworth,*
*Vol. I. p. 63.**Annales de*
Jacques I.
pag. 69.

me, & qui fut accompagné d'une Lettre del'Evêque de Lincoln, dans la quelle il les exhortoit à obéir exactement aux ordres du Roi. Cet ordre, contraire aux Loix, à la Rémontrance des Communes, & à la Réponse même que le Roi avoit faite à leur Requête, fut le sujet de diverses gloses, où la conduite du Roi n'étoit pas trop épargnée. Comme cette affaire faisoit du bruit parmi le Peuple, l'Evêque de Lincoln, Garde du grand Sceau, fut chargé de justifier le Roi par un Ecrit public. Cette justification commençoit par cette noble comparaison : que commel'éloignement du Soleil & des Etoiles, nous fait paroître l'un de la grandeur d'une assiette, & les autres comme des cloux fichez dans le pommeau d'une selle, ainsi la distance immense qu'il y a entre les hautes résolutions d'un Roi & les basses imaginations du commun Peuple, faisoit que celui-ci ne pouvoit que se tromper, en voulant juger de la conduite de son Souverain. Après cela, il donnoit deux raisons, toutes deux très-fausSES, de cette conduite. La première étoit, que le Roi sollicitant actuellement, & avec beaucoup de zele, tous les Princes Catholiques, pour procurer du soulagement aux Protestans, il ne seroit pas raisonnable d'exécuter dans le même tems les Loix faites contre les Papistes. La seconde, que les Jesuites Anglois avoient publié un Livre par lequel ils excitoient le Roi de France à faire exécuter dans son Royaume, contre les Huguenots, les mêmes Loix qui étoient en usage en Angleterre, contre les Catholiques. Mais, ajoutoit le Prélat, „ si l'on vouloit inférer de la „ grace que le Roi accorde aux Papistes Anglois, qu'il favorise la Religion „ Romaine, ce seroit une conséquence pleine de folie & de malice, puisque „ le Roi s'est toujours montré un zélé Protestant, par ses paroles, par ses Ecrits, „ par son assiduité aux exercices de la Religion, & par des Actes mêmes de Par- „ lement.

Succès de
l'Ambassa-
deur du Com-
te de
Schwart-
zembourg
And. Du
Chefne,
Histoire
*d'Angleterre.*Weston est
envoyé à
Bruxelles.Le Roi per-
met au Lord
Vaux de
mener un
secours de
2000 hom-
mes à l'Ar-
chiduc con-
tre les Etats.

J'ai déjà dit, que sur la fin de l'année précédente, l'Empereur avoit envoyé au Roi le Comte de Schwartzembourg, pour traiter avec lui, sur l'affaire du Palatinat. Cet Ambassadeur, ayant été reçu à Londres avec beaucoup d'éclat, comme rendant témoignage de la considération que l'Empereur avoit pour le Roi, se trouva sans pouvoir quand il fut question de parler d'affaires. C'étoit l'Archiduchesse Isabelle qui étoit autorisée par l'Empereur, pour conclure la Trêve que le Roi demandoit. Il fallut donc aller négocier à Bruxelles avec l'Archiduchesse & les Envoyez de quelques Princes Protestans. Le Roi choisit pour cet emploi, le Chevalier Weston, apparemment, dans la pensée que sa Religion lui rendroit la négociation plus aisée. Mais pour se concilier la faveur de l'Infante, il se servit encore d'un autre moyen. C'est qu'il permit au Lord Vaux Papiste, de lever deux mille hommes en Angleterre, pour aller servir l'Infante contre les Provinces-Unies, ou contre des Princes Protestans leurs Alliez. C'étoit par ces moyens que le Roi espéroit de réussir dans ses négociations. Nous en verrons tout-à l'heure le succès : mais il faut auparavant dire un mot de ce qui se passa en Allemagne, pendant l'année 1622.

Le Roi de Bohême comprenant parfaitement, que le Roi son Beau-Pere employoit des moyens trop peu efficaces pour le rétablir dans ses Etats, crut devoir s'y prendre d'une autre manière. Il étoit encore maître de Manheim, de Heidelberg, & de Frankendal, & le Comte de Mansfeldt, quoique retiré dans.

dans l'Alsace, étoit toujours à portée de rentrer dans le Bas Palatinat. Pour pouvoir tirer quelque avantage de cette ressource qui lui restoit encore, il convint avec le Prince Christian de Brunswick, Administrateur de l'Evêché de Halberstadt, qui l'avoit accompagné à la Haye, qu'il iroit lever une Armée dans la Westphalie, & qu'ensuite, il iroit se joindre à Mansfeldt. Dans le même tems, il fit une pareille convention avec le Prince de Bade-Dourlach qui s'engagea aussi à lever une Armée pour le même dessein. Apparemment, les Hollandois fournirent l'argent nécessaire pour ces levées, en vûe de l'avantage qui leur reviendrait de cette puissante diversion. Ces deux Princes tinrent parole au Roi de Bohême, & chacun d'eux se mit à la tête de dix ou douze mille hommes. Toute la difficulté consistoit à entrer dans le Bas Palatinat où les Espagnols étoient extrêmement forts. Néanmoins, la chose ne paroissant pas impossible, le Prince de Brunswick se mit en campagne dans la Westphalie, & s'empara de quelques Places du Comté de La Marck. Cela lui attira sur les bras un détachement de l'Armée Espagnole des Païs-Bas, commandé par le Comte *Héri de Berghe*, auquel se joignit le Comte d'Anholt avec un autre détachement de l'Armée de Bavière, que le Comte de Tilly commandoit dans le Palatinat. Par-là, le Prince Christian se vit arrêté quelque tems dans la Westphalie. Mais enfin le Comte de Berghe, ayant été rappelé, lui laissa la liberté de s'avancer. D'un autre côté, il n'étoit pas facile au Prince de Bade d'entrer dans le Palatinat, dont le Comte de Tilly & Gonzalez de Cordoie lui bouchoient tous les passages.

Pendant ce tems-là, le Roi de Bohême étant parti de la Haye en secret, s'embarqua sur un petit Vaisseau, & s'étant rendu à Calais, il traversa la France, & arriva heureusement à l'Armée de Mansfeldt qui s'étoit avancé jusqu'à Gernersheim. Ce fut-là qu'ils attendirent avec impatience, l'approche des deux Armées qui venoient à leur secours. Ce seroit une chose superflue de d'entrer ici dans le détail de la marche de ces deux Armées, & des obstacles qu'elles rencontrèrent de la part des Espagnols & des Bavares. Il suffira de dire en deux mots, que le Prince de Bade fut battu le 6. de Mai: qu'ensuite, le Roi de Bohême & Mansfeldt étant allés au-devant du Prince Christian rencontrèrent le Comte de Tilly qui les mit en déroute, & les contraignit de se retirer à Manheim. Ce combat se donna le 12. de Juin. Huit jours après, Tilly alla encore attaquer le Prince Christian qui s'étoit avancé sur la frontière du Palatinat, & quoiqu'il remportât quelque avantage sur lui, il ne pût pourtant l'empêcher de passer jusqu'à Manheim, avec une bonne partie de ses troupes.

Quelque tems après, les Espagnols & les Bavares reçurent de si grands renforts, que leur Armée se trouva de plus de cinquante mille hommes, avec quoi ils tenoient comme enveloppez leurs ennemis qui étoient campés entre Manheim & Heidelberg. Cela fut cause, que le Roi de Bohême n'espérant plus de recouvrer ce qu'il avoit perdu, s'en retourna en Hollande. Après son départ, le Prince de Brunswick & Mansfeldt résolurent d'aller joindre le Prince Maurice dans les Païs-Bas, & ils prirent leur marche par la Lorraine. Comme ils étoient obligés de prendre un détour, Gonzalez de Cordoie s'étant séparé de Tilly, alla les attendre dans le Brabant pour les empêcher de passer. Les deux Armées s'étant rencontrées entre Namur &

JACQUES
I.
1622.
*And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleterre.*
Affaires du
Roi de
Bohême.
*Histoire de
la Rebellion
de Bohême,*
Rog. Koke.
pag. 82.

Heidelberg
& Manheim

JACQUES
I.
1622.
font pris, &
Frankendal
assiégé.
Negocia-
tion à Bru-
xelles
*And. Du
Chesne, His-
toire d'An-
gleterre
Histoire de
la Rebellion
de Bohême.
pag. 889.*

Bruxelles, se battirent avec un succès assez égal : mais le Prince de Brunswick eut un bras emporté d'un coup de canon. Après la Bataille, Mansfeldt continua sa route vers la Hollande.

Cependant le Comte de Tilly n'ayant plus aucune Armée ennemie en tête dans le Bas Palatinat, prit Heidelberg d'assaut, se rendit maître de Manheim par un long blocus, & ensuite, il alla mettre le siège devant Frankendal.

Pendant que le Roi de Bohême étoit dans le Palatinat, on tenoit des Conférences à Bruxelles, pour tâcher de procurer une Trêve à ce malheureux País, selon le desir du Roi d'Angleterre, quoiqu'il ne fût pas autorisé par le Roi son gendre, à qui, dans cette conjoncture, une Trêve ne convenoit pas. Il se rencontra d'abord dans cette négociation, deux grandes difficultez qui la firent traîner fort long-tems. La première fut, que l'Ambassadeur d'Angleterre n'étoit pas muni d'un Pouvoir suffisant de la part du Roi de Bohême & de ses Alliez. Jacques avoit cru sans doute, que, puisque cette Trêve se traitoit à sa considération, il suffisoit qu'on eût affaire avec lui. Mais les Espagnols firent entendre, qu'ils n'avoient garde de traiter qu'avec les principaux intéressés. Il fallut donc envoyer au Palatinat pour avoir des Pleins-pouvoirs du Roi de Bohême qui ne se hâta pas de les envoyer, pendant qu'il eut quelque espérance de voir réussir son entreprise. Mais ayant enfin envoyé ces Pouvoirs dès qu'il vit ses affaires en décadence, il se rencontra une pareille difficulté à Bruxelles.

On amuse
le Roi.

16. Septem-
bre.

Il s'abuse
lui même.

L'Archiduchesse n'avoit point d'autre Pouvoir qu'une simple Lettre de l'Empereur qui la prioit de chercher, avec l'Ambassadeur d'Angleterre, les moyens de conclure une Trêve pour le Bas Palatinat. Depuis ce tems-là, les affaires du Roi de Bohême allant toujours de mal en pis, l'Archiduchesse & le Comte de Schwartzembourg tirèrent l'affaire en longueur sous divers prétextes, jusqu'à ce qu'Heidelberg fut pris, & Manheim étroitement bloqué. Alors Jacques écrivit au Roi d'Espagne, pour le prier d'ordonner que les affaires du Palatinat demeurassent au même état où elles se trouvoient, jusqu'à la conclusion de la Trêve, & que le blocus de Manheim fût levé. Philippe feignit d'avoir cette condescendance pour lui; mais la Lettre qu'il écrivit à l'Archiduchesse sur ce sujet, n'arriva qu'après la prise de Manheim (1). Elle n'empêcha pas même que le Comte de Tilly n'assiégeât Frankendal dont il se seroit aussi rendu maître sans scrupule, si le débordement des rivières ne l'eût contraint de lever le siège. C'est ainsi qu'on amusoit le Roi par de vaines espérances, pendant qu'on achevoit de se rendre maître du Palatinat. Il le comprit enfin : mais en même tems on lui faisoit voir le Mariage du Prince son Fils si près de sa conclusion, qu'il ne pouvoit se résoudre à courir le risque de manquer cette affaire en insistant trop fortement sur la restitution des Etats de ses Enfants. C'est ce qu'on peut voir bien clairement dans les Lettres qu'il écrivoit au Comte de Bristol son Ambassadeur en Espagne, dont je donnerai ici quelques Extraits.

(1) Qui se rendit le 4. de Novembre.

Du 9. Septembre 1622.

JACQUES

I.

1622.

Votre Lettre du 9. d'Août nous a donné beaucoup de satisfaction, & de grandes espérances de voir la fin des affaires que vous négociez avec le Roi d'Espagne. Mais celle qui est venue immédiatement après, & celles que nous avons reçues de Gage, & de Weston, de notre Ministre dans le Palatinat, nous apprennent que la Dispense n'est pas encore expédiée, que la Trêve n'est pas encore conclue quoique les troupes Auxiliaires se soient retirées, que la Ville d'Heidelberg est actuellement assiégée, & qu'on cherche sans cesse de nouveaux délais.

Lettre du
Roi au
Comte de
Bristol.
Wilson,
pag. 204.

Nous vous ordonnons donc de demander audience au Roi d'Espagne & de lui représenter la sincérité de nos procédures envers l'Empereur & envers lui-même, les espérances qu'ils nous ont données, qu'ils auroient des égards extraordinaires pour notre recommandation, la patience que nous avons eue quoique nous ayons été souvent sollicités par biens des gens, à prendre d'autres mesures. Il faut donc présentement, que toutes les difficultez soient levées, & que l'Empereur, pour nous donner des marques de son estime, souffre que nous gardions ce peu de Places qui restent. S'il se saisit de tout, que pouvons-nous espérer après cela? Car nous voyons bien, qu'en nous amusant par une négociation dont on retarde la conclusion avec artifice, il prend le tems qui lui est nécessaire pour se rendre maître de tout le Pais : de sorte que notre Ambassadeur sera obligé de s'en retourner avec honte.

Rushworth,
Vol. I p. 68.

Vous n'avez pas besoin que je vous fournisse des raisons pour faire remarquer leur manière d'agir si outrageante pour moi. Vous en trouverez assez dans les Lettres dont je vous envoie les copies. Vous y verrez en particulier, l'artifice dont on a usé en retirant les troupes Espagnoles du Palatinat, pour laisser l'entière disposition de cette Guerre à l'Empereur & au Duc de Bavière : l'aigreur avec laquelle l'Infante, contre sa coutume, a répondu à notre Ambassadeur, par des recriminations. La réponse frivole du Marquis de Bedmar, quand on lui a notifié le Siège d'Heidelberg; enfin, la convocation de la Diète, contre la promesse expresse de l'Empereur. Tout cela ne nous donne que trop de sujet de concevoir des soupçons contre la Cour Impériale. Vous le représenterez au Roi d'Espagne, quoique nous ne voulions pas lui faire ce tort que de le soupçonner qu'il y donne son consentement. C'est dans cette confiance que nous continuerons à le prier & à le solliciter par l'affection qu'il a pour nous, & par celle qu'il y a entre nous & toute la Maison d'Autriche, dont je suppose qu'il souhaite la continuation, qu'il lui plaise de ne cesser point de nous rendre de bons offices. Vous lui direz donc nettement, que si Heidelberg est pris, ou même si le Siège continue, & si la Trêve n'est pas conclue, nous ne pouvons nous dispenser de rappeler notre Ambassadeur. Nous espérons, que quelque différend qu'il y ait entre l'Empereur & Nous, il ne sera pas expliqué comme devant réfléchir sur l'amitié qu'il y a, & qui continuera, comme je l'espère, entre nous & la Couronne d'Espagne. C'est pour cela, qu'afin de garder inviolablement l'amitié entre nous & la Maison d'Autriche, nous avons souvent protesté, que si notre Gendre ne vouloit pas se laisser diriger par nos conseils, non seulement nous l'abandonnerions, mais que même, nous nous joindrions à l'Empereur contre lui. Ainsi, nous avons raison d'attendre que si l'Empereur ne veut pas consentir à la Trêve, le Roi d'Espagne nous aidera de ses forces pour recouvrer le

Pala-

JACQUES Palatinat & la Dignité Electorale , comme on nous l'a fait souvent entendre de sa part (1).

I.
1622.

Pour conclusion, je vous dirai, que mon intention est, que vous vous conduisiez dans cette affaire avec beaucoup de civilité & de précaution, sans donner à la Cour d'Espagne aucun sujet de défiance ou de jalousie, si vous jugez qu'elle procede rondement dans l'affaire du Mariage.

Tout cela n'empêcha pas la prise de Heidelberg & de Manheim, par les armes de l'Empereur, ni le Siège de Frankendal.

Autre.
VWilson.
pag. 207.

Dans une autre Lettre du 3. d'Octobre, écrite au même Ambassadeur, le Roi disoit :

„ Que pendant qu'on l'amusoit à Madrid & à Bruxelles, Heidelberg avoit
„ été pris d'assaut, & la Garnison Angloise passée au fil de l'épée, & que Man-
„ heim étoit assiégé, que l'Infante, après avoir dit qu'elle avoit un Pouvoir en
„ forme de l'Empereur, non seulement refusoit de conclurre le Traité de la Trê-
„ ve, mais même d'envoyer ses ordres aux Généraux de l'Empereur pour faire
„ cesser les hostilités pendant le Traité, sous prétexte qu'elle manquoit de pou-
„ voir. Que pour éviter une plus grande honte, il s'étoit vu obligé de rappel-
„ ler son Ambassadeur de Bruxelles, aussi bien que le Lord Chichester, qu'il avoit
„ dessein d'envoyer à l'Empereur pendant qu'il seroit à la Diète de Ratibon-
„ ne. Après cela, il ajoûtoit :

J'ai eu jusqu'ici des égards extraordinaires pour le Roi d'Espagne & une entière confiance en ses promesses, ne désirant rien avec tant de passion, que de vivre en bonne intelligence avec la Maison d'Autriche, pour l'amour de lui. J'ai souffert long-tems, & avec beaucoup de patience, me reposant sur les Traitez qui se négocioient, pendant que je négligeois d'autres moyens qui probablement auroient réussi. Mais puisque l'excès de ma confiance expose si fort mon honneur & ma réputation, vous direz au Roi, que ses efforts & ses bons offices n'ayant produit jusqu'ici d'autre effet, que de m'abuser, je désire, & j'espère qu'il ne me le refusera pas, que, par un Ecrit signé de sa main, il s'engage à faire en sorte que dans septante jours, la Ville de Heidelberg me soit rendue, comme aussi Manheim & Frankendal, si ces deux dernières se trouvent prises avant que ce terme soit expiré : que dans le même tems, il y aura une Trêve conclue pour le Palatinat, sous les conditions proposées par Weston à Bruxelles, & qu'ensuite, on travaillera sérieusement à la Paix : qu'en cas que la Cour Impériale refuse d'y consentir, il joindra ses forces aux miennes, ou que du moins, il accordera le passage à mes troupes par ses Etats. Si vous ne recevez pas une réponse directe & positive, dans dix jours après votre audience, vous prendrez congé & reviendrez auprès de moi. Mais si l'on vous donne satisfaction, vous continuerez la négociation du Mariage selon vos Instructions.

VWilson,
pag. 210.

Cette Lettre fait bien voir que le Roi étoit convaincu, que jusqu'alors on n'avoit fait que l'amuser. Cependant, dès le lendemain, il écrivit au Comte de Bristol, „ que nonobstant l'ordre exprès contenu dans la Lettre
„ du jour précédent, il ne prit pas son audience de congé, en cas de refus de
„ la part du Roi d'Espagne : mais que s'il jugeoit qu'il n'y avoit rien à espérer,
„ il lui en donnât avis secrètement, & qu'il témoignât le contraire en public.
„ Il ajoûtoit qu'il lui donnoit cet ordre en vûe de retirer quelque avantage de
„ la rupture avec l'Espagne, dans le Parlement.

(1) C'étoit le Comte de Gondemar qui le lui faisoit entendre, mais sans lui en donner une promesse positive, & cependant, le Roi regardoit cela comme un engagement.

On voit manifestement par ces Lettres, combien le Roi s'étoit abusé, en prétendant accommoder les affaires de son Gendre, par la voye qu'il avoit suivie, & combien il avoit été pris pour duppe dans ses diverses négociations : qu'il le reconnoissoit lui même, & que toute la vengeance qu'il en prenoit, c'étoit de rappeler son Ambassadeur de Bruxelles. Il est vrai qu'il sembloit avoir dessein de s'en venger par les armes : mais il vouloit que le Roi d'Espagne se joignit à lui, pour obliger l'Empereur & le Duc de Baviere à restituer un País qu'il leur avoit lui-même livré. Du moins, il espéroit que le Roi d'Espagne lui accorderoit le passage dans ses terres, projets aussi chimériques que celui de recouvrer le Palatinat par la douceur & par ses seules sollicitations. Enfin, on voit par ces Lettres, que le Roi faisoit deux affaires réellement distinctes de la restitution du Palatinat, & de la conclusion du Mariage, & qu'il ne regardoit pas celle-ci comme une dépendance de l'autre. En effet, quoiqu'il y eût manifestement de la collusion entre l'Empereur, Philippe IV. & l'Infante, Jacques donnoit ordre à son Ambassadeur de ne rien faire qui pût offenser le Roi d'Espagne, de peur de nuire au Mariage, qu'on lui faisoit toujours regarder comme sur le point de se conclure.

JACQUES
I.
1622.
Fausles me-
sures du
Roi.

Enfin, après une longue attente, Gage fut renvoyé de Rome où il étoit allé solliciter la dispense, avec dix-neuf Articles, à chacun desquels le Pape avoit mis un Apostille, de la même maniere qu'on le pratique dans les capitulations des Places. Selon les apparences, le sens des trois Articles substantiels dont on étoit convenu, avoit été étendu, & on en avoit formé d'un commun accord les dix-neufs suivans.

I. Que la dispense du Pape sera premièrement obtenue à la seule sollicitation du Roi Catholique.

Apostille. *Les deux Parties sont d'accord sur ce point.*

II. Que le Mariage se fera en Espagne, selon la maniere pratiquée dans l'Eglise Romaine, & ensuite en Angleterre, avec les cérémonies qui sembleront convenir au bien du Roi de la Grande Bretagne, de telle maniere pourtant, qu'il ne s'y fera rien de contraire à la Religion de la Sérénissime Infante. Mais touchant ce point, on conviendra des cérémonies dont il faudra user dans l'un & dans l'autre Royaume.

Apostilles
du Pape aux
Articles de
Mariage
touchant la
Religion
*And. Du
Chefne, Hist.
d'Angleterre,
Pag. 1160.*

Apost. *Le Mariage se doit célébrer une fois seulement, en Espagne, & s'il se doit faire quelque solemnité en Angleterre : il faut auparavant en donner avis, & qu'on soit d'accord touchant cette solemnité.*

III. Que la Sérénissime Infante aura le libre exercice de la Religion Romaine.

Apost. *Cet Article est accordé.*

IV. Que tous les Domestiques de la Sérénissime Infante seront choisis par le Roi d'Espagne, sans que le Roi d'Angleterre lui en puisse donner aucun.

Apost. *Accordé.*

V. Que l'Infante aura un Oratoire où on célébrera le Service Divin, de la maniere qu'elle l'ordonnera.

Apost. *Cet Article est accordé.*

VI. Que cet Oratoire sera dans son Palais, & que la Messe s'y célébrera selon la volonté de l'Infante.

Tome VII.

Y

Apost.

JACQUES
I.
1622.

Apost. *Qu'on bâtera une Eglise dans Londres outre celle du Palais, & que le Service divin se fera dans chacune : qu'on y prêchera la Parole de Dieu & qu'on y administrera les Sacremens.*

VIII. Que tous les Officiers & Domestiques de la Sérénissime Infante, de quelque sexe qu'ils soient, & que tous les Serviteurs & Servantes, de la maison ou famille de l'Infante, auront le libre exercice de la Religion Catholique, ce qui se doit entendre de cette maniere, que tout Serviteur sera obligé d'être Catholique.

Apost. *Que les Serviteurs & Servantes de la Sérénissime Infante, leurs Enfants & Descendans & toute leur famille, quelque office qu'ils exercent, auront le libre exercice de la Religion Catholique.*

VIII. Que l'exercice de la Religion Catholique se fera de la maniere suivante. La Sérénissime Infante aura tout proche de son Palais, une Chapelle assez grande pour contenir aisément tous ses Domestiques, laquelle aura une porte publique & ordinaire pour lesdits Domestiques, & une autre porte intérieure répondant au Palais, afin que la Sérénissime Infante y puisse entrer par-là, ouïr la Messe, & faire célébrer le Service divin quand elle voudra.

Apost. *Il faut que tous les Serviteurs s'y accordent.*

IX. Que cette Chapelle sera parée d'ornemens décens, & fournie de toutes les choses nécessaires pour y célébrer le Service divin, selon la coutume de la Sainte Eglise Romaine, & qu'il sera permis aux Officiers & Domestiques d'y entrer à toute heure.

Apost. *Accordé.*

X. Que le Recteur & les Gardiens de ladite Chapelle seront nommez par la Sérénissime Infante, & qu'ils n'en permettront l'entrée à personne qui puisse y faire aucune chose indécente.

Apost. *Que le Recteur & les Gardiens de la Chapelle & de l'Eglise seront Espagnols.*

XI. Que pour desservir ladite Chapelle, il y aura un certain nombre de Prêtres, que la Sérénissime Infante trouvera convenable. Et s'il y en a qui soient naturels de la Grande Bretagne, ce ne sera que par la permission de l'Infante.

Apost. *Sa Sainteté veut & entend, que ce soit une véritable Eglise.*

XII. Qu'entre lesdits Prêtres, il y aura un Recteur ou Supérieur, avec autorité de décider les cas de Religion & de conscience.

Apost. *Sa Sainteté veut que ce soit un Evêque.*

XIII. Que le Recteur pourra exercer sa juridiction Ecclesiastique sur tous les Délinquans de la famille de l'Infante, & outre cela, la Sérénissime Infante pourra les chasser à sa volonté.

Apost. *Il faut que ce soit un Evêque.*

XIV. Qu'il sera licite à la Sérénissime Infante de gagner les Indulgences & Jubilez qui viendront de Rome, & de faire toutes les autres choses qui regardent la conscience.

Apost. *Cet Article est accordé.*

XV. Que les Serviteurs & Servantes de la Sérénissime Infante feront Serment au Roi d'Angleterre, pourvu qu'il n'y ait aucune clause ou parole con-

con-

contraire à leur conscience , ou à la Religion Catholique , & que la forme du Serment sera premièrement approuvée. JACQUES I.
1622.

Apost. Que les Serviteurs & Servantes seront Espagnols.

XVI. Que les Loix observées en Angleterre touchant la Religion , ne s'étendront point jusqu'aux Serviteurs & Domestiques de la Sérénissime Infante , lesquels seront exempts desdites Loix , & des peines ordonnées contre les transgresseurs , & qu'il en sera fait une Déclaration.

Apost. Que les Loix qui sont , ou qui seront faites ci-après en Angleterre touchant la Religion , ne s'étendront point jusqu'auxdits Serviteurs , lesquels en seront exempts , comme aussi des peines , &c. & à cause de cela , les Ecclesiastiques ne seront sujets à aucunes Loix , qu'à leurs Loix Ecclesiastiques.

XVII. Que les enfans du Sérénissime Prince , & de la Sérénissime Infante ne seront point gênez dans leur conscience , & qu'en ce point , les Loix faites ou à faire contre les Catholiques , ne s'étendront point jusqu'à eux. Et en cas que quelqu'un d'eux veuille être Catholique , il ne perdra point son droit de succéder aux Royaumes de la Grande Bretagne.

Apost. Cet Article est accordé par Sa Sainteté.

XVIII. Que les Nourrices qui allaiteroient les Enfans de la Sérénissime Infante , seront choisies & admises par le Sérénissime Prince , & mises au rang de ses Domestiques.

Apost. Que les Nourrices seront Catholiques , choisies par la Sérénissime Infante , & mises au rang de ses Domestiques.

XIX. Que le Recteur ou Supérieur Ecclesiastique , les autres Ecclesiastiques , & les Religieux Domestiques de la Sérénissime Infante , pourront porter leurs habits Ecclesiastiques accoutumez.

Apost. Accordé.

A la fin de ces Articles qui avoient été long-tems débatus & examinez par la Congrégation de la Propagation de la Foi , cette Congrégation avoit ajouté son avis en ces termes :

Touchant les conditions offertes par le Sérénissime Roi d'Angleterre , il nous semble que ce n'est seulement , que pour la sûreté de la Religion de la Sérénissime Infante. Mais afin que Sa Sainteté puisse accorder la dispense , il y a d'autres choses nécessaires , pour le droit , l'augmentation , & le bien de la Religion Catholique Romaine. Lesdites choses se doivent proposer de la part du Sérénissime Roi , afin que Sa Sainteté puisse délibérer , si , moyennant ces offres , elle peut accorder la dispense. André Du Chesne, Hist.
d'Angleterre.

Il est facile de s'appercevoir que les Apostilles du Pape tendoient , non seulement à l'avantage de la Religion Catholique Romaine , mais encore à faire traîner l'affaire en longueur , selon les intentions de la Cour d'Espagne. Outre qu'on ne s'attendoit pas que Jacques accordât tout ce qui étoit porté par les Apostilles , on avoit encore préparé un autre moyen pour arrêter la conclusion du Mariage , c'étoit d'obliger le Roi à faire des offres pour l'avancement de la Religion Romaine , dont il ne tiendrait qu'au Pape de n'être jamais content. Ainsi , après avoir attendu six ans Jacques n'étoit pas plus avancé que quand il avoit entamé l'affaire , à moins que de vouloir accorder tout ce que le Pape demandoit , ou pourroit demander dans la suite. Ce fut aussi à peu près le parti qu'il prit. Il comprit alors de quelle importance

*Remarque
sur ce sujet.*

JACQUES
I.
1622.

étoit le premier Article qu'on lui avoit fait signer, que la dispense seroit premièrement obtenue à la sollicitation du Roi d'Espagne; car par ce moyen, ce Roi se rendoit maître de la négociation, pour l'avancer ou pour la rompre entièrement, en faisant en sorte que le Pape différât ou refusât la dispense. Il est certain, comme je l'ai déjà dit, que la Cour d'Espagne n'avoit eu d'abord intention que de se servir du projet de ce Mariage comme d'un leurre pour attirer Jacques dans ses pièges, de peur qu'il ne se liguât avec les Protestans d'Allemagne, & ensuite, de peur qu'il ne donnât un puissant secours au Roi de Bohême.

Embarras
du Roi.

Lorsque Gage arriva de Rome avec les Articles qu'on vient de voir, le Roi se trouva dans un terrible embarras. Le Palatinat étoit à peu près perdu. La négociation de Bruxelles reculoit au lieu d'avancer, & il ne pouvoit que comprendre, qu'il étoit duppé par l'Empereur & par le Roi d'Espagne; de sorte qu'il ne voyoit plus aucune ressource pour procurer le rétablissement de l'Electeur que le Mariage du Prince avec l'Infante. Il est vrai que l'Angleterre étoit assez puissante pour pouvoir causer beaucoup d'embarras à la Maison d'Autriche; mais il auroit fallu convoquer un Parlement à quoi le Roi ne pouvoit se résoudre. D'un autre côté, le Pape attachoit au Mariage des conditions que le Roi ne pouvoit accorder, sans donner lieu à ses ennemis domestiques de le faire passer pour un Prince peu soigneux des intérêts de la Religion Protestante, comme il n'en étoit déjà que trop accusé. Dans cet embarras, plutôt que de rompre avec l'Espagne, & de perdre par là, la dot de deux millions qui lui tenoit fort à cœur, & l'espérance de recouvrer le Palatinat, il aima mieux s'exposer aux reproches de ses Sujets, dont il semble qu'il ne se mettoit pas fort en peine. Il dressa donc un Mémoire qu'il signa de sa propre main, contenant les offres qu'il faisoit en faveur de la Religion Catholique, & l'envoya au Comte de Bristol, avec la Lettre du 9. de Septembre dont j'ai déjà donné un Extrait. Voici la fin de cette Lettre, que j'ai réservée pour cette occasion, parce qu'il y est parlé du Mariage.

Lettre du
Roi au
Comte de
Bristol, avec
un Mémoi-
re conte-
nant ses of-
fres.

Il faut pourtant vous dire, que je n'ai pas sujet d'être content des diligences faites à la Cour d'Espagne, quand je considère, qu'après avoir si long-tems attendu cette dispense, de laquelle on a prétendu que tout dépendoit, je ne reçois que des questions & des objections. J'ai pourtant résolu de prendre encore patience pendant quelque tems, jusqu'à ce que je puisse comprendre ce qui en doit arriver. C'est pour quoi je vous ordonne de n'aller pas trop vite, & de prendre bien garde de n'exposer pas mon honneur qui est si fort engagé dans cette affaire. C'est pour cela que j'ai cru qu'il étoit à propos de vous faire sçavoir jusqu'à quel point je veux condescendre aux demandes du Pape, envoyées en forme d'Apostilles aux Articles dont le Roi d'Espagne & moi étions convenus. Vous verrez tout cela dans les copies que je vous envoie, tant du Pouvoir de Gage, que de ma Résolution signée de ma propre main, pour votre instruction & pour vous servir de garentie. Comme je ne sçaurois aller plus loin sans de grands inconveniens, & sans deshonneur tant pour moi que pour mon Fils, je m'attends que le Roi d'Espagne mettra fin à cette affaire, sans plus de délai. C'est ce que je vous recommande de solliciter avec ardeur, afin que je puisse enfin connoître la résolution de cette Cour. Néanmoins, s'ils vous demandent un plus long délai, & que vous jugiez, qu'effectivement ils ne peuvent rien résoudre avant que d'avoir reçu réponse de Rome, je crois qu'il est à propos que

vous

vous accordiez deux mois après votre audience, afin que je puisse être assuré de la résolution du Roi d'Espagne, à Noel, pour le plus tard.

JACQUES
I.
1622.

Quoique le Roi assurât qu'il ne pouvoit aller plus loin, on ne laissa pas de trouver le moyen de l'engager à une plus grande condescendance, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Jusqu'alors la Cour d'Espagne n'avoit entretenu les espérances du Roi touchant le Mariage, que pour l'amuser. Mais depuis que, par les Articles & les offres signées de sa propre main, elle eut clairement connu, qu'il vouloit conclurre, à quelque prix que ce fût, elle jugea qu'il ne falloit pas laisser passer une occasion si favorable de rétablir la Religion Catholique en Angleterre, à quoi il y avoit beaucoup d'apparence de réussir par le moyen de ce Mariage. Ainsi Philippe, changeant tout à coup de résolution, parut aussi ardent à conclurre qu'il avoit paru froid auparavant. Depuis ce tems-là, c'est-à-dire, depuis la fin de l'année 1622. le Mariage fut résolu à la Cour d'Espagne. Il ne s'agissoit plus que d'exiger du Roi des conditions capables de conduire au but qu'on se proposoit. Toutes les démarches de cette Cour, depuis le tems dont je parle, feront voir clairement, qu'elle étoit déterminée au Mariage, en cas qu'elle pût obtenir ce qu'elle se promettoit pour l'avancement de la Religion Romaine en Angleterre, & que l'impatience de Jacques lui donnoit lieu d'espérer. Mais il n'est pas moins certain, qu'avant ce tems-là, elle en avoit été entièrement éloignée. C'est ce qui paroît manifestement par une Lettre que Philippe IV. avoit écrite au Comte d'Olivarez, & par la réponse de ce Ministre. Voici l'une & l'autre.

Le Roi
d'Espagne
résout enfin
à conclurre
le Mariage.

LETTRE DU ROI D'ESPAGNE AU COMTE D'OLIVAREZ,

du cinquième Novembre 1622.

Le Roi mon Pere déclara dans son lit de mort, qu'il n'avoit jamais eu intention de donner l'Infante Dona Maria ma Sœur au Prince de Galles. D. Balthazar votre Oncle le sçavoit bien, & c'est pour cela qu'il ne traita jamais de ce Mariage, qu'en vue de gagner du tems. Il est pourtant si avancé, malgré la repugnance de l'Infante, qu'il est tems de chercher quelque moyen de le rompre. Je souhaite donc que vous trouviez quelque expédient pour parvenir à ce but, & je vous appuyerai. Mais sur toutes choses, il faut tâcher de satisfaire le Roi de la Grande Bretagne, qui merite bien qu'on ait des égards pour lui. Je serai content de tout ce qui se pourra faire pour lui, pourvu que ce ne soit pas le Mariage.

VWilson
pag. 215.
Rushworth,
Vol. I. p. 71.

Le Comte d'Olivarez dans sa réponse, convenoit que feu Roi n'avoit jamais eu intention de conclurre ce Mariage, mais seulement d'amuser le Roi d'Angleterre, à cause de la situation des affaires du Palatinat & des Païs-Bas. Il disoit de plus, que l'Infante étoit résoluë de se retirer dans un Monastere, dès qu'on la presseroit sur ce sujet.

Réponse du
Comte au
Roi.
Annales de
Jacques I.
pag. 71.
Rushworth,
Vol. I. p. 71.

Ensuite, il représentoit au Roi, „ que le Roi d'Angleterre se trouvoit engagé dans deux affaires à la fois, sçavoir le Mariage, & la restitution du

JAC-
QUES
I.

1622. » Palatinat. Supposez donc, ajoutoit le Comte, que ce Mariage se fasse, il
» faudra ensuite venir à l'autre affaire, & alors Votre Majesté se trouvera obli-
» gée ou de joindre ses armes à celles du Roi d'Angleterre contre l'Empereur,
» ce qui n'est pas à penser, ou bien de s'unir avec l'Empereur contre l'Angle-
» terre, & contre la propre Sœur. Que si Votre Majesté vouloit demeurer
» neutre, quel sujet de scandale ne seroit-ce pas, que l'Espagne gardât la
» neutralité, dans une affaire où la Religion se trouve si fort intéressée.

» D'un autre côté, *disoit encore le Comte*, si l'on veut supposer, qu'on
» pourroit satisfaire le Roi d'Angleterre, en faisant rendre le Palatinat à son Gen-
» dre, il faut considérer si la chose seroit possible, vû que le Duc de Bavière est
» en possession, & que l'Empereur qui lui a promis de lui transporter le Haut
» Palatinat avec la Dignité Electorale, doit être déjà en chemin pour se ren-
» dre à la Diète, où il doit effectuer sa promesse. D'ailleurs, l'Empereur a bien
» fait entendre, combien il seroit difficile de dépouiller le Duc de Bavière,
» puisque, par le Mémoire qui fut présenté hier par son Ambassadeur, il pa-
» roit que le Duc de Bavière a plus de troupes lui seul, que tous les autres Al-
» liez ensemble.

Sur ces difficultez, le Comte proposoit dans la même Lettre, » de penser
» plutôt à deux autres Mariages, sçavoir, de la Fille-aînée de l'Empereur avec
» le Prince de Galles, & de la Cadette, avec le Fils-aîné du Prince Palatin :
» que par ce moyen, on pourroit remédier à tout, en stipulant que le jeune
» Comte Palatin seroit élevé à la Cour de l'Empereur, pour y recevoir les se-
» mences de la Religion Catholique.

Si l'on considère, que la date de la Lettre du Roi d'Espagne est du 5. de Nov.
& qu'apparemment la réponse fut faite peu de jours après, il sera facile de
juger, que jusqu'alors la Cour d'Espagne n'avoit pas eu intention de con-
clurre le Mariage. Mais bien-tôt après, ainsi que je l'ai déjà dit, elle prit
une autre résolution.

1623.
Trêve de
15. mois
conclue à
Londres.

Trêve de
15. mois.
*And. Du
Chefne, His-
toire d'An-
gleterre.*

On met
Frankendal
en dépôt,
entre les
mains de
l'Infante
Isabelle.

Le changement qui venoit d'arriver dans les projets de la Cour d'Espagne,
fit enfin obtenir au Comte de Bristol une Lettre de Philippe IV. à l'Infante
Isabelle pour la prier de faire lever le Siège de Frankendal, & de faire re-
nouier à Londres les Conférences pour la Trêve, qui avoient été rompuës à
Bruxelles. Cette priere fut un véritable ordre auquel l'Infante obéit, & la
négociation de la Trêve fut recommencée à Londres, où elle se termina le 27.
de Mars de l'année 1623. Il s'agissoit uniquement d'empêcher, par le moyen
de cette Trêve, que Frankendal, qui étoit la seule Place du Palatinat où il
y avoit Garnison Angloise, ne tombât entre les mains de l'Empereur. Mais
d'un autre côté, l'Empereur avoit lieu de craindre que si Jacques demouroit
maître de cette Place, il ne s'en servît pour porter la Guerre dans le Palati-
nat, d'autant plus qu'il avoit quelquefois menacé de se servir enfin de la voye
des armes. Pour accommoder les différens intérêts de l'Empereur & du
Roi, on trouva enfin ce rare expédient. Ce fut que Frankendal seroit mis
en dépôt entre les mains de l'Infante Isabelle, & qu'on feroit une Trêve de
quinze ou dix-huit mois, après laquelle, l'Infante seroit obligée de remettre
la Place aux Anglois. Mais en même tems, l'Electeur Palatin devoit s'obli-
ger à rompre son Alliance avec le Prince de Brunswick & avec le Comte de
Mansfeldt.

Ce Traité ne donne pas une grande idée de la capacité du Roi Jacques & de son Conseil. Non seulement on livroit Frankendal à l'Infante, comme si elle étoit une personne tierce entièrement désintéressée, quoiqu'elle eût fait voir le contraire dans cette même négociation; mais on privoit encore l'Electeur de toute espérance de pouvoir rentrer dans son Païs. De plus, on procuroit à l'Empereur & au Duc de Baviere la liberté, ou de congédier leurs troupes, ou d'en assister le Roi d'Espagne dans les Païs-Bas, puis qu'ils n'avoient plus de Guerre à craindre dans le Palatinat. Mais quel avantage retiroit Jacques de ce Traité? Véritablement, il empêchoit que l'Empereur ne se rendît maître de Frankendal; mais en même-tems, il livroit cette Place à l'Espagne. D'un autre côté, la Trêve, qui lui auroit été avantageuse s'il avoit gardé Frankendal, lui devenoit préjudiciable, puis qu'elle le privoit de la faculté de pouvoir porter la Guerre dans le Palatinat, en faveur de son Gendre. Il est vrai, qu'en supposant la bonne foi de l'Infante, il devoit rentrer dans cette Place après l'expiration de la Trêve: mais c'étoit supposer une chose très-incertaine, puis que l'Infante n'agissoit que par les directions des Cours de Vienne & de Madrid.

Avant que la Trêve fut conclue à Londres, l'Empereur s'étant rendu à la Diète de Ratibonne, avoit transporté au Duc de Baviere la Dignité Electorale avec le Haut Palatinat, malgré les oppositions de plusieurs Princes qui possédoient des Etats héréditaires, & auxquels un pareil exemple pouvoit causer une juste frayeur. Tel fut l'effet des négociations que Jacques entretenoit depuis trois ans en faveur de son Gendre, qui se vit enfin dépouillé de ses biens & de ses Dignitez. Mais le Mariage d'Espagne devoit remédier à tout. Il faut voir présentement le succès de cette longue négociation. C'est le seul événement remarquable de l'année 1623.

Toute la difficulté de ce Mariage consistoit dans les Articles qui regardoient la Religion. Le Comte de Bristol dispuoit le terrain pied à pied, depuis qu'il étoit arrivé en Espagne, & Philippe n'en étoit pas fâché, parce que cela lui fournissoit l'occasion de gagner du tems. Dès le mois d'Août de l'année 1622. les Espagnols avoient demandé certains Articles en faveur des Catholiques d'Angleterre, à quoi l'Ambassadeur n'avoit répondu autre chose, sinon qu'il en informeroit le Roi son Maître. Dans le même-tems, le Pape apostilloit les Articles dont on étoit convenu. Par-là, il est facile de comprendre que les Cours de Rome & d'Espagne marchaient d'un pas égal & de concert, tendant toutes deux au même but. Le Roi reçut à peu-près dans le même-tems, les Apostilles du Pape & les Demandes de la Cour de Madrid, en faveur des Catholiques. Il fit la façon de garder celles-ci pendant quelques mois sans y répondre: mais enfin il signa tout, le 5. de Janvier 1623. & après y avoir fait aussi signer le Prince, il envoya les mêmes Articles au Comte de Bristol qui les reçut le 25. du même mois. Je crois que c'est à ce tems-là qu'on peut fixer la pleine & entière résolution de la Cour d'Espagne, de conclure le Mariage. Depuis l'année 1616. jusqu'au mois de Novembre 1622. elle n'eut point d'autre intention que d'amuser le Roi Jacques. Depuis ce dernier tems, jusqu'au 25. de Janvier 1623. il semble qu'elle ne s'étoit déterminée au Mariage qu'en cas qu'elle pût obtenir certains avantages pour la Religion Romaine. Enfin depuis que les Articles

JACQUES
I.
1623.
Bevûs du
Conseil
d'Angleter-
re dans ce
Traité.

Le Duc de
Baviere est
fait Elec-
teur.
VWilson,
pag. 220.
Janvier
1623.

Suite de la
négociation
touchant le
Mariage.

Le Roi con-
sent à tout
ce que le
Pape de-
mande pour
les Catholi-
ques.

signez

JACQUES
I.
1623.

signez du Roi & du Prince lui eurent assuré ce qu'elle souhaitoit, sa résolution fut fixe. Ce sont là trois époques qu'il faut bien remarquer, & qui, pour n'avoir pas été bien distinguées, ont été cause que la plupart des Historiens ont laissé beaucoup d'obscurité dans ce qu'ils ont écrit sur cette matière.

On convient du
tems de la
celebration
du Mariage.
*Défense du
Comte de
Bristol.*

Les Articles
temporels
sont réglés.

Sans parler
du Palatinat.

La Cour de Madrid étant à peu-près contente des Articles envoyez d'Angleterre, qui étoient beaucoup plus avantageux aux Catholiques que ceux dont elle étoit convenüe avec le Comte de Bristol, demanda du tems pour les envoyer à Rome, & pour obtenir sur cela la dispense du Pape. On jugea que cette dispense pourroit arriver dans le mois de Mars, ou dans le mois d'Avril au plus tard, & l'on convint, que le Mariage se célébreroit, quatre jours après, qu'elle seroit arrivée: que l'Infante partiroit vingt jours après la célébration du Mariage, & qu'en attendant la dispense, on travailleroit à régler les autres Articles qu'on appelloit temporels, pour les distinguer de ceux qui regardoient la Religion. Selon cette convention, le Comte de Bristol & le Chevalier Ashton ayant travaillé à cela, conjointement avec les Ministres du Roi d'Espagne, ces Articles se trouverent prêts au commencement du mois de Mars à la satisfaction réciproque des deux Partis. Le 12. de Mars, le Comte d'Olivarez & le Comte de Gondemar allèrent trouver les Ambassadeurs d'Angleterre, & leur firent voir un Ecrit signé de la main du Roi d'Espagne, par lequel il approuvoit les Articles temporels, & leur ordonnoit de mettre la dernière main à cette affaire. Ces Articles ne regardoient que la dot & le doüaire ou d'autres choses qui en dépendoient: mais il n'y avoit pas un mot touchant le Palatinat. Outre qu'il avoit été défendu au Comte de Bristol, par ses Instructions, de faire de la restitution du Palatinat une des conditions du Mariage, cette même défense lui avoit été réitérée par une Lettre du Roi du 30. de Décembre 1622. c'est-à-dire deux ou trois mois auparavant. D'ailleurs, c'étoit précisément dans ce même tems, qu'on négocioit à Londres la Trêve du Palatinat avec le sequestre de Frankendal.

Le Prince
de Galles
prend la
résolution
d'aller en
Espagne.
*VWilson,
pag. 225.
Mylord Clarendon, T. I.
pag. 34. &
suiv.*

*Histoire de
Mylord Clarendon.*

L'affaire du Mariage se trouvant en cet état, & vrai-semblablement tout proche de sa fin, il ne falloit qu'avoir patience jusqu'à la fin d'Avril, pour voir s'il ne se trouveroit point quelque nouvelle difficulté: car jusqu'alors, tout sembloit réglé à la satisfaction du Roi. Mais un événement des plus bizarres & des plus extraordinaires, changea tout à coup la face de cette affaire. Le Marquis de Buckingham mit dans l'esprit au Prince de Galles, qu'il devoit aller lui-même chercher l'Infante jusqu'en Espagne, & l'amener en Angleterre. Il lui représenta, que plus une galanterie de cette nature étoit extraordinaire parmi les Princes, plus elle lui feroit honneur dans le monde: que l'Infante elle-même s'en trouveroit charmée: que sa présence abrégeroit toutes les cérémonies, & lui feroit surmonter toutes les difficultés qu'il pouvoit y avoir encore: que comme après le Mariage, il y avoit une affaire importante à négocier, sçavoir la restitution du Palatinat, un intercesseur tel que lui, feroit plus dans trois jours, que des Ambassadeurs ne pourroient faire dans trois mois. Enfin, il sçut donner un si beau jour à ce projet, que le Prince enflammé du désir d'exécuter une si belle entreprise, n'eut point de repos jusqu'à ce qu'il en fût venu à bout. Toute la difficulté consistoit à obtenir

tenir la permission du Roi. Le Prince la lui demanda en présence de Buckingham, & lui témoigna une si grande envie de faire ce voyage, que le Roi la lui accorda sans y faire beaucoup d'attention, & remit au lendemain à délibérer sur la manière de l'exécution. Mais après avoir fait de plus sérieuses réflexions sur cette affaire, il se trouva entièrement changé, le jour suivant, quand le Prince & Buckingham se rendirent auprès de lui. Il leur représenta l'inutilité de ce voyage dans l'état où l'affaire du Mariage se trouvoit, & les inconvénients qui en pouvoient suivre. Mais au lieu de répondre à ses raisons, Buckingham lui dit insolemment, qu'il avoit donné sa parole, & que s'il y manquoit, personne ne voudroit plus se fier à lui. On peut voir dans l'Histoire de Mylord Clarendon tout le détail de cette conversation qui finit enfin par la permission que le Prince & Buckingham extorquerent du Roi, pour ce voyage bizarre, imprudent, & très-dangereux. Il fut résolu, que Buckingham accompagneroit le Prince, & qu'ils n'auroient avec eux que deux personnes seulement, sçavoir Monsieur *Cottingham* qui avoit été Résident en Espagne, & qui en étoit revenu au mois de Septembre, & un Valet de Chambre du Prince, nommé *Endymion Porter*, qui avoit été élevé à Madrid. qu'ils partiroient en poste, & traverseroient la France, & qu'on observeroit le secret, afin qu'ils fussent déjà bien loin, avant qu'on pût sçavoir leur départ. Cette résolution étant prise, le Prince & Buckingham ne demandèrent que deux jours pour se préparer.

Les motifs de ce voyage ont été diversement rapportez, selon l'intérêt & les préjugés de ceux qui en ont parlé. Quelques-uns ont dit, que la Cour d'Angleterre doutant encore de la bonne foi de la Cour d'Espagne, jugea qu'il étoit à propos que le Prince & Buckingham s'assurassent de ce qui en étoit, par leurs propres yeux; afin de sçavoir sur quoi on pouvoit compter. Mais en supposant ce doute, n'étoit-ce pas une extrême imprudence que de livrer le Fils unique du Roi entre les mains d'un Prince dont on croyoit avoir lieu de se défier? Il auroit fallu que le Roi, le Prince & le Favori eussent tous trois perdu le jugement pour commettre une faute de cette nature. Ainsi, ce motif ne paroît point du tout vrai-semblable.

Mylord Clarendon dit que Buckingham étoit jaloux de ce que cette affaire étoit uniquement commise aux soins du Comte de Bristol, & qu'il vouloit avoir lui-même la gloire de la finir. Mais il auroit fallu y penser plutôt, puis que tout étoit déjà conclu en Espagne, dans le tems, ou à peu-près, que le Prince partit pour s'y rendre. Ainsi, le Marquis ne pouvoit pas acquiescer beaucoup d'honneur de ce côté-là. D'ailleurs, l'événement fit voir que ce n'étoit pas-là son motif, puis qu'au lieu de faciliter le Mariage, il fut l'unique cause des difficultés qui y survinrent, & enfin de sa rupture.

D'autres ont prétendu que le but de Buckingham étoit de porter imperceptiblement le Prince à changer de Religion, en l'exposant à toutes les tentations qu'il devoit naturellement trouver à la Cour de Madrid. C'est ce dont le Comte de Bristol l'accusa dans la suite devant le Parlement, ajoutant, que c'étoit un projet formé plusieurs mois avant le départ du Prince, entre Buckingham & Gondemar, par l'entremise d'*Endymion Porter*, qui avoit fait pour cet effet un voyage en Espagne. Mais les preuves, dont le Comte de Bristol appuya son accusation, n'étoient tout au plus que des présomptions,

JACQUES
I.
1623.

Histoire de
Mylord Cla-
rendon.

Le Roi y
consent.

Difficultez
sur le motif
de ce voya-
ge.

JACQUES
I.
1623.

& comme il étoit ennemi déclaré du Marquis de Buckingham, je ne sçai si on peut compter sur son témoignage.

Mais quels qu'aient été les véritables motifs du Favori par rapport à ce voyage, on ne peut guères disconvenir, qu'il n'y ait eu beaucoup de légèreté dans le Prince, & beaucoup de foiblesse & d'imprudence de la part du Roi. L'affaire du Mariage se trouvoit dans une telle situation, qu'il n'étoit nullement nécessaire de solliciter de nouveau la Cour d'Espagne, avec laquelle on étoit d'accord de tout. Une attente de deux mois auroit fait connoître au Roi s'il pouvoit compter là-dessus, sans exposer son Fils unique, son Successeur présomptif, à un danger éminent, en lui permettant d'exécuter un dessein Romanesque qui ne pouvoit procurer aucun avantage. Mais la condescendance du Roi pour le Prince & pour Buckingham fut plus forte que toutes ces considérations. Ils partirent en poste le 17 de Février (1), & se rendirent à Paris où ils eurent encore la hardiesse de paroître à la Cour, & d'assister à un Bal, où quoi que déguisez, ils n'étoient pas sans risque d'être connus. Ils firent pourtant leur voyage heureusement, & arrivèrent à Madrid le 17 de Mars, chez le Comte de Bristol qui ne fut pas peu surpris de voir le Prince. Je ne m'arrêterai pas ici à décrire la manière honorable dont le Prince fut reçu à la Cour d'Espagne, quand il se fut fait connoître. Je me contenterai de dire en deux mots, qu'on lui rendit tous les honneurs dûs à sa naissance, & qu'on lui fit toutes les caresses qui pouvoient lui témoigner la satisfaction qu'on avoit de sa galanterie envers l'Infante, & de la franchise avec laquelle il étoit venu se confier à la générosité du Roi. La seule chose sur laquelle on garda beaucoup de ménagement, fut qu'on ne lui permit point de voir l'Infante en particulier. Les manières d'Espagne ne souffroient point une telle familiarité, d'autant plus qu'avant l'arrivée de la dispense, on ne pouvoit pas à la rigueur le regarder comme le futur Epoux de l'Infante.

Il est bien
reçu en Es-
pagne.

Mais on ne
lui permet
point de
voir l'Infan-
te en parti-
culier.

Le Prince ne fut pas plutôt arrivé en Espagne que tous les Espagnols crurent qu'il étoit venu pour changer de Religion, avant que d'épouser l'Infante, personne ne pouvant imaginer d'autre motif de son voyage. Le Comte de Gondemar pria même très-sérieusement le Comte de Bristol de ne pas s'opposer à un si pieux dessein, & s'il en faut croire celui-ci, l'Espagnol lui fit entendre que le Marquis de Buckingham n'y étoit pas contraire. Le Comte de Bristol comprenant, que si la Cour d'Espagne se flattoit de cette espérance cela seroit capable de reculer le Mariage, en parla au Prince, & le conjura de lui faire confidence de ce dessein, s'il étoit vrai qu'il l'eut en effet. Mais le Prince s'en défendit avec beaucoup de fermeté, & se plaignit à l'Ambassadeur de ce qu'il avoit si mauvaise opinion de lui. Cela fut cause que le Comte le supplia de ne faire ni dire quoi que ce fut qui pût entretenir les espérances de la Cour d'Espagne sur ce sujet, de peur de mettre de grands obstacles à son Mariage. Mais cela n'empêcha pas qu'on ne lui livrât divers assauts, tantôt par le moyen de quelques Ecclésiastiques qui prenoient toutes les occasions qui se présentoient de disputer de Religion avec lui, tantôt par des gens de la Cour, qui lui représentoient combien l'Angleterre deviendroit puissante, si elle retournoit sous l'obéissance du Pape. Il reçut même une longue Lettre de Gregoire XV. qui l'exhortoit à rentrer dans le giron de l'Eglise, & à imiter

On tâche
de persua-
der au Prin-
ce de chan-
ger de Reli-
gion.

V Vilson,
p. 229.

ter ses glorieux Ancêtres qui avoient fait de si grandes actions pour la défense de la Religion. Le Prince répondit à cette Lettre le 20. de Juin. Mais parce qu'il se trouve des différences notables entre les deux copies de cette réponse, qu'on a publiées, je crois qu'il ne sera pas inutile de les mettre ici toutes deux.

JACQUES
I.
1623.

TRES-SAINT PERE,

» J'ai reçu votre Lettre avec le respect & la reconnoissance que je dois à la bonté, & à la pieuse affection avec laquelle je sçai qu'elle a été écrite. J'ai vû avec beaucoup de plaisir que Votre Sainteté me propose d'imiter les actions de mes glorieux Ancêtres. Quoi qu'ils aient souvent hazardé leurs vies & leurs Etats pour la propagation de la Foi Chrétienne, je puis dire, qu'ils n'ont jamais montré plus de zèle en combattant contre les ennemis de Jesus-Christ, que j'en ferai paroître, en tâchant de tout mon pouvoir de faire en sorte que la Paix & l'Union, qui ont si long-tems triomphé dans le Monde Chrétien, y soient ramenées après une espèce d'exil. Car puis que le Pere de la discorde a semé de telles divisions parmi ceux qui font profession du Christianisme, je crois qu'il est principalement nécessaire de travailler à y rétablir la paix, afin d'avancer d'autant mieux la gloire de Dieu & de N. S. Jesus-Christ. Ainsi je ne me ferai pas un moindre honneur de marcher sur les traces de mes Ancêtres, & de devenir leur imitateur & leur Rival dans leurs saintes entreprises, que d'être descendu d'eux. C'est à cela que je me sens encore porté avec ardeur, tant par l'inclination du Roi mon Pere, & par le désir qu'il a de contribuer à un si pieux ouvrage, que par la peine qu'il ressent quand il considère quelles ruïnes & quelles calamitez proviennent de la dissension entre les Princes Chrétiens. Au reste le jugement que V. S. fait du désir que j'ai de contracter Alliance avec une Maison & une Princesse Catholique n'est pas moins conforme à la sagesse qu'à la charité. Car certainement, je ne souhaiterois pas de m'unir d'un lien si étroit & si indissoluble avec une Princesse dont je haïrois la Religion. C'est pourquoi je supplie V. S. de croire, que je ne ferai jamais rien qui puisse marquer aucune aversion contre la Religion Catholique Romaine. Au contraire, j'embrasserai toutes les occasions qui s'offriront, pour détruire de pareils soupçons, par une conduite douce & bénigne: afin que comme nous confessons tous une individuelle Trinité, & un seul Jesus-Christ crucifié, nous puissions croire tous ensemble dans une même foi. Pour acquérir un si grand bien, j'employerai volontiers mes peines, mes veilles, & ma vie même. Il ne me reste plus qu'à remercier V. S. de sa Lettre que je regarde comme un présent singulier, & à lui souhaiter toute sorte de prospérité, & un bonheur éternel.

Lettre
du Prin-
ce au Pa-
pe.
" Annales
de Jac-
ques I.
" pag. 77.
" Rush-
worth,
" Vol. I.
" p. 81.

CHARLES STUART.

A Madrid le 20. Juin 1622.

JACQUES

I.

1623.

Voici une autre copie de la même Lettre.

TRES-SAINT PERE,

Copie
de la même
Lettre
un peu
différen-
te.
Wilson,
pag. 233.
Rush-
worth,
Vol. I.
p. 82.

„ J'ai reçu la Lettre de V. S. avec un grand contentement, & avec le res-
pect que demandent le soin & la piété avec laquelle V. S. l'a écrite. J'y ai lû
avec un plaisir extrême les généreux exploits de mes Prédécesseurs dignes d'u-
ne éternelle mémoire. Je ne doute point que V. S. n'ait mis ces exemples de-
vant mes yeux pour me porter à les imiter. Il est certain qu'ils ont souvent
exposé leurs Etats & leurs vies mêmes pour l'exaltation du S. Siège. Mais ils
n'ont jamais montré plus de zèle en combattant contre les ennemis de la Croix
de Christ, que je me propose d'en faire voir en travaillant à ramener dans
le Monde Chrétien la Paix & l'Union qui en ont été depuis long-tems ban-
nies. Comme l'ennemi de la Paix cherche à semer la haine & la division par-
mi les Princes Chrétiens, je crois que la gloire de Dieu demande que je fasse
tous mes efforts pour les réunir. Certainement, je n'estime pas qu'il me soit
moins honorable d'imiter de si grands Princes dans leur zèle & dans leur pié-
té, que d'être descendu d'eux. J'y suis d'autant plus porté que je connois
quelle est la volonté du Roi mon Pere, & les saintes intentions du Roi Ca-
tholique, pour concourir à l'exécution d'un si louable dessein. Car le Roi
mon Pere regarde avec un extrême chagrin les maux que cause la division en-
tre les Princes Chrétiens. C'est dans cette vûe que V. S. a jugé nécessaire mon
Mariage avec l'Infante d'Espagne, pour parvenir à un si grand bien. Il est
certain, que je ne souhaite rien avec tant de passion dans ce monde, que de
m'allier avec un Prince qui a les mêmes idées de la Religion que moi. C'est
pourquoi, je prie V. S. d'être persuadée que j'ai toujours été très-éloigné de
toutes nouveautés, & jamais partisan d'aucune faction opposée à la Religion
Catholique, Apostolique, Romaine : mais qu'au contraire, j'ai toujours re-
cherché les occasions d'éloigner de moi un pareil soupçon, & que je m'em-
ployerai dorénavant à faire en sorte qu'il n'y ait plus qu'une seule Religion &
une seule Foi, puis que nous croyons tous en un même Jesus-Christ, étant
résolu de n'épargner rien de ce que j'ai de plus précieux dans ce monde, &
de souffrir toutes sortes d'incommoditez, jusqu'à hazarder ma propre vie,
pour exécuter un projet si agréable à Dieu. Il ne me reste plus qu'à remercier
V. S. de la permission qu'il vous a plu de m'accorder, & à le prier de vous
donner une heureuse santé, & de vous faire part de sa gloire, après avoir
long-tems gouverné son Eglise.

Il est à remarquer sur ces deux Lettres dont les différences sont assez confi-
dérables, que comme elles n'ont paru qu'après les broüilleries arrivées entre
Charles I. & son Parlement, il est également probable que l'un des partis en
a modéré les expressions, & que l'autre les a exagérées. C'est pourquoi il est
inutile d'y faire des réflexions.

Le Pape
ajoute de
nouvelles
conditions
à la dispense.

Cependant, depuis l'arrivée du Prince en Espagne, la négociation du Ma-
riage avoit un peu changé de face. La dispense étoit arrivée environ six se-
maines après, c'est-à-dire vers le commencement du mois de Mai. Mais le

Pape

Pape y avoit annexé certaines conditions , sans quoi elle ne pouvoit être valide. Vrai-semblablement , si la Prince n'avoit pas été en Espagne , cette dispense seroit venue plutôt , & sans aucune restriction : mais il n'est pas fort surprenant , que le Pape sçachant que le Prince étoit en Espagne , ait voulu profiter de cette imprudence. Il envoya donc la dispense qui ne pouvoit être délivrée qu'à ces conditions , que l'Infante auroit une Eglise dans Londres : que les enfans qui naîtroient de ce Mariage seroient élevés par leur Mere jusqu'à l'âge de dix ans : que les Nourrices seroient Catholiques & nommées par la Mere : que le Roi d'Angleterre donneroit des sûretés pour l'exécution des Articles dont on étoit convenu par rapport à la Religion.

JACQUES
I.
1623.

Wilson,
pag. 235.

L'Article qui regardoit l'éducation des enfans avoit été déjà débattu dès le mois de Novembre précédent , & le Pape & le Roi d'Espagne avoient prétendu , que les enfans seroient élevés par leur Mere jusqu'à l'âge nubile. Le Roi avoit d'abord offert sept ans , & les Cours de Rome & d'Espagne s'étoient réduites à douze. Ensuite , le Roi s'étoit ralâché jusqu'à neuf , & le Pape jusqu'à dix. Enfin , le Comte de Bristol avoit reçu ordre du Roi , de ne disputer pas plus long-tems , pour un an de plus ou de moins.

On con-
vient tou-
chant l'édu-
cation des
enfans.
Wilson,
pag. 211.

Depuis que le Prince & le Marquis de Buckingham étoient arrivés à Madrid , ils s'étoient saisis de l'affaire du Mariage , & le Comte de Bristol n'avoit pas grand'chose à dire. Il y eut de la contestation sur les Articles annexés à la dispense du Pape. Le Prince de Galles disoit qu'il n'étoit pas en son pouvoir d'ajouter quoi que ce fût aux Articles que le Roi son Pere avoit signés , & les Ministres du Roi d'Espagne soutenoient que le Roi ne pouvoit pas rejeter les conditions sous lesquelles le Pape avoit accordé la dispense : que le Pape étoit le maître d'accorder ses grâces sous les conditions qu'il jugeoit à propos , & que la dispense étoit nulle sans ces conditions. Enfin , il fut trouvé à propos de consulter le Roi d'Angleterre , par Lettre , & de lui demander en même-tems , quelle sûreté il vouloit donner , pour l'exécution des Articles. Jacques ne fit point de difficulté sur le tems de l'éducation des enfans , ni sur les Nourrices , parce qu'il en étoit déjà convenu. Quant à la sûreté , il répondit , qu'il n'en pouvoit point donner d'autre que sa parole Royale , des Lettres Patentes sous le grand Sceau , son serment & le serment du Prince son Fils. Tout cela ne satisfaisant point le Nonce du Pape , qui prétendoit avoir des ordres précis sur ce sujet , le Roi d'Espagne offrit enfin d'être caution : mais il fallut auparavant qu'une *Junte* de Théologiens décidât , que Philippe pouvoit s'engager par Serment pour le Roi d'Angleterre. Quelques-uns ont cru , que c'étoit un tour qu'on prenoit pour rendre le Roi d'Espagne garant des Articles accordez aux Catholiques. Ce point-là ne faisant plus de difficulté , le Prince envoya *Cottingham* en Angleterre , pour y porter au Roi les Articles qui regardoient la Religion , nouvellement dressés suivant les intentions du Pape , avec quelques autres Articles secrets qui ne devoient pas être si-tôt publiés.

Philippe se
rend cau-
tion pour
Jacques.
And. Du
Chesne, Hist.
d'Angleterre.
pag. 1164.

Wilson,
pag. 235.

Il est à remarquer que jusqu'alors , il n'y avoit point d'autre Ecrit touchant la dot de l'Infante & ses dépendances , qu'un simple projet véritablement approuvé par le Roi d'Espagne dans une Lettre adressée à ses Ministres , de laquelle j'ai déjà parlé , mais qui étoit demeurée entre les mains du Comte d'Olivarez. Encore moins avoit-on pris soin d'assurer la restitution du

Cottingham
porte en An-
gleterre les
Articles si-
gnés du Roi.

JACQUES
I.
1623.

Il n'y a rien
de réglé-
touchant la
dot & le
Palatinat.

Wilson,
pag. 248.

Instructions
du Roi Jac-

ques au Com-
te de Bristol.

Voyez la de-
fense de ce

Comte dans
Rushworth,

& dans les
Annales de

Charles I.
Le Roi fait

délibérer
dans le

Conseil
touchant

une tolé-
rance pour

les Papistes.
Lettre de

l'Archevê-
que de Can-

torbéri
au Roi.

Wilson,
pag. 236.

Rog. Koke,
pag. 87.

Rushworth,
Vol. I. p. 85.

Palatinat, Jacques ne voulant point faire de cet Article, une condition du Mariage, de peur qu'il ne tint la place des deux millions qu'on lui avoit promis pour la dot de l'Infante. Mais il vouloit bien recevoir le Palatinat de la libéralité du Roi d'Espagne, après que le Mariage seroit accompli. C'étoit-là du moins, son projet, & il n'y a point de doute, que, dans le tems que la Cour d'Espagne ne pensoit qu'à l'amuser, elle ne lui eût fait espérer la restitution du Palatinat, quoique sans aucun engagement par écrit. Cependant, Jacques comptoit sur cette promesse comme s'il avoit eu un Traité signé de la main du Roi d'Espagne.

Cottington étant arrivé en Angleterre avec les Articles, tant publics que secrets, le bruit se répandit, que le Pape & le Roi d'Espagne demandoient une tolérance entière pour les Papistes Anglois. Ce fut le Roi même qui fut la cause de ce bruit, en demandant à son Conseil, s'il ne seroit pas à propos d'accorder cette tolérance. Sur cela, *Abbot*, Archevêque de Cantorbéri, qui s'étoit retiré dans sa maison depuis le fâcheux accident qui lui étoit arrivé, & qui n'assistoit plus au Conseil, crut qu'il étoit de son devoir d'écrire au Roi la Lettre suivante.

SIRE,

Il y a long-tems que je garde le silence, & j'ai bien peur d'avoir par-là négligé le devoir de la Charge à laquelle il a plu à Dieu de m'appeller, & ou Votre Majesté a daigné me placer. Mais présentement, je vous demande la permission de décharger ma conscience envers Dieu & de m'acquitter de mon devoir envers Votre Majesté. C'est pourquoi je vous supplie de ne trouver pas mauvais que je vous dise franchement ce que je pense : après cela, faites de moi ce que vous trouverez à propos. Votre Majesté a proposé à son Conseil une tolérance de Religion. Je vous supplie, Sire, de considérer, premièrement, ce qu'est cet Acte en lui-même, & ensuite, les conséquences qui en peuvent suivre. Par cet Acte, vous travaillez à établir la damnable doctrine de l'Eglise Romaine, la Prostituée de Babylone. Combien sera-t'il odieux à Dieu & fâcheux à vos Sujets qui font profession de l'Evangile, que vous, qui avez souvent disputé, & si souvent écrit contre ces méchantes Hérésies, vous vous déclariez le patron de ces mêmes doctrines que votre plume a condamnées, & que votre conscience condamne comme superstitieuses & detestables ? Ajoutez à cela, ce que vous avez fait en envoyant le Prince votre Fils en Espagne, sans le consentement de votre Conseil, sans la connoissance & approbation de votre Peuple. Il est vrai, Sire, que vous avez un grand intérêt à la personne du Prince qui est votre Fils charnel : mais vos Sujets y en ont encore un plus grand, car c'est le Fils du Royaume, sur qui, après Votre Majesté, leurs yeux sont attachés, & de qui dépend toute leur prospérité. Son voyage est regardé avec tant de sensibilité, que, croyez-moi, Sire, quoiqu'il soit possible qu'il retourne en bonne santé, ceux qui l'ont porté à une action si désespérée, si dangereuse pour lui & pour le Royaume, ne demeureront pas sans être recherchés & punis. De plus, cette tolérance que Votre Majesté veut établir par une Proclamation, ne peut être accordée sans l'autorité du Parlement, à moins que Votre Majesté ne veuille faire connoître à ses Sujets, qu'elle prétend s'attribuer le pouvoir de renverser les Loix du Pais, à sa volonté. Je supplie Votre Ma-
jesté

jesté de considerer les terribles conséquences qui en peuvent naître. Mais sur tout prenez garde que par cette tolérance, & par la discontinuation de la véritable profession de l'Evangile dont Dieu nous a benis, & sous laquelle le Royaume a été si long-tems florissant, vous n'attiriez sur le Royaume en général, & sur votre personne en particulier, la colere & l'indignation de Dieu. Ainsi, Sire, selon mon devoir envers Dieu & envers Votre Majesté, & pour répondre à ma vocation, j'ai pris la liberté de vous dire ce que j'avois sur ma conscience. Présentement, Sire, faites de moi ce qu'il vous plaira.

JACQUES
I.
1623.

On peut voir par cette Lettre, que ce n'étoit pas sans fondement, que l'Archevêque passoit pour Puritain, du moins selon les idées de la Cour qui regardoit comme Puritains ceux qui refusoient d'attribuer au Roi un pouvoir sans bornes. aussi ses avis ne produisirent aucun effet.

Le Roi negarda pas long-tems Cottington en Angleterre. Comme il n'étoit plus tems de disputer, & qu'on lui avoit demandé qu'il signât les Articles tels que Cottington les avoit apportez sans y faire aucun changement, il aima mieux s'y déterminer que de hazarder la rupture du Mariage, dans un tems où le Prince son Fils étoit entre les mains du Roi d'Espagne. Il les signa donc & les jura solennellement. Comme ces Articles avoient été nouvellement dressez, étendus, & augmentez jusqu'au nombre de vingt-trois, outre quatre Articles secrets, on ne fera peut-être pas fâché de les voir ici dans la nouvelle forme où ils avoient été réduits, & de voir en même tems, jusqu'à quel point le Roi avoit porté sa condescendance.

Le Roi signe les Articles venus d'Espagne.

I. Que le Mariage se célébrera avec la dispense du Pape, laquelle sera procurée par le Roi d'Espagne.

Articles jurez par le Roi.

II. Qu'il sera célébré une fois seulement en Espagne, & ensuite, ratifié en Angleterre, de la maniere suivante. Le matin, après que la Sérénissime Infante aura fait ses dévotions dans sa Chapelle, elle & le Très-Illustre Prince Charles se rendront dans la Chapelle du Roi, ou dans quelque autre Chambre du Palais, qui sera jugée convenable. Là seront lûes les Procurations en vertu desquelles le Mariage aura été célébré en Espagne, & le Très-Excellent Prince, & la Très-Excellente Infante ratifieront leur Mariage célébré en Espagne, avec toute la solennité nécessaire pour un Acte de cette nature, pourvu qu'on n'y fasse intervenir aucune cérémonie, ni aucune chose qui soit contraire à la Religion Catholique & Apostolique.

WVilson.
pag. 212.
Annales de Jacques I.
pag. 78.
Rushworth.
Vol. I. p. 86.

III. Que la Très-Gracieuse Infante prendra avec elle les Domestiques qui seront convenables pour son service, lesquels seront tous choisis & nommez par Sa Majesté Catholique : de telle maniere pourtant, qu'il n'en nommera aucun qui soit Vassal ou Sujet du Roi de la Grande Bretagne, sans sa volonté, & sans son consentement.

IV. Que tant la Très-Gracieuse Infante que tous ses Domestiques, & généralement toute sa Maison, auront un libre & public exercice de la Religion Catholique, selon la forme & maniere stipulée ci-dessous.

V. Qu'elle aura dans le Palais un Oratoire & une Chapelle décente où les Messes se célébreront à sa volonté. Tout de même, elle aura dans Londres ou dans telle autre Place où elle fera sa résidence ordinaire, une Eglise spacieuse & publique proche du Palais, où seront célébrés tous les services de

JACQUES
I.
1623.

de la Religion Catholique, & où il y aura tout ce qui sera nécessaire, pour y prêcher publiquement la Parole de Dieu, pour y administrer tous les Sacremens de l'Eglise Catholique, pour les funeraillies des morts, & pour le Baptême des enfans. Que ledit Oratoire, ladite Chapelle & ladite Eglise seront ornées décemment, ainsi que la Très-Gracieuse Infante le trouvera convenable.

VI. Que tous les Domestiques de l'Infante, de l'un & l'autre sexe, leurs Domestiques, Enfans & Descendans, & toutes leurs familles, quelque emploi qu'ils ayent au service de S. A. pourront librement faire profession de la Religion Chatholique.

VII. Que la Très-Gracieuse Infante & tous ceux de sa Maison, pourront vivre en Catholiques de la maniere suivante. La Très-Gracieuse Infante aura dans le Palais un Oratoire, & une Chapelle assez spacieuse pour pouvoir aisément contenir tous ses Domestiques, à laquelle il y aura une porte ordinaire & publique pour les Domestiques, & une autre en dedans, par laquelle la Sérénissime Infante pourra se rendre à ladite Chapelle, où elle & les autres susdits pourront assister au Service divin.

VIII. Que l'Oratoire, la Chapelle, & l'Eglise seront embellies d'ornemens d'Autel & d'autres choses nécessaires pour le Service divin qui doit s'y célébrer selon la coutume de la Sainte Eglise Romaine, & qu'il sera permis aux susdits Domestiques & autres, d'aller ausdites Chapelles & Eglise, à toutes les heures qu'ils jugeront à propos.

IX. Que le soin & la garde de ladite Chapelle & de l'Eglise seront commis à ceux que la Sérénissime Infante en voudra charger, & qu'il leur sera permis d'y établir des Gardiens, afin que personne n'y puisse entrer pour y commettre rien d'indécent.

X. Que pour l'administration des Sacremens, & pour desservir lesdites Chapelles & Eglise, il y aura vingt-quatre Prêtres & Assistans qui serviront par semaines ou par mois, selon que la Sérénissime Infante le jugera convenable, & que le Roi Catholique & la Sérénissime Infante le choisiront & nommeront tous ces Prêtres, parmi lesquels il n'y aura ni Sujets ni Vassaux du Roi de la Grande Bretagne, qu'avec son consentement.

XI. Qu'il y aura un Ministre Supérieur ou Evêque qui aura l'autorité nécessaire dans toutes les affaires qui regarderont la Religion, & qu'au défaut de l'Evêque, son Vicaire aura la même autorité & juridiction.

XII. Que cet Evêque ou Ministre Supérieur, pourra corriger & châtier tous les Catholiques qui tomberont dans quelque faute, & exercer sur eux toute juridiction Ecclesiastique. De plus, l'Infante pourra les chasser de son service, si elle le juge à propos.

XIII. Qu'il sera permis à l'Infante & à ses Domestiques, de faire venir de Rome, des Dispenses, des Indulgences, des Jubilez, & toutes les graces qu'ils trouveront à propos pour leurs consciences, & de se servir de toutes sortes de Livres Catholiques.

XIV. Que les Domestiques de l'Infante qui iront en Angleterre, prêteront au Roi le Serment d'*Allegiance* pourvû qu'il n'y ait aucune clause qui soit contraire à leur conscience, ou à la Religion Catholique. & s'il y a parmi eux des Sujets du Roi d'Angleterre, ils prêteront le même Serment que les Espagnols.

XV. Que les Loix qui sont déjà , ou qui seront faites à l'avenir en Angleterre contre les Catholiques , n'aient aucune prise sur lesdits Domestiques. Il n'y aura que le seul Supérieur Ecclésiastique Catholique qui pourra procéder contre les Ecclésiastiques Catholiques selon la coutume des Catholiques. Que si quelque Juge Séculier fait saisir un Ecclésiastique Catholique pour quelque faute , il le fera incontinent délivrer au Supérieur Ecclésiastique qui procédera contre lui , selon le Droit Canon.

XVI. Que les Loix faites en Angleterre ou dans quelqu'un des autres Royaumes du Roi de la Grande Bretagne ne s'étendront point jusqu'aux Enfans qui naîtront de ce Mariage , & quoiqu'ils veuillent être Catholiques , ils ne perdront point leur droit de succéder aux Royaumes de la Grande Bretagne.

XVII. Que les Nourrices qui allaiteront les Enfans de l'Infante , de quelque Nation qu'elles soient , quand même elles seroient nées dans la Grande Bretagne , seront choisies par la Sérénissime Infante à sa volonté , & seront censées de sa Maison & jouiront de ses privilèges.

XVIII. Que l'Evêque & les personnes Ecclésiastiques & Religieuses de la Maison de l'Infante , porteront les habits de leur Dignité , Profession , & Religion , selon la coutume de l'Eglise Romaine.

XIX. Pour sûreté que le Mariage ne sera point dissous , pour aucune cause que ce soit , le Roi & le Prince donneront leur parole d'honneur & Royale. Ils promettent de plus , de faire tout ce que le Roi Catholique proposera pour une ample confirmation , s'il se peut faire convenablement.

XX. Que les Fils & les Filles qui naîtront de ce Mariage seront élevez par l'Infante leur Mere , au moins jusqu'à l'âge de dix ans , & jouiront librement du droit de Succession ausdits Royaumes comme il est spécifié ci-dessus.

XXI. Que quand une place des Domestiques de l'Infante , du nombre de ceux qui seront venus avec elle , & qui auront été nommez par le Roi Charles son Frere , deviendra vacante par mort , ou par quelque autre accident que ce soit , elle sera remplie par le Roi Catholique.

XXII. Pour assurance , que tout ce qui a été capitulé sera accompli , le Roi de la Grande Bretagne , & le Prince son Fils s'obligeront par Serment , & le Traité sera signé de tous les Conseillers Privez. De plus , lesdits Roi & Prince donneront leur foi & leur parole Royale , qu'ils feront leurs efforts pour faire ratifier , s'il est possible , cette Capitulation par le Parlement.

XXIII. Que , conformément à ce Traité , toutes les choses proposées ci-dessus , seront approuvées & admises par le Pape , afin qu'il puisse donner sa bénédiction au Mariage , & accorder la Dispense nécessaire pour l'effectuer.

Le Roi ratifia ces Articles dans la forme ordinaire , & en jura l'observation , en présence de deux Ambassadeurs d'Espagne & de vingt Conseillers Privez qui signerent aussi le Traité. Lorsqu'il fut question de prêter le Serment dans lequel il étoit nécessaire de faire mention du Pape , il y eut quelque contestation entre le Roi & les deux Ambassadeurs. Le Roi ne vouloit point donner au Pape le titre de *Saint Pere* ni de *Sa Sainteté* , disant qu'il avoit écrit contre ce titre , & qu'il n'étoit pas raisonnable de le faire dédire. Mais la

Tome VII.

Aa

fermeté

JACQUES
I.
1623.

Difficulté
touchant le
nom du Pa-
pe.

Le Roi ce-
de.

And. Du
Chesne, His-
toire d'An-
glo-terre.

JACQUES I.
1623.
Rog. Koke,
pag. 1167.
Wilson,
pag. 239.
Annales de
Jacques I.
pag. 79.
Articles se-
crets.
Wilson,
pag. 1168.
Annales de
Jacques I.
pag. 79.
Rushworth,
Vol. I. p. 89.

fermeté des Ambassadeurs fit enfin plier le Roi qui ne crut pas qu'une chose de si petite conséquence, dût arrêter un Traité dont la négociation avoit duré sept ans entiers.

Après avoir prêté ce Serment en public, il se retira dans son cabinet, où, en présence des mêmes Ambassadeurs & de quelques-uns de ses Conseillers, il ratifia & jura les Articles secrets qui étoient au nombre de quatre, sçavoir,

I. Que les Loix particulieres faites contre les Catholiques, sous lesquelles tous les autres Sujets & Vassaux de nos Royaumes ne sont point compris, & à l'observation desquelles tous nos Sujets en général n'en sont point obligés, comme aussi toutes les Loix générales dans lesquelles tous sont compris, si elles sont répugnantes à la Religion Catholique, ne seront point exécutées à l'avenir contre lesdits Catholiques, sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être, directement ni indirectement. De plus, nous ferons en sorte que nos Conseillers Privez prêteront le même Serment, autant que cela les concerne, & par rapport à l'exécution dont eux ou leurs Ministres sont chargés.

II. Qu'à l'avenir, il ne se fera plus aucune Loi contre les Catholiques; mais qu'il y aura une perpétuelle tolérance de la Religion Catholique dans les maisons particulieres, tant en Ecosse & en Irlande, qu'en Angleterre, laquelle leur sera accordée selon la forme stipulée dans le Traité de Mariage.

III. Que ni par Nous-même, ni par aucune personne interposée, ni directement ni indirectement, en particulier ni en public, nous ne traiterons, en présence de la Sérénissime Infante, d'aucune matiere qui soit répugnante à la Religion Catholique. Que par aucune sorte de moyens nous ne tâcherons point de lui persuader d'abandonner sa Religion, soit dans la substance soit dans la forme, ou de faire quelque chose qui soit contraire ou répugnant aux Articles contenus dans le Traité de Mariage.

IV. Que Nous & le Prince de Galles interposerons notre autorité, & ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour faire approuver, confirmer & ratifier par le Parlement tous & chacun des Articles en faveur des Catholiques, dont nous sommes convenus avec le Roi d'Espagne, au sujet de ce Mariage, & que toutes les Loix particulieres faites contre les Catholiques, à l'observation desquelles tous nos autres Vassaux ne sont point obligés, comme aussi les autres Loix générales sous lesquelles tous sont compris, si elles sont telles qu'elles répugnent à la Religion Catholique, soient révoquées & abrogées, & qu'à l'avenir, nous ne consentirons point que le Parlement fasse aucune nouvelle Loi contre les Catholiques (1).

Ce sont-là les quatre Articles qui servirent de fondement à la dispense du Pape : car, comme le disoit la Congrégation de *Propaganda*, les autres Articles n'étoient que pour assurer la Religion de l'Infante : mais il falloit quelque chose de plus pour les Catholiques en général, afin que la dispense pût être accordée. *Nelson* & d'autres prétendent que ces quatre Articles secrets ne sont qu'une chimere, qu'ils sont destituez de toute preuve, & même de vraisemblance. Mais, outre qu'ils sont une suite assez naturelle de ce

que

(1) L'Auteur des Annales dit que ces quatre Articles n'ont d'autre fondement que le témoignage de Rushworth.

que la Congrégation de *Propaganda* avoit demandé, & que la Lettre de l'Archevêque de Cantorbéri au Roi, y fait une allusion manifeste, nous verrons tout à l'heure une Pièce qui ne laisse aucun lieu de douter, que le Roi ne se fût engagé à ce qui est contenu dans les quatre Articles

JACQUES
I.
1623.

On prétend que tous ces Articles tant publics que secrets signez du Roi & de tous les Conseillers Privez, & Scellez du Grand Sceau, & ayant été portez en Espagne, le Prince de Galles y ajouta les suivans. Mais j'avoüe que je ne vois pas à l'égard de ceux-ci des preuves aussi fortes que pour les précédens. Cela dépend du degré de créance qu'on veut donner à ceux qui les ont publiez les premiers.

De plus, moi Charles Prince de Galles, m'engage (& le Roi de la Grande Bretagne mon très-honoré Seigneur & Pere, s'engagera de même, de bouche & par écrit,) à faire en sorte, que toutes les choses contenues ci-dessus, qui regardent la suspension & l'abrogation des Loix faites contre les Catholiques, seront infailliblement exécutées dans trois ans, ou plutôt, s'il est possible, comme je m'en charge sur ma conscience & sur mon honneur. Je promets, que j'intercederai envers le très-illustre Roi de la Grande Bretagne mon Pere, pour obtenir, que les dix ans accordez dans le 20. Article, pour l'éducation des enfans, seront prolongez jusqu'à douze ans, selon l'intention du Pape. Je promets aussi, & jure librement & sans aucune contrainte, que s'il arrive que je sois en pouvoir d'en disposer, j'approuverai ledit terme.

Articles ju-
rez par le
Prince de
Galles.
VVilson,
pag. 247.
And. Du
Chesne,
Histoire
d'Angleter-
re.
Annales de
Jacques I.
pag. 80.
Rushworth,
Vol. I. p. 89.

Outre cela, je m'oblige sur ma Foi, envers le Roi Catholique, que toutes les fois que la Très-Illustre Infante souhaitera que j'écoute ses Théologiens ou autres personnes qu'il lui plaira d'employer, sur les matieres qui regardent la Religion Catholique Romaine, je les écouterai volontiers sans en faire aucune difficulté, & sans alleguer aucune excuse. & pour une plus grande précaution & sûreté, touchant le libre exercice de la Religion Catholique, & la suspension des Loix ci-dessus mentionnées, je promets sur ma parole de Roi, que les choses promises ci-dessus, & stipulées touchant ces matieres seront ponctuellement exécutées tant dans les Royaumes d'Ecosse & d'Irlande qu'en Angleterre.

C'est-là ce que produisit le voyage du Prince & du Marquis de Buckingham, en Espagne, voyage non seulement peu nécessaire, mais même pernicieux, comme il est aisé de s'en convaincre par toutes les additions qui furent faites aux Articles dont le Comte de Bristol étoit déjà convenu. Le Roi fut si aisé d'avoir enfin terminé la grande affaire du Mariage, qu'il défia tous les Demons de l'Enfer de le rompre. Pour marquer à son Favori la reconnaissance qu'il avoit de ses grands services, il lui envoya une Patente qui le créoit Duc de Buckingham. Il n'y avoit point alors en Angleterre, d'autre Seigneur Anglois qui eût le titre de Duc.

Bucking-
ham est créé
Duc du même
nom.
Rog. Koke.
pag. 86.
Nouvelle
difficulté
en Espagne.

La condescendance du Roi dans tout ce qu'il avoit signé & ratifié, étoit allée si loin, que les Espagnols avoient de la peine à se persuader qu'il eût agi de bonne foi. Quelques-uns d'entre eux qui connoissoient le Gouvernement d'Angleterre, soutenoient qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi d'exécuter ce qu'il promettoit, ou que s'il l'entreprenoit, il exciteroit infailliblement une révolte parmi ses Sujets, Cela donna lieu au Roi d'Espagne d'établir une *Junta* pour délibérer sur ce sujet. Le résultat de cette délibération fut, qu'il n'étoit pas à propos d'envoyer l'Infante en Angleterre, avant le Prin-

La Cour
d'Espagne
veut voir
l'exécution

JACQUES
I.
1623.
des Articles
secrets.

temps de l'année 1624. afin qu'on pût s'assurer, dans cet intervalle, de l'exécution des Articles accordez aux Catholiques, & des effets qu'elle produiroit. Sur cela, les Ambassadeurs d'Espagne qui étoient en Angleterre, eurent ordre de prier le Roi de commencer à exécuter ses engagements en faveur des Catholiques. Cette demande l'embarrassa. Ce qu'il avoit promis étoit secret, & ne devoit s'exécuter qu'après le Mariage, & on le pressoit de le rendre public par l'exécution, pendant que le Prince étoit encore en Espagne. C'étoit en quelque manière le menacer, que le Mariage ne se feroit point, avant qu'on eût vu des témoignages publics de sa bonne foi. Il n'ignoroit pas qu'une Proclamation pour accorder la tolérance aux Catholiques pouvoit avoir de fâcheuses suites : que ces suites pourroient faire rompre le Mariage, & que le Prince son Fils courroit risque d'être retenu en Espagne. Pour se tirer de cet embarras, il résolut de donner quelque satisfaction aux Ambassadeurs, en leur mettant en main une Déclaration de son Conseil, contenant son intention sur cette matière. Selon les apparences, on fit trouver bon aux Ambassadeurs, que l'exécution en fût différée, à cause des accidens qui en pouvoient arriver. Voici la Déclaration.

A Salisbury le 7. d'Août 1623.

DECLARATION

touchant les Pardons, Suspensions & Dispenses des Catholiques.

Déclara-
tion en
faveur
des Ca-
tholi-
ques.
*Annales
de Char-
les I.
pag. 143.
Défense
du Comte
de Bristol
And. Du
Chesne,
Histoire
d'Angle-
terre.
p. 1168.*

„ Pour la satisfaction de leurs Excellences, le Marquis d'Innojosa, & D.
„ Charles Coloma, Seigneurs Ambassadeurs du Roi d'Espagne, & afin qu'il
„ poroisse que Sa Majesté de la Grande Bretagne veut tout présentement exé-
„ cuter réellement les graces promises à ses Sujets Catholiques, & plus même
„ qu'il n'y est obligé par le Traité de Mariage (1).
„ Nous déclarons au nom de Sa Majesté, que son plaisir & volonté est,
„ qu'un Pardon authentique soit expédié sous le grand Sceau, par lequel Sa Ma-
„ jesté pardonne toutes les amendes, saisies, confiscations, accusations & con-
„ victions, & tous les autres embarras quels qu'ils soient auxquels les Catholi-
„ ques sont sujets, & pour lesquels ils ont été ou peuvent être poursuivis, sans
„ en excepter les Prêtres, par rapport aux matières qui regardent seulement la
„ conscience, & qui ne s'étendent point à tous les autres Sujets de Sa Majesté.
„ Et afin qu'on puisse clairement entendre l'intention de Sa Majesté elle a
„ déclaré, que s'il se trouve qu'elle ait déjà disposé de quelque une de ces amen-
„ des ou confiscations par des Lettres du grand Sceau, il n'est pas en son pou-
„ voir de rendre ces dons nuls, excepté qu'ils puissent l'être par les Loix, au-
„ quel cas Sa Majesté veut bien que tous les Catholiques puissent poursuivre
„ leur droit, s'ils le trouvent à propos, par les voyes ordinaires de la Justice, pro-

(1) Le Traité de 23. Articles ne contenoit aucun ottroi en faveur des Catholiques en général. Par conséquent ceci ne peut se rapporter qu'aux Articles secrets du même Traité.

promettant , qu'ils seront jugez sans partialité. De plus Sa Majesté veut bien que ce pardon général subsiste pendant cinq ans , & que ceux qui voudront en faire usage puissent le faire librement. Sa Majesté donnera ordre en faveur de ceux qui sont pauvres , que ce Pardon ne coûtera pas beaucoup ; mais qu'il en fera de même à peu près , que lorsque Sa Majesté parvint à la Couronne , & qu'il sera permis de mettre autant de personnes qu'il sera possible , dans le même Acte.

“ J A C-
“ QUES I.
“ 1623.

„ Nous déclarons encore , qu'afin que les Sujets Catholiques de Sa Majesté puissent jouir actuellement & librement , des graces qu'elle a eu intention de leur accorder par le Traité de Mariage , sa volonté est , que , par des Lettres du grand Sceau , toutes les Loix pénales , charges & confiscations auxquelles les seuls Catholiques sont sujets , soient suspendues. Que dans le même Acte sous le grand Sceau soit contenuë une dispense & tolérance , pour tous les Catholiques Sujets de Sa Majesté , tant Prêtres , qu'autres , de toutes les amendes , confiscations , troubles & empêchemens , auxquels ils sont ou peuvent être sujets , en vertu de quelque Loi ou Statut que ce soit , à l'observation duquel les autres Sujets de Sa Majesté ne sont point obligez. Nous déclarons encore que Sa Majesté a promis , & donne sa parole Royale , que l'exécution ne fera ni pénale ni à charge aux Catholiques : mais quant à la maniere de donner des privileges ou exemptions , il faut premièrement qu'elle confère avec des Evêques & avec des gens de Loi , ce qu'il a dessein de faire au plutôt. De plus , nous déclarons , que l'intention de Sa Majesté est de poursuivre son premier dessein , lequel seroit déjà exécuté , si les Seigneurs Ambassadeurs l'eussent jugé à propos , sçavoir , de faire des Actes à part desdits Pardon , Suspension , & Dispense , & qu'elle donnera charge à son Procureur Général & à ses Jurisconsultes , de les dresser avec des termes , des clauses , des expressions , des réservations , telles que les Catholiques puissent entrer tout présentement dans une actuelle possession , sans qu'on puisse les en priver , de tout ce qui leur a été promis par les Articles de Mariage , & des graces ultérieures de Sa Majesté.

„ Outre cela , nous déclarons , que le bon plaisir de Sa Majesté est , que pour une plus grande satisfaction de leurs Excellences , les Ambassadeurs , & pour faciliter leurs soins & leurs efforts , il leur sera permis d'assigner des Avocats en tel nombre qu'ils jugeront à propos , pour prendre soin que lesdits Actes soient dressés avec la force , la validité , & la sûreté requises , & le Procureur Général de Sa Majesté aura ordre d'admettre lesdits Avocats , & de prendre leurs avis en dressant lesdits Actes , & en cas de doute , de leur donner contentement , en se servant de telles paroles , expressions & phrases , conformes aux Loix que lesdits Avocats proposeront pour la sûreté des Catholiques , & pour dresser lesdits Actes d'une maniere qui soit sûre.

„ Enfin nous déclarons que Sa Majesté est dans la résolution d'envoyer ses ordres à son Député en Irlande , par le ministère du Grand Trésorier & du Secrétaire *Calwert* , pour faire confirmer dans cette Isle ce qui regarde les Catholiques , conformément aux Articles du Traité , à sa promesse Royale & à ce qui sera fait en Angleterre. Pour ce qui regarde l'Ecosse , Sa Majesté selon la constitution de ses affaires dans ce Royaume fera , aussi-tôt qu'il sera possible , ce qui sera convenable pour l'accomplissement de sa promesse , en

JAC-
QUES I.
1623.

» faveur de ses Sujets Catholiques, conformément aux Articles du Traité de
» Mariage.

Cette Déclaration signée du Secrétaire Conway & de quelques Membres du Conseil, qui étoient le plus dans la confiance du Roi, fut vraisemblablement envoyée en Espagne, comme un gage de l'intention que le Roi avoit d'exécuter ses engagements. Ce fut-là ou le Comte de Bristol trouva le moyen d'en avoir ou l'original même, ou une copie qu'il produisit devant le Parlement en 1626. pour faire voir ce que le Duc de Buckingham avoit négocié en Espagne sans sa participation. Il est manifeste, premièrement, que cette Déclaration suppose les Articles secrets dont j'ai parlé ci-dessus, en second lieu, que le Comte de Bristol n'auroit pas osé la produire devant le Parlement, s'il n'avoit pas été en état de prouver que ce n'étoit pas un Acte supposé.

Mort de
Grégoire
XV. qui
rend la dis-
pense inuti-
le.

Pendant que ces choses se passoient en Angleterre, on reçut à Madrid la nouvelle de la mort du Pape Grégoire XV. Ce fut-là un nouvel obstacle à l'accomplissement du Mariage. Lorsque Cottington arriva d'Angleterre avec la Ratification des Articles, le Nonce refusa de délivrer la dispense, disant, que comme le Mariage n'étoit pas encore célébré, la dispense du Pape mort étoit de nulle valeur, & qu'il falloit attendre qu'il y eût un nouveau Pape qui pût donner une dispense valable. Par-là le Prince de Galles se vit arrêté en Espagne jusqu'à l'élection d'un nouveau Pape. On ne laissa pourtant pas de fixer le 29. d'Août pour la célébration du Mariage, dans la supposition, qu'avant ce jour-là, il y auroit un Pape, & que la dispense seroit accordée.

On attend
la dispense
d'un nou-
veau Pape.

Cependant, il ne se parloit point de la restitution du Palatinat, ou si l'on en parloit, ce n'étoit que par manière de conversation, sans qu'on demandât rien de positif sur ce sujet au Roi d'Espagne ou à ses Ministres. J'en ai déjà dit les raisons. Quant aux Articles temporels, ils étoient au même état que quand le Prince étoit arrivé à Madrid, sans qu'il y eût rien de signé de part & d'autre; de sorte que si la dispense étoit arrivée avant le 29. d'Août, il auroit fallu, ou différer le Mariage, ou le célébrer avant que d'avoir réglé ces Articles.

Projet de la
Cour d'Es-
pagne de
porter le
Prince à
changer de
Religion.

Mais la Cour d'Espagne étoit attentive à un projet d'une plus grande conséquence. C'étoit à faire des efforts pour persuader au Prince de Galles de se faire Catholique, & il n'est pas fort étrange qu'elle se flât de l'espérance de réussir, après tout ce qui s'étoit passé. D'ailleurs, s'il en faut croire le Comte de Bristol, dans l'accusation qu'il porta au Parlement contre le Duc de Buckingham, ce Duc ne donnoit que trop lieu aux Espagnols, d'espérer cette prétendue conversion. Il ne faut point chercher d'autre raison du retardement de la dispense. Urbain VIII. qui fut élu le 6. d'Août, n'auroit pas manqué à l'envoyer, s'il n'avoit pas attendu cet heureux événement, lequel il tâchoit d'avancer par ses Lettres au Prince & au Duc de Buckingham. Cela fut cause, que le Mariage se rompit enfin, après avoir été si long-tems différé.

Urbain
VIII. élu
Pape diffé-
re de don-
ner la dis-
pense.

Causes ap-
parentes de
la rupture
du Mariage.

J'ai recherché avec beaucoup de soin, quelle fut la véritable cause de cette rupture, sans avoir pu trouver rien là-dessus qui me satisfît. Tout le monde convient que ce fut le Duc de Buckingham qui en inspira la pensée au Prince, & ensuite au Roi: mais il n'est pas facile de pénétrer quel pouvoit être son motif, & ce qui lui fit rompre ses premières mesures, pour en prendre

dre d'autres toutes contraires, tant ce point a été mal expliqué par les Historiens. Les uns ont dit, que ce Duc s'étoit rendu méprisable & odieux à la Cour d'Espagne, par son affectation à suivre les manieres Françoises opposées presque en tout, aux Espagnoles : que par cette raison, prévoyant que l'Infante & les Espagnols auroient beaucoup de crédit à la Cour d'Angleterre, il jugea qu'ils pourroient lui joüir enfin quelque mauvais tour, & que ce fut ce qui lui fit prendre la résolution de rompre ce Mariage. D'autres ont dit, que le Comte d'Olivarez Favori de Philippe IV. ayant voulu faire ressouvenir le Duc qu'il lui avoit promis que le Prince se feroit Catholique, le Duc lui donna un démenti en face, & que, depuis ce tems là, il ne pensa plus qu'aux moyens de se tirer de cette Cour, par la crainte où il étoit de la vengeance du Comte. Quelques-uns ont dit que la Reine de Bohême, voyant qu'il y avoit peu d'apparence de recouvrer le Palatinat par le moyen de ce Mariage, & ayant bien plus de sujet d'espérer de grands avantages de la rupture entre l'Angleterre & l'Espagne, envoya au Duc un homme affidé, pour lui faire certaines propositions, en cas qu'il procurât cette rupture. Cela n'est pas hors d'apparence, & les Hollandois, à qui l'union entre l'Espagne & l'Angleterre ne pouvoit être que préjudiciable, pourroient bien être entrez dans ce projet. Enfin, ceux qui sont les plus favorables au Duc de Buckingham, prétendent, que le Duc ayant voulu pénétrer plus avant dans les intentions du Roi d'Espagne, touchant la restitution du Palatinat, connut qu'il n'y avoit rien à espérer, & que ce fut ce qui lui fit prendre la résolution de rompre ce Mariage qui ne se faisoit que pour cette fin. Il est du moins certain, que ce fut là le prétexte dont le Roi, le Prince & le Duc se servirent pour justifier la rupture.

Quoi qu'il en soit, le Duc de Buckingham ayant pris cette résolution, n'eut pas beaucoup de peine à y faire consentir le Prince sur lequel il avoit déjà pris beaucoup d'ascendant. Pour exécuter ce dessein, il y avoit deux difficultez à surmonter. La premiere étoit d'obtenir le consentement du Roi ; la seconde, de tirer le Prince, d'Espagne. Il falloit que le Duc fut bien persuadé du pouvoir qu'il avoit sur le Roi, pour se flatter qu'il pourroit tout d'un coup le porter à se désister d'un dessein qu'il avoit si constamment poursuivi pendant sept ans, dans le tems que tout étoit conclu, & qu'il ne manquoit plus que la solemnité des nœces. Il ne désespéra pourtant pas d'y réussir, & pour cet effet, il lui écrivit, qu'il avoit enfin découvert que le Roi d'Espagne agissoit de mauvaise foi : que non-seulement, il n'avoit aucune envie de faire restituer le Palatinat, mais que même, il ne pensoit à rien moins qu'à faire accomplir le Mariage, & que le Prince couroit risque d'être gardé toute sa vie en Espagne. Pour séconder ce que le Duc disoit, le Prince lui-même écrivit au Roi son Pere, *qu'il n'espéroit plus de se tirer jamais d'entre les mains de Philippe ; qu'ainsi, sans plus penser désormais à lui, il devoit regarder l'Electrice sa Sœur, comme son unique Héritiere.* Le Roi donna, ou plutôt, se précipita dans ce piège, sans aucune réflexion, & d'abord il écrivit à Buckingham, de lui ramener le Prince à quelque prix que ce fût. En même-tems, il envoya des Vaisseaux à S. Andero en Biscaye, pour les aller prendre.

Cette premiere difficulté étant surmontée, il fallut penser aux moyens de quitter l'Espagne sans donner aucun soupçon à la Cour, ce qui ne se pût faire

JACQUES I.
1623.

Wilson,
Annales de
Jacques I.
pag. 85.

Andre de
Chevre, Hist.
d'Angleterre.
pag. 1169.
Wilson,
pag. 249.

Le Prince
prend la résolution de
partir d'Espagne.

Il y fait
consentir le
Roi son Pere.

Moyens
dont le Prince
se sert

sans

JACQUES
I.
1623.
pour quit-
ter Madrid
sans causer
du soupçon
à la Cour.

sans blesser l'honneur & la conscience du Prince. Par bonheur pour eux, Urbain VIII. n'avoit pas encore envoyé la Dispense, ni même fixé aucun tems pour la faire expédier. Ainsi, le Duc de Buckingham notifia au Roi l'ordre qu'il avoit reçu de ramener le Prince en Angleterre, son retour étant absolument nécessaire pour dissiper les soupçons que les Anglois avoient conçus d'un si long séjour en Espagne. Il ajouta que son départ ne produiroit aucun changement considérable, puisqu'il laisseroit une Procuration à celui qu'il plairoit à Sa Majesté de choisir, pour épouser l'Infante en son nom, dès que la Dispense seroit venue. Le dessein du Prince surprit un peu le Roi d'Espagne. Cependant, comme il ne souhaitoit pas que l'Infante sa Sœur partit avant le Printems, il crut qu'après la célébration du Mariage, il trouveroit plus aisément le moyen de l'arrêter, que si le Prince de Galles étoit actuellement en Espagne, & par cette raison, il donna plus volontiers les mains au départ du Prince.

Il laisse une
Procuration
pour célé-
brer le Ma-
riage.

Il ne fut donc plus question que d'assurer la célébration du Mariage, & le Roi lui-même voulut bien être Procureur du Prince conjointement avec le Prince D. Edoüard de Portugal. La Procuration fut dressée par un Secrétaire du Roi, & le Prince de Galles l'ayant signée en présence de divers témoins, la laissa au Comte de Bristol, avec ordre de la mettre entre les mains du Roi d'Espagne dix jours après qu'on auroit reçu la dispense. Cela fait, le Duc de Buckingham partit le premier, sous prétexte d'aller donner des ordres pour la réception du Prince, à la Flotte Angloise qui l'attendoit à Saint Andero. La Cour le vit partir sans regret, ou plutôt avec autant de plaisir qu'il avoit lui-même d'impatience de se trouver en lieu de sûreté. Après son départ, on fit au Prince tous les honneurs imaginables. Le Roi voulut lui-même l'accompagner jusqu'à l'Escorial, où il le reçut & le regala, comme un Prince qui devoit être bien-tôt son Beau-Frere. Je n'entrerai point ici dans le détail des honneurs qui lui furent faits. Il suffira de dire, que le même jour qu'il partit, il jura encore solennellement les Articles du Mariage, & que ce fut alors qu'il laissa la Procuration au Comte de Bristol, de quoi un des Secrétares d'Etat fit un Acte authentique qui fut signé de divers témoins.

Le Prince
part.

Il envoie
ordre au C.
de Bristol
de ne pas li-
vrer la Pro-
curation.
Vilfon,
pag. 255.
Défense du
C. de Bristol.

Le Prince partit comblé d'honneurs, de caresses, de présens, & accompagné de plusieurs Seigneurs de la Cour, qui le conduisirent jusqu'à sa Flotte. Il n'y fut pas plutôt arrivé qu'il envoya au Comte de Bristol, un Domestique du Duc de Buckingham, nommé *Clarke*, avec une Lettre par laquelle il lui ordonnoit positivement, de ne pas se dessaisir de la Procuration, avant qu'on lui eût donné des assurances, que l'Infante, après avoir été fiancée, ne se feroit pas Religieuse, & de lui faire sçavoir, avant que de délivrer la Procuration, qu'elles sûreté on offriroit, afin qu'il pût voir lui-même, s'il étoit à propos de les accepter. Ce fut là, la première chicane que le Prince fit, pour gagner du tems, dans la crainte où il étoit, que la dispense ne vînt, & que le Mariage ne se célébrât avant qu'il eût déterminé le Roi son Pere à le rompre. Le Comte de Bristol ne comprenant pas encore quel étoit le but de l'ordre qu'il avoit reçu, craignit, s'il attendoit à l'extrémité, que ce ne fût un obstacle à l'accomplissement du Mariage. Il crut donc qu'il étoit à propos de se précautionner avant que la dispense arrivât, & de sçavoir par

avance

avance quelles sûretés la Cour d'Espagne voudroit donner touchant le scrupule du Prince. Il en reçut une réponse aussi satisfaisante qu'il pouvoit la souhaiter, & il la fit sçavoir au Roi & au Prince par une Lettre.

JACQUES
I.
1623.

Le Prince & le Duc arriverent le 17 d'Octobre à Portsmouth, & de là ils se rendirent en diligence à Royston où étoit le Roi. Il semble qu'ils n'osèrent d'abord découvrir au Roi leur dessein touchant la rupture du Mariage, & qu'ils jugerent à propos de prendre auparavant quelques précautions pour le lui rendre moins surprenant. Ce qui me le fait conjecturer, c'est que la Lettre du Comte de Bristol étant arrivée peu de tems après, le Roi lui écrivit le vingt-huitième d'Octobre, qu'il étoit content des assurances que la Cour d'Espagne offroit, & qu'il pouvoit se tenir en repos sur ce sujet. Le Prince qui, selon les apparences, n'avoit pas encore dressé toutes ses batteries, dissimulant son dessein, écrivit aussi au Comte de Bristol, le billet suivant qui devoit bien, sans doute, être vû du Roi son Pere.

Il arrive en
Angleterre.
Il diffère à
découvrir
au Roi son
dessein.

La Lettre que vous avez écrite au Roi & à moi, touchant le doute que j'ai eu après être parti de l'Escorial, nous a tellement satisfaits, que nous avons jugé, qu'il n'étoit pas nécessaire d'insister plus longtems là-dessus; mais de laisser à votre discretion de prendre les sûretés que vous jugerez vous-même convenables.

Il étoit pourtant dangereux pour le Prince que la dispense n'arrivât à Madrid, avant que le Comte de Bristol eût reçu un ordre positif de ne pas délivrer la Procuration, puisqu'en cecas, il n'auroit pû se dispenser d'exécuter ce qui lui avoit été ordonné par le Prince même en partant de l'Escorial. Mais il falloit nécessairement en courir les risques, n'étant pas possible de l'éviter, avant que d'avoir déterminé le Roi à la rupture. Il est vrai, que lui & le Duc avoient déjà commencé à jeter des scrupules dans l'esprit du Roi, touchant la restitution du Palatinat. Par cette raison, le Roi, dans la même Lettre du vingt-huitième d'Octobre dont je viens de parler, avoit écrit au Comte de Bristol, qu'il espéroit de recevoir avant les Fêtes de Noël, les deux agréables nouvelles de la célébration du Mariage de son Fils, & du rétablissement de son Gendre. Quoi que ce ne fût pas un ordre exprès de demander le Palatinat avant la célébration du Mariage, le Comte de Bristol jugea pourtant qu'il étoit à propos de prendre quelque précaution touchant cette affaire qui avoit été si fort négligée, pendant le séjour du Prince en Espagne, & même, depuis qu'on étoit convenu des Articles du Mariage. Il en parla donc au Comte d'Olivarez, & tira parole de lui, qu'on ne lui demanderoit point la Procuration, avant que de lui avoir mis entre les mains, une promesse par écrit, que le Palatinat seroit rendu. C'est ce qu'il fit sçavoir au Roi par une Lettre du vingt-quatrième de Novembre, où il lui disoit, qu'il espéroit, qu'à Noël, il pourroit féliciter le Prince son Fils & la Princesse sa Fille, l'un sur son Mariage, l'autre, sur la fin de ses souffrances.

Lettre du
Roi au
Comte de
Bristol tou-
chant le Pa-
latinat.

La Cour de
Madrid
promet la
restitution
du Palati-
nat.

Il faut remarquer, que le Prince de Galles, avant que de partir d'Espagne, avoit usé d'un artifice pour gagner du tems, sçachant bien qu'il ne pouvoit rompre son Mariage sans le consentement du Roi. C'est qu'il avoit fait insérer dans la Procuration, qu'elle ne seroit valable que jusqu'à Noël. Il espéroit que la Dispense n'arriveroit pas avant ce tems-là, ou que si elle n'arrivoit que quelques jours auparavant la Procuration seroit inutile. En effet, le Comte de Bristol ne devant la délivrer que dix jours après l'arrivée de la Dispense à Ma-

Artifice du
Prince de
Galles.
Wilson,
pag. 255.

JACQUES
I.
1623.

Le Roi se
laisse ga-
gner par le
Prince &
par Buc-
kingham.
Il ordonne
au Comte
de Bristol
de ne pas se
désaisir de
la Procura-
tion.

*And. Du
Chêne, His-
toire d'An-
gleterre.*

*W. Wilson,
1788. 357.*

drid, si le dixième jour se trouvoit après Noël, la Procuration seroit sans force, en vertu de la clause qu'il y avoit insérée. Mais cette précaution n'étoit pas suffisante, parcequ'il pouvoit arriver que la Dispense seroit à Madrid plus de dix jours avant Noël. Cela obligea enfin le Prince & le Duc à découvrir au Roi ce qu'ils avoient dans l'ame. Soit que Jacques se rendit à leurs raisons, ou que par une condescendance excessive pour son Fils & pour son Favori, il voulut leur épargner le chagrin d'un refus, il écrivit au Comte de Bristol, le douzième de Novembre, pour lui ordonner positivement de ne délivrer la Procuration qu'après Noël : c'est-à-dire dans un tems où elle ne pouvoit plus être d'aucune vertu. De plus, il lui commandoit de ne faire connoître cet ordre à la Cour d'Espagne qu'à l'extrémité. Cette Lettre fut envoyée au Comte par trois différens Couriers, deux par terre, & un par mer, de peur que quelque accident ne la retardât. Elle arriva effectivement dans un tems critique ; puisque la Dispense étoit à Madrid au commencement du mois de Décembre, nouveau style, & que la Lettre du Roi étoit du treizième de Novembre vieux style. Immédiatement après qu'on eut reçu la Dispense, Philippe ordonna qu'on fit tous les préparatifs nécessaires pour la solemnité du Mariage. Mais quand les dix jours furent expirés, & qu'il s'attendoit à le faire célébrer, le Comte de Bristol lui notifia l'ordre qu'il avoit du Roi son Maître de ne délivrer la Procuration qu'après Noël. Il comprit aisément l'intention du Roi d'Angleterre, puisque la Procuration seroit alors inutile. Dès le jour même, il fit dire à l'Ambassadeur de ne plus demander d'Audience, il fit quitter à l'Infante le titre de Princesse de Galles, qu'elle portoit depuis l'arrivée de la Dispense, & fit cesser tous les préparatifs qui se faisoient pour le Mariage. Cependant, afin de mettre tout le tort du côté du Roi d'Angleterre, il fit délivrer au Comte de Bristol, le 8. de Janvier 1624. une promesse par écrit signée de sa main, par laquelle il s'engageoit à faire rendre le Palatinat à l'Electeur Palatin. C'est ce que le Comte de Bristol assura devant le Parlement dans les défenses qu'il y produisit sous le Regne suivant.

Il n'y a presque point d'Historien Anglois qui n'ait assuré que le défaut de cette restitution fut la cause de la rupture du Mariage, & que le Comte de Bristol l'ayant demandée de la part du Roi, comme une condition sans laquelle le Mariage ne pouvoit s'accomplir, Philippe avoit répondu froidement, qu'il n'étoit pas le maître du Palatinat, & qu'on pouvoit s'adresser à l'Empereur. Mais cela est entièrement contraire à la Relation du Comte de Bristol même, qui sans doute étoit mieux instruit de cette affaire, qu'aucun autre. Le Comte de Clarendon n'a eu garde de parler comme les autres. Il s'est contenté d'attribuer la rupture à quelque dessein secret du Duc de Buckingham.

C'est ainsi que finit l'affaire du Mariage d'Espagne, qui avoit occupé Jacques tout entier durant sept ans. Pendant tout ce tems-là, il en sollicita la conclusion avec toute l'ardeur imaginable, & pour la faire réussir ; il ne fit pas difficulté de sacrifier les intérêts de son Gendre, sa propre réputation, la Religion qu'il professoit, le bien de son Peuple, & les Loix de son Royaume. Mais quand elle fut enfin sur le point d'être terminée, il la rompit brusquement, sans que personne ait jamais pu bien sçavoir les motifs qui le portèrent à cette rupture. On ne peut l'attribuer qu'à la foiblesse qu'il avoit de

ne pouvoir rien refuser à son Favori. Le Comte de Clarendon dit positivement que le Roi y fut forcé par le Duc de Buckingham qui n'agit pas avec moins d'insolence & d'emportement pour faire rompre le mariage, que lorsqu'il contraignit le Roi de donner les mains au voyage du Prince en Espagne. Il ajoute, que le Roi connut clairement que la rupture étoit résolue, entre le Prince & le Duc, soit qu'il y consentit, ou qu'il n'y consentit pas, & que pendant tout le reste de sa vie il en garda un vif ressentiment contre le Duc. Il est à présumer que le Comte de Clarendon étoit assez bien instruit sur cette matière, d'autant plus qu'il n'est pas le seul qui ait fait entendre, que le Roi n'avoit ni la force ni le courage de résister au Prince & au Duc qui étoient étroitement unis ensemble depuis le voyage d'Espagne.

JACQUES
I.
1623.

*Myl. Clarendon, Tom. I.
pag. 24.*

Cependant, de peur que le Comte de Bristol ne trouvât encore quelque ressource pour renouer un Traité rompu avec si peu de sujet, ils le firent rappeler. Le Roi consentit d'autant plus volontiers à son retour, qu'il ne voyoit personne dans sa Cour qui fût en état de lui donner de bons conseils, pour se tirer de l'esclavage où il se trouvoit, que le Comte de Bristol qui n'avoit jamais plié sous la fierté de Buckingham. C'est ce qui lui avoit attiré la haine de ce Favori à un tel degré, que, depuis ce tems-là, il se vit continuellement exposé à ses persécutions, & à l'indignation du Prince, qui, suivant les inspirations de Buckingham, n'oublia rien pour le perdre, lors même qu'il fût monté sur le Trône, sans pouvoir pourtant y réussir.

1624.
*Annales de
Jacques I.
pag. 86.
Myl. Clarendon, Tom. I.
pag. 23.*

Depuis le retour du Prince & du Duc, ce ne fut plus le Roi qui régna : ce furent eux qui dirigèrent toutes ses affaires, & qui lui firent exécuter leurs Conseils. Le Roi ne voyoit autour de lui que des gens à qui il n'osoit se confier. Tous ses Officiers, tous ses Courtisans, étoient des créatures du Duc, & d'autant plus attachés à lui, qu'ils le voyoient étroitement uni avec le Prince. Dans cette situation, le Roi ne voyoit aucune ressource que de se livrer entièrement à eux, & de faire tout ce qu'ils jugeroient à propos, soit qu'il craignit que leur audace ne s'accrût par la résistance, ou qu'il attendit quelque occasion favorable pour se tirer d'esclavage. Non seulement la rupture du Mariage avoit été résolue entr'eux, comme je l'ai déjà dit, mais encore la Guerre contre l'Espagne, & le Roi n'osoit les contredire, quelque répugnance qu'il eût à prendre les armes. Leur premier projet fut d'exiger, pour cette Guerre, une Bénévolence, de tous les Sujets. Ils firent même signer au Roi, des ordres pour la lever. Baker dit dans sa Chronique, qu'il paya lui-même cinquante livres sterling en cette occasion. Mais tout-à-coup, le Roi, par le conseil du Prince & de Buckingham, se désista de ce projet, & se résolut à convoquer un Parlement. C'étoit en effet le moyen le plus propre pour autoriser la rupture du Traité avec l'Espagne, & pour recouvrer de l'argent dont il avoit un extrême besoin.

*Rushworth,
Vol. I. p. 107.
Mylord Clarendon, T. I.
pag. 30.*

Il n'y avoit point de bon Anglois qui n'eût toujours regardé le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, comme très-préjudiciable au Royaume. On sçavoit en général, que le Roi étoit extrêmement relâché par rapport à la Religion, en faveur de ce Mariage, quoique peu de gens fussent instruits du détail, & particulièrement des Articles secrets. Mais la condescendance du Roi pour les Catholiques Romains, faisoit assez voir que la Cour d'Espagne avoit beaucoup obtenu sur ce sujet. Le Duc de Buckingham

JACQUES I. 1634
Reg. Coke, pag. 94.
 Le Roi convoque un Parlement.
 n'ignorant pas l'aversion du Peuple pour ce Mariage, dont la rupture n'étoit pas encore bien connue, ne douta point qu'il ne pût gagner son affection, en faisant convoquer un Parlement, & en se déclarant l'auteur de cette heureuse rupture que tous les bons Anglois souhaitoient passionnément. Pour réussir dans ce dessein, il se rendit populaire, & affecta de caresser les Puritains, tant de Religion que d'Etat. Il consulta même un des principaux d'entre eux, sur les moyens de réunir les Terres des Chapitres à la Couronne. Rien n'étoit plus propre à le mettre bien dans l'esprit du Peuple, la plupart des Ecclésiastiques s'étant rendus odieux par le zèle avec lequel ils soutenoient la Prérogative Royale. Ainsi, la conjoncture se trouvant très-favorable, le Duc fit en sorte que le Roi convoqua un Parlement, malgré la résolution qu'il avoit prise de n'en assembler plus. Il eut même assez de crédit sur l'esprit du Roi, pour le faire parler au Parlement de la manière du monde la plus contraire à ses sentimens & à ses maximes.

Projet du Mariage du Prince avec Henriette de France. *Annales de Jacques I. pag. 87.*
Reg. Coke, pag. 118.
 Cependant le Prince & le Duc avoient en tête un autre projet. C'étoit le Mariage du Prince avec la Princesse Henriette-Marie Sœur du Roi de France, à quoi le Roi donna volontiers les mains. Il étoit tellement entêté de sa grandeur, qu'il ne pouvoit se résoudre à donner à son Fils une femme qui ne fût pas d'extraction Royale, & il n'y avoit alors en Europe aucune autre Princesse à marier qui fût de ce caractère, que la troisième Fille de Henri IV. Il y a beaucoup d'apparence, que l'homme que la Reine de Bohême avoit envoyé à Buckingham en Espagne, lui avoit fait la première ouverture de ce Mariage, & que c'étoit là-dessus qu'il avoit pris la résolution de rompre celui que le Prince étoit sur le point de consommer avec l'Infante. Quoiqu'il en soit, le Roi étant entré dans ce projet, envoya en France, sous quelque prétexte, *Henri Rich* Baron de Kensington, pour fonder la Cour au sujet de ce Mariage; & avant son départ, il l'honora du titre de Comte de *Holland*. Je parlerai tout-à-l'heure du succès de cette négociation: mais il faut auparavant voir ce qui se passa au Parlement qui s'assembla le vingt-neuvième de Février N. S. Le Roi y fit un Discours si différent de ceux qu'il avoit faits aux deux Parlemens précédens, qu'on auroit de la peine à se persuader que ce fût le même Prince qui s'exprimoit en des termes si opposez, si l'on ignoroit le pouvoir que le Duc de Buckingham avoit sur lui, & combien il étoit nécessaire, pour les desseins du Favori, que le Roi parlât de cette manière. Comme ce Discours n'est pas si long que les autres, on ne sera peut-être pas fâché de le voir,

MY LORDS ET MESSIEURS,

Discours du Roi au Parlement. *Annales de Jacques I. pag. 87. Wilson, pag. 259. Rushworth, pag. 22.*
 Je vous ai assemblez aujourd'hui pour vous faire part d'un secret, & d'une matière fort importante pour moi & pour mes Enfans, sur laquelle je vous demande votre avis & votre conseil, selon que le porte l'Ordre par lequel vous avez été assemblez, sçavoir *que le Roi veut consulter avec vous sur des affaires qui regardent son Etat & sa Dignité*. J'ai toujours tâché, par ce moyen & par d'autres semblables, de me procurer, & d'entretenir l'amour de mon Peuple. J'espère que j'y ai réussi, ou plutôt j'en suis persuadé, & ma Foi excède mon Espérance. Car je croi véritablement, que jamais aucun Roi n'a été plus

plus aimé de ses Sujets. Ainsi, Mylords & Messieurs, comme vous êtes leurs Représentans, je souhaite que vous me représentiez toute l'affection qu'ils ont pour moi, afin que je la puisse voir en vous comme dans un miroir parfait, & non pas dans ces miroirs défectueux qui ne représentent rien, ou qui représentent mal les objets. Donnez-moi librement votre fidelle conseil sur la matiere que je vous propose, dont vous avez souvent ouï parler. C'est le mariage de mon Fils, pour lequel j'ai employé beaucoup de tems & d'argent en longues négociations dans lesquelles je me proposois, non sans une juste espérance, de voir mes desirs accomplis, l'avantage de l'Etat, le bien de mes Enfans, & la Paix générale dans l'Europe, en quoi j'étois fondé sur des promesses très-plausibles. J'ai bien voulu consentir, sur les grandes instances de mon Fils, qu'il allât travailler lui-même en Espagne, à obtenir ce qu'il souhaitoit. Pour sa plus grande sûreté, j'ai envoyé avec lui Buckingham à qui j'ai toujours confié ma propre personne, lui ordonnant de se tenir toujours auprès de lui & de ne le quitter point jusqu'à ce qu'il me l'eût ramené. Il l'a fait, & quoique ce ne soit pas avec l'effet que j'en avois attendu, je puis dire pourtant que ce n'a pas été sans profit, puisque j'en ai appris cette sage maxime, que, *qui versatur in generalibus*, est aisément abusé : que la généralité ne termine rien, & qu'avant que de finir une matiere, il faut nécessairement en venir aux Articles particuliers. Au lieu que je croyois, avant leur voyage, que cette affaire étoit sur le point de se conclure, me reposant sur des propositions générales, j'ai trouvé qu'à leur arrivée en Espagne, elle étoit aussi neuve, que si on n'en avoit jamais traité auparavant, les généralitez donnant lieu aux Espagnols d'en effectuer point leurs promesses (1).

„ Je n'ai pas dessein de vous instruire ici de tout ce qui s'est passé dans ce Traité. Je vous renvoie aux Relations de Charles, de Buckingham & des Secretaires d'Etat, qui vous en feront le détail. Après cela, *super totam materiam*, je desire que vous me conseilliez ce qu'il y a de plus convenable pour le bien de l'Etat, pour l'avancement de la Religion, pour mon Fils, & pour mes Petits-enfans. Je sçai de plus, que vous ne pouvez qu'être sensibles à votre propre condition, puisque votre prospérité dépend de la notre, & que vous ne pouvez qu'avoir beaucoup de part aux maux dont nous serons accablés. C'est pourquoi je ne voi pas qu'il soit nécessaire de vous presser plus fortement de me donner vos bons conseils & votre assistance. Je vous assure, sur la Foi d'un Roi Chrétien, que l'affaire que je vous présente est *Res integra*, & que je ne suis ni obligé ni engagé d'un côté ni d'autre, mais que je suis libre de suivre ce que vous me conseillerez.

„ Ce n'est pas assez que de planter, si, comme de bons Jardiniers, vous n'arrachez les méchantes herbes qui sont capables d'étouffer ce que vous aurez pris la peine de planter. Les plus mauvaises, parmi vous, sont les jalousies ; il faut les déraciner. Pour mes actions, j'ose les soutenir devant Dieu : mais la jalousie est d'une étrange profondeur. Je suis le Mari, vous êtes la Femme, & il est ordinaire que la Femme soit jalouse de son Mari. Mais à Dieu ne plaise qu'il en soit ainsi de vous. Je puis dire véritablement,

Bb iij

& „

(1) Tout ceci ne peut se rapporter qu'à l'affaire du Palatinat, car pour le Traité de Mariage, il étoit réellement conclu avant le voyage du Prince en Espagne.

„ J A C-
 „ Q U E S
 „ I.
 „ 1624.
 „ Vol. I.
 „ pag. 115.

JAC- „ & je puis le justifier devant Dieu & devant les Anges, que jamais Roi n'a
 QUES „ gouverné avec un cœur plus pur , plus sincere , & plus incorruptible que
 I. „ moi, puisque je n'ai ni la volonté, ni même la pensée de commettre aucu-
 1624. „ ne erreur.

„ On a parlé de mon relâchement en matiere de Religion, & on a soup-
 „ çonné une Tolerance. Mais je prends à témoin le Dieu Tout-puissant qui
 „ me jugera au dernier jour , que je n'ai jamais ni pensé , ni exprimé par mes
 „ paroles aucune chose qui en approchât tant soit peu (1). Il est vrai qu'en
 „ certains tems , pour des raisons que je garde pardevers moi , je n'ai pas fait
 „ exécuter les Loix à la rigueur , & que j'ai conivé dans des occasions où la
 „ sévérité auroit pû porter du préjudice à des affaires d'une plus grande im-
 „ portance. Mais dans mes Traitez , je n'ai jamais consenti à rien qui pût ten-
 „ dre au renversement de ces Loix , ou qui leur fût directement opposé. Au
 „ contraire , j'ai toujours eu dans tous , un soin particulier de préserver la
 „ Religion que j'ai toujours professée. Comme à cet égard , j'ai bonne opi-
 „ nion de vous , je voudrois que vous eussiez aussi bonne opinion de moi
 „ dans ce en quoi je n'ai point commis de faute. Car comme un bon Cavalier
 „ ne se sert pas toujours des éperons , ou ne tire pas toujours la bride , mais
 „ quelquefois il lâche la bride , & quelquefois il use de l'éperon , ainsi un Roi
 „ prudent , & c'est ce que mon âge & mon expérience m'ont appris , presse
 „ quelquefois l'exécution des Loix , & quelquefois selon les occasions , il souf-
 „ fre qu'elles soient moins rigoureusement exécutées. Je voudrois aussi que
 „ vous éloignassiez de vos esprits tout soupçon , que je puisse , ou que j'aye
 „ jamais voulu envahir vos Libertez & vos *legitimes* Privilèges : car je pro-
 „ teste devant Dieu , que mon intention a toujours été de vous laisser la
 „ pleine jouissance de ceux qui sont fondez sur les *anciennes* coutumes , & que
 „ s'il est necessaire je les augmenterai & les amplifierai.

„ Je souhaiterois donc , comme je vous l'ai dit autrefois dans ce même
 „ lieu , & comme Saint Paul le disoit à Timothée , que vous évitassiez les Gé-
 „ néalogies, les détours & les subtilitez des Loix , avec toutes sortes d'inno-
 „ vations ; & si vous ne m'en donnez pas de juste cause , vous ne me verrez
 „ pas chercher les occasions de me broüiller avec vous. Mais je désire que
 „ laissant en arriere toutes sortes de doutes & d'obstacles , vous vous attachiez
 „ promptement & unanimement à l'importante affaire que je vous ai propo-
 „ sée. Car j'ai déjà éprouvé combien les délais ont été dangereux , & ont gâté
 „ cette affaire : c'est pourquoi , je ne voudrois pas qu'elle fut encore retardée
 „ par de nouvelles occasions. Dieu est mon Juge, je vous le dis, Foi de Roi
 „ Chrétien , que jamais voyageur dans les Déserts d'Arabie , en danger de
 „ mourir de soif , n'a désiré avec plus d'ardeur de trouver de l'eau pour se
 „ rafraichir , que je souhaite une heureuse fin de ce Parlement , qu'il plaise à
 „ la bonté divine de benir vos conseils , & que le bon succès de celui-ci expie
 „ l'issuë infructueuse des précédens. Je prie Dieu que vos conseils produisent
 le

(1) La Lettre de l'Archevêque au Roi , & la Déclaration du Conseil aux Ambassadeurs d'Espagne , sans parler des Articles du Mariage , publics & secrets font voir manifestement le contraire. Mais le Roi se salvoit ici par cette considération , qu'il ne regardoit ce qu'il avoit fait , ou qu'il avoit eu dessein de faire en faveur des Catholiques , que comme une suspension des peines , & non pas comme une véritable tolérance.

le bien de la Religion , la prospérité publique , mon avantage , & le repos de mes Enfans.

Ce Discours , ainsi que tous les autres que le Roi avoit faits à son Parlement , fut sujet à diverses gloses qui ne faisoient pas honneur à sa bonne foi. On ne pouvoit comprendre qu'il se crût véritablement plus aimé de son Peuple qu'aucun des Rois ses Prédécesseurs , puisqu'aucun ne s'étoit si souvent broüillé avec son Parlement , ce qui n'est pas assurément un bon moyen pour se concilier l'affection du Peuple. Ceux qui étoient instruits de l'état des affaires , trouvoient fort étrange que le Roi eût dit au Parlement , qu'à l'arrivée du Prince en Espagne , l'affaire étoit aussi neuve que si jamais on n'en avoit traité auparavant , puisqu'il avoit déjà signé les Articles de Mariage , & qu'à l'égard du Palatinat , il n'avoit pas voulu qu'on en parlât qu'après que le Mariage seroit accompli. Ces mêmes gens ne pouvoient s'empêcher de s'étonner qu'il eût pris Dieu à témoin , qu'il n'avoit pas même eu la pensée d'accorder la Tolérance aux Papistes , puisque c'étoit une des conditions secrètes du Mariage , & que , sans être même informé de ce secret , il étoit aisé de comprendre , que ce n'étoit que dans cette vûë , que Philippe donnoit l'Infante sa Sœur au Prince de Galles. Enfin quelques malicieux remarquoient , que le Roi ayant dit , qu'il n'avoit jamais eu intention d'envahir les Libertez des Sujets , on pouvoit très-justement lui appliquer l'exemple qu'il avoit lui-même allégué dans une autre occasion , de celui qui prenoit la bourse à un homme , & qui assuroit qu'il n'avoit pas eu intention de le voler.

Quelques jours après que le Roi eut prononcé son Discours , les deux Chambres ayant résolu d'avoir ensemble une Conférence pour examiner l'affaire que le Roi leur avoit recommandée , le Prince & le Duc de Buckingham s'y rendirent pour les informer de tout ce qui s'étoit passé. Après que le Prince eut dit quelques mots , le Duc de Buckingham prit la parole , & fit un assez long discours qu'il partagea en six Articles , sous prétexte de donner une plus claire intelligence de l'affaire , mais en effet pour l'embarasser , & pour cacher la liaison mutuelle des choses qu'il devoit rapporter. Dans le premier , il expliqua les motifs du voyage du Prince en Espagne. Dans le second , il parla de la négociation du Mariage à part. Dans le troisième , il joignit ensemble les deux affaires du Mariage & du Palatinat. Dans le quatrième , il rapporta les causes du retour du Prince. Dans le cinquième , il informa le Parlement de ce que le Roi avoit fait au sujet du Mariage & de la restitution du Palatinat , depuis que le Prince étoit de retour. Enfin dans le sixième , prenant ensemble toute la matière dont il venoit de parler , il établit l'état de la question , sur laquelle les deux Chambres devoient donner leur avis. En parlant , il se tournoit de tems en tems du côté du Prince , comme pour lui demander si ce qu'il disoit n'étoit pas vrai , & le Prince ne manquoit pas de répondre, oui , cela est vrai , ou quelque chose de semblable. Le but de tout son Discours étoit de faire voir , que le Roi avoit été engagé mal à propos dans la négociation de ce Mariage , par les fausses espérances que le Comte de Bristol lui avoit données : que la Cour d'Espagne n'avoit jamais eu intention de faire le Mariage , & encore moins de faire rendre le Palatinat , quoique le Comte de Bristol assurât le contraire : que le

Prince

“ JAC-
“ QUE
I.
1624.
On glose
sur ce Dis-
cours.

Le Duc de
Buckin-
gham ex-
plique les
causes pré-
tendues de
la rupture
du Maria-
ge.
*Annales de
Jacques I.
pag. 89.
Rushworth,
Vol. I. p. 119.*

*Sir Anth.
Weldon,
pag. 163.*

*Wilson.
Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 27. &
28.*

JACQUES

I.

1624.

Remarque
sur ce Dis-
cours.

Prince avoit été maltraité en Espagne : qu'on l'avoit beaucoup pressé de se faire Catholique : En un mot, il fit entendre que le Comte de Bristol étoit le seul coupable dans cette affaire, & qu'il avoit abusé de la confiance du Roi. Rien n'est plus aisé que d'accuser un homme quand il est absent. Il n'y a qu'à taire ce qui fait pour lui, à donner un mauvais tour à ses actions les plus innocentes, à exagérer les fautes qu'il peut avoir faites & lui mettre sus des crimes qu'il n'a point commis. C'est précisément ce que fit le Duc de Buckingham à l'égard du Comte de Bristol, avec l'approbation & l'assistance du Prince. Cela est si vrai, que deux ans après, le Prince étant sur le Trône, & ayant lui-même accusé le Comte de trahison, celui-ci, en donnant ses défenses au Parlement, fit une Relation de la négociation d'Espagne toute contraire à celle que le Duc de Buckingham avoit faite. Il la prouva par des Pièces auxquelles il n'y avoit rien à répliquer, & défia le Duc d'y répondre. Il ne se contenta pas d'assurer, que, dans tout ce que le Duc avoit dit, il n'y avoit pas un mot de vrai, mais il l'accusa même dans toutes les formes, & délivra son accusation à la Chambre Haute, laquelle demeura sans réplique. Cela doit suffire pour faire voir combien étoit fautive la Relation que le Duc de Buckingham avoit faite au Parlement. Ainsi, je ne croi pas qu'il soit nécessaire de s'étendre davantage sur ce sujet.

Le Parle-
ment ap-
plaudit
beaucoup
au Duc.
Wilson;
pag. 264.

Le Discours du Duc de Buckingham ne laissa pas d'être reçu avec applaudissement, par plusieurs raisons. Premièrement, il avoit déjà fait les bragues dans les deux Chambres. Secondement, il avoit empêché que le Mariage ne s'accomplît en Espagne, en quoi il avoit fait une chose très-agréable au Peuple & au Parlement. En troisième lieu, il avoit ramené le Prince, contre l'attente de tout le monde, & fait cesser par-là les justes craintes des Anglois. Enfin, le Prince lui-même ayant rendu témoignage à tout ce que Buckingham avoit rapporté, on ne pouvoit s'imaginer que sa Relation fût fautive. Comme le Public n'étoit pas informé du secret & du détail de la négociation, il n'est pas étonnant que le Parlement crût ce que le Roi, le Prince, & le Duc lui disoient. Mais dans la suite, tout fut découvert, & on en fit un tout autre Jugement.

L'Ambas-
sadeur d'Es-
pagne se
plaint du
Duc.
*Annales de
Jacques I.*
pag. 93.

L'Ambassadeur d'Espagne ayant été informé de ce qui s'étoit passé dans la Conférence des deux Chambres, demanda audience au Roi (1), & se plaignit hautement, que le Duc avoit parlé contre l'honneur du Roi d'Espagne. Il dit même, que si un Sujet du Roi son Maître avoit ainsi parlé du Roi d'Angleterre, il lui en coûteroit la tête. Apparemment, l'Ambassadeur avoit été mal informé, puisque le Duc n'avoit employé aucun terme offensant contre le Roi d'Espagne. Il avoit seulement fait entendre, que Philippe n'avoit jamais eu intention que d'amuser le Roi & le Prince. Comme le Duc de Buckingham étoit alors le Favori du Parlement, aussi bien que du Roi & du Prince de Galles, les deux Chambres prirent hautement son parti, & présentèrent au Roi une Adresse dans laquelle elles déclaroient que le Duc n'avoit rien dit dont le Roi d'Espagne pût être choqué, & remercioient le Duc de sa fidelle Relation attestée par le Prince. Le Roi fut si charmé de cette Adresse, qu'il se rendit au Parlement pour en remercier les deux Chambres par un Discours où il n'oublia pas de faire l'éloge de son Favori.

Le Parle-
ment prend
le parti du
Duc.
Rushworth,
Vol. I, p. 126.

(1) Le 24. de Mars.

Favori. Il dit, qu'il ne pouvoit pas douter que sa Relation ne fût vraie, puisqu'il lui en avoit fait à lui-même une toute semblable, à son retour d'Espagne. Mais il falloit que le Roi s'aveuglât lui-même volontairement, pour ne pas voir la fausseté de la Relation du Duc, ou qu'il fût tenu dans une étrange servitude par ce Favori, s'il lui faisoit attester devant le Parlement, ce qu'il sçavoit être faux.

JACQUES
I.
1624.

Le Parlement étoit très-content de voir le Roi disposé à rompre le Mariage d'Espagne, ignorant, ou feignant d'ignorer qu'il étoit véritablement rompu, par l'affront qui avoit été fait au Roi d'Espagne. Mais le Roi ayant dit, que c'étoit encore *Res integra*, les deux Chambres ne pouvoient pas parler autrement. Ainsi, oubliant tous les anciens sujets de mécontentement, & s'attachant uniquement à l'affaire que le Roi leur avoit proposée, elles présentèrent en commun une Adresse au Roi, pour lui conseiller de rompre la négociation qu'il avoit commencée avec l'Espagne, tant pour la restitution du Palatinat que pour le Mariage. Elles fondoient ce conseil sur quatre raisons principales, dont la première étoit, qu'au commencement de cette négociation, les Espagnols n'avoient proposé qu'une simple liberté de conscience pour l'Infante & pour ses Domestiques, & l'exercice de leur Religion. Mais que dans la suite, prenant avantage de ce qu'ils avoient le Prince de Galles en leur pouvoir, ils avoient demandé avec importunité, une tolérance générale, contre ce qui se pratiquoit ordinairement par les autres Princes Catholiques dans les Traitez de même nature. Que d'ailleurs, la faction Papiste s'étoit tellement accruë en Angleterre, pendant le cours de cette négociation, qu'il n'y auroit plus moyen de la supprimer, pendant que ce Traité subsisteroit.

Le Parlement conseil-
le au
Roi de rom-
pre la né-
gociation
du Maria-
ge.
Wilson,
pag. 265.
Annales de
Jacques I.
pag. 94.

La seconde raison étoit prise de ce que, durant cette longue négociation, le Parti Protestant en Allemagne avoit été opprimé, & le Palatinat envahi: que les Espagnols avoient abusé le Roi, & traité indignement le Prince, en le pressant avec importunité de changer de Religion, contre le droit d'hospitalité, les Privilèges des Princes.

La troisième étoit fondée sur le peu de sincérité des Espagnols, tant dans la négociation du Mariage du Prince Henri, que dans celle-ci: sur la proposition offensante qu'ils avoient faite au Roi d'obliger le Prince son Fils à se faire Catholique, & sur la supercherie dont ils avoient usé dans la négociation de Bruxelles, dont l'unique but avoit été de faire perdre Heidelberg.

Enfin, le Parlement ajoutoit pour une quatrième raison, le transport de l'Electorat dans la Maison de Baviere: la Lettre du Roi d'Espagne au Comte d'Olivarez, & la Réponse du Comte, par lesquelles il paroïssoit clairement, que la Cour d'Espagne n'avoit jamais eu intention d'accomplir ce Mariage: la Junte des Théologiens inventée exprès pour renvoyer le Prince en Angleterre sans femme.

Toutes ces raisons étoient autant de coups portez indirectement au Roi qui s'étoit laissé si long-tems amuser. Mais le Roi, feignant de ne pas s'en appercevoir, se rendit au Parlement, & y fit un Discours pour faire voir, qu'il ne pouvoit s'engager à rompre ces Traitez, sans sçavoir comment il pourroit soutenir la Guerre qui s'en ensuivroit infailliblement, puisqu'il

Le Roi con-
sent à la
rupture &
demande de
l'argent.
Rushworth,
Vol. I. p. 129.

JACQUES I. s'agissoit de recouvrer le Palatinat par les armes. Il leur déclara donc, que s'ils jugeoient à propos d'entrer en Guerre avec l'Espagne, il vouloit bien consentir, que l'argent qu'on lui accorderoit pour cela fût ménagé par des Commissaires que le Parlement nommeroit. De plus, il promit aux deux Chambres, qu'il ne feroit point la Paix sans leurs avis. Il finit par ces paroles : *Je souhaite avec tant d'ardeur, que les précédentes dissolutions des Parlemens, & si je ne les assemble pas souvent. C'est dans cette heureuse correspondance, entre moi & mon Peuple, que je désire de passer le reste de ma vie, afin de faire de bonnes Loix, de réformer les abus dont je ne puis être bien informé que par le Parlement, & de maintenir un bon ordre & un bon gouvernement dans le Royaume.*

Les Communes offrirent del'argent au Roi.

Wilson.
pag. 269.
Annales de Jacques I.
pag. 97.
Rushworth,
Vol. I. p. 135.

Quelle différence entre ce Discours & ceux que le Roi avoit faits aux Parlemens précédens ! Mais c'étoit moins le cœur du Roi qu'on pouvoit voir dans ces expressions, que la politique du Duc de Buckingham, qui, après avoir rompu le Mariage du Prince, vouloit pousser sa pointe, & faire déclarer la Guerre à l'Espagne. Pour y réussir, il ne pouvoit se passer de Parlement, & pour se concilier l'affection du Parlement, il falloit que le Roi parlât de cette manière.

Quelques jours après, les Communes présentèrent au Roi une Adresse par laquelle elles lui offroient trois Subsidies entiers & trois Quinzièmes, aussitôt qu'il auroit publiquement déclaré qu'il rompoit les Traitez, concernant le Mariage du Prince, & le Palatinat. Mais elles le prirent au mot, sur l'offre qu'il avoit faite de consentir que l'argent fût mis entre les mains de leurs Commissaires. Le Roi les remercia par des expressions tendres & affectionnées, & leur fit entendre, qu'il avoit pris la résolution de ne se confier plus à l'avenir qu'à son Parlement. Après cela, il fit partir un Courier, pour aller porter à la Cour d'Espagne sa dernière résolution de rompre le Traité. Mais sur l'avis qu'il eut que les deux Chambres préparoient une Requête qu'elles lui devoient présenter en commun contre les Papistes, il écrivit le billet suivant au Secrétaire Conway.

Il reçoit avis que le Parlement prépare une Requête contre les Papistes. Il arrête le Courier qui va en Espagne.

Wilson.
pag. 265.
Annales de Jacques I.
pag. 100.

Je ne doute pas que vous n'ayiez oïi parler de la Requête venimeuse que la Chambre des Communes a envoyée aujourd'hui aux Seigneurs, en leur demandant leur concurrence, pour me la présenter au nom des deux Chambres. Cependant, sçachez que j'ai fermement résolu de ne faire point de cette Guerre une Guerre de Religion. Je ne prétends point me laisser duper par mon Peuple. Je vous prie d'arrêter le Courier qui va en Espagne, jusqu'à ce que j'aye parlé à mon Fils qui doit être ici demain. Vous pouvez le faire, sous prétexte que vous avez d'autres Lettres à envoyer & en cas qu'il soit parti, faites courir après lui pour l'arrêter, sur quelque prétexte semblable. Mais que personne du monde ne sçache ceci. Demain, avant deux heures après Midi, je vous ferai sçavoir mon intention. Adieu.

Le Peuple témoigne

Selon les apparences, le Roi crut que le Parlement, dans cette Requête contre les Papistes, vouloit lui demander des choses qu'il n'avoit pas dessein d'accorder. C'est pourquoi, de peur de se voir forcé à dissoudre le Parlement, il ne vouloit pas se hâter de rompre avec l'Espagne. Mais ensuite, ayant été informé que la Requête ne contenoit rien de ce qu'il craignoit, il laissa partir le Courier. Dès que le Peuple sçut que la rupture avec l'Espagne étoit résolue.

luë. Toute la Ville de Londres fut pleine de feux de joye qui marquoient combien on avoit été offensé de la négociation du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, & du danger auquel la Religion avoit été exposée. On ignoroit encore, qu'il s'en traitoit actuellement un autre en France, qui n'étoit pas moins dangereux.

La Requête, qui fut présentée au Roi de la part des deux Chambres, contenoit sept demandes principales.

I. Que tous les Jesuites, & les Prêtres qui venoient des Seminaires étrangers fussent chassés du Royaume, & qu'il plût à S. M. de faire exécuter à toute rigueur, les Statuts faits sur ce sujet.

II. Qu'il plût à Sa Majesté d'ordonner à tous les Juges de Paix, de saisir les armes & munitions qui se trouveroient entre les mains des Papistes Récusans.

III. Que tous les Papistes Récusans fussent obligez de sortir de Londres, & de se retirer dans les lieux où les Loix leur permettoient d'habiter, sans s'en éloigner de plus de cinq milles. Qu'il plût à Sa Majesté de révoquer toutes les Licences accordées sur ce sujet, & de leur défendre d'approcher de plus près que de dix milles, de la Ville de Londres, de sa propre Cour, & de la Cour du Prince.

IV. Qu'il plût à Sa Majesté d'arrêter le grand concours de ses Sujets aux maisons des Ambassadeurs, pour y entendre la Messe.

V. Qu'il plût à Sa Majesté d'ôter aux Papistes Récusans ou suspects, les charges qu'ils exerçoient dans le Royaume, de peur que, par le moyen de ces charges, ils n'acquissent un pouvoir qu'il n'étoit pas à propos de leur laisser.

VI. Qu'il plût à Sa Majesté de faire exécuter toutes les Loix contre les Récusans en général, & d'ordonner aux Magistrats d'y tenir la main.

VII. Que puisqu'on étoit heureusement délivré des dangers dont le Traité avec l'Espagne menaçoit l'Angleterre, il plût à Sa Majesté d'engager sa parole Royale, qu'à l'avenir il ne suspendroit point l'exécution des Loix contre les Papistes Récusans, à l'occasion des Traitez de même nature.

Le Roi répondit à cette Requête en ces termes :

MY LORDS & MESSIEURS des deux Chambres,

„ Je ne puis qu'approuver le zèle que vous faites paroître dans la Requête que vous m'avez présentée. Mais, d'un autre côté, je ne puis que me trouver malheureux de ce qu'on croit que j'ai besoin d'être poussé à faire ce à quoi mon devoir & ma conscience m'obligent. Mes Ecrits, ma profession, ma conduite, montrent assez de quelle Religion je suis, & j'espère, s'il plait au Seigneur, que je ne donnerai jamais lieu de le penser autrement. Assurément, je ne le mérite pas. Si jamais il m'arrive de me détourner de ma Religion, je souhaite que cela soit gravé sur le marbre, afin de laisser à la Postérité cette note d'infamie sur ma personne : car celui qui dissimule avec Dieu, n'est pas digne que les hommes se fient à lui.

Cc ij

„ Mylords ”

JACQUES
I.
1624.
beaucoup
de joye de la
rupture du
Mariage.
Requête
des deux
Chambres
au Roi.
Rushworth,
Vol. I. p. 141.
WVilson,
pag. 272.
Annales de
Jacques I.
pag. 100.

“ Réponse
du Roi.
“ *Rush-*
“ *worth,*
“ *Vol. I. pag.*
“ *143.*
“ *WVilson,*
“ *pag. 274.*
“ *Annales*
“ *de Jacques*
“ *I. p. 101.*

JAC.
QUEST.
1624.

„ Mylords , je proteste devant Dieu , que le cœur m'a saigné lorsque j'ai
„ appris l'accroissement du Papisme. Dieu est témoin de la douleur que j'en ai
„ ressenti. Ce sont des épines dans mes yeux & des pointes à mes côtes , tant
„ je suis éloigné de prendre l'autre chemin. Vous ferez vous-mêmes mes té-
„ moins, que d'une manière ou d'autre, j'ai toujours souhaité d'empêcher l'ac-
„ croissement du Papisme , & je n'aurois pas pu être honnête homme , en agis-
„ sant d'une autre manière. Je vous dirai encore plus, c'est que si je ne suis pas
„ un Martyr , je suis assurément un Confesseur. Je puis même en quelque ma-
„ nière , être regardé comme un Martyr , ayant été persécuté , comme Isaac
„ l'étoit par Ismaël qui se mocquoit de lui , ainsi qu'on le voit par l'Ecriture.
„ Jamais Roi n'a tant souffert que moi , des mauvaises langues , quoique sans
„ sujet. Malgré tout cela , je n'ai jamais approuvé la persécution : car j'ai tou-
„ jours jugé que rien n'étoit plus capable , de faire croître quelque Religion
„ que ce soit , selon ces paroles , *Sanguis Martyrum , semen Ecclesie.*

„ Premièrement , Mylords & Messieurs , pour ce qui regarde votre Re-
„ quête , je veux non seulement vous accorder la substance de ce que vous me
„ demandez , mais y ajouter encore quelque chose de mon côté. Les deux Trai-
„ tez étant déjà annullez , comme je vous l'ai déclaré , ce que vous demandez
„ suit naturellement de cette rupture. C'est pourquoi , je n'ai autre chose à fai-
„ re , qu'à publier une Proclamation comme je suis prêt à le faire pour ordon-
„ ner aux Jesuites & aux Prêtres , de sortir du Royaume dans un jour préfix.
„ Mais la Proclamation ne peut s'étendre sur tous mes Etats , comme vous le
„ demandez , parce que les Proclamations n'ont aucune force , que dans ce
„ Royaume.

„ Je ferai ceci , & encore plus. J'ordonnerai aux Juges quand ils iront
„ dans leurs *Circuits* , de suivre les mêmes règles pour faire exécuter les Loix
„ contre les Récusans , qu'ils avoient accoutumé de suivre avant ces Traités ;
„ car les Loix sont encore en force , & je n'en ai jamais dispensé. Dieu m'est
„ témoin , que je n'en ai pas même eu l'intention. Mais , comme je vous l'ai
„ dit au commencement de ce Parlement , il faut que vous me permettiez d'a-
„ gir en bon homme de cheval : c'est-à-dire , de me servir quelquefois des rênes
„ & de n'employer pas toujours les éperons. Il ne manque donc plus qu'un
„ ordre pour faire désarmer les Récusans , à quoi les Loix ont déjà pourvû , &
„ cela sera fait selon vos desirs. De plus , je prendrai soin d'arrêter le honteux
„ concours de mes Sujets chez les Ambassadeurs étrangers , & je consulterai
„ mon Conseil , sur la manière de réformer cet abus. Il est vrai que les maisons
„ des Ambassadeurs sont privilégiées : mais quoiqu'on ne puisse pas y aller saisir
„ les Délinquans , le Maire & le Recorder de Londres peuvent en arrêter quel-
„ ques-uns quand ils en sortent , & les faire servir d'exemple. J'ajouterai en-
„ core un autre point touchant l'éducation des enfans des Papistes , de la-
„ quelle j'ai un soin tout particulier , comme Mylord de Cantorbéri , Evê-
„ que de Winchester , & les autres Seigneurs de mon Conseil , avec lesquels
„ j'ai conféré sur ce sujet , m'en peuvent rendre témoignage. Car en bonne
„ foi , c'est une honte , que des enfans soient élevez ici comme s'ils étoient à
„ Rome. Ainsi , je vous accorde , non seulement ce que vous désirez , mais
„ encore plus. Je suis seulement fâché de ne l'avoir pas proposé le premier.
„ Mais quand vous ne l'auriez pas demandé , je l'aurois fait de moi-même.

„ Pour

„ Pour ce qui regarde la seconde partie de votre Requête, il est certain „ J A C.
que vous m'avez donné le meilleur conseil du monde : car il est contre les „ Q U E S I.
règles de la sagesse, qu'un Roi souffre que ses Sujets transgressent les Loix, par „ 1624.
l'intercession des autres Princes. C'est pourquoi, soyez assurés, qu'avec l'as- „
sistance de Dieu, je prendrai soin que, dans quelques Traitez que ce soit, „
on ne fourre à l'avenir, de pareilles conditions. Il est juste que mes Sujets se „
soutiennent, ou tombent par leurs propres Loix. „

Quelle heureuse correspondance entre le Roi & son Parlement ! On ne peut rien voir de plus affable, de plus obligeant que cette réponse, & la maniere libre & aisée avec laquelle il entroit dans les vûes des deux Chambres. Pour rendre leur bonheur parfait, il ne manquoit plus que l'exécution de ce que le Roi leur avoit promis. On verra tout à l'heure avec quel soin il tint sa parole.

Le Roi avoit adroitement évité de répondre à deux des principaux Articles de la Requête. C'étoient le 3. & le 5. dans lesquels les deux Chambres demandoient, que les Papistes fussent éloignés de Londres & de la Cour, & qu'ils ne possédassent plus de charges publiques. S'il avoit acquiescé à ces deux demandes, la Cour auroit entièrement changé de face. Il auroit fallu éloigner la Mere du Duc de Buckingham, qui, par le moyen de son Fils, dispoit de toutes les charges. La Duchesse, femme du Duc, auroit aussi été de ce nombre, aussi bien qu'un des Secretaires d'Etat, & beaucoup d'autres qui avoient des emplois considérables à la Cour & dans les Provinces. Le silence du Roi sur ce sujet, fut causé que le Parlement fit dresser une Liste de cinquante sept Seigneurs ou Chevaliers Papistes Récusans qui avoient des emplois publics, & la fit présenter au Roi. Mais il ne paroît pas qu'il y fit beaucoup d'attention. Comme c'étoit toucher au vif le Duc de Buckingham, ce fut lui, vraisemblablement, qui empêcha le Roi de donner satisfaction au Parlement sur cet Article, & le Parlement n'insista pas beaucoup là-dessus, pour ne choquer pas trop ouvertement un Seigneur qui avoit tant de crédit auprès du Roi, & encore plus auprès du Prince.

Le Parle-
ment pré-
sente au Roi
une Liste
des Papistes
en charge.

Mais quoi qu'aucun Anglois n'osât attaquer directement le Favori, il se trouva pourtant un Etranger qui entreprit de le ruiner dans l'esprit du Roi. Ce fut le Marquis d'Innoïsa Ambassadeur d'Espagne, qui étant outré de la maniere indigne dont le Duc avoit fait rompre le Mariage, brûloit d'envie de venger le Roi son Maître & l'Infante. Un jour que le Roi avoit peu de monde autour de lui, il trouva l'occasion de lui mettre en main un Ecrit, en lui faisant signe des yeux, de le cacher. Le Roi le mit dans sa poche, & se retira seul dans son cabinet pour le lire. Il fut extraordinairement surpris d'y voir en substance ces divers Articles.

V Vilson,
pag. 276.

L'Ambassa-
deur d'Es-
pagne don-
ne au Roi
des infor-
mations se-
crettes con-
tre Buc-
kingham.
Rog. Koke,
pag. 107.
Rushworth,
Vol. I. p. 144.

Qu'il n'étoit ni ne pouvoit être informé de ce qui se passoit dans sa propre Cour, ou au Parlement, parce qu'il n'avoit auprès de lui aucun Domestique fidèle, & qui ne fût dévoué au Prince ou au Duc. Que par ce moyen, il n'étoit pas moins prisonnier dans sa propre maison, que le Roi Jean l'avoit été à Londres, & François I. à Madrid.

Qu'il y avoit un terrible complot contre lui, auquel le Prince son Fils avoit beaucoup de part.

Que ce complot avoit commencé à se former à Madrid : qu'il s'étoit con-

JACQUES
I.
1624.

tinué à Londres : que la résolution étoit prise de l'éloigner du Gouvernement de son Royaume : que même le Prince & le Duc étoient déjà convenus de ceux qui devoient avoir sous eux les principales Charges du Royaume.

Qu'on l'engageoit dans une Guerre, afin d'avoir un prétexte de tenir quelques troupes sur pied, & de le contraindre à tout ce qu'on voudroit exiger de lui.

Qu'il étoit continuellement environné de créatures du Prince & du Duc, en sorte que personne ne pouvoit lui parler en particulier, & que cela marquoit assez, qu'on avoit de mauvais desseins contre lui.

Que les Emissaires du Duc faisoient tous leurs efforts pour rendre Sa Majesté odieuse & méprisable, en le faisant passer pour un Prince paresseux & négligent, qui préféroit une Paix honteuse à une Guerre honorable, pendant que les Etats de son Gendre étoient entre les mains de ses ennemis. L'Auteur de l'Ecrit ajoûtoit, que cet Article se pouvoit très-aisément prouver par une Lettre que le Duc de Buckingham avoit écrite en Hollande, & qui avoit été interceptée.

Que ce Parlement étoit entièrement dépendant du Prince & du Duc, & que le Roi étoit perdu s'il ne prenoit une prompte résolution de le dissoudre.

Que le Duc étoit l'unique auteur de la rupture du Mariage d'Espagne, afin de pouvoir exécuter ses desseins particuliers.

Que le Duc avoit divulgué ce qui s'étoit passé de plus secret entre Sa Majesté & le Roi d'Espagne, touchant la Hollande, & qu'il faisoit tout son possible pour le broüiller avec les Hollandois.

Que le Duc s'étoit laissé corrompre par divers Ambassadeurs des Princes Etrangers.

Qu'il y avoit un parti très-violent contre Sa Majesté dans le Parlement, & que c'étoient ceux de ce parti que le Duc caressoit le plus, en vûe de se rendre populaire.

Que ces gens-là parloient du Roi d'Espagne d'une manière indigne des gens d'honneur & de la civilité Angloise.

Que le Duc s'étoit fait Chef des Puritains, quoiqu'il n'ignorât pas, qu'ils avoient formé le projet de faire tomber la Couronne sur la tête de l'Electrice Palatine.

Enfin, on prioit le Roi de faire venir en sa présence, lorsque le Prince & le Duc seroient au Parlement, le Secrétaire de l'Ambassadeur d'Espagne, qui lui éclairciroit tous ses doutes.

Le Roi con-
çoit de
grands
soupçons
contre le
Prince &
contre le
Duc.

Le Duc est
sur le point
d'être dis-
gracié.

Le Roi parla au Secrétaire, & s'entretint aussi en particulier avec un Espagnol nommé le Pere *Maestro*. On ne sçait point ce que ces gens-là lui dirent : mais on s'apperçut que, depuis ces conversations, le Roi devint extrêmement triste, & changea entièrement d'humeur. Il affectoit, en parlant au Prince & au Duc, de se servir de certaines expressions qui leur faisoient comprendre qu'il avoit quelque chose sur le cœur. Enfin, un jour le Roi allant à windfor, & montant en carrosse, ordonna au Duc, sous quelque léger prétexte, de demeurer derrière. Alors le Duc ne pouvant presque plus douter de sa disgrâce, le pria au nom de Dieu, de lui dire de quoi il étoit accusé. Le Roi ne répondit autre chose, sinon qu'il étoit bien malheureux, de se voir abandon-

abandonné de ceux qui lui étoient les plus chers, & prenant le Prince son Fils avec lui, il laissa Buckingham à Londres. Celui-ci se retira chez lui, accablé de tristesse, & se croyant perdu sans ressource. Mais par le conseil de l'Evêque de Lincoln, Garde du grand Sceau, il partit sur le champ pour Windsor, où il trouva le moyen de dissiper les soupçons du Roi. Du moins, le Roi feignit d'en être entièrement délivré. Mais le Comte de Clarendon confirme dans son Histoire, ce que d'autres ont assuré, que le Duc avoit entièrement perdu les bonnes grâces du Roi. Cependant, Jacques étoit d'un naturel si timide, que, bien loin de se défaire d'un Favori qu'il auroit pu aisément ruiner, il se livra de plus en plus entre ses mains, tant il craignoit son union avec le Prince. Il attendoit avec impatience l'arrivée du Comte de Bristol pour se servir de ses conseils : mais on trouva bien le moyen de l'empêcher de lui ouvrir son cœur, & même de lui parler.

JACQUES

I.

1624.

Il se tire
d'affaire.

Avant que le Parlement finit sa Séance, le Roi eut un nouveau sujet de chagrin, de la part du Prince & du Duc. Pendant qu'ils étoient en Espagne, *Crownfield*, Grand Trésorier, qui avoit été fait Comte de *Middlesex*, ayant eu la fermeté de leur refuser quelquefois les sommes exorbitantes qu'ils lui demandoient, ils résolurent de le perdre dès qu'ils seroient en Angleterre. Ils se servirent pour cela du crédit qu'ils avoient acquis dans ce Parlement, & par des gens affidés, ils le firent accuser de malversation dans l'exercice de sa charge. Le Roi connoissant bien que cela venoit d'eux, les pria au nom de Dieu, d'employer le crédit qu'ils avoient dans les deux Chambres, pour faire tomber cette accusation : mais ils demeurèrent inflexibles, & insensibles à toutes les instances du Roi. Ainsi le Grand Trésorier fut condamné à une amende de cinquante mille livres sterling, & déclaré indigne de prendre place à l'avenir dans la Chambre des Pairs. Tous les Historiens conviennent qu'il n'avoit pas mérité un traitement si rigoureux. Mais le Duc qui l'avoit élevé de la poussière, voulut faire voir qu'il étoit assez puissant pour le faire rentrer dans son premier état, afin qu'il servit d'exemple à tous ceux qui oseroient lui résister. Après cela, il ne faut plus s'étonner si le Roi, en parlant à ce Parlement, paroïsoit si différent de ce qu'il avoit été par rapport aux précédens. Ce n'étoit pas qu'il eût changé de sentimens & de maximes ; mais il n'osoit plus rien faire que par la direction du Prince & du Duc, qui avoient formé des projets pour lesquels ils avoient besoin du Parlement. Le Comte de Clarendon assure que le Roi fut extraordinairement surpris au commencement de ce Parlement, lorsqu'il apprit le contenu de la Relation faite par le Duc de Buckingham, touchant la négociation du Mariage : relation ajoute cet Illustre Historien, fondée sur des faits évidemment faux. Cependant ce Prince eût la faiblesse, ainsi que je l'ai déjà dit, d'en attester la vérité, & d'affirmer que le Duc lui en avoit fait une semblable. Rien ne marque mieux l'esclavage où le Prince & le Favori le tenoient.

Le Prince &
le Duc font
condamner
le Grand
Trésorier
malgré le
Roi.*Wilson*,
pag. 278.
Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 29.Le Roi est
dans la ser-
vitude du
Prince &
du Duc.

Voici encore une autre preuve remarquable de la faiblesse ou de la crainte du Roi. Il ne voyoit plus aucune ressource que dans les Conseils du Comte de Bristol dont il attendoit le retour avec impatience. Cependant ce Seigneur ne fut pas plutôt arrivé en Angleterre, que le Roi se vit contraint de lui envoyer à Douvres un ordre exprès de ne pas paroître à la Cour, & de se tenir dans sa maison, jusqu'à ce qu'il eût répondu à certaines questions que des

On le force
à disgracier
le Comte
de Bristol.
Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 27.

Com-

JACQUES Commissaires du Conseil lui devoient faire. Le Parlement ayant été prorogé
I. peu de tems après, le Comte écrivit souvent au Roi pour le prier de le faire
1624. interroger. Le Roi le souhaitoit : mais ce n'étoit pas l'intérêt du Prince ni du
29. Mai. Duc de Buckingham, qui trouvoient toujours de nouvelles raisons pour
Défense du différer l'Interrogatoire. Il se fit pourtant enfin, à force de sollicitations, &
C. de Bristol. le Comte répondit si bien que les Commissaires ne purent s'empêcher de dé-
Rog. Coke, clarer, qu'il n'y avoit rien à dire à sa conduite. Mais cela ne fut pas capable
pag. 117. de lui procurer sa liberté, ni la permission de parler au Roi. Quelque-tems
 après, le Duc lui fit dire, qu'il se trompoit beaucoup, s'il croyoit que ses ré-
 ponses eussent satisfait le Roi, le Prince, ou lui Duc; mais que le seul moyen
 qu'il avoit pour rentrer en grace, étoit de se déclarer coupable sur certains
 Articles qu'il lui envoyoit. Le Comte le refusa, & le Roi dit à Buckingham,
 que c'étoit une horrible tyrannie, que de vouloir obliger un homme inno-
 cent à se déclarer coupable. Malgré tout cela, il ne fut pas en son pouvoir
 de parler au Comte, parceque le Prince & le Duc ne le trouvoient pas à pro-
 pos.

Le Roi en-
voye six
mille hom-
mes en Hol-
lande.

Le Parlement étant séparé, il fallut penser à la Guerre. Le Subside accor-
 dé au Roi étoit très-considérable. On avoit calculé qu'avec cet argent, il
 pourroit envoyer vingt-cinq mille hommes au Palatinat, sous le comman-
 dement d'un Général Anglois. Mais depuis ce tems-là, la Cour avoit pris
 d'autres mesures. On se contenta donc d'envoyer d'abord six mille hommes
 en Hollande, pour servir dans l'Armée des Etats, sous le commandement du
 Prince d'Orange, & on leva d'autres troupes pour les donner au Comte de
 Mansfeldt, qui devoit pendant l'Hiver se faire un passage pour se rendre au
 Palatinat.

Négocia-
tion du Ma-
riage du
Prince avec
Henriette
de France.

Wilson,
pag. 276.

André-Du
Chefne, Hist.
d'Angleter-
re.

Le Roi fait
exécuter les
Loix contre
les Papistes.

Ils se plai-
gnent au
Roi de
France.

Cependant le Comte de Holland, qui avoit été envoyé en France, ayant
 fait sçavoir que Louis XIII. étoit disposé à écouter les propositions qu'on lui
 feroit au sujet du Mariage du Prince de Galles avec Madame Henriette-Marie
 sa Sœur, le Roi nomma le Comte de Carlisle, pour aller négocier cette affai-
 re, conjointement avec lui. Les deux Ambassadeurs s'étant rendus à Com-
 piegne où à la Cour de France se trouvoit, on leur donna des Commissaires,
 dont le Marquis de la *Vieuville* Surintendant des Finances étoit le principal.
 Les Conférences commencerent peu de jours avant que le Parlement d'An-
 gleterre fût prorogé, & dans le tems que le Roi, selon sa promesse, faisoit
 exécuter les Loix contre les Papistes Récusans, particulièrement contre les
 Moines & les Ecclésiastiques, dont quelques-uns furent mis en prison.

Cette sévérité fit beaucoup crier les Catholiques qui s'étoient attendus à
 toute autre chose, peu de mois auparavant. Ils ne pouvoient s'empêcher de
 se plaindre, qu'au lieu que la négociation du Mariage d'Espagne leur avoit
 procuré beaucoup de soulagement, il sembloit au contraire, que celui qui
 se traitoit en France ne servoit qu'à redoubler leurs miseres. Plusieurs écrivirent
 en France sur ce ton-là, & firent entendre, qu'ils n'avoient plus de res-
 source que dans la piété, le zèle, & la protection de Louis. Entr'autres, un
 certain Cordelier Ecoislois écrivit sur ce sujet à *Hugues* Archevêque d'Am-
 brun qui avoit été Général de l'Ordre, & de qui il étoit connu. L'Archevê-
 que fit voir la Lettre au Roi, & lui exagéra les souffrances des Catholiques
 Anglois qui n'attendoient du soulagement à leurs maux que de son interces-
 sion,

tion. Le Roi de France avoit déjà fait tout son possible pour appaiser les Catholiques d'Angleterre, en leur faisant entendre par le moyen de Tillières son Ambassadeur à Londres, qu'il ne les oublieroit pas. Mais leurs plaintes réitérées l'obligèrent enfin à faire quelque démarche en leur faveur, d'autant plus, qu'il craignoit, qu'elles ne portassent quelque obstacle à la dispense du Pape dont on auroit bien-tôt besoin. Il résolut donc d'envoyer à Jacques un Agent secret pour intercéder en faveur de Catholiques, & il choisit pour cet emploi l'Archevêque d'Ambrun, qui se rendit à Londres déguisé, & passant pour un Conseiller du Parlement de Grenoble. Dès qu'il y fut arrivé, il alla voir le Duc de Buckingham qui lui parut très-disposé à le favoriser dans sa négociation. La Comtesse de Buckingham, Mere du Duc, le Comte de Rutland, & quelques autres Catholiques, rendirent de grands services à l'Archevêque & l'instruisirent de diverses choses qu'il devoit sçavoir pour réussir dans ses desseins. Le Roi ayant été informé que l'Archevêque souhaitoit de lui parler, le fit venir à *Royston* où il étoit alors, gardant le lit à cause de la goutte. L'effet de la premiere Conférence que l'Archevêque eut avec le Roi, ce fut la liberté de plusieurs Papistes Réculans qui avoient été emprisonnez, depuis la Requête du Parlement. De plus, le Roi permit à l'Archevêque d'administrer la Confirmation dans l'Hôtel de l'Ambassadeur de France, à quiconque se présenteroit pour la recevoir. Cela se fit à portes ouvertes, & si publiquement, que non seulement la maison, mais la rue même étoit pleine de monde. S'il en faut croire ce que l'Archevêque lui-même en a dit dans sa Relation, il confirma plus de dix mille personnes, ce qui paroît un peu exagéré. Quoiqu'il en soit, il falloit que le nombre en fût grand, puisque les Magistrats de Londres en porterent leurs plaintes au Roi, qui avoua que cela s'étoit fait par sa permission. Il n'y avoit pourtant que fort peu de tems, qu'il avoit dit au Parlement, que c'étoit une honte que de souffrir ce grand concours de Papistes aux maisons des Ambassadeurs.

JACQUES
I.
1624.
LOUIS XIII.
envoye l'Ar-
chevêque
d'Ambrun
à Jacques.

Relation du
l'Archevê-
que d'Am-
brun.

Jacques le
reçoit favo-
rablement.

Depuis ce tems-là, le Roi eut diverses Conférences avec ce même Prélat, & un jour, qu'il lui témoignoit le grand désir qu'il avoit de vivre dans une étroite union avec le Roi de France, l'Archevêque en prit occasion de lui dire, qu'un des grands moyens pour y parvenir étoit d'accorder une entiere tolérance aux Catholiques. Sur cela, le Roi lui serrant la main, lui dit ces paroles : *Je voi bien que c'est Dieu qui vous envoie ici, afin que je vous découvre les secrets de mon cœur.* Il ajouta, " qu'il avoit toujours eu bonne opinion de la Religion Catholique, & que son penchant pour cette Religion l'avoit souvent mis en danger d'être assassiné, pendant sa Minorité : que son intention étoit d'accorder une tolérance entiere aux Catholiques, & que, pour faciliter l'exécution de ce dessein, il vouloit faire tenir une Assemblée de Théologiens tant Etrangers qu'Anglois, & y faire décider, qu'il étoit nécessaire d'accorder à tout le monde la liberté de conscience : qu'il avoit déjà jetté les yeux sur les Anglois qu'il devoit y envoyer : que si l'Assemblée ne pouvoit pas se tenir à Douvre, il consentiroit que ce fût à Boulogne. Aussi-tôt que l'accomplissement du Mariage de son Fils pourroit le faire compter sûrement sur le secours de la France : qu'il jugeoit à propos, qu'alors l'Archevêque retournât en Angleterre, sous prétexte d'accompagner la Princesse, & qu'il lui remettrait deux Lettres écrites de sa propre main, l'une pour le Pape, l'autre

Conféren-
ces du Roi
avec l'Ar-
chevêque
d'Ambrun.

Le Roi lui
découvre
ses inten-
tions par
rapport
à la Re-
ligion.

JAC- „ pour le Roi de France , dans laquelle il leur expliqueroit son projet plus en
 QUES „ détail : qu'il lui donneroit aussi un Mémoire sur le même sujet , afin qu'étant
 I. „ muni de ces deux Pièces , il pût aller négocier à Rome avec le Pape pour qui
 1624. „ il avoit un respect extraordinaire , lui ayant de l'obligation à cause des vers
 „ qu'il avoit faits autrefois pour la Reine sa Mere , & pour la Maison de Stuart.
 „ En même tems , il montra ces vers au Prélat. Enfin il lui dit , que s'il retour-
 „ noit de Rome , avec l'approbation du Pape , au sujet de l'Assemblée dont il
 „ lui avoit parlé , elle se tiendrait incontinent , & qu'il ne doutoit pas , qu'elle
 „ ne produisît de très-bons effets pour la Religion Catholique. Qu'en atten-
 „ dant , il avoit dessein de négocier avec les Princes Protestans d'Allemagne ,
 „ & de tâcher de gagner quelques-uns des principaux Seigneurs Puritains d'An-
 „ gleterre & d'Ecosse.

Mémoires
 de Déa-
 geant.
 Engage-
 ment du
 Roi selon
 Déageant.

En supposant la vérité de ce que je viens de dire , extrait de la Relation de l'Archevêque d'Ambrun , qui se trouve à la fin des Mémoires de *Déageant* , tout ce qu'on en pourroit inférer , c'est que Jacques avoit formé le projet chimérique d'établir une tolérance mutuelle dans toute la Chrétienté , & qu'il se croyoit assez habile pour l'exécuter , avec le secours de la France. Mais *Déageant* dit quelque chose de plus. Il assure que Jacques écrivit au Pape une Lettre qu'il lui envoya par un Gentilhomme Anglois Catholique. Dans cette Lettre , selon l'Auteur que je viens de nommer , il reconnoissoit le Pape pour “ Vicaire de Jesus Christ sur la Terre , & pour Chef de l'Eglise Universelle. Il assuroit qu'il avoit dessein de se déclarer ouvertement Catholique , après qu'il auroit pourvu à certains inconveniens qu'il prévoyoit , que sa Déclaration pouvoit produire. Il promettoit d'empêcher qu'on n'inquiât les Prêtres que Sa Sainteté ou le Roi de France voudroient envoyer en Angleterre , pourvu que ce ne fussent pas des Jésuites. De plus , il prioit le Pape de ne pas penser à faire restituer à l'Eglise , les Terres des Monasteres données ou vendues aux principales familles d'Angleterre , sous le Regne de Henri VIII. de peur que cela ne renversât tout le projet. Il disoit encore , que rien ne l'empêchoit de se déclarer ouvertement Catholique que l'espérance qu'il avoit de gagner auparavant le Roi de Dannemarck son Beau-Frere , & que déjà , il l'avoit fait prier , sous un autre prétexte , de se rendre en Angleterre. Que quand ils seroient tous deux bien unis dans le même dessein , il ne doutoit pas qu'ils n'attirassent dans le même parti , la plupart des autres Princes Protestans.

Déageant assure , que personne n'eût connoissance de cette Lettre , que le Duc de Buckingham , & le Gentilhomme qui en fut le porteur : mais il ne dit point , comment il en a sçu lui-même le contenu. Pour dire la vérité , j'ai de la peine à croire , premièrement , que Jacques eût véritablement intention de se déclarer publiquement Catholique : en second lieu , que , quand même il auroit eu ce dessein , il se fût hâté d'écrire cette Lettre au Pape , dans la conjoncture où il se trouvoit alors. Enfin , il me paroît peu vraisemblable , que cette Lettre fût tombée entre les mains de *Déageant*. Ainsi , je soupçonne que cet Auteur n'a écrit ce qu'il rapporte , que sur des mémoires qui peuvent lui avoir été fournis par quelque Anglois Catholique sur le témoignage duquel on ne peut pas sçavoir si l'on doit compter.

Remarque
 sur ce sujet.

La Relation de l'Archevêque d'Ambrun est tout autrement vraisemblable ,

ble ; premièrement , parceque ce Prélat ne rapporte que ce qu'il a entendu lui-même de la propre bouche du Roi : en second lieu , parcequ'il ne dit rien qui ne soit conforme à la conduite constante de ce Prince , depuis le commencement de sa vie , s'il faut ainsi dire , jusqu'à sa mort. Il avoit sur la Religion , des idées toutes particulières dont les autres Protestans ne convenoient pas. Il croyoit que la différence des sentimens , par rapport aux dogmes de la Transsubstantiation , de l'Invocation des Saints , & aux autres qui séparent les deux Religions , & qu'il regardoit comme des questions d'Ecole , n'étoit pas suffisante pour autoriser un Schisme. Que par conséquent , l'Eglise Romaine & l'Eglise Protestante n'étoient qu'une même Eglise , d'où il inféroit qu'il falloit que tous les Chrétiens se supportassent mutuellement & véussent en Freres. Il suivoit également de ce Principe , que les Protestans ne devoient ni persécuter ni chagriner les Catholiques , & que ceux-ci devoient en user de même à l'égard des Protestans. Il observoit cette maxime de son côté , avec beaucoup d'exactitude ; mais sans aucun fondement légitime que les Princes Catholiques voulussent s'assujettir à la même Règle. Ainsi , ce projet d'une Tolérance universelle , qu'il prétendoit établir parmi tous les Chrétiens , n'étoit proprement qu'une chimère , puisqu'il n'avoit pas assez d'autorité pour faire entrer tout le monde dans ses vûes. Cependant , comme ses maximes l'engageoient à regarder les Catholiques d'un autre oeil que les autres Protestans ne les regardoient , il n'est pas étrange , que , parmi les Protestans , & parmi les Catholiques mêmes , il passât pour un Prince affectionné à la Religion Catholique. En effet , bien loin d'avoir de la haine pour cette Religion , il regardoit l'Eglise Romaine comme la Mere Eglise , d'où la Protestanté étoit sortie , & sans doute , s'il avoit été en son pouvoir de les réunir , il auroit donné tout l'avantage à la première , en laissant à chacun la liberté de croire ce qu'il voudroit sur les dogmes. Il n'y avoit qu'une chose qui l'embarrassât ; c'étoit l'excès d'autorité qu'on attribuoit au Pape , & la damnable maxime qu'il est permis de tuer les Rois pour cause de Religion. Pour se tirer de cet embarras , il tâchoit de se faire illusion à soi-même , en se persuadant , qu'il n'y avoit qu'un très-petit nombre de Catholiques qui fussent entêtez du pouvoir excessif que le Pape s'attribuoit , & que le principe qu'il est permis de tuer les Rois pour cause de Religion , étoit particulier à la Société des Jésuites. D'un autre côté , le Puritanisme lui déplaisoit tellement dans la Religion Protestante , que , selon les apparences , s'il en eût été le Maître , les Puritains auroient été exceptez de la Tolérance générale qu'il vouloit bien accorder à tous les autres Chrétiens. Ce Prince avoit le malheur de se gouverner toujours par des maximes générales , sans considérer qu'elles ne pouvoient pas s'accommoder toujours à tous les cas particuliers. Ses idées sur la Religion étoient de même nature que celles qu'il avoit sur la Royauté , dont il vouloit appliquer les principes généraux au Gouvernement d'Angleterre , contre la constitution particulière de ce Gouvernement.

JACQUES
I.
1624.

Pendant que l'Archevêque d'Ambrun étoit en Angleterre , la négociation du Mariage se continuoît en France entre les Ambassadeurs d'Angleterre & les Commissaires François. Les Anglois proposèrent d'abord de continuer la négociation qui avoit été autrefois commencée pour le Mariage du Prince Henri avec Madame Christine qui épousa le Duc de Savoye. Mais cette de-

La négocia-
tion du Ma-
riage du
Prince se
continuë en
France.

Dd ij

mande ,

JACQUES
I.
1624.

Reg. Koke,
pag. 120.

mande fut rejetée par les Commissaires François, premièrement parce que cette négociation n'avoit été proprement qu'entamée, sans qu'on y eût fait de grands progrès; en second lieu, parce que les conditions offertes par le Roi d'Angleterre, pour le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne, faisoient, que la France ne pouvoit se contenter de moins. Ainsi les Commissaires François demanderent à leur tour, que les Articles touchant la Religion, qui avoient été accordez à l'Espagne, servissent de fondement au Traité auquel on travailloit. Les Ambassadeurs s'étoient attendus à cette demande, & par leurs Instructions secrètes, ils sçavoient à quoi s'en tenir: mais ils feignirent de ne pouvoir accorder ce qu'on leur demandoit, sans de nouveaux ordres. Ils envoyerent donc un Courier à Londres: mais la Cour de France sçut que ce n'étoit pas sur ce sujet. Ainsi, on les pressa d'autant plus vivement de déclarer ce qu'ils vouloient accorder par rapport à la Religion. Enfin, après s'être un peu fait solliciter, ils offrirent les Articles accordez à l'Espagne, à l'exception de quatre, sçavoir, la liberté de conscience pour les Catholiques: l'Eglise dans Londres: l'Education des Enfans par la Mere jusqu'à dix ans: l'Evêque qui devoit gouverner la maison de la Princesse dans ce qui regarderoit la Religion. Ces quatre Articles furent beaucoup débattus, & enfin, les Ambassadeurs cederent les deux derniers. Mais pour les deux premiers, il dirent, qu'absolument, ils ne pouvoient se relâcher à cet égard, à cause de la promesse solennelle que le Roi avoit fait au Parlement. Cette raison parut si forte aux Commissaires François qu'ils jugerent qu'il seroit inutile d'insister plus longtems sur ces deux Articles. On n'eut pas beaucoup de peine à convenir du sujet de la dot. Le Roi de France offrit huit cens mille écus, à condition que le Prince assigneroit à Madame un Doüaire de de soixante mille écus de rente annuelle, & l'offre avec la condition fut acceptée. Ainsi, selon les apparences, cette affaire devoit être terminée en très-peu de tems: mais deux choses en retarderent la conclusion.

Reg. Koke,
pag. 124.

Premièrement, le Pape n'approuvoit pas ce Mariage, parce qu'ayant sçu que les Ambassadeurs d'Angleterre avoient proposé une Ligue au Roi de France, il craignoit que le but de cette Ligue ne fût de déposséder le Duc de Baviere du Palatinat, & de la Dignité Electorale. Cela fut cause qu'il fit d'abord beaucoup d'efforts pour dissuader Louïs XIII. de donner sa Sœur à un Prince Hérétique. Mais voyant que Louïs ne faisoit pas beaucoup d'attention à ses raisons, il déclara qu'il ne donneroit point la Dispense, à moins que le Mariage ne se fit sous les mêmes conditions qui avoient été accordées à l'Espagne. Sur cette difficulté, le Roi de France prit la résolution d'envoyer à Rome le Pere *Berulle* Général des Prêtres de l'Oratoire pour solliciter la dispense. Ses Instructions qui furent signées le 31. de Juillet, portoient entre autres choses, que dans les Articles dont on étoit déjà convenu, la Princesse trouveroit une entière sûreté pour sa Religion, tant pour elle que pour tous ses Domestiques: qu'elle auroit un Evêque & vingt-huit Prêtres ou Religieux: qu'elle auroit une Chapelle dans tous les lieux de sa résidence: qu'elle pourroit élever ses Enfans jusqu'à l'âge de treize ans, au lieu que dans les Articles accordez à l'Espagne, on s'étoit borné à dix ans. Enfin, qu'elle étoit bien instruite, & fort ferme dans sa Religion, & qu'au lieu de craindre quelque chose pour elle, on devoit au contraire espérer, vu la disposition favorable

vorable où le Roi d'Angleterre se trouvoit à l'égard de la Religion Catholique qu'elle le convertiroit, aussi bien que le Prince son Epoux, à l'exemple de *Berthe de France* qui avoit converti le Roi Ethelbert.

JACQUES
I.
1624.

Vie du Car-
dinal de Ri-
cheliu. p. 14.

La disgrâce du Marquis de la Vieuville, qui arriva dans ce même tems, fut la seconde cause du retardement de cette affaire, & arrêta le Pere *Berulle* qui étoit sur le point de partir. Le Cardinal de Richelieu, qui fut chargé de traiter avec les Ambassadeurs d'Angleterre, à la place du Surintendant disgracié, prétendit, que celui-ci avoit agi sans ordre, ou du moins sans l'approbation du Roi ou du Conseil. Jacques ayant été informé de cette nouvelle difficulté, crut que la Cour de France se servoit de ce prétexte pour rompre, & en fit de grandes plaintes au Marquis d'Effiat qui avoit été envoyé depuis peu à sa Cour, à la Place de Tillières. Mais le Cardinal de Richelieu n'avoit garde de rompre cette négociation qui étoit avantageuse à la France par plusieurs raisons. Ainsi, s'étant contenté de faire quelque tort à la Vieuville par cette accusation, il renoua le Traité.

Le changement qui venoit d'arriver dans le ministère fit concevoir au Nonce de nouvelles espérances. Il représenta au Cardinal, qu'il y alloit de son honneur, & de l'honneur du Pape de ne se relâcher point sur les Articles qui avoient été accordez à l'Espagne, & qu'assurément la dispense ne seroit point accordée sur un autre pied. Le Cardinal lui répondit, qu'on avoit obtenu du Roi d'Angleterre & du Prince de Galles, tout ce qu'ils avoient eu effectivement intention de tenir au Roi d'Espagne, & non pas ce qui avoit été extorqué d'eux, pendant que le Prince étoit comme prisonnier à Madrid, & qui n'étoit pas en leur pouvoir. De plus, il lui fit entendre, que la dispense n'étoit pas si absolument nécessaire, qu'on ne pût bien s'en passer, & que si on la demandoit, c'étoit moins par nécessité qu'à cause des égards qu'on avoit pour la personne du Pape. Ainsi le Pere *Berulle* partit avec ses Instructions, malgré les oppositions du Nonce.

Si la Cour de France avoit eu moins de fermeté, elle ne seroit jamais venue à bout de cette affaire. Le Pape se conduisit en cette occasion d'une manière qui faisoit bien connoître, qu'il ne cherchoit qu'un prétexte pour refuser la dispense ou du moins pour la retarder autant qu'il seroit possible. Il fit traîner cette affaire, en la commettant à une Congrégation, qui trouvoit sans cesse de nouvelles difficultés. Elle ne se contentoit pas que le Roi d'Angleterre & le Prince de Galles jurassent les Articles, elle vouloit encore que le Roi de France s'en rendît garant, à l'exemple du Roi d'Espagne, & il fallut enfin que Louis s'y engageât. Elle insista sur tout à demander qu'il y eut une Eglise publique dans Londres pour les Catholiques, quoiqu'on lui fît voir qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi d'Angleterre d'exécuter cet Article, quand même il l'accorderoit. En un mot, il n'y eût ni longueur, ni chicane, ni artifice que le Pape ne mît en usage, pour gagner du tems jusqu'à ce qu'enfin l'Ambassadeur de France eût ordre de lui déclarer, que si la dispense se faisoit attendre trop long-tems, on pourroit bien s'en passer. Cette menace ayant fait crandre au Pape, qu'il pourroit bien mal à propos commettre son autorité, il promit la dispense, après une longue sollicitation qui auroit bien duré plus longtems, si la Cour de France avoit eu intérêt de la faire traîner. Mais le Cardinal de Richelieu craignit qu'un plus long dé-

JACQUES I.
1625.

Articles du
Mariage.
*And. Du
Chefne, Hist.
d'Angleterre.
Pag. 1182.*

lai n'amenât des changemens qui pourroient causer la rupture du Mariage, comme il étoit arrivé en Espagne. Ainsi, le Traité fut signé à Paris le 10. de Novembre. Il contenoit trente Articles publics, & trois secrets où se trouvoient en substance, les mêmes avantages pour les Catholiques que dans ceux dont on étoit convenu à Madrid. Voici les Articles du Traité.

I. Le Roi Très-Chrétien, pour s'acquitter de ce à quoi sa Dignité & sa piété l'engagent, & pour pouvoir traiter en sûreté de conscience du Mariage dont il s'agit, se charge d'obtenir la dispense du Pape dans trois mois pour toute préfixion.

II. Les Articles & Conditions du Mariage étant signez, le Roi de la Grande Bretagne commettra telles personnes de qualité, qu'il lui plaira, pour fiancer Madame, au nom du Prince son Fils, selon la formé accoutumée dans l'Eglise Catholique, Apostolique, Romaine.

III. Le Mariage se célébrera en France, selon l'ordre observé dans le Mariage du feu Roi avec la Reine Marguerite, & dans celui de la Duchesse de Bar.

IV. Après la célébration du Mariage, Madame sera conduite aux frais de S. M. T. Chrétienne, jusqu'à Calais où elle sera consignée entre les mains de celui qui sera commis pour cet effet, par le Roi de la Grande Bretagne.

V. De Calais en Angleterre, elle sera défrayée par le Roi de la Grande Bretagne & tout se fera de part & d'autre, comme il est convenable à une Princesse de la Maison de France, conjointe par Mariage à l'Héritier de la Grande Bretagne.

VI. Le Mariage étant célébré en France, & Madame étant arrivée en Angleterre, on fixera un jour, où le Roi de la Grande Bretagne, le Prince son Fils, & Madame sa Femme étant dans une salle du Palais du Roi, parez selon leur Dignité, on fera lecture publique du Contract & de l'Instrument authentique de la célébration du Mariage, comme aussi des Procurations en vertu desquelles il aura été célébré. Après cela, ledit Contract sera de nouveau ratifié par le Roi & par le Prince son Fils, en présence de ceux que le Roi Très-Chrétien aura commis à cet effet, & des Grands de la Grande Bretagne, qui se trouveront présens à cette action, dans laquelle on ne fera intervenir aucune cérémonie Ecclésiastique.

VII. Le libre exercice de la Religion Catholique, Apostolique, Romaine sera accordé à Madame, comme aussi à tous les Enfans qui naîtront dudit Mariage.

VIII. Pour cet effet, Madame aura une Chapelle dans toutes les Maisons Royales en quelque lieu des Etats du Roi de la Grande Bretagne où elle se trouvera, ou fera sa résidence.

IX. Ladite Chapelle sera ornée comme il appartient, & le soin & la garde en seront commis par Madame à ceux qu'elle choisira pour cet effet. La Prédication de la Parole de Dieu, & l'administration des Sacremens y seront entièrement libres, & la Messe & tous les Offices divins s'y célébreront solennellement, selon l'usage Romain. Tous les Jubilez & Indulgences que Madame obtiendra pourront y être gagnez. Il sera aussi donné un Cimetière dans la Ville de Londres, pour y enterrer, selon l'usage de l'Eglise Romaine, ceux de la suite de Madame qui viendront à mourir, ce qui se fe-

ra modestement. Ledit Cimetière sera fermé en sorte qu'il ne puisse pas être profané.

JACQUES

I.

1624.

X. Madame aura un Evêque pour son Grand Aumônier, qui aura toute l'autorité & juridiction nécessaire pour les causes concernant la Religion, & qui pourra procéder selon les Constitutions Canoniques, contre ceux qui seront sous sa charge. En cas que la Cour Séculière se saisisse de quelque un desdits Ecclésiastiques, pour quelque crime d'Etat, & qu'elle ait fait informer contre lui, elle le renvoyera audit Evêque, avec les Informations & procédures, & ledit Evêque, après l'avoir dégradé, le remettra entre les mains de la Cour Séculière. Pour toutes autres fautes, la Cour Séculière renvoyera ledit Ecclésiastique à l'Evêque lequel procédera contre lui, selon les Constitutions Canoniques. Et en cas d'absence ou de maladie dudit Evêque, celui qu'il commettra pour son Grand Vicaire, aura le même pouvoir.

XI. Madame aura dans sa maison vingt-huit Prêtres ou Ecclésiastiques, y compris les Aumôniers & Chapelains, pour desservir sa Chapelle, & s'il y en a de Réguliers, ils pourront porter l'habit de leur Ordre.

XII. Le Roi & le Prince s'obligeront par Serment à ne faire aucune tentative, de quelque manière que ce puisse être, pour porter Madame à renoncer à la Religion Catholique, Apostolique, Romaine, ou pour l'engager à aucune chose qui y soit contraire.

XIII. La maison de Madame sera composée avec autant de dignité, & d'un aussi grand nombre d'Officiers, qu'aucune Princesse de Galles ait jamais eu, & tout de même qu'il avoit été convenu pour le Mariage du Sérénissime Prince avec l'Infante d'Espagne.

XIV. Tous les Domestiques que Madame amenera en Angleterre, seront Catholiques & François, choisis par le Roi Très-Chrétien, & à la place de ceux qui mourront, elle en prendra d'autres Catholiques & François, avec le consentement du Roi de la Grande Bretagne.

XV. Les Domestiques de Madame feront au Roi, au Prince, & à Madame le Serment qui suit:

Je jure & promets, que je serai fidelle au Roi de la Grande Bretagne, au Sérénissime Prince Charles, & à Madame Henriette-Marie Fille de France, & que je tiendrai fidèlement & inviolablement ce que je promets. Et si je connois qu'on veuille attenter quelque chose contre les personnes des susdits Roi, Prince, & Madame, ou contre l'Etat, ou contre le bien public des Royaumes dudit Roi, je dénoncerai aux susdits Roi, Prince, & Madame, ou à ceux qui en auront charge.

XVI. La dot de Madame sera de huit cens mille écus de trois livres pièce, monnoye de France, dont le Roi Très-Chrétien fera délivrer la moitié la veille des épousailles, dans la Ville de Londres, & l'autre moitié dans un an après le premier paiement.

XVII. Si le Prince décède avant Madame, sans enfans, l'entière dot sera restituée à Madame pour en disposer à sa volonté, soit qu'elle demeure en Angleterre, ou qu'elle retourne en France, au quel dernier cas, elle pourra la remporter avec elle.

XVIII. Mais s'il y a des enfans, ladite restitution ne sera que des deux tiers de la dot, l'autre tiers, restant pour les enfans, soit que Madame re-
passe

JACQUES

I.

1624.

en France, ou qu'elle demeure en Angleterre : mais en cecas, on lui payera la rente au denier vingt.

XIX. Les enfans qui naîtront de ce Mariage, seront élevez par Madame leur Mere, jusqu'à l'âge de treize ans.

XX. Les enfans hériteront encore des deux tiers restituez leur à Mere, à moins qu'elle ne se remarie, auquel cas, les enfans du second lit, y auront part, comme ceux du premier.

XXI. Si Madame decede la premiere sans enfans, le Roi Très-Chrétien accorde, qu'en cecas, la moitié seulement de la dot lui soit restituée, & s'il y a des enfans, toute la dot sera acquise aux enfans.

XXII. Le Doüaire de Madame sera de soixante mille écus monnoye de France, lequel lui sera assigné par le Roi de la Grande Bretagne.

XXIII. Le Roi de la Grande Bretagne donnera à Madame en faveur du Mariage, des Bagues & joyaux pour la valeur de cinquante mille écus, lesquels joyaux demeureront à Madame en propre, comme ceux qu'elle a présentement, ou qui lui seront donnez ci-après.

XXIV. Le Roi de la Grande Bretagne sera tenu d'entretenir Madame & sa maison, en cas qu'elle devienne veuye, elle jouïra de sa dot & de son Doüaire, & des autres choses a elle accordées.

XXV. En cas que le Prince meurt le premier sans enfans, Madame jouïra librement, en quelque lieu qu'elle veuille demeurer, de son Doüaire, lequel lui sera assigné en Terres, Châteaux, ou Maison, dont l'une sera telle, qu'elle y puisse faire sa résidence ordinaire, & meublée comme il appartient à une Princesse de sa qualité.

XXVI. Madame aura la libre disposition des Offices & Bénéfices desdites Terres, dont l'une au mois aura le titre de Duché ou de Comté.

XXVII. Il sera permis à Madame, soit qu'elle ait des enfans ou non, de retourner en France, d'y porter ses meubles, ses bagues, ses joyaux, & sa dot, selon qu'il est spécifié dans les Articles ci-dessus. Et en ce cas, le Roi d'Angleterre sera tenu de la faire conduire à ses dépens, à Calais, convenablement, & selon sa qualité.

XXVIII. Madame renoncera à toutes Successions Paternelles, Maternelles & collatérales, quant aux Terres Souveraines & autres Terres du Domaine Royal, sujettes à reversion, par appanage ou autrement.

XXIX. Le Contract de Mariage sera enregistré à la Cour du Parlement de Paris, & ratifié par le Parlement d'Angleterre, & enregistré dans les Justices ordinaires. Et promettront ledit Roi & Prince, de ne contrevenir à aucune clause ou condition du même Contract.

XXX. De plus, il est convenu, que celui des deux Rois qui refusera d'accomplir le présent Traité sera tenu de payer à l'autre, la somme de quatre cens mille écus, comme peine du dédit.

ARTICLES PARTICULIERS

OU SECRETS.

JACQUES

I.

1624.

1. Que les Catholiques tant Ecclésiastiques que Séculiers qui ont été arrêtés en Angleterre, depuis le dernier Edit donné par le Roi de la Grande Bretagne, seront tous mis en liberté. *Rushworth, Vol. 4. p. 188.*

2. Que les Catholiques Anglois ne seront plus recherchés pour leur Religion.

3. Que ce qui sera trouvé en nature des biens saisis sur les Catholiques tant Ecclésiastiques que Séculiers, depuis le dernier Edit, leur sera restitué.

On voit dans ce Traité, aussi bien que dans celui qui avoit été fait à Madrid, le grand soin de la Cour de France, & de la Cour d'Espagne pour les intérêts de la Religion Catholique, & le peu de zèle du Roi Jacques, du Prince, & du Duc de Buckingham pour la Religion Protestante. L'Article XIX. qui regarde l'éducation des enfans a été d'une terrible conséquence pour l'Angleterre. Il s'en est peu fallu, qu'il n'ait causé la ruine de la Religion & de l'Etat.

Si l'on demande quel grand avantage le Roi trouvoit dans ce Mariage, pour l'acheter à des conditions si onéreuses à la Religion qu'il professoit, & qui étoit aussi celle de presque tous ses Sujets, il me semble qu'on n'en peut indiquer que deux. Le premier étoit, de donner au Prince son Fils une femme d'extraction Royale, toute autre Princesse lui paroissant au-dessous de lui. Le second étoit la dot de huit cens mille écus, qui pouvoit exciter sa cupidité. Quant au préjudice qu'il pouvoit porter par ce Traité, à la Religion Protestante, c'est ce dont il se mettoit peu en peine, puisqu'il n'eût jamais les intérêts de cette Religion fort à cœur.

Le Traité étant signé à Paris, Monsieur de Lomenie Secrétaire d'Etat fut envoyé à Londres pour le voir jurer par le Roi & par le Prince. Immédiatement après, toutes les poursuites contre les Papistes cessèrent, & le Roi promit que tous les prisonniers seroient relâchés, dès que le Mariage seroit consommé. *On ne poursuivit plus les Récusans.*

Lorsque le Comte de Carlisle fut envoyé en France, pour travailler au Traité de Mariage, il eut ordre de proposer à cette Cour une Ligue contre la Maison d'Autriche. C'étoit-là le grand but du Prince & du Duc de Buckingham. Il y avoit alors entre les deux Rois de France & d'Espagne au sujet de la Valteline, des différends qui faisoient juger à la Cour d'Angleterre, que Louis écouterait volontiers cette proposition. Il l'écouta effectivement : mais ce ne fut que pour intimider le Pape & le Roi d'Espagne, & non pas dans le dessein de conclure la Ligue qu'on lui proposoit. Le Duc de Bavière avoit dans cette Cour, des amis qui l'y faisoient bien plus considérer que l'Electeur Palatin, chassé de ses Etats, & réfugié en Hollande. Ainsi les Ministres de Louis répondirent aux Ambassadeurs d'Angleterre, que la Ligue & le Mariage étoient deux affaires séparées qu'on ne pouvoit traiter ensemble : mais qu'après que le Mariage seroit conclu, on parleroit de la Ligue. Par cette réponse, ils tinrent les Anglois en espérance, & les Espagnols *Méprise du Roi & de son Conseil.*

JACQUES en crainte. D'un autre côté, le Comte de Mansfeldt se tenoit à Paris, ou aux environs de la Cour, & les Espagnols sçavoient bien, qu'il avoit de fréquentes Conférences avec les Ministres.

I.
1624.

**Le Roi en-
voye Mans-
feldt avec
une Armée
dans le Pa-
linat.**

Quelque tems après, Mansfeldt se rendit en Angleterre où il fut reçu avec des caresses extraordinaires, & le Prince lui donna un logement dans son Palais de Saint James. Ce fut-là, qu'après quelques Conférences, il convint avec le Roi, le Prince & le Duc, qu'on lui donneroit un Corps de douze-mille hommes, pour aller porter la Guerre dans le Bas-Palatinat. Ce projet étant fait, le Roi fit presser la Cour de France au sujet de la Ligue proposée : mais elle sçut éluder cette proposition sous divers prétextes, sans pourtant la rejeter entièrement. Il fallut donc se contenter, en attendant que cette Ligue fût conclue, de demander au Roi de France, le passage par ses Etats, pour l'Armée de Mansfeldt. Louis fit espérer en termes généraux ou ambigus, non seulement qu'il accorderoit le passage, mais qu'il joindroit même à cette Armée un Corps de ses propres Troupes. L'événement fit voir, qu'il entendoit, que ce seroit après la conclusion de la Ligue, au lieu que les Anglois se persuaderent, que c'étoit une promesse positive, soit que la Ligue se conclût ou non. Suivant ce projet, on prépara en Angleterre les Troupes que Mansfeldt devoit commander.

**Il demande
Frankendal
à l'Infante,
Le 30. de
Septembre,
Rushworth,
Vol. I. p. 151.
& un passa-
ge pour la
Garnison
dans l'Em-
pire.**

Pendant qu'on travailloit à mettre cette Armée en état de marcher, Jacques fit présenter un Mémoire à l'Infante Isabelle, pour lui demander la Ville de Frankendal qu'elle tenoit en dépôt, & que, par le Traité de Londres, elle ne devoit garder que jusqu'à la fin de la Trêve qui devoit expirer le 26. d'Octobre. De plus, il demandoit par le même Mémoire, la liberté du passage pour la Garnison qu'il devoit envoyer à Frankendal, non seulement dans les Pais de la domination de l'Infante & du Roi Catholique, mais encore dans les Terres de leurs amis & alliez. L'Infante répondit, qu'elle donneroit ordre au Gouverneur de Frankendal, de livrer la Place au tems précis, à ceux qui lui présenteroient un pouvoir du Roi d'Angleterre : qu'elle accorderoit le passage dans les Pais qui dépendoient d'elle ou du Roi Catholique à quinze-cens hommes de pied, & deux-cens hommes de Cavalerie qui, selon le Traité de Londres, devoient aller prendre possession de Frankendal, & qu'en général elle exécuteroit ponctuellement le Traité. Mais quant à la demande ultérieure du Roi, qu'elle lui procurât le passage pour ses Troupes dans les Etats de l'Empire, elle déclara, qu'il n'étoit pas en son pouvoir, & qu'aussi, elle n'y étoit pas obligée. Ainsi, la Cour d'Angleterre connut par expérience, la faute qu'elle avoit faite, de n'avoir pas fait insérer dans le Traité de Londres, ce qu'elle se trouvoit ensuite obligée de demander, & que l'Infante pouvoit lui refuser avec fondement. Il est bien vrai, que quand il s'étoit agi de retirer la Garnison Angloise de Frankendal, Jacques n'avoit trouvé aucun obstacle : mais il ne pouvoit pas espérer la même chose, quand il seroit question de l'y renvoyer. Quelques-uns ont dit, que le 25. d'Octobre, le Gouverneur de Frankendal sortit de la Ville avec sa Garnison, & que n'ayant trouvé personne dehors, de la part du Roi d'Angleterre, pour en prendre possession, il y rentra incontinent.

**L'Infante
ne peut
donner pas-
sage par les
terres de
l'Empire.**

On refuse

Ce ne fut pas-là la seule méprise de la Cour d'Angleterre, la moins habi-
le

le qu'il y eût alors en Europe. On fit embarquer dans le mois de Décembre, pendant un froid très-rigoureux, les douze-mille hommes que Mansfeldt devoit conduire au Palatinat, sans former le moindre doute sur leur passage par la France. Cependant quand cette Armée fut arrivée devant Calais, les François ne voulurent point souffrir qu'elle descendît à terre. Il fallut employer bien du tems pour aller de Calais à la Cour, & de la Cour à Calais, même plusieurs fois, sans que Mansfeldt pût rien obtenir. Le Roi de France soutint toujours, qu'il ne s'étoit pas positivement engagé à donner passage à ces Troupes. Les Auteurs Anglois appellent cela une véritable perfidie. Je ne sçai s'ils ont raison, & s'il ne faut pas plutôt blâmer la Cour d'Angleterre, de n'avoir pas mieux pris ses mesures, & mieux assuré le passage par la France, avant que d'embarquer cette Armée. Quoiqu'il en soit, l'Armée souffrant beaucoup dans les Vaisseaux où les Soldats étoient entassés les uns sur les autres, Mansfeldt se vit obligé de faire voiles sur les côtes de Zélande, où il trouva les mêmes difficultez. Les Zélandois disoient qu'ils n'avoient point de vivres pour cette Armée, puisqu'on ne les avoit pas avertis qu'elle dût venir débarquer chez eux. On employa beaucoup de tems à négocier. Il fallut envoyer des gens à la Haye, & ensuite à Londres. Pendant ce tems-là, la peste s'étant mise parmi les Soldats, il en périt plus des deux tiers, avant qu'on leur eût permis de descendre à terre. La plupart de ceux qui en réchappèrent, ou déserterent, ou prirent parti parmi les six-mille hommes de leur Nation qui étoient au service des Etats. Ainsi, par les fausses mesures que la Cour avoit prises, cette Armée devint inutile, & l'argent qu'on avoit employé à la lever, fut perdu.

La Dispense qu'Urbain VIII. avoit promise, se fit attendre jusqu'au commencement de Février de l'année 1625. Quand elle fut arrivée à Paris, on y vit avec surprise deux nouvelles conditions, dont il n'étoit fait aucune mention dans le Traité, sçavoir, premièrement, que les Domestiques des enfans qui naîtroient de ce Mariage, seroient Catholiques, secondement, que la Princesse en auroit la nomination, & le Pape vouloit absolument, que le Roi d'Angleterre & le Prince son Fils jurassent ces deux Articles, pour que la Dispense fût valable. Le Roi de France sçut fort mauvais gré au Pere Berulle d'avoir accepté une pareille Dispense. Mais bien loin que ce Pere crut avoir mal fait, on prétend que c'étoit lui-même qui avoit insinué au Pape, qu'il seroit bon d'ajouter ces deux Articles, comme ayant été oubliés dans le Traité. Ce fut donc là un nouvel embarras pour la Cour de France qui craignit que Jacques ne rejettât ces deux nouvelles conditions. Mais il n'avoit garde de rompre pour si peu de chose. Il les accepta sans se faire beaucoup solliciter, & refusa seulement de prêter un nouveau Serment, disant que sa parole étoit suffisante. Mais sans le Serment, la Dispense n'étoit pas valable. Il fallut donc pour satisfaire le Pape, que le Roi de France & la Princesse sa Sœur lui écrivissent qu'ils se chargeoient de l'exécution de ces deux derniers Articles. Mais cela n'empêcha pas qu'il ne fallût solliciter une nouvelle Dispense qui se fit attendre quelques mois, & dans cet intervalle, le Roi Jacques mourut sans avoir le plaisir de voir consommer le Mariage.

Vers le milieu du mois de Mars, il fut attaqué d'une Fièvre tierce, dont

Ee ij

JACQUES
I.
1624.
de laisser
passer Mans-
feldt par la
France.
Wilson,
pag. 283.
Rog. Koke.
pag. 128.

Il veut abor-
der en Zé-
lande & y
trouve de
grandes dif-
ficultez.
Son Armée
se dissipe.

1625.
Difficultez
touchant la
Dispense.

Le Pape fait
attendre
une nouvel-
le Dispense.

Mort du

il

JACQUES

I.

1625.

Roi Jac-
ques.

Wilson,

pag. 285.

Soupçons
contre le
Duc de Buc-
kingham.

il eut quelques accèz. Mais quoiqu'ordinairement ces sortes de fièvres ne soient pas dangereuses dans cette saison, celle-ci le coucha dans le tombeau. Il mourut le 27. de Mars V.S. dans la cinquante-neuvième année de son âge, après avoir regné vingt-deux ans en Angleterre.

Cette mort arrivée, pour ainsi dire, soudainement, lorsqu'on s'y attendoit le moins, fit naître divers soupçons qui tombèrent sur le Duc de Buckingham. Pendant que le Roi étoit dans le déclin d'un accèz, le Duc lui avoit fait mettre certaines emplâtres sur le ventre & sur les poignets, & lui avoit donné lui-même par deux diverses fois, un certain brùvage, dans le tems que les Medecins étoient allez se reposer. Il avoit même voulu lui en donner une troisième fois : mais il n'avoit pû lui persuader de le prendre. Le Roi s'étant trouvé beaucoup plus mal, on fit appeller ses Medecins qui dirent qu'absolument ils ne se mêleroient plus de rien, si on n'ôtoit pas incontinent les emplâtres. Mais cela n'empêcha pas que le Roi ne mourût peu de jours après. Dans la suite, le Duc fut accusé par la Chambre des Communes, non pas directement, d'avoir empoisonné le Roi, mais d'avoir eu la présomption de lui donner des remèdes, sans l'avis de ses Medecins.

Jacques I. ne laissa qu'un Fils & une Fille. Celle-ci étoit mariée à un Prince qui avoit déjà perdu ses Etats, & qui se trouvoit réfugié à *Reenen*, dans la Province d'Utrecht, où il entretenoit sa petite Cour, assez pauvrement. On accuse le Roi Jacques qui étoit si libéral, de n'avoir contribué que bien peu à l'entretien de cette famille défolée. Je ne sçai s'il y a du fondement à cette accusation. Charles, Prince de Galles, qui monta sur le Trône après le Roi son Pere, fut encore plus malheureux que sa Sœur.

J'ai déjà dit en un autre endroit, que Jacques I. a eu pour Historiens, des gens trop passionnez pour ou contre lui. C'est-là une suite naturelle des divisions auxquelles il avoit lui-même donné la naissance. Les uns ont voulu le faire regarder comme un modèle parfait d'un bon Roi : les autres ont noirci sa réputation autant qu'il leur a été possible, en exagérant ses défauts. La raison de cette diversité vient de ce qu'on a écrit l'Histoire de son Regne, dans le tems que l'animosité entre les deux Partis étoit à son comble, d'où il est arrivé que les uns & les autres ont laissé dans leurs Ecrits, des marques sensibles de leur passion. Ce n'est donc ni sur les éloges de l'un des Partis, ni sur les invectives de l'autre, qu'il faut former le caractère de ce Prince, mais sur sa manière de gouverner, sur ses Discours & sur ses actions. C'est ce qu'on pourroit faire en repassant dans son esprit, les principales circonstances du Regne qu'on vient de lire. Mais pour épargner cette peine au Lecteur, je rapporterai ici en peu de mots, ce qu'on a dit pour & contre, sur quoi il pourra porter son Jugement.

La principale chose qu'on fait servir de matière à l'éloge de Jacques I. c'est la constante Paix dont il fit jouir ses Sujets. On ne peut pas dire que ce fut un effet du hazard, puisqu'il paroisoit clairement, que c'étoit l'unique, ou du moins le principal but qu'il se proposoit dans son gouvernement. Rien n'est plus beau, dit le Parti contraire, ni plus digne d'un grand Roi, qu'un pareil dessein. Mais ce dessein perd tout son mérite, si le Prince fait voir par sa conduite, qu'il ne conserve la Paix que par timidité, par nonchalance,

ce, par un amour excessif de l'aïse & du repos, & l'on voit dans toute la conduite du Roi Jacques, qu'il n'agissoit que par ces motifs, quoiqu'il se couvrit du prétexte de l'affection pour son Peuple.

JACQUES

I.

1625.

Si les uns ont pris soin d'exalter son Sçavoir dans la Philosophie, dans la Théologie, dans l'Histoire, dans les belles Lettres, les autres ont prétendu que ce n'étoit qu'une véritable pedanterie, & qu'il ne tira jamais des connoissances qu'il avoit acquises par ses études, que la facilité de parler beaucoup inutilement sur toutes sortes de sujets, au lieu d'en tirer des regles solides & sûres, pour le gouvernement de ses Etats.

Sa libéralité, dont quelques-uns lui ont fait honneur, a été décriée par d'autres comme une véritable prodigalité. Ceux-ci prétendent, qu'il donnoit sans mesure & sans discrétion, sans aucun égard à sa propre indigence, ni au mérite de ceux qu'il combloit de ses bienfaits.

La même opposition se trouve entre les Historiens du Roi Jacques, dans ce qui regarde sa capacité. Quelques-uns l'ont appelé le *Salomon de son siècle*, par rapport à sa sagesse. D'autres se sont efforcés de faire bien remarquer toutes ses fautes, particulièrement dans les deux seules affaires importantes qui se présentèrent sous son Regne & dont il se tira fort mal, sçavoir, le Mariage du Prince son Fils, & l'élection du Prince son Gendre pour Roi de Bohême.

Les uns l'ont loué d'avoir sçu maintenir la Prérogative Royale dans tout son lustre malgré les efforts de ceux qui travailloient continuellement à y porter quelque atteinte. Les autres ont prétendu, qu'il avoit des idées très-fausSES du Gouvernement d'Angleterre, & qu'en voulant porter trop loin l'autorité Royale, & en inspirant ses sentimens à son Successeur, il a été la première cause de la ruine de sa Maison.

Pour ce qui regarde ses mœurs, les sentimens ne sont pas moins opposés. Les uns ont voulu le faire considérer comme un Prince très-sage & très-virtueux, & les autres ont parlé de lui, comme d'un Prince d'une vie dissolue, sujet au vin, & accoutumé à jurer beaucoup dans ses discours ordinaires, & principalement, quand il étoit dans la passion. On lui reproche encore, la dissolution du Mariage du Comte d'Essex, le pardon accordé au Comte & à la Comtesse de Somerset, la mort du Chevalier Rawleigh, & l'assurance, avec laquelle, en plein Parlement, il prit Dieu à témoin, qu'il n'avoit jamais eu la pensée d'accorder une tolérance aux Papistes, ce qu'il ne pouvoit assurer qu'à la faveur de quelque réserve mentale.

Enfin dans le tems même que quelques-uns font l'éloge de sa modération & de son équité, envers les Catholiques, d'autres prétendent faire voir qu'il étoit Papiste dans son ame, & qu'il ne faisoit profession de la Religion Protestante, que par la crainte de ce qui lui pourroit arriver, s'il se déclaroit ouvertement pour la Catholique. Si les uns disent, pour faire voir qu'il a été bon Protestant, qu'il a fait une constante profession de la Religion Anglicane, qu'il a persévéré jusqu'à sa mort, & qu'en mourant, il a recommandé au Prince son Fils de protéger l'Eglise & le Clergé, les autres répondent que cette preuve n'est rien moins que convainquante. Ils prétendent, qu'il ne s'agit point de sçavoir ce qu'il vouloit paroître, mais ce qu'il étoit effectivement, & que ses actions démentoient sa profession extérieure. Que la

JACQUES

I.

1625.

même chose lui étoit arrivée en Ecosse, où, jusqu'à l'âge de trente-six ans, il avoit fait profession d'une Religion qu'il haïssoit mortellement, comme il parut bien dans la suite. Que quand il fut en Angleterre, il se déclara ouvertement le protecteur des Papistes; qu'en toutes occasions, il prenoit leur cause en main; qu'il les élevoit aux Honneurs, aux Dignitez, aux Charges publiques; que sous son Regne, les Loix faites contre eux ne furent jamais dûement exécutées: qu'il s'en faisoit honneur auprès des Princes Catholiques, dans son Apologie sur le Serment d'Allégeance: que dans tous ses Discours, soit au Parlement, soit à la Chambre Etoilée, il n'avoit pour but que de porter ses Sujets à consentir à une entière tolérance pour les Catholiques: que ne trouvant point dans le Parlement, les dispositions qu'il souhaitoit, il accorda de sa propre autorité une tolérance effective, en empêchant l'exécution des Loix, & en déchargeant des amendes & des autres peines, les Récusans condamnés: qu'enfin, dans les Conventions qu'il fit avec l'Espagne, & ensuite avec la France, il s'engagea positivement à empêcher qu'il ne se fit plus aucune Loi contre les Papistes, & que celles qui étoient déjà faites, ne fussent exécutées: qu'en toutes occasions, il affectoit de faire connoître, qu'il ne trouvoit rien à redire dans la Religion Romaine, que la puissance excessive que le Pape s'attribuoit sur les Souverains: qu'en donnant au Pape les titres de *Saint Pere*, de *Sa Sainteté*, & en consentant que les enfans de son Fils fussent élevez dans la Religion Romaine jusqu'à l'âge de treize ans, il avoit bien fait voir qu'il ne seroit pas fâché qu'ils demeurassent dans cette Religion: enfin, que les engagements qu'il avoit pris avec l'Archevêque d'Ambrun, ajoutent une nouvelle preuve aux précédentes, & font voir manifestement, qu'il étoit véritablement Papiste. A cela les premiers répondent, qu'il n'est pas possible de concevoir, que si ce Prince avoit été Papiste dans le cœur, il eût passé une partie considérable de son tems, à écrire des Livres contre la Religion Papiste, & à combattre les Argumens de Bellarmin & de Du Perron.

Après avoir rapporté ce qui s'est dit pour & contre le Roi Jacques au sujet de sa Religion, je prendrai la liberté de proposer ici mon sentiment, ou ma conjecture, qui est, que ce Prince n'étoit véritablement, ni bon Protestant, ni bon Catholique. On ne peut que difficilement s'empêcher de reconnoître, qu'il n'eut jamais beaucoup à cœur les intérêts de la Religion Protestante, comme d'un autre côté, on ne peut disconvenir, qu'il n'en ait fait publiquement & constamment profession, jusqu'à son dernier soupir. Cela me porte à croire, qu'il s'étoit formé un plan de Religion, différent de celui des autres, selon lequel il comptoit pour peu de chose, ce que les Protestans & les Catholiques regardoient comme essentiel. La différence entre les deux Religions, par rapport aux dogmes, n'étoit pas ce qui le touchoit le plus. Il croyoit apparemment, que toute Religion étoit bonne, pourvu qu'elle enseignât l'obéissance aux Souverains, & qu'elle conservât la Hiérarchie, laquelle il regardoit comme le point capital. Il n'est donc pas étrange que, conformément à ce plan, il refusât d'entrer dans les vûes des Protestans Anglois, pour empêcher l'accroissement de la Religion Romaine en Angleterre, ni qu'il ne se fit pas un scrupule de demeurer dans la Religion qu'il professoit, puisque, selon ses idées, les deux Religions pouvoient être aussi
bonnes

bonnes l'une que l'autre , pourvû que le pouvoir despotique du Pape fût abrogé. Je ne doute presque point , que , dans les Conférences qu'il eut avec l'Archevêque d'Ambrun , il n'eût en vûë un dessein chimérique d'accorder les deux Religions , sans se mettre en peine des Dogmes qui les séparent , & qu'il appelloit des questions d'école (1). Mais il y a beaucoup d'apparence , que s'il avoit pû exécuter ce projet selon ses idées , tout l'avantage auroit été du côté de la Religion Romaine. Il me semble que c'est la seule voye par laquelle on peut sauver les égards qu'il eut toujours pour les Catholiques , & l'ardeur avec laquelle il les protégeoit. Sans cela , je ne vois point comment on peut bien expliquer la conduite équivoque qu'il tint toujours par rapport à la Religion. Cela même peut servir à faire comprendre la raison qui lui faisoit rejeter avec tant d'animosité , la Religion des Puritains , dont il croyoit les principes directement contraires au plan qu'il avoit formé.

Mais quoiqu'on puisse dire pour ou contre la personne du Roi Jacques , il est certain que l'Angleterre ne fut jamais moins florissante que sous son Règne ; que les Anglois se virent exposez aux insultes & aux railleries des autres Peuples , & que tout le monde généralement en rejettoit la faute sur le Roi. On fit de son tems en France , l'Epigramme suivante , qui marque bien , en quelle estime il étoit chez ses voisins :

(1) Dans une de ses Harangues au Parlement.

*Tandis qu'Elisabeth fut Roi ,
L'Anglois fut d'Espagne l'effroi.
Maintenant , dévise & caquette ,
Régi par la Reine Jaquette.*





HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE DIX-NEUVIÈME,

Contenant les quinze premières Années du Regne
de CHARLES I.

+++++

CHARLES I.

Vingt-cinquième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



CHARLES I. Fils & Successeur de Jacques I. étoit imbu dès son enfance des principes touchant l'autorité Souveraine, & la Prérrogative Royale, que le Roi défunt avoit tant fait valoir pendant sa vie. Il eut le même Favori, le même Conseil, les mêmes Ministres, & toutes les Charges de la Cour & du Royaume demeurèrent entre les mains des Créatures du Duc de Buckingham. Ainsi, on ne s'aperçut d'aucun autre changement que de la personne du Roi. Le voyage que Charles

CHARLES
I.
1625.
Rushworth,
Vol. I. p. 166,

Tome VII.

Ff

avoit

CHARLES

I.

1625.

Le Duc de
Buckin-
gham Favo-
ri de Char-
les I.Causes du
chagrin de
Jacques I.
contre le
Duc de B.Le Duc est
soupçonné
de la mort
du Roi Jac-
ques.Projets de
Charles
touchant le
pouvoir ar-
bitraire &
le Palatinat.

Charles avoir fait en Espagne l'avoit tellement attaché au Duc de Buckingham, que l'affection du Roi Jacques pour ce Favori, n'étoit rien, s'il faut ainsi dire, au prix de celle dont le nouveau Roi l'honorait. On a crû, & ce n'est pas sans fondement, que si Jacques avoit vécu plus long-tems, il auroit congédié le Duc dont il n'étoit pas content par plusieurs raisons. Premièrement, à cause du voyage d'Espagne, dont il avoit été l'unique auteur, & qui avoit exposé le Roi à la censure de tout l'Europe. Secondement, à cause de la rupture de ce Mariage sans aucune cause légitime. Troisièmement, parce que le Duc l'avoit engagé, comme malgré lui, à rompre avec l'Espagne. Quatrièmement, parce que s'appuyant du crédit du Prince, & s'étant, pour ainsi dire, rendu maître du Parlement, il avoit fait condamner le Comte de Middlesex Grand Trésorier, malgré le Roi-même qui avoit fait tous ses efforts pour le sauver, jusqu'à demander sa grace au Prince & au Duc, sans avoir pû l'obtenir. Ainsi, Jacques mourut tout-à-propos pour le Favori, qui n'auroit pû, vrai-semblablement, se soutenir qu'en brouillant le Prince avec le Roi son Pere, ce qui auroit pû avoir de terribles suites. Cela faisoit naître contre le Duc de violens soupçons qui se trouvoient encore fortifiez par la présomption qu'il avoit eüe de faire appliquer au Roi une emplâtre sur le ventre, & de lui donner de sa propre main, une potion, sans l'avis de ses Medecins. Véritablement, on ne pouvoit pas accuser directement le Duc d'avoir hâté la mort du Roi son bienfaiteur, par les remedes qu'il lui avoit fait prendre. Mais quand on joignoit ensemble le tems & les circonstances de cette mort imprévüe, causée par une fièvre tierce pour l'ordinaire peu dangereuse dans le Printemps, les embarras dont elle délivroit le Favori, & les avantages qu'elle lui procuroit, on ne pouvoit que difficilement s'empêcher de concevoir des soupçons contre lui. Cependant, quand on voyoit d'un autre côté, le nouveau Roi conserver toute son affection au Duc : on ne pouvoit s'imaginer qu'il ne fût pas persuadé de son innocence à cet égard. Quoiqu'il en soit, le Duc de Buckingham fut Favori du Fils, comme il l'avoit été du Pere, avec encore plus de crédit & d'autorité qu'il n'en avoit eu sous le Regne précédent.

Charles I. en montant sur le Trône, forma deux projets également difficiles à exécuter. Le premier étoit d'arracher à l'Empereur & au Duc de Baviere, les deux Palatinats qui avoient été enlevés à l'Electeur Palatin son Beau-Frere. Le second, de porter l'autorité Royale beaucoup plus loin que le Roi son Pere, ou aucun de ses Prédécesseurs n'avoient fait. Ces deux projets, dont chacun à part devoit, selon toutes les apparences, rencontrer de grandes difficultez, devenoient d'une exécution presque impossible, étant joints ensemble. Cependant, Charles se persuada qu'ils se soutenoient mutuellement : Que, sous prétexte de la Guerre du Palatinat, il mettroit le Parlement sur un pied à ne pouvoir lui rien refuser : Que, dans la suite, il pourroit lui commander en maître absolu, & qu'après s'être rendu indépendant, il disposeroit à son plaisir, des richesses des Anglois, pour exécuter les desseins qu'il avoit formez en faveur du Roi de Bohême. Comme ces deux projets font la matiere des quinze premieres années de ce Regne, à quoi je me borne présentement, il est nécessaire de les bien développer, afin qu'on puisse bien entendre ce qui sera dit dans la suite.

Pour

Pour ce qui regarde le premier, je veux dire celui d'arracher les deux Palatinats à l'Empereur & au Duc de Baviere, je ne croi pas qu'il soit nécessaire de répéter ici ce qui a été dit sur ce sujet, dans le Regne de Jacques I. Il suffira de faire ressouvenir le Lecteur, que ce fut par les intrigues du Prince, & du Duc de Buckingham, & par la fausse information que le Duc donna au Parlement de ce qui s'étoit passé en Espagne, que cet Auguste Corps se laissa porter à conseiller au Roi de rompre des Traitez qui étoient déjà effectivement rompus, & à promettre son secours pour la Guerre que cette rupture devoit vrai-semblablement produire. C'étoit-là le véritable but que le Prince & le Duc s'étoient proposé, en lui déguisant la vérité. Dans la suite, le Prince étant devenu Roi, ne perdit pas une seule occasion de se prévaloir de ce conseil précipité du Parlement, & de son engagement, comme si effectivement, le Parlement avoit été l'unique auteur de la rupture, & la premiere cause de la Guerre qu'on entreprit pour recouvrer le Palatinat. Le Roi Jacques fut la premiere victime de ces artifices. On lui fit rompre un Traité auquel il avoit travaillé pendant sept ans. On lui fit perdre la dot qu'il avoit lieu d'espérer pour le Mariage du Prince avec l'Infante. On l'engagea, contre son inclination & sa volonté, dans une Guerre contre la Maison d'Autriche, & ce qu'il regardoit comme le plus grand des malheurs, on le réduisit à ne pouvoir se passer de Parlement, lui qui étoit si mécontent des précédens, que vrai-semblablement, il n'en auroit plus assemblé aucun sans cette rupture. Le Duc de Buckingham fut la seconde victime. Dès que la vérité fut connue, il devint l'objet de la haine publique, quoique dans le tems qu'on ignoroit ses complots, on l'eût regardé comme un Ange tutelaire, pour avoir rompu le Mariage projeté. Enfin, le Prince étant monté sur le Trône, voulut soutenir cette Guerre à laquelle le Parlement s'étoit imprudemment engagé. Mais parce qu'il ne trouva pas dans la Chambre des Communes la promptitude à le secourir à laquelle il s'étoit attendu, il cassa divers Parlemens par cette seule raison. Par-là, il fit naître dans les esprits de ses Sujets, une méfiance & un mécontentement qui s'étant accru par d'autres causes, lui fit enfin éprouver le plus grand malheur qui puisse tomber sur un Roi. On a ignoré jusqu'ici, le véritable motif du Prince & du Duc dans la rupture du Traité avec l'Espagne. On ne comprend point, comment, après la perte du Palatinat, ils ont pu se persuader, qu'il leur seroit plus facile d'arracher ce Païs à l'Empereur & au Duc de Baviere, par la force des armes, qu'en ménageant l'amitié du Roi d'Espagne, par le moyen du Mariage qui étoit déjà conclu. Mais on ne peut ignorer l'usage que le Prince étant devenu Roi, voulut faire de cette Guerre conseillée par le Parlement. C'étoit d'accoutumer la Chambre des Communes, sous prétexte de la nécessité pressante de la Guerre, à lui fournir en peu de jours, l'argent qu'il lui demandoit, sans se mêler d'aucune autre affaire. C'est ce qui paroîtra manifestement dans la suite. Mais avant que d'entrer dans le détail de ce second projet, il est nécessaire de faire précéder quelques remarques sur cette matiere.

J'ai fait voir dans le Regne de Jacques I. que ce premier Monarque de la Grande Bretagne, avoit travaillé tout le tems que sa Monarchie avoit duré, c'est-à-dire, depuis qu'il fut Roi d'Angleterre, à étendre les droits de

CHARLES
I.
1625.
Sur le Pa-
latinat.

Cause de la
haine du
Peuple contre le Duc.

Second projet par rapport au pouvoir arbitraire.

CHARLES
I.
1625.

la Prérogative Royale. Ce n'étoit pas seulement dans quelques Articles , & en certaines occasions : mais par des principes généraux qui étant une fois admis , devoient , par des conséquences nécessaires , revêtir le Souverain d'une autorité illimitée. Tout ce qui s'étoit dit de plus fort par les partisans les plus outrez du pouvoir absolu des Souverains , il l'appliquoit , sans hésiter , aux Rois d'Angleterre , sans jamais examiner si le pouvoir d'un Roi pouvoit recevoir divers dégrez , selon les divers Etats , ou selon la constitution du Gouvernement dont il étoit le Chef. C'étoit-là néanmoins , le point de la question. Autrement , il s'ensuivoit de ces principes , que la Royauté étoit une en tous lieux , & qu'un Roi de Pologne , par exemple , devoit être aussi absolu qu'un Roi de Perse. Ce fut en effet ce qu'il voulut toujours supposer dans l'affaire de Bohême , & qui l'empêcha de s'intéresser pour son Gendre. Pendant qu'il se contenta d'insinuer ces maximes par de certains traits qu'il prenoit soin d'insérer dans ses Discours publics , le Peuple , & le Parlement même n'y firent pas beaucoup d'attention. Mais quand il voulut mettre en pratique les diverses conséquences qui pouvoient naturellement s'en tirer , il y trouva de fortes oppositions qui l'obligèrent à casser divers Parlemens , parce qu'ils n'étoient pas à son gré assez dociles à recevoir ses leçons. Cette résistance l'aigrit. Il commença même à s'expliquer plus clairement , & à soutenir , que les Parlemens ne tenoient leur existence que de la concession des Rois , & que cette concession pouvoit être révoquée lorsqu'ils s'en rendoient indignes , tout de même qu'une Charte accordée à une Communauté sous certaines conditions expresses , pouvoit lui être ôtée si elle manquoit à exécuter ces conditions. Mais le Parlement ne voulut jamais reconnoître un pareil principe. On demeurait bien d'accord que le Roi pouvoit convoquer , proroger , dissoudre le Parlement : qu'il pouvoit même s'abstenir de l'assembler pendant quelque-tems. Mais que l'Angleterre pût ou dût toujours être gouvernée , sans Parlement , si le Roi le jugeoit à propos , c'est ce qu'on ne pouvoit lui passer , moins encore , que le Roi eût le pouvoir de dispenser de l'observation des Loix , ou faire quelque chose qui leur fût directement contraire. C'étoit à cela néanmoins que Jacques I. vouloit étendre sa Prérogative , terme équivoque , par lequel il entendoit , ou peu s'en falloit , un pouvoir absolu. Mais la plupart des Anglois n'entendoient par ce mot , qu'un pouvoir dans la personne du Souverain d'ordonner ou d'agir dans des choses qui n'étoient pas contraires aux Loix , ou auxquelles les Loix n'avoient pas pourvû , & certains actes de grace ou de faveur que le Roi pouvoit faire à l'égard de quelques Particuliers , pourvû que ces faveurs ne fussent pas trop préjudiciables au reste du Peuple. C'étoit là le sujet continuel des broüilleries entre Jacques I. & le Parlement. On ne pouvoit pas dire précisément en quoi consistoient les Prérogatives du Roi & les Privileges du Peuple , parce qu'il n'y avoit jamais eu de décision expresse sur ce sujet. Les Rois qui avoient passé pour les plus sages & les plus prudents , avoient évité comme des écueils ces sortes de questions qui ne peuvent produire que des aigreurs entre le Roi & le Peuple. D'un autre côté , les Parlemens précédens avoient mieux aimé voir quelquefois étendre la Prérogative Royale au-delà de ses justes bornes , que d'agiter des questions si difficiles qui , en cas d'obstination des deux côtez , ne pouvoient être décidées que par les armes , puisqu'il n'y avoit point de Tribunal

supérieur

supérieur auquel on pût s'adresser. D'ailleurs, depuis Richard II. à qui son entreprise coûta la Couronne & la vie, il n'y avoit point eu de Roi qui eût tenté de porter la Prérogative Royale jusqu'au droit de pouvoir agir directement contre les Loix. S'il s'en étoit trouvé quelqu'un qui, en certaines occasions, avoit entrepris de passer les bornes, les Parlemens ne s'en étoient point émus, par l'une de ces trois raisons : 1. Parce que c'étoit dans des choses de peu d'importance. 2. Parce qu'ayant une parfaite confiance dans leur Souverain, ils ne croyoient pas qu'il abusât de leur condescendance. 3. Parce qu'ils voyoient que le but & le motif du Roi, étoient pour l'avantage de la Nation, ou du moins, ne lui étoient pas fort préjudiciables.

Mais Jacques I. ne fut pas plutôt sur le Trône d'Angleterre, que les questions sur la Prérogative Royale devinrent fréquentes, & absolument nécessaires. Ce Monarque faisoit des efforts continuels pour établir des principes dont les conséquences n'alloient pas à moins qu'à renverser la constitution du Gouvernement. J'en rapporterai ici quelques-uns qu'on a déjà vus dans l'Histoire de son Regne, mais qu'il est d'autant plus nécessaire de répéter ici, que Charles I. suivit exactement les traces du Roi son Pere, & que, comme c'est la principale matiere de ce Regne, on n'en sçauroit avoir une idée trop nette.

Du principe que le Parlement ne devoit son existence qu'à la concession des Rois, & que cette concession pouvoit être révoquée, naissoit naturellement cette conséquence : Que le Roi pouvoit gouverner sans Parlement, & par conséquent, imposer des taxes sur son Peuple, comme il le jugeoit à propos, pour le soutien du Gouvernement. Du principe que le Roi étoit au dessus des Loix, il suivoit nécessairement, qu'il n'y avoit aucune sûreté pour les Sujets, & que leur honneur, leur bien, leur liberté, leur vie même, étoient à la disposition du Roi. Du Principe que le Parlement n'avoit aucun droit de se mêler des affaires sur lesquelles le Roi ne lui demandoit pas son avis, on ne pouvoit que conclure, qu'il falloit laisser faire au Roi tout ce qu'il vouloit, même les choses les plus préjudiciables à la Nation. Du principe que c'étoit manquer de respect pour le Roi, que de se plaindre du Gouvernement, il falloit nécessairement inférer que le Parlement ne pouvoit examiner aucun Grief, ni s'en plaindre, puisque les Grieffs ne sont ordinairement que des injustices commises par le Roi ou par ses Ministres. Du principe que le Parlement n'avoit tout au plus, que le droit de représenter les Grieffs au Roi, après quoi il devoit tranquillement en attendre le remède du Roi même, il suivoit que le Roi pouvoit vexer ses Sujets à sa fantaisie, sans aucune obligation de remédier à leurs maux, qu'autant qu'il le jugeoit convenable. Du principe que c'étoit offenser le Roi dans l'endroit le plus sensible, que de disputer sur l'étendue de sa Prérogative, on ne pouvoit que tirer cette conséquence, que cette Prérogative étoit sans bornes, ou qu'elle ne pouvoit être limitée que par la sagesse ou la bonté du Roi même. Tous ces principes, comme il est aisé de s'en appercevoir, tendoient à établir un Gouvernement despotique. Si le Roi s'étoit contenté de faire de tems en tems quelque passe-droit, fondé sur quelqu'un de ces principes, on auroit pu croire que cela n'auroit pas eu des suites. Mais on le voyoit, en toutes occasions, faire ses efforts pour inculquer ces principes dans les esprits de ses Sujets, &

CHARLES
I.
1625.

CHARLES
I.
1625.

se fonder pour les établir, sur quelques exemples tirez par-ci par-là, de la conduite de quelques-uns de ses Prédécesseurs. On le voyoit lui-même en tirer, par ses actions, les conséquences les plus étenduës, remplir le Royaume de monopoles, forcer ses Sujets à lui prêter de l'argent, ou à lui en donner, casser les Parlemens qui ne vouloient point recevoir ses principes, emprisonner les Membres qui osoient parler hardiment, & déclarer même ouvertement qu'il ne vouloit plus assembler le Parlement. Il n'y avoit donc point de milieu : ou il falloit lui céder ses prétentions, ou lui résister à force ouverte.

Jacques I. eut le bonheur de mourir avant que cette division fût poussée plus loin. La rupture du Mariage d'Espagne servit à rapprocher le Roi & le Parlement l'un de l'autre. Le Roi sentit qu'il alloit se trouver hors d'état de se pouvoir passer des Parlemens, & le Peuple jugea que, pendant qu'on seroit engagé dans une Guerre contre la Maison d'Autriche, le Roi seroit contraint d'avoir des égards pour les libertez de la Nation, & pour les Privilèges du Parlement. Ainsi, chacun de son côté, paroïssoit porté à la reconciliation, & à oublier tous les sujets de plainte qu'il croyoit avoir.

Jacques étant mort, Charles I. son Fils & son Successeur, qui avoit merveilleusement profité de ses leçons, monta sur le Trône, étant imbu des mêmes principes dont je viens de parler. Mais comme il étoit jeune, & que ses passions étoient vives, il ne put se contraindre, ni se résoudre à ménager l'affection du Parlement. Il fit bien-tôt connoître par quelles maximes il prétendoit se conduire dans le gouvernement de son Etat. Non-seulement il ne voulut point corriger aucun des abus qui s'étoient introduits sous le Gouvernement du Roi son Pere; mais il y en ajouta encore de nouveaux plus intolérables. Il affecta de faire comprendre à ses Sujets, non-seulement, que leurs maux ne le touchoient point, mais qu'on l'offensoit même en le suppliant d'y apporter du remède. Enfin, il fit entendre bien clairement, & par ses discours & par sa conduite, qu'il ne regardoit les Parlemens que comme des Assemblées uniquement destinées à lui fournir de l'argent, & qu'en cas de refus, il pouvoit bien se passer de leur secours. En effet, il cassa divers Parlemens, parcequ'ils ne furent pas assez prompts à lui fournir les sommes qu'il leur demandoit : il usa de violence envers plusieurs Membres de ces Assemblées, & enfin, il exigea des Sujets l'argent qui lui étoit nécessaire, soit par des emprunts forcez, soit par des taxes qu'il imposa de sa propre autorité. C'est ce qui ne doit pas paroître étrange; puisqu'outre les leçons qu'il avoit reçues du Roi son Pere, il avoit le même Faveur, les mêmes Ministres, le même Conseil.

Je me propose de faire voir toutes ces choses, d'une manière claire & précise. Ce ne sera pas par des raisonnemens & des conséquences : mais par des faits qui ne sont point contestez, par des Pièces justificatives de tout ce que j'avancerai, & enfin par la conduite même du Roi, laquelle ses partisans les plus zélés n'ont pas même entrepris de justifier, autrement que par un silence affecté, ou du moins, en passant fort légèrement sur les quinze premières années de son Regne. Je n'ai entrepris d'entrer dans ce détail d'une assez vaste étendue, qu'afin que le Lecteur soit mieux en état de comprendre quelles furent les véritables causes de la Guerre qui affligea le Royaume dans la suite.

Dès

Dès que les funérailles du Roi défunt furent faites, Charles se hâta d'envoyer huit mille hommes à Portsmouth, pour y être embarquez sur une Flotte destinée à faire une expédition contre l'Espagne. Comme il n'avoit que peu d'argent dans ses coffres, les frais de l'habillement & de la conduite de ces troupes furent assignez sur diverses Provinces qui en devoient être remboursées par l'Echiquier dans un tems plus convenable. Cela étoit fondé sur quelques exemples des anciens tems, mais dont néanmoins l'usage avoit été depuis longtems interrompu. Ces troupes ayant commis de grands désordres dans leur marche, le Roi nomma des Commissaires pour punir les coupables; cela fut regardé comme une innovation qui ôtoit aux Magistrats ordinaires la connoissance des crimes commis par les gens de Guerre, & néanmoins, en général, on n'y fit pas beaucoup d'attention.

CHARLES
I.
1625.
Funerailles
de Jacques
I.
Troupes
envoyées à
Portsmouth
aux dépens
des Provin-
ces.
Etablisse-
ment d'un
Conseil de
Guerre.

Le Mariage du Roi ayant été conclu & arrêté pendant la vie du Roi Jacques, fut célébré à Paris, avec beaucoup de magnificence, sur un Théâtre dressé devant l'Eglise de Notre Dame, le Duc de Chevreuse faisoit l'Office de Procureur du Roi d'Angleterre. Peu de tems après, le Duc de Buckingham fut envoyé en France pour y aller recevoir la Reine, & la conduire au Roi son Epoux, Elle arriva le 12 de Juin à Douvres où le Roi la reçut, & le même jour le Mariage fut consommé à Cantorbéri. Le 16. ou le 26. du même mois le Roi & la Reine firent leur entrée à Londres, & deux jours après, le Parlement s'assembla. Voici le Discours que le Roi fit aux deux Chambres, à l'ouverture de ce premier Parlement.

Mariage du
Roi.

1. Parle-
ment.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Je loüe Dieu de ce que l'affaire sur laquelle vous devez présentement dé-
libérer est d'une telle nature , que je n'ai pas besoin d'éloquence , pour vous
la faire connoître. Outre que je ne suis point éloquent , je ne suis point na-
turellement porté , à employer beaucoup de tems en paroles. Ce n'est pas
une affaire nouvelle , puisqu'elle a été commencée par mon Pere d'heureuse
Mémoire , qui est présentement au Ciel. C'est pourquoi il n'est pas nécessai-
re que je vous fasse connoître de quoi il s'agit. J'espère que vous aurez autant
d'ardeur à pousser cette affaire , que vous en avez eu à conseiller le Roi mon
Pere de l'entreprendre. Véritablement , il pourroit sembler à quelques-uns ,
qu'il ne s'engagea qu'avec quelque peine dans une entreprise si glorieuse.
Mais c'étoit un effet de sa sagesse qui ne lui permettoit pas de la commencer ,
avant que de s'être assuré des moyens qui pouvoient la lui faire exécuter avec
vigueur. Dès qu'il connut combien il avoit été abusé dans la confiance qu'il
avoit eüe aux promesses de certaines Puissances , & après qu'il eut été encou-
ragé par vos avis , & par les promesses que vous lui fîtes de le soutenir , à en-
trer dans la carrière où nous nous trouvons aujourd'hui , il s'y engagea gaye-
ment. C'est ce que je n'ai pas besoin de prouver , puisque les préparatifs qu'il
a faits en sont des preuves plus évidentes que ne pourroient être mes paroles.
Les secours des Princes d'Allemagne , la Flotte qui est prête à se mettre en
Mer , & le reste des préparatifs que j'ai faits pour continuer ce qu'il a com-
mencé , font voir suffisamment qu'il étoit déjà entré en action.

Mylords & Messieurs, j'espere que vous n'aurez pas oublié, que vous vou-

" Discours
du Roi à
son pre.
mier Par-
lement.
Rush-
worth,
Vol. I.
pag. 171.
"
"
"
"
"
"
"
"
"
"
"
"

CHAR-
LES I.
1625.

„ lutes bien m'employer pour conseiller à mon Pere de rompre les deux Trai-
tez qui étoient sur pied , de sorte que je ne puis pas dire que je sois venu
ici libre de tout engagement. Il est vrai que je m'y suis porté volontairement
„ & avec ardeur , comme un jeune homme , & par conséquent avec quelque
„ précipitation : mais je ne l'ai fait qu'à cause de la part que vous avez voulu y
„ prendre , & de vos engagements : de sorte qu'encore que j'aye agi en jeune
„ homme , je ne sçaurois m'en repentir. Je ne croi pas même que je puisse en
„ être blâmé , puisque j'ai pû compter sur l'amour & sur la fidélité que vous avez
„ pour votre Roi , & sur l'épreuve que j'ai faite moi-même de votre affection.
„ Considérez , je vous prie , que cette action étant la premiere de mon Regne ,
„ & ayant été entreprise par vos conseils , ce seroit un grand deshonneur pour
„ vous & pour moi , si elle réussissoit mal , par le défaut des secours que vous
„ êtes en état de me donner. Je reconnois pourtant , qu'étant convaincu , com-
„ me je le suis , de votre affection pour moi , & de votre ardeur à pousser cette
„ entreprise , j'en aurois pas besoin de vous exciter par ces considérations , si ce
„ n'étoit pas pour vous faire comprendre combien je suis sensible à ce qui tou-
„ che votre honneur & le mien , & que j'en ai le soin que j'en dois avoir. Il faut
„ aussi que je vous prie de considérer , que nous nous trouvons dans une telle
„ conjoncture , que je ne pourrois qu'exposer vos vies à un grand danger , à
„ quoi je ne pourrois que difficilement me résoudre , si je vous tenois longtems
„ assemblez (1) , comme de votre côté , vous ne pourriez que hasarder beau-
„ coup le succès de nos affaires , si vos résolutions étoient trop tardives. J'espère
„ donc que vous penserez sérieusement à expédier en diligence l'affaire que
„ vous avez en main. Par-là , vous agirez d'une maniere qui sera infiniment
„ honorable , & à vous-mêmes & à moi. A vous , parceque vous donnerez
„ des preuves de votre affection pour votre Roi , & à moi , en me mettant en
„ état d'achever un ouvrage que mon Pere a si heureusement commencé.

„ Pour conclusion , j'ajouterai seulement que j'ai appris , qu'il y a certaines
„ personnes malicieuses qui font courir le bruit , que j'ai peu d'affection pour
„ la Religion que je professe. Mais je puis assurer que j'ai été élevé aux pieds
„ de Gamaliel , & quoi que je n'aye pas assez de vanité pour m'appliquer le
„ reste de ce passage , je ferai en sorte néanmoins , qu'on sera pleinement con-
„ vaincu , qu'il n'y a jamais eu , ni n'y aura de Prince qui ait plus d'envie que
„ moi de maintenir la Religion que j'ai toujours professée. Mais comme je
„ ne suis pas propre à faire de longs Discours , j'ai résolu de suivre la méthode
„ de mes Prédécesseurs , en me servant de la bouche du Garde du grand Sceau ,
„ à qui j'ai ordonné de vous communiquer certaines choses , moins à cause de
„ leur importance , que par pure formalité.

Rush-
worth,
Vol. I.
p. 171.

Le Roi ayant fini son Discours , le Lord Coventry , Garde du grand Sceau ,
prit la parole & fit un autre Discours dont je me contenterai de rapporter la
substance. Il dit , „ que le principal motif du Roi dans la convocation de ce
„ Parlement , étoit de les faire ressouvenir du grand engagement imposé à Sa
„ Majesté , tant par le Roi son Pere , que par les deux Chambres , de recouvrer
„ le Palatinat , après avoir rompu les Traitez qui se négocioient avec l'Espagne.
„ Que les Alliances qu'on avoit pris soin de faire depuis ce tems-là , l'Armée
„ qu'on avoit fait passer dans les Pais-Bas , les reparations des Places , les se-
„ cours

(1) A cause de la peste.

cours envoyez en Irlande, étoient autant de lignes qui aboutissoient au même centre, c'est-à-dire, à l'affaire du Palatinat. Que les Subsidés accordez ci-devant pour cela étoient consommés, & que les comptes en étoient prêts pour leur être présentés, aussi bien que de ce que le Roi avoit dépensé de ses propres deniers pour la même affaire. Ensuite, il les pria de bien considérer trois choses qui méritoient toute leur attention : 1. *Le Temps*, parce que toute l'Europe étoit autour du Lavoir de Bethesda, & qu'il falloit profiter du premier mouvement de l'eau. C'étoit pour cela, que Sa Majesté souhaitoit, qu'ils lui donnassent cette première Séance, ou plutôt, qu'ils se la donnassent à eux-mêmes & à leurs propres intérêts, & que la prochaine seroit pour eux & pour les affaires domestiques, aussi-tôt, & pour aussi longtemps qu'ils le jugeroient à propos. 2. *La somme qu'ils devoient accorder au Roi*. Que si on jugeoit que la voye des Subsidés ne fût pas assez prompte, Sa Majesté souhaitoit qu'on l'informât de la méthode qu'on voudroit suivre, quoiqu'il ne prît pas l'indiquer, ou la proposer. 3. *Le succès de l'Action*. Que celle-ci étant la première de son Règne, ne pouvoit que toucher de fort près sa gloire & sa réputation, à l'égard desquelles il s'assuroit sur leur affection, avec la plus grande confiance qu'aucun Roi eût jamais eue en ses Sujets : témoin son ouvrage de Poésie intitulé, *Amor Civium Regis munimentum*. Que Sa Majesté ne doutoit point, que toute l'Europe ne fût informée de leur loyauté & de leur affection, dans le tems même qu'elle apprendroit qu'il étoit devenu leur Roi.

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1625.

Quoique le Roi eût assuré dans sa Harangue, qu'il n'y avoit point de Prince qui eût plus d'envie que lui de maintenir la Religion qu'il professoit, il sembla que le Parlement n'en étoit pas bien persuadé, puisque, dès les premiers jours, les deux Chambres s'unirent ensemble pour lui présenter une Requête contre les Papistes Récusans. Le Roi répondit à cette Requête d'une manière très-gracieuse. Il dit, qu'il étoit bien aisé de voir leur zèle pour la Religion, & qu'il étoit prêt à concourir avec les deux Chambres, dans tout ce qui lui seroit proposé sur ce sujet. Il différa néanmoins de répondre à chaque Article particulier de la Requête, jusqu'à ce qu'il l'eût examinée.

Requête du
Parlement
contre les
Papistes ré-
cusans.

Réponse
générale du
Roi.

Monsieur Montaigu, Ecclésiastique, avoit fait imprimer depuis peu, un Livre intitulé *Appel à César*, dans lequel il y avoit diverses propositions tendant à troubler l'Eglise & l'Etat. On en porta des plaintes à la Chambre des Communes, qui, ayant fait venir l'Auteur à la Barre, & l'ayant interrogé, jugea qu'il étoit à propos de le renvoyer à l'Archevêque de Cantorbéri. Ce Prélat, qui n'étoit pas regardé de bon œil à la Cour, parce qu'on le soupçonnoit d'être trop ami des Puritains, se contenta de l'exhorter à n'écrire plus sur de semblables matières. La démarche des Communes offensa le Roi parce que, Montaigu étant un de ses Chapelains, il prétendoit qu'en le faisant venir à la Barre des Communes, on avoit donné atteinte à sa Prérogative. Il en témoigna son mécontentement aux Communes, & en prit occasion d'évoquer la cause à son Conseil. Tout le monde soupçonna, que comme le Livre de Montaigu contenoit une Doctrine Arminienne, Laud, Evêque de Bath & Wells, qui étoit le Conseiller le plus intime du Roi pour les affaires de Religion, avoit procuré cette évocation pour arrêter la poursuite. Ce Prélat étoit regardé par plusieurs comme le Chef & le Protecteur des Arminiens.

Le Docteur
Montaigu
est cité, à
cause de son
Livre *Appel à
César*.

Le Roi évo-
que la cau-
se.

Laud regar-
dé comme
le Chef des
Arminiens.

CHARLES I. 1625. qui étoient déjà en assez grand nombre dans le Royaume. Il avoit trouvé le moyen de s'insinuer dans la faveur du Duc de Buckingham, & par ce même moyen dans celle du Roi, qui suivoit volontiers ses conseils dans les affaires qui regardoient la Religion.

Les Communes accordent deux Subsidés au Roi. Le mécontentement que le Roi avoit témoigné contre les Communes, n'empêcha pas que cette Chambre ne lui accordât deux Subsidés. Le Roi les accepta gracieusement : mais en même-tems, il fit entendre que ce don n'ap-
prochoit pas de ce qui lui étoit nécessaire pour la Guerre que le Parlement

Le Parlement est ajourné à Oxford. avoit conseillée au Roi son Pere. L'Acte de ces deux Subsidés ne fut pas plu-
tôt passé, que le Roi ajourna le Parlement à Oxford pour le premier jour du mois d'Août, à cause de la peste qui faisoit de grands ravages dans Lon-
dres.

Prêt de six Vaisseaux au Roi de France pour servir contre la Rochelle.

Rushworth, Vol. I. p. 174.

Le Roi Jacques, peu de tems avant sa mort, s'étoit engagé à prêter au Roi de France, cinq ou six Navires pour s'en servir contre les Génois. C'étoit, du moins, le prétexte de cet emprunt. Mais dans la suite, Louis XIII. ayant besoin de ces Vaisseaux pour le Siège de la Rochelle, obtint de Charles I. par le moyen du Duc de Buckingham, qu'il pourroit s'en servir là où il le trou-
veroit à propos, & en effet, ils lui furent envoyez à Dieppe sous le com-
mandement de *Pennington*. Mais les Maîtres ou Capitaines de ces Vaisseaux, ayant eu le vent, qu'on vouloit les faire servir contre la Rochelle, leverent les anchres, & s'en retournerent en Angleterre. *Pennington* en ayant informé le Duc de Buckingham, en reçut un ordre exprés confirmé par un autre du Roi même, de remener ces Vaisseaux à Dieppe, & de les mettre entre les mains des François, ce qui fut exécuté. Mais les Pilotes & les Matelots défer-
terent tous, ne voulant point absolument servir contre la Rochelle.

Plaintes contre le Duc de Buckingham,

& contre les Evêques de Winchester & de Bath & Wells.

Cette affaire fit grand bruit à Oxford où le Parlement se rassembla. On se plaignit fortement dans la Chambre des Communes, de la mauvaise con-
duite du Duc de Buckingham à cet égard & à quelques autres. On y dit, que l'argent accordé au feu Roi par le Parlement avoit été mal employé à des usages tout différens de ceux auxquels il avoit été destiné. Que la Mer étoit si mal gardée, que les Corsaires faisoient souffrir de très-grandes pertes aux Marchands Anglois. Qu'il y avoit dans le Royaume un puissant Parti qui favorisoit ouvertement le Papisme & l'Arminianisme. C'étoient princi-
palement *Neal* Evêque de Winchester, & *Laud* Evêque de Bath & Wells, qu'on regardoit comme les Chefs & les Protecteurs des Arminiens, & même comme favorisans le Papisme, à cause de leur zèle rigide & passionné pour toutes les cérémonies de l'Eglise Anglicane, même pour celles qui sembloient le moins nécessaires. Ce zèle paroissoit à plusieurs autant mystérieux qu'ex-
traordinaire, & leur faisoit soupçonner que ces deux Prélats, sous prétexte de maintenir la Religion, n'eussent formé le projet de rétablir le Papisme. Ils ne pouvoient se persuader qu'on eût tant d'attachement pour des choses qui, dans le fond, étoient de peu de conséquence, sans quelque dessein caché. Cela fut cause que la Chambre des Communes fit citer une seconde fois le Docteur *Montaigu* qui fut grièvement censuré.

Montaigu censuré.

Le Roi fait venir les deux Cham- bres devant lui.

Cependant, le Roi voyant que, depuis trois ou quatre jours que le Par-
lement étoit rassemblé, on n'avoit fait autre chose dans la Chambre des Com-
munes, que parler des Grieffs, sans dire un seul mot de l'argent qu'il s'atten-
doit

doit qu'on lui accorderoit pour soutenir la Guerre, fit venir les deux Chambres dans la Salle du Collège de Christ, & leur parla en ces termes.

CHARLES
I.
1625.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Nous nous souvenons tous que par vos conseils mon Pere, qui est présentement avec Dieu, rompit les deux Traitez qui se négocioient avec l'Espagne. Vous prêtes dès-lors, que la Guerre s'en suivroit, tant pour recouvrer l'Héritage en-vahi de mon Beau-Frere, que pour notre propre défense. Comme vous y avez engagé le Roi mon Pere par vos conseils, vous lui donnâtes aussi des assurances que les secours pour la poursuivre ne lui manqueroient pas. Ce que vous lui accordâtes alors, fut employé, comme vous l'aviez souhaité, à secourir les Alliez, à garder l'Irlande, & l'Angleterre même, à se pourvoir de munitions, à équiper une Flotte, à établir un Conseil de Guerre & des Trésoriers pour recevoir & pour débours-fer l'argent. Pour commencer cet ouvrage entrepris par votre conseil, vous accordâtes trois Subsidies & trois quinzies qui furent levez avec promptitude, & débours-fer de même, par l'avis du Conseil de Guerre, principalement pour mettre la Flotte en bon état.

Discours du
Roi aux
deux Cham-
bres.

4. Août.
Rushworth,
Vol. I. p. 177.

Il a plu à Dieu au commencement de ces préparatifs faits par vos conseils, de retirer mon Pere à lui : de sorte que j'ai succédé tant à sa Couronne, qu'au soin de poursuivre ses desseins. Je ne vous rassemblai pas incontinent après sa mort, pour suivre la coutume, & par pure formalité, mais afin que, par vos avis & par votre assistance, vous me missiez en état d'exécuter les desseins dans lesquels vos conseils avoient engagé mon Pere. Vous avez donné des marques de votre affection pour moi, & de l'envie que vous avez de continuer l'ouvrage commencé, en m'accordant deux Subsidies qui ne sont pas encore levez, quoi que débours-fer par avance, tant de mon propre argent, que de celui que j'ai emprunté. Cela ne suffit pas même pour mettre en bon état la Flotte qui s'équipe actuellement, comme j'en suis convaincu, après avoir vu l'estimation qui en a été faite par des gens qui y sont employez. Les comptes vous en seront présentez, aussi-tôt qu'il vous plaira de les recevoir.

Après que le Roi eut achevé de parler, un des Secretaires d'Etat prit la parole, & fit un Discours dont le but, de même que celui du Roi, étoit de faire voir la nécessité absolue où la Chambre des Communes se trouvoit de donner une grosse Somme au Roi pour la Guerre dans laquelle il étoit engagé. Il n'oublia pas de répéter que le feu Roi ne l'avoit commencée que par les conseils du Parlement, car c'étoit-là ce que le Roi regardoit comme une raison à laquelle on ne pouvoit rien repliquer. Mais comme déjà le Parlement commençoit à être mieux informé de la manière dont le Roi & le Duc avoient, pour ainsi dire, arraché ce conseil au Parlement précédent, ces deux Discours ne produisirent pas un grand effet. Les Communes étant retournées dans leur Chambre, continuèrent à examiner les Grieffs, & dans cet examen, on fit diverses plaintes contre le Duc de Buckingham. On se plaignit aussi, que le Papisme étoit non seulement toléré, mais même favorisé, contre la promesse expresse du Roi : Qu'on accordoit des pardons aux Récusans, sous la simple signature du Lord Conway Secrétaire d'Etat, qui se prétendoit au-

Discours
d'un Secre-
taire d'Etat.
Rushworth,
Vol. I. p. 178.

Plaintes des
Communes
au sujet de
la Religion.

CHARLES
I.
1625.

torisé par le Roi, & que ces pardons arrêtoient le cours de la Justice, & l'exécution des Loix. Ces plaintes furent causées que le Roi se crut obligé à donner des réponses positives à la Requête que les deux Chambres lui avoient présentée à Londres, à laquelle il n'avoit jusqu'alors répondu qu'en général. Il est absolument nécessaire d'insérer ici cette Requête, avec les réponses du Roi à chacun des Articles, afin qu'on puisse mieux juger, comment les promesses du Roi furent exécutées dans la suite.

^
R E Q U E T E

*contre les Récusans, & REPONSE du Roi
à chaque Article.*

S I R E,

Requête
des deux
Cham-
bres con-
tre les
Papistes
Récusans
présentée,
au Roi à
Westmin-
ster, & ré-
ponduë en
détail, à
Oxford.
*Rushworth,
Vol. I. p. 181.*

Comme il est très vrai que rien n'est plus capable d'affermir votre Trône & d'assurer la Paix & la prospérité de votre Peuple, que la sincérité & l'unité de la Religion, Nous, Seigneurs Spirituels & Temporels, les Communes, assemblez dans ce présent Parlement, croyons qu'il est de notre devoir de représenter à Votre Majesté les dangereuses conséquences qui peuvent naître de l'accroissement du Papisme dans ce Royaume, ce que nous jugeons en être les véritables causes, & les remèdes qui peuvent y être appliquez ».

Les dangers se trouvent,

1. » En ce que les Papistes se proposent pour fin de renverser la Religion & l'Etat : dans les soins continuels qu'ils prennent pour parvenir à ce but : en ce que ceux qui les enseignent & ceux qui les gouvernent leur font accroire, qu'en cela ils rendent service à Dieu ».
2. » Dans la dépendance où ils sont des Princes étrangers, qui ne cherchent en aucune manière le bien de V. M. ni de son Etat.
3. » En ce que l'accroissement du Papisme fournit la facilité d'exécuter ces pernicious dessein, à quiconque voudra se faire Chef d'un Parti si puissant ».

*Les causes principales de l'accroissement du
Papisme sont,*

1. » La négligence dans l'exécution des Loix faites contre les Jesuites, les Prêtres des Séminaires, les Papistes Récusans. Cette négligence est causée en partie par la connivence du Gouvernement, en partie par le défaut des Loix-mêmes, & en partie par la faute des Officiers qui sont commis pour les faire exécuter ».
2. » Les intercessions des Princes étrangers, par le moyen de leurs Ambassadeurs & Agens, en faveur des Papistes Récusans ».

3. Le

3. „ Le grand concours des Papistes dans la Ville de Londres, leurs Conférences, & leurs Conventicules dans la même Ville „ „ CHARGES
LES I.
1625.
4. „ La liberté qu'ils prennent de se rendre publiquement aux Maisons & aux Chapelles des Ambassadeurs „
5. „ L'envoi de leurs enfans dans les Païs étrangers, pour y être élevez dans des Séminaires de leur Religion, lesquels ont été depuis quelque temps multipliez pour y instruire la Jeunesse Angloise „
6. „ Le défaut d'instruction, qui fait qu'en plusieurs endroits du Royaume, vos Sujets n'ont pas une connoissance suffisante de leur Religion „
7. „ La licence qu'on se donne de faire imprimer des Livres Papistes & séditieux, & de les répandre dans le Public „
8. „ Les Charges du Gouvernement, conférées à des gens mal disposez pour la Religion, qui favorisent actuellement, ou favoriseront, ou seront du moins en état de favoriser le Parti Papiste „

Les Remedes que nous jugeons propres à être employez contre ce mal violent & dagereux, sont,

I. „ Que la Jeunesse soit soigneusement élevée par des Maîtres capables, & qui ayent la Religion à cœur, & auxquels il soit ordonné de catechiser leurs Ecoliers, & de les instruire dans les Principes de la vraye Religion. Et comme, par les plaintes qui nous viennent de divers endroits, il nous paroît clairement, que divers Papistes, dissimulans leur Religion, ont trouvé le moyen d'obtenir des places pour enseigner la Jeunesse, qu'ils ont perverti quelques uns de leurs Ecoliers, & les ont mis en état d'être envoyez aux Séminaires étrangers, nous croyons qu'il est très-nécessaire de choisir les Maîtres d'Ecole avec un extrême soin : que les Evêques s'informent exactement de leur conduite, & qu'ils chassent ceux qu'ils trouveront en faute, ou qui seront justement suspects „

REPONSE DU ROI.

Ceci est aisément accordé, & pour mieux exécuter ce qui est désiré dans cet Article, on écrira de la part du Roi, aux deux Archevêques qui en feront part aux Evêques qui sont sous eux, qu'ils ayent à tenir la main à l'exécution & que les Evêques rendent compte à leurs Archevêques respectivement de leurs diligences, & ceux-ci à Sa Majesté.

II. „ Que l'ancienne Discipline soit rétablie dans les deux Universitez, qui sont les deux fameux Séminaires de la Science & de la Vertu „

REPONSE.

Le Roi l'approuve, & les Chanceliers des deux Universitez seront requis d'y tenir la main.

CHARLES

I.

1625.

III. „ Qu'on prenne soin de prêcher la Parole de Dieu dans tout l'étenduë
 „ des Etats de Votre Majesté, puisque c'est le moyen le plus propre pour plan-
 „ ter la véritable Religion, & pour arracher celles qui lui sont contraires. C'est
 „ pourquoi, nous supplions V. M. qu'il lui plaise de recommander aux Evê-
 „ ques, qu'ils tâchent par des exhortations paternelles de ramener au service
 „ paisible & réglé de l'Eglise, les Ministres sçavans & capables qui ont été in-
 „ terdits, afin que dans ce tems de danger, où les bons Ministres sont si né-
 „ cessaires, l'Eglise puisse profiter de leur Ministère. Qu'on use à l'avenir de
 „ plus de modération par rapport aux Commendes, aux Non-résidences, à la
 „ pluralité des Bénéfices. Nous ne pouvons nous empêcher de remercier V. M.
 „ de ce qu'il lui a plu de diminuer le nombre de ses Chapelains, & nous
 „ ne doutons point que votre soin Royal ne s'étende sur tous les autres Béné-
 „ fices, pour ne les conférer qu'à des personnes vertueuses & capables, pour
 „ la consolation de votre Peuple, & pour l'encouragement des deux Uni-
 „ versitez, pleines de graves & sçavans Ministres qui ne sont pourvus d'au-
 „ cun Bénéfice.

R E P O N S E.

Le Roi est bien content de cet Article, pourvu qu'on l'applique aux Ministres paisibles & réglez, qui se conforment au Gouvernement de l'Eglise. Pour ce qui regarde les pluralitez & les Non-résidences, elles sont présentement si modérées, que les deux Archevêques assurent, qu'on n'accorde plus de dispenses pour pluralité de Bénéfices : qu'à présent il ne se trouve point d'Ecclésiastique à qui il soit permis de tenir plus de deux Bénéfices, & même à condition qu'ils ne soient pas distans l'un de l'autre, de plus de 30. milles. Pour éviter à l'avenir, les Non-résidences, le Canon fait sur cette matiere sera observé. A l'égard des Commendes, Sa Majesté n'en donnera que fort peu, & seulement dans les cas où la petitesse des revenus d'un Evêché le requerra. Sa Majesté prendra aussi soin, que les Bénéfices qui dépendent de lui soient conférez à des personnes de mérite. De plus, afin de travailler plus efficacement à la propagation de la Religion, S. M. recommande aux deux Chambres du Parlement de prendre soin, que chaque Paroisse pourvoye à l'entretien d'un bon Ministre ; Que les propriétaires des fonds d'Eglise inféodéz assignent aux Vicaires, Curez, & Ministres dans les lieux où se trouvent les biens inféodéz, des gages suffisans pour entretenir des Prédicateurs.

IV. „ Qu'il y ait des ordres rigoureux pour empêcher qu'on ne transporte
 „ des enfans Anglois dans des Séminaires au-delà de la Mer. Que ceux qui y
 „ sont déjà soient rappelés, & que ceux d'entre vos Sujets qui contribuent à
 „ l'entretien de ces Séminaires soient punis, vû que, outre que plusieurs de vos
 „ Sujets sont séduits, ou employe à cela de grandes sommes, & que le Royau-
 „ me en est appauvri.

RE-

R E P O N S E.

CHARLES

I.

1625.

La Loi faite sur ce sujet sera exécutée. Outre cela, S. M. donnera ordre au Grand Trésorier, & au Grand Amiral, d'ordonner qu'il se fasse une recherche exacte dans tous les Ports du Royaume & dans leurs dépendances, comme aussi de faire bien garder les Ports. Les enfans des Seigneurs & autres seront rappelés par une Proclamation avec ordre de se rendre en Angleterre dans un certain jour. Ceux qui maintiendront les Séminaires ou leurs Ecoliers dans les Pais étrangers, seront punis selon les Loix.

V. „ Qu'il ne soit permis à aucun Papiste Récusant de venir à la Cour, à moins que Votre Majesté ne l'y appelle pour quelque occasion particuliere, „
 „ selon le Statut fait la troisième année du Roi Jacques I. E comme Votre Ma- „
 „ jesté a pris soin de faire en sorte que vos Sujets naturels, qui ne font pas „
 „ profession de la véritable Religion établie par les Loix, ne soient pas admis „
 „ au service de la Reine, nous en remercions très-humblement Votre Majesté, „
 „ & la supplions de faire observer cet ordre „.

R E P O N S E.

Si le Roi s'apperçoit, ou est informé qu'il y ait à la Cour quelque concours de Récusans, les Loix seront ponctuellement exécutées, & Sa Majesté, par une Proclamation, mettra, dans le même rang, ses Sujets de la Grande Bretagne & d'Irlande. Pareillement, comme Sa Majesté dans le Traité fait avec la France, a pourvû qu'aucun de ses Sujets Papistes Récusans ne soit admis au service de la Reine son Epouse, l'intention de S. M. est de l'observer.

VI. „ Que toutes les Loix faites contre les Jesuites, Prêtres des Séminaires, „
 „ ou autres qui ont reçus les Ordres par une autorité dérivée du Siège de Rome „
 „ soient exécutées. Et afin qu'ils ne puissent pas se plaindre d'aucune surpri- „
 „ se, qu'on leur fixe par une Proclamation, un certain jour pour sortir de ce „
 „ Royaume & de tous les Etats de Votre Majesté, à peine, s'ils y reviennent, „
 „ d'être punis selon la plus grande rigueur des Loix faites contre eux. Que „
 „ tous les Sujets de Votre Majesté soient avertis de ne les receler point, sous „
 „ les peines les plus sévères qui peuvent être infligées en ce cas. Que ceux d'en- „
 „ tre les Papistes, Jesuites, &c. qui seront emprisonnez comme Récusans, „
 „ soient gardez étroitement, sans qu'on leur permette d'avoir des Conférences „
 „ avec qui ce soit, afin d'éviter la contagion de cette Religion corrompue. „
 „ Qu'aucun homme suspect d'être Papiste ne puisse être Géolier des prisons „
 „ de Votre Majesté „.

R E P O N S E.

Les Loix seront exécutées. Sa Majesté publiera une Proclamation telle qu'on la souhaite. On gardera les Prisonniers de la manière qu'il est désiré. Aucun homme justement suspect ne sera fait Géolier des prisons du Roi.

VII.

CHAR-
LES I.
1625.

VII. „ Qu'il plaise à Votre Majesté de prendre les mesures qui lui paroî-
tront les plus convenables , pour empêcher qu'aucun Sujet de votre Majesté,
aucun Evêque étranger , ou autre ayant son autorité de l'Evêque de Rome ,
ne confère les Ordres , pour exercer aucune juridiction , ou fonction Ecclé-
siastique , dans vos Etats , envers , ou sur les Sujets de Votre Majesté.

R E P O N S E.

Il est à propos que ce qui est ici désiré soit ordonné & il y aura une Proclamation publiée pour cet effet.

VIII. „ Que les Avocats de Votre Majesté ayent ordre d'examiner tous les
dons des terres des Récusans qui ont été faits ci-devant , afin qu'on puisse
annuller ceux qui ont été faits aux Récusans mêmes , ou pour leur usage ,
ou dont ils peuvent tirer quelque bénéfice , tous ces dons étant nuls par les
Loix , ou pouvant être annullez.

R E P O N S E.

Le Roi donnera ordre à ses Avocats d'examiner ses dons , & fera ce qui est désiré.

IX. „ Qu'il plaise à Votre Majesté d'ordonner à ses Juges , & aux Ministres
de la Justice Ecclésiastique & Temporelle , de prendre soin que les Loix de
ce Royaume faites contre les Papistes Récusans soient exécutées. Nommé-
ment que l'Excommunication soit déclarée contre eux ; qu'ils ne soient pas ab-
sous , sous prétexte d'une satisfaction publique , ou d'une soumission exté-
rieure à la Conformité.

R E P O N S E.

Le Roi laisse les Loix dans leurs cours naturel , & prendra soin qu'on agisse par rapport à l'Excommunication , selon qu'il est désiré.

X. „ Qu'il plaise à Votre Majesté d'éloigner des Charges du Gouverne-
ment , ceux qui sont notoirement Papistes Récusans , ou qui sont justement
suspects , selon les Actes de Parlement faits ci-devant sur ce sujet.

R E P O N S E.

Sa Majesté le trouve à propos , & donnera ses ordres sur cela.

XI. „ Que les Papistes Récusans déjà convaincus , & ceux qui sont juste-
ment suspects , soient désarmez , selon les Loix , & les Ordres donnez par
le Conseil du feu Roi , par des raisons d'Etat.

RE-

R E P O N S E.

Les Loix & les Actes faits sur ce sujet seront exécutez.

XII. „ Que vû le grand concours des Papistes à Londres & aux environs, il
plaîse à V. M. d'ordonner, sur peine de votre indignation & d'une sévère
exécution des Loix, qu'ils aient à se retirer dans leurs Villes & Provinces res-
pectives, sans pouvoir s'éloigner de plus de cinq milles, des lieux de leurs
habitations. “

R E P O N S E.

À cet égard les Loix qui sont en force seront exécutées.

XIII. „ Comme il a plu à Votre Majesté de défendre à vos Sujet naturels
d'aller entendre la Messe, & d'assister à aucun Service superstitieux dans les
Maisons ou Chapelles des Ambassadeurs étrangers, ou dans quelques autres
lieux que ce soit, nous en remercions très-humblement Votre Majesté &
vous supplions de faire en sorte que vos ordres soient exécutez, & les infrac-
teurs punis selon les Loix. ”

R E P O N S E.

Le Roi y consent, & prendra soin que ses ordres soient dûement observez.

XIV. „ Que les insolences commises en dernier lieu, ou qu'on pourra com-
mettre à l'avenir, au deshonneur de la véritable Religion, ou au préjudice
de ceux qui la professent, soient exemplairement punies. “

R E P O N S E.

Cela sera fait comme il est désiré.

XV. „ Que le Statut de la première année du Règne d'Elisabeth, qui ordon-
ne, que ceux qui s'absenteront le Dimanche, du Service divin, sans une
cause légitime, payeront une amende d'un Schelling, soit exécuté, d'au-
tant plus, que la Loi assignant ces amendes aux Pauvres, on n'en doit point
accorder des dispenses. “

R E P O N S E.

Il est à propos que ce Statut soit observé, & personne n'en sera dispensé.

XV. „ Enfin, qu'il plaîse à V. M. d'étendre aussi ses soins sur le Royaume
d'Irlande, afin qu'on y observe les mêmes méthodes pour y rétablir la vraie
Religion. “

Tome VII.

Hh

RE-

Les soins de S. M. s'étendent & s'étendront sur le Royaume d'Irlande. Il fera tout ce qu'un Roi religieux est obligé de faire pour bien établir la vraie Religion dans ce Royaume.

„ Ainsi, Très-Gracieux Souverain, nous avons, selon notre devoir, & le
 „ zèle que nous avons pour le Service de Dieu, pour la Religion, pour votre
 „ Majesté, pour l'Etat, & pour leur prospérité, déclaré fidèlement à votre
 „ Majesté l'état, les causes, & les remèdes de ce mal contagieux du Papisme,
 „ & avons humblement offert à votre sagesse, nos considérations sur ce sujet.
 „ La réponse du Roi votre Pere d'heureuse Mémoire, & une semblable Re-
 „ quête, nous donne de grandes espérances de réformation. Mais les gracieu-
 „ ses promesses que Votre Majesté a daigné faire sur ce sujet, nous donnent
 „ une parfaite assurance que nous en jouirons continuellement. Ainsi, nous
 „ reposant sur cette assurance, nous prions Dieu qu'il lui plaise d'accorder &
 „ de continuer à Votre Majesté une félicité parfaite.

Les promesses du Roi, mal exécutées.

Sujet de plainte du Roi contre les Communes.

Raisons pour les Communes.

Il ne manquoit rien aux réponses gracieuses du Roi sur les divers Articles de la Requête des deux Chambres, que l'exécution des promesses. Mais, si on en peut juger par les plaintes continuelles que les Parlemens firent pendant tout ce Regne touchant ces mêmes Articles sur lesquels le Roi paroît avoir donné une entière satisfaction, on comprendra aisément que les promesses de Charles I. ne furent pas mieux exécutées que celles du Roi son Pere. Le Roi s'étoit attendu, que ses réponses à la Requête qui lui avoit été présentée, lui attireroient l'affection des Communes. Mais ces réponses, toutes gracieuses & positives qu'elles étoient, ne furent pas capables de les engager à faire ce qu'il souhaitoit, c'est-à-dire, à laisser toute autre affaire, pour ne penser qu'à lui donner de l'argent. Il se trouvoit engagé dans une Guerre à laquelle il prétendoit que le Parlement avoit poussé le feu Roi, d'où il concluoit, que c'étoit une injustice extrême que de ne le mettre pas promptement en état de la soutenir. Cela étoit vrai en un sens. Le Parlement avoit conseillé au Roi Jacques de rompre les Traitez avec l'Esgagne, & lui avoit promis son secours, si cette rupture produisoit une Guerre, comme il y avoit apparence. Mais d'un autre côté, on n'ignoroit plus en Angleterre, que le Parlement précédent avoit été induit à donner ce conseil au Roi, par la Rélation du Duc de Buckingham, Relation fautive dans toutes ses parties, quoi qu'attestée par le feu Roi & par le Prince. Ainsi le conseil du précédent Parlement n'étant appuyé que sur un faux fondement, & ayant été, pour ainsi dire, extorqué par un pur artifice, celui-ci ne se croyoit pas obligé d'exécuter fort ponctuellement une promesse que la Cour avoit plutôt arrachée par finesse, qu'obtenue avec connoissance de cause. Cependant, cette promesse ne laissoit pas de subsister toujours, & si les Communes avoient voulu faire voir au Public, qu'elles n'étoient pas obligées de la tenir, elles n'auroient pu le faire qu'en faisant au Roi un sanglant outrage, par la découverte des artifices dont il s'étoit servi pour la procurer. C'étoit une extrémité qu'elles vou-
 loient

loient éviter. Ainsi, laissant subsister la promesse sans y faire aucune réflexion désobligeante pour le Roi, leur but étoit de se dispenser de lui accorder de nouveaux secours pour une Guerre entreprise fort légèrement, & sans aucune apparence d'un heureux succès. Du moins, si elles se trouvoient dans la nécessité d'accorder de nouvelles sommes, plutôt que d'entrer dans la discussion des causes qui avoient engagé le Royaume dans cette Guerre, elles prétendoient que le Roi les achetât en quelque manière, par la réparation des Grieffs qui faisoient gémir le Peuple. C'est ce qui fit qu'au lieu de travailler d'abord à un Bill d'argent, comme le Roi le souhaitoit, elles s'arrêtèrent à examiner, & à rechercher même les Grieffs de la Nation, & l'état de la Religion. Dans cet examen, le Duc de Buckingham & les autres Ministres du Roi ne furent pas épargnez.

Le Roi voyant le train que les affaires prenoient dans la Chambre des Communes, se trouvoit extrêmement offensé, Premièrement, en ce que, par leur lenteur, elles rompoient toutes les mesures qu'il avoit prises pour cette première campagne. Secondement, il regardoit comme un affront, & un mépris manifeste pour sa personne, qu'on osât attaquer ouvertement son Faveur & ses Ministres, ou plutôt lui-même sous leur nom. Ainsi, ne voyant aucune apparence d'obtenir promptement l'argent qu'il demandoit, ce qui étoit l'unique but de la convocation du Parlement, il résolut de le casser. Les Communes en ayant eu quelque avis, se hâtèrent de faire la Déclaration suivante, afin de rejeter sur le Roi, le blâme de cette dissolution, de peur qu'il ne les en chargeât lui-même, sous prétexte qu'elles n'avoient pas été assez promptes à tenir leur parole.

CHARLES
I.
1625.

Le Roi se
résout à cas-
ser le Parle-
ment.

Les Com-
munes font
dresser une
Déclara-
tion.

DECLARATION DES COMMUNES.

Nous Chevaliers, Citoyens, & Bourgeois de la Chambre des Communes du Parlement, composant le Corps représentant toutes les Communes du Royaume, étant suffisamment satisfaits de la gracieuse réponse du Roi à notre Requête touchant la Religion, & du soin qu'a S. M. de notre santé (1), protestons solennellement devant Dieu & devant les hommes, d'un même cœur, & d'une voix unanime, que nous sommes résolus, comme nous le déclarons ici, de demeurer toujours très-loyaux, & très-obéissans Sujets de notre gracieux Souverain le Roi Charles. Que nous serons prêts dans un tems convenable, & selon la manière accoutumée en Parlement, à faire nos efforts volontairement selon notre devoir, pour découvrir & pour reformer les Grieffs & les abus du Royaume & de l'Etat; comme aussi d'assister sa très-excellente Majesté, dans tous ses justes besoins & desseins présents & à venir. Nous supplions très-humblement notre très-cher & très-redouté Souverain, de vouloir, selon sa bonté & sa sagesse Royale, être assuré de la loyale affection de ses pauvres Communes: de se persuader, comme nous croyons que c'est la vérité, que l'affection de ses Sujets est la baze la plus ferme & la plus solide sur quoi elle puisse établir sa sûreté & sa réputation, & de regarder ceux qui assurent le contraire, comme des calomniateurs, & des ennemis de l'Etat.

Rushworth's
Vol. I. p. 190.

(1) A cause de la peste.

CHARLES
I.
1625.

On aperçoit aisément dans cette Déclaration, que le but des Communes étoit de faire comprendre au Peuple, que leur intention n'étoit pas de refuser de l'argent au Roi pour ses justes besoins: mais qu'elles croyoient avoir droit de demander auparavant la réparation des Grieffs, comme une condition, quoiqu'elles évitassent de se servir de ce terme. C'est une méthode que les Parlemens ont constamment observée dans de semblables occasions, & qui est si nécessaire, que, sans cela, ils ne pourroient jamais s'assurer de pouvoir procurer aucune satisfaction au Peuple, par rapport à ses Grieffs. En effet, les Grieffs n'étant proprement que des injustices ou des violations des Loix, commises par le Roi ou par ses Ministres, il n'y a, pour l'ordinaire, que le désir d'obtenir de l'argent du Parlement, qui oblige la Cour à se départir des torts qu'elle fait au Peuple. Les exemples en sont fréquens dans l'Histoire d'Angleterre. Mais Jacques I. & Charles I. prirent une route différente de celle de leurs Prédécesseurs. Ils aimèrent mieux casser les Parlemens, que de se résoudre à leur donner satisfaction sur leurs Grieffs. Ce fut ce qui donna lieu de leur attribuer un dessein formel de se délivrer du joug des Parlemens, ou d'en réduire l'usage à donner de l'argent au Roi, & à en faire la repartition sur le Peuple. Ils ne pouvoient comprendre, qu'on dût regarder comme Grief, ce qui émanoit de la puissance Royale. Ce premier Parlement fut donc dissous par cette unique raison, le 12. ou 22. d'Août, n'ayant employé qu'environ trois semaines à ses délibérations, tant à Westminster qu'à Oxford. Le Roi prit prétexte de le casser, de ce que la peste sembloit s'approcher de la Ville où il étoit assemblé: mais la véritable raison fut qu'il ne trouva pas dans ce Parlement assez de docilité, ni des dispositions assez favorables pour en obtenir ce qu'il souhaitoit.

Le Parlement est cassé.
12. ou 22.
d'Août.

Négociation à la Haye, pour une Ligue contre l'Espagne.

La dissolution du Parlement n'empêcha pas que le Roi ne persista dans le dessein de continuer la Guerre contre l'Espagne, ou plutôt de la commencer. Car quoique le feu Roi eût fait quelques démarches qui tendoient à la Guerre, il n'y avoit pourtant eu aucune action depuis la rupture du Traité. L'envoi du Comte de Mansfeldt dans les Pais-Bas, pour passer ensuite dans le Palatinat, étoit presque la seule chose qu'on pouvoit regarder comme une espèce de Déclaration, contre l'Espagne, quoique ce projet eût mal réussi. Charles voulant donc entreprendre cette Guerre dont il étoit le principal auteur & promoteur, fit partir le Duc de Buckingham & le Comte de Holland pour aller à la Haye négocier une Ligue avec les Provinces-Unies des Pais-Bas. Pendant ce tems-là, on équippoit en Angleterre une Flotte pour agir contre l'Espagne. Mais comme il manquoit d'argent, il ne trouva point de moyen plus prompt ni plus facile pour en recouvrer, que d'en emprunter des personnes les plus aisées auxquelles il adressa des Ordres sous son Sceau privé, pour leur demander par voye d'emprunt les sommes auxquelles chacun étoit taxé. Ce fut-là le premier fruit que produisit la dissolution du Parlement. Ces sortes d'emprunts forcez, qui ont été pratiqués par quelques Rois d'Angleterre, ont toujours été regardez comme des Grieffs considérables, & comme tendant à rendre les Parlemens inutiles. On verra dans la suite, que le Parlement suivant ne laissa pas passer ceux-ci sans s'en plaindre. Cependant, pour adoucir les esprits, & pour les porter plus aisément à prêter de l'argent au Roi, une Proclamation fut publiée pour rappeler tous les

Le Roi équipe une Flotte.

Emprunts forcez.
Rushworth,
Vol. I. pag.
192. 193.

les enfans qui étoient élevez dans les Païs étrangers , aussi bien que tous les Anglois, Ecoissois & Irlandois qui étoient au service de la Maison d'Aùtriche. D'un autre côté, le Conseil Privé fit publier un Ordre pour faire saisir les armes des Papistes Récusans. J'ignore si cet Ordre fut rigoureusement exécuté : mais il est néanmoins certain , que , dans la suite , la Chambre des Communes ne laissa pas de demander souvent que les Papistes fussent défarmez.

La Flotte destinée contre l'Espagne ne fut en état de mettre à la voile qu'au commencement d'Octobre sous le commandement d'*Edouard Cecil* qui venoit d'être fait Vicomte de *Wimbledon* , & qui avoit le Comte d'Essex pour Vice-Amiral. Elle consistoit en quatre-vingts Voiles , & portoit dix Régimens d'Infanterie. Le but de cette expédition étoit d'aller attendre en quelque lieu propre , la Flotte Espagnole qui devoit revenir des Indes , au mois de Novembre. Comme l'Amiral avoit assez de tems , il auroit pû attaquer un grand nombre de Vaisseaux qui étoient au Port de Cadix , mais la difficulté de l'entreprise , ou quelque autre raison lui fit négliger cet avantage. Il se contenta d'envoyer à terre le Major Général *Burrows* , avec quelques troupes qui ne trouvant aucune opposition , ne firent que piller quelques Villages , & se gorger de vin qui leur fit plus de mal qu'ils n'en firent aux ennemis. Cela fut cause qu'il fallut les rembarquer promptement. Ensuite , les maladies s'étant mises parmi les troupes , la Flotte retourna en Angleterre au mois de Novembre , sans que le Roi retirât aucun avantage de cet armement qui lui avoit beaucoup coûté. Ce mauvais succès fit beaucoup de tort au Roi , aussi bien qu'au Duc de Buckingham qui étoit regardé comme l'Auteur & le Directeur des projets qui se faisoient à la Cour.

Le Roi se voyant sans argent , & par conséquent hors d'état de continuer la Guerre , se résolut enfin à convoquer un nouveau Parlement. Mais pour éviter l'inconvénient de voir dans la Chambre Basse ceux d'entre les Députés qui lui avoient été le plus contraires & qui avoient le plus déclamé contre le Duc , dans le précédent Parlement , la Cour s'avisa de cet expédient. Elle fit nommer tous ces gens-là pour Grands Sherifs dans leurs diverses Provinces afin que l'assiduité que cette Charge demande les empêchât d'être élus pour Membres de ce nouveau Parlement. Le Chevalier *Edouard Cook* fut de ce nombre : mais cela n'empêcha pas que celui-ci & quelques autres ne fussent élus , & qu'ils ne préférassent le service qu'ils devoient à leur Patrie dans le Parlement , à celui qu'ils pouvoient lui rendre dans leurs Provinces. Le Parlement fut donc convoqué pour le 4. de Février 1625. , & quelques jours auparavant le Roi fut couronné par les mains de Guillaume Laud Evêque de Bath & Wells , qui étoit l'Evêque Favori du Roi , Abbot Archevêque de Cantorbéri étant alors en disgrâce. Avant le Couronnement , le Roi fit publier une Proclamation pour ordonner à tous ceux qui n'étoient pas Chevaliers , & qui avoient quarante livres sterling de rente ou au-dessus , de venir recevoir l'Ordre de Chevalerie. Cela fut regardé comme un nouveau Grief dont j'aurai à parler dans la suite. Il suffit de dire présentement que dans le tems que cette coutume fut autorisée par un Statut du Parlement , à l'égard de ceux qui avoient 20. livres sterling de rente , vingt livres faisoient autant que trois cens dans celui dont je parle. Mais le Roi crut faire grace

CHARLES
I.
1625.

Ordre pour
défarmer les
Récusans.
Rushworth ,
Vol. I p. 194.

Flotte en-
voyée con-
tre l'Espa-
gne,
Ibid. p. 196.

Elle s'en re-
tourne sans
avoir rien
fait.

Convoca-
tion d'un
nouveau
Parlement.

Artifice de
la Cour.

Rushworth ,
Vol. I. p. 198

Ordre de re-
cevoir l'Or-
dre de Che-
valerie.

CHARLES I. 1625. aux Sujets , en ne comprenant dans son ordre que ceux qui avoient quarante livres de rente.

Couronnement du Roi.

Innovation introduite par laud.

Rushworth, Vol. I. p. 101.

Le Couronnement se fit avec les cérémonies ordinaires. Mais après que tout fut fait, le Roi étant assis sur son Trône prêt à recevoir les hommages des Seigneurs, Laud s'approcha de lui, & lut un Ecrit extraordinaire dont on ne trouve point d'exemple dans les Couronnemens précédens. L'Ecrit contenoit ces paroles :

Demeurez à l'avenir, sermez sur ce Trône, dont vous avez hérité par Succession de vos Ancêtres, & qui vous est présentement délivré par l'autorité de Dieu tout-puissant, par nos mains, & par celles de tous les Evêques Serviteurs de Dieu. Comme vous voyez le Clergé s'approcher de l'Autel plus près que le reste des hommes, souvenez-vous de lui rendre aussi plus d'honneur dans tous les endroits convenables, afin que le Médiateur de Dieu & des hommes vous établisse sur le Trône Royal, pour être le Médiateur entre le Clergé & les Laïques, & que vous regniez à jamais, avec Jesus-Christ, le Roi des Rois, & le Seigneur des Seigneurs.

Le Parlement s'assemble.

Le Parlement s'étant assemblé le 7. de Février, le Lord Coventry Garde du Grand Sceau parla ainsi de la part du Roi, aux deux Chambres.

MY LORDS ET MESSIEURS de la Chambre des Communes,

Discours du Lord Coventry Garde du Grand Sceau.

Vous êtes assemblez par l'ordre & par l'autorité du Roi, pour tenir un nouveau Parlement. C'est l'ancien, le grand, le général Conseil du Royaume. Si nous considérons, comme il faut, cette Assemblée & la vaste distance qu'il y a entre le pouvoir suprême d'un puissant Monarque, & la respectueuse humilité d'un fidelle Sujet, nous ne pouvons qu'être satisfaits de la constitution de cette suprême Cour à laquelle ont part, non seulement les Nobles & les Grands, mais encore, le Peuple de tous degrez. C'est ici que la Souveraine Majesté s'abaisse jusqu'à admettre, ou plutôt inviter les moindres de ses Sujets, pour conférer avec eux, & pour les consulter sur les grandes & importantes affaires du Royaume. C'est une faveur & un avantage dont nous ne pouvons assez témoigner notre reconnoissance, & je suis assuré qu'il n'y a point de bon Sujet qui n'en témoignât sa douleur si nous manquions à ce devoir. Nous devons donc nous appliquer avec des cœurs unis, libres de toute distraction, & sans nous laisser détourner par d'autres affaires, à des consultations & à des conseils dignes d'une si noble Assemblée. Nous devons nous souvenir, qu'ici sont représentées, la grandeur, l'autorité, la puissance, l'expérience la sagesse de cette fameuse Nation, & benir Dieu de ce qu'il a mis le pouvoir d'assembler le Parlement entre les mains d'un Roi, dont la grandeur & la vertu qui sont unies en sa personne, font, qu'il est difficile de décider s'il est le plus grand des Rois, ou le meilleur des hommes. Nous sçavons par plusieurs expériences que nous en avons faites, qu'il aime les Parlemens autant qu'il les connoit, & qu'il en entend parfaitement le veritable usage. Nous en avons pour temoins son assiduité dans cette Chambre, & aux Conférences les plus importantes, avant qu'il fût élevé sur le Trône, ses fréquentes intercessions en-

vers

vers le Roi son Pere pour procurer au Royaume des biens dont les avantages s'étendent non seulement à cette génération, mais se feront encore sentir à celles qui sont à venir. Dans les premières Conférences que S. M. eut avec son Conseil Privé au milieu des soupirs qu'il pouffoit, & des larmes qu'il répandoit pour la perte d'un Pere qui lui étoit si cher, la première chose qu'il proposa fut de convoquer un Parlement. L'Ange destructeur n'eut pas plutôt retiré sa main de dessus cette grande Ville qui étoit devenue inaccessible, que le Roi résolut de rassembler cet Auguste Corps, ainsi qu'il l'a fait dans un tems plus heureux, pour consulter avec ses Sujets, dans une uniformité d'avis, comme il est à espérer, sur les grandes affaires qui concernent le bien général du Royaume.

Présentement que vous êtes assemblez, Sa Majesté m'a commandé de vous dire, que c'est uniquement son amour pour le Public, qui l'a porté à convoquer ce Parlement. D'un autre côté, considérant le danger auquel la dernière contagion pourroit encore vous exposer, & la multitude des grandes & pressantes affaires de l'Etat, tant au dehors qu'au dedans, cette même affection l'empêchera de vous tenir long-tems assemblez. C'est pourquoi, ayant résolu de finir assez promptement cette Séance, il a borné ce que j'ai à vous dire, à un seul Article. C'est que Sa Majesté vous a assemblez pour consulter ensemble, & pour travailler à faire de bonnes & profitables Loix propres aux conjonctures présentes, convenables à un Roi, conformes à celles qui ont été faites dans les meilleurs tems de la Monarchie, & à l'état présent des affaires. Car c'est de ces sortes de Loix que dépend la conservation de la Religion & de la Justice, qui sont les plus fermes piliers du Gouvernement. S. M. considère, que le Trône Royal, sur lequel il a plu à la bonté divine de la placer, est la source de la Justice, & que les bonnes Loix sont les ruisseaux par le moyen desquels elle se répand sur le Peuple. Il souhaite donc que son Peuple reconnoisse avec joye, que cette source n'est point tarie, & que ses Sujets soient assurés, que par sa bonté & par sa justice, ils retireront, sous son Regne, de cette même source, autant & d'aussi grands avantages que leurs Peres en ont reçus sous les Regnes de ses plus éminens & glorieux Ancêtres. Comme en cela, S. M. fait assez voir combien il prend à cœur le bien & l'avantage du Peuple, ce seroit faire tort à cette grande & honorable Assemblée que de douter qu'elle n'ait pas la même ardeur pour tout ce qui peut ajouter quelque chose à l'honneur du Roi. Cet honneur ne pourra que recevoir un degré considérable d'augmentation, si Sa Majesté en succédant à tant de Princes religieux, prudents & renommés, commence son Regne par quelques supplémens aux bonnes Loix qui ont été faites de leurs tems. C'est ce que S. M. m'a commandé de vous dire principalement & sur toutes choses. Comme il a depuis peu, solennisé son Mariage avec son Peuple, & promis avec serment de protéger les Loix & de maintenir la Paix dans l'Eglise & dans l'Etat, il n'y a point de tems qui paroisse plus propre que celui-ci, pour conférer avec son Peuple, puisqu'il vient de promettre solennellement sa protection à ses Sujets, & que de leur côté, ils viennent de s'engager à lui obeir & à le servir.

C'est ce que S. M. m'a commandé de vous dire pour vous faire connoître ses bonnes intentions envers le Public. C'est pourquoi elle souhaite que vous vous appliquiez à expédier les affaires de ce Parlement avec toute la diligence que le tems & les conjonctures le pourront permettre.

Quoiqu'il

CHARLES
I.

1625.

Remercie-
ment au Roi
pour sa ré-
ponse à la
Requête
contre les
Récusans.

Les Com-
munes exa-
minent les
Griefs.

Divers
Committez
établis.

Le Livre de
Montaigne
est dénoncé
à la Cham-
bre Basse.
Rushworth,
Vol. I. p. 209.

Ordre du
Roi aux Ju-
ges de pro-
céder con-
tre les Ré-
cusans.
Ibid. p. 221.

Les Com-
munes né-
gligent les
affaires du
Roi, & ne
s'attachent
qu'aux
Griefs.

La Cham-
bre Haute
les sollicite
inutile-
ment.

Quoiqu'il ne parût pas dans ce Discours, que le Roi eût dessein de demander de l'argent aux Communes, c'étoit-là néanmoins le véritable motif de la convocation de ce Parlement, ainsi qu'il parut bien dans la suite. Mais la Chambre Basse ne crut pas devoir deviner l'intention du Roi, ni prévenir la demande. Ainsi, après avoir choisi son Orateur, la première chose qu'elle fit fut, de présenter une Adresse au Roi, pour le remercier de sa favorable réponse à la Requête contre les Papistes Récusans qui lui avoit été présentée à Oxford. Ensuite elle employa quelques jours à examiner les Griefs de la Nation, au nombre desquels on mettoit le malheureux succès de la Flotte, les pernicious Conseillers qui étoient auprès de la personne du Roi, & le mauvais emploi des trois Subsidés & trois quinzièmes accordez au feu Roi pour recouvrer le Palatinat. Pour examiner les Griefs avec plus d'ordre & de netteté, elle établit divers Committez, sçavoir, un pour les affaires secrètes, un pour considérer les moyens de réparer les Griefs, un pour les affaires de Religion. Celui-ci, dont M. *Pym* étoit le Président, dénonça d'abord à la Chambre, deux Livres composez par le Docteur *Richard Montaigne*, dont l'un étoit intitulé *Appel à César*, & l'autre *Réponse à G. A. C.* dans lesquels il avoit trouvé des opinions fausses, erronées, Papistes, Arminiennes, & contraires aux 39. Articles de la Religion Anglicane. Par exemple, il affirmoit dans le premier, que *l'Eglise Romaine étoit toujours demeurée ferme sur le fondement des Sacremens, & sur la doctrine donnée par Dieu-même; que les Controverses entre l'Eglise Anglicane & l'Eglise Romaine étoient de peu de conséquence, & d'une telle nature, qu'un Chrétien pouvoit les ignorer sans aucun danger pour son salut, qu'on pouvoit se servir des Images pour l'Instruction des Ignorans, & pour exciter la dévotion; qu'il y a des Saints & des Anges tutélaires; qu'un Fidelle justifié peut perdre la Grace, & quelques autres points de la Doctrine Arminienne.*

Le Roi voyant que les Communes s'attachoient à l'examen des matières de Religion, donna ordre à son Procureur Général, de faire sçavoir à tous les Juges, que son intention étoit qu'ils procédassent rigoureusement contre les Papistes Récusans. Il y avoit déjà six mois qu'il s'y étoit engagé par sa réponse à la Requête du précédent Parlement : mais, selon les apparences, cet Article avoit été négligé, soit du côté de la Cour, soit de la part de ceux qui étoient chargez de l'exécution de ses ordres. Il est certain que durant tout ce Règne, ces sortes d'ordres ne furent jamais ponctuellement exécutez.

Le Roi avoit fait demander aux Communes un secours d'argent pour continuer la Guerre : mais elles ne se hâtoient point de lui en donner. Au contraire, elles s'occupoient toujours à examiner les Griefs, & entre autres certaines represailles dont on avoit usé contre la France, avec trop de précipitation, ce qui faisoit un très-grand tort au commerce. Elles obligèrent aussi les Commissaires établis par le Parlement pour ménager les trois derniers Subsidés accordez au Roi Jacques, à rendre compte de leur administration.

Le Roi ne souffrant ce retardement qu'avec beaucoup de peine, fit presser les Communes de penser à l'affaire du secours dont il avoit besoin. La Chambre Haute fit aussi quelques efforts pour les y porter, dans une Conférence qu'elle leur demanda : mais ce fut inutilement. Au contraire, elles entendirent le rapport du Comité touchant les Griefs de la Nation, en quoi elles

elles avoient toujours en vûë le Duc de Buckingham , & même elles lui firent donner connoissance des Articles sur lesquels on se plaignoit de lui. Sur cela, le Roi écrivit à l'Orateur des Communes la Lettre suivante qui fut portée à la Chambre par le Chevalier Richard Weston.

CHARLES
I.
1628.

CHER ET BIEN-AIMÉ,

Nous avons assemblé le Parlement de bonne heure & dès le commencement de l'année, afin de lui donner tout le tems nécessaire pour délibérer sur nos grandes & importantes affaires. Nous avons depuis peu, tant par un Message, que de notre propre bouche, remis en memoire aux Communes, les pressans besoins où nous nous trouvons, & l'état present de la Chrétienté, auxquels elles doivent prendre autant de part que nous, tant à cause de leurs engagements, que pour l'intérêt public. Il est inutile de leur dire avec combien de patience nous avons attendu jusqu'ici leurs résolutions. Mais parce que leur lenteur peu convenable aux conjonctures presentes, peut produire des effets qui ne seront pas moins dommageables qu'un refus absolu, & mettre les affaires du dehors en risque, nous avons résolu de leur faire sçavoir, par votre moyen, que nous attendons sans plus de délai, qu'elles nous fassent sçavoir quelle somme elles veulent nous accorder, suivant notre attente & leurs promesses. Comme nous ne demandons rien au-delà de ce qui convient à la condition presente de nos Sujets, nous déclarons aussi, que nous n'accepterons aucune somme qui ne soit proportionnée à la grandeur & à la bonté de la cause dont il s'agit. Ce n'est pas qu'en les pressant de prendre une prompte résolution, nous pretendions précipiter leurs consultations, encore moins faire brèche à leurs Privileges. Notre intention est seulement de leur faire voir, qu'il n'est pas à propos de demeurer dans une incertitude qui pourroit nous exposer à voir tout d'un coup tomber sur nous tout le poids des affaires de la Chrétienté, à la honte de la Nation.

Lettre du
Roi à l'Orateur des
Communes.
Rushworth,
Vol. I. p. 214.

Pour ce qui regarde les affaires domestiques, nous vous ordonnons de dire de notre part, aux Communes, qu'après qu'elles nous auront satisfait sur notre juste & raisonnable demande, non seulement nous tiendrons le Parlement assemblé aussi long-tems que la saison le pourra permettre, mais que même nous promettons de le rassembler bien-tôt après, pour finir les affaires qui auront été laissées indecises dans cette Séance. Quant au present, nous appliquerons des remedes convenables aux Grieffs qui nous seront presentez avec respect, & d'une maniere convenable; sans jeter du blâme sur notre gouvernement, ou sur celui du Roi notre cher Pere. S'il y a encore des gens qui tâchent d'y trouver des fautes, nous regarderons comme les plus sages & les plus prudens, ceux qui, sans réfléchir sur le passé, nous pourront donner des conseils salutaires pour un bon établissement present, & pour pourvoir à la future sûreté & à l'honneur du Royaume.

Cette Lettre étoit accompagnée de cinq Articles de dépense à quoi il étoit nécessaire de pourvoir, & qui furent presentez à la Chambre par le même qui avoit porté la Lettre du Roi, sçavoir,

I. » La Flotte étant retournée, & les munitions étant consommées, il faut nécessairement congédier les Matelots, & leur payer leurs gages, sans quoi

« Articles
concernant la

CHAR-
LES I.
1632.
dépenſe
à laquel-
le il fal-
loit pour
voir.
Rush-
worth,
Vol. I. p.
215.

on ne peut éviter des mutineries qui ne pourront être que dangereuſes.

2. „ Sa Maieſté a préparé quarante Vaiſſeaux qui doivent être équipéz pour une ſeconde expédition, & auxquels il manque encore des vivres & quelques Matelots: mais on ne peut ni les équiper, ni les garder enſemble ſans argent.

3. „ L'Armée qui eſt toute prête ſur les côtes, doit être ſur le champ con-gédiée, ſi on ne la pourvoit pas de vivres & d'habits.

4. „ Si les Compagnies envoyées dernièrement en Irlande, ne ſont pas payées il eſt dangereux qu'au lieu de défendre ce Royaume, elles n'y ex-citent une révolte.

5. „ Si on laiſſe paſſer ce mois, il ne ſera pluſtems de pourvoir l'Armée & la Flotte de bons vivres.

Par ces raiſons, Sa Maieſté m'a commandé de dire qu'elle ſouhaitoit de ſçavoir, ſans un plus long délai, ce que vous avez deſſein de lui accorder pour ſes beſoins preſens, afin qu'il puiſſe ſçavoir ſur quoi il peut compter, & fixer ſes réſolutions.

Les Com-
munes ſont
méconten-
tes.
Raiſons de
leur mécon-
tatement.

La Chambre des Communes ne fut guères contente de la Lettre ni des Articles, où il y avoit diverſes choſes qu'elle ne pouvoit approuver. Une maniere de demander de l'argent, qui marquoit moins que ce dût être un don gratuit de leur part, qu'une obligation. 2. Le Roi leur marquoit le tems en ce qu'il ordonnoit que cela ce fit ſans délai, & en quittant toute autre affaire pour ne travailler qu'à celle-là. 3. Il ne vouloit pas accepter moins que ce qui étoit néceſſaire, & ce néceſſaire ne pouvoit ſe rapporter qu'aux cinq Articles, ce qui étoit proprement leur marquer la ſomme qu'ils devoient donner. 4. La hauteur avec laquelle le Roi leur demandoit de l'argent étoit ſi extraordinaire, qu'il n'y avoit point d'exemple qu'aucun Roi d'Angleterre en eût jamais demandé de cette maniere. 5, Le Roi ſe fendoit ſur l'engagement du dernier Parlement tenu ſous Jacques I, engagement qui avoit été plutôt ſurpris qu'obtenu par la fauſſe Rélation du Duc de Buckingham. 6. Cette Guerre, pour laquelle il falloit donner tant d'argent, avoit été témérement entrepriſe dans un tems où il n'y avoit aucune apparence qu'on en pût avoir un heureux ſuccès, & perſonne n'ignoroit que le Roi & le Duc de Buckingham en étoient les Auteurs, quoique le Roi inſiſtât continuellement ſur le Conſeil donné au Roi ſon Pere par le Parlement. Si elle avoit été entrepriſe au commencement de la querelle entre le Roi de Bohême & l'Empereur, ou même avant la perte du Palatinat, dans un tems où l'on pouvoit eſpérer quelque ſecours des Princes Proteſtans, on auroit pû en attendre une bonne iſſuë. Mais elle avoit été commencée dans un tems où tous les Princes d'Allemagne étoient ou ſoumis à l'Empereur ou unis avec lui, dans un tems où il ne reſtoit pas une ſeule Place qui pût donner entrée aux Anglois dans le Palatinat, & où il leur étoit impoſſible d'en approcher. Comment donc pouvoit-on eſpérer d'arracher les deux Palatinats à l'Empereur & au Duc de Baviere? Tout ſe réduiſoit donc à faire la Guerre au Roi d'Eſpagne. Pourquoi? C'étoit ou afin de l'obliger à employer ſon interceſſion pour faire reſtituer le Palatinat, auquel cas, cette Guerre ſe faiſoit bien inutilement, puis qu'il avoit promis cette interceſſion, & qu'il s'étoit même engagé à la rendre efficace, avant la rupture du Mariage. Ou bien,

bien, 'on vouloit contraindre ce même Monarque de faire agir ses armes pour arracher les Palatinats aux deux Princes qui en étoient en possession, projet qui paroïssoit extravagant, & pour l'exécution duquel l'Angleterre se feroit inutilement épuisée d'hommes & d'argent. D'ailleurs, la dernière expédition de la Flotte n'encourageoit pas beaucoup à continuer cette entreprise. 7. Enfin, quoique la Chambre des Communes ne voulût pas ouvertement entrer dans toutes ces discussions, elle vouloit néanmoins faire comprendre au Roi qu'elle ne prétendoit pas être la duppe d'un engagement extorqué par un pur artifice, & que si elle lui accordoit de l'argent, elle vouloit du moins en tirer quelque avantage, en procurant au Peuple la réparation de ses Grieffs. Mais le Roi prenoit soin de lui fermer cette porte, en remettant la réparation des Grieffs à une autre fois. Comme elle comprenoit bien, & que le Roi même le faisoit assez entendre, que le secours d'argent que le Roi demandoit ne seroit pas le dernier, elle ne pouvoit pas s'assurer, qu'à la prochaine Séance du Parlement, le Roi ne prétendit encore, que le secours passât devant les Grieffs, & que ce ne fût toujours à recommencer. C'étoient là les véritables causes de la lenteur des Communes, & du peu d'empressement qu'elles témoignioient pour les affaires du Roi, quoiqu'elles ne voulussent pas les exprimer ouvertement, de peur de s'engager dans une discussion offensante pour Sa Majesté. Mais elles vouloient néanmoins les lui faire entendre, & il y a beaucoup d'apparence qu'il les comprenoit assez bien, quoique des deux côtez, on ne jugeât pas à propos d'en instruire le Public. Ce fut par cette raison, que les Communes résolurent de répondre à la Lettre du Roi par une Adresse pleine de respect, de soumission, & de témoignages de leur zèle pour son service, de promesses même de le secourir dans les besoins, quoique d'une manière générale. Mais en même tems, elles lui faisoient adroitement entendre que la réparation des Grieffs devoit précéder le secours qu'elles avoient dessein de lui accorder. Voici l'Adresse.

SIRE,

„ Nous les très-humbles & fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes
assemblée en Parlement, présentons humblement à Votre Majesté notre
loyale Réponse au Message qu'il vous a plu de nous envoyer par le Chan-
celier de votre Echiquier, contenant, que Votre Majesté souhaite de sçavoir,
sans plus de délai, ce que nous voulons lui accorder pour ses pressans & ex-
traordinaires besoins, afin que vous puissiez régler là-dessus vos résolutions.

Premièrement, elles supplient Votre Majesté de s'assurer que jamais Roi
n'a été plus cher à son Peuple, que l'est Votre Majesté : qu'il n'y a point de
Peuple qui désire avec plus d'ardeur que nous, de maintenir & d'augmenter
l'honneur & la grandeur de leur Souverain, & qu'en toutes occasions, &
particulièrement dans celle-ci, où il s'agit de soutenir la cause dans laquelle
Votre M. se trouve engagée conjointement avec ses Alliez, nous nous ferons
un plaisir de lui en donner des preuves. Nous sommes persuadés, que Votre
Majesté par sa Royale sagesse, par justice même, en suivant l'exemple de ses
plus renommez Prédécesseurs, voudra bien recevoir gracieusement les fidel-

Ii ij

„ Adresse
„ des Com-
„ munes
„ au Roi.
„ Rush-
„ worth.
„ Vol. I.
„ pag. 216.

“
“
“
“
“
“
“
“
“
“
“
“
les “

CHAR-
LES I
1627.

„ les & nécessaires informations de votre Parlement , puisqu'elles ne tendent
„ qu'au service de Votre Majesté & à la sûreté du Royaume , en ce qu'elles dé-
„ couvrent la source des maux qui sont l'unique cause des besoins de Votre Ma-
„ jesté , & des afflictions de ses Sujets , & connoître , par leur moyen , les re-
„ mède qui peuvent les soulager. Ainsi , dans une parfaite confiance de rece-
„ voir le soulagement que nous cherchions , nous déclarons d'un consente-
„ ment unanime , quoi que contre l'usage des Parlemens précédens , que no-
„ tre intention est d'assister Votre Majesté si abondamment , & d'une telle ma-
„ niere , qu'elle puisse être en sûreté au dedans , & redoutée au dehors , & que
„ pour dépêcher cette affaire , nous ferions toute la diligence que les présens &
„ pressans besoins de Votre Majesté requierent.

Le Roi comprit parfaitement quelle étoit l'intention de la Chambre , en
lui présentant cette Adresse. Mais il n'avoit pas les mêmes raisons que cette
Chambre de ménager ses expressions. Il avoit même intérêt de parler ou-
vertement , de peur qu'en dissimulant ses principes & ses prétentions , il n'en-
gageât les Communes à pousser le Duc de Buckingham qui étoit regardé com-
me le premier Auteur des Grieffs. Il écrivit donc une seconde Lettre à l'Ora-
teur des Communes , en ces termes :

MONSIEUR L'ORATEUR,

Autre „ Je suis content de la réponse des Communes. Je la regarde comme suffi-
Lettre „ sante & satisfactoire , & les en remercie. J'espère que vous prendrez des me-
du Roi „ sures convenables pour exécuter promptement vos résolutions qui tourneront
à l'Ora- „ à votre avantage & au mien.
teur.

Rush- „ Mais quant à la clause qui regarde les Grieffs que vous prétendez me pré-
worth „ senter , je ne puis la prendre que comme une parenthèse , & non pas comme
Vol. I. „ une condition. Cependant , pour répondre à cet Article , je vous dirai , que
pag. 216. „ je suis autant porté qu'aucun des Rois mes Prédécesseurs à écouter les Grieffs
„ de mon Peuple , pourvu qu'en me les faisant connoître , on ait en vûë d'y re-
„ médier , & non pas uniquement de les découvrir & de les chercher. Je veux
„ que vous sçachiez , que je ne souffrirai pas que votre Chambre recherche au-
„ cun de mes Domestiques , & encore moins ceux qui occupent les premières
„ places auprès de ma personne. On demandoit autrefois , *Que faut-il faire*
„ *pour celui que le Roi veut honorer ?* Mais aujourd'hui quelques-uns demandent ,
„ *Que faut-il faire contre lui ?* Je voi que vous avez en vûë le Duc de Buc-
„ kingham , & je ne comprends pas ce qui peut avoir altéré l'affection que
„ vous aviez pour lui. Je me souviens que dans le dernier Parlement tenu sous
„ le Roi mon Pere , lorsque le Duc fut l'instrument pour faire rompre les Trai-
„ tez avec l'Espagne , il étoit tellement honoré & respecté de vous tous , que
„ tous les honneurs qui lui avoient été conférez étoient estimez trop peu de
„ chose pour lui. Il est vrai , que je ne puis pas dire que vous tous qui êtes au-
„ jourd'hui dans la Chambre fussiez de ce même sentiment , car je sçai que
„ quelques-uns des Députés ont été changez : mais la Chambre des Commu-
„ nes demeure toujours la même. Qu'a fait le Duc depuis ce tems-là , pour
„ vous faire changer de pensée à son égard ? C'est ce que je ne sçai pas. Mais je
„ puis vous assurer , qu'il ne s'est mêlé d'aucune affaire publique , & qu'il n'a
rien

rien fait que par mes ordres exprès, en qualité de mon domestique, & que, bien loin d'avoir augmenté son bien, il l'a considérablement diminué. Je souhaite que vous vous hâtiez de terminer l'affaire du secours d'argent que vous devez m'accorder : autrement vous en souffrirez les premiers, & si quelque malheur arrive, je serai le dernier à le sentir.

“ CHARR-
“ LES I.
“ 162¹/₂.
“
“

Cette Lettre ne fut pas capable d'empêcher que les Communes ne continuassent à examiner la conduite du Duc de Buckingham, étant résolues de former une accusation contre lui. Dans cet examen le Docteur *Turner*, Membre des Communes, proposa la question, si la Chambre pouvoit fonder ses procédures contre le Duc, sur des bruits publics. Cette question fut décidée dans l'affirmative, après qu'on eut consulté quelques Jurisconsultes, de quoi le Roi se trouva très-offensé, & il en fit témoigner son mécontentement aux Communes, demandant en même-tems, que *Turner* fût châtié, pour avoir proposé cette question. Mais ce Message fit peu d'effet, & la Chambre continuant toujours à procéder contre le Duc, le sentiment général des Membres étoit, qu'en accordant de l'argent au Roi, il ne falloit pas négliger la réparation des Grieffs.

Conduite
du Duc de
Bucking-
ham exami-
née dans la
Chambre
Basse.
Rushworth,
Vol. I. p. 217.
Proposition
de *Turner*
approuvée.
Le Roi de-
mande que
Turner soit
châtié.

Cependant, pour ôter au Roi le prétexte que tous ces délais pouvoient lui fournir, les Communes résolurent d'un consentement unanime, de lui accorder trois Subsidés & trois Quinzièmes, à quoi un mois après, elles ajoutèrent un quatrième Subside. De plus, elle fixèrent le payement du premier, au dernier jour du mois de Juin. Rien ne marque mieux le dessein que j'ai attribué ci-devant aux Communes, sçavoir, qu'en accordant de l'argent au Roi, elles prétendoient tirer quelque avantage de leur libéralité pour la réparation des Grieffs. Par cet expédient, elles faisoient voir au Public combien elles étoient promptes à secourir le Roi dans ses besoins : mais en même-tems, elles se réservoient la liberté de passer cette résolution en Acte, sans quoi elle étoit inutile au Roi, lorsqu'elles le jugeroient à propos. Or, selon leur intention, cet Acte ne devoit passer qu'après qu'elles auroient reçu satisfaction sur leurs Grieffs. Ainsi, elles ôtoient au Roi l'occasion de se plaindre de leurs délais, quoi qu'effectivement, ce qu'elles faisoient pour lui ne pût lui être avantageux, qu'en supposant la condition qu'il auroit égard à leurs demandes. C'est ce qui embarrassoit beaucoup le Roi. Il sentoit bien quel étoit le but des Communes, & il s'en trouvoit d'autant plus offensé, que tous les traits des Communes portoient sur le Duc de Buckingham, ou plutôt sur le Roi même qui avoit hautement déclaré, que le Duc n'avoit rien fait que par ses ordres, sans avoir pû obtenir qu'on le laissât en repos. Comme il trouvoit qu'elles agissoient avec trop peu de respect pour lui, il résolut de leur faire comprendre à quel point il étoit choqué de leur procédé, sans doute, afin de les intimider, & pour leur faire prendre une autre route. Il fit donc venir les deux Chambres devant lui à Whitehall, & leur parla de cette manière :

Les Com-
munes vo-
tent d'ac-
corder au
Roi trois
Subsidés &
trois Quin-
zièmes.
Intention
des Com-
munes.

Le Roi est
offensé du
procédé des
Communes.

Il fait venir
les deux
Chambres à
Whitehall.

CHARLES

I.

1626.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Discours du
Roi aux
deux Cham-
bres.

29. Mars.

9. Avril.
Rushworth,
Vol. I. p. 221.

Je vous ai fait venir ici, je dis les deux Chambres du Parlement, pour des raisons très-opposées. Quant à vous, Mylords de la Chambre Haute, c'est pour vous remercier du soin que vous prenez du Royaume, dans l'état où il se trouve présentement, & non seulement de la manière dont vous procédez dans votre Chambre, mais encore du soin que vous prenez d'exciter les Communes à entrer dans les mêmes considérations. Ainsi, Mylords, je dois non seulement vous remercier, mais confesser aussi, que si l'Assemblée de ce Parlement ne se tourne pas au bien du Royaume, ce ne sera pas votre faute. Pour vous, Messieurs des Communes, je suis fâché de ne pouvoir pas avec justice vous faire les mêmes remerciemens. Il faut au contraire, que je vous dise, que je vous ai fait venir ici pour vous faire connoître vos égaremens, ou, comme je puis bien les appeller, vos procédez contraires à la constitution du Parlement. Mais je ne perds pas toute espérance, parce que vous connoîtrez si bien vos fautes, par ce que le Garde du grand Sceau va vous dire, que vous pourrez vous corriger, & faire en sorte que ce Parlement finisse heureusement, quoi qu'au commencement, il y ait eu quelques traverses.

Discours du
Garde du
grand Sceau.

Après que le Roi se fut tû, le Garde du grand Sceau prit la parole, & dit :

MYLORDS, & vous Chevaliers, Citoyens & Bourgeois
de la Chambre des Communes,

„ Vous êtes assemblez ici par le commandement du Roi, pour recevoir la
„ Déclaration de sa Royale volonté. Quoi que ce que j'ai à dire par son ordre,
„ doive être adressé à la seule Chambre des Communes, Sa Majesté a trouvé
„ néanmoins, qu'il étoit à propos que sa volonté fût notifiée en présence des
„ deux Chambres qui composent le Conseil général du Roi & du Royaume,
„ & que les Seigneurs fussent témoins de la justice de ses résolutions. C'est pour-
„ quoi, puisque ce que Sa Majesté m'a ordonné de dire ne se rapporte qu'à la
„ Chambre des Communes, c'est à vous qu'il faut que je m'adresse, Monsieur
„ l'Orateur; & au reste de votre Chambre.

„ Premièrement, Sa Majesté veut vous faire entendre, qu'aucun Roi n'a
„ jamais eu plus d'affection pour son Peuple, & pour le véritable usage des
„ Parlemens. C'est ce qu'il a fait voir par sa longue patience depuis le com-
„ mencement de celui-ci, & par les douces & calmes sollicitations que les Com-
„ munes ont reçues de sa part tant par Messages, & par Lettres, que de sa pro-
„ pre bouche, dans un tems où la conduite irrégulière de certaines gens fai-
„ soit naître dans la Chambre des interruptions & des divisions, en vûe de met-
„ tre des obstacles à l'accomplissement des choses que la conjoncture du tems,
„ l'honneur du Roi, & la sûreté du Royaume rendoient absolument nécessai-
„ res. Sa Majesté vous assure donc, que quand vous aurez mis la dernière main
„ à ces affaires, & que vous lui aurez donné une satisfaction raisonnable sur ce
„ qu'il vous demande, il écouterà les Griefs qui lui seront présentés d'une ma-
„ nière

niere respectueuse , & y répondra. C'est sur quoi il assure qu'il sera toujours prêt à tenir sa parole.

En second lieu, Sa Majesté souhaite que vous connoissiez comme une chose certaine , que comme il n'y a jamais eu de Roi plus affectionné à son Peuple & au légitime usage des Parlemens , il n'y en a point aussi qui soit plus jaloux de son honneur ni plus sensible au mépris qu'on peut avoir pour sa Prérogative Royale , laquelle il ne souffrira jamais qu'on viole , sous prétexte d'une prétendue liberté Parlementaire. Sa Majesté n'oublie pas que le Parlement est son Conseil , & qu'il doit avoir la liberté d'un Conseil : mais elle connoit aussi parfaitement , la différence qu'il y a entre conseiller , & contrôler ; entre la liberté , & l'abus de la liberté. Cela étant posé , Sa Majesté m'a commandé de vous mettre devant les yeux , certaines choses qui se sont faites dans votre Chambre , dont il se trouve offensé.

Premièrement , Monsieur *Cook* ayant prononcé devant vous un Discours seditieux , vous ne l'avez pas censuré & châtié comme vous le deviez , & quand le Roi vous a demandé justice par un Message exprès , qui vous a été porté par le Chancelier de l'Echiquier , il n'a pu l'obtenir , & jusqu'ici , vous n'y avez répondu que par un délai affecté. C'est ce que Sa Majesté n'attendoit pas de la sagesse & de la loyauté de cette Chambre.

Secondement , le Docteur *Turner* a été assez hardi pour proposer à la Chambre de faire des informations touchant certaines choses alléguées contre le Duc de Buckingham , comme il le prétendoit , ou plutôt pour diffamer le gouvernement de Sa Majesté & celui de son glorieux Pere , non seulement d'une maniere contraire à la méthode observée dans les Parlemens , mais encore , sans avoir lui-même aucune connoissance de ce qu'il avançoit , & sans offrir d'en donner aucune preuve. Sur cela Sa Majesté vous déclara , premièrement par un Message , & puis encore de sa propre bouche , que cette maniere de prendre des informations étoit un exemple qu'il ne voudroit en aucune maniere laisser passer quand même ce ne seroit que contre le plus petit de ses Serviteurs , & encore moins contre un Seigneur qui l'approche de si près. De plus , Sa Majesté déclara qu'il ne pouvoit que trouver fort étrange , que quelqu'un fût assez fou & assez insolent pour s'imaginer qu'il pût être porté à faire un sacrifice si indigne d'un Roi & d'un bon Maître. Cependant , bien loin de châtier l'insolence de *Turner* , vos Commitez ont toujours , depuis ce tems-là , suivi ses traces , & procédé constamment d'une maniere contraire à la méthode des Parlemens , & sur des généralitez qui n'ont d'autre fondement que la renommée. Sa Majesté ne peut que ressentir avec beaucoup de chagrin , qu'en toutes occasions , vous tâchez de diffamer le Gouvernement tant du Roi son Pere que le sien propre , & d'arracher de son sein ceux qui sont auprès de sa personne , & principalement un homme qu'il affectionne , & qu'il a raison d'aimer , au lieu de vous confier à Sa Majesté touchant la réformation des choses qu'il paroît que vous avez en vûe. Vous ne pouvez pourtant nier , que Sa Majesté n'ait reformé plus de choses dans la Religion , dans l'exécution des Loix , & dans les affaires les plus importantes , qu'on n'avoit lieu d'attendre , vû le peu de tems qu'il y a qu'il est sur le Trône , quoi qu'il ait trouvé divers obstacles , tant par la peste , que par d'autres choses qui l'ont distrait contre ses desirs.

Pour

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1626.

CHAR-
LES I.
1626.

” Pour ce qui regarde le Duc de Buckingham, Sa Majesté m’a commandé
 ” de vous dire, que personne ne peut mieux connoître que lui la sincérité de
 ” la conduite de ce Seigneur, avec quelles précautions, quel jugement, quel-
 ” le discrétion, il s’est comporté dans les emplois qui lui ont été confiés, tant
 ” par le feu Roi, que par Sa Majesté même, quels ennemis il s’est fait, tant de-
 ” dans que dehors, à quels dangers il a exposé & sa personne & ses biens pour
 ” servir Sa Majesté & son glorieux Pere, & enfin, avec quelle ardeur il a rendu
 ” service à votre Chambre, en diverses occasions, depuis son retour d’Espagne.
 ” C’est pourquoi Sa Majesté ne peut se persuader, que ce soit le Duc de Buc-
 ” kingham qu’on a en vûë : mais il trouve que le procédé de la Chambre blef-
 ” se directement son honneur & sa conduite, aussi bien que l’honneur & la
 ” conduite du Roi son Pere. L’Ordre exprès & final de Sa Majesté est donc,
 ” que vous obéissiez aux commandemens qui vous ont été portez de sa part, &
 ” que vous fassiez cesser ces informations irrégulieres, en vous remettant au
 ” soin, à la prudence, & à la justice de Sa Majesté, touchant la réformation
 ” des choses que vous supposez être autrement qu’elles ne devroient être. Il est
 ” résolu de prendre, avant la fin de cette Session, de telles mesures, tant pour
 ” corriger les abus dans les affaires publiques, que dans ses domaines & reve-
 ” nus particuliers, qu’il ne doute point que vous n’en soyiez amplement satis-
 ” faits.

” Troisièmement, Sa Majesté voit avec chagrin que vous avez souffert dans
 ” votre Chambre, que le Conseil d’Etat ait été censuré & méprisé par des gens
 ” dont l’âge & l’éducation sont beaucoup au dessous des affaires d’une si gran-
 ” de importance : Qu’on ait traité dans votre Chambre des affaires du dehors
 ” d’une maniere qui ne pouvoit que faire un tort extrême aux négociations
 ” du Roi avec les Puissances. Que la même année, le même jour que Sa Ma-
 ” jesté fut couronnée, vous souffrites qu’on mit en parallele son Conseil, son
 ” Gouvernement, ses Serviteurs, avec ceux des Princes auxquels il y a le plus
 ” à redire. Que vos Committez ont eu la hardiesse d’examiner, non seule-
 ” ment les Lettres des Secretaires d’Etat, mais même les siennes propres. Que
 ” vous avez envoyé des Ordres au Bureau de la Signature, & commandé aux
 ” Officiers de ce Bureau, non seulement de produire les Mémoires, mais même
 ” les Notes secretes qu’ils avoient faites pour le service de Sa Majesté. C’est
 ” ce que Sa Majesté trouve insupportable, comme n’ayant jamais été usité ci-
 ” devant.

” J’ai ordre, en quatrième lieu de vous parler des trois Subsidés & trois
 ” Quinzièmes que vous avez résolu de présenter à Sa Majesté. On vous a fait
 ” connoître la grandeur des affaires tant domestiques qu’étrangères, les grands
 ” préparatifs de nos ennemis, la nécessité de soutenir nos Alliez, d’assurer
 ” l’Angleterre & l’Irlande, d’équiper une Flotte capable de tenir tête à nos en-
 ” nemis, & on vous a informez de la dépense à quoi montent tous ces Arti-
 ” cles. Le calcul vous en ayant été présenté, vous avez déclaré à Sa Majesté
 ” par la bouche de votre Orateur, que vous auriez soin de soutenir la cause
 ” dans laquelle il se trouvoit engagé avec ses Alliez, & que d’un consentement
 ” unanime, vous aviez intention d’accorder à Sa Majesté un secours capable
 ” de l’assurer au dedans, & de le rendre redouté au dehors, & qu’en cela, vous
 ” feriez toute la diligence que ses présens & pressans besoins requeroient. Sa
 Majesté

“ CHARGES
“ LES I.
1526.

[illegible]

CC
CC
CC
CC
CC

CC
CC
CC
CC
CC
CC
CC
CC

CHARLES
I.
1626.
Discours du
Roi.

Il faut encore que je vous fasse ressouvenir du tems passé. C'est que vous persuadates au Roi mon Père, aussi bien qu'à moi, de rompre les deux Traitez. J'avoüe que je voulus bien servir d'instrument pour vous faire obtenir ce que vous demandiez, par ces deux raisons. Premièrement, parce que la conjoncture étoit favorable : secondement, parce que je me voyois appuyé par un Corps aussi grand & aussi considérable que le Parlement. Il n'y avoit alors personne qui fut plus en faveur auprès de vous, que cet homme que vous paroissez présentement vouloir attaquer, quoi que votre véritable but soit d'attaquer le Gouvernement de mon Père & le mien. Présentement que tout s'est tourné selon vos souhaits, & que je suis engagé si avant, que vous jugez qu'il n'est pas possible que je me retire, vous commencez à jouer votre propre jeu. Mais ne vous y trompez pas : cette méthode n'est pas conforme à celle des Parlemens, ni celle dont on doit user avec un Roi.

Monsieur Cook vous dit, qu'il valoit mieux être mangé par les Etrangers, que d'être ruiné dans le Pais-même. Mais moi, je croi qu'il est plus honorable à un Souverain d'être ruiné par des ennemis Etrangers, que de souffrir le mépris de ses Sujets. Souvenez-vous que les Parlemens sont à ma disposition, pour les convoquer, pour les assembler, pour les dissoudre. C'est pourquoi, selon que j'en éprouverai les fruits bons ou mauvais, ils continueront, ou cesseront d'être. Souvenez-vous, que si présentement, au lieu de reparer vos fautes, vous y persistez par des délais affectez, vous les rendrez plus grandes & impardonnables. Au lieu que si vous travaillez avec ardeur à les corriger, & que si vous faites attention au malheureux état de la Chrétienté & aux affaires du Royaume, vous acquerrez de l'honneur, vous m'encouragerez à continuer l'usage des Parlemens, & toute la Chrétienté en ressentira les avantages.

Les Com-
munes sont
offensées de
ces Dis-
cours.

Les Discours du Roi & du Garde du grand Sceau étoient si clairs, qu'on ne pouvoit pas se méprendre dans le sens qu'il falloit leur donner. Le dessein du Roi en général, étoit de faire comprendre au Parlement, qu'il n'étoit qu'un Conseil, dont il pouvoit suivre les avis ou les rejeter, & qu'il pouvoit même se passer d'assembler ce Conseil, & gouverner sans Parlement. Dès que les Communes furent retournées dans leur Chambre, elles firent fermer les portes, & mettre les Clefs sur la table, afin qu'aucun Membre ne pût sortir, jusqu'à ce qu'elles eussent pris une résolution sur ce qu'elles venoient d'entendre. Le Roi en ayant eu avis, & comprenant bien que cela ne pouvoit que retarder ses affaires, ordonna sur le champ une Conférence entre les deux Chambres, à laquelle il envoya le Duc de Buckingham pour y expliquer ses intentions, & donner à ses paroles un sens un peu moins choquant que celui qui s'offroit d'abord. Voici ce que le Duc dit sur ce sujet.

Discours du
Duc de
Bucking-
ham pour
expli-
quer ce-
lui du
Roi.
Rushworth,
Vol. I.
p. 225.

„ Il y a des gens qui souhaitant qu'il y ait une bonne correspondance entre le Roi & ses Sujets, objectent, que c'est une chose contre l'usage, que de fixer un jour pour accorder le secours demandé, ou pour rompre, & que cela marque le penchant de Sa Majesté à en venir à une rupture. Sa Majesté, pour répondre à cette objection, comme n'ayant pas une telle pensée, veut bien avoir la condescendance de s'expliquer de cette manière.
„ Comme Sa Majesté ne veut point souffrir de condition directe ni indirecte, d'un autre côté, elle ne veut point aussi vous fixer un jour pour augmenter le secours promis. Mais ce qui l'a porté à marquer un jour, c'est l'état présent des affaires de la Chrétienté. Il

„ Il y a ici auprès de Sa Majesté, un homme de la part du Roi de Danne-
marck, & un autre, de la part du Duc de Weymar, & il en arriva encore
hier un troisiéme de la Reine de Bohême, pour notifier au Roi, que le Roi
de Dannemarck avoit envoyé un Ambassadeur pour perfectionner la Ligue
conclué à la Haye. Ainsi, ce n'est pas le Roi qui presse, mais le tems & les
affaires.

» Sa Majesté veut bien donc vous accorder plus de tems dans l'espérance que vous ne l'obligerez point à vous en faire souvenir. Ainsi, vous avez une plus grande étendue, si l'affaire demande une plus longue consultation.

» J'ai aussi ordre de vous dire, que si le Roi acceptoit une somme moindre que celle qui est nécessaire, il tromperoit vos espérances, il romproit les mesures de ses Alliez, & consumerait inutilement l'argent du Royaume. Au lieu que si vous donnez présentement largement, l'affaire étant dans la crise, cet argent viendra si à propos, que les affaires de la Chrétienté en pourront être changées à notre avantage. Mais si nous différons, si nous laissons passer ce tems, d'autres en profiteront, comme a fait le Roi d'Espagne, en concluant la Paix en Italie. Du moins, on croit que cette Paix est déjà faite. De sorte que par là, notre ouvrage en devient & plus grand & plus difficile, puisque nous ne pouvons plus espérer de diversion du côté de la Valteline.

„ Comme c'est une bonne maxime de craindre tout , & de ne rien craindre , & que la libéralité est souvent une épargne , si dans cette occasion , vous donnez largement , vous porterez la Guerre dans le Pais ennemi & conserverez le votre. Si au contraire , vous laissez venir la Guerre chez vous , vous n'en recevrez que du dommage. Le cours de la Justice sera interrompu , le revenu de chacun sera diminué : en un mot , vous n'en retirerez aucun avantage.

» J'ai ordre aussi de vous donner une autre explication touchant les Grieffs. C'est que Sa Majesté ne prétend en aucune manière interrompre vos procédures. Mais elle espere que vous agirez selon l'ancienne méthode de vos Prédécesseurs, & que vous travaillerez plutôt à remédier aux abus qu'à les chercher.

„ Sa Majesté m'a aussi commandé de vous dire , que son intention est d'établir un Committé pris des deux Chambres , pour lui confier l'inspection de ses revenus , ne trouvant pas à propos de faire connoître à tout le monde les défauts qui se trouvent dans leur administration. Ce Committé vous soulagera , & vous informera de tout , sans qu'il soit nécessaire de faire voir des foiblesses qui pourroient nous être honteuses. Ce que vous proposez de donner au Roi est si peu de chose , que quand le paiement en sera fait , Sa Majesté se trouvera dans un état pire que celui où elle se trouve présentement. C'est pourquoi , il souhaite que vous l'augmentiez , laissant l'augmentation à votre discrétion & à votre prudence. Cependant , il est très-fâché de ce que tout le fardeau doit tomber sur les plus pauvres qui sont déjà dans une grande disette. Il ne veut néanmoins vous rien prescrire : mais il souhaiteroit que vous , qui avez été les promoteurs & les conseillers de la Guerre , en voulussiez porter le plus grand poids. Celui qui pourra trouver quelque moyen pour cela , se montrera le plus affectionné , & rendra un grand service au Roi & à l'Etat.

Kk ij Après

à l'Etat.

Kk ij

Après

“ CHAR-
“ LES I.
1626.

CHARLES
I.
1626.

Après que le Duc eut ainsi parlé pour le Roi, il parla aussi pour lui-même, & se servit de cette occasion pour justifier sa conduite, ou plutôt pour faire valoir les services qu'il avoit rendus à l'Etat. Le Lord Conway Secrétaire d'Etat, parla ensuite, & prétendit, entr'autres choses, faire voir que les trois subides & trois Quinzièmes accordez au feu Roi, avoient été employez selon l'intention du Parlement, parce que rien n'en avoit été déboursé que par des ordres exprès du Roi, raison qui ne pouvoit que paroître frivole à la Chambre des Communes.

L'explication des intentions du Roi sembla calmer un peu l'agitation où se trouvoit la Chambre Basse. Quelque mécontentement qu'elle eût de ce que le Roi avoit dit par rapport aux Parlemens, elle ne jugea pas à propos de le relever, soit qu'elle craignit d'entrer dans une discussion si dangereuse, soit qu'elle attendît que la Chambre des Seigneurs prît cette affaire en main, puisqu'elle n'y étoit pas moins intéressée. Les Communes se bornerent donc à présenter au Roi une Rémontrance pour justifier leur conduite. Cette Rémontrance fut précédée d'une Adresse sur le même sujet. Mais comme l'Adresse n'étoit proprement qu'un Abrégé de la Rémontrance qu'on préparoit, je la passerai sous silence, me contentant d'insérer ici la Rémontrance qui étoit conçue en ces termes:

S I R E,

Remontrance des Communes au Roi.
Rushworth, Vol. I. p. 243.

Comme il a plu à V. M. de nous faire connoître depuis peu, par plusieurs moyens, & en divers tems, votre volonté Royale touchant certaines choses qui se sont passées dans ce présent Parlement, nous reconnoissons avec une indécible joye, & une très-grande consolation, la faveur que V. M. nous a faite, en nous faisant assurer par le Garde du grand Sceau en votre Royale présence, que jamais aucun Roi n'avoit eu plus d'affection pour son Peuple, & pour le légitime usage des Parlemens, & de l'intention que vous avez d'écouter les abus dont nous nous plaignons, & d'y remédier. Nous reconnoissons avec la même sincérité, combien nous sommes redevables à V. M. de ce qu'elle a eu la bonté de commander qu'on exécutât les Loix établies pour conserver la vraie Religion de Dieu, dans le service auquel consiste le bonheur des Rois & des Royaumes.

Cependant, nous supplions V. M. de ne s'offenser point si nous mêlons à cette joye, quelque sentiment de douleur & d'affliction, de ce que nous voyons nos sinceres intentions représentées à V. M. d'une maniere qui a produit des effets auxquels nous ne nous attendions pas, & que, comme nous le concevons, nous n'avons pas mérités.

Premierement, quant à Mr Cook, nous assurons tous, & protestons, qu'il n'a jamais prononcé devant nous les paroles rapportées dans le Message de V. M., ni aucunes autres tendant à la sédition, ainsi qu'il a été reconnu dans notre Chambre, sans que personne s'y soit opposé. Il est vrai que, dans un Discours qu'il fit, il lui échappa de dire certaines paroles qui pouvoient être expliquées dans un mauvais sens. Mais il est vrai aussi, que la Chambre s'en trouvant offensée, en fit sur le champ une censure générale. Sur cela, il expliqua ses paroles & ses intentions d'une telle maniere, que nous ne jugeames

pas

pas qu'il fût à propos d'interrompre nos délibérations pour les examiner plus scrupuleusement, quoique nous l'ayons fait depuis. Nous aurions même pris là-dessus quelque résolution si nous n'avions pas été interrompus par des affaires qui regardent le service de V. M.

La même interruption nous est survenue par rapport à l'affaire du Docteur Turner, sur laquelle s'étant ému une question, il fut ordonné que nous prendrions quelque résolution sur ce sujet, le même jour que V. M. nous fit commander de nous rendre à Whitehall.

Mais pour ce qui regarde nos procédures, nous supplions V. M. de permettre que nous l'informions avec vérité, qu'avant l'ouverture faite par Turner, poussez par le soin juste & nécessaire que nous devons avoir de l'honneur & de la prospérité de V. M., nous avons déjà pris en considération, les maux dont votre Peuple est affligé, ce qui les a produits, & les remèdes qui peuvent y être appliquez. En cela, nos Committez, de quelque manière qu'ils aient agi, n'ont procédé que sur le fondement de leurs propres connoissances, par l'examen des témoins, ou par d'autres preuves. En rendant ce service au Public, nous ne nous sommes point écartez des méthodes usitées dans les précédens Parlemens. C'est pourquoi, nous concevons, que la découverte & la réformation des abus, bien loin de jeter du blâme sur le Gouvernement présent, lui est au contraire honorable & avantageuse, en ce qu'elle donne lieu aux grands Princes de faire connoître & d'exercer leurs vertus.

Il est vrai que les grandes plaintes des Marchands, qui nous sont venues de toutes parts, & le service que nous devons à des Sujets qui sont affectionnez à la Religion que nous professons, nous ont donné occasion de parler contre nous, de certaines affaires qui sont en partie étrangères, & qui peuvent avoir quelque relation aux affaires d'Etat. Mais nous supplions V. M. de croire, que notre intention n'a jamais été de diffamer vos Conseillers, ni de porter aucun préjudice à vos négociations. Il est vrai aussi qu'on a produit devant nous des exemples & des préjugés de quelques puissans Ministres qui ont été recherchés par les Parlemens, mais sans faire aucun parallèle du gouvernement & des conseils de V. M. avec ceux de quelque tems que ce soit, & encore moins avec ceux auxquels il y a quelque chose à redire.

Quant à la Lettre de votre Secrétaire d'Etat, l'Avocat de V. M. l'avoit lui-même alléguée pour sa justification, & le Committé ne l'a produite, que pour prouver la vérité de cette allégation.

Pour ce qui regarde la recherche qui a été faite dans le Bureau de la Signature, en voici l'occasion. Une certaine Lettre ayant été divulguée comme ayant été écrite par V. M., & y ayant de justes causes de soupçonner, tant pour le contenu de la Lettre, que par son adresse, qu'elle étoit supposée, le Committé, qui voulut s'en éclaircir, donna ordre à quelques-uns de ses Membres de se rendre au Bureau, pour s'informer s'il y avoit des Mémoires ou des Lettres de cette nature : mais sans donner aucun ordre aux Officiers du Bureau, & sans aucun commandement de faire une recherche générale. Sur cela nous prions V. M. de remarquer que nous n'avons pas fait difficulté de faire examiner les Mémoires publics, toutes les fois que les affaires l'ont requis, en quoi nous n'avons rien fait qui ne soit conforme aux Loix du Royaume, & à l'usage constant des Parlemens. Que si pour s'épargner de la peine, quelques-uns de

CHARLES
I.
1626.

nos Committez ont désiré l'assistance de vos Officiers, pour chercher dans le Bureau, les papiers qui leur étoient nécessaires, nous concevons qu'en cela ils n'ont rien fait, que ce que font les moindres de vos Sujets, & qu'ils obtiennent aisément, en payant les Droits ordinaires.

Pour venir présentement aux Serviteurs de V. M., & en particulier, au Duc de Buckingham, nous supplions très-humblement V. M. de recevoir cette information de vos fidèles Communes, qui n'ont en cela aucun motif particulier, mais uniquement, votre service & le bien du Pais. C'est que c'est un droit & un usage ancien, constant, & indubitable des Parlemens, de rechercher & de poursuivre quelques personnes que ce soit, & dans quelque emploi qu'ils puissent être, lorsqu'on trouve qu'ils sont pernicieux au Public par l'abus du pouvoir que le Souverain leur a confié. C'est une méthode qui se justifie par l'exemple de ce qui s'est passé, non seulement sous le Regne du Roi votre Pere de glorieuse mémoire, mais encore sous les Regnes les plus glorieux de vos nobles Ancêtres, comme il paroît par les Histoires, & par les Mémoires qui en ont été gardez. Si cette liberté étoit ôtée au Parlement, il n'y auroit point de Particulier, point de Serviteur d'un Roi, & peut-être, point d'Avocat, qui pût, sans danger, servir à poursuivre en justice aucun des grands Officiers, & le Royaume gémiroit sous l'oppression, sans pouvoir espérer aucun remède à ces maux. Mais, quoique nous fassions à cet égard dans ce Parlement, nous ne doutons point, que tout ne tourne à l'honneur de la Couronne & à l'avantage de V. M.

Enfin, nous supplions V. M. de considérer, qu'encore que ce soit une coutume long-tems observée dans les Parlemens, de ne traiter que les dernières, les affaires qui regardent les Subsidés, néanmoins, dans celui-ci, par le respect extraordinaire que nous avons pour vous, & par le desir d'avancer vos affaires, nous avons prevenu le tems ordinaire, & commencé heureusement cette même affaire; en sorte qu'après un débat assez court, nous avons pris la résolution d'accorder à V. M. le secours qu'elle sçait bien. Que s'il est nécessaire d'ajouter pour votre service, d'autres secours, sur quoi nous sommes actuellement occupez à délibérer, nous ne doutons point que nous ne fassions connoître, que nous n'avons point changé nos premières intentions de secourir V. M. d'une telle manière, qu'elle soit assurée au dedans, & redoutée au dehors, principalement, si V. M. veut avoir la bonté de considérer l'intention de notre promesse, & la mesure du don dont nous sommes convenus.

Nous supplions avec la même humilité V. M. de ne prêter point l'oreille à des rapports officieux des Particuliers qui n'ont en vûe que leurs propres avantages, ce qui a déjà fait perdre trop de tems. Nous vous supplions encore, de ne porter aucun jugement de ce qui se passe dans notre Chambre, pendant que les affaires sont en délibération; mais de vouloir attendre la conclusion de nos travaux qui, comme nous en sommes assurez, feront connoître à V. M. la fidélité & la sincérité de nos cœurs. Nous ferons toujours consister notre félicité dans l'exécution de notre devoir, & de notre service en Parlement, & ne tendrons jamais qu'à l'honneur de V. M. & au bien du Royaume.

Intention
des Com-
munes dans

On voit par cette Remontrance que les Communes ne regardoient pas l'offense commise par Cook, comme un crime qui méritât une aussi sévère punition

punition que le Roi le concevoit , d'autant plus que le Roi avoit été mal informé. D'ailleurs , en témoignant du ressentiment contre Cook , elles craignoient de décourager leurs Membres & de les empêcher de dire librement leurs sentimens , outre que par-là , elles autoriseroient le Roi à faire des plaintes continuelles sur de semblables prétextes. Mais d'un autre côté, si elles déclaroient Cook entierement innocent , elles craignoient de s'engager dans une discussion qu'elles vouloient éviter. Pour *Turner* , elles ne pouvoient le condamner , puisque la Chambre avoit approuvé sa proposition. Ainsi , elles ne vouloient qu'éluder la demande du Roi , de peur de l'offenser par un refus , s'imaginant bien que le Roi entendroit assez leur langage. Mais par rapport au Duc de Buckingham , il n'en étoit pas de même. Le Roi ayant voulu établir pour principe , que les Communes ne pouvoient accuser aucun de ses Domestiques sans sa permission , elles ne pouvoient parler trop clairement , à cause de l'importance des prétentions du Roi , qui tendoient à priver la Chambre d'un de ses plus grands Privilèges. Quant au secours d'argent , on voit bien que les Communes ne prétendoient pas que le Roi fût maître de leur imposer des conditions sur ce sujet , & qu'elles vouloient se conserver le Droit d'accorder ce qu'elles trouvoient à propos , & dans le tems qu'elles jugeoient convenable. En effet , il est d'une si grande conséquence pour la Chambre des Communes de ne pas laisser perdre ce Droit , que si elle y laissoit faire la moindre brèche , on peut assurer qu'elle ne seroit plus qu'un vain nom sans autorité.

Le Roi ayant reçu cette Remontrance , ne jugea pas à propos d'y répondre , ou du moins , il demanda du tems pour l'examiner. Cependant , il fit sçavoir aux Communes , qu'il souhaitoit qu'elles s'ajournassent pour huit jours , à l'exemple des Seigneurs , à quoi elles obéirent.

Le Roi se trouvoit fort embarrassé. Il avoit besoin d'argent , & la Chambre Basse avoit voté de lui accorder trois Subsidés & trois quinzièmes , à quoi elle venoit d'ajouter un quatrième Subside. Mais il paroissoit manifestement qu'elle ne vouloit point travailler à ce Bill , jusqu'à ce que l'affaire du Duc de Buckingham , qui étoit sur le tapis , fût finie. Ainsi , le Roi ne pouvant arrêter l'accusation contre le Duc , sans arrêter en même tems le Bill des Subsidés , consentit enfin , que la Chambre procedât à l'examen de la conduite de ce Favori , mais ce fut dans l'intention d'en arrêter le cours , si cette affaire se pouvoit trop loin.

Peu de jours après , les Communes firent sçavoir au Duc de Buckingham , qu'elles étoient occupées à dresser des Articles d'accusation contre lui , dont il pourroit être informé par le Régistre du Clerc de la Chambre , & qu'elles attendoient sa réponse , s'il jugeoit à propos de la leur envoyer. Sur cela , le Duc s'adressa aux Seigneurs pour leur demander la permission de répondre. Mais les Seigneurs ne jugerent pas qu'il fût convenable de la lui accorder , sous prétexte , que par-là , il donneroit occasion aux Communes de différer l'affaire du Subside , à laquelle elles devoient travailler. Mais les Communes , sans s'embarasser de la raison alléguée par les Seigneurs , laquelle le Duc leur notifia , continuerent leurs procédures. Elles résolurent même d'ajouter à l'accusation , un Article touchant l'emplâtre que le Duc avoit fait appliquer au Roi défunt dans sa dernière maladie , &

CHARLES

I.

1626.

la précédente Remontrance.

Le Parlement est ajourné.

Le Roi consent à la poursuite de son Favori.

Les Communes font informer le Duc de leur intention.

Il évite de répondre.
Rushworth,
Vol. I. p. 247.

Article ajouté à l'accusation contre le Duc.

CHARLES
I.
1626.
Le Roi tâ-
che inuti-
lement d'é-
luder le
dessein des
Commun-
es.

la potion qu'il lui avoit donnée, sans l'avis des Médecins. Le Roi en ayant été informé, fit dire aux Communes, que, comme il avoit bien voulu consentir qu'elles procédassent contre le Duc de Buckingham, il vouloit bien aussi leur laisser la liberté, par rapport au dernier Article qu'elles avoient résolu d'ajouter à l'accusation, ou de s'adresser à lui, ou à la Chambre des Seigneurs. En même tems, il les pria de considérer combien la saison étoit avancée, & de ne pas perdre du tems. Il auroit apparemment souhaité, que, comme il se trouvoit le principal intéressé dans l'Article qui regardoit la vie du Roi son Pere, les Communes lui en eussent laissé la décision. Mais elles firent semblant de ne pas l'entendre, & se contenterent de le remercier de son Message.

Affaire du
Comte de
Bristol.

Rushworth,
Vol. I. p. 302.

L'accusation du Duc de Buckingham, & par conséquent le Bill des Subsidés, reçurent quelque interruption par une nouvelle affaire qui étoit survenue, & dont il est nécessaire de dire un mot, quoique je n'aye pas intention d'en donner ici le détail. Le Comte de Bristol, qui avoit été Ambassadeur en Espagne pour l'affaire du Mariage, laquelle il avoit enfin amené presque à sa fin, selon les desirs du Roi Jacques, avoit eu néanmoins, le malheur de déplaire au Prince & au Duc. Comme leur but étoit d'empêcher que ce Seigneur ne donnât au Parlement une connoissance exacte de ce qui s'étoit passé en Espagne, ils firent en sorte, qu'à son retour, il fut relégué dans sa maison, & ensuite mis à la Tour. Le Roi Jacques étoit pleinement persuadé de l'innocence du Comte; mais il étoit si peu maître de ses actions, dans les deux dernières années de sa vie, qu'il n'osa jamais le protéger ouvertement. Ainsi, le Prince & le Duc le contraignirent, sous divers prétextes, de le tenir en prison, afin de l'empêcher de lui parler. Après la mort du Roi Jacques, la condition du Comte en devint d'autant plus fâcheuse, que le nouveau Roi & le Favori, ses ennemis déclarés, n'étoient plus contraints de rien ménager. Il demeura donc en prison jusqu'à ce second Parlement, c'est à dire, environ deux ans, sans être appelé en Jugement, & sans qu'il y eût même aucune accusation intentée contre lui. Enfin, sçachant la disposition où se trouvoit la Chambre Basse par rapport au Duc, il résolut d'en profiter pour tâcher d'obtenir sa liberté. Il souhaitoit aussi de se mettre en état de justifier sa conduite, contre laquelle le Duc avoit débité diverses calomnies, afin de rejeter sur lui tout le blâme de ce qui s'étoit passé dans la négociation du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne. Il présenta donc à la Chambre Haute une Requête dans laquelle il représentoit, qu'étant Pair du Royaume, il n'avoit point reçu de sommation pour assister au Parlement, les priant d'intercéder pour lui, afin qu'il pût jouir de son Privilège. Sur cette Requête, les Seigneurs prièrent le Roi de faire adresser une sommation, tant au Comte de Bristol qu'à quelques autres Pairs qui n'en avoient point reçu, ce que le Roi accorda. La sommation fut donc envoyée au Comte; mais en même tems, il reçut une Lettre du Garde du grand Sceau, qui lui faisoit sçavoir, que S. M. souhaitoit qu'il n'en fît point usage, & qu'il cherchât quelque prétexte pour se dispenser d'assister au Parlement. Sur cela, le Comte présenta une seconde Requête aux Seigneurs, à laquelle il attacha la Lettre qu'il avoit reçue, leur disant que cela s'étoit fait par le crédit du Duc de Buckingham, dont le but étoit de l'empêcher

CHARLES
I.
1626.

l'empêcher de faire connoître ses crimes. De plus, il pria les Seigneurs de le recevoir à porter une accusation contre le Duc, dans laquelle il feroit voir, combien ce Seigneur avoit abusé le feu Roi, le Roi regnant, l'Etat, & le Parlement. Le Roi se trouva tellement choqué de la hardiesse du Comte de Bristol, qu'il envoya un Message aux Seigneurs, pour leur déclarer, qu'il avoit résolu de faire porter devant eux une accusation de haute trahison contre le Comte de Bristol. Après cette Déclaration, les Seigneurs ne purent se dispenser de mettre le Comte à la garde de leur Huiſſier. Quelques jours après, le Comte ayant été amené à la Barre des Seigneurs, le Procureur Général y fit lire l'accusation contre lui, au nom du Roi même qui l'avoit corrigée de sa propre main, en divers endroits. Mais cela n'empêcha pas, que la Chambre Haute ne reçût l'accusation intentée par le Comte de Bristol, contre le Duc de Buckingham, & contre le Lord Conway Secrétaire d'Etat. L'accusation du Roi contre le Comte, étoit divisée en trois Chefs principaux, sçavoir, sur ce qu'il avoit fait avant son Ambassade en Espagne, ce qu'il avoit fait en Espagne, & ce qu'il avoit fait depuis son retour. Mais ce Seigneur se défendit sur tous les Articles, d'une manière à couvrir de confusion ses accusateurs. Il fit connoître clairement par sa défense, combien le Duc de Buckingham avoit abusé le Parlement dans la Relation qu'il avoit faite de ce qui s'étoit passé en Espagne. Le contrecoup en retomba sur le Roi-même, qui non seulement avoit attesté cette Relation, mais qui persistoit encore à l'attester comme vraie. Aussi ne jugea-t-il pas à propos de poursuivre un Jugement contre le Comte. Comme l'accusation intentée contre le Comte de Bristol, ses défenses, l'accusation qu'il porta lui-même contre le Duc de Buckingham & contre le Lord Conway, regardent plutôt le Regne du Roi Jacques I. que celui de Charles I. Je ne croi pas qu'il soit nécessaire que je m'arrête plus long-tems sur cette affaire qui feroit ici une trop longue digression. Cependant, comme cette matiere est curieuse, qu'on voit exactement dans les défenses du Comte de Bristol, le détail de ce qui s'est passé en Espagne dans la négociation du Mariage projeté, & qu'on peut y connoître avec assez d'étendue les caracteres de Jacques I. de Charles I. & du Duc de Buckingham, j'insérerai à la fin de ce Tome diverses Pieces sur ce sujet, qui me paroissent dignes de la curiosité du Public.

Accusation
des Com-
munes contre le Duc
de Buckin-
gham.
8. Mai.
Rushworth,
Vol. I. p. 302.

Quelques jours après que le Comte de Bristol eut donné sa réponse, & présenté ses accusations contre le Duc & contre le Lord Conway, les Communes firent présenter aux Seigneurs leur accusation contre le Duc de Buckingham. Elle contenoit treize Articles qui furent expliqués & aggravés par des Députés auxquels la Chambre en avoit donné la Commission. C'est la coutume des Communes en semblables occasions, de partager la tâche à plusieurs de ses Membres, dont chacun se prépare à faire valoir l'Article qui lui est commis. Le Chevalier *Dudley Diggs*, qui étoit chargé d'expliquer & d'appuyer le commencement de cet Acte, fit lire cette espece de Préface qui contenoit : Que les Communes d'Angleterre accusoient de malversations, de *misprisions* (1), d'offenses, & autres crimes, *George Duc, Marquis,*

(1) Le crime de *Misprison* consiste proprement, à ne pas reveler à un Secrétaire d'Etat,
Tome VII.

CHARLES
I.
1626.

quis, & Comte de Buckingham, Comte de Coventri, Vicomte Villiers, Baron de Whaddon, Grand Amiral d'Angleterre, d'Irlande, de Galles, & des Isles adjacentes, de Calais & de ses Marches, de Normandie, de Guyenne & de Gascogne, Gouverneur Général des Mers & des Vaisseaux du Royaume, Lieutenant Amiral, & Gouverneur Général de la Flotte, aussi bien que de l'Armée de Sa Majesté, mise sur pied en dernier lieu, Grand Ecuyer du Roi, Gardien, Chancelier, & Amiral des Cinq Ports & de leurs dépendances, Connétable du Château de Douvre, Juge dans Eyre (1), & de toutes les Forêts en deça de la Trente, Connétable du Château de Windsor, Gentilhomme de la Chambre du Roi, Conseiller du Roi en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, & Chevalier de la Jarretiere.

Le Chevalier Diggs explique & aggrave la Preface de l'Accusation.

Cette Preface étant luë, le Chevalier Diggs donna une connoissance générale de l'accusation sans insister sur aucun Article en particulier. Il se contenta de réduire l'accusation à quatre Chefs principaux. Dans le premier, il fit voir les abus qui étoient nez de tant de Charges conférées à un seul homme, & prétendit que c'étoit-là une des principales causes des maux qui affligeoient l'Angleterre, comme la décadence du commerce, les pertes faites sur Mer, & le mépris où la Nation Angloise étoit tombée. Dans le second, il parla en général des principales Charges vendues ou procurées par le Duc à des personnes indignes. Dans le troisième, il dit, que le Duc avoit fait conférer des titres d'honneur à tous ses Parens, & mal administré les revenus du Roi. Dans le quatrième, il parla des remèdes appliquez ou donnez au feu Roi dans sa dernière maladie, mais il n'endit qu'un mot en passant, parce que cet Article étoit commis à un autre.

Comme cette accusation ne fut jamais jugée, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en rapporter ici le détail non plus que de ce qui fut dit par les Membres commis par les Communes pour en expliquer & aggraver les divers Articles. Mais afin qu'on puisse voir en gros de quoi le Duc étoit accusé, je donnerai ici un abrégé de chacun des Articles.

Abregé des Articles de l'Accusation.

I. Il étoit accusé, de s'être fait revêtir d'un grand nombre de Charges, à quelques-unes desquelles un homme seul pouvoit à peine suffire, de les avoir acquises par achat ou par d'autres mauvais moyens.

II. D'avoir acheté l'Office de Grand Amiral, du Comte de Nottingham.

III. D'avoir acheté le Gouvernement des Cinq Ports du Lord Zouche.

IV. D'avoir négligé de garder les Mers, & de protéger les Marchands.

V. D'avoir fait confisquer un Navire François du Havre de Grace, nommé le St. Pierre, de la valeur de 40000. livres sterling : de l'avoir retenu après avoir reçu un ordre du Roi de le rendre au Propriétaire, & d'en avoir tiré diverses choses pour son usage.

VI. D'avoir opprimé la Compagnie des Indes Orientales en arrêtant, sous de faux prétextes, ses Vaisseaux prêts à mettre à la voile pour les Indes, &c

ou à un Magistrat, un crime de trahison ou de felonie dont on a connoissance. La *Misprison* s'étend aussi à quelques autres cas. La peine de ce crime en fait de trahison, est la confiscation des biens & la prison durant le bon plaisir du Roi. En fait de Felonie, c'est une amende à la discretion des Juges.

(1) C'est à-dire, Grand Maître des Eaux & Forêts.

& d'avoir contraint les Marchands de lui donner dix mille livres sterling, pour ne pas perdre leur voyage. CHARLES I. 1626.

VII. & VIII. D'avoir livré au Roi de France divers Vaisseaux Marchands, & un Navire de Guerre du Roi, contre la volonté des Propriétaires, pour servir au Siège de la Rochelle.

IX. D'avoir contraint diverses personnes d'acheter des Titres d'honneur.

X. D'avoir vendu la Charge de Grand Trésorier, pour vingt mille livres sterling, & celle des Gardes & des Livrées pour six mille livres.

XI. D'avoir prodigué à ses Parens & Alliez des Titres de Baron, de Vicomte, de Comte, sans qu'ils eussent rendu aucun service à l'Etat.

XII. D'avoir épuisé les coffres du Roi & d'en avoir employé l'argent à son usage, comme aussi d'avoir obtenu divers dons des Terres de la Couronne.

XIII. D'avoir fait appliquer un emplâtre sur le ventre du feu Roi, dans sa dernière maladie, & de lui avoir donné une potion de sa propre main, & à deux diverses fois, en l'absence des Médecins, & sans leur ordre.

Ces Articles ayant été expliqués par ceux qui en avoient la charge, le Chevalier *Jean Elliot* fit une espèce de Peroraison, dans laquelle il rassembla en abrégé tout ce qui avoit été dit contre le Duc, & parla de lui en termes assez offensans : mais il ne dit pas un mot de l'emplâtre ni de la potion. Le Chevalier Elliot fait la Peroraison.

Le jour même, ou le lendemain, Diggs & Elliot furent mis à la Tour par ordre du Roi, & deux jours après, le Roi se rendit à la Chambre Haute, où il parla aux Seigneurs en ces termes : Diggs & Elliot sont mis à la Tour.

MY LORDS,

La seule cause qui me fait venir aujourd'hui dans votre Chambre, c'est pour vous témoigner combien je suis sensible à ce qui regarde votre honneur ; car qui vous touche me touche moi-même. J'ai pris des mesures pour punir des Discours insolens qui ont été publiquement prononcés ces jours passés. J'ai été trop bon jusqu'ici en laissant passer sans punition tout ce qui s'est dit contre moi, non que s'ait été par l'envie d'avoir de l'argent, mais parce que Buckingham m'en a empêché par ses importunités, de peur qu'on ne dit que c'étoit lui qui me poussoit, & aussi pour ne pas donner lieu de différer son Jugement. Pour ce qui regarde son innocence, par rapport aux faits allégués contre lui, je serai moi-même témoin pour le justifier dans chaque Article. Je ne dis pas ceci pour vous ôter le droit d'examiner l'accusation : mais seulement pour vous faire sçavoir par quel motif j'ai été engagé à laisser impunis les Discours insolens qui se sont faits contre moi. J'espère que dans l'occasion, vous prendrez soin de mon honneur, comme je prens soin du vôtre. Discours du Roi à la Chambre Haute. Rushworth, Vol. I. p. 357.

Le but du Roi dans ce Discours, étoit premièrement, de persuader aux Seigneurs, qu'ils étoient tous intéressés dans ce qui avoit été dit de peu respectueux par les Députés des Communes, contre le Duc de Buckingham & contre d'autres Membres de leur Chambre, & que ce n'étoit que pour venger leur honneur offensé qu'il avoit fait mettre les deux Membres à la Tour. Mais cela ne lui réussit pas. But de ce Discours.

CHARLES
I.
1626.

Les Com-
munes de-
mandent
que le Duc
soit mis en
arrêt.

La Cham-
bre Basse
fait grand
bruit de
l'emprisonnement
de ses Mem-
bres.

Protesta-
tion de la
Chambre
Basse.
Rushworth,
Vol. I. p. 360.

Déclaration
de la même
Chambre.

moins pour le Duc de Buckingham, & de justifier son innocence sur chacun des Articles de son accusation, il proposoit aux Seigneurs, une espece de dilemme dont il croyoit qu'ils ne pourroient se débarrasser. Car il falloit, ou qu'ils déclarassent le Duc innocent, sur le témoignage du Roi, ou qu'en le condamnant ils rejettassent hautement ce même témoignage, à quoi il jugeoit qu'ils ne se laisseroient pas aisément porter. Mais ils ne furent pas les duppes de cet artifice, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Le Roi ne fut pas plutôt sorti de la Chambre Haute, que les Communes envoyèrent prier les Seigneurs de faire mettre le Duc de Buckingham en arrêt: mais les Seigneurs n'osèrent le faire de peur d'offenser le Roi.

Cependant l'emprisonnement de Diggs & d'Elliot faisoit une terrible impression dans la Chambre de Communes, qui regardoit cela comme une violation expresse de ses Privileges. Un des Partisans de la Cour, voyant la Chambre dans une fâcheuse disposition, se leva pour justifier le Roi, & dit, que Sa Majesté concevoit que Diggs avoit excédé sa commission, lorsqu'en parlant de l'emplâtre & de la potion donnée au Roi Jacques, il avoit dit, *qu'il s'abstenoit d'en dire davantage par égard pour l'honneur du Roi.* Que pour ce qui regardoit Elliot, il avoit affecté de parler du Duc avec beaucoup de mépris, & en termes fort offensans. Que ce qui avoit le plus offensé le Roi étoit, qu'Elliot, en parlant de l'emplâtre & de la potion, s'étoit exprimé en des termes qui faisoient comprendre, qu'il y avoit quelque chose de caché, qu'il n'étoit pas à propos de reveler, & qu'en cela, il avoit excédé la commission qu'il avoit reçue de sa Chambre.

Malheureusement, il n'y avoit rien de vrai dans ce qu'on attribuoit à ces deux Membres, que le peu de respect, qu'ils avoient témoigné pour le Duc de Buckingham. Car Elliot n'avoit pas parlé de l'emplâtre ni de la potion, & Diggs n'avoit rien dit d'approchant de ce dont on l'accusoit. Aussi, la Chambre des Communes prenant avantage de ces fausses accusations, ordonna que tous les Membres qui étoient présens signeroient la Protestation suivante:

Je proteste devant Dieu, & devant cette Chambre du Parlement, que je n'ai jamais donné mon consentement pour ordonner au Chevalier Dudley Diggs de dire les paroles qu'on lui attribue. Je proteste de plus, que je n'ai jamais affirmé à qui que ce soit, que ce Chevalier ait prononcé ces paroles, ou autres semblables.

Outre cela, trente six Seigneurs qui avoient assisté à la Conférence où l'accusation contre le Duc fut présentée, attesterent par écrit qu'ils n'avoient pas ouï prononcer ces paroles au Chevalier Diggs. Il résulta donc de l'attestation des Seigneurs & de la Protestation des Communes, ou que le Roi avoit été faussement & malicieusement informé, ou que l'accusation contre Diggs avoit été inventée pour avoir occasion de le punir de ce qu'il n'avoit pas parlé du Duc avec assez de respect.

Le crime d'Elliot étoit de la même nature, c'est-à-dire, qu'il avoit parlé du Duc en termes peu respectueux, quoiqu'on l'accusât à faux d'avoir parlé de l'emplâtre en termes injurieux au Roi. Mais la Chambre des Communes prit soin de justifier ses deux Membres, en déclarant publiquement, qu'aucun des deux n'avoit outrepassé sa Commission. Tout cela ne faisoit pas

pas honneur au Roi qui ne voyant plus aucun moyen pour soutenir ce qu'il avoit fait, fit relâcher les deux Membres prisonniers. Selon les apparences, son but avoit été d'intimider les Communes, en quoi il réussit assez mal.

La condescendance que le Roi venoit d'avoir, pour les Communes, lui attira une pareille affaire de la part des Seigneurs. Il avoit fait mettre à la Tour le Comte d'Arundel pour un crime à peu près semblable à ceux de Diggs & d'Elliot, & les Seigneurs l'avoient souffert sans s'en plaindre. Mais quand ils virent que les Communes avoient obtenu la liberté de leurs Membres, en insistant sur leurs Privilèges, ils crurent qu'il étoit à propos de saisir cette occasion pour maintenir aussi leurs libertez. Ils présentèrent donc au Roi une Requête, pour le prier de mettre le Comte d'Arundel en liberté, selon la teneur de leurs Privilèges. Le Roi sentit combien cette Requête lui étoit préjudiciable, en ce que les Seigneurs prétendoient, par la force de leurs Privilèges, borner sa Prérogative Royale. C'est ce qui fut cause qu'il résista long-tems avant que d'accorder ce que les Seigneurs demandoient. Il y eut sur ce sujet diverses Adresses des Seigneurs au Roi, & divers Messages du Roi aux Seigneurs. Ceux-ci allèrent même jusqu'à déclarer que c'étoit une violation expresse de leurs Privilèges que d'emprisonner un de leurs Membres, le Parlement séant, sans le consentement de la Chambre, & à prendre la résolution de ne travailler à aucune autre affaire jusqu'à ce qu'ils eussent reçu satisfaction. Enfin le Roi se vit contraint de mettre le prisonnier en liberté, quoique ce ne fût qu'à regret. Comme par les Coutumes d'Angleterre, les Membres du Parlement ne sont pas privilégiés dans les cas de trahison ou de felonie, le Roi prétendoit que la Chambre des Seigneurs ne devoit pas se formaliser de ce qu'il avoit fait emprisonner un de ses Membres. Sa raison étoit, qu'il étoit possible que le Prisonnier fût coupable de felonie ou de trahison, & que par conséquent la Chambre devoit attendre qu'il plût au Roi de déclarer la cause de l'emprisonnement. Mais comme, sous prétexte de cette possibilité, le Roi avoit fait mettre le Comte d'Arundel à la Tour, & n'en avoit pas encore déclaré la cause, les Seigneurs comprenoient bien, que la possibilité, alléguée par le Roi, n'étoit qu'un artifice pour éluder leurs Privilèges les mieux établis. Ainsi, le Roi disoit d'un côté, que comme il pouvoit arriver que la découverte prématurée d'un crime de trahison pouvoit porter un préjudice extrême à l'Etat, il ne pouvoit passer ce prétendu Privilège des Membres du Parlement dans toute l'étendue que les Seigneurs vouloient lui donner, parce qu'il y avoit des cas où, pour le bien de l'Etat, il étoit absolument nécessaire de le restreindre. Mais les Seigneurs répondoient, que si, sous prétexte de ces cas qui étoient assez rares, le Roi pouvoit emprisonner un Pair sans le consentement de la Chambre, & sans en déclarer la cause, il s'ensuivroit, qu'en toutes sortes de cas, il pourroit tenir un Pair en prison aussi long-tems qu'il voudroit, & priver par-là les Seigneurs de leurs Privilèges. Si quelqu'un demande d'où vient que cette dispute n'avoit pas été émuë sous les Regnes précédens, il est aisé de répondre à cette question. C'est que s'il étoit arrivé qu'un Roi eût fait mettre un Pair à la Tour, le Parlement séant, ou la cause en étoit connue, ou, en supposant qu'elle étoit secrète, la Chambre ne s'en étoit pas formalisée, parce que les Seigneurs ne se défiant point du Roi, ne craignoient pas qu'il voulût former

CHARLES

I.

1626.

Les deux prisonniers sont relâchez.

Les Seigneurs demandent que le Comte d'Arundel soit aussi mis en liberté.

Rushworth, Vol. I. p. 363. & suiv.

Le Roi s'en défend long-tems. Raisons de part & d'autre.

CHARLES
I.
2626.

de ce préjugé un principe pour abolir leur Privilège. Mais il n'en étoit pas de même sous Charles I. Outre qu'on sçavoit parfaitement que le Comte d'Arundel n'avoit été envoyé à la Tour, que pour avoir parlé trop hardiment dans la Chambre, on n'ignoroit pas quels étoient les principes du Roi par rapport aux Privilèges des Sujets, & l'on voyoit manifestement, que, sur une simple possibilité, il s'efforçoit d'établir un principe qui tendoit à rendre celui-ci absolument inutile. C'est ce qui fit que les Seigneurs se trouvant autorisés par l'exemple des Communes, ne voulurent pas laisser passer cette occasion de maintenir leur Privilège.

Le Duc de
Buckingham est élu
Chancelier
de l'Université de Cambridge.

Rushworth,
Vol. I. p. 371.

La Chambre
Basse en est
choquée.
Mais le Roi
soutient le
Duc.

Avant que le Duc de Buckingham eût présenté sa réponse à l'accusation des Communes, la Charge de Chancelier de l'Université de Cambridge étant devenue vacante par la mort du Comte de Suffolk, le Roi fit en sorte que le Duc son Favori fut élu pour succéder au défunt Chancelier. La Chambre des Communes fut très-offensée de cette élection, regardant comme un mépris manifeste qu'on eût élu le Duc dans le tems qu'il étoit actuellement accusé, & qu'un des Articles de l'accusation étoit la pluralité de ses Charges. D'ailleurs elle soutenoit qu'il y avoit dans ce choix une espèce de contradiction, puisque l'Université même représentée par les Députés qu'elle avoit au Parlement, avoit donné son consentement à l'accusation du Duc. Mais le Roi soutint hautement l'élection, malgré les efforts des Communes.

Le Duc
donne ses
défenses.
Rushworth,
Vol. I. p. 375.

Enfin, le 8. de Juin, le Duc donna sa réponse à l'accusation intentée contre lui par la Chambre Basse. Comme je n'ai point donné le détail de l'accusation, il seroit inutile de donner ici celui des défenses qui avoient un nécessaire rapport à ce qui avoit été allégué contre le Duc. Cette affaire n'ayant jamais été jugée, il est aisé de comprendre, que comme l'accusation avoit été fort exagérée, les réponses étoient aussi palliées avec beaucoup de soin. Les preuves & les témoignages des faits allégués pour ou contre seroient les seuls moyens par lesquels on pourroit être instruit de la vérité : mais on n'en vint pas jusque-là. Il suffira donc de dire que les Communes ayant demandé une copie de la réponse, dès le lendemain, le Roi écrivit la Lettre suivante à l'Orateur des Communes,

FIDELLE ET BIEN AIMÉ,

Lettre du
Roi. à l'O-
rateur des
Communes.
Rushworth,
Vol. I. p. 390.

La Chambre des Communes ne peut pas avoir oublié, combien de fois, & avec quelle ardeur, nous lui avons recommandé d'expédier l'affaire du Subside qu'elle nous doit donner pour nos grandes & importantes affaires, concernant notre honneur, celui du Royaume, & notre sûreté commune. Mais comme la saison est déjà fort avancée, si cette affaire n'est pas expédiée sur le champ, il n'est pas possible qu'elle nous produise ni argent ni crédit, dans le tems que la Chambre elle-même a fixé, qui est le dernier jour de ce mois. Si elle est plus long-tems différée, elle nous sera peu profitable, puisque nous sommes informés de tous côtés des grands préparatifs que nos ennemis font pour nous attaquer. C'est pourquoi nous avons jugé qu'il étoit nécessaire de donner aux Communes ce dernier & final avertissement, & de leur faire sçavoir, que nous regardons tout autre délai comme un refus. Nous vous ordonnons donc de leur notifier, que nous attendons qu'elles portent au plutôt leur Bill pour le Subside

Subside pour être passé en Acte sans délai, ou du moins, à la fin de la semaine prochaine, pour le plus tard, & sans aucune condition. Que si elles refusent, elles nous forceront à prendre d'autres résolutions. Mais si elles se conforment à notre volonté, faites leur sçavoir, que nous permettons qu'elles demeurent assemblées autant de tems que la saison le pourra permettre, pour achever les autres affaires, & que nous les rassemblerons encore l'Hiver prochain. Que si par leur refus, ou par leur retardement, il arrive quelque malheur dedans ou dehors, nous prenons Dieu & les hommes à témoin, que de notre côté, nous avons fait tout ce qui nous a été possible pour le prévenir, en convoquant le Parlement pour consulter avec nous, en lui faisant connoître l'importance des affaires, nos besoins, & en demandant de bonne heure leur assistance, pour un ouvrage auquel nous sommes engagez par leur Conseil. Nous vous commandons de faire lire publiquement cette Lettre dans la Chambre.

CHARLES
I.
1626.

Il étoit manifeste, que cette Lettre écrite dans le tems qu'on alloit procéder au Jugement du Duc de Buckingham, n'étoit qu'un artifice pour éluder ce même Jugement. Car il n'étoit pas possible, que si l'affaire des Subsidés étoit expédiée dans le tems que le Roi fixoit aux Communes, celle du Duc pût l'être dans le même tems. Il est vrai que le Roi promettoit de tenir le Parlement assemblé *aussi long-tems que la saison le pourra permettre*. Mais par cela même il se reservoit la liberté de le proroger quand il le trouveroit à propos, sous prétexte que la saison étoit trop avancée pour le tenir plus long-tems assemblé; d'autant plus qu'il feignoit de ne presser l'affaire des Subsidés, que par la crainte d'une prétendue invasion dont il disoit que le Royaume étoit menacé. On devoit donc s'attendre que l'affaire du Duc de Buckingham tomberoit, & qu'il faudroit la recommencer dans une nouvelle Séance, parce que toutes les affaires finissent par la prorogation du Parlement.

Intention
du Roi,
dans cette
Lettre.

Les Communes n'ayant pas jugé à propos de se conformer à la volonté du Roi, lui présentèrent une nouvelle Requête contre les Papistes Récusans. C'étoit pour faire connoître au Public, que la réponse du Roi à la Requête du Parlement d'Oxford, ne contenoit que de simples paroles qui n'avoient été suivies d'aucun effet. Elles vouloient aussi faire voir, que la mauvaise administration du Duc de Buckingham n'étoit pas le seul Grief dont elles demandoient la reparation. Voici la Requête.

S I R E,

Nous les très-humbles & très-fidelles Sujets de V. M. les Communes assemblées en Parlement, nous nous souvenons avec une grande consolation, des fréquens témoignages que vous avez donnez de la sincérité de votre zele pour la vraie Religion établie dans ce Royaume. En particulier, nous ne pouvons oublier votre gracieuse Réponse à la Requête qui fut présentée à V. M. à Oxford, concernant les causes de l'accroissement du Papisme & les remèdes qu'on pourroit employer pour arrêter ce mal, sçavoir, que V. M. ordonneroit, que les Papistes Récusans, & ceux qui, selon les Actes de Parlement, peuvent être justement regardez comme suspects, fussent éloignez des Charges du Gouvernement. Mais comme jusqu'ici, nous n'avons pas reçu une satisfaction capable de

Requête
des Com-
munes con-
tre les Ré-
cusans.
Rushworth
Vol. I p. 391.

de

CHARLES
I.
1626.

de produire la Paix dans l'Eglise, & la sûreté dans l'Etat, nous croyons qu'il est de notre devoir de nous adresser encore une fois à votre sacrée Majesté pour l'informer humblement à cet égard. C'est qu'après un examen convenable, nous avons trouvé que les personnes ci-dessous marquées, sont ou Papistes récusans, ou justement suspects, selon les Actes de Parlement, & que néanmoins, ils possèdent, depuis même que ce Parlement est assemblé, des Charges d'autorité & de confiance dans les diverses Provinces de ce Royaume, & dans les Païs de Galles.

Il y avoit ici une Liste de cinquante-neuf Papistes Récusans ou suspects, pourvus des charges du Gouvernement, en diverses Provinces.

C'est pourquoi, nous supplions très-humblement Votre Majesté de ne pas souffrir que vos fidèles Sujets soient plus longtems découragés par la crainte de voir accroître, tant en nombre qu'en pouvoir, le Parti Papiste, qui ne peut que recevoir un grand encouragement par la faveur & la perfection de ces Gouverneurs. Qu'il plaise à Votre Majesté, par un effet de sa sagesse, de sa bonté, de sa piété, dont nous sommes convaincus, de faire en sorte que ce qui est contenu dans la Réponse de Votre Majesté, soit présentement exécuté, & que les Charges & Commissions soient ôtées à ceux que nous venons de nommer, puisqu'ils les possèdent contre les Statuts exprès faits sur ce sujet.

Il n'étoit pas honorable pour le Roi, qu'il fallût le presser si souvent d'exécuter ce qu'il avoit si positivement promis. Mais il faut considérer, qu'il ne lui étoit pas facile de résister aux sollicitations & aux intrigues de la Reine, du Duc de Buckingham dont la Mere étoit Papiste déclarée, du Chevalier Weston son principal Conseiller, & du Lord Conway Secrétaire d'Etat, tous deux aussi Papistes, puisque c'étoient ceux qui approchoient le plus près de sa personne, & qui le tenoient en quelque maniere assiégé.

Les Com-
munes
prennent la
résolution
de présenter
une Décla-
ration &
une Requête
au Roi.

Peu de jours après, les Communes résolurent d'aller trouver le Roi en Corps, & de lui faire présenter, par leur Orateur, une Déclaration de leur conduite, servant de réponse à sa Lettre, & une Requête, pour le prier d'éloigner le Duc de Buckingham de sa personne. L'audience qu'elles avoient fait demander leur ayant été accordée, l'Orateur, avant que de lui présenter ces deux Pièces, lui parla en ces termes.

SIRE,

Discours de
l'Orateur au
Roi, en lui
présentant
la Requête
& la Décla-
ration.

Selon la liberté que nous avons de nous approcher de votre personne, & d'exprimer librement nos pensées, que vos nobles Ancêtres n'ont jamais refusée à nos Prédecesseurs, nous les Communes assemblées en Parlement, avons très-humblement supplié Votre Majesté de nous accorder la permission de nous approcher du Trône Royal,

Après avoir meurement considéré l'affaire dont il s'agit, les Communes ici présentes, ont jugé qu'elles ne pouvoient avec trop de solemnité se rendre auprès de Votre Majesté, c'est pourquoi elles y viennent en Corps ayant leur Orateur à leur tête. Elles n'ont pas cru néanmoins, devoir commettre simplement ce qu'elles ont à dire au Discours de qui que ce soit; mais elles prennent la hardiesse de le présenter par écrit à Votre Majesté, de peur qu'il ne tombe dans l'oubli, & afin qu'il dure plus longtems que ne pourroient durer les parotes du plus habile Orateur. J'ai
beaucoup

beaucoup à lire, c'est pourquoi je ne fatiguerai Votre Majesté que le moins qu'il me sera possible.

CHARLES
I.
1626.

Le parchemin que je tiens entre mes mains contient deux Articles. L'un, en forme de Déclaration, pour rendre compte à Votre Majesté de leurs procédures, & pour lui donner une claire satisfaction, touchant leurs sincères intentions pour le service de Votre Majesté. L'autre, est une très-humble Requête pour demander à Votre Majesté, qu'il lui plaise d'éloigner de sa personne, le Duc de Buckingham.

Quant au premier Article, elles supplient très-humblement Votre Majesté d'être bien persuadée, qu'il n'y a rien sur la terre qui leur paroisse plus glorieux, que de se voir dans les bonnes grâces & dans la bonne opinion de Votre Majesté. C'est pour elles une douleur inexprimable, que par de fausses informations, & par de mauvaises interprétations, on puisse faire en sorte, en quelque tems que ce soit, que Votre Majesté se trouve offensée de leurs procedez. Il ne convient à qui que ce soit qui n'entend pas une voix d'en écouter l'écho, & si quelquefois on entend la voix répétée deux ou trois fois, l'écho de l'écho diminue sensiblement, & resonance plus foiblement. Il n'est pas nécessaire d'en faire l'application. Les paroles mal rapportées, quoi que par un écho, ou seulement par la troisième ou quatrième répétition d'un écho, resonnent quelquefois plus fortement que la voix même. Elles peuvent représenter de l'infidélité, quoi que la voix originale ne contienne rien d'infidelle. Ce sont ces fausses informations qui ont produit, comme les Communes ont lieu de le craindre, ces délais, par lesquels a été arrêtée l'expédition de leurs conseils touchant les affaires importantes de Votre Majesté, & c'est ce qui les a contraintes d'avoir recours à cette Déclaration.

Je passe présentement à la Requête. Mon dessein n'est pas de représenter à Votre Majesté les raisons sur lesquelles elle est appuyée, puisque Votre Majesté pourra les voir dans les propres termes des Communes & dans le langage du Peuple. J'ai seulement ordre de représenter à votre Sagesse, & à votre profond Jugement, que cette Requête est d'une telle nature, que Votre Majesté peut l'accorder avec honneur & avec justice.

Il a plu à Votre Majesté de témoigner en plusieurs rencontres, combien vous êtes un bon Maître. Ainsi on peut vous appliquer, sans flatterie, ce que la Reine de Seba disoit au plus sage de tous les Rois, Heureux sont les Serviteurs qui assistent continuellement devant vous. Mais les liens qui vous attachent à votre Peuple sont incomparablement plus forts que ceux qui vous attachent à vos Serviteurs. La condescendance d'écouter les justes desirs de votre Peuple vous est plus honorable, que les témoignages de faveur que vous pouvez donner à vos Serviteurs. Etre le maître d'un bon Serviteur est une chose qui peut vous être commune avec beaucoup de vos Sujets : mais être le Roi d'un Peuple est une qualité à laquelle aucun Sujet ne peut prétendre.

Votre Majesté joint du titre de Pere de la Patrie : titre que les plus grands Empereurs ont préféré à ceux qu'ils tiroient de leurs Conquêtes. Les demandes des enfans doivent être préférées à celles des Serviteurs. Le Serviteur ne demeure pas toujours dans la maison, comme fait l'enfant. Le feu Roi votre Pere appelloit avec raison le Gouvernement Royal, un Mariage politique entre le Roi & le Peuple, & je puis dire avec vérité que l'union d'un Pair avec sa Femme n'est pas plus forte que celle de Votre Majesté avec son Peuple.

CHARLES I. 1626.
 Le Roi se résout à casser le Parlement.
 Les Seigneurs s'efforcent en vain de l'en dissuader.
Rushworth, Vol. I. p. 398.
 Le Parlement est dissous.
 17 Juin.

Après avoir ainsi parlé, l'Orateur mit entre les mains du Roi la Déclaration & la Requête dont le Roi se trouva si offensé, qu'il résolut de casser le Parlement. Les Communes en ayant reçu quelque avis, résolurent de lui présenter une Remontrance, dont chacun de leurs Membres garderoit une copie. Pendant qu'on dressoit cette Remontrance, les Seigneurs ayant été informés par le Roi même de sa résolution, lui présentèrent une Requête, pour le prier de ne pas l'exécuter. Mais il ne voulut rien écouter, & le 17 de Juin, il fit dissoudre le Parlement par des Commissaires.

Personne ne douta que l'intérêt du Duc de Buckingham ne fût l'unique cause de cette dissolution. Les Communes en étoient si persuadées, que c'étoit principalement sur le grand préjudice que le crédit du Duc caufoit au Royaume, qu'elles insistoient dans la Remontrance qu'elles avoient préparée, mais dont la présentation fut prévenue par la cassation du Parlement. Il ne sera pourtant pas hors de propos d'insérer ici cette Remontrance.

SIRE,

Remontrance préparée par les Communes.
Rushworth, Vol. I. p. 400.

» Nous vos fidèles Sujets, les Communes d'Angleterre assemblées par l'autorité de Votre Majesté dans ce présent Parlement, avons d'une sincère affection, depuis le commencement de cette Assemblée, travaillé avec ardeur aux affaires qui pouvoient le plus promptement nous conduire au but que nous nous proposons, de finir l'affaire du secours destiné à Votre Majesté, pour le mettre en état d'exécuter ses desseins, à augmenter ce secours, & à nous mettre nous-mêmes & ceux que nous représentons, en état d'accomplir parfaitement & à tems, ce qui a été entrepris. Mais nous avons été tellement retardés par des informations, par des interruptions & autres obstacles, que nous regardons présentement comme une très-nécessaire partie de notre devoir, de déclarer ici en quoi ont consisté ces interruptions, & ce qui les a causées. Nous croyons aussi que nous sommes obligés de faire connaître notre attachement au service Parlementaire que nous devons à Votre Majesté & le soin que nous avons de la sûreté de vos Domaines, de votre Couronne, & de votre Dignité.

» Dans le premier Parlement assemblé la première année de votre Règne, les Communes ayant présenté à Votre Majesté trois Subsidés & trois Quinzièmes, comme les premiers fruits de leur affection, furent extrêmement sollicitées par le Duc de Buckingham, & comme nous le concevons, pour son propre intérêt, à augmenter ce secours. Mais comme il ne vit pas beaucoup d'apparence de réussir dans ce qu'il demandoit, il procura de la part de V. M. par la même raison, un Ajournement du Parlement à Oxford. Ce fut là que les Communes prenant en considération les grands dommages que ce Royaume a soufferts, en diverses manières, par les malversations de ce même Duc, commencèrent à examiner, selon la méthode Parlementaire, ces maux, ce pouvoir, & ces malversations. Mais il n'eut pas plutôt appris qu'on parloit de lui, qu'il craignit que ses actions ne fussent trop ouvertement exposées aux yeux de Votre Majesté, & à la censure publique. Ce fut par cette raison, que sur de fausses informations qu'il donna à Votre Majesté, ainsi que nous avons raison de le croire, touchant les intentions des Communes,

il

il fit dissoudre ce Parlement. Peu de tems après, par de faux rapports qu'il fit faire à Votre Majesté, touchant certains Membres des Communes, qui s'étoient particulièrement déclarez contre lui, & qui s'étoient montrez contraires à ses intérêts, il fit en sorte, comme nous avons sujet de le croire, que ces mêmes Membres furent nommez Shérifs en diverses Provinces, pour l'année suivante, en vûë d'empêcher qu'ils ne fussent élus Membres de ce Parlement, de peur qu'ils n'agissent contre lui. Il employa les mêmes pratiques, comme nous en sommes persuadé, pour faire donner à un autre Membre de la même Chambre, qui lui étoit contraire, la charge de Secrétaire de la Flotte, en vûë de le punir effectivement, en lui faisant interrompre sa profession d'Avocat, sous prétexte de lui donner un emploi honorable.

Il a plu ensuite à Votre Majesté de faire assembler ce Parlement au mois de Février passé, pour lequel, aucun de ceux qu'il avoit fait nommer Shérifs, n'a été élu. Cependant, nous, ayant la même affection, premièrement pour le service de Votre Majesté, & ensuite pour le bien public, primes en considération diverses propositions touchant la maniere dont nous pourrions faire trouver à Votre Majesté, à votre Royaume, à vos Alliez, un vrai bonheur & une parfaite sûreté, augmenter notre secours d'argent, & les forces militaires, sans charger le pauvre Peuple, & enfin, donner à Votre Majesté pour ses pressans besoins, une assistance plus grande qu'aucun Parlement ait jamais donnée. C'est pourquoi, afin de nous mettre en cet état, nous & ceux que nous représentons, nous avons jugé que nous devions commencer par la recherche des causes de toutes les oppressions sous lesquelles vos Sujets gémissent, sans quoi nous manquerions à la fidélité que nous devons à Votre Majesté, & au Peuple qui nous emploie, & qui a de la confiance en nous. C'étoit là l'avertissement que le Roi votre Pere d'heureuse mémoire donnoit à la Chambre des Communes, dans son premier Parlement. Cela supposé, nous avons trouvé que les plus grands maux, & les plus grands Grieffs que le Peuple souffre, n'ont leur fondement que dans le vaste pouvoir & dans les énormes malversations du Duc de Buckingham, à cause de la pluralité de ses Charges acquises ou par ambition ou par argent, contre les Loix expressees du Royaume. Il a été infidèle dans l'administration de sa Charge de Grand Amiral, en négligeant de garder la Mer, en commettant des injustices & des extorsions par rapport à l'Amirauté. Il a livré les Vaisseaux de Votre Majesté entre les mains des Princes étrangers. Il a contraint plusieurs personnes d'acheter des Dignitez pour son propre profit. Il a épuisé les revenus de la Couronne d'une maniere qui n'a jamais eu d'exemple. Il a eu l'étrange présomption de donner de lui-même des remèdes au feu Roi votre Pere, peu de jours avant sa mort. C'est de ces Articles & de quelques autres, qu'après un soigneux examen, nous avons formé contre lui une accusation Parlementaire devant la Chambre des Seigneurs, & c'est de là que nous attendons quelque remède, par le moyen d'un prompt Jugement.

Mais dans le tems même que nous étions occupez à l'examen dont nous venons de parler, nous avons été diverses fois interrompus par des Messages de Votre Majesté procurez par de fausses informations, & que nous avons néanmoins reçus avec tout le respect que nous lui devons. Cependant, cela nous a fait perdre du tems, de sorte que nous n'avons pu finir cette affaire

CHAR.
LES I.
1626.

„ aussi promptement que nous l'aurions souhaité. Il est même arrivé, que deux
 „ jours après que nous eûmes envoyé aux Seigneurs notre accusation contre le
 „ Duc, sur de faux rapports faits en particulier à Votre Majesté, touchant cer-
 „ tains Discours prononcez par les Chevaliers Dudley Diggs, & Jean Elliot,
 „ lorsqu'ils portèrent l'accusation à la Chambre Haute, ces deux Membres ont
 „ été envoyez à la Tour par ordre de Votre Majesté, leurs maisons ont été
 „ fôitillées, & leurs papiers enlevez. Ainsi, non seulement les Privileges du
 „ Parlement sont violez, mais encore nous qui nous préparions à expédier l'af-
 „ faire du secours promis à Votre Majesté, & diverses autres affaires, selon no-
 „ tre devoir, nous nous trouvons entièrement distraits, pour penser, selon que
 „ les Privileges du Parlement nous y obligent, aux moyens de maintenir nos
 „ Privileges ainsi violez. C'est pourquoi, SIRE, nous jugeons qu'il est de notre
 „ devoir d'informer véritablement Votre Majesté de la maniere dont cet em-
 „ prisonnement s'est fait.

„ „ Quoique l'Ordre de Votre Majesté donné à ses Officiers portât expres-
 „ sement, qu'ils iroient aux maisons de ces deux Membres pour les y arrêter,
 „ ces mêmes Officiers ont attesté, que le Lord Conway, principal Secrétaire
 „ d'Etat, leur donna un ordre positif contraire à celui de Votre Majesté, sça-
 „ voir, qu'ils n'iroient point aux maisons des deux Chevaliers, mais à la Cham-
 „ bre des Communes, & qu'ils les arrêteroient-là. Que s'ils ne les trouvoient
 „ pas dans la Chambre, ils attendroient qu'ils y fussent venus, & qu'ils les fai-
 „ siroient dans la Chambre même. Outre que cet Ordre est contraire à celui de
 „ Votre Majesté, on ne peut regarder ce procédé que comme un témoignage
 „ sensible de l'intention qu'on a eüe de faire affront à la Chambre des Com-
 „ munes, & de retarder le service de Votre Majesté. Nous ne pouvons pas
 „ douter que toutes ces interruptions causées par de faux rapports, ne soient
 „ l'ouvrage du Duc, pour son intérêt particulier, d'autant plus qu'elles ne sont
 „ survenues que dans le tems que nous étions occupez à examiner ses malver-
 „ sations. Mais Votre Majesté ayant été depuis ce tems-là, mieux informée de
 „ nos Privileges, & que nos Membres n'avoient pas mérité son indignation,
 „ a eu la bonté de les faire relâcher, de quoi nous la remercions très-humble-
 „ ment.

„ „ Depuis ce tems-là, comme dans l'espérance de voir bien-tôt finir l'affai-
 „ re de l'accusation du Duc, nous nous proposons de procéder avec chaleur à
 „ celle du secours, & à d'autres qui regardent le service de Votre Majesté,
 „ nous nous sommes encore vü arrêter par de nouvelles entreprises du même
 „ Duc, dans l'exercice de son pouvoir. Car quoi que la pluralité des Charges
 „ & Offices dont il est revêtu, fasse un des principaux Articles de son accusa-
 „ tion, il s'est encore procuré, par le moyen de ses Créatures, la Dignité de
 „ Chancelier de l'Université de Cambridge, bien que la même Université,
 „ par les deux Députez qu'elle a dans notre Chambre, eût donné sa voix &
 „ son consentement à l'accusation intentée contre lui, par rapport à la pluralité
 „ de ses Charges. C'est une ambition bien excessive que d'avoir recherché cet-
 „ te Dignité dans une semblable conjoncture, & un pouvoir bien extraordi-
 „ naire, que de l'avoir obtenüe, contre ce dont l'Université même étoit con-
 „ venue par ses Députez en Parlement, avec les Communes d'Angle-
 „ terre.

Nous

Nous sommes même informez, qu'il a fait agir en sa faveur, un Parti qui adhère aux dangereuses innovations en matiere de Religion, publiées dans les Ecrits séditioneux d'un Prêtre nommé *Richard Montaign*, duquel le dit Duc a été depuis, comme il l'avoit été auparavant par d'autres raisons, le soutien & le protecteur.

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1626.

„ Ce sont ces actions du même Duc, qui ont arrêté le service de Votre Majesté par les interruptions qu'elles ont causées, & qui ont apporté des obstacles à l'ardeur que nous avons pour servir Votre Majesté. Nous en aurions déjà donné des marques incontestables, & nous aurions fait voir, que nous n'avons rien plus à cœur, après notre devoir envers Dieu, que le service de Votre Majesté, la sûreté de votre Royaume, notre subsistance, & celle des Compatriotes que nous représentons, afin de pouvoir continuer ce service, & cette sûreté dont nous ne pouvons pourtant nous flatter. Nous supplions donc Votre Majesté de recevoir gracieusement notre humble & libre Protestation, que nous ne pouvons espérer la continuation de notre sûreté, pendant que nous serons exposés au pouvoir, à l'ambition de ce Duc, & aux fausses informations que, pour son propre intérêt, on donne à Votre Majesté de sa part. Nous nous trouvons d'autant plus confirmés dans ce sentiment, quand nous considérons, qu'il a assez de crédit pour empêcher que vous ne soyez exactement informé des affaires qui peuvent le moins du monde se rapporter à sa mauvaise conduite, afin qu'on ne puisse faire connoître à Votre Majesté l'état de vos Sujets & de vos Royaumes, autrement qu'il ne le trouve à propos pour ses intérêts. C'est dans cette vûë, qu'il a placé un si grand nombre de ses Parens & de ses Créatures dans les postes les plus éminens auprès de votre personne. C'est encore par ses fausses insinuations, que nous avons vû, tant sous le Regne du Roi votre Pere, que sous celui de Votre Majesté, tant de Hauts Officiers changez ou chassés, que depuis un petit nombre d'années, c'est-à-dire, depuis qu'il est parvenu à ce haut degré de puissance, on a plus vû de ces sortes de changemens, qu'on n'en avoit vû auparavant, pendant un très-long-tems. Même, sous le feu Roi, votre Pere, on n'avoit pas accoutumé de faire des changemens semblables, jusqu'à ce que Sa Majesté y fut portée par les pratiques de ce Duc. Depuis ce tems-là, divers Officiers de la Couronne, tant en Angleterre qu'en Irlande, ont été ou recommandez, ou calomniez envers leur Souverain, & placez ou déplacés par ses intrigues, en sorte qu'il paroît manifestement, qu'autant qu'il a dépendu de lui, il a mesuré à ses propres intérêts le bien & le mal de Votre Majesté & de ses Royaumes.

„ Enfin, nous avons reçu de la part des Seigneurs, une copie de de la Réponse du Duc à l'accusation intentée contre lui, à laquelle Réponse nous allons repliquer d'une telle manière, selon les Loix du Parlement, que nous ne doutons nullement que nous n'obtenions un Jugement contre lui, à moins que, par son pouvoir & par ses pratiques, il ne trouve le moyen de rendre nos procédures illusoires.

„ Outre cela, SIRE, au milieu des interruptions qui nous sont survenues par l'emprisonnement de deux de nos Membres, nous avons reçu un Message de Votre Majesté, par lequel il vous a plu de nous faire entendre, que si le secours n'étoit pas promptement accordé, vous prendriez de nouveaux

CHAR-
LES I.
1626.

„ Confeils. Nous ne doutons point que par ces *nouveaux Confeils*, Votre Ma-
 „ jesté n'entende des Confeils conformes à la justice & aux Loix du Royaume.
 „ Cependant, ces mêmes termes de *nouveaux Confeils* ont été employez dans
 „ un Discours fait parmi nous, par un de vos Conseillers Privez Membre de
 „ notre Chambre, qui nous dit, qu'il avoit souvent réfléchi sur ce mot de *nou-
 „ veaux Confeils*. Qu'il y avoit autrefois chez les autres Nations des Parlemens
 „ semblables à ceux d'Angleterre : qu'il voyoit en ce Pais-ci, le Peuple vivre
 „ dans le bonheur & dans l'abondance ; mais que dans les autres Pais, il étoit
 „ misérable, & qu'il n'étoit tombé dans la pauvreté & dans la misère, que de-
 „ puis que les Rois avoient pris ces nouveaux Confeils, & fait cesser l'usage
 „ des Parlemens.

„ Cette insinuation, Sire, étoit d'une telle nature, qu'elle nous donna
 „ un juste sujet de craindre, qu'il n'y eût auprès de votre personne, quelque
 „ pernicieux Ministre poussé par le Duc, ou qui, conjointement avec lui,
 „ conseillât à Votre Majesté de prendre de nouveaux Confeils, tels que ceux
 „ dont votre Conseiller Privé nous avoit parlé. Notre crainte a été encore aug-
 „ mentée par cette considération, c'est qu'encore que les Droits du Tonnage
 „ & Pondage fussent terminez par la mort du Roi votre Pere ; & qu'ils n'ayent
 „ pas été payez à aucun de vos Prédécesseurs, qu'après qu'ils leur avoient été
 „ accordez par un Acte spécial du Parlement, que même ils ne peuvent être le-
 „ vez que sur le fondement d'un pareil Acte, néanmoins ils ont été levez de-
 „ puis le commencement de votre Regne, comme s'ils étoient encore dûs, quoi
 „ que le premier Parlement, dissous par les intrigues du Duc de Buckingham,
 „ n'eût fait aucun Acte pour autoriser cette levée. Cet exemple est si contrai-
 „ re à l'usage constant & à la liberté connue de vos Sujets, qu'il y a quelque ap-
 „ parence que c'est un effet de quelques nouveaux Confeils donnez à Votre
 „ Majesté, contre la constitution du Gouvernement de ce Royaume, & prin-
 „ cipalement, contre le droit des Communes, comme si on avoit droit de le-
 „ ver ou Subside, ou taxe, ou aide, sans le consentement du Parlement, ou
 „ contre les Loix du Royaume. Mais s'il se trouve de telles gens qui, en repré-
 „ sentant faussement l'état & le droit des Sujets, osent donner ces sortes de
 „ nouveaux Confeils, comme de lever des aides, des taxes, ou des Subsidies
 „ sur vos Sujets, contre les Loix établies dans le Royaume, nous ne pouvons,
 „ Sire, que les regarder, non seulement comme des vipères, mais encore com-
 „ me des pestes pour le Roi & pour l'Etat, selon le style du Roi votre Pere, &
 „ comme des ennemis capitaux de votre Couronne, de votre Dignité, & de
 „ tout le Royaume. Pour nous, nous serons toujours prêts à déclarer, lorsque
 „ les occasions s'en présenteront, qu'une offense de cette nature mérite la plus
 „ grande punition que les Loix puissent infliger à quelques malfaiteurs que ce
 „ soit.

„ Ce sont-là, Sire, les choses, entre plusieurs autres, qui ont produit
 „ quelque méintelligence entre V. M. & nous. C'est ce qui a rempli d'afflic-
 „ tion les cœurs de vos fidelles Communes, puisqu'elles trouvent que leurs
 „ efforts sont faussement représentés, & enfin rendus inutiles, par l'interpo-
 „ sition d'un seul homme qui abuse de son pouvoir. C'est pour cela que nous
 „ nous voyons contrainsts de protester contre lui, non seulement par rapport
 „ aux crimes dont il est chargé par notre accusation Parlementaire, sur la-
 „ quelle

quelle nous insistons , mais encore , parce que nous le regardons comme un homme d'une ambition démesurée , tellement opposé au bien & à la tranquillité de l'Eglise & de l'Etat , que nous le croyons véritablement ennemi de l'une & de l'autre. Ainsi , à moins que nous ne voulions trahir notre devoir envers V. M. & envers ceux qui nous ont confié leurs droits , nous ne pouvons que témoigner la douleur que nous ressentons de voir que cet homme a un si grand pouvoir sur V. M. & une si grande part à son affection , qu'il usurpe lui seul l'administration de toutes les affaires de votre Royaume qui , par son moyen , est tombé dans un état très-misérable & très-dangereux.

„ Permettez-nous donc , Sire , de nous jeter à vos pieds , au nom de toutes les Communes de votre Royaume , & de vous supplier en toute humilité , pour l'honneur de Dieu tout puissant , dont la Religion est s'appée par les intrigues du Parti que le Duc protège , pour votre honneur qui recevra un grand accroissement , si vous avez la bonté de soulager votre Peuple dans l'oppression qu'il souffre , pour l'honneur , la sûreté , & la prospérité de votre Royaume , qui se trouve exposé à un danger inévitable , pour l'amour que vous portez à votre Peuple auquel , nous le protestons devant Dieu scrutateur des cœurs , vous êtes aussi cher qu'aucun de vos Prédécesseurs l'ait jamais été , permettez-nous de vous supplier , d'éloigner cette personne de votre présence , & de ne mettre point en balance ce seul homme avec tout ce que nous venons de vous représenter , & avec les affaires de la Chrétienté , qui souffrent autant qu'elles ont quelque relation avec ce Païs , principalement par son moyen. Car nous protestons à V. M. & au Monde entier , que jusqu'à ce que cet homme ne se mêle plus des affaires de l'Etat , nous ne pouvons avoir aucune espérance d'un heureux succès. Nous craignons au contraire , que tout l'argent que nous pourrions donner à V. M. ne tourne au préjudice de votre Royaume , par le mauvais emploi que cet homme en fera , comme nous en sommes convaincus par l'expérience des secours que nous vous avons donnés auparavant & en dernier lieu.

„ Mais tout aussi-tôt que V. M. nous aura accordé ce que nous demandons touchant le Grief que nous regardons comme le plus insupportable , nous travaillerons sur le champ à satisfaire V. M. par rapport au secours d'argent , & nous nous appliquerons avec joye & avec ardeur à diverses autres choses tendant à établir l'abondance , la force , l'honneur de vos Royaumes , & à soutenir vos Alliez d'une telle manière , que nous sommes persuadés , qu'aucun autre Parlement ne pourra être mis en parallèle avec celui-ci. Nous ne doutons point qu'avec la bénédiction de Dieu , comme vous êtes le meilleur , vous ne deveniez aussi le plus aimé & le plus grand Monarque qui se soit jamais assis sur le Trône de ce Royaume.

On vient de voir les plaintes de la Chambre des Communes contre le Duc de Buckingham , ou plutôt contre le Roi même qui se laissoit gouverner par ce Favori , & qui avoit plusieurs fois déclaré , que le Duc ne faisoit rien que par ses ordres. Il est juste de voir présentement les plaintes du Roi contre les Communes , & la manière dont il justifioit la dissolution des deux premiers Parlemens tenus sous son Regne. Quoique la Déclaration qu'il publia sur ce sujet soit assez longue , aussi-bien que la Rémontrance qu'on

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1626.

vient

CHARLES
I.
1626.

vient de voir, j'ai crû qu'il y avoit de la nécessité à l'insérer ici toute entière, afin que le Lecteur, en les comparant l'une avec l'autre, puisse se faire une idée plus nette des causes & de l'origine des divisions qu'il y eut pendant tout ce Regne, entre le Roi & les Parlemens.

*DECLARATION DU ROI POUR NOTIFIER
à ses Sujets, les causes de la convocation, & de la
dissolution des deux Parlemens.*

21. Juin. „ Le Roi depuis son avènement à la Couronne, a convoqué & assemblée
Rush- „ deux divers Parlemens, dont le premier fut ajourné à Oxford, au mois
worth, „ d'Août 1625. & dissous en ce même lieu. Le second a été commencé au
Vol. I. „ mois de Février dernier, a été continué jusqu'au cinquième ou quinziesme
Pag. 406. „ de Juin, & ensuite dissous par S. M., à son grand regret, & comme il en
„ est persuadé, au grand regret de ses Sujets bien affectionnez. Quoique S. M.
„ sçache bien, que la convocation, l'ajournement, la prorogation, & la dis-
„ solution des Parlemens sont des droits qui lui appartiennent par une Préro-
„ gative indubitable inséparablement attachée à la Couronne Impériale, &
„ qu'il n'est tenu d'en rendre compte qu'à Dieu seul de qui il est le Lieute-
„ nant, & le Vicegérant dans ses Royaumes qui sont, par la divine Provi-
„ dence, commis à ses soins & à son gouvernement; cependant, comme son
„ intention est, avec l'assistance de Dieu, de régler sa conduite, principale-
„ ment dans les affaires qui regardent l'Etat, & le bien du Royaume d'une
„ telle maniere qu'il puisse la justifier, non seulement dans la conscience, &
„ dans les esprits de ses Sujets, mais encore envers tout le monde, il a jugé
„ qu'il étoit à propos, & même nécessaire, dans la situation présente des affai-
„ res du dedans & du dehors, de déclarer précisément & clairement les cau-
„ ses qui l'ont porté à convoquer ces Parlemens, & qui l'ont ensuite contraint
„ de les dissoudre. Il espere que par-là les bouches malicieuses seront fermées,
„ que les soupçons & les craintes de ses fidelles Sujets cesseront, que nos Alliez
„ seront satisfaits, & enfin, que le blâme de ces fâcheux accidens retombera
„ sur ceux qui les ont causez.

„ Lorsque S. M., après la mort du Roi son Pere, parvint à la Couronne,
„ il se trouva engagé dans une Guerre avec un puissant ennemi. Cette Guerre
„ n'avoit pas été entreprise legerement & sans des causes justes & honorables.
„ C'étoit pour défendre la personne & les Etats de S. M., pour soutenir ses
„ Amis & ses Alliez, pour rétablir l'honneur ancien de la Nation Angloise, pour
„ recouvrer le patrimoine de la Sœur de S. M. du Prince son Epoux & de leurs
„ enfans, injustement usurpé sous le prétexte spécieux d'Amitié & d'Alliance,
„ & enfin pour maintenir la vraye Religion. Le feu Roi y avoit été poussé &
„ encouragé par les humbles avis des deux Chambres du Parlement, par leurs
„ protestations & par leurs promesses qu'elles lui donneroient les secours né-
„ cessaires & proportionnez à une entreprise de cette importance pour la sûre-
„ té du Royaume & pour ses Alliez. Mais quand S. M. vint à considérer l'état
„ de ses finances, il se trouva mal pourvû de moyens pour exécuter ces résolu-
„ tions

tions avant que d'être assuré que ces fidèles Sujets le mettroient en état de ménager cette Guerre d'une manière convenable.

» Ainsi, S. M. voulant marcher sur les traces de ses Ancêtres & Prédécesseurs, résolut de convoquer un Parlement avec toute la diligence possible, pour faire des Loix salutaires, pour corriger les abus du Gouvernement, pour connoître exactement les justes Grieffs de son Peuple, & pour s'assurer des sommes qui devoient nécessairement être employées pour le service public. Mais trouvant un Parlement déjà assemblé pendant la vie du Roi son Pere, il auroit souhaité de le continuer pour gagner du tems, & pour expédier plus promptement les affaires importantes dont il s'agissoit, il n'avoit pas été informé par ses Juges & par son Conseil, qu'un tel Parlement pouvoit être sujet à des exceptions, & être regardé comme peu conforme aux Loix & à la Coutume, ce qu'il vouloit éviter. S. M. convoqua donc un nouveau Parlement, se confiant entièrement dans l'affection de son Peuple, & étant comme assuré, que ceux-là mêmes qui avec quelque importunité avoient poussé le Roi son Pere à rompre les Traitez avec l'Espagne, qui s'étoient même servis de l'intercession de S. M. alors Prince, & Membre du Parlement, qui avoient promis de secourir efficacement le Roi son Pere dans cette juste Guerre, que ces mêmes gens, dis-je, auroient accompli leurs engagements, & n'auroient pas voulu souffrir que sa première entreprise, dont on attendoit un heureux succès, eût couru le moindre risque d'échoier par leur faute.

» Le Parlement, après quelques ajournemens causez par des affaires inévitables, s'étant assemblé le 18. de Juin, & ayant pris en considération les divers grands besoins de S. M., dans un tems où l'on commençoit à entrer en action, lui présenta gayement & avec promptitude, comme un gage de son devoir & de sa reconnoissance, & comme les premiers fruits de l'affection de ses Sujets, deux Subsidies entiers que S. M. accepta gracieusement, non seulement à cause de la valeur du présent, mais principalement à cause de la bonne volonté & de la promptitude. Mais dès que S. M. eut considéré plus soigneusement les grandes affaires dans lesquelles il se trouvoit engagé, & dont il ne pouvoit se retirer sans deshonneur & sans dommage, il trouva que cette somme étoit beaucoup au-dessous de ce qui devoit nécessairement être employé pour executer les projets qu'il avoit faits, par l'avis de son Conseil, pendant cette même campagne. Il en fit part à la Chambre des Communes: mais, avant qu'on pût considérer mûrement cette affaire, la crainte de la peste, qui commençoit à se répandre dans les Villes de Londres & de Westminster, avec un grand danger pour les Membres du Parlement, fit que S. M. ne pût le continuer plus long-tems dans le même lieu.

» S. M. ajourna donc le Parlement le 11. de Juillet à Oxford, pour se rassembler le premier jour d'Août. Il avoit choisi cette Ville comme la plus exempte de la peste, & lorsque le Parlement y fut assemblé, S. M. prit soin de faire en sorte que chacun y pût être commodément. Comme S. M. étoit exempt de toute mauvaise pensée contre son Peuple, ainsi que Dieu, le scrutateur des cœurs, le connoit parfaitement, il s'attendoit peu à trouver dans le Parlement des dispositions à interpréter mal ses actions, comme il

« CHARLES I.
1626.

CHARLES I.
1626.

» le trouva effectivement. Car après que le Parlement eut demeuré quelque
» tems assemblé, & que S. M. ayant fait connoître ses besoins aux Commu-
» nés, leur eut demandé un nouveau secours, il les trouva si lentes, si atta-
» chées à tout ce qui pouvoit produire des diversions & des retardemens,
» qu'avant qu'aucune affaire pût être terminée, la peste se répandit dans tout
» le Royaume, & même jusqu'aux portes du Parlement. S. M. jugea donc
» qu'il étoit à propos de préférer la santé & la sûreté de son Peuple aux autres
» affaires plus éloignées, quoique non moins dangereuses pour le Royaume,
» & pour ses Alliez. C'est pourquoi, ne pouvant pas sçavoir par avance quel
» seroit le lieu le plus assuré, ni en quel tems il plairoit à Dieu de faire cesser
» le fleau de la peste, il se résolut à dissoudre le Parlement.

» Ce Parlement étant terminé, S. M. ne cessa pourtant pas de prendre
» le soin qu'il devoit, de ses importantes affaires : au contraire, par les avis
» de son Conseil Privé & du Conseil de Guerre, il continua ses préparatifs
» pour l'exécution de ses premiers desseins. C'est à quoi il employa les deux
» Subsidies qui lui avoient été accordez pour son usage particulier, nonobstant
» le grand besoin qu'il en avoit, vû le fâcheux état où il avoit trouvé son
» Echiquier, à son avènement à la Couronne. Il y ajouta même beaucoup du
» sien, & tout ce qu'il pût emprunter sur son propre crédit, & sur celui de
» quelques-uns de ses Serviteurs, tellement qu'il se vit en état d'exécuter ce
» qui avoit été résolu. Enfin, après beaucoup de retardement, la Flotte mit
» à la voile. Les desseins à quoi elle étoit destinée étoient si bien compassez,
» & le succès étoit si apparent, que S. M. est bien assurée qu'il auroit fait
» voir, non seulement à son Peuple, mais encore à tout le monde, que cette
» entreprise n'avoit pas été formée légèrement. Mais il a plu au Dieu des Ar-
» mées, au bon plaisir duquel S. M. se soumet, & se soumettra toujours, de
» n'accorder pas le succès qu'on avoit attendu. On ne peut pourtant pas dire,
» quoique les Envieux affectent de le publier, que cette expédition ait été en-
» tièrement infructueuse, puisque l'ennemi en a souffert de grandes pertes,
» & que les Alliez en ont retiré d'assez grands avantages. D'ailleurs, elle peut
» contribuer à procurer la Paix à la Chrétienté, ce qui doit être l'unique but
» de la Guerre. De plus, elle peut faciliter l'exécution des autres desseins de
» S. M., si ces commencemens sont appuyez & poursuivis, comme c'est son
» intention, & comme ils ne doivent pas être négligez, selon l'opinion de
» ceux qui sont experts dans ces sortes d'affaires.

» Dieu, par son infinie bonté, ayant enfin fait cesser le fleau de la peste
» dans les Villes de Londres & de Westminster où le Parlement se peut le plus
» commodément assembler, S. M. ne s'aperçût pas plutôt qu'on pouvoit y
» être en sûreté, que dans le milieu de l'Hiver, il résolut de convoquer un
» nouveau Parlement. Il prévoyoit aisément, que, si cette occasion étoit né-
» gligée, les préparatifs ne pourroient pas se faire à propos. Ainsi, le Parle-
» ment s'étant assemblé le 6. de Février, S. M. évita de lui demander rien
» qui eût la moindre apparence de tendre à son propre intérêt. Il se contenta
» de recommander qu'on fit de bonnes Loix, ce qui est pour l'ordinaire le
» motif de la convocation des Parlemens, & la matiere qui leur est pro-
» pre.

» S. M. ne s'attendoit pas qu'on dût passer plusieurs jours, & encore
» moins,

moins , plusieurs semaines , sans faire attention à la sûreté commune du Royaume , aussi-bien que de la Religion qui y est professée , & au soutien de nos Alliez qui doivent , ou souffrir , ou prospérer avec nous. Il croyoit au contraire , qu'on prendroit de bonne heure en considération , ce qui pouvoit conduire à cette fin , d'autant plus que la Chambre Haute représenta aux Communes dans une Conférence , les grands besoins de S. M. Cette Conférence n'ayant rien produit , S. M. fit connoître aux Communes , premièrement par un Message exprès , & ensuite par des Lettres , ce qui étoit nécessaire pour la défense du Royaume , & les Préparatifs qui devoient se faire de bonne heure pour cet effet.

» Après cela , les Communes résolurent , au mois de Mars , d'accorder à S. M. trois Subsidés & trois Quinzièmes. Le 26, d'Avril suivant , elles y ajoutèrent un quatrième Subside , marquant en même tems , les tems des payemens de ces Subsidés , dont le premier devoit commencer le dernier jour de ce présent mois de Juin. Sur cela , S. M. prit ses mesures , suivant les tems des payemens des Subsidés , ordonnant aux Commitez des Seigneurs & du Conseil de Guerre , de hâter leurs résolutions touchant l'exécution de ses desseins. C'est ce qu'ils firent conformément à ses ordres : en sorte qu'il ne manquoit plus que de l'argent pour mettre en mouvement ce qui avoit été résolu. S. M. attendit avec beaucoup de patience que les Communes accomplissent leurs promesses. Mais voyant enfin , que la saison se passoit , & sçachant par les avis qu'il recevoit de tous côtez , que le Roi d'Espagne faisoit des Préparatifs prodigieux pour attaquer l'Angleterre ou l'Irlande , ou tous les deux Royaumes à la fois , & certainement , il seroit difficile de décider laquelle de ces deux entreprises seroit de plus dangereuse conséquence pour nous , S. M. , dis-je , en informa les Communes : il leur fit connoître clairement l'état des affaires , & réitéra plusieurs fois ses sollicitations. Mais cette Chambre , se laissant conduire par les passions violentes de quelques-uns de ses Membres qui n'avoient que leur propre intérêt en vûë , & qui répondoient mal à la confiance que leur Patrie avoit en eux , non seulement négligea , mais refusa même de faire aucune attention aux douces admonitions de S. M. , & ne voulut s'appliquer à autre chose , qu'à la poursuite d'un des Pairs de ce Royaume. C'étoit même avec tant de passion & de désordre , qu'encore que S. M. eût consenti que , selon les Loix , l'affaire fût mise en tel état , que les preuves d'un côté & d'autre pussent la faire décider , les Communes n'en furent pas encore contentes. Mais en cherchant des fautes dans les autres , elles tomberent elles-mêmes dans de plus grandes , en négligeant , non seulement de donner satisfaction à S. M. sur des choses qui concernoient sa Prérogative & sa puissance Royale , mais encore en oubliant entièrement leurs engagements pour la défense du Royaume. Ce fut à cette occasion , que S. M. écrivit à leur Orateur une Lettre datée le 9. de Juin 1626.

» Quoique cette lettre fût lûë publiquement dans la Chambre des Communes , & qu'elle contint une Déclaration claire & précise des gracieuses résolutions de S. M. , le Bill des Subsidés n'y fut pas même lû une seule fois. Au lieu de cela , les Communes préparèrent une Rémontrance , à dessein de la présenter à S. M. , contenant diverses diffamations , quoique palliées par

CHAR-
LES I.
1626.

» des gloses, du gouvernement de S. M. & du Roi son Pere, & plusieurs ex-
» cuses de ce qu'elles n'avoient pas travaillé à l'affaire des Subsidés. Elles ajoû-
» toient même des conditions, quoique colorées de quelques prétextes, pour
» s'opposer aux ordres exprès qu'elles avoient reçus de S. M. Le dessein de
» cette Rémontrance étant parvenu aux oreilles du Roi, il estima, comme il
» en avoit bien sujet, que ce n'étoit autre chose qu'un véritable & parfait re-
» fus d'accomplir leurs promesses touchant le secours. Ainsi, voyant que les
» admonitions, les raisons, les sollicitations, étoient inutiles; que la saison
» pour entrer en action étoit presque passée; que les Communes avoient mis
» elles-mêmes des obstacles invincibles à l'accomplissement de leurs promesses,
» & qu'elles affectoient de regarder comme des interruptions, les gracieux
» Messages de S. M., il a enfin, après une mûre délibération, dissous ce mal-
» heureux Parlement, jugeant bien qu'à l'avenir sa patience ne produiroit
» aucun bon effet. Comme il ne s'est porté à cette extrémité, qu'avec un re-
» gret inexprimable, il ne doute point que ses Sujets fidèles & affectionnez
» n'en ressentent une vive douleur, & ne soient portez à s'en affliger avec
» lui.

» Il a été nécessaire que S. M. rendît publiques toutes ces choses avec
» toutes leurs circonstances, de peur que ce qui a été infortuné en soi-même ne
» le devînt encore plus dans ses conséquences, par la malice de leurs Auteurs,
» & par l'envie des gens mal affectionnez pour cet Etat, & pour la Religion qui
» y est professée, ou même par l'erreur & la jalousie des amis & des fidèles
» Sujets, ce qui seroit d'une conséquence plus dangereuse qu'on ne peut
» l'apercevoir à la première vûe. S. M. connoissant la sincérité & l'intégrité
» de son cœur, pour maintenir l'unité de la Religion professée dans l'Eglise
» Anglicane, & pour la délivrer de toute contagion de Papisme, ou d'infec-
» tion de Schisme, de quoi il a donné de suffisans témoignages, tant par sa
» conduite que par ses actions, a résolu en la présence de Dieu qui connoit
» le fond de son cœur, de travailler à ces choses avec ardeur & avec constan-
» ce. Au reste, en observant la subtilité du Parti contraire, il ne peut s'em-
» pêcher de croire que Joab a eu part à ces desastres, & que les communs
» Incendiaires de la Chrétienté ont adroitement & secrettement semé des
» bruits & des jalousies qui, contre l'intention des Auteurs, comme S. M.
» veut bien l'espérer, ont fait naître ces divisions. Néanmoins, S. M., pour
» la consolation de ses bons Sujets, sur l'affection desquels il se repose entie-
» rement, comme faisant sa plus grande richesse, pour le soutien de ses Alliez
» avec lesquels il veut maintenir les Traitez, du moins quant à leur subs-
» tance, pour décourager les ennemis de sa personne, de son Etat, & de sa
» Religion, a pris la résolution suivante dont il souhaite que tout le monde
» soit informé. C'est, que comme Dieu l'a établi Roi d'un Peuple nombreux
» & d'un grand Etat fameux par Terre & par Mer, & l'a rendu Pere & Pro-
» tecteur des personnes & des biens de ses Sujets, aussi bien que Défenseur
» de la Foi & de la vraie Religion, il veut aussi continuer gayement & constan-
» tement à les défendre & à les protéger, malgré toutes sortes de difficultez
» & d'obstacles, & prendre en main le Sceptre & l'Epée, pour ne pas expo-
» ser un Peuple commis à ses soins, aux desirs insatiables du Roi d'Espagne
» qui aspire depuis long-tems à la Monarchie Universelle, & la conscience de
» ses

ses Sujets, au danger de subir enfin le joug de Rome. Il promet aussi de redresser les justes Griefs de ses Sujets, d'une maniere convenable à un bon Roi. S. M. a donc jugé qu'il étoit à propos de faire connoître toutes ces choses à ses fidèles Sujets, afin qu'ils puissent rendre leurs pensées conformes à la vérité, & leurs discours à leur devoir, touchant la dissolution des deux derniers Parlemens. Donné à Whitehall le treizième ou le vingt-troisième de Juin 1626.

“ CHAR.
“ LES I.
“ 1626.
“
“
“
“

Cette Déclaration, qui me paroît être du même style que les Discours du Lord Coventry Garde du Grand Sceau, embarrasiez par des périodes d'une longueur extraordinaire, & chargez d'un grand nombre de parenthèses, ne contient, sous un grand amas de paroles, que deux choses essentielles. Ce sont les deux causes qui avoient obligé le Roi de dissoudre les deux derniers Parlemens. On y dit, que la peste, qui s'étoit approchée d'Oxford, avoit causé la cassation du premier. Mais cette raison, qui paroît avoir quelque plausibilité, ne prouve tout au plus que la nécessité de discontinuer le Parlement, ce qui pouvoit se faire, par une prorogation, aussi aisément que par une entière dissolution. En second lieu, lorsque cette Déclaration fut publiée, tout le monde sçavoit ce que les Communes avoient publié dans leur Rémontrance, que le but de la dissolution du premier Parlement avoit été d'éloigner du suivant, les Membres qui avoient été contraires au Duc de Buckingham, en les faisant nommer pour Sherifs dans leurs Provinces. Quant à la cassation du second, elle est uniquement fondée dans la Déclaration, sur ce qu'il avoit plû au Roi de regarder comme un refus absolu, le délai des Communes à lui fournir de l'argent, quoiqu'elles assurassent le contraire. Mais personne n'étoit assez aveugle pour ne pas s'appercevoir, que la demande des Communes, qu'il plût au Roi d'éloigner le Duc de Buckingham de sa présence, & la crainte du mauvais succès de l'accusation intentée contre le Duc, ne fussent les véritables causes de cette dissolution. Ainsi, la Déclaration fit très-peu d'effet parmi le Peuple, qui d'ailleurs ne craignoit en aucune maniere la prétendue invasion de l'Angleterre ou de l'Irlande par les Espagnols, quoique le Roi fit tous ses efforts pour lui inspirer cette crainte. C'étoit une chose assez extraordinaire, que, dans l'espace d'un peu plus d'un an, la Guerre qui avoit été entreprise pour recouvrer le Palatinat, se fût changée en une Guerre défensive, pour sauver les Etats du Roi, & pour maintenir la Religion Anglicane, quoique les Anglois n'eussent encore reçu aucun échec.

Observa-
tions sur
cette Dé-
claration.

Peu de jours après que cette Déclaration eut été publiée, on vit paroître deux Proclamations qui fournirent assez de matiere aux discours de ceux qui n'étoient pas Partisans de la Cour. Par la premiere, le Roi défendoit à tous ses Sujets de garder aucune copie de la Remontrance des Communes, sous peine de sa plus grande indignation. Mais ces précautions ne servent pour l'ordinaire qu'à faire conserver les Ecrits défendus, avec plus de soin. La défense du Roi n'a pû empêcher que cette Remontrance ne soit parvenue jusqu'à nous.

Proclama-
tion pour
supprimer
la Rémon-
trance.
Rushworth,
Vol. I. p. 411.

La seconde Proclamation contenoit des défenses très-expresses de prêcher ou de disputer sur les Articles controversez de l'Arminianisme, soit pour les attaquer ou pour les défendre, sous prétexte que ces sortes de disputes ne fai-

Autre pour
défendre de
disputer
pour ou

CHARLES
I.
1626.
contre l'Ar-
minianif-
me.
Ibid. p. 412.

soient qu'aigrir les esprits. Mais bien des gens étoient persuadés que *Laud* Evêque de Londres, & *Neal* Evêque de Winchester avoient obtenu cette Défense du Roi pour avoir occasion d'opprimer les Ministres Orthodoxes qui s'émanciperoient à y désobéir, pendant qu'on fermeroit les yeux à la désobéissance du Parti contraire. Il est certain que le Parlement suivant se plaignit au Roi que les Ministres Orthodoxes étoient interdits pour avoir désobéi à la Proclamation, & que les Arminiens étoient tolérés & encouragés. Ces affaires étoient de la dépendance de la Haute Commission presque toute composée des créatures de *Laud* & de *Neal* Chefs & Protecteurs des Arminiens, ou du moins, ils étoient regardez comme tels.

Le Roi évi-
te qu'on
n'accuse le
Duc à la
Chambre
Etoilée.

Cependant le Roi avoit expressément ordonné au Procureur Général, de présenter à la Chambre Etoilée une information contre le Duc de Buckingham, pour avoir fait prendre au feu Roi les remèdes dont il a été parlé ci-dessus. Mais en même tems, il fit en sorte que cette affaire ne fut point jugée.

Moyens
dont le Roi
se sert pour
recouvrer
de l'argent.

Le Roi n'ayant reçu aucun secours du Parlement, parce qu'il n'avoit pas voulu l'acheter au prix auquel la Chambre des Communes l'avoit mis, se trouvoit fort à l'étroit. Il avoit à soutenir la Guerre contre la Maison d'Autriche, à fournir à ses Alliez les secours auxquels il s'étoit engagé, à mettre ses Royaumes en état de défense. Tout cela ne pouvant se faire avec ses revenus ordinaires, il fallut avoir recours à des expédiens pour faire venir de l'argent dans ses coffres. J'en marquerai ici quelques-uns tout d'une suite, quoiqu'ils n'aient pas été tous trouvez dans un même tems.

Composi-
tion avec les
Récusans.
Rushworth,
Vol. I. pag.
413.

Le premier fut une Proclamation qui défendoit de présenter au Roi aucune Requête qui tendît à la diminution de ses revenus.

Le second, une Commission qui fut établie pour composer avec les Papistes Récusans, non seulement pour toutes les offenses commises depuis la dixième année du Règne précédent, mais même pour celles qu'ils pourroient commettre à l'avenir. Cette Commission étoit directement contraire à la promesse qu'il avoit faite au Parlement d'Oxford, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus. Mais comme il n'avoit pu obtenir de l'argent du dernier Parlement que sous des conditions auxquelles il n'avoit pas jugé à propos de se soumettre, il se croyoit autorisé à en chercher par d'autres voyes.

Renouvel-
lement des
Fermes.

Le troisième fut un Ordre de renouveler toutes les fermes de ses Terres, afin que chaque Tenancier fût obligé de lui payer une certaine somme, à proportion des Terres de la Couronne qu'il possédoit.

Emprunts
aux Sei-
gneurs.

Le quatrième, un emprunt à chacun des Pairs d'une certaine somme, pour la défense du Royaume. Mais la tentative qu'il fit pour emprunter cent mille livres sterling à la Ville de Londres, ne lui réussit pas, la Ville s'en étant excusée.

Imposition
sur les Vil-
les mariti-
mes.

Le cinquième fut, une imposition sur chaque Ville, où il y avoit un Port de Mer, sous prétexte d'équiper & d'entretenir un certain nombre de Vaisseaux pour protéger le commerce. La Ville de Londres qui avoit refusé de prêter de l'argent au Roi, fut taxée à l'entretien de vingt Navires, ou du moins à payer l'argent nécessaire pour cela. Comme cette imposition étoit particulière aux Villes maritimes, plusieurs des habitans de ces Villes se retiroient ailleurs : mais il leur fut enjoint par une Proclamation, de retourner dans leurs Villes respectives.

Enfin,

Enfin, le Conseil donna un ordre très-sevère pour faire continuer le paiement du Tonnage & Pondage, quoique le Roi n'en eût pas encore obtenu l'ottroi du Parlement, qu'il ne l'eût jamais demandé, & que les Communes eussent regardé la levée de ce droit comme un Grief, dans la Remontrance qu'elles avoient préparée.

Mais afin de faire comprendre au Peuple que c'étoit par une pure nécessité que le Roi employoit ces moyens extraordinaires pour recouvrer de l'argent, le Roi ordonna un jour de jeûne pour détourner les Jugemens de Dieu prêts à fondre sur le Royaume par la prétendue invasion dont il étoit menacé. Cela lui fournit aussi un prétexte pour ordonner d'armer les Milices & de les mettre en état de résister aux attaques des ennemis du dehors, & de s'opposer aux révoltes des Sujets, s'il en arrivoit quelque-une. Car la Cour n'étoit pas sans crainte de quelque remuement.

Les moyens dont le Roi s'étoit servi jusqu'alors pour recouvrer de l'argent, ne se trouverent pas suffisans pour le tirer du nouvel embarras que lui causa un événement auquel il ne s'étoit pas attendu. Le Roi de Dannemarck son Oncle, qu'il avoit engagé à faire la Guerre à l'Empereur, perdit le 27. d'Août une Bataille contre le Comte de Tilly qui mit son Armée en déroute, & lui prit tout son bagage & toute son Artillerie. Cet accident mit Charles dans la nécessité de trouver de l'argent pour soutenir le Roi son Oncle qui se trouvoit dans une très-fâcheuse situation, & qui ne pouvoit éviter de faire la Paix avec l'Empereur, à moins qu'il ne fût promptement secouru. Le moyen qui fut jugé le plus propre pour subvenir à ce pressant besoin, fut de faire un emprunt général dans tout le Royaume, & de taxer chaque Particulier à la même somme qu'il avoit accoutumé de payer pour les Subsidés accordez au Roi par le Parlement. Il est vrai que le Roi promit sur sa parole Royale, que tout cet argent seroit rendu sans aucune diminution : mais tout le monde ne comptoit pas sur l'exécution de cette promesse, ainsi qu'il parut bien dans la suite. Le Roi même & son Conseil s'attendoient à rencontrer bien des obstacles à l'exécution de ce projet, ces sortes d'emprunts forcez ne pouvant être agréables au Peuple. On craignoit d'ailleurs que cette maniere de lever de l'argent sur les Sujets, ne rendit enfin les Parlemens inutiles. Par cette raison, le Conseil jugea qu'il étoit à propos de se servir de trois moyens pour réussir dans ce projet : 1. de quelque artifice pour engager les Sujets autant qu'il seroit possible, à prêter volontairement : 2. de la crainte pour intimider les esprits irrésolus : 3. de la rigueur pour contraindre les plus opiniâtres. Ce furent-là les fondemens des Instructions que le Conseil donna aux Commissaires députez dans les diverses Provinces, pour aller faire la levée de ces emprunts. Voici ces Instructions.

I. Qu'ils prêtent eux-mêmes à S. M. les sommes qu'on leur demande, & qu'ils s'y engagent par leurs Signatures, afin que quand ils demanderont aux autres l'argent que S. M. veut emprunter, ils puissent faire voir qu'ils ne s'en exemptent pas eux-mêmes.

II. Que pour assigner à chacun ce qu'il doit prêter, ils prennent pour direction le Livre qui a été fait pour le paiement du dernier Subside, c'est-à-dire, qu'ils demandent par voye d'emprunt, les mêmes sommes auxquelles chacun a été taxé pour le Subside accordé par le Parlement. Par exemple, celui

CHARLES
I.
1626.
Continuation du
Tonnage &
Pondage.

Ordre pour
un jour de
jeûne.

Ordre pour
tenir les
Milices en
bon état.

Défaite du
Roi de Dan-
nemarck
Oncle du
Roi.

Emprunt
général &
forcé.
Rushworth,
Vol. I. p. 415.

Instructions
pour lever
l'argent des
emprunts.
Ibid. p. 418.

CHARLES
I.
1626.

celui dont les biens mobiliers ont été estimez cent livres sterling , doit prêter cent marcs , & celui dont les Terres ont été évaluées à 100. livres sterling de revenu , doit prêter cent livres.

III. Qu'ils fassent tous leurs efforts pour persuader à chacun de prêter volontairement , en faisant entendre la nécessité absolue où le Roi se trouve de se servir de ce moyen ; que l'honneur de la Nation , la sûreté du Roi & du Peuple , la conservation de nos Alliez engagez dans la même cause , y sont également intéressés , & qu'il n'est pas tems de disputer , mais d'agir.

IV. Qu'ils fixent le terme du paiement à quinze jours , & qu'ils tâchent de persuader aux plus aisés de payer toute leur taxe à une seule fois , afin de subvenir d'autant plutôt aux besoins de S. M. Ils pourront néanmoins , accepter la moitié du paiement dans quinze jours , & donner du tems pour l'autre moitié jusqu'au 20. du mois de Décembre prochain.

V. Qu'ils traitent à part avec chacun de ceux qui doivent prêter , & non pas en présence des autres , à moins qu'ils n'en ayent quelque bonne raison. S'ils trouvent des gens qui refusent de prêter , & qui , par des délais & des excuses , persistent dans leur opiniâtreté , ils les examineront sous Serment , pour sçavoir si quelqu'un leur a parlé pour leur persuader ou de refuser , ou de chercher des excuses pour se dispenser de prêter ; qui sont ceux qui leur ont parlé , dequelles paroles ils se sont servis pour les persuader. Qu'ils défendent à ces gens-là , de la part du Roi , & sous leur Serment d'Allégeance , de découvrir à qui que ce soit , ce qu'ils ont répondu quand on leur a demandé l'emprunt.

VI. Qu'ils usent d'un grand discernement pour commencer par ceux qui , selon les apparences , doivent donner de bons exemples , & quand ils auront un bon nombre de signatures apposées à la Liste des prêteurs , qu'ils les montrent à d'autres , afin de les porter aussi à signer.

VII. Qu'ils fassent leurs efforts pour découvrir , si quelqu'un , publiquement ou en secret , a travaillé à en dissuader d'autres , ou à se plaindre de cette méthode , ou à s'opposer à la bonne disposition des autres. Qu'autant qu'il leur sera possible , ils empêchent qu'on ne s'entretienne sur ce sujet. Qu'ils notifient au Conseil par écrit , les noms , les qualitez , les lieux d'habitation de ceux qu'ils trouveront refractaires , en toute diligence , & particulièrement , s'ils découvrent qu'il se trame quelque confédération pour s'opposer à l'emprunt.

VIII. Qu'ils fassent connoître à chacun , que Sa Majesté veut bien , en considération de ce prêt , se dispenser des sommes qu'il avoit demandées par voye de *Benevolence* & en pur don , de sorte que ce qui a été déjà payé pour ce regard sera compté comme faisant partie du prêt , & que si ce qui a été payé excède la somme qui est présentement demandée , Sa Majesté rendra le surplus sans aucuns frais. Il en est de même des sommes que le Roi a demandées par des ordres sous le Sceau Privé , si on en a payé quelque une , Sa Majesté voulant que ces sommes soient imputées sur le Prêt , comme en faisant une partie.

IX. Qu'ils n'admettent aucun procès au sujet de l'emprunt , ni aucune raison pour diminuer la somme demandée , la nécessité ne permettant point qu'on entre dans de semblables contestations qui ne feroient que distraire & détourner les Sherifs.

X.

X. Enfin, il est ordonné aux Commissaires, sur leur Serment d'Allégeance, de tenir ces Instructions secrètes, sans les découvrir à qui que ce soit.

CHARLES
I.
1626.

Pour faciliter ces emprunts, on prit soin de publier une Liste de ceux qui avoient souscrit volontairement afin de donner un bon exemple aux autres, & tous les Pairs & les Gentils-hommes eurent ordre de se tenir dans leurs maisons de Campagne, afin que leur absence n'apportât ni délai ni obstacle aux souscriptions. Le Chevalier *Randolph Crew*, premier Juge du Royaume, ayant témoigné peu de disposition à se soumettre à cet emprunt, fut dépouillé de sa Charge qui fut donnée à Nicolas Hyde. Le Roi crut qu'il étoit nécessaire de faire voir par cet exemple, qu'il ne vouloit point admettre d'excuse.

Un refusant
puni.

Outre cet exemple, la Cour se servit, pour faciliter les emprunts, de quelques autres moyens qui, selon les apparences, ne doivent pas être moins efficaces. Le premier fut de loger les Soldats de l'Armée par billets, chez les Particuliers, contre la coutume constante d'Angleterre, où les Particuliers, les Cabaretiers exceptez, ont le Privilège de n'être point obligé de loger les Soldats, si ce n'est volontairement. On peut aisément juger que ceux qui témoignent de la répugnance à prêter de l'argent au Roi, n'étoient pas fort épargnez dans ces logemens, & que les Soldats qu'ils logeoient chez eux prenoient assez soin de leur faire sentir à quoi ils s'exposent en désobéissant au Roi. De plus, ceux qui souffroient quelques violences de la part de ces fâcheux hôtes, ne pouvoient pas les appeler en Justice devant les Juges ordinaires; mais par les ordres exprès du Roi, ils étoient obligez de s'adresser au Conseil de Guerre, de sorte que les Officiers étoient les seuls Juges de leurs Soldats. C'est ce qui ne se pratique jamais en Angleterre, où les Conseils de Guerre n'ont aucune juridiction, qu'autant qu'il plaît au Parlement de leur en donner par un Acte exprès, dans les occasions, & pour le tems qu'il juge convenable. Enfin, il paroissoit manifestement, que le Roi n'en vouloit point avoir le démenti, & qu'il vouloit être maître de lever de l'argent sur ses Sujets, de la manière qu'il le trouvoit à propos. Il est vrai qu'il s'appuyoit sur quelques préjugés. Mais il suffisoit que, depuis plusieurs siècles, quelqu'un de ses Prédécesseurs eût pratiqué quelqu'un de ces moyens, soit par pure nécessité, ou autrement, pour qu'il regardât ce préjugé comme un fondement de son droit, & comme une Prérogative de la Couronne. Malgré tout cela, le Peuple en général étoit si opposé aux emprunts, que l'argent ne venoit que bien lentement dans les coffres du Roi. La Cour se vit donc obligée d'employer un remède plus violent, pour forcer les plus opiniâtres. Ce fut d'ordonner que ceux d'entre les Bourgeois qui refuseroient de se soumettre à l'emprunt fussent enrollez comme Soldats, pour servir le Roi dans ses troupes. Quant aux gens distinguez par leur bien ou par leur naissance ils furent citez devant le Conseil, qui, sur un second refus de prêter de l'argent, les relegua dans des Provinces éloignées du lieu de leur habitation, & ceux qui refuserent de se soumettre, à la relégation, furent enfermez dans diverses prisons de Londres. Le Chevalier *Thomas Wentworth*, qu'on vit ensuite Comte de Strafford & zélé Partisan du Roi, fut du nombre de ces Releguez.

Les Soldats
sont logez
chez les Par-
ticuliers.
Rushworth,
Vol. I. p. 419.

1627.
Ceux qui
refusent de
prêter sont
enrollez
malgré eux,
ou rele-
guez, ou
emprison-
nez.

CHARLES

I

1627.

Doctrine
outrée sur
l'obéissance
passive,
prêchée pu-
bliquement
par Sibthorp
& Manwaring.
Rushworth,
Vol. I. p. 422.

Outre ces moyens, la Cour en employa encore un autre dont elle espéra de tirer de grands avantages, mais qui au fond fit au Roi plus de mal que de bien. Ce fut de faire prêcher par des Ministres gagez, comme une Doctrine tirée de l'Ecriture Sainte, que les Sujets étoient obligez d'obéir au Roi dans tout ce qu'il commandoit, sans rien examiner. Deux de ces Ministres se distinguèrent par les Sermons, qu'ils prononcèrent sur cette matière. Le Docteur Sibthorp, l'un de ces deux, dit entre autres choses dans un Sermon : *Que c'est au Prince qui est le Chef, & qui fait la Cour & le Conseil, à faire les Loix : Ecclef. C. VIII. vs. 3. & 4. Le Prince fait tout ce qu'il lui plaît. Là où est le Commandement du Roi, là est aussi la Puissance, & qui lui dira que fais tu ? Si les Princes commandent quelque chose que les Sujets ne peuvent faire, parce qu'elle est contraire, ou aux Commandemens de Dieu, ou aux Loix de la Nature, ou qu'elles sont impossibles, les Sujets sont néanmoins obligez de souffrir la punition de leur désobéissance, sans résister, sans se plaindre, sans murmurer, & ainsi, se soumettre à une obéissance passive, dans les cas où il ne peuvent pas rendre une obéissance active. Je ne connois point d'autres cas que ceux dont je viens de parler, dans lesquels les Sujets ne soient pas obligez de rendre à leur Prince une obéissance active.*

Mais le Docteur Manwaring s'expliqua encore plus ouvertement dans un de ses Sermons. Il dit, *Que le Roi n'étoit pas obligé d'observer les Loix du Royaume touchant les droits & les Privileges des Sujets. Que la volonté Royale, & le Commandement du Roi, quand il impose des taxes, ou qu'il emprunte de l'argent, obligent les consciences des Sujets sous peine de la damnation éternelle. Que ceux qui refusent de prêter les sommes à quoi ils sont taxez, commettent une grievée offense contre la Loi de Dieu, & la suprême autorité du Roi, & se rendent coupables d'impiété, de déloyauté, & de rébellion. Que l'autorité du Parlement n'est point nécessaire pour lever des taxes & des Subsidies, & que les lentes procédures de ces grandes Assemblées ne sont nullement propres à secourir l'Etat dans les nécessitez urgentes : qu'au contraire, elles ne font qu'apporter divers obstacles aux desseins du Prince.*

L'Archevê-
que est sus-
pendu pour
avoir refusé
son appro-
bation au
Sermon de
Sibthorp.

Franklin
Annales de
Charles I.
Apologie de
l'Archevê-
que.
Rushworth,
Vol. I. p. 434.

On a de la peine à se persuader qu'une telle Doctrine ait été prêchée publiquement en Angleterre, ou du moins on s'imagine d'abord, que ces Prédicateurs étoient des gens sans aveu, qui cherchoient à se rendre agréables à la Cour, & qu'ils n'en étoient pas ouvertement approuvez. Mais on est contraint de quitter cette pensée, quand on considère qu'Abbot, Archevêque de Cantorbéri, fut suspendu de toutes ses fonctions Archiépiscolales, & relegué dans une de ses maisons de Campagne, pour avoir refusé son approbation au Sermon de Sibthorp : que Manwaring, après avoir été condamné par la Chambre Haute dans le Parlement suivant, à une amende de mille livres sterling, à faire une réparation publique aux Barres des deux Chambres, & à être mis en prison, après avoir été suspendu pour trois ans, & déclaré indigne de tout Emploi Ecclésiastique ou Civil, obtint néanmoins son pardon du Roi, avec un bon Bénéfice, & ensuite un Evêché. On ne peut donc s'empêcher de juger que la Doctrine prêchée par ces Ministres étoit approuvée, soutenue, & favorisée par la Cour. En effet, la conduite du Roi & de ses Ministres faisoit voir manifestement, que leur intention étoit d'établir un pouvoir despotique en mettant le Roi au-dessus des Loix. C'est de quoi on verra encore d'autres preuves dans la suite.

Malgré

Malgré l'espérance dont le Roi se flattoit de réussir enfin dans son projet, il n'étoit pas à son aise, la Guerre qu'il avoit entreprise pour recouvrer le Palatinat, se pouffoit si lentement & avec si peu de succès, qu'il étoit aisé de juger qu'en la continuant de la même maniere, il ne viendrait jamais à bout de ce qu'il s'étoit proposé. Jusqu'alors, tout lui avoit mal succédé. L'Armée de douze mille hommes qu'il avoit voulu envoyer dans le Palatinat sous le Comte de Mansfeldt, étoit périë, faute d'avoir pris d'assez bonnes mesures pour la faire passer en ce Pais-là, ainsi qu'on l'a vû dans le Regne du Roi Jacques. L'expédition projetée contre Cadix & contre la Flotte Espagnole des Indes n'avoit pas eu un meilleur succès. Le Roi de Dannemarck, après avoir commencé la Guerre contre l'Empereur, à la sollicitation du Roi d'Angleterre son Neveu, avoit été battu à plate couture. Les Provinces Unies des Pais-Bas alliées de l'Angleterre avoient plus besoin de secours qu'elles n'étoient en état d'en donner. Louis XIII. n'avoit flaté le Roi d'Angleterre de l'espérance d'une Ligue contre la Maison d'Autriche que pour tirer un meilleur parti des Espagnols en Italie, & depuis qu'il avoit conclu la Paix en ce Pais-là, il ne témoignoit pas le moindre panchant à se liguier avec l'Angleterre pour lui procurer le recouvrement du Palatinat. Ainsi, Charles se voyoit de plus en plus éloigné de l'exécution de ses grands projets. Ajoutons encore, que la cassation de ses deux premiers Parlemens, sans en avoir tiré les secours qu'il en avoit attendus, le rendoit méprisable à ses voisins. Il n'y en avoit point qui s'empresât à s'unir étroitement avec un Prince qui avoit eu l'imprudence de se broüiller avec ses Sujets, dans un tems où leurs secours lui étoient les plus nécessaires. Enfin, quoi qu'il eût prétendu se délivrer du joug des Parlemens, & se mettre en état de tirer autant d'argent qu'il voudroit de ses Sujets, par les voyes qu'il avoit imaginées, il s'apercevoit de jour en jour; qu'il avoit mal pris ses mesures. L'argent des emprunts ne venoit que très-lentement. Il falloit pour le lever, user continuellement de rigueur & de violence, la plupart des Anglois refusant de se soumettre volontairement à un pouvoir qu'ils croyoient contraire à leurs libertez & à leurs Loix. La Cour se voyoit donc contrainte de ménager les exemples de rigueur contre les désobéissans, d'une telle maniere, qu'ils ne causassent point de révolte ouverte, de peur que si elle commençoit en quelque endroit, elle ne se répandit dans tout le Royaume.

Il semble que dans la situation où le Roi se trouvoit, il n'avoit qu'un de ces deux partis à prendre, ou de s'accommoder avec son Peuple ou de faire la Paix avec l'Espagne. En prenant le premier, il se feroit mis en état de pousser avec plus de vigueur la Guerre qu'il avoit entreprise. Par le second, il se feroit délivré de l'embarras où il se trouvoit ou de demander des secours extraordinaires à son Parlement, ou de recouvrer de l'argent par des moyens inusitez qui lui attiroient la haine du Peuple. Mais ces deux partis étoient opposés à son honneur, à son humeur, à son caractère, à ses projets, aux intérêts de son Favori & de ses autres Ministres. Quant au premier, je croi pouvoir assurer qu'il avoit formé le projet d'établir en Angleterre un pouvoir despotique. Je ne m'amuserai pas à le prouver. J'aime mieux que le Lecteur en juge lui-même par les propres Discours du Roi, par ses Messages à la Chambre des Communes, par sa conduite, & pas celle de ses Ministres &

CHARLES
I.
1627.
Etat des
affaires du
Roi, au de-
hors & au
dedans.

Raisons de
la conduite
du Roi.

CHARLES
I.
1627.

de son Conseil. Ce qu'on a vû jusqu'ici en peut donner quelque idée : mais ce qu'on verra dans la suite , en fournira , comme il me le semble , des preuves incontestables. Cela supposé , Charles ne pouvoit se défaire des principes qu'il avoit succez avec le lait , qui s'étoient fortifiez dans son ame par les instructions & par les exemples du Roi son Pere , sans abandonner les projets qu'il avoit faits , & sans se faire un nouveau plan de gouvernement , directement opposé à son humeur & à son inclination. Pour s'accommoder avec son Peuple , il auroit fallu acquiescer aux maximes du Parlement qui faisoit sans cesse valoir les Loix du Royaume & les libertez des Sujets , & s'astreindre à devenir , s'il faut ainsi dire , moins Roi qu'il ne l'avoit été jusqu'alors , & moins qu'il ne croyoit avoir droit de l'être. C'étoit une chose trop contraire à son humeur , que de souffrir qu'on disputât en toutes occasions , sur l'étendue de la Prérogative Royale. Il n'étoit pas moins délicat sur cet Article que le Roi son Pere , ou pour mieux dire , il l'étoit plus. D'ailleurs , le Duc de Buckingham , qui avoit un grand pouvoir sur lui , sentoît bien , que l'accommodement entre le Roi & le Peuple ne pouvoit qu'être suivi de sa propre ruïne. Les autres Ministres , qui étoient tous ses créatures , comprenoient bien aussi que leur conservation dépendoit de celle du Favori , & que la faveur du Favori ne pouvoit subsister avec une bonne intelligence entre le Roi & son Peuple. Il auroit donc fallu que le Roi , pour se tirer de ce labyrinthe , fût devenu , pour ainsi dire , un tout autre homme ; qu'il eût changé de maximes ; qu'il eût eu assez de force d'esprit pour bien discerner ses véritables intérêts de ceux de son Favori & de ses Ministres , & assez de fermeté pour pouvoir se passer de leur secours , & pour suivre des conseils plus agréables à ses Sujets. Mais c'étoit une chose impossible , vû le caractère du Roi qui paroissoit alors d'un naturel inflexible. Il reconnut dans la suite , qu'il s'étoit engagé dans une mauvaise route : mais ce ne fut que lorsqu'il ne fut plus tems de s'en tirer.

Intérêts du
Favori &
des Minis-
tres.

Le Roi se
détermine à
faire la
Guerre à la
France.
Rushworth,
Vol. I. p. 424.
Il tâche
d'engager

Quant à l'autre parti dont j'ai parlé ci-dessus , qui étoit de faire la Paix avec l'Espagne , outre que le Roi croyoit son honneur engagé à soutenir une Guerre dont il étoit l'unique Auteur , quoi qu'il affectât sans cesse de l'attribuer au Parlement , cette Paix se trouvoit entièrement contraire à ses intérêts particuliers. Quelque peu de succès qu'il eût lieu d'attendre de la continuation de la Guerre , dans les circonstances où il se trouvoit , elle lui servoit de prétexte pour lever de l'argent sur son Peuple , & lui donnoit les moyens de mettre en pratique les projets qu'il avoit formez pour établir une puissance absolue. D'un autre côté , son Favori & les Ministres ayant intérêt de le tenir brouillé avec son Peuple , auquel ils étoient tous très-odieux , ne pouvoient mieux y réussir , qu'en le tenant dans la nécessité indispensable de lever de l'argent sur ses Sujets , sans la concurrence du Parlement.

L'effet de cette politique parut manifestement dans le tems même dont je parle. Au lieu de persuader au Roi de faire la Paix avec l'Espagne , on l'engagea insensiblement à déclarer la Guerre à la France , dans un tems où il ne sçavoit de quel côté se tourner , pour continuer celle qu'il avoit commencée contre la Maison d'Autriche. Afin d'engager la France à fournir quelque prétexte pour la rupture qu'on méditoit en Angleterre , le Roi , sur quelque mécontentement qu'il reçut des Chapelains & des Domestiques François de la

la Reine, les congédia tous, après leur avoir payé leurs gages. Le Roi de France ressentit vivement cette contravention manifeste au Traité de Marienne; mais néanmoins, il ne fit aucune démarche qui put faire juger qu'il eût dessein de s'en venger par la voye des armes. Ainsi le mécontentement reçu des Domestiques de la Reine, qui avoient été assez bien châtiés, ne pouvoit servir de prétexte à la rupture du côté de l'Angleterre, puisque c'étoit au contraire, la France qui avoit sujet de se plaindre de la contravention au Traité. N'importe, on avoit dessein de faire la Guerre à la France sous prétexte de soutenir les Huguenots qui étoient opprimés, & menacés d'une entière ruine. Mais quand on considère le caractère du Roi, du Favori, & des Ministres, on ne peut gueres se persuader que le désir de maintenir la Religion Protestante, telle qu'elle étoit établie en France, fût le véritable motif de cette Guerre. Le Roi & toute sa Cour haïssoient mortellement les Presbyteriens. Le Duc de Buckingham n'avoit proprement aucune Religion. Weston & Conway étoient Catholiques, Laud & Neal croyoient qu'il n'étoit pas possible de faire son salut hors de l'Eglise Anglicane. Comment pourroit-on donc se persuader que tous ces gens-là, qui étoient les plus intimes Conseillers du Roi, eussent uni leurs Conseils pour soutenir en France une Religion pour laquelle ils avoient un souverain mépris? Il est beaucoup plus vraisemblable, que les Ministres du Roi, voyant peu d'apparence à recouvrer le Palatinat par les armes, & craignant que le Roi ne se lassât enfin de la Guerre infructueuse qu'il avoit entreprise contre l'Espagne, l'engagerent à porter ses armes en France, afin de le tenir toujours dans la nécessité de lever de l'argent par des moyens extraordinaires, & de perpétuer par-là sa mésintelligence avec ses Sujets, de laquelle la continuation de leur crédit dépendoit absolument. Mais j'avoue que ce n'est qu'une conjecture. On allégué une autre cause de cette Guerre avec la France. C'est l'orgueil du Duc de Buckingham qui ayant été envoyé à Paris pour conduire la Reine en Angleterre, étoit devenu amoureux d'Anne d'Autriche femme de Louis XIII. & avoit eu la hardiesse de lui faire connoître sa passion. On prétend, que la Cour de France le fit menacer d'un châtiment digne de son insolence, & qu'on ne voulut plus lui laisser voir la Reine, mais qu'il jura qu'il la verroit malgré qu'on en eût. C'est à ce Serment qu'on attribue la résolution qu'il fit prendre au Roi son Maître de faire la Guerre à la France, dans l'espérance que cette Guerre tourneroit assez heureusement pour lui donner lieu d'accomplir son Serment. J'avoue que je trouve bien peu de vraisemblance dans ce prétendu projet, dont néanmoins Mylord Clarendon n'a pas dédaigné de parler.

La Guerre contre la France étant résolue, le Roi en déclara les causes à son Conseil, sçavoir,

I. *Que la Maison d'Autriche avoit eu assez d'influence dans les Conseils du Roi de France pour l'empêcher de donner passage au Comte de Mansfeldt qui avoit ordre de se rendre dans le Palatinat, quoique Louis se fût engagé à joindre ses forces à celle d'Angleterre, & que ce refus avoit été cause de la perte de cette Armée.*

J'ai parlé de cette affaire dans le Regne de Jacques I. & j'ai fait voir que c'étoit une bevue du Conseil d'Angleterre d'avoir fait le même fond sur des paroles générales, que sur un Traité. D'ailleurs, le Roi s'avisait bien tard

CHARLES
I.
1627.
la Cour de
France à lui
en fournir
un prétexte.

Prétexte de
la Guerre
contre la
France.

Raisons des
Ministres.

Autre cause
de la Guerre,
peu vraisemblable.

Le Roi déclare au
Conseil les
causes de sa
résolution.
I. Cause.

Observation sur cette cause.

CHARLES

I.

1527.

2. Cause.

de vouloir se venger de ce prétendu affront qui ne l'avoit pas empêché d'empousser la Sœur du Roi de France.

II. *Que Sa Majesté ayant, par sa médiation, procuré la Paix entre le Roi de France & ses Sujets Huguenots, & ayant engagé sa parole pour ceux-ci qu'ils en observeroient les conditions, le Roi de France n'avoit pas laissé de bloquer leurs Villes de sûreté, & de les opprimer, quoi que de leur côté, ils n'eussent pas violé la Paix.*

Observation.

Il est bien vrai qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre de soutenir les Huguenots injustement opprimez. Mais par quelle Loi, un Prince, qui a procuré une Paix entre deux ennemis, & qui ne s'est pas rendu garant de l'exécution des deux côtes, est-il en droit de faire la Guerre à une des Parties qui l'a violée ? Si le Roi s'étoit contenté de dire que l'intérêt de l'Angleterre ne souffroit pas que les Huguenots fussent opprimez, cette raison tirée de la Politique auroit pu être approuvée. Mais il y a une grande différence entre l'intérêt qu'on a de faire une chose, & le droit de la faire.

3. Cause.

III. *Que les François s'étoient emparez en pleine Paix, de cent vingt & un vaisseaux Anglois.*

Observation.

Le Roi passoit ici sous silence, que les François n'avoient agi que par représailles, & que les Anglois avoient été agresseurs, comme le Parlement s'en étoit plaint au Roi-même. Il est donc manifeste, que les causes de cette Guerre ne pouvoient être plus frivoles.

Dessain de
mettre les
Anglois en
possession
de la Ro-
chelle.

Le dessain du Roi étoit d'envoyer une Flotte à la Rochelle, sous prétexte de secourir cette Ville qui étoit menacée d'un Siège. C'étoient Monsieur de Soubize, & Saint Blancard Gentilhomme de Languedoc, qui avoient ménagé cette affaire à la Cour d'Angleterre, sans la participation des Rochelois. Cela donne lieu de soupçonner, que leur intention étoit de mettre cette Ville entre les mains des Anglois, sous prétexte de lui donner du secours. Quoi qu'il en soit, cette affaire étoit tenue fort secrète, & depuis le mois d'Avril, on travailloit avec toute la diligence possible à l'équipement de la Flotte sans que personne pût pénétrer à quoi elle étoit destinée. Lorsqu'elle fut prête, le Roi fit expédier pour le Duc de Buckingham, une Commission qui marquoit bien qu'on vouloit tenir l'affaire secrète. Par cette Commission le Duc étoit établi Amiral de la Flotte, & Général des troupes qui y seroient embarquées, pour recouvrer le Palatinat, selon les instructions particulieres qu'il recevroit de Sa Majesté.

Les Ro-
chellois re-
fusent aux
Anglois de
les recevoir.

Cette Flotte consistant en plus de cent voiles, & sur laquelle on avoit embarqué sept mille Soldats, partit de Portsmouth le septième de Juillet, & le vingtième du même mois, elle parut devant la Rochelle. A son approche, les Rochellois fermerent les portes de la Ville, de peur de quelque surprise, comme n'étant point informez qu'une Flotte Angloise dût venir si proche d'eux. Peu de tems après, ils virent arriver le Duc de Soubize & le Chevalier Becher, qui leur dirent de la part du Duc de Buckingham, que le Roi d'Angleterre, par un mouvement de compassion, à cause des torts qu'ils souffroient, leur envoyoit du secours, & que s'ils le refusoient, il protestoit de tous les dommages qui pourroient leur en arriver. Le Maire répondit pour les habitans, qu'ils remercioient très-humblement Sa Majesté des marques qu'il leur donnoit de sa bonté & de sa protection : mais qu'étant dans une étroite

étroite union avec tous les autres Protestans du Royaume, ils ne pouvoient recevoir dans leur Ville le secours qui leur étoit offert, sans la participation de leurs amis, & sans une résolution préalable de tout le Corps des Huguenots. Le Duc de Buckingham comprenant par cette réponse, qu'il ne lui seroit pas facile de faire entrer ses troupes dans la Rochelle, fit voiles vers l'Isle de Rhé où Toiras commandoit. Celui-ci tâcha d'abord de s'opposer à la descente des Anglois : mais comme il n'avoit que peu de monde, il se vit obligé de se retirer dans le Fort Saint Martin qui étoit de bonne défense. Si le Duc avoit entendu le métier de la Guerre, il auroit, sans perdre un moment, marché au Fort, & auroit par-là empêché Toiras d'y faire entrer des provisions. Mais il employa tant de tems à faire la descente, & il s'amusa tellement avant que de se mettre en marche, que Toiras eut le loisir de munir sa Place. Enfin, il marcha vers Saint Martin & en fit le Siège dans les formes, mais avec peu de succès. Il avoit à faire à un homme qui en sçavoit plus que lui, & qui trouva le moyen de l'arrêter à ce Siège jusqu'au mois de Novembre, quoiqu'il eût d'abord écrit au Roi, qu'il seroit maître de la Place dans huit jours. Cependant le Roi de France qui ne s'étoit pas attendu à cette invasion, fit promptement marcher des Troupes vers la Mer, & se rendit lui-même sur les côtes pour hâter le secours de l'Isle de Rhé. Quand tout fut prêt, le Comte de Schomberg passa dans l'Isle avec six ou sept mille hommes sans aucune opposition de la part de la Flotte Angloise. Ensuite, il marcha vers Saint Martin dont le Duc de Buckingham leva le Siège avec précipitation, étant toujours vigoureusement poussé par les François jusque sur le bord de la Mer, en sorte que ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté qu'il pût faire rembarquer les Troupes qui lui restoit. On prétend que de sept mille hommes qu'il avoit menez d'Angleterre, il en périt près de cinq mille dans cette malheureuse expédition. On ne laissa pas de faire courir le bruit en Angleterre, qu'il n'avoit pas perdu cinq cens hommes, & quelques-uns même ont dit qu'on l'avoit ainsi fait accroire au Roi.

Pendant que le Duc de Buckingham étoit occupé à son expédition, le Chevalier Elliot, qui étoit prisonnier pour avoir refusé de prêter de l'argent, présenta au Roi une Requête pour obtenir son élargissement, non pas comme une grace, qu'il demandoit à Sa Majesté, mais comme une justice. Il appuyoit sa demande sur divers Statuts qu'il citoit, & par lesquels il prétendoit faire voir, que le Roi ne pouvoit pas exiger de l'argent des Sujets par voye d'emprunt, & que les Sujets n'étoient pas tenus de lui obéir. Dans la disposition où le Roi se trouvoit alors, cette Requête ne produisit aucun bon effet pour celui qui la présentait. Au mois de Novembre suivant, quelques autres de ceux qui étoient en prison pour la même cause, présentèrent une Requête à la Cour de Justice, demandant d'être élargis sous caution, en vertu du Privilege appelé *Habeas corpus*, commun à tous les Sujets Anglois. Cette cause fut plaidée avec beaucoup de solennité, devant tous les Juges du Royaume. Il y avoit deux questions à décider. La première, si les Prisonniers avoient été emprisonnez par un ordre exprès du Roi, vû que le Géolier témoignoit seulement qu'il retenoit ces Prisonniers par un Ordre du Roi, signé par les Seigneurs du Conseil. Or les Prisonniers prétendoient, que, selon la Loi, il falloit produire contre eux un Ordre du Roi, non simple-

CHARLES
I.

1627.

Le Duc fait
voile à l'Isle
de Rhé, &
y fait des-
cente.

Rushworth,
Vol. I. p. 425.

Faute du
Duc.
Il assiége le
Fort Saint
Martin qui
est défendu
par Toiras.

Le Fort est
secouru.

La Flotte
Angloise se
retire.

Requête au
Roi du Che-
valier Elliot
en prison
pour avoir
refusé de
prêter.

Rushworth,
Vol. I. p. 429.

Inutile.
Autre des
autres Pri-
sonniers
pour la mê-
me cause,
aux Juges,
pour être
élargis sous
caution.

Rushworth,
Vol. I. p. 458.

ment

CHARLES
I.
1627-

ment de les retenir , mais de les mettre en prison , & que d'ailleurs la signification de l'Ordre par les Seigneurs du Conseil , faisoit voir que cen'étoit pas un Ordre spécial de Sa Majesté. La seconde question étoit , si le Roi pouvoit faire mettre en prison un de ses Sujets , sans en déclarer aucune cause , & si en ce cas-là , les prisonniers ne doivent pas jouir du Privilège *Habeas corpus* , c'est-à-dire , d'être élargis sous caution. Les Avocats des Prisonniers faisoient remarquer les terribles conséquences qui pouvoient naître du pouvoir qu'on vouloit attribuer au Roi , puisqu'en ce cas-là , la liberté de chaque Sujet étoit entre les mains du Roi qui pouvoit le retenir en prison autant de tems qu'il vouloit , sans que les Loix pussent procurer aucun remède au Prisonnier. Mais les Juges décidèrent unanimement contre les Prisonniers qui furent renvoyez dans leurs diverses prisons.

Les Prison-
niers sont
renvoyez en
prison.
Plaintes &
murmures
contre le
Gouverne-
ment &
contre le
Duc de Buc-
kingham.

Le mauvais succès de l'expédition de l'Isle de Rhé caufoit une infinité de plaintes & de murmures contre le Duc de Buckingham , qui avoit un grand nombre d'ennemis. On avoit perdu beaucoup de monde dans cette malheureuse entreprise , & entre autres le Major Général *Burrows* , l'un des meilleurs Officiers qu'il y eût en Angleterre , & on attribuoit ces malheurs à l'incapacité du Duc de Buckingham qui n'avoit jamais été à la Guerre , & ne connoissoit rien du service sur Mer , quoique le Roi l'eût fait Amiral & Général. A ces plaintes on en ajoûtoit encore d'autres sur d'autres sujets. Les Matelots se plaignoient qu'ils n'avoient rien reçu depuis trois ans , & désertoient en grand nombre , pour n'être pas obligez de servir plus long-tems sans paye. Les Marchands faisoient des plaintes amères sur ce que la Mer étoit si mal gardée , que , depuis trois ans , ils avoient perdu un très-grand nombre de Vaisseaux , & que les Pêcheurs mêmes étoient enlevez tout proche des côtes. Enfin , personne ne se harzardoit plus à faire bâtir de nouveaux Navires , parce qu'aussi-tôt qu'ils étoient prêts le Roi les prenoit à son service , contre la volonté des Propriétaires.

Les Rochel-
lois deman-
dent du se-
cours au
Roi.

Le Roi ne faisoit pas beaucoup d'attention à toutes ces plaintes qui peut-être ne parvenoient pas jusqu'à lui : mais il en fit beaucoup à la Requête que les Rochellois , sur le point d'être assiégés , lui envoyèrent par des Députés exprès , pour lui demander du secours. Il s'étoit engagé à faire la Guerre à la France , sur la bonne opinion qu'il avoit conçue de sa Flotte , & de l'habileté de son Favori , & quoique l'expérience lui fît voir que cette opinion étoit mal fondée , il n'en vouloit pas avoir le démenti. Cependant , il se trouvoit sans argent , & la résistance qu'il rencontroit par rapport aux emprunts qu'il avoit ordonnez , lui faisoit assez comprendre , combien il auroit de peine à en recouvrer par de semblables moyens. Cela fut cause qu'il voulut avoir l'avis du Chevalier Robert Cotton , sur la situation présente de ses affaires. Cotton lui conseilla de convoquer un Parlement , sur ce qu'il n'y avoit point de meilleur moyen pour le tirer de l'embarras où il se trouvoit. Mais comme ce Chevalier prévoyoit que la Chambre des Communes ne laisseroit pas le Duc de Buckingham en repos , il conseilla en même tems au Roi , de faire en sorte , que le Duc fût le premier qui , en plein Conseil proposât la Convocation d'un Parlement. Cet avis fut suivi , & le Duc ayant joué son rôle , le Parlement fut convoqué par l'avis unanime du Conseil , pour le 27. de Mars 1628. N. S. Immédiatement après , le Roi fit relâcher ceux qui avoient été reléguez

Le Cheva-
lier Robert
Cotton
conseille au
Roi d'as-
sembler un
Parlement.
Un Parle-
ment est
convoqué.
Les Prison-
niers sont

ou emprisonnez pour avoir refusé de lui prêter de l'argent , & il eut le chagrin de voir que presque tous, au nombre de 27, furent élus pour Députés au prochain parlement. Il fit aussi adresser des sommations pour assister au Parlement , à l'Archevêque de Cantorbéri qui étoit relégué dans une de ses maisons , à l'Evêque de Lincoln prisonnier à la Tour , & au Comte de Bristol. En même tems, le Conseil ordonna au Maire de Londres d'user de beaucoup de modération dans l'exaction des emprunts. Cela fait voir qu'il y avoit encore des gens qui résistoient & qu'on usoit jusqu'alors de quelque violence pour les contraindre.

Le Parlement s'étant assemblé le 17 de Mars, le Roi parla aux deux Chambres en ces termes :

MY LORDS ET MESSIEURS,

C'est ici un tems destiné à l'action : c'est pourquoi afin de donner un bon exemple, je n'en employerai pas beaucoup en paroles. Je m'attends que tout de même vos résolutions seront promptes, & que vous ne perdrez point de tems inutilement, ou pour mieux dire, dangereusement; car dans la conjoncture où nous sommes, de longues consultations peuvent être autant dommageables que mauvaises.

Je m'assure que vous attendez de moi, que je vous informe de la cause qui m'a fait assembler ce Parlement, & des matieres sur lesquelles vous devez délibérer. Je croi néanmoins, qu'il n'y a pas un de vous qui ne sçache, que le danger commun en est la véritable cause, & qu'un secours d'argent en est la principale fin. De sorte que je n'ai besoin que de vous indiquer ce que vous avez à faire. Je ne m'efforcerai point de vous persuader par beaucoup de raisons : Car s'il ne suffit pas de vous représenter, que c'est pour suivre votre propre Conseil, pour maintenir la Religion, les Loix, & les libertez de cet Etat, & pour défendre nos amis & Alliez, toute l'éloquence des hommes & des Anges même seroit peu capable de produire cet effet. Je me contenterai de vous faire souvenir que mon devoir & celui de chacun de vous, est de chercher les moyens de conserver l'Eglise & l'Etat. Certainement, il n'y a jamais eu aucun tems, où il ait été plus nécessaire de s'acquitter de ce devoir.

Ainsi, ayant jugé qu'un Parlement étoit l'ancien moyen & le plus prompt, dans un tems de danger commun, pour avoir des secours capables de nous assurer nous-mêmes, & de sauver nos Alliez de la ruine dont ils sont menacés, je vous ai fait assembler. Il faut donc que chacun agisse selon sa conscience. Que s'il arrivoit, ce que Dieu veuille empêcher, que vous négligeassiez de faire votre devoir, & de contribuer ce qui est presentement nécessaire pour le soutien de l'Etat, il faudroit bien, pour la décharge de ma conscience, que j'usasse des moyens que Dieu m'a mis en main, pour sauver ce que la folie de certaines gens voudroit mettre en danger.

Ne prenez pas ceci comme une menace; car je dédaigne de menacer ceux qui ne sont pas mes égaux, mais comme un avertissement de celui qui, par inclination & par devoir, doit prendre soin de vous conserver, & de vous faire vivre dans la prospérité. Quoique je parle ainsi, j'espère que vous vous

CHARLES
I.

1627.
relâchez &
élus pour la
Chambre
Basse.

On cesse
d'exiger les
prêts.

1627.

Discours du
Roi aux
deux Cham-
bres.

Rushworth,
Vol. I. p. 476.

CHARLES
I.
1627.

conduirez d'une telle maniere , que non seulement vous m'engagerez à approuver vos premiers Conseils , mais que vous vous ferez même envers moi des obligations qui me porteront par reconnoissance , à me trouver souvent avec vous. Soyez assurez , que je n'ai pas de plus grande satisfaction que de maintenir une bonne intelligence entre nous.

J'ajouterai encore une autre chose , laissant au Garde du grand Sceau , le soin de faire une courte paraphrase sur ce texte. C'est ainsi qu'il faut se souvenir des choses passées , en vue de les oublier. Vous vous imaginerez sans doute , que je suis venu ici , avec quelque incertitude , si j'obtiendrai ce que je désire , à cause des broüilleries arrivées dans le dernier Parlement. Mais je vous assure que j'oublierai très-aisément , & pardonnerai le passé , pourvu que vous évitiez presentement de vous engager dans les routes qui vous ont conduits dans les désordres precedens , & que vous suiviez le conseil qui vous a été donné , de maintenir l'unité de l'esprit , dans les liens de la Paix.

Après que le Roi eut cessé de parler , le Garde du grand Sceau prit la parole , & fit le Discours suivant aux deux Chambres.

MYLORDS ET MESSIEURS DES COMMUNES,

Discours du
Lord Garde
du grand
Sceau.

Vous êtes ici assemblez pour consulter sur la grande & pressante affaire du Royaume , & pour en venir à une conclusion. C'est certainement une affaire importante , puisqu'il ne s'agit pas de moins que de l'honneur , de la sûreté & de la protection de la Religion , du Roi , & du Royaume. Elle est pressante. Ce n'est pas un plaisir de dire combien elle l'est ; & de le dire avec toutes les circonstances , ce seroit un trop long ouvrage. C'est pourquoi je n'en toucherai que quelques-unes en peu de paroles.

Le Pape & la Maison d'Autriche aspirent depuis long-tems à la Monarchie universelle , l'un à la spirituelle & l'autre à la temporelle. Pour venir à leurs fins , la Maison d'Autriche , outre ses vastes & riches Pais des Indes & d'Afrique , s'est mise en possession de l'Espagne , de l'Italie , & du grand Pais d'Allemagne. Quoique la France ne soit pas encore assujettie , elle est pourtant environnée de tous côtez & gouvernée par la faction du Pape. Ces deux Puissances , le Pape & la Maison d'Autriche , ont tant de part dans le gouvernement de ce Royaume , que , sous prétexte de Religion , & de zele pour la destruction des Protestans , ils ont mis le Roi de France dans leur parti. Quoique , par la médiation de notre Souverain , il se fût conclu un Traité dont il étoit garant , & que les Huguenots demeurassent en repos , & malgré l'Alliance qu'il y avoit entre les deux Couronnes , la Paix a été violée , & ceux de la Religion ont été réduits à une telle extrémité , qu'ils seront infailliblement ruinez , s'ils ne sont pas secourus à tems. Ainsi , le Roi de France a été non seulement détourné d'embrasser & de secourir la cause commune ; mais il s'est même laissé porter à faire des Actes d'hostilité contre notre Roi , & contre d'autres Etats , ce qui peut faciliter à la Maison d'Autriche la ruine de la France & des autres Etats voisins.

D'autres Potentats , qui avoient ci-devant servi d'obstacles aux progrès de

La Maison d'Autriche, sont presentement hors d'état de s'y opposer plus long-tems, ou sont occupez à d'autres choses. Le Turc a conclu la Paix avec l'Empereur, & ne pense plus qu'à faire la Guerre en Asie. Le Roi de Suede est embarrassé dans une Guerre contre la Pologne, par les intrigues des Espagnols, afin de l'Empêcher de nous secourir. Le Roi de Dannemarck est chassé de ses Etats, situez des deux côtez du Sond. Ainsi la Maison d'Autriche se trouve en état de dominer sur toutes les Côtes; depuis Dantzick jusqu'à Embden, & sur toutes les rivières qui se jettent dans cette Mer, dont les Côtes sont d'une vaste étendue. Outre le pouvoir qu'elle a sur la Terre, elle commence à nous morguer sur Mer, & à mettre ce Royaume en danger d'être ruiné.

Dans la Mer Baltique, les Ennemis préparent tous les Vaisseaux qu'ils peuvent bâtir ou fretter, & ils ont envoyé leurs Ambassadeurs à Lubeck, pour tâcher d'attirer les Villes Hanseatiques à leur parti. Ainsi en ôtant & à nous & à nos voisins, le Commerce de l'Est, d'où nous tirons une grande partie des choses nécessaires pour nos Navires, ils esperent de se rendre maître de la Mer sans coup férir. Du côté de l'Occident, ils infestent tellement nos Côtes par le moyen des Vaisseaux de Dunkerque, que les nôtres ne peuvent passer d'un Port à l'autre avec sûreté. Par-là, la Pêche, qui est d'une si grande conséquence pour nous & pour les Hollandois, court risque d'être ruinée. De plus, la Flotte Espagnole, qui fut envoyée il n'y a pas long-tems au secours des François à l'Isle de Rhé, se prépare de nouveau, à Andero, & on y ajoute, pour la renforcer, tous les Vaisseaux qui ont été bâtis sur les Côtes de Biscaye. Enfin, on équipe à Lisbonne une grande Armée navale pour laquelle on emploie tous les Vaisseaux qui se rendent en ce Pais-là pour le Commerce. Il n'y a point à douter que le but de tous ces grands préparatifs ne soit d'attaquer ou l'Angleterre ou l'Irlande selon que nos Ennemis le trouveront plus avantageux ou plus commode. Nos amis des Provinces-Unies des Pais-Bas, outre la crainte qu'ils ont de voir tomber sur eux toutes les forces de l'Empereur, sont distraits par leurs voyages aux Indes Orientales qui les affoiblissent chez eux, & leur font porter leur argent & leurs hommes dans un autre Monde.

Ainsi, nous sommes sur le point d'être engloutis de tous côtez. Nous avons la Guerre avec l'Empereur, avec l'Espagne, avec la France. L'Allemagne est envahie: le Dannemarck est en très-mauvais état: le Roi de Suede est occupé ailleurs: les Provinces-Unies sont hors-d'état de nous secourir. Je ne dis pas ceci pour vous inspirer une crainte indigne du courage des Anglois; mais pour vous exciter à pourvoir à tous ces inconveniens d'une manière digne d'un Parlement. C'est pour cela que le Roi nous a assemblez, afin qu'en prenant de justes mesures contre ces dangers éminens, nous puissions nous fortifier au dedans, encourager nos Amis & nos Alliez au dehors, & dissiper toutes nos craintes.

Mais parce que l'argent est le nerf de la Guerre, & que si un nerf se trouve trop court, la partie où il est, demeure inutile, il est nécessaire de faire de bonne heure un amas d'argent, sans quoi tous les Conseils deviendront infructueux. Je pourrois vous alleguer beaucoup de raisons, mais je me contenterai d'en toucher quelques-unes qui doivent vous obliger à satisfaire S. M.

Premierement, pour l'amour du Roi qui demande. C'est un grand devoir que

CHARLES
I.
1627.

celui qui nous attache à lui, c'est la Loi de Dieu, la Loi de la Nature, notre Serment d'allégeance, son propre mérite, la mémoire de son bien-heureux Pere. Je ne fais que toucher foiblement ces choses. Mais il me semble que nous ne pouvons qu'acquiescer à une consideration touchée par S. M. je veux dire, que c'est ici un pacte, & une convention Parlementaire. C'est ici que la Guerre fut résolue : c'est ici que l'assistance fut promise : c'est ici, que se fit une protestation solennelle de secourir S. M. Je ne fais qu'insinuer ces choses, parce que je suis persuadé que vous y penserez mûrement, d'autant plus que le Roi vous en a donné un grand exemple. Il n'a épargné ni son argenterie ni ses joyaux, pour fournir aux frais de la Guerre. Ce que le Peuple a promis, le Roi l'a executé de son côté, volontairement.

Secondement, pour l'amour de la cause même. Comme Chrétiens, nous devons avoir compassion des malheurs de nos amis, & avoir la charité de les assister. Il est de notre honneur de ne pas abandonner ceux qui se sont exposez au danger pour nous. Si ces considerations ne fussent pas, vous trouverez que nos intérêts sont tellement mêlez avec les leurs, que c'est plutôt notre cause que celle de nos Allies : Si la Religion est en danger, nous vivons dans la plus florissante & la plus Orthodoxe de toutes les Eglises. S'il s'agit de l'honneur, les Histoires font foi, que nous en avons reçu de nos Ancêtres, autant qu'aucune autre Nation qui soit au monde. Si le Commerce court risque de se perdre, nous sommes des Insulaires : le Commerce c'est notre vie. Il y va de tout pour nous, non seulement de notre sûreté, mais de notre existence même.

Troisièmement, pour la maniere dont S. M. demande. C'est par le moyen du Parlement, moyen qui a toujours été le plus agreable aux Sujets Anglois, & non sans raison. Les secours accordez par le Parlement produisent pour l'ordinaire d'heureux effets pour le Peuple, puisqu'ils sont accompagnez de Loix salutaires, de gracieux pardons, & d'autres choses de cette nature. Outre cela, les bons & justes Rois, recevant des témoignages de l'affection de leur Peuple, & de sa promptitude à les secourir, en sont portez à relâcher quelque chose de l'usage de leurs Prérogatives, & à moderer la rigueur des Loix en sa faveur. C'est-là le moyen que le Roi a choisi, comme il vous l'a dit lui-même, non pas comme le seul, mais comme le plus propre. Non qu'il soit destitué d'autres moyens, mais parce que celui-ci est le plus conforme à son naturel, à sa bonté, au desir qu'il a de procurer le bien à son Peuple. Si celui-ci est negligé, la necessité & l'épée de l'Ennemi le mettront dans l'obligation d'en employer d'autres. Souvenez-vous de l'avertissement que S. M. vous a donné : oui, dis-je, souvenez-vous en.

Permettez-moi d'observer ici, combien la bonté de Dieu s'est déclarée en faveur de ce Pais par dessus tous les autres. Le fleau de la Guerre a, pour ainsi dire, inondé toutes les autres Eglises, & tous les autres Pais ; mais jusqu'ici Dieu nous en a délivrez, & il continue à nous avertir des dangers qui s'approchent de nous, afin que nous évitions d'en être surpris. S. M. en ayant une parfaite connoissance, assemble son Parlement qui est une vive representation de la sagesse, de l'abondance, du pouvoir de tout le Royaume, afin que tout se joigne ensemble, pour repousser des invasions semblables à celles qui ont accablé nos amis, & dont nous-mêmes sommes menacez.

Il est donc de notre devoir d'appliquer toutes nos pensées à des Conseils dignes de la sagesse de cette Assemblée, d'éviter tous mécontentemens, toutes divisions, qui

qui pourroient nous arrêter , de ne penser qu'à cet unum necessarium , la cause commune : de ne nous proposer pour but de toutes nos consultations , que le bien du Roi & du Royaume , lesquels Dieu a joints ensemble par un nœud indissoluble que personne ne doit tenter de délier. Travaillons ensemble & d'un commun accord , à prendre pour modelles dans ce Parlement , les meilleurs Parlemens qui se soient jamais tenus , afin que celui-ci à son tour , serve de modele à ceux qui sont à venir , & leur communique une espece de faculté multipliante , par laquelle ils deviennent plus fréquens , & que S. M. prenne plaisir à s'asseoir sur son Trône , pour repandre de là ses graces & ses faveurs sur son Peuple.

S. M. vous a donné lieu de vous convaincre vous-mêmes des choses qu'il vous a dites , & néanmoins , il m'a commandé expressément de vous les repeter. Si ce Parlement , par une conduite soumise & respectueuse , lui en donne lieu , il veut bien non seulement accepter , mais accorder même de son côté , un entier oubli de toutes les aigreurs qui ont troublé les precedens Parlemens.

Je n'ai plus qu'une chose à dire , c'est que comme vos délibérations doivent être serieuses , elles doivent aussi être promptes. L'ennemi nous a devancé ; il vole sur les ailes d'un heureux succès. Nous pouvons joier avec le sablier que nous avons entre nos mains ; mais le tems ne s'arrêtera pas pour l'amour de nous. L'occasion perdue ne peut pas se recouvrer. Prenez donc une prompte résolution touchant les secours que vous devez donner au Roi , afin qu'il soit accordé à tems , & qu'il soit suffisant pour les besoins presens. Vos Conseils , vos secours , tout sera perdu , si ce secours est trop petit ou trop tardif. Les affaires de S. M. ne lui permettent pas de l'attendre trop long-tems.

Ces deux Discours n'ont pas besoin de commentaire , puisqu'ils expliquent assez clairement , & les principes du Roi , par rapport à l'usage des Parlemens , & quelle étoit son intention , en cas qu'il ne reçût pas de celui-ci la satisfaction qu'il en attendoit. Il semble qu'en cela , le Roi ne se servoit pas d'un bon moyen pour acquérir la bienveillance des Communes. Mais il faut remarquer , que rien n'étoit plus opposé à son caractère , que de s'abaisser à faire la cour au Parlement. Il croyoit faire un merveilleux effort de condescendance , que de témoigner , qu'encore qu'il ne manquât pas de moyens pour avoir de l'argent , il avoit bien voulu se conformer à l'ancienne maniere d'en demander au Parlement. Mais de peur que les Communes ne crussent qu'il y trouvoit lui-même une espece de nécessité , il prenoit soin de leur faire entendre , qu'en cas qu'on ne lui accordât pas l'argent qu'il demandoit , il sçauroit bien trouver le moyen d'en recouvrer d'une autre maniere. C'est-là l'unique but de ces deux Discours.

Intention
du Roi dans
ces deux
Discours,
& observa-
tions sur ce
sujet.

Quant aux raisons dont le Garde du grand Sceau se servoit pour exciter les Communes à donner libéralement de l'argent au Roi , elles étoient trop exagérées , pour qu'elles pussent produire un grand effet. Les prétendus Préparatifs des Espagnols pour attaquer l'Angleterre , n'étoient qu'une pure chimere qui n'étoit appuyée sur aucun fondement. En effet , durant toute cette Guerre , les Espagnols ne firent aucune tentative pour attaquer la Grande Bretagne ou l'Irlande. Il ne tenoit même qu'au Roi de faire la Paix avec l'Espagne qui ne lui demandoit rien , & néanmoins , il vouloit persuader que l'Angleterre se trouvoit dans un pressant danger. Quant à la raison

CHARLES I. 1627. si souvent rebatuë, que c'étoit le Parlement qui avoit conseillé la Guerre, elle étoit si fort usée, qu'elle ne pouvoit plus faire aucune impression. Il n'y avoit alors personne en Angleterre, qui ne fût parfaitement informé que le Roi & le Duc de Buckingham étoient les véritables Auteurs de la Guerre contre l'Espagne, & que c'étoit par pur artifice, qu'ils avoient surpris du Parlement, ce Conseil sur lequel le Roi insistoit toujours.

Discours intitulé *Hors des portes* publié au commencement de ce Parlement.

Rushworth, Vol. I. p. 489.

Dès le commencement de ce Parlement on publia un certain Ecrit intitulé *Discours hors des portes*. C'étoit un Discours adressé à la Chambre des Communes par un Inconnu qui supposoit qu'il avoit été Membre de la Chambre dans les précédens Parlemens, & qui ne l'étoit plus dans celui-ci. Le but de l'Auteur étoit de donner des avis à cette Chambre sur la manière dont elle devoit se conduire, & pour lui faire connoître les divers Grieffs dont le Peuple se plaignoit. Cet Ecrit fit en ce tems-là beaucoup de bruit; mais je ne croi pas qu'il soit nécessaire d'en parler en détail, puisque ce n'étoient que les sentimens d'un Particulier.

Divers Discours dans la Chambre Basse sur les Grieffs.

Après que les deux Chambres eurent présenté une Requête au Roi pour le prier d'ordonner un jour de jeûne, les Communes commencèrent à examiner les Grieffs de la Nation, & parurent résolus de n'accorder rien au Roi, qu'après avoir reçu satisfaction sur ces Grieffs. Les premiers qu'on examina furent, le Logement des Soldats par billets, les prêts forcez, l'emprisonnement de ceux qui avoient refusé de prêter, le refus du Privilège de *Habeas corpus*, & il se fit divers Discours sur ce sujet. Le Chevalier François Seymour dit ceci entre autres choses : *Comment pouvons-nous penser à donner des Subsides, jusqu'à ce que nous sachions si nous avons quelque chose que nous puissions donner? Car si le Roi prend ce qu'il veut, & là où il veut, je voudrois bien savoir ce que nous pouvons donner N'avons-nous pas entendu pré-*

Paroles du Chevalier Wentworth.

Rushworth, Vol. I. p. 500.

*cher dans nos Eglises; que tout ce que nous avons appartient au Roi, JURE DIVINO? Le Chevalier Thomas Wentworth qui fut si connu dans la suite, sous le nom de Comte Strafford, se distingua en cette occasion par un Discours qu'il fit contre le Gouvernement. Il dit véritablement qu'on ne devoit pas attribuer ces choses au Roi, mais aux Projetteurs, c'est-à-dire, aux Ministres ou autres qui avoient formé le projet d'accroître le pouvoir Royal, desquels il parla de cette manière : *Ils ont réduit la Couronne à la pauvreté, en anticipant ses revenus, & si le Berger est ainsi frappé, faut-il s'étonner que les Brebis soient dispersées? Ils ont introduit un Conseil Privé qui usurpe toute l'autorité de l'ancien Gouvernement, qui nous emprisonne, & qui nous prive du Privilège d'être élargis sous caution. Ils nous ont ravi, quoi? ou plutôt, qu'est-ce qu'ils nous ont laissé, puisqu'ils nous ont ôté les moyens de secourir le Roi, en nous privant de la propriété de nos biens! Le Chevalier Edouard Cook, grand Jurisconsulte, s'attacha principalement aux Grieffs des emprunts, & dit entre autres choses : *Qui voudra donner des Subsides, si le Roi peut prendre ce qu'il veut, & si après le Parlement, il peut encore hausser les taxes à sa volonté? Le Roi ne peut pas imposer des taxes par voye d'emprunt.* Il cita là-dessus un Statut fait sous le Regne d'Edouard III. où il est dit, que les emprunts forcez sont contre la raison, & contre les libertez des Sujets, & finit par ce Paragraphe de la Grande Chartre ; *Nullus liber homo capiatur vel imperson-***

tur, aut disseisietur de libero tenemento suo, nisi per legale iudicium Parium suorum, vel per Legem terre. Un autre en parlant de l'emprisonnement de ceux qui avoient refusé de prêter de l'argent au Roi, dit, *O peu prévoyans & imprudens, qui avez été si soigneux de pourvoir à la paisible possession de nos biens, & des libertez des Parlemens, & qui avez négligé les personnes, qui avez permis qu'on pût les mettre en prison, durante bene placito, sans leur fournir aucun remède ! Si c'est-là la Loi, pourquoi parlons-nous de nos libertez ? Pourquoi travaillons-nous à disputer sur les Loix, sur les Franchises, sur la Propriété des biens, & autres choses semblables ! Qu'est-ce qu'un homme peut appeller sien, si ce n'est pas la liberté ?*

Je n'ai pas dessein d'entrer dans un plus grand détail de ce qui fut dit dans la Chambre des Communes sur ces mêmes sujets. Ceci suffit pour faire voir quelle étoit la disposition de la plupart des Membres. Tous leurs raisonnemens tendoient à faire voir, que si le Roi avoit le droit de prendre les biens des Sujets par un simple acte de sa volonté, soit par voye d'emprunt ou autrement, & d'emprisonner ceux qui résistoient à ses ordres, sans qu'ils pussent être élargis sous caution, il falloit de deux choses l'une, ou se soumettre entièrement & sans réserve à la volonté du Roi, & à une autorité despotique, ou commencer par bien établir les droits des Sujets, afin d'éviter la tyrannie. Ceux qui étoient pour la Cour n'osoient pas s'opposer directement à ce sentiment général ; mais ils tâchoient, par diverses raisons, de faire comprendre, qu'il falloit avant toutes choses accorder de l'argent au Roi, afin d'obtenir sa bienveillance. Ensuite ils faisoient espérer que le Roi touché de cette marque d'affection pour sa personne, ne s'opposeroit pas à la réparation des Grieffs. Mais tout cela ne faisoit pas beaucoup d'impression sur les autres qui étoient en bien plus grand nombre, & qui étoient très-persuadés, que de commencer par les Subsidés, c'étoit justement le moyen de n'obtenir rien sur les Grieffs. Cependant, pour faire diversion, le Secrétaire Cook présenta à la Chambre certaines propositions ou demandes de la part du Roi : mais il fut résolu que la lecture en seroit différée jusqu'à ce que la Chambre eût pris quelque résolution par rapport aux Grieffs, principalement à l'emprisonnement des Sujets, & au refus de les élargir sous caution. Il y eut de fort grands débats sur cette matiere, & les Juges mêmes furent ouïs. Enfin, la Chambre prit les résolutions suivantes, directement contraires aux prétentions du Roi & aux décisions des Juges. C'est-à-dire, qu'elle établit des maximes opposées à celles du Roi, sçavoir,

I. Qu'aucun Sujet libre ne peut être emprisonné ou retenu en arrêt, soit par le commandement du Roi, ou du Conseil, ou de qui que ce soit, à moins que celui qui le fait emprisonner ou arrêter, ne déclare la cause pour laquelle, selon les Loix, cet homme doit être arrêté.

II. Que le Privilege d'*Habeas corpus* ne doit être refusé à qui que ce soit, si le Prisonnier le demande, quand même il auroit été emprisonné par ordre du Roi ou du Conseil.

III. Que tout homme libre qui a été mis en prison par ordre du Roi, du Conseil, ou de qui que ce soit, sans qu'on ait déclaré la cause pour laquelle il est arrêté selon les Loix, doit être relâché, & reçu à donner caution.

IV.

CHARLES
I.
1627.

Efforts des
Partisans de
la Cour,
pour éluder
l'examen
des Grieffs.

Proposi-
tions pré-
sentées par
le Secrétaire
Cook,
renvoyées à
un autre
jour.

25. Mars.
Rushworth,
Vol. I. p. 506.
Résolutions
des Com-
munes.
Ibid. p. 513.

CHARLES

I.

1627.

IV. Que c'est un droit ancien & indubitable de tout homme libre, d'avoir une absolue & entière propriété de ses biens, & qu'aucune taxe, taille, emprunt, bénévolence, ne peut être imposée ou levée par le Roi ou par ses Ministres, que par Acte de Parlement.

Après avoir établi ces maximes par les *Votes* ou résolutions de la Chambre, on y lut les propositions ou demandes du Roi, présentées par le Secrétaire Cook, & contenues en quatorze Articles, sçavoir,

1628.

Demandes

du Roi.

26. Mars.

RushWorth,

Vol. I. p. 513.

1. De fournir des Matelots & des munitions de bouche, trente Navires pour garder les Côtes & les deux Mers (1).

2. D'équiper deux autres Navires pour secourir la Rochelle.

3. D'équiper dix autres Navires pour garder l'Elbe, le Sond, & la Mer Baltique.

4. De pourvoir d'habits, de vivres, de paye, une Armée de dix-mille hommes de pied, & de mille de Cavalerie, pour un Service étranger.

5. De même, une Armée de six-mille hommes pour le secours du Roi de Dannemarck.

6. De pourvoir les Forts qui dépendent du Bureau de l'Artillerie.

7. De pourvoir les Magasins de la Flotte.

8. De faire bâtir vingt Navires tous les ans, pour renforcer la Flotte.

9. De faire réparer les Places du Païs.

10. De payer les arrérages de l'Artillerie.

11. De payer les arrérages du Bureau des vivres.

12. De payer les arrérages de la Flotte.

13. De payer les arrérages dûs à divers Marchands dont les Vaisseaux ont été employez au Service de S. M.

14. De dresser un Magasin pour le service de terre.

La Cham-
bre prend la
résolution
d'accorder
de l'argent
au Roi.

La Chambre s'aperçut aisément par la lecture de ces Articles, que ce seroit un travail infini; que d'examiner la nécessité, & la justice de chacun, & comme il n'y avoit aucune estimation, elle comprit bien que si elle s'engageoit dans ce détail, la Cour feroit monter cette dépense fort haut. C'est pourquoi, sans entrer dans aucune discussion, elle résolut en général d'accorder un puissant secours au Roi.

La condui-
te du Con-
seil est exa-
minée.

Après cela, elle revint à l'examen de ce Grief particulier, que le Conseil du Roi, de sa simple autorité, avoit ordonné les arrêts dans leur propre maison, à quelques-uns de ceux qui avoient refusé de prêter de l'argent au Roi: qu'il en avoit relegué d'autres en divers lieux, & qu'il en avoit contraint d'autres, pour la même cause, d'aller servir le Roi dans les Païs étrangers. Sur cela le Chevalier Wentworth dit, *qu'ils connoissoient tous l'honneur & la justice du Roi: mais qu'ils ne sçavoient pas ce que ses Ministres, ou même des Ambassadeurs étrangers pouvoient faire pour attirer à quelqu'un l'indignation de S. M.* Le resultat de cet examen fut, que les Communes décidèrent:

Décision „
de la „
Cham- „
bre. „

„ Qu'aucun homme libre ne pouvoit être arrêté ou relégué dans quel-
„ que endroit que ce fût, par Ordre du Roi ou de son Conseil, à moins
„ que ce ne fut en vertu d'un Acte de Parlement, ou conformément aux
„ Loix.

Toutes

(1) C'est-à-dire, la Manche, & la Mer entre la Grande Bretagne & l'Allemagne.

Toutes ces décisions ne promettoient au Roi rien de bon, par rapport à sa Prérogative, & comme il craignoit que les Communes n'attaquassent encore le Duc de Buckingham, il tâcha de les en détourner par un Message que le Secrétaire Cook leur porta de sa part. C'étoit sur un bruit qui couroit que le Duc avoit mal parlé du Parlement, en plein Conseil. Le Roi assura qu'il n'étoit pas vrai, & le Secrétaire ajouta, que si le Duc avoit ainsi parlé, il se seroit contredit lui-même, puisque tout le Conseil pouvoit lui rendre témoignage, qu'il avoit le premier, proposé la Convocation du Parlement. Mais il n'avoit garde de leur dire, que ce n'avoit été que par politique, suivant l'avis du Chevalier Cotton.

Dès le lendemain, le Roi envoya un autre Message aux Communes, pour les prier de travailler à l'affaire du secours. Il leur fit dire aussi, que, pour ce qui regardoit la sûreté des personnes, & la propriété des biens, il vouloit bien entrer dans tous les expédiens qui seroient jugés convenables, soit par voye de Bill ou autrement, & que plus elles auroient de confiance en lui, plus elles prévaudroient sur son esprit, pour obtenir leurs demandes.

Sur ce Message, la Chambre résolut d'accorder au Roi cinq Subsidés; mais elle revint incontinent à l'examen des Grieffs, & eut sur ce sujet une Conférence avec les Seigneurs.

Les Fêtes de Pâques approchant, le Roi fit dire à la Chambre des Communes qu'il souhaitoit qu'elle ne s'ajournât pas, afin d'expédier plus promptement les affaires. Ce Message causa quelques débats, quelques-uns des Membres craignant qu'un tel préjugé ne portât du préjudice aux Privilèges de la Chambre, & qu'à l'avenir le Roi ne se crût en droit de l'empêcher de s'ajourner quand elle le trouveroit à propos. Mais enfin, il fut résolu de faire ce que le Roi souhaitoit.

Le 11. d'Avril le Secrétaire Cook pressa les Communes, de la part du Roi, de travailler à l'affaire des Subsidés, disant, que la résolution d'accorder de l'argent au Roi n'étoit rien jusqu'à ce qu'elle fût passée en Bill. Mais comme plusieurs s'y opposoient, il fut enfin résolu, que l'affaire des Subsidés, & celle des Grieffs, marcheroient d'un pas égal.

Dès le lendemain, Cook porta un autre Message du Roi à la Chambre, contenant, Que Sa Majesté avoit attendu long-tems l'effet de leurs résolutions, mais jusqu'alors, inutilement; c'est pourquoi il ordonnoit aux Communes de finir l'affaire des Subsidés sans délai. Que s'il ne s'étoit pas opposé à la résolution prise que l'affaire des Subsidés, & celle des Grieffs marchassent d'un pas égal, ce n'avoit pas été pour que celle-ci donnât de l'empêchement à l'autre, ni pour faire employer le tems inutilement. Que par cette raison, il souhaitoit qu'on ne le mît point dans la nécessité de terminer désagréablement un Parlement si heureusement commencé.

Ce Message fit un tort extrême au Roi. Premièrement, à cause de la menace qu'il contenoit. Secondement, à cause des instances que le Roi faisoit qu'on finît l'affaire des Subsidés avant celle des Grieffs: car on ne doutoit point que la première étant finie, le Parlement ne fût incontinent prorogé. Troisièmement, enfin, la répugnance que le Roi témoignoit pour la réparation des Grieffs faisoit voir manifestement, qu'il ne s'y porteroit jamais de lui-même, & que par conséquent, il étoit nécessaire de l'y forcer. Cela

CHARLES
I.
1628.
Message du
Roi tou-
chant le
Duc de Buc-
kingham.
Rushworth,
Vol. I. p. 523.

Autre Mes-
sage du Roi
aux Com-
munes.

La Cham-
bre vote
d'accorder
cinq Subsi-
des au Roi.
Le Roi les
empêche de
s'ajourner
aux Fêtes de
Pâques.
Ibid. p. 537.

Il presse les
Communes
touchant les
Subsidés.
Il est réso-
lu par la
Chambre
de faire al-
ler les
Grieffs &
les Subsidés
ensemble.
Message
menaçant
du Roi aux
Communes.
Rushworth,
Vol. I. p. 538.

Il lui fait
beaucoup
de tort.

CHARLES
I.
1628.

Autre Mes-
sage du Roi
sur le même
sujet.

Les Parti-
sans de la
Cour sont
craindre
que le Roi
n'abolisse
l'usage des
Parlemens.

étoit d'autant plus vrai-semblable, que, Cook en délivrant son Message, avoit ajouté, que le Roi vouloit bien écouter ce qu'on lui représenteroit touchant l'abus du pouvoir, mais non pas sur le pouvoir même. C'étoit-là des expressions sujettes à bien des chicanes, & qui faisoient assez comprendre, que le Roi se réservoir par cette restriction, un moyen pour éluder les Griefs. En effet, Cook ayant été requis par la Chambre, de dire ce qu'il entendoit par *le Pouvoir*, ne voulut pas s'expliquer.

Deux jours après, le même Secrétaire porta encore un nouveau Message du Roi, pour faire hâter l'affaire des Subsidés. Ces Messages qui venoient ainsi coup sur coup donnoient de fréquentes occasions aux Membres partisans de la Cour, de presser la Chambre de satisfaire S. M. Dans tous les Discours qu'ils faisoient sur ce sujet, ils se rencontroient tous en un même point. C'étoit d'inspirer à la Chambre, la crainte qu'une broüillerie entre elle & le Roi, ne devînt funeste aux Parlemens, & ne donnât occasion au Roi, de s'en passer à l'avenir. Comme le Roi lui-même, & le Garde du grand Sceau, par son ordre, s'étoient souvent servis du même moyen pour intimider les Communes, on ne pouvoit douter que ceux-ci ne parlassent conformément aux intentions, & peut-être par les ordres de la Cour. On n'avoit pas encore oublié le Discours prononcé dans la Chambre Basse, pendant le Parlement précédent, par un Conseiller Privé du Roi, & dont la Chambre avoit crû devoir prendre connoissance, dans la Remontrance qu'elle vouloit présenter au Roi. Le but de ce Discours étoit de faire comprendre aux Communes, que, si elles ne donnoient pas satisfaction au Roi, elles couroient risque d'être cause qu'il n'y auroit plus de Parlemens en Angleterre. Cette menace si souvent insinuée, tantôt par le Roi-même, tantôt par le Garde du grand Sceau, tantôt par les Membres des Communes connus pour dévoïez à la Cour, quelquefois obscurément, quelquefois en termes fort clairs, faisoit un effet tout contraire à celui que le Roi en attendoit. Au lieu d'intimider les Communes, elle leur faisoit comprendre, combien elles devoient être attentives aux démarches du Roi, de peur que leur condescendance, ou leur silence même n'autorisât des choses trop préjudiciables aux libertez du Peuple qu'elles représentoient, *Quoi*, disoient entr'eux la plupart des Membres, *On nous menace que si nous n'accordons pas au Roi tout ce qu'il demande, & dans le tems qu'il le souhaite, si nous nous opposons à ses volontez, même lorsqu'elles sont contraires à nos Loix, il gouvernera sans Parlement, c'est-à-dire, avec une autorité illimitée, qu'il emprisonnera nos personnes, qu'il s'emparera de nos biens, & qu'il regardera tout le Royaume, comme en ayant la propriété. Mais il ne s'est pas contenté de nous menacer, il l'a déjà exécuté. Que vaut-il donc mieux, ou qu'il usurpe un pouvoir absolu contre notre volonté, ou que nous le souffrions, que nous l'approuvions même par notre silence, & par une crainte servile ? Certainement le premier de ces deux partis est le moins dangereux. Il pourra venir un tems où le Roi aura besoin des Parlemens, & alors, nous pourrons regagner le terrain que nous avons perdu. Mais si nous trahissons les intérêts de la Patrie, en cédant volontairement au Roi ce même pouvoir qu'il veut s'attribuer, il n'y aura plus de retour à espérer pour notre liberté. Nous mettrons sur nous & sur notre postérité un joug que nos Peres n'ont jamais pû porter, & nous serons*

serons en exécration à tout le Royaume. Au fond, que gagnerons-nous par notre condescendance ? C'est que le Roi continuera l'usage des Parlemens, bien entendu qu'il en sera le maître absolu, qu'il leur ordonnera de lui accorder une telle somme, & dans untel tems, qu'il leur défendra d'examiner les Grieffs du Peuple, en un mot, qu'ils seront entièrement soumis à sa volonté. Nous éviterons donc, que le Roi ne gouverne sans Parlement ; mais nous établirons un préjugé qui rendra les Parlemens à venir esclaves du Roi & de ses Ministres.

C'étoient-là les raisonnemens de la plûpart des Membres des Communes, & quoiqu'ils ne s'exprimassent pas publiquement en ces termes, la Chambre faisoit voir par toute sa conduite, que ces considérations étoient le véritable fondement de toutes ses démarches. Ce fut par cette raison qu'elle résolut de demander une audience au Roi, pour répondre à ses divers Messages & pour lui présenter en même tems une Requête touchant le Logement des Soldats dans les maisons des Particuliers. Voici la représentation qu'elle fit au Roi par la bouche de l'Orateur.

S I R E,

„ Vos fidelles Communes avoient en dernier lieu demandé à V. M., & obtenu la permission de se rendre auprès de votre personne. C'étoit pour un sujet d'une très-grande importance, & bien digne de votre attention Royale, & ce devoit être aujourd'hui l'unique sujet de mon Discours. Mais depuis la gracieuse permission qu'il a plu à V. M. de nous accorder, par un Message de sa part, nous avons lieu de croire que V. M. n'est pas aussi content de nos sinceres procedez, que nous le désirerions, particulièrement par rapport à l'affaire du secours, & que nous sommes blâmés d'avoir témoigné quelque répugnance, ou d'y avoir apporté du retardement. Comme nous sommes persuadés que les doutes qui pourroient naître dans l'esprit de V. M. touchant la sincérité de nos intentions seroit pour nous le plus grand des malheurs, nous prenons la hardiesse de présenter à V. M. une humble & courte Déclaration touchant nos procédures, depuis le peu de tems qu'il y a que nous sommes assembles. Nous espérons que par-là, vous serez convaincu, que jamais Peuple n'a plus souhaité que nous, d'être dans la bonne opinion & dans la faveur de son Souverain. Nous désirons de faire connoître à V. M. que comme vous n'avez point de plus fidelle Conseil que le Parlement, vous ne pouvez aussi ni mieux exécuter vos desseins, ni subvenir plus aisément à vos besoins, que par l'ancienne voye des Parlemens.

„ Pour cet effet, nous vous supplions de considérer, que, selon le droit du Parlement, les matières qui y sont débattues y doivent être disposées selon un certain ordre, & que la méthode constante de la Chambre des Communes a toujours été d'examiner les Grieffs, avant que de venir à l'affaire de la subvention. Cependant voulant donner à V. M. des témoignages de notre zèle & de notre affection, qui égalent pour le moins, le zèle & l'affection de nos Ancêtres pour les plus fameux de vos Prédécesseurs, nous avons donné la préférence au secours sur les Grieffs, quelque grands qu'ils soient. Nous nous sommes seulement contentés d'y joindre les libretes fondamentales

CHARLES
I.
1628.

„ Discours
„ de l'Orateur des
„ Communes au
„ Roi, en
„ lui présentant
„ la Requête de
„ la Chambre.
„ Rushworth,
„ Vol. I. p.
„ 540.

CH AR-
LES I.
1628.

tales du Royaume qui sont seules capables de fournir la substance à vos Sujets, & de les mettre en état de vous secourir,

„ Ce fut-là notre ordre & notre résolution dès le commencement, parce
„ que nous conçûmes que ces deux choses ne devoient pas être séparées,
„ puisqu'elles regardent également le service de V. M. qui ne consiste pas
„ moins à encourager vos Sujets, & à les mettre en état de vous secourir,
„ qu'à proportionner les secours aux besoins de V. M. & à nos forces. Bien
„ loin d'avoir affecté des délais, le grand Committé a travaillé à l'affaire du
„ secours d'une telle manière, qu'elle a été la première prête, & la plus pro-
„ chaine de la conclusion, quoique l'autre fût la première en ordre, comme
„ étant proposée la première. Certainement, celle du secours ne pouvoit pas
„ être interrompue par l'autre, parce qu'elles sont différentes par rapport à
„ l'usage & à la coutume de notre Chambre. La dernière a été partagée en
„ diverses parties, pour être présentées à V. M. ou être envoyées aux Seigneurs;
„ & cela s'est fait, afin que V. M. en pût recevoir une plus prompte satisfac-
„ tion, autant qu'il a été possible d'étendre notre première résolution, & l'or-
„ dre établi dans notre Chambre.

„ C'est par vous, Sire, que nous respirons, & vous êtes la lumière de nos
„ yeux. Outre les avantages dont nous avons joui sous votre domination, &
„ sous celle de vos glorieux Ancêtres, dans cette forme de Gouvernement, la
„ Religion nous enseigne de qui nous sommes l'image. Nous supplions V. M.
„ de croire qu'il n'y a rien qui nous soit plus cher que les sacrez droits & les
„ Prérogatives de votre Couronne. Il n'y a point de Conseil qui vous soit plus
„ affectionné que nous, ni qui désire plus ardemment de maintenir vos droits.
„ Mais le moyen le plus efficace pour établir solidement la gloire d'une Mo-
„ narchie, c'est de conserver les libertez fondamentales des personnes & la
„ propriété des biens. Car comme des Sujets riches sont plus aisément gouver-
„ nez, aussi sont-ils plus en état de secourir V. M., tant en Paix qu'en tems
„ de Guerre. C'est ce qui, après la protection de Dieu, a été la principale cau-
„ se des fameuses Victoires que notre Nation a remportées, en quoi sa gloire
„ a excédé celle des Royaumes d'une plus grande étendue, & des Nations
„ plus nombreuses. Tout avis, toute information contraire à celle-ci, ne peut
„ venir que de la part des gens qui pour leurs propres intérêts, sous prétexte
„ d'augmenter la puissance Royale, ne font que la sapper & l'affoiblir, & en
„ appauvrissant vos Sujets, les rendre moins glorieux, & moins capables de
„ servir V. M.

„ Ce que je viens de dire étant bien suffisant pour justifier nos intentions
„ & notre conduite envers V. M., nous avons une entière confiance, que
„ vous serez convaincu, que nous n'avons affecté aucun délai dans l'affaire
„ du secours, & que nous sommes pleins d'ardeur pour votre service. Nous
„ espérons aussi, qu'à l'avenir, nous ne serons pas assez malheureux pour que
„ V. M. donne, en quelque occasion que ce soit, une sinistre explication à nos
„ paroles. Nous supplions aussi V. M. de ne vous laisser point prévenir par les
„ rapports de quelques Particuliers, mais de juger de nos intentions & de no-
„ tre conduite, par les résolutions qui vous seront présentées de la part de la
„ Chambre.

„ Ceci étant bien & gracieusement entendu, nous sommes assurez par
„ la

la connoissance que nous avons de la bonté de V. M. , & de la sincérité de nos cœurs , que la fin de ce Parlement sera encore plus heureuse que le commencement , & qu'il sera dans tous les siècles à venir , appelé l'Heureux Parlement , *parce qu'il* aura établi une parfaite union entre le meilleur des Rois , & le plus fidèle de tous les Peuples. Nous espérons aussi , que V. M. se fera toujours un vrai plaisir de nous assembler , & que nous serons heureux & contents de nous voir dans vos bonnes grâces.

„ Dans cette espérance , je passe à l'ordre que j'ai reçu , & qui paroitra dans l'Ecrit , dont je supplie très-humblement V. M. d'écouter la lecture. C'est une Requête de la Chambre des Communes , pour supplier V. M. de faire cesser les inconvéniens qui proviennent de la méthode de loger des Soldats par billets dans les maisons de vos Sujets , contre leur volonté. Vos nobles Ancêtres ont toujours estimé que les cœurs de leurs Sujets étoient les meilleures Garnisons qu'ils pussent tenir dans leur Royaume , & nous supplions V. M. d'être persuadé , que tous vos Sujets sont prêts à donner leurs vies pour la défense de V. M. & de l'Etat.

„ Comme nous ne retournons point dans nos Provinces , pendant ces Fêtes de Pâques , nous regarderions comme un extrême bonheur & pour nous & pour ceux qui nous ont députés à ce Parlement , si nous pouvions leur faire part d'une gracieuse réponse de V. M. sur cet Article , laquelle nous espérons que V. M. voudra bien nous accorder , par les raisons contenues dans notre Requête.

La Requête touchant les Logemens par billets étoit conçue en ces termes :

S I R E ,

„ Vos fidèles Communes représentent humblement à V. M. , que , par les Loix fondamentales de ce Royaume , chaque Sujet à une pleine & entière propriété de ses biens. Que par conséquent , loger des Soldats par billets chez quelqu'un contre son gré , est une chose directement contraire à ces mêmes Loix par lesquels nous & nos Ancêtres avons été si long-tems & si heureusement gouvernez. Cependant , par une violation manifeste de ce droit incontestable des Sujets , & au grand dommage de diverses Provinces , & de diverses personnes , on a inventé & mis en pratique , une nouvelle méthode inconnue auparavant dans ce Royaume , de mettre les Soldats en quartier en divers endroits , par Compagnies , de contraindre les Sujets de les loger dans leurs maisons , & de contribuer à leur entretien , au grand préjudice du service de V. M. , & à la terreur & ruine de beaucoup de gens. Nous ne saurions suffisamment représenter à V. M. combien nous sommes sensibles à ces misères , ni les maux que nous souffrons par ce seul moyen. Nous ne voulons point fatiguer V. M. par le récit de ces maux , en détail , mais nous vous supplions seulement de nous permettre , de vous en faire connoître les inconvéniens.

Le service de Dieu en est empêché , y ayant beaucoup de gens qui

Qq iij

n'osent

CHARLES I.
1628.

Requête
des Com-
munes
sur les
Loge-
mens des
Soldats
par bil-
lets.
Rush-
worth,
Vol. I.
pag. 542.

CHAR- „ n'osent aller à l'Eglise , de peur que leurs maisons ne soient pillées en leur
DES I. „ absence.

1628.

2. „ Le bon Gouvernement du Païs est par-là négligé , & en quelque
„ maniere méprisé.

3. „ Les Officiers de Justice ont trouvé de la résistance , & leurs vies ont
„ été même en danger.

4. „ Les rentes du Païs sont en général beaucoup diminuées. Les Fer-
„ miers , pour se mettre à couvert de l'insolence des Soldats , ont été contraints
„ par les cris & les clameurs de leurs femmes , de leurs enfans exposez aux in-
„ jures , d'abandonner leurs maisons , & de se retirer dans des lieux où ils pus-
„ sent vivre avec plus de sûreté.

5. „ Les Laboureurs , qui sont comme les mains du Païs , corrompus par
„ les mauvais exemples des Soldats , & encouragez à mener une vie fainéante ,
„ quittent leur travail , aimant mieux vivre au dépens d'autrui , que de leur
„ propre labeur.

6. „ Les Marchands & les Artisans sont découragez , & contraints d'a-
„ bandonner leur Commerce , & leurs Professions , afin d'employer leur
„ tems à chercher les moyens de se mettre à couvert de la cruauté des Sol-
„ dats.

7. „ Les Marchez sont déserts , & les grands chemins si dangereux , que
„ personne n'ose , ni ne peut voyager sans péril.

8. „ De tous les endroits où ces Compagnies sont en quartier , on n'en-
„ tend que des plaintes des excès & des barbares cruautés qu'elles y commet-
„ tent dont peu ont été recherchées , & moins encore punies.

„ Ce sont-là , Sire , les inconvéniens qu'a produit cette nouvelle métho-
„ de de loger des Soldats par billets dans les maisons des Particuliers. Tout
„ cela ne tend pas moins au dommage de V. M. qu'à la ruine de vos Sujets ,
„ qui par-là sont mis hors d'état de fournir à V. M. , comme ils le souhaitent ,
„ les secours que vous leur demandez. Et malgré tout cela , ils n'ont pas moins
„ à craindre d'autres dangers , tant au dedans , que du dehors , de la part des
„ Ennemis étrangers. A ces deux égards , le petit Peuple est menacé d'une
„ extrême calamité. Il est excessivement pauvre , & en certains endroits , fort
„ nombreux. Par cette raison , il est à craindre , que ce même Peuple qui ,
„ même dans le tems où la Justice est la mieux administrée , ne peut être qu'à
„ peine bien gouverné , ne se joigne à ces Soldats mal disciplinez , & n'excite
„ quelque révolte. Nous ne pouvons nous empêcher , Sire , pour la décharge
„ de nos consciences , de représenter ces choses à V. M. y étant contraints par
„ une crainte qui nous paroît bien fondée , qu'il n'arrive quelque malheur ,
„ si on ne trouve pas un moyen efficace , ou pour faire sortir du Royaume ,
„ ou pour congédier ces Compagnies si mal disciplinées.

„ En second lieu , nous supplions très-humblement V. M. de considérer ,
„ qu'un grand nombre de ces Soldats , outre leurs perverses dispositions , &
„ leurs actions dissoluës , font profession ouverte du Papisme. C'est pourquoi
„ on peut justement soupçonner , que si l'occasion s'en présente , ils se join-
„ dront à un Ennemi étranger de la même Religion qu'eux , plutôt qu'à V.
„ M. qui êtes leur legitime Souverain. Ceci regarde encore plus particuliere-
„ ment quelques-uns de leurs Capitaines & Commandans qui ne sont pas
„ moins

moins attachez que leurs Soldats , à la Religion Romaine , & qui ont servi le Roi d'Espagne & l'Archiduchesse dans les Païs-Bas , contre vos propres Alliez. V. M. considerera donc , selon sa sagesse , quel dommage il en peut arriver à ce Royaume.

» Par ces raisons, & par plusieurs autres que nous pourrions alléguer, fondées sur le maintien du service de Dieu, sur la continuation & l'accroissement de l'honneur & de l'avantage de Votre Majesté, sur la conservation des anciennes & indubitables libertez de votre Peuple, & en même tems de la Justice, de l'industrie, de la valeur de nos Sujets qui touchent de si près le bonheur de Votre Majesté & de votre Peuple, & en vûë de prévenir la ruïne de l'Etat; Nous les très-humbles & fidelles Sujets de Votre Majesté les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois qui composent la Chambre des Communes, au nom de toute la Communauté du Royaume, qui se trouve misérablement affligée, nous nous prosternons au pied du Trône de votre grâce & de votre justice, pour vous demander avec ardeur, qu'il vous plaise de nous délivrer de ce fardeau insupportable, non seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir.

C'est une chose assez plaisante que la manière dont le Roi & les Communes agissent ensemble. Ce n'étoient que détours & artifices des deux côtéz. Ils n'exprimoient point leurs véritables pensées, en se parlant mutuellement, & néanmoins ils s'entendoient l'un l'autre parfaitement, quoiqu'ils fissent semblant de ne pas s'entendre. Les Communes sçavoient bien que les raisons pour justifier le délai du secours, alléguées dans leur Représentation, n'étoient pas valables, & que le Roi en étoit bien persuadé. Mais elles croyoient qu'il feindroit de s'en contenter, pour ne pas les engager à lui dire en face, qu'elles ne se fioient point à ses promesses, & qu'elles regardoient ce délai comme l'unique moyen d'avoir satisfaction sur leurs Grieffs. Le Roi feignoit d'ignorer ce motif, & tiroit avantage de ce que les Communes, au lieu de parler clairement, n'osoient s'exprimer qu'obscurément & par des détours. D'un autre côté, quoique le Roi n'eût aucune intention de réparer les Grieffs, il vouloit pourtant qu'on crût qu'il le feroit après que l'affaire des Subsidies seroit finie. Les Communes de leur côté, feignant de ne pas connoître sa pensée, vouloient faire accroire que le délai du secours avoit une cause toute différente, quoiqu'elles fussent bien persuadées que le Roi ne pouvoit pas s'y méprendre. Mais comme le Roi ne se croyoit pas obligé de garder avec les Communes les mêmes ménagemens qu'elles devoient avoir pour lui, il leur parloit d'un ton plus haut, sçachant bien que ce ne seroit qu'à l'extrémité qu'elles se porteroient à se déclarer plus ouvertement. Il répondit donc en ces termes à leur Représentation.

MONSIEUR L'ORATEUR ET MESSIEURS,

Lorsque je vous envoyai mon dernier Message, je ne m'attendois pas à une réplique de votre part, parce que mon unique but étoit de hâter vos résolutions. Je vous dis au commencement de cette Assemblée, qu'il n'étoit pas à propos d'employer le tems en paroles. Encore moins est-il convenable de le passer en disputes.

re- Réponse
Je du Roi.
Rushworth,
m- Vol. I. p. 545.

Si

CHARLES I. 1628. Si j'avois intention de les entretenir, le préambule de l'Orateur m'en fourniroit assez de matiere. Il ne s'agit pas de sçavoir quelle liberté vous avez sur la maniere de traiter les matieres dans votre Chambre, mais de ce qu'il faut faire dans le tems présent. J'espère donc que vous suivrez mon exemple en évitant les contestations, & que vous vous appliquerez aux affaires importantes que vous avez en main. Vous protestez que vous avez de l'affection & du zèle pour ma Prérogative. Mais je m'attends que vous aurez la même charité pour moi, & que vous croirez ce que j'ai déclaré plus d'une fois, que je n'ai pas moins d'ardeur pour la nécessaire conservation de vos véritables libertez. N'employons point trop de tems en des choses qui pourroient mettre en danger, & ma Prérogative & vos libertez, & les exposer à l'invasion de nos ennemis.

En un mot, allez travailler promptement aux affaires, sans tant d'apologies. Le tems presse, & il ne s'arrêtera ni pour vous ni pour moi. C'est pourquoi, il est de mon devoir de vous presser aussi, parce que j'en connois l'importance, puisque je tiens le Gouvernement. Quant à votre Requête, je ferai sçavoir ma réponse dans un tems convenable.

Projet d'une Requête de droit pour être présentée au Roi par les deux Chambres.

J'ai déjà dit, que les Communes prétendoient tirer quelque avantage des cinq Subsidies qu'elles vouloient bien accorder au Roi, & que c'étoit une condition nécessaire, qu'elles insinuoient sans cesse, quoi qu'elles évitassent de se servir de ce terme. Dans cette pensée, elles avoient préparé une Requête pour être présentée au Roi au nom des deux Chambres, pour laquelle elles avoient demandé la concurrence des Seigneurs. Cette Requête étoit intitulée *Requête de droit*, parce qu'on ne prétendoit pas demander au Roi quelque grace ou quelque faveur, mais le maintien des libertez des Sujets. C'étoit par cette raison, qu'elle devoit être présentée solennellement au Roi assis sur son Trône, en maniere de Bill, & que le Roi y devoit répondre d'une maniere Parlementaire. Le modèle en avoit été envoyé aux Seigneurs pour avoir leur concurrence. Le Roi en fut alarmé. Il souhaitoit d'éviter qu'une pareille Requête, qui établissoit trop clairement les droits des Sujets, ne lui fût présentée, parce qu'il comprenoit bien, que, s'il la rejettoit, il se priveroit des cinq Subsidies dont le Bill n'étoit pas encore dressé. D'un autre côté, en accordant le contenu de la Requête, il se lioit lui-même les mains pour l'avenir, & avoit en même tems, que les actes d'autorité qu'il avoit exercez jusqu'alors étoient contraires aux Loix. C'étoit aussi précisément le Détroit où les Communes vouloient l'engager par cette Requête de droit. C'est ce qui fit qu'il ne négligea rien de ce qui étoit en son pouvoir pour parer ce coup. Comme il avoit beaucoup de crédit dans la Chambre Haute, il fit en sorte, que les Seigneurs, en feignant de convenir avec les Communes de la substance de la Requête, leur proposerent de prier le Roi en commun de faire les Déclarations suivantes :

Le Roi fait divers efforts pour l'empêcher.

Propositions des Seigneurs, tendant à éluder la Requête de droit.

1. „ Que la bonne & ancienne Loi appelée la Grande Chartre, & les six Statuts qui en sont les déclarations & les explications, sont encore en force à tous égards.

2. „ Que, selon la grande Chartre, & les Statuts mentionnez ci-dessus, comme aussi suivant les anciennes Coutumes, & les Loix de ce Royaume, chaque Sujet a une propriété fondamentale de ses biens, & une propriété fondamentale de sa personne.

3. „ Que

3. » Que c'est le bon plaisir de Sa Majesté de ratifier & de confirmer à tous ses Sujets, & à chacun d'eux, toutes leurs justes & anciennes libertez, leurs droits & leurs Privilèges, d'une manière aussi ample à tous égards, que leurs Ancêtres les ont possédés, sous les Règnes des plus nobles & meilleurs de ses Prédécesseurs.

4. » Que Sa Majesté déclare, pour la satisfaction de ses Sujets, & pour les délivrer de crainte pour l'avenir, que dans tous les cas dépendans de la Loi Commune, concernant la liberté des Sujets, il procédera selon la Loi Commune du Pais, & selon les Loix du Royaume, & non pas d'aucune autre manière.

5. » Que pour ce qui regarde la Prérogative Royale attachée d'une manière intrinsèque à la Souveraineté que Dieu lui a confiée, *ad communem totius Populi salutem, & non ad destructionem*, Sa Majesté n'en usera point, & ne l'étendra point au préjudice d'aucun de ses fidèles Sujets, pour ce qui regarde la sûreté de leurs biens & de leurs personnes. Que si pour la sûreté du Roi, du Peuple, ou du Gouvernement, Sa Majesté trouve nécessaire, pour des raisons d'Etat, de faire emprisonner quelqu'un de ses Sujets, il fera connaître dans un tems convenable, la cause générale ou spéciale de cet emprisonnement, & qu'après sa déclaration, il fera procéder au Jugement selon la Justice commune de ce Royaume.

Mais les Communes ne donnerent point dans ce piège, comprenant bien que ce n'étoit qu'un artifice pour éluder la Requête de droit qui deviendrait comme inutile, après ces Déclarations. En effet, il y avoit bien de la différence, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, entre ces Déclarations, & ce qui étoit demandé par la Requête. Les Déclarations étoient toutes conçûes en termes généraux qui pouvoient donner lieu au Roi de chicaner sur l'exécution de chacun des Articles, ainsi qu'on l'avoit vû dans l'affaire des emprunts, & dans les emprisonnemens des refusans. En cela le Roi n'avoit pas prétendu agir contre les Loix; au contraire, il se croyoit autorisé par la Loi, & les Juges du Royaume avoient favorisé sa prétention. Mais la Requête de droit étoit plus spécifiée, & ne laissoit que peu de lieu aux chicanes. D'un autre côté, la différence n'étoit pas moindre, entre la réponse directe & Parlementaire que les Communes demandoient, & de simples Déclarations pleines de généralitez qui n'étoient pas capables de satisfaire le Peuple. Ainsi, les Communes rejetterent absolument la proposition des Seigneurs.

Le Roi n'ayant pû réussir dans son projet, par le moyen de la Chambre Haute, voulut tâcher de contenter les Communes, en leur faisant, de son propre mouvement, les mêmes offres que les Seigneurs avoient semblé seulement désirer de lui. Dans cette vûe, ayant fait venir les deux Chambres à Whitehall, le Garde du grand Sceau, en sa présence, leur parla de cette sorte :

MYLORDS ET MESSIEURS DES COMMUNES,

Vous vous souvenez, sans doute, que les grandes affaires qui regardent la Région & l'Etat sont les véritables causes qui ont fait assembler ce Parlement. Comme l'impression qu'elles font sur Sa Majesté s'augmente de jour en jour, il ne dou-

Tome VII.

Rr

Discours du
Garde du
grand Sceau
aux deux
Chambres.

CHAR-

LES I.

1628.

Rush-

Worth,

Vol. I.

pag. 346.

Rejetées
par les
Communes.

Le Roi fait
venir les
deux Cham-
bres à Whitehall.

CHARLES
1.
1628.
Rushworth,
Vol. I. p. 549.

te point qu'elles ne fassent le même effet sur vous, puisque le danger augmente par la perte du tems, & par les Préparatifs de nos ennemis.

Cependant Sa Majesté considère que cette perte de tems vient des contestations qui se sont élevées dans les deux Chambres, touchant les libertez des Sujets. Comme Sa Majesté prend en bonne part l'intention que les deux Chambres ont fréquemment témoignée, de ne diminuer point sa Prérogative Royale, il a lieu de croire que vous regardez comme une grace extraordinaire qu'il ait souffert que durant si long-tems, & sans aucune interruption, on ait agité des questions sur ce sujet. Mais présentement Sa Majesté considérant combien il a été employé de tems à cela, & ne désirant rien tant que de prévenir une plus grande perte de ce même tems, dont chaque heure & chaque minute est précieuse; & prévoyant, que de quelque manière qu'on le ménage, l'ordre & la forme des délibérations des deux Chambres en requierent plus que les affaires ne le peuvent souffrir, a pensé à un expédient pour l'abrégier, en vous ouvrant son cœur, & en vous déclarant ses intentions. Il m'a donc commandé de vous dire, qu'il regarde la grande Chartre & les six Statuts en dépendans, comme étant actuellement en force : qu'il maintiendra ses Sujets dans la franchise de leurs personnes & de leurs biens : qu'il gouvernera selon les Loix & les Statuts du Royaume. Il m'a ordonné d'ajouter, que vous trouverez autant de sûreté dans sa parole Royale & dans ses promesses, que dans aucune Loi ou Statut que vous pourriez faire : de sorte qu'à l'avenir, vous n'aurez aucun sujet de vous plaindre.

Pour conclusion, Sa Majesté prie Dieu qui a benî jusqu'ici ce Royaume, & qui lui a mis au cœur de se trouver ici aujourd'hui avec vous, d'accorder un heureux succès au Roi & au Peuple. Il souhaite donc que vous n'entretenez aucun doute sur ce sujet, & que vous vous attachiez unanimement à l'affaire principale.

Message du
Roi aux
Communes.

Les Communes évitèrent ce piège comme le précédent, & s'en tinrent toujours avec fermeté, à la Requête de droit. Peu de jours après, le Secrétaire Cook leur porta, de la part du Roi, un nouveau Message contenant, que Sa Majesté souhaitoit de sçavoir si elles vouloient se fier à lui ou non : que si elles vouloient se fier à sa parole, il assureroit que ce qu'il avoit promis seroit réellement & ponctuellement exécuté.

Discours du
Chevalier
Wentworth sur
lequel la
Chambre
formé sa résolution.

Ce Message causa de grands débats dans la Chambre, parce que Cook & les autres partisans de la Cour faisoient tous les efforts possibles pour faire accepter ce que le Roi proposoit, c'est-à-dire, que, sans parler davantage de la Requête de droit, on se contentât de la parole du Roi. Enfin, le Chevalier Wentworth se leva, & dit, Que jamais aucune Chambre de Parlement n'avoit eu plus de confiance dans la bonté du Roi que celle-ci en avoit. Que néanmoins, il étoit à souhaiter que la postérité fût informée des témoignages de cette bonté, parce que les Députés étoient responsables au Public, de la confiance qu'il avoit en eux. Que par cette raison, puisqu'il y avoit eu une violation publique des Loix, par les Ministres du Roi, rien n'étoit capable de satisfaire le Peuple, qu'une réparation publique. Que le désir qu'avoit la Chambre de soutenir les droits des Sujets, par un Bill, ne devoit pas être regardé comme tendant à leur procurer quelque avantage nouveau, puisqu'elle ne demandoit que ce qui étoit contenu dans les anciennes Loix avec quelques moyens convenables pour en assurer l'exécution. Cet avis ayant prévalu, la Chambre députa son Orateur pour notifier cette résolution au Roi.

Dans

Dans ce même tems, Cook délivra un nouveau Message de la part du Roi, portant, *Que de quelque maniere que la Chambre procedât dans l'affaire qu'elle avoit en main, il ne doutoit pas qu'elle n'agit conformément aux protestations qu'elle avoit souvent faites; & de telle maniere qu'il auroit lieu de l'en remercier. Que sa résolution étoit de faire connoître à ses Sujets & à tout le monde, que son intention étoit de gouverner selon les Loix & les Coutumes du Royaume, & de maintenir ses Sujets dans la liberté de leurs personnes & dans la propriété de leurs biens, en sorte qu'ils jouïroient d'une aussi grande félicité que leurs Ancêtres, dans les meilleurs tems, & qu'il redresseroit les abus d'une telle maniere, que personne n'auroit sujet de se plaindre. Que comme en cela Sa Majesté vouloit se mettre auran des meilleurs Rois, & montrer qu'il n'auroit pas intention d'envahir les légitimes droits de son Peuple, il souhaitoit aussi que les Communes se missent au rang des meilleurs Sujets, sans empiéter sur la souveraineté de cette Prérogative que Dieu avoit mis entre ses mains, pour leur bien, & en se contenant dans les bornes des anciennes Loix, sans les restreindre, & aussi sans les étendre, par des éclaircissemens, des explications, des interprétations, des additions, à quoi Sa Majesté ne pouvoit pas consentir. Que Sa Majesté leur faisoit sçavoir, que l'importance des affaires du Royaume & de la Chrétienté le pressoit de plus en plus. Que ces affaires étoient parvenues à un tel degré de maturité, que le tems ne lui permettoit pas de souffrir de plus longs débats ni de plus longs délais, & que cette Session ne pouvoit pas continuer plus long-tems que de Mardi en huit jours, pour le plus tard. Que dans cet intervalle, Sa Majesté seroit toujours prête à accomplir sa promesse, & que si la Chambre de son côté, ne se trouvoit pas prête à ce qui étoit convenable pour elle-même, ce seroit sa propre faute. Que sur l'assurance d'une prompte expédition & d'une bonne correspondance, Sa Majesté déclaroit, qu'elle avoit intention de rassembler le Parlement à la Saint Michel, pour perfectionner les choses qui n'auroient pû être terminées dans cette Session.*

Tout cela ne fut pas capable de détourner les Communes du dessein de faire un Acte de Parlement de la Requête de droit. La menace de finir la Session ne les épouvantoit pas, le Roi étant allé trop avant pour pouvoir reculer. Il ne s'agissoit plus que de sçavoir, s'il vouloit accorder par un Bill, ce qu'il vouloit accorder d'une autre maniere, & il ne pouvoit rompre avec le Parlement sur ce prétexte, sans se perdre entièrement dans l'esprit du Peuple, & sans se priver des cinq Subsidés. Ainsi, les Communes ne vouloient pas laisser échapper cette occasion de bien établir les droits des Sujets. Voici ce que l'Orateur des Communes dit au Roi de leur part, après l'avoir remercié de ce qu'il avoit assuré que son intention étoit de gouverner selon les Loix, & lui avoir dit que les Communes se confioient entièrement en sa bonté :

Il est vrai qu'elles ne peuvent oublier qu'à cause de la confiance que leur Pais a en elles, elles sont responsables au tems présent & au tems avenir, c'est pourquoi leur désir est, que Votre Majesté soit connu & regardé comme la cause de la joye & de la félicité commune. Elles disent aussi, qu'en dernier lieu les Loix du Pais, & les libertez des Sujets ont été publiquement violées par quelques-uns de vos Ministres, c'est pourquoi elles conçoivent, qu'il n'y a qu'un remède public qui puisse relever le courage abbatu de vos Sujets, & les porter à vous donner gayement un secours, en même-tems qu'ils demeureront satisfaits des procédures de cette Chambre.

CHARLES
I.
1628.
Autre Mes-
sage du Roi.
Rushworth.
Vol. I. p. 552.

Les Com-
munes de-
meurent
fermes dans
la résolu-
tion de pré-
senter la Re-
quête de
droit.

Discours de
l'Orateur
des Com-
munes au
Roi.
Rushworth.
Vol. I. p. 555.

CHARLES
I.
1528.

Par ces considérations, les Communes supplient très-humblement Votre Majesté de leur permettre d'accepter votre offre, sçavoir, que si elles jugeoient à propos d'assurer leurs droits & leurs Privilèges par un Bill, vous y consentiriez, pourvû qu'elles eussent égard à l'honneur de Dieu, au bien du Peuple, & au votre. Leur intention est très-éloignée de vouloir rien usurper sur votre Prérogative Royale, ou d'étendre les anciennes Loix par des explications ou des additions. Leurs desirs ne les portent pas plus loin que de donner certaines explications nécessaires, à ce qui est compris dans le sens raisonnable de ces mêmes Loix, & à prendre des précautions moderées pour en assurer l'exécution, ainsi qu'il a été pratiqué plusieurs fois dans les tems passés. Elles sont présentement occupées à considérer la maniere dont les desirs pourront être accomplis, en quoi elles assurent à Votre Majesté qu'elles ne perdront aucun tems, & ne rechercheront rien de ce qui appartient à Votre Majesté, mais seulement, ce qu'il est convenable à de fidèles Sujets de demander, & à un juste & gracieux Roi d'accorder.

L'Orateur ayant fini son Discours, le Garde du grand Sceau lui répondit, par ordre du Roi, de cette maniere :

MONSIEUR L'ORATEUR,

Réponse du
Roi.

„ Sa Majesté m'a commandé de vous dire, qu'elle attendoit une réponse
„ par des actions, & non pas un délai par des paroles. Vous reconnoissez que
„ Sa Majesté se confie en vous : mais il ne voit pas comment vous vous con-
„ fiez à sa parole & à ses actions. Car à quoi bon des explications, si on ne
„ doute pas que les Loix ne soient exécutées selon leur véritable sens ? Par ces
„ explications, on se mettra en risque d'usurper la Prérogative du Roi. Ne
„ peut-on pas dire ; quelle nécessité y a-t-il de faire une nouvelle Loi, pour en
„ confirmer une ancienne ? Vous reconnoissez vous-mêmes, que votre plus
„ grande assurance consiste dans la bonté de Sa Majesté, sans quoi tout ce que
„ vous pourrez projeter n'aura aucune sûreté, & ne vous servira de rien. Mais
„ pour faire voir la sincérité de ses intentions, le Roi est content qu'on prépa-
„ re un Bill pour confirmer la grande Chartre & les Statuts sur lesquels on in-
„ siste, si vous jugez que ce soit là le meilleur moyen, pourvû que ce soit sans
„ explication, sans paraphrases, & sans additions.

„ Ainsi, vous pouvez vous assurer contre vos craintes imaginaires, & ce
„ Parlement aura une heureuse fin. Si au contraire, vous prétendez lier le Roi
„ par des nœuds nouveaux, & assurément impossibles, vous serez respon-
„ sables devant Dieu & devant votre Patrie du mauvais succès de ce Parlement.
„ Sa Majesté vous a donné sa parole qu'à l'avenir vous n'aurez aucun sujet de
„ vous plaindre. Moins que cela est suffisant pour reconcilier ensemble de
„ grands Princes, & à plus forte raison un Roi avec ses Sujets. Enfin, j'ai or-
„ dre de vous dire, que ; sans plus de répliques, de messages, ou autres délais,
„ non nécessaires, vous fassiez promptement ce que vous avez résolu de faire,
„ en vous souvenant de ce que Sa Majesté vous a fait dire par le Secrétaire d'E-
„ tat, touchant le tems. L'intention de Sa Majesté est d'accomplir sa promesse
„ de tout son pouvoir. C'est pourquoi il veut avertir la Chambre, qu'il aime-
„ roit mieux poursuivre d'autres affaires, que de commencer d'entrer dans
„ celle-ci. La perte du tems a été le plus grand sujet de plainte. La matiere qui
est

est présentement en délibération est celle-ci, Quel est le meilleur moyen, ou de s'en rapporter à la parole de Sa Majesté ou à un Bill ? Si vous voulez considérer l'avantage qui vous reviendra de vous confier à la parole du Roi, c'en est un sans doute, d'une très-grande étendue, & dont on peut tirer le plus d'assurance. Un Acte de Parlement se fait par le consentement commun du Roi & du Parlement ; mais l'assurance que le Roi nous donne est qu'il gouvernera selon les Loix. C'est-là ce qu'il nous promet, & que les Loix seront exécutées de telle manière, que nous jouirons d'une aussi grande franchise que nos Ancêtres en ont joui. Cela contient plusieurs Loix, & un consentement à toutes les bonnes Loix. Que dis-je, il contient la confirmation de ces mêmes Loix, assurance qui lie le Roi plus que les Loix-mêmes ne peuvent faire. Premièrement, par l'amour qui est le plus fort lien entre un Roi & ses Sujets. En second lieu, cette promesse le lie par son jugement, & par son honneur, non seulement ici, mais dans tout le reste du Monde. La parole d'un Roi sert de fondement à tous les Traitez : elle lie même sa conscience. Cette Confirmation entre les deux Chambres est de la nature d'un vœu. Pour moi, je suis persuadé, que notre plus grand avantage consiste à nous reposer sur la parole du Roi. Au reste, il est plus à propos de délibérer sur ce sujet, en pleine Chambre, qu'en Committé, car c'est une nouvelle manière que de délibérer en Committé de toute la Chambre.

Cette Réponse fait voir manifestement combien le Roi craignoit cette Requête de droit qu'on lui préparoit. Il présupposoit avec raison, non seulement qu'elle contiendrait la substance de la Grande Chartre & des Statuts en dépendant, mais encore des explications qui préviendroient les chicanes qu'on pourroit faire sur le véritable sens de ces Loix ; c'étoit ce qu'il vouloit éviter d'approuver, de peur de se lier les mains. La grande Chartre & les six Statuts subsistoient depuis fort longtems : mais cela ne l'avoit pas empêché d'exiger de l'argent de ses Sujets par voye d'emprunt, & de faire mettre en prison ceux qui avoient refusé d'obéir. Bien loin d'avoüer qu'en cela il eût agi contre les Loix, il avoit au contraire, trouvé le moyen de se faire approuver par les Juges du Royaume. En offrant donc de confirmer la grande Chartre par un Bill, il laissoit les choses en l'état où elles étoient, & le Peuple n'auroit rien gagné par ce nouveau Bill. C'est ce que le Garde du grand Sceau n'avoit pu s'empêcher de faire entendre, lorsqu'il avoit dit, qu'il ne voyoit point où étoit la nécessité de confirmer une vieille Loi actuellement en force, par une nouvelle. Il vouloit faire entendre par-là, que l'ancienne n'avoit pas été enfreinte, c'est pourquoi le Roi vouloit bien la confirmer, pourvu qu'il n'y eût ni additions, ni paraphrases, ni explications. Mais rien n'étoit plus capable de faire comprendre aux Communes, la nécessité de ces explications, que les efforts que le Roi faisoit pour les éviter. L'extrême désir qu'il témoignoit qu'on se fiât à sa parole étoit une très-forte raison pour assurer les libertez des Sujets par quelque chose de plus fort. Il est bien vrai que les paroles des Princes sont capables de les reconcilier ensemble quand ils sont broüillez : mais cela suppose une confiance mutuelle, sans quoi une simple parole ne sçauroit produire une parfaite reconciliation. Or il s'agissoit de sçavoir si on avoit lieu de se confier à la parole du Roi, ce que les Communes

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1623.

Observa-
tion sur la
Réponse du
Roi.

CHARLES
I.
1623.

ne croyoient pas , quoiqu'elles n'osassent le déclarer ouvertement. D'ailleurs ce qu'on leur avoit dit , que la promesse du Roi de gouverner selon les Loix , étoit une plus grande assurance que les Loix mêmes , leur faisoit assez comprendre , que le Roi ne croyoit pas qu'il fût impossible d'éluder les Loix. Elles tiroient donc delà une nouvelle raison pour lier le Roi par une Loi plus claire & plus positive que celles qui avoient été faites jusqu'alors.

Observons encore dans cette Réponse , il est assez surprenant , que le Garde du grand Sceau , dans la dernière période de son Discours , ait voulu apprendre aux Communes la manière dont cet affaire devoit être débattue dans leur Chambre , insinuant , que les Committez de toute la Chambre étoient une nouvelle méthode inusitée autrefois. Pour bien entendre le but de cette insinuation , il faut sçavoir , qu'en pleine Chambre un Membre ne peut parler qu'une seule fois sur la même affaire , & qu'après avoir établi son sentiment , il ne lui est plus permis de répondre ou de répliquer. Mais quand la Chambre est tournée en grand Comité , il y a plus de liberté. Chacun peut argumenter , répondre , répliquer , comme il le juge à propos. C'est par ce moyen que les matières dont il est question sont parfaitement éclaircies , en sorte qu'il est facile à chacun de former son sentiment sur les raisons , les réponses , les répliques qu'il a entendues. Il paroît donc par ce que le Garde du Grand Sceau vouloit insinuer aux Communes , que le Roi craignoit les éclaircissements qui pouvoient naître de cette manière de délibérer. Mais la Chambre ne trouva pas à propos de recevoir ses instructions , ni de changer sa méthode ordinaire. Elle se tourna donc en grand Comité , pour examiner en détail tout ce qui se pouvoit dire pour ou contre ce que le Roi souhaitoit. Voici quel fut le sentiment général de la Chambre , exprimé par un de ses Membres , au sentiment duquel la plupart des autres se rangèrent

Discours
d'un des
Députés.

A-t'on jamais ouï dire que des paroles générales fussent une satisfaction suffisante pour des Griefs particuliers ? Qu'une Déclaration verbale du Roi , fût la parole du Royaume ? S'il y a des Griefs , c'est au Parlement à les redresser. Le Parlement a-t'il jamais fait fond sur des Messages ? Les Parlements ont présenté des Requêtes touchant leurs Griefs , & les Rois y ont toujours répondu. Véritablement , la Réponse du Roi est gracieuse : mais il s'agit d'établir la Loi du Royaume. Je ne me désie point du Roi : mais ce que le Roi promet doit être enregistré , afin qu'on en puisse avoir un témoignage authentique. Il doit répondre à chaque Acte particulier , & non pas en général. A-t'on jamais vu , que les Messages du Roi ayent servi de fondement aux Bills des Subsidés ? Les Rois suivans pourront dire , il faut que vous vous fiez à moi , comme vous vous êtes fiez à mes Prédécesseurs , & vous en rapporter à mes Messages. Mais ces Messages ne font point partie des Actes de Parlement. Présentons donc une Requête de droit. Non que je me désie du Roi ; mais je ne puis établir ma confiance , que sur sa parole Parlementaire.

La Chambre
Basse fixe le
tems des
payemens
de Subsidés,
avant que
d'en avoir
passé le Bill.

Comme les Communes avoient résolu de faire marcher d'un pas égal les Subsidés & les Griefs , la Requête de droit ne fut pas plutôt prête , qu'elles firent un pas plus avant par rapport aux Subsidés , en votant , que les deux premiers seroient payez le 10. de Juillet , un , le 12. d'Octobre , un , le 20. de Décembre , & le dernier le 1. de Mars. C'étoit afin d'ôter au Roi le prétexte de

de se plaindre, qu'on laissoit en arriere l'affaire des Subsidés : mais cela ne suffisoit pas pour le contenter. Il souhaitoit que le Bill des Subsidés fût dressé, & passât, avant qu'on lui présentât la Requête de droit, ce que la Chambre Basse étoit bien résoluë de ne pas faire, étant persuadée qu'aussi-tôt que le Bill des Subsidés auroit passé, le Parlement seroit prorogé ou dissous. Ainsi, dès le même jour, elle envoya la Requête de droit aux Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Mais avant que de l'obtenir, les Communes se virent encore obligées de soutenir deux nouveaux assauts, l'un de la part du Roi, l'autre de la Chambre Haute où le parti de la Cour étoit fort puissant.

Les Seigneurs étant occupez à l'examen de la Requête de droit, demanderent aux Communes une Conférence, dans laquelle le Garde du grand Sceau dit, qu'il avoit été proposé dans la Chambre Haute de faire quelques amendemens à la Requête, pour la rendre moins rude & plus agréable au Roi, en vûë d'obtenir d'autant plus aisément ce qu'on demandoit. Que dans le tems que les Seigneurs étoient occupez à délibérer au sujet des emprisonnemens, ils avoient reçu une Lettre du Roi, laquelle ils désiroient de communiquer aux Communes, & on en fit la lecture.

CHARLES ROI,

„ Comme nous ne désirons rien avec tant de passion, que de procurer la Paix & la prospérité de notre Peuple, nous avons permis qu'on disputât sur les points les plus importans de notre Prérogative, laquelle nos Prédécesseurs Rois & Reines n'ont jamais voulu laisser débattre dans les Parlemens, comme n'appartenant point à aucune des Chambres de délibérer sur ce sujet. En toute autre chose, nous avons eu pour les désirs de nos bons Sujets une condescendance capable de contenter les personnes modérées, & de les délivrer de toutes craintes & jalousies, ainsi que nos Messages à la Chambre des Communes le font voir manifestement. Cependant, nous trouvons, qu'on veut établir pour maxime, qu'en quelque cas que ce soit, ni nous-même, ni notre Conseil Privé, ne pouvons pas faire mettre en prison un Sujet, sans en déclarer la raison, quand ce seroit même pour des affaires qui touchent le plus près notre Etat & notre Gouvernement. Mais il peut souvent arriver, que si en faisant mettre un homme en prison, nous en déclarions la cause, nous nous mettrions hors d'état de poursuivre le Prisonnier, & que l'affaire seroit gâtée par-là. On veut aussi que la cause soit examinée par les Juges de nos Cours de Westminster, selon les formes ordinaires de la Justice : au lieu qu'il peut arriver, que l'affaire soit d'une telle nature, que les Juges n'ont pas le pouvoir de la juger, ou qu'ils n'ont pas de regle fixe pour diriger leurs Jugemens dans des causes d'une nature extraordinaire. Cela peut arriver si souvent, que si en ces affaires on empiétoit sur les Régles du Gouvernement, si constamment & si long-tems pratiquées, ce seroit renverser le fondement & la constitution de la Monarchie. Ainsi, comme nous avons fait à nos Communes des propositions qui tendent à préserver inviolablement les justes libertez de nos Sujets, nous avons jugé à propos, Mylords, de vous déclarer, que nous ne pouvons souffrir que ce Pouvoir soit attaqué, à moins que nous ne voulions en même tems, consentir au renversement de la

CHARLES
I.
1628.

Lettre du
Roi à la
Chambre
Haute
commu-
niquées
aux Com-
munes.
Rush-
worth,
Vol. I p.
560.

„ Sou-

CHAR-
LES I.
1628.

Souveraineté. Cependant, pour justifier nos bonnes intentions, nous voulons bien déclarer & publier, que nous n'avons pas dessein d'étendre le pouvoir que Dieu nous a confié, au-delà des bornes de la modération, dans les choses qui seroient contraires aux Loix & aux Coûtumes, qu'au contraire, nous n'aurons pour but que la sûreté de notre Peuple. Que notre résolution est, qu'à l'avenir, avec l'assistance de Dieu, ni nous, ni notre Conseil, ne ferons emprisonner aucune personne, pour avoir refusé de nous prêter de l'argent, ni pour aucune autre cause qui, selon le témoignage de notre conscience, ne touchera pas directement le bien public, ou la sûreté de notre Peuple, & que nous n'alleguerons aucune cause, de la justice de laquelle nous ne soyions convaincu dans notre conscience. Nous ne croyons pas que personne puisse s'imaginer que des pensées si basses puissent entrer dans un cœur Royal. Nous déclarons encore, que, dans toutes les affaires de cette nature, qui pourront arriver, sur la Requête des Parties, ou sur la représentation de nos Juges, nous serons toujours prêt à déclarer la cause de l'emprisonnement, aussi-tôt que cela se pourra faire convenablement & avec sûreté. Que dans toutes les causes criminelles, nous permettrons que nos Juges procèdent à l'élargissement des Prisonniers, sous caution, selon les Loix connues du País, la Grande Charte, les six Statuts sur lesquels on insiste, lesquels nous reconnoissons être en force, & que nous n'avons pas dessein d'abroger, selon le véritable sens & intention desdits Statuts. C'est ce que nous avons jugé à propos de vous notifier, pour abrégér les débats sur cette grande question. La saison est si fort avancée, & le tems nous presse tellement, qu'il ne nous permet pas de continuer plus long-tems cette Session.

Les Communes ne se laissent point ébranler.

Les Communes ne firent aucune attention à cette Lettre, ou plutôt, elles dissimulèrent le chagrin que leur causoient les artifices du Roi, qui, par des expressions obscures & ambiguës, & par diverses restrictions, se préparoit des moyens pour éluder ses promesses, dans le tems même qu'il vouloit les faire recevoir comme solennelles, authentiques, & satisfactives. C'est ce qu'on peut voir clairement, si l'on considère avec attention tous les termes de cette Lettre, aussi-bien que le but que le Roi se proposoit en l'écrivant. C'étoit d'éluder la Requête de droit, & de faire en sorte, qu'on lui laissât la liberté de faire usage de sa Prérogative, comme il avoit fait jusqu'alors.

Les Seigneurs proposent d'ajouter une clause à la Requête de droit.
Rushworth, Vol. I. p. 561.
Clause proposée par les Seigneurs.
Rejetée par les Communes.

Le second assaut que les Communes eurent à soutenir vint de la part des Seigneurs. Ils proposèrent à la Chambre Basse d'ajouter à la Requête de droit, une clause qui l'auroit renduë inutile, du moins selon l'intention de la Cour qui, vrai-semblablement, dirigeoit en cela la Chambre Haute. Voici l'addition.

Nous présentons humblement cette Requête à V. M. non seulement en vûë de conserver nos justes libertez, mais aussi, avec les justes égards que nous devons avoir pour laisser en son entier le Pouvoir souverain qui est confié à V. M. pour la protection, la sûreté, & le bonheur de son Peuple.

Cette addition fut examinée & débatus avec beaucoup de précision, dans la Chambre des Communes, & l'opinion générale fut, qu'elle devoit être rejetée par trois raisons principalement. La première, à cause de l'ambiguïté de ces termes, *Pouvoir souverain*, dont les Parlemens ne s'étoient jamais servis en parlant des Prérogatives du Roi. La seconde, parce que cette addition

tion

tion étoit comme une exception ou une réserve du droit du Roi, qui rendoit la Requête inutile. On alléguait sur ce sujet, que, sous le Règne d'Edouard I. le Parlement ayant présenté au Roi une semblable Requête, le Roi y avoit voulu faire ajouter ces mots, *sauf le Droit du Roi*, à quoi le Parlement n'avoit pas voulu consentir, parce que ces sortes d'exceptions rendoient inutile ce à quoi on les appliquoit. On disoit encore que c'étoit par cette même raison, que les Rois n'avoient jamais voulu permettre que le Clergé eût fait insérer dans aucun Acte ces paroles, *sauf le Droit de l'Eglise*. La troisième raison étoit, que si cette addition étoit générale, & n'avoit aucun rapport au contenu de la Requête, il n'y avoit aucune nécessité de l'admettre. Que si au contraire, elle devoit être appliquée à ce qui étoit contenu dans la Requête, il étoit manifeste qu'elle rendoit la Requête inutile.

Cette clause ayant été ainsi rejetée par les Communes, les Seigneurs n'osèrent rejeter la Requête, à cause du défaut de cette addition qui effectivement, n'étoit pas absolument nécessaire. Ainsi s'étant contentés, d'avoir donné au Roi un témoignage de leur affection pour son service, ils n'insistèrent plus sur l'addition proposée. Alors les deux Chambres résolurent de présenter la Requête au Roi, & de le prier d'y donner sa réponse en plein Parlement, afin qu'elle pût être enregistrée, & servir à l'avenir de Règle dans les Cours de Justice comme un Acte de Parlement. Le 2. de Juin, le Roi se rendit au Parlement pour y passer la Requête de droit, & parla ainsi aux deux Chambres.

CHARLES
I.
1628.

La Requête
de droit est
présentée
au Roi.

MY LORDS ET MESSIEURS.

Je me suis rendu ici pour faire ce à quoi je me sens obligé. Je ne crois pas que personne se persuade que je viens trop tard, puisque je n'ai pas employé autant de jours à délibérer sur ma réponse, que vous avez employé de semaines à composer votre Requête. Je viens donc ici pour faire voir, que tant dans ce qui regarde les formalitez, que dans ce qu'il y a d'essentiel, je désire de vous contenter, autant qu'il est à mon pouvoir.

Discours du
Roi avant la
lecture de la
Requête.

Le Garde du grand Sceau ajouta encore quelque chose : mais comme il n'y a rien de fort essentiel dans son Discours, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de l'insérer ici. Après cela, la Requête fut lue à haute voix. Elle étoit conçue en ces termes :

A LA TRÈS-EXCELLENTE MAJESTÉ DU ROI,

Les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes, assemblez en Parlement, remontrent au Roi notre Souverain Seigneur,

„ Que sous le Règne d'Edouard I. il fut fait un Statut intitulé *De Tallagio non concedendo*, portant, qu'aucune Taille ni Aide ne sera levée par le Roi, ni par ses Successeurs, sans la bonne volonté & le consentement des Archevêques, Evêques, Comtes, Barons, Chevaliers, Bourgeois, & autres hommes libres de la Communauté de ce Royaume.

„ De plus, par un Acte du Parlement tenu la 25. année du Règne d'Edouard III, il fut ordonné, qu'à l'avenir, personne ne seroit contraint con-

Requête
de droit
présentée
de la part
des deux
Cham-
bres.
Rush-
worth,
Vol. I. p.
588.

CHAR-
LES I.
1628.

„ tre sa volonté, de prêter de l'argent au Roi, parce que c'étoit une chose con-
traire à la raison, & à la liberté du Païs.

„ Par d'autres Loix de ce Royaume, il a été ordonné, que personne ne se-
roit chargé d'aucune imposition appelée *Bénévolence*, ni d'aucune autre char-
ge semblable.

„ En vertu des Statuts ci-dessus mentionnez, & d'autres bonnes Loix &
Statuts de ce Royaume, vos Sujets ont hérité de leurs Ancêtres, le droit de
ne pouvoir être contraints de fournir des charrois, des Tailles, des Aides, ou
autres semblables charges qui ne sont pas ordonnées par le consentement com-
mun du Parlement.

„ Il est néanmoins arrivé depuis peu, que des Commissions ont été adressées à
divers Commissaires en diverses Provinces, avec des Instructions en vertu des-
quels vos Sujets ont été assemblez en divers lieux, & requis de prêter certaines
sommès à V. M. Plusieurs d'entre eux, sur leur refus de se conformer à ces or-
dres, ont été obligez de prêter un Serment qui ne peut être justifié par les Loix &
Statuts de ce Royaume, & contraints de donner caution qu'ils comparoi-
troient devant le Conseil Privé de V. M. ou en d'autres lieux. D'autres ont été
arrêtez, ou emprisonnez, ou inquiétez & molestez en plusieurs manieres. Les
Gouverneurs des Provinces, leurs Lieutenans, les Commissaires des Montres,
les Juges de Paix, par ordre de Votre Majesté, ou de son Conseil Privé, ont
imposé & levé diverses Charges & Aides sur vos Sujets, contre les Loix, Or-
dres & Coûtumes de ce Royaume.

„ Par le Statut appelé la Grande Chartre des Libertez, il est ordonné que
personne ne pourra être emprisonné, ou privé de sa franchise ou liberté; être
banni, ou exilé, ou fait mourir, que par le légitime Jugement de ses Pairs,
ou par la Loi du Païs. Dans la 28. année du Regne d'Edouïard III. il fut
fait un Statut qui ordonnoit, qu'aucun Sujet, de quelque degré ou état qu'il
fût, ne pourroit être emprisonné, ni privé de ses biens, ni mis à mort, sans
avoir été admis à répondre, selon le cours de la Justice.

„ Cependant, nonobstant ce Statut & autres qui ont été faits pour la
même fin, plusieurs de vos Sujets ont été emprisonnez, sans qu'on en
donnât aucune raison. Et quand ils ont été conduits devant les Juges,
en vertu de l'*Habeas corpus*, pour y recevoir leur Jugement, & que les Geo-
liers ont eu ordre de déclarer, pourquoi ces gens-là étoient en prison; ils n'ont
point donné d'autre raison, sinon, que c'étoit par un Ordre de Votre Majes-
té notifié par les Seigneurs de votre Conseil. Et néanmoins, on a pas laissé
de les renvoyer en prison, sans qu'ils fussent chargez d'aucun crime sur lequel
ils pussent donner leurs défenses, conformément aux Loix.

„ Diverses Compagnies de Soldats & de Matelots ont été dispersées dans
les Provinces de ce Royaume, & les Habitans ont été contraints de les loger
chez eux, & de souffrir qu'elles y séjournassent, contre les Loix de ce Royau-
me, & à la grande oppression de votre Peuple.

„ Par un Acte de Parlement de la 25. année du Regne d'Edouïard III. il est or-
donné, que personne ne sera condamné à perdre la vie ou les membres, contre
de la teneur de la Grande Chartre, & des Loix du Païs. Et par la même Gran-
de Chartre, & autres Loix & Statuts de ce Royaume, personne ne peut être
condamné à mort que par les Loix établies dans le Royaume, ou par les

„ Statuts.

Statuts de Parlement. D'un autre côté, aucun criminel, de quelque condition qu'il soit, ne peut s'exempter d'être jugé par la Justice ordinaire, ni de recevoir la punition ordonnée par les Loix. Néanmoins, depuis peu, sous l'autorité du grand Sceau de Votre Majesté, divers Commissaires ont été établis, avec pouvoir & autorité de procéder selon la Justice de la Loi Martiale ou du Conseil de Guerre, contre les Soldats accusez de meurtre, de larcin, de felonie, mutinerie, ou autres crimes quels qu'ils soient : de condamner les coupables sommairement, & selon la méthode des Conseils de Guerre, & de les faire exécuter & mettre à mort, ainsi qu'il se pratique en tems de Guerre, & conformément à la Loi Martiale. Sous prétexte de ce pouvoir, plusieurs de vos Sujets ont souffert la mort en vertu des Sentences données par ces Commissaires, au lieu que si par les Loix du Païs ils avoient mérité la mort, ils n'auroient pu être condamnés, ni exécutés qu'en vertu de ces mêmes Loix, & non pas par d'autres. De plus, sous ce même prétexte, divers criminels ont évité la punition qu'ils méritoient par les Loix du Royaume, parce que les Officiers de Justice ont injustement refusé de procéder contre eux, disant, qu'ils n'étoient punissables que par la Loi Martiale, & par les susdits Commissaires. Lesquelles Commissions & autres de la même nature sont directement contraires aux Loix & Statuts de ce Royaume.

» Ainsi, les Seigneurs & les Communes prient humblement Votre Majesté de faire en sorte qu'à l'avenir, personne ne soit contraint de se soumettre à aucun don, prêt, Bénévolence, charroi, ou autres charges semblables, que par le consentement commun du Parlement. Que personne ne soit appelé en Justice, ni obligé à prêter Serment, ni arrêté, ni enfin inquiété ou molesté, pour avoir refusé de se soumettre à de telles chefes. Qu'il plaise à Votre Majesté de faire retirer ces Soldats & Matelots, & d'empêcher qu'à l'avenir le Peuple ne soit point chargé de cette manière. Que les Commissions pour juger selon la Loi Martiale soient révoquées & annullées, & qu'il n'en soit plus donné de semblables, de peur que, sous ce prétexte, quelques-uns de vos Sujets ne soient mis à mort contre les Loix & les franchises de ce País.

„ C'est ce que nous demandons humblement à Votre Majesté comme étant nos droits & nos libertez, selon les Loix & les Statuts de ce Royaume. Nous supplions aussi Votre Majesté de déclarer, que tout ce qui s'est fait à cet égard, ne sera point tiré à conséquence, au préjudice du Peuple. Qu'il plaise aussi à Votre Majesté de déclarer, pour une plus grande satisfaction & assurance de votre Peuple, que votre intention & volonté est, que dans les choses ci-dessus mentionnées, vos Officiers & vos Ministres vous servent conformément aux Loix & aux Statuts du País, pour l'honneur de Votre Majesté & pour la prospérité de ce Royaume.

On a vû ci-dessus que le Roi avoit fait tous les efforts possibles pour éviter que cette Requête ne lui fût présentée, & pour tâcher de contenter les Communes par des promesses conçûes en termes généraux qui proprement ne l'engageoient à rien, & qui ne détruisoient pas son système de Gouvernement. Ainsi, quoiqu'il feignit d'être venu au Parlement pour y passer la Requête de droit, & y donner une réponse satisfaisante, il ne laissa pas de suivre son plan, & de faire connoître par sa réponse, combien il craignoit de

S f ij

s'enga

“ CHAR-
“ LES I.
1628.

CHARLES s'engager. voici sa Réponse dans laquelle on apperçoit aisément les mêmes
I. généralitez, & les mêmes restrictions que dans ce qu'il avoit déjà offert.
1628.

RÉPONSE DU ROI

à la Requête de droit.

Réponse
ambiguë du
Roi.
Rushworth,
Vol. I. p. 590.

Le Roi veut que droit soit fait selon les Loix & les Coutumes du Royaume, & que les Statuts soient dûement exécutez, afin que ses Sujets n'ayent pas lieu de se plaindre d'aucun tort ou oppression contraires à leurs justes droits & libertez, à la conservation desquels S. M. se croit autant obligé en conscience, qu'à celle de sa propre Prerogative.

Observation
sur cette Ré-
ponse.

Il seroit inutile de faire ici des remarques sur cette Réponse puisque l'intention du Roi y paroît assez clairement. Il suffit seulement d'observer, que le Roi avoit voulu tâcher de contenter le Parlement par des promesses générales, & que les Communes n'ayant pas jugé que cela fût suffisant, avoient insisté sur la Requête de droit, dans laquelle étoient spécifiés divers cas particuliers. Or le Roi, au lieu de donner au Parlement la satisfaction qu'il demandoit, s'en tenoit par la Réponse, à ses promesses générales, sans toucher aucun des cas particuliers spécifiés dans la Requête.

La Chambre
Basse n'en
est pas con-
tente.
Elle reprend
les Grièfs.

Les Communes n'étant nullement satisfaites de la Réponse du Roi, ne se hâterent point de travailler à l'affaire des Subsidés. Au contraire, elles dèmanderent aux Seigneurs une Conférence, dans laquelle, la matiere des emprisonnemens fût traitée avec la dernière précision. Ils s'agissoit du pouvoir que le Roi s'attribuoit d'emprisonner les Sujets, sans en déclarer la cause, à quoi le Roi ne dérogeoit nullement par sa Réponse, quoique ce fût un des principaux motifs de la Requête de droit. Aussi la Chambre Basse voulant faire comprendre au Roi qu'elle n'étoit pas contente, au lieu de travailler au Bill des Subsidés, reprit l'examen des Grièfs. Ce fut en cette occasion, & à la sollicitation des Communes, que la Chambre Haute donna contre le Docteur *Manwaring*, la Sentence dont j'ai parlé en un autre endroit.

Sentence
contre *Man-
waring*.

Le Roi voyant que les Communes s'attachoient à toute autre chose qu'à l'affaire des Subsidés, leur fit porter le Message suivant par leur propre Orateur.

Message du
Roi aux
Communes.

Il leur fait
notifier,
qu'il ne veut
rien changer
à sa réponse,
& qu'il veut
terminer la
Session.

Sa Majesté ayant fait à la Requête des deux Chambres une réponse pleine de justice, & de grace, pour laquelle, nous & notre postérité avons sujet de bénir S. M. il est tems de finir cette Session. C'est pourquoi S. M. juge à propos de vous faire sçavoir, qu'il a résolu de s'en tenir à cette réponse, sans y faire aucun changement, & qu'il exécutera ponctuellement ce qu'il a promis. De plus, il a résolu de finir cette Session, Mercredi 11. de ce mois. Il souhaite donc, que la Chambre s'applique aux affaires qui peuvent le plus contribuer à donner une bonne issue à cette Session, sans s'amuser à de nouvelles matieres, & qu'elle ménage le tems d'une telle maniere, qu'il en soit encouragé à rassembler bien-tôt le Parlement. Alors, s'il y a encore des Grièfs qui n'ayent pas été inserez dans la Requête, ils pourront être considerez plus mûrement que le tems ne permet de le faire à present.

Ce Message fit croire aux Communes que le Duc de Buckingham leur avoit rendu de mauvais offices auprès du Roi. On en parla dans la Chambre, & le Chevalier Elliot s'étant levé pour parler, & commençant d'une maniere qui faisoit attendre qu'il alloit déclamer contre le Favori & les Ministres du Roi, l'Orateur lui imposa silence, disant que c'étoit par un ordre exprès de Sa Majesté, sur quoi Elliot se rassit. Mais d'autres plus hardis proposerent d'aller en Corps porter leur plainte aux Seigneurs, de la violence qu'on leur faisoit, afin d'aller ensuite en commun se plaindre à Sa Majesté même. Quelques-uns des Partisans de la Cour ayant voulu représenter que ce qu'Elliot avoit dit auroit pû offenser Sa Majesté, la Chambre fit sur le champ la déclaration suivante : *Que, depuis le commencement de ce Parlement, aucun de ses Membres ne s'étoit rendu coupable d'avoir manqué au respect qui étoit dû au Roi.*

Ensuite, la Chambre s'étant tournée en Comité, il fut ordonné qu'aucun Membre ne sortiroit, sous peine d'être mis à la Tour. Mais l'Orateur ayant demandé la permission de sortir, elle lui fut accordée, & il alla incontinent informer le Roi de ce qui se passoit dans la Chambre. Pendant son absence, on délibéra, & la plupart des voix alloient à faire au Roi une Remontrance, dans laquelle il seroit dit que le Duc de Buckingham étoit la principale cause de tous les malheurs du Royaume. Mais avant que la délibération fût finie, l'Orateur revint avec un Message du Roi qui ordonnoit à la Chambre de s'ajourner jusqu'au lendemain, & d'interrompre tous les Committez. Les Seigneurs reçurent un pareil ordre. Le lendemain, l'Orateur porta aux Communes le Message suivant, de la part du Roi.

Sa Majesté apprenant que les Communes conçoivent qu'il a intention de les priver du Privilege, qu'elles ont de se plaindre de ses Ministres, déclare, que sa pensée n'est pas de les frustrer de leurs droits; mais d'éviter qu'on ne jette du blâme sur son Conseil, & sur ses actions passées, & que ses Ministres, ou plutôt lui-même sous leur nom, ne soient point taxez pour les conseils qu'ils lui ont donnez. Il souhaite qu'on n'agite point des questions qui pourroient prendre plus de tems que celui qu'il a assigné, & auquel il est résolu de se tenir, afin que toute la Chrétienté voye que lui & son Peuple se séparent en bonne intelligence. Si cela arrive, Sa Majesté ne tardera pas à rassembler le Parlement, & alors les affaires, s'il y en a, pourront être considérées avec plus de loisir.

On a pû remarquer jusqu'ici dans toute la conduite de Charles I. qu'il étoit si ferme dans ses principes touchant le Gouvernement, qu'il ne pouvoit se résoudre à rien céder, ou que s'il sembloit accorder quelque chose d'une main, il l'ôtoit aussi-tôt de l'autre, par quelque restriction qui rendoit la concession inutile. C'est ce qu'on peut voir dans sa Réponse à la Requête de droit, mais plus particulièrement encore dans ce dernier Message envoyé aux Communes. Il ne vouloit pas, disoit-il, les priver du Privilege d'attaquer ses Ministres : mais il ne vouloit pas qu'on répandît aucun blâme sur leurs conseils. C'étoit dire proprement, qu'il ne vouloit pas qu'on les attaquât, ou tout au plus sa condescendance n'alloit qu'à permettre, qu'on les poursuivît pour des offenses particulières qu'ils pourroient commettre, comme tous les autres Sujets, mais non pas pour des affaires d'Etat, en qualité de Ministres & Conseillers. Les Communes, n'étant pas plus con-

CHARLES I.

1628.

On se plaint dans la Chambre, du Duc de Buckingham.

L'Orateur impose silence à Elliot.

La Chambre se plaint de cette violence.

Déclaration de la Chambre.

Elle se tourne en grand Comité.

L'Orateur sort.

Résolution prise de faire une Remontrance au Roi.

L'Orateur retourne, & ordonne à la Chambre, de la part du Roi, de s'ajourner jusqu'au jour suivant.

Message du Roi à la Chambre, par l'Orateur.

Observation sur ce Message.

Mécontentement de la Chambre.

Elle ira...

tentes

ss iij

CHARLES
I.
1628.
veille à la
Remon-
trance.

tentes de ce Message que du précédent, travaillèrent à la Remontrance dont j'ai parlé ci-dessus, & résolurent d'y insérer une plainte touchant le dessein que le Roi avoit marqué de faire venir des Forces étrangères dans le Royaume. Cette plainte étoit fondée sur une découverte que la Chambre avoit faite d'un Ordre du Roi conçu en ces termes,

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU, &c.

Ordre du
Roi mar-
quant le
dessein de
faire venir
des Forces
étrangères
dans le
Royaume.

RushWorth,
Vol. I. p. 612.

Les Com-
munes de-
mandent la
concurren-
ce des Sei-
gneurs, pour
demander
une Répon-
se plus clai-
re à la Re-
quête de
droit.

Le Roi se
rend au Par-
lement.

Requête
des deux
Chambres.

Au Trésorier ou sous-Trésorier de notre Echiquier salut. Nous vous comman-
tons par ces Presentes de payer, de l'argent de la recepte de notre Echiquier, à
Philippe Burlamach, Marchand de Londres, la somme de trente-mille livres
sterling, pour payement d'une Lettre de change par lui donnée sur les Pais-Bas,
à nos Amez les Chevaliers Guillaume Balfour & Jean Dolbier, pour lever un
certain nombre de Cavalerie qui doit être conduite dans notre Royaume pour notre
service, & pour acheter des armes, sçavoir, &c.

Dans le même tems, les Communes demanderent aux Seigneurs leur concurrence, pour supplier le Roi, par une Requête, de donner une Réponse plus claire & plus satisfactoire à la Requête de droit, à quoi les Seigneurs consentirent. Le Roi connut alors qu'il ne lui étoit plus possible d'éviter de donner une réponse telle que le Parlement le désiroit, c'est pourquoi il se résolut enfin à la faire de bonne grace, sans quoi il voyoit manifestement, que l'affaire des Subsides demeureroit toujours accrochée. Ainsi, s'étant rendu au Parlement le 7. de Juin, les deux Chambres lui présentèrent la Requête suivante.

S I R E,

Les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes, assemblez en Par-
lement, considerant, que la bonne intelligence entre V. M. & votre Peuple dé-
pend beaucoup de la Réponse à leur Requête de droit, présentée ci-devant à V.
M., supplient très-humblement V. M. de donner en plein Parlement, une Ré-
ponse claire & satisfactoire à leur susdite Requête.

A quoi le Roi répondit en ces termes :

La Réponse que j'ai déjà donnée a été pesée avec une si mûre délibération, &
approuvée par tant de gens sages & prudens, que je ne pouvois pas m'imaginer
qu'elle ne vous eût donné une entiere satisfaction. Mais afin d'éviter toutes sortes
d'interpretations ambiguës, & pour vous faire voir que je ne reserve point de sens
caché dans ma Réponse, je veux bien vous complaire aussi bien dans les paroles
que dans l'essentiel. Lisez votre Requête; & vous aurez une réponse dont je suis
assuré que vous serez contents.

Réponse sa-
tisfactoire
du Roi, à la
Requête.
Discours du

La Requête de droit ayant été lûe, la Réponse fut, soit fait comme il est désiré. Après cela le Roi dit :

Je suis assuré que cette Réponse est entiere, & cependant, elle ne contient pas
plus que ce que j'avois eu intention de vous accorder dans ma précédente. Car le
dessein

dessein de la premiere étoit de vous confirmer vos libertez, étant persuadé par vos protestations, que votre intention n'est pas de porter aucune atteinte à ma Prérogative. Je vous assure, que j'ai pour maxime, que les libertez du Peuple fortifient la Prérogative du Roi, & que la Prérogative Royale doit défendre les libertez du Peuple. Vous voyez presentement combien j'ai été prompt à vous satisfaire sur vos demandes. Ainsi j'ai fait de mon côté ce qui dépendoit de moi. Si le Parlement n'a pas une heureuse issue, ce sera votre faute & non pas la mienne.

CHARLES
I.
1628.
Roi sur ce
sujet.
Rushworth,
Vol. I. p. 613.

Les Communes étant satisfaites sur ce point commencerent à travailler tout de bon au Bill des Subsidés; mais de telle maniere pourtant, qu'elles faisoient marcher l'examen des Grieffs d'un pas égal, sçachant bien que dès que le Bill des Subsidés auroit passé, le Roi ne tarderoit pas à finir la Session. Elles s'attachèrent donc à examiner une Commission du Roi qui donnoit pouvoir à un certain nombre de personnes, de chercher les moyens les plus propres pour lever de l'argent sur le Peuple, soit par voye d'imposition, ou autrement. Cette Commission avoit été donnée dans le tems que ce Parlement étoit convoqué, mais qu'il n'étoit pas encore assemblé. Selon les apparences, le Roi craignant de se voir obligé de casser ce Parlement, par les mêmes raisons qu'il avoit cassé le précédent, vouloit s'assurer par avance les moyens qu'il pourroit employer pour recouvrer de l'argent, en cas que le Parlement lui en refusât. Quoiqu'il en soit, les Communes, après avoir eu une Conférence avec les Seigneurs, résolurent de faire de cette Commission, un Article de la Remontrance qu'elles devoient présenter au Roi.

Les Communes examinent un autre Grieff

Ensuite elles entrèrent dans l'examen de la conduite du Duc de Buckingham, examen, qui ne fut nullement favorable à ce Duc. Il étoit accusé d'être la cause de tous les malheurs du Royaume, des pertes faites sur Mer, de la décadence du Commerce, des désastres arrivez aux Armées, & d'être le Protecteur des Arminiens & des Papistes. Sur ce dernier Article, on faisoit remarquer, que la Mere du Duc étoit Papiste & qu'elle avoit beaucoup de pouvoir sur l'esprit de son Fils qui pouvoit tout lui-même sur celui du Roi, & que le Docteur Montaigu, regardé comme un Arminien zélé, lui faisoit sa cour avec beaucoup d'assiduité. Enfin la Chambre en vint à cette résolution, que le Duc de Buckingham étoit la cause de tous les malheurs de l'Etat, & que le Docteur Neal Evêque de Winchester, & le Docteur Laud Evêque de Bath & Wells, étoient les Protecteurs de l'Arminianisme & des Arminiens. Il fut aussi résolu qu'on feroit entrer ces deux Articles dans la Remontrance. Comme cette Piece fait voir, d'une maniere claire & précise, les sujets de plainte que les Communes avoient contre le Gouvernement, je croi qu'il est nécessaire de l'insérer ici toute entiere.

Résolutions de la Chambre contre le Duc de Buckingham & contre *Laud* & *Neal*.

TRES-REDOUTE SOUVERAIN.

„ Vos fidelles Communes assemblées en Parlement reconnoissent la grande consolation qu'elles trouvent dans la gracieuse & pieuse disposition de
V.M.

„ Remontrance
„ des Communes

CHAR-
LES I.
1628.
munes au
Roi.
Rush-
worth,
Vol. I. p.
619.

„ V. M. C'est pourquoi , puisqu'elles sont assemblées pour consulter sur les
„ grandes & urgentes affaires de V. M. , aussi bien que de l'Eglise & de l'Etat,
„ & pour vous donner leurs avis ; comme ces affaires se trouvent présentement
„ dans un danger apparent , elles jugent qu'un devoir indispensable les oblige
„ à en informer fidèlement V. M. C'est donc avec une très-grande affliction,
„ que nous nous jettons aux pieds de V. M. , pour lui demander un prompt
„ soulagement tel qu'il semblera convenable à votre sagesse , à laquelle nous
„ soumettons humblement & nous-mêmes & nos desirs. V. M. connoit par-
„ faitement & le nombre & la puissance de vos ennemis du dehors , leurs des-
„ seins ambitieux , leur vigilance , & l'industrie continuelle avec laquelle ils
„ travaillent à les exécuter. Vous connoissez aussi les dangers qui menacent
„ votre sacrée Personne aussi bien que les Royaumes , & les calamitez qui sont
„ déjà tombées sur vos Amis & sur vos Alliez. Nous ne doutons point que V.
„ M. ne les ressente vivement , & que vous ne travailliez à les prévenir par
„ votre profonde sagesse , & par de solides conseils , autant que la nécessité le
„ demande. Ainsi , nous supplions humblement V. M. premièrement & prin-
„ cipalement , de jeter les yeux sur le misérable état où se trouve ce Royau-
„ me , si affoibli depuis quelque tems , si abbatu , qu'à moins que la sagesse ,
„ la bonté , la justice de Votre Majesté ne le relève , il est en grand danger
„ de devenir la proie de ses ennemis , & du plus florissant des Royaumes
„ qu'il étoit , devenir le plus malheureux & le plus méprisable qui soit dans le
„ Monde.

„ Comme nous sommes obligez de travailler à découvrir les sources de
„ ces dangers , de ces malheurs , de ces inconveniens , nous protestons par
„ avance , que nous n'avons pas la moindre intention de répandre aucun blâ-
„ me sur la sacrée Personne de V. M. , ni aucun scandale sur son Gouverne-
„ ment. Nous reconnoissons au contraire , dans la sincérité de nos cœurs ,
„ non seulement pour nous-mêmes , mais au nom de toutes les Communes du
„ Royaume , lesquelles nous représentons , que nous devons avoir le plus grand
„ respect & la plus grande soumission qu'un Peuple fidelle doit avoir pour le
„ meilleur des Rois. C'est ce que vous êtes, Sire , & c'est de quoi vous avez don-
„ né un témoignage incontestable à ce même Parlement , par votre Réponse
„ à notre Requête de droit , pour laquelle nous & notre postérité bénirons
„ Dieu continuellement , & nous conserverons , avec une parfaite reconnois-
„ sance , la mémoire de votre bonté & de votre justice à cet égard.

„ Nous sommes persuadez que la plus grande partie des maux que nous
„ allons représenter à V. M. vous sont inconnus , ou du moins , qu'ils sont re-
„ présentez à V. M. par quelques-uns de vos Ministres , sous des couleurs qui
„ vous en cachent les pernicieuses conséquences , aussi bien que les mauvaises
„ intentions de leurs Auteurs. Mais nous nous assurons , qu'en suivant l'exem-
„ ple de vos Prédécesseurs , rien ne peut mieux contribuer à faire aimer les
„ Parlemens à V. M. qui êtes un Prince si judicieux , & qui désirez avec tant
„ d'ardeur la prospérité de votre Peuple , que ces sortes de découvertes qui
„ sont le principal but de la convocation des Parlemens. C'est par-là que vous
„ serez exactement & véritablement informé de l'état & de la condition des
„ diverses parties de votre Royaume , & de quelle maniere vos Officiers &
„ vos Ministres abusent de la confiance que vous avez en eux. Ce sont des
„ choses

choses dont il est comme impossible que V. M. puisse avoir connoissance que par le moyen du Parlement, selon que le Roi votre Pere le déclara aux Communes en ces termes :

« CHARLES
« LES I.
« 1628.
«

Que ce seroit une violation manifeste de leur devoir envers lui, & de la confiance de leur Patrie, si en représentant les Griefs du Peuple, & l'état de toutes les parties du Royaume, d'où elles étoient appellées, elles n'agissoient pas rondement avec lui, sans épargner qui que ce fût, non pas même les personnes qui lui étoient les plus cheres, si elles étoient dangereuses ou préjudiciables à l'Etat.

„ Ainsi, dans la confiance que V. M. recevra gracieusement nos représentations, & pour nous acquitter de notre devoir, nous supplions très-humblement V. M. de prendre connoissance, quoique nous soyions bien persuadés que vous abhorrez de tels attentats, qu'il y a une crainte générale repandue dans tout le Royaume, d'un dessein & d'une conspiration pour introduire des nouveautez dans la Religion, qui nous est plus précieuse que nos propres vies, & que toutes les choses du monde.

„ Nos craintes & nos soupçons ne sont pas fondez sur de simples conjectures, mais sur des effets certains & visibles qui en découvrent manifestement la cause. Malgré les salutaires Loix qui ont été faites pour empêcher l'accroissement du Papisme dans ce Royaume; malgré la gracieuse & satisfaisante Réponse de V. M. à la Requête qui lui fut présentée par les deux Chambres à Oxford, nous trouvons que ce que V. M. a promis dans cette Réponse, n'a pas été exécuté, de quoi un Prince aussi religieux que vous, ne peut que ressentir un extrême déplaisir. Nous voyons au contraire que les Papistes sont respectez & favorisez à la Cour par des personnes de grande qualité & d'un grand pouvoir, auprès desquelles ils sont continuellement, & particulièrement chez la Comtesse de Buckingham, qui faisant profession ouverte de cette Religion, en est regardée & reconnue comme la Protectrice. Nous avons néanmoins espéré, qu'après la Réponse donnée par V. M. au Parlement d'Oxford, une telle chose ne seroit plus permise, & qu'on ne souffriroit pas que les Sujets Papistes de Votre Majesté, justement suspects, fussent admis au service de V. M. ou de la Reine votre Epouse. Outre cela, plusieurs de même Religion ont été depuis peu honorez de Dignitez, & pourvus de Charges & d'Offices d'autorité. Mais ce qui cause le plus de terreur à vos fidèles Sujets, c'est qu'on a obtenu de Votre Majesté, des ordres pour arrêter les procédures qui se font contre les Papistes conformément aux Loix, nous ne sçavons par quel moyen; & que, par des Lettres sous le grand Sceau, des Commissaires ont été établis pour composer avec les Papistes Récusans, avec inhibitions & défenses à toutes Cours, tant Ecclésiastiques que Civiles, d'en prendre connoissance. Nous concevons que cela ne diffère point d'une tolérance odieuse à Dieu, deshonorante & préjudiciable à Votre Majesté, qui cause du scandale, & une extrême affliction à votre Peuple, & qui est dangereuse, vu l'état présent de V. M. & de son Royaume. La raison en est que le nombre des Papistes, leur pouvoir & leur insolence s'accroissent journellement dans tout le Royaume, & particulièrement dans la Ville & les Fauxbourgs de Londres où un nombre excessif de familles Papistes viennent habiter, & vont publiquement à la Messe, au Palais de Dannemarck, & en d'autres lieux. Ainsi, par leurs fré-

CHAR-
LES I.
1628.

„ quantes Assemblées & Conférences , ils ont occasion de joindre ensemble
„ leurs Conseils & d'examiner leurs Forces , au grand danger de V. M. & de
„ cet Etat , principalement dans ce tems fâcheux & douteux.

„ „ Comme la crainte de vos Sujets touchant le dessein de renverser la Re-
„ ligion , est fondée sur l'accroissement du nombre des Papistes ennemis dé-
„ clarez de notre Religion , par les raisons exposées ci-dessus ; vos fidèles Su-
„ jets ne sont pas dans de moindres inquiétudes , quand ils considèrent avec
„ quelle promptitude l'Arminianisme s'accroît & se répand de jour en jour
„ dans le Royaume. Les opinions de cette Secte , comme V. M. le sçait bien ,
„ ne sont qu'un moyen artificieux pour introduire le Papisme , & ceux qui en
„ font profession sont des perturbateurs des Eglises Protestantes , & des in-
„ cendiaires dans les Etats où ils peuvent trouver un Chef. Ils sont Protestans
„ en apparence , & dans leurs opinions , de véritables Jésuites. C'est ce qui
„ fut cause que le Roi votre Pere , avec une pieuse sagesse & un zèle ardent ,
„ travailla de tout son pouvoir à détruire cette Secte , tant dans ses propres
„ Etats , que chez ses voisins. V. M. imitant un si digne exemple à déclaré ,
„ par une Proclamation , combien vous désapprouvez leurs Personnes & leurs
„ opinions. Cela n'empêche pas qu'ils ne soient avancés & favorisés , & qu'ils
„ n'aient des amis & des protecteurs auprès de Votre Majesté , & même par-
„ mi les Ecclésiastiques. En particulier , le Docteur Neal Evêque de Win-
„ chester , & le Docteur Laud Evêque de Bath & Wells , sont justement soup-
„ çonnez d'avoir des opinions erronées , & de pancher vers ce parti. Cette
„ protection étant présentement estimée le seul moyen pour s'avancer dans
„ l'Eglise , plusieurs Etudiants tournent leurs études de ce côté-là , afin de se
„ rendre capables de maintenir ces erreurs. On souffre que les Livres qui con-
„ tiennent une Doctrine Arminienne soient imprimés & publiés , & on em-
„ pêche l'impression de ceux qui sont composés pour soutenir les Doctrines
„ Orthodoxes. De plus , par une hardiesse inconcevable , on fonde cet em-
„ pêchement sur la Proclamation dont nous venons de parler , quoique nous
„ sçachions bien que c'est contre la pensée & l'intention de V. M.

„ „ Une autre chose qui augmente nos craintes à l'égard de la Religion ,
„ c'est que nous trouvons qu'on a travaillé avec une extrême ardeur à faire
„ cesser ce qui est le plus capable de fortifier & d'accroître notre Religion , &
„ qu'avec le même soin , on a tâché de décourager ceux qui s'appliquent à
„ enseigner le Peuple , & à l'instruire dans la véritable connoissance de Dieu.
„ On a usé de toutes sortes de moyens pour mortifier les Prédicateurs pieux ,
„ laborieux & Orthodoxes. Quelque mérite qu'ils aient , quelque loüable
„ que soit leur conduite , ils rencontrent des obstacles invincibles à leur avan-
„ cement. Au lieu de les encourager , on les inquiète par des vexations & par
„ d'injustes poursuites , & à peine leur permet-on de prêcher. Dans les lieux
„ où il n'y a point de Prédications ordinaires , le Peuple , des ames duquel
„ nous supplions V. M. d'avoir pitié , est entretenu dans une crasse ignoran-
„ ce , & par-là rendu plus propre à être séduit , & mené à l'erreur & à la su-
„ perstition. Ce qui a encore augmenté nos craintes à cet égard , c'est le mal-
„ heureux état où se trouve aujourd'hui votre Royaume d'Irlande , dans le-
„ quel la Religion Papiste est publiquement professée & ouvertement exer-
„ cée sans aucune opposition. La Jurisdiction Papiste y est généralement exer-
„ cée

cée & soutenuë. On y a, depuis peu, érigé divers Monasteres d'hommes & de femmes, & on n'en a rebâti d'autres. On les a remplis de Moines & de Religieuses de divers Ordres, qui sont abondamment entretenus à Dublin & dans la plûpart des bonnes Villes de ce Royaume. Nous laissons à V. M. à considérer, selon sa sagesse, les mauvaises conséquences qui peuvent suivre de ces excès, s'ils ne sont pas promptement réprimez. Mais nous supplions très-humblement Votre Majesté de chercher quelque moyen pour remédier à ces maux, & nous ne doutons point que Votre Majesté ne le fasse.

„ Nous Supplions V. M. d'ajouter à ces considérations, la conjoncture du tems où l'on prend ces mesures pour ruiner notre Religion dans vos Royaumes. C'est dans le tems qu'elle est visiblement attaquée & persecutée dans les autres Païs, & que toutes les Eglises Réformées de la Chrétienté sont misérablement attaquées ou inquiétées. Nous nous rapportons humblement à Votre Majesté, s'il n'y a pas lieu de craindre qu'il y ait ici une secrète Ligue avec les ennemis étrangers de notre Religion, pour la détruire entierement : si, en cas qu'on ne prenne pas de bonnes mesures pour prévenir ces dangers, nous pouvons attendre autre chose qu'une prompte & inévitable ruine. Mais principalement, nous vous supplions de considérer, qu'outre les dangers qui nous menacent, & dont nous sommes environnez, nous avons à craindre la colere de Dieu qui ne laisse point impuni le mépris de sa Religion. Nous avons senti les coups de cette divine Justice, & nous les ressentons encore dans une grande mesure, & avec une extrême douleur.

„ Si nous craignons de voir introduire des changemens dans la Religion, les cœurs de votre Peuple sont remplis de la même crainte par rapport au Gouvernement, & c'est ce que nous sommes obligez de déclarer à Votre Majesté pour la décharge de nos consciences, & pour nous acquitter de notre devoir. Il est vrai que la Réponse de Votre Majesté à notre Requête de droit, touchant nos libertez, les a extrêmement consolez, & a relevé leur courage qui se trouvoit abbatu par la considération des méthodes pratiquées l'année derniere pour lever de l'argent par voye d'emprunt. Car quelque information contraire qu'on ait pû donner à Votre Majesté vous pouvez être assuré, que jamais argent n'a été payé par le Peuple moins volontairement, avec plus de répugnance & de mécontentement, quoique quelques-uns, par crainte, ou par d'autres considérations, & néanmoins fort involontairement, se soient soumis à ce qu'on demandoit d'eux.

„ Le logement des Soldats pas billets n'a pas moins augmenté la crainte & la douleur de vos Sujets, quoi qu'ils trouvent beaucoup de consolation dans la Réponse de Votre Majesté à notre Requête de droit, & à celle que nous vous avons présentée sur cet Article particulier. Nous supplions néanmoins Votre Majesté de nous permettre de l'informer, que la continuation de l'entretien de ces Soldats, l'accroissement de leur nombre, la considération que plusieurs d'entr'eux sont étrangers, & d'une Religion contraire à celle qui est professée dans le Royaume, l'affectation de les placer sur les côtes de la Mer, où ils peuvent agir non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le parti Papiste du Royaume, & se joindre à des ennemis étrangers, la lenteur à

CHARLES I.
1628.

» les congédier ; causent des craintes & des jalousies dans les esprits de vos Sujets, puisqu'on ne peut pas continuer à entretenir ces Soldats, sans un danger extrême pour la Paix & pour la sûreté du Royaume.

» Le bruit qui a couru que Votre Majesté avoit dessein de faire venir de la Cavalerie Allemande dans ce Royaume auroit été capable de nous jeter dans le désespoir, & auroit changé notre crainte en certitude de nous voir dans la misère & dans la confusion, si Votre Majesté, par son gracieux Message, ne nous avoit pas rassurez, en nous disant que ces Troupes n'étoient pas destinées à servir en Angleterre, mais ailleurs, dans quelque Pais étranger. Néanmoins, la vûe de l'ordre sous le Sceau privé de Votre Majesté, en vertu duquel ces Troupes devoient être levées, la grandeur de la somme qui a été payée pour cet effet, comme nous l'avons trouvé dans l'examen que nous en avons fait, nous ont donné de justes sujets de crainte. Cette crainte étoit d'autant mieux fondée, que, dans ce même-tems ; il y avoit une Commission sous le grand Sceau, adressée à divers Seigneurs & autres du Conseil Privé de Votre Majesté, pour consulter ensemble sur les moyens de lever de l'argent par le moyen des impositions. C'est ce qui nous donne lieu de soupçonner, que, quelle que fût l'intention de Votre Majesté, il ne manquoit pas de gens, qui, sous quelque prétexte coloré, tentoient, par ce moyen ou par d'autres, de changer la Constitution du Gouvernement & de la Religion, & de sapper la sûreté de Votre Majesté & du Royaume.

» Ces gens-là ne pouvoient pas ignorer que le Service des Etrangers, sous prétexte de secours, a été pernicieux à tous les Etats, & très-fatal à l'Angleterre. Nous rendons grâces à Dieu, de ce qu'il a donné à Votre Majesté un cœur sage & entendu, pour discerner ces Méthodes, & pour comprendre, que d'un pouvoir acquis d'une telle manière, il ne peut naître que la foiblesse & la calamité. Nous supplions Votre Majesté de nous pardonner des expressions un peu fortes, si dans l'affection & le zèle que nous avons pour Votre Majesté, nous prenons la hardiesse de déclarer à Votre Majesté & à tout le monde, que nous croyons au dessous de tout vrai cœur Anglois de penser qu'une Nation victorieuse, comme la nôtre, ait besoin de Troupes Allemandes pour défendre le Roi qu'elle a présentement, & le Royaume en l'état où il se trouve.

» Mais quand nous considérons les Méthodes qu'on a suivies jusqu'à présent, & toutes ces choses qui, selon les apparences, tendent à changer le Gouvernement, les fréquentes dissolutions des Parlemens, par lesquelles Votre Majesté a été privé & des avis, & des secours de son Peuple, la perception du droit de *Tonnage* & *Pondage*, depuis le commencement de votre Regne jusqu'à présent, quoiqu'il ne vous ait pas été accordé par Acte de Parlement, la Commission donnée au Duc de Buckingham, pour être Général d'une Armée de Terre en tems de Paix, la cassation de divers Officiers & Magistrats habiles soit dans la Justice soit dans d'autres charges qu'ils avoient possédées dans l'Etat ; nous ne pouvons, à la vûe des désolations qui doivent nécessairement accompagner ces manières d'agir, que lever les yeux au Ciel pour lui demander du secours, & nous adresser ensuite à Votre Majesté en faveur de tant de milliers de vos Sujets, qui, d'une commune voix, si vous pouviez les entendre tous ensemble, demandent un prompt secours, & une bonne Réformation.

„ Si Votre Majesté veut avoir la bonté d'examiner un peu plus exactement l'état de votre Royaume, nous vous prions de considérer, si les mauvais succès, & les désastres qui ont accompagné vos desseins, particulièrement à Cadix, à l'Isle de Rhé, & dans la dernière expédition de la Rochelle, n'ont pas considérablement diminué l'honneur de ce Royaume, autrefois si redoutable aux autres Nations, & aujourd'hui si abaissé au dessous des moins puissantes. Avec l'honneur, nous avons perdu dans ces malheureuses entreprises, des gens qui, s'ils étoient en vie, pourroient servir à nous le faire recouvrer; nos vaillans & expérimentez Colonels, Commandans, Capitaines, & plusieurs milliers de Soldats & de Matelots, quoi que nous ayions lieu de croire que vous n'avez pas été bien informé de ces pertes, & qu'au lieu de six ou sept mille hommes qui ont péri à l'Isle de Rhé, on a fait accroire à Votre Majesté, qu'on n'en avoit perdu que quelques centaines, & ce déshonneur nous a été acquis par la consommation de plus d'un million de livres sterling.

„ La plupart des Places fortifiées de ce Royaume sont extraordinairement foibles, & manquent d'hommes & de munitions: Nous ne pouvons, en cet endroit, nous empêcher de nous plaindre d'une étrange sorte de négligence à laquelle nous croyons que Votre Majesté donnera le nom de trahison. Votre Magasin de poudre, qui par un ordre du Conseil, datté le 10. Décembre 1626. devoit être constamment de trois cens Lastes, outre une addition annuelle de vingt Lastes pour les besoins ordinaires, & qui, selon que nous le concevons, devoit être présentement augmenté au double, n'est aujourd'hui dans la Tour que de cinq Lastes & 48. livres, ce qui nous fait trembler quand nous y pensons. Encore, nonobstant la grande disette de poudre, on a permis d'en tirer des Magasins de grandes quantitez, pour la vendre à des Particuliers qui en ont fait leur profit, & nous avons vû un Certificat, qu'on en a vendu six Lastes depuis le 4. de Janvier passé. Vos Magasins étant dépourvus de poudre & devant être pourvus tous les mois de vingt Lastes, à trois livres dix Schellings dix sous par baril, selon le Contract passé avec Monsieur Evelyn, par l'avis de la Chambre des Seigneurs; Votre Majesté a été néanmoins contrainte d'en acheter dans les Pais étrangers à un prix au dessus de sept livres sterling, & d'emprunter pour cela de Monsieur Burlemach une Somme de 12400. livres. Encore cette poudre n'est-elle pas d'un tiers aussi bonne que celle que Votre Majesté devoit avoir, selon le Contract. Ce sont là des abus terribles & dangereux.

„ Nous avons presque peur de découvrir dans quelle pauvreté, dans quelle foiblesse, dans quelle misère le Royaume se trouve réduit par la décadence du Commerce, & par la destruction des Navires & des Matelots dans ces deux dernières années. Si nous avions pu espérer que Votre Majesté en seroit informée par quelque autre voye, nous aurions douté si nous devions publier notre foiblesse & l'extrême misère où nous nous trouvons. Mais les plaintes qui nous viennent de toutes parts & principalement des Provinces voisines de la Mer, seroient capables de toucher les cœurs les plus endurcis. La pitié que nous avons du misérable état de ce Royaume ajoute un tel poids d'affliction à nos pensées, que nous ne sçavons comment les exprimer: d'autant plus, que nous n'y voyons aucun remède, à cause de la proximité du tems auquel

CHAR-
LES I.
1628.

„ cette Session doit finir. Mais afin que Votre Majesté en puisse recevoir une
„ plus exacte information , nous vous supplions d'examiner les Articles par-
„ ticuliers que nous prenons la liberté de lui présenter avec notre Remon-
„ trance.

„ Une des causes de la décadence du Commerce & de la perte des Vais-
„ seaux & des Matelots , est , qu'on n'a pas pris soin de bien garder les deux
„ Mers dont Votre Majesté , pour ainsi dire , perdu la Souveraineté , quoi que
„ ci-devant , ce fût en cela que consistoit l'honneur & la sûreté du Royaume.
„ Cette négligence donne aux gens de Dunkerque la facilité de piller conti-
„ nuellement & impunément vos Sujets , de telle manière , que nous pouvons
„ assurer , qu'à moins qu'on n'y apporte un prompt remède , tout le Commer-
„ ce du Royaume , tous nos Vaisseaux , & tout ce qui dépend de la Marine
„ vont périr entièrement. Nous concevons que la principale cause de ces
„ maux , c'est le pouvoir excessif du Duc de Buckingham , & l'abus qu'il fait
„ de ce pouvoir. Nous laissons à Votre Majesté à considérer , s'il est à propos
„ pour le Royaume , qu'un si grand pouvoir , par Mer & par Terre , demeure
„ entre les mains d'un seul Sujet , quel qu'il puisse être. Comme il n'y a point
„ en cela de sûreté , aussi sommes-nous persuadés , qu'il n'est pas convenable
„ pour votre Service ; étant impossible à un homme seul de conduire & de di-
„ riger tant & de si importantes affaires , comme il l'a entrepris. Sans compter les
„ devoirs ordinaires auxquels l'engagent ses autres Emplois , dont quelques-
„ uns demanderoient tout le tems & toute l'industrie de l'homme le plus habi-
„ le de votre Royaume , particulièrement dans un tems de danger comme est
„ celui-ci. Nous désirons aussi , humblement , qu'il plaise à Votre Majesté de
„ considérer , par rapport à l'abus que ce Duc a fait de son pouvoir , s'il est à
„ propos pour vous & pour le Royaume , de lui continuer ses grandes Char-
„ ges , ou de le tenir plus long-tems auprès de votre sacrée Personne.

„ Ainsi , sans avoir d'autre but que l'honneur de Dieu , le maintien de la
„ véritable Religion , la sûreté & le bonheur de Votre Majesté , la conserva-
„ tion de cette Eglise & de cet Etat ; nous avons tâché , avec des intentions pu-
„ res , & en nous acquittant de notre devoir envers Votre Majesté & envers no-
„ tre Patrie , de représenter à Votre Majesté nos dangers & nos pressantes cala-
„ mitez. Nous supplions Votre Majesté de recevoir nos représentations , de les
„ prendre à cœur , & de compter que la sûreté & la prospérité de votre Peu-
„ ple doit faire votre félicité ; & son amour , votre plus précieux trésor. Nous
„ avoions que c'est un triste spectacle que les ruines d'une si belle Maison , &
„ de voir tant de Maladies , dont il n'y en a presque point qui ne soit mortelle ,
„ dans un Corps d'une constitution aussi robuste que l'étoit ce Royaume.
„ Nous ne voulons pourtant pas encore nous persuader , que Dieu n'ait réservé
„ à Votre Majesté l'honneur de le rétablir dans sa première vigueur , comme
„ un ouvrage digne d'un si excellent Prince , pour la longue vie & prospérité
„ de qui nous prions Dieu continuellement , qu'il lui plaise de faire en sorte
„ que votre gloire & votre nom ne se perdent jamais dans la mémoire des hom-
„ mes.

Cette Remontrance qui fut présentée par l'Orateur des Communes , quoi
qu'il eût bien voulu s'en dispenser , ne fit pas beaucoup d'effet sur l'esprit du
Roi ; mais elle en fit beaucoup sur le Peuple. Tous les Faits qui y étoient allé-
guez

guez étoient connus pour vrais, & il ne se trouvoit Personne qui entreprît de les contredire. Quant au droit, le Peuple n'avoit aucune peine à se persuader que le Roi & ses Ministres voulussent établir un pouvoir despotique, parce que toutes leurs démarches le faisoient connoître. Mais il ne pouvoit croire que de propos délibéré le Parlement eût formé le projet de dépouiller le Roi de ses Prérogatives. Il fut d'autant plus confirmé dans cette opinion, qu'après la dissolution de ce même Parlement, le Roi, dans les causes qu'il marqua de cette dissolution, ne dit pas un mot de cette Remontrance pour s'en plaindre.

Le même jour que cette Remontrance fut présentée au Roi, les Communes envoyèrent le Bill des Subsidés à la Chambre des Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Peu de tems après; le Roi leur fit dire, qu'il mettroit fin à cette Session le 26. de Juin, sur quoi les communes travaillèrent promptement à dresser une Remontrance particulière sur la levée du *Tonnage & Pondage*. C'étoit une ancienne imposition sur l'entrée & sur la sortie des Marchandises, que le Parlement accordoit ordinairement aux Rois pour les mettre en état de bien garder la Mer, & de protéger le Commerce. Depuis un fort long-tems, il n'y avoit point eu de Roi à qui on n'eût accordé cette imposition, & il étoit même arrivé quelquefois, qu'après la mort d'un Roi, son Successeur avoit continué à la lever, jusqu'à ce que le Parlement la lui eût accordée par un Acte. Comme sous le Règne de Charles I. la Cour se conduisoit beaucoup par les préjugés favorables à la Prérogative Royale, & qu'elle en prenoit avantage, comme si les exemples eussent été autant de Loix; il étoit arrivé, que, depuis la mort du Roi Jacques, Charles avoit levé le droit de *Tonnage & Pondage*, sans daigner demander au Parlement un Acte pour l'autoriser, sous prétexte que quelqu'un de ses Prédécesseurs l'avoit ainsi pratiqué durant quelque-tems, jusqu'à ce que l'Acte en fût passé. C'étoit à cela que les Communes trouvoient à redire, soutenant que le droit étoit un pur don du Peuple, & que par conséquent, le Roi n'avoit pas le pouvoir de le lever sans l'approbation du Parlement; d'autant plus, que la Mer n'avoit jamais été moins bien gardée, ni le Commerce moins protégé que dans les premières années de ce Règne. Ce fut donc pour maintenir les droits du Peuple, & pour empêcher que peu-à-peu la Couronne ne s'appropriât l'imposition du *Tonnage & Pondage* comme un droit indépendant du Parlement, que les Communes préparèrent une Remontrance au Roi sur ce sujet.

Pendant qu'on travailloit à cette Remontrance, le Roi fit dire aux Seigneurs, que la Commission qu'il avoit donnée à divers Commissaires pour chercher les moyens de lever de l'argent, n'étoit qu'un ordre de lui donner leurs avis, dans un tems où les affaires le requeroient: mais qu'ayant, depuis ce tems-là, reçu une marque de l'affection de son Peuple, par le Bill des Subsidés qui étoit prêt à passer, cette Commission étoit devenue inutile, c'est pourquoi il avoit donné ordre de la cancelier. C'étoit dire proprement, qu'en cas que le Parlement ne lui eût pas donné de l'argent, il auroit bien sçu trouver des moyens pour en recouvrer. Quant à ce qu'il disoit, que la Commission n'étoit qu'un ordre aux Commissaires de lui donner leurs avis, il est étonnant qu'en parlant à des gens de bon sens, on entreprenne de faire passer

CHARLES
I.
1628.

Le Bill des
Subsidés est
envoyé à la
Chambre
Haute.

Les Com-
munes tra-
vaillent à
une Re-
montrance
sur le Ton-
nage & Pon-
dage.

Le Roi fait
dire aux
deux Cham-
bres que la
Commis-
sion pour
chercher
les moyens
de lever de
l'argent est
cancellée.

CHARLES
I.
1628.

fer des excuses si pitoyables. Le lendemain, les Communes furent aussi informées que la Commission étoit cancellée. Comme l'affaire du Tonnage & Pondage fit beaucoup de bruit, il est nécessaire d'insérer ici la Remontrance des Communes sur ce sujet.

SIRE,

Remon-
trance des
Communes
au Roi, sur
le Tonnage
& Pondage.
Rushworth,
Vol. I. p. 628.

Les fidèles Sujets de Votre Majesté les Communes, assemblées en Parlement, n'ont rien plus à cœur que l'honneur & la prospérité de Votre Majesté & du Royaume, qui dépendent de l'heureuse union & de la bonne intelligence entre Votre Majesté & son Peuple. Ils conçoivent avec beaucoup de douleur, qu'il leur est impossible de terminer diverses affaires importantes qu'ils avoient commencé à prendre en considération, tant à cause de l'incertitude où ils ont toujours été touchant la continuation de cette Séance, qu'à cause de diverses interruptions dont ils ont été inquiétés, & de la brièveté du tems marqué par Votre Majesté, pour finir cette Session.

Entr'autres choses, nous préparons un Bill pour accorder à Votre Majesté un Subside de Tonnage & Pondage, qui pût entretenir les Revenus de Votre Majesté aussi amplement que la considération du Commerce, en quoi consiste, non seulement la prospérité, mais la vie même du Royaume, le pourroit permettre. Mais comme c'est un ouvrage qui demande du tems, puisqu'il faut nécessairement prendre des informations tant des Officiers de Votre Majesté que des Marchands, non seulement de Londres, mais aussi des autres Villes éloignées, nous trouvons qu'il est impossible de l'entreprendre, ou du moins de le finir présentement. C'est pourquoi nous considérons, qu'il seroit beaucoup plus préjudiciable aux droits des Sujets, si Votre Majesté continuoit à recevoir le droit de Tonnage & Pondage sans l'autorité des Loix, après la fin de cette Session, que si votre Majesté s'étoit contentée d'ajourner le Parlement. En ce cas, cette affaire pourroit être regardée comme ayant relation au premier jour de la tenue de ce Parlement, & nous nous assurons que Votre Majesté est entièrement résoluë à observer ponctuellement ce qu'elle a promis dans sa Réponse à notre Requête de droit. Cependant, comme nous craignons que Votre Majesté ne soit mal informée dans ce cas particulier, & que vous ne continuiez à exiger le même droit de Tonnage & Pondage, & autres impositions sur les Marchandises, sans croire de violer votre promesse, nous nous trouvons forcés par notre devoir envers Votre Majesté & envers ceux que nous représentons, de déclarer : Qu'aucune imposition ne doit être levée sur les Marchandises portées ou dans le Royaume ou dehors, sans l'autorité d'un Acte de Parlement; Que c'est un droit héréditaire des Sujets, non seulement fondé sur l'ancienne & originale Constitution du Royaume, mais même confirmé par divers Statuts.

Pour prouver ce que nous venons d'avancer, nous supplions Votre Majesté de considérer, qu'encore qu'on ait accordé aux Rois vos Predecesseurs de pareilles impositions ou Subsides, en diverses occasions, particulièrement pour garder la Mer, & pour protéger les Marchands, les Parlemens ont néanmoins eu un extrême soin d'user de certaines précautions, & d'insérer dans ces Actes, des limitations capables de prévenir les prétentions qu'on pourroit former, que ces Subsides ne sont pas des dons volontaires des Sujets. Qu'on a ci-devant limité ce Subside à un certain tems,
pour

pour l'ordinaire assez court, comme à un ou à deux ans. Que si quelquefois on les a continués pour plus long-tems, on a pris soin de les interrompre pour quelque-tems, afin qu'il parût manifestement que c'étoit un don volontaire. En d'autres tems, ces sortes de Subsidés ont été accordez pour les besoins de la Guerre, pour un certain nombre d'années, sous cette condition, que si la Guerre finissoit avant ce tems-là, la levée du Subside cesseroit aussi. Et généralement, ils ont été sequestrez entre les mains de certaines Personnes, pour être employez à la garde de la Mer. De plus, vos Prédécesseurs, en donnant leur consentement aux Actes de Tonnage & Pondage, ont reconnu que ces sortes de Subsidés étoient de même nature que les autres, & qu'ils procedoient de la pure volonté des Sujets. Avant Henri VII. il n'y a eu que peu de vos Prédécesseurs à qui on les ait accordez pour tout le tems de leur vie. Ce Prince même étoit si éloigné de croire que ce fût un droit de la Couronne, qu'encore qu'il donnât des Commissions pour lever les droits qui lui étoient dûs par les Loix, il n'en donna jamais aucune pour lever le Tonnage & Pondage, avant qu'il lui eût été accordé par Acte de Parlement. Depuis le tems de Henri VII. tous les Rois & Reines d'Angleterre ont joui de ce droit pour leur vie, mais toujours par le don volontaire des Sujets. Toutes les fois qu'il est arrivé, qu'on a mis des Taxes ou impositions sur les Marchandises sans le consentement du Parlement, ce qui n'est que bienrarement arrivé, ces impositions ont été supprimées sur les plaintes qui en ont été faites au Parlement. Il est vrai que le Roi votre Pere, conduit par un mauvais Conseil, haussa les Taxes sur les Marchandises, jusqu'au point où elles sont présentement : & néanmoins, il voulut bien avoir un tel égard aux plaintes qu'on lui en fit, qu'il offrit, si on vouloit laisser ces Taxes sur le pié où il les avoit mises, de consentir à être lié, tant lui que ses Successeurs, par Acte de Parlement, à ne pouvoir jamais les hausser davantage, à quoi les Communes refuserent leur consentement, à cause de la pesanteur de la charge. Cependant, vos Communes poussées par leur zèle pour votre service, & considérant vos pressans besoins, avoient déjà commencé à chercher les moyens d'établir le Subside de Tonnage & Pondage, d'une telle maniere, que Votre Majesté en fût mieux en état de garder la Mer, & que vos Sujets, sans craindre d'être exposez à des charges illegitimes, en fussent encouragez à continuer leur Commerce, & par ce moyen, tout le Commerce général, que les profits de Votre Majesté & la force du Royaume, se seroient considerablement accrus.

Mais comme il nous est impossible d'exécuter nos résolutions, nous ne voyons point d'autre moyen, à moins que nous ne voulions négliger notre devoir envers Votre Majesté & notre Patrie, que de faire cette humble Déclaration : Que l'exaction du Tonnage & Pondage, ou autres impositions sans le consentement du Parlement, est une violation des libertez fondamentales du Royaume, contraire à la Réponse de Votre Majesté à la Requête de droit.

Comme Votre Majesté donnera des preuves manifestes de votre justice par l'observation de vos propres Loix, nous ne doutons point qu'à la premiere Session, nous n'ayons occasion de faire connoître à Votre Majesté le désir que nous avons de travailler à l'avancement de votre honneur & de votre profit.

Le Roi ayant été informé du contenu de cette Remontrance, envoya chercher le vingt-sixième de Juin, l'Orateur des Communes, qui retourna quelque-tems après dans la Chambre, pendant qu'on y faisoit la lecture de

Le Roi prévient cette Remontrance.

CHARLES
I.
1628.

cet Acte. Il ne fut pas plutôt arrivé, que le Roi qui s'étoit déjà rendu à la Chambre Haute, fit appeller les Communes & parla ainsi aux deux Chambres :

Discours du
Roi aux
deux Cham-
bres sur le
Tonnage &
Pondage.
Rushworth,
Fol. I. p. 631.

Il paroitra peut-être étrange que je vienne ici à l'improviste, pour mettre fin à cette Session, avant que d'avoir donné mon consentement aux Bills. Quoique je sçache bien que je ne suis obligé de rendre compte de mes actions, qu'à Dieu seul, je ne laisserai pas de vous informer des motifs de cette démarche.

Tout le monde sçait que, depuis peu, les Communes m'ont présenté une Remontrance, & chacun peut juger combien elle a dû m'être agréable. Quant au mérite de cette Piece, je n'en veux pas parler à présent : mais je suis assuré qu'aucun homme de bon sens ne peut l'approuver. Presentement, je suis informé que les Communes preparent une Remontrance pour m'ôter le Tonnage & Pondage, qui est un des principaux soutiens de ma Couronne, sous prétexte que je me suis départi de mon droit par ma Réponse à votre Requête. C'est une chose qui m'est si préjudiciable, que je me vois forcé à finir cette Session quelques heures avant le tems que j'avois marqué pour cela, ne voulant point recevoir d'autre Remontrance, à laquelle je ne pourrais donner qu'une Réponse fort rude. Mais comme je vois que la Chambre des Communes commence à tirer des conséquences de ma Réponse à votre Requête, de peur qu'on ne l'interprete encore plus mal dans les Provinces, je veux ici vous déclarer quelle a été ma véritable pensée dans ma Réponse.

Les deux Chambres, en faisant le projet de cette Requête, ont protesté qu'elles n'avoient aucune intention d'empiéter sur ma Prérogative, & ont dit même que cela n'étoit pas en leur pouvoir. Il est donc certain, que je n'ai rien accordé de nouveau, & que je n'ai fait que confirmer les libertez de mes Sujets. Cependant, pour vous faire connoître la sincérité de mes intentions, & que je ne me repens point, ni n'ai aucun dessein de me dédire de ce que j'ai promis, je déclare ici : Que tout ce qui a été fait en quoi on pourroit craindre que les libertez des Sujets ne reçussent quelque préjudice, & c'est-là précisément le motif de la Requête, ne pourra être tiré à conséquence au préjudice des Sujets, & sur ma parole vous n'aurez jamais sujet de vous plaindre. Mais pour le Tonnage & Pondage, c'est une chose dont je ne puis me passer. Certainement ce n'étoit pas votre dessein dans votre Requête, de me demander que je m'en délistasse, & ce n'étoit pas mon intention de vous l'accorder.

Pour conclusion, je vous comande à vous tous qui êtes ici presens, de bien remarquer que ce que je viens de vous dire, est le véritable sens de ce que je vous ai accordé par ma Réponse à votre Requête, & particulièrement à vous Mylords Juges qui êtes, sous moi, les Interpretes des Loix. Car aucune des deux Chambres du Parlement ni séparées ni unies, n'ont le pouvoir sans mon consentement ni de faire des Loix, ni de déclarer ce qui est Loi, ou ce qui ne l'est pas, quelques nouveaux principes qu'on veuille tâcher d'établir.

Il passe le
Bill des
Subsides, &
proroge le
Parlement.
Observation
sur le Dif.

Après ce Discours, on présenta le Bill des Subsides auquel les Seigneurs avoient déjà donné leur consentement, & le Parlement fut prorogé jusqu'au 20. d'Octobre.

Le Discours que le Roi avoit fait au Parlement, avant que de le proroger, étoit si enveloppé, qu'on avoit bien de la peine à comprendre sur quoi il se fondoît

fondoit pour se plaindre de la Remontrance que les Communes avoient préparées. Il semble d'abord, qu'il vouloit faire regarder le *Tonnage & Pondage* comme un droit attaché à sa Prérogative Royale. Sans cela, il n'étoit pas nécessaire de faire remarquer, que les deux Chambres, en travaillant à la Requête de droit, avoient protesté qu'elles ne vouloient point empiéter sur cette Prérogative. Cette raison auroit été invincible, en supposant ce principe, & les autres auroient été très-inutiles. Mais comme le Roi sentoît bien qu'il ne pourroit jamais prouver, que ce droit lui appartint indépendamment du Parlement, il passoit à d'autres raisons dont la foiblesse est évidente. Il disoit, que les deux Chambres, en faisant la Requête de droit, n'avoient pas pensé à lui ôter le *Tonnage & Pondage*, d'où il concluoit, que, puisqu'elles n'avoient pas eu cette vûe particulière, on ne pouvoit pas lui demander avec justice qu'ils s'en défistât. Mais premièrement, quoique la Requête de droit contint quelques Articles particuliers, ces Articles n'excluoient pas les dépendances de l'Article général fondé sur les anciens Statuts : *Que le Roi ne pouvoit lever aucune taxe, taille, aide Subside, ou imposition sans l'approbation du Parlement.* Or le *Tonnage & Pondage* étant de cette nature, il s'ensuivoit nécessairement qu'il étoit renfermé dans cet Article, ou bien, il falloit prouver qu'il appartenoit à la Couronne indépendamment de la volonté des Sujets. En second lieu, les deux Chambres n'avoient pas eu en vûe de le priver du *Tonnage & Pondage* en particulier, parce qu'elles avoient dessein de le lui accorder par un Acte. Il ne pouvoit donc pas conclure de là, qu'il avoit droit de le lever sans leur consentement. Il alléguoit pour une autre raison, qu'il n'avoit pas eu dessein de leur accorder cet Article, faisant dépendre sa Réponse de son intention. Mais sa Réponse, *Soit fait comme il est désiré*, se rapportoit manifestement au contenu de la Requête, & non pas à l'intention que le Roi avoit en l'accordant. Sa troisième raison étoit prise de ce que le *Tonnage & Pondage* étoit un des meilleurs revenus de de la Couronne, & qu'il ne pouvoit s'en passer. Cette raison étoit excellente pour faire voir au Parlement, la nécessité qu'il y avoit de lui accorder ce droit, & pour l'obliger à continuer la Session jusqu'à ce que l'Acte en fût passé : mais il ne pouvoit pas en inférer, qu'il eût droit de continuer à le lever malgré l'opposition du Parlement, d'autant plus qu'il ne tenoit qu'à lui de l'avoir par une voye légitime. De plus, il revenoit toujours à vouloir faire dépendre sa Réponse de son intention, ce qui étoit directement opposé aux termes clairs & précis de la Réponse même, lesquels ne pouvoient se rapporter qu'à la Requête. Enfin, en ôtant aux deux Chambres, ou séparées ou unies, le droit de déclarer ce qui étoit Loi ou ce qui ne l'étoit pas, il l'attribuoit uniquement aux Juges du Royaume qui étoient sous lui ; c'est-à-dire, qu'en plaçant dans ces postes les gens qu'il trouvoit à propos, & pouvant les déplacer à sa fantaisie, il se mettoit proprement en possession de ce même droit, indépendamment des deux Chambres. Cette intention ne parut que trop dans la suite.

Cette Session valut au Roi cinq Subsidés, ce qui faisoit une somme très-considérable, par le moyen de laquelle le Parlement acheta la Réponse du Roi à la Requête de droit, c'est-à-dire, la confirmation des Loix qui jusqu'alors avoient passé pour incontestables. D'un autre côté, le Roi ne crut

CHARLES
I.
1628.
cours du
Roi.

CHARLES
I.
1628.

Proclama-
tion pour
supprimer
le Sermon
de Manwa-
ring.
Rushworth,
Vol. I. p. 633.

Autre con-
tre l'Evêque
de Chalce-
doine.
Ordres à l'é-
gard des Je-
suites &
Prêtres.

Commis-
sion pour
composer
avec les Ré-
cusans.

Le Cheva-
lier *Weston*
est fait
Grand Tré-
sorier &
Comte de
Portland.

Laud Evê-
que de Lon-
dres.

Montaigu
Evêque de
Chichester.
Le Roi veut
secourir la
Rochelle.

Le Duc de
Buckingham
est assassiné
par *Felton*.
23. Août.
*Myl. Claren-
don, Tom. I.*
pag. 36.

La Flotte
part & ne
peut secou-
rir la Ro-
chelle.

pas avoir acheté moins cherement les cinq *Sufides* par la condescendance qu'il avoit eue de s'éliever les mains, en donnant son consentement à la Requête de droit, contre ses propres principes, & contre les projets qu'il avoit formez par rapport au Gouvernement. Mais il fit voir dans la suite, qu'en accordant la Requête de droit, il n'avoit fait qu'amuser le Parlement, puisqu'il ne regla jamais sa conduite sur ce qui étoit contenu dans cette Requête. Immédiatement après la prorogation du Parlement, le Roi publia diverses Proclamations. La première étoit pour supprimer le Sermon du Docteur *Manwaring*, dont il a été parlé ci-devant. Mais cette suppression ne consistoit que dans un ordre à tous ceux qui avoient des exemplaires de ce Sermon, de les porter à un Secrétaire d'Etat, ou à quelque Magistrat. La suite fera voir si la Cour souhaitoit que cet ordre fut ponctuellement exécuté. Mais il suffisoit pour la satisfaction du Peuple, qu'il parût publiquement que le Roi n'approuvoit pas ce Sermon.

Une autre Proclamation ordonnoit d'arrêter *Richard Smith* Evêque titulaire de *Calcedoine*, & tous les autres Prêtres & Jesuites qui avoient reçu leurs Ordinations de Rome, & de les mettre en prison au Château de *Witbich*. Quelques Jesuites ayant été arrêtés, & mis dans la prison de *Newgate* à Londres, le Roi ordonna, que s'ils étoient déclarés coupables, on les conduisît au même Château de *Witbich* situé dans l'Isle d'Ely. Ce furent-là toutes les démarches que la Cour fit contre les Papistes.

Mais d'un autre côté, le Roi en fit d'autres qui donnerent une bien moindre opinion de son zèle, ou de celui de ses Ministres pour la Religion. Premièrement, il établit une Commission pour composer avec les Papistes récusans. 2. Le Chevalier *Weston* Papiste, & connu pour tel, fut fait grand Trésorier, & ensuite, Comte de *Portland*. 3. Le Docteur *Laud*, qui étoit regardé comme le Chef des *Arminiens*, selon le jugement de la Chambre des Communes, fut transféré de l'Evêché de *Bath & Wells*, à celui de Londres. 4. Le Docteur *Montaigu*, qui avoit causé tant de scandale par son Livre intitulé *Appel à César*, fut promu à l'Evêché de *Chichester*.

En ce tems-là, la Ville de la Rochelle étant étroitement assiégée par le Roi de France, le Roi avoit préparé une Flotte pour la secourir, & le Duc de *Buckingham*, qui devoit la commander, s'étoit déjà rendu à *Portsmouth*. Mais dans le tems qu'il alloit s'embarquer, il fut tué d'un coup de couteau, qui l'ayant frappé au cœur, le fit tomber mort sur le champ. L'Assassin étoit un Lieutenant nommé *Felton*, qui avoit, que, depuis la Déclaration des Communes contre le Duc, il l'avoit regardé comme un ennemi de la Patrie, & que c'étoit ce qui l'avoit porté à faire ce coup. Il parut par son procès, qu'il n'avoit aucun complice, & que ce n'étoit qu'un excès de zèle qui lui avoit fait commettre cet attentat. Le Roi parut très-affligé de la mort du Duc, & pour lui donner, même après sa mort, des marques continuelles de son affection, ses créatures furent maintenues dans la même faveur & dans les mêmes emplois dont elles avoient joui pendant la vie de leur Protecteur.

Cependant, le secours de la Rochelle ne pouvant être plus long-tems différé, le Roi fit partir la Flotte destinée pour ce secours. Mais le Cardinal de Richelieu avoit usé d'une si grande diligence, que la digue qu'il faisoit faire

faire pour empêcher les Vaisseaux Anglois d'approcher, se trouvoit achevée en sorte que la Flotte Angloise se vit obligée de s'en retourner sans rien faire, après avoir vû prendre la Rochelle.

Le Parlement qui avoit été prorogé jusqu'au mois d'Octobre, le fut encore jusqu'au 29. de Janvier. Dans cette intervalle, il arriva certains cas qui fournirent au Parlement suivant un nouveau sujet de se plaindre, & qui causerent enfin sa dissolution. Quoique la Remontrance touchant le *Tonnage & Pondage* n'eût pas été présentée au Roi, elle étoit pourtant publique, & suffisante pour faire connoître au Peuple quel étoit le sentiment de la Chambre Basse sur ce sujet. Ce fut sur ce fondement que trois Marchands, entre autres, refuserent de payer ce droit au Roi. *Rolls* l'un de ces trois, Marchand de Londres & Membre des Communes, l'ayant refusé, comme étant contre les Loix, les Officiers de la Douane saisirent ses Marchandises; & comme il alléguoit l'autorité du Parlement, un de ces Officiers lui dit insolemment, que, quand tout le Parlement seroit dans son ventre, on ne laisseroit pas de saisir ses effets. *Chambers & Vassal* deux autres Marchands de Londres, dont le premier étoit Alderman, furent condamnés à payer les droits de *Tonnage & Pondage*, par la Cour de l'Echiquier qui fit aussi saisir leurs Marchandises.

Le Parlement s'étant rassemblé le 7^e de Janvier 1627. l'affaire de *Rolls* fut d'abord mise sur le tapis dans la Chambre des Communes, & referée à un Committé pour l'examiner. Pendant que le Committé étoit occupé à cette affaire, la Chambre reçut un Message du Roi qui lui ordonnoit de surseoir, & de se rendre le lendemain à Whitehall. Les Seigneurs ayant aussi eu ordre de s'y trouver, le Roi parla ainsi aux deux Chambres.

Le soin que j'ai d'éloigner tous les obstacles qui peuvent empêcher une bonne intelligence entre moi & mon Parlement, est cause que je vous ai fait venir ici, & la plainte qui a été portée à la Chambre des Communes, en est l'occasion particulière. Pour vous, Mylords, je suis bien aise de me servir de cette occasion pour vous faire connoître clairement & mes paroles & mes actions. Car comme vous êtes les plus proches du Roi en dignité, vous êtes aussi les plus propres à lui rendre temoignage.

La plainte dont je veux parler, c'est de ce qu'on a fait arrêter les Marchandises de ceux qui ont refusé de payer le droit de Tonnage & Pondage. Cette affaire peut être aisément terminée, pourvu qu'on veuille bien comprendre le sens de mes paroles & de mes actions. Car en passant le Bill du Tonnage & Pondage, tout ce que j'ai fait jusqu'ici sur ce sujet sera renfermé dans ce Bill, & approuvé, & ce que je ferai dans la suite sera autorisé. Certainement, on n'auroit jamais fait aucune instance sur cette affaire, si on ne s'étoit pas imaginé que je levois ces Taxes en vertu de ma Prérogative héréditaire, en qu'on s'est beaucoup trompé. Ma pensée a toujours été & est encore, de ne jouir de ce Subside, que comme d'un don gratuit de mon Peuple. Dans le Discours que je fis sur ce sujet, en terminant la dernière Session, mon intention n'étoit pas de réclamer le Tonnage & Pondage comme un droit, mais ad bene esse, & de vous faire voir, non le droit que j'avois, mais la nécessité où je me trouvois de lever ce Subside, jusqu'à ce que vous me l'eussiez accordé, comme étant assuré que si vous ne l'aviez pas fait, ce n'étoit pas faute de bonne volon-

CHARLES
I.

1628.

Le Parlement est encore prorogé jusqu'au 20. de Janvier.

Quelques Marchands refusent de payer le *Tonnage & Pondage*. On fait saisir leurs effets. Ils sont condamnés par l'Echiquier.

1627.

Le Parlement se rassemble.

Le Roi fait venir les deux Chambres à Whitehall.

Discours du Roi sur le *Tonnage & Pondage*. *Rushworth*, Vol. I. p. 644.

CHARLES
I.
1629.

té, mais de tems. C'est pourquoi, puisque vous en avez presentement l'occasion, je m'attends que, sans perte de tems, vous accomplirez vos promesses, & qu'en passant ce Bill, vous ferez cesser toutes les disputes qui s'élèvent sur ce sujet, puisque de mon côté, j'ai levé tous les scrupules que vous pouviez avoir.

Pour conclusion, n'examinons point les actions les uns des autres, avec des yeux de jalousie & de soupçon. Car si j'avois voulu m'émouvoir à chaque occasion que j'en ai eu, l'ordre que vous donnâtes Mécredi passé, m'en auroit donné assez de sujet, puisqu'il y avoit quelque apparence que vous vouliez rechercher des sujets de plainte, cet ordre ayant un peu trop d'étendue. Mais ne considérant que vos actions, je trouve que votre intention n'est que d'écouter les plaintes, & non pas d'en faire naître. Je suis assuré que vous ne pretendez point vous rendre Inquisiteurs des actions de qui que ce soit, avant qu'on vous en ait porté plainte. J'ai voulu par-là vous faire voir, que je ne cherche pas les occasions de mal juger de vos procédures. Je vous assure en même tems, que formerai mon jugement sur les résolutions de la Chambre, & non pas sur des rapports particuliers. Je ne doute pas qu'en suivant mon exemple, vous ne fermiez vos oreilles à tous les rapports qu'on vous fait de moi, jusqu'à ce que mes paroles & mes actions parlent pour elles-mêmes, afin que cette Session commençant avec une confiance mutuelle, puisse finir avec une parfaite intelligence entre vous & moi, ce que Dieu veuille.

Les Communes travaillent aux affaires de Religion, malgré les instances du Roi qui les presse de travailler au Bill du Tonnage.

Quelques jours après, le Roi envoya aux Communes un Message pour leur ordonner de travailler au Bill du *Tonnage & Pondage*, afin de n'employer pas le tems inutilement. Mais les Communes ne croyant pas que le Roi eut le droit de leur prescrire le tems, s'occupèrent aux affaires de Religion, & particulièrement à ce qui regardoit l'Arminianisme : & ayant trouvé que Laud, Montaigu, & Manwaring, avoient été avancés depuis la dernière Session, plusieurs des Membres en firent de grandes plaintes. Quoique le Roi les fit encore presser de travailler au Bill du *Tonnage & Pondage*, elles prétendirent que les affaires de Religion devoient avoir la préférence sur toutes les autres. Ce fut sur ce fondement qu'elles examinerent d'où venoit que l'exécution des Loix faites contre les Papistes étoit suspendue ; que les Papistes étoient favorisés & encouragés par des emplois importants qu'on leur donnoit ; qu'on ajoûtoit continuellement quelque chose aux Cérémonies de la Religion, particulièrement à Durham où le Docteur *Cozens*, Doyen, avoit introduit des Anges, des Saints, des Autels, des Cierges allumés le jour de la Chandeleur, & enfin d'où provenoit l'accroissement de l'Arminianisme.

Plaintes contre Cozens Doyen de Durham.

Le Roi défend aux Communes de se mêler des affaires de Religion.

Cet examen fut interrompu par un nouveau Message du Roi pour les requérir de donner la préférence au Bill du *Tonnage & Pondage*. Il déclaroit néanmoins, qu'il ne prétendoit pas interrompre leurs délibérations par rapport à la Religion, pourvu que la Chambre ne se mêlât point de ce qui ne la regardoit pas. Par-là, il leur ôtoit d'une main ce qu'il leur donnoit de l'autre, puisqu'il croyoit que les Communes n'avoient aucun droit de se mêler de la Religion. Ce Message ne les empêcha pas de continuer leurs délibérations sur la même matière. On se plaignit en particulier de la Proclamation qui défendoit de disputer pour ou contre l'Arminianisme, dans laquelle il étoit dit, que s'il y avoit quelques doutes sur les points controver-

Elles ne font point d'attention à cet ordre.

sez,

sez, c'étoit aux Evêques à les décider. Mais comme parmi les Evêques, il y en avoit qui étoient suspects, on concluoit, que, par les termes de la Proclamation, le Royaume seroit obligé de devenir Papiste ou Arminien, en suivant les décisions des Evêques. Ces soupçons tomboient principalement sur Laud & Neal, qui étant les Conseillers du Roi pour les affaires de la Religion, dirigeoient à peu près les autres Prélats. Cela fut cause que la Chambre, pour prévenir les dangers qu'elle craignoit, jugea qu'il étoit à propos de faire la Protestation suivante.

CHARLES
I.
1628.

Nous les Communes assemblées en Parlement, déclarons, protestons & soutenons, comme une vérité certaine, le sens des Articles de Religion établis par le Parlement dans la 13. année de la Reine Elisabeth, tel qu'il nous a été laissé par un Acte public de l'Eglise Anglicane, & par les explications des Docteurs & Ecrivains de la même Eglise, & nous rejettons le sentiment des Jesuites & des Arminiens, & tous autres qui sont differens du notre.

Protestation
des Com-
munes sur
la Religion.
Rushworth,
Vol. I. p. 649.

Comme le but des Communes étoit de persuader au Peuple que la Religion étoit en danger, elles demanderent aux Seigneurs leur concurrence pour prier le Roi de faire publier un jeûne, & l'obtinrent assez difficilement. Le Roi sentit bien quel étoit le but de cette Requête, & quoi qu'il ne jugea pas à propos de la rejeter, il répondit néanmoins, que, depuis quelque tems, le jeûne se tournoit en coutume, à chaque Session : qu'il l'accordoit pourrant cette fois, quoiqu'il n'en vit pas la nécessité; mais qu'à l'avenir, il ne l'accorderoit que pour des occasions extraordinaires. Il ajouta que, pour soutenir les Eglises Réformées, il seroit plus avantageux de combattre pour elles, que de jeûner.

Les deux
Chambres
demandent
un jour de
jeûne.
Le Roi l'ac-
corde avec
peine.

Comme le Roi avoit souvent pressé les Communes de travailler au Bill du Tonnage & Pondage, & de lui donner la préférence sur les affaires de Religion, elles se crurent obligées de lui présenter une Adresse pour justifier leur conduite.

Cette Adresse, qui étoit une espece d'Apologie, ne contenant rien de fort important, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de l'insérer ici toute entière. Il suffit de dire, que les Communes s'excusoient, en deux diverses manieres, de n'avoir pas donné la préférence au Bill du Tonnage & Pondage sur les affaires de la Religion. La première étoit, que celles-ci ayant été proposées avant l'autre; l'ordre observé constamment dans la Chambre demandoit qu'elles passassent devant. En second lieu, elles tiroient leur excuse de l'importance de ce qui concernoit la Religion. Enfin, en remerciant le Roi de ses promesses par rapport au maintien de la Religion, elles lui reprochoient tacitement qu'il ne les avoit pas exécutées.

Adresse des
Communes
au Roi.

Le Roi répondit à cette Adresse, non en entrant dans le détail, mais par quelques remarques. Il leur dit qu'il trouvoit étrange qu'on eût mauvaise opinion de lui par rapport à la Religion. Il assura qu'il ne fermeroit point ses oreilles aux plaintes qu'on lui feroit sur ce sujet, pourvu que la Chambre ne passât pas au-delà de ses limites; ni dans la forme ni dans la matiere. Il finit par ces paroles : *Comme je ne m'attends point à un refus de votre part sur l'affaire du Tonnage & Pondage, je ne puis m'empêcher de vous solliciter à y travailler; & ne trouvez pas étrange si je vous éveille de tems en tems, quand je vous trouve-
rai endormis.*

Réponse du
Roi.

Après

CHARLES
I.
1633.
Griefs sur la
Religion.

Après cela, les Communes continuèrent leurs délibérations sur les affaires de Religion, & particulièrement sur la Proclamation dont il a été parlé ci-dessus, qui défendoit de disputer pour ou contre l'Arminianisme. On prétendoit que c'étoit un piège pour surprendre les Orthodoxes, & pour donner aux Arminiens plus de liberté, & que c'étoient Laud & Montaigu qui avoient donné ce conseil au Roi. On se plaignoit aussi que les ennemis de la Religion avoient obtenu du Roi des Lettres de pardon pour quatre Ecclesiastiques les plus suspects qu'il y eût en Angleterre, sçavoir *Montaigu, Cozens, Sibthorp & Manwaring*, & que, pour braver le Parlement, on les avoit même avancés à des Evêchez ou à d'autres bons Bénéfices. J'avoüe que je ne comprends pas comment on peut bien justifier la condescendance du Roi pour ceux qui lui conseilloient de protéger si ouvertement, d'avancer même des gens si odieux au Parlement, puisqu'il ne pouvoit pas ignorer, combien il se rendoit lui-même suspect par une semblable conduite. Du moins on ne peut nier qu'il ne donnât quelque prise sur lui à ses ennemis. Mais outre que le genie du Roi & de la Cour étoit de ne regarder le Parlement & particulièrement les Communes qu'avec un extrême mépris, le Roi ne pouvoit rien refuser au Docteur Laud qui étoit son grand Conseiller dans les affaires Ecclesiastiques. Pour achever de confirmer les soupçons des Communes contre Laud, les Libraires de Londres leur présentèrent diverses Requêtes, dans lesquelles ils se plaignoient, qu'on arrêtoit l'impression de divers Livres Orthodoxes faits contre le Papisme & l'Arminianisme, pendant qu'on ne refusoit jamais la licence à ceux qui étoient composez pour soutenir les dogmes Papistes ou Arminiens. Ils marquoient même les Livres de ces deux sortes, auxquels on avoit accordé ou refusé la licence. Ils prétendoient que tout cela se faisoit par l'Evêque de Londres ou par ses Chapelains, auxquels l'examen des Livres étoient commis.

Caractère
de Laud.

Comme le Docteur Laud, qui fut ensuite Archevêque de Cantorbéri, a fait une très-grande figure en Angleterre pendant les quinze premières années de ce Regne, je crois qu'il ne sera pas hors de propos, de rapporter ici une partie de ce qui s'est dit pour & contre sur son sujet. Ce n'est pas que je prétende par-là faire bien connoître son genie, son caractère, sa Religion : cela me paroît impossible, vû la contrariété qu'il y a entre les opinions à cet égard, n'étant presque pas possible d'assurer quelque chose pour ou contre lui, sur le témoignage de quelques-uns, qui ne soit contredit & rejeté comme faux par d'autres. C'est-là un effet ordinaire que produisent les Partis. On ne peut presque rien ajouter aux éloges que font de ce fameux Evêque, ceux qui font profession de ce qu'on appelle la *Haute Eglise*, c'est-à-dire, les Episcopaux Rigides. Mylord Clarendon, dans son Histoire, témoigne, en toutes occasions, une haute estime pour Laud, & ne trouver rien à redire en lui, qu'un peu trop de véhémence pour faire réussir ce qu'il avoit entrepris. Tous les autres du même Parti l'élevent jusqu'au Ciel. Ils ne lui trouvent aucun défaut. Ils louent par tout sa sagesse, son bon sens, son sçavoir, sa piété, & principalement son zele pour l'Eglise Anglicane, de laquelle enfin il mourut Martyr. Les Presbytériens, au contraire, sans lui refuser les qualitez de l'esprit & la science, prétendent qu'il étoit Arminien outré, & presque Papiste. Ils disent que, sous prétexte d'avoir un grand zele pour les Cérémonies de l'Eglise

glise Anglicane, il les pouſſoit juſqu'à un excès qui les approchoit trop de celles du Papiſme, & qui le faiſoit juſtement ſoupçonner de vouloir imperceptiblement rétablir la Religion Romaine en Angleterre. Que c'étoit dans cette vûë, qu'il vouloit faire regarder comme des choſes eſſentielles à la Religion, juſqu'aux moindres bagatelles auſquelles les Réformateurs n'avoient pas voulu toucher, parce qu'elles leur avoient paru indifférentes. Ils infèrent de là, qu'il étoit impoſſible qu'un homme de bon ſen ſe ſoit attaché à des choſes ſi peu importantes, s'il n'avoit pas eu quelque mauvais deſſein contre la Religion Réformée. Qu'il étoit ennemi mortel des Preſbytériens ou Puritains, parce que c'étoit de leur part qu'il trouvoit le plus d'oppoſition à l'exécution de ſes projets. Pour moi, j'avoie, que, dans tout ce qui a été dit contre lui, je n'ai trouvé aucune preuve convaincante, qu'il ait eu deſſein de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, à moins qu'on ne veuille confondre, comme pluſieurs le faiſoient en ce tems-là, le Papiſme avec la Haute Eglise Anglicane, par un pur eſprit de Parti. Mais il eſt bien certain, qu'il haïſſoit mortellement les Preſbytériens, & qu'il auroit entièrement exterminé le Puritanisme, s'il avoit été en ſon pouvoir. Quant à l'Arminianisme, il y a toutes les apparences du monde qu'il panchoit beaucoup de ce côté-là. Voici le caractère que lui donnoit Abbot, Archevêque de Cantorbéri, ſon Prédeceſſeur, dans une Apologie qu'il écrivit pour ſoi-même dans l'année 1627.

CHARLES
I.
162 $\frac{8}{9}$.

Ce qu'Ab-
bot, Ar-
chevêque
de Can-
torbéri,
disoit de
Laud.

45

“

66

“

66

66

3

22

55

66

“

66

66

“

“

66

55

22

...

„ Cet homme (Laud) est le Conseiller intime du Duc de Buckingham. Il confère en secret avec lui , quelquefois des heures entières , & l'entretient dans sa malice Il passoit autrefois sa vie à Oxford à épier & à chercher quelque chose à dire contre les Leçons des Professeurs , & en donnoit avis à l'Evêque de Durham afin que celui-ci le rapportât au Roi Jacques , & lui remplît l'esprit de mécontentemens contre ceux qui prenoient soin de s'acquitter de leur devoir , en établissant la vérité , à laquelle il donnoit le nom de Puritanisme. Il faisoit son affaire de voir quels Livres étoient sous la presse , & d'en examiner les Préfaces & les Epîtres dédicatoires , afin d'y trouver quelque chose à redire. Dès-lors on put prévoir quel bon homme ce seroit un jour , par la première démarche remarquable qu'il fit en mariant le Comte de D. avec Madame R. quoiqu'il fût connu à tout le monde, que la Dame avoit un autre mari, & que le Comte de D. avoit d'elle plusieurs Enfans vivans. Le Roi Jacques en fut dans une si grande colere , qu'il ne vouloit point entendre parler de lui , ni lui donner aucun Bénéfice. L'Evêque de Lincoln , qui prétend avoir été son premier Patron a dit à plusieurs personnes , que , quand il vouloit parler au Roi de Laud , il trouvoit dans S. M. une telle répugnance , qu'il se voyoit quelquefois obligé de dire , qu'il ne souhaitoit pas de servir un Maître qui ne pouvoit se résoudre à pardonner une seule faute à un de ses serviteurs. Malgré tout cela, l'Evêque vainquit à la fin , & obtint pour Laud , l'Evêché de St. David , dont celui-ci ne fut pas plutôt en possession , qu'il commença peu à peu à supplanter & à ruiner son Bienfaiteur , ainsi qu'il paroît aujourd'hui. Ce fut la Comtesse de Buckingham qui avertit l'Evêque de Lincoln , que Laud le détruisoit auprès de son Fils. Et véritablement son ambition est telle , qu'il est capable de ruiner secrètement quelque homme que ce soit , pourvu qu'il y trouve quelque avantage.

CHARLES
I.
1629.

Nouvelle
broüillerie
entre le Roi
& la Cham-
bre Basse
sur le Ton-
nage & Pon-
dage.
Rushworth,
Vol. I. p. 653.

Ce témoignage n'est pas avantageux à Laud : mais il faut remarquer, que l'Archevêque attribuoit sa propre disgrâce aux conseils secrets que ce Prélat donnoit au Duc de Buckingham.

Dans le tems que les Communes travailloient aux affaires de Religion, le Magasin de Rolls, un des Membres de la Chambre, fut scellé par un Huissier qui alla immédiatement après faire appeller Rolls hors de la Chambre, pour lui enjoindre de ne lever point le scellé. Cela mit la Chambre en feu, & fut causé qu'elle fit comparoître les Officiers de la Doüane, pour sçavoir d'eux, par quelle raison ils avoient saisi les effets des Marchands, & les avoient fait porter dans le Magasin du Roi. Ils répondirent que c'étoit à cause du refus de payer le *Tonnage & Pondage* & d'autres droits. Mais parce qu'il y avoit déjà un procès intenté contre les Refusans à la Cour de l'Echiquier & à la Chambre Etoilée, les Communes résolurent qu'elles ne travailleroient point au Bill du *Tonnage & Pondage*, jusqu'à ce que les Marchandises fussent restituées aux Propriétaires, & qu'on donneroit avis aux Barons de l'Echiquier de cette résolution. Ceux-ci en ayant été informez, répondirent, qu'ils n'avoient nullement touché au droit du *Pondage & Tonnage*, & qu'en faisant saisir les Marchandises, ils n'avoient pas prétendu priver les Propriétaires du droit d'en demander la restitution, par les voyes ordinaires & selon les Loix. Mais que ces Marchands ayant tenté de les retirer, par des moyens qui ne s'accordoient pas avec les Prérogatives du Roi, la Cour de l'Echiquier avoit ordonné que ces effets demeureroient en arrêt. Cette Réponse, qui ne signifioit rien, n'ayant pas contenté les Communes, elles établirent un Committé pour examiner si c'étoit la maniere ordinaire de procéder de la Cour de l'Echiquier, ou si le Roi avoit fait cela en vertu de sa Prérogative.

Cette affaire ayant été long-tems débatuë dans la Chambre, les Officiers de la Doüane furent rappelés, & répondirent, qu'ils avoient agi en vertu d'une Commission scellée du grand Sceau. L'un d'eux dit, qu'il avoit saisi ces Marchandises pour des droits dûs du tems du Roi Jacques, & que S. M. de sa propre bouche, lui avoit ordonné de ne donner point d'autre Réponse. Sur cela la Chambre s'étant tournée en grand Committé, la question fut proposée, s'il falloit procéder contre les Officiers de la Doüane, en séparant leurs intérêts de ceux du Roi. Il se fit sur ce sujet divers Discours pour & contre; & enfin, l'Orateur ayant été requis de recueillir les voix, il le refusa, disant qu'il avoit ordre du Roi de ne le pas faire. Un tel ordre ne pouvant que surprendre beaucoup la Chambre, elle s'ajourna jusqu'au 25. de Février, & ensuite, par ordre du Roi, jusqu'au deuxième de Mars. Ce jour-là, la Chambre s'étant rassemblée, & l'Orateur ayant été requis de recueillir les voix sur l'affaire qui avoit été discutée avant l'ajournement, il répondit, que le Roi lui avoit défendu de le faire, & lui avoit ordonné d'ajourner la Chambre jusqu'au 10. de Mars. Après cela, il voulut quitter la Chaire : mais il y fut retenu par force, jusqu'à ce que le Chevalier Elliot eut dressé la Protestation suivante, laquelle fut approuvée par la pluralité des voix; mais avec beaucoup de tumulte & de confusion, & même il y eut quelques coups donnez.

L'Orateur
des Com-
munes refu-
se de re-
cueillir les
voix, par
ordre du
Roi.
Rushworth,
Vol. I. p. 660.

Il ajourne
la Chambre.
Il veut sor-
tir; on le
retient par
force.

PROTESTATION DES COMMUNES.

CHARLES
I.
1621.

„ Quiconque fera quelque innovation dans la Religion , ou semblera , par quelque moyen que ce soit , comme faveur ou protection , vouloir étendre ou introduire le Papisme ou l'Arminianisme , ou quelque autre opinion contraire à la vérité de l'Eglise Orthodoxe , sera réputé ennemi capital de l'Etat.

„ Protestation des Communes.

„ Quiconque conseillera de lever le Subside du *Tonnage & Pondage* , avant qu'il soit accordé par le Parlement , ou servira d'instrument , ou agira en cela de quelque manière que ce soit , sera réputé pour innovateur du Gouvernement , & ennemi capital du Royaume.

„

„

„

„

„

„

„

„

„ Si quelque Marchand , ou autre personne , se soumet à payer le *Tonnage & Pondage* , avant qu'il soit accordé par le Parlement , sera réputé Traître des libertez de l'Angleterre , & ennemi de l'Etat.

Comme le Roi n'attendoit point de l'argent de cette seconde Session , il fut ravi d'avoir trouvé un prétexte qu'il crut assez plausible de dissoudre ce Parlement. Ainsi , dès le même jour , il publia une Proclamation pour notifier que son dessein étoit de dissoudre le Parlement le 10. de Mars , & que les Membres pouvoient s'en retourner chez eux.

Proclamation pour notifier que le Parlement sera dissous le 10. de Mars. *Rushworth, Vol. I. p. 660.* Neuf Membres de la Chambre sont citez devant le Conseil. 4. comparoissent & sont envoyez en prison.

Dès le jour suivant , le Conseil fit citer devant lui neuf Membres de la Chambre Basse , sçavoir *Hollis , Hobert , Clayman , Selden , Coriton , Long , Strode , Valentin , Elliot*. Quatre d'entr'eux , sçavoir *Hollis , Elliot , Coriton & Valentin* , comparurent : & parce qu'ils refuserent de rendre compte au Conseil de ce qui s'étoit passé dans leur Chambre le jour précédent , ils furent envoyez à la Tour. Le Conseil donna ordre en même-tems , de fouiller les Cabinets de *Hollis , d'Elliot , & de Selden* ; & pour ceux qui n'avoient pas comparu , le Roi , par une Proclamation , ordonna qu'ils fussent arrêtez là où on pourroit les trouver. Il faut remarquer , que le Parlement n'étant pas encore dissous , tous ces gens-là étoient encore actuellement Membres du Parlement.

Le 10. de Mars , le Roi s'étant rendu au Parlement , y fit le Discours suivant , en s'adressant seulement aux Seigneurs , n'y ayant que peu des Députés des Communes qui se fussent rendus à la Barre de la Chambre Haute.

MY LORDS ,

Je ne suis jamais venu ici dans une occasion plus désagréable pour moi , puisque c'est pour dissoudre le Parlement. Plusieurs s'étonneront sans doute , que je ne l'aye pas fait par Commission , la maxime générale des Rois étant de laisser , à leurs Ministres , le soin d'exécuter les ordres fâcheux & désagréables , & de se réserver à eux-mêmes la distribution des grâces & des bienfaits. Cependant , considérant que la Justice consiste dans la louange & dans la récompense de la Vertu , aussi bien que dans la punition du Vice ; j'ai crû qu'il étoit nécessaire que je vinsse ici aujourd'hui , pour déclarer , & à vous & à tout le monde , que l'insolente &

Discours du Roi en cassant le Parlement. *Rushworth, Vol. I. p. 662.*

Xx ij

séditieuse

CHARLES
I.
1629. *séditieuse conduite de la Chambre des Communes a produit cette Dissolution. Pour vous, Mylords, vous êtes si éloignez d'en être la cause, que votre conduite & votre soumission me sont aussi agréables que la conduite des Communes me déplait. Cependant, pour éviter qu'on n'entende mal ma pensée, je vous dirai que je suis bien éloigné d'accuser toute cette Chambre. Je reconnois au contraire, qu'il y a parmi ses Membres un grand nombre de gens qui sont d'aussi bons Sujets qu'il y en ait dans le monde. Ce sont seulement quelques Vipères qui ont mis, devant les yeux de la plus grande partie d'entr'eux, ce broüillard d'insolence & de sédition. Et n'annmoins, il y en a un grand nombre que la contagion n'a pu infecter. Ceux-ci ont marqué leur devoir & leur soumission, par leurs Discours, en s'opposant au reste de la Chambre qui péchoit de ce côté-là. Pour conclusion, comme ces Vipères doivent s'attendre à être justement punis, Vous, Mylords, vous pouvez au contraire esperer de moi toute la faveur & toute la protection qu'un Roi doit à ses bons & fidelles Sujets. Presentement, Mylord Garde du grand Sceau, faites ce que je vous ai commandé.*

Observation
sur la Dissol-
ution de ce
Parlement.

Alors le Garde du grand Sceau déclara que le Parlement étoit dissous. La Dissolution de ce Parlement étoit causée par l'insolence de la Chambre des Communes, comme le Roi venoit de le dire aux Seigneurs : & cette insolence, cette conduite séditieuse, consistoit en ce qu'on avoit retenu par force l'Orateur dans sa Chaire, après qu'il eût signifié que la Chambre étoit ajournée par ordre du Roi, jusqu'à ce qu'une Protestation, qui ne contenoit que trois Articles fort courts, eût été écrite. Voilà le crime des Communes. Sur cela il faut remarquer, qu'il y avoit une extrême différence, entre l'ajournement, & la Prorogation & la Dissolution du Parlement. On n'a jamais disputé au Roi le droit de proroger & de dissoudre ; & avant le tems de Jacques I., je ne croi pas qu'aucun Roi se fût jamais avisé d'ajourner le Parlement. Le Roi Jacques fut le premier qui le fit. Les Communes s'en plainquirent comme d'une violation de leurs Privilèges ; mais n'ayant pastrouvé dans la Chambre Haute de la disposition à disputer ce droit au Roi, elles se virent obligées de plier, quoiqu'elles en prévissent les fâcheuses conséquences. Ces conséquences se manifestèrent sous ce Regne. Charles I., prenant avantage de l'unique préjugé établi par le Roi son Pere, ne se contenta pas d'empêcher que le Parlement ne s'ajournât aux Fêtes de Pâques, comme on l'a vû ci-dessus ; il l'ajourna même deux différentes fois, dans le tems que les Communes délibéroient sur des affaires qui ne lui plaisoient pas, & empêcha même, par sa seule autorité, l'Orateur des Communes de faire sa Charge en recueillant les voix comme il lui étoit ordonné. Il est très-aisé de comprendre les conséquences qui pouvoient naître de ce pouvoir d'ajourner les Chambres. C'est qu'il ne tenoit qu'au Roi d'arrêter toutes les délibérations de l'une ou de l'autre Chambre, en les ajournant autant de fois qu'elles voudroient entrer dans l'examen des matieres qui ne lui seroient pas agréables. D'un autre côté, en supposant le droit du Roi comme incontestable, la Chambre Basse avoit désobéi à ses ordres, & violé sa Prerogative, ce qui pouvoit avoir des inconvéniens qui n'étoient pas moins fâcheux. Mais le Roi, présupposant son droit comme parfaitement établi, sans se mettre autrement en peine de le prouver, résolut de punir la Chambre

bre des Communes, non seulement par la dissolution du Parlement, punition qui regardoit plutôt tout le Peuple que ses Députés; mais même en choisissant quelques-uns de ses Membres les plus actifs & les plus remuans, pour les faire condamner comme coupables de révolte & de sédition.

Pour cet effet, il ordonna aux Juges du Royaume de s'assembler, pour lui donner leurs opinions sur les questions qu'il avoit à leur proposer, afin de se conduire par leurs décisions, de peur qu'on ne l'accusât d'user d'un pouvoir trop despotique. Voici les questions, avec les Réponses des Juges.

1. „ Si un Sujet ayant reçu quelque probable information d'une trahison, ou attentat, ou mauvaise intention contre le Roi ou contre l'Etat, ne doit pas faire connoître au Roi ou à ses Commissaires, s'il en est requis, ce qu'il en sçait, & sur quel fondement l'information est appuyée, afin que le Roi en étant informé, puisse prévenir le danger. Si ce Sujet, refusant d'être examiné & de répondre aux questions qu'on lui veut faire pour découvrir la vérité, n'est pas punissable par la Chambre Etoilée, comme pour une offense commise contre la Justice générale & le Gouvernement du Royaume.

La Réponse unanime des Juges fut, *que c'étoit une offense punissable, comme il est dit dans la question, pourvu que la chose ne regardât pas le Sujet même qui devoit être examiné, & que son témoignage ne l'exposât pas au danger d'être accusé de trahison ou de négligence à révéler ce qu'il en sçait.*

2. „ Si un tel Sujet, étant interrogé & refusant de répondre, peut alléguer comme une bonne excuse, qu'il étoit Membre du Parlement lorsqu'il reçut cette information, & qu'il parla lui-même sur ce sujet dans la Chambre, & que, par cette raison, il refuse de répondre ailleurs que dans la Chambre même.

Les Juges n'osèrent pas décider publiquement cette question. Mais ils dirent en particulier au Procureur Général, *qu'une pareille excuse étant proprement une raison pour s'empêcher de répondre, n'étoit pas punissable, à moins que la Partie n'en eût été déboutée par le Jugement de la Cour, & par-là obligée à donner une autre excuse.*

3. „ Si un Membre du Parlement commettant une offense contre le Roi ou le Conseil, sans se conformer à la manière des Parlemens, peut être puni après que le Parlement est dissous.

La Réponse unanime des Juges fut, *qu'un tel homme pouvoit être puni, s'il ne l'avoit pas été par le Parlement. Car le Parlement ne peut pas, contre la coutume des Parlemens, donner à aucun de ses Membres la liberté d'exceder les bornes de son Poste & de son devoir. Ils furent tous d'avis, qu'un tel homme ne pouvoit pas être puni, s'il avoit agi conformément à la Méthode des Parlemens; mais qu'il en étoit autrement s'il s'étoit conduit d'une manière extraordinaire & exorbitante, parce qu'en ce cas, on ne pouvoit regarder ses actions comme des actions d'une Cour.*

4. „ Si un, ou deux, ou trois Membres du Parlement conspirent secrètement ensemble de faire courir des bruits scandaleux contre les Seigneurs du Conseil, ou contre les Juges, sans intention de les poursuivre ou dans les Cours ordinaires ou dans le Parlement, & uniquement pour ternir leur re-

CHARLES
1.
1629.

“ 1 629.
“ Questions
“ proposées
“ par le Roi
“ aux Juges
“ au sujet
“ des Mem-
“ bres du
“ Parle-
“ ment em-
“ prison-
“ nez, &
Réponses
des Juges.
Rushworth,
Vol. I. p. 662.

“
“
“
“
“

“
“
“

“
“
“
“
“

CHAR-
LES I.
1629.

putation, & pour faire mépriser le Gouvernement, si ces gens-là peuvent être punis par la Chambre Etoilée, après que le Parlement a fini.

Réponse. *Cette action est punissable hors du Parlement, comme exorbitante, & excédant les Privilèges & le devoir d'un Membre du Parlement.*

L'artifice de ces questions consistoit. Premièrement, en ce que le Roi les proposoit d'une manière générale, comme s'il ne se fût agi que d'un Sujet quel qu'il fût. Secondement, en ce qu'il attribuoit à un, à deux, ou à trois Membres de la Chambre, ce qui s'étoit fait par la Chambre même, avec une grande supériorité de voix. Troisièmement, en ce qu'il supposoit des crimes, des attentats, des trahisons contre lui ou contre son Conseil, & en faisant décider les questions de Droit, avant que d'avoir établi les Faits.

Le Procureur Général intente une accusation contre les Membres du Parlement.

En vertu de ces décisions, le Procureur Général du Roi intenta une accusation contre les Membres emprisonnez, dans laquelle il exagéra beaucoup ce qui s'étoit passé dans la Chambre Basse, lorsque l'Orateur fut retenu par force dans sa Chaire, mais sans dire un seul mot de ce qui y avoit donné lieu.

Chambers condamné pour avoir refusé le Tonnage, &c.

Long condamné à une amende.

Dans le même tems l'Alderman Chambers, l'un de ceux qui avoient refusé de payer le *Tonnage & Pondage*, fut poursuivi devant la Chambre Etoilée, pour avoir dit que les Marchands étoient plus opprimez en Angleterre qu'en Turquie. Il fut condamné à une amende si exorbitante, qu'il se vit réduit à une extrême pauvreté.

J'ai déjà parlé en un autre endroit de l'artifice dont la Cour usoit pour éloigner du Parlement les gens qu'elle craignoit, en les nommant pour Shérifs de leur Province, ce qui les engageoit à prêter Serment qu'ils exerceroient cette Charge avec assiduité. Monsieur Long, de la Province de Wilts, ayant été fait Shérif de sa Province peu de tems avant la convocation du dernier Parlement, ne laissa pas d'être élu pour Député au Parlement, & il préféra ce service à celui auquel sa Charge l'engageoit. Tant que le Parlement fut séant, on laissa Long en repos : mais après la dissolution, la Cour fit intenter contre lui une accusation devant la Chambre Etoilée, pour avoir violé son Serment, & il fut condamné à une amende de 2000. livres sterling.

Les Membres prisonniers sont condamnés à des amendes.

Les autres Membres du Parlement, qui étoient dans diverses Prisons, ayant présenté Requête aux Juges pour être relâchez sous caution, en vertu de l'*Habeas Corpus*, lorsque les Juges furent assemblez, & qu'ils voulurent faire venir les Prisonniers devant eux, on leur dit que le Roi les avoit fait transférer à la Tour. Ensuite, ils reçurent une Lettre du Roi pour leur notifier, qu'il ne jugeoit pas à propos que les Prisonniers comparussent devant eux, par la raison qu'ils s'étoient comportez trop insolemment à son égard. C'est-à-dire, qu'au lieu de s'adresser au Roi pour demander grace, ils s'étoient adressez aux Juges pour être élargis sous caution, selon les Loix. Pour ne pas insister trop long-tems sur cette affaire, je me contenterai de dire en peu de mots, qu'ils furent gardez en prison depuis le commencement du mois de Mars, jusqu'au commencement d'Octobre, sans être jugez, & sans pouvoir obtenir le bénéfice de l'*Habeas Corpus*. Enfin, la Cour du Banc du Roi ayant décidé qu'elle avoit droit de juger les offenses commises en Parlement, condamna les accusez à tenir prison pendant le bon plaisir

fir du Roi , sans pouvoir être élargis avant que d'avoir reconnu leur faute. De plus , Elliot fut condamné à une amende de 2000. livres sterling , Hollis à 1000. Marcs , & Valentin à 500. livres.

CHARLES
I.
1629.

Il étoit difficile que la conduite du Roi , tant dans la dissolution de ce Parlement , que dans ce qui s'étoit passé depuis , ne causât du mécontentement au Peuple. On murmuroit ouvertement : on semoit des Libelles dans Londres contre les Conseillers du Roi , & particulièrement contre Laud Evêque de Londres , & contre le Lord Weston grand Trésorier , qu'on accusoit de donner au Roi ces conseils violens. Cela fut cause que le Roi , en vûe de prévenir de plus grandes plaintes , publia une Déclaration , pour notifier au Public les causes de la dissolution du dernier Parlement. Quoique cette Déclaration soit fort longue , je ne croi pas pouvoir me dispenser de l'insérer ici toute entière , de peur qu'on ne m'accusât d'avoir , ou passé sous silence , ou trop abrégé ce qui peut servir à la justification du Roi. Il faut remarquer qu'elle étoit dattée le dixième de Mars , qui fut le jour de la dissolution du Parlement , quoiqu'elle ne fût pas publiée ce jour-là même , mais quelque tems après.

DECLARATION DU ROI

pour notifier à ses Sujets , les causes de la dissolution du dernier Parlement.

„ Quoique les Princes ne soient pas obligez de rendre compte de leurs actions à d'autres qu'à Dieu seul , nous avons pourtant jugé à propos , pour la satisfaction de nos bons Sujets , d'expliquer les nôtres par voye de Déclaration , afin de faire connoître à tout le monde la vérité & la sincérité de ces mêmes actions. C'est de peur qu'on ne se laisse surprendre , en les regardant sous les couleurs que veulent leur donner certains esprits turbulens & mal affectionnez , pour cacher & déguiser leurs pernicioeux desseins contre l'Etat.

„ Dans la troisième année de notre Regne , le 17. de Mars , nous assemblâmes le Parlement , pour assurer nos Sujets au dedans & nos Amis & Alliez au dehors. Nous déclarâmes d'abord en quelle fâcheuse condition se trouvoient ceux de la Religion Protestante en Allemagne , en France , & ailleurs : les extrémités où se trouvoit réduit notre cher Oncle le Roi de Dannemarck , qui étoit chassé d'une partie de ses Etats : la force du Parti uni contre nous : Nous représentâmes que , sans compter le Pape , la Maison d'Autriche , & leurs anciens Confédérez , le Roi de France même sembloit résolu à exterminer la Religion Protestante : que des Potentats qui tenoient notre parti , les uns avoient vû envahir leurs Etats , que d'autres avoient été occupez ailleurs , & que quelques-uns étoient hors d'état de nous assister. Ce fut par tous ces motifs que nous demandâmes un secours d'argent , proportionné à l'importance de la cause. La Chambre des Communes en reconnut parfaitement la nécessité , & , avec beaucoup d'ardeur & de promptitude , elle résolut de nous assister libéralement. Mais avant qu'elle

“ Rush-
worth,
Vol. I.
“ Appen-
dix pag. 1.

“ pût

CHAR-
LES I.
1628.

„ pût exécuter cette résolution , elle fut interrompuë par une multitude de
„ questions qui s'émurent parmi les Membres , touchant leurs Libertez &
„ leurs Privilèges , & par d'autres longues disputes. Ainsi le Bill des Subsidés
„ demeura long-tems accroché , & par ces délais , nos affaires se trouverent
„ dans un état pire qu'elles ne l'étoient au commencement , & nos projets fu-
„ rent ruinéz , faute d'un secours donné à tems.

„ Comme nous ne prétendons point ôter quoique ce soit aux gens sages
„ & modérez de cette Chambre , auxquels nous attribuons la prompte résolu-
„ tion qui fut prise touchant ce secours , nous ne devons pas aussi taire que
„ le délai de ce Bill , après qu'il fut résolu , causé par des jalousies frivoles , &
„ entretenu par des gens d'un tout autre caractère , a beaucoup diminué la
„ réputation & la réalité de ce secours. L'esprit factieux de ces gens-là s'étant
„ introduit parmi plusieurs autres , & parmi les Commissaires établis pour la
„ portion que chacun devoit payer , il est arrivé , que ce Subside n'a produit
„ qu'une somme peu proportionnée à nos pressans besoins , & très-éloignée de
„ celle qu'avoient produite les Subsidés précédens , & l'intention des Membres
„ bien affectionnez de la Chambre des Communes.

„ Dans ces longues disputes , nous avons permis qu'on débatît , en plu-
„ sieurs points , notre haute Prérogative , ce qui n'avoit jamais été souffert
„ dans les meilleurs tems par nos Prédécesseurs , sans que ceux qui l'entrepre-
„ noient fussent punis ou rudement censurez. D'un autre côté , nous avons tâ-
„ ché d'abrèger ces disputes , pour gagner du tems , & pour procurer quelque
„ avantage à nos affaires , tant dedans que dehors. C'est pourquoi , tant par
„ nos Discours que par nos Messages , nous avons déclaré que nous avions pris
„ une ferme résolution de maintenir le Parlement & tous nos Sujets dans leurs
„ justes & anciens droits & libertez , sans les violer , ni les diminuer. Enfin ,
„ par une Réponse à leur Requête Parlementaire , telle qu'ils l'ont eux-mêmes
„ désirée , nous avons confirmé ces mêmes droits & libertez , lesquels nous som-
„ mes résolus de maintenir constamment & justement.

„ Cependant , ce Parlement a employé beaucoup de tems , outre celui
„ qui étoit nécessaire pour accorder le secours d'argent , & pour assurer les li-
„ bertez des Sujets , à des procédures qui ne tendoient qu'à blâmer notre Gou-
„ vernement , mais dont nous ne parlerons pas ici. Nous le laissâmes pourtant
„ continuer , jusqu'à ce que les Communes elles-mêmes nous prièrent d'y faire
„ quelque interruption , sans expliquer si c'étoit par Ajournement ou par Pro-
„ rogation. Sur cette priere , nous résolûmes par l'avis de notre Conseil , de
„ proroger le Parlement ; & pour cet effet , nous marquâmes un jour fixe pour
„ cette Prorogation , assez éloigné pour qu'ils eussent pû employer le tems à fai-
„ re quelques bonnes Loix , comme il étoit convenable dans une si longue Séan-
„ ce. Outre cela , ils en auroient pû profiter pour passer en Acte une gracieuse
„ Amnistie , qui , selon l'usage des précédens Parlemens , avoit été déjà en-
„ voyée à la Chambre Haute qui l'avoit approuvée & envoyée aux Communes.
„ Mais ce que nous nous étions proposé de faire pour leur avantage , fut très-
„ mal reçu par quelques-uns d'entr'eux qui étant mal intentionnez , excite-
„ rent , par leurs artifices , de terribles troubles dans cette Chambre , sans en
„ avoir d'autre raison apparente , sinon que nous voulions proroger & non
„ pas ajourner le Parlement , ainsi que quelques-uns s'en expliquèrent , après
„ avoir

avoir scû notre résolution , & non pas auparavant. Ces Passions se manifestèrent d'une telle maniere , qu'on n'en a jamais vû de si grandes dans cette Chambre , sur les affaires les plus importantes. On tâcha même d'insinuer , que , par notre Réponse à leur Requête , nous nous étions désistez , non seulement des impositions sur les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent, mais encore du *Tonnage & Pondage*. Il est pourtant certain , que , pendant qu'on travailloit à cette Requête, il ne fut jamais parlé, dans aucune des deux Chambres, de ces impositions, mais seulement des Charges imposées dans le Royaume. Encore moins prétendoit-on nous priver du *Tonnage & Pondage*, lequel la Chambre des Communes, tant avant la Requête qu'après, témoigna vouloir nous accorder, dans tous les Discours qui se firent sur ce sujet. Enfin, dans ce même-tems, on faisoit diverses glofes très-fausfes sur la Requête & sur la Réponse, comme si nous avions quitté les Rênes du Gouvernement, sans distinguer une liberté bien ordonnée, d'une parfaite licence.

„ Dans ce désordre, la Chambre des Communes laissoit en arriere l'Acte d'Amnistie, ce qui n'avoit jamais été pratiqué par les Parlemens précédens, & toutes les autres affaires qui auroient pû être terminées. Quelques-uns des Membres travaillerent à une Rémontrance contre le droit que nous nous attribuions de recevoir le *Tonnage & Pondage*, & cette Remontrance fut si fort avancée dans la nuit qui précéda le jour de la Prorogation, qu'on avoit dessein de la faire passer par les voix, le matin avant que nous prorogeassions le Parlement. C'est pourquoi, trouvant qu'on recompensoit si mal les faveurs & les graces que nous avions accordées pendant cette Session, & qu'on donnoit de mauvais sens à la Réponse que nous avions faite à leur Requête, non sans une diminution extrême de nos profits, & qui plus est, non sans danger pour le Gouvernement; nous résolûmes d'empêcher que cette Remontrance ne passât, afin de prévenir les mauvaises intentions des gens mal affectionnez, en finissant la Session quelques heures avant le tems qu'on s'y attendoit. Nous déclarâmes aux deux Chambres la cause qui nous y portoit, & pour éviter qu'on ne répandit dans le Public de fausfes interprétations de la Requête & de la Réponse, nous jugeâmes à propos de donner quelques ordres nécessaires pour la tranquillité de notre Gouvernement. Cela fut fait le vingt-sixième de Juin passé.

„ La Session étant finie, & le Parlement séparé, la Remontrance qu'on avoit préparée nous donna occasion de faire examiner l'affaire du *Tonnage & Pondage*. Quoi que nos besoins fussent pressans, comme nous ne voulions point étendre cet Article trop loin, nous résolûmes de nous conduire par la pratique des tems précédens, & par les exemples de nos nobles Prédecesseurs, dans la pensée que des Conseils justifiez par la sagesse des tems passez, & par les circonstances du tems présent, ne pourroient manquer d'être approuvez. Nous donnâmes donc ordre de chercher diligemment dans les Actes Publics, où il fut trouvé, que du tems d'Edouïard I. quoi que le premier Parlement, qui se tint sous son Regne, ne lui eût pas accordé le Subside du *Tonnage & Pondage*, & que ce ne fût que dans la troisième année qu'on l'accorda, le Roi ne laissa pas d'en jouïr depuis le premier jour de son Regne, & pendant les deux premières années, jusqu'à ce qu'il lui fut accordé par

CHAR-
LES I.
1629.

„ le Parlement. Que dans les tems suivans sous Richard III. Henri VII. Hen-
 „ ri VIII. Edoüard VI, Marie, Elisabeth ; chacun de ces Rois & Reines, non
 „ seulement jouïssoit du *Tonnage & Pondage*, depuis la mort du Prédécesseur
 „ jusqu'à ce qu'il eût été accordé par le Parlement, mais que même dans tous
 „ ces tems où le Royaume étant en Paix, n'étoit pas sujet à tant de charges que
 „ dans les suivans, le Parlement accordoit gayement à chaque Roi, dès le
 „ commencement de son Règne, ce même Subside, comme très-nécessaire
 „ pour la garde de la Mer, pour la défense du Royaume, & pour le support
 „ de la Dignité Royale. Le Roi notre Pere d'heureuse mémoire, en jouït un
 „ an entier, avant que de tenir son premier Parlement, & plus d'un an, avant
 „ que l'Acte qui le lui accordoit fût passé ; & néanmoins, lorsque le Parlement
 „ s'assembla, il l'accorda sans en faire aucune difficulté. Nous même, nous
 „ avons reçu le payement de ce Subside plus de trois ans, attendant avec pa-
 „ tience de divers Parlemens qu'ils nous l'accordassent, comme on l'avoit pra-
 „ tiqué à l'égard d'un grand nombre de nos Prédécesseurs ; sur tout, la Cham-
 „ bre des Communes témoignant, que c'étoit la multiplicité de ses affaires qui
 „ l'empêchoit de travailler à ce Bill, & non pas le défaut de volonté. Ainli,
 „ nous trouvant autorisé par la raison, par la nécessité, & par la concurrence
 „ de la pratique de nos Prédécesseurs, renommez pour leur sagesse & pour leur
 „ justice aussi bien que pour leur bon Gouvernement, à lever les Douanes or-
 „ dinaires, & n'y trouvant rien de contraire que cette Remontrance, con-
 „ çüe dans les cerveaux passionnez de quelques Particuliers, nous avons cru
 „ que cette opposition étoit si contraire à la sagesse & au devoir d'une Chambre
 „ de Parlement, qu'aucune personne modérée & sans passion ne pourroit
 „ trouver mauvais que nous reçussions le payement du *Tonnage & Pondage* :
 „ d'autant plus que nous supportons actuellement la charge pour laquelle ce
 „ Subside a été accordé à la Couronne. Il a été si longtems & si constamment
 „ donné à nos Prédécesseurs, que dans quatre divers Actes, qui l'ont accor-
 „ dé à Edoüard VI, à Marie, à Elisabeth, & à notre Pere, il est dit expresse-
 „ ment que les Rois nommez dans ces Actes en ont jouï depuis un tems immé-
 „ morial, par autorité du Parlement. C'est par ces raisons que nous avons ju-
 „ gé qu'il étoit convenable à notre honneur Royal, & nécessaire pour le bien
 „ du Royaume, de continuer la levée de ce droit, comme nos Prédécesseurs
 „ l'ont pratiqué. C'est pourquoi, lorsqu'un petit nombre de Marchands, d'a-
 „ bord un ou deux, incitez par ces esprits malicieux qui avoient projeté la Re-
 „ montrance, ont voulu refuser le payement ordinaire des Douanes, nous
 „ avons ordonné à nos Officiers de continuer à l'exiger, nonobstant toute op-
 „ position. Ensuite, nous avons fait citer les refusans devant notre Conseil,
 „ afin que par sa sagesse ils fussent réduits à l'obéissance. Quelques-uns d'en-
 „ tr'eux, sans aucun respect pour l'honneur & pour la dignité des Conseillers
 „ Privéz, se sont comportez avec tant d'audace ; ils ont parlé avec tant d'insol-
 „ lence, que cela n'auroit pû être souffert par une Assemblée d'une bien moin-
 „ dre dignité. Encore moins devoit-il être appuyé par une Chambre du Par-
 „ lement, contre un Corps tel que notre Conseil Privé.

„ Comme en cela nous avons fait ce qui étoit convenable à la raison & à
 „ notre honneur, d'un autre côté, nous sommes actuellement occupez de la
 „ pensée de rassembler le Parlement, avec intention de faire cesser, autant
 „ qu'il

qu'il dépendra de nous, toute mauvaise intelligence entre nous & notre Peuple : & comme nous souhaitons de conserver son affection, nous n'avons rien négligé de ce qui pouvoit contribuer à en faciliter les moyens. C'est dans cette vûe, qu'après avoir sérieusement examiné le Gouvernement de l'Eglise & de l'Etat, & ce qui demandoit une Reformation; nous avons trouvé, en premier lieu, qu'on étoit offensé d'un Livre intitulé *Appel à César*, composé & publié dans l'année 1625. par Richard Montaigu, alors Bachelier en Théologie, & à présent Evêque de Chichester. Comme ce Livre ouvroit la porte aux Schismes & aux divisions arrivées depuis dans l'Eglise, nous avons, pour y apporter du remède, & pour satisfaire les consciences de nos bons Sujets, non seulement supprimé ce Livre, qui donnoit lieu à plusieurs de se plaindre; mais encore, pour prévenir un pareil danger à l'avenir, nous avons fait réimprimer les Articles de la Religion établis sous le Regne d'Elisabeth de glorieuse mémoire: & par une Déclaration mise à la tête de ces Articles, nous avons restraint les opinions au sens de ces mêmes Articles, afin de ne laisser rien qui pût donner lieu à des innovations & à de nouveaux caprices. Car nous prenons à témoin Dieu, devant qui nous sommes, que notre intention est, & a toujours été, d'être trouvé digne du Titre que nous estimons le plus glorieux de notre Couronne, de *Défenseur de la Foi*. Nous ne conviendrons jamais à quoi que ce soit qui puisse contribuer à faire glisser quelque innovation dans l'Eglise: mais au contraire, nous maintiendrons l'unité de *Doctrine* & de *Discipline*, selon l'établissement fait sous la Reine Elisabeth, par lequel l'Eglise Anglicane est toujours demeurée ferme & a toujours fleuri depuis.

„ Non seulement nous avons pris soin de réparer les brèches de la Religion parmi nos Sujets, mais même, de fortifier toutes les avenues par où un ennemi étranger pourroit s'introduire, en ordonnant, par nos Proclamations, l'exécution des Loix contre les Prêtres & Papistes récusans. Si en cela nous n'avons pas eu un succès conforme à nos intentions, nous sommes obligés d'en rejeter la faute sur les Officiers & Ministres inférieurs, qui, par leur négligence, ont souffert que les Jésuites & les Prêtres soient échappés, ou n'aient pas été saisis, & que les Papistes récusans aient été exemptés des peines ordonnées contre eux par les Loix. Car nous protestons, que, comme nous reconnoissons que c'est notre devoir, nous prendrons soin de bien diriger & de bien ordonner: mais c'est à d'autres à être les exécuteurs de nos ordres. Quand nous aurons fait notre devoir, nous nous regarderons comme innocent devant Dieu & devant les hommes, & nous espérons que toutes les personnes charitables jugeront de même de nous.

„ Comme nous avons pris soin de bien établir la Religion, & de tranquilliser l'Eglise, nous n'avons pas aussi oublié la conservation des justes & anciennes Libertés de nos Sujets. Nous les avons, au contraire, assurées par notre gracieuse Réponse à la Requête de Droit, & depuis ce tems-là, nous n'avons rien fait qui tendit à les violer. Mais nous avons toujours eu & aurons soin de les préserver entières & inviolables, comme nous voudrions conserver notre Royale Prérogative & notre Souveraineté. C'est pour cette fin, que nous avons fait enregistrer la Requête & la Réponse dans les Cours de Justice.

CHAR-
LES I.
1629.

„ Après avoir ainsi maintenu la Religion & les droits de nos Sujets , nous
avons travaillé à bien disposer des secours qui nous ont été accordez dans la
premiere Session de ce dernier Parlement. On ne peut pas dire qu'aucune par-
tie de cet argent ait été mal employée , ni à aucun autre usage que celui au-
quel il étoit destiné , c'est-à-dire au payement de notre Armée. Nous avons
même mieux aimé mécontenter nos Amis & nos Alliez , & les principaux
de nos serviteurs , que les Soldats & les Matelots , de peur de causer quelque
vexation ou quelque trouble à notre Peuple. Avec une partie de cet argent ,
nous avons aussi commencé à bien fournir nos Magasins , & à mettre un or-
dre constant dans notre Flotte. On l'équipe actuellement , & elle est pres-
que prête pour garder les deux Mers , pour maintenir le Commerce , & pour
assurer le Royaume contre toute invasion de la part des Etrangers. Ainsi nos
actions devroient avoir convaincu les esprits pacifiques du soin que nous avons
de diriger nos Conseils , d'une telle maniere , qu'ils soient capables de main-
tenir la Religion , notre honneur , & la sûreté de notre Peuple. Mais parmi
les gens qui ne cherchent que le trouble , & mal disposez , *seu bene seu mala
facta premunt*. Les fautes reviennent toujours en mémoire , & on néglige de
prendre garde aux efforts qui se font pour rétablir un bon ordre.

„ Ces choses qui faisoient la principale matiere des plaintes dans la pré-
miere Session , étant ainsi réformées par nos soins , le Parlement se rassem-
bla le vingtième de Janvier. Nous nous attendions qu'en voyant notre sin-
cérité , & la candeur de nos desseins , on s'attacheroit à chercher les moyens
de rétablir la bonne intelligence entre nous & notre Peuple. Mais quelques
personnes malicieuses , comme autant d'Empiriques , ont fait tous leurs ef-
forts pour exciter de nouvelles maladies , afin de se faire employer dans la cu-
re. Malgré tout cela , quoi que les Committez des Griefs , du Commerce ,
de la Justice , aient été continuez depuis le commencement jusqu'à la fin ,
les sujets de plainte se trouvoient tellement diminuez , que ces Committez
n'en ont reçu qu'un très-petit nombre , & même d'une telle nature , qu'ils
n'ont pas eux-mêmes jugé , vû leur peu d'importance , qu'il fût à propos de
nous en informer.

„ Le Parlement ne fut pas plutôt rassemblé , que ces gens malicieux com-
mencèrent à semer & à disperser leurs soupçons , insinuant dans leurs Dis-
cours , que par rapport aux libertez , nous n'avions pas agi rondement avec
le Peuple dans notre Réponse à la Requête de Droit. Comme c'étoit un su-
jet plausible , inventé pour un mauvais dessein , plusieurs , qui n'en connois-
soient pas l'intrigue , se laisserent surprendre. Ainsi , dès le second jour , on
nomma un Committé pour examiner si la Requête de Droit avec la Répon-
se , avoit été enregistrée dans les Cours de Westminster , & de quelle maniere
cela s'étoit fait. On fixa aussi un jour auquel la Chambre , en grand Com-
mitté , devoit examiner quels attentats avoient été commis contre la Requête
de droit. Quoi que ces deux choses ne fussent pas d'une fort grande impor-
tance , elles suffisoient néanmoins pour exciter des soupçons & des jalousies
contre nous ; dans l'esprit de ceux qui n'étoient pas bien convaincus de la sin-
cérité de nos intentions. On fit bien-tôt suivre une autre pratique qui n'étoit
pas moins artificieuse. Car quoi que notre conduite dût avoir convaincu les
personnes modérées de notre zèle pour la Religion , cependant , comme de

„ mauvais

mauvais estomachs corrompent la meilleure nourriture par le défaut d'une bonnedigestion, ces gens-là ont fait de même à l'égard de nos intentions, en les expliquant malicieusement. Car, s'étant apperçus que plusieurs personnes honnêtes & religieuses, de la même Chambre, se plaignoient des dangers qui menaçoient la Religion, ils seconderent ces plaintes, & se mirent à crier; *le Temple, le Temple du Seigneur*, quoi que le véritable soin de l'Eglise ne fût jamais entré dans leurs cœurs. Ainsi, ce que les uns faisoient par un zèle de Religion, ceux-ci le faisoient pour noircir notre Gouvernement, comme si nous-même, notre Clergé, & notre Conseil, n'avions aucun sentiment ni aucun soin de la Religion. Toute cette méchante pratique n'a eu pour but que de faire accroire au Peuple, qu'en marchant droit devant lui, nous clochons néanmoins devant Dieu.

„ Ces artifices ayant eu le succès qu'on en avoit attendu, & ayant fait naître des soupçons & des jalousies dans les esprits de plusieurs personnes; on marqua un jour pour traiter de l'affaire du *Tonnage & Pondage*, & tous les Membres parurent portez à nous l'accorder: mais on fit naître un nouvel obstacle. On prétendit, que ce Subside ne pouvoit être accordé sans danger pour les droits des Sujets, à moins que nous ne déclarassions que nous n'y avons aucun droit, que par l'autorité du Parlement, que nous fissions restituer les Marchandises saisies par nos Officiers, & par les ordres de notre Conseil; en un mot, que nous nous désistassions de ce droit, avant qu'il nous fût ajugé; sans quoi les Sujets ne se trouveroient pas dans une conjoncture propre pour nous l'accorder. C'étoit là une pure chicane inventée pour accrocher cette affaire, puisqu'il est manifeste, que tous les Rois nommez ci-dessus ont été en possession de ce Subside, avant, & dans le tems même qu'il leur a été accordé par le Parlement. Malgré cela, dans la vûe d'éloigner tous les obstacles, nous ne laissâmes pas de déclarer de notre propre bouche, & en des termes capables de contenter les esprits modérez, que notre intention étoit de ne jouir de ce Subside qu'en vertu du don du Peuple; que nous n'y prétendions aucun droit, & que si nous le recevions, c'étoit *ad bene esse*, & par pure nécessité. En cela nous témoignâmes une telle condescendance, pour la satisfaction de notre Peuple, que nous sommes persuadés qu'aucun de nos Prédecesseurs n'en a jamais eu de semblable, & qu'on n'a jamais requis d'eux une telle chose. Cela n'empêcha pas qu'on ne laissât ce Bill en arrière, sous prétexte qu'il falloit auparavant assurer le droit des Sujets. Ce fut en vertu de cette prétention, qu'on reçut les plaintes de *Rolls*, de *Chambers*, de *Foukes*, de *Gilman*, contre les Officiers de la Doüane qui avoient saisi leurs Marchandises, à cause du refus de payer les droits accoutumés. Sur ces plaintes, on cita les Officiers de la Doüane, les obligeant à se présenter un jour après l'autre, pendant l'espace d'un mois entier, & à produire leurs Lettres Patentes sous le grand Sceau, & les ordres qu'ils avoient reçus du Conseil pour lever ce droit. On fit à ces Officiers toutes sortes de questions, en vûe de les enlacer, pour avoir obéi à nos ordres. Cependant, pour ne causer aucune interruption, nous endureâmes toutes ces longueurs avec patience, aussi bien que divers autres attentats & usurpations qu'on n'avoit jamais vû auparavant dans cette Chambre.

„ Nous n'ignorons pas combien, depuis quelque-tems, la Chambre des

CHAMBRE DES I. 1629. Communes a tâché d'étendre ses Privileges, en établissant des Committez généraux pour la Religion, pour les Cours de Justice, pour le Commerce, & autres choses, ce qui ne s'est jamais pratiqué que depuis peu. Ainsi, au lieu qu'autrefois les Chevaliers & les Bourgeois communiquoient à la Chambre les affaires qu'ils portoient de leurs Provinces, on voit présentement plusieurs Committez pour faire des inquisitions sur toutes sortes de gens. C'est là qu'on reçoit toutes espèces de plaintes, au grand scandale du Gouvernement. Ces choses ayant été quelque-tems tolérées par le Roi notre Père, & par nous-mêmes, sont enfin montées à un tel degré, qu'on voit de jeunes Avocats, Membres de cette Chambre, contredire les opinions des Juges. Quelques uns même n'ont pas fait difficulté de soutenir, que les résolutions de la Chambre des Communes lioient les Juges, ce qui n'a jamais été vu ni oui, dans les Siècles passez. Mais dans cette dernière Session, cette Chambre a bien plus empiété qu'auparavant. Elle a envoyé des Commissaires à notre Procureur Général, qui exerce une Charge de confiance & de secret, sur l'exécution de quelques-uns de nos commandemens, de quoi, sans notre consentement, il ne doit rendre compte qu'à nous-même. Elle a envoyé un message captieux à notre Grand Trésorier, au Chancelier & aux Barons de l'Échiquier, touchant certaines procédures de leur Cour. Elle a fait examiner sur diverses questions nos deux Chefs de Justice & les autres Juges, sur certaines procédures judiciaires faites à l'occasion de l'élargissement des Prisonniers de Newgate, de quoi ils ne sont pas responsables à la Chambre des Communes. Certains procès ayant été intentez & commencez à la Chambre Etoilée contre *Chambers*, *Fouls*, *Gilman*, & *Philips*, accusez de diverses offenses; les Communes résolurent que ces gens-là, pour leurs personnes, devoient jouir du Privilege du Parlement contre nous, par la seule raison qu'ils avoient présenté à la Chambre, des Requêtes qui y étoient encore pendantes. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'elles ordonnerent à leur Orateur de signifier, par une Lettre, au Garde du grand Sceau, qu'il n'eût à ordonner aucun arrêt ou saisie contre ces gens-là, pendant la durée de leur Privilege. Mais c'est une chose généralement connue, qu'il n'est pas au pouvoir de cette Chambre de donner des ordres à aucune des Cours de Justice, d'arrêter les saisies contre quelqu'un, quelque Privilegié qu'il soit, la violation des Privileges n'étant pas du ressort de celui qui les accorde, mais de celui de la Partie ou du Ministère, auquel l'exécution de la saisie est commise. C'est pourquoi, si une telle Lettre étoit parvenue entre les mains de notre Garde du grand Sceau, ce qui n'arriva pas, il nous auroit grièvement offensé s'il y avoit obéi.

Cette Chambre porta sa hardiesse si loin, qu'elle n'épargna pas même l'honneur de notre Conseil & qu'elle examina les procédures dans l'affaire des Officiers de la Doüane, leur demandant ce qu'un tel ou tel Conseiller leur avoit dit; lorsqu'on leur donnoit les ordres pour l'affaire qui leur étoit commise. Un des Membres de cette Chambre, parlant de nos Conseillers Privés, dit que nous avions un méchant Conseil. Un autre dit que le Conseil & les Juges vouloient fouler aux pieds les Libertez des Sujets. Un troisième parla en termes très-offensans de notre Cour de la Chambre Etoilée, à cause de la Sentence qu'elle avoit donnée contre *Sauvage*; & tout cela se passa, sans

sans que la Chambre daignât leur faire aucune censure. Il paroît par-là, combien, depuis quelque-tems, les Membres de cette Chambre se sont écartez des Régles de la modération & de la modestie des tems passez, sous prétexte de la liberté des Discours par où ils se donnent celle de contredire l'autorité du Conseil & des Cours de Justice, à leur plaisir.

„ Ils ont fait comparoître devant eux notre Sherif de Londres, pour l'examiner sur une affaire qui n'étoit point de leur juridiction. Leur véritable & ancienne juridiction ne s'étend que sur leurs propres Membres, & sur ce qui concerne leurs Privilèges, mais ils n'ont pas droit de se mêler des affaires qui n'ont aucun rapport à cela, ni de censurer les Etrangers. S'ils l'ont fait, c'est une pure innovation. Cependant, par une suite du mépris qu'ils ont pour nous, ils ont fait emprisonner le Sherif à la Tour, sous prétexte qu'il n'avoit pas répondu à leur satisfaction. Je dis sous ce prétexte, parce que la véritable cause de son emprisonnement est, qu'il avoit obéi à nos ordres dans l'affaire de la Doüane. Dans ces innovations, lesquelles nous sommes résolu de ne plus permettre, ils ont, à la vérité, prétendu agir pour notre service, mais leur véritable intention étoit de rompre tous les liens du Gouvernement, & des'emparer du pouvoir Souverain qui n'appartient qu'à nous & non pas à leur Chambre.

„ Enfin, ils ont voulu punir les Officiers de la Doüane pour avoir saisi les Marchandises de quelques Marchands séditieux qui avoient refusé de payer les mêmes droits qu'ils payoient auparavant, & que les autres Marchands payoient sans aucune interruption depuis plusieurs années, en vertu de nos Lettres sous le grand Sceau, & des ordres de notre Conseil Privé. Pour donner quelque couleur à leurs procédures, ils ont créé un nouveau Privilege que nous n'admettrons jamais, sçavoir, qu'un Membre du Parlement est privilégié contre le Roi par rapport à ses biens. La conséquence d'un tel Privilege seroit qu'un Membre du Parlement ne pourroit être contraint de payer les droits du Roi, durant le tems du Parlement. Il est vrai qu'ils ont voulu faire entendre que c'étoit un procès entre les Marchands & les Officiers de la Doüane, & séparer ainsi les intérêts de ces derniers d'avec les nôtres, afin de les exposer d'autant plus aisément à la censure de la Chambre. Mais d'un autre côté nous avons cru qu'il étoit injuste, & qu'il nous étoit même déshonorable, de nous séparer de nos Officiers dans les choses qu'ils ont faites par nos ordres, & de désavouer ce que nous avions commandé. C'est pourquoi, le vingt-troisième de Février, nous envoyâmes à cette Chambre, par le Secrétaire Cook, un Message pour le remercier du respect qu'elle nous avoit témoigné en séparant les intérêts de nos Officiers, des nôtres. Mais nous déclarâmes néanmoins, que ces Officiers n'avoient agi qu'en vertu de nos ordres, & que la peine qu'on leur infligeroit toucheroit sensiblement notre honneur. Ce Message ne leur fut pas plutôt porté, que, d'une manière tumultueuse marquant leur mécontentement, ils s'écrierent, *Ajourner, Ajourner*; & sur cela, sans qu'ils en eussent reçu aucun sujet de notre part, ils s'ajournerent tumultueusement, jusqu'au Mercredi suivant. Ce jour-là, par les sages avis de notre Conseil Privé, nous fîmes ajourner les deux Chambres jusqu'au deuxième jour de Mars, dans l'espérance que, durant cet intervalle, nous pourrions établir une meilleure intelligence entre nous & les Mem-

„ bres

CHAM-
LES I.
1628.

CHAR-
LÈS I.
1629.

„ bres de cette Chambre , & que le Parlement pourroit avoir une heureuse fin.
„ Mais comme nous fûmes avertis de bonne part , que leur mécontentement
„ duroit encore , & que leur passion n'étoit pas bien calmée , nous résolûmes
„ d'ajourner encore le Parlement jusqu'au dixième de Mars , tant pour nous
„ donner à nous-même le tems de chercher par quels moyens nous pourrions
„ accommoder cette broüillerie , que pour leur donner le loisir de mieux penser
„ à ce qu'ils avoient à faire. Selon cette résolution , nous donnâmes nos ordres
„ pour ajourner les deux Chambres , & pour faire cesser toutes délibérations
„ jusqu'au tems marqué , à quoi les Seigneurs obéirent unanimement , sans
„ aucune contradiction. Mais lorsque ce même ordre fut porté à la Chambre
„ des Communes par leur Orateur , on y forma d'abord des oppositions. Quoi-
„ que l'Orateur leur remontrât le pouvoir que nous avions d'ajourner aussi
„ bien que de proroger & de dissoudre le Parlement , & qu'il leur en produisit
„ divers préjuges , cela n'empêcha pas qu'on ne désobéît avec un extrême mé-
„ pris à nos ordres , & quelques-uns dirent qu'ils avoient encore quelque chose
„ à faire avant que des'ajourner.

*Le Roi inséroit ici un long recit de ce qui se passa dans la Chambre , lorsqu'on re-
tint l'Orateur par force dans sa Chaire , pendant qu'on dressoit la Remontrance.
Ce recit est fort exagéré , étant copié mot à mot de l'accusation intentée contre
Elliot par le Procureur Général. Mais il ne contient en substance que ce qui a été
dit ci-dessus sur cette matière.*

„ Pendant que le Duc de Buckingham a vécu , on a prétendu qu'il étoit
„ l'unique cause de tous les désordres & des mauvais succès des précédens Par-
„ lemens , & qu'il étoit nécessaire d'abbattre cette muraille qui seule nous sé-
„ paroit de notre Peuple. Mais depuis qu'il est mort , on ne voit aucun chan-
„ gement dans ces esprits envenimés , qui ont pris à tâche de troubler la bonne
„ harmonie entre nous & notre Peuple , & qui la troublent encore. Aujour-
„ d'hui , se couvrant du prétexte qu'il ne faut pas négliger l'intérêt public , ils
„ suggèrent des craintes frivoles dont ils reconnoissent dans leurs cœurs la faus-
„ seté. Ils imaginent de nouveaux moyens pour aveugler notre Peuple , & pour
„ l'empêcher de voir la vérité , & l'étendue de notre affection pour lui. Il est
„ donc manifeste que le Duc de Buckingham n'étoit pas le véritable but auquel
„ ils visioient , mais qu'ils s'en servoient seulement comme d'un passage pour
„ parvenir à l'exécution de quelques desseins plus secrets. Ces desseins sont de
„ mettre nos affaires dans une condition désespérée , de renverser le pouvoir de
„ la Couronne , de diffamer notre Gouvernement , pour faire en sorte que tout
„ soit abîmé dans l'Anarchie & dans la confusion.

„ Nous n'avons garde néanmoins , d'imputer tous ces désastres à toute la
„ Chambre des Communes , sçachant bien qu'il y a des Membres religieux ,
„ graves , & n'ayant que de bons desseins. Mais la meilleure & la plus sincère
„ partie de cette Chambre a été entraînée par ces gens passionnés , qui sans
„ considérer à quoi leur devoir les engageoit , & prenant avantage des con-
„ jonctures & de nos nécessitez , nous ont contraint de rompre cette Assemblée.
„ Elle auroit pu être heureuse & glorieuse pour nous , si la conduite respectueu-
„ se des Communes avoit répondu à l'affection avec laquelle nous l'avions con-
„ voquée & commencée.

„ Ainsi , nous avons déclaré les diverses causes qui nous ont porté à dis-
„ soudre

foudre ce Parlement. Tout le monde peut voir par-là, combien les Communes ont oublié les engagements où elles étoient entrées, lorsqu'il fut question de commencer cette Guerre, entreprise par leur conseil & par leurs persuasions, sur leur promesse de nous rendre redoutable à nos Ennemis, & de nous mettre en état d'acquiescer l'estime de nos Amis. On peut encore voir par-là, comment les Communes ont scû se prévaloir des nécessitez où nous avons été engagez, pour vouloir extorquer de nous des conditions incompatibles avec la Monarchie.

„Présentement, afin que le Peuple puisse se convaincre, que les provocations de ces scélérats, dont nous réservons la punition pour un tems convenable, n'ont produit aucune altération dans les bonnes intentions que nous avons pour nos Sujets, nous protestons que nous maintiendrons la véritable Religion, & la Doctrine établie dans l'Eglise d'Angleterre, sans conniver à aucune tergiversation en faveur du Papisme & du Schisme. Nous déclarons encore que nous maintiendrons nos Sujets dans leurs justes Droits & Libertez, avec tant de constance & de Justice, qu'ils seront contraints d'avouer, que sous notre gracieux Gouvernement, & sous notre protection Royale, ils vivent plus heureux qu'aucuns autres Sujets qu'il y ait dans le monde. Que néanmoins, personne ne s'avise d'abuser de la liberté pour la tourner en licence, ni de donner de fausses interprétations à la Requête de droit pour en inférer une liberté contraire aux Loix, ni de résister, sous quelque couleur que ce soit, à une juste & nécessaire autorité. Car comme nous voulons maintenir nos Sujets dans leurs justes Libertez, nous attendons aussi qu'ils se soumettent avec respect à nos Prerogatives Royales, & qu'ils nous obéissent avec la même soumission que leurs Ancêtres ont obéi aux plus grands de nos Prédécesseurs.

„Pour ce qui regarde nos Ministres, nous ne voulons point qu'ils se laissent épouvanter par les duretez que quelques-uns d'entr'eux ont essuyées. Car comme nous ne leur commanderons rien qui soit injuste ou déshonorable, mais qu'au contraire nous ne ferons usage de nos Prerogatives que pour le bien de notre Peuple, nous attendons aussi qu'ils nous obéiront, & ils doivent aussi s'assurer que nous les protégerons.

„Quant aux Marchands, nous voulons qu'ils sçachent que nous ferons nos efforts pour entretenir & pour augmenter le Commerce de ceux qui se comporteront avec soumission, & avec respect, sans les charger au-delà de ce qui est convenable. Mais pour le droit decinq pour cent destiné à la garde des Mers, à quoi nous nous reconnoissons obligez, & qui a été continué sans interruption durant tant de Siècles, nous estimons qu'il n'y a point de bon Sujet qui doive le refuser, puisqu'il est si nécessaire pour le bien de tout le Royaume. Que si quelqu'un a l'audace de nous faire affront dans une chose si raisonnable, où nous ne demandons rien, ni d'une autre manière, que ce qui a été demandé par nos Prédécesseurs, & en quoi ils ont été obéis; qu'il ne se trompe point, mais qu'il s'assure que nous trouverons des moyens justes & honorables, pour soutenir notre Etat, & pour conserver notre Souveraineté, avec l'autorité que Dieu nous a mise en main.

„Après avoir ainsi justifié notre conduite, les personnes sages & discrètes jugeront aisément quel cas elles doivent faire des bruits & des craintes qu'on

CHAR-
LES I.
1629. » répand malicieusement en tous lieux. Elles pourrout, en examinant leurs
» propres consciences par rapport à l'impartiale administration de la Justice,
» à la liberté dont chacun jouit sans crainte & sans opposition, à la Paix & à
» la tranquillité que chacun possède sous sa vigne & sous son figuier : Elles
» pourrout, dis-je, discerner, si le bonheur d'aucune Nation voisine peut
» être mis en parallèle avec le leur. Si cela n'est pas, qu'elles reconnoissent
» donc la félicité dont elles jouissent, & qu'elles en rendent grâces à Dieu qui
» est l'Auteur de tous les biens.

Observation
sur cette Dé-
claration. Cette Déclaration ou plutôt cette Apologie ne produisit pas l'effet que le
Roi en avoit attendu. Il étoit trop difficile que le Roi persuadât au Peuple,
qu'une douzaine de Membres des Communes eussent formé le projet de ren-
verser le Gouvernement, de faire tomber le Royaume dans l'Anarchie, d'u-
surper le pouvoir Royal, sans qu'il parût qu'ils y eussent le moindre intérêt,
ni pour eux-mêmes ni pour autrui. Il auroit été encore plus étonnant,
qu'en supposant le Roi comme un Prince juste & affectionné à son Peuple,
tel qu'il vouloit qu'on le regardât, ces gens-là eussent eu assez de crédit pour
faire tomber la plus grande partie des Membres de leur Chambre dans leurs
sentimens. D'un autre côté, le Roi se défendoit assez mal, dans sa Décla-
ration, sur quelques Articles, comme sur celui des Récusans, sur celui du
Tonnage & Pondage, & en général sur les causes de la dissolution du Parle-
ment. Car en exagérant beaucoup la faute des Communes de n'avoir pas
obéi sur le champ à l'Ajournement, non seulement il supposoit son droit
comme incontestable, quoiqu'il ne le fût pas, mais même il ne disoit pas un
mot de la cause prochaine de cette désobéissance. C'étoit le refus qu'avoit fait
l'Orateur, par son ordre exprès, de recueillir les voix, ce qui étoit une viola-
tion manifeste de la liberté de la Chambre. Les plaintes & les murmures
continuerent donc plus que jamais, nonobstant cette Apologie. On disoit
publiquement, que le dessein du Roi étoit de détruire entièrement les Pri-
vilèges du Parlement & les Libertez du Peuple; & ce qui fut fait dans la sui-
te contre les Membres emprisonnez, ainsi que je l'ai rapporté ci-dessus, n'ai-
da pas à détromper le Peuple. On ajoûtoit, que le Commerce étoit ruiné
& la Religion en danger, & que le Royaume alloit tomber dans l'esclavage,
si un nouveau Parlement ne remédioit pas à ces maux. Le Roi ayant été in-
formé de ces bruits, fit publier une Proclamation dans laquelle il disoit:

Proclama-
tion pour
défendre
de parler
de la Con-
vocation
d'un Par-
lement.
Rush-
worth,
Vol. II. p.
3. » Que, nonobstant la dernière Déclaration qu'il avoit publiée pour satis-
» faire ses Sujets, quelques personnes malicieuses faisoient courir des bruits
» scandaleux & séditieux, insinuant que la Protestation scandaleuse & sédi-
» tieuse de Chambre des Communes, faite tumultuairement après l'ajourne-
» ment, étoit un *Vote* de toute la Chambre ce qui étoit faux. Qu'il paroîs-
» soit bien que la proposition de faire la Protestation étoit d'une dangereuse consé-
» quence, par l'impression que causoit ce faux bruit, qui, par des craintes
» frivoles, troublait les Marchands, & les empêchoit de continuer leur trafic.
» Que, par cette raison, Sa Majesté avoit jugé à propos d'en faire connoître
» la vérité, & sa volonté sur ce sujet, sçavoir, que ceux qui répandoient ces
» faux bruits seroient severement punis, & que ceux qui continueroient leur
» Commerce trouveroient toute sorte d'encouragement & de protection. Que
» Sa Majesté n'avoit pas dessein d'augmenter les charges, mais de se contenter
» des

des droits que le Roi son Pere avoit perçus, & dont Sa Majesté ne pouvoit ni vouloit dispenser personne. Que, de plus, comme on faisoit courir le bruit que le Parlement devoit être bien-tôt convoqué, S. M. déclaroit, qu'en-core qu'il eût témoigné, par de fréquentes convocations, combien il aimoit l'usage des Parlemens; néanmoins, l'abus qui en avoit été fait l'ayant, pour le présent éloigné de cette Méthode, il regarderoit comme des présomptueux ceux qui auroient l'audace de prescrire un tems pour la Convocation d'un Parlement, puisqu'il n'y avoit que lui qui eût le pouvoir d'en assembler, de les proroger, & de les dissoudre. Qu'il auroit plus de penchant à assembler un Parlement, lorsque ses Sujets auroient eu le tems de bien connoître ses actions, que ceux qui avoient causé les interruptions auroient été dûement punis, & que ceux qui s'étoient laissé séduire par de faux rapports, auroient mieux appris ce qui appartenoit à S. M. & à eux-mêmes.

En ce tems-là parut un Ecrit intitulé, *Avis au Roi pour brider l'insolence des Parlemens*. Il est très-probable, que si cet Ecrit avoit été présenté au Roi, il n'auroit pas été rendu public. Aussi dans la suite, la Chambre Etoilée déclara que c'étoit un Libelle séditieux. Il ne laisse pourtant pas de faire voir, que bien de gens croyoient que le Roi prenoit des mesures pour secouer le joug des Parlemens, puisqu'il suivoit manifestement quelques-unes des Maximes proposées dans cet Ecrit. On ne voyoit même aucune apparence qu'il eût dessein de convoquer d'autres Parlemens, jusqu'à ce qu'il eût trouvé le moyen d'en être plus maître qu'il ne l'avoit été des précédens, ainsi qu'il l'avoit assez fait entendre dans sa dernière Proclamation.

La Rochelle étant prise, le Roi ne jugea pas à propos de continuer plus long-tems, contre la France une Guerre qui ne pouvoit lui apporter aucun profit, ni lui servir de prétexte pour demander de l'argent au Parlement, puisqu'il avoit résolu de n'en plus assembler. Comme la France, de son côté, n'avoit rien à lui demander, que par rapport aux Domestiques de la Reine, ce qui n'étoit pas un motif suffisant pour continuer la Guerre, la Paix entre les deux Couronnes fut bien-tôt conclue par la médiation de la République de Venise. Elle fut signée le 24. d'Avril, environ un mois après la Dissolution du Parlement. La France prenoit si peu à cœur ce qui s'étoit passé touchant les Domestiques de la Reine, qu'elle se contenta de faire insérer cet Article dans le Traité de Paix : *Que les Articles de Mariage de la Reine d'Angleterre seroient confirmés, & qu'à l'égard de ses Domestiques, on proposeroit des expédiens pour ajoûter aux Articles de Mariage, ou pour en ôter ce qui seroit jugé convenable*. Cette Paix fut jurée au mois de Septembre suivant.

Le Roi s'étoit délivré du joug du Parlement, & il n'avoit pas intention de le reprendre. Mais, en même tems, il s'étoit privé des secours d'argent que les Parlemens ont accoutumé d'accorder à leurs Rois, non seulement dans les affaires pressantes ou extraordinaires, mais même pour leur donner des marques d'affection & de zèle, lorsque le Peuple est satisfait du Gouvernement. On peut assurer qu'entre tous les Rois de l'Europe, il n'y en a point qui égale en richesses, un Roi d'Angleterre qui sçait se faire aimer de ses Sujets. Non seulement ses revenus ordinaires sont plus que suffisans pour qu'il puisse entretenir sa Cour avec splendeur & magnificence, s'ils sont tant soit peu bien ménagés; mais c'est proprement le seul Souverain qui n'a jamais besoin

CHARLES I.
1629.

Ecrit publié contre le Roi.
Rushworth,
Vol. I. Appendix p. 1.

Le Roi fait la Paix avec la France.
Rushworth,
Vol. II. p. 241

Remarque sur la Richesse des Rois d'Angleterre.

CHARLES
I.
1629.

de faire amas d'argent, pour les besoins extraordinaires qui peuvent arriver. Il trouve, en tout tems, dans les bourses de ses Sujets, & par un don volontaire, tous les secours qui lui sont nécessaires pour maintenir la gloire de son Etat. Il n'y a point de Prince en Europe qui puisse, comme celui-ci, s'assurer de ne manquer jamais d'argent. Mais que faut-il qu'il fasse pour s'acquiescer l'amour de ses Sujets? Ce sont les choses du monde les plus faciles, les plus justes, les plus convenables au bien de son Royaume & à son propre intérêt. C'est en un mot, d'observer les Loix auxquelles lui-même ou les Prédécesseurs ont donné leur consentement, & qui ont été jugées nécessaires pour le Roi & pour le Peuple. Ce n'est donc que l'orgueil & l'avidité insatiable des Favoris & des Ministres qui lui font perdre quelquefois les avantages qu'il peut naturellement tirer de la Constitution du Gouvernement. Ces gens-là, ne pouvant souffrir de se voir bornés dans l'injuste ambition qu'ils ont de gouverner avec une autorité absolue, cherchent tous les moyens possibles pour inspirer à leur Maître le désir de se mettre au-dessus des Loix, & de se rendre semblable aux autres Potentats. C'est-à-dire, qu'ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour changer le bonheur réel & solide du Roi, en véritable misère. Car, quand même un Roi d'Angleterre viendrait à bout de se rendre absolu, il ne pourroit jamais par l'oppression & par la violence, tirer de son Peuple, ce qu'il en peut tirer volontairement, en se soumettant aux Loix, & à la Constitution du Gouvernement. Nous avons vu dans les deux derniers Regnes de Guillaume III. & d'Anne, & nous voyons tous les jours dans celui du Prince qui regne aujourd'hui si glorieusement, des preuves si incontestables de ce que j'avance, que je crois inutile d'y rien ajouter. Je ferai seulement remarquer, que les Souverains d'Angleterre, qui ont été les plus fameux & les plus estimés, comme Edoüard I, Edoüard III, Henri V, Henri VIII. & Elisabeth, ont constamment suivi la même Maxime, & s'en sont si bien trouvés, qu'ils ont rendu leurs Regnes heureux & florissans. Au lieu que Jacques I, Charles I, Charles II. & Jacques II, qui ont suivi des routes contraires, se sont rendus misérables, & n'ont rien fait ni pour leur gloire, ni pour celle de la Nation.

Causes du
mécontentement du
Peuple.

Charles I. de même que le Roi son Pere, étoit fort entêté du pouvoir despotique, & n'avoit pour Favoris & pour Ministres, que des gens qui étoient dans les mêmes principes. Son Conseil Privé s'érigeoit peu à peu en Cour absolue qui ne se croyoit pas obligée de s'assujettir aux Loix. La Chambre Etoilée étoit une autre Cour la plus sévère qui ait jamais été, & dont la rigueur s'exerçoit principalement contre ceux qui prétendoient contester la Prérogative Royale. La Haute Commission secondoit parfaitement le Conseil & la Chambre étoilée, & sous prétexte de s'opposer aux progrès du Schisme, elle opprimoit, comme Puritains, ceux qui ne se croyoient pas obligés de se soumettre à un pouvoir absolu. Enfin, les Juges du Royaume étant tous du choix de la Cour, & dévoués au Roi, ne négligeoient aucune occasion de soutenir la Prérogative Royale, & de la mettre dans l'état où le Roi vouloit qu'elle fût. Il n'y avoit qu'un Parlement qui pût remédier à ces désordres; mais le Roi étoit résolu à n'en plus convoquer, les Maximes du Parlement étant diamétralement opposées aux siennes. Il trouvoit que le Parlement avoit beaucoup empiété sur la Prérogative Royale, sous les Regnes

(pré-

précédens ; & le Parlement , de son côté , ne pouvoit s'empêcher de craindre les conséquences des Maximes générales que le Roi s'efforçoit d'introduire dans le Gouvernement : d'autant plus , qu'il voyoit clairement que ces conséquences n'étoient pas une simple spéculation , mais qu'on les mettoit en pratique. Cette crainte l'engageoit à refuser au Roi des choses que les précédens Parlemens avoient gayement accordées à ses Prédécesseurs , parce qu'ils n'en craignoient rien de semblable. Mais comme le Peuple en général étoit plus disposé à se laisser guider par le Parlement que par la Cour , ces contrastes faisoient naître dans les esprits des Sujets , un mécontentement contre la Cour , dont le Roi n'éprouva que trop les funestes effets dans la suite.

CHARLES
I.
1629.

Par la dissolution du dernier Parlement , & par la résolution que le Roi avoit prise de n'en plus assembler , de quoi tout le monde étoit instruit , il s'étoit non seulement privé des secours extraordinaires qu'il auroit pu attendre des Communes , mais il s'étoit même porté un préjudice extrême par rapport à ses finances. Les cinq Subsidés que le Parlement lui avoit accordés ne produisoient pas , à beaucoup près , ce qu'il en avoit attendu. Comme la portion que chacun doit payer des Subsidés , est réglée par des Commissaires de chaque Province , & par des Assesseurs tirez des Villes & des Villages , à proportion du bien de chaque Particulier ; chacun alleguoit ou sa pauvreté , ou la décadence du Commerce , ou d'autres telles excuses , pour faire diminuer sa taxe. D'un autre côté , les Commissaires & les Assesseurs n'étant pas portés pour la Cour , recevoient assez aisément ces excuses , & se montroient bien plus enclins à favoriser leurs Compatriotes que le Roi. Cela produisit une diminution considérable de la valeur ordinaire des Subsidés. De plus , le droit de *Tonnage & Pondage* ne se payoit presque plus que par force. Il falloit continuellement user de violence , saisir les Marchandises , & mettre les Marchands en prison , pour les obliger à payer un droit que la Chambre des Communes avoit déclaré illégitime. D'ailleurs , ils usoient d'une infinité d'artifices pour frauder ce droit , auquel ils se croyoient injustement soumis. Pour remédier à ces inconvéniens , le Conseil se vit obligé de donner des ordres très-rigoureux , jusqu'à autoriser les Officiers de la Douane à entrer dans les maisons , & à ouvrir par force les Magazins & les coffres , pour y chercher les Marchandises dont on n'avoit pas payé le droit. Outre que cela ne s'étoit pas pratiqué auparavant , il en naissoit encore un autre inconvénient. C'est que , sous ce prétexte , ces Officiers usoient de beaucoup de vexations & de friponneries qui faisoient encore plus crier le Peuple. En un mot , le Roi ne tiroit pas du *Tonnage & Pondage* , la moitié de ce qu'il en avoit tiré avant sa broüillerie avec le Parlement , & le Peuple étoit beaucoup plus mécontent qu'il ne l'avoit jamais été. Mais pour empêcher que ce mécontentement ne se changeât enfin en rebellion , le Conseil donna des ordres fort sévères pour faire tenir la Milice du Royaume en bon état , la tenir bien armée , & en faire de fréquentes Revûes. C'étoit par-là qu'on vouloit intimider le Peuple & le tenir en bride , pendant que , d'un autre côté , on l'amusoit par des ordres qu'on publioit , d'exécuter à la rigueur les Loix contre les Papistes. Mais il falloit bien que ces ordres fussent mal exécutez , puisque les plaintes du Peuple sur ce sujet ne cessèrent jamais pendant tout ce Regne.

Diminution
des revenus
du Roi.

Ordres très-
rigoureux
pour la le-
vée des
droits.
Rushworth ,
Vol. II. p. 8. 9.

Autres pour
tenir les Mi-
lices en bon
état.
Ibid.

CHARLES
I.
1629.
Divers Monopoles qui
portent de
l'argent au
Roi.

Cependant, comme le Roi avoit besoin d'argent, & qu'il étoit aisé de prévoir que ses revenus ordinaires ne feroient pas suffisans pour fournir à ses dépenses, les Ministres ne trouverent pas de meilleur moyen, pour hausser les revenus, que d'autoriser les Monopoles. C'est-à-dire, que le Roi, par ses Lettres Patentes, formoit des Compagnies auxquelles seules il attribuoit le droit de vendre certaines Marchandises ou Denrées, & qui lui payoient un certain droit pour obtenir ces Privilèges. Cela étoit directement contraire au droit du Peuple, & faisoit tomber le Commerce: mais en ce tems-là, le bien du Peuple étoit ce à quoi la Cour pensoit le moins. Cet abus alla si loin, qu'il n'y avoit presque point de Denrée, ou de Marchandise sur laquelle il n'y eût un Monopole établi, & dont la vente ne fût attribuée à quelque Compagnie; jusque-là, qu'il s'en forma une pour acheter & pour revendre les guenilles, les vieux morceaux d'étoffe ou de linge des Particuliers. Je ne spécifierai point ici ces Monopoles, parce qu'outre qu'ils ne furent pas établis en un même tems, j'aurai peut-être occasion d'en parler dans la suite.

1630.
Négociation
pour faire la
Paix avec
l'Espagne.

Depuis que le Roi avoit entrepris de faire la Guerre à la France, il ne se parloit non plus de la Guerre contre l'Espagne, que si elle n'avoit jamais été commencée, quoique, dans tous les Discours aux précédens Parlemens, & dans tous les Messages envoyez aux Communes, il eût tâché de faire comprendre combien cette Guerre étoit nécessaire pour le bien de toute l'Europe, & pour l'Angleterre en particulier. Il avoit souvent insinué que l'Angleterre & l'Irlande couroient un si grand risque d'être envahies par les Espagnols, qu'on ne pouvoit trop se hâter de remédier à un mal si pressant. Cependant, les Espagnols n'avoient fait, ni ne firent jamais aucune entreprise, qui pût confirmer les frayeurs que le Roi vouloit inspirer à son Parlement. Le Roi d'Espagne, content de n'être point attaqué, se tenoit en repos sans rien entreprendre contre l'Angleterre, sachant bien qu'il n'avoit rien à craindre de ce côté-là. Cependant, après que la Paix entre la France & l'Angleterre fut faite, il crut qu'il étoit à propos de finir la Guerre avec l'Angleterre, à quoi il ne trouva aucune difficulté, Charles ne se trouvant nullement en état de la continuer. Ainsi la Paix entre les deux Couronnes, après quelques Négociations, fut concluë au mois de Novembre 1630.

Conclusion
de la Paix.

Instructions
du Roi aux
Evêques
contre les
Presbytériens.

Rushworth,
Vol. II. p. 30.

Le Presbytérianisme gaignoit depuis quelque tems beaucoup de terrain en Angleterre, malgré les fortes oppositions des Evêques, & particulièrement de Laud Evêque de Londres, ennemi juré des Puritains. Ce Prélat laissoit rarement échapper les occasions de leur témoigner sa haine, & ces occasions se présentoient assez fréquemment. Outre qu'il étoit le Conseiller le plus intime du Roi, principalement pour les affaires Ecclésiastiques, c'étoit lui qui dirigeoit, à peu près, la Haute Commission, depuis que l'Archevêque de Cantorbéri en avoit été exclus à l'occasion du Sermon de Sibthorp. Il fit donc en sorte, pour prévenir l'accroissement du Presbytérianisme, que le Roi envoya certaines Instructions aux deux Archevêques, avec ordre de les communiquer aux Evêques de leurs Provinces pour les faire exécuter. Le principal but de ces Instructions étoit d'empêcher qu'aucun Ministre Presbytérien ne se glissât dans l'Eglise Aglicane, & de découvrir ceux qui observoient avec trop de négligence les rites prescrits par les Canons. C'étoit Laud lui-

lui-même qui étoit l'Auteur de ces Instructions, qui se trouvoient conformes à certaines considérations qu'il avoit présentées au Roi quelque tems auparavant. Comme les Presbytériens n'ignoroient pas d'où leur venoit le mal, ils en concevoient de plus contre ce Prélat, une haine implacable, dont ils lui firent sentir les effets dans la suite; quand ils en trouverent l'occasion.

Dans cette année, le Roi avoit eu la satisfaction d'avoir un Fils dont la Reine accoucha le 29. de Mai & qui fut nommé *Charles*.

Gustave Adolphe, Roi de Suède, avoit témoigné un grand désir de se courir l'Allemagne qui se trouvoit opprimée par l'Empereur: mais la Guerre qu'il avoit avec la Pologne l'empêchoit d'exécuter ce dessein. Cela fut cause que les Rois de France & d'Angleterre s'unirent ensemble pour procurer la Paix entre ces deux Couronnes, à quoi ils réussirent enfin. Le but du premier étoit d'abaisser la Maison d'Autriche par cette diversion, & Charles espéroit que, par le moyen du Roi de Suède, il pourroit faire recouvrer le Palatinat au Prince son Beau-Frere. La Paix dont je viens de parler ne fut pas plutôt conclue, que le Roi de Suède fit ses préparatifs pour entrer en Allemagne, à la tête d'une puissante Armée. Dans le même tems, il fit avec le Roi d'Angleterre des Conventions secrètes, par lesquelles Charles s'engageoit à lui fournir six mille hommes sous le nom du Marquis d'Hamilton Ecossois, comme si ce Seigneur avoit levé ces Troupes à ses propres frais. Ces sortes d'artifices ne trompent guères personne: mais ils ne laissent pas de donner aux Princes qui s'en servent, l'assurance de dire que cela se fait contre leur consentement. Pour ne pas revenir à la même matière dans un autre lieu, je dirai ici, en deux mots, que Charles fut la dupe de Gustave. Quand celui-ci, après diverses victoires obtenues sur les Impériaux, se trouva en état d'assister à son tour le Roi de Bohême, il voulut lui imposer des conditions si dures, que ce Prince ne put se résoudre à les accepter. Ainsi, Charles retira ses Troupes qui avoient bien servi dans cette Guerre, & rappella le Chevalier *Vane* qu'il avoit tenu auprès du Roi de Suède en qualité d'Ambassadeur. C'est à quoi aboutit cette espèce de Ligue, du détail de laquelle je crois qu'il est inutile de parler, puisqu'elle ne produisit aucun changement dans les affaires de ce Regne.

Je reviens aux affaires Domestiques. Les revenus ordinaires du Roi ne suffisant pas pour ses dépenses, il fallut nécessairement chercher des moyens pour lui faire recouvrer de l'argent. Un de ces moyens fut d'attaquer ceux qui avoient négligé de venir recevoir l'Ordre de Chevalerie, au Couronnement du Roi, quoiqu'ils eussent été sommez. C'étoit une ancienne coutume, depuis la Conquête, que ceux qui avoient quinze livres sterling de rente en fonds de terre, étoient obligés de servir le Roi dans ses Guerres, & que ceux qui n'étoient pas en état de servir, composoient avec le Roi, qui, pour une certaine somme, les déchargeoit de ce service. Pour cet effet, ceux qui étoient assez riches pour avoir quinze livres de rente, devoient être faits Chevaliers, c'est-à-dire, être mis en état de servir le Roi. Dans la suite, on réduisit le nombre de ceux qui devoient recevoir l'Ordre de Chevalerie, à ceux qui avoient vingt livres de rente. Ce qui n'étoit d'abord qu'une simple coutume fut changé en Loi sous le Regne d'Edouard II. & depuis ce

CHARLES
I.
1630.

Naissance
du Prince
Charles Fils
aîné du Roi.
Négociation
avec le Roi
de Suède.
Rushworth,
Vol. II. p. 53

Le Roi lui
fournit
6000. hom-
mes, sous
le comman-
dement du
Marquis
d'Hamilton.

Commission
pour com-
poser avec
ceux qui
avoient né-
gligé de re-
cevoir l'Or-
dre de Che-
valerie.
6. Juillet.
Rushworth,
Vol. II. p. 70.

tems-

CHARLES
I.
1630.

tems-là, quelques-uns des Rois suivans s'en prévalurent, ainsi qu'on le voit en divers endroits de la Collection des Actes Publics de Rymer. Mais en général, quoique ce Statut n'eût pas été aboli, il étoit néanmoins depuis fort long-tems hors d'usage. Charles I. se fondant sur ce que le Statut étoit encore en force, puisqu'il n'avoit pas été expressément révoqué, voulut le faire valoir à son Couronnement, & prétendit user d'une grande condescendance, en ne faisant sommer, pour venir recevoir l'ordre de Chevalerie, que ceux qui avoient 40. livres sterling de rente annuelle, quoiqu'en ce tems-là quarante livres fussent beaucoup moins que 20. livres du tems d'Edoüard II. Il se trouva très-peu de gens qui voulussent obéir à ces sommations dont l'usage étoit entièrement oublié. Le Roi même laissa passer cette désobéissance sans y faire beaucoup d'attention, peut-être de peur de porter quelque préjudice aux demandes d'argent qu'il devoit faire au Parlement. Mais après la dissolution du troisième Parlement, il ne se crût pas obligé aux mêmes ménagemens. Il établit donc des Commissaires pour composer avec les Défaillans, tant pour leur désobéissance à ses ordres, que pour être dispensés de recevoir l'Ordre de Chevaliers. Les Instructions données aux Commissaires portoient, qu'ils ne composassent point avec les Défaillans pour moins que trois fois & demi autant qu'ils étoient taxés pour le paiement des Subsidés. Une infinité de gens ayant été cités pour ce sujet devant les Commissaires, le Roi tira plus de cent-mille livres sterling des compositions. Cela fut regardé dans la suite comme une griève oppression, & le Parlement révoqua le Statut qui y avoit donné lieu.

Innovations
dans le Cul-
te divin.

J'ai déjà parlé du zèle extraordinaire que Laud Evêque de Londres avoit pour l'Eglise Anglicane. Cette Eglise, en se réformant, avoit jugé à propos de conserver certaines Cérémonies, non comme absolument nécessaires; mais plutôt comme indifférentes, & dont par conséquent elle ne crut pas qu'il fût à propos de dépouiller le Culte public. Laud étoit non seulement scrupuleusement attaché à ces sortes de Cérémonies, mais encore à tout ce qui pouvoit orner l'extérieur de la Religion, & paroissoit plus enclin à en ajouter quelques-unes, qu'à supprimer aucune de celles qui choquoient le plus les Puritains. Il donna une marque de cette inclination, lorsqu'il consacra l'Eglise de Sainte Catherine qui venoit d'être rebâtie. En cette occasion, il pratiqua certaines choses dont il auroit pû se passer, comme trop approchantes de ce qui se pratique dans l'Eglise Romaine dans de pareilles solennitez. Voici ce que c'est.

Maniere de
consacrer
une Eglise
& d'adminis-
trer le
Sacrement
pratiquée
par Laud.

RushWorth,
Vol. II. p. 76.

En approchant de la porte de l'Eglise, plusieurs personnes qui étoient préparées à le recevoir, dirent à haute voix, *Ouvrez-vous Portes éternelles, ouvrez-vous, pour laisser entrer le Roi de gloire* : & incontinent les portes furent ouvertes. L'Evêque étant entré, se mit à genoux, & en étendant ses bras dit tout haut : *Ce lieu-ci est saint, cette place est sainte, au nom du Pere, du Fils, & du Saint Esprit*. Ensuite, il ramassa plusieurs fois de la poussière sur le pavé, & la jeta autant de fois en l'air, en approchant de l'Autel, ou de la Table de la Communion. Quand il fut proche de la Table, il fit plusieurs génuflexions; après quoi, il fit une Procession autour de l'Eglise, en chantant les Pseaumes 100. & 19. La Procession étant faite, il recita une Priere; & ensuite, en haussant la voix, il dit, *Nous consacrons cette Eglise, & nous la séparons*

séparons pour Toi comme un Lieu saint qui ne doit plus être profané par aucun usage commun. Ensuite s'étant approché de l'Autel, il lut diverses imprécations contre ceux qui prophéteraient cette Eglise, & plusieurs bénédictions pour ceux qui avoient contribué à la rebâtir, & pour ceux qui lui donneroient les utensiles nécessaires pour célébrer le Service divin. Après chaque imprécation & chaque bénédiction, il ordonnoit au Peuple de dire, *Amen.* Enfin, après le Sermon, il s'approcha de l'Autel pour consacrer le Sacrement de l'Eucharistie de la manière suivante. Premièrement, en approchant, il fit plusieurs genuflexions, & s'étant mis à côté de la Table où étoient le pain & le vin couverts, il se courba sept fois extrêmement bas; & après avoir lu quelques Prières, il leva doucement le coin de la serviette qui couvroit le pain; & après l'avoir vu, il laissa tomber le coin de la serviette, & ayant reculé trois pas, il se courba trois fois vers le pain. Ensuite, il se rapprocha, découvrit le pain, & se courba encore une fois. Il observa la même chose à l'égard du vin, qui étoit dans une coupe couverte. Enfin, il se communia lui-même: après quoi, il distribua le Sacrement à quelques-uns des principaux assistans.

Si Laud avoit pris toutes ces diverses Cérémonies, tant pour la consécration de l'Eglise, que pour l'administration du Sacrement, d'un Rituel de l'Eglise Anglicane, fait depuis la Réformation, il n'y auroit eu rien à dire. Mais quelques années après, la Chambre des Communes l'accusa formellement d'avoir exactement suivi le Pontifical Romain, qui même avoit été trouvé dans son Cabinet. Il le nia par deux raisons qui paroissent assez frivoles. La première, que le Pontifical Romain ordonne à l'Evêque qui consacre une Eglise, de jeter en l'air de la cendre, au lieu qu'il avoit jeté de la poudre qui se trouvoit sur le pavé. La seconde, qu'il avoit suivi un Formulaire qui lui avoit été communiqué par l'Evêque *Andrews.* Mais comme la différence entre la poudre & la cendre n'est pas fort considérable, & que les Formulaires d'*Andrews* étoient semblables à celui du Pontifical Romain, cette défense ne fut pas fort approuvée. Quoiqu'il en soit, on ne peut disconvenir qu'il n'y eût de l'affectation de se servir, en cette occasion, tant pour consacrer l'Eglise, que pour consacrer le Sacrement de l'Eucharistie, d'un Formulaire différent de celui de l'Eglise Anglicane, & d'en avoir choisi un si approchant du Pontifical Romain. Cela donnoit beaucoup d'avantage à ses ennemis, qui en prenoient occasion de lui imputer qu'il vouloit introduire le Papisme. Mais il se mettoit peu en peine de ce qu'on pouvoit dire contre lui: sa faveur étoit montée à un tel degré, qu'il n'étoit pas au pouvoir de ses ennemis de lui faire de mal, & qu'au contraire, il avoit de fréquentes occasions de se venger d'eux. Pendant qu'on crioit le plus contre lui, trois Docteurs en Théologie de l'Université d'Oxford, ayant prêché contre l'Arminianisme, furent chassés de l'Université, & quelques autres qui avoient entrepris de les défendre, furent dépouillés de leurs Charges. C'étoit sous prétexte de faire observer la Proclamation du Roi, dont il a été parlé ci-devant, & personne ne doutoit que Laud ne fût l'Auteur de ces violences.

Pendant ce tems-là, les Ministres du Roi s'occupoient avec ardeur à chercher les moyens d'attirer de l'argent dans ses coffres, & tous les jours on leur

CHARLES
I.
1631.

Trois Doc-
teurs d'Ox-
ford chassés
pour avoir
prêché con-
tre l'Armi-
nianisme.

Monopoles

CHARLES
I.
1631.

présentoit de nouveaux projets dont ils choisissoient ceux qu'ils trouvoient à propos. Entre ces moyens, les Monopoles furent d'abord le plus en vogue, ainsi que je l'ai déjà dit. Au commencement de l'année 1632. le Roi, par ses Lettres Patentes sous le grand Sceau, établit une Compagnie de faiseurs de savons. On prétend que cette seule Patente lui valut plus de dix-mille livres sterling. Il en avoit déjà établi une autre pour faire des cartes à joier, de laquelle le Roi achetoit les cartes à 18. Schellings la grosse, & les faisoit revendre après les avoir fait marquer. Mais je serois trop long si je voulois marquer en particulier tous les Monopoles qui se firent sous ce Regne par l'autorité du Roi.

1632.
Proclama-
tion pour
défendre la
résidence
inutile dans
Londres.
Rushworth,
Vol. II. pag.
144.

Les Monopoles n'étoient pourtant pas le seul moyen qu'on employoit pour amasser de l'argent. On sçavoit bien en trouver d'autres. Peu de tems après, le Roi publia une Proclamation qui ordonnoit à tous les Seigneurs, Gentilshommes, Ecclésiastiques, & autres dont le séjour dans la Ville de Londres n'étoit pas absolument nécessaire, d'en sortir dans quarante jours, & d'aller faire leur résidence dans leurs Provinces & dans leurs Maisons. Cet ordre paroissoit fondé sur le désir qu'avoit le Roi d'empêcher que la Noblesse ne se ruinât par un séjour inutile dans cette grande Ville, où elle étoit engagée à des dépenses excessives. Mais on s'aperçut dans la suite, que le Roi avoit eu un autre but, quand on vit citer devant la Chambre Etoilée, ceux qui avoient négligé d'obéir à cette Proclamation, & qu'on les vit condamner à de grosses amendes au profit du Roi. Dans le même tems, le Roi établit des Commissaires pour punir ceux qui, contre les anciennes défenses, avoient aggrandi la Ville de Londres par de nouveaux bâtimens. De tout cela, le Roi tiroit des sommes assez considérables, les amendes à quoi les infracteurs étoient condamnés, étant toutes à son profit. La Chambre Etoilée ufoit d'une rigueur excessive dans ces sortes d'occasions.

La Ville de
Londres est
condamnée
à une amen-
de.
Rushworth,
Vol. II. pag.
145.

Environ ce même tems, la Ville de Londres fut condamnée à une amende de quinze-cens marcs, parce que le Maire & les Aldermans avoient négligé de faire des informations sur la mort d'un certain *Lamb* qui passoit pour Magicien, & dont le Duc de Buckingham s'étoit servi, on ne sçait à quel usage. Cet homme, âgé de quatre-vingts ans, avoit été poursuivi de ruë en ruë, par la canaille, & étoit mort peu de jours après, ou de la fatigue qu'il avoit soufferte, ou des coups qu'il avoit reçus.

Efforts pour
ruiner le
Puritanisme
& observa-
tions sur ce
sujet.

J'ai déjà dit, que le Presbytérianisme, ou le Puritanisme, comme on l'appelloit alors, gaignoit tous les jours quelque terrain, malgré les efforts que le Roi, les Evêques, la Haute Commission, la Chambre Etoilée, les Cours de Justice, faisoient pour en arrêter le progrès. Comme ces efforts ne consistoient pas dans l'instruction des Presbytériens, mais uniquement dans l'extrême rigueur dont on ufoit envers eux, lorsque leur zèle leur faisoit commettre quelque faute, ils en étoient d'autant plus aigris contre l'Eglise Anglicane, que, dans le même tems, ils voyoient qu'on laissoit en repos les Arminiens & les Papistes, ou que si on donnoit quelquefois des ordres contre ceux-ci, ces ordres n'étoient jamais exécutés. C'est ce qui leur donnoit occasion de crier contre les Prélats, & de les accuser de vouloir introduire le Papisme & l'Arminianisme dans l'Eglise. Malheureusement, ils attribuoient à toute l'Eglise Anglicane, les violences qui ne devoient être imputées

tées qu'aux conjonctures du tems , & au caractère particulier de certains Evêques , qui , ayant du crédit à la Cour , faisoient entendre au Roi , que rien n'étoit plus contraire à l'autorité Royale , que le Gouvernement Presbytérien dans l'Eglise. Tous ceux qui n'étoient pas assez soumis au Roi étoient regardés comme Puritains , & souvent opprimez sous ce prétexte. Ainsi , par une politique pernicieuse , on engageoit des gens affectionnez à l'Eglise Anglicane , mais ennemis du pouvoir absolu , à se ranger , malgré qu'ils en eussent , dans le parti des Puritains , afin de le fortifier , & de le mettre en état de s'opposer aux desseins de la Cour. Je suis persuadé , que , par cette conduite , on donna au Puritanisme beaucoup de partisans qu'il n'auroit pas eu sans cela. Ce qui me le fait ainsi juger , c'est que le Presbytérianisme ne fit jamais tant de progrès que pendant les quinze premières années de ce Regne , quoiqu'il n'ait jamais été plus persécuté. Au reste , ce n'est pas à l'Eglise Anglicane qu'il faut attribuer cette conduite. On ne trouve dans ses Principes ni dans les Dogmes , rien qui ne soit conforme à la Charité , ni qui autorise la violence ; mais c'est uniquement au caractère & aux desseins des Prélats de Cour , aux Ministres & aux Conseillers du Roi , qui se proposoient de porter l'autorité Royale au plus haut degré. Dans cette vûë , ils croyoient que rien n'étoit plus capable de leur procurer un heureux succès , que l'abbaissement , ou plutôt la ruine entière des Puritains ; & , par malheur , ils considéroient comme tels tous ceux qui s'opposoient à leur dessein , selon la Maxime du Roi Jacques. Il arriva de-là , qu'en confondant ainsi les Puritains d'Etat , avec les Puritains de Religion , ils forcèrent pour ainsi dire , les premiers à se ranger parmi les derniers.

Le dessein qu'on avoit de ruiner le Presbytérianisme faisoit qu'on n'avoit aucune condescendance pour les scrupules des consciences tendres , dans les choses mêmes de peu d'importance , que les Réformateurs avoient laissées dans le Culte public , plutôt comme indifférentes que comme absolument nécessaires. On affectoit au contraire , non seulement de ne rien omettre de ce qui choquoit le plus les Presbytériens , mais même de le faire regarder comme nécessaire , & d'ajouter encore de nouvelles choses capables de faire la brèche plus grande , & de porter des obstacles invincibles à la réunion. C'est ce dont on aura occasion de se convaincre dans la suite. Mais avant que de quitter cette matiere , je ne puis m'empêcher de rapporter un fait qui prouve clairement ce que je viens d'avancer.

Il y avoit dans la Ville de Salisbury une Eglise Collégiale nommée *Saint Edmond* , qui , avec toutes les autres de la même espece , avoit été confisquée au Roi sous le Regne de Henri VIII. La Couronne étoit demeurée en possession de cette Eglise & du Cimetiere qui y étoit joint , jusqu'au tems de Jacques I. qui la vendit à un Particulier , & celui-ci à un autre , de sorte qu'elle passa successivement en plusieurs mains , jusqu'à ce qu'enfin , le dernier propriétaire la vendit aux Habitans de la Paroisse de Saint Edmond , qui la firent rebâtir , & y établirent des Ministres pour la desservir. Les vitres de cette Eglise , qui s'étoient conservées jusqu'alors , étoient peintes selon l'ancien usage , & contenoient , entr'autres choses , l'Histoire de la Création , dans laquelle le Peintre avoit représenté Dieu le Pere sous la forme d'un Vieillard , travaillant à créer le Monde , pendant les six premiers jours , &

CHARLES
I.
1632.

représenté assis dans le septième, pour marquer le jour du repos. Ce Peintre ignorant avoit commis diverses fautes dans sa peinture, ayant donné à un jour l'ouvrage qui convenoit à un autre, & voulant représenter la création du Soleil & de la Lune, il avoit mis un compas dans la main de Dieu pour les mesurer. Un Gentilhomme de Salisbury nommé *Sherfield*, Recorder de la Ville, & Membre de la Paroisse de Saint Edmond, ayant fait assembler dans la Sacristie ceux qui étoient préposés au Gouvernement de cette Eglise, leur représenta, que ces peintures caufoient du scandale, & qu'elles étoient capables de porter le Peuple à la Superstition. Que le Peintre avoit commis diverses fautes, & que d'ailleurs, la représentation de Dieu le Pere sous la forme d'un Vieillard, choquoit les yeux des bons Chrétiens. Sur ces représentations, l'Assemblée trouva qu'il étoit à propos d'ôter ces vitres, & d'en mettre d'autres sans peinture, à leur place. Le Recorder muni de cet ordre, fit venir un vitrier dans l'Eglise, & en lui montrant avec un bâton les vitres qui devoient être changées, il en cassa quelques carreaux, comme se souciant peu de les conserver.

Sur cet attentat, le Procureur Général du Roi présenta contre *Sherfield*, à la Chambre Etoilée, une accusation portant, que contre les Canons qui défendent à toutes sortes de personnes de faire aucuns changemens dans les Eglises, soit à la fabrique, soit aux ornemens, sans Licence spéciale de l'Evêque du Diocèse; *Sherfield*, étant mal affectonné au Gouvernement de l'Eglise par des Evêques, s'étoit ligué avec d'autres personnes du même caractère, & avoit entrepris, sur une simple résolution du *Vestry* (1), & au mépris du Roi & de l'Evêque Diocésain, d'ôter & de casser les vitres de l'Eglise de Saint Edmond, qui contenoient d'excellentes peintures de la Création, faites depuis plusieurs Siècles, & qui servoient d'un grand ornement à ladite Eglise. Qu'il avoit commis cet attentat, contre les ordres de son Evêque, qui, par une Lettre, lui avoit enjoint de se désister de ce dessein. Que, par cet exemple, diverses personnes méchantes, schismatiques, mal disposées pour le Gouvernement de l'Eglise Anglicane & envers Sa Majesté pourroient être induites à commettre les mêmes excès.

Sherfield répondit, que l'Eglise de Saint Edmond étoit un Fief laïque, depuis qu'elle avoit été confisquée au profit de la Couronne, & que, par cette raison, elle étoit exempte de la juridiction de l'Evêque, selon les Loix. Que par conséquent, ceux qui l'avoient achetée avoient le droit d'en changer les vitres, comme ils y avoient fait d'autres changemens, dans le Clocher, dans les Murailles, dans la Chaire, & en d'autres choses, sans que l'Evêque s'en fût plaint. Qu'au fond, il n'avoit fait que quelques trous à quelques-uns des carreaux, pour montrer au vitrier ce qui devoit être changé, & que l'Histoire de la Création demuroit encore toute entière. Que bien loin que ce fût un excellent ouvrage, il n'avoit pas coûté quarante Schellings lorsqu'il fut fait. Ensuite, il fit voir les fautes grossières du Peintre, & prouva par des Actes de Parlement faits sous Edoüard VI. & Elisabeth, que les Peintures devoient être ôtées des Eglises. Enfin, il nia d'être mal disposé pour le Gouvernement de l'Eglise par des Evêques, ou d'avoir agi par mépris pour le

(1) C'est le nom qu'on donne à l'Assemblée des Marguilliers & autres principaux Paroissiens qui s'assemblent dans la Sacristie.

le Roi, & d'avoir jamais reçu aucune Lettre de l'Evêque de Salisbury sur ce sujet. Sur cela, l'Evêque de Londres dit, qu'il ne prétendoit pas justifier les erreurs du Peintre, mais seulement faire remarquer à la Cour, que ce qui pouvoit avoir donné lieu au Peintre de représenter Dieu le Pere comme un Vieillard, étoit, que Dieu étoit appelé dans l'Ecriture l'*Ancien des jours*. Mais que Sherfield étoit bien plus coupable que le Peintre, d'avoir osé entreprendre une réformation sans autorité. Enfin, Sherfield fut condamné à une amende de cinq-cens livres sterling, contre l'avis de plusieurs des Juges, qui vouloient qu'elle fût de mille livres, & à faire réparation à l'Evêque en présence de telles personnes que le Prélat voudroit nommer. J'ai crû devoir rapporter cet exemple, pour faire voir de quelle maniere on travailloit à la ruine du Presbytérianisme. Il est aisé de comprendre, que de telles rigueurs ne pouvoient que produire de très-mauvais effets, parmi le Peuple, & l'éloigner de l'Eglise Anglicane au lieu de la lui faire aimer.

Dans la Relation que j'ai donnée du troisiéme Parlement tenu sous ce Regne, j'ai eu quelquefois occasion de parler du Chevalier *Thomas Wentworth*, Député du Comté d'Yorck. Ce Chevalier donna plusieurs fois dans la Chambre des Communes, des marques de son zèle pour maintenir les Libertez du Peuple, & les Priviléges du Parlement. Par-là, il se rendit redoutable à la Cour, quoiqu'il se gardât bien de tomber dans aucun excès, à l'égard du Roi & de ses Ministres. Au contraire, il adoucissoit toujours ses opinions par quelques expressions honorables & respectueuses pour le Roi : mais cela n'empêchoit pas qu'il ne fût presque toujours opposé aux prétentions de la Cour. Comme c'étoit un des plus grands genies qu'il y eût alors en Angleterre, le Roi s'aperçut bien-tôt qu'il pourroit tirer de grands avantages de ses lumieres & de sa capacité, s'il pouvoit l'attirer à son parti. Il y travailla donc, après, ou peut-être avant la dissolution du Parlement, & il y réussit si bien, que Wentworth devint tout d'un coup un des plus zélés partisans de la puissance Royale, ou plutôt du pouvoir despotique que le Roi vouloit établir. Cela fut cause que le Roi ne crut pas pouvoir confier à aucun autre plus propre que lui, la Présidence du Conseil du Nord. Comme c'est ici un des plus grands Griefs dont les Anglois se soient plaints contre Charles I. & une des occasions les plus marquées où ce Prince aît fait connoître le dessein qu'il avoit d'établir un pouvoir illimité, il est nécessaire de faire voir en peu de mots, ce que c'étoit que ce Conseil du Nord, & l'usage que le Roi en vouloit faire pour soumettre ses Sujets à un pouvoir despotique.

Les petits Monasteres ayant été supprimez dans la vingt-septième année du Regne de Henri VIII., il y eut dans le Nord, deux ou trois années de suite, divers soulevemens tous causez par la suppression de ces Monasteres. Cependant, comme Henri VIII. n'avoit pas dessein d'en demeurer-là, & qu'il vouloit aussi faire supprimer tout le reste des Monasteres, il crut qu'il étoit à propos de prendre quelques précautions pour empêcher de semblables révoltes en ce Pais-là. Pour cet effet, il établit à Yorck une Cour de Justice, sous le prétexte spécieux de soulager les Sujets pauvres qui n'avoient pas le moyen d'aller plaider dans les Cours de Westminster. Mais son véritable but étoit, que cette Cour eût l'œil sur les démarches des Seigneurs &

CHARLES
I.
1632.

Le Roi gagne le Chevalier Wentworth.

Il le fait Président du Conseil du Nord.

Remarque sur le Conseil du Nord, ou la Cour d'Yorck.

CHARLES
I.
1632.

Gentilshommes du Nord qui étoient suspects , pour les punir sur le champ en cas qu'on s'apperçût qu'ils travailloient à exciter de nouveaux soulèvements. Il adressa donc une Commission à l'Evêque de Landaff comme Président, & à quelques autres comme Conseillers , en vertu de laquelle fut établi ce nouveau Conseil du Nord , autrement appelé *la Cour d'Yorck*. Cette Cour avoit sous sa juridiction les Provinces d'Yorck , de Northumberland , de Westmorland , de Cumberland , l'Evêché de Durham , Kington sur Hull , & Newcastle sur la Thyne. La Commission du Roi étoit de la nature de celle qu'on appelle en Angleterre d'*Oyer & terminer*. On y avoit seulement ajouté une clause par laquelle le Roi donnoit pouvoir à ce Conseil , de juger toutes sortes de causes réelles & personnelles , dans les cas où quelqu'une des Parties , à cause de sa pauvreté , ne pouvoit poursuivre ses droits selon les Loix du Royaume. Ce pouvoir , quoique contraire aux Loix , ne produisit aucun mauvais effet , ni aucune plainte , soit que la nouvelle Cour ne jugeât pas à propos de s'en prévaloir , ou qu'elle n'en fit usage que pour le bien du pauvre Peuple.

Le Roi Jacques I , dans la première année de son Regne , adressa une pareille Commission au Lord *Sheffield* Président de la Cour d'Yorck , mais avec cette différence , que son pouvoir étoit relatif à certaines Instructions que le Roi devoit lui envoyer. On ne sçait point si ces Instructions furent envoyées : mais il est manifeste , qu'en faisant dépendre le pouvoir de cette Cour des Instructions du Roi , le dessein étoit que , dans ses Jugemens , elle prît moins pour règle les Loix du Royaume , que les ordres particuliers de Sa Majesté. En effet , le même Roi , dans la septième année de son Regne , donna au même Président une nouvelle Commission dans laquelle étoient omises ces deux clauses qui étoient dans les premières , de faire des Informations *per Sacramentum bonorum & legalium hominum* , & de juger les causes *secundum leges Angliæ*. Ainsi le pouvoir de cette Cour étoit borné aux Instructions particulières qui lui furent envoyées , & qui sont les premières dont on ait connoissance.

Depuis ce tems-là , toutes les fois que la Commission étoit renouvelée , ce qui arrivoit à tous les changemens de Président , ou de quelqu'un des Conseillers , le Roi envoyoit de nouvelles Instructions qui tendoient à rendre la Cour d'Yorck indépendante , non seulement des Cours de Westminster qui sont les Cours de tout le Royaume , mais même de toutes sortes de Loix. Charles I. renouvela cette Commission en faveur du Lord Wentworth , & lui donna un pouvoir plus ample que n'avoit eu aucun de ses Prédécesseurs. En 1632. il y ajouta une clause qui lui donnoit pouvoir d'accorder , de séquestrer , d'établir les possessions des Particuliers de sa Jurisdiction , selon les Instructions qui lui étoient envoyées. Mais qu'elles étoient ces Instructions ? Dans le Parlement de l'année 1640. Monsieur *Hyde* alors Membre des Communes , & qui fut ensuite Comte de Clarendon , ayant été envoyé par la Chambre à la Chambre Haute , au sujet de la Cour d'Yorck , dit aux Seigneurs , que dans les Instructions des années 1632. & 1637. contenant cinquante-huit Articles , il y en avoit à peine une seule qui ne fût contre les Loix , ou qui n'allât au-delà des Loix. Il prit occasion de-là de demander qu'avoit donc fait le Peuple du Nord , pour mériter d'être dé-

potillé

poüillé de tous ces Privilèges, & d'être gouverné à la discrétion de la Cour d'Yorck ? Et même, quoique cette Cour pût juger selon sa discrétion, par les Instructions du Roi, son pouvoir étoit néanmoins borné à ne pouvoir ordonner des amendes ou autres punitions, moindres que celles qui étoient ordonnées par les Loix. Cette Cour fut supprimée dans la suite par le même Parlement de l'année 1640.

CHARLES
I.
1632.

Le Roi, ayant gouverné trois ou quatre ans sans Parlement, se trouvoit fort à son aise. Sa volonté commençoit peu-à-peu, à passer pour Loi ; il n'y avoit plus de Chambre des Communes qui osât se plaindre publiquement, & il ne voyoit autour de lui, que des gens toujours prêts à l'encenser, & à l'entretenir dans ses principes touchant le Gouvernement. D'un autre côté, il se trouvoit délivré des soins & de la dépense d'une Guerre qui lui avoit causé beaucoup d'embarras, & qui l'avoit rendu trop dépendant du Parlement. Enfin, quoiqu'il n'ignorât pas qu'en général le Peuple étoit mécontent, il ne voyoit aucune apparence de révolte, la disposition des Grands du Royaume, & celle des Princes voisins, ne pouvant donner aucune espérance à ceux qui voudroient entreprendre de troubler l'Etat. Ses affaires se trouvant dans cette situation, il crut ne pouvoir prendre un tems plus propre pour faire un voyage en Ecosse, ou trois affaires importantes l'appelloient. Premièrement, il vouloit s'y faire couronner. En second lieu, il vouloit y tenir un Parlement pour en tirer quelque argent. Troisièmement, son dessein étoit de prendre en ce Pais-là quelques mesures pour l'exécution du projet formé depuis long-tems, de réduire l'Eglise d'Ecosse à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane, & de ruiner entièrement le Presbytérianisme. Ce fut dans cette vüe, qu'il prit avec lui *Laud* Evêque de Londres, & qu'étant arrivé en Ecosse, il le fit Conseiller Privé de ce Royaume. Il partit donc de Londres au mois de Mai de l'année 1633. & s'étant rendu à Edimbourg, il y fut couronné avec les solemnitez ordinaires. Ensuite, il tint un Parlement qui lui accorda le plus grand Subside qui eût jamais été accordé à aucun Roi d'Ecosse avant lui. Le troisième point qui regarde la Religion, demande quelque explication. Mais comme j'ai dessein d'en parler plus amplement dans la suite, je ne dirai ici que ce qui est absolument nécessaire pour faire entendre quel étoit le but du Roi à cet égard.

1633.
Voyage du
Roi en
Ecosse.

Il s'y fait
couronner.
18. Juin.
Il y tient
un Parle-
ment.
20. Juin.

Le Réformation fut établie en Ecosse sous le Regne de Marie Mere de Jacques I. sur le plan des Eglises de Genève & de Suisse. La Hiérarchie fut entièrement supprimée, & le Gouvernement de l'Eglise fut mis entre les mains des Presbytères & des Synodes Nationaux, qu'on appelloit en Ecosse *Assemblées Générales*. Avec tout cela, on ne laissa pas de laisser subsister les Evêques, quoique dépouillés de toute sorte de juridiction Ecclésiastique. Ils conserverent seulement, leurs revenus, leurs Terres, leurs maisons, le droit d'assister au Parlement, & généralement tous les avantages temporels qui étoient attachez à la Dignité Episcopale. Depuis le commencement de la Réformation, c'est-à-dire, depuis l'année 1561. jusque vers la fin du seizième Siècle, l'état des Evêques souffrit diverses révolutions, dont je ne dirai rien ici, parce j'ai dessein d'en parler ailleurs. Il suffit de dire pour le présent, que Jacques I. étant devenu Roi d'Angleterre, trouva le moyen de gagner le Parlement d'Ecosse, de faire rétablir l'Episcopat dans son premier

Remarque
touchant la
Religion
établie en
Ecosse.

Le Roi Jacques ré-
tablit l'Epis-
copat en
Ecosse.

CHARLES I. 1633. **A**ctes touchant la Religion passez dans ce Parlement. Rushworth, Vol. II. pag. 182. & suiv.

mier lustre, & de donner aux Evêques leur ancienne juridiction sur l'Eglise. C'étoit là, le premier degré pour amener l'Eglise d'Ecosse, au point où il la souhaitoit, c'est-à-dire, à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Mais la longue négociation du Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne, & les affaires de Bohême & du Palatinat, l'empêcherent d'exécuter entièrement son Projet. Charles I. n'eût pas cet ouvrage moins à cœur que le Roi son Pere. Mais comme au commencement de son Regne, il se trouva engagé dans une Guerre avec l'Espagne, & ensuite avec la France, & que d'ailleurs, ses brouilleries avec les Parlemens ne lui laissoient gueres le tems de penser à d'autres affaires, il ne put travailler sérieusement à celle-ci, qu'à-près que les autres furent terminées. Dans le Parlement qu'il tint à Edimbourg dans l'année 1633. parmi plusieurs Actes, qui furent présentés à cette Assemblée pour y passer en Loi, il y en eut deux, sçavoir le troisième & le quatrième, dont le premier étoit intitulé : *Acte concernant la Prérogative du Roi, & les Vêtemens des Ecclésiastiques* ; Le second, *Acte pour confirmer les Actes faits ci-devant concernant la Religion*. Ce fut à ces deux Actes seulement que le Roi trouva quelque opposition, à cause des conséquences que quelques-uns craignoient qu'on n'en voulût tirer dans la suite. Le premier de ces Actes n'étoit proprement qu'une confirmation d'un Acte semblable passé sous le Regne du Roi Jacques VI. qui donnoit pouvoir au Roi d'ordonner les vêtemens des Ecclésiastiques, comme il le trouveroit à propos. Or comme depuis ce tems-là, le dessein de changer la Discipline de l'Eglise d'Ecosse s'étoit de plus en plus manifesté, quelques-uns des Membres de ce Parlement craignirent que le Roi ne voulût se servir de cet Acte pour introduire le surplus. Et en effet, quelqu'un lui ayant demandé si c'étoit là son intention, il ne voulut rien répondre : mais tirant un papier de sa poche, il dit, *Messieurs, j'ai ici les noms de vous tous, & je sçaurai aujourd'hui qui sont ceux qui sont disposez à me rendre service, & ceux qui ne le sont pas*. Malgré tout cela, une trentaine de Seigneurs, Barons, ou Bourgeois, déclarèrent, qu'ils vouloient bien donner leur consentement à l'Acte, pourvu qu'on en ôrât la clause qui regardoit les vêtemens des Ecclésiastiques.

Le second Acte dont j'ai parlé étoit conçu en ces termes :

„ Notre Souverain Seigneur le Roi, de l'avis & du consentement des
 „ Etats, ratifie & approuve tous les Actes & Statuts, faits ci-devant concernant
 „ les Libertez & Franchises de la vraie Eglise de Dieu, & de la Religion professée
 „ *présentement* dans ce Royaume, & ordonne que ces Actes auront la
 „ même vertu que s'ils étoient transcrits & insérez dans celui-ci.

Oppositions à ces Actes. J'ai déjà dit, que sous le Regne de Jacques VI, & principalement depuis que ce Prince fut devenu Roi d'Angleterre, il s'étoit fait diverses innovations dans l'Eglise d'Ecosse, particulièrement par rapport à la juridiction Episcopale qui avoit été rétablie. Tout l'artifice de cet Acte consistoit donc dans ces mots, *la Religion présentéement professée* : car par-là, l'Acte confirmoit toutes les innovations qui s'étoient faites dans la Discipline de l'Eglise d'Ecosse, à quoi les opposans ne vouloient point consentir. Ils vouloient bien ratifier les Actes faits en faveur de la Religion, telle qu'elle étoit établie, par un Acte passé dans la VI. année de Jacques VI, lorsque les Evêques n'avoient aucun pouvoir ni juridiction : mais ils ne vouloient point admettre ces
 mors,

mots, *présentement professée*. Pendant ces contestations, le Roi dit avec quelque émotion, *My lords, je ne veux point qu'on fasse des distinctions, mais je vous commande de dire simplement oui ou non*. Sur quoi les opposans dirent *Non*. Cependant les deux Actes ne laisserent pas de passer à la pluralité des voix. Quelques-uns prétendirent dans la suite, qu'en recueillant les voix, on avoit usé de quelque supercherie. Quoi qu'il en soit, la chaleur que le Roi témoigna pour faire passer ces deux Actes, fit comprendre au Peuple d'Ecosse, que le projet de faire de plus grandes innovations dans l'Eglise subsistoit encore, & que ces deux Actes étoient une espèce de Préparatif pour parvenir à l'exécution. D'un autre côté, les oppositions que le Roi rencontra, lui firent connoître qu'il n'étoit pas encore tems d'agir ouvertement, & qu'il étoit nécessaire de prendre encore d'autres précautions pour faciliter le succès de ses desseins.

CHARLES
I.
1633.

Si l'on tâchoit en Ecosse d'achever d'y ruiner le Presbytérianisme, par des voyes indirectes, on ne se croyoit pas obligé d'agir en Angleterre avec les mêmes ménagemens. Au contraire, on faisoit tous les efforts possibles pour le ruiner de fond en comble, en persécutant les Puritains pour lesquels on n'avoit pas la moindre condescendance. La Cour, & les Evêques avoient pour Maxime, qu'il ne falloit pas se désister en leur faveur d'un seul iota de ce qui étoit pratiqué dans l'Eglise Anglicane, de peur qu'ils ne devinssent trop puissans, & que la complaisance qu'on auroit pour eux ne devînt préjudiciable à l'Eglise. Mais il y avoit une raison encore plus forte. C'étoit la haine implacable, que le Roi, ses Ministres, & sur tout les Evêques de Londres & de Winchester avoient conçue contre eux, & qui leur faisoit rechercher avec ardeur les occasions de les opprimer. Il leur étoit aisé de trouver ces occasions. Ils n'avoient qu'à presser l'observation des Canons sans dispenser d'aucun Article, pour faire tomber les Presbytériens dans des contraventions qui les exposoient à la rigueur des Loix Ecclésiastiques & Civiles. Mais comme les Evêques ne pouvoient pas être par tout, & qu'ils avoient besoin de gens qui les informassent de ce qui se passoit, l'Evêque de Winchester s'avisant, dans une Visite de son Diocèse, d'obliger par Serment les Marguilliers & autres Officiers de l'Eglise, à faire l'office de Délateurs, afin que personne ne pût échapper à cette recherche. Voici le Serment.

Les Puritains sont persécutés en Angleterre.

Vous jurez, que sans affection, faveur, haine, espérance de récompense ou de profit, sans craindre d'exciter contre vous les chagrins ou la malice de qui que ce soit, vous présenterez les personnes de votre Paroisse qui ont commis quelque offense, quelque faute, quelque crime, ou qui ont omis quelque partie du devoir qui leur est prescrit, en quoi vous vous comporterez droitement, selon la vérité, & sans malice, ayant toujours Dieu devant les yeux : en ne présentant personne contre la vérité, & en n'épargnant personne par affection, ou en taisant ce qui est vrai, mais que vous agirez avec un zèle ardent pour maintenir la vérité & pour détruire le vice.

Serment ordonné par l'Evêque de Winchester.
Rushworth
Vol. II. pag
186.

A ce Serment étoient jointes certaines Instructions selon lesquelles ils devoient se régler.

Instructions du même Evêque.

1. „ Par rapport à l'Eglise, ils devoient informer l'Evêque, s'il y avoit dans chaque Eglise un Livre de Constitutions ou Canons, un Regître en parchemin, un Livre de Prières Communes, un Livre d'Homelies, &c. Si la

CHAR- „ Table de la Communion étoit placée de telle sorte que le Ministre officiant
LES I. „ pût être entendu lorsqu'il prioit, ou qu'il administrait le Sacrement.
1633.

2. „ Si le Ministre lisoit, tous les ans une fois, publiquement, les Consti-
tutions de Sa Majesté.

3. „ Si le Ministre avoit accoutumé de prier Dieu pour le Roi, en lui don-
nant son titre entier de Roi de la Grande Bretagne, &c. S'il prioit pour les
Archevêques & pour les Evêques. S'il recevoit le Sacrement à genoux, & s'il
ne le distribuoit qu'à ceux qui se tenoient dans la même posture, suivant le
douzième Canon.

4. „ Si le Ministre avoit admis à la Communion des criminels notoires
& Schismatiques contre la vingt-sixième & la vingt-septième Constitution.
S'il y avoit des Etrangers qui vinssent fréquemment & communément à cette
Paroisse, en quittant la leur propre, contre le vingt-huitième Canon. S'il
avoit accoutumé, quand il bâtoit des enfans, de les marquer du signe de
la Croix. S'il avoit une licence; & s'il en avoit, de qui il l'avoit reçue. S'il
portoit le Surplis en lisant les Prières Communes, & en administrant le Sa-
crament. S'il instruisoit la Jeunesse, & les ignorans dans la connoissance des
dix Commandemens, &c. S'il solennisoit des Mariages sans que les bans
eussent été publiez dans l'Eglise pendant trois Dimanches ou trois jours de
Fête. Si dans le tems des Rogations, il faisoit la Procession ordinaire autour
de la Paroisse. Si tous les six mois, il dénonçoit ceux de la Paroisse qui
étant excommuniés négligeoient de se faire absoudre. S'il avoit admis à la
Paix de l'Eglise quelque personne excommuniée, sans avoir vu un certificat
de son absolution. Si en favorisant les Récusans, il se rendoit suspect de n'être
pas sincèrement attaché à la Religion. S'il étoit incontinent, yvrogne ou
joueur, &c.

Le Roi
maintient
les Fêtes de
la Dedicace
des Eglises,

Rushworth,
Vol. II. pag.
191.

On peut voir par-là, combien l'Evêque de Winchester étoit soigneux
d'empêcher que des Ministres Presbytériens ne se foudraient dans l'Eglise
Anglicane. Mais quoi que le Serment ordonné par ce Prélat, fût un véritable
attentat contre les Loix, n'y ayant que le Parlement seul qui puisse or-
donner de pareils Sermens, personne n'osa l'attaquer directement. Le vent
de la Cour n'étoit rien moins que favorable aux Presbytériens. Au contraire,
il suffisoit qu'il témoignassent que quelque pratique leur déplaisoit, pour
que la Cour affectât de la maintenir. J'en donnerai ici deux preuves assez re-
marquables. Les Presbytériens étoient scandalisez de ce qu'on observoit les
Fêtes de la dédicace des Eglises, parce que ce n'étoient que des occasions de
débauche, & que d'ailleurs, ces jours-là se passoient rarement sans quelques
désordres. Dans la Province de sommerset où ils étoient en grand nombre,
les Juges de Paix étant assemblez aux Assizes avec le Juge *Richardson*, ordon-
nèrent d'une voix unanime, que ces Fêtes seroient abolies. Mais le Juge
ayant été cité devant le Conseil, y fut sévèrement censuré, & reçut un or-
dre exprès de révoquer cette Ordonnance. Voici une seconde preuve de ce
que j'ai avancé.

à les diver-
tissemens
du Diman-
che après le
Service.
Pag. 193.

Les mêmes Presbytériens affectant toujours, malgré la Proclamation du
feu Roi, de défendre à leurs Domestiques, de jouer, d'aller au cabaret, ou
de se divertir publiquement en d'autres manières, le jour du Dimanche après
le Service divin; le Roi renouvela & confirma la Proclamation que le Roi
son

son Pere avoit publiée sur ce sujet , & défendit de s'opposer à ces sortes de divertissemens. La Cour craignoit qu'on ne voulût peu-à-peu , établir une Maxime qu'elle croyoit mauvaise & préjudiciable à ses intérêts, sçavoir, que quand une Coutume qui n'étoit pas mauvaise en elle-même , produisoit quelques abus, il falloit l'abolir. Cette Maxime lui paroissant trop générale, parce qu'elle pouvoit être appliquée à des choses d'une grande conséquence, elle s'opposoit de tout son pouvoir à son établissement.

George Abbot , Archevêque de Cantorbéri , étant mort dans cette année 1633. Guillaume Laud , Evêque de Londres lui succéda dans cette Dignité.

Dans cette même année, la Reine accoucha d'un second Fils qui fut nommé Jacques , & créé Duc d'Yorck.

Les Presbytériens s'étoient mis dans l'esprit qu'il y avoit un projet formé de rétablir la Religion Romaine en Angleterre. Cette opinion en général , ne doit pas paroître étrange, puisqu'il est certain, que , depuis la Réformation , ce Projet n'a jamais été interrompu. Mais il faut soigneusement en distinguer les Auteurs. Si les Presbytériens s'étoient contentez de croire que quelques Particuliers Catholiques avoient formé ce dessein, on peut assurer qu'ils ne se feroient pas trompez : mais ils alloient beaucoup plus loin. Ils s'imaginoient , que les Ministres du Roi , le Conseil , les Evêques , & particulièrement , le nouvel Archevêque de Cantorbéri , étoient les Auteurs de ce projet. S'ils n'en accusoient pas le Roi directement , du moins , ils étoient persuadés , ou qu'il le favorisoit , ou qu'il se laissoit mener plus loin qu'il ne vouloit par des gens qui ne lui découvroient pas leur Complot. Les Catholiques mêmes donnoient lieu à ces soupçons, en faisant connoître assez ouvertement l'espérance qu'ils concevoient de voir bien-tôt un changement avantageux à leur Religion. On voit dans un Journal que Laud tenoit de ce qui lui arrivoit tous les jours , que dans cette même année 1633. on lui offrit un Chapeau de Cardinal , s'il vouloit favoriser le rétablissement de la Religion Romaine. Pour moi , je suis persuadé , que ni le Roi , ni l'Archevêque , ni la plupart des Ministres ne formèrent jamais un pareil dessein. Du moins , dans tout ce qui a été dit sur ce sujet , je n'ai point trouvé de preuve qui m'ait paru , je ne dirai pas assez forte pour m'en convaincre , mais même qui ait quelque vrai-semblance. Il est néanmoins certain que cette opinion se répandoit de plus en plus parmi le Peuple , & que les Presbytériens faisoient tous leurs efforts pour la faire recevoir. Je ne sçai s'ils en étoient eux-mêmes persuadés , ou s'ils croyoient seulement qu'il leur étoit avantageux de jeter ce blâme sur l'Eglise Anglicane , afin d'attirer plus de gens dans leur parti , à quoi ils réussirent enfin , même au-delà de leurs espérances. Mais puisque cette opinion produisit dans la suite des effets surprenans , je ne puis me dispenser de faire voir ici sur quoi elle étoit fondée.

1. Pendant que Jacques I. regna seulement en Ecosse , avant la mort d'Elisabeth , il fut soupçonné de favoriser les Papistes. Elisabeth elle-même ne fut pas exempte de ce soupçon , ainsi qu'on l'a vû dans l'Histoire de son Regne. Depuis que Jacques fut monté sur le Trône d'Angleterre , il témoigna toujours beaucoup de tendresse pour les Catholiques. C'est ce qu'il fit connoître en diverses occasions , comme dans la Conjuration des Poudres.

CHARLES
I.
1633.

Mort de
George Ab-
bot.

Laud est
fait Arche-
vêque de
Cantorberi.

Naissance
de Jacques
Duc
d'Yorck.

On parle
d'un dessein
de rétablir
le Papisme.

Raisons &
causes de
ce bruit.

CHARLES
I.
1633.

par tout ce qu'il disoit en faveur des Catholiques dans tous les Discours qu'il faisoit au Parlement, par les emplois de confiance qu'il donnoit indifféremment aux Catholiques & aux Protestans, comme il l'avoïa lui-même dans sa fameuse Apologie; par son refus continuel de faire exécuter les Loix contre les Papistes récusans, & enfin par le peu de zèle & d'affection qu'il témoigna pour la Religion Protestante, dans les deux Négociations avec l'Espagne & avec la France, pour le Mariage du Prince son Fils. Je ne dis rien ici de ses Conférences avec l'Archevêque d'Embrun, parce qu'elles n'étoient pas continuës pendant sa vie, & qu'on ne peut pas s'assurer qu'il n'y ait rien que de vrai dans les Relations qui en ont été faites. Tout cela donnoit quelque lieu de soupçonner que ce Prince n'eût quelque mauvais dessein par rapport à la Religion, & qu'il n'eût laissé à son Successeur le soin de l'exécuter.

2. Charles I. étant Prince, & se trouvant à Madrid, avoit écrit au Pape une Lettre qui pouvoit faire naître des soupçons contre lui. Ces soupçons pouvoient être fortifiés par les Articles particuliers qu'on prétendoit qu'il avoit signez à l'occasion de son Mariage avec l'Infante.

3. Depuis que Charles fut sur le Trône, il témoigna toujours une condescendance extrême pour les Catholiques, dont plusieurs étoient élevez aux premiers emplois. *Conway*, Secrétaire d'Etat, étoit Catholique : *Weston*, qui fut fait Comte de Portland & Grand Trésorier, l'étoit aussi. Véritablement, le Duc de Buckingham faisoit profession de la Religion Réformée; mais tout le monde étoit persuadé qu'un changement de Religion ne lui auroit rien coûté. D'ailleurs, sa Mere & sa Femme étoient Papistes. On a vu ci-devant, que le Parlement présenta au Roi une Liste d'un grand nombre de Papistes récusans qui étoient revêtus des principales charges dans les Provinces. Enfin, quoi que le Roi eût promis positivement d'agir vigoureusement contre les Papistes récusans, il paroît qu'il n'exécuta point sa promesse, puisque les Parlemens suivans se virent souvent obligez de renouveler leurs instances à cet égard, & toujours inutilement. Si le Roi donnoit quelques ordres sur ce sujet, ils n'étoient point exécutez, & tout le monde étoit persuadé que la Cour connivoit à la négligence de ceux qui étoient chargez de l'exécution, en sorte que ce fut un sujet continuel de plainte pendant tout ce Regne.

4. Le Roi avoit pour la Reine son Epouse une complaisance qui alloit jusqu'à l'excès, & cette Reine étoit non seulement Catholique, mais même très-zélée pour sa Religion. Cela donnoit lieu de craindre qu'elle n'eût formé le projet de la rétablir en Angleterre, & qu'elle n'entraînât enfin le Roi dans ses sentimens.

5. Les Presbytériens qui étoient regardez comme les plus grands ennemis du Papisme étoient violemment opprimez & persécutez, pendant qu'on laissoit vivre en repos les Arminiens & les Papistes. On inféroit de là, que la Cour n'agissoit avec tant de chaleur pour détruire cette Secte, qu'en vû de trouver, après cela, plus de facilité à rétablir le Papisme.

6. L'Arminianisme étoit si ouvertement favorisé par la Cour & par quelques-uns des principaux Evêques, que plusieurs se persuadoient qu'on avoit dessein de s'en servir comme d'un moyen pour parvenir plus aisément à un changement de Religion.

7. A mesure que cette opinion du dessein de rétablir le Papisme se répandoit dans le Royaume, les Chefs de l'Eglise Anglicane affectoient de s'attacher de plus en plus à toutes les Cérémonies & pratiques qui causoient le plus de scandale aux consciences tendres. La génuflexion en recevant le Sacrement de l'Eucharistie, le Surplis des Ministres, la Confirmation, l'observation des Fêtes des Saints, les Processions, les révérences à l'Autel, & autres choses semblables qui offensoient les Presbytériens, comme étant des restes du Papisme, ces choses, dis-je, étoient pressées par les Evêques avec la même ardeur que si la Religion n'avoit pû subsister sans elles, & qu'elles fussent absolument nécessaires pour le salut. Tout cela faisoit soupçonner à plusieurs, qu'en pressant l'observation de tous ces Articles, on n'eût dessein d'applanir le chemin, pour faire recevoir, avec moins de difficulté, les Dogmes de l'Eglise Romaine dans un autre tems.

8. Les Chefs de l'Eglise Anglicane ne se contentoient pas de maintenir avec zèle les Cérémonies & pratiques usitées dans leur Eglise depuis la Réformation, mais ils y ajoutoient même, de tems en tems, certaines choses qui ne pouvoient être justifiées par les Canons. C'est ce qui faisoit regarder ces choses comme des innovations qui tendoient à rétablir le Papisme. Ce que Laud avoit fait en consacrant l'Eglise de Sainte Catherine, & en administrant le Sacrement, étoit de cet ordre. Lorsque quelques-uns s'en plaignoient, les Evêques leurs partisans s'appuyoient sur un Statut qui avoit autorisé la Reine Elisabeth & ses Successeurs, en cas de quelques abus, ou de quelques indécences dans le Culte divin, à ordonner les Cérémonies qu'ils jugeroient propres pour la gloire de Dieu & pour la décence du Culte. Or comme le Roi ne manquoit jamais d'approuver ce qui étoit ordonné par les Evêques, plusieurs soupçonnoient qu'en employant l'autorité du Roi pour soutenir des innovations qui ne paroissent pas d'une grande importance, on n'eût dessein de faire valoir le même principe pour autoriser des changemens plus considérables.

9. Enfin, le peu de condescendance de l'Eglise pour les consciences tendres, & l'obstination à ne vouloir se relâcher sur aucun Article, non pas même sur les moins importants, comme par exemple le Surplis, donnoit lieu de croire, qu'on ne s'attacheroit pas avec tant d'ardeur à ces choses, si on n'avoit pas des desseins plus cachez.

Ce sont là, autant que je l'ai pû observer, les fondemens sur lesquels étoit appuyée l'opinion qui se répandoit parmi le Peuple, qu'il y avoit un dessein formé de rétablir la Religion Catholique. Ce n'étoient néanmoins que de simples présomptions, dont on ne pouvoit tirer aucune légitime conséquence, que cette opinion fût bien fondée, ainsi qu'on a pû le remarquer dans ce que j'ai dit ci-dessus. Mais d'un autre côté, on ne peut désavouer, que les principaux Evêques, qui n'ignoroient par les conséquences qu'on tiroit de leur conduite, ne fussent très-négligens à se disculper, ou à prendre quelques précautions pour faire cesser, ou du moins pour affoiblir ces soupçons. Ils regardoient les Presbytériens avec un souverain mépris, comme des gens têtus & opiniâtres, qu'il falloit humilier, bien loin d'avoir pour eux la moindre condescendance. Mais ce n'étoit pas par rapport à la Religion seulement qu'on se croyoit obligé de travailler à la ruine des Puritains. On les considé-

CHARLES
I.
1633.

roit encore comme des gens , qui , par les principes de leur Religion , étoient portez à s'opposer à toute autorité dans l'Etat , aussi bien que dans l'Eglise , & que par conséquent , on ne pouvoit tenir trop bas. C'est ce qui produisit entre les deux Partis une haine implacable qui n'est pas encore éteinte. Les Presbytériens , qui étoient opprimez dans le tems dont je parle , eurent leur tour dans la suite , & opprimerent l'Eglise Anglicane. Que dis-je , ils la ruinèrent de fond en comble. Dans les mouvemens violens que cette haine causa , les Evêques souffrirent les premiers. Laud porta sa tête sur l'échafaut. La Monarchie , fut renversée. Le Roi lui-même périt dans ce renversement , d'une manière tragique. L'Eglise Anglicane disparut pendant quelque tems , & se vit comme ensevelie dans les ruines de l'Etat. Ce ne fut que par une merveille de la Providence , que la Monarchie & l'Eglise se virent enfin rétablies dans leur première splendeur.

Ordre du
Roi tou-
chant sa
Chapelle à
Edim-
bourg.
8. d'Octo-
bre.
Rushworth ,
Vol. II. pag.
205.

J'ai dit ci-devant que le Roi avoit dessein d'introduire les Rites de l'Eglise Anglicane dans l'Eglise d'Ecosse. Ce dessein avoit été formé par le Roi son Pere qui même avoit ordonné que le Service divin se fit dans la Chapelle de son Palais d'Edimbourg , de la même manière qu'il se faisoit dans sa Chapelle Royale à Whitehall. Mais , soit que cet ordre eût été négligé , ou que , depuis cet ordre , les Ecoissois ne voulussent plus fréquenter cette Chapelle , Charles jugea qu'il étoit à propos non seulement de le renouveler , mais même d'y ajouter diverses choses , pour empêcher à l'avenir que la Chapelle ne se trouvât déserte. Ainsi , le 8. d'Octobre 1633. il envoya les ordres suivans à l'Evêque de Dumblain , Doyen de sa Chapelle d'Edimbourg.

1. Nous voulons qu'à l'avenir , le Doyen de notre Chapelle soit Assisant du Révérend Pere en Dieu , l'Archevêque de Saint André , à tous les Couronnemens.

2. Que le Livre , contenant le Formulaire de notre Couronnement , comme il s'est pratiqué en dernier lieu , soit gardé dans une boîte , pour servir de modèle à l'avenir , & qu'il soit donné en garde au Doyen de notre Chapelle & à ses Successeurs.

Il faut remarquer , que le Couronnement de Charles I. s'étoit fait , selon les Rites de l'Eglise Anglicane.

3. Qu'on lise deux fois par jour , dans notre Chapelle , les Prières Communes selon la Liturgie de l'Eglise Anglicane , soit que nous soyions présent ou absent , jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque Méthode pour composer une Liturgie qui convienne aux Coutumes , & à la Constitution de l'Eglise d'Ecosse.

4. Que ledit Doyen prenne soin que tous ceux qui recevront le Sacrement dans la Chapelle , le reçoivent à genoux , & qu'on y communie le premier Dimanche de chaque mois.

5. Que le dit Doyen & ses Successeurs se rendent exactement à la Chapelle en surplis tous les Dimanches & jours de Fête observez par l'Eglise : qu'ils y prêchent en surplis , & qu'ils ne s'en absentent qu'en cas de grande nécessité.

6. Que les Seigneurs , Membres de notre Conseil Privé , les Lords des Sessions , les Avocats , les Clercs , les Ecrivains de la Signature , les Membres de notre Cour de Justice , reçoivent la Communion dans notre Chapelle ,

pelle, au moins une fois l'an, à genoux, afin de donner un bon exemple à tout le reste du Royaume. Nous commandons de plus à notre Doyen de nous informer de l'obéissance qui sera renduë à cet ordre, & par qui; comme aussi, si quelqu'un refuse d'obéir, nous voulons être informé de la manière, & de la raison du refus.

7. Que les vétemens, consacrez pour notre usage, soient délivrez au Doyen selon l'Inventaire qui en sera fait, afin qu'ils servent de modèle, & qu'on s'en serve, toutes les fois qu'on célébrera le Sacrement dans la Chapelle.

Outre ces ordres, le Roi écrivit au même Doyen, qu'il eût à informer les Seigneurs du Conseil, si quelques-uns de ceux à qui le Roi avoit ordonné de communier dans la Chapelle, s'acquittoient de leur devoir, afin qu'en cas de négligence ou de refus, les Seigneurs du Conseil pussent exécuter les ordres qu'ils avoient reçus sur ce sujet.

On voit par-là, que non seulement tout le Conseil d'Ecosse, mais encore tous ceux qui possédoient des Charges ou des Emplois dépendans de la Cour, étoient disposés par avance à se conformer à l'Eglise Anglicane, sans quoi ils n'auroient pas été employez, ou conservez dans leurs emplois. C'étoit par ceux-là que le Roi avoit voulu commencer, afin que, comme il le disoit lui-même, ils servissent d'exemple aux autres. Nous verrons bien-tôt ce qui arriva, lorsque le Roi voulut obliger tout le Peuple d'Ecosse à la même condescendance.

Pendant que le Roi cherchoit les moyens d'engager les Ecossois à se conformer à l'Eglise Anglicane, on travailloit au contraire à en éloigner les Presbytériens d'Angleterre, en affectant des pratiques & des usages les plus capables de le choquer. Il semble qu'en ce tems-là, les Chefs de l'Eglise Anglicane, au lieu de désabuser ceux qui croyoient mal à propos qu'elle panchoit vers le Papisme, prenoient tout le soin possible de les confirmer dans leurs soupçons, en affectant de se conformer à l'Eglise Romaine dans des choses peu importantes, & sans aucune nécessité, comme si on n'eût eu d'autre dessein que de les Braver. Au mois d'Octobre 1633. le Doyen & le Chapitre de Saint Paul à Londres, comme Ordinaires de l'Eglise de Saint Grégoire qui étoit tout joignant la Cathédrale, firent ôter la Table de la Communion du milieu du Chœur où elle étoit placée depuis long-tems, & la firent mettre tout proche de la muraille en manière d'Autel. Pour justifier ce changement, ils alléguoient deux raisons. La première, que dans la Chapelle du Roi, & dans les Eglises Cathédrales, les Tables de la Communion étoient ainsi placées, en forme d'Autel, & qu'il étoit raisonnable que les autres Eglises se conformassent à cette pratique. La seconde, que, quand les Tables étoient placées au milieu du Chœur, on y commettoit diverses indécences scandaleuses, plusieurs s'accoudant dessus, pendant le Sermon, ou y mettant leurs chapeaux. Cette dernière raison, jointe au grand soin qu'on prenoit de faire communier à genoux, faisoit croire à plusieurs que ce n'étoit pas sans dessein qu'on tâchoit d'inspirer un respect extraordinaire pour la Table de la Communion, & de lui donner toujours le nom d'Autel. Cela fut cause que quelques-uns des Parroissiens de Saint Grégoire intentèrent un procès sur ce sujet au Doyen & au Chapitre de Saint Paul, par devant le Doyen des Ar-

CHARLES
I.
1633.

Change-
ment de la
Table de la
Communion en
manière
d'Autel
dans l'Eglise
de Saint
Grégoire.
Rushworth,
Vol. I. pag.
207.

ches.

CHARLES
I.
1633.
Le Roi sou-
tient ce
change-
ment.

Cela de-
vient une
source de
Procès.

ches, c'est-à-dire, la Cour Spirituelle de Cantorbéri. Mais le Conseil, en ayant été informé, prévint le Jugement, en ordonnant au Juge des Arches de confirmer, par son autorité, le changement qui s'étoit fait dans l'Eglise de Saint Grégoire. Peu de jours après, le Roi, étant présent au Conseil, fit agiter cette affaire, &, après avoir approuvé ce que le Doyen & le Chapitre de Saint Paul avoient fait, il ordonna que si les Parroissiens poursuivoient leur appel, le Doyen des Arches les en déboutât, & confirmât le changement. Ce Jugement rendu par l'autorité souveraine du Roi, sans attendre le Jugement de la Cour qui devoit naturellement connoître de cette affaire, fut une source d'oppressions pour plusieurs Ministres & Troupeaux qui ne voulurent pas s'y conformer. Il n'y avoit presque point d'Eglise en Angleterre, excepté les Cathédrales, & la Chapelle du Roi, où la Table de la Communion fut placée proche de la muraille en maniere d'Autel. Mais depuis que le Roi eût confirmé le changement qui s'étoit fait dans l'Eglise de Saint Grégoire, on vit élever de pareilles disputes en une infinité d'endroits, & la Haute Commission eut de fréquentes occasions de punir les Ministres qui étoient soupçonnez de n'avoir pas assez de zèle pour l'Eglise Anglicane. Comme, depuis la Réformation, on avoit changé les Autels en Tables de Communion, & qu'on les avoit placées au milieu du Chœur, afin d'éviter la superstition, plusieurs se persuadoient qu'on ne vouloit de nouveau changer les Tables en Autels, qu'en vûe de rejeter le Peuple dans un Culte superstitieux.

1634.

L'Angleterre se trouvant alors dans une profonde Paix, & ne prenant presque point de part à ce qui se passoit dans les Païs étrangers, je ne puis parler ici que des affaires Domestiques. Il est vrai que chacune prise à part peut paroître peu importante; mais toutes ensemble peuvent servir à faire connoître le caractère du Roi, le génie de la Cour, la conduite des Magistrats, & en général, les causes qui produisirent la terrible révolution dont Mylord Clarendon a fait l'Histoire.

Procès in-
tenté à la
Chambre
Etoilée con-
tre Pryn. *Rushworth,*
Vol. II p. 220.

Sentence ri-
goureuse
contre
Pryn.

Dans le mois de Fevrier de l'année 1634. on plaida solennellement devant la Chambre Etoilée une cause criminelle qui fit beaucoup de bruit; & qui fit voir jusqu'à quel excès cette Chambre pouvoit sa rigueur contre ceux qui étoient soupçonnez de n'être pas assez soumis au Gouvernement. Voici ce que c'est. Un Avocat, nommé *Guillaume Pryn*, s'étoit avisé de faire un gros Livre in folio, contenant environ mille pages, & intitulé *Histrionastrix*. Le but principal de l'Auteur étoit de faire voir, que les Comédies, les Bals, les Mascarades, étoient illégitimes, & contraires au Christianisme. Mais en traitant sa matiere, il y avoit semé diverses réflexions qui pouvoient porter sur le Roi, sur la Reine, sur l'Eglise, qui approuvoient ou toléroient ces abus. On prétendoit, que son but général étoit de faire voir, qu'il y avoit un dessein formé de réduire la Religion à une espece de Paganisme, afin d'avoir ensuite plus de facilité à rétablir le Papisme. Cet attentat fut exagéré par les gens du Roi, avec les plus noires couleurs qu'ils furent capables de lui donner. Enfin, après une audience solennelle qui dura trois jours, le Livre fut condamné à être brûlé par le Bourreau, quoique jusqu'alors, ce fut une chose inusitée en Angleterre. Pour l'Auteur, il fut condamné à être chassé de la Société des Avocats, dégradé du degré qu'il avoit reçu à Oxford, à être

être mis au Pilon, à avoir les oreilles coupées, à une prison perpétuelle, & à une amende envers le Roi de cinq mille livres sterling. Le Libraire qui avoit imprimé le Livre fut condamné à une amende de cinq cens livres, & celui qui avoit donné la licence pour l'imprimer à une amende de cinquante livres.

CHARLES
I.
1634.

Fausse poli-
tique de la
Cour, en
opprimant
les Puri-
tains.

Cette Sentence parut trop sévère à bien des gens désintéressés. Elle mortifia sur tout les Presbytériens, dont la plupart étoient dans les mêmes principes que Prynne. Ils ne pouvoient s'empêcher de voir, dans la sévérité dont on avoit usé envers cet Auteur, un dessein malicieux de décrier leur Secte, & de les opprimer dans toutes les occasions qui se présenteroient. Effectivement, le Parti Presbytérien, quoique très-nombreux comme il parut bien dans la suite, gémissoit alors sous l'oppression. Il avoit contre lui, le Roi, les Ministres, le Conseil, la Chambre Etoilée, la Haute Commission, les principaux Chefs de l'Eglise Anglicane, les Arminiens, les Catholiques, les Gouverneurs des Provinces, les Juges du Royaume, & en général tous les Magistrats. Malgré tout cela, il ne laissoit pas de faire tous les jours des progrès. Cela paroîtroit incroyable, si on ne considéroit pas, que la Cour elle-même étoit la principale cause de l'accroissement de ce Parti. Elle regardoit comme Puritains tous ceux qui ne témoignoit pas assez de soumission pour le Roi, ou qui ne vouloient pas donner assez d'étendue à la Prérogative Royale : & en les opprimant comme tels, ou en leur refusant toutes sortes d'emplois, elle les engageoit indispensablement à se ranger dans le Parti Presbytérien. Comme les prétentions du Roi, par rapport au Gouvernement, n'étoient pas approuvées de la plupart des Anglois, il arriva peu à peu, que presque toute l'Angleterre se rendit Presbytérienne, selon le sens que la Cour donnoit à ce terme. Car d'ailleurs, il est certain qu'il y avoit, dans le Parti Presbytérien, une infinité de gens qui étoient très-attachez à l'Eglise Anglicane, mais qui ne pouvoient approuver les principes du Roi, par rapport au Gouvernement. Ainsi ce Parti, quoique toujours opprimé, se rendit de jour en jour plus nombreux, attendant avec impatience un Parlement, où il étoit comme assuré de trouver des Protecteurs. Mais dans le tems dont je parle, il n'y avoit aucune apparence que le Roi eût dessein de convoquer un Parlement. Comme rien ne l'y obligeoit, il n'avoit garde de s'exposer à la mauvaise humeur d'une Chambre des Communes, & à voir renouveler les plaintes qui l'avoient engagé à casser les trois Parlemens précédens.

Taxe sur les
Villes mari-
times pour
la garde de
la Mer.

Il est bien vrai qu'en gouvernant sans Parlement, le Roi se privoit des secours extraordinaires que les Rois reçoivent ordinairement de ces Assemblées : mais il ne prétendoit pas que le seul moyen d'avoir des secours extraordinaires fût de s'adresser à la Chambre des Communes. Il avoit fait dire expressément au Parlement, par le Garde du Grand Sceau, & il l'avoit lui-même assez souvent insinué, qu'il pouvoit pour cela se passer des Parlemens. Cependant, la Requête de droit étant intervenue depuis ce tems-là, & le Roi s'étant engagé, par sa Réponse, à ne lever aucune imposition sans le consentement des deux Chambres, il sembloit s'être privé, par cette Réponse, de tous les moyens dont il avoit cru pouvoir se servir, avant que la Requête lui fût présentée. Mais les expédiens, pour éluder les promesses les plus solennelles, manquent rarement quand on a la force en main. En ces occa-

CHARLES
I.
1634.

sions, il se trouve assez de Ministres & de Conseillers qui font entendre à leurs Maîtres, que les promesses faites par les Souverains ne les engagent qu'autant qu'ils le trouvent à propos. Noy, Procureur Général, qui étoit un de ces hardis Conseillers, avoit, dès l'année précédente, fourni au Roi un moyen pour faire une levée d'argent extraordinaire sans la concurrence du Parlement. C'étoit d'imposer sur le Peuple une Taxe, sous prétexte d'entretenir un certain nombre de Vaisseaux pour garder la Mer. Mais ce Conseiller peu scrupuleux étoit mort avant que d'avoir vu l'effet de son conseil, après avoir néanmoins engagé son Maître dans une entreprise qui lui fit perdre pour jamais la confiance de son Peuple, & qui fut une des principales causes de sa ruine.

La mort du Procureur Général n'empêcha pas que le Roi ne voulût profiter de son conseil. Pour cet effet, il adressa aux Maires & Magistrats des Villes maritimes, des ordres à peu près de même teneur que le suivant qui fut adressé au Maire de Londres.

CHARLES ROI,

Lettre du
Roi à la Vil-
le de Lon-
dres.
Rushworth,
Vol. II. p. 257.

Au Maire, Communauté, Citoyens de notre Ville de Londres, Aux Sheriffs, Bons hommes, de ladite Ville & de ses dépendances, & Membres de ladite Communauté, Salut.

On nous a fait entendre que certains Voleurs de Mer & Pirates, tant Turcs ennemis du nom Chrétien, qu'autres s'étant assemblez prennent par force & détruisent les Vaisseaux & les Marchandises tant de nos Sujets, que de nos amis Alliez, sur la Mer qui a été toujours sous la protection des Anglois, & emmenent les hommes pour les livrer à une malheureuse captivité. Nous savons aussi qu'ils préparent divers Navires pour molester nos Marchands, & pour affliger ce Royaume, à moins qu'on n'y remédie de bonne heure, & qu'on ne s'oppose à leurs entreprises plus vigoureusement qu'on n'a fait par le passé. Ainsi, considérant les dangers dont nous sommes menacez dans cet tems de Guerre, & qu'il est convenable à nous & à nos Sujets de nous hâter de défendre la Mer notre Royaume, avec toute la diligence possible; nous avons résolu, avec l'assistance de Dieu, de pourvoir à la défense du Royaume, à la sûreté de la Mer, de nos Sujets, des Marchandises qu'on porte dans le Royaume ou qu'on en transporte ailleurs, par la raison que nous & nos Ancêtres Rois d'Angleterre avons toujours été maîtres de la Mer, & qu'il seroit fâcheux pour nous, que cet honneur se perdît, ou fût en quelque sorte diminué sous notre Regne. Mais quoique, selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre, les charges d'une défense commune doivent être supportées par tous; néanmoins, considérant, que vous, qui habitez proche des Côtes, êtes dans un plus grand danger, & que d'autre côté, vous faites de plus grands profits, & vous trouvez en état de donner de plus grands secours pour la défense de la Mer: Nous vous commandons, à vous Maire, &c. que vous ayez à préparer & à faire conduire à Portsmouth, avant le 1. de Mars prochain, un Navire de Guerre de la charge de neuf cens tonneaux, monté de 350. hommes au moins, tant Maîtres experts, que Matelots. de plus, un autre Navire de Guerre de la charge de 800. tonneaux, monté de

260. hommes au moins, tant Maîtres, &c. De plus, quatre autres Navires de Guerre chacun de la charge de 500. tonneaux & monté de deux cens hommes au moins, tant, &c. De plus, un de 300. tonneaux monté de 150. hommes, &c. Que chacun de ces Navires soit pourvu de grosse & petite Artillerie, d'armes, de munitions, & autres choses nécessaires pour la Guerre, & de vivres, jusqu'audit jour 1. de Mars, & de ce jour-là en avant, pour vingt-six semaines, à vos frais, tant pour les gages que pour les vivres & autres choses durant le même tems, pour servir à la défense de la Mer, & à notre service, sous les ordres de l'Amiral auquel nous commettons la garde de la Mer: en telle sorte que ces Navires se trouvent à Portsmouth au jour marqué, pour mettre à la voile en compagnie de nos Vaisseaux & des autres de nos fidèles Sujets destinez à défendre vous & les vôtres, & à repousser ceux qui voudroient molester nos Sujets, nos Marchands, ceux qui viennent dans nos Ports pour cause de Commerce, & qui s'en retournent dans leur País. Nous vous établissons aussi vous Maire & Aldermans, &c. ou treize d'entre vous, pour regler dans trente jours après la reception de cet Ordre, ce que chacun de ceux qui dépendent de vous doit payer ou contribuer à cette dépense, & pour lever ce qui aura été réglé. Nous vous donnons pouvoir de saisir les biens de ceux qui seront refractaires, & d'emprisonner leurs personnes jusqu'à ce que vous receviez ordre de les mettre en liberté. Nous vous commandons aussi d'exécuter diligemment & efficacement ce qui vous est ordonné sur le péril de ce qui vous en peut arriver. Nous n'entendons pas néanmoins, que, sous prétexte de cet Ordre, on leve une plus grande somme que celle qui sera suffisante pour cette dépense, ni que personne s'approprie aucune partie de ce qui aura été levé, ou l'emploie à d'autres usages: mais nous voulons que si on leve plus que le nécessaire, le surplus soit rendu aux Contribuans, à chacun à proportion de ce qu'il aura payé.

CHARLES
I.
1634.

Témoin moi-même, à Westminster
le 20. d'Octobre, dans la X. année
de notre Regne.

Le Maire de Londres ayant reçu cet Ordre, fit assembler le Conseil de Ville, où il fut résolu de présenter au Roi la Requête suivante.

H U M B L E R E Q U E T E

de vos fidèles Sujets le Maire, la Communauté,
& les Citoyens de votre Ville de Londres.

Remontrent humblement,

Sur l'Ordre qui leur a été adressé par V. M. d'équiper sept Vaisseaux, de les envoyer à Portsmouth avant le 1. de Mars, & de les continuer au service de V. M. pendant 26. semaines, les Supplians, avec une humble soumission, & avec reconnoissance des faveurs que la Ville a reçues de Votre Majesté, prennent la liberté de l'informer, que, par d'anciens Privilèges, des Concessions, & des Actes de

Requête de
la Ville de
Londres au
Roi.
Rushworth,
Vol. II. p. 649.

Cccij

Par-

CHARLES
I.
1634.

1634.
Injonctions
envoyées
par l'Arche-
vêque aux
Eglises Wal-
lonnes &
Françoises.
Rushworth,
Vol. II. p. 272.

Parlement, lesquels ils sont prêts à produire, ils se croient exempts de cette charge. Ils demandent très-humblement à V. M. qu'il vous plaise de les faire jouir de leurs Privilèges, & de les exempter de la charge de pourvoir lesdits Vaisseaux, &c.

Mais les prétentions de la Ville de Londres n'étoient pas capables de faire déshériter le Roi de sa résolution. On verra au contraire que dans la suite, cette Taxe, qui étoit d'abord particulière aux Villes maritimes, devint générale pour tout le Royaume.

Depuis que Laud avoit été promu à l'Archevêché de Cantorbéri, son zèle pour l'Eglise Anglicane, & contre les Presbytériens sembloit s'être beaucoup accru. Il entretenoit par ordre du Roi une secrète correspondance avec les Evêques d'Ecosse, touchant la Liturgie & les Canons qu'on avoit dessein d'introduire dans l'Eglise de ce Royaume & dont je parlerai plus amplement tout à l'heure. Il suffit de dire ici, que c'étoit lui qui étoit chargé de la conduite de ce projet, & du soin de chercher les moyens de l'exécuter. Mais il ne bornoit pas ses travaux à la conversion des Presbytériens d'Ecosse, ni même des Presbytériens Anglois. Les Hollandois, les Wallons, les François qui étoient réfugiés en Angleterre, depuis le Regne d'Edouard VI, avoient obtenu divers Privilèges des Rois précédens, & particulièrement celui de célébrer le Culte divin à leur manière, c'est-à-dire, selon qu'il étoit établi parmi les Presbytériens, & formoient diverses Congrégations, tant à Londres qu'en d'autres endroits du Royaume. Mais Laud, ne put souffrir qu'ils jouissent plus long-tems de ce Privilège. C'est pourquoi il leur envoya les deux Injonctions suivantes, après s'être premièrement assuré de l'approbation du Roi.

1. „ Que tous ceux qui étoient Membres des Congrégations Hollandoises, Wallonnes, &c. qui étoient nez dans le Royaume eussent à les quitter, „ & à se ranger chacun à son Eglise Parroissiale, pour y assister au Service divin, y faire tous les droits requis.

2. „ Que les Ministres & autres qui n'étoient pas nez Sujets du Roi, pourroient, pendant qu'ils demeureroient étrangers, suivre la même Discipline „ qu'ils avoient auparavant. Mais que néanmoins, la Liturgie Angloise seroit „ traduite en Flamand & en François, & qu'on s'en serviroit dans ces Congrégations, afin que les enfans nez en Angleterre pussent plus aisément se rendre „ propres à se soumettre au Gouvernement.

Outre que, par ces Injonctions, il imposoit à ces Eglises étrangères une Liturgie qu'elles n'approuvoient pas, Il réduisoit ces Congrégations à bien peu de chose, puisqu'il en excluait tous ceux qui étoient nez dans le Royaume, c'est-à-dire, tous les Descendans de ceux qui s'étoient réfugiés sous le Regne d'Edouard, & par conséquent, il n'en pouvoit rester qu'un bien petit nombre de ceux qui étoient nez hors du Royaume.

Sur cela, les Hollandois établis à Norwich présentèrent à l'Evêque de cette Ville une Requête, dans laquelle ils représentoient, que les Injonctions de l'Archevêque étoient contraires non seulement à divers Ordres du Conseil donnez en faveur de leur Congrégation, mais encore aux Privilèges qui leur avoient été accordez lorsqu'ils s'étoient établis en Angleterre, & dont ils avoient paisiblement joui, sous les Regnes d'Edouard VI, d'Elisabeth, & de Jacques I, & qui même leur avoient été confirmez par le Roi regnant,

sur

sur sa parole Royale. L'Evêque de Norwich n'ayant pas répondu favorablement à leur Requête, ils s'adressèrent à l'Archevêque même, qui leur répondit par une Lettre; Que le bon plaisir du Roi étoit, que ses Injonctions subsistassent, & que tous ceux qui étoient nez en Angleterre, après le premier degré, y obéissent ponctuellement. Il finissoit sa Lettre de cette manière.

Ainsi, j'ai répondu à tout ce que vous m'avez représenté, & j'attends de vous une entière obéissance, & que vous vous conformiez à mes Injonctions. Si vous le faites, l'Etat aura occasion de connoître combien vous êtes prompts à pratiquer l'obéissance que vous faites profession de prêcher. Pour moi, je ne doute pas que vous-mêmes, ou du moins, votre Postérité, n'ayez sujet de remercier l'Etat & l'Eglise du soin qu'on prend de vous. Mais si vous le refusez, quoique sans raison, je procéderai contre tous ceux d'entre vous qui sont nez dans ce Royaume, selon les Loix & les Constitutions de l'Eglise.

Ainsi, l'Archevêque n'alléguoit pour justifier la violation des Privilèges accordez à ces Congrégations, & confirmez par quatre Rois dont le Roi regnant étoit un, que la seule volonté du Roi, ou plutôt la sienne propre. Il étoit manifeste, que le bon plaisir du Roi qu'il faisoit valoir, étoit plutôt une approbation de ce que l'Archevêque avoit entrepris, qu'un ordre de l'entreprendre. Les Presbytériens ne pouvant se venger autrement de l'Archevêque, publièrent contre lui divers Libelles, dans lesquels ils faisoient remarquer toutes les innovations qu'il introduisoit dans l'Eglise, prétendant que c'étoient autant de pas qu'il faisoit faire au Peuple vers le Papisme. Ils n'oublièrent pas de lui reprocher, les peintures qu'il avoit fait mettre sur les vitres de sa Chapelle à Lambeth, où Dieu le Pere étoit représenté sous la figure d'un Vieillard. Ils firent remarquer diverses autres choses pour lesquelles, l'Archevêque fut ensuite formellement accusé par la Chambre des Communes. Mais ce n'est pas ici le lieu de parler plus en détail de cette accusation, ni des Réponses de l'Archevêque.

CHARLES
I.
1635.

Reproches
faits à l'Ar-
chevêque

Le Roi ayant toujours besoin d'argent, ses Ministres étoient continuellement occupez à chercher les moyens de lui en faire recouvrer. Au commencement de l'année 1635. le Procureur Général présenta à la Chambre Etoilée, une accusation contre plusieurs centaines de personnes, Seigneurs, Chevaliers, Gentilshommes, Dames, & autres, pour avoir désobéi à la Proclamation du Roi qui défendoit aux Etrangers de faire leur résidence dans Londres. Je ne trouve point le Jugement qui fut rendu sur cette accusation; mais il y a beaucoup d'apparence, vû le zele de la Chambre Etoilée à soutenir l'autorité du Roi, que les accusez furent punis par des amendes.

Accusation
contre les
désobéis-
sants à la Pro-
clamation
touchant la
résidence
dans Lon-
dres.
Rushworth's
Vol. II p. 288.

La Taxe pour fournir & entretenir un certain nombre de Vaisseaux destinéz à garder la Mer, n'avoit été imposée en 1634. pour l'année 1635. que sur les Villes maritimes seulement. Mais en 1635. le Roi, par des Ordres sous le grand Sceau, la rendit générale dans tout le Royaume, pour l'année 1636. La raison, ou plutôt le prétexte de cette imposition générale étoit, que le Royaume se trouvoit dans un extrême danger, à cause de la Ligue que les Provinces-Unies des Païs-Bas venoient de conclurre avec la France. Quoique personne ne pût appercevoir comment cette Ligue, qui n'étoit pas contre l'Angleterre, pouvoit mettre le Royaume en danger, le Roi en in-

La taxe du
Ship-money
est étendue
dans tout le
Royaume.

CHARLES
I.
1635.

Le Roi de-
mande l'o-
pinion des
Juges sur ce
sujet.

Commission
pour com-
poser sur les
titres défec-
tueux.
*Rushworth,
Vol. II. p. 300.*

Proclama-
tion pour
défendre de
sortir du
Royaume.

Abus des In-
formateurs
modéré.

feroit néanmoins, que les deux Etats les plus puissans en forces navales, s'étant unis ensemble, il étoit absolument nécessaire que l'Angleterre eût une puissante Flotte pour se conserver la domination de la Mer, sans quoi elle pouvoit être insultée & son Commerce troublé. Cette imposition étant ordonnée en vertu de la Prérogative Royale, plusieurs Particuliers refusèrent de payer les sommes à quoi ils avoient été taxez. Il y en eut même qui intentèrent des procès aux Magistrats & autres Officiers commis pour lever l'argent, soutenant que les Sujets ne pouvoient être taxez qu'en vertu d'un Acte de Parlement. Ces oppositions furent cause que dans l'année 1636. cette Taxe n'apporta au Roi qu'environ deux cens mille livres sterling, quoiqu'il en eût attendu beaucoup plus. Cependant, le Roi considérant que, par le moyen de cette imposition, il pourroit se faire un revenu fixe, outre que ce seroit une planche pour faire usage de sa Prérogative en d'autres occasions résolut de soutenir son entreprise à quelque prix que ce fût. Mais pour la défendre contre les objections qu'on faisoit, qu'elle étoit contraire aux Loix, & à sa Réponse à la Requête de droit, il voulut faire voir qu'il étoit autorisé en cette occasion, à faire valoir sa Prérogative. Pour cet effet, il fit assembler les Juges du Royaume, & leur fit demander leurs opinions sur le droit qu'il prétendoit avoir d'imposer cette Taxe. Comme les Juges étoient des gens entièrement dépendans de la Cour, ils ne balancerent point à décider en faveur du Roi, & ils lui donnerent leurs opinions par écrit. Mais le Roi ne jugea pas à propos de divulguer leur décision, se contentant de la garder secrètement, jusqu'à ce qu'il eût occasion d'en faire usage. C'est ce qu'on verra dans la suite. Mais il faut auparavant parler de quelques autres choses qui se passèrent dans cet intervalle.

Dans cette année 1635. le Roi renouvela une Commission qu'il avoit depuis quelque tems rétablie, pour confirmer les titres défectueux de ceux qui possédoient des Terres de la Couronne. Il prétendoit que c'étoit un acte de pure grace, & qu'il n'avoit pour but que d'assurer la possession des Terres à ceux qui les possédoient sous quelque titre qui pouvoit être contesté. Mais cela n'empêchoit pas qu'on ne regardât cette Commission comme une oppression manifeste. En effet, sous prétexte de vouloir examiner les titres qui pouvoient être défectueux, tous les Propriétaires étoient obligés de produire leurs titres, contre lesquels, quelques légitimes qu'ils fussent, les Commissaires faisoient des objections. Ainsi, pour éviter d'avoir avec le Roi, un procès dans lequel ils étoient comme assurés de succomber, vû la disposition des Juges, les Propriétaires se trouvoient obligés de composer avec les Commissaires, & de donner une somme d'argent pour pouvoir conserver leurs Terres, sans quoi ils couroient risque de les voir réunir à la Couronne.

Peu de tems après, le Roi fit publier une Proclamation qui défendoit à toutes personnes, excepté les Soldats, les Matelots, les Marchands & leurs Facteurs, de sortir du Royaume sans sa permission. Plusieurs Rois d'Angleterre avoient fait les mêmes défenses en certaines occasions particulières; mais on doutoit beaucoup que cette défense fût nécessaire, dans le tems que la Proclamation fut publiée.

L'abus des Informateurs, c'est-à-dire, des gens qui épioient les actions des Particuliers, pour les accuser, en cas qu'ils eussent contrevenu aux Loix, étoient

étoient parvenu à un tel excès , que le Roi se vit obligé , sinon de l'abolir entièrement , du moins de le modérer par certains Reglemens qu'il fit sur cette matiere.

La Charge de Grand Trésorier qui étoit exercée par des Commissaires , depuis la mort du Comte de Portland , fut conférée au Docteur *Juxon* Evêque de Londres qui s'en acquitta dignement. Aucun Ecclésiastique n'avoit été revêtu de cette Charge depuis le Regne de Henri VII.

Dans cette même année on présenta au Roi un homme nommé *Parr* , qui étoit âgé de 152. ans , & qui jouissoit d'une parfaite santé. Il étoit né la dernière année du Regne d'Edouard IV.

L'Electeur Palatin & le Prince Robert son Frere arriverent en Angleterre dans ce même tems , & furent logez dans le Palais du Roi.

On continuoît toujours à chagriner les Presbytériens , toutes les fois que l'occasion s'en présentoit , ou qu'ils donnoient prise sur eux par un excès de zele qui n'étoit pas toujours bien réglé. Un Ministre d'*Ipswich* , nommé *Ward* , ayant eu la hardiesse de blâmer fortement dans un Sermon , les divertissemens du Dimanche , quoi qu'autorisez par une Proclamation du Roi , & d'insinuer que la Religion alloit être changée , fut suspendu par la Haute Commission , & ensuite mis en prison , sur le refus qu'il fit de se retracter. Dans la Province de Sommerfet , les Marguilliers d'une certaine Parroisse ayant refusé de placer la Table de la Communion autrement qu'elle ne l'avoit été pendant soixante ans , cette cause fut portée à la Cour Spirituelle de Cantorbéri , qui les condamna. Ils en appelèrent au Roi qui confirma la Sentence. Enfin , sur leur refus d'aquiescer au Jugement , ils furent excommuniés & envoyés en prison , d'où ils ne sortirent qu'après avoir promis d'obéir. Il seroit trop long de rapporter tous les procès qui furent intentez devant la Haute Commission , sur les deux Articles dont je viens de parler. Il suffit de remarquer qu'ils furent en très-grand nombre , & que la Haute Commission punit toujours très-séverement ceux qui osèrent s'écarter de ce qui étoit prescrit par l'Eglise.

D'un autre côté , l'Archevêque de Cantorbéri , toujours zélé pour l'Eglise Anglicane , regardoit comme des Puritains , tous ceux qui négligeoient le le moindre des Rites de cette Eglise. Ce Prélat ayant été informé qu'il y avoit quelque relâchement à cet égard , dans les deux Universitez , ne put souffrir un pareil abus. Il y avoit dans Cambridgetrois Eglises où l'on célébroit journellement le Service divin , quoiqu'elles n'eussent jamais été consacrées. Cette négligence qui lui paroissoit si condamnable , excitant son zele , il résolut d'aller faire la visite des Universitez , en qualité de Métropolitain. Il y trouva de l'opposition , les Universitez soutenant qu'il n'avoit pas ce droit en qualité d'Archevêque , quoiqu'elles ne niaient pas qu'il ne pût faire cette visite comme Commissaire du Roi , s'il plaisoit à Sa Majesté de lui accorder une Commission. Mais n'étant pas content d'un pouvoir emprunté , il porta la cause devant le Roi qui décida en sa faveur , après avoir lui-même appuyé les raisons de l'Archevêque par des argumens , & répondu aux objections des Universitez. L'archevêque étant si bien appuyé , ne pouvoit manquer de remporter la victoire.

Le Roi ayant résolu , ainsi que je l'ai déjà dit , de continuer la Taxe pour l'en-

CHARLES
I.
1635.

Juxon Evê-
que de Lon-
dres fait
Grand Tré-
sorier.

Homme âgé
de 152. ans.

Electeur Pa-
latin à Lon-
dres.

1636.
Divers pro-
cès tou-
chant les
Autels.

L'Archevê-
que veut vi-
siter les Uni-
versitez.
Rushworth ,
Vol. II. p. 324.

Opposi-
tions.

Le Roi dé-
cide , en sa
faveur.

CHARLES
I.
1636.
Proclama-
tion pour
défendre
aux Etran-
gers de pê-
cher sur les
Côtes de la
Grande Bre-
tagne.
10. Mai.
Rushworth,
Vol. II. p. 323.

l'entretien des Vaisseaux destinez à garder la Mer, & ayant dès l'année précédente ordonné de la lever pour l'année 1636. se vit obligé de chercher un prétexte pour entretenir une Flotte. Cette Taxe, qu'on appelloit en Anglois *Ship-money* & que j'appellerai ainsi dans la suite, pour abrégé, étoit fondée sur la nécessité qu'il y avoit de garder la Mer. Mais personne ne pouvoit appercevoir le danger, où, selon le Roi, l'Angleterre se trouvoit exposée par l'Alliance que la France & la Hollande avoient contractée ensemble. Il fallut donc ajouter à ce prétexte, celui de maintenir la Domination des deux Mers, c'est-à-dire, des deux bras de Mer, qui se trouvent entre l'Angleterre & la France & entre l'Allemagne & la grande Bretagne: c'est ce qu'on appelle en Angleterre, *les Mers Etroites*. Pour cet effet, il publia une Proclamation dans laquelle il exposoit,

“ Que le Roi son Pere dans la 7. année de son Regne, avoit défendu à tous les
” Etrangers de pêcher proche des Côtes de la Grande Bretagne, d'Irlande, &
” des Isles adjacentes, sans en avoir obtenu la permission, de lui, Que depuis
” ce temps-là, le Roi son Pere, ni lui-même n'avoient pas fait exécuter cette
” défense, parce qu'ils s'attendoient qu'on s'y conformeroit volontairement.
” Mais qu'ayant reconnu par expérience les inconvéniens qui naissoient de
” cette inexécution, & la nécessité qu'il y avoit de maintenir les droits de sa
” Couronne, il renouvelloit cette défense. Qu'il étoit résolu de tenir une Flot-
” te en Mer, capable de s'opposer à ceux qui voudroient usurper le droit de la
” pêche & de protéger ses Amis & ses Alliez, auxquels il accorderoit cette per-
” mission.

C'étoient les Hollandois qui alloient tous les ans pêcher le harang dans la Mer d'Ecosse. Il étoit donc manifeste, qu'il ne cherchoit querelle à cette Nation, après trente ans de patience, que pour avoir occasion d'équiper une Flotte qui servît de prétexte pour établir le *Ship-money*, c'est-à-dire la Taxe pour les Vaisseaux. Ce différend produisit les deux fameux Livres intitulés *Mare Liberum*, & *Mare Clausum*, dont le premier fut composé par *Grotius* & l'autre par *Selden*. Mais le Roi ne s'en tint pas à des argumens tirez de l'Histoire ou des anciens Traitez entre les deux Nations; Il employa des moyens plus efficaces, sçavoir une Flotte commandée par le Comte de Northumberland. Cette Flotte ayant attaqué les Pêcheurs dispersés qui ne s'attendoient à rien moins, & en ayant coulé quelques-uns à fond, contraignit les autres à se retirer dans les Ports d'Angleterre, comme n'ayant pas de plus sûre retraite, & enfin de donner trente-mille florins au Roi pour avoir la liberté de continuer leur pêche pendant cette année.

La Flotte du
Roi attaque
les Pêcheurs
Hollandois,
qui compo-
sent avec le
Roi.

Peu de tems après, le Roi tira 30. mille livres sterling d'une Commission qu'il avoit établie pour faire la recherche de ceux qui contre les Loix, avoient changé leurs terres labourables en paturages, depuis la dixième année du Regne d'Elisabeth. Il s'en trouva un assez grand nombre, & un Chevalier nommé *Roper*, fut condamné par la Chambre étoilée à une amende si excessive, que les autres, pour ne pas s'exposer au même risque, se hâtèrent de composer avec le Roi.

Le Roi ne
veut point
se désister du
Ship money.

Mais la Taxe du *Ship-money* étoit ce qu'il y avoit de plus important, & ce à quoi la Cour faisoit le plus d'attention. Le Roi ne vouloit ni ne pouvoit s'en départir, par trois raisons principales. La première, qu'il se feroit privé d'un secours très-considérable lequel il prétendoit rendre fixe & ordinaire.

La

La seconde, qu'en se désistant de cette Taxe après l'avoir levée deux années de suite, il auroit donné lieu de croire qu'il n'avoit pas eu le droit de l'imposer, & par conséquent, qu'il avoit violé les Loix. La troisième, qu'ayant résolu de ne convoquer plus de Parlement, il lui étoit très-important d'établir sa Prérogative d'une telle manière, qu'on n'osât plus la lui contester. Ainsi, la Ville de Londres s'étant adressée au Conseil pour demander que les vingt Vaisseaux à quoi elle avoit été taxée fussent réduits à dix, en reçut une Réponse fort sèche. Cette Réponse portoit, " Que la Taxe du *Ship-money* étoit nécessaire pour le salut de l'état; qu'elle n'étoit pas excessive: que S. M. ne vouloit recevoir aucune excuse, mais qu'il s'attendoit à une prompte obéissance: que les préjugez allégués en faveur de la Ville devoient la porter à obéir, plutôt qu'à contredire, & à vouloir diriger le Roi.

Malgré tout cela, il ne laissoit pas d'y avoir des gens qui refusoient avec obstination de payer leur portion de cette Taxe, se persuadant qu'aucune Cour de Justice ne seroit assez hardie pour les y contraindre. Comme ces exemples étoient d'une dangereuse conséquence, le Roi jugea qu'il étoit à propos de rendre publiques les opinions des Juges du Royaume. Pour cet effet, le Garde du grand Sceau ayant fait assembler tous les Juges dans la Chambre Etoilée, leur dit, que le Roi étoit très-satisfait des efforts qu'ils avoient faits dans leurs divers Circuits, pour porter ses Sujets au paiement du *Ship-money*: que néanmoins Sa Majesté ayant appris que quelques-uns refusoient de payer cette Taxe, il avoit jugé à propos de leur demander leur avis afin de se diriger lui-même dans cette affaire, & qu'il lui avoit commandé de les publier, pour la satisfaction de ses Sujets. Après cela, il fit lire publiquement la Lettre que le Roi avoit écrite aux Juges sur ce sujet en ces termes.

CHARLES
I.
1636.

Requête sur
ce sujet de la
Ville de
" Londres
" inutile.
" Rush-
" Worth,
" Vol. II.
" p. 334.

Divers pro-
cès sur ce
sujet.

Le Roi rend
publique la
décision des
Juges sur ce
sujet.

CHERS ET BIEN-AIMEZ,

Nous avons pris en notre Royale considération l'honneur & la sûreté du Royaume d'Angleterre, dont la conservation est commise à nos soins, & qui se trouve présentement plus en danger que dans le tems passé, tant par les conseils qu'on prend, & par les entreprises qui se font pour nous dépouiller de la Domination de la Mer, qui nous appartient, & dont la perte mettroit en danger ce Royaume, aussi-bien que nos autres Etats. C'est pourquoi, pour éviter ces dangers, considérant en nous-mêmes, que quand tout le Royaume est en danger, il faut que sa défense soit à la charge de tout le Royaume, nous avons résolu d'équiper une Flotte capable de protéger nos Sujets, & de les défendre contre toutes sortes d'attentats. Dans cette vue, nous avons fait expédier nos Ordres aux Sherifs des diverses Provinces, pour qu'aux frais communs de toutes les Villes & Villages, ils aient à équiper un certain nombre de Navires bien fournis & en état d'exécuter nos desseins, & que cette charge soit distribuée avec autant d'égalité qu'il est possible. Nous avons trouvé une prompte obéissance dans toutes les Provinces, de la part de nos Sujets, ce que nous regardons comme un témoignage, tant de leur devoir & de leur affection pour notre service, que des égards qu'ils ont pour le bien public, comme il appartient à de bons Sujets. Cependant, il s'en trouve quelques-uns, qui peut-être par ignorance, ou pour se délivrer de ce fardeau, quelque général qu'il

Lettre du
Roi aux Ju-
ges.
Rushworth,
Vol. II. p. 354.

CHARLES
I.
1636.

doivent être, n'ont pas encore payé les sommes à quoi ils ont été taxez. Comme nous jugeons que ce pourroit être à l'avenir une matiere à divers procès, dans nos Cours de Westminster, nous avons jugé à propos, par affection pour nos Sujets, & pour prevenir les fautes dans lesquelles ils pourroient tomber, de vous consulter comme des gens qui connoissent parfaitement les droits de notre Souveraineté. Mais parce que la discussion de ces choses, selon les procédures ordinaires de la Justice, pourroit emporter trop de tems, nous avons crû qu'il étoit expédient de vous requerrin, par cette Lettre qui vous est adressée en commun, de donner vos avis sur la Question spécifiée ci-dessous, tant pour gagner du tems, que pour diriger, par votre autorité, les Jugemens & les opinions des autres sur cette matiere.

Questions
proposées
aux Juges &
leurs Ré-
ponses.

La Lettre du Roi étant lûë, le Garde du grand Sceau fit lire la Question que le Roi avoit proposée aux Juges, avec leur Réponse, en ces termes.

QUESTION.

„ Si dans un cas qui regarde le bien public & la sûreté du Royaume,
„ qui se trouvent en danger, le Roi ne peut pas, par des Lettres du grand
„ Sceau, obliger ses Sujets à lui fournir un certain nombre de Vaisseaux, avec
„ les munitions requises & nécessaires, & pour autant de tems qu'il juge à
„ propos pour la défense du Royaume, & pour prevenir de tels dangers, &
„ en cas de refus, les contraindre à l'obéissance. De plus, si, dans ce cas, le
„ Roi n'est pas le seul Juge du danger, & du tems, & de la maniere dont il
„ doit être prévenu.

RÉPONSE DES JUGES.

SIRE,

Nous avons, chacun en particulier & tous ensemble, examiné la Question signée par V. M., & renfermée dans sa Lettre. Notre opinion est, que, lorsqu'il s'agit du bien général du Royaume & de sa sûreté, & que tout le Royaume est en danger, V. M. peut, par un Ordre sous le grand Sceau, commander à tous ses Sujets de lui fournir, à leur charge, un tel nombre de Vaisseaux, avec la quantité de vivres & de munitions, & pour le tems que vous jugez nécessaire, pour la défense & la garde du Royaume contre un tel danger, & que par les Loix Votre Majesté peut les contraindre, en cas de refus. Notre opinion est aussi, que, dans ce cas, V. M. est seul Juge, & du danger, & du tems, & de la maniere dont il peut être prévenu.

Signez,

JEAN BRAMPTON.
JEAN FINCH.

* GEORGE CROOK.
THOMAS TREVOL.

HUM-

HUMPHROY DAVENPORT. GEORGE VERNON.
 JEAN DENHAM. FRANÇOIS CAWLEY.
 * RICHARD HUTTON. ROBERT BERKLEY.
 GUILLAUME JONES. FRANÇOIS WESTON.

CHARLES
 I.
 1636.

Après la lecture de la Question & de la Réponse, le Garde du grand Sceau dit, que le Roi lui ayant commandé de rendre publique la décision des Juges, lui avoit aussi donné ordre de la faire enregistrer dans toutes les Cours de Westminster. Que de plus, Sa Majesté ordonnoit aux Juges de la publier aux Assises de toutes les Provinces, afin que personne n'en pût prétendre cause d'ignorance. Que néanmoins, le dessein de S. M. n'étoit pas d'arrêter les procès qu'on pourroit intenter sur cette matière, mais seulement d'éviter que ceux qui voudroient en intenter ne fussent surpris. Il finit en disant, que s'il y avoit une opinion contraire, elle ne pouvoit procéder que des Fils de la Loi, c'est-à-dire, des Avocats : mais qu'il ne feroit pas séant aux Fils, de disputer contre les Juges qui étoient les Peres de la Loi.

La Réponse
 des Juges
 est enregi-
 tree dans les
 Cours de
 Justice.

Il n'est pas difficile de s'appercevoir, que l'artifice de la Question proposée aux Juges consistoit dans la supposition d'un danger éminent où le Royaume pouvoit se trouver, comme par exemple, une invasion soudaine & imprévue, ce qui n'étoit pas assurément, le cas où il se trouvoit alors. Cependant, sur la simple possibilité d'un tel cas extraordinaire, le Roi établissoit un principe qui le rendoit maître d'imposer non seulement le *Ship-money*, mais telle autre Taxe qu'il trouveroit à propos à l'avenir. La prévarication des Juges consistoit en ce que feignant de ne pas appercevoir l'artifice de la Question proposée, ils admettoient sans examen la supposition du Roi, & decidoient le cas présent sur le fondement d'un cas extraordinaire & imprévu qui n'étoit pas impossible. Il y eut néanmoins deux Juges, sçavoir *Hutton* & *Crook*, qui ne furent pas du même avis : mais on leur persuada de signer comme les autres par la considération que c'étoit l'opinion du Corps. Remarquons encore, que l'Ordre de faire enregistrer la décision des Juges dans les Cours de Justice, & de la faire publier dans les Provinces, étoit fort extraordinaire, puisque par-là, le Roi prétendoit en faire une espèce de Loi, sur laquelle on devoit se régler dans les Jugemens des procès qui pourroient intervenir, dans la suite, sur cette matière. C'est ce qui ne s'étoit jamais pratiqué qu'à l'égard des Actes de Parlement.

Observa-
 tion sur ce
 sujet.

Après ces précautions, le Roi se crut assez autorisé pour ordonner qu'on poursuivît en justice ceux qui refuseroient de payer la Taxe du *Ship-money*. Il ne croyoit pas qu'il se trouvât quelqu'un assez hardi, ou assez opiniâtre, pour vouloir soutenir son refus, devant des Juges qui s'étoient déjà déclarés, & qui ne pouvoient donner un Jugement contraire, sans se rendre ridicules. Il se trouva néanmoins un homme qui étant persuadé, malgré l'opinion des Juges, que la Taxe dont il s'agissoit étoit directement contraire aux Loix, & à la Requête de droit, se résolut à soutenir le choc, en refusant de payer la Taxe. Ce fut Monsieur *Hambden*, Gentilhomme de la Province de Buckingham, qui ayant été taxé à dix Schellings, aima mieux être condamné que de payer volontairement. Cette cause fut plaidée avec tout

Procès fait
 à Mr *Hamb-*
den sur ce
 sujet.

CHARLES
I.
1636.

l'apparat possible, dans la Cour de l'Echiquier, en présence de tous les Juges du Royaume qui y avoient été appelez pour rendre le Jugement plus solennel & plus authentique. Quoiqu'il ne s'agit que de décider si Monsieur Hambden payeroit dix Schellings, ou non, c'étoit pourtant la cause la plus importante qui se fût jamais plaidée dans aucune Cour de Justice. Il s'agissoit de décider si le Roi avoit le droit d'imposer des Taxes sur ses Sujets, sans l'intervention du Parlement, & si les Sujets étoient obligez de payer des Taxes imposées de cette maniere. Aussi les Avocats de M. Hambden, & les gens du Roi firent-ils paroître en cette occasion, tout ce que l'esprit, l'érudition, la science des Loix, la solidité du raisonnement, la subtilité, la Chicane, sont capables de produire. Il y en eut dont les Discours occuperent jusqu'à quatre Audiences. Je ne croi pas qu'on attende de moi, que j'insere ici toutes les raisons qui furent alléguées de part & d'autre dans cette fameuse cause. Je me contenterai donc d'en donner en peu de mots, une idée générale.

Idee des
raisons de
part & d'au-
tre.

Les gens du Roi soutenoient que le Roi étoit le Chef de l'Etat, & qu'il étoit obligé d'en prendre la défense, lorsqu'il étoit en danger : que ce danger pouvoit être tel, que le remede ne pouvoit souffrir de retardement. Ils inféroient de-là, que ce qu'on disoit en faveur des Loix étoit inutile, puisqu'il pouvoit arriver des cas où il étoit impossible de les observer : que par conséquent leur exécution étoit restreinte par la nécessité, & qu'en ces cas de nécessité, le Roi avoit un droit absolu d'imposer des Taxes, pour la défense du Royaume, sur quoi, ils faisoient valoir divers préjuges des Regnes précédens. Ils ajoutoient, que comme le Peuple n'étoit pas appelé au Conseil du Roi, pour juger s'il y avoit de la nécessité ou non, d'imposer des Taxes pour la défense du Royaume, il s'ensuivoit que le Roi, par l'avis de son Conseil, en étoit le seul Juge : que S. M. ayant jugé que cette nécessité se trouvoit dans le cas présent, il avoit pu imposer la Taxe du *Ship-money*, & que les Sujets ne pouvoient se dispenser de la payer sans tomber dans le crime de désobéissance.

Les Avocats de Monsieur Hambden reconnoissoient que le Roi étoit le Chef de l'Etat, & que c'étoit à lui à le défendre : mais ils soutenoient en même tems, que les Loix avoient pourvûs aux moyens qui pouvoient le mettre en état de sûreté, en lui accordant divers droits qui étoient destinez à cet usage. C'étoit par exemple le droit qu'il avoit de se faire assister par les possesseurs des Fiefs de la Couronne, celui de faire armer les cinq Ports, les amendes, les confiscations, le *Tonnage & Pondage*, & autres droits sur les Marchandises, dont il étoit actuellement en possession, & qu'il avoit reconnu lui-même être destinez à la défense de la Mer. Enfin, qu'en supposant & en admettant que tous ces moyens étoient épuisez, le Roi en avoit un autre infaillible, qui étoit d'assembler un Parlement pour lui demander les secours extraordinaires dont il avoit besoin.

Mais les gens du Roi insistoient principalement sur la possibilité qu'il arrivât des cas soudains & imprévûs qui ne donnoient pas le tems d'assembler un Parlement. C'étoit-là presque tout le fort de leurs raisonnemens, & l'unique fondement des avantages qu'ils prétendoient tirer des préjuges qu'ils alléguoient des Regnes précédens. Quoique les principes qu'ils vouloient établir,

établir tendissent à rendre le Roi maître absolu d'imposer des Taxes quand il le trouveroit à propos, ils n'osoient néanmoins le dire ouvertement, & ils bornoient son pouvoir aux seuls cas où il y avoit de la nécessité, de laquelle pourtant ils vouloient que le Roi fût le seul Juge, ce qui revenoit à la même chose.

CHARLES
I.
1636.

Mais les Avocats de Mr Hambden replicoient à cela. 1. Que ces cas étoient extrêmement rares, & quand même on admettroit qu'en ces cas-là, le Roi a le pouvoir d'imposer des Taxes ordinaires, il faudroit que cette nécessité fût si manifeste, que personne ne pût s'empêcher de l'appercevoir. 2. Que le Roi, sur une semblable supposition, ayant exigé des prêts d'argent de ses Sujets, le Parlement les avoit déclarés nuls, & que le Roi, dans sa Réponse à la Requête de droit, avoit reconnu qu'il n'avoit pas droit de les exiger. 3. Que dans le tems présent, il n'y avoit aucun sujet de craindre que le Royaume fût surpris, puisque le Roi étoit en Paix avec ses Voisins. 4. Que le Roi lui-même n'avoit pas jugé que le danger fût éminent, puisque les Ordres envoyez aux Provinces pour équiper des Vaisseaux étant datez le 7. du mois d'Août, ces Vaisseaux ne devoient se rendre à Portsmouth que le premier de Mars suivant, & que par conséquent, le Roi lui-même avoit jugé qu'il avoit sept mois de tems pour prévenir le danger, tems qui suffisoit bien pour assembler le Parlement.

Je n'insisterai pas davantage sur cette matiere qui me meneroit trop loin, si je voulois rapporter les objections, les Réponses, & les répliques des deux Partis. Il suffit de faire remarquer en général, que les Avocats de Monsieur Hambden se fondoient sur des Loix expressees, sur la Grande Chartre, sur des Statuts faits en conséquence, & sur la Requête de droit. Les gens du Roi s'appuyoient principalement sur des préjugés & sur des exemples tirez de quelques-uns des Regnes précédens, & sur l'impossibilité qu'il y avoit, en certains cas, d'observer ponctuellement les Loix. Ils inféroient de-là, que les Loix n'étoient pas si générales, qu'elles ne fussent bornées par certains cas extraordinaires, & que le Roi étant tenu de défendre l'Etat, devoit être le seul Juge de ces cas. Je ne trouve point qu'ils ayent fait des efforts pour prouver que le Royaume se trouvoit actuellement dans un de ces cas extraordinaires, ou dans un danger éminent.

Après que cette cause eut été débatue en plusieurs Audiences, depuis le commencement de Novembre jusqu'à Noël, & dans le terme suivant, aux mois de Mai & de Juin, les Juges prononcèrent leur Arrêt, qui condamnoit Monsieur Hambden à payer la Taxe dont il avoit été chargé. Depuis ce tems-là, personne ne voulut plus entreprendre d'avoir recours à la Justice, puisque la tentative en auroit été inutile, après un Jugement si solennel.

Mr Hambden est condamné.

Pendant qu'on travailloit en Angleterre, à mettre la Prérogative Royale sur un pied où elle n'avoit jamais été auparavant, le Roi prenoit la résolution d'exécuter enfin le Projet qu'il avoit formé par rapport à l'Ecosse. C'étoit de réduire l'Eglise de ce Royaume à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Ce projet avoit été formé par le Roi Jacques, dès qu'il fut parvenu à la Couronne d'Angleterre. Il avoit même, avant que de quitter l'Ecosse, trouvé le moyen de rétablir l'Episcopat dans l'Eglise de ce Ro-

Dessain du Roi par rapport à l'Ecosse.

CHARLES
I.
1636.

yaume, ainsi qu'on le verra tout-à-l'heure. Depuis ce tems-là, les Evêques furent toujours protégés & favorisés par Jacques I., & par Charles I., qui trouverent le moyen de mettre les Parlemens dans leurs intérêts, & qui outre cela firent un grand usage de leur Prérogative en faveur des Prélats : car c'étoit par-là qu'il falloit commencer l'exécution du dessein qu'ils avoient formé. Comme les troubles que cette affaire produisit en Ecosse furent la principale cause des disgrâces & de la ruine de Charles I., il me semble que je ne puis me dispenser d'en faire connoître l'origine : d'autant plus qu'ils eurent de grandes influences sur les affaires d'Angleterre. D'ailleurs, quoique beaucoup d'Auteurs étrangers aient parlé des différends entre Charles I. & ses Sujets d'Ecosse, je n'en connois aucun qui aît entrepris d'expliquer clairement cette matiere, ou qui n'en aît parlé avec quelque partialité.

Informa-
tion de l'é-
tat où s'est
trouvé l'E-
piscopat en
Ecosse, de-
puis la Ré-
formation
jusqu'à l'an-
née 1637.

La Réformation fut admise en Ecosse, par autorité publique, sous le Regne de Marie, dans l'année 1560, immédiatement avant la mort de François II., & pendant que la Reine sa veuve étoit encore en France. Les premiers qui embrassèrent la Religion Réformée en Ecosse, sous les Regnes précédens, furent beaucoup persécutés jusqu'àutems dont je viens de parler, & néanmoins, leur nombre ne laissoit pas de s'accroître de jour en jour. Les Evêques se croyoient obligés en conscience, de persécuter les Réformez. C'étoient eux qui étoient tout ensemble, & leurs Parties & leurs Juges; & par conséquent, il étoit comme impossible, que cette conduite ne leur attirât la haine de ceux qui souffroient. Aussi, le Décret des Etats pour recevoir la Réformation ne fut pas plutôt fait, que les Evêques perdirent tout leur crédit & toute leur autorité. Il est certain que le Plan sur lequel on régla d'abord le Gouvernement de la nouvelle Eglise, ne fut pas favorable à l'Episcopat; mais qu'on résolut de se conformer à la Discipline des Eglises de Suisse. Les Réformez haïssoient trop les Evêques, pour vouloir demeurer sous leur joug, d'autant plus qu'il n'y eut qu'un très-petit nombre de Prélats qui voulussent acquiescer au changement qui venoit de se faire dans la Religion. Tout ce qu'on fit en leur faveur, c'est que le Conseil ordonna, que ceux d'entr'eux qui voudroient embrasser la Réformation, jouïroient de leurs revenus, à condition qu'ils entretiendroient des Ministres. Cela marquoit bien, qu'en leur conservant leurs revenus, on n'avoit pas intention de leur conserver le Gouvernement de l'Eglise. Il n'en avoit pas été de même en Angleterre, lorsque la Réformation y fut introduite, sous le Regne d'Edouard VI. Bien loin que les Anglois fussent prévenus contre les Evêques, ils ne pouvoient au contraire, que reconnoître, que c'étoit par le secours des principaux Prélats, que la Réformation s'étoit établie. Il n'y avoit donc aucune raison ni de haine ni de politique, qui portât les Anglois à rejeter le Gouvernement Episcopal, quand même on supposeroit qu'ils le regardoient comme une chose indifférente. Mais en Ecosse, les passions, la Politique, & la Raison même, demandoient qu'on se délivrât du joug des Evêques, qui, pour la plupart, s'opposoient de tout leur pouvoir à la Réformation. Ainsi, on établit d'abord des Presbyteres, & des Synodes Nationaux, ou Assemblées générales, Ecclésiastiques, auxquelles on commit le soin de régler la Discipline.

Ces Assemblées Générales eurent d'abord, ou peut-être, usurperent une très-grande autorité. Il étoit même nécessaire qu'elles en eussent beaucoup, afin

afin de pouvoir soutenir la Réformation contre les attaques perpétuelles, de ses ennemis. La Reine Marie, qui arriva bien-tôt après en Ecosse, étoit Catholique zélée, & plusieurs des principaux Seigneurs étoient dans les mêmes sentimens. Ainsi le Parti Catholique étoit encore puissant, & en état de porter de grands obstacles aux progrès de la Réformation. D'un autre côté, l'Assemblée Générale, qui n'étoit alors composée que de Ministres, soutenoit vigoureusement la nouvelle Religion, malgré les efforts du Parti Catholique. Cependant, quoiqu'elle travaillât avec ardeur à faire abolir l'Episcopat par autorité publique, elle ne pouvoit obtenir du Parlement un Acte exprès & précis sur ce sujet. Enfin, en 1566. elle approuva solennellement la Discipline de l'Eglise de Suisse, & l'égalité entre les Ministres. C'en étoit assez pour renverser tout d'un coup le pouvoir spirituel des Evêques: mais cela ne suffisoit pas pour les dépouiller de leurs Privilèges temporels. Ainsi, depuis l'an 1561. jusqu'à la déposition de Marie, arrivée en 1567. la condition des Evêques se trouva très-incertaine. Ils jouissoient de leurs revenus: ils assistoient au Parlement; mais leur Jurisdiction spirituelle étoit reconnue de peu de personnes, quoiqu'ils tâchassent de la conserver. l'Assemblée Générale s'étoit bien déclarée pour le Gouvernement Presbytérien; mais le Parlement n'avoit encore rien décidé. Cependant la condition des Evêques étoit assez triste, puisque le Peuple, qui avoit une grande vénération pour l'Assemblée Générale, ne pouvoit les reconnoître pour Pasteurs, après qu'elle les avoit condamnés. Ainsi, quoique leur autorité spirituelle n'eût pas été expressément abrogée par le Parlement, elle se trouvoit, pour ainsi dire, réduite à rien, puisqu'ils ne pouvoient pas l'exercer, l'Assemblée Générale étant en possession de diriger toutes les affaires de l'Eglise. C'est ce qui a donné lieu à de grandes contestations au sujet de l'Episcopat, les uns ayant prétendu qu'il avoit été entièrement aboli en Ecosse, & les autres, qu'il y avoit toujours été conservé. On ne peut d'abord que trouver fort étrange une dispute sur un Fait de cette nature, & il n'est pas moins étonnant, que le Parlement d'Ecosse aît attendu plus de trente ans à fixer le Gouvernement de l'Eglise par son autorité. C'est pourquoi il est absolument nécessaire d'en expliquer les raisons. Sans cela il ne seroit pas aisé de comprendre les causes des troubles d'Ecosse, dont il faudra nécessairement parler. Mais avant que d'entrer dans ce détail, je dois faire une remarque absolument nécessaire. C'est qu'il faut soigneusement distinguer le *Bénéfice*, de l'*Office* des Evêques. J'entends par le *Bénéfice*, les revenus, les Terres, les honneurs, les Privilèges, les Prérogatives des Evêques, & en un mot tout ce qu'il y a de temporel attaché à la qualité d'Evêque. Par l'*Office*, j'entends la jurisdiction & les fonctions spirituelles des Evêques. Si on n'a pas continuellement cette distinction dans l'esprit, il ne sera pas possible d'entendre les disputes qu'il y a eu sur cette matière.

Il est certain que depuis l'année 1560. que la Réformation fut établie en Ecosse, jusqu'à l'année 1609. l'Eglise de ce Royaume fut gouvernée par des Presbytères, des Synodes Diocésains & Provinciaux, des Assemblées Générales, & qu'on y avoit même établi des Surintendans qui subsisterent jusqu'en 1575. Il n'est pas moins certain, que les Assemblées Générales ont toujours condamné & rejeté le Gouvernement Episcopal pendant l'espace
de

CHARLES
I.
1636.

CHARLES
I.
1636.

de plus de trente ans, & que, durant tout ce tems-là, elles ont constamment demandé & sollicité avec ardeur, l'abolition de l'Episcopat, tant pour le temporel que pour le spirituel. Cependant, depuis le commencement de la Réformation, jusqu'en 1592. on ne peut produire aucun Acte de Parlement qui soit exprès, soit pour l'approbation ou la réjection de l'Episcopat, soit pour l'approbation ou la réjection du Gouvernement Presbytérien, si l'on excepte l'intervalle entre les années 1571. & 1575. dont il sera parlé dans la suite.

Si les Assemblées Générales s'étoient bornées à demander que l'Episcopat fût aboli quant aux fonctions spirituelles, il y a beaucoup d'apparence qu'elles l'auroient aisément obtenu. Mais après avoir abrogé l'Episcopat, autant qu'il dépendoit d'elles, par rapport au Spirituel, elles ne se contentoient pas de demander que leurs Actes fussent confirmés par le Parlement, elles demandoient aussi que le nom d'Evêque fût aboli, & qu'on dépouillât les Evêques de toutes sortes d'honneurs & de Privilèges temporels, comme du droit d'assister au Parlement, & autres. Mais la Cour s'y opposa toujours fortement, parce que les Evêchez & les Abbayes étant à la nomination du Roi, il pouvoit presque compter sur autant de voix dans le Parlement, qu'il y avoit d'Evêques & d'Abbez. Ce fut aussi par cette raison, que la Cour empêchoit, par ses intrigues, que le Parlement ne fît aucun Acte pour rétablir le Gouvernement Presbytérien, & pour abroger la juridiction spirituelle des Evêques, parce qu'elle comprenoit bien que ce seroit un degré pour parvenir à les dépouiller de leurs honneurs temporels. Ce n'est pas que, dans la pratique actuelle de l'Eglise, l'Episcopat ne fût véritablement aboli, & le Gouvernement Presbytérien établi; mais pendant qu'il n'y avoit aucun Acte exprès pour abolir l'Episcopat, on ne pouvoit empêcher les Evêques & les Abbez d'avoir leurs voix au Parlement, en quoi la Cour trouvoit un grand avantage. Ainsi le nom & le titre d'Evêques & d'Abbez subsistoient toujours. Ils possédoient les Terres annexées à leurs Bénéfices, & jouissoient des mêmes droits temporels dont leurs Prédécesseurs avoient joui, quoique l'Office fût éteint. Cela est si vrai à l'égard des Abbez, qu'il n'y a aucune contestation sur ce sujet. Les Abbayes n'étoient possédées que par des Laïques qui ne laissoient pas d'assister au Parlement, sous le nom & la qualité d'Abbez. A l'égard des Evêques, la chose n'est pas si claire, parce que les titres d'Evêques étoient conférés à des Ecclésiastiques. Si la Cour avoit disposé des Evêchez en faveur des Laïques, elle auroit donné trop d'avantage à l'Assemblée Générale qui ne demandoit pas mieux qu'un prétexte plausible pour presser l'abolition du temporel des Prélats. Cela fait voir qu'on peut dire avec fondement, que, dans un même tems, il y avoit des Evêques en Ecosse, & qu'il n'y en avoit pas. Il y en avoit, si on considère qu'il y avoit des gens qu'on nommoit Evêques, qui possédoient les Terres & les revenus des Evêchez & qui, en cette qualité, avoient séance au Parlement. Il n'y en avoit pas, si l'on regarde aux fonctions spirituelles des Evêques, qui étoient effectivement abolies, par les Décrets de l'Assemblée Générale & par la pratique actuelle, quoique le Parlement ne les eût pas abolies par un Acte exprès. C'est sur la confusion des deux états Spirituel & Temporel des Evêques, que roulent toutes les Objections & les Réponses qui se font
sur

sur cette matiere. Les uns prouvent fort bien que l'Episcopat subsistoit en Ecosse , pourvû qu'ils bornent le sens de ce mot au temporel : mais leurs preuves sont défectueuses par rapport au spirituel. Les autres font voir clairement que l'Episcopat étoit aboli par rapport aux fonctions spirituelles , en vertu des Actes faits par l'Assemblée Générale. Mais ils ne peuvent faire voir qu'il fût aboli par rapport aux Privilèges temporels , puisque le Parlement n'avoit encore rien décidé. Comme ni les uns ni les autres ne peuvent produire aucun Acte de Parlement , qui soit exprès du moins , jusqu'à un certain tems , ils en alleguent quelques-uns dont ils tâchent de tirer des conséquences à leur avantage. Mais ceci demande encore quelque explication. Pour bien entendre cette matiere , il faut nécessairement distinguer les diverses conjonctures où l'Ecosse s'est trouvée depuis le commencement de la Réformation , sçavoir , sous le Regne de Marie , sous celui de Jacques VI. pendant sa minorité , sous ce même Roi , depuis qu'il eut pris en main le Gouvernement de son Royaume , selon les divers Ministres ou Favoris par l'avis desquels il se conduisoit , & enfin sous ce même Roi , depuis qu'il fut devenu Roi d'Angleterre. La condition des Evêques a dépendu pendant tout ce tems-là , des intérêts de ceux qui avoient en main le Gouvernement.

Le Regne de Marie continua jusqu'à l'année 1567. Cette Reine étoit Catholique zélée , & néanmoins , pendant que le Comte de Murray son Frere bâtard eut quelque crédit auprès d'elle , la Réformation ne reçut aucune atteinte. Mais sur la fin de son Regne , sous le Ministère du Comte de Bothwell , l'Assemblée Générale perdit quelque chose de son crédit. Cela n'empêcha pourtant pas , qu'en 1566. elle ne fît le Decret dont j'ai déjà parlé , pour approuver la Discipline des Eglises de Suisse , & l'égalité entre les Ministres , ce qui détruisoit entièrement l'Episcopat. Mais la Reine faisant peu de cas de ce Decret , rétablit hautement l'Archevêque de Saint André , malgré les oppositions de l'Assemblée.

Tout le tems qui s'écoula entre la déposition de la Reine Marie , qui arriva en 1567. jusqu'en 1573. fut un tems de troubles & de divisions , sous le Gouvernement de divers Régens dont l'autorité n'étoit pas bien affermie : de sorte qu'il étoit bien difficile que le Parlement pût travailler efficacement à régler la Discipline de l'Eglise. Tout ce qu'on peut dire , c'est qu'il ne rejetta pas celle qui étoit établie par l'Assemblée Générale , quoiqu'il n'y donnât pas un consentement actuel. D'un autre côté , en 1572. & 1573. le Régent , pour des intérêts particuliers , fit passer au Parlement quelques Actes favorables à l'Episcopat , mais qui furent révoquez dans la suite. Voici ces Actes.

Le premier , qui est le 46. du Parlement tenu en 1572. portoit , *Que les Archevêques & Evêques seroient autorisez pour faire comparoitre devant eux , & pour priver de leurs charges , les Ministres qui refuseroient de prêter Serment au Roi , & de reconnoitre son autorité , & qui ne produiroient pas un Certificat , six mois après leur reception , qu'ils avoient prêté ce Serment.*

Par le 48. du même Parlement , il étoit ordonné *que les Archevêques & Evêques seroient autorisez pour marquer , dans leurs visites , les glèbes des Paroisses.*

Le 54. du même Parlement donnoit pouvoir aux Archevêques , *De nommer dans chaque Paroisse des personnes propres pour régler les Taxes destinées à*

CHARLES
I.
1636.

l'entretien des Eglises, & de censurer ceux qui auroient appliqué à leur usage particulier, les matériaux des Eglises démolies.

L'Acte 55. du Parlement tenu en 1573. ordonnoit aux Evêques, d'admonester les maris & les femmes qui s'étoient séparés, de retourner ensemble, & en cas de désobéissance, d'ordonner aux Ministres de la Parroisse, de procéder à l'Excommunication.

Véritablement, on voit dans ces quatre Actes, quelque lueur de la juridiction Episcopale, ou du moins, que le Parlement ne regardoit pas l'Episcopat comme entièrement aboli. Mais d'un autre côté, si les Evêques exerçoient actuellement leurs fonctions en ce tems-là, on ne comprend pas bien quelle nécessité il y avoit que le Parlement les autorisât pour agir dans la plupart des choses dont il s'agit dans ces Actes. Mais il y a ici une objection encore plus forte contre les Evêques. C'est que ceux qui ont cité ces Actes, de la manière dont je viens de les rapporter, les ont tronquez, en passant sous silence, les *Surintendans* qui y étoient joints aux Evêques, d'où l'on infere, que les Evêques n'étoient autorisez que comme Commissaires du Parlement.

Je passe présentement au tems de la majorité de Jacques VI., ou du moins, au tems où il gouvernoit par lui-même, quoiqu'il ne fût pas véritablement majeur. Le Comte de Morton ayant été décapité en 1581. le Duc de Lenox & le Comte d'Aran gouvernerent absolument le jeune Roi. Ils furent chassés dans la suite par les *Ruthvéns*, mais le Roi rappella le Comte d'Aran qui se rendit plus puissant qu'il ne l'avoit jamais été. Il est certain que le dessein de ce Favori étoit de détacher le Roi son Maître des intérêts de l'Angleterre, & de favoriser le projet formé par le Duc de Guise, d'attaquer Elisabeth par l'Ecosse. L'intérêt du Favori étoit donc de reprimer le trop grand crédit de l'Assemblée Générale qui s'opposoit de tout son pouvoir à l'exécution de ce projet. Le meilleur moyen pour y réussir, étoit non seulement de protéger les Evêques, mais encore de leur procurer de l'autorité sur les Ministres, afin que ceux-ci fussent plus soumis. Ce fut dans cette vue, qu'il fit en sorte que les quatre Actes suivans passèrent dans le Parlement, qui se tint dans l'année 1584.

Le 130. portoit, *Qu'aucun des Sujets ne présume d'impugner l'Autorité & la Dignité des trois Etats du Royaume, par lesquelles, l'honneur & l'autorité du Roi & de la suprême Cour du Parlement ont été continuez depuis un tems immémorial. Qu'à l'avenir aucun n'ait la hardiesse de procurer aucune innovation ou diminution du pouvoir & de l'autorité des trois Etats, ou d'aucun d'eux, sur peine de trahison.*

Le 131. casse tous les Jugemens & les Jurisdctions qui ont été en usage pendant les vingt & quatre dernières années, sans l'autorité expresse du Roi & des trois Etats. Il est de plus ordonné, qu'à l'avenir, aucun n'ait la hardiesse d'assembler des Conciles, Conventions, Assemblées Générales, pour y traiter d'aucune matière Civile ou Ecclesiastique, les Jurisdctions ordinaires exceptées, sans en avoir obtenu un Ordre spécial & une licence expresse du Roi.

Le 132. donne pouvoir aux Evêques de juger les Ministres accusés de crimes qui méritent la déposition.

Le 133. ordonne, que les Ministres qui exercent quelque Office, outre leur vocation, seront jugés par leurs Ordinaires.

Il est manifeste que le but de ces quatre Actes étoit d'abolir les Assemblées.

Géné-

Générales , & le Gouvernement Presbytérien , & de rétablir l'Episcopal. Mais il faut remarquer

CHARLES
I.
1636.

1. Que ces Actes furent faits pendant la Tyrannie du Comte d'Aran , qui avoit formé le projet de faire entrer une Armée Catholique en Ecosse , & qu'il n'est pas honorable pour les Evêques , qu'il les ait cru propres à favoriser ce dessein. 2. Que l'Assemblée Générale protesta solennellement contre ces Actes , soutenant , qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi & du Parlement de régler ou de changer le Gouvernement de l'Eglise , sans le consentement de l'Eglise même. Qu'on ne pouvoit pas prétendre avec justice , que quatre Evêques qui avoient assisté à ce Parlement & dont le pouvoir spirituel étoit depuis longtems aboli , & quatre personnes laïques sous le nom d'Abbez , fussent de légitimes Représentans de toute l'Eglise , ni que leur consentement à ces Actes , pût être regardé comme celui de toute l'Eglise Nationale. 3. Que ces quatre Actes furent révoquez par le Parlement tenu en 1592.

Il faut présentement passer à un autre tems ou Jacques VI, délivré de la Tyrannie du Comte d'Aran , s'étant désisté des projets chimériques que ce Favori lui avoit inspirés , connoissoit mieux ses véritables intérêts. Je veux parler de l'année 1587. Quoi qu'au commencement de cette même année , Elisabeth eût fait couper la tête à Marie Mere de Jacques , il en étoit consolé , par l'espérance de posséder un jour la Couronne d'Angleterre , laquelle il craignoit de manquer , s'il continuoit à former des Projets contre la Religion , comme il avoit fait pendant le Ministère du Comte d'Aran. Ce fut donc dans cette même année , qu'il donna son consentement à l'Acte qu'on appella d'Annexion , qui annexoit à la Couronne , *les Seigneuries & Baronies appartenant aux Evêques, Abbez, Prieurs, reservant néanmoins à ceux qui avoient les titres de grands Bénéfices, les principaux Châteaux dont ils étoient en possession.*

On peut inférer de cet Acte , qu'en dépouillant les Evêques de leurs Terres , on les privoit en même-tems , du droit d'assister au Parlement , puisque ce droit n'étoit fondé que sur la possession du Bénéfice. Il semble même que depuis ce tems-là on commença à donner le titre d'Evêques à des Laïques , ce qui ne leur conféroit que la possession d'un Château qui avoit appartenu à l'Evêché. Du moins on trouve que , peu de tems après , l'Evêché de *Cathness* étant venu à vacquer , par la mort de Robert Comte de la Marche Oncle du Roi , l'Assemblée Générale pria le Roi de ne pas conférer cet Evêché à un Ecclésiastique.

Enfin , en 1592. le Parlement révoqua & annulla , non seulement les Actes de 1584. dont j'ai déjà parlé ci-dessus , mais encore , tous ceux qui étoient contraires à la Discipline établie. *Il approuva, ratifia, & établit, entant que de besoin, les Assemblées Générales, les Synodes, les Presbytères, & en un mot, le Gouvernement Presbytérien, nonobstant tous Actes, Statuts, Loix civiles ou municipales faites au contraire.* Il abrogea tous les Actes qui accordoient des Commissions aux Evêques , ou autres Juges Ecclésiastiques , & ordonna que toutes les Présentations seroient faites aux Presbytères.

Cet Acte fut confirmé en 1593. & le pouvoir des Presbytères fut solennellement reconnu par l'Acte 129. du Parlement tenu en 1594.

Quel falloit-il davantage pour abolir entièrement l'Episcopat ? Par l'Acte de 1587. les Evêques avoient perdu leurs Terres , & par celui de 1592. ils

CHARLES
I.
1636.

perdoient toute sorte de Jurisdiction. Car comment pourroit-on accorder le pouvoir des Presbytères & des Assemblées Générales avec la jurisdiction Episcopale ? Et néanmoins , il y avoit encore des gens qui portoient le titre d'Evêques à cause qu'ils possédoient des Châteaux qui avoient autrefois appartenu aux Evêchez : car on ne voit pas sous quel autre titre , ils pouvoient porter le nom d'Evêques. Il y a même beaucoup d'apparence , que plusieurs de ces sortes d'Evêchez étoient entre les mains des Laïques. Du moins c'est une chose certaine à l'égard des Abbayes & des Prieurez.

Mais les choses ne demeurèrent pas longtems sur le même pied. Soit que les Assemblées Générales usurpassent trop d'autorité , depuis qu'elles étoient délivrées des Evêques , ou par d'autres raisons , le Roi forma de nouveaux projets , & résolut de rétablir les Evêques. En ce tems-là , comme en beaucoup d'autres , la Cour avoit tant d'influence sur le Parlement , qu'elle y faisoit résoudre à peu-près tout ce qu'elle vouloit.

Le Roi fit donc en sorte en 1597. que le Parlement accorda , par un Acte , à toute l'Eglise , *le Privilege de donner sa voix dans le Parlement , & pour toute l'Eglise & en son nom , aux Evêques & aux Abbez comme avant la Réformation. Quant aux fonctions spirituelles des Evêques , le Parlement s'en rapportoit au Roi & à l'Assemblée Générale , ne prétendant point porter du préjudice , aux Assemblées Générales , Synodes , Sessions , Presbyteres , ni à la Discipline établie de l'Eglise.*

Cet Acte fait voir que les Evêques avoient perdu leur droit de séance au Parlement puisqu'il fallut le leur redonner. En vertu de cet Acte ils reprirent leurs places dans cette Assemblée , & même *Robert Spotswood* Laïque y assista comme Abbé de la nouvelle Abbaye. Le Roi n'en demandoit pas davantage pour cette fois-là , que d'introduire de nouveau les Evêques & les Abbez dans le Parlement. Mais il n'en demeura pas là , comme on le verra dans la suite.

Cependant , comme l'Assemblée Générale continuoit toujours à s'opposer fortement à l'élévation des Ecclésiastiques aux postes civils & d'autorité , & que le Peuple paroissoit plus disposé à suivre les décisions de l'Assemblée Générale que celles du Parlement , il étoit à craindre que cette dissention n'excitât en fin des troubles dans le Royaume. Pour prévenir cet inconvenient , le Roi fit tellement presser l'Assemblée Générale qui se tint à *Montrose* , dans l'année 1600. de consentir à ce que le Parlement de 1597. avoit accordé aux Evêques , qu'elle se vit réduite à la nécessité ou d'avoir cette complaisance , ou de rompre entièrement avec lui. Elle approuva donc cet Acte , mais sous certaines conditions dont la substance étoit , que les Evêques n'agiroient dans le Parlement que comme Commissaires ou Députés de l'Eglise , & qu'ils seroient soumis à l'Assemblée Générale. Voici les conditions qu'elle leur imposa.

Qu'ils obtiendroient une Commission de l'Assemblée Générale , pour agir en son nom dans le Parlement , & jureroient d'observer les Articles suivans.

Qu'ils ne proposeroient rien , sans en avoir un Ordre exprès de l'Eglise , sous peine d'être privez de leur Office.

Qu'ils ne consentiroient , non pas même par leur silence , à rien qui fût contraire aux Libertez de l'Eglise , sous la même peine.

Qu'à

Qu'à chaque Assemblée Générale, ils seroient tenus de rendre compte de la maniere dont ils avoient exécuté leur Commission depuis l'Assemblée précédente, d'en demander l'approbation & de se soumettre à la détermination & à la censure de l'Assemblée, sans aucun appel, sous peine d'être déclarez infames, & d'être excommuniez.

Qu'ils se contenteroient de la portion de leurs Bénéfices, qu'il plairoit au Roi de leur assigner pour leur subsistance, afin de ne pas porter du préjudice aux Ministres déjà établis, ou qui pourroient être établis à l'avenir dans leurs Bénéfices.

Qu'ils ne laisseroient point dépérir leurs Bénéfices, ni ne disposeroient d'aucune de leurs dépendances, sans le consentement du Roi & de l'Assemblée Générale, & qu'ils permettroient qu'on leur adressât des inhibitions expresses sur ce sujet.

Qu'ilsexerceroient les fonctions de Pasteurs dans leurs propres Congrégations, & qu'ils seroient sujets à la censure de leurs propres Presbyteres & de l'Assemblée Générale, comme tous les autres Ministres sans Commission.

Que dans l'administration de la Discipline, & dans tout ce qui regarde le Gouvernement de l'Eglise, ils n'usurperoit aucun pouvoir ou juridiction par dessus ce qui est adjugé aux autres Ministres, sous peine de privation de leur Office.

Que dans les Presbyteres, & dans les Assemblées Générales & Provinciales, ils se comporteroient de la même maniere que les autres Ministres, & qu'ils seroient sujets à leur censure.

Qu'aucun de ceux qui auroient séance au Parlement ne pourroit assister aux Assemblées Générales, à moins qu'il ne fût expressément député par son Presbytere.

On voit par ces conditions qui furent insérées dans l'Acte du Parlement fait pour confirmer celui de 1597. quelle étoit l'intention de l'Assemblée de Montrose, en consentant par complaisance pour le Roi, que les Evêques prissent séance dans le Parlement. Les Evêques prirent de cela ce qui leur étoit avantageux, sçavoir le consentement de l'Assemblée au Privilege qui leur étoit accordé : mais ils n'exécuterent jamais aucune des conditions qui leur étoient imposées. Le vent de la Cour leur étoitalors favorable : mais il le devint encore plus, depuis que le Roi fut parvenu à la Couronne d'Angleterre.

J'ai déjà dit, qu'aussi-tôt que Jacques I. fut Roi d'Angleterre, il forma le projet d'établir dans l'Eglise d'Ecosse, la Discipline & la Hiérarchie de l'Eglise Anglicane. Pour réussir dans ce dessein, il falloit nécessairement rétablir les Evêques dans tous les droits dont ils avoient joui avant la Réformation, & ce fut aussi par-là qu'il résolut de commencer. Son crédit, dans le Parlement, avoit été fort grand pendant les dernières années qu'il avoit été en Ecosse : mais c'étoit peu de chose au prix de ce qu'il fut lorsqu'on le vit sur le Trône d'Angleterre. Il suffit de dire, que ce crédit fut proportionné aux moyens qu'il avoit de distribuer à ses Sujets d'Ecosse, des grâces & des faveurs qu'il n'avoit pu leur accorder dans leur País. On a vu, dans l'Histoire de son Regne, combien il étendit sur eux ses libéralitez dont les Anglois ne pouvoient s'empêcher de se plaindre. Il n'est donc pas fort étrange que les Membres du Parlement d'Ecosse fussent soumis à ses volontez. Il fit usage de

CHARLES
I.
1636.

son crédit dans l'année 1606. en obtenant du Parlement un Acte qui portoit :

„ Que la Police ancienne & fondamentale consistant dans le maintien des
„ trois Etats du Parlement , avoit beaucoup dégénéré , & se trouvoit presque
„ abolie , spécialement par l'abolition indirecte de l'Etat des Evêques , que
„ l'Acte d'Annexion avoit produite , quoi que ce n'eût jamais été l'intention
„ du Roi & du Parlement que ledit Etat des Evêques , si nécessaire pour cons-
„ tituer le Parlement , fût supprimé en aucune manière , & que néanmoins , les
„ Evêques étoient tombez dans la pauvreté , par la soustraction de leurs reve-
„ nus. C'est pourquoi , il étoit ordonné que ledit Etat seroit rétabli & réintégré
„ dans ses anciens & accoutumés Honneurs , Dignitez , Prérogatives , Privile-
„ ges , Terres , rentes , revenus , tels qu'ils étoient dans l'Eglise Reformée avant
„ l'Acte d'Annexion. Le même Acte cassoit & annulloit tous Actes faits au-
„ paravant au préjudice desdits Evêques , ou d'aucun d'eux , avec tout ce qui
„ s'en étoit ensuivi , ou qui pourroit s'en ensuivre , afin qu'ils pussent jouir pai-
„ siblement des honneurs , &c. qui leur compétoient , ou à leur Etat.

Jusque-là néanmoins , il ne s'agissoit que du Temporel , n'y ayant pas dans l'Acte un seul mot d'où on pût inférer que le Parlement rétablissoit les Evêques dans leurs fonctions spirituelles , ni dans leur ancienne Jurisdiction. L'Assemblée Générale prétendoit bien que le Roi & le Parlement ne pouvoient rien changer dans le spirituel sans le consentement de l'Eglise : mais elle n'avoit aucun droit d'empêcher le Roi & le Parlement de donner les Terres de la Couronne à qui il leur plaisoit , & d'admettre au Parlement ceux qu'ils trouvoient à propos d'y recevoir. Mais le Roi n'avoit pas dessein d'en demeurer là.

En 1609. le Roi , sous prétexte de faire confirmer l'Acte de 1606. obtint du Parlement un autre Acte qui en confirmant celui-là , y ajoutoit une clause , par laquelle le Parlement rétablissoit les Evêques dans toutes leurs *Immunités & Juridictions*. Ce fut en vertu de ce dernier Acte , que les Evêques se mirent en possession du Gouvernement de l'Eglise , malgré les conditions de l'Assemblée de Montrose , dont ils ne faisoient pas grand cas , & lesquelles ils supposoient annullées par ce dernier Acte. Mais l'Assemblée Générale présenta une Protestation en forme contre cet Acte , soutenant que le Parlement n'avoit pas le droit , sans le consentement de l'Eglise , de rétablir un Office spirituel qui avoit été aboli. Elle protesta aussi contre l'élévation des Ecclésiastiques à des Charges civiles , comme pernicieuses à la Religion. Sa protestation fut rejetée : mais elle ne laissa pas d'être imprimée & répandue dans tout le Royaume.

L'opposition de l'Assemblée Générale faisoit un grand effet sur le Peuple , qui n'aimoit pas les Evêques , & qui , depuis cinquante ans , étoit accoutumé au Gouvernement Presbytérien. Il se plaignoit que le Parlement s'étoit laissé corrompre pour lui imposer un Gouvernement Episcopal qui étoit odieux à toute la Nation , non seulement sans consulter l'Eglise , mais même contre sa volonté. Ces oppositions firent comprendre au Roi , que , malgré l'autorité du Parlement , il auroit trop de peine à réduire le Peuple d'Ecosse à l'obéissance , tant que l'Assemblée Générale s'opposeroit au rétablissement des Evêques. Il prit donc le parti de faire tenir à Glasgow , en 1610. une Assemblée.

Assemblée Générale, dont il prit soin par avance de gagner la plupart des voix, & de laquelle les Evêques furent les principaux Directeurs. Cette Assemblée ainsi disposée, consentit que les Evêques reprissent toutes leurs fonctions spirituelles, & le Gouvernement de l'Eglise. Ensuite, en 1612. le Roi assembla un Parlement, qui, se fondant sur le consentement de l'Assemblée Générale de Glasgow, fit un Acte par lequel les Evêques étoient rétablis dans tous leurs droits spirituels.

CHARLES
I.
1636.

Les Adversaires des Evêques frappés de ce coup, se virent réduits au silence, le torrent étant trop fort pour qu'ils fussent en état de l'arrêter. D'ailleurs, les Assemblées Générales étant devenues moins nécessaires, depuis que les Evêques gouvernoient l'Eglise, le Roi n'en accordoit plus que bien rarement, ou s'il en accordoit quelquefois, ce n'étoit qu'après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que les Evêques en seroient les Directeurs & les Maîtres. En 1617. il obtint encore du Parlement, un Acte par lequel il étoit ordonné que les Evêques seroient élus par les Chapitres, & consacrez selon les Rites accoutumez, c'est-à-dire, selon ceux qui avoient été introduits depuis peu d'années. Comme durant les troubles qu'il y eut en Ecosse au sujet de la Religion, le Peuple se plaignoit hautement du rétablissement des Evêques, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, on lui opposoit sans cesse le consentement donné par l'Assemblée de Glasgow, tenuë en 1610. Cela fut cause que la première Assemblée Générale que Charles I. se vit obligé d'accorder en 1638. ne trouva pas de meilleur moyen pour se délivrer de cette objection, que de déclarer cette Assemblée de Glasgow, nulle dès le commencement.

Tel fut l'état où se trouva l'Episcopat en Ecosse, depuis le commencement de la Réformation jusqu'au Regne de Charles I. qui, en montant sur le Trône, le trouva tout établi, quoi que contre le gré de la Nation en général, comme il parut bien dans la suite. J'ai déjà dit que Jacques I. avoit formé le dessein de mettre l'Eglise d'Ecosse, sur le même pied que celle d'Angleterre. Il y avoit déjà fait beaucoup de progrès, & Charles I. poursuivit le même dessein avec encore plus d'ardeur que le Roi son Pere. Mais comme jusqu'ici je n'ai rapporté que ce qui regarde les Evêques, il est nécessaire avant que de parler des troubles de ce Royaume, qui ne commencerent qu'en 1637. de dire un mot des mesures que les deux Rois avoient prises successivement pour exécuter leur dessein.

Après que Jacques I. eut entièrement rétabli l'Episcopat en Ecosse, ainsi qu'on vient de le voir, il résolut d'achever son ouvrage peu-à-peu & par degrés. Pour cet effet, il commença par les cinq Articles dont il a été parlé dans l'Histoire de son Regne, lesquels il fit approuver par l'Assemblée Générale de Perth, non sans une espèce de violence, & par des voyes qui n'étoient peut-être pas plus légitimes. Les Evêques s'étoient rendu maîtres des Presbytères en s'en faisant eux-mêmes, Modérateurs, en sorte qu'il n'étoit pas possible d'élire pour Députés à l'Assemblée Générale que ceux qu'ils trouvoient à propos. Quoi qu'il en soit, les cinq Articles ayant été approuvez, le Roi, qui connoissoit bien le génie & le caractère des Ecossois, pour en avoir fait une longue expérience, crut qu'avant toutes choses, il devoit travailler à réprimer la pétulance & la hardiesse des Ministres, de peur qu'ils n'excitassent
des

CHARLES
I.
1536.

des troubles dans le Royaume. Le Peuple avoit pour eux une grande vénération qui s'étoit même augmentée depuis le rétablissement des Evêques, parce que ceux-ci prenoient plus de soin de s'agrandir, & de maintenir leur domination, que de s'attirer l'affection de leurs Troupeaux. Pour parvenir à ce but, le Roi établit en Ecosse une *Haute Commission*, semblable à celle qui étoit établie en Angleterre, mais qui jusqu'alors, avoit été inconnue en Ecosse. Comme les Ecossois n'avoient pas accordé à leur Roi le titre de *Chef suprême de l'Eglise*, ainsi qu'on l'avoit fait en Angleterre, il n'y avoit eu aucune nécessité d'établir en Ecosse une Haute Commission pour exercer la Suprémacie au nom du Roi. Mais Jacques I. qui étoit assez porté à étendre ses Prérogatives, se persuada aisément qu'il n'avoit pas moins de droit d'exercer la Suprémacie en Ecosse, qu'en Angleterre, quoi que jusqu'alors, il ne s'en fût jamais avisé. Quoi qu'il en soit, par le moyen de cette nouvelle Cour, qui fut d'abord fort sévère & qui excommunioit & déposoit les Ministres pour les moindres fautes, il les tint tellement en bride, qu'aucun n'osa remuer. Cela, joint aux graces & aux faveurs qu'il répandoit sur ceux qui vouloient bien avoir la complaisance de favoriser ses desseins, le rendoit à peu-près maître du succès de l'ouvrage qu'il avoit entrepris, & qui s'avançoit tous les jours. Il ne manquoit plus, pour le perfectionner, que de faire recevoir en Ecosse la Liturgie & les Canons de l'Eglise Anglicane, après quoi on n'auroit vû aucune différence entre les Eglises des deux Royaumes. Ceci n'étoit pas plus difficile à faire que ce qui avoit été déjà fait. Ainsi le Roi ayant convoqué une Assemblée Générale à Aberdeen, y fit représenter, que le Service divin se faisoit dans l'Eglise d'Ecosse, d'une manière indécente, chaque Ministre ayant la liberté de faire les Prières publiques, de la manière, & avec les expressions qu'il trouvoit à propos, ce qui étoit sujet à de grands inconveniens. Qu'il seroit donc à propos, de dresser une Liturgie qui fût commune à toute l'Eglise d'Ecosse, afin que, dans toutes les Eglises, on priât Dieu d'un même cœur & d'une même manière. Il faut remarquer, qu'il ne fut pas proposé de recevoir la Liturgie de l'Eglise Anglicane, mais seulement d'en composer une qui fût propre à l'Eglise d'Ecosse. Cela fit que plusieurs Membres de l'Assemblée se persuadèrent, qu'ils pouvoient sans danger, consentir qu'on se servit d'une Liturgie commune; d'autant plus que les autres Eglises Réformées de Geneve, de Suisse, de France, & d'Allemagne, en avoient aussi une, quoi que fort différente de celle des Anglois. Cette proposition ayant été approuvée, l'Assemblée nomma des Commissaires pour dresser la nouvelle Liturgie, & l'on peut bien penser que cette nomination se fit selon les desirs du Roi. Ces Commissaires, dont la plupart étoient des Evêques, après avoir long-tems travaillé à cette Liturgie, ne firent autre chose que transcrire celle qui avoit été ordonnée en Angleterre, sous le Regne d'Edouard VI. & ils l'envoyerent au Roi pour avoir son approbation.

Les affaires du Palatinat, & le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, occuperent tellement le Roi Jacques pendant les dernières années de sa vie, qu'il ne put penser efficacement à finir l'ouvrage qu'il avoit entrepris en Ecosse. Comme il connoissoit parfaitement les Ecossois, & l'entêtement où ils étoient pour le Presbytérianisme, il jugea sans doute, qu'il étoit à propos de différer l'exécution de son dessein jusqu'à ce qu'il eût terminé ses deux af-
faires

faïres principales. Il craignoit que si par malheur il arrivoit quelques troubles en Ecosse à l'occasion de la Liturgie, ils ne fussent capables de le distraire de ce qui faisoit alors le Principal objet de ses soins. J'ai rapporté dans l'Histoire de son Regne, comment il fut amusé durant plusieurs années, & cela fut cause qu'il ne put avant sa mort achever ce qu'il avoit commencé, & dont il laissa le soin à son Successeur.

CHARLES
I.
1636.

Charles I. n'eut pas moins d'ardeur que le Roi son Pere, pour établir la Discipline de l'Eglise Anglicane en Ecosse. Mais les conjonctures où il se trouva au commencement de son Regne, ne lui permirent pas des'attacher à terminer cette affaire avec toute la promptitude qu'il auroit bien souhaité. La Guerre avec l'Espagne, & ensuite avec la France, les projets qu'il formoit pour l'Angleterre, par rapport à sa Prérogative, ses brouïlleries perpétuelles avec les Parlemens, demandoient toute son application. D'ailleurs, il n'étoit pas à propos dans ces conjonctures de réveiller les Ecossois qui véritablement sembloient endormis & soumis, mais qui néanmoins étoient très-mécontents, comme le Roi le sçavoit bien. Il attendit donc qu'il eût fait la Paix avec la France & avec l'Espagne, qu'il se fût mis comme hors de page par la cassation de trois Parlemens, par la résolution qu'il avoit prise de n'en plus convoquer, & par l'établissement de sa Prérogative touchant les impositions sans la concurrence du Parlement. Ce fut alors qu'il pensa sérieusement à finir ce qui restoit encore à faire, pour réduire l'Eglise d'Ecosse à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Il n'étoit pourtant pas demeuré oisif par rapport à l'Ecosse, pendant ces premières années de son Regne. S'il avoit différé l'exécution de son dessein, c'étoit sans le perdre jamais de vûe, & sans négliger de prendre, par avance, des mesures qui sembloient l'assurer du succès. Premièrement, il avoit ou continué ou rétabli la Haute Commission introduite par le Roi son Pere. 2. Il avoit comme aboli les Assemblées Générales, en n'en accordant aucune depuis qu'il fut monté sur le Trône. 3. Il avoit tellement soutenu & favorisé les Evêques, qu'ils s'étoient entièrement rendu maîtres du Clergé sur lequel ils exerçoient une très-dure domination. 4. Il avoit gagné un grand nombre de Ministres par le moyen des Bénéfices, & des Charges ou Dignitez Ecclésiastiques, qui n'étoient accordées qu'à des gens sur la complaisance desquels il pouvoit compter. 5. Il avoit tellement composé son Conseil d'Ecosse, entre les mains duquel réside l'administration du Gouvernement en l'absence du Roi, qu'il n'y avoit presque point de Conseiller Privé qui ne fût engagé par avance à favoriser ses desseins. 6. Il y avoit dans ce Conseil, plusieurs Evêques, & l'Archevêque de Saint André étoit revêtu de la Charge de Grand Chancelier, qui est la première du Royaume. 7. Il s'étoit de même assuré, par avance, des Sessions, c'est-à-dire, de la Cour de Justice du Royaume, & en un mot, de tous ceux qui possédoient des Charges dépendantes de la Cour. 8. Il avoit chargé Laud, Archevêque de Cantorbéri, d'entretenir avec les Evêques & le Conseil d'Ecosse des correspondances continuelles, & de prendre avec eux les mesures nécessaires pour faire réussir le dessein. Il paroïssoit donc impossible que le Roi trouvât de la résistance de la part d'un Peuple dispersé, sans Chefs & sans aucun appui, & dénué du secours de ses Magistrats.

Ce fut avec tous ces avantages, que Charles entreprit d'achever ce qui

1637.
Dessein

CHARLES

I.

1637.

d'envoyer
la nouvelle
Liturgie en
Ecosse, sus-
pendu.*Pour tout ce
qui regarde
l'Ecosse.**Rushworth,**Vol. II. pag.**386. & suiv.**Franklin,**Annales de**Charles I.**Nelson.**Myl. Claren-**don.**Le Roi en-**voye le Li-**vre des Ca-**nons en**Ecosse.**Myl. Claren-**don, Tom. I.**pag. 134. de**la Traduction**Françoise.*

restoit encore à faire en Ecosse. Pour cet effet, après avoir revû la Liturgie qu'on avoit envoyée au feu Roi, il la renvoya en Ecosse, avec ordre de la faire recevoir dans l'Eglise. Mais sur l'objection qu'on lui fit, que, cette Liturgie étant la même mot à mot que celle de l'Eglise Anglicane, les Ecossois pourroient se trouver choquez qu'on leur imposât la Liturgie d'un autre Royaume, il jugea qu'il étoit à propos d'y changer quelque chose. Le changement qu'on y fit ne consista qu'en ceci seulement. C'est qu'au lieu de la Version Angloise des Pseaumes, & des passages de l'Ancien & du Nouveau Testament, le Roi ordonna qu'on se servît de la Version Ecossoise, pour la Liturgie d'Ecosse. Après cela, il ne croyoit pas qu'on pût, avec quelque ombre de raison, se plaindre qu'il voulût imposer la Liturgie Anglicane à l'Eglise d'Ecosse, quoi qu'il n'y eut point d'autre différence entre les deux, que celle dont je viens de parler.

Pendant qu'on travailloit à la correction de cette Liturgie, le Roi envoya en Ecosse un Recueil de Canons pour servir de règle au Gouvernement de l'Eglise, & ces Canons ordonnoient qu'on se conformeroit à la nouvelle Liturgie, quoi qu'elle ne fût pas encore publiée, ni même connue du Peuple. C'étoit une faute si grossière, qu'on ne peut qu'être surpris que le Roi & ses Ministres y pussent tomber. Le prétexte pour introduire ce nouveau Livre de Canons étoit, que les Actes des Assemblées Générales n'étant point imprimez, & se trouvant contenus dans plusieurs gros Volumes écrits à la main, demouroient inconnus au Peuple. Par cette raison, le Roi se persuadoit qu'on lui auroit obligation du soin qu'il avoit pris d'en faire extraire ce qu'il y avoit de principal & de plus nécessaire, dans un petit Livre que tout le monde pourroit avoir. Il semble quelquefois, que certains Princes s'imaginent qu'ils ont un souverain pouvoir, non seulement sur les corps de leurs Sujets, mais encore sur leurs jugemens, pour leur faire accroire les choses les plus absurdes. En voici deux exemples remarquables. Charles entreprend de persuader au Peuple d'Ecosse, qu'il ne prétend point leur imposer la Liturgie Anglicane, quoi que ce soit la même, non seulement en substance, mais mot à mot, sous prétexte que la Version des Passages de l'Ecriture est différente. D'un autre côté, il veut leur faire accroire, que le Livre des Canons qu'il leur envoie n'est qu'un Extrait ou un Abregé des Actes de leurs Assemblées Générales, quoi que le contraire soit manifeste. Depuis le commencement de la Réformation, jusqu'à l'Assemblée tenue à Glasgow en 1610. c'est-à-dire, pendant l'espace de cinquante ans, les Assemblées Générales avoient toujours condamné & rejeté le Gouvernement Episcopal; & tous leurs Actes, sans en excepter un seul, supposoient le Gouvernement Presbytérien. Le Livre de Canons au contraire, supposoit, dans tous les Articles, la Hiérarchie Ecclesiastique, & le Gouvernement des Evêques. Comment donc étoit-il possible de persuader aux Ecossois, que ce Recueil de Canons, étoit un Abregé des Actes de leurs Assemblées Générales? C'étoit se joier d'eux d'une étrange manière.

Ensuite la
Liturgie.

La Liturgie étant prête, le Roi l'envoya en Ecosse, avec ordre de la faire lire dans toutes les Eglises d'Edimbourg, le propre jour de Pâque de cette même année 1637. Mais sur de nouvelles considérations, cet ordre fut révoqué. On fit entendre au Roi, qu'il pourroit y avoir du danger à surprendre le Peuple par la lecture de cette Liturgie, ayant qu'il y fût préparé. Qu'il étoit plus

à propos de la différer de quelques mois, afin de voir si, dans cet intervalle, les Mécontents ne feroient point quelques mouvemens pour s'y opposer. Qu'en ce cas-là, on seroit prêt à les opprimer avant qu'ils eussent le tems de prendre de justes mesures, & que le mauvais succès de leur entreprise ne feroit que mieux assurer celui du dessein du Roi. Cette raison parut si plausible, que le Roi ordonna de différer la lecture de la Liturgie, jusqu'au Dimanche vingt-troisième de Juillet de la même année. Pendant tout cet intervalle, il n'y eut aucun mouvement extraordinaire dans Edimbourg, ni la moindre apparence que les Ordres du Roi dussent rencontrer quelque opposition. Pour s'en assurer encore mieux, le Conseil fit publier huit jours auparavant, dans toutes les Eglises de la Ville, que le Dimanche suivant, on commenceroit à se servir de la Liturgie. Personne ne branla pendant toute cette semaine, & le calme fut si grand dans la Ville, que le Conseil ne douta nullement du succès.

CHARLES
I.
1637.

Ordre de
lire la Li-
turgie dans
les Eglises
d'Edim-
bourg.

Cependant, le Dimanche suivant, le Grand Chancelier, la plupart des Seigneurs du Conseil, quelques Evêques, les Lords des Sessions ou Juges du Royaume, & les Magistrats d'Edimbourg s'étant rendus à l'Eglise de *Saint Gilles*, qui est la Cathédrale de cette Ville, lorsque le Doyen ouvrit le Livre pour lire la Liturgie, le menu Peuple, qui étoit dans l'Eglise se mit à le maudire à haute voix, & à faire un si grand bruit, qu'il n'étoit pas possible de rien entendre. Sur cela, l'Evêque d'Edimbourg qui devoit prêcher, étant monté en chaire pour tâcher d'appaîser le Peuple, fut reçu avec les mêmes cris & les mêmes maledictions, & si un tabourer qui fut lancé contre lui, n'eût pas été arrêté en l'air, il couroit risque d'en être assommé. Le Grand Chancelier & les Juges ne furent pas plus respectez. Enfin, le Prevôt & les Magistrats de la Ville trouverent le moyen de faire sortir de l'Eglise cette Populace animée, & après qu'ils eurent fermé les portes, le Service fut achevé, non sans être continuellement interrompu par le bruit qui se faisoit dehors, & par les pierres qu'on jettoit aux fenêtres. Dans toutes les autres Eglises d'Edimbourg, il y eut de pareils tumultes, & néanmoins, il n'y eut personne de mort ni de blessé. Seulement l'Evêque d'Edimbourg courut quelque risquerant dans l'Eglise, que quand il sortit pour se retirer dans sa maison. Cette première sédition ne fut excitée que par la moindre populace, sans qu'il parût qu'aucune personne distinguée y eût part. Les Ministres d'Edimbourg la défavoüèrent hautement, & promirent au Conseil qu'ils feroient leurs efforts pour découvrir & pour punir ceux qui étoient les plus coupables. Ils offrirent aussi de pourvoir à la sûreté des Ministres qui seroient chargez de lire la Liturgie un autre jour, & écrivirent à l'Archevêque de Cantorbéri pour se disculper, & pour le prier de représenter au Roi leur innocence.

Tumulte à
Edim-
bourg.
*Mylord Cla-
rendon, T. I.
pag. 140.
Rushworth,
Vol. II. pag.
388.*

*Rushworth,
Vol. II. pag.
393.*

Le tems de la moisson s'approchant, beaucoup de gens sortirent d'Edimbourg pour aller à la Campagne. Dans cet intervalle, les Magistrats de la Ville prièrent le Conseil de ne pas faire lire la Liturgie, parce qu'ils avoient remarqué que le Peuple n'étoit pas encore disposé à la recevoir. Mais dans le mois d'Octobre, après que la moisson fut faite, une si grande affluence de Peuple se rendit à Edimbourg, qu'il fut aisé de comprendre qu'on se préparoit à un nouveau soulèvement. Cela fut cause que le Conseil fit publier trois Proclamations. La première pour ordonner à tous les Etrangers de sor-

Préparatifs
à un autre
tumulte.

Proclama-
tions du

CHARLES
I.
1637.
Conseil
inutiles.

tir de la Ville dans vingt & quatre heures. La seconde pour notifier que le Conseil se transféroit à Dundée. La troisième pour défendre un Livre qui faisoit beaucoup de bruit, intitulé, *Dispute contre les Cérémonies Angloises & Papistes qu'on veut imposer à l'Eglise d'Ecosse*. La première & la dernière trouverent peu d'obéissance.

Seconde sé-
dition à
Edimbourg.

Dès le lendemain 18. d'Octobre, le Peuple s'attroupa tumultuairement dans les ruës d'Edimbourg, & ayant aperçu l'Evêque de Galway qui alloit au Conseil, un grand nombre des soulevez l'accompagnèrent pendant tout le chemin, en lui donnant des malédictions continuelles, sans pourtant lui faire aucun mal. Ils assiégèrent même le lieu où le Conseil étoit assemblé, demandant qu'on leur livrât cet Evêque, quoiqu'il n'eût tenu qu'à eux de l'arrêter, & même de le tuer pendant qu'il étoit dans la ruë. Le Conseil se voyant ainsi bloqué de toutes parts, fit demander du secours aux Magistrats qui répondirent, qu'ils étoient eux-mêmes assiégés dans l'Hôtel de Ville, & que la Populace menaçoit de les mettre en pieces, s'ils ne lui accorderoient promptement trois choses qu'elle demandoit dans une Requête. La première étoit, que les Magistrats se joignissent au Peuple pour demander au Roi la suppression de la Liturgie. La seconde, qu'ils rétablissent par leur autorité, *Ramsay & Rollok* deux Ministres qui étoient fort aimez du Peuple; & la troisième, qu'on leur rendît un autre Ministre nommé *Henderson* qui avoit été interdit, & qu'ils n'avoient pu se dispenser de signer cette Requête. Sur cela, les Comtes de *Traquair* & de *Wigton*, dont le premier étoit Grand Trésorier, se rendirent à l'Hôtel de Ville pour consulter avec les Magistrats, sur les moyens de mettre en sûreté l'Evêque de Gallway qui étoit toujours assiégé. Après cette consultation, les deux Comtes s'en retournant au Conseil, furent insultez par la Populace. Le Comte de *Traquair* fut même jeté par terre, & perdit son chapeau, son manteau, & sa baguette blanche, le Peuple criant de toute sa force, *Dieu défende sa cause, & confonde la Liturgie avec tous ceux qui la maintiennent*. Peu de tems après, le Prevôt d'Edimbourg se rendit au Conseil, & déclara, que, quelques efforts qu'il eût faits, il ne lui avoit pas été possible d'apaiser le Peuple. Enfin, les Seigneurs du Conseil s'adressèrent à une Troupe de Gentilshommes & de bons Bourgeois, qui s'étoient assemblez pour signer la Requête contre la Liturgie. Ces gens-là eurent plus de crédit sur la Populace, que les Magistrats, & la firent enfin retirer. Cette seconde sédition, dans laquelle néanmoins, il n'y eut personne de tué ni de blessé, non plus que dans la première, parut pourtant plus importante & plus dangereuse, en ce que dans la première, il n'y avoit eu que la Canaille qui se fut soulevée, au lieu que, dans celle-ci, il paroissoit clairement que les meilleurs Bourgeois & divers Seigneurs & Gentilshommes protégeoient les soulevez.

Autre Pro-
clamation
inutile.

Le tumulte étant apaisé, le Conseil fit publier une Proclamation qui défendoit de s'assembler dans les ruës ou ailleurs; Proclamation fort inutile, dans un tems où le Conseil ne pouvoit ignorer combien son autorité étoit méprisée, par ceux à qui il vouloit inspirer de la crainte. Aussi, bien loin d'en être effrayez, les Mécontents lui demandèrent par des Députés, que les Ministres interdits leur fussent rendus, & qu'on leur donnât des assurances, que ce qui leur avoit été promis par les Magistrats seroit ponctuellement exécuté.

exécuté. Le Conseil pouvoit voir aisément par cette conduite , que les Mécontents n'avoient pas dessein d'en demeurer-là. En effet , peu de tems après , le Grand Chancelier reçut deux Requêtes , l'une au nom de tous les Habitans d'Edimbourg , hommes , femmes , enfans , & domestiques , contre la Liturgie : l'autre , de la part des Seigneurs , Gentilshommes & Bourgeois de la même Ville , contre la Liturgie & les Canons.

Les premiers disoient “ , que depuis quelque tems , ils avoient fermé les yeux à diverses innovations , dans l'espérance qu'on n'en voudroit pas introduire d'autres. Mais que voyant qu'on vouloit encore leur imposer un nouveau Service différent de celui qui avoit été approuvé depuis la Réformation , & sans l'avis de l'Assemblée Générale & du Parlement , ils prioient qu'on leur laissât la liberté d'exercer leur Religion de la maniere qui avoit été approuvée par l'Eglise & par le Royaume.

Dans la seconde , les Supplians se plaignoient “ , que dans le tems qu'ils attendoient une gracieuse Réponse à la Requête qu'ils avoient présentée contre la Liturgie , on avoit publié une Proclamation qui leur ordonnoit de sortir de la Ville dans vingt & quatre heures , sous peine d'être déclarez rebelles. Que cela leur donnoit un juste sujet de craindre , qu'au lieu d'avoir égard à leurs supplications , on n'eût dessein de les opprimer. Qu'à cause de cela , ils se voyoient contraints de remonter , que la Liturgie , procurée par les Archevêques & Evêques , contenoit des semences de Superstition & d'Idolatrie , & qu'elle étoit contraire à la Religion établie dans le Royaume par divers Actes de Parlement. Que dans le Livre de Canons il étoit ordonné , que quiconque affirmeroit , que le Service divin , selon qu'il est contenu dans la Liturgie , est contraire aux Ecritures , ou contient quelque chose de superstitieux ou d'illégitime , seroit excommunié , sans pouvoir être reçu à la Paix de l'Eglise , que par l'Evêque du Diocèse , ou par l'Archevêque de la Province. Que de plus , il étoit dit , que là où les Canons n'ordonnoient aucune peine , il seroit au pouvoir de l'Evêque d'ordonner la punition qu'il jugeroit convenable , ce qui étoit un Jugement arbitraire qui n'avoit jamais été approuvé par les Loix du Royaume. Enfin , que les Evêques ne s'étant pas contentez de faire des Injonctions sur ce sujet , dans les Synodes Provinciaux , avoient obtenu une Proclamation qui ordonnoit d'observer les Canons , sous peine de trahison. Que pour remédier aux maux qui pouvoient provenir de ces violences , les Supplians demandoient que leurs plaintes contre les Evêques fussent examinées selon les Loix du Royaume , & que lesdits Evêques s'abstinsent de faire la fonction de Juges , jusqu'à ce que l'affaire fût décidée par la Justice.

Le Roi ne jugea pas à propos de répondre à ces Requêtes , étant au contraire résolu à punir sévèrement les Auteurs des deux séditions. Il ne laissa pourtant pas de faire publier une Proclamation sur ce sujet , supposant , quoi que sans aucun fondement , qu'elle seroit capable de satisfaire le Peuple. Après avoir parlé dans cette Proclamation , de la Requête des Seigneurs , &c. il disoit “ , qu'étant justement offensé des désordres qui s'étoient commis à Edimbourg , il n'avoit pas crû qu'il fût encore tems de donner à cette Requête la Réponse convenable qu'on avoit lieu d'attendre d'un Roi juste & religieux. Mais qu'en attendant , il déclaroit publiquement , qu'il abhorroit

CHARLES
I.
1637.

“ Requête
“ au Con-
“ seil con-
“ tre la
“ Liturgie
“ & les Ca-
“ nons.

Proclama-
tion en-
voyée par le
Roi , ambi-
guë.

CHAR., les superstitions du Papisme, & qu'il prendroit soin qu'on introduisît dans
 LES I. les Etats quoique ce fût qui ne tendît à l'avancement de la vraie Religion,
 1637. „ telle qu'elle étoit *présentement* professée en Ecosse, ni qui fût contraire aux
 „ Loix du Royaume.

Remarque
 sur cette
 Proclama-
 tion.

Il faut remarquer, que, selon le Roi, la vraie Religion étoit celle de l'Eglise Anglicane. Que par la Religion *présentement* établie, il n'entendoit que celle qui contenoit la Hiérarchie & l'Episcopat, & que par les Loix du Royaume, il entendoit celles qui avoient été faites, depuis que le Roi son Pere étoit parvenu à la Couronne d'Angleterre, & dont j'ai parlé ci-dessus. Il est du moins certain, que ce fut-là le sens que les Mécontents donnerent à ses expressions générales, d'où ils inférèrent qu'il étoit bien éloigné de vouloir se désister de ce qu'il avoit entrepris, & encore plus, d'accorder l'impunité des désordres qui s'étoient commis à Edimbourg. Cela fut cause qu'ils se déterminèrent à prendre des mesures, non seulement pour se mettre à couvert du ressentiment du Roi, mais encore pour faire abolir toutes les innovations dont ils se plaignoient.

1638.
 Autre Pro-
 clamation
 envoyée par
 le Roi.

Quelque tems après, le Conseil s'étant transporté à Sterling, le Roi lui envoya une Proclamation, avec ordre de la faire lire publiquement dans les Principales Villes du Royaume. Cette Proclamation portoit en substance :

„ „ Qu'encore que le Roi eût sujet d'être offensé de la Requête des Sei-
 „ gneurs, Nobles, Barons, &c. tant pour la matiere que pour la forme, il
 „ vouloit bien néanmoins leur pardonner le crime qu'ils avoient commis en
 „ s'assemblant pour dresser & pour signer cette Requête, sans en avoir obte-
 „ nu la permission, & en la présentant au Grand Chancelier, mais à condi-
 „ tion qu'ils se retireroient dans leurs maisons pour y vivre en bons & fidelles
 „ Sujets. Qu'il défendoit toutes sortes d'Assemblées sous peine de trahison.
 „ Qu'il ordonnoit que personne n'eût la hardiesse de s'approcher de Sterling,
 „ ou d'y demeurer, sans en avoir obtenu la permission. Enfin, il comman-
 „ doit à tous Seigneurs, Gentilshommes & autres, qui n'étoient pas du Con-
 „ seil ou de la Cour de Justice, de sortir de Sterling dans six heures après la
 „ publication de cette Proclamation, à peine d'être déclarés Traîtres. Que,
 „ quant aux Requêtes qu'on voudroit lui présenter à l'avenir, il ne les rejette-
 „ roit pas, pourvu que, ni dans la matiere, ni dans la forme, elles ne fussent
 „ pas préjudiciables à l'Autorité Royale.

Observation
 sur cette
 Proclama-
 tion.

Cette Proclamation n'étoit pas capable de satisfaire les Mécontents. Premièrement, il n'y avoit pas un mot sur la matiere de leur Requête, & par-là, ils pouvoient assez comprendre, que le Roi n'avoit pas intention de supprimer la Liturgie & les Canons. Secondement, le Roi leur faisoit regarder comme un grand effort de condescendance, le pardon qu'il vouloit bien leur accorder du crime qu'ils avoient commis en présentant une Requête sans en avoir obtenu la permission. Cela leur faisoit connoître que, selon l'intention du Roi, ils n'avoient à l'avenir d'autre parti à prendre que celui de l'obéissance. Troisièmement, le Roi leur faisoit entendre assez clairement, qu'il ne vouloit plus recevoir aucune Requête, puisqu'il déclaroit, qu'il rejetteroit celles qui seroient contraires à son autorité, quant à la matiere, ou quant à la forme. N'étoit-ce pas dire qu'il les rejetteroit toutes? Enfin, ils voyoient

voient manifestement, que le Roi, en leur défendant de s'assembler, n'avoit pour but que de les désunir, & de les empêcher de prendre ensemble des mesures pour se procurer la satisfaction qu'ils demandoient. J'avoie que je ne comprends point comment le Roi pouvoit se flater, qu'une telle Proclamation pût produire les effets qu'il en attendoit, d'autant plus qu'il n'avoit en Ecosse aucunes forces capables de faire valoir son autorité. Les Mécontents ne furent pas assez stupides pour méconnoître le dessein du Roi. Ainsi, dès le lendemain, les Comtes de *Hume* & de *Linsay*, accompagnés d'une grande foule de Noblesse & de Peuple, se rendirent dans la place de *Sterling*, & y firent lire publiquement une Protestation contre la Proclamation, sans que la présence & l'autorité du Conseil, qui étoit dans la même Ville, fussent capables de l'empêcher. La même Protestation fut lûë publiquement à *Lilintgow* & à *Edimbourg*, immédiatement après que la Proclamation y eût été publiée.

CHARLES
I.
1638.

Protestation
des Mécon-
tens.
19. Février.

Les Mécontents disoient, dans cette Protestation, qu'ils avoient présenté une Requête le 23. de Septembre, une autre, le 18. d'Octobre, & une Remontrance le 9. de Decembre, contre la Liturgie, contre le Recueil des Canons, & contre les Archevêques & Evêques, lesquels ils prenoient à partie, ayant présenté le même jour, un *Déclinatoire* contre eux, pour empêcher qu'ils ne fussent Juges dans leur propre cause. Que le Conseil ayant refusé de recevoir ce *Déclinatoire*, ils se trouvoient obligés de protester.

1. Qu'ils auroient recours immédiatement au Roi, pour lui présenter leurs Griefs, & qu'ils poursuivroient leurs droits devant des Juges compétens.

2. Qu'ils ne pouvoient reconnoître les Archevêques & Evêques pour Juges, jusqu'à ce qu'ils se fussent purgez des crimes dont ils étoient accusés.

3. Qu'aucune Proclamation, ou aucun Acte du Conseil, résolu en présence des Archevêques ou Evêques, ne pourroit porter du préjudice aux Supplians.

4. Que ni eux-mêmes, ni aucun de ceux qui s'étoient joints à eux, ou qui s'y joindroient dans la suite, pour s'opposer aux innovations, ne pourroient encourir aucun danger, par rapport à leurs vies, ou à leurs biens, ni aucune peine civile ou Ecclesiastique, pour avoir refusé d'aquiescer auxdits Actes, Livres, Canons, Rites, Juridictions, Proclamations, faites contre les Decrets des Assemblées Générales, ou contre les Statuts du Royaume.

5. Que s'il arrivoit des désordres pour ce sujet, ils ne pourroient leur être imputez, puisque le Conseil refusoit de recevoir leurs justes Remontrances.

6. Que leurs supplications ne tendoient qu'au maintien de la véritable Religion dans le Royaume d'Ecosse, & à l'honneur de S. M.

Jusqu'alors, le Roi & le Conseil d'Ecosse s'étoient flatterz qu'ils pourroient reprimer les Mécontents par des Actes d'autorité. Mais cette Protestation fit assez comprendre, qu'ils étoient trop puissans pour pouvoir être contrainsts à l'obéissance, par des Actes du Conseil, ou par des Proclamations. Ils étoient persuadés que le Roi ne cherchoit qu'à les surprendre, & qu'il n'avoit

Les Mé-
contents éta-
blissent di-
vers Bu-
reaux pour
diriger leurs
affaires.

CHARLES
I.
1638.

n'avoit pas intention de se défaire de ce qu'il avoit entrepris. D'un autre côté, ils avoient conçu une haine extrême contre les Evêques, les regardant comme les Auteurs des maux sous lesquels l'Eglise gémissoit. Plus ils s'apercevoient que le Roi vouloit les empêcher de s'assembler pour prendre en commun des résolutions convenables à la situation de leurs affaires, & plus ils connoissoient la nécessité de se tenir bien unis, sans quoi on ne manqueroit pas de les opprimer les uns après les autres. Avant donc qu'ils pussent sçavoir l'effet de leur Protestation sur l'esprit du Roi, comme ils n'attendoient rien de bon de la Cour, ils établirent dans Edimbourg, qui étoit à leur dévotion, divers Bureaux qu'ils appelèrent *Tables*, pour diriger leurs Affaires. Il y en avoit quatre principales. La première étoit des Seigneurs, la seconde, des Gentilshommes, la troisième, des Villes, & la quatrième, des Ministres. De ces quatre Tables, ils choisirent des Députés pour en composer une Table Générale qui formoit les résolutions, après avoir été dûement informée par les Tables particulières. Jamais Souverain n'a été plus exactement obéi, que l'étoit cette Table Générale, par tous ceux qui désapprouvoient les innovations introduites dans l'Eglise, depuis trente ou quarante ans, c'est-à-dire, par presque tout le Royaume.

Ils souscri-
vent le Co-
venant.

La première chose qu'on vit sortir de ces Tables, fut le fameux *Covenant*, c'est-à-dire, la Ligue que les Ecossois firent ensemble pour maintenir leur Religion libre de toutes innovations. Pour bien comprendre ce que c'étoit que ce *Covenant*, il faut sçavoir, qu'en 1580. pendant qu'on soupçonnoit le Duc de Lenox & le Comte d'Aran, Favoris du Roi, d'avoir de mauvais desseins contre la Religion Protestante, l'Assemblée Générale jugea qu'il étoit nécessaire de dresser une Confession de Foi, & de la faire souscrire par tous les Sujets, & par le Roi même, auquel elle présenta une très-humble Requête sur ce sujet. Jacques ne pouvant rejeter cette demande, sans confirmer le Peuple dans ses soupçons, ce qui auroit pu produire de dangereux effets, signa lui-même la Confession de Foi, & donna ses ordres pour la faire signer par tous les Sujets sans distinction. Cela fut fait dans les années 1580. & 1581. & les souscriptions furent renouvelées en 1590. avec l'addition d'une clause par laquelle les souscrivans s'engageoient à maintenir la véritable Religion, & la personne du Roi.

Explications
du Cove-
nant.

Ce fut cette Confession de Foi de l'année 1580. qu'on renouvela dans cette année 1638. par ordre de la Table Générale, & qui fut présentée à toutes sortes de gens pour la signer. Jusque-là, il n'y avoit rien qui pût donner au Roi un juste sujet de se plaindre, du moins, quant à la matière, puisque c'étoit la même Confession que le Roi son Pere & tout le Royaume avoient signée en 1580. & 1581. Il est vrai que quant à la forme, il pouvoit, avec raison, se plaindre qu'on ne lui eût pas demandé son approbation. Mais les Tables ne se contenterent pas de faire signer simplement la Confession de Foi, elles y ajoutèrent encore une Obligation par laquelle les souscrivans s'engageoient, avec Serment, à maintenir la Religion dans l'état où elle étoit en 1580, & à rejeter toutes les innovations introduites dans l'Eglise, depuis ce tems-là. C'est ce qui étoit directement contraire aux desseins du Roi. Voici une partie de cette clause obligatoire, ou Serment, qui étant joint à la

la

la Confession de Foi, reçut le nom de *Covenant*, c'est-à-dire, *Contrat*, CHARLES I. 1638.
Convention ou *Ligue* faite entre ceux qui le souscrivoient.

Finallyment, étant convaincus en nos consciences, & confessant de nos bouches, ajouté au Covenant.
 que tant cette génération que les suivantes, dans ce Royaume, sont obligées d'ob-
 server inviolablement ledit Serment National & la Souscription susdite; Nous
 Seigneurs, Barons, Gentilshommes, Bourgeois, Ministres, & gens des Com-
 munes, souscrits, ayant diverses fois considéré, & considérant encore le danger où
 se trouvent la véritable Religion, l'honneur du Roi, & la Paix publique du
 Royaume, par la multitude des innovations en général, ou particulièrement men-
 tionnées dans nos Plaintes, Supplications, & Protestations; déclarons ici devant
 Dieu, devant ses Anges, & devant tout le monde, que, de tout notre cœur,
 nous sommes résolus d'adhérer à la véritable Religion, de la défendre, de la sou-
 tenir, & de rejeter la pratique de toutes les innovations introduites dans le Cul-
 te public; de désapprouver la corruption du Gouvernement de l'Eglise, & l'éleva-
 tion des personnes Ecclésiastiques aux Charges civiles, jusqu'à ce que cela soit ap-
 prouvé par une Assemblée libre & par le Parlement; & enfin, de travailler de
 tout notre pouvoir à rétablir la liberté & la pureté de l'Evangile, ainsi que tout
 étoit établi & professé avant les susdites innovations. Et parce que, par un sérieux
 examen, nous voyons clairement, & croyons indubitablement, que les innova-
 tions mentionnées dans nos Supplications, Plaintes, & Protestations, sont contrai-
 res à la Confession de Foi, à la pensée & à l'intention des bienheureux Réforma-
 teurs de l'Eglise de ce Royaume, aux Actes de Parlement, mentionnez ci-dessus;
 qu'elles tendent à rétablir le Papisme, & à ruiner la véritable Religion Réfor-
 mée, nos Loix & nos Libertez: Nous déclarons, que ladite Confession de Foi doit
 être entendue & expliquée, comme si elle contenoit, non seulement les Articles
 qui y sont spécifiés, mais encore les susdites innovations, comme si elles y étoient
 insérées mot à mot. Que nous devons les abhorrer & détester, de la même manie-
 re que nous abhorrons & détestons les Doctrines Papistes qui y sont expressément
 abjurées. C'est pourquoi, suivant notre devoir envers Dieu, envers le Roi, &
 envers la Patrie, sans aucune séduction ou motif humain, autant que la condition
 des hommes en est capable, & souhaitant pour cet effet, une plus grande mesure
 de grace, Nous promettons & jurons, par le nom du Seigneur notre Dieu, que
 nous continuerons dans la profession & obéissance de ladite Religion; que nous la
 défendrons, & que nous nous opposerons à toutes erreurs & corruptions contraires,
 chacun selon le pouvoir que Dieu lui a donné, pendant tout le cours de notre vie.
 Nous déclarons tout de même & dans un même esprit, devant Dieu & devant
 les Hommes, que nous n'avons aucun dessein, ni aucune intention d'attenter quoi-
 que ce soit qui puisse tourner au deshonneur de Dieu, ni à diminuer la grandeur
 ou l'autorité du Roi; mais au contraire, nous promettons & jurons, que, de tou-
 tes nos forces & de tout notre pouvoir, nous employerons nos biens & nos vies,
 pour la défense du Roi notre redouté Souverain, de sa personne & de son autorité,
 dans la conservation de ladite Religion, des Libertez, & des Loix de ce Royau-
 me. Nous promettons aussi & jurons, que nous nous assisterons mutuellement dans
 la même cause, sçavoir, pour le maintien de la Religion & de l'autorité du Roi,
 & que nous employerons nos conseils, nos personnes, nos biens, nos forces, contre
 quelques personnes que ce soient, &c.

Ce Covenant fut comme le Tocsin qui assembla en un Corps tous les
 Tome VII. G g g Ecois

CHARLES
I.
1638.

Ecoffois qui étoient mécontents du Gouvernement, c'est-à-dire, presque tout le Royaume. Il fut souscrit par les Grands & par le Peuple, si on en excepte les Conseillers Privez, les Juges, les Evêques, & certains Ministres qui jouissoient de quelques Dignitez dans l'Eglise. C'étoit-là ceux qui, peu auparavant, étoient revêtus de toute l'autorité, tant dans l'Eglise que dans l'Etat, le Roi s'étant persuadé, qu'il suffisoit d'avoir pour lui ceux qui étoient dans les Charges, pour empêcher le Peuple de rémuer. Mais quand la rupture fut une fois faite, par la publication du *Covenant*, il se trouva qu'il fallut compter par têtes, & alors les Partisans du Roi ne se trouverent pas un contre mille; de sorte que le Roi, le Conseil, les Juges, les Evêques, se trouverent tout d'un coup sans autorité & sans pouvoir. Il ne s'agissoit plus de faire valoir les Loix : le *Covenant* étoit la seule Loi que le Peuple vouloit suivre par rapport à la Religion, comme s'y étant engagé par un Serment solennel. Ainsi, l'autorité du Roi n'étant plus respectée, & le Peuple n'ayant aucune confiance dans les promesses du Roi, parce qu'il étoit persuadé, qu'elles ne tendoient qu'à le surprendre, il n'est pas étonnant que les efforts que le Roi fit dans la suite pour éteindre ce feu qui venoit de s'allumer, fussent inutiles. Je me suis un peu étendu sur l'origine des troubles d'Ecosse, parce que cette connoissance m'a paru absolument nécessaire pour pouvoir bien entendre ce qui s'est passé dans la suite, en Angleterre. Par cette même raison, je me vois encore obligé de parler des effets que le *Covenant* produisit en Ecosse : mais je tâcherai d'abréger ce détail autant qu'il sera possible.

Fausse mes-
sures du
Roi, par
rapport à
l'Ecosse.

Quoique l'enseigne de la Rebellion fût comme levée en Ecosse, & que le Roi ne vît pas trop bien comment il pourroit se tirer de cet embarras, il ne pouvoit encore se désister de son projet. Il se flatoit toujours qu'il pourroit, par quelque artifice, dissiper l'orage qui se formoit. Il étoit tellement prévenu en faveur de l'autorité Royale, qu'encore qu'il la vît peu respectée, il se persuadoit, que ses Déclarations & ses Proclamations, quoique conçues, pour la plupart, en termes ambigus, suffiroient pour remettre les Ecoffois dans le devoir. Mais il ne considéroit pas, qu'avant la rupture, le Peuple étoit comme obligé de fermer les yeux, & de feindre de ne pas voir ce qu'il voyoit : mais que, quand la brèche fut une fois faite, les Mécontents étoient trop habiles pour se laisser prendre à ses pièges, & trop hardis ou trop insolens, pour s'empêcher de faire connoître au Public les artifices par lesquels on prétendoit les amuser. Le Roi s'abusa encore lui-même en une autre chose ; c'est, que comme les Ecoffois alléguoient sans cesse leurs Loix, il croyoit leur fermer la bouche, alléguant de son côté, les Loix qui avoient été faites depuis quarante ans, ne considérant pas, que c'étoient ces mêmes Loix qui faisoient le principal sujet de leurs plaintes, & que c'étoit précisément ce qu'ils vouloient faire révoquer. Ainsi, en leurs produisant ces mêmes Actes de Parlement, qui avoient approuvés les Innovations, il ne faisoit que les confirmer dans la pensée qu'il avoit dessein de les maintenir, & que par conséquent, il étoit nécessaire d'user de quelque moyen violent pour l'en faire désister. Le Roi avoit pour lui des Loix qui étoient en force, puisqu'elles n'avoient jamais été révoquées, & le Peuple se croyoit en droit de faire abolir ces mêmes Loix que la corruption, l'artifice & la violence lui avoient imposées, se plaignant que, pour établir

établir ces nouvelles Loix, on avoit violé les anciennes. Ainsi, chacun, de son côté, se plaignoit de la violation des Loix.

CHARLES
I.
1638.
" Raifons
" des Mé-
" contens.

Les Mécontents disoient que, " Jacques & Charles avoient établi dans l'Eglise le Gouvernement Episcopal, contre la volonté de l'Eglise même qui auroit dû être consultée pour faire un tel changement. Que c'étoit une affaire qui regardoit uniquement la Religion, & qui ne pouvoit être décidée que par l'Assemblée Générale. Mais qu'au lieu de suivre les regles établies dans l'Eglise, on avoit commencé par l'introduction des Evêques dans le Parlement, & qu'ensuite, par le moyen des Evêques, on avoit fait passer dans le Parlement tout ce qu'on avoit voulu, quoique le Roi & le Parlement n'eussent aucun droit d'établir de nouveaux Offices, & de nouvelles Jurisdictions dans l'Eglise, sans le consentement de l'Eglise même représentée par l'Assemblée Générale, & non pas par cinq ou six Evêques, & autant d'Abbez Laïques auxquels on avoit donné séance dans le Parlement. Que, pour parvenir à ce but, on avoit usé de divers autres artifices, comme en corrompant l'Assemblée de Glasgow, en abolissant les Assemblées Générales, en établissant une Haute Commission incompatible avec les Libertez du Royaume. Qu'enfin, le Roi avoit usé, & usoit encore d'un pouvoir contraire aux Privilèges des Sujets, en voulant leur imposer une Liturgie & des Canons détestez par presque tout le Royaume, sans demander le consentement de l'Eglise ni du Parlement. Que par cette conduite, non moins violente qu'artificieuse, le Gouvernement de l'Eglise se trouvoit entièrement changé, non seulement sans l'avis du Peuple, mais contre sa volonté, comme il paroissoit bien par le nombre prodigieux de ceux qui avoient souscrit le *Covenant*, & par le petit nombre de ceux qui refusoient de le signer. Qu'ils se croyoient donc autorisez, en vertu de leurs Privilèges, de demander que la Religion fût rétablie dans sa pureté, telle qu'elle étoit en 1580. & que toutes les innovations fussent abolies. que si le Roi se plaignoit qu'on eût fait ce *Covenant*, sans sa participation & sans son aveu, il ne devoit s'en prendre qu'à lui-même, puisqu'il les avoit mis dans cette nécessité, en refusant d'avoir égard à leurs très-humbles Requêtes. Que ce *Covenant* ne paroissoit contraire aux Loix, que parce qu'on supposoit que les Privilèges du Peuple n'étoient pas violez, quoique le contraire fût manifeste. Que l'Ecosse étoit une Monarchie composée d'un heureux mélange des droits du Roi & des Privilèges du Peuple. Que cet assemblage étoit si absolument nécessaire, qu'il n'étoit pas possible de séparer ces deux choses sans ruiner la Constitution du Gouvernement. Qu'il étoit bien vrai, que si le Peuple vouloit jouir de ses Privilèges, il falloit qu'il rendît au Roi l'obéissance qui lui est due: mais qu'il n'étoit pas moins vrai, que le Roi ne pouvoit exiger cette obéissance, qu'autant qu'il faisoit jouir le Peuple de ses Libertez. Que s'ils étoient assez insensés pour se picquer d'une exacte obéissance aux Loix avantageuses à la Couronne, pendant que le Roi ne se faisoit pas un scrupule de renverser la Constitution du Gouvernement en usant d'un pouvoir absolu & despotique, ils ne feroient que lui fournir continuellement de nouvelles armes pour les réduire à une entière servitude. Enfin, que le but de leur *Covenant*, n'étoit pas de dépouiller le Roi de ses justes droits, comme on s'efforçoit de le faire entendre, mais d'empêcher qu'il ne les étendît plus loin qu'il ne lui étoit permis par les Loix.

CHAR-
LES I.
1638.
Raisons
du Roi.

Le Roi disoit de son côté, „ que les Ecoſſois, ſous le faux prétexte que leurs
„ Privilèges étoient violez, ſe précipitoient dans une rebellion actuelle, en re-
„ fuſant au Roi l'obéiſſance qui lui eſt dûe. Qu'en ſignant une Ligue direc-
„ tement contraire aux droits de la Couronne, ils uſurpoient un pouvoir que
„ non ſeulement aucune Loi ne leur accordoit, mais qui étoit même contraire
„ aux Loix. Que leurs plaintes en général, touchant la violation de leurs Pri-
„ vilèges, étoient mal fondées, puisſqu'il ne s'agiſſoit que d'un ſeul Article qui
„ regardoit la Religion, c'eſt-à-dire, non la Doctrine, mais uniquement la
„ Diſcipline de l'Egliſe. Que l'Episcopat étoit établi dans l'Egliſe d'Ecoſſe de-
„ puis un tems immémorial. Que véritablement, il avoit ſouffert quelque éclip-
„ ſe depuis la Réformation, dans un tems où l'on penſoit plus à réformer la
„ Doctrinel'Egliſe, qu'à régler la Diſcipline. Que le Gouvernement Preſby-
„ térien n'avoit été établi dans l'Egliſe d'Ecoſſe, que par l'autorité des Aſſem-
„ blées Générales, qui n'étoient pas Souveraines, & dont les Décrets n'avoient
„ aucune force que quand ils étoient approuvez & confirmez par le Parlement.
„ Que de depuis l'année 1561. juſqu'en 1592. le Parlement ne l'avoit jamais
„ approuvé, & que ſi le Parlement tenu dans cette année-là, avoit eu ſes rai-
„ ſons pour l'approuver, les Parlemens ſubſéquens en avoient eu de plus fortes
„ encore pour l'abolir, & pour rétablir le Gouvernement Episcopal. Qu'en
„ cela, il ne s'étoit rien fait qui fût contraire aux Loix & aux Coûtumes,
„ puisſque perſonne ne pouvoit ignorer que le Parlement qui représente toute
„ la Nation, a le droit de caſſer & de révoquer les Actes des Parlemens précé-
„ dens. Que les Mécontents ne pouvoient conteſter cette maxime, ſans tomber
„ eux-mêmes dans une groſſière contradiction, puisſqu'ils ne pouvoient fonder
„ leur Gouvernement Preſbytérien que ſur l'Acte de Parlement, fait en 1592.
„ qui révoquoit toutes les Loix anciennes faites en faveur de l'Episcopat. Com-
„ ment donc pourroit-on faire voir que le Parlement de 1592. avoit pû abolir
„ l'Episcopat, & que celui de 1612. n'avoit pas eu le droit d'abolir le Gouver-
„ nement Preſbytérien? Quant aux Aſſemblées Générales auxquelles on attri-
„ buoit un pouvoir abſolu ſur les affaires de Religion, que ce pouvoir étoit ou
„ naturel ou acquis. S'il étoit naturel, d'où venoit qu'avant la Réformation,
„ on n'avoit jamais entendu parler de pareilles Aſſemblées composées de Mi-
„ niſtres ſeuls, ſans Evêques? Que ſi c'étoit un pouvoir acquis, elles ne pou-
„ voient l'avoir reçu que de la Nation, c'eſt-à-dire, du Roi & du Parlement.
„ Que par conſéquent, elles étoient ſujettes au Parlement, & que leurs Actes
„ ne pouvoient avoir de force qu'autant que le Parlement leur en donnoit.
„ Que ſi elles avoient reçu le pouvoir illimité qu'on leur attribuoit, où étoit
„ l'Acte qui le leur donnoit, & pourquoi ne le produiſoit-on pas? Que quand
„ même on en produiroit quelqu'un, cela ne ſuffiroit pas, ſi on ne faiſoit voir
„ en même tems, que cet Acte étoit irrévocable; ſans quoi il demeureroit tou-
„ jours conſtant, qu'elles dépendoient du Parlement, & par conſéquent, leurs
„ Actes n'avoient pas la force qu'on prétendoit leur attribuer, à moins que le
„ Parlement ne les eût approuvez, & que dans la ſuite, il n'eût pas révoqué
„ ſon approbation. Que ces Aſſemblées Générales ne furent inſtituées au com-
„ mencement de la Réformation, que pour diriger les matieres; & pour ſou-
„ lager le Roi & le Parlement dans l'examen de ce qui devoit être changé ou
„ altéré par rapport à la Religion. Mais qu'il n'étoit que trop vrai, qu'el-
„ „ les

les avoient usurpé peu à peu une autorité très-préjudiciable à la Couronne, & dont il n'étoit pas à propos que des Sujets fussent revêtus. Que pour ce qui regardoit la Liturgie dont les Mécontents affectoient de parler en termes si méprisans, comme si on avoit dessein de l'introduire en vûe de ramener peu à peu le Peuple au Papisme, il n'avoit qu'une chose à dire pour la justifier. C'est qu'elle avoit été dressée par des Evêques qui avoient souffert le martyre pour la Religion Protestante, & qu'il y avoit de l'extravagance à dire que de telles gens vouloient ramener le Papisme, dans un tems où, de notoriété publique, ils faisoient tous leurs efforts pour écarter du Culte public tout ce qui pouvoit le favoriser. Que si le Roi son Pere & lui-même avoient souhaité de l'introduire dans l'Eglise d'Ecosse, c'étoit parce qu'ils la croyoient très-propre pour l'édification des Fidèles, & à faire cesser l'indécence dont le Service public se faisoit dans cette Eglise, où chaque Ministre faisoit les Prières qu'il vouloit, & souvent sans aucune méditation précédente, ce qui étoit sujet à de grands inconvéniens. Qu'en cela, il n'avoit eu pour but que le bien & l'avantage de ses Sujets d'Ecosse, & qu'on lui faisoit un tort extrême en lui attribuant le dessein de vouloir introduire le Papisme lequel au contraire il abhorroit. A l'égard du Livre des Canons, il se défendoit de la même manière qu'il a été dit ci-dessus, c'est pourquoi il n'est pas nécessaire de le répéter.

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1638.

Après avoir vû les raisons des deux Partis, il ne sera pas difficile de comprendre les motifs de la conduite de l'un & de l'autre, sans qu'il soit nécessaire que je m'y arrête dans la suite, pour les faire entendre. J'ajouterai seulement, que les Mécontents ayant pris la résolution de profiter de la foiblesse du Parti du Roi, & de l'avantage que leur donnoit leur *Covenant*, pour faire abolir les innovations dont ils se plaignoient, s'arrêterent moins aux moyens les plus justes & les plus conformes aux Loix, qu'à ceux qu'ils crurent les plus capables de les faire parvenir à leur but. D'un autre côté, le Roi s'appuyoit toujours sur les Actes de Parlement qui avoient établi ces prétendues innovations, feignant de ne pas comprendre qu'on eût le moindre sujet de se plaindre de lui ou du Roi son Pere, à cet égard.

Les choses en étant venues au point que je l'ai dit ci-dessus, par la souscription presque universelle du *Covenant*, le Roi résolut d'envoyer en Ecosse, le Marquis d'Hamilton, pour représenter sa personne sous le titre de son Grand Commissaire. Il se persuadoit que ce Seigneur Ecossois étant revêtu d'un emploi si éminent auroit assez de crédit & d'industrie pour ramener le Peuple à l'obéissance, sans lui donner aucune satisfaction réelle, étant encore bien éloigné de se désister de ce qu'il avoit entrepris. Les Tables ayant appris cette nouvelle, ne douterent point que l'intention du Roi ne fût de les amuser & de les surprendre, c'est pourquoi elles employèrent tous les moyens possibles pour prévenir le danger qui les menaçoit. Je ne parlerai point ici en détail de ces moyens. Je me contenterai de dire, que le Grand Commissaire fut reçu par les Mécontents avec beaucoup de froideur, & peu de respect, & qu'ils se préparèrent au contraire, à lui résister vigoureusement, en cas qu'il voulût faire valoir son autorité.

Le Roi en-
voye le Mar-
quis d'Ha-
milton en
Ecosse.

Pendant ce tems-là, le Roi ayant envoyé en Ecosse un Vaisseau chargé d'armes, pour munir le Château d'Edimbourg, les Tables prirent la résolu-

CHARLES
I.
1638.

tion de s'en saisir, dans la crainte où elles étoient que le Roi n'eût dessein de les surprendre pendant qu'il les amusoit par des Négociations. Cette résolution ne put être exécutée, parce que le Parti du Roi, en ayant eu quelque avis, fit décharger promptement le Vaisseau, & porter les armes à Dalkeith où le Conseil étoit alors. Cela fut causé que les Tables mirent une garde proche de la porte du Château, pour empêcher qu'on n'y fît entrer ces armes. Dans le même tems, les Mécontents reçurent deux Vaisseaux chargez d'armes pour leur service. Le Roi eut bien de la peine à digérer cet affront. Mais les Mécontents ne croyoient pas qu'il y eût de la prudence de s'exposer à être surpris, sous prétexte que la rupture entre le Roi & eux n'étoit pas encore entière.

Le Grand Commissaire s'étant rendu à Edimbourg demanda trois choses aux Mécontents.

1. Qu'ils lui fissent sçavoir, tout d'un coup, ce qu'ils désiroient du Roi pour leur entière satisfaction.

2. Qu'ils rentrassent dans l'obéissance du Roi.

3. Qu'ils renonçassent à leur *Covenant*.

Leur Réponse fut,

1. Qu'ils demandoient une Assemblée Générale, & un Parlement.

2. Qu'ils ne pouvoient rentrer dans l'obéissance du Roi, puisqu'ils n'en étoient jamais sortis.

3. Qu'ils renonceroient aussi-tôt à leur baptême qu'à leur *Covenant*.

Le Marquis avoit apporté avec lui une Proclamation, dont néanmoins il ne devoit faire usage qu'en cas de nécessité, parce que le Roi ne vouloit s'engager à aucune condescendance pour les Ecoissois, à moins que d'y être forcé. Mais le Marquis s'aperçut bien-tôt qu'il n'étoit pas possible de ramener les Mécontents à l'obéissance, sans les amuser du moins de l'espérance que le Roi auroit quelque égard à leurs Griefs. Il trouva donc à propos de faire publier la Proclamation, quoiqu'il parût clairement, par les termes mêmes dans lesquels elle étoit conçue, que le Roi ne vouloit proprement s'engager à rien. Voici ce qu'il y avoit de principal dans cette Pièce, & en quoi consistoit la condescendance du Roi.

Proclama-
tion du
Roi.

„ Et pour ôter plus manifestement tous les scrupules des esprits de nos Su-
jets, nous assurons, par ces Présentes, que ni présentement ni à l'avenir,
„ nous n'enjoindrons la pratique des Canons & de la Liturgie, *que d'une manie-*
„ *re conforme aux Loix*, qui fera connoître à nos Sujets, que nous n'avons pas
„ dessein d'introduire aucune innovation dans la Religion ni dans les Loix du
„ Royaume. Pour cet effet, nous avons ordonné, que tous les Actes du Con-
„ seil faits sur ce sujet, & touchant la Haute Commission, demeurent sans
„ force. Nous prendrons soin de rectifier tout d'une telle manière, *par l'avis*
„ *& avec l'assistance de notre Conseil*, qu'il ne se fera rien qui soit contraire aux
„ Loix, ni qui puisse être un juste sujet de Grief à nos Sujets. Quant à ce qui
„ doit être agité de plus dans des Assemblées Générales ou dans le Parlement,
„ pour bien établir la Religion *présentement* professée, & pour le paisible Gou-
„ vernement de l'Eglise, nous le prendrons en considération dans une Assem-
„ blée Générale, ou dans un Parlement, que nous convoquerons *dès que nous*
„ *le pourrons convenablement*.

Il falloit que le Roi fût mal informé de la disposition des Ecoſſois, pour pouvoir ſe perſuader qu'une Proclamation, qui contenoit tant de reſtrictions, & de clauses ambiguës fût capable de les ſatisfaire. Cette Proclamation ne fut pas plutôt lûe & publiée, dans le Marché d'Edimbourg, que les Tables firent lire publiquement dans le même lieu, une Réponſe en forme de Proteſtation, dont voici la ſubſtance.

CHARLES
I.
1638.
Proteſtation
contre la
Proclama-
tion.

1. Qu'une ſimple Proclamation, qui pouvoit être aiſément révoquée, n'étoit pas capable de diſſiper leurs craintes, ni de leur donner aucune aſſurance pour l'avenir.

2. Qu'ils demandoient poſitivement une Aſſemblée Générale & un Parlement, & que le Roi ne s'engageoit point à les convoquer.

3. Que la Proclamation ne faiſoit mention de leurs plaintes & de leurs Grieffs, que ſous le nom de déſordres, de jalouſies, de craintes frivoles, &c.

4. Que le Roi ſuppoſoit, qu'il avoit déjà ſuffiſamment pourvû à ces Grieffs, par ces Proclamations précédentes, & qu'il y pourvoyoit par celle-ci.

5. Que cette Proclamation ſuppoſoit qu'ils étoient coupables de rebellion.

6. Qu'elle ne remédioit à rien, & qu'elle laiſſoit aux Evêques la liberté de pratiquer les innovations dont on ſe plaignoit.

7. Qu'elle marquoit clairement le deſſein qu'avoit Sa Maſteſté de maintenir ces innovations, d'une manière conforme aux Loix, c'eſt-à-dire à ces Loix nouvelles qui faiſoient le ſujet de leurs plaintes.

8. Que le Roi ne promettoit pas d'abolir la Haute Commiſſion, mais ſeulement de la rectifier par l'avis de ſon Conſeil, comme ſi le Roi & le Conſeil étoient en droit d'établir de nouvelles Juridiſdictions Eccléſiaſtiques, ſans l'approbation de l'Aſſemblée Générale & du Parlement.

Le Grand Commiſſaire étant mieux inſtruit des affaires d'Ecoſſe, parce qu'il avoit vû de ſes propres yeux, crut qu'il étoit néceſſaire qu'il en allât lui-même informer le Roi. Il fit donc un voyage à la Cour, & en revint peu de tems après, étant muni d'un Pouvoir de convoquer une Aſſemblée Générale & un Parlement. Mais à l'égard de l'Aſſemblée, il vouloit ſçavoir auparavant, de quelles perſonne elle ſeroit compoſée, & quelles matieres on y traiteroit. Les Tables rejetterent cette reſtriction, comme ne tendant qu'à rendre l'Aſſemblée inutile. Elles lui firent auſſi entendre, que ſi le Roi reſuſoit de convoquer une Aſſemblée Générale, elles ſe croyoient ſuffiſamment autorifées pour la convoquer elles-mêmes.

Le Marquis
fait un voya-
ge à la Cour.
Il uſe de di-
vers artifices
pour rom-
pre les me-
ſures des
Mécontents.

Vrai-ſemblablement le Grand Commiſſaire du Roi avoit ordre d'accorder une Aſſemblée Générale, ſ'il ne pouvoit abſolument s'en diſpenſer, & néanmoins de faire ſes efforts pour faire enſorte, ou que les Tables ſe deſiſtaſſent de cette demande, ou du moins, ſ'il accorderoit l'Aſſemblée, d'ajouter à cette faveur, des conditions qui empêchaſſent que les deſſeins du Roi n'en reſuſſent aucun préjudice. Ce fut ſans doute pour obéir à cet ordre, qu'il fit préſenter aux Tables onze Articles qui étoient autant de conditions ſous leſquelles il vouloit bien convoquer une Aſſemblée. Comme il avoit apparemment de bons Eſpions, il ſçavoit à peu près ce que les Tables avoient deſſein de faire, pour tirer de grands avantages de la Convocation d'une Aſſemblée Générale, & ces onze conditions qu'il leur fit préſenter tendoient uniquement à rendre leurs meſures

Il fait onze
propoſitions
qui ſont re-
jetées.

CHARLES
I.
1638.

Il les réduit
à deux.

Explication
de ces deux
proposi-
tions.

mesures inutiles. Les Tables qui étoient composées de tout ce qu'il y avoit de plus habiles gens en Ecosse, n'eurent pas beaucoup de peine à découvrir quel étoit le but du Grand Commissaire. Elles répondirent donc à ces onze Articles d'une manière à lui faire connoître qu'il ne seroit pas facile de les surprendre. Il ne se rebuta pourtant pas, & sous prétexte de vouloir user de condescendance avec les Mécontents, il réduisit les onze conditions à deux seulement, mais qui contenoient tout ce qu'il y avoit d'important & d'essentiel dans les onze, & qui tendoient au même but. Ces deux conditions étoient :

1. Qu'aucun Laïque, ne seroit admis à donner sa voix pour l'élection des Ministres qui devoient être députez à l'Assemblée, ni aucun autre que les Ministres mêmes de chaque Presbytère.

2. Que l'Assemblée ne détermineroit rien que par voye de remontrance, sur les Actes de Parlement.

Pour pouvoir comprendre le but & le motif de la première de ces conditions, il faut sçavoir, qu'on ne s'étoit que trop apperçu en Ecosse, depuis l'Assemblée Générale tenue à Glasgow en 1610. combien facilement le Roi pouvoit gagner la supériorité du nombre des voix parmi les Ministres, soit par la crainte, soit par l'espérance, ou par des faveurs présentes & effectives. Par cette raison, les Mécontents avoient résolu de ne laisser plus les Ministres, maîtres des affaires qui regardoient la Religion. C'étoit pour cela même qu'ils avoient établi quatre Tables dont celle des Ministres, qui n'étoit que la troisième, ne pouvoit rien décider sans la concurrence des trois autres, & sans l'approbation de la Table Générale; de plus quand les Tables avoient demandé une Assemblée Générale, elles avoient en même tems résolu de faire en sorte que cette Assemblée fût composée non seulement de Ministres, mais encore d'Anciens Laïques qui fussent de gens d'autorité, & dont le nombre surpassât celui des Ministres. Enfin, elles se proposoient de faire élire les Ministres qui devoient être députez à l'Assemblée, non seulement par les Ministres mêmes de chaque Presbytère, mais aussi par les Anciens Laïques. Le Marquis d'Hamilton, qui avoit connoissance de leur dessein, leur rendoit donc un double piège dans la première des deux conditions qu'il demandoit. Le premier consistoit, en ce que feignant d'ignorer qu'elles eussent dessein de faire élire des Anciens Laïques, pour Députez à l'Assemblée, il supposoit qu'elle ne devoit être composée que de Ministres seulement. Le second consistoit, en ce qu'il prétendoit, que la nomination des Ministres députez à l'Assemblée se fît par les Ministres seuls, sans la participation des Anciens. C'étoit par-là qu'il tâchoit de rompre les mesures que les Tables avoient jugées nécessaires pour se mettre à couvert des Articles de la Cour.

Quant à la seconde condition, il étoit clair que, par les choses déjà établies par des Actes de Parlement, il entendoit toutes les innovations dont on se plaignoit, qui avoient été introduites depuis l'année 1606. & dont la plupart étoient fondés sur des Actes de Parlement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Ainsi, par cette seconde condition, il rompoit encore, plus directement que par la première, les mesures que les Tables pouvoient prendre, pour faire examiner ces innovations, & pour les faire déclarer telles par l'Assemblée Générale. Aussi les Tables rejetterent ces deux conditions, les regardant com-

Les Tables
les rejettent.

comme autant de pièges pour les surprendre, puisqu'elles ne pouvoient les accepter sans se livrer au Roi pieds & poings liez. Cette affaire en étoit venue à ce point, qu'il n'étoit plus question à l'égard des Tables, d'examiner si les innovations dont elles se plaignoient étoient véritablement des innovations, & si elles avoient droit d'en demander l'abolition: elles étoient entièrement déterminées sur ce sujet. Il s'agissoit uniquement de chercher les moyens les plus propres pour se procurer la satisfaction qu'elles demandoient. D'un autre côté, le Roi n'avoit pas le moindre doute sur la validité des Actes de Parlement qui avoient établi ces prétendues innovations. Il doutoit peut-être encore moins du droit qu'il avoit d'introduire la Liturgie & les Canons. Mais il s'agissoit à son égard, de trouver les moyens les plus convenables pour maintenir l'autorité du Parlement & la sienne propre, & de dissiper l'orage qui se formoit en Ecosse.

CHARLES
I.
1638.
Situation
des affaires
d'Ecosse.

Le Grand Commissaire ayant clairement connu qu'il avoit à faire à des gens qui étoient sur leurs gardes, & qu'il ne seroit pas facile de les surprendre, résolut de faire un second voyage en Angleterre, pour informer le Roi de l'état des choses. Ce ne fut qu'avec bien de la peine, qu'en faisant espérer aux Mécontents que le Roi leur accorderoit une Assemblée Générale telle qu'ils la désiroient, il obtint qu'on ne procéderoit point à l'élection des Députés avant son retour qui fut fixé au 20. de Septembre. Pendant son absence, les Tables, qui n'attendoient de la Cour que de nouveaux pièges, ou de nouveaux délais, résolurent qu'il se tiendrait une Assemblée Générale, ou avec la permission du Roi, s'il vouloit l'accorder, ou sans son aveu, & que les élections des Députés se feroient le 22. de Septembre. Dans cet intervalle, elles envoyèrent à tous les Presbytères, des directions disposées en huit Articles qui rendoient tous à faire en sorte qu'aucun Ministre suspect ne fût élu, & qu'on élût par tout des Anciens Laïques, qui fussent des gens d'autorité, & en plus grand nombre que les Ministres. En un mot, elles prirent toutes les mesures possibles pour avoir une Assemblée à leur dévotion, en quoi elles réussirent parfaitement, le Parti du Roi étant par tout si foible, qu'il n'étoit pas en état de s'y opposer avec succès.

Le Marquis
retourne en
Angleterre.

Le Grand Commissaire étant retourné en Ecosse avec de nouvelles Instructions, y fit d'abord publier une Proclamation contenant en substance ces trois Articles principaux.

Nouvelle
Proclamation
du Roi.

1. Que le Roi révoquoit la Liturgie, le Livre des Canons, la Haute Commission, les cinq Articles de Perth.

2. Qu'à l'avenir, les Evêques seroient censurables par l'Assemblée Générale.

3. Il ordonnoit à tous ses Sujets d'Ecosse de signer la Confession de Foi de l'année 1580. avec le Serment qu'il y avoit annexé, mais bien différent de celui du *Covenant*.

Après avoir fait publier cette Proclamation, le Grand Commissaire convoqua une Assemblée Générale à Glasgow, pour le 21. de Novembre de cette même année 1638. & un Parlement à Edimbourg pour le 15. de Mai de l'année suivante 1639.

Le Grand
Commissaire
convoque
une Assemblée
& un
Parlement.
Différence
entre le Co-

Ce n'étoit pas sans raison, que les Mécontents s'étoient attendus à quelque nouveau piège de la part du Roi. Quoique la Confession de Foi que le Roi

CHARLES
I.
1638.
venant du
Roi & celui
des Mécon-
tens.

ordonnoit de signer fût précisément celle-là même qui avoit été mise à la tête du *Covenant*, le Serment que le Roi y avoit annexé portoit, qu'on juroit de maintenir la Religion *présentement professée*, ce qui renversoit de fond en comble le Serment du *Covenant*, par lequel les souscrivans s'étoient engagés à rejeter toutes les innovations introduites depuis l'année 1580. Ce piège étoit si grossier, & faisoit un si grand tort aux affaires du Roi, que le Conseil, pour en arrêter les mauvais effets, se vit obligé de faire un Acte par lequel il déclaroit, que le sens du Serment étoit, qu'on juroit de maintenir la Religion professée en 1580. Mais cela n'empêcha pas que les Tables ne fissent lire publiquement une Protestation contre la Proclamation, pour faire voir, comme elles le prétendoient, que le Roi n'agissoit pas rondement; que par certaines clauses ambiguës, par des restrictions, par des additions, il leur ôtoit d'une main ce qu'il leur donnoit de l'autre, & se réservoir la liberté de maintenir dans un tems plus convenable, les innovations dont il sembloit se désister.

Efforts pour
faire signer
le *Covenant*
du Roi.

Pendant l'intervalle qu'il y eût entre la publication de la Proclamation, & l'Assemblée Générale, le Grand Commissaire & le Conseil firent tous les efforts possibles, pour faire signer à toutes sortes de gens, la Confession de Foi, telle que le Roi l'avoit envoyée; & les Tables de leur côté, n'oublièrent rien pour s'y opposer. Mais il se passa dans ce même tems, une chose plus impor-

Requête &
accusation
présentée au
Presbytère
d'Edim-
bourg con-
tre les Evê-
ques.

tante dont il ne faut pas oublier de parler. C'est qu'un grand nombre de Seigneurs, Barons, Gentilshommes, Ministres, Bourgeois, qui n'étoient pas Députés à l'Assemblée Générale, présentèrent au Presbytère d'Edimbourg une accusation en forme, contre *David Lindsey* Evêque d'Edimbourg, & en même tems, contre tous les autres Evêques. Le principal de cette accusation qui contenoit divers Articles, dont sans doute plusieurs étoient beaucoup exagérés, rouloit sur ce que Lindsey & ses Confrères n'avoient pas satisfaits aux conditions qui leur avoient été imposées par l'Assemblée Générale de Montrose, dont j'ai déjà parlé. Le but de l'accusation étoit d'obtenir du Presbytère d'Edimbourg, qu'il ordonnât, comme il le fit effectivement, que les Evêques comparoissent devant l'Assemblée qui devoit se tenir à Glasgouv. Car comme l'abolition de l'Episcopat étoit déjà résoluë, il étoit nécessaire que l'Assemblée Générale eût un fondement ou un prétexte pour se saisir de l'affaire des Evêques, & de les juger. C'étoit à cela que l'accusation étoit destinée.

But de cette
accusation.

Recit de ce
qui se passa
dans l'As-
semblée Gé-
nérale tenue
à Edim-
bourg.

L'Assemblée Générale se tint à Glasgouv au jour qui avoit été marqué, étant composée de la manière que les Tables l'avoient souhaité, ou plutôt prescrit. Le Parti du Roi y étoit si foible qu'il n'osoit lever la tête, & les matières qui devoient y être traitées avoient été déjà dirigées par les Tables qui avoient envoyé leurs Instructions aux Députés. En un mot, comme dans l'Assemblée de 1610. & dans les suivantes, le Roi Jacques avoit pris des précautions pour y faire résoudre ce qu'il souhaitoit, les Tables avoient pris les mêmes précautions à l'égard de celle-ci, pour faire annuler tout ce qui ne leur plaisoit pas. Aussi, le grand but du Marquis d'Hamilton fut visiblement de faire naître des contestations qui leur donnassent lieu de dissoudre l'Assemblée.

Le premier jour, on ne fit que lire la Commission du Roi. Le second jour,

on lut une Lettre du Roi qui ne contenoit rien d'extraordinaire. Ensuite, on voulut procéder au choix d'un Modérateur; mais dans le même tems, le Docteur Hamilton présenta, de la part des Evêques, un *Déclinatoire*, c'est-à-dire, une protestation de nullité contre l'Assemblée, & le Grand Commissaire voulut d'abord faire lire ce *Déclinatoire*. Mais on objecta qu'il n'y avoit point d'Assemblée sans Modérateur, & que par conséquent, c'étoit par-là qu'il falloit commencer. Le Grand Commissaire voyant qu'il ne pouvoit rien gagner, protesta contre le refus qu'on faisoit de lire le *Déclinatoire* avant l'élection du Modérateur, & fit enregistrer sa Protestation. Avant qu'on procédât au choix du Modérateur, le Grand Commissaire fit enregistrer une seconde Protestation, que ce choix ne pourroit préjudicier, ni à la Prérrogative du Roi, ni à aucune Loi ou Coutume, ni l'empêcher de produire ses exceptions, ou contre la personne qui seroit éluë, ou contre l'élection même. Après cela, d'une commune voix, le Ministre *Henderson* fut choisi pour Modérateur.

Le troisième jour, le Grand Commissaire voulut faire lire le *Déclinatoire* des Evêques. Mais on lui opposa, que l'Assemblée n'étoit pas formée, jusqu'à ce que les Commissions des Députés fussent examinées, & qu'on sût si ceux qui étoient présens, étoient dûement autorisés. Cette affaire étoit plus importante qu'elle ne le paroît à la première vue. Comme le *Déclinatoire* contenoit des raisons pour faire voir que l'élection de tous les Députés, ou du moins, de la plupart, étoit nulle, il étoit aisé de comprendre que ces raisons viendroient trop tard, après que le pouvoir des Députés auroit été reconnu, & qu'ils auroient été admis pour Membres de l'Assemblée. Le Grand Commissaire ne pouvant obtenir ce qu'il souhaitoit, fit enregistrer une troisième Protestation sur ce sujet, & une quatrième, le même jour, sur le choix qui fut fait d'*Archibald Johnston* pour Secrétaire de l'Assemblée; celle-ci étoit fondée sur ce que Johnston avoit été Secrétaire de la Table Générale à Edimbourg.

Le quatrième jour, on examina les Commissions des Députés. Mais auparavant, le Grand Commissaire fit enregistrer une cinquième Protestation, pour n'être pas privé du droit de produire des exceptions contre les Députés, lorsqu'il le trouveroit convenable.

L'examen des Commissions n'ayant pu être terminé le quatrième jour, fut continué le cinquième. On peut bien s'imaginer, que les élections qui se trouvoient conformes aux Instructions des Tables, étoient généralement approuvées, & qu'on ne manquoit pas de moyens pour rendre douteuses, ou pour rejeter entièrement celles qui y étoient contraires.

Le sixième jour 27. de Novembre, on lut enfin le *Déclinatoire* des Evêques, dans lequel ils prétendoient faire voir par plusieurs raisons que cette Assemblée étoit nulle. Après la lecture du *Déclinatoire*, le Grand Commissaire fit lire quelques autres Protestations qu'on lui avoit envoyées de divers endroits, contre le droit qu'on attribuoit aux Anciens Laïques d'avoir voix délibérative dans les Assemblées Générales, & contre les élections des Ministres Députés, faites par des Laïques.

Le septième jour, 28. de Novembre, il fut proposé dans l'Assemblée de délibérer si on jugeroit l'affaire des Evêques, nonobstant leur *Déclinatoire*.

Le Grand
Commissaire
le dissout

Hhh ij

Com-

CHARLES Comme après divers Discours qui furent faits sur ceſſujet, le Modérateur alloit recueillir les voix, le Grand Commiſſaire prit la parole, & dit, que, ſiſqu'ils prétendoient ſ'attribuer le droit de juger les Evêques, il ne pouvoit y conſentir, ni demeurer plus long-tems avec eux. Enſuite, après un aſſez long Discours, où il repréſenta les gracieuſes conſeſſions de S. M. dans ſa dernière Déclaration, il caſſa l'Assemblée au nom & en l'autorité du Roi, & en donna ces quatre raiſons principales.

Ses raiſons.

1. Qu'on avoit introduit dans cette Aſſemblée, des Anciens Laiques pour y donner leurs voix, ce qui étoit hors d'uſage depuis ſi long-tems, qu'aucun homme vivant ne pouvoit ſe ſouvenir del'avoir vû.
2. Que les Miniſtres députez avoient été choiſis par des Anciens Laiques, contre l'uſage ordinaire & accoutumé.
3. Que le petit nombre de Députez qui avoient été choiſis contre la déſignation des Tables, avoient été rejettez par de pures chicanes.
4. Que les Evêques citez devoient être jugez par des gens qui s'étoient déjà déclaréz contre eux.

Obſervations ſur ce ſujet.

On peut remarquer ſur ces raiſons, que le Grand commiſſaire n'avoit pas ignoré, avant que l'Assemblée ſe tint, la maniere dont l'élection des Députés s'étoit faite, ni que la cauſe des Evêques devoit être portée à l'Assemblée Générale. Par conſéquent, ces mêmes raiſons auroient été aſſi fortes pour empêcher que l'Assemblée ne ſe tint, qu'elles l'étoient pour la diſſoudre le ſeptième jour. Mais il n'avoit pas voulu donner aux Mécontents l'avantage de ſe plaindre avec raiſon, qu'il les avoit amuſez de l'eſpérance d'une Aſſemblée qu'il n'avoit pas deſſein de faire tenir. Il eſpéroit de trouver dans les procédez de l'Assemblée des cauſes ou des prétextes pour la diſſoudre, & les fréquentes Proteſtations qu'il fit enregiſtrer étoient autant de moyens dont il prétendoit ſe ſervir quand il en ſeroit tems. Mais comme, ſelon toutes les apparences, il avoit un ordre expreſ du Roi de diſſoudre l'Assemblée, en cas qu'on voulût entreprendre de juger les Evêques, & que ce fut proprement la première choſe qui fut propoſée, il ne fut plus en ſon pouvoir d'attendre qu'on lui en fournît d'autres prétextes. Il ſe vit donc obligé d'employer pour la diſſoudre les mêmes raiſons qui auroient pû ſervir pour l'empêcher de ſ'asſembler.

L'Assemblée reſuſe de ſe ſéparer & ſe continue par ſa propre autorité.

Le Roi ne trouva pas dans l'Assemblée, l'obéiſſance à laquelle il s'étoit attendu, quoiqu'avec peu de fondement, vû la diſpoſition où les Ecoſſois ſe trouvoient. Il étoit aisé de prévoir, que ceux-là mêmes qui avoient voulu tenir une Aſſemblée, quand même le Roi n'y auroit pas conſenti, n'étoient pas diſpoſez à ſe ſéparer après une ſéance de ſept jours, ſans avoir terminé aucune affaire. Ils vouloient abſolument faire abolir l'Episcopat & toutes les innovations introduites dans leur Eglise depuis environ quarante ans; & après toutes les démarches qu'ils avoient faites, il n'étoit pas apparent qu'ils vouluſſent, tout d'un coup, ſe déſiſter de leurs projets, & revenir aux Requêtes & aux ſupplications qui juſqu'alors leur avoient été inutiles. Ils voyoient d'ailleurs que le Roi employoit toutes ſortes de moyens pour ſ'empêcher de conſentir à leurs déſirs, ou que ſ'il feignoit d'avoir quelque condeſcendance pour eux, ce n'étoit que pour céder au tems, & qu'il ſe réſervoit la faculté de maintenir les innovations dans une occaſion plus favorable.

ble. Ils en étoient du moins persuadés, & cette prompte dissolution d'une Assemblée qu'ils avoient demandée avec tant d'instance, les confirmoit dans leur pensée. C'est pourquoi ils ne vouloient pas laisser échapper une occasion qui leur paroissoit si avantageuse. Ils avoient tout le Royaume dans leur parti, & ils sçavoient bien que les grands mécontentemens qu'il y avoit en Angleterre, ne permettroient pas au Roi de faire de grands efforts contre l'Ecosse.

CHARLES
I.
1638.

Ce fut par ces raisons, que l'Assemblée de Glasgow se continua elle-même par sa propre autorité, malgré sa dissolution ordonnée au nom du Roi, & malgré une Proclamation qui fut publiée dès le lendemain, à laquelle on se contenta de répondre à l'ordinaire par une Protestation. Ainsi le Roi eut le chagrin de voir son autorité méprisée, & les Actes de Parlement que le Roi son Pere avoit fait passer pour introduire la Hiérarchie dans l'Eglise d'Ecosse, servir de fondement à la révolte des Ecossois. Ce devroit être une leçon pour empêcher les Souverains d'introduire des nouveautez qui ne sont pas absolument nécessaires. Il est certain que la Réformation avoit été établie en Ecosse suivant la maniere des Presbytériens, de même qu'en Suisse, à Genève, en France, en Allemagne, dans les Païs-Bas : que ce même Gouvernement y subsista jusqu'à ce que Jacques VI. fut devenu Roi d'Angleterre : que ce Prince s'entêta du dessein d'introduire le Gouvernement Episcopal, & que Charles, son Fils & son Successeur, ne fut pas moins ardent que lui à poursuivre le même projet. Il n'est pas question de sçavoir si le Gouvernement Episcopal est bon ou mauvais en lui-même ; mais en le supposant bon, & même excellent, il s'agit de sçavoir si l'Eglise d'Ecosse ne pouvoit point s'en passer, & si Charles I. eut d'assez fortes raisons pour hazarder de troubler la tranquillité de ce Royaume, & la sienne propre, afin de soutenir un dessein dont l'exécution n'étoit pas d'une absolue nécessité.

L'Assemblée Générale ayant fait la démarche de se continuer elle-même, contre les ordres du Roi, ne perdit aucun tems pour commencer & pour achever promptement ce qui avoit été résolu par les Tables. Voici une petite Liste de quelques Actes qu'elle fit, qui fera connoître combien elle prit à tâche d'abolir, autant qu'il dépendoit d'elle, toutes les innovations.

Actes faits
par l'Assemblée depuis
sa dissolution.

Acte contenant la Protestation de l'Assemblée contre sa dissolution.

Acte qui annulle les six précédentes Assemblées, sçavoir, de Lilinthgow en 1606. & en 1608 ; de Glasgow en 1610 ; d'Aberdeen en 1616. de Saint André en 1617 ; de Perth en 1618 ;

Acte qui annulle le Serment exigé par les Prélats de ceux qui sont admis aux Bénéfices.

Acte qui condamne la Liturgie.

Acte qui condamne le Livre de Canons.

Acte qui condamne la Haute Commission.

Deux Actes contenant la condamnation & l'excommunication de quatorze Evêques.

Acte qui explique la Confession de Foi de l'année 1580. comme abjurant le Gouvernement Episcopal.

Acte contre les cinq Articles de Perth.

Hhh iij

Acte

CHARLES
I.
1638.

Acte pour rétablir les Presbytères , les Assemblées Provinciales & Synodales , selon l'ancienne Constitution , & les Ministres & Anciens dans leur Jurisdiction.

Actes concernant le pouvoir des Presbytères , & le choix des Modérateurs.

Acte contre la Prophanation du jour du Sabbath.

Acte contre ceux qui parleront ou qui écriront contre le *Covenant* , ou contre cette Assemblée.

Acte qui condamne les Chapitres , les Archidiacres , les Diacres prêchans , &c.

Acte contre les Ministres qui exercent des Offices civils , comme de Juges de Paix , ou qui prennent séance au Conseil ou au Parlement.

Acte qui nomme des Commissaires pour demander certaines choses au Parlement , au nom de l'Eglise.

Acte pour défendre de rien imprimer touchant cette Assemblée , sans licence du Secrétaire.

Acte qui ordonne la souscription du *Covenant* , avec la Déclaration de l'Assemblée.

Acte pour annuler les souscriptions de la Confession de Foi , ordonnées par le Roi & par le Conseil.

Acte qui ordonne de tenir des Assemblées tous les ans , & même plus fréquemment , selon le besoin , & qui assigne la prochaine Assemblée à Edimbourg le troisième Mercredi du mois de Juillet de 1639.

Acte qui défend de choisir pour Anciens ceux qui n'ont pas signé le *Covenant*.

Il y avoit encore divers Actes pour déposer quelques Ministres particuliers qui , selon les apparences , s'étoient rangez dans le Parti de la Cour , & quelques autres sur des affaires dont il seroit inutile de parler ici.

Ces Actes font voir que le Roi n'avoit pas tort de dire que les Assemblées Générales d'Ecosse avoient usurpé une espece de Souveraineté dans les affaires de Religion , puisqu'on voit celle-ci prendre la hardiesse de casser & annuler , par son autorité , des choses qui avoient été établies par des Actes de Parlement. Mais , comme je l'ai déjà dit , dans le différend qu'il y avoit entre le Roi & ses Sujets d'Ecosse , il n'étoit plus question d'examiner le droit des Parties ; mais d'employer les moyens qu'on jugeoit les plus efficaces pour parvenir au but qu'on se proposoit. C'est le parti que prit l'Assemblée Générale de Glasgow. Comme le Parlement devoit s'assembler au mois de Mai suivant , & qu'elle sçavoit bien qu'elle seroit soutenue , elle voulut lui fournir une occasion d'abolir toutes les innovations dont on se plaignoit , sur le fondement que c'étoit le sentiment général de l'Eglise. Il faut encore remarquer au sujet de cette Assemblée , qu'avant qu'elle commençât ses séances , les Tables avoient fait tous les efforts possibles pour empêcher qu'on ne signât la Confession de Foi de 1580. avec la clause d'obligation que le Roi y avoit ajoutée. Mais comme cela n'avoit pas empêché que plusieurs ne la souscrivissent , l'Assemblée de Glasgow jugea qu'il étoit à propos d'expliquer cette Confession , & de décider qu'elle contenoit *virtuellement* l'abolition de l'Episcopat , quoiqu'il n'y fût pas parlé des Evêques. Ainsi , par cet-

L'Assemblée déclare que l'Episcopat est aboli dans la Confession de 1580.

te explication , ceux même qui avoient signé la Confession par ordre du Roi , se trouvoient avoir signé l'abolition du Gouvernement Episcopal. Le Grand Commissaire , ayant appris qu'on travailloit à cette explication dans l'Assemblée de Glasgow , se hâta d'en publier une toute différente , dans laquelle il s'efforçoit de prouver que l'Episcopat subsistoit en mil cinq cent quatre-vingt , & que par conséquent , en signant la Confession de cette année-là , on ne pouvoit pas être censé abjurer l'Episcopat. On fit à cette explication une Réponse fort longue & fort détaillée. Mais , sans entrer dans la discussion des Faits allégués de part & d'autre , je me contenterai de remarquer , que c'est à ces deux Pièces principalement qu'il faut appliquer ce que j'ai déjà dit ci-devant , touchant l'équivoque qui se trouve dans le nom d'Evêques. Le Marquis prouvoit fort bien que le nom , le titre , les droits temporels des Evêques , n'avoient pas été abolis par le Parlement jusqu'à l'année 1580. mais il ne prouvoit que très-imparfaitement que jusqu'à cette même année , l'Eglise d'Ecosse eût été gouvernée par des Evêques.

CHARLES
I.
1638.
Explication
contraire
du Grand
Commissaire.

Le *Bénéfice* avoit subsisté jusqu'alors , mais l'*Office* étoit éteint , sinon par des Actes de Parlement , du moins par la pratique actuelle de l'Eglise. D'un autre côté , les Auteurs de la Réponse faisoient voir manifestement que l'Episcopat avoit été aboli quant à son *Office* , par les Assemblées Générales , autant qu'il dépendoit d'elles , & par la pratique de l'Eglise : mais ils ne pouvoient prouver , que l'Ordre Episcopal eût été aboli jusqu'à l'année 1592.

J'ai tâché de faire voir jusqu'ici , l'origine des troubles d'Ecosse , afin qu'on puisse mieux comprendre quel intérêt les Anglois devoient prendre dans la Guerre qui commença bien-tôt après , entre le Roi & ses Sujets d'Ecosse. Il y avoit en Angleterre deux Partis , l'un de la Cour & des Episcopaux rigides , qui étant scrupuleusement attachez à la Hiérarchie de l'Eglise , étoient persuadés , que les Ecoissois avoient tort de rejeter avec tant d'obstination cette même Hiérarchie établie depuis trente ans par des Actes de Parlement.

1639.
Deux Partis
en Angle-
terre.

Ceux-ci regardoient les Ecoissois comme des Rebelles , & souhaitoient de les voir punis pour leur rebellion. L'autre Parti étoit composé de *Puritains* : Mais sous ce nom étoient compris , non seulement les *Puritains de Religion* , mais encore , les *Puritains d'Etat* , c'est-à-dire , tous ceux qui étoient mécontents du Gouvernement , & qui croyoient que le Roi usurpoit un pouvoir qui ne lui appartenoit pas. Ce Parti , quoique sans charges , sans emplois , & continuellement opprimé , étoit néanmoins beaucoup supérieur en nombre au premier , comme il parut bien dans la suite. Ceux-ci , bien loin de désapprouver la conduite des Ecoissois , disoient , que les Rois Jacques & Charles , ayant manifestement introduit des nouveautez dans l'Eglise d'Ecosse , les Ecoissois ne pouvoient être justement blâmés , de ce qu'ils demandoient que les choses fussent rétablies sur le pied où elles étoient avant ces innovations.

Il faut donc , quand on lit l'Histoire de ces troubles , bien distinguer les Auteurs qui l'ont écrite. Les uns représentent la conduite des Ecoissois , comme une véritable rebellion provenant d'un dessein formé de rompre
tous :

CHARLES
I.
1639.

Le Roi se
détérmine à
faire la
Guerre à
l'Ecosse.

Il suppose
que c'est
une Guerre
défensive.

Ordres aux
Seigneurs
d'amener
des Trou-
pes à Yorck.
*Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag 149. &
150.*

Remarque
sur ces Or-
dres.

tous les liens de sujettion & d'obéissance, qui les attachoient au Roi, & de détruire absolument le Gouvernement Monarchique. Les autres, au contraire, ne parlent de la conduite du Roi envers les Ecossois, que comme d'une véritable Tyrannie, & prétendent qu'il n'avoit pas moins dessein de se rendre absolu en Ecosse qu'en Angleterre.

Le Parti du Roi en Ecosse étoit extraordinairement foible, & par conséquent il ne restoit au Roi d'autre moyen que d'employer les forces de son Royaume d'Angleterre pour réduire les Ecossois à l'obéissance. Ce fut aussi le parti qu'il prit. Dès qu'il fut informé que l'Assemblée Générale de Glasgow se continuoît elle-même par sa propre autorité, & que le Peuple approuvoit cette conduite, il résolut de lever une Armée en Angleterre, pour ranger les Mécontents d'Ecosse à leur devoir. Mais comme les Anglois pouvoient naturellement demander, par quelle raison ils étoient obligez d'employer leurs vies, pour soutenir les intérêts du Roi en Ecosse, il crut devoir prévenir cette objection, en supposant que les Ecossois avoient déjà levé une Armée à dessein d'envahir l'Angleterre. Il inféroit de-là, que son devoir l'obligeoit à pourvoir à la défense du Royaume, en mettant sur pied des forces capables de repousser les attaques de ses ennemis. Il y avoit peu d'apparence que les Ecossois pensassent à envahir l'Angleterre si on les laissoit en repos; mais il étoit nécessaire d'émouvoir les Anglois par la crainte d'un danger supposé.

Le Roi ne jugea pas à propos de convoquer un Parlement pour se mettre en état de lever les forces dont il avoit besoin. L'expérience lui avoit assez fait connoître qu'il ne devoit pas s'attendre à recevoir un grand secours du Parlement, à moins qu'il ne voulût changer de maximes, & redresser les Grieffs dont le Peuple se plaignoit, ce qu'il n'avoit pas dessein de faire. Au contraire, il se flattoit qu'il pourroit aisément réduire les Ecossois, & qu'après cela, il en seroit encore plus absolu en Angleterre. Il prit donc le parti de supposer une Guerre défensive, & dans cette supposition il envoya des ordres à la Noblesse de se rendre à Yorck le premier d'Avril suivant, chacun avec autant de Cavalerie qu'il pourroit lever, & d'informer la Cour dans quinze jours du nombre de Cavaliers qu'on pourroit y amener. C'est ainsi qu'autrefois les Rois d'Angleterre se mettoient en état de résister aux invasions dont ils étoient menacez. Mais il y avoit deux différences notables entre l'ancienne maniere & celle-ci. La première, c'est qu'il y avoit certaines Terres de la Couronne, dont les possesseurs étoient obligez de fournir des Troupes au Roi, selon les frontieres où l'invasion étoit à craindre. Le plus grand nombre de ces Terres se trouvoit dans les Provinces du Nord, à cause du voisinage de l'Ecosse qui étoit le seul endroit d'où on pouvoit craindre des invasions par terre. Mais on n'obligeoit pas les possesseurs de ces Terres situées dans le Pais de Kent ou de Suffex, de fournir des Troupes pour défendre les frontieres du Nord contre les Ecossois, ni les possesseurs des Terres du Nord à défendre les frontieres du Midi, lorsqu'elles étoient menacées par les François. Au lieu que Charles I. sans distinguer ceux qui possédoient ces Terres de la Couronne, de ceux qui n'en possédoient pas, & sans faire aucune distinction des Provinces, adressa ses Ordres généralement à tous les Seigneurs. La seconde différence consiste en ce qu'autrefois,

On ne se servoit de ce moyen pour lever les Troupes, que quand le Royaume étoit actuellement envahi, ou couroit risque de l'être, ou du moins, lorsqu'il y avoit une Guerre déclarée, & jugée nécessaire pour la défense du Royaume. Mais Charles I. se contentoit de supposer simplement, quoique contre toute apparence, que les Ecoſſois avoient deſſein d'envahir l'Angleterre, & sous prétexte de défendre le Royaume, son véritable deſſein étoit d'attaquer les Ecoſſois, pour ses intérêts particuliers.

CHARLES
I.
1639.

Mais comme il ne suffisoit pas d'avoir des Troupes, & qu'il falloit encore avoir de l'argent pour les entretenir, le Roi servit de deux moyens, outre ceux qu'il avoit déjà employez, comme le *Ship-money* & autres, pour augmenter ses finances. Le premier fut de demander une contribution volontaire au Clergé, par l'entremise de l'Archevêque de Cantorbéri. Ce Prélat écrivit pour cet effet, une Lettre circulaire aux Evêques & à tout le reste du Clergé, pour les exhorter à la défense du Royaume qui se trouvoit dans un extrême danger d'être envahi par les Ecoſſois. Il ajoutoit, par apostille, que Sa Majesté attendoit du Clergé une plus grande somme que celle qu'il avoit accoutumé de donner lorsqu'on suivoit la voye ordinaire. Le second moyen que le Roi employa fut, de faire écrire par la Reine, aux Catholiques, pour les exhorter à secourir le Roi dans cette pressante nécessité. Ces deux moyens produisirent à-peu-près, ce que le Roi en avoit attendu.

Le Roi fait
demander
de l'argent
au Clergé.

Lettre de la
Reine aux
Catholiques
sur le même
sujet.

Outre la Cavalerie que la Noblesse devoit amener à Yorck, toutes les Provinces du Royaume furent taxées à fournir un certain nombre de Fantassins, de Cavaliers, de Dragons, de chevaux d'Artillerie, & une certaine quantité de munitions. Tout cela faisoit ensemble 19483. hommes d'Infanterie, 1233. Cavaliers, outre ceux de la Noblesse, & 1350. Chevaux pour les Charrois. De plus, le Roi fit équiper une Flotte de seize Vaisseaux de Guerre, dont il donna le commandement au Marquis d'Hamilton qui étoit retourné auprès de lui.

Les Provin-
ces sont
obligées de
fournir des
Troupes.

Le Roi partit de Londres pour se rendre à Yorck, le 7. d'Avril N.S. & le 13. du même mois, il fit publier une Proclamation pour révoquer tous les Monopoles à l'établissement desquels il avoit consenti ou donné lieu par ses Lettres Patentes. Mais il y a beaucoup d'apparence que ce n'étoit que pour éblouir le Peuple, & que cette Proclamation ne fut pas exécutée, puisque l'année suivante, il en fit publier une semblable pour révoquer les mêmes Monopoles qui devoient avoir été abolis par celle-ci. Le 19. de Mai, il fit la revûe de son Armée qui consistoit en 19614. hommes, outre 5000. qui étoient sur la Flotte, ses propres Gardes, & les Garnisons de Barwick & de Carlisle.

Le Roi se
rend à
Yorck.
Proclama-
tion pour
abolir les
Monopo-
les.
Rushworth,
Vol. III pag.
915.
Nelson, T.I.
pag. 216.

Pendant que le Roi faisoit ses Préparatifs, les Ecoſſois n'étoient pas demeurez les bras croisez. Ils avoient aussi assemblé des Troupes; mais leurs espérances n'étoient pas tant fondées sur les forces qu'ils pouvoient mettre sur pied, que sur les intelligences qu'ils avoient en Angleterre, & jusque dans la Cour même. Quelques-uns ont soupçonné le Marquis d'Hamilton, l'un des Favoris du Roi, de n'avoir pas, dès ce tems-là, fidèlement servi son Maître. Comme l'intérêt du Roi étoit d'animer les Anglois contre les Ecoſſois, & de leur persuader, que ceux-ci étoient dans une manifeste rebellion; celui des Ecoſſois étoit, au contraire, de faire voir qu'ils n'avoient

Les Ecoſ-
sois se met-
tent en dé-
fense.
Ils ont des
amis à la
Cour.

On fait fai-
re au Roi
diverses
fautes.

CHARLES
I.
1639.

jamais eu aucune mauvaise intention contre l'Angleterre, & que s'ils prenoient les Armes, ce n'étoit que pour se défendre. Ils sçavoient bien, que le succès de cette Guerre dépendoit des secours que l'Angleterre donneroit volontairement au Roi, & non pas de ceux qu'il pourroit extorquer par la force, en vertu de sa Prérogative. C'est par cette raison, que leurs amis d'Angleterre leur avoient conseillé de faire attention principalement à deux choses. La première, de se purger le plus clairement qu'il leur seroit possible, du crime de rebellion dont le Roi les accusoit. La seconde, d'éviter de rien faire qui pût exciter les Anglois à s'engager dans cette Guerre, de peur de fournir au Roi l'avantage de pouvoir dire qu'ils entreprenoient une Guerre offensive. Ils suivirent exactement ces deux conseils, le premier, en répandant en Angleterre, par le moyen de leurs Emissaires, un grand nombre d'Ecrits dans lesquels ils expliquoient avec toute la clarté possible, les causes de leurs mécontentemens, & les desseins du Roi. Ils ne négligeoient pas d'insinuer dans ces Ecrits, que l'Angleterre n'avoit pas moins d'intérêt que l'Ecosse, à s'opposer au Pouvoir arbitraire que le Roi s'attribuoit, tant dans la Religion, que dans les affaires Civiles. Ils exécuterent le second conseil, en obéissant avec une entière soumission, à une Proclamation que le Roi fit publier en Ecosse, par laquelle il défendoit à l'Armée Ecossoise de s'approcher plus près que de dix milles, des Frontieres d'Angleterre. Par cette obéissance ils firent voir manifestement que la Guerre n'étoit que défensive de leur côté. Il n'est pas hors d'apparence, que quelqu'un de leurs amis avoit conseillé au Roi de faire publier cette Proclamation, pour leur donner lieu d'en produire cette preuve.

Nelson, T. I.
pag. 224.

Mais ce ne fut pas le seul avantage que les Ecossois retirèrent des conseils que leurs amis secrets donnoient au Roi. On lui persuada que l'obéissance qu'ils avoient rendue à sa Proclamation, étoit un effet de leur crainte; & par-là, il fut engagé à envoyer à Edimbourg une autre Proclamation par laquelle il commandoit aux Ecossois, de quitter les armes sous peine d'être déclarés coupables de trahison, offrant néanmoins le pardon à ceux qui, en obéissant à ses ordres, se rangeroient à leur devoir. Rien ne pouvoit lui être plus préjudiciable en Ecosse, que cette Proclamation qui faisoit voir, qu'il demandoit une prompte obéissance, sans aucune condition: mais les Magistrats d'Edimbourg refusèrent de la faire publier. La même prévention où il étoit, que les Ecossois avoient peur, lui fit commettre une autre faute. C'est qu'il détacha le Comte de Holland, avec trois mille Hommes de pied & mille Chevaux, pour marcher en Ecosse du côté de Kelsey. Lesley, Général des Ecossois, ayant été informé de la marche du Comte de Holland, envoya contre lui cinq ou six mille hommes d'Infanterie & cent-cinquante Chevaux, qui le firent arrêter tout court. Il leur envoya pourtant un Trompette pour leur commander de se retirer, selon leur promesse. On lui répondit, qu'il seroit beaucoup mieux de se retirer lui-même; & en effet, il trouva qu'il étoit à propos pour lui de suivre ce conseil. La marche du Comte de Holland, qui n'aboutissoit à rien, dégagea les Ecossois de la promesse qu'ils avoient faite de n'approcher pas des Frontieres, & dès le lendemain, Lesley marcha vers Kelsey, avec environ douze mille hommes.

Le Roi

Le Roi commença dès-lors à s'apercevoir que l'obéissance des Ecossois ne procédoit

procedoit pas de leur crainte , & que jusqu'alors , il avoit suivi de mauvais conseils. Cela fut cause qu'il prit tout d'un coup la résolution de se tenir sur la défensive , & dès le même jour , il écrivit au Marquis d'Hamilton , qui étoit dans le *Firth* avec la Flotte , pour lui ordonner de ne commencer point les hostilités , quoi qu'il l'eût envoyé là , pour y prendre , contre les Ecoſſois , tous les avantages possibles. Mais cette résolution fut prise un peu trop tard , après la démarche qu'il venoit de faire , du moins s'il n'avoit point d'autre dessein , que de faire croire au Public , qu'il n'avoit entrepris cette Guerre que pour sa propre défense. Mais il avoit encore une raison plus forte de ne pas trop s'engager. C'est que , sur l'avis de l'approche des Ecoſſois , la plupart de ses Généraux lui avoient conseillé de ne pas donner Bataille , quoi qu'il fût de beaucoup supérieur en nombre de Troupes , ce qu'il ne pouvoit attribuer qu'au peu d'envie qu'ils avoient d'exposer leurs vies pour son service.

Les deux Armées étoient si proches l'une de l'autre , qu'on s'attendoit tous les jours à une Bataille , quoi que , dans la vérité , les deux Partis eussent également résolu de se tenir sur la défensive. Mais dans le tems qu'on s'y attendoit le moins , le Lord *Dumferling* Ecoſſois arriva au camp du Roi avec un Trompette , & présenta au Roi , de la part des Ecoſſois , une très-humble Requête par laquelle ils le supplioient de nommer des Commissaires pour traiter de la Paix. Le Roi répondit , qu'il avoit envoyé à Edimbourg une Proclamation dans laquelle il offroit à ses Sujets d'Ecoſſe la jouissance de leur Religion & de leurs Loix , avec un pardon à tous ceux qui rentreroient dans leur devoir. Qu'on avoit rejeté cette Proclamation avec mépris ; mais qu'il souhaitoit qu'elle fût publiée dans l'Armée d'Ecoſſe , après quoi , il seroit disposé à écouter leurs demandes. Le Lord *Dumferling* s'en étant retourné avec cette Réponse , le Général Ecoſſois fit publier la Proclamation dans son Armée , après quoi le Roi nomma six Commissaires pour traiter avec les Ecoſſois.

Dans la Conférence qui se tint le onzième de Juin , entre les Commissaires des deux Partis , les Ecoſſois demanderent trois choses , sçavoir :

1. Que les Actes de la dernière Assemblée de Glasgow fussent confirmés par le Parlement.
2. Que toutes les affaires Ecclésiastiques fussent décidées dans l'Assemblée Générale de l'Eglise , & les civiles dans le Parlement.
3. Que le Roi fit retirer ses Forces de Terre & de Mer , & rendre ce qui avoit été saisi , & que les personnes excommuniées , les Incendiaires , & ceux qui , pour leur propre intérêt , avoient excité ces troubles , fussent punis selon leurs mérites.

Sur cela , le Roi ayant souhaité que les Ecoſſois donnassent par écrit les raisons sur lesquelles ils fondeoient leurs demandes , le Lord *Lowdon* , l'un des Commissaires d'Ecoſſe , dit ; Qu'ils demandoient la jouissance de leur Religion & de leurs Libertés , conformément aux Loix Ecclésiastiques & Civiles du Royaume. Qu'ils n'insisteroient sur aucun Article qui ne fût conforme à ces mêmes Loix , & qu'ilsoffroient de leur côté , de rendre au Roi l'obéissance qui lui étoit dûe par de bons & fidèles Sujets. Le Roi répondit , que s'il ne falloit que cela pour avoir la Paix ; elle seroit bien-tôt faite ; & en effet , il accorda sur le champ ce que le Lord *Lowdon* demandoit , & dans les mêmes termes , & sous les mêmes conditions.

CHARLES
I.

1639.

commence
à se délier
de ses amis.
Nalſon , T. I.

pag. 231.

Lettre de
Vane , p. 234.

Il se met sur
la défensi-
ve.

Nalſon , T. I.

pag. 232.

Les Ecoſ-
ſois deman-
dent la Paix.
Nalſon , *Ibid.*
Mylord Cla-
rendon , T. I.
p. 155. 157.

Leurs de-
mandes.

Rushworth ,
Vol. III.

pag. 409.

Nalſon , T. I.

pag. 234.

CHARLES
I.
1639.

Ensuite, les Commissaires d'Ecosse donnerent par écrit les raisons sur lesquelles leurs trois demandes étoient fondées, & y ajoutèrent : Qu'ils souhaitoient que le Parlement s'assemblât au moins une fois en deux ans, ou en trois, à cause de l'absence du Roi, qui empêchoit que les Sujets ne pussent avoir recours à lui, pour lui représenter leurs Grieffs. Ils prirent aussi occasion de déclarer dans cet Ecrit, qu'ils n'avoient jamais eu la pensée de refuser au Roi l'obéissance qui lui étoit dûë, ni de faire aucune invasion en Angleterre. Ils disoient que c'étoient des calomnies, dont ils demandoient très-humblement, que les Auteurs fussent exemplairement punis.

Le Roi attendit jusqu'au quinziesme de Juin à donner sa Réponse, sur laquelle il ne pouvoit que se trouver embarrassé. Il avoit rempli toute l'Angleterre de ses plaintes touchant l'horrible rebellion des Ecossois, & néanmoins, ces mêmes gens, qu'il vouloit faire passer pour rebelles, ne demandoient que la jouissance de leur Religion, & de leurs Libertez. D'un autre côté, il avoit levé une grande Armée, & équipé une Flotte sous prétexte de défendre l'Angleterre contre l'invasion que les Ecossois méditoient : mais ils déclaroient solennellement, qu'ils n'avoient jamais eu intention d'envahir ce Royaume. Enfin, il donna sa Réponse en ces termes :

Réponse du
Roi,
Nelson, T. I.
pag. 239.
Rushworth,
Vol. III.
pag. 944.

1. Qu'il ne pouvoit approuver ni ratifier les Actes de l'Assemblée de Glasgow.
2. Qu'il étoit prêt à exécuter tout ce que son Grand Commissaire avoit promis en son nom.
3. Qu'il accordoit, que toutes les matieres Ecclésiastiques fussent décidées par l'Assemblée Générale de l'Eglise, & les Civiles par le Parlement.
4. Qu'il feroit tenir une Assemblée Générale à Edimbourg le sixième d'Août prochain, & un Parlement dans la même Ville, le vingtième du même mois.
5. Qu'aussi-tôt que les Ecossois auroient désarmé, supprimé les Tables & autres Assemblées, rendu les Places dont ils s'étoient mis en possession & restitué à chacun ce qu'ils avoient enlevé depuis l'Assemblée de Glasgow, il feroit retirer ses forces de Terre & de Mer, & feroit rendre les Vaisseaux enlevés par la Flotte, depuis ladite Assemblée.

Sur cette Réponse, on convint enfin le 17. de Juin, des sept Articles suivans, dans lesquels néanmoins, il n'étoit fait aucune mention des principaux sujets de la querelle, parce que ces matieres devoient être examinées par l'Assemblée Générale & par le Parlement d'Ecosse. Ainsi quoi qu'on donnât à ces Articles le nom d'Articles de Pacification, ce ne pouvoit pourtant être qu'une Paix fort incertaine, puisqu'il n'y avoit encore rien de décidé touchant ce qui avoit causé la Guerre.

Conven-
tions pour
la Paix.
Rushworth,
Vol. III.
pag. 945.

Article 1. Les Forces d'Ecosse seront congédiées & débandées dans quarante-huit heures après la publication de la Déclaration du Roi précédente contenant sa Réponse.

2. On rendra au Roi ses Châteaux, ses Forts, ses munitions de toutes espèces, après la publication susdite, & aussi-tôt qu'il enverra quelqu'un pour les recevoir.

3. La Flotte Royale se retirera au premier bon vent, immédiatement après la restitution susdite, & en attendant, le Commerce ni la Pêche ne recevront aucun préjudice.

4. Sa

4. Sa Majesté fera rendre les Personnes , les Vaisseaux , les biens , saisis depuis le 1. de Novembre passé.

CHARLES
I.
1639.

5. Il ne se tiendra aucune Assemblée que celles qui sont approuvées par des Actes de Parlement.

6. Tout travail aux Fortifications cessera , selon que le Roi le trouvera convenable.

7. Tout ce qui a été détenu aux Sujets du Roi depuis le susdit tems , leur sera restitué.

En conséquence de ces Conventions , les Ecoissois congédierent leurs Troupes , mais de tellemaniere , si l'on en croit les partisans du Roi , qu'en les débarrassant , ils prirent des précautions pour pouvoir les rassembler aisément en cas de nécessité. Cela ne me paroît pas contre la vrai-semblance , puisqu'il est certain que la facilité qui s'étoit trouvée dans les deux Partis à faire la Paix , étoit un sujet de défiance à l'un & l'autre.

L'Assemblée Générale & le Parlement devant se tenir dans le mois d'Août , le Roi nomma le Comte de *Traquair* pour représenter sa personne , en qualité de Grand Commissaire. Ce Seigneur , qui étoit Grand Trésorier d'Ecosse , lui étoit entièrement dévoué , & c'étoit avec lui que les Evêques d'Ecosse & l'Archevêque de Cantorbéri entretenoient , avant la Guerre , une étroite correspondance , pour faire réussir les desseins du Roi. Voici les Instructions que le Roi lui donna , signées de sa propre main.

Le Roi
nomme le
Comte de
Traquair
pour son
GrandCom-
missaire en
Ecosse.

I N S T R U C T I O N S

au Comte de Traquair.

„ Au commencement de l'Assemblée , avant qu'on parle d'élire un Modérateur , vous ordonnerez que celui qui l'étoit dans la dernière Assemblée de Glasgow , en fasse l'office , jusqu'à ce qu'on en ait choisi un autre.

Instruc-
tions.
„ *Nelson,*
„ *T. I.*
pag. 243.
Rush-
„ *worth,*
„ *Vol. III.*
„ p. 949.

„ Nous consentons que les Anciens Laïques soient admis dans l'Assemblée , comme Membres. Mais en cas que les Anciens Laïques aient donné leurs voix pour l'élection des Ministres Députés par les Presbytères , vous protesterez contre cette forme d'élection. Vous protesterez aussi contre le droit qu'on pourroit attribuer aux Anciens Laïques , de donner leurs voix sur les Articles fondamentaux de la Religion.

„ A l'ouverture de l'Assemblée , vous tâcherez de faire bien comprendre , quel est l'excès de notre bonté , d'avoir bien voulu accorder une Assemblée libre , & ordonner aux Evêques , par de très-fortes raisons , de n'y pas assister , quoi que tout ce qui s'est passé nous mît justement en droit de rejeter leurs demandes.

„ Vous ne ferez point publiquement usage des Assesseurs que nous vous donnons pour vous assister , à moins que vous ne soyiez en état d'obtenir qu'ils puissent donner leurs voix.

„ Vous ferez tous les efforts possibles pour empêcher qu'on n'examine le droit de la dernière Assemblée. Mais en cas que cela ne se puisse absolument , nous voulons que vous déclariez , que tout ce qui sera fait pour ratifier les

CHAR-
LES I.
1639.

» Actes de la dernière Assemblée, & tout ce qui y aura quelque rapport, devra
» être regardé comme des Actes de celle-ci, & que ce n'est que sous cette con-
» dition expresse que vous y donnez votre consentement, & non pas comme
» ayant relation à l'Assemblée précédente.

» Nous vous ordonnons d'user de toutes sortes de moyens pour éviter qu'on
» n'entre en dispute touchant notre pouvoir dans les Assemblées. Si l'on vous
» presse là-dessus, & qu'on offre de disputer pour sçavoir si nous avons la voix
» négative, ou simplement le pouvoir de convoquer les Assemblées, & par
» conséquent de les dissoudre; nous voulons que vous arrêtiez la dispute, à
» moins que vous ne soyiez assuré de faire décider la question en notre faveur.
» Et plutôt que de permettre qu'elle soit décidée contre nous, vous arrêterez
» toutes les délibérations, jusqu'à ce que vous nous en ayez donné avis.

» Pour faciliter l'exécution des affaires qui vous sont recommandées &
» pour faire en sorte que tout se fasse paisiblement, nous vous permettons de
» déclarer, lorsque vous le jugerez convenable, que contre notre propre in-
» clination, & malgré toute autre considération, nous voulons bien consen-
» tir, pour la satisfaction de notre Peuple, que l'Episcopat & l'état des Evê-
» ques soit remis à la décision de l'Assemblée, mais néanmoins, de telle manie-
» re qu'on n'ait aucun égard à la détermination de l'Assemblée de Glasgow.

» Mais en consentant à l'abolition de l'Episcopat, prenez bien garde, qu'il
» ne paroisse aucun consentement de la part des Evêques. Si quelqu'un s'avi-
» se de parler pour eux, vous demanderez à voir son Ordre, & vous ména-
» gerez la dispute d'une telle manière, qu'il paroisse que si l'Episcopat est abo-
» li, ce n'est pas comme étant illégitime, mais uniquement pour satisfaire le
» Peuple, pour appaiser les troubles, & pour des raisons d'Etat. *Mais évitez*
» *avec soin, qu'on ne puisse s'apercevoir de nos intentions.*

» Vous tâcherez de faire en sorte, que les Ministres déposent par la der-
» nière Assemblée, pour avoir signé ou approuvé le Déclinatoire des Evê-
» ques, soient rétablis, en se soumettant à celle-ci, & que les autres qui ont
» été déposés, soient jugés de nouveau. Si vous ne pouvez l'obtenir, tâchez
» du moins de faire en sorte que cette Assemblée nomme des Commissaires
» pour régler la censure selon la nature de leurs fautes.

» Immédiatement après la conclusion de l'Assemblée, vous en ordonnerez
» une autre pour un tems convenable, le plus proche qui se pourra de la fin de
» cette année. Si vous trouvez qu'*Aberdeen* ne soit pas agréable, vous pourrez
» choisir Glasgow, & s'ils n'en sont pas contents, marquez quelqu'autre lieu
» que ce soit.

» L'Assemblée Générale ne doit point se mêler d'aucune affaire civile, ou
» de ce qui a été établi par Acte de Parlement, sans une permission expresse
» du Roi.

» Nous ne voulons point consentir que l'Assemblée nomme des Commis-
» saires pour la représenter pendant l'intervalle des Assemblées. Nous ne con-
» sentons pas non plus à aucun Acte qui tende à continuer les Tables.

» Si l'Episcopat est aboli par cette Assemblée, vous tâcherez d'obtenir,
» que nous ayions le pouvoir de nommer quatorze Ministres, pour représen-
» ter en Parlement, les quatorze Evêques. Si cela ne se peut, du moins que
» quatorze autres personnes que nous nommerons, soient agréées, & qu'elles
» aient

ayent pouvoir de nommer les Seigneurs des Articles pour la Noblesse , & pour ce tems seulement , jusqu'à ce que la chose soit plus mûrement considérée.

„ Nous consentons que l'Episcopat soit aboli , par les raisons contenuës dans les Articles , & que le *Covenant* de l'année 1580. soit souscrit , pour la satisfaction de notre Peuple , pourvû qu'on entende ceci de telle maniere , qu'on ne soit point contraint d'abjurer l'Episcopat comme étant un Article du Papisme , ou contraire à la Loi de Dieu , ou à la Religion Protestante. Mais si on demande qu'il soit abjuré comme contraire à la Constitution de l'Eglise d'Ecosse , vous y consentirez plutôt que de rompre.

„ Après que toutes les Affaires de l'Assemblée seront finies , & avant qu'on fasse la priere , vous représenterez de la meilleure maniere qui vous sera possible , que comme Sa Majesté , contre sa résolution , n'a pû se trouver à l'Assemblée , & que vos Instructions ont été dressées à la hâte , il peut y avoir eu des choses sur lesquelles vous n'avez pû être informé de la volonté du Roi. Que par cette raison & autres , que les occasions pourront vous fournir , vous protestez , que s'il vous est échappé quelque chose , ou si vous avez consenti à quelque chose qui soit préjudiciable au service du Roi , Sa Majesté puisse être ouïe dans un tems & dans un lieu convenable , pour faire réparer ce manquement (1). *A Barwick le 27. de Juillet 1639.*

AUTRES INSTRUCTIONS

au Comte de Traquair.

„ Nous avons jusqu'ici commandé à Hamilton de répondre à vos Lettres. Mais celle du seizième d'Août étant d'une plus grande importance que les précédentes , nous avons jugé à propos d'y répondre nous-même.

„ Vous dites que rien ne peut les satisfaire , à moins que la dernière Assemblée ne soit nommée & approuvée *in terminis* , & que l'Episcopat soit abjuré comme étant contraire à la Confession de Foi de l'an 1580. & aux Constitutions de l'Eglise d'Ecosse. Que vous avez néanmoins quelque espérance , que le terme d'*abjuré* pourra être changé en celui de *condamné* , comme contraire aux Constitutions de l'Eglise. Nous vous renvoyons sur ce point à vos Instructions qui sont claires , si vous considerez , ce que nous y disons touchant l'Episcopat & la Confession de Foi de 1580. Nous jugeons donc à propos de vous déclarer ici , que , quelle puisse être leur furie , nous ne voulons pas aller plus loin que ce qui est porté par vos Instructions.

„ Quant à la Liturgie & au Livre des Canons , quoi que nous voulions bien consentir à leur suppression , nous ne permettrons jamais qu'ils soient condamnés comme contenant des erreurs Papistiques & des Superstitions. Tout de même , à l'égard de la Haute Commission , quoi que nous voulions bien consentir qu'elle soit supprimée , nous ne reconnoîtrons jamais qu'elle soit contraire aux Loix , ou qu'elle détruise les Juridictions Civiles & Ecclésiastiques

„ CHARLES I.
1639.
„

Rushworth ,
Vol. III.
pag. 953.

(1) On voit par-là , que le Roi vouloit se réserver un moyen pour désavouer son Commissaire.

CHAR-
LES I.
1639.

„ ques d'Ecosse. Il en est de même des cinq Articles de Perth , quoi que nous
„ voulions bien qu'ils demeurent sans force , nous ne consentirons jamais qu'ils
„ soient condamnés comme contraires à la susdite Confession. Pour ce qui re-
„ garde les dernières Assemblées , qui sont manifestement des Actes du Roi
„ notre Pere , nous ne pouvons consentir qu'elles soient déclarées nulles. C'est
„ une chose bien étrange , que , puisque nous consentons à l'abolition des cho-
„ ses dont ils se plaignent , faites par ces Assemblées , ils ne puissent être satis-
„ faits , si nous ne répandons encore du blâme sur les actions de notre Pere. C'est
„ pourquoi , si malgré vos efforts , l'Assemblée prend une résolution contraire
„ à ceci , vous devez protester contre ce procédé , & quoi qu'il en soit , gardez-
„ vous bien de la ratifier dans le Parlement.

„ L'Article de vos Instructions touchant le *Covenant* de 1580. porte seule-
„ ment qu'il sera souscrit. Mais il faut que vous preniez un extrême soin de
„ bien procéder en ceci. C'est-à-dire , qu'il faut que l'Obligation annexée soit
„ précisément la même chose que celle qui y étoit du tems du Roi notre Pere ,
„ *mutatis mutandis* , & que vous ne devez donner votre consentement à aucune
„ explication , *qui ne s'accorde pas avec nos futures intentions qui vous sont parfai-*
„ *tement connues* , ni le ratifier d'autre manière dans le Parlement.

„ Ainsi , vous êtes informé de notre volonté sur les points contenus dans
„ votre Lettre , laquelle volonté vous ne trouverez point contraire aux résolu-
„ tions prises à Barwick , ni à vos premières Instructions. Mais si la folie de
„ nos Sujets est telle , qu'ils ne veulent point se contenter de ce que nous vou-
„ lons bien leur accorder , & que , malgré leurs insolences , nous voulons bien
„ leur tenir , nous prenons Dieu à témoin , que les maux qui en pourront ar-
„ river dans la suite , ne doivent point nous être imputés , mais à eux-mêmes.
„ C'est pourquoi , si vous ne pouvez pas régler les choses selon vos Instructions ,
„ nous vous ordonnons de proroger le Parlement jusqu'au Printemps prochain ,
„ & de chercher quelque moyen pour faire sçavoir à tous nos Sujets , ce que
„ nous vous avons donné pouvoir d'accorder. Et parce qu'il est assez probable
„ que ceci causera une rupture , vous devez vous tenir en état d'assister *Ruthven* ,
„ pour défendre le Château d'Edimbourg. Vous devez aussi prendre le même
„ soin de nos autres Forts & Châteaux , & avertir ceux qui nous sont affection-
„ nez , de se mettre de bonne heure en sûreté.

On vient de voir , par ces Instructions , que le Roi avoit des intentions ca-
chées , mais qui étoient connues du Comte de Traquair. La Lettre suivante
peut aider à faire connoître une partie de ces Intentions , du moins par rap-
port aux Evêques.

LETTRE DU ROI

A l'Archevêque de Saint André , du 6. d'Août 1639.

Rushworth ,
Vol. III. pag.
251.
Nelson. T. I.
pag. 239.

La Lettre que vous & les autres Evêques avez écrite à l'Archevêque de Can-
torbéri , par l'Evêque élu de Cathness , nous a été communiquée. Après avoir mû-
rement considéré ce qu'elle contient , nous avons jugé à propos de vous faire cette Ré-
ponse pour vous diriger selon nos promesses. Nous souhaitons que vous la communi-
quiez à vos Freres.

Nous

Nous approuvons, en partie, votre avis touchant la prorogation de l'Assemblée Générale & du Parlement, & nous sommes obligez de reconnoître qu'il est fondé sur la Raison, si, dans cette affaire, il ne falloit que prendre la Raison pour guide. Mais quand nous considérons l'état de nos affaires, & ce à quoi nous nous sommes engagé par le Traité de Paix, nous ne pouvons, comme nous le concevons, acquiescer à votre opinion, sans nous porter un extrême préjudice. C'est pourquoi, nous sommes résolu, ou plutôt forcé, à faire tenir l'Assemblée & le Parlement au tems qui a été marqué. Nous avons nommé pour notre Grand Commissaire le Comte de Traquair, & nous lui avons non seulement donné des Instructions pour sa conduite, mais nous l'avons encore expressément chargé d'avoir un soin particulier de ce qui regarde & vous & le Clergé inférieur, qui souffre pour avoir fait son devoir envers Dieu, & pour avoir obéi à nos commandemens. Je vous assure que ce sera constamment un de mes soins principaux, que de rectifier & d'établir comme il faut l'Eglise d'Ecosse, & de la récompenser de ses pertes.

Pour ce qui regarde votre Assemblée que vous proposez, pour y traiter des affaires de l'Eglise, nous ne voyons pas comment cela se peut faire présentement. Nous ne pouvons vous assigner aucun lieu assuré en Ecosse, & nous ne jugeons pas, tout bien considéré, qu'il soit à propos que vous vous assembliez en aucun lieu de nos autres Etats. C'est pourquoi, nous croyons que le meilleur moyen que vous puissiez employer, est, que par forme de Protestation ou de Remontrance, vous donniez vos objections contre cette Assemblée Générale, & contre ce Parlement, à notre Grand Commissaire. Cela se peut faire par quelque personne du commun, pourvu qu'il soit fidelle, lequel pourra la délivrer au Grand Commissaire, lorsqu'il entrera dans l'Eglise. Mais nous n'entendons pas qu'elle soit ni examinée, ni lue dans l'Assemblée, de laquelle on ne peut attendre que toute sorte de partialité : mais seulement, que notre Grand Commissaire nous l'envoie & nous promettons de la prendre en considération, d'une manière convenable à un Prince juste, sensible à son propre intérêt, à son honneur, & à l'équité de vos demandes. Vous devez être assurez, qu'encore que nous nous trouvions obligez de consentir à des choses préjudiciables à l'Eglise & à notre Gouvernement, nous ne négligerons point de penser aux moyens de remédier à tout dans un autre tems.

Nous vous faisons aussi sçavoir, que bien loin de juger qu'il soit à propos que vous ou aucun des principaux du Clergé assistiez à cette Assemblée Générale, nous vous défendons au contraire, de vous y trouver, & cette Lettre vous servira de garantie pour justifier votre absence. En attendant, le mieux que vous puissiez faire est de demeurer dans notre Royaume d'Angleterre, jusqu'à ce que vous receviez de nouveaux Ordres de notre part. Nous y pourvoirons à votre subsistance, si ce n'est pas de la manière que nous le souhaiterions, d'ailleurs, nous ferons en sorte que vous ne soyez pas dans la disette.

Ainsi, nous vous avons fait sçavoir quelle est notre volonté, & nous ne doutons point, que vous ne preniez nos Ordres en bonne part. Vous devez être persuadez, qu'en ceci, nous sommes contrainsts de faire ce que nous faisons.

A Whitehall le 6. d'Août 1639.

J'ai déjà remarqué que la Paix qui venoit de se faire entre le Roi & ses Sujets d'Ecosse, ne consistoit pas proprement dans les sept Articles qu'on appelloit de pacification, puisqu'il n'y étoit fait aucune mention du véritable sujet

Incertitude
de la Paix
qui venoit
de se conclure.

CHARLES
I.
1639.

Mylord Cla-
rendon, T. I.
Pag. 159.

jet de la querelle, mais seulement de ce qui s'étoit passé depuis la rupture. Véritablement, les deux Partis s'étoient engagez à quitter la voye des Armes; mais on ne pouvoit pas dire que la Paix fût faite, pendant que les Sujets de rupture subsistoient encore. Si l'on considère les demandes des Ecoſſois, & la Réponse du Roi à ces demandes, on trouvera qu'il y avoit tant d'ambiguité des deux côtez, qu'il n'en pouvoit résulter qu'une très-grande incertitude par rapport à la Paix. Les Ecoſſois avoient réduit leurs demandes à celle-ci, *qu'ils eussent la jouissance de leur Religion & de leurs Libertez, selon les Loix Ecclesiastiques & Civiles du Royaume, moyennant quoi ils offroient au Roi l'obéissance que des fidèles Sujets doivent à leur Souverain.* Le Roi leur avoit accordé leur demande dans les mêmes termes, & sous la même condition. Mais il y avoit, tant dans la Demande que dans la Réponse, une ambiguité qui fautoit aux yeux. C'est que les Ecoſſois entendoient par les Loix du Royaume celles qui étoient en force avant que le Roi Jacques fût parvenu à la Couronne d'Angleterre, & avant toutes les innovations dont ils se plaignoient, & le Roi entendoit celles qui s'étoient faites depuis ce tems-là. La condition n'étoit pas moins équivoque, puisque l'obéissance que les Ecoſſois promettoient dépendoit de l'observation des anciennes Loix, & que celle que le Roi prétendoit étoit fondée sur les Loix nouvelles. Il n'étoit pas possible, qu'on ne s'apperçût également des deux côtez, de l'équivoque qui se trouvoit naturellement dans ce qui devoit faire le fondement de la Paix, puisqu'aucun des deux Partis ne pouvoit ignorer le sujet de la rupture. Mais on avoit feint des deux côtez de ne pas l'appercevoir, afin de se tirer de l'embarras où on s'étoit jetté en prenant les Armes. Les Ecoſſois s'étoient flattez, que, vû les mécontentemens qui régnoient en Angleterre, le Roi ne se trouveroit pas en état de lever une Armée pour les réduire à l'obéissance. Mais, contre leur attente, ils le voyoient tout proche de leurs frontières, à la tête de vingt mille hommes, pendant qu'ils n'en avoient pas plus de douze mille, sans compter sa Flotte qui interrompoit leur Commerce. Il étoit donc de leur intérêt de chercher toutes sortes de moyens pour éviter de décider la querelle par les Armes. La perte d'une bataille les auroit certainement réduits à la servitude. D'ailleurs, leurs amis d'Angleterre les dissuadoient de rien hazarder, & leur faisoient espérer qu'en peu de tems, ils mettroient le Roi hors d'état de leur nuire. Par ces raisons, ils se bornerent à la demande générale de leur Religion & de leurs Libertez, afin de gagner du tems, sçachant bien, que, quand on en viendrait à la discussion, ils trouveroient le moyen de faire entrer toutes leurs prétentions dans cette demande générale. Le Roi, de son côté, ne se trouvoit guères moins embarrassé. Quoi qu'il eût une Armée supérieure en nombre de Troupes, il craignoit les trahisons, ou du moins, que ses Sujets Anglois ne voulussent pas, par plusieurs raisons, exposer gayement leurs vies pour son service: de sorte que la perte d'une bataille lui auroit non seulement fait perdre l'Ecosse, mais auroit même mis ses affaires en Angleterre dans un très-fâcheux état. Ainsi, quoi qu'il ne soit pas possible qu'il ignorât ce que les Ecoſſois entendoient par leur Religion & par leurs Loix, voyant qu'ils ne s'expliquoient pas mieux, il les avoit pris au mot, dans la pensée, qu'en un tems plus convenable, il seroit en son pouvoir de donner à ces mêmes termes le sens qui lui paroïſſoit le plus naturel. On peut donc assurer,

que

que cette Paix, qui ne décidoit encore rien, fut faite sur des fondemens très-incertains, & que les deux Partis, en quittant les armes, se trouvoient à peu près au même état où ils étoient avant que de les prendre. Mais il étoit aisé de prévoir qu'il viendrait enfin un tems où il faudroit nécessairement en venir à l'explication de ce qui jusqu'alors étoit demeuré dans l'obscurité.

Les Evêques ne manquerent pas, selon le conseil que le Roi leur avoit donné, de faire présenter un Déclinatoire, ou une Protestation au Grand Commissaire, qui l'ayant reçu publiquement dans le tems qu'il entroit dans l'Eglise, se contenta de l'envoyer au Roi, sans le communiquer à l'Assemblée. C'étoit une Pièce que le Roi souhaitoit d'avoir entre ses mains, pour s'en servir dans le besoin, ou dans un tems plus convenable.

Dans cette Assemblée Générale, qui se tint à Edimbourg par ordre du Roi, le Grand Commissaire eut assez de crédit, pour empêcher qu'on ne parlât de l'Assemblée précédente tenue à Glasgow. Mais on ne laissa pas d'y faire divers Actes très-désagréables au Roi, & auxquels néanmoins le Grand Commissaire donna son consentement. Le premier contenoit les causes des troubles arrivés depuis peu en Ecosse. Ces causes, au nombre de six étoient en substance : 1. La Liturgie & les Canons, la Consécration, l'Ordination, & la Haute Commission. 2. Les cinq Articles de Perth. 3. Le changement du Gouvernement Presbytérien en Gouvernement Episcopal. 4. Les Charges civiles conférées aux Ecclésiastiques. 5. Les Assemblées tenues dans les années 1606, 1608, 1610, 1616, 1617, 1618. 6. La suppression ou l'interruption des Assemblées Générales. Il étoit donc ordonné par cet Acte, que toutes ces choses seroient abolies, & que l'Eglise seroit rétablie dans son premier état. Le Grand Commissaire consentit véritablement à cet Acte, & promit de le ratifier en Parlement. On fit un autre Acte pour faire mieux observer le jour du repos.

Un troisième, supprimoit un Livre intitulé *la Grande Déclaration*, composé par un Ecossois, Doyen de Durham, contre ses Compatriotes. Le Commissaire se contenta de répondre, qu'il en informeroit S. M.

Un quatrième, contenoit une Requête de l'Assemblée au Grand Commissaire & au Conseil, pour les prier d'ordonner que le *Covenant* fût souscrit par tous les Sujets d'Ecosse. Le Grand Commissaire répondit à cette Requête par l'avis du Conseil, qu'il se croyoit obligé en conscience d'approuver le *Covenant*, & que comme Comte de Traquair, il le souscriroit avec autant de zèle, qu'aucun Sujet du Royaume : mais qu'en qualité de Grand Commissaire du Roi, il ne pouvoit le faire, à moins qu'on y ajoutât cette clause, que ce *Covenant* étoit le même que celui qui avoit été souscrit par le Roi Jacques VI. dans les années 1580, 1581, & 1590. Sur cela, l'Assemblée fit un nouvel Acte qui ordonnoit à tous les Membres de l'Eglise, de signer le *Covenant*, avec cette clause, qui seroit placée à la tête des signatures ; *Nous sousscrivons ce Covenant de la maniere qu'il a été expliqué par l'Assemblée Générale, c'est-à-dire, comme contenant l'abolition des cinq Articles de Perth, du Gouvernement Episcopal, de l'élevation des Ecclésiastiques aux Charges Civiles.*

Après cela, l'Assemblée résolut de présenter une Requête au Roi, pour le supplier de faire ratifier ces Actes par le Parlement. Cela fait, elle marqua le

CHARLES
I.
1639.

Déclinatoire des Evêques.
Nelson, T. I.
pag. 249.
Rushworth.
Vol. III. p.
952.

Actes de l'Assemblée Générale.
Nelson, T. I.
pag. 252.

CHARLES
I.
1639.
Remarque
sur ces Ac-
tes.

dernier Mardi du mois de Juillet 1640. pour tenir une Assemblée Générale à Aberdeen , sans consulter le Grand Commissaire.

Les Actes qui furent faits dans cette Assemblée font voir clairement ce que les Ecoſſois entendoient par leur Religion , & que c'étoit celle qui étoit professée en 1580. L'Assemblée avoit encore décidé, contre les prétentions du Roi, que l'Episcopat étoit aboli par la Confession de Foi de l'année 1580. quoique les Evêques n'y fussent pas même mentionnez. Au lieu que le Roi prétendoit , que la Religion du Royaume étoit celle qui étoit actuellement professée depuis l'an 1606. & qui avoit été établie par divers Actes de Parlement , & par des Assemblées Générales tenuës depuis ce tems-là , l'Assemblée d'Edimbourg déclaroit au contraire que celles qui s'étoient tenuës depuis 1606. jusqu'en 1618. étoient nulles , & par-là , elle annulloit en même tems les Actes de Parlement qui les avoient confirmées & ratifiées. Quant au *Covenant* , la même Assemblée , en feignant d'admettre la clause que le Comte de Traquair avoit voulu y annexer , l'avoit renduë inutile par l'explication qu'elle y avoit ajoutée. Ce Seigneur fut beaucoup blâmé , de ne s'être pas fortement opposé à cela , & même , lorsqu'il alla rendre compte au Roi de sa Commission , un Evêque Ecoſſois l'accusa de trahison , & offrit de subir la peine du Talion , s'il ne prouvoit pas son accusation.

Actes du
Parlement
d'Ecoſſe.

Ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée , fit assez connoître au Roi ce qu'il devoit attendre du Parlement qui s'assembla immédiatement après que l'Assemblée fut séparée. Avant qu'on y proposât la ratification des Actes de l'Assemblée , il présenta au Grand Commissaire des Actes qui faisoient bien comprendre que ce Corps n'étoit pas moins attentif à maintenir les Privilèges du Peuple , & à se précautionner contre les artifices par lesquels , depuis quarante ans , la Cour faisoit passer au Parlement tout ce qu'elle vouloit. J'ai déjà dit un mot de la maniere dont on choisissoit les Seigneurs des Articles dans le Parlement d'Ecoſſe : mais il est nécessaire de l'expliquer un peu mieux , afin qu'on puisse mieux comprendre combien cette maniere étoit devenuë favorable & avantageuse au Roi. Dès le Regne de *David Bruce* , c'est-à-dire, depuis environ trois cens ans , on avoit établi en Ecoſſe une coûtume , que , quand le Parlement s'assembloit , on éliſoit d'abord un certain nombre de Seigneurs , d'Evêques ou d'Abbez , de Gentilshommes , & de Bourgeois , qu'on appelloit *Les Seigneurs des Articles*. C'étoit ces Commissaires qu'on chargeoit du ſoin d'examiner les Actes qui devoient être proposez au Parlement pour avoir son approbation ; & comme ils avoient pouvoir de refuser ceux qu'ils ne jugeoient pas nécessaires ou convenables , il arrivoit rarement que ceux qu'ils admettoient fussent rejettez. Pour faire l'élection de ces Commissaires , il avoit établi , dans un tems où on ne pouvoit pas en prévoir les inconveniens , que le Corps de la Noblesse nommoit huit Ecclésiastiques , ceux-ci , huit Seigneurs , les seize élus nommoient huit Barons ou Gentilshommes , & les vingt & quatre élus nommoient huit Membres des Communes ou Bourgeois. Cette Coûtume subsista sans beaucoup d'inconvénienſ , jusqu'à ce que Jacques VI. entreprit de rétablir l'Episcopat. Ce Prince , comme on l'a vu ci dessus , commença d'abord par faire rendre aux Evêques , & aux Laïques qui portoient le titre d'Abbez , le droit d'avoir séance dans le Parlement ; & par-là , il se rendit comme maître des voix de tous ceux qui

repré-

représentent l'Eglise. Ainsi, les Seigneurs, en faisant le choix de huit Ecclésiastiques, ne pouvoient nommer que des gens dévoués au Roi de qui ils recevoient leurs Bénéfices. Ces huit Ecclésiastiques élus faisoient leur principal soin de nommer huit Seigneurs dont le Roi pouvoit s'assurer. Ces seize nommoient constamment huit Barons du même parti, & par conséquent les huit Bourgeois qui étoient élus, par les vingt & quatre, étoient aussi pris parmi les Partisans de la Cour. C'est par ce moyen que le Roi obtint du Parlement les Actes, dont il a été parlé ci-dessus, pour établir le Gouvernement Episcopal dans l'Eglise, malgré tous les efforts des Assemblées Générales. Ce fut aussi ce qui donna occasion à la plainte qu'on répandit dans un Ecrit public, que Charles I, dans son voyage d'Ecosse, avoit employé des moyens illégitimes pour faire passer les deux Actes de Religion dont j'ai déjà parlé. On prétendoit, que, parmi les huit Seigneurs qui furent alors choisis par les Evêques, il y en avoit trois qui étoient soupçonnés d'être Catholiques.

CHARLES
I.
1639.

Comme depuis ce tems-là, les affaires avoient beaucoup changé de face en Ecosse, & que le Roi n'y avoit plus aucun crédit, le Parlement, qui s'assembla par Ordre du Roi à Edimbourg dans l'année 1639., voulut prévenir les inconveniens qui naïssoient de l'élection des Seigneurs des Articles. Pour cet effet, il présenta au Grand Commissaire, un Acte qui déclaroit nul & invalide tout ce qui se feroit dans le Parlement, avant qu'on eût changé l'ancienne maniere d'élire les Seigneurs des Articles. Cet Acte étoit fondé, non seulement sur les inconveniens qu'on vient de voir, mais principalement sur la disposition où se trouvoit le Parlement d'abolir entièrement l'Ordre des Evêques, d'où il résulteroit une nécessité absolue de changer la maniere d'élire les Seigneurs des Articles. Outre cela, selon les apparences, le Parlement vouloit prévenir par-là, la demande du Roi, que quatorze Ministres, ou quatorze Laïques, à sa nomination, fussent substitués à la place des Evêques.

Outre cet Acte, qui étoit très-important dans cette conjoncture, le Parlement en présenta encore plusieurs autres qui tendoient tous à diminuer la Prérogative du Roi.

Par le second, il étoit ordonné que la Monnoye du Royaume ne pourroit être ni réglée ni altérée qu'avec l'approbation du Parlement.

Le troisième ordonnoit, qu'aucun Etranger ne pourroit être Gouverneur d'aucune Ville, Place, Fort ou Château, sans l'approbation du Parlement. C'étoit parce que le Roi avoit envoyé en Ecosse deux Anglois pour être Gouverneurs des Châteaux d'Edimbourg & de Dumbarton.

Le quatrième portoit, que le Roi ne pourroit conférer des titres d'honneur, en Ecosse, à aucuns Etrangers qui n'auroient pas un certain revenu en fonds de Terre, dans le Royaume.

Le cinquième, que le Roi ne pourroit accorder aucune Patente de Juge de Paix, Justicier, ou Lieutenant, que pour un tems limité.

Dans le sixième, le Parlement protestoit contre la préséance usurpée par le Grand Trésorier, & par le Garde du grand Sceau privé, comme n'étant autorisée par aucune Loi.

Il y en avoit encore quelques autres de cette nature, tous préjudiciables au Roi, mais dont il n'est pas nécessaire de parler ici. On peut bien juger

CHARLES I. que le Grand Commissaire ne se crut pas assez autorisé pour donner son consentement à tous ces Actes, sans en avoir informé S. M.

1639.

Le Roi fait
proroger le
Parlement.
Rushworth,
Vol. III. pag.
955.

Qui en est
tres-mécon-
tent.

Déclaration
du Parle-
ment.
Ibid.

Il se sépare;
mais il lais-
se un Com-
mitté.

Le Commit-
té députe
au Roi.
Rushworth,
Vol. III. pag.
992.

Qui refuse
de voir les
Députez.

Le Conseil
d'Angleter-
re résout la
Guerre con-
tre l'Ecosse.

Le Roi, voyant le train que ses affaires prenoient dans le Parlement d'Ecosse, comprit aisément, par ces premières démarches, que son Grand Commissaire se trouvoit peu en état d'observer ce qui lui étoit ordonné par ces Instructions. C'est pourquoi, il lui ordonna, par une simple Lettre, de proroger le Parlement jusqu'au 2. de Juin de l'année suivante 1640. & s'il trouvoit de la résistance, de déclarer, que les Membres qui demeureroient assemblés, seroient coupables de trahison. Cet ordre ayant été notifié au Parlement, n'y trouva pas toute l'obéissance à laquelle le Roi s'étoit peut-être attendu. Il se sépara néanmoins, mais d'une manière qui ne fut guères moins désagréable au Roi, que s'il eut demeuré assemblé. Avant que de se séparer, il fit une Déclaration qui portoit, Que le Comte de Traquair n'avoit pas le pouvoir de proroger le Parlement sur une simple Lettre du Roi, & sans le consentement du Parlement même. Que cet Ordre avoit été surpris sur de fausses informations, & sans que le Parlement eût donné au Roi aucun sujet de se plaindre. Que jusqu'alors, les Parlemens n'avoient jamais été prorogés sans leur propre consentement, que par conséquent, cette Prorogation étoit contraire aux Coutumes du Royaume. Il se plaignoit encore, que le Comte de Traquair & le Conseil avoient violé, en diverses manières, les Privilèges des Parlemens, pendant que celui-ci avoit été assemblé. Enfin, le Parlement déclaroit, qu'encore qu'il fût en droit de demeurer assemblé, nonobstant la Prorogation, il vouloit bien se séparer, pour donner au Roi une preuve de son obéissance; mais que néanmoins, il jugeoit à propos de laisser un Committé choisi de chacun des Etats, pour présenter à S. M. une très-humble Requête, pour en recevoir la Réponse, & pour certifier au Roi, dans toutes les occasions, la sincère intention qu'avoit le Parlement, de lui rendre l'obéissance qui lui étoit dûë. Cette Déclaration finissoit par une Protestation du Parlement, que s'il arrivoit des désordres, ils ne pourroient lui être imputez, puisqu'il étoit contraint d'employer les moyens les plus propres pour assurer l'Eglise & le Royaume, contre la misère & la confusion dont ils étoient menacez.

En conséquence du pouvoir que le Committé avoit reçu du Parlement, il députa au Roi le Comte de *Dunferling* & le Lord *Lowdon*, pour lui présenter une Requête. Mais le Roi refusa de donner audience à ces Députez, parce qu'ils étoient partis sans en avoir obtenu la licence du Grand Commissaire, & sans lui avoir communiqué le sujet de leur voyage. Après leur départ, le Roi fit venir d'Ecosse le Comte de Traquair, & lui ordonna de faire rapport au Conseil de ce qui s'étoit passé dans ce Royaume depuis la Pacification. Ce fut sur la Relation de ce Seigneur, & avant que d'avoir ouï les Ecossois dans leurs défenses, que le Conseil d'Angleterre déclara, d'une voix unanime, qu'il étoit absolument nécessaire de réduire les Ecossois à leur devoir, par la force des armes. Cependant, comme cette résolution paroissoit un peu trop précipitée, puisqu'on ne sçavoit pas encore ce que les Ecossois pourroient alléguer pour leur justification, le Roi comprenant combien cette précipitation pourroit lui porter de préjudice, accorda au Committé d'Edimbourg la permission de lui envoyer des Députez. Mais c'étoit plus pour sau-
ver

ver la bienfiance, que pour voir s'il y auroit lieu de changer la résolution déjà prise, le Roi n'ignorant pas ce qui se pouvoit dire sur cette matiere.

CHARLES
I.
1640.
D'autres
Députés ar-
rivent en
Ecosse.

Suivant cette permission, quatre Députés arriverent bien-tôt après, sçavoir, le Comte *Dunferling*, le Lord *Lowdon*, le Chevalier *Douglas*, & M. *Berkley*, qui lui présenterent deux Requêtes. La première étoit de la part de l'Assemblée Générale tenuë en dernier lieu à Edimbourg, qui, après l'avoir remercié de ce qu'il avoit bien voulu consentir que les affaires Ecclésiastiques fussent décidées par l'Assemblée de l'Eglise, le prioit de faire ratifier les Constitutions par le Parlement. Par l'autre Requête, les quatre Députés demandoient d'être ouïs en présence de quelques-uns des Conseillers des deux Royaumes, & que la Relation que le Comte de Traquair avoit faite au Conseil d'Angleterre leur fût donnée par écrit, & signée de la main du Comte. Le Roi ne jugea pas à propos de leur accorder aucun des deux Articles qu'ils demandoient par leur Requête. Cependant, il nomma un Committé du Conseil d'Angleterre, pour les entendre, à quoi les Députés ne voulurent point consentir, disant qu'ils étoient envoyés au Roi pour justifier la conduite du Parlement d'Ecosse, & non pas au Conseil d'Angleterre qui n'avoit aucune sorte de Jurisdiction sur les Ecossois. Pour lever cette difficulté, le Roi voulut bien les entendre lui-même, en présence du Committé qu'il avoit nommé. Le Lord Lowdon fit un assez long Discours pour justifier tout ce qui s'étoit passé en Ecosse; car c'étoit-là l'unique sujet de la Députation. Mais le Roi feignant de croire, & voulant bien supposer qu'ils étoient venus pour traiter avec lui d'un accommodement, leur objecta, que leurs Pouvoirs n'étoient pas suffisans, puisqu'ils ne pouvoient ni rien offrir, ni rien accepter. Peu de jours après, le Conseil d'Angleterre déclara, que les Députés d'Ecosse n'avoient pouvoir que de justifier les procédés de leurs Compatriotes. En effet, ce n'étoit que pour cela qu'ils avoient été envoyés, & non pas pour traiter avec le Roi.

Ils présen-
tent deux
Requêtes
au Roi.

Le Roi use
d'artifice
pour avoir
occasion de
faire la
Guerre en
Ecosse.
Rushworth,
Vol. III. pag.
992 & suiv.

J'ai déjà dit que la résolution étoit prise, dans le Conseil d'Angleterre, de réduire les Ecossois à l'obéissance, par les armes. Il est donc nécessaire de faire voir sur quoi cette résolution étoit fondée. Quoique le Roi ne fût nullement satisfait des Actes faits par l'Assemblée Générale d'Edimbourg, il n'avoit pourtant pas raison de s'en plaindre, puisqu'ils avoient été approuvés par son Grand Commissaire, autorisé pour cela par une Commission sous le grand Sceau. C'est pourquoi, voulant empêcher que ces Actes ne fussent ratifiés par le Parlement, il jugea qu'il étoit plus à propos de fonder la rupture que la Prorogation du Parlement d'Ecosse produisoit, sur le procédé du Parlement, que sur celui de l'Assemblée. Il se plaignoit donc,

1. „ Que, sous prétexte qu'il avoit promis un Parlement libre, on avoit voulu pousser cette liberté jusqu'à ce point, que le Parlement ne seroit pas lié par les propres demandes que le Lord Lowdon avoit signées, sçavoir, qu'ils jouïroient de leurs Libertés & de leur Religion, conformément aux Loix Civiles & Ecclésiastiques du Royaume. Car il étoit manifeste, que le Parlement étoit allé beaucoup au-delà des Loix établies.

2. „ S'ils répondoient, qu'ils n'ont pris cette Liberté qu'en vertu de leur *Covenant*, lequel nous avons approuvé, en ordonnant au Marquis d'Hamilton de le souscrire, & de le faire souscrire aux autres, la réplique est toute

„ Raisons
du Roi
pour sa
rupture
avec l'E-
cosse.

„ prête.

CHAR-
LES I.
1640.

„ prête. C'est qu'il y a une très-grande différence entre le *Covenant*, que nous
 „ avons approuvé, & celui qui a été fait en dernier lieu. Le premier est du Roi
 „ notre Pere, & le Serment porte, qu'on se soutiendra mutuellement, quand le
 „ Roi l'ordonnera. Mais le dernier a été fait sans notre aveu, & on y jure qu'on
 „ se soutiendra mutuellement contre toutes sortes de personnes, sans qu'on
 „ ait daigné en excepter le Roi même. Quant à l'approbation donnée par le
 „ Comte de Traquair à la souscription du *Covenant*, ils n'en peuvent tirer au-
 „ cun avantage, puisqu'ils ont eux-mêmes demandé au Comte, qu'il leur fût
 „ permis de souscrire le *Covenant*, marque évidente qu'ils se jugeoient eux-
 „ mêmes coupables de l'avoir signé avant que d'en avoir reçu la permission.
 „ D'ailleurs, il paroît par la condition annexée, que le Comte de Traquair
 „ n'entendoit par le *Covenant*, que celui de l'année 1580.

3. „ Depuis le Parlement, ils ont entrepris de lever des Troupes, sans
 „ en avoir aucune Commission ni aucun ordre de notre part. Ils leur ont mar-
 „ qué un rendez-vous, & leur ont donné ordre de se tenir prêts à marcher au
 „ premier commandement.

4. „ Ils ont fait venir des Païs étrangers, une grande quantité d'armes,
 „ d'Artillerie, & de munitions, pour s'en servir contre nous.

5. „ Ils ont imposé une Taxe de dix pour cent, sur tous les revenus de nos
 „ Sujets.

6. „ Ils ont répandu en Angleterre des Libelles diffamatoires contre no-
 „ tre Gouvernement, & entre autres, un, intitulé *Information des Etats d'Ecosse*,
 „ au Royaume d'Angleterre, lequel nous avons fait brûler par la main du Bour-
 „ reau.

7. „ Ils ont refusé au Lord *Estrick*, Gouverneur de Château d'Edimbourg,
 „ des matériaux pour réparer les murailles dudit Château, qui sont tombées
 „ depuis peu, quoique nous leur eussions expressément commandé.

8. „ Ils ont commis divers excès contre quelques-uns des Soldats du Châ-
 „ teau, qui alloient dans la Ville pour y acheter des vivres.

9. „ Ils ont bloqué ledit Château d'Edimbourg afin de nous le rendre
 „ inutile, & ont fortifié d'autres Places, comme *Insgarvy* où ils ont fait porter
 „ diverses pièces d'Artillerie.

10. „ Ils ont emprisonné le Lord *Southesk*, & diverses autres personnes
 „ de qualité, pour n'avoir pas voulu se joindre à eux.

11. „ Les Magistrats d'Edimbourg nous ont refusé, en diverses occa-
 „ sions, l'obéissance qu'ils nous doivent, sous prétexte qu'ils ont livré le pou-
 „ voir de commander dans leur Ville, au Comité des Tables, ce qui est un
 „ crime de trahison, puisqu'ils ne peuvent pas légitimement conférer à d'au-
 „ tres, un pouvoir qu'ils ont reçu de nous seul.

De ces onze Articles, il y en avoit neuf qui n'étoient pas considérables. Comme après la Prorogation du Parlement, les Ecossois pouvoient avoir un légitime sujet de craindre que le Roi n'eût dessein de renouveler la Guerre contre eux, les précautions qu'ils prenoient pour se mettre en état de défense, ne pouvoient être regardées comme un juste sujet de leur faire la Guerre, quand même leur crainte auroit été vaine. Du moins, toutes ces démarches pouvoient être aisément réparées par la conclusion d'une bonne Paix. Mais voici l'Article le plus important, & sur lequel Roi insistoit le plus.

12. „ C'est que le Comte de Traquair lui avoit mis en main, une Lettre qu'il avoit surprise ou interceptée, écrite au Roi de France par les principaux des Mécontens, pour lui demander du secours. Voici la Lettre dont l'adresse étoit *Au Roi*, ce que le Roi faisoit remarquer comme la maniere dont les Sujets du Roi de France adressent leurs Lettres à leur Souverain.

“ CHAR-
“ LES I.
“ 164e.
“
“
“

S I R E,

Votre Majesté étant l'Azyle & le Sanctuaire des Princes & Etats affliges, nous avons trouvé nécessaire d'envoyer ce Gentilhomme, le Sieur Colvil, pour représenter à V. M. la candeur, tant de nos actions que de nos intentions, lesquelles nous désirons être gravées & écrites à tout l'Univers, avec un rai du Soleil, aussi bien qu'à Votre Majesté. Nous vous supplions doncques très-humblement, Sire, de lui ajouter foi & créance, & à tout ce qu'il dira touchant nous & nos affaires, étant très-assurez, Sire, d'une assistance égale à votre clémence accoutumée ci-devant, & si souvent montrée à cette Nation laquelle ne cédera à autre quelconque, la gloire d'être éternellement,

Lettre des
Mécontens
d'Ecosse, au
Roi de
France.
Rushworth,
Vol. III. pag.
1037.
Nelson, T. I.
pag. 277.

S I R E,

DE VOTRE MAJESTÉ.

Les très-humbles & très-obéissans,
& très-affectionnez Serviteurs

ROTHES, MONTROSE,
MONGOMERY, LOWDON,
LESLEY, FORRESTER, MARR.

Cette Lettre, quoiqu'il n'y paroisse aucune date, avoit été écrite avant la Paix. Du moins, le Lord Lovvdon, qui fut emprisonné à Londres pour ce sujet, l'assura ainsi, & je ne trouve point qu'il ait été contredit là-dessus. D'un autre côté, le Roi qui prétendoit tirer de grands avantages de cette Lettre, n'assura jamais qu'elle eût été écrite depuis que les Articles de pacification avoient été signez. On peut inférer de-là, ou que les Soucrivains avoient oublié de la dater, ou que la date n'en étoit pas avantageuse au Roi qui la produisoit. Quoiqu'il en soit, bien que cette Lettre n'eût jamais été portée en France, puisqu'elle avoit été mise entre les mains du Comte de Traquair en Ecosse, le Roi, qui avoit résolu de recommencer la Guerre, en fit un grand usage pour justifier sa conduite. Il prétendit que les Ecossois avoient dessein de faire venir une Armée étrangere dans leur País, pour attaquer l'Angleterre, & qu'il étoit indispensablement obligé de défendre les Anglois. Mais on verra, dans la suite, qu'il n'en retira pas tous les avantages qu'il s'en promettoit.

Usage que
le Roi fit de
cette Let-
tre.
Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 168.

Ce fut néanmoins sur ce fondement qu'il résolut de renouveler la Guerre contre l'Ecosse. Mais quoiqu'il en alléguât plusieurs raisons, comme on vient de le voir, il est pourtant certain, que la principale étoit l'abolition

Véritable
cause de la
Guerre.

Tom VII.

LII

de

CHARLES
I.
1640.

de l'Episcopat, à quoi il ne pouvoit consentir. Si cet unique point avoit pu s'accommoder, les autres n'étoient pas assez considérables pour obliger les deux Partis à reprendre les armes. Ainsi, toute la question de droit entre Charles & les Ecoissois se réduisoit à ceci : Si Jacques & Charles avoient pu changer le Gouvernement de l'Eglise d'Ecosse, malgré les oppositions de l'Eglise même, & si les Ecoissois étoient en droit de demander l'abolition du Gouvernement Episcopal, établi sur les ruines du Presbytérien par des Actes de Parlement, sous prétexte des artifices employez par la Cour, pour faire passer ces Actes.

Ordres re-
nouvellez
pour le
payement
du
Ship-money.
Rushworth,
Vol. III.
p. 975 985.
Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 169.

La Guerre étant résolue, le Roi prit toutes les mesures possibles pour avoir une nombreuse Armée, en taxant, à l'ordinaire, chaque Province à fournir un certain nombre de Troupes. D'un autre côté, un Combat naval qui s'étoit donné entre les Espagnols & les Hollandois, tout proche des côtes d'Angleterre, fournit au Roi un prétexte de renouveler ses ordres touchant le payement du *Ship-money*. Comme en cette occasion, les Hollandois, qui avoient été les assaillans, avoient témoigné peu d'égards pour la Souveraineté de la Mer que le Roi s'attribuoit, le Roi fit grand bruit de l'affront qu'il avoit reçu; & ce fut sur ce fondement qu'il parut résolu à équiper une puissante Flotte, pour conserver la domination de la Mer, & pour défendre le Royaume. C'est pourquoi il ordonna que le *Ship-money*, aussi bien que les arrérages de cette Taxe, fussent exigés sans miséricorde. Le Grand Sherif de Northumberland ayant envoyé à la Cour une plainte de sa Province contre cette Taxe, le Conseil le reprimanda aigrement, & lui commanda de faire son devoir à cet égard, sous peine d'une punition exemplaire. D'un autre côté, le Chevalier *Jean Finch*, ayant été fait Garde du grand Sceau, après la mort du Lord Coventry, fit un Discours aux Juges du Royaume, pour les exhorter à user de toute leur autorité pour faire payer cette Taxe. Ainsi, on voyoit manifestement que le Roi n'en vouloit point avoir le démenti, & que cette imposition devenoit insensiblement une Taxe ordinaire sur le Peuple.

Nelson, T. I.
pag. 286.

Le Comte
de North-
umberland
est
nommé Gé-
néral, & le
Comte de
Strafford
Lieutenant
Général.
Etablisse-
ment d'un
Conseil se-
cret.
Le Roi con-
voque un
Parlement.

Nelson, T. I.
pag. 280.

Enfin, le Roi nomma le Comte de Northumberland pour Général de l'Armée destinée contre l'Ecosse, & lui donna pour Lieutenant Général, le Lord Wentworth, Gouverneur d'Irlande, qui venoit d'être fait Comte de Strafford. Comme il craignoit toujours les intelligences que les Ecoissois avoient en Angleterre, & que, par cette raison, il n'osoit confier toutes ses affaires au Conseil, il établit un Conseil secret composé de trois personnes seulement, sçavoir de l'Archevêque de Cantorbéri, du Marquis d'Hamilton, & du Comte de Strafford. Ces trois-là dirigeoient absolument les affaires les plus importantes du Roi, & ce furent eux qui, après une meure délibération, lui conseillèrent de convoquer un Parlement. Mais comme le Roi leur objecta qu'avant que les Subsidés qui seroient accordez par le Parlement fussent payez, il pourroit se trouver réduit à une extrême nécessité, le Conseil secret pourvut à cet inconvénient, en lui conseillant d'emprunter de chacun de ses Conseillers, ou autres qui voudroient fournir de l'argent volontairement, les sommes qui pouvoient lui être d'abord nécessaires. Le seul Comte de Strafford souscrivit pour vingt-mille livres sterling. L'exemple des Conseillers ayant été suivi par quelques autres Seigneurs, le Roi se trouva

trouva en état de faire ses Préparatifs pour la Guerre, avant que d'avoir reçu aucun secours du Parlement. Ainsi, le Parlement fut convoqué pour le 2^d d'Avril : & peu de jours après, le Roi fit publier une Proclamation pour révoquer les mêmes Patentes qui avoient servi à établir des Monopoles, quoiqu'elles eussent été déjà révoquées une autre fois, sans aucun effet.

Le Parlement s'étant assemblé à Westminster, au jour marqué, le Roi s'y rendit, & parla ainsi aux deux Chambres :

CHARLES
I.
1640.
Le Roi révoque les
Monopoles.

Le Parlement s'assemble.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Il n'y a jamais eu de Roi qui ait eu des causes plus importantes que moi, d'assesembler un Parlement. Je ne vous en dirai point les particularitez, parce que j'ai ordonné au Garde du grand Sceau, de parler pour moi. Je désire que vous l'écoutez attentivement.

Discours du
Roi au
Parlement.
Nelson, T.I.
pag. 306.

Après cela, le Garde du grand Sceau prit la parole & dit :

MY LORDS, & vous Chevaliers, Citoyens & Bourgeois de la Chambre des Communes,

Vous êtes aujourd'hui assemblez par le gracieux Ordre de Sa Majesté pour tenir un Parlement, le général, l'ancien, & le grand Conseil du Royaume. C'est par vous que le Royaume, en raccourci, se présente tout entier à la vue Royale de Sa Majesté, & qu'il a le bonheur de contempler son excellente & sacrée Personne. Vous, non seulement Prélats, Nobles, Grands, mais chaque Sujet, même jusqu'au moins considérable, en la personne des Députés des Communes, êtes tous admis à prendre part aux conseils qui concernent les grandes affaires du Roi & du Royaume. Vous venez ici, munis des suffrages de toute la Nation, & je m'assure que vos cœurs sont remplis du zèle & de l'humble affection qu'un Roi si juste, si pieux, si gracieux, a lieu d'attendre de tous ses Sujets. Je ne doute nullement que cette Assemblée ne vous cause beaucoup de joye, & il me semble que vous avez bien raison de vous réjoûir, & de reconnoître avec soumission la grande bonté du Roi, qui, oubliant tous les mécontemens qu'il a reçus des précédens Parlemens, veut bien, par l'affection paternelle qu'il a pour son Peuple, & par la confiance que vous ne manquerez pas à votre devoir, vous inviter, avec tout le reste de ses Sujets, à une sacrée union de cœurs & d'affections pour son service, pour tout l'Etat, & pour l'exécution des conseils qui ne tendent qu'à l'honneur & à la conservation de vous tous. Les Royales résolutions de Sa Majesté sont déposées dans l'Arche sacrée de son cœur, & ce seroit une trop grande présomption si quelque Huza, sans y être appelé, entreprenoit d'y toucher. Cependant, le Roi veut bien présentement cacher les rayons de Sa Majesté, comme fit Phebus à l'égard de Phaëton, de peur que la grande distance qu'il y a entre la Souveraineté & la Sujetion, ne vous privât de la liberté de vous approcher de sa Personne & de ses Conseils. Prenons garde seulement, de ne pas aspirer, comme le Fils de Climène, à conduire le Chariot comme si c'étoit là l'unique preuve d'une affection paternelle.

Discours du
Garde du
grand Sceau.
Rushworth,
Vol. III.
pag. 1114.

CHARLES

I.

1640.

Souvenons-nous toujours, qu'encore que le Roi quitte, quelquefois, les rayons de Sa Majesté, il ne quitte jamais la Majesté même.

Vous avez reçu ces avis dans les précédens Parlemens, afin d'éviter des dangers, qui, par des conseils étrangers & éloignez, auroient pu tourner au deshonneur & à la ruine de la Nation. Sa Majesté, par sa sagesse & par ses prudentes précautions, vous a déchargé de cette peine pendant plusieurs années; ayant, par sa grande prudence, non seulement prévenu tous les dangers, mais encore maintenu l'honneur & la splendeur de la Couronne d'Angleterre. C'est ce qu'une heureuse expérience vous fait voir, puisqu'il plaît à Dieu de faire en sorte que notre Toison est sèche, pendant que tous les Etats voisins sont inondez de pluies de sang. Mais quel avantage en tirera ce Royaume, si foras hostem non inveniat, si modo domi inveniet? Vous avez été sommez de vous rendre ici pour donner des conseils, & pour prendre des mesures sur des affaires qui vous touchent de fort près, & pour prévenir le danger & la honte qui frappent à notre porte, & qui partent d'un lieu d'où nous avions le moins de raison de le soupçonner. Vous n'ignorez pas par quel solide & heureux conseil, un de nos plus sages Rois maria sa Fille aînée en Ecosse. Nous ne pouvons ni ne devons oublier l'heureux succès qui accompagna ce conseil, lorsque le Roi Jacques, d'heureuse & fameuse mémoire, parvint à la Couronne d'Angleterre, à la grande joye de tous les Anglais, & sans aucune effusion de sang. La muraille de séparation fut abbatue, & ce glorieux Roi, en accomplissant sa promesse, faciam vos in gentem unam, causa une joye universelle à l'Angleterre, & je m'assure que l'Ecosse n'eut pas lieu d'en avoir du chagrin. Les Ecossois ont participé aux honneurs de l'Angleterre, & partagé l'abondance de notre Nation. Enfin, ils n'ont été privez d'aucun de nos avantages. Telle étoit l'étendue de la bonté de cet excellent Roi, & telle étoit la joye que nous ressentions de cette fraternité, ou pour mieux dire unité. Nous n'avions, eux & nous, qu'un même rempart qui nous environnoit, je veux dire la Mer, & tout étoit si égal entre nous, que Tros Rurulusve fuat, nullo discrimine habetur. Sa Majesté, notre gracieux Souverain, est l'Héritier des Vertus & des Royaumes de son Pere, Pacatumque Regis, &c., & a donné à cette Nation d'aussi grandes marques de bonté & de bénignité qu'elle pouvoit en attendre. Ainsi, les deux Royaumes devinrent également une Terre décollante de lait & de miel. La Paix & l'abondance se tenoient dans nos rues, & toutes ces bénédictions étoient couronnées de l'espérance de les voir durer éternellement. Dieu trouva pour notre Roi, une Campagne digne de lui, notre gracieuse Reine, avec laquelle, par rapport à sa Personne & à sa vertu, aucune autre ne peut être mise en parallèle, & qui a rendu ce Royaume fortuné, par les deux gages de son amour, qui, comme deux branches d'Olivier, se tiennent autour du Trône & de la table. Mais, voici ce qui cause un juste sujet de chagrin, civiles honores Patriæ, nimia infelicitas. Dans le tems que Sa Majesté avoit tant de raison de s'attendre à un retour de reconnaissance, de fidélité, d'obéissance de la part des Ecossois, des hommes de Belial, des Sebabs, ont sonné la Trompette, & par leurs insolences & rebellions, en ont entraîné beaucoup d'autres avec eux. On a sécoüé le Gouvernement de Sa Majesté, on a oublié en ce Pais-là, l'amour & la bonté que le Roi son Pere avoit pour cette Nation, & on n'a pas voulu se souvenir de sa clémence & de sa pitié. Ces gens-là ont attiré la multitude dans une affreuse rebellion, telle qu'on n'en a point vû de semblables dans les siècles précédens ni dans celui-ci. Ils ont

ont pris les Armes contre l'Oint du Seigneur, leur légitime & indubitable Souverain, & en suivant le conseil de quelque Achitophel, ils se sont emparez des Honneurs, du Pouvoir, & de l'Autorité Royale. Ce sont là des actes de deloyauté & de désobéissance, sur quelques prétextes qu'ils prétendent les fonder, & il n'y a point de cœur Anglois qui puisse s'empêcher de les regarder comme des effets d'une horrible trahison.

L'Été passé, Sa Majesté, à ses propres frais & avec l'assistance de quelques-uns de ses bons Sujets d'Angleterre, se mit à la tête d'une Armée, & ils eurent l'insolence de la braver, & de se présenter devant lui, avec une Armée qu'ils avoient eux-mêmes levée par leur propre autorité. Malgré tout cela, Sa Majesté ne sentit point alterer la bonne volonté qu'il avoit pour eux, ne pouvant oublier ni ce qu'il leur étoit, ni ce qu'ils lui étoient. Mais considérant en lui-même, qu'ils étoient du nombre de ceux, quos nec vincere nec vinci gloriosum fuerit, il aima mieux oublier leurs fautes, sur la protestation qu'ils lui firent d'être à l'avenir fidelles & obéissans, que de se laisser emporter à une juste vengeance, & à punir leur rebellion. Cependant, Sa Majesté, qui a toujours les yeux ouverts pour pourvoir au bien & à la sûreté de ses Sujets, s'est clairement apperçu, qu'ils n'avoient fait que l'amuser, pour éloigner l'orage qui les menaçoit, & en gagnant du tems, se procurer des avantages qui les missent en état de poursuivre leurs pernicieux desseins.

Depuis que Sa Majesté fut revenu de Barwick, il vint à sa connoissance, que les Ecoissois, au lieu de se soumettre à l'obéissance & à la fidélité qu'ils lui doivent, par les Loix de Dieu, de la Nature, & des Gens, se sont adressez à une Puissance étrangère, & ont traité avec elle pour se mettre sous son Pouvoir & sous sa Protection. C'est ce que par la grace de Dieu, il est en état de faire voir, sous la signature des Chefs de la faction, & c'est une chose de la dernière conséquence pour ce Royaume & pour les autres Etats de Sa Majesté. Quiconque cherche à faire du mal à l'Angleterre, doit connoître, qu'il n'est pas aisé de l'attaquer à découvert & par devant. C'est pourquoi, il est très-apparent, qu'ils ont voulu, comme autrefois, l'attaquer par la porte de derrière. Il y avoit ci-devant deux de ces portes, l'Ecosse & l'Irlande, & chacune avoit ses propres défenses.

L'Irlande, par le prudent Gouvernement de Sa Majesté, se trouve non seulement délivrée des troubles précédens, mais même réduite à un état paisible & tranquille. Elle est tellement changée & civilisée depuis l'heureux Regne de Sa Majesté, qu'au lieu de lui être à charge, comme elle l'a été à ses Prédécesseurs, elle lui porte quelque revenu, & que les Sujets de ce Pais-là donnent journellement à Sa Majesté des témoignages sensibles de leur affection pour sa Personne & pour son Gouvernement. Dans le dernier Parlement qui s'est tenu en ce Pais-là, ils ont non seulement accordé gayement à Sa Majesté un secours d'argent convenable pour réduire l'Ecosse à l'obéissance, mais ils ont encore protesté, qu'ils seroient prêts à l'assister de leurs personnes & de leurs biens, en cas qu'il soit nécessaire qu'il continue à tenir ses forces sur pied. Ainsi, l'esperance qu'on pouvoit avoir eue d'attaquer l'Angleterre de ce côté-là, est entièrement évanouie.

L'Ecosse seule reste, comme une partie affligée du corps, où toutes les fluxions se jettent. Sa Majesté a pris ces choses en considération, & pour prévenir les malheurs apparens qui menacent le Royaume, il a résolu, par le moyen d'une puissante Armée, de réduire ses Sujets d'Ecosse à de justes conditions d'obéissance. Ce n'est pas

CHARLES
I.
1640.

là un moyen dont Sa Majesté se serve avec plaisir. Sa bonté pour ses Sujets est telle, que s'ils vouloient, quelque ingrats & rebelles qu'ils soient, se mettre dans l'état d'humilité qui leur convient, sa clémence se feroit bien-tôt connoître à toute la Terre. Mais Sa Majesté ne veut pas souffrir qu'on pese sa bonté à la balance commune, ni que personne s'interpose entre lui & sa vertu. C'est pourquoi, comme il ne veut point admettre de Médiateur, quel qu'il puisse être, il regardera comme un présomptueux quiconque osera lui offrir sa médiation. Il estimera que c'est une chose trop dangereuse pour son honneur, qu'on puisse s'imaginer, que quelque intercession que ce soit puisse le rendre plus enclin qu'il ne l'est naturellement, à faire grâce à son Peuple.

La dépense pour une telle Armée a été déjà calculée, & monte à une telle somme, que Sa Majesté ne peut la trouver dans ses coffres, qui, quoi que vuides, n'ont pas été épuisés par des fêtes, des divertissemens, des batimens, ou autres telles magnificences. Ses revenus, pour la plus grande partie, & tous les secours qu'il a tirez de ses Sujets, ont été employez pour le bien public, & pour la défense du Royaume. Ainsi que des vapeurs qui, après s'être élevées de la Terre, forment des nuées, ces revenus, comme une douce pluie, sont retombés sur le même Terroir qui les avoit produit. Sa Majesté a donc assemblé ce Parlement comme un second moyen, après Dieu, pour détourner les calamitez qui menacent ses Royaumes, par la conduite séditeuse des Ecoissois.

Tout de même que les Prédécesseurs de Sa Majesté en ont usé avec vos Peres, Sa Majesté vous offre présentement, l'honneur de travailler avec lui au bien & à la conservation de vous-mêmes & de votre Posterité. Les délibérations qui tendent à quelque profit, peuvent souffrir des disputes & des débats, parce que ce sont les fruits des persuasions. Mais celles qui tendent à la sûreté commune sont forcées par la nécessité, & ne peuvent admettre ni dispute ni délai. C'est de cette dernière espèce que sont les maux, contre lesquels nous devons aujourd'hui nous précautionner. Il ne faut point perdre cet Eté, non pas même une minute de tems pour reduire les Ecoissois, de peur qu'un délai mal entendu ne leur procure l'avantage de pouvoir prendre des liaisons avec les Puissances étrangères.

Sa Majesté souhaite donc, qu'en considération de ses besoins pressans, laissant en arriere toutes les autres affaires, vous passiez promptement un Acte pour lui accorder tels Subsidies que votre affection pour lui & pour le bien public vous fera juger convenables, & vous en fixiez le payement à un tems aussi court qu'il sera possible. Il vous assure, qu'il n'auroit pas voulu vous proposer quoique ce soit, contre la méthode ordinaire, si le tems ne pressoit pas tellement, qu'à moins que les Subsidies ne soient incontinent accordez, il ne lui sera pas possible de faire les Préparatifs nécessaires pour la puissante Armée qui doit marcher en Campagne.

Certainement, si Sa Majesté n'avoit pas emprunté, sur son credit & sur celui de ses Serviteurs, trois ou quatre-cens-mille livres sterling, il ne se seroit pas trouvé en état de commencer à préparer les choses les plus nécessaires pour une si grande entreprise, d'assurer Barwick & Newcastle, & de prévenir les affronts que les Ecoissois auroient pû nous faire, en insultant les personnes & les biens de ses Sujets du Nord.

Pour éviter toutes disputes touchant la perception du droit de Tonnage & Pondage, Sa Majesté m'a commandé de vous déclarer, qu'il l'a pris seulement, de facto, suivant l'exemple des Rois ses Prédécesseurs qui l'ont reçu depuis la mort des

des Rois précédens , jusqu'à ce que l'Acte en fût passé. Que tout de même , S. M. n'y prétend aucun droit que par la concession du Parlement , & qu'à cause de cela , il a fait préparer un Bill tout semblable à celui qui passa en faveur du Roi son Pere d'heureuse mémoire , avec la seule addition , qu'on le lui accorde depuis le commencement de son Regne. S. M. s'attend , que ce Bill & celui des Subsidés seront expédiés avec toute la diligence possible. J'ai aussi ordre de vous dire , qu'il les recevra gracieusement comme des gages agréables de votre affection pour sa Personne & pour son Gouvernement.

CHARLES
I.
1640.

De plus , S. M. veut bien vous donner sa parole Royale , qu'après cela , il vous donnera le loisir de considérer quelles demandes vous devez faire pour le bien de l'Etat , avant même que vous vous sépariez , autant que la saison & ses affaires le pourront permettre. Quant à ce qui sera laissé en arriére , S. M. vous donnera le tems de le perfectionner pendant l'Hiver , lorsque vous aurez plus de loisir & de commodité pour y penser. Car S. M. considère , que les Subsidés présens ne pourroient pas suffire , s'ils n'étoient pas suivis d'un plus grand secours , lequel S. M. attend , après l'heureuse conclusion de cette Session. C'est pourquoi , S. M. suivant l'ancien usage des Parlemens , est content d'attendre jusqu'à ce qu'il ait connu vos justes Grieffs , & qu'il y ait remédié.

Enfin , S. M. vous assure qu'il veut concourir avec vous pour votre avantage , dans tout ce qui convient à un juste , pieux , & gracieux Roi , afin qu'on puisse voir une heureuse fin de ce Parlement , qui en produise beaucoup d'autres. C'est là tout ce que j'avois ordre de vous dire , de la part de S. M.

Dès que le Garde du grand Sceau eut achevé de parler , le Roi reprit la parole & dit :

MY LORDS,

Vous verrez qu'il n'a rien dit d'hyperbolique , & que je ne sois en état d'accomplir d'une maniere ou d'autre.

Discours
du Roi.

Comme il a parlé d'une certaine Lettre de mes Sujets d'Ecosse , qui ont tâché d'attirer à leur secours une Puissance étrangere , voici la Lettre en original , qui vous sera lûe tout à l'heure. Mais comme il s'agit d'un de mes voisins duquel je ne dirai rien que ce qui est juste , Dieu me garde d'en parler autrement , je vous dirai naturellement , que je croi qu'il ne l'a jamais reçûe. C'est véritablement une Lettre adressée au Roi de France : mais je ne sçai si elle lui est jamais parvenue. C'est par hazard qu'elle a été interceptée dans le tems qu'on la lui portoit. Ainsi j'espère que vous donnerez un bon sens à mes paroles.

Après cela le Garde du grand Sceau ayant entre ses mains la Lettre qui a été rapportée ci-dessus , dit , L'adresse de cette Lettre est Au Roi , or tous ceux qui connoissent le style des François sçavent qu'ils n'écrivent ainsi qu'à leur propre Roi , c'est pourquoi étant adressée Au Roi par les Ecossois , il est à présumer , qu'ils le reconnoissent pour leur Roi.

Discours
du Garde
du grand
Sceau.

La Lettre ayant été lûe en François & en Anglois le Roi reprit la parole & dit :

On lit la
Lettre des
Ecossois au

De

CHARLES I. 1640.
Roi de France.
Discours du Roi.
De ces Messieurs qui ont signé cette Lettre, il y en a un ici, & je croi que vous trouveriez bien étrange si je ne m'assurois pas de sa personne. C'est pourquoi j'ai signé un ordre pour le faire conduire à la Tour. Je croi, Messieurs, mais je ne veux pas le dire positivement, parce que je ne veux rien avancer dont je ne sois assuré, que j'ai en mon pouvoir le Gentilhomme qui devoit être le porteur de cette Lettre. Il peut se faire pourtant que je me trompe.

Glenvill
choisi pour
Orateur des
Communes.
Le Parlement ne se mêle point des affaires d'Ecosse.
Le Roi s'étant retiré, les Communes rentrèrent dans leur Chambre, & firent choix de Monsieur Glenvill pour leur Orateur.

Le Roi s'étoit persuadé que le Parlement prendroit feu à l'ouïe de la Lettre écrite par les Seigneurs Ecossois au Roi de France. C'est pourquoi immédiatement après que les Communes eurent présenté leur Orateur, & établi leurs Committez, il leur fit dire, qu'il avoit fait mettre le Lord Lowdon à la Tour, & que ce Seigneur avoit avoué que la Lettre étoit écrite de sa main, mais qu'il se retranchoit sur ce qu'elle n'avoit pas été envoyée. Mais ni la Chambre des Communes, ni celle des Seigneurs, ne voulurent point se mêler de cette affaire. Quelques jours après, le Roi envoya aux Communes *Windebank* Secrétaire d'Etat, pour les informer des affronts & des indignitez qu'il avoit souffertes de la part des Ecossois : mais le Discours du Secrétaire fut écouté avec beaucoup de froideur, sans qu'il parût qu'il eût produit aucun effet. Au lieu de s'intéresser dans les affaires d'Ecosse, la Chambre des Communes reçut avec avidité, une Requête de la Province de *Hérford*, qui se plaignoit de divers Grieffs, comme du *Ship-money*, des Monopoles, de la Chambre Etoilée, de la Haute Commission. On fit sur cette matière divers Discours qui ne furent pas favorables au Roi. Dès le lendemain, on lût dans la même Chambre, des Requêtes de diverses Provinces sur le même sujet, après quoi Monsieur *Pym* se leva, & ayant réduit les Grieffs des Sujets à trois Chefs, sçavoir aux Priviléges & Libertez des Parlemens, aux innovations dans la Religion, à la propriété des biens, il fit un long Discours pour faire voir qu'en toutes ces choses, les droits de la Nation avoient été violez.

Le dix-huitième, la question fut proposée si l'on feroit apporter les Regîtres de la Chambre Etoilée, pour examiner le procès du Chevalier *Elliot* & de quelques autres. Ensuite, il fut ordonné que les Regîtres où étoit contenu le procès fait à Monsieur *Hambden*, pour avoir refusé de payer le *Ship-money*, seroient portez dans la Chambre. Le vingtième, l'Orateur ayant été examiné, répondit, qu'il avoit refusé de recueillir les voix par un ordre exprès de Sa Majesté, sur quoi la Chambre *vota* sur le champ, que c'étoit une violation de ses Priviléges. Le vingt-unième les deux Chambres eurent ordre du Roi de se rendre à *Whitehall*, où le Garde du grand Sceau leur parla de cette manière, en présence du Roi.

Les Chambres sont mandées à *Whitehall*.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Discours,
du Garde
du grand
Sceau aux

„ Vous vous ressouvenez sans doute, qu'au commencement de ce Parlement, Sa Majesté me commanda de vous déclarer les causes pour lesquelles il l'avoit assemblé. C'étoit pour donner à Sa Majesté un secours d'argent dans
des

des affaires aussi grandes & aussi importantes qu'aucun Roi d'Angleterre ait jamais eues. J'ai ordre présentement de vous remettre en mémoire ce que je vous dis alors, & de vous faire connoître que les besoins de Sa Majesté sont d'une telle nature, que si le secours ne vient pas promptement, il ne sera d'aucun usage. L'Armée est en marche, & coûte à Sa Majesté au moins cent mille livres sterling par mois. Si on ne continuë pas ainsi qu'il est convenable, les desseins de Sa Majesté échoüeront, & la dépense sera perdue. Sa Majesté ne demande pas présentement un grand secours, & tel qu'il le faut pour finir l'ouvrage, mais un secours sans quoi tout seroit perdu, & les desseins ruinez. Ces desseins sont fondez sur des raisons qui tendent au bien du Royaume & à la conservation de vous tous. Cela fait, Sa Majesté vous accordera la liberté de lui présenter vos Griefs. Il les écoutera gracieusement, & y répondra d'une manière que vous & tout le Royaume aurez lieu de vous en réjouir.

» Pour ce qui regarde le *Ship-money*, Sa Majesté m'a commandé de vous dire, qu'il n'a jamais pensé à en faire un revenu annuel, ni d'en tirer aucun profit pour soi-même. Son intention n'a été que de procurer le bien commun de vous tous, l'honneur, la gloire, & la splendeur de la Nation, & de faire en sorte, que chacun de nous participe aux avantages & aux succès : car autrement, vous en sentiriez le dommage. Bien loin d'en avoir reçu quelque profit, il a tiré de ses coffres de très-grandes sommes d'argent, pour commencer à travailler aux desseins dont je viens de vous parler. Le compte de l'argent reçu a été présenté au Conseil, & l'argent a été remis entre les mains du Chevalier Guillaume Russel Trésorier de la Flotte. On peut voir par tous ces comptes, que l'argent a été véritablement, entièrement, & sincèrement déboursé pour la sûreté du Royaume. Il est vrai que Sa Majesté avoit une fois résolu de ne se servir point de cette méthode dans cette année, mais seulement d'avoir une Armée de Terre, & c'est ce que S. M. considère présentement. Il faut que je vous dise, que Sa Majesté n'estime rien tant que son honneur, & pour aucune chose du monde il ne voudroit pas le voir diminuer. On ne scauroit lui marquer tant d'amour & d'affection, que son bon naturel n'aille beaucoup au delà.

» De tous les Royaumes de Sa Majesté, c'est celui-ci qui le touche de plus près, & qui lui est le plus cher, & néanmoins, dans le Royaume d'Irlande le Parlement qui s'y tint avant ce dernier lui accorda six Subsidés dès le second jour après qu'il fut assemblé. Il se confia entièrement à la parole de Sa Majesté, & le succès en fut, qu'avant la fin du Parlement, le Peuple obtint avec avantage tout ce qu'il avoit souhaité. Pour le second Parlement qui s'est tenu en ce Pais-là, chacun sçait quel secours il a donné à Sa Majesté, & avec combien de confiance & de joye. Mais qu'on ne s'imagine pas que les Subsidés de ce Pais-là sont peu de chose. Il n'y en a pas un seul qui ne vaille au moins, cinquante ou soixante mille livres sterling. Comparez présentement ce Royaume-là avec celui-ci, & considérez la proportion qu'il y a entr'eux, & vous trouverez que le don est aussi considérable qu'aucun qui se soit fait en plusieurs années. Le bon effet qu'il a produit, c'est que Sa Majesté fera connoître à tout le monde, combien il est content de cette action des Irlandois, & combien il l'explique dans un bon sens. Jusqu'ici j'ai dressé mon Discours

CHAR-
LES I.
1640.

» à vous qui êtes de la Chambre des Communes, maintenant, Mylords, c'est
» à vous que je vai parler.

» Il est vrai que la Chambre des Communes est le propre lieu d'où procedent
» les secours d'argent. Sa Majesté n'a pourtant pas laissé de vous appeller ici,
» dans l'espérance qu'il ne trouvera pas les Communes contraires à ses desirs,
» & que vous ne serez pas moins diligent à concourir avec cette Chambre.

» Mais à propos, Messieurs des Communes, j'oublois à vous parler d'u-
» ne autre chose. C'est d'une objection qu'on pourroit faire touchant le *Ton-*
» *nage & Pondage*, en prétendant que ce droit est destiné pour la garde de la
» Mer. Mais il faut que je vous dise que cette imposition n'a jamais été destinée
» que pour la garde ordinaire, & non pas, pour conserver au Roi la domina-
» tion des deux Mers, lorsque les Forces navales de tous les Princes Chrétiens
» sont si fort accrues, comme elles le sont aujourd'hui. Dans les conjonctures
» présentes, il est à propos que Sa Majesté ait en Mer une Flotte qui soit capable
» d'inspirer de la terreur à tout le monde.

» Sa Majesté avoit résolu de ne donner point ses ordres dans cette année,
» pour équiper des Vaisseaux, mais il y a été contraint pour votre bien, pour
» celui de tout le Royaume, pour son propre honneur, & par des raisons im-
» portantes & nécessaires. Voici ces Raisons.

» Le Roi s'est trouvé cette année dans une nécessité absoluë de lever une
» Armée pour réduire les Rebelles d'Ecosse à l'obéissance. Dans cette même
» année, tous les Princes voisins préparent de grandes Flottes. Il est donc tems
» que Sa Majesté se mette en état de conserver la domination de la Mer, sans
» quoi ce Royaume seroit perdu, & rendu incapable de maintenir le droit qu'il
» a d'être le Modérateur de la Mer, & par conséquent, nous perdriens la li-
» berté du Commerce qui contribuë tant à faire fleurir ce Royaume. Une au-
» tre raison qui a porté Sa Majesté à donner encore cette année, ses ordres pour
» équiper des Vaisseaux, c'est que les Corsaires d'Alger sont devenus si inso-
» lens, qu'ils doivent avoir une Flotte de soixante voiles, & qu'ils ont pris di-
» vers de nos Vaisseaux Marchands, & entr'autres, le *Rebecca* de Londres, bien
» connu des Marchands de la Bourse, & qui valoit du moins deux cens soixan-
» te mille livres sterling. Ainsi, les ordres ayant été envoyez dans les Provin-
» ces, par ces importantes raisons, avant qu'il fût possible que le Parlement ac-
» cordât de l'argent pour cet usage, Sa Majesté n'a pû s'en dispenser cette an-
» née : mais il espere votre consentement à la levée de ce même droit pour l'a-
» venir. Je vais vous dire présentement une chose capable de réjouir tous les
» bons Anglois. C'est que Sa Majesté n'a pas dessein de s'enrichir de l'argent
» qui provient de ces ordres pour l'équipement des Vaisseaux. Il ne désire que
» de vivre comme il appartient à un Roi d'Angleterre, & d'être en état de dé-
» fendre l'honneur & le lustre de notre Nation si fameuse au dehors, & si glo-
» rieuse au dedans ; de vivre, dis-je, de la manière que chaque véritable An-
» glois souhaite que son Roi vive. Choisissez la Methode qui vous sera la plus
» convenable. Prenez toutes les précautions que vous jugerez à propos, pour
» établir ce droit d'une telle maniere, qu'il n'en puisse revenir au Roi aucun
» profit particulier : que tout soit pour le bien commun du Royaume, & em-
» ployé pour des avantages auxquels vous participerez tous, en vivant dans
» l'abondance, dans la Paix, dans l'honneur, & dans tous les autres biens dont
» les Anglois peuvent se glorifier.

» Sa

« Sa Majesté m'a aussi commandé de vous dire, que vous ne sauriez rien proposer pour la sûreté de vos biens, & de vos Libertez, qu'il n'y donne son consentement d'aussi bon cœur que vous le demanderez. Ainsi, Sa Majesté vous présente ici les raisons, l'occasion, & la manière, de rendre ce Parlement le plus heureux de tous ceux qui se sont tenus jusqu'ici, & qui pourra produire cet heureux effet, que le Roi trouvera sa satisfaction dans son Peuple, & le Peuple, la sienne dans son Roi. Il met devant vous, non seulement le conseil d'agir de cette manière, mais encore la manière d'y réussir. C'est que vous ayez en lui une entière confiance qui sera pour vous une plus grande sûreté, que tout ce que vous pourriez inventer, & que toutes les précautions que vos craintes & vos jalousies pourroient produire. C'est une méthode, que la politesse, le devoir, la raison, demandent que vous suiviez.

« CHAMBRE
LES I.
1640.

«
«
«
«
«
«
«
«
«
«
«

Ce Discours ne fut pas capable d'empêcher que la Chambre des Communes ne continuât à examiner les Grieffs, & par-là elle renversoit l'ordre que le Roi lui avoit prescrit. C'étoit pour le Roi un chagrin extrême, que de voir couler le tems inutilement & que d'un autre côté, la Chambre des Communes eût si peu de considération pour lui, que de ne vouloir pas se fier à la promesse qu'il leur faisoit d'écouter leurs Grieffs, quand l'affaire du Subside seroit finie. Enfin, voyant que les Communes ne se laissoient pas beaucoup émouvoir par tout ce qu'il pouvoit leur représenter, il fit en sorte que la Chambre des Seigneurs leur demanda une Conférence dans laquelle ses Députés s'efforcèrent de faire voir que l'affaire du Subside devoit précéder celle des Grieffs. Cette Conférence ne fit que retarder les affaires du Roi. Les Communes se trouvant choquées de ce que les Seigneurs se mêloient d'une affaire qui ne les regardoit pas, *votèrent* que c'étoit une violation des Privilèges de la Chambre. Cette brouïillerie occupa les deux Chambres plusieurs jours, & il y eut entre elles sur ce sujet diverses Conférences qui, contre l'attente du Roi, firent perdre beaucoup de tems. Cela fut cause que le premier de Mai, le Roi envoya un Message aux Communes, pour leur demander une Réponse positive, touchant le secours d'argent qu'il attendoit. Mais elles ne se hâtèrent pas de lui répondre. Enfin, le quatrième de Mai, le Roi leur envoya le Chevalier *Henri Vane* Secrétaire d'Etat, avec le Message suivant.

Le Roi est
choqué du
procédé des
Communes.

Il fait agir
la Chambre
Haute, mais
en vain.

Sa Majesté pour faciliter vos résolutions, a jugé à propos de vous faire savoir, que si vous voulez lui accorder douze Subsidés payables dans trois ans, & en passer l'Acte tout présentement, avec la condition que la Session ne sera pas terminée par-là, il veut bien, non seulement s'abstenir pour le présent de lever le Ship-money, mais même consentir à son abolition, de la manière que vous le trouverez à propos.

Message du
Roi.

4 Mai.
Nelson, T. I.
pag. 341.
Myl. Clarendon,
Tom. I.
pag. 176.
Rushworth,
Vol. III.
pag. 1154.

Les Communes ayant pris cette offre en considération, il y eut de fort grands débats sur ce sujet, plusieurs trouvant la demande du Roi exorbitante. Cependant, Mylord Clarendon, qui étoit alors Membre des Communes, assure que, malgré les clameurs du Parti contraire à la Cour, la Chambre se dispoisoit peu-à-peu, à donner quelque satisfaction au Roi. Mais comme elle ne put fixer aucune résolution dans ce premier jour, elle fit dire au Roi, qu'elle espéroit de pouvoir lui rendre réponse le lendemain. Dans cet intervalle, quelqu'un fit malicieusement entendre au Roi, que les Commu-

Fausse in-
formation
donnée au
Roi.

CHARLES
I.
1640.

nes ne cherchoient à gagner du tems, que pour passer dès le lendemain, un *Vote* contre la Guerre d'Ecosse. Malheureusement pour le Roi, il ajoûta une entière foi à ce rapport dont il ne reconnut la fausseté que quand il fut trop tard pour réparer la faute. Ainsi, dès le lendemain, s'étant rendu au Parlement, & ayant fait appeller les Communes, il parla de cette sorte, en adressant seulement la parole aux Seigneurs :

MYLORDS,

Il casse le
Parlement.
Rushworth,
Ibid.
Nelson, T. I.
pag. 342.
Myl. Clarendon,
Tom. I.
p. 181. 182.

Jamais aucune occasion de venir ici n'a pû m'être si fâcheuse, que celle qui m'amène présentement. La crainte que j'ai eüe de me voir enfin obligé de faire ce que je fais aujourd'hui, m'a fait venir ici depuis peu pour témoigner à cette Chambre mes craintes, & pour marquer les remèdes que je croyois capables de prévenir ce qui va suivre.

Je dois reconnoître, Mylords, que vous avez témoigné tant d'affection pour moi, que s'il y avoit eu quelque moyen pour donner une bonne issue à ce Parlement, vous l'avez certainement trouvé. De sorte que ce n'est ni votre faute, ni la mienne, si la chose n'arrive pas ainsi.

Mylords, j'espère que vous vous ressouvenez de ce qui vous a été dit de ma part au commencement de ce Parlement, & puis encore à Whitehall, & de ce que je vous ai dit moi-même en dernier lieu, dans cette Chambre. Ce n'est pas que je croye que vous l'ayiez oublié : mais je veux vous faire voir que je m'en souviens moi-même, & que je n'ai jamais promis aucune faveur à mon Peuple que je n'aye eu intention d'observer réellement & ponctuellement ce que j'ai promis.

Je sçai qu'on a beaucoup insisté sur les Grièfs. Je ne veux pas nier qu'il n'y en ait quelques-uns : mais je puis assurer avec confiance qu'il n'y en a pas tant, à beaucoup près, qu'on en fait courir le bruit. C'est pourquoi, je vous prie de remarquer, principalement dans cette conjoncture, que hors du Parlement, je serai aussi, ou même plus disposé à écouter les justes Grièfs, que dans le Parlement même.

Il y a une chose dont on fait grand bruit, c'est de ce qui regarde la Religion. Quoi que le dernier jour que je sus ici, je vous eusse fait pleinement connoître ma pensée sur ce sujet, je trouve à propos de vous dire encore en cette occasion, que comme je suis autant intéressé que personne à ce qui regarde la Religion, je prendrai aussi un extrême soin, avec l'aide de Dieu, de maintenir celle qui est établie en Angleterre, aussi bien sans la concurrence du Parlement, qu'avec le Parlement même.

Mylords, je ne vous en dirai pas davantage, ce n'est pas ma coutume de m'étendre beaucoup en paroles. Vous sçavez tout ce que j'ai offert en dernier lieu à la Chambre des Communes, & de quelle manière, mon offre a été acceptée. Je ne dis pas ceci pour en témoigner mon ressentiment, mais je souhaiterois que les Communes se fussent souvenues de ce que le Garde du grand Sceau leur avoit dit, que de toutes les manières de refuser, le délai étoit la pire. Je ne prétends pas néanmoins en rejeter la faute sur toute cette Chambre. Je n'ai garde de porter un Jugement si peu charitable de ceux que je regarde pour la plupart, comme de bons & de fidèles Sujets. Mais ce sont les intrigues d'un petit nombre de gens mal intentionnez & félicieux qui ont causé cette mésintelligence.

Je

CHAR-
LES I.
1640.

» leur peu d'affection pour l'Etat, & par des moyens subtils & malicieux, se
» font efforcez d'inspirer du mépris pour toute sorte de Gouvernement & de
» Magistrature.

» Cependant, Sa Majesté considérant qu'il n'y avoit que peu de person-
» nes coupables de ces fautes, espérant d'ailleurs que l'expérience auroit fait
» connoître dans quel désordre le Royaume étoit prêt à tomber par la mau-
» vaise conduite de ces gens-là, & voulant marcher sur les traces de ses nobles
» Ancêtres, fit expédier des ordres sous le grand Sceau d'Angleterre, pour
» assembler le Parlement le treizième d'Avril dernier. Ce jour-là même, Sa
» Majesté par la bouche du Lord Garde du grand Sceau, fit connoître aux deux
» Chambres, avec quelle ardeur il desiroit, que tout son Peuple s'unit de cœur
» & d'affection, pour prendre & pour exécuter des Conseils qui tendissent à
» l'honneur de Sa Majesté, à la sûreté du Royaume, à la conservation des Su-
» jets, & témoigna l'assurance où il étoit, que le Parlement ne manqueroit pas
» à son devoir, & donneroit des marques de son affection pour le Roi & pour
» le Public. Il leur exposa les malheurs qui menaçoient manifestement tant
» ce Royaume d'Angleterre, que les autres Etats de Sa Majesté par la rebellion
» de plusieurs de ses Sujets d'Ecosse, qui par leur exemple en avoient attiré
» beaucoup d'autres, dans la même désobéissance, ce que l'honneur & la sa-
» gesse de Sa Majesté ne lui permettoient pas d'endurer. Il leur fit voir, com-
» ment les Rebelles, pour se fortifier, s'étoient adressés à une Puissance étran-
» gere, & avoient traité avec elle pour se mettre sous sa protection, comme les
» signatures des Chefs de la faction en font foi.

» Tout cela tendant au renversement & à la ruine de cette fameuse Mo-
» narchie unie par l'avenement du feu Roi à la Couronne d'Angleterre, Sa
» Majesté, par sa grande sagesse, & pour s'acquitter de la charge que Dieu lui
» a commise, comme aussi, pour agir selon les Loix fondamentales des deux
» Royaumes, lesquelles il est obligé de soutenir, résolut d'étouffer cette rebel-
» lion, & de maintenir le Pouvoir souverain qui lui a été confié. Il avoit trouvé,
» par l'épreuve qu'il en avoit faite l'été passé, qu'on avoit abusé de sa bonté, &
» que, contre son attente, & les promesses réitérées des Rebelles, ils avoient
» poursuivi leurs desseins, depuis la conclusion de la Paix, & depuis son retour
» de Barwick. C'est pourquoi, il se trouvoit dans une absolue nécessité de les
» réduire par la force, à une juste obéissance, après quoi, lorsqu'ayant recon-
» nu leur faute, ils se feroient mis dans un état de soumission, qui leur con-
» vient, Sa Majesté n'auroit pas eu besoin d'autre Médiateur pour leur donner
» des preuves de sa clémence, que sa propre bonté, & l'affection qu'il a tou-
» jours eue pour le Royaume où il est né.

» Ces choses étant si importantes, & d'une si grande conséquence pour le
» Royaume, Sa Majesté se trouva contrainte de lever une Armée : mais la dé-
» pense en étoit si excessive qu'il se trouva peu en état d'y pourvoir, après avoir
» tiré de ses coffres trois ou quatre cens mille livres sterling, argent qu'il avoit
» emprunté sur son crédit & sur celui de ses Serviteurs, pour commencer à met-
» tre l'affaire en mouvement. C'est pourquoi il résolut, suivant l'exemple de
» ses Prédécesseurs, d'avoir recours à son Peuple assemblé en Parlement. Il re-
» présenta aux deux Chambres avec des expressions pleines de faveur & de
» bonté, combien il étoit nécessaire de prendre en considération la nature de

» ces

ces maux, & de ne pas perdre un moment de tems, de peur que les Ecoſſois ne profitaffent de notre négligence, pour ſe fortifier du ſecours des Puiffances étrangères. Il pria le Parlement de laiſſer toutes autres affaires, & de paſſer un Acte pour le prompt payement des Subſides qui ſeroient jugez néceſſaires, pour le mettre en état de préparer ſon Armée, afin qu'elle pût ſe mettre en campagne cet Eté. A l'égard des ſecours ultérieurs, qui pourroient être néceſſaires pour une ſi grande entrepriſe, Sa Majeſté déclara qu'elle n'en attendoit point juſqu'à la fin de la Seſſion, & juſqu'à ce qu'il eût donné à ſes Sujets, une juſte ſatisfaction ſur leurs Grieffs. Sa Majeſté auroit bien ſouhaité de faire paſſer les Grieffs devant les Subſides : mais comme les affaires ne le permettoient pas, il voulut bien, pour leur donner une entière aſſurance, engager ſa parole, qu'il ne termineroit pas la Seſſion immédiatement après que le ſecours ſeroit accordé, mais qu'il leur donneroit, avant que de les ſéparer, autant de tems que la ſaiſon, & les grandes affaires qu'il avoit ſur les bras, le pourroient permettre, pour conſidérer & examiner toutes les Requêtes qui tendoient au bien public. Il promit de plus, que l'Hiver prochain, il leur donneroit occaſion de perfectionner ce qui n'auroit pût être fini dans cette Seſſion. Il aſſura, qu'il ne ſeroit aucune difficulté de concourir avec les deux Chambres, ainſi qu'un Roi juſte & pieux y eſt obligé, dans tout ce qui ſeroit avantageux à l'Etat, afin que ce Parlement eût une heureuſe fin, & qu'il fut une cauſe d'en aſſembler beaucoup d'autres.

» Depuis le 13. d'Avril juſqu'au 21. la Chambre des Communes ne fit aucune démarche qui pût donner lieu à Sa Majeſté d'eſpérer qu'on lui accorderoit un prompt ſecours. C'eſt pourquoi, il fit ordonner aux deux Chambres de ſerendre à Whitehall, ce même jour 21. d'Avril, & par la bouche du Garde du Grand Seau, il les fit reſſouvenir de la cauſe pour laquelle le Parlement étoit aſſemblé, ſçavoir, pour accorder un ſecours d'argent à Sa Majeſté. Il leur fit entendre, que ſi ce ſecours n'étoit pas promptement accordé, il ne ſeroit d'aucun uſage, une partie de l'Armée étant déjà en marche, & qu'elle coûtoit cent mille livres ſterling par mois : que cette dépenſe ſeroit perdue, ſi le Roi n'étoit pas ſecouru ſur le champ ; de ſorte qu'il n'étoit pas poſſible de différer plus long-tems. Mais en même tems, Sa Majeſté leur dit, que le ſecours qu'il deſiroit alors étoit ſeulement pour exécuter ſes deſſeins, pendant trois ou quatre mois, & qu'il n'en attendoit point d'autre, juſqu'à ce qu'ils euſſent reçu ſatisfaction ſur leurs Grieffs.

» Mais parce que Sa Majeſté ſçavoit qu'on donnoit une mauvaiſe interprétation à la levée du *Ship-money*, il commanda au Garde du grand Sceau de leur faire entendre, qu'il n'avoit jamais eu intention de tirer aucun profit de cet argent pour lui-même : mais qu'il avoit été mis tout entier entre les mains du Tréſorier de la Flotte, qu'il avoit débouſſé, outre les grandes ſommes que Sa Majeſté tiroit tous les ans de ſes coffres. Que Sa Majeſté avoit une fois réſolu de ne pas lever ce droit de cette année : mais qu'il y avoit été forcé, parce qu'ayant deſſein d'envoyer une Armée en Ecoſſe, il étoit néceſſaire que la Mer fût bien gardée durant ce tems-là. De plus, que Sa Majeſté étoit informée des grands Préparatifs que faiſoient tous les Princes voiſins, auſſi-bien que de l'inſolence des Algériens, & du grand nombre de Vaiſſeaux qu'ils ſe préparoient à mettre en Mer. Ainſi, quoique Sa Majeſ-

« CHAR-
« LES I.
« 1640.

CHAR-
LES I.
1640.

„ té ne pût pas se dispenser de lever ce droit pendant cette année, il s'atten-
 „ doit que les Communes y consentiroient. Cependant voulant donner pour
 „ l'avenir à ses Sujets, des preuves de ses justes & Royales intentions, & leur
 „ faire voir qu'il n'avoit pour but, que de vivre en Roi capable de défendre
 „ & lui-même & ses Sujets, de soutenir ses Amis, de se rendre redoutable à
 „ ses Ennemis, de maintenir la Souveraineté de la Mer, & de faire fleurir le
 „ Royaume par le Commerce, il leur fit gracieusement connoître que les reve-
 „ nus de la Couronne ne suffisoient pas pour cela. Que par cette raison, il fal-
 „ loit se servir de la voye du *Ship-money*, ou de quelque autre, & qu'il vouloit
 „ bien leur laisser la liberté de choisir la méthode qui leur paroîtroit la plus
 „ convenable, pourvû que la chose se fît, pour établir un revenu fixe, si né-
 „ cessaire au bien & à la sûreté du Royaume. Que Sa Majesté vouloit bien leur
 „ accorder tout ce qu'ils pourroient désirer pour la sûreté de leurs biens & la
 „ liberté de leurs personnes. Qu'il étoit en leur pouvoir de rendre ce Parlement
 „ aussi heureux qu'aucun qui se fût jamais tenu, & de faire en sorte, qu'à l'a-
 „ venir, le Roi se fît un plaisir des s'assembler avec son Peuple, & le Peuple, de
 „ s'assembler avec son Roi. Qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour par-
 „ venir à ce but que de se confier entièrement à Sa Majesté. Que comme c'étoit
 „ une civilité qu'on devoit à un Roi, c'étoit aussi un moyen plus assuré que tous
 „ ceux que leurs craintes & leurs jalousies pourroient leur faire inventer. Que
 „ Sa Majesté étoit un Prince qui méritoit qu'on eût cette confiance en lui, &
 „ qui ne pouvoit perdre l'honneur de cette confiance : un Prince bon & géné-
 „ reux qui ne se laisseroit point surpasser en affection par son Peuple. Qu'il en
 „ avoit déjà donné des marques à l'égard de plusieurs de ses Sujets. Que s'ils
 „ suivoient son conseil, ils ne s'en repentiroient point, puisque le Peuple d'An-
 „ gleterre lui étoit & le plus proche & le plus cher, & qu'il avoit raison d'esti-
 „ mer ses Sujets Anglois plus que ceux de ses autres Royaumes.

„ „ Sa Majesté ayant ainsi gracieusement expliqué ses intentions, s'atten-
 „ doit que le jour suivant, la Chambre des Communes travailleroit à l'affaire
 „ des Subsidés, & laisseroit toutes les autres jusqu'à ce que celle-ci fût terminée
 „ selon son désir. Mais au lieu de lui donner une Réponse telle que ses besoins
 „ le requeroient, ils s'amuserent à discourir sur leurs prétendus Grieffs, & en
 „ firent naître un si grand nombre, & d'une telle nature, que, pour les exprimer
 „ selon la méthode ordinaire du Parlement, il auroit fallu employer plus de
 „ tems que les affaires ne permettoient au Roi d'en accorder.

„ „ Sa Majesté prévint dès - lors par sa grande sagesse, que les Communes
 „ ne prenoient pas une bonne route pour rendre ce Parlement heureux, com-
 „ me il l'avoit espéré. Il considéra, que rien n'avoit manqué de son côté, pour
 „ les mettre dans le bon chemin, afin de procurer l'honneur & la sûreté du
 „ Royaume & leur propre bien. C'est pourquoi, il résolut de demander l'as-
 „ sistance des Seigneurs, qui étant plus proche du Trône, & ayant reçu des
 „ honneurs de lui-même & de ses Ancêtres, seroient, sans doute, par cette
 „ raison & par plusieurs autres, plus touchés d'une respectueuse affection pour
 „ lui & pour sa Couronne, afin qu'ils disposassent les Communes à s'aquitter
 „ de leur devoir, en expédiant l'affaire du secours pour laquelle le Parlement
 „ étoit assemblé, & qui demandoit une prompte expédition. Pour cet effet Sa
 „ Majesté se rendit le 24. d'Avril, à la Chambre des Seigneurs, & leur déclara
 „ la

a cause de sa venue, qui étoit de les faire ressouvenir de ce que le Garde du grand Sceau leur avoit dit de sa part, le premier jour du Parlement, & ensuite à Whitehall. Il leur représenta, que les Communes, contre son attente, ne s'étoient jusqu'alors occupées qu'aux affaires de Religion, de la propriété des biens, & de la liberté du Parlement, & avoient même pris quelques résolutions sur ce sujet, donnant ainsi à ces sortes d'affaires, la préférence sur celle du secours. Que ses affaires & ses besoins étoient d'une telle nature, qu'il ne pouvoit admettre de délai, & qu'il étoit résolu à observer ce que le Garde du grand Sceau avoit promis de sa part, si les Communes vouloient se fier à lui.

„ Il leur dit sur la Religion, que son cœur & sa conscience étoient entièrement d'accord avec la Religion qui étoit établie en Angleterre, & qu'il donneroit ordre aux Archevêques & Evêques, de ne souffrir point qu'aucune innovation se glissât dans l'Eglise.

„ Quant au *Ship-money*, il leur dit, qu'il n'en avoit tiré aucun profit pour soi-même, & qu'il n'en avoit pas même eu la pensée. Qu'il n'avoit eu pour but que de conserver la domination de la Mer, ce qui étoit si nécessaire, que sans cela, le Royaume ne pouvoit pas subsister : mais que pour la manière de parvenir à ce but, il leur laissoit la liberté de choisir celle qui leur paroîtroit la plus propre, soit que ce fût par le moyen du *Ship-money*, ou autrement.

„ Que pour la propriété des biens, & la liberté des Parlemens, son intention avoit toujours été d'en faire jouir son Peuple, étant persuadé qu'il n'y avoit point de plus grand Prince, que celui qui étoit Roi d'un Peuple riche & libre, & que s'ils n'avoient pas la jouissance de la propriété de leurs biens & de leur liberté, ils ne pourroient être ni riches ni libres. Que si les Communes ne vouloient pas se confier en lui, toutes ses affaires seroient perduës, mais qu'encore qu'elles se fissent à lui d'abord, quoique seulement en partie, il faudroit bien qu'il se fît entièrement à elles, avant la fin du Parlement. Enfin, que pour pouvoir exécuter les desseins projettez, il falloit nécessairement qu'on eût de la confiance en lui. C'est pourquoi, puisqu'il ne s'agissoit que de sçavoir, qui devoit avoir la première confiance, & que celle qu'il demandoit n'étoit qu'en partie, il prioit les Seigneurs de prendre en considération son honneur & le leur propre, la sûreté & la prospérité du Royaume avec le danger où il se trouvoit, & de disposer par leur conseil, les Communes à faire passer les secours devant les Grieffs.

„ Le Roi étant sorti, les Seigneurs, quittant toutes autres affaires, prirent la résolution suivante: *Nous sommes d'opinion que l'affaire du secours doit passer devant quelque autre que ce soit, & nous trouvons à propos d'avoir une Conférence avec la Chambre des Communes, pour la disposer à cela.* Suivant cette résolution, il y eut le lendemain Dimanche 25. d'Avril dans la Chambre peinte, entre les deux Chambres, une Conférence dans laquelle le Garde du grand Sceau dit aux Communes, que le Roi avoit été le jour précédant à la Chambre Haute, où il s'étoit gracieusement expliqué touchant la Religion, la propriété des biens, & la liberté des Parlemens, & qu'il étoit prêt à leur donner satisfaction dans tout ce qu'ils pourroient justement désirer. Il leur fit aussi connoître, tout ce que Sa Majesté avoit ajouté touchant son zèle & son

CHAR-
LES I.
1640.

„ affection pour la Religion établie dans l'Eglise d'Angleterre & touchant le
„ *Ship-money*.

„ Il paroît par-là, manifestement, combien Sa Majesté a désiré de se servir
„ de l'ancienne & noble voye des Parlemens, instituée par ses Prédécesseurs,
„ & dont ils ont fait un fréquent usage pour conserver l'honneur de cette fa-
„ meuse Monarchie. Qu'il n'a rien oublié de ce qu'on pouvoit attendre d'un
„ Roi, pour donner une heureuse conclusion à ce Parlement, à la satisfaction
„ de ses Sujets, & pour la sûreté du Royaume. Il est clair, au contraire, que
„ la Chambre des Communes, dont la mauvaise conduite a contraint Sa Ma-
„ jesté de dissoudre ce Parlement, a corrompu l'usage des Parlemens, en les
„ accommodant à ses fins pernicieuses, en oubliant leur institution, & à l'usage
„ à quoi ils sont destinez. Ces Assemblées du Roi avec les Pairs & les Commu-
„ nes, ont été ordonnées & pratiquées dans ces derniers Siècles, pour être des
„ gages de l'affection mutuelle entre le Roi & le Peuple. Le Roi écoute gra-
„ cieusement les Grieffs qui lui sont présentez d'une maniere respectueuse, &
„ les Sujets, de leur côté, accordent des secours au Roi, comme des témoigna-
„ ges de leur devoir, dans toutes les occasions extraordinaires, pour maintenir
„ son honneur & sa Souveraineté, aussi-bien que la gloire & la sûreté du
„ Royaume.

„ Mais les Membres mal intentionnez de la Chambre des Communes,
„ au lieu de représenter leurs Grieffs au Roi d'une maniere soumise & respec-
„ tueuse, ont voulu être les guides & les directeurs des affaires du Gouverne-
„ ment Temporel & Ecclésiastique. Comme si les Rois étoient tenus de ren-
„ dre compte de leurs actions & de leur maniere de gouverner, à leurs Sujets
„ assemblez en Parlement, les Communes, d'une maniere audacieuse & info-
„ lente, ont examiné & censuré le Gouvernement, diffamé l'administration
„ de la Justice, & rendu odieux, autant qu'il a été en leur pouvoir, non seu-
„ lement les Officiers & les Ministres d'Etat, mais même le Gouvernement de
„ S. M. Ce Gouvernement a été néanmoins si juste & si gracieux, que les Su-
„ jets n'ont jamais jouï d'une si grande félicité, que depuis que S. M. est parve-
„ nu à la Couronne; Jamais le Royaume n'a plus fleuri par le Commerce, ni
„ n'a jouï d'une plus grande abondance que sous le Regne de Sa Majesté. Les
„ revenus ordinaires de la Couronne n'étant pas suffisans pour défrayer les char-
„ ges extraordinaires, l'usage constant des Parlemens a été d'assister librement
„ & volontairement les Rois, pour les mettre en état de soutenir leurs Guerres
„ & pour exécuter leurs autres desseins, afin que par ce moyen, le Royaume
„ commis à leur protection, fût maintenu dans sa gloire & dans sa splendeur.
„ Ces personnes mal intentionnées de la Chambre des Communes, ont si peu
„ marché sur les traces de leurs Prédécesseurs, qu'au contraire, elles ont intro-
„ duit une nouvelle méthode de marchander avec le Roi, comme si les Com-
„ munes ne devoient rien donner que ce que le Roi acheteroit, ou en se dé-
„ pouillant de quelque-une de ses Prérogatives, ou en diminuant ses revenus.
„ Tous ceux qui voudront peser ces choses avec impartialité, verront aisément
„ combien le procédé des Communes est contraire au devoir des bons Sujets:
„ combien il seroit peu convenable que Sa Majesté le souffrît, & à quels ha-
„ zards, à quel deshonneur, ils tâchent d'exposer ce Royaume. Par ces moyens,
„ le Roi s'est trouvé réduit à de si grandes extrémités, que si son soin pour le

„ Pu

Public ne prévaloit, ces gens-la, autant qu'il dépendroit d'eux, jetteroient bien-tôt l'Etat dans la confusion, & rendroient cette fameuse Monarchie entièrement méprisable. Mais leur obstination & leur conduite séditieuse ne font pas capables de diminuer les soins de S. M. pour ce Royaume commis à sa protection & à son Gouvernement, non plus que l'affection qu'il a pour son Peuple. Avec l'aide de Dieu, il pourvoira si bien à toutes choses, que ses bons Sujets jouiront du bonheur de vivre heureusement sous sa protection, à l'ombre de son Sceptre Royal.

„ Cependant, afin que tous ses Sujets connoissent combien le Roi est enclin à écouter leurs Griefs, & à y remédier, tant hors du Parlement que dans le Parlement même, Sa Majesté veut & ordonne qu'on appelle ceux qui auront lieu de se plaindre de quelque Grief, s'adressent librement à lui par des très-humbles Requêtes. Il promet d'écouter leurs plaintes, & de leur donner une telle satisfaction, que tout le monde connoitra quelle est sa bonté envers son Peuple. On verra aussi qu'il n'y a ni personnes ni Assemblées qui aient plus de pouvoir sur lui, que sa propre pitié, sa propre justice, & l'affection qu'il a & aura toujours pour ses bons Sujets.

Après avoir lû cette Déclaration, on jugera peut-être d'abord qu'il étoit assez inutile de l'insérer ici toute entière, puisqu'elle ne contient rien que ce qui a été déjà rapporté. Mais il n'est pas inutile de faire voir, que le Roi & les Adversaires conviennent des faits, & qu'ils ne disputoient que sur les conséquences & sur le droit.

Quoique le Parlement fût dissous, le Roi ne laissa pas de faire continuer la Convocation du Clergé, sous le nom de Synode. Depuis le tems de la Réformation, il avoit toujours été observé de faire assembler le Clergé en même tems que le Parlement, & c'étoit cette Assemblée ordinaire du Clergé, qu'on appelloit *Convocation*, & qui finissoit toujours avec le Parlement, comme elle commençoit avec lui. Le Roi ne se croyant pas astreint à suivre exactement cette coutume, cassa le Parlement, & laissa subsister la Convocation, contre le sentiment de plusieurs qui croyoient qu'en cela, il alloit au-delà de son pouvoir. Mais les Juges du Royaume décidèrent, que nonobstant la dissolution du Parlement, la Convocation subsistoit, à moins qu'il n'y eût un ordre exprès du Roi pour la faire séparer. Elle continua donc encore un mois, & durant ce tems-là, elle fit deux choses qui donnerent occasion à de grandes plaintes dans le Parlement suivant. Premièrement elle fit certains Canons par lesquels il étoit ordonné, que tous les Ecclésiastiques, & tous ceux qui avoient reçu des degrés dans les Universitez prêteroient un Serment conçu en ces termes :

Je jure que j'approuve la Doctrine & la Discipline du Gouvernement établi dans l'Eglise d'Angleterre, comme contenant tout ce qui est nécessaire pour le salut. Que je ne tâcherai ni par moi-même ni par autrui, ni directement ni indirectement, d'introduire aucune Doctrine Papistique, contraire à celle qui est ainsi établie. Que je ne consentirai jamais à aucun changement dans le Gouvernement de l'Eglise, tel qu'il est présentement établi, & tel qu'il doit l'être en effet, sçavoir par des Archevêques, des Evêques, des Doyens, des Archidiacres, &c. ni à le rendre sujet aux usurpations & superstitions de l'Evêque de Rome. Je reconnois & jure toutes ces choses clairement & sincèrement, selon le sens naturel que les

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1640.

“
“
“
“
“
“

“
“
“
“
“
“
“

Le Roi con-
tinué la
Convoca-
tion du
Clergé.
Myl. Clar.
Tom I. pag.
192.
Rushworth,
Vol. III. p.
1172.

Serment or-
donné par
la Convoca-
tion
Nelson, T. I.
pag. 374.
Rushworth,
Vol. III. p.
1186.

CHARLES I. 1640. *paroles présentent, sans équivoque, évasion mentale, ou réserve quelconque, de bon cœur, volontairement, & véritablement, sur la foi d'un Chrétien. Ainsi Dieu me soit en aide en Jesus-Christ.*

Objections contre ce Serment. Ce Serment fut trouvé fort étrange, par plusieurs raisons. 1. On trouvoit mauvais que le Clergé entreprit de lier les Sujets par un Serment, ce qui, selon le sentiment commun, n'appartenoit qu'au Parlement. 2. *L'& cetera*, mis après le mot *Archidiares*, choquoit bien des gens, par la raison que ceux qui juroient ne pouvoient sçavoir, ce qu'il falloit entendre par cette abréviation. 3. On soutenoit, que c'étoit faire un affront au Gouvernement, que d'ordonner un pareil Serment, parce que par-là, on lui ôtoit la liberté de faire aucun changement dans la Discipline de l'Eglise, laquelle pouvoit néanmoins être altérée sans aucun danger pour le salut. 4. On objectoit, qu'on faisoit dire à celui qui prêtoit le Serment, qu'il juroit volontairement, quoiqu'il y fût contraint par des peines très-sévères.

Le Clergé accorde un grand Subside au Roi. La seconde chose que fit la Convocation, avant que de se séparer, fut, qu'elle accorda au Roi pour la Guerre d'Ecosse un Subside de la cinquième partie de ses revenus, pendant six ans. Cette démarche, qui tendoit à diminuer le pouvoir du Parlement, ne fut pas moins désapprouvée que la précédente. Il est vrai que pour la justifier, on alléguoit un préjugé, car il faut remarquer, que sous ce Regne, les exemples ou préjugés favorables à la Couronne étoient regardés comme autant de Loix. C'est qu'en 1585. le Clergé, après avoir accordé à Elisabeth un Subside que le Parlement avoit approuvé, y ajouta de lui-même une augmentation de deux Schellings par livre sterling, & que la Reine l'accepta sans consulter le Parlement. Mais outre que cet exemple étoit unique, il y avoit bien de la différence entre le tems d'Elisabeth, & celui de Charles I. Du tems d'Elisabeth, tout le monde étoit satisfait du Gouvernement. On étoit persuadé que la Reine n'étoit pas capable d'abuser de ces passédroits, & qu'elle n'employoit l'argent qui lui étoit accordé que pour le bien du Royaume. Mais il n'en étoit pas de même du tems de Charles I. On ne se fioit point au Roi : on sçavoit par expérience qu'il tiroit du moindre préjugé des conséquences destructives de la liberté des Parlements, & enfin, le nombre des Mécontents étoit infini. Il sembloit même que le Roi faisoit tout ce qui étoit en son pouvoir pour l'accroître, ou du moins, qu'il s'en mettoit peu en peine. Ce qui augmentoit encore de plus en plus, le mécontentement du Peuple, c'étoit de voir les Papistes réculans, non seulement tolérez, mais encore protégés, favorisez & regardés comme les meilleurs Sujets. Ils alloient publiquement à la Messe dans Londres, & en sortoient en foule, comme si leurs Eglises eussent été autorisées. Il y avoit à Londres un Agent public du Pape. C'étoit le Comte *Rozetti* qui alloit ouvertement à la Cour, en grand équipage, & dont la maison étoit le rendez-vous général des Catholiques. C'étoit la Reine qui avoit persuadé au Roi de recevoir cet Agent, comme un espece de Nonce, & par-là, comme par la protection ouverte qu'elle accordoit à ceux de sa Religion, elle s'attira tellement la haine du Peuple, qu'il en perdit même le respect extérieur qu'il devoit avoir pour elle.

Le Peuple est très-mécontent.

Les Papistes sont favorisez.

Myl. Clarendon, Tom. I. pag. 192.

Les Ecossois animent les Anglois

Tous ces mécontentemens étoient fomentez par les Ecossois qui se voyant sur le point d'être attaquez, prenoient un extrême soin, par le moyen de leurs

leurs Emissaires, d'animer le Peuple contre le Roi. En justifiant leur propre conduite, ils n'oublioient pas d'insinuer aux Anglois, que la Tyrannie qu'on vouloit établir en Ecosse, étoit comme un degré pour en introduire une semblable en Angleterre. Que si le Roi travailloit à soutenir la Hiérarchie que son Pere & lui avoient introduite dans l'Eglise d'Ecosse, ce n'étoit pas tant par affection pour le Gouvernement Episcopal, que pour établir dans ce Royaume un pouvoir absolu qui seroit un jour funeste aux Anglois. Qu'il n'étoit même que trop dangereux, qu'après avoir exécuté ses desseins, il ne voulut rétablir le Papisme dans ses Royaumes, puisqu'il ne pouvoit rien refuser à la Reine, à Laud, & aux autres ennemis de la Religion Protestante. Le Roi lui-même rendoit par sa conduite, ces insinuations si plausibles, qu'outre les Presbytériens qui étoient en très-grand nombre, il y avoit beaucoup de Membres de l'Eglise Anglicane, qui ne pouvoient s'empêcher de craindre, que le zele du Roi pour cette Eglise, ne fût un leurre pour les engager à le servir dans d'autres desseins plus cachez. Quoiqu'il en soit, le Royaume se trouvoit rempli de soupçons, de craintes, de jalousies, de divisions, en sorte que si le Roi avoit été bien informé, il auroit pu aisément comprendre, qu'il n'y avoit qu'un très-petit nombre de gens qui le servissent volontairement & gayement, dans la Guerre qu'il alloit faire à l'Ecosse. C'est ce qu'il eut occasion de connoître bien-tôt après.

Le Roi se trouvant engagé dans une Guerre contre l'Ecosse, sans avoir reçu aucun secours du Parlement, se trouvoit fort à l'étroit. Il prévoyoit même qu'il ne lui seroit pas possible d'entretenir son Armée, à moins qu'il ne trouvât des expédiens extraordinaires, pour faire venir de l'argent dans ses coffres. Voici ceux qu'il employa pour suppléer en partie au secours qu'il avoit espéré du Parlement. 1. Il ordonna que les Provinces avanceroient l'argent nécessaire pour l'habillement de leurs propres Troupes, & pour les conduire au lieu du rendez-vous. 2. Il fit acheter à crédit, tout le poivre qui se trouvoit dans les Magasins de la Compagnie des Indes Orientales, & le fit revendre argent comptant. 3. Il prit pour quarante mille livres sterling, du billon que les Particuliers avoient porté à la Tour pour le convertir en monnoye, & paya exactement cette somme dans la suite. 4. Il voulut emprunter trois cens mille livres sterling de la Ville de Londres : mais il eut la mortification d'essayer un refus. Il en conçut un tel chagrin, qu'il résolut de s'en venger de cette maniere. Cette Ville ayant, quelque tems auparavant, établi une Colonie à Londonderry en Irlande, avoit obtenu une Patente par laquelle le Roi lui accordoit certaines terres en ce Pais-là. Elle n'eut pas plutôt refusé de prêter de l'argent au Roi, qu'elle fut citée devant la Chambre Etoilée, pour répondre à l'accusation d'avoir abusé de sa Patente, en usurpant plus de terres que le Roi ne lui en avoit accordées. Sur cette accusation bien ou mal fondée, la Ville fut condamnée à perdre ses droits, & à une grosse amende, après le paiement de laquelle, le Roi lui rendit sa Patente. Londres ne trouva que trop d'occasion, dans la suite, de se venger du Roi à son tour. D'un autre côté, les ordres pour lever le *Ship-money* ayant été envoyez à la Ville de Londres, comme à toutes les autres Villes du Royaume, il se trouva que le Maire & le Conseil de la Ville avoient négligé de lever cette Taxe, ou du moins, qu'ils n'avoient pas fait des saisies pour contrain-

CHARLES
I.
1640.
contre le
Roi.

Le Roi se
sert de di-
vers moyens
pour recou-
vrer de l'ar-
gent.
Nelson, T.
I. pag. 489.

Nelson, T.
I. pag. 491.

La Ville de
Londres est
châtiée pour
avoir refusé
de l'argent
au Roi.
Rushworth,
Vol. III. p.
1203.

CHARLES
I.
1640.

dre au paiement, quoique l'Ordre le portât expressément. Cela fut cause que le Conseil adressa l'Ordre suivant au procureur Général.

Du 5. de Juillet 1640,

Ordre du
Conseil
contre la
Ville de
Londres.
Nalson, T.
I. pag. 491.
Rushworth,
Vol. III. p.
1203.

Le Lord Maire de Londres & les deux Sherifs de la même Ville, ayant comparu aujourd'hui devant le Conseil, pour rendre raison de leurs procédures touchant le Ship-money de cette présente année, il a paru au Conseil, qu'outre les négligences précédentes dont Sa Majesté avoit arrêté les poursuites, ils n'ont encore saisi, ni les biens ni les meubles de personne, quoique le Roi le leur ait expressément ordonné. C'est pourquoi, Sa Majesté par l'avis de son Conseil, ordonne, que le Procureur Général portera une information à la Chambre Etoilée, contre ledit Lord Maire & Sherifs, à cause du mépris de cet Ordre, & qu'il procédera contre eux de die in diem, jusqu'à ce que la cause soit prête à être jugée. Et si dans l'examen de cet affaire, le Procureur Général trouve quelque sujet de plainte suffisant contre quelqu'un des Aldermans de la même Ville, il se présentera une autre information à part, contre lui ou eux.

Ainsi le Roi, bien loin de se désister de cette Taxe odieuse, continuoît au contraire à l'exiger avec beaucoup de rigueur, quoique ses affaires se trouvaient alors dans un état de crise qui devoit lui faire craindre, que si le succès de la Guerre d'Ecosse ne répondoit pas à ses espérances, il se trouveroit peu en état de se soutenir. mais selon les apparences, il se croyoit assuré de la victoire.

Les Anglois
sont battus
en défen-
dant le pas-
sage de la
Thyne.
28. d'Août.

Myl. Clarendon,
Tom. I.
pag. 189.
Nalson, T.
I. pag. 426.

Une partie de l'Armée destinée contre l'Ecosse étoit déjà arrivée sur la frontière, sous le commandement du Lord Conway Général de la Cavalerie, pendant que le reste étoit campé tout proche d'Yorck. Le Comte de Northumberland qui devoit commander sous le Roi, étoit demeuré malade à Londres, & le Comte de Strafford, qui en étoit Lieutenant Général, n'avoit pû partir assez tôt, parce qu'il étoit un Membre très-nécessaire du Conseil secret du Roi. Le Lord Conway s'étant avancé jusqu'à Newcastle avec trois mille hommes de pied & quinze cens Chevaux, reçut avis que Lesley, Général des Ecossois, commençoit à se mettre en marche à la tête de vingt & deux mille hommes, pour tâcher d'entrer en Angleterre. En effet, il passa la Tweede le 20. d'Août, le même jour que le Roi partit de Londres pour se rendre à Yorck où il arriva le 23. Lesley continuant sa marche, arriva le 27. à Newburn sur le bord septentrional de la Thyne, à quatre milles de Newcastle. A son arrivée, il trouva que le Lord Conway s'étoit posté avec ses Troupes, sur le bord méridional de la Thyne, où il avoit fait quelques retranchemens, vis-à-vis de deux guezs, pour lui en disputer le passage. Le détail de ce qui se passa en cette occasion est peu nécessaire. Il suffit de dire en deux mots, que les Ecossois forcerent le passage de la Thyne, après un combat fort médiocrement soutenu par les Anglois. Le Lord Conway se trouva surpris d'une si grande terreur, que, dès le lendemain, il abandonna Newcastle, & fit sa retraite à Durham, où ne se trouvant pas encore en sûreté, il alla joindre l'Armée du Roi qui s'étoit avancée jusqu'à Northallerton.

ton. Les Troupes du Roi n'eurent pas plutôt abandonné Newcastle, que les Ecoſſois y entrèrent, & y trouverent l'Artillerie & les munitions que le Roi y avoit fait conduire, ayant destiné cette Place pour en faire le Magazin de ſon Armée.

L'entrée des Ecoſſois en Angleterre, & la priſe de Newcastle, rompirent toutes les meſures du Roi. Quoique dans cette premiere action, il n'eût pas perdu plus de trois ou quatre cens hommes, cette petite perte ne laiſſa pas de produire de grands effets, tous défavantageux au Roi. 1. Le Comte de Strafford ayant parlé un peu trop rudement aux Officiers & aux Soldats qui venoient de la défaite de *Newburn*, mécontenta toute l'Armée, & obligea par-là les vaincus à exalter, pour leur juſtification, la valeur & le nombre des Troupes Ecoſſoiſes. Cela ne pouvoit que produire un très-mauvais effet dans l'Armée du Roi, qui déjà n'étoit pas trop bien diſpoſée. 2. Les Mécontents d'Angleterre ſe trouverent plus à leur aïſe, & en furent plus hardis à parler contre le Gouvernement, ſçachant bien que ce n'étoit pas un tems propre à leur impoſer ſilence. 3. Les Ecoſſois ne manquerent pas cette occaſion de faire connoître aux Anglois, par une conduite auſſi modérée que la conjuncture le pouvoit permettre, que leur deſſein en entrant en Angleterre, n'avoit pas été de faire du tort aux Anglois, mais ſeulement de ſe procurer un accès auprès du Roi pour lui préſenter leurs Griefs. Par ce moyen, ils ſéparoiert, autant qu'il dépendoit d'eux, la cauſe du Roi, de celle du Peuple d'Angleterre, en quoi ils cauſoiert au Roi un préjudice inexprimable. 4. La terreur que la défaite de *Newburn* avoit inſpirée au Peuple, & d'un autre côté, la modération des Ecoſſois qui, malgré l'heureux succès de leurs armes, affectoiert de ne demander qu'un accommodement, inclinoit tout le monde à la Paix. Il n'y avoit que ceux qui étoient dévoüés à la Cour, qui faiſoiert tous les efforts poſſibles, quoi qu'aſſez inutilement, pour inſpirer aux Anglois, un deſir de vengeance. 5. Comme dans la ſituation où le Roi ſe trouvoit, ayant devant lui une Armée ennemie, & une infinité de mécontents dans tout le reſte du Royaume, auſſi-bien que dans ſa propre Armée, il ne lui étoit pas poſſible d'employer, pour recouvrer de l'argent, les mêmes moyens dont il s'étoit ſervi juſqu'alors, il en réſultoit une opinion générale, qu'un Parlement étoit abſolument néceſſaire. C'étoit-là où les Ecoſſois & les Mécontents d'Angleterre vouloiert le conduire, malgré qu'il en eût, ſçachant bien qu'il étoit comme impoſſible, qu'un nouveau Parlement fût bien diſpoſé en ſa faveur.

Les Ecoſſois avoient en Angleterre, plus d'intelligence que le Roi ne l'avoit crû juſqu'alors, mais il ne ſ'en apperçut bien que quand ſes affaires commencerent à ſe trouver en décadence. Ils y avoient répandu deux Maniſeſtes, dont l'un étoit intitulé, *Six Conſidérations qui juſtifierent l'expédition des Ecoſſois en Angleterre*, & l'autre, *Intentions des Ecoſſois & de leur Armée, expliquées à leurs Freres d'Angleterre*. Dans ces deux Ecrits, ils prenoiert un ſoin extrême de faire voir, que le motif de leur armement & leur entrée en Angleterre, n'étoit pas de faire la Guerre à ce Royaume, mais uniquement, de ſe défendre contre des Particuliers leurs ennemis jurez, entre leſquels ils nommoiert comme les principaux, le Comte de Strafford, & l'Archevêque de Canrobtéri. Ils diſoiert, que dans la ſituation où ils ſe trouvoient, leur

CHARLES
I.
1640.

Les Ecoſſois
s'emparent
de Newcastle.
Grand chan-
gement dans
les affaires
du Roi.

Artifices
des Ecoſ-
ſois.

Ils ſe juſti-
fient envers
les Anglois.

Païs

CHARLES
I.
1640.

Païs étant bloqué par Mer & par Terre, & leur Commerce interrompu, il ne leur avoit pas été possible d'attendre plus long-tems que leurs ennemis vinssent les attaquer, sans s'exposer à une ruïne certaine. Ils se comparoient à un homme qui étant assiégé dans sa maison, & voyant ses ennemis prêts à enfoncer la porte, l'ouvroit lui-même pour se jeter sur eux, dans l'espérance d'éloigner, par un vigoureux effort, la ruïne dont il étoit menacé. Ils soutenoient, que c'étoit le Roi qui avoit rompu la Paix. Qu'après avoir accordé, que l'Assemblée Générale régleroit les affaires de l'Eglise, & que ses Réglemens seroient ratifiez par le Parlement, il avoit, sans aucune cause légitime, prorogé le Parlement, avant que ce que l'Assemblée Générale avoit jugé nécessaire, y eût été confirmé. Qu'il n'avoit pas même voulu donner audience aux Députez du Parlement, & que s'il avoit consenti qu'on lui envoyât d'autres Députez, ce n'avoit été que pour les amuser, puisque la Guerre contre l'Ecosse étoit déjà résolue dans le Conseil, & que les Parlemens d'Irlande & d'Angleterre étoient déjà convoquez, pour leur demander du secours. Ils faisoient soigneusement remarquer l'équité du dernier Parlement d'Angleterre, qui avoit refusé de l'argent au Roi pour une Guerre si notoirement injuste. Enfin, car il seroit trop long de rapporter en détail tout ce qui étoit contenu dans ces deux Pièces, leur but étoit, d'informer le Peuple d'Angleterre, 1. De la Justice de leur cause. 2. Des artifices dont leurs ennemis s'étoient servis pour les surprendre. 3. De la nécessité où ils s'étoient trouvez de prendre les armes pour une légitime défense, & pour prévenir leur ruïne. 4. Ils disoient, qu'encore qu'ils fussent entrez en Angleterre, cette Guerre étoit défensive de leur part. 5. Que leur entrée dans ce Royaume n'étoit pas pour le piller, & pour s'enrichir aux dépens des Anglois, mais uniquement pour se procurer la facilité de présenter leurs Grieffs à Sa Majesté auprès de qui ils ne trouvoient plus d'accès, à moins qu'ils n'offrissent de se livrer à leurs ennemis, pieds & poings liez. 6. Ils prenoient Dieu à témoin que c'étoit là leur intention, & pour le mieux persuader, ils employoient les expressions les plus fortes, & les Sermens les plus capables de produire cet effet. 7. Enfin, ils n'oublioient pas d'insinuer aux Anglois, qu'ils avoient à soutenir la même cause, puisque les Libertez de l'Angleterre n'étoient pas moins en danger que celles d'Ecosse.

Ces Manifestes, qui étoient sans doute le fruit des conseils de quelques-uns des Mécontents d'Angleterre, produisoient un tel effet sur le Peuple, sur l'Armée, & sur les Seigneurs mêmes qui n'étoient pas entièrement dévouiez aux volontez de la Cour, que le Roi pouvoit très-aisément comprendre combien il lui seroit difficile de soutenir cette Guerre, & à quel danger il s'exposeroit, s'il risquoit une Bataille, dans une semblable conjoncture. Rien n'étoit plus désavantageux au Roi, que le désir extrême que les Ecoissois témoignoiient de terminer la querelle par un accommodement. Ils faisoient voir par-là, que leur intention n'étoit pas de faire la Guerre aux Anglois, au lieu que l'intérêt du Roi étoit de les engager les uns & les autres dans une querelle Nationale. Aussi les Ecoissois ne négligeoient-ils pas l'avantage qu'ils pouvoient tirer d'une conduite modérée. Dès qu'ils furent maîtres de Newcastle, ils envoyèrent au Roi une très-humble Requête, pour le supplier d'écouter leurs plaintes, & de remédier à leurs maux, par l'avis du Par-

lement

Les Ecois-
sois deman-
dent la Paix.
Nelson, T. I.
pag. 433.

lement d'Angleterre. Le Roi, qui se trouvoit pressé de plusieurs côtez, avoit déjà ordonné à tous les Seigneurs d'Angleterre de se rendre à Yorck le 24. de Septembre, pour lui donner leurs conseils, sur la situation présente de ses affaires. Il répondit donc aux Ecoissois, que leur Requête étoit conçue en termes si généraux, qu'il ne pouvoit leur donner une Réponse positive. Mais que s'ils vouloient s'expliquer plus clairement & lui faire connoître leurs demandes en détail, il leur répondroit selon que les Pairs, qui devoient s'assembler à Yorck, le trouveroient convenable. Sur cette Réponse, ils envoyèrent au Roi, le huitième de Septembre, leurs propositions ou demandes, sçavoir :

CHARLES
I.
1640.
Le Roi
mande tous
les Seig-
neurs à
Yorck.
7. Septem-
bre.
Id. pag 439.

I. Qu'il plût à S. M. de faire ratifier par le Parlement d'Ecosse, les Actes de l'Assemblée Générale tenuë à Edimbourg.

Demandes
des Ecof-
sois.
Rushworth,
Vol. III. pag.
1255.

II. Que le Château d'Edimbourg & autres Places du Royaume d'Ecosse, ne fussent employez qu'à la défense du Royaume.

III. Que les Ecoissois, qui étoient en Angleterre ou en Irlande, ne fussent plus sujets à aucune peine pour avoir souscrit le *Covenant*, & qu'on ne les chargeât plus de Sermens ni de souscriptions contraires aux Loix du Royaume.

IV. Que les Incendiaires Auteurs de ces troubles fussent punis selon leurs mérites.

V. Que les Vaisseaux pris sur les Ecoissois leur fussent restituez avec toutes leurs Marchandises, & que le dommage fût réparé.

VI. Qu'on fit raison aux Ecoissois de toutes les pertes, & de tous les dommages qu'ils avoient souffert, depuis le commencement des troubles.

VII. Que les Proclamations, par lesquelles ils avoient été déclarez Traîtres, fussent révoquées, & qu'il plût à Sa Majesté, par l'avis de son Parlement d'Angleterre, de retirer les Garnisons des Places frontières, afin de laisser libre le Commerce entre les deux Nations.

On voit par ce dernier Article, combien les Ecoissois étoient soigneux de ne pas perdre une seule occasion de mettre le Peuple d'Angleterre dans leur parti. Ils en trouverent encore une qu'ils ne laissèrent pas échapper. Comme la Ville de Londres tire de Nevvcastle tout le Charbon dont elle se sert, & qu'elle ne peut absolument se passer de ce Commerce, les Ecoissois ne furent pas plutôt maîtres de Nevvstcale, qu'ils écrivirent aux Maires & aux Aldermans de Londres, *Que sçachant combien le Charbon de Newcastlle étoit nécessaire à leur Ville, ils avoient empêché que les Vaisseaux qui étoient venus pour en charger, ne reçussent aucun dommage, & que, pour donner à la Ville de Londres un témoignage de leur affection, leur intention étoit de laisser le Commerce de Charbon entierement libre.*

Ils gagnent
la bienveil-
lance de la
Ville de
Londres.
9. Septem-
bre.
Nelson, T.I.
pag. 435.

Cette Lettre produisit l'effet que les Ecoissois en avoient attendu. Bien-tôt après, on parla publiquement dans Londres, d'adresser une Requête au Roi, pour le prier de convoquer un Parlement. Le Conseil Privé que le Roi avoit laissé à Londres, ayant eu quelque avis de ce dessein écrivit au Maire pour empêcher qu'il ne fût exécuté : mais il ne pût réussir. Le Conseil de Villes'étant assemblé, résolut de présenter une Requête au Roi, & de députer pour cet effet quelques-uns des Aldermans. Voici la Requête.

CHARLES
I.
1640.

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN,

Requête de
la Ville de
Londres au
Roi.

Nalson, T. I.
pag. 436.
Rushworth,
Vol. III. pag.
1263.

Les Habitans & Bourgeois de Londres, portez par leur devoir, & par l'obéissance que, par les Loix, ils sont tenus de rendre à Votre Majesté, présentent très-humblement à votre Royale sagesse les Grieffs suivans dont ils se trouvent opprimez.

1. *Les impositions extraordinaires & non accoutumées, sur les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent, avec la levée du Ship-money, nonobstant lesquelles impositions, les Navires Marchands ont été pris & détruits par les Pirates Mahométans.*

2. *La multitude des Monopoles, des Patentes, d'Ordres, qui ruinent le Commerce de cette Ville & de beaucoup d'autres.*

3. *Les diverses innovations dans la Religion.*

4. *Le Serment & les Canons enjoins par la dernière Convocation, par le moyen desquels, les Supplians se trouvent en danger d'être privés de leurs Ministres.*

5. *Le grand concours, & le séjour des Papistes dans cette Ville & dans ses Fauxbourgs, où ils ont la facilité de former des complots contre la Religion établie, & de les exécuter.*

6. *La rareté des Parlemens & leurs dissolutions soudaines, avant que les Sujets aient reçu aucune satisfaction sur leurs Grieffs.*

7. *L'emprisonnement de plusieurs de nos Citoyens, pour n'avoir pas payé le Ship-money & les autres impositions; les poursuites contre quelques autres à la Chambre Etoilée, pour n'avoir pas voulu se soumettre aux Patentes & Monopoles qui arrêtent le cours du Commerce.*

8. *Le grand danger auquel votre personne s'expose dans la présente Guerre, ce qui cause de terribles craintes à vos Sujets & à leurs familles. Ces Grieffs & ces craintes ont causé une telle décadence dans le Commerce, que les Supplians ne peuvent plus ni vendre ni acheter, ni recevoir, ni payer comme ci-devant, ce qui tend à la ruine de cette Ville, de la Navigation, du Commerce des Draps, & des Manufactures de ce Roynume.*

Ainsi les Supplians concevant que ces Grieffs sont contraires aux Loix du Royaume, & ne trouvant aucun soulagement dans le cours ordinaire de la Justice, supplient très-humblement V. M. de convoquer un Parlement, avec toute la diligence convenable, afin qu'ils puissent recevoir quelque satisfaction.

Cette Requête fut suivie peu de jours après, d'une semblable de la part de douze Seigneurs, faisant tant pour eux-mêmes que pour plusieurs autres, en ces termes:

SIRE,

Autre de
divers Sei-
gneurs.

Nalson, T. I.
pag. 437.

La connoissance de notre devoir, le service que nous devons à Votre Majesté, & l'affection que nous avons pour le bien & la prospérité de ce Royaume d'Angle-terre, nous portent à vous prier en toute humilité, de nous accorder la permission de

de représenter à votre sagesse Royale, les jugemens que nous faisons des maux & des dangers qui menacent l'Eglise, l'Etat, & votre Royale personne, avec les moyens par lesquels nous croyons qu'ils peuvent être prévenus.

Les maux & les dangers que nous prions Votre Majesté de considérer, sont :

1. Que votre Royale personne est exposée à divers périls, par l'expédition contre l'Armée d'Ecosse, & par les occasions de la Guerre. Que vos revenus sont épuisés, vos Sujets chargés par l'obligation où ils sont de fournir de l'argent pour l'habillement & pour la marche des Troupes, par les Logemens des Soldats, & par d'autres charges que la Guerre produit, par les rapines & les désordres que commettent en divers lieux du Royaume, les Troupes qui ont été levées pour ce service, & enfin tout le Royaume est plein de crainte & de mécontentement.

2. Le second mal consiste dans les innovations qu'on a introduites dans la Religion, le Serment & les Canons qu'on a imposés au Clergé & aux autres Sujets de V. M.

3. Le grand accroissement du Papisme, les Papistes récusans, & autres personnes mal intentionnées pour la Religion établie dans le Royaume, employées dans des postes de pouvoir & de confiance, & ayant le commandement des Troupes & des armes, tant dans l'Armée qu'en diverses Provinces, quoique, selon les Loix, ces mêmes personnes ne puissent pas même garder des armes dans leurs maisons.

4. Le grand mal qui tombera indubitablement sur ce Royaume, si, comme il y a lieu de croire, le dessein d'y faire venir des Troupes Irlandoises s'exécute.

5. La continuation de la levée du Ship-money, & les poursuites qui se font à la Chambre Etoilée, contre quelques Sherifs qui ont négligé de lever cette Taxe.

6. Les charges exorbitantes mises sur les Marchandises, au préjudice du Commerce, la multitude des Monopoles & des Patentes, par le moyen desquelles les Denrées & les Manufactures de ce Royaume sont extraordinairement chargées, ce qui fait crier généralement tout le Peuple.

7. Enfin, le grand Grief de vos Sujets, causé par les interruptions des Parlemens, & par les dissolutions de ceux qui ont été convoqués, & la perte de l'espérance qu'on avoit des bons effets qu'ils auroient pû produire.

Pour remédier à ces maux, & pour prévenir les dangers qui peuvent tomber sur votre Royale personne, & sur l'Etat entier, nous nous voyons obligés, par notre humble fidélité, de supplier Votre Majesté qu'il lui plaise d'assembler un Parlement dans un tems court & convenable. C'est le seul moyen que nous jugeons propre, pour remédier aux Grievs sous lesquels vos pauvres Sujets gémissent, & pour faire comparoître en Justice, ceux qui en sont les Auteurs & les Conseillers, afin qu'ils reçoivent la punition que méritent leurs offenses. C'est encore par ce moyen, que nous concevons, qu'on pourra terminer la Guerre, par la sagesse de Votre Majesté, sans effusion de sang, d'une manière qui soit sûre & honorable pour Votre Majesté, qui contente votre Peuple, & qui soit propre à maintenir vos deux Royaumes dans une union qui les mette en état de s'opposer efficacement aux ennemis de la Religion Réformée.

Signez :

FR. BEDFORD.

SAY & SEAL.

Ooo ij

Rob.

CHARLES

I.

1640.

RushWorth.

Vol. III pag.

1260.

CHARLES
I.
1640.

ROB. ESSEX.
GUILL. HARTFORD.
WARWICK,
Comte de Bristol.
MULGRAVE.

ED. HOWARD.
BULLINGBROOK.
MANDEVILLE.
BROOK.
PAGET.

Autre Re-
quête sem-
blable des
Gentils-
hommes
d'Yorck.

Peu de jours après, le Roi ayant fait assembler les Gentilshommes de la Province d'Yorck, leur fit demander, qu'ils s'engageassent à payer pour deux mois, la milice de leur Province. Cette proposition ayant été acceptée, ces Gentilshommes préparèrent une Adresse pour informer le Roi de leur consentement : mais dans cette même Adresse, ils supplioient le Roi de travailler à faire la Paix avec l'Ecosse, & de convoquer un Parlement. Le Comte de Strafford qui fut prié de présenter l'Adresse au Roi, le refusa, à moins qu'on ne voulût ôter la clause qui regardoit le Parlement, disant qu'il étoit assuré que l'intention du Roi étoit d'en convoquer un. Mais les Gentilshommes ne voulurent point l'ôter, & présentèrent eux-mêmes l'Adresse.

Le Roi
prend la ré-
solution de
convoquer
un Parle-
ment.
*Myl. Claren-
don, Tom. I.
pag. 215.*

Le Roi comprenant assez par les Requêtes qui lui étoient présentées, que le Peuple souhaitoit avec ardeur la Convocation d'un Parlement, ne douta point que ce ne fût le premier conseil que les Pairs lui donneroient, quand ils seroient assemblez. Il résolut donc de prévenir ce conseil, en convoquant un Parlement pour le troisième de Novembre, de peur que s'il tardoit davantage, on ne crût qu'il y avoit été forcé. Le grand Conseil des Pairs s'étant assemblé à Yorck le vingt-quatrième de Septembre, le Roi leur parla de cette sorte :

MYLORDS,

Discours du
Roi aux
Seigneurs
assemblez à
Yorck.
*Nelson, T. I.
pag. 442.
Rushworth,
Vol. III. pag.
1275.*

La coutume de mes Prédécesseurs a été d'assembler le Conseil des Pairs, dans les occasions importantes & lorsque le danger étoit pressant, afin de pouvoir, par leurs avis & par leur assistance, remédier de bonne heure aux maux qui ne pouvoient admettre le délai nécessaire pour assembler un Parlement.

Tel étant l'état où nous nous trouvons présentement, & une Armée de Rebelles étant entrée dans ce Royaume, j'ai crû que je devois me conformer à la conduite que mes Prédécesseurs ont tenue en des cas semblables, afin que, par vos conseils & par votre assistance, je puisse trouver les moyens de châtier cette insolence, & de mettre mes bons Sujets en sûreté.

Premièrement, il faut que je vous dise, que je ne désire rien tant que d'être entendu comme il faut par mon Peuple. C'est pour cela que de moi-même, j'ai résolu d'assembler un Parlement le troisième Novembre prochain, & que j'ai déjà donné mes ordres pour sa Convocation. Si mes Sujets y apportent l'affection pour moi, qui leur convient, il ne tiendra pas à moi, que cette Assemblée ne soit heureuse. Cependant, il y a deux Articles sur lesquels je vous demande vos avis, & qui sont la principale cause qui m'a déterminé à vous assembler.

Le premier est, quelle Réponse il faut faire à la Requête des Rebelles, & comment je dois traiter avec eux. Et afin que vous puissiez porter un Jugement assuré sur cette affaire, j'ai donné ordre que vous soyez clairement informez de l'état où elle

elle se trouve, & sur quelles raisons ont été fondez les avis que mon Conseil m'a unanimement donnez.

CHARLES
I.
1640.

La seconde chose sur laquelle je désire d'avoir vos avis est, comment je pourrai garder & entretenir mon Armée, jusqu'à ce que je puisse obtenir du secours du Parlement. Car pendant que les Ecoissois demeureront dans ce Royaume, je ne croi pas que personne veuille me conseiller de congédier mes Troupes. Ce seroit un dommage indicible à cette partie du Royaume, que de la laisser exposée à l'avidité des Rebelles; outre l'extrême deshonneur qui en rejailliroit sur toute cette Nation.

Après avoir ainsi parlé aux Seigneurs, le Roi fit lire devant eux, les raisons qui avoient porté son Conseil à se déterminer à la levée d'une Armée contre les Ecoissois, la Requête des Ecoissois présentée au Roi, depuis qu'ils s'étoient emparez de Newcastle, la Réponse du Roi, & leurs demandes particulieres. Ensuite, le Comte de Traquair, par ordre du Roi, parcourut ces demandes l'une après l'autre, & en les expliquant, il tâcha de faire voir, que les unes renversoient les Loix fondamentales du Royaume d'Ecosse, que les autres détruisoient les justes Prerogatives du Roi, & qu'il y en avoit qui lui étoient très-préjudiciables par rapport à ses revenus, & qui n'étoient pas moins défavantageuses aux Sujets. Le résultat des délibérations des Pairs fut, que quelques-uns d'entre eux seroient nommez pour traiter avec les Ecoissois, & pour tâcher de faire la Paix avec eux. Suivant cette résolution, ils nommerent pour Commissaires seize Pairs auxquels le Roi donna pour Assistans, les Comtes de Traquair, de Morton, & de Lanarick, celui-ci étant Secrétaire d'Ecosse, Monsieur Louis Stevvard, & le Chevalier Burrovgh. Il fut aussi convenu, que le Traité commenceroit à Rippon le premier d'Octobre, & que le Comte de Lanarick donneroit avis aux Ecoissois de cette résolution.

Résolution prise de traiter avec les Ecoissois.

Commissaires nommez.

Cet Article étant expédié, le Roi pria les Seigneurs de délibérer sur les moyens d'entretenir l'Armée durant le Traité. C'est une chose assez étonnante, que le Roi eût entrepris cette Guerre, sans avoir tiré aucun secours du Parlement, & qu'il eût si mal pourvû au paiement de son Armée, qu'un mois après le commencement de la Campagne, il se trouvoit hors d'état de l'entretenir. Pour moi, je ne puis imaginer d'autre raison de cette conduite, sinon que, pour maintenir cette Guerre, il avoit compté sur des moyens qu'il ne se voyoit plus en pouvoir d'employer. Quoi qu'il en soit, le Comte de Strafford ayant rendu compte aux Seigneurs du nombre des Troupes que le Roi avoit sur pied, montant à vingt-quatre-mille hommes ou environ, leur fit entendre, que le paiement de cette Armée montoit à soixante-mille livres sterling par mois, & que pour l'entretenir trois mois, il falloit trouver deux-cens-mille livres. Il ajouta, que si ces Troupes étoient congédiées, toute la Province d'York se roit perdue dans deux jours, & que tout le reste du Royaume se trouveroit dans un extrême danger. Sur cela, il fut résolu qu'on écriroit à la Ville de Londres, au nom de tous les Pairs, pour lui emprunter deux-cens-mille livres sterling, sur les sûretés dont on conviendrait, chacun des Pairs voulant bien s'engager en son propre nom.

Autre résolution d'emprunter 200000, livres sterling de Londres.

Nelson, T.I.
pag. 445.

Les Ecoissois ayant nommé de leur côté, des Commissaires pour traiter avec les Anglois, la Négociation fut commencée à Rippon le premier d'Octobre.

Le Traité se commence à Rippon.

CHARLES
I.
1640.
Myt. Clarendon, Tom. I.
pag. 206.
Préliminaires demandez par les Ecoſſois.

tobre. Mais avant que d'entrer dans la principale matiere du Traité, il fal-
lut regler certains Articles préliminaires que les Ecoſſois mirent en avant,
comme absolument néceſſaires pour pouvoir parvenir à une heureuſe con-
cluſion. Ils repréſenterent donc, que leur Armée s'étoit arrêtée à Newcaſtle
& aux environs, par un ordre exprès de Sa Majeſté: qu'elle y ſubſiſtoit par le
moyen des contributions qu'elle tiroit de la Province de Cumberland, de
Newcaſtle, & de Durham, & que comme la Négociation pourroit durer
quelque tems, il étoit néceſſaire, avant toutes choſes, de pourvoir à la ſub-
ſiſtance de leurs Troupes, pendant le Traité. Ce fut là le principal Article
ſur lequel ils inſiſterent, comme ſur un Préalable qu'il falloit regler avant
que de commencer à traiter. Il y eut encore quelques autres Articles dont
je ne croi pas qu'il ſoit absolument néceſſaire de parler en détail, puisqu'on
verra tout-à-l'heure de quoi il s'agiſſoit, par les Préliminaires dont on con-
vint. J'ajouterai ſeulement, que les Ecoſſois ne voulurent jamais ſouffrir que
le Comte de Traquair aſſiſtât au Traité, parce que c'étoit un de ceux qu'ils
nommoient *Incendiaires*, & contre leſquels ils demandoient une ſévère juſ-
tice. Après beaucoup de diſputes, les Commiſſaires des deux Nations con-
vinrent enfin le 16. d'Octobre, des Préliminaires ſuivans.

Préliminai-
res accor-
dez.
16. d'Octo-
bre.
Nalſon, T. I.
pag. 457.
Ruſhworth,
Vol. III.
pag. 1295.

1. l'Armée d'Ecoſſe aura pour ſa ſubſiſtance, 850. livres ſterling par jour,
laquelle ſomme lui ſera payée pendant l'eſpace de deux mois, ſi le Traité
dure auſſi long-tems, & le payement s'en fera chaque ſemaine.

2. Le tems que ladite Armée employera pour s'en retourner en ſon Païs,
après la concluſion du Traité, ſera cenſé compris dans celui pour lequel on
lui accorde ſa ſubſiſtance.

3. Ladite Armée ſe contentera de cette ſubſiſtance, ſans faire aucun dom-
mage ni aux Papiſtes ni aux Prélats, ni à qui que ce ſoit.

4. Les habitans des Provinces ou Villes où l'Armée d'Ecoſſe ſe trouve en
quartier, auront la liberté de retourner dans leurs maiſons, ſans recevoir au-
cun dommage, le Logement des Soldats Ecoſſois étant ſuppoſé.

5. On fournira du Charbon à ladite Armée, d'une maniere réguliere, ſans
que cela ſoit laiſſé à la diſcretion des Soldats.

6. On lui fournira auſſi du fourrage, au prix dont les Commiſſaires con-
viendront, & le prix de toutes ſortes de vivres néceſſaires à une Armée ſera
taxé.

7. Le Commerce entre les deux Nations ſera rétabli, & ne pourra être
interrompu, qu'après en avoir averti trois mois à l'avance. Mais le trans-
port des armes, Munitions &c. eſt défendu.

8. Les vivres & les autres choſes néceſſaires pour l'Armée d'Ecoſſe, ne
payeront point d'acciſe, & les droits ſur le Charbon & autres choſes, ſeront
levés par les Officiers du Roi.

9. On n'empêchera point que les deux Armées ne ſe pourvoient de ce qui
leur ſera néceſſaire, & elles auront une entière liberté de moudre, de braſ-
ſer &c.

10. Les arrérages des contributions, dûs à l'Armée d'Ecoſſe lui ſeront
payez juſqu'au 16. d'Octobre.

11. Il y aura une ceſſation d'armes ſelon les conditions dont on convien-
dra.

12. Quant

12. Quant au paiement de 850. livres par jour , on nommera des Commissaires pour en faire la levée dans la Ville de Newcastle , dans l'Evêché de Durham , & dans les Provinces de Northumberland , Cumberland , & Westmorland.

CHARLES
I.
1640.

13. Les Commissaires , avant que de quitter Yorck , nommeront un Comité de leur Corps , pour faire exécuter ces Articles , auquel Comité on pourra avoir recours dans les occasions.

Les Ecoffois avoient eu l'adresse de prolonger la signature de ces Préliminaires jusqu'au 16. d'Octobre , après quoi , il restoit encore , à convenir des conditions de la Trêve. Il étoit donc comme impossible d'entrer dans la discussion des Articles qui devoient faire la principale matière du Traité , avant le trois de Novembre , qui étoit le jour fixé pour l'Assemblée du Parlement. Les Seigneurs , tant ceux qui étoient à Rippon que ceux qui étoient à Yorck , étant indispensablement obligez de se rendre à Londres , il auroit été inutile de commencer la Négociation à Rippon , où à peine auroit-on eu le tems de l'entamer. Par cette raison , les Commissaires Anglois , soit d'eux-mêmes , soit par l'insinuation des Ecoffois , proposèrent au Roi , de transférer la Négociation du Traité , de Rippon à Londres ; & le Roi se vit obligé d'y consentir , quoiqu'il comprit bien que les Ecoffois s'attendoient à trouver beaucoup d'amis à Londres , & dans le Parlement même , comme il arriva effectivement. On peut presque assurer , qu'à l'occasion de ce Traité , le Roi fit trois fautes considérables. La première , d'avoir convoqué le Parlement à Westminster , puisqu'il ne pouvoit pas ignorer , combien la Ville de Londres étoit mécontente du Gouvernement , & par conséquent , disposée à favoriser les résolutions que le Parlement pourroit prendre contre lui. Au lieu que s'il avoit fait assembler le Parlement à Yorck , ou en quelque autre lieu éloigné de Londres , il auroit par-là rompu une partie des mesures des Ecoffois & des Anglois mécontents. Il n'eut que trop lieu dans la suite , de s'apercevoir de cette faute. La seconde fut , d'avoir transféré le Traité à Londres où les Ecoffois avoient leurs principales intelligences. La troisième , d'avoir pris un tems si court pour l'assemblée du Parlement , en sorte qu'il ne lui restoit que tout le mois d'Octobre pour conclure la Paix avec les Ecoffois , tems qui suffisoit à peine pour convenir avec eux des Préliminaires , & des conditions de la Trêve , avant que le Roi & les Pairs fussent obligez de partir d'Yorck pour se rendre à Londres. S'il ne se fût pas tant hâté de fixer le 3. de Novembre pour l'assemblée du Parlement , il auroit pu ou finir le Traité avec les Ecoffois , en leur accordant les choses dont il n'auroit pu se dispenser , ou du moins , les mettre dans le tort , s'ils se fussent obstinez à demander des choses trop éloignées de la raison. Au lieu que n'ayant pu finir cette Négociation à Rippon , il se vit obligé de transférer les Conférences à Londres , Ville amie des Ecoffois , & où ils pouvoient mieux que par tout ailleurs , prendre de justes mesures , soit avec les principaux habitans , soit avec leurs amis du Parlement. Il eut tout le loisir de reconnoître ces fautes , quand il ne fut plus tems de les réparer.

Le Traité
est transféré
à Londres.
Rushworth ,
Vol. III. p.
1303.

Nelson , T. I.
pag. 461.

Nelson , T. I.
pag. 249.

Fautes du
Roi.

My Lord Clarendon , T. I.
pag. 282.

Pour ne rien omettre de ce qui me paroît essentiel dans cette Histoire , j'ai cru qu'il ne seroit pas hors de propos d'ajouter ici le Procès fait au Comte de Bristol , au commencement du Regne de Charles I. Au reste , ce n'est pas une

CHARLES une matière étrangere. Au contraire , ce Procès, avec les Défenses du Comte, ^{I.} peut beaucoup servir à éclaircir la dernière partie du Regne de Jacques I. ^{1640.} pour tout ce qui regarde la Négociation du Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne, & la restitution du Palatinat. Il peut aussi donner une idée du caractère de Charles I. & du Duc de Buckingham. Mais il n'auroit pû être inséré en quelque autre endroit, sans trop interrompre le fil de l'Histoire.



+++++ :+++++
P R O C E Z
DU COMTE DE BRISTOL.

LE Comte de Bristol, qui avoit été Ambassadeur en Espagne, pour y négocier le Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne, étoit aux arrêts depuis qu'il étoit de retour en Angleterre, sans avoir jamais pû s'approcher de la personne du Roi. Pendant la vie du Roi Jacques, le Duc de Buckingham, qui avoit attiré au Comte cette disgrâce, feignit pourtant de vouloir accommoder son affaire, après qu'il auroit répondu à certaines questions ou objections devant des Commissaires nommez par le Roi: Le Comte répondit à ces questions: mais son accommodement n'en fut pas plus avancé. Au contraire, il se trouva beaucoup plus reculé par la mort du Roi Jacques, & par l'avènement de Charles I. à la Couronne. Le Comte de Bristol se voyant en assez mauvais termes, souhaita de se tirer d'affaire s'il étoit possible, sans que son honneur y demeurât engagé. Ce fut dans cette vûë, qu'il s'adressa au Lord Convvay Secrétaire d'Etat, pour lui demander son intercession auprès de Sa Majesté. Ces deux Seigneurs s'écrivirent réciproquement quelques Lettres sur ce sujet, & enfin, dans le tems du second Parlement du Regne du Roi Charles, en 1626. le Comte reçut du Lord Convvay, la Lettre suivante.

M Y L O R D,

J'ai reçu votre Lettre du 4. de ce mois, laquelle répond à une autre que je vous ai écrite ci-devant, par ordre de Sa Majesté. J'ai montré cette dernière au Roi, qui l'a lûë, & qui m'a commandé de vous faire sçavoir, qu'il n'en est nullement satisfait. La question qui vous a été proposée de la part de S. M. est claire, sçavoir, si vous vouliez choisir de demeurer en repos, sans être recherché pour aucune des fautes que vous avez commises dans votre Négociation en Espagne, & jouir du bénéfice de l'Amnistie accordée par le Parlement. Ou si pour justifier votre innocence dont vous paroissez si assuré, vous voulez, en vous privant de l'avantage de l'Amnistie, vous exposer à un examen conforme à la Justice & aux Loix. Sa Majesté n'a pas intention de vous ôter aucun des avantages qui vous sont accordés par les Loix. Mais si votre assurance est telle qu'elle paroît par vos paroles & par vos Lettres, il croit qu'il ne convient pas à un homme qui, comme vous, fait profession d'une si grande intégrité, de décliner la voye de la Justice. Il souhaite que vous rendiez à cette question une Réponse directe, sans circonlocution, & sans marchander avec lui par avance, à l'égard des faveurs que vous pouvez attendre de lui, & il vous laisse le choix de prendre le parti que vous voudrez. Mais en cas que vous vouliez vous prévaloir de l'Amnistie, dont le bénéfice ne peut vous être refusé, & dont S. M. n'a pas intention de vous priver, il souhaite qu'au moins, vous vous absteniez de parler pompeusement de vos grands services, & que, sous pré-

texte de justifier votre innocence, vous vous absteniez de répandre du blâme sur la justice de S. M. comme si S. M. vous faisoit tort, en ne vous accordant pas la faveur d'une entière liberté, faveur qui ne peut lui être arrachée que quand il jugera qu'il en sera tems.

C'est ce que j'ai eu ordre de vous écrire, & à quoi j'ai ordre aussi de vous demander une Réponse claire & précise par ce même Exprès. Je suis, &c.

A Whitehall le 24. de Mars 1626.

R É P O N S E

du Comte de Bristol.

MY LORD,

J'ai reçu le 28. de ce mois votre Lettre du 24. Je suis extrêmement affligé d'apprendre, que ma Réponse à votre Lettre du 4. de Mars, n'a pas contenté Sa Majesté, Je tacherai de le faire par celle-ci, autant que j'en suis capable, & pour cet effet, je répondrai exactement à tous les points particuliers de votre dernière Lettre.

Vous dites, que la question qui m'a été proposée est claire, sçavoir, si je veux choisir de me tenir en repos, sans être recherché pour les fautes que j'ai commises dans ma Négociation en Espagne, & jouir du bénéfice de l'Amnistie, ou si je veux m'exposer à un examen, &c.

1. Je vous prie de vous souvenir, que la question étoit, si je voulois demeurer dans la sûreté où je me trouvois, ce que vous exprimez présentement par ces paroles, si je veux me tenir en repos.

2. Votre proposition étoit, si je voulois reconnoître la faveur que me faisoit S. M. en ne faisant pas examiner mes actions, quoique vous n'ignoriez pas que j'ai été examiné sur vingt Articles dont quelques-uns emportoient les crimes de felonie & de trahison. Il est pourtant vrai, qu'après avoir répondu d'une manière que je suis persuadé que j'aurois été absous par les Commissaires, j'ai été assez malheureux pour qu'ils ne se soient plus assemblez.

Mais présentement, votre proposition est, si je veux choisir de demeurer en repos, sans être davantage recherché pour mes fautes passées, au lieu qu' auparavant, j'étois requis de reconnoître que je n'avois point été du tout recherché, ce qui est bien différent. Mais après avoir comparé ensemble vos deux Lettres, & faisant servir la dernière à expliquer la première, dans laquelle je souhaiterois que vous vous fussiez plus clairement expliqué, voici ma Réponse directe.

Je conçois que par la sûreté où je me trouve, par me tenir en repos, par n'être plus recherché, je suis rétabli dans la liberté naturelle d'un Sujett, & d'un Pair du Royaume. Car si un homme est recherché pour quelque faute par le Roi, & que S. M. ait la bonté d'ordonner qu'il se tienne en repos & en assurance & qu'il ne soit plus recherché, je conçois, dis-je, que cet homme est entièrement rétabli dans sa liberté. Ainsi, la question étant entendue dans ce sens-là, car on ne peut point donner de Ré-

ponse

ponse directe, que la questionne soit bien établie, j'accepte humblement la faveur de S. M. & je n'entens point de me priver d'aucun des avantages des Amnisties accordées par le Parlement ou dans la 21. année de Jacques I. ou au Couronnement de S. M. Je suis si éloigné de vouloir marchander pour aucune faveur à venir, quoique je sois persuadé, que la méthode soumise que j'ai suivie, en adressant mes très-humbles Requête à S. M. ne mérite pas cette expression, que je ne demanderai aucune faveur, jusqu'à ce que ma conduite fidelle & respectueuse incite S. M. à m'en accorder, mais qu'avec une humble soumission, je recevrai ma délivrance & ma liberté de laquelle je ne ferai aucun usage, qui ne soit conforme à ce que je dois à S. M.

Quant à la seconde partie de votre Lettre, où vous dites que S. M. s'attend que je m'abstiendrai d'exalter mes services, & de répandre par-là du blâme sur la justice de S. M. je répons, que j'espère de ne tomber jamais dans la faute de faire valoir mes services, lesquels je reconnois avoir été accompagnés de beaucoup de foiblesses & d'incapacité. Mais j'espère que S. M. ne sera point offensée, que, pour ma propre consolation, & pour l'honneur de ma postérité, je fasse quelque usage des gracieux témoignages que j'ai par écrit du feu Roi, par lesquels il paroît qu'il étoit content de mes services, J'espère aussi, que ce n'est pas répandre du blâme sur la justice de S. M. que de faire paroître mon innocence. J'avoüe que je suis affligé de voir tirer ces conséquences dans vos deux dernières Lettres. Car si on regarde comme tendans au deshonneur de S. M. les efforts qu'un homme, qui n'est pas encore convaincu, fait pour défendre son innocence, personne ne pourra être en sûreté, l'honneur de S. M. étant une chose trop sacrée, pour qu'aucun Sujet ose l'attaquer, quelque innocent qu'il puisse être. A Dieu ne plaise qu'on tire ces sortes de conséquences contre le Gouvernement & la justice de S. M. de ce que j'ai souffert si long-tems, quoiqu'innocent. Car comme dans toutes mes souffrances, on ne m'a jamais ouï plaindre que S. M. m'ait fait injustice, je sçai aussi parfaitement que mes malheurs & leur durée, peuvent être attribuez à d'autres causes, comme par exemple, aux fautes que la passion peut m'avoir fait commettre, & à d'autres accidens. vous sçavez, Mylord, que mon affaire étoit il y a deux ans en bons termes d'accommodement, si elle n'avoit pas été interrompue par le mauvais sens qu'on donna au discours que je tins à Mr. Clarke.

Je finis en vous demandant, Mylord, la faveur de me faire sçavoir, à ma consolation, comme je l'espère, que cette Lettre a contenté S. M. Ou s'il lui reste encore quelque scrupule, que je puisse sçavoir sa volonté à laquelle j'obéirai avec soumission. Je suis &c.

Peu de tems après, le Comte de Bristol étant informé que la Chambre des Communes étoit mal disposée envers le Duc de Buckingham, crut qu'il devoit profiter de cette conjoncture. Pour cet effet, il présenta aux Seigneurs une Requête dans laquelle il exposoit, qu'étant Pair du Royaume, il n'avoit point reçu de sommation pour assister au Parlement. Il prioit aussi la Chambre d'intercéder pour lui envers S. M. afin qu'il pût jouir de la liberté d'un Sujet, & du Privilège d'un Pair, après avoir été deux ans aux arrêts, sans être formellement accusé; & que s'il y avoit quelque charge contre lui, il pût être jugé par le Parlement.

Sur cette Requête, la Chambre Haute résolut, que le Roi feroit très-humblement prié d'envoyer une Sommation au Comte de Bristol.

Ensuite le Duc de Buckingham dit aux Seigneurs, que sur la Requête, que le Comte de Bristol avoit présentée à Sa Majesté, ce Comte avoit reçu la Sommation. Mais en même tems, il se servit de cette occasion pour faire voir à la Chambre la Copie d'une Lettre écrite par Sa Majesté audit Comte, en ces termes :

Nous avons reçu votre Lettre qui nous a été rendue par Buckingham, & nous ne pouvons que trouver étrange que vous vous oubliiez jusqu'à ce point, que de nous demander quelque faveur, comme si vous en étiez digne, après ce que vous avez mérité par votre conduite en Espagne. Examinez-vous vous-mêmes par les observations suivantes. Vous ne pouvez pas avoir oublié, qu'à notre arrivée en Espagne, d'une manière présomptueuse, & prétendant connoître nos intentions de changer de Religion, bien loin de nous en dissuader, vous nous offrites votre service dans ce dessein, & promites de nous garder le secret. Que dans d'autres Conférences, vous vous êtes efforcé de nous faire comprendre, combien il nous convenoit d'être Catholique, étant, selon vous, impossible sans cela, de faire aucune grande action : combien vous fites de tort dans le Traité, à notre Sœur & à ses Enfants : dans quels hazards & inconvéniens vous nous avez engagé, en différant, par vos artifices, notre retour en Angleterre : la grande estime que vous faisiez de l'Espagne, & combien vous abaissiez l'Angleterre, soutenant que, sous prétexte de notre amitié pour l'Espagne, nous faisons tout ce que nous pouvions contre elle. Enfin, vous avez approuvé que notre Neveu fût élevé à la Cour de l'Empereur, & lorsque le Chevalier Aston dit, qu'il n'oseroit y consentir, de peur de hazarder sa tête, vous répondites, que, sans quelque grande action de cette nature, il n'étoit pas possible d'accomplir le Mariage, n'y d'avoir la Paix.

L E T T R E

du Lord Coventry Garde du Grand Sceau
au Comte de Bristol.

MY LORD,

Je vous envoie ci-joint, votre Sommation pour le Parlement, Mais en même tems, j'ai ordre de Sa Majesté de vous notifier, que sa pensée n'est pas de vous décharger par-là, des défenses qui vous ont été faites ci-devant, de venir ici : mais que nonobstant la Sommation, vous demeuriez aux arrêts comme auparavant. Ainsi vous devez vous abstenir de paroître ici personnellement. Je ne doute pas qu'en cela vous ne rendiez une exacte obéissance aux ordres de Sa Majesté. Je suis &c.

Le 31. de Mars 1626.

TH. COVENTRY.

REPON-

RÉPONSE DU COMTE DE BRISTOL à la Lettre précédente.

MY LORD,

J'ai reçu votre Lettre du 31. de Mars, avec la Sommation de Sa Majesté pour me trouver au Parlement. Dans celle-ci, Sa Majesté m'ordonne sur ma fidélité & sur mon allégeance, que, sans aucune excuse, j'aye à me rendre auprès de sa personne en Parlement, & celle-ci est sous le grand Sceau d'Angleterre. Dans l'autre, qui est une Lettre missive, vous me notifiez que la volonté de Sa Majesté est que je m'abstienne de m'y rendre personnellement. Je vous avoue ingénument, que je manque de capacité pour me conduire dans un pareil cas. J'ignore aussi, combien ceci peut porter de préjudice au Privilège des Pairs de ce Royaume, & au mien en particulier, tant pour le présent que pour l'avenir. Car en n'obéissant pas à la Sommation, on tombe dans un crime que la Loi appelle Misprision, punissable par une grosse amende, de quoi il n'y a pas long-tems que nous avons vu des exemples. D'un autre côté, en n'obéissant pas à la Lettre, il arrivera qu'un Pair du Royaume pourra être mis en prison de facto, & y demeurer, en attendant que la question soit décidée. Ainsi, c'est un cas qui surpasse ma capacité. Je ne puis donc vous répondre autre chose, sinon que mon dessein est d'obéir. Mais afin que je puisse mieux apprendre quelle sorte d'obéissance convient le mieux à mon devoir, j'ai dessein de me rendre incontinent à ma maison particulière à Londres, & de m'y tenir jusqu'à ce qu'en présentant une très-humble Requête à Sa Majesté je puisse être informé de son bon plaisir.

Quant à la seconde partie de votre Lettre, où vous me dites, que Sa Majesté n'entend pas par-là, me décharger des défenses qui m'ont été faites ci-devant de venir ici, mais que je dois garder mes arrêts, & m'abstenir de venir ici personnellement, je conçois que vous entendez, que je ne dois point me rendre au Parlement : Car pour ce qui est d'aller à Londres, je n'ai jamais reçu aucune prohibition à cet égard, & il n'y a pas même eu la moindre couleur pour me le défendre. Au contraire, ayant eu une permission expresse du feu Roi, d'aller à Londres pour vacquer à mes affaires, si je m'en suis abstenu, ce n'a été que par pur respect pour Sa Majesté, alors Prince, & pour le Duc de Buckingham, jusqu'à ce que je fusse informé si mon séjour à Londres leur seroit désagréable. Sur quoi Sa Majesté me fit écrire par le Duc de Buckingham & par Mylord Conway, qu'il prenoit en très-bonne part, le respect que je témoignois pour lui, & que je pouvois faire usage de la liberté que le Roi son Pere m'avoit accordée. Depuis ce tems-là, je n'ai reçu aucune défense d'aller à Londres : mais seulement, Sa Majesté, par sa Lettre du mois de Juin passé, me commanda de demeurer au même état où j'étois du tems du Roi son Pere ; c'est-à-dire, avec la liberté d'aller à Londres, pour y vacquer à mes affaires. C'est ce qui vous paroîtra clairement, si vous voulez me faire la faveur de lire ces Lettres. Je vous écris ceci, Mylord, dans la crainte où je suis de déplaire à Sa Majesté en expliquant mal sa pensée, & pour vous prier aussi d'avoir la bonté de l'en informer. Je vous prie de demander à Mylord Conway,

PPP iij

fil

s'il peut produire un seul mot d'où on puisse inférer avec la moindre couleur , que je n'ai pas la liberté d'aller à Londres. Pardonnez , Mylord , le désir que j'ai que tout soit bien entendu , car ce n'est qu'au défaut d'explication que je puis attribuer tous mes malheurs , & lorsqu'on donne de fausses informations contre moi , je n'ai que peu ou point de moyens pour me justifier. Ainsi , mon principal soin est d'éviter les mal-entendus. Je vous supplie , Mylord , de faire entendre à Sa Majesté , que si je me rends à Londres , ce n'est que pour pouvoir mieux m'assurer de sa volonté à laquelle je me conformerai avec toute soumission. Je suis, &c.

A Sherborn le 12. d'Avril 1626.

BRISTOL.

S E C O N D E R E Q U E T E

du Comte de Bristol , présentée à la Chambre Haute
le 19. d'Avril 1626.

Représente humblement ,

Qu'il a reçu en dernier lieu la Sommation pour assister au Parlement , dont il remercie très-humblement vos Seigneuries , mais en même-tems , une Lettre de Mylord Garde du grand Sceau , par laquelle il lui est ordonné , au nom de Sa Majesté , de s'abstenir d'aller servir personnellement dans la Chambre des Seigneurs. Quoi qu'il soit disposé à se conformer toujours à la volonté de Sa Majesté , sur la moindre intimation qui lui en sera faite , il présente à V. S. les considérations suivantes , comme étant trop difficile pour lui de décider , combien cette maniere de défendre à un Pair du Royaume de se trouver dans la Chambre , par une simple Lettre missive d'un Sujet , sans la signature du Roi , peut être contraire à la liberté des Pairs , & à l'autorité de leurs Patentes. Et pour mieux informer V. S. il attache à cette Requête , la Lettre dudit Lord Garde du grand Sceau , avec la Réponse que le Suppliant lui a faite.

Il représente à V. S. , que , depuis deux ans , il a souffert de grands dommages par rapport à la liberté de sa personne , & à son honneur , par des calomnies , sans qu'il lui ait été permis de se défendre. Que cela s'est fait par le pouvoir & par les artifices du Duc de Buckingham , afin de le tenir éloigné de la présence de Sa Majesté & du Parlement , de peur qu'il ne découvrit plusieurs crimes que ledit Duc a commis.

C'est pourquoi , il demande très-humblement d'être ouï , tant sur les torts qui lui ont été faits , que dans son accusation contre ledit Duc , dans laquelle il fera voir , combien ledit Duc a abusé leurs Majestez , l'Etat , & la Parlement. Il espère avec d'autant plus de confiance d'obtenir l'effet de sa demande , que la Cour de Parlement ne refuse jamais d'entendre les plus petits d'entre les Sujets , qui demandent sa protection , ni les accusations contre qui que ce soit , quelque puissant qu'il puisse être. Il supplie donc V. S. de vouloir intercéder pour lui envers S. M. pour lui faire obtenir la permission d'as-

sister

filter au Parlement , & d'assurer Sa Majesté que tout ce qu'il a à dire tend non seulement à son service & à celui de l'Etat , mais encore à l'honneur de Sa Majesté & de ses vertus Royales.

Et le Suppliant priera toujours Dieu pour la prospérité de vos Seigneuries.

M E S S A G E D U R O I

à la Chambre Haute.

Que le Comte de Bristol a présenté à la Chambre une Requête si éloignée du respect qu'il doit au Roi , que Sa Majesté a grand sujet de l'en punir. Que Sa Majesté a aussi appris avec quel respect les Seigneurs se sont conduits dans cette affaire , & qu'il a lieu de croire que c'est à cause de la connoissance qu'ils avoient que le Comte de Bristol avoit été arrêté pour des affaires d'Etat. Que Sa Majesté remercie les Seigneurs , & qu'il est résolu de laisser cette affaire à la décision de cette Chambre. C'est pourquoi il notifie aux Seigneurs sa volonté , sçavoir , que le Comte de Bristol soit mené devant cette Chambre , comme Délinquant , pour y répondre sur les offenses qu'il a commises dans ses Négociations , avant que Sa Majesté allât en Espagne , & depuis le retour de Sa Majesté. Comme aussi sur le scandale qu'il a jetté sur le Duc de Buckingham , & par contrecoup sur Sa Majesté , puisque ledit Duc ne s'est conduit que par les ordres exprès , & par les directions de Sa Majesté , & n'a rien fait sans cela. C'est ce dont Sa Majesté fera accuser ledit Comte devant cette Chambre.

Les Seigneurs firent remercier le Roi de la confiance qu'il avoit en leur justice.

Le 1. Mai 1626.

Le Comte de Bristol ayant été amené à la Barre des Seigneurs , le Lord Garde du grand Sceau lui dit , que le Roi avoit commandé à son Procureur Général de l'accuser devant les Seigneurs , de haute trahison & autres crimes très-graves , afin qu'il fût procédé contre lui selon les Loix , dans la maniere accoutumée du Parlement. Ensuite l'accusation fut lûe.

ARTICLES D'ACCUSATION

contre le Comte de Bristol , présentez à la Chambre Haute , par le Procureur Général du Roi.

Premièrement de ce qu'il a fait en Espagne , avant que Sa Majesté , alors Prince allât en ce Pais-là.

I. ARTICLE.

Que le Comte de Bristol fut employé par le Roi défunt dans les années 1621 , 1622 , & 1623. en qualité d'Ambassadeur , auprès de Ferdinand Empereur , & ensuite , auprès de Philippe IV. Roi d'Espagne. Que sa Commission & ses Instructions portoient , qu'il eût à traiter avec lesdits Empereur & Roi d'Espagne , sur l'entière restitution des Terres , Domaines , & possession de l'Electeur Palatin , Epoux de la Fille unique du Roi , lesquelles Terres , &c. avoient été enlevées audit Comte Palatin , injustement & par la force des armes , par lesdits Empereur & Roi d'Espagne , ou autres , & pour conserver ce qui n'étoit pas encore perdu , & qui se trouvoit sous la protection du Roi , pour l'usage dudit Comte Palatin & de ses Enfants. Qu'un autre Article de sa Commission étoit de traiter avec le Roi d'Espagne , du Mariage de son Altesse le Prince Charles Héritier présomptif de Sa Majesté , & à présent Roi , avec l'Infante Doña Maria Sœur du Roi d'Espagne. Que ledit Comte , contre son Serment d'allégeance & le devoir d'un Ambassadeur , voulant favoriser les desseins du Roi d'Espagne , contre le Roi son Souverain Seigneur , ses Enfants , Amis , & Alliez , a , faussement , volontairement , & traîtreusement , comme traître au Roi , informé Sa Majesté & les Ministres d'Etat , par plusieurs Dépêches & Messages envoyez de Madrid , & confidemment & résolument assuré , que l'intention de l'Empereur & du Roi d'Espagne , étoit de faire une effective & entière restitution desdites Terres & Domaines , audit Comte Palatin & à ses Enfants , aussi bien que de sa Dignité Electorale. Il a assuré de plus , que le Roi d'Espagne avoit réellement intention d'accomplir ledit Mariage entre l'Infante sa Sœur & le Prince , à présent notre Souverain , suivant les Articles auparavant proposez entre les deux Rois. Que néanmoins , la vérité est , que lesdits Empereur & Roi d'Espagne , ou aucun d'eux , n'ont jamais eu intention de faire ladite restitution , ni d'accomplir le Mariage selon les Articles proposez : que leur unique but étoit de gagner du tems par le moyen de ces Négociations , pour faire leurs propres affaires , au détriment de ce Royaume , ce que ledit Comte ne pouvoit pas ignorer. Qu'ainsi le feu Roi trompé par les fausses assurances à lui données par ledit Comte de Bristol , a laissé échapper les occasions qui se sont présentées , & par-là , les Terres dudit Comte Palatin , avec la Dignité Electorale , ont été perduës. Que ce qui restoit encore audit Comte Palatin , & qui étoit sous la protection du Roi , lui a été enlevé , & que la Prin-

cesse

celle Elisabeth sa Femme, & leurs enfans, en sont entierement dépouillez, au grand deshonneur du Roi Jacques, au grand dommage de ses Enfans & de leur postérité, & au grand découragement de plusieurs Princes d'Allemagne, & autres Rois & Princes Amis & Alliez de Sa Majesté.

I I.

Que ledit Comte de Bristol avoit reçu du feu Roi, des Instructions claires, pleines. entieres, & des ordres exprès de demander au Roi d'Espagne, une Réponse précise touchant lesdits Traitez : qu'il avoit parfaitement compris ces Instructions & ces ordres, & qu'il connoissoit bien aussi, combien les affaires de Sa Majesté requéroient une prompte conclusion de ses Négociations. Que néanmoins, ledit Comte, contre son devoir, a volontairement & traîtreusement continué ces mêmes Négociations sur des généralitez, sans presser le Roi d'Espagne d'en venir à une conclusion certaine, malgré les ordres qu'il en avoit reçus, & avoit intention de les continuer de même sur des généralitez, sans rien conclurre, au grand deshonneur de Sa Majesté, au grand danger de sa personne, de sa Couronne, de ses Etats, & de ses Alliez.

I I I.

Que ledit Comte de Bristol, dans les années ci-dessus, pour empêcher le feu Roi de prendre les armes contre l'Espagne, & de se mettre en état de se défendre, & de protéger ses Alliez, de l'invasion projetée par le Roi d'Espagne qui aspire à la Monarchie Universelle dans ces parties occidentales du Monde, a exagéré la grandeur & la puissance du Roi d'Espagne, en représentant au feu Roi, les dangers auxquels il s'exposeroit en entreprenant une telle Guerre, & en lui disant, que si cela arrivoit, il pouvoit compter, que durant tout le reste de sa vie, il ne seroit plus en état, ni d'aller à la chasse, ni de prendre tranquillement ses repas. Par ces insinuations artificieuses, ledit Comte a retardé la résolution de faire la Guerre à l'Espagne, empêché Sa Majesté de se mettre en état de résister à ses ennemis, & lui a fait perdre des occasions qui ne peuvent plus se retrouver, au grand deshonneur & dommage de ce Royaume.

I V.

Que ledit Comte de Bristol, avant que de partir pour son Ambassade, ayant eu diverses conversations avec des personnes dont quelques-uns lui disoient qu'il y avoit peu d'apparence qu'il réussit dans sa Négociation, avoit répondu traîtreusement, & contre son devoir, qu'il en demeurait d'accord, mais qu'il se soucioit peu que l'affaire réussit ou non; qu'il prendroit soin de se nantir de bonnes instructions lesquelles il suivroit ponctuellement, & que de quelque maniere que les affaires tournassent, il feroit par-là sa fortune. Il paroît donc clairement, que l'intention dudit Comte n'étoit pas de servir le Roi, mais de travailler à son propre avancement.

V.

Que depuis le commencement de sa Négociation, & durant tout le tems de son Ambassade, ledit Comte, contre son devoir envers Dieu, & la Religion professée en Angleterre, la Paix de l'Etat & de l'Eglise, se proposoit, en cas que ce Mariage s'accomplit par son Ministère, de favoriser & avancer la Religion Romaine, dans tous les Etats de S.M. avec ceux qui en font profession,

& de décourager ceux qui professent la véritable Religion. Que dans cette vûë , durant toute son Ambassade , il a , par ses Lettres , & par d'autres moyens , conseillé au Roi de mettre en liberté les Prêtres Romains & Jésuites emprisonnez selon les Loix du Royaume , d'accorder une entiere tolérance aux Papistes , & d'imposer silence aux Loix qui étoient en force contre eux.

V I.

Que par les fausses informations données par ledit Comte , durant son Ambassade , & par les Assurances qu'il donnoit au Roi & au Prince , il entretenoit leurs espérances : mais que le tems s'écoulant sans qu'ils en vissent aucun effet , ils avoient enfin commencé à soupçonner qu'il n'y eût peu de sincérité dans cette Négociation. C'est ce qui obligea le Prince , pour l'amour qu'il avoit pour sa Patrie , pour le bien de ses Amis & Alliez , & pour la Paix du Royaume , d'entreprendre un long & dangereux voyage en Espagne , afin de pouvoir , ou conclurre promptement les Traitez , ou découvrir que l'Empereur & le Roi d'Espagne n'avoient pas véritablement intention de conclurre , à quelque condition honorable que ce pût être , auquel cas , il étoit à propos de les rompre. Par ce voyage , la personne du Prince Héritier présomptif du Royaume , & en sa personne , la Paix & la sûreté de ce Païs furent exposées à un danger si apparent , & si inévitable , que le seul souvenir fait trembler tous les bons Sujets.

S E C O N D E P A R T I E.

De ce que le Comte a fait pendant que Sa Majesté a été en Espagne.

V I I.

Qu'à l'arrivée du Prince , dans le tems que sa personne étoit au pouvoir d'un Roi de la Religion Romaine , le Comte de Bristol voulut lui persuader de changer de Religion , ce qui se passa de cette sorte.

Le Prince étant arrivé , le Comte lui demanda ce qu'il venoit faire en Espagne. Le Prince ne comprenant point sa pensée , lui répondit , *Vous le savez aussi bien que moi.* A quoi le Comte repliqua , *Les Serviteurs ne peuvent jamais servir leurs Maîtres avec industrie , quoi qu'ils puissent le faire avec fidélité , s'ils ne sont pas parfaitement instruits de leurs desseins. Je vous supplie donc de me donner la permission de vous informer de ce qui se dit en cette Ville , de votre venue. C'est que vous avez dessein de changer de Religion , & d'en faire ici la Déclaration.* Ensuite pour déguiser sa pensée , il ajouta : *Ce n'est pas que je veuille vous conseiller de le faire , ni de suivre votre exemple , si vous le faites , mais comme un Serviteur fidelle , si vous voulez me confier un si grand secret , je ferai mes efforts pour que l'affaire se fasse le plus discrètement qu'il sera possible.* Le Prince ému par ce discours lui répondit en ces termes : *Qu'est-ce que vous avez trouvé en moi , qui puisse vous donner lieu de croire , que je sois si lâche que de changer*

changer de Religion pour acquérir une Femme? Le Comte lui repliqua, qu'il lui demandoit pardon s'il l'avoit offensé, & que son intention n'avoit été que de lui rendre service. Ces sortes d'insinuations étoient d'autant plus dangereuses qu'elles étoient plus subtiles. Au lieu que s'il avoit trouvé le Prince chancelant dans sa Religion, il auroit été de son devoir, comme un fidelle Serviteur de Dieu & de son Maître, de prévenir son erreur, & de le fortifier dans la vraie Religion, afin d'éviter par-là les fâcheuses conséquences dont la Religion & l'Etat étoient menacés, si une telle chose fût arrivée.

VIII.

Que pendant le séjour du Prince en Espagne ledit Comte étant en conversation avec Son Altesse, & parlant de la Religion Romaine, il voulut lui persuader de changer de Religion, & de devenir obéissant à l'autorité usurpée du Pape; que dans cette vûë, il dit, que l'Angleterre n'avoit jamais fait rien de grand, que pendant qu'elle avoit été soumise au Pape de Rome, & qu'il étoit même impossible, que, sans cela, elle fût rien de remarquable.

IX.

Qu'un jour, le Prince étant en conférence avec ledit Comte de Bristol & d'autres, sur la proposition que le Roi d'Espagne avoit faite, que le Fils aîné du Comte Palatin épousât une Fille de l'Empereur, & qu'il fût élevé à la Cour de Vienne, ledit Comte de Bristol trouva que cette proposition étoit raisonnable. Sur cela, le Chevalier Aston ayant dit qu'il craindroit d'exposer sa tête, s'il donnoit son consentement à cette proposition, le Comte de Bristol repliqua, qu'il n'y voyoit pas un grand inconvénient, puisque cela n'empêcheroit pas que le Prince Palatin ne fût élevé dans sa propre Religion. Mais lorsqu'on lui objecta le grand danger où ce Prince seroit exposé, & en quelque maniere, l'impossibilité qu'il en échapât, le Comte répondit, que, sans quelque grande action, il étoit impossible de rétablir la Paix dans la Chrétienté. Ce Conseil étoit si dangereux & si désespéré, qu'un Prince, si proche de la Couronne d'Angleterre, fût mis en risque d'être empoisonné dans sa Religion, & de devenir l'Ennemi de l'Etat, que les conséquences en étoient infiniment dangereuses, tant pour cetems-là, que pour l'avenir. C'étoit à cela que conduisoient le Comte, sa haine pour notre Religion, son aveuglement & son affection pour la Maison d'Autriche.

TROISIEME PARTIE,

De ce que le Comte a fait depuis le retour de Sa Majesté, de son voyage d'Espagne.

X.

Qu'encore que le Prince trouvât que le Roi son Pere & lui étoient abusez, & qu'à cause de cela, il eût résolu de quitter la Cour d'Espagne, néanmoins, comme il vouloit exécuter ce dessein d'une maniere honnête & civile, il laissa, entre les mains du Comte de Bristol, une Procuration pour que l'Infante pût être épousée en son nom, laquelle Procuration ledit Comte devoit re-

mettre au Roi d'Espagne, aussi-tôt que la Dispense seroit venue de Rome, ledit Comte prétendant que le Roi d'Espagne insistoit sur ce point, sans quoi il ne vouloit pas conclurre le Mariage. Le Prince craignant qu'après la cérémonie, l'Infante ne se retirât dans un Monastere, & qu'il ne se trouvât privé de sa Femmes écrivit de Segovie audit Comte, pour lui ordonner de ne faire point usage de la Procuration, avant qu'il eût des assurances sur ce sujet. Le Comte reçut cette Lettre, & par sa prompte Réponse, il tâcha de dissuader le Prince de prendre cette précaution, promettant néanmoins d'obéir. Peu de tems après, le Prince lui écrivit, pour lui dire, qu'il le dispensoit d'obéir à ce que le Roi son Pere lui avoit commandé. Mais par le même Courier, le feu Roi lui donna des ordres exprès, de ne se hâter point de livrer la Procuration, jusqu'à ce que le Traité touchant le Palatinat fût conclu, disant, qu'il ne vouloit pas que l'une de ses Filles eût sujet de se réjouir, pendant que l'autre pleurerait. Mais quoi qu'il y eût quelque méprise dans cette Dépêche, elle fut corrigée dans une suivante par laquelle ledit Comte étoit lié aux mêmes restrictions. Le Comte reçut cette Lettre, comme il le reconnut dans une Lettre postérieure, dans laquelle il promettoit d'obéir ponctuellement aux ordres du Roi. Cependant contre son devoir & allégeance, il déclara, dans une Lettre qu'il écrivit immédiatement après, qu'il avoit fixé un jour pour la cérémonie du Mariage, quoi qu'il n'eût aucune assurance, & sans avoir même traité sur les choses qui lui avoient été commandées comme des conditions nécessaires. Le jour marqué étoit même si proche, que, sans une extrême diligence, & si Dieu n'eût pas fait prospérer le voyage du Courier, le Prince se seroit trouvé lié, sans être sûr d'avoir une Femme, & sans aucune assurance touchant les Articles temporels. C'est ce que le Comte hazarda pourtant, par une extrême présomption, & contre les Instructions qu'il avoit reçues. Que si ce malheur n'avoit pas été prévenu par la vigilance du Roi, il n'auroit pû que tourner à son deshonneur & à son préjudice.

X I.

Enfin, ledit Comte a grièvement offensé Sa Majesté en présentant à cette honorable Chambre, une Requête scandaleuse contre l'honneur du feu Roi, & contre Sa Majesté même, ce qui ne peut être souffert dans un Sujet, par son Souverain. Car dans un des Articles de sa Requête, il donne au Roi un démenti positif, en offrant de faire voir la fausseté de la Relation faite par le Duc de Buckingham aux deux Chambres du Parlement, quoique cette Relation eût été attestée par Sa Majesté même qui y ajoûta diverses particularitez.

Signé ROBERT HEATH,
Procureur Général.

Après que le Comte de Bristol eut entendu la lecture de son accusation, il dit aux Seigneurs,

Que le dix-neuvième d'Avril, il avoit présenté sa Requête à la Chambre, pour demander d'être oïi dans l'accusation qu'il vouloit intenter contre le Duc de Buckingham, & que c'étoit pour cela, qu'il étoit accusé de haute trahison. Qu'il avoit informé le feu Roi de l'infidélité du Duc, & que c'étoit par cette raison, que le Duc avoit fait en sorte, qu'il avoit été envoyé à la
Tour,

Tour, immédiatement après son retour d'Espagne. Qu'il avoit souvent importuné le feu Roi de vouloir l'ouïr lui-même, & que Sa Majesté le lui avoit promis. *Je souhaite*, ajouta-t'il, *que cette promesse ne lui ait pas fait du tort; car il mourut bien-tôt après.* Il prit à témoin le Grand Chambellan de ce qu'il avançoit touchant cette promesse du Roi. Il pria les Seigneurs de remarquer, que leur Chambre étoit saisie de sa Requête, & de son accusation contre le Duc, c'est pourquoi il les supplioit de recevoir cette accusation contre le Duc & contre le Lord *Conway*; de n'invalider point son témoignage contr'eux, sous prétexte de l'accusation intentée contre lui par Sa Majesté, & de ne pas permettre qu'il fût solennellement accusé, avant qu'ils eussent entendu la charge qu'il avoit à produire contre ces deux Seigneurs.

Après cela, il présenta ses Articles d'Accusation contre le Duc & contre le Lord *Conway*, lesquels furent lus par le Clerc de la Chambre, après quoi il se retira, la Chambre ayant ordonné que ces Articles seroient lus sur le champ.

Peu de jours après, le Comte ayant été remené à la Barre, eut toute la liberté qu'il pouvoit souhaiter de parler pour sa défense.

Premièrement, il demanda pardon des termes dont il s'étoit servi la première fois qu'il avoit été amené devant eux, avouant qu'il étoit alors dans la passion, une accusation de haute trahison ne pouvant qu'émouvoir un honnête homme; mais il promit d'être plus modéré dans la suite. Après cela, il remercia humblement les Seigneurs de leur maniere de procéder contre lui, & désira de sçavoir du Procureur Général, si c'étoit-là tout ce dont il étoit accusé. Le Procureur Général répondit, qu'il n'avoit pas eu ordre de dire autre chose contre lui; que peut-être, dans l'examen des Articles, il pourroit se présenter quelque particularité qui pourroit être pressée; mais qu'il n'y auroit point de nouvelle matiere.

Le Comte demanda encore au Procureur Général, qui étoit son accusateur? Le Procureur Général répondit que c'étoit le Roi même qui lui avoit ordonné de l'accuser, qui avoit dirigé sa Relation, & qui y avoit corrigé & ajouté diverses choses. Sur cela, le Comte dit, qu'il ne voudroit pas contester contre le Roi, & qu'il ne lui convenoit pas de le faire, n'estimant pas assez sa vie ni ses biens, pour vouloir les sauver en disputant contre son Souverain. Qu'il ne répondroit rien, si son honneur & sa Religion n'y étoient pas intéressés, autant que sa vie. Mais que ceci devant passer à sa postérité, il supplioit très-humblement Sa Majesté par cette raison, de ne s'offenser point de sa juste défense. Que néanmoins, il étoit prêt à faire tout ce qu'il plairoit à Sa Majesté de lui ordonner, & qu'il souhaitoit de tout son cœur, qu'il pût se trouver quelque moyen qui pût lui procurer l'honneur de rendre ses respects au Roi en personne, & qu'il se soumettroit sans résistance, à quelque Acte que ce fût d'humiliation, qu'aucun Sujet pût faire à son Souverain, pourvu qu'il ne fît point de tort à son innocence. Qu'il supplioit très-humblement Sa Majesté de s'asseoir sur le Trône de sa Justice & de déclarer que sa volonté est que le Duc & lui soient traités également, & que la cause de l'un ne soit pas préférée à celle de l'autre. Que c'étoient-là ses humbles demandes; qu'il supplioit les Seigneurs de les présenter à Sa Majesté, & de considérer, de quelle conséquence il seroit, que le Roi fût l'Accusateur, le Juge, le Témoin, & celui à qui la Confiscation devoit revenir. Quant

aux Articles de son accusation ; qu'il avoit déjà répondu à tous , excepté à ceux qui étoient tirez de sa Requête , & qu'il ne faisoit aucun doute , qu'il ne se justifiât clairement sur chacun en particulier. Qu'il ne s'attendoit pas à être accusé de nouveau des choses dont il s'étoit déjà justifié , mais plutôt d'avoir eu quelque intelligence criminelle avec l'Espagne : d'avoir reçu vingt-mille livres sterling , pour faire rendre quelque Place dont la Couronne étoit en possession , comme pourroient être *Flessingue* & la *Brille* ; ou pour avoir servi d'instrument à faire livrer les Vaisseaux du Roi à une Puissance étrangère , pour les faire servir contre ceux de notre Religion : pour avoir revelé des secrets qui ne pouvoient être connus que de deux ou trois personnes : pour avoir traité de grandes affaires sans autorité , & sans aucune Instruction formelle : pour s'être laissé corrompre par quelque Prince étranger , & pour en avoir reçu quelque récompense : pour avoir violé ses Instructions , dans quelque affaire Ecclésiastique : ou enfin pour avoir commis ce que les Loix appellent un *acte ouvert* de déloyauté (1) : & non pas d'être accusé , après sept Ambassades , de quelques discours particuliers , & des conséquences qu'on en tire.

Après cela , le Comte demanda qu'il plût aux Seigneurs de lui faire donner copie de son Accusation , de lui accorder un tems suffisant pour se préparer à y répondre , & de lui assigner un Conseil pour lui aider à se défendre. Il ajouta , qu'il y avoit une grande différence entre la condition du Duc de Buckingham & la sienne. Que quoi que le Duc fût accusé de trahison , il étoit en liberté , & en faveur auprès du Roi , au lieu que pour lui , étant accusé des mêmes choses auxquelles il avoit depuis long-tems répondu , il étoit néanmoins prisonnier. C'est pourquoi il demandoit , qu'on les mît tous deux dans un même état. Qu'ayant déjà donné des Articles d'accusation contre le Lord *Comway* , il demandoit que ce Seigneur ne se mêlat point de cette affaire , & qu'il ne se servit pas contre lui du nom du Roi *ex officio*. Il pria encore les Seigneurs , d'intercéder pour lui envers Sa Majesté afin qu'il lui plût de faire porter dans la Chambre , les Lettres de ses Ambassadeurs , & particulièrement celles du Chevalier *Alton* , desquelles il pût avoir la liberté de se servir pour sa défense & pour ses preuves. Enfin , il supplia les Seigneurs de l'écouter avec patience dans l'exposition qu'il alloit faire de sa cause. Il ajouta , qu'il avoit eu l'honneur de servir Sa Majesté d'heureuse mémoire , pendant l'espace de vingt-ans ; long-tems comme Conseiller Privé , & dans sept Ambassades. Que , durant tout ce tems-là , il n'avoit jamais reçu , par rapport à ses Négociations , aucune reprimande , ni aucune parole fâcheuse du Roi , jusqu'au retour du Duc de Buckingham de son voyage d'Espagne. C'est pourquoi , c'étoit à ce point qu'il alloit commencer sa Relation : ce qu'il fit en cette sorte.

Le propre jour que Sa Majesté partit pour s'en retourner en Angleterre , il lui plut de me dire , que je ne l'avois jamais offensé , & il me fit l'honneur de me confier sa Procuration pour son Mariage. Après son retour en Angleterre , il m'écrivit quelques Lettres où il ne paroissoit aucune marque de chagrin contre moi , ni la moindre défiance de ma fidélité. Dans ce même-tems , j'écrivis diverses Lettres à Sa Majesté , ainsi que j'y étois obligé , & non pas en vûe de lui cacher l'état de ses affaires , à quoi aucune chose du monde n'au-
roit

(1) Le Duc de Buckingham étoit accusé par le Public de toutes ces choses.

roit pû me porter. Je disois au Roi dans ces Lettres, avec autant de candeur que de vérité, que je concevois, que les mécontentemens que le Duc avoit donnez à la Cour d'Espagne, ne pouvoient manquer de mettre ses affaires en desordre, ou les ruïner entièrement. *Hinc illa lachryma.* Le Duc eut connoissance de ces Lettres, & de peur qu'à mon retour, je ne découvrisse au Roi ses mauvaises pratiques, & sa conduite en Espagne, il résolut en lui-même de m'empêcher d'avoir aucun accès auprès de Sa Majesté. Ce fut par cette raison, qu'il s'efforça de faire en sorte, que je fusse envoyé à la Tour, immédiatement après mon arrivée en Angleterre. Mais comme il conçut que le Marquis d'Hamilton pourroit s'opposer à ses efforts, à cause de notre amitié, & de l'Alliance que nous allions faire ensemble, il le pressa fortement de ne s'y opposer point, & le pria même d'agir auprès de Mylord Grand Chambellan, afin qu'il le secondât, protestant que son dessein n'étoit pas de me faire du tort, mais que c'étoit seulement qu'il craignoit, que si j'étois admis à l'audience du Roi, j'en apportasse quelque obstacle au cours des affaires. Mais ces deux Seigneurs pleins d'honneur n'en voulurent point entendre parler, & ainsi l'intention du Duc demeura pour cette fois sans effet. Ce dessein n'ayant pas réussi au Duc, il prit le parti de tâcher de m'intimider. Pour cet effet, il commença par me diffamer devant les deux Chambres du Parlement, & fit entendre à quelques personnes, que si je ne demeurois pas-là où j'étois, & si je n'acceptois pas les grandes offres qui m'étoient faites en Espagne, je pourrois bien m'en repentir. Tout cela se faisoit pour m'épouvanter, & pour m'empêcher de retourner en Angleterre.

En cet endroit, le Comte de Bristol ayant prié le Grand Chambellan, de dire ce qu'il savoit, le Grand Chambellan attesta, que ce qu'il venoit de dire touchant le Duc de Buckingham, le Marquis d'Hamilton, & lui-même étoit vrai. Après cela le Comte de Bristol continua ainsi son discours.

La connoissance des calomnies que le Duc avoit répandues contre moi, vint à ma connoissance dans le tems que j'étois à Bourdeaux, venant en Angleterre à petites journées, avec ma famille. J'avois auparavant dépêché un Courier au Lord Conway, pour lui demander, s'il étoit nécessaire, pour les affaires du Roi, que je hâtasse mon retour en Angleterre, & le Lord Conway m'avoit répondu, que je pouvois faire mon voyage à loisir. Dans ce même tems, le Duc m'attaquoit dans le Parlement, comme vos Seigneuries peuvent bien s'en souvenir. Mais je puis assurer, que dans tout ce que le Duc dit alors de moi, il y avoit à peine un seul mot qui ne fût pas ou contraire, ou opposé à la vérité.

Je pris la poste à Bourdeaux, pour me hâter d'arriver, dans l'espérance de pouvoir justifier mon honneur devant les deux Chambres du Parlement, avant qu'il se séparât. Lorsque je fus arrivé à Calais, je fis demander en Angleterre, un Vaisseau du Roi pour passer la Mer, & il en fut ordonné un publiquement. Mais quoi que le vent fût très-favorable, & que d'ailleurs, il y eût à Boulogne plusieurs Vaisseaux du Roi qui avoient servi à transporter le Comte de Mansfeldt, & qui auroient pû être à Calais dans trois heures, après huit jours d'attente, je ne vis arriver aucun Vaisseau. Ainsi, dans la crainte que le Parlement ne se séparât, je me vis obligé de passer la Mer, dans un bateau à rames, quoi que j'eusse avec moi des joyaux du Roi, pour la valeur de plus de quarante-mille livres sterling.

Lorsque

Lorsque je fus arrivé à Douvre, j'espérai que si on différoit à m'arrêter jusqu'à ce que je fusse à Londres, je pourrois aller directement me présenter au Roi : mais le Duc de Buckingham n'avoit garde de le souffrir. Je reçus à Douvre même une Lettre de Mylord Conway, par laquelle il m'étoit ordonné de me retirer dans ma maison, avec défense de paroître à la Cour ou en présence du Roi, jusqu'à ce que j'eusse répondu à certaines questions que le Roi me feroit faire par des Seigneurs de son Conseil. Sur cela, je fis demander au Roi quelle étoit la cause de ma disgrâce. Sa Majesté répondit que je n'avois pas été arrêté pour quelque mauvais dessein qu'on eût contre moi, mais pour mon propre bien, & pour empêcher que je fusse violemment attaqué par le Parlement. Le Duc répondit la même chose à quelques-uns de mes Amis. Ainsi, de tout ce que j'ai souffert c'est le Duc de Buckingham qui en est l'auteur, sous prétexte de me favoriser. Cependant, après avoir sçu la Réponse du Roi, je fis prier Sa Majesté de ne pas craindre de m'exposer au Jugement du Parlement : que si je ne l'avois pas servi avec fidélité, je ne méritois point de faveur, mais au contraire, d'être rigoureusement traité. Je pressai Sa Majesté sur ce sujet, autant que mon devoir le put permettre, mais je n'en pus avoir d'autre Réponse, sinon qu'en peu de jours, il termineroit mon affaire. Environ ce même-tems, le Parlement fut dissous.

Cependant, je continuai mes sollicitations auprès de Sa Majesté pour être admis en sa présence, sur quoi il me fit dire, & confirma ses paroles par un Serment, qu'aussi-tôt que j'aurois répondu aux questions qu'on devoit me faire, il me verroit & m'entendrait, ajoutant qu'il s'étonnoit que je formasse quelque doute sur sa promesse. Je sollicitai donc de tout mon pouvoir, pour obtenir qu'on m'envoyât ces questions qui devoient être prêtes en peu de jours selon qu'on me l'avoit promis. Dans cet intervalle, le Roi souhaitant que mon affaire s'accommodât, me fit dire secrètement par un Gentilhomme, qui est prêt à l'attester, que j'écrivisse une Lettre honnête au Duc de Buckingham, & que je laissasse à Sa Majesté le soin de faire le reste. Sur cela, le Duc m'envoya un Gentilhomme nommé Monsieur Clarke, avec de belles propositions, offrant de me procurer tout ce que je pourrois raisonnablement prétendre, excepté l'honneur d'être admis à la présence du Roi, pendant quelque-tems. Monsieur Clarke me dit de plus, que le Duc souhaitoit de pouvoir disposer de ma Charge de Vice-Chambellan, parce qu'il s'y étoit engagé. Je répondis, que si je consentois à cela, ce seroit me déclarer coupable, à quoi aucune considération du monde ne pourroit jamais me porter. Je fis connoître à ce Gentilhomme le tort que le Duc m'avoit déjà fait, & qu'il lui seroit plus honorable de m'en faire quelque réparation, que de m'opprimer davantage. Je dis de plus à Monsieur Clarke, quoi que sans le prier de le dire au Duc, mais seulement pour son instruction particulière, combien peu il étoit à propos pour le Duc de presser l'explication des choses dans lesquelles il ne pouvoit que se sentir lui-même coupable, & faire connoître mon innocence. Outre cela, je lui fis voir un Ecrit que j'avois préparé pour le Roi, contenant certains Articles dans lesquels le Duc avoit parlé de Sa Majesté avec mépris.

Monsieur Clarke ayant fait au Duc son rapport, le Duc, dès le lendemain, m'écrivit une Lettre datée du septième de Juillet, dans laquelle il me disoit, qu'il

qu'il avoit eu intention d'accommoder mon affaire : mais qu'il se sentoit offensé de ce que j'avois dit à Monsieur Clarke, à moins que je ne voulusse en témoigner mon repentir. Je lui répondis avec la droiture qui convient à un homme d'honneur. Ainsi, le cours de la médiation fut interrompu, & le Duc étoit tellement en colere contre moi, qu'il jura, qu'il me mettroit en danger de perdre ma tête sur un échafaut. Je supplie V. S. de bien remarquer, que le Roi étoit si éloigné de me croire coupable, qu'on lui entendit souvent dire & jurer, qu'il me tenoit pour honnête homme, & qu'il vouloit bien répondre pour moi, que je n'avois commis ni félonnie ni trahison. C'est ce que plusieurs sont prêts à déposer, & qui se trouve confirmé par la bonté qu'eut Sa Majesté de permettre à toutes sortes de gens, & même aux Conseillers Privez & au Secrétaire d'Etat, de me venir voir. J'eus même la liberté d'entretenir commerce avec les Ambassadeurs d'Espagne, & avec le Pere *Maestro*, comme Mylord Conway le sçait bien, puisque ce fut de lui qu'il en reçut la permission de S. M.

Mon affaire étoit entre les mains des Commissaires qui devoient dresser l'Interrogatoire dont il a été parlé ci-dessus, & quoiqu'ils eussent promis qu'il seroit prêt dans peu de jours, on usa de tant d'artifices, qu'il fallut y employer six ou sept semaines. Le but de ce délai étoit de faire en sorte, que comme le Roi devoit commencer son voyage ordinaire, il n'y eut pas moyen d'éclaircir l'affaire jusqu'à son retour. Ainsi, dans la supposition que j'emploierois quelque tems à répondre à un Interrogatoire d'une si grande conséquence, consistant en vingt Articles, il ne me fut envoyé que peu de jours avant le départ du Roi. Mais je fis une extrême diligence, & offris de répondre en personne & verbalement, quand même ce seroit en qualité de délinquant. Sa Majesté répondit gracieusement, que pour me donner une marque de sa faveur, & pour ne me pas faire du tort, il ne vouloit point m'admettre à répondre de cette manière, mais que j'envoyasse ma réponse, & qu'il mettroit fin à cette affaire. C'est ce que je puis faire voir par les Lettres. Mais le Duc se trouvant embarrassé, & voulant me tenir plus long-tems éloigné de Sa Majesté, souhaita qu'on me demandât encore quelques autres choses, à quoi le Roi consentit enfin, après en avoir été instamment sollicité, mais à condition que ces questions me seroient envoyées sur le champ. Mais par les mêmes artifices, on différa de m'envoyer ces questions, jusqu'à ce que le Roi eût commencé son voyage. Alors, le Lord Conway m'écrivit, que véritablement il avoit ordre de m'envoyer quelques questions; mais que son affection pour moi l'avoit obligé à différer, à moins que je ne l'en priasse moi-même. Sur cela je lui écrivis pour le prier instamment de me les envoyer. Il me répondit, qu'il souhaitoit plutôt, que l'affaire finît par un accommodement, puisqu'en suivant ma méthode, je ne faisois qu'augmenter la colere du Duc. Que néanmoins, si je voulois absolument avoir les questions, on me les enverroit. Mais après qu'on fut parvenu au but qu'on s'étoit proposé de me tenir éloigné du Roi, on n'a plus entendu parler de ces questions jusqu'à ce jour.

Tout de même, après que j'eus donné mes Réponses à l'Interrogatoire, plusieurs des Commissaires ne firent pas difficulté de déclarer qu'ils en étoient satisfaits. Mais quand on s'aperçut que les Commissaires étoient dans la

disposition de m'absoudre, & que par-là, il étoit apparent que je serois rétabli dans la faveur du Roi, on ne leur permit plus de s'assembler. C'est un procédé si étrange qu'il n'est guères possible de trouver un exemple semblable : qu'une Commission soit ordonnée pour condamner s'il y a lieu, & non pas pour absoudre.

Le voyage du Roi étant fini, je recommençai mes sollicitations auprès de Sa Majesté. J'écrivis même au Duc de Buckingham qui m'envoya quatre ou cinq propositions tirées de mon premier Interrogatoire, & me fit dire, que si je voulois les avoier, il emploieroit tout son crédit pour me remettre en faveur auprès du Roi & du Prince, mais qu'autrement, je n'avois qu'à mettre ma main sur mon cœur, & que c'étoit ce qu'il pouvoit faire de mieux. A la tête de ces propositions, il avoit écrit ces paroles. *C'est une chose qui n'est pas accordée, que le Comte de Bristol dans ses Réponses à son Interrogatoire ait satisfait Sa Majesté, le Prince, ou moi, touchant son innocence.* Grande présomption à un Sujet, que de se mettre ainsi en même rang avec son Roi.

Ces propositions étoient si injustes, que j'écrivis au Duc, qu'au lieu d'une Confession, je lui enverrois une Réponse, à laquelle, si lui-même, ou qui que ce fût, étoit capable de repliquer, je voulois bien me soumettre à tout ce qu'on pourroit demander de moi. Mais cela ne satisfit point le Duc, quoique le Roi en parût content. En effet, Sa Majesté dit en sa présence *que c'étoit une Tyrannie que de vouloir obliger un Innocent à confesser des fautes dont il n'étoit pas coupable.* Sur cela Sa Majesté me fit dire, que je préparasse ma Réponse, mais que je me gardasse bien d'avoir des fautes que je n'avois point commises. Mais quoique j'eusse reçu ce Message de la propre bouche du Roi, comme je puis le prouver, le Duc ne laissa pas de m'écrire dans ce même tems, qu'il avoit été résolu en présence du Roi, que je devois faire la reconnaissance de la manière qu'elle m'étoit prescrite dans le papier qui m'étoit envoyé. Dans ce même tems encore, le Roi me fit dire, qu'il m'entendrait contre le Duc, comme il avoit entendu le Duc contre moi. C'étoit un peu avant qu'il tombât malade. Cependant, comme j'apprenois de plusieurs endroits que le Roi souffroit beaucoup, étant continuellement pressé par le Duc touchant mes affaires, je déclare que ce sont-là les souffrances que j'ai entendues l'autre jour, en parlant à V. S.

Je vous supplie très-humblement, Mylords, de m'accorder la permission d'insister sur quelques particularitez qui font voir que le Roi n'avoit pas mauvaise opinion de moi jusqu'à l'heure de sa mort. Plusieurs personnes sont prêtes à déposer qu'ils ont entendu dire au Roi, qu'il tenoit le Comte de Bristol pour un honnête homme, & qu'il vouloit bien recevoir de lui gracieusement & en bonne part, des bagatelles au lieu de présens. Enfin, il plût à Sa Majesté de m'accorder la liberté de venir à Londres, pour y vaquer à mes affaires, ce qui me fut notifié par une Lettre du Duc même. Sur cela, je fis dire au Duc, que mon dessein étoit d'aller reprendre mon logement à Whitehall. Mais le Duc tout en colere, répondit que je ne comprenois pas bien l'intention du Roi, qui entendoit seulement, que je pourrois venir à Londres pour mes affaires, en qualité de Particulier. C'étoit-là l'état où mon affaire se trouvoit, lorsqu'il plût à Dieu de retirer le feu Roi dans son repos.

A l'avènement de Sa Majesté à la Couronne, je lui écrivis une très-humble Lettre, pour implorer sa grace & sa bonté, & en même tems je priai le Duc de Buckingham d'être mon intercesseur. Le Duc me répondit par une Lettre du septième Mai 1625. que la résolution étoit prise de faire procéder contre moi, à moins que je n'avoüasse directement l'Article qu'on m'avoit auparavant pressé d'avoüer, & me disoit en me menaçant avec politesse, qu'il me conseilloit de faire de bonne heure ce qui m'étoit le plus avantageux. Cependant, il plut à Sa Majesté de me faire adresser une Sommation pour assister au Parlement, sur quoi j'écrivis au Duc que je ne ferois rien que ce que je croirois conforme à la volonté du Roi, à quoi il répondit en cette sorte : *J'ai informé le Roi des demandes que vous faites touchant la Sommation qui vous a été adressée pour assister au Parlement. Sa Majesté les prend en fort bonne part : mais il désire que vous cherchiez quelque excuse pour vous dispenser d'y assister en personne.* Sur cela je demandai une permission signée de la main du Roi, de m'absenter du Parlement. Mais au lieu de cela, je reçus du Lord Conway une prohibition expresse, & un ordre de demeurer aux arrêts, comme j'y étois du tems du feu Roi. Quoique j'eusse été mis dans une pleine liberté, je ne pûs néanmoins en faire convenir le Lord Conway. Après que je lui eus envoyé tous les papiers propres à l'en convaincre, ne sçachant que repliquer, il dit qu'il concevoit que ma liberté étoit expirée par la mort du Roi, bien qu'au contraire les arrêts dussent expirer, puisque la liberté est une chose naturelle. Depuis ce tems-là, je demurai neuf mois à la Campagne sans me remuer, & ce fut alors que je fus dépouillé de toutes les charges que j'avois possédées sous le dernier Regne. Quoique j'eusse engagé la plus grande partie de mon bien par les ordres de leurs Majestez, je ne pûs pas même obtenir la faveur de faire régler mes comptes, mais je n'en fis jamais aucune plainte. Cependant, le Roi étant sur le point d'être couronné, je ne crûs pas devoir laisser passer cette occasion de demander grace à Sa Majesté, les Rois ayant accoutumé dans cette conjoncture de dispenser plus libéralement leurs faveurs. J'écrivis donc à Sa Majesté & j'enfermai la Lettre dans une autre adressée au Duc de qui je reçus une Lettre toute écrite de sa propre main, dans laquelle étoit la Réponse du Roi. Celle-ci étoit bien opposée à un gracieux Message que j'avois reçu de Sa Majesté à l'occasion d'une maladie dont je fus attaqué après mon retour d'Espagne, & à ce que Sa Majesté avoit daigné dire à ma Femme, que je ne l'avois jamais offensé, & qu'à l'égard des fautes que je pouvois avoir commises, il ne les regardoit pas comme des crimes qui ne pussent être expiez par le moindre aveu. Cette Lettre étoit si différente de ces gracieuses expressions, que je ne sçai quel jugement en faire. Aussi n'ai-je pas pris la hardiesse d'y répondre, quoi qu'en remettant en mémoire à Sa Majesté les occasions & les circonstances des discours dont il se trouve choqué, je ne doute point que je ne fusse en état de lui donner une entière satisfaction, en sorte qu'il ne lui resteroit aucun scrupule.

La Sommation étant ainsi arrêtée, je m'adressai au Lord Garde du grand Sceau, pour le prier d'interceder pour moi auprès de Sa Majesté, mais toutes mes diligences ne produisirent aucun effet. Alors je pris la liberté de demander la médiation de cette honorable Chambre, qui jugea que je devois

recevoir la Sommation comme les autres Pairs. Mais le Duc de Buckingham, qui avoit déjà publié dans le Royaume plusieurs copies de la Lettre que le Roi m'avoit adressée, prit cette occasion pour lire cette même Lettre dans cette Chambre, comme V. S. peuvent bien s'en souvenir. Enfin, la Sommation me fut adressée; mais avec une prohibition de la main de Mylord Garde du grand Sceau. Cela fut cause que je m'adressai à cette honorable Chambre qui étoit déjà saisie de la cause, par la Requête que je lui avois présentée, & que je lui représentai les torts qui m'étoient faits, & accusai en même tems le Duc de Buckingham de divers crimes. C'est ce qui a produit contre moi une Accusation de trahison, comme on le prétend, quoique, pendant plusieurs années, on ne s'en fût pas avisé. Mais depuis que j'ai présenté une Requête contre le Duc de Buckingham, j'ai été amené à la Barre, comme Délinquant, pendant que le Duc que j'ai publiquement accusé, est assis dans cette Chambre en qualité d'un de mes Juges. C'est en quoi, comme dans ma vie, mes biens, & mon honneur, je me sou mets humblement à la justice de cette honorable Chambre.

Le Comte de Bristol ayant cessé de parler, on lui demanda quand il pourroit donner sa Requête. Il répondit, que ce seroit le plutôt qu'il lui seroit possible; mais qu'il ne pouvoit pas savoir combien il auroit lieu de faire usage de ces anciennes Lettres; sur quoi le Garde du grand Sceau lui dit, que le Procureur Général pourroit l'en informer. Alors le Procureur Général répondit que l'accusation du Comte ne remontoit pas plus haut que l'année 1621. & le Comte demanda que cette Déclaration fût enregistrée. Enfin, après que le Comte eut remercié la Chambre de l'audience qu'elle lui avoit accordée, il fut emmené par l'Huissier qui l'avoit en sa garde. Après cela, on lut en présence des Seigneurs l'accusation du Comte de Bristol contre le Duc de Buckingham, & contre le Lord Convvay Secrétaire d'Etat.

ARTICLES D'ACCUSATION PRESENTEZ

*à la Chambre Haute, par le Comte de Bristol, contre
le Duc de Buckingham, le 1. de Mai 1626.*

I. ARTICLE.

Que le Duc de Buckingham a complotté avec le Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne en Angleterre, dans l'année 1622. avant le retour dudit Ambassadeur en Espagne, de mener Sa Majesté alors Prince, en Espagne, pour le pervertir, & renverser par ce moyen, la Religion établie en Angleterre, duquel danger cette Nation a été délivrée, après Dieu, par la sage, religieuse, & constante conduite de Sa Majesté, vû les hardis & artificieux attentats dudit Duc, pour parvenir à cette fin.

II.

Que Monsieur Porter étoit du secret, & fut envoyé en Espagne : qu'après son retour, ce dessein fut continué par divers Messages & moyens propres à l'avancer. Que la conspiration fut effectivement exécutée, & que par un abus

abus criminel de la confiance du Roi & du Prince , on obtint leur consentement pour le voyage du Prince en Espagne. C'est-à-dire , après le retour de Porter , vers la fin de Decembre 1622. ou au commencement de Janvier 1623. quoique le Duc en eût formé le complot , plusieurs mois auparavant.

III.

Que le Duc de Buckingham , à son arrivée en Espagne , entretint les Ministres de cette Cour , dans l'opinion qu'il avoit de l'affection pour la Religion Papiste , en s'absentant des exercices de Religion constamment pratiqués dans la maison du Comte de Bristol , & fréquentez par tous les Protestans qui se trouvoient à Madrid , & en se conformant , pour plaire aux Espagnols , à diverses pratiques de leur Religion , jusqu'à s'agenouïller devant leur Sacrement , & que , de tems en tems , il leur donnoit des espérances de la conversion du Prince. Qu'il s'efforça de procurer cette aversion par tous les moyens possibles. Que par-là , il fut cause que les Ministres d'Espagne proposèrent des conditions , par rapport à la Religion , différentes de celles dont ils étoient convenus avec le Comte de Bristol & le Chevalier Aston , signées du Roi & du Prince , & auxquelles avoit été annexée une clause contenant la Réponse du Roi d'Espagne , datée le 12. de Decembre 1622. sçavoir , *qu'il jugeoit ces conditions suffisantes pour induire le Pape à accorder la dispense.*

IV.

Que le Duc de Buckingham avoit plusieurs fois , en présence du Comte de Bristol , pressé le feu Roi , à l'instance du Comte de Gondemar , d'écrire au Pape. Qu'ayant un jour porté au Roi une Lettre toute prête pour la lui faire signer , le Comte de Bristol , qui en fut informé par Sa Majesté même , s'y opposa par de si fortes raisons , que pendant qu'il fut en Angleterre , il ne fut pas possible au Duc de parvenir à ses fins. Mais peu de tems après son départ , le Duc obtint du Roi qu'il écrivit au Pape une Lettre , dans laquelle il le qualifioit , *Sanctissime Pater.*

V.

Que le Pape étant informé de la disposition du Duc en faveur de la Religion Romaine , lui adressa une Bulle en parchemin , pour l'exhorter à travailler à la conversion du Prince.

VI.

Que la conduite du Duc en Espagne fut telle qu'il irrita extraordinairement le Roi & ses Ministres contre lui , en sorte qu'ils ne voulurent plus entendre parler de réconciliation , ni traiter davantage avec lui. Que le Duc s'étant apperçu combien ce Mariage lui seroit désavantageux , s'efforça de le rompre , non pour servir l'Etat , ou qu'il n'approuvât pas le Mariage en lui-même , encore moins qu'il se fût apperçu , comme il l'a prétendu depuis , que les Espagnols n'avoient pas réellement intention de l'accomplir , mais pour ses propres intérêts , & pour satisfaire son ressentiment.

VII.

Que le Duc ayant intention de rompre le Mariage , se servit de divers moyens illégitimes pour y réussir , comme de faire usage des Lettres du Prince , pour ses propres fins différentes de celles pour lesquelles le Prince les

avoit écrites. De plus, en cachant au Roi des choses d'une grande importance, & que par-là, il renversa entierement les desseins de S. M. pour avancer les siens propres.

VIII.

Que comme ledit Duc avoit déjà abusé leurs Majestez par ses artîfices, il abusa aussi dans la suite, les deux Chambres du Parlement, par la fausse Rélation qu'il leur fit de la maniere dont les affaires avoient été conduites en Espagne, presque dans chaque point particulier de ce qu'il exposa devant les deux Chambres.

IX.

Pour ce qui regarde le scandale qu'il a causé en Espagne par sa conduite, comme par exemple, en employant son crédit pour faire donner des charges à des gens indignes, en vûë de les recompenser des services qu'ils lui avoient rendus dans ses débauches, ce sont des choses qu'il ne convient point au Comte de Bristol d'expliquer en détail, ni à cette honorable Chambre de les entendre : mais il laisse à la sagesse des Seigneurs d'ordonner jusqu'à quel point, ils souhaitent qu'elles soient examinées. On ne peut nier que ce ne soit un grand deshonneur pour la Nation Angloise, qu'une personne de la qualité du Duc, qui est honoré de si grandes charges, Conseiller Privé, Ambassadeur, si avant dans la faveur du Roi, & à qui seul la personne du Prince avoit été confiée, ait laissé après lui, par sa conduite, une réputation si scandaleuse, dans une Cour étrangere.

X.

Que le Duc de Buckingham a été, en grande partie, la cause de la ruïne du Prince Palatin & de ses Etats, autant que cette affaire a relation à l'Angleterre.

XI.

Que le Duc, dans sa Rélation aux deux Chambres du Parlement, a fait un tort insigne à l'honneur du Comte de Bristol, par ses calomnies, par divers moyens injustes, & que, par son crédit, il lui a fait le même tort, par rapport à sa liberté.

XII.

Que le Comte de Bristol découvrit au feu Roi, & de bouche, & par ses Lettres, de quelle maniere le Duc le desservoit, & abusoit de sa confiance. Que le feu Roi, par divers moyens, fit sçavoir audit Comte, qu'il pouvoit s'assurer qu'il l'entendrait, mais qu'il vouloit prendre son tems pour cela. Que peu de jours avant sa maladie, il lui fit sçavoir qu'il vouloit entendre ce qu'il avoit à dire contre le Duc, comme il avoit entendu le Duc contre lui, ce qui fut connu au Duc. Mais peu de tems après, le Roi tomba malade, & mourut, après avoir été beaucoup pressé & vexé par ledit Duc.

ARTICLES D'ACCUSATION PRESENTEZ

à la Chambre Haute par le Comte de Bristol, contre le
Lord Convvay, le 1. de Mai 1626.

I. ARTICLE

Que le Lord Conway est si dépendant du Duc de Buckingham, qu'il a fait dire tout naturellement au Comte de Bristol, que si ses differends avec le Duc ne s'accommodoient pas, il ne pourroit pas s'empêcher de se déclarer pour le Duc. D'où il suit, qu'il ne peut être Juge competent des affaires qu'il y a entre le Duc & le Comte.

II.

Que le Lord Conway fait profession de dire ouvertement, qu'il a été fait Secrétaire d'Etat par le Duc de Buckingham, & qu'il l'a reconnu par écrit. Qu'encore qu'il soit Secrétaire d'Etat du Roi, & Conseiller Privé, il commence ordinairement les Lettres qu'il écrit au Duc par ces mots, *Très-généreux Patron*.

III.

Que le Lord Convvay, comme créature du Duc de Buckingham, a servi d'instrument pour éloigner le Comte de Bristol de la présence du Roi, & pour l'envoyer en prison, par un ordre particulier signé de lui seul, sans qu'il puisse, comme le Comte de Bristol en est persuadé, produire aucun ordre du Roi pour justifier le sien.

IV.

Que pendant un an entier, le Lord Convvay a été cause que le Comte de Bristol a été tenu aux arrêts, en donnant de fausses informations à Sa Majesté & en procurant du Roi, une Lettre pour le faire arrêter, sur de faux fondemens. Qu'ensuite étant convaincu que le feu Roi avoit mis ledit Comte en pleine liberté, il prétendit que cette liberté expiroit avec la vie du Roi.

V.

Que la Mere du Comte de Bristol étant dans son Lit de mort, & ayant souhaité de voir son Fils pour lui donner sa dernière bénédiction, le Comte écrivit au Lord Convvay pour le prier de lui obtenir de Sa Majesté la permission d'aller voir sa Mere. Que le Lord Convvay différa de jour à autre de répondre, disant qu'à cause de la maladie du Duc de Buckingham, il ne pouvoit trouver l'occasion de demander audit Duc, la permission des'adresser au Roi pour cela. Qu'après avoir parlé au Duc, il donna une Réponse négative au nom du Roi. Que le Comte en ayant fait informer Sa Majesté par un des Gentilshommes de sa Chambre, le Roi se mit en grande colere, & dit en jurant, que le Secrétaire ne lui en avoit jamais parlé, & que c'étoit une barbarie que de refuser au Comte de Bristol cette permission. Qu'ensuite Sa Majesté lui fit sçavoir qu'il lui accordoit une entière liberté d'aller voir sa Mere. Que le Lord Convvay en ayant été informé lui envoya une permission

mission par écrit, mais avec des restrictions différentes de ce que le Roi avoit dit de sa propre bouche.

VI.

Que Sa Majesté ayant chargé le Lord Convay des affaires du Comte de Bristol, & ayant ordonné au Comte de s'adresser au Secrétaire d'Etat dans les occasions, ledit Secrétaire ne voulut jamais se charger d'aucun Message dudit Comte pour Sa Majesté avant qu'en avoir informé le Duc, & avoir reçu ses ordres, & que d'une manière noble & libre, il ne fit pas difficulté d'en faire avertir le Comte.

VII.

Que le Comte de Bristol reçut de la part de Sa Majesté un Interrogatoire contenant vingt Articles dressés par l'ordre des Commissaires nommez pour examiner la conduite du Comte, dans lesquels Articles il y en avoit qui emportoient la felonie & la trahison, & à la préparation desquels on avoit employé deux mois. Que Sa Majesté fit sçavoir au Comte, qu'après qu'il auroit ouï sa Réponse, & reçu satisfaction sur ce sujet, il termineroit son affaire. Que le Comte de Bristol donna une Réponse à laquelle il n'y avoit point de Replique, & dont plusieurs des Commissaires déclarerent ouvertement, qu'ils étoient contens. Mais le Lord Convay étant Secrétaire de la Commission, & celui qui en cette qualité devoit rassembler les Commissaires, comprenant que ledit Comte seroit absous, ne proposa jamais de les rassembler, & jusqu'à ce jour, il n'a pas permis qu'ils se soient rassembles pour exécuter leur Commission. Que par ce moyen, les afflictions du Comte ont continué, & son emprisonnement a duré jusqu'à vingt mois. Que par les artifices du Duc de Buckingham & du Lord Convay, le Comte de Bristol a été peu à peu enveloppé, comme il le fera voir clairement, dans l'affliction où il se trouve, ce qu'il ne doute pas que V. S. ne regardent comme une affaire très-importante.

VIII.

Que pour avoir un prétexte de tenir le Comte de Bristol éloigné de la présence du Roi, on prétendit, qu'il étoit nécessaire qu'il répondit encore à quelques autres questions, & que sur cela Sa Majesté jura, qu'il l'admettroit en sa présence, sans aucun délai, & que ces questions lui seroient envoyées dans deux ou trois jours. Que néanmoins le Lord Convay, quoiqu'il ait reconnu par une Lettre signée de sa propre main, qu'il avoit reçu l'ordre de S. M. pour envoyer ces questions au Comte, & quoiqu'il en fût très-inflammé & très-souvent sollicité, ne les lui envoya jamais, & répondit enfin, qu'il ne vouloit plus se mêler de cette affaire.

IX.

Que le Comte de Bristol ayant été élargi par ordre du feu Roi, avec la liberté de venir à Londres pour y vacquer à ses affaires, reçut, comme Pair du Royaume, la Sommation pour assister au Parlement, sans que cette Sommation fût accompagnée d'aucune prohibition. Mais comme il souhaitoit de se conformer à la volonté de Sa Majesté, il demanda, qu'il plût au Roi de lui faire sçavoir ce qui lui seroit plus agréable, ou qu'il assistât au Parlement, & qu'il s'en absentât. Sa Majesté lui fit sçavoir par la plume du Duc de Buckingham, qu'il prenoit en bonne part le respect que le Comte témoignoit
pour

pour lui : mais que pour cette fois , il souhaitoit que le Comte trouvât quelque excuse pour s'absenter. Le Comte obéit , & désira seulement d'avoir un ordre signé de Sa Majesté , par lequel il pût justifier son absence. Mais sous prétexte de lui accorder la permission des'absenter , comme demandée par ledit Comte , & de son propre mouvement , le Lord Convvay lui envoya de la part de Sa Majesté une défense de se trouver au Parlement , avec l'addition de cette clause , qu'il demeureroit aux arrêts , de la même maniere qu'il y avoit été sous le dernier Regne. Ainsi , on obtint contre lui , de S. M. un ordre qu'on n'avoit jamais pû obtenir du feu Roi. Par-là le Comte de Bristol a été injustement détenu depuis ce tems-là , sans avoir jamais pû obtenir aucune satisfaction. Il ne lui a pas été possible de faire comprendre au Lord Convvay qu'il n'étoit point aux arrêts du tems du feu Roi , quoiqu'il lui ait envoyé tous les papiers propres à l'en convaincre. Mais toute la Réponse qu'il eut du Lord Convvay fut , qu'il jugeoit que son élargissement finissoit avec la vie du Roi.

X.

Que le Lord Convvay n'a pas ignoré que la proposition de marier le Fils aîné de l'Electeur Palatin avec une Fille de l'Empereur , & de faire élever le jeune Prince à la Cour Impériale , avoit été approuvée par le feu Roi. Que Sa M. dans une Lettre qu'il écrivoit au Prince son Gendre , avoit déclaré , que c'étoit le moyen le plus propre pour accommoder les affaires , & qu'il prendroit soin lui-même , que le Prince fût élevé dans sa Religion. Que le Comte de Bristol reçut du Lord Convvay même , une copie de cette Lettre , avec d'autres papiers contenant tout ce qui s'étoit passé sur ce sujet , & le consentement de Sa Majesté. Que néanmoins le Lord Convvay a souffert que tout fût mis sur le compte du Comte de Bristol , comme s'il en avoit été l'auteur , & qu'on l'accusât , tant dans son Interrogatoire que dans la Lettre de S. M. d'avoir consenti , que le Fils du Prince Palatin fût élevé à la Cour de l'Empereur. Que même dans cet Interrogatoire dressé par lui-même , il a marqué comme une aggravation , le danger qu'il y avoit pour la Religion , si ce Prince avoit été élevé à la Cour Impériale , quoiqu'il sçût parfaitement , que ni le feu Roi , ni qui que ce soit , n'avoit jamais parlé de l'éducation du Prince Palatin , qu'avec la restriction expresse , que , pour éviter ce danger , il seroit élevé dans sa Religion , & auroit un Gouverneur & des Domestiques qui lui seroient donnez par le Prince son Pere.

XI.

Que le Lord Convvay a été la cause de toutes les disgraces du Comte de Bristol , par ses Lettres conçûes en termes ambigus & enlaçans , & en inférant de ces ambiguïtez , que ledit Comte n'a pas suivi ses Instructions , quoiqu'il paroisse clairement , que ses Dépêches ne contiennent pas les ordres qu'il prétend.

Les Seigneurs ne voyant point de juste cause pour envoyer le Comte de Bristol à la Tour , le laissèrent sous la garde de l'Huissier de la Chambre. Ils ordonnerent que l'accusation du Roi contre le Comte de Bristol seroit examinée la premiere , & ensuite celle du Comte contre le Duc de Buckingham , mais de telle sorte néanmoins , que le témoignage du Comte contre le Duc ne seroit par-là , ni prévenu , ni préjudicié , ni empêché.

Le lendemain le Garde du grand Sceau porta aux Seigneurs le Message suivant, de la part du Roi.

M E S S A G E D U R O I

à la Chambre des Seigneurs.

Sa Majesté prenant connoissance des Articles présentez par le Comte de Bristol contre le Duc de Buckingham, observe, qu'il y en a quelques-uns sur lesquels, de sa propre connoissance, il peut mieux justifier le Duc, que qui que ce soit. Que l'un de ces Articles concernant la Relation du Duc faite en Parlement dans la 21. année du Roi Jacques, réfléchit autant sur S. M. même que sur le Duc, parce que S. M. attesta cette Relation ou Déclaration comme vraie. Que le Comte a gardé deux ans durant ces Articles par devers lui, contre son devoir, s'il est vrai qu'il ait cru le Duc coupable de ces crimes. Que présentement, il leur fait voir le jour, par voye de récrimination contre le Duc, sçachant bien que le Duc doit être le principal témoin pour prouver les crimes dont le Comte est accusé par le Roi.

C'est pourquoi, Sa Majesté remercie les Seigneurs de ce qu'ils ont rejeté la demande déraisonnable du Comte que le Duc fût mis aux arrêts, aussi-bien que lui; demande, dont le but étoit de leur tendre un piège, pour les porter à perdre le respect qu'ils devoient à S. M. Par-là, ils ont fait connoître à S. M. que, de même qu'ils l'ont déjà fait, ils continueront à mettre de la différence, entre l'accusation de Sa Majesté contre un homme qui comparoit comme Délinquant, & la récrimination du Comte de Bristol contre le Témoin du Roi, qu'ils ne les rendront point égaux, en procédant contre eux, *pari passu*.

Cependant le Roi, n'étant pas trop assuré des Seigneurs, tenta de leur ôter la cause, en faisant procéder contre le Comte de Bristol, dans la Cour du Banc du Roi, par voye d'*Indictement* ou d'Accusation. Mais la Chambre Haute n'y voulut pas consentir, & en donna diverses raisons, qui furent confirmées par les Juges du Royaume, qui déclarerent qu'un Pair du Royaume, accusé de trahison, doit être jugé par le Parlement.

Les Seigneurs, voulant empêcher que le Comte de Bristol ne fût opprimé par le grand pouvoir du Duc de Buckingham, demanderent encore aux Juges du Royaume leur avis sur les deux questions suivantes :

1. *Si le Roi pouvoit servir de témoin, dans un cas de trahison.*
2. *Si en supposant qu'il le pût, il pouvoit l'être dans le cas présent, c'est-à-dire, lorsque le Roi étoit lui-même l'accusateur.*

Mais avant que les Juges eussent rendu leur Réponse, le Roi leur fit dire, qu'il leur défendoit de répondre sur des questions générales, mais qu'ils pouvoient délivrer leurs opinions sur les points particuliers.

Vers le milieu du mois de Mai, le Comte de Bristol donna ses Défenses, sur les Articles de l'Accusation intentée contre lui, & en les présentant aux Seigneurs, il fit le Discours suivant.

DIS-

D I S C O U R S

*du Comte de Bristol en présentant ses Défenses
à la Chambre Haute.*

MY LORDS,

Je ne reconnois que trop avec combien de désavantage , je viens ici défendre ma cause. Premièrement , j'ai le malheur d'être tombé dans la disgrâce du Roi , & je dois combattre contre un puissant ennemi qui se trouve dans un haut degré de faveur , pendant que je suis accusé de trahison ; crime , qui éloigne de moi tous mes amis , & tous ceux qui pourroient m'assister de leurs conseils , comme si j'étois attaqué de la peste. Je suis aux arrêts , & comme lié , quoiqu'il semble qu'un homme prêt à combattre pour son honneur & pour sa vie contre un puissant ennemi , devroit se battre à armes égales.

Quant à la matiere , je me trouve chargé de divers Articles qu'on veut faire passer pour des crimes de trahison. Mais après les avoir examinez avec tout le soin possible , & avec le secours du Conseil qui m'a été assigné ; après les avoir considérez chacun à part , je n'y trouve rien qui approche de la trahison , ou qui ait seulement l'apparence de faute , soit dans les faits soit dans les paroles. Je trouve seulement , qu'à les joindre tous ensemble , & en tirer des conséquences forcées directement contraires au véritable sens des paroles , & aux occasions où elles ont été dites , on en conclut , que l'intention a été mauvaise. On appuie la preuve de cette mauvaise intention sur deux choses , sçavoir , mon peu d'amour pour la Religion , ma trop grande affection pour l'Espagne. Si donc je me justifie sur ces deux points , la conséquence appuyée sur ces deux fondemens doit tomber nécessairement. Je vous supplie donc , Mylords , de me permettre , avant que de vous délivrer ma Réponse par écrit , de vous rendre compte de ces deux Articles particuliers , & que ce que je dirai pour ma juste défense , ne soit point attribué à une vaine ostentation.

1. Pour ce qui regarde la Religion , j'ai été élevé dès mon enfance dans la Religion Protestante , & plutôt dans la pratique la plus étroite , qu'autrement. Lorsque je devins plus âgé , je voyageai en France , en Italie , & à Rome même , & je puis produire des gens avec lesquels j'ai eu commerce dans ces voyages , qui rendront témoignage , que j'ai toujours suivi la Religion que je professois , sans la moindre prévarication. Personne ne peut m'accuser , que même par simple curiosité , j'aye jamais assisté à aucune des cérémonies de la Religion Romaine , ni que je me sois conformé à aucun de ses Rits.

2. A mon retour de mes voyages , je fus reçu au service de Sa Majesté d'heureuse mémoire , & je le servis pendant quelques années , en qualité de Gentilhomme de sa Chambre , & d'Ecuyer tranchant. Pendant ce tems-là ,

aucun de ses Domestiques ne reçut plus souvent la Communion que moi , & ne fut plus assidu aux fonctions & aux exercices de la Religion.

3. Dans le tems de ma jeunesse , non pour passer le tems , mais par affection pour la Religion , je traduisis l'excellent Livre écrit par Mr. *Martin* , sur la Foi , & sur les grands Articles de Religion. Sa Majesté l'ayant lû , l'approuva , & voulut absolument qu'il fût imprimé , comme il le fut effectivement , sous le nom de Mr. *Stamford* mon Chapelain , à qui je voulus bien en donner l'honneur , quoique ce fût mon Ouvrage. C'est ce que Mr. *Stamford* pourra témoigner : mais jusqu'à cette heure , je n'en avois parlé à personne.

4. Lorsque je fus âgé d'environ vingt & huit ans , je fus employé en qualité d'Ambassadeur en Espagne , pour y traiter la grande affaire du Mariage , & quoique les Ambassadeurs qui m'avoient précédé en cette Cour , n'y eussent mené qu'un Chapelain , j'y en menai deux , sçavoir , Messieurs *Stamford* , & *Boswell*. A mon arrivée à Madrid , je fis publier qu'un tel jour , le Sacrement de la Cène seroit administré chez moi , afin que les Anglois qui étoient dans la Ville y pussent venir. Le Duc de Lermes & les autres Ministres du Roi d'Espagne en furent choquez , & me dirent , qu'ils voyoient bien que je n'apportoï pas beaucoup d'affection à l'affaire que je venois traiter , puisque je faisois si ouvertement publier la Communion dans une Cour où on n'avoit jamais rien vû de semblable , & par des paroles assez fortes , ils firent leurs efforts pour me persuader de m'en abstenir. Je leur répondis , que je venois pour servir mon Maître , à quoi je m'emploierois de tout mon pouvoir ; mais que je ne prétendois pas négliger le service de Dieu , non pas même quand le Roi me l'ordonneroit. A la Communion , il se trouva cent personnes , dont quelques-uns étoient Freres ou parens de plusieurs Seigneurs devant lesquels je suis présentement. C'est ce que je fis en Espagne , & je pratiquai la même chose en Allemagne , à la Cour de l'Empereur , pendant que j'y fus en Ambassade.

5. Dans mes divers emplois en Espagne & en Allemagne , j'ai eu jusqu'à cinq cens personnes de tout rang , dépendans de moi , sans qu'aucun ait été jamais perverti. Mes Enfans ont été soigneusement instruits dans la même Religion. J'avois un Sermon tous les Dimanches dans ma maison , & la célébration des Sacremens & autres Actes de Religion , y étoient fréquens.

6. Un impudent *Shimei* s'étant élevé en Espagne , contre notre Roi & contre notre Religion , j'en pris , par le moyen d'un de mes Parens , une vengeance connue de tout le monde.

7. Un Anglois étant mort à Madrid , & un doute s'étant élevé touchant sa Religion , les Chapelains du Roi me dirent , qu'ils avoient été auprès de lui , le jour de sa mort : qu'il leur avoit rendu compte de sa Religion , & qu'il étoit mort Protestant , sur quoi je le fis porter dans ma maison , & l'y fis enterrer suivant notre maniere. On fit grand bruit de cette action , & on me menaçoit que l'Inquisition viendrait enlever le Corps. Mais je tins ferme , soutenant que c'étoit la maison du Roi d'Angleterre , & protestai que je tuerois quiconque viendrait dans cette intention. J'exhortai aussi mes gens à mourir plutôt que de souffrir un tel affront , en leur faisant espérer que tous les Anglois qui étoient dans la Ville viendroient à notre secours.

8. Il y avoit à Madrid , avant que j'y arrivassé , un Monastere de Jesuites Anglois , sur la porte duquel on avoit mis les armes du Roi. Je travaillai à supprimer ce Monastere , & en ayant écrit au Roi , il me conseilla de n'aller pas donner de la tête contre un rocher , disant qu'il étoit impossible de réussir dans une pareille entreprise. Je m'y obstinai néanmoins , & Dieu bénit mes efforts d'une telle maniere , que le Monastere fut dissous & supprimé. Sur cela Mr. Montaigu , dernier Evêque de Winchester , m'écrivit de la part du Roi , pour me témoigner combien il étoit content de ce service , me disant de plus , qu'outre le service que j'avois rendu à l'Eglise & à l'Etat , ce seroit un trophée d'honneur perpétuel pour moi & pour ma postérité. Le Roi lui-même me fit l'honneur de m'écrire de sa propre main , en me donnant au commencement de sa Lettre le titre de *Fortuné Digby* , il ajoûtoit , que le bonheur que j'avois eu en cette affaire méritoit bien un pareil style.

9. Dans toutes les Négociations en Espagne , je suis toujours allé au-delà de mes Instructions , pour tout ce qui regardoit la Religion.

10. Je n'ai jamais proposé le Mariage du Prince avec l'Infanted'Espagne. Au contraire , j'ai toujours été d'avis que le Prince devoit prendre une Femme Protestante , & j'en ai donné les raisons tirées de la conscience & du bien de l'Etat. Mais si ce devoit être une Catholique , mon opinion étoit que l'Espagne étoit préférable à la France , pourvu qu'on pût faire de bonnes conditions par rapport à la Religion. Cela paroît par une Lettre que j'écrivis & rendis moi-même au Prince , lorsque je partis la première fois pour l'Espagne , Lettre pour laquelle je fus sur le point d'être ruiné comme Puritain , ainsi que je le suis présentement comme Papiste , & tout cela m'est venu de la même main.

11. J'en appelle au témoignage de Messieurs *Mason & Wren* Chapelains du Roi , qui étoient avec moi en Espagne , & de Messieurs *Stamford , Boswell & Frewen* , mes propres Chapelains. Je souhaite aussi qu'on examine quelques Papistes mes anciens amis , gens de mérite , & bien connus de V. S. si en tout lieu , aussi-bien en Espagne qu'en Angleterre , en tout tems , & en toutes occasions , je n'ai pastoujours fait profession publique d'être Protestant , sans la moindre prévarication. Si j'ai fait la moindre action qui ne soit pas conforme à cette profession : Que Messieurs *Frewen & Wake* , mes Chapelains , témoignent , si dans le tems de plusieurs maladies dangereuses dont j'ai été attaqué , dans ces dernières années , lorsqu'on ne peut pas supposer qu'un homme veuille tromper le monde lequel il est prêt de quitter , je n'ai pas fait devant eux ma Confession de Foi , & si je n'ai pas été résolu à mourir comme un Protestant & un bon Chrétien. C'étoit-là ma Religion dans laquelle j'avois été élevé , dans laquelle j'avois toujours vécu , & dans laquelle j'étois résolu de mourir. Cependant , à cause de mes emplois , j'ai été assez malheureux pour n'être pas agréable à plusieurs honnêtes gens qui m'ont soupçonné parce qu'ils ne me connoissoient pas bien , & c'est-là l'occasion dont le Duc de Buckingham se sert aujourd'hui contre moi.

Je viens présentement à ma prétendue affection pour l'Espagne. J'ignore sur quoi on peut fonder cette accusation : car j'étois haï en ce Pais-là , comme un homme avec qui les Espagnols souhaitoient le moins d'avoir à traiter , puisque par rapport à la Religion , j'ai toujours été plus ferme que mes In-

tructions ne portoient. C'est de quoi ils furent bien informez par quelque moyen secret, & c'est ce qui causa la haine qu'ils conçurent contre moi.

Assûrément, je ne témoignai pas cette affection pour l'Espagne par aucun service que je lui rendisse. Pendant plusieurs années, le Roi d'Espagne n'écrivit pas une seule Lettre à aucune autre Puissance, dont le Roi mon Maître ne reçût une copie, ou par avance, ou dans le tems qu'elle étoit rendue à son adresse. Il ne se faisoit aucun projet dont je ne fusse informé, & dont je n'informasse le Roi, point d'expédition par Terre ou par Mer, dont je ne fusse, de tems en tems, averti par mes Espions, & jusqu'aux plus secrètes intentions, dont je rendois compte au Roi mon Maître. J'ai usé d'une telle industrie, que j'ai eu en mon pouvoir tous les papiers du Cabinet du Roi d'Espagne. J'ai pris des Copies ou des Mémoires de ceux que j'ai crus utiles, & j'ai mis une marque particuliere sur chacun des originaux, avant qu'ils ayent été remis en leur place, afin que si j'avois occasion de parler au Roi de quelque chose contenuë dans ces papiers, je pusse lui faire connoître que je la sçavois, en lui disant qu'elle étoit dans un tel papier ayant une telle marque.

Il n'y avoit point de Port en Espagne que je n'eusse fait sonder, point de Place dont je ne connusse parfaitement la force, la Garnison, la quantité de munitions de Guerre & de bouche, & autres choses qui peuvent rendre les Places plus ou moins fortes. S'il plaisoit à Sa Majesté de nommer quelques Seigneurs pour m'examiner sur ce sujet, je serois en état de faire voir par les Mémoires que j'ai apporté avec moi, que je n'étois pas en ce Pais-là, un Serviteur inutile.

Lorsque Sa Majesté partit d'Espagne, comme le Pouvoir de faire célébrer le Mariage devoit être mis entre les mains de quelqu'un, le Duc de Buckingham, sous prétexte de me faire honneur, mais en effet en vûë de me perdre, proposa que ce fût entre mes mains, & le Roi d'Espagne en fut content. Je le reçus donc, non pas comme Procureur du Prince seulement, car le Roi d'Espagne ayant accepté ce Pouvoir par un Acte en bonne forme, dressé par un Secrétaire d'Etat, devint autant intéressé à ce Pouvoir en l'acceptant, que le Prince en l'accordant. Ainsi, ce Pouvoir étant devenu un *Instrumentum stipulatum* auquel ils étoient tous deux également intéressés, fut déposé entre mes mains, comme d'une personne tierce & indifférente à laquelle le Roi & le Prince se confioient également, & il fut fait un Acte ou Déclaration de cette confiance.

Le Duc étant retourné d'Espagne, complotta ma ruïne, & voici la maniere dont il exécuta son projet. Il cacha au Roi, que le Pouvoir mis entre mes mains expiroit à Noël, & me fit écrire par Sa Majesté, non par un commandement absolu, mais seulement, qu'il désiroit que le Mariage ne fût célébré que dans un des jours des Fêtes de Noël. Son dessein étoit de me faire retomber dans un danger inévitable par ce Dilemme. Si je procédois à la célébration du Mariage, cette Lettre devoit servir, comme elle fait présentement, à faire voir que je n'avois pas suivies Instructions. Si au contraire, je refusois d'agir selon mon Pouvoir, la confiance entre le Roi d'Espagne & le Prince seroit violée & je serois cause de la rupture d'un Mariage auquel on travailloit depuis si long-tems, & qui étoit le principal motif de mon Ambassade,

bassade, contre les ordres exprès que j'avois reçus, & sur une simple Lettre que j'aurois dû regarder comme une méprise. Mais après que j'eus écrit à la Cour, pour avoir un ordre direct & positif sur un point si important, le Duc voyant que ses artifices n'avoient pas réussi, tâcha d'engager quelques Seigneurs bien connus à V. S. à faire en sorte qu'en arrivant en Angleterre, je fusse mis à la Tour, avant que je pusse parler au Roi, de quoi l'Ambassadeur d'Espagne résidant en cette Cour, qui en eut connoissance, informa le Roi son Maître. Sur cela le Roi d'Espagne ayant consulté son Conseil & ses Théologiens, pour sçavoir ce qu'il étoit obligé, en honneur & en conscience, de faire à mon égard, la résolution fut : Que vû que mes souffrances ne naissoient que de ce que j'avois agi rondement & en honnête homme, en tâchant de remplir la confiance que le Roi & le Prince avoient eue en moi, le Roi d'Espagne étoit obligé en honneur & en conscience, non seulement d'empêcher ma ruine, mais encore, de réparer les pertes que je pourrois faire à l'occasion de cette confiance. C'est pourquoi, lorsque je fus prêt à partir, étant allé à la Cour pour prendre congé, le Comte d'Olivarez m'informa des complots qui se faisoient contre moi en Angleterre, & comme le danger où je me trouvois étoit grand, à cause du pouvoir de mes ennemis, il voulut me persuader de demeurer en Espagne, & me fit des offres au nom du Roi son Maître, non pas en secret, mais en présence du Chevalier Aston.

En cet endroit, le Comte de Bristol expliqua en quoi consistoient ces offres, sçavoir, un Blanc-signé du Roi d'Espagne, dans lequel le Comte n'avoit qu'à écrire ses propres conditions, tant pour les titres qu'il souhaiteroit, que pour les biens dont il voudroit être gratifié. Mais il refusa ces offres, aussi-bien qu'une bonne somme d'argent que le Roi lui fit offrir. Après cela, il finit son Discours de cette sorte.

Sur quel fondement, sur quelle espérance, puis-je retourné d'Espagne dans mon Païs, pour m'exposer à ces dangers ? Ce n'est pas sur le fondement de ma grandeur à la Cour, ou sur le crédit de mes amis que j'aye pu croire assez puissans pour soutenir une mauvaise cause. Non sans doute : ma force étoit trop foible, & mon ennemi trop puissant. Mais je connois mon innocence, & je me confiois en Dieu, & c'est à lui & au jugement de vos Seigneuries, que je recommande présentement & ma personne & ma cause.

R E P O N S E

*du Comte de Bristol aux Articles de l'Accusation
intentée contre lui au nom du Roi , par
le Procureur Général.*

S U R L' A R T I C L E I.

Il nie le contenu de cet Article , & parce que cette matiere à plusieurs parties , sçavoir le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne , & la perte du Palatinat , & que ces choses se rapportent à divers de ses emplois , comme son Ambassade extraordinaire auprès de l'Empereur , & son autre Ambassade en Espagne , dans les années 1621 , 1622 , & 1623. il demande très-humblement à cette honorable Cour , la permission de séparer ces Articles , & de distinguer les tems. Pour commencer par le Palatinat , il rendra compte de son Ambassade à la Cour Impériale , & fera une déduction aussi courte qu'il sera possible de la conduite de cette affaire , depuis le commencement qu'il y fut employé , jusqu'à ce qu'il en fut rappelé.

Dans son Ambassade à l'Empereur , il proposa fidèlement tout ce qui étoit enjoint par ses Instructions : & les Réponses dont il informa Sa Majesté d'heureuse mémoire , étoient précisément les mêmes qu'il avoit reçues de l'Empereur par écrit , signées de la propre main de l'Empereur & scellées du Sceau Impérial. En envoyant ces Réponses au Roi , il donnoit à Sa Majesté , comme son devoir l'y obligeoit , ses avis sur ce qui se passoit , & sur ce qui venoit à sa connoissance , en honnête homme & fidèlement. Mais il étoit si éloigné de donner à Sa Majesté des espérances mal fondées , sur cette affaire , qu'au contraire il écrivit de Vienne , la Lettre suivante , aux Seigneurs du Conseil Privé , le 24. de Juillet 1621.

Je dois proposer de plus à Vos Seigneuries , de faire promptement écrire à Monsieur Cottington Ambassadeur de Sa Majesté en Espagne de dire aux Ministres , qu'ils doivent travailler à faire meurir l'affaire avant mon arrivée , & user d'un langage plus direct & plus efficace. Il doit aussi leur faire sçavoir , que la Lettre écrite par le Roi d'Espagne à l'Empereur , est plus froide & plus réservée , que Sa Majesté n'avoit pas sujet de l'attendre. Je conclus en vous disant qu'encore que je ne desespère pas d'un bon succès dans une affaire si remplie de difficulté , je veux croire néanmoins , que Sa Majesté ne néglige pas de se préparer à la Guerre , en cas qu'on ne puisse pas obtenir une Paix honorable. Entre autres choses , je ne puis m'empêcher de vous recommander très-sérieusement , & par votre moyen à Sa Majesté , de laisser encore pour quelque tems , la Flotte du Chevalier Mansel sur les Côtes d'Espagne. Car en cas qu'on prétende abuser Sa Majesté , ce sera le meilleur argument dont nous puissions nous servir pour obtenir la restitution du Palatinat.

Les actions du Comte furent entièrement conformes à ses avis, puisqu'en retournant d'Allemagne en Angleterre, il fit en sorte que le Comte de Mansfeldt marcha dans le Bas Palatinat, & fit lever le Siège de Frankendal. Il fit aussi toucher à l'Armée de ce Pais-là, dix-mille livres sterling pour la tirer de la misère où elle se trouvoit, & cela sur son propre compte, sans en avoir aucun ordre du Roi, & par pure affection pour le Roi & pour ses Enfants, à quoi il étoit réellement porté, comme il paroîtra encore mieux dans la suite. On peut voir aussi par la Lettre suivante de la Reine de Bohême, combien ce service lui fut agréable.

MYLORD,

J'ai appris par une Lettre d'Heidelberg, de quelle maniere vous avez montré votre affection pour le Roi & pour moi, en prêtant de l'argent pour la paye de nos Soldats, c'est pourquoi je ne puis m'empêcher de vous en remercier par cette Lettre; n'ayant point d'autre moyen de vous en témoigner ma reconnoissance. Soyez assuré que je n'oublierai jamais les témoignages de votre affection pour le Roi & pour moi-même. Je vous prie de nous les continuer en nous rendant tous les bons offices que vous pourrez auprès de Sa Majesté le Roi mon Pere. Vous avez été témoin du miserable état où se trouve notre Pais. Je vous prie donc de solliciter Sa Majesté pour un secours. Vous m'avez déjà donné des marques de votre affection; je vous prie de me les continuer en faisant vos efforts envers Sa Majesté, en ma faveur, & par-là vous m'obligerez à continuer d'être, comme je le suis déjà,

Votre affectionnée amie

ELISABETH.

Cette Lettre fut accompagnée de quelques autres, du Roi de Bohême & du Conseil d'Heidelberg, de même teneur. De plus il paroît combien le Roi fut content de ce service, par diverses preuves, & particulièrement par le Discours qu'il fit au Parlement. Le Comte en appelle aussi au témoignage des deux Chambres, auxquelles, par ordre du Roi, il rendit compte de ce qu'il avoit négocié dans son Ambassade. Il leur fit voir avec quel zèle il avoit agi, & en même tems, qu'il ne falloit point se confier au Traité qui étoit alors sur le tapis, mais se préparer à la Guerre. Pour conclusion, entre plusieurs témoignages qu'il pourroit donner pour faire voir combien le feu Roi approuvoit sa conduite, il se contente de produire la Lettre que le Duc de Buckingham lui écrivit de sa propre main le onzième d'Octobre 1621. en ces termes :

MYLORD,

J'ai une joye extraordinaire de voir que vous vous êtes conduit d'une telle maniere dans votre emploi, que le Roi est infiniment content du service que vous lui

Tome VII.

Ttt

avez

avez rendu, & pour lequel, j'ai ordre de vous remercier de sa part, jusqu'à ce qu'il puisse le faire lui-même, de bouche. Vous êtes cause que tout le monde approuve le choix que Sa Majesté a fait de vous, dans la pensée où on est, que si votre cœur n'avoit pas été de la partie, vous n'auriez jamais porté l'Affaire au point où elle se trouve. Entre autres choses, le Roi est très-content de ce que vous avez justifié son honneur, sur quoi il vous parlera lui-même lorsque vous serez ici. J'espère que vous ne trouverez pas votre Négociation pour le Mariage avec l'Infante, aussi difficile que vous semblez le craindre dans votre Lettre. Mon Frere Edoiard a porté au Roi une Lettre de son Gendre, par laquelle il se remet à la volonté du Roi & à ses avis, par rapport à la soumission qu'il doit faire à l'Empereur. C'est ce que vous verrez par la Copie de cette Lettre, que je vous envoie, de laquelle, quoiqu'il y ait diverses choses qui regardent d'autres affaires, vous pourrez pourtant faire un bon usage, pour l'accomplissement de celle-ci. J'ai écrit à l'Ambassadeur d'Espagne pour le prier d'employer son crédit. C'est ce qu'il fera efficacement, comme je l'espère, principalement, puisque les obstacles sont ôtez, par l'accord du Comte de Mansfeldt & l'aquiescement du Gendre du Roi, à la soumission. Pour ce qui regarde l'argent que vous avez avancé si à propos, Sa Majesté fera en sorte que vous n'en souffrirez aucune perte, regardant comme une chose fort injuste, que vous souffrisiez pour le service que vous lui avez rendu, & dont il est si content, à la grande satisfaction de

Votre, &c.

G. BUCKINGHAM.

Après avoir rendu compte de son Ambassade auprès de l'Empereur, il demande humblement la permission de faire voir, de quelle maniere, avant cette Ambassade, il s'étoit efforcé de rendre service au Comte Palatin & à sa cause. C'est ce qui paroîtra par le témoignage de Sa Majesté même au sujet de l'envoi du Chevalier François Nethersole au Prince Palatin. Sa Majesté, porté par sa propre bonté, & voulant rendre justice à un fidelle Serviteur, donna ordre audit Chevalier, de faire connoître au Prince Palatin, combien le Comte de Bristol étoit affectionné à son service, & combien il étoit actif dans les affaires qui le regardoient. C'est ce qui paroît d'une Lettre du Chevalier Nethersole écrite au Secrétaire Calweert, datée de Prague le 11. d'Août. 1620. & dont le Roi ordonna qu'on envoyât l'original audit Comte, pour sa consolation. Voici la Lettre.

MYLORD,

Afin que vous soyez assuré que je n'ai ni oublié, ni négligé l'ordre que vous m'avez donné de la part de Sa Majesté, je vous prie d'avoir la patience de lire le recit de ce que j'ai dit au Roi de Bohême, en lui rendant la Lettre de Mylord Député. Je lui ai dit, que Sa Majesté dont la justice est reconnue de tout le monde, n'en fait jamais plus d'usage que lorsque l'occasion se présente de justifier ses Serviteurs des fausses opinions qu'on peut avoir d'eux, sachant bien que les cœurs nobles & généreux sont plus sensibles à ce qui regarde leur honneur, qu'aux torts qu'on

qu'on pourroit faire ou à leurs personnes ou à leurs biens. Que Sa Majesté ayant trouvé qu'en Angleterre, quelques-uns de ses Sujets concevoient une fausse opinion du Lord Digby, à l'occasion de son emploi dans les affaires avec l'Espagne, & soupçonnant qu'on pourroit aussi en faire de faux rapports à Sa Majesté de Bohême, m'avoit expressément commandé de lui dire, qu'il n'avoit point en Angleterre de Serviteur plus affectionné. Pour preuve de cela, quoique le Baron de Doncaster, son Ambassadeur en Angleterre, eût depuis son arrivée, obtenu trois grandes faveurs pour le service de Sa Majesté, sçavoir, un prêt d'argent pour le Roi de Dannemarck, une contribution de la Ville de Londres, & la résolution d'envoyer des Ambassadeurs au parti contraire, il est pourtant certain, que le Lord Digby avoit proposé ces trois choses, au Roi mon Maître, avant que l'Ambassadeur, ou même aucun des Serviteurs de Sa Majesté fût venu en Angleterre. Que néanmoins, le Lord Digby étoit content que d'autres, qui n'avoient été que diriger, en remportassent les remerciemens. Sa raison est, que s'il étoit connu qu'il en eût fait la première proposition, cela pourroit diminuer son crédit en Espagne, & le rendre moins propre à servir son Maître & Sa Majesté. C'est pour cela que je priai le Roi de tenir ceci secret.

Il paroît par ces témoignages, qu'avant & durant son Ambassade à la Cour Impériale, il se comporta d'une manière qui fut approuvée par le Roi défunt. Présentement, il va rendre compte de sa conduite, après son retour de la Cour de l'Empereur.

Dès qu'il fut arrivé à la Cour, il informa Sa Majesté & les Seigneurs de son Conseil, de la grande nécessité où se trouvoit l'Armée qui étoit dans le Palatinat, & sollicita fortement qu'on y envoyât de l'argent. Sur cela, on emprunta dans Londres trente-mille livres sterling, qui furent envoyées au Palatinat, outre les dix-mille livres que le Comte avoit prêtées, & dont il paya six mois l'intérêt, sans compter cinq-cens livres sterling qu'il avoit données, il n'y avoit pas long-tems, par voye de Bénévolence, pour la même affaire. Cependant, dans l'intervalle entre son retour, qui fut au mois de Novembre 1621, & son départ pour l'Espagne en Mai 1622, il rendit le même compte au Roi & aux deux Chambres du Parlement, & pressa aussi fortement qu'il lui fut possible, qu'on accordât un secours d'argent à Sa Majesté, pour être employé au secours du Palatinat. Le Parlement ayant été dissous, il continua ses sollicitations afin qu'on cherchât quelque moyen pour secourir le Palatinat, & enfin, Sa Majesté résolut d'y entretenir huit-mille hommes de pied, & seize-cens de Cavalerie, de sa propre bourse. Afin d'établir un moyen assuré pour l'entretien de ces Troupes, il proposa de faire venir le Lord Chichester d'Irlande, & ce fut lui-même qui en dressa la Dépêche. Ce fut dans cet état qu'il laissa cette affaire, en partant pour l'Espagne au mois de Mai 1622, ne doutant nullement, qu'on n'exécutât efficacement & constamment, ce qui avoit été résolu avant son départ.

A son arrivée à la Cour d'Espagne, il commença d'abord à travailler selon ses Instructions, pressant l'affaire du Palatinat, autant qu'il lui étoit possible, & il ne cessa point d'agir conformément aux ordres dont il étoit chargé, ainsi qu'il paroît par les Lettres que Sa Majesté lui écrivoit à chaque occasion particulière. Que si par les accidens de la Guerre, arrivez pen-

dant cette Campagne , le Marquis de Bade , le Comte de Mansfeldt , & le Duc de Brunswick , furent battus chacun à part , le Comte espere qu'on ne lui en imputera point la faute , puisque ces choses n'avoient aucune relation à son emploi. Il est vrai que le Roi fut très-mécontent de la conduite des affaires jusqu'à donner ordre à ses Forces de quitter le Palatinat , comme il paroît par les Lettres écrites le troisiéme de Juin 1622. à son Gendre , au Chevalier Were , & au Lord Chichester. Mais cela ne l'empêcha pas d'approuver la conduite du Comte de Bristol , ni d'être content de ses services. C'est ce qui paroît de diverses Lettres de Sa Majesté écrites en différentes occasions , mais particulièrement d'une du vingt-deuxième de Novembre 1623. en ces termes :

Vos Dépêches sont si pleines , & nous donnent tant de satisfaction , que nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de nous étendre là-dessus. Nous vous dirons seulement , que nous sommes très-content de votre diligence , & de votre conduite discrète , pour notre service , comme aussi de tout ce que fait le Chevalier Aston. Adieu.

On objecte au Comte , que le Palatinat s'est perdu par les espérances qu'il a données du côté de l'Espagne : mais c'est une chose impossible. Car il ne restoit plus que Manheim & Frankendal lorsque ses premieres Lettres purent parvenir entre les mains de Sa Majesté , puisqu'il ne commença ses Négociations qu'au mois d'Août 1622. & qu'alors , Heidelberg & tout le reste du Palatinat étoit déjà perdu , à l'exception de Manheim & de Frankendal. Encore auroit-il sauvé Manheim par son industrie , si cette Place n'avoit pas été rendue avec trop de précipitation. C'est ce qui paroît par la Lettre de Sa Majesté du 24. de Novembre 1622. contenant ces paroles :

Quoique l'ordre de l'Infante pour sauver Manheim , soit arrivé trop tard , & après que la Ville a été rendue à Tilly , il faut pourtant reconnoître que c'étoit un heureux effet de votre Négociation , & une preuve de la solide & sincere intention du Roi d'Espagne.

La Ville de Frankendal ayant été sauvée une fois par le Comte , le fut encore une seconde fois par son industrie , puisqu'il obtint une Lettre du Roi d'Espagne , datée le deuxième Fevrier 1623. & sur cela suivit le Traité de Séquestre , qui continua depuis. Ledit Comte étoit si éloigné d'empêcher le secours , par ses Lettres ou par ses conseils , qu'au contraire , il le sollicita vivement , & fut cause de tous ceux qui furent envoyez au Palatinat. Lorsque le Prince & le Duc de Buckingham arriverent en Espagne , ils trouverent l'affaire du Palatinat dans une si heureuse disposition , que les Ministres de cette Cour leur dirent , que le Roi leur Maître leur donneroit un Blanc-signé , dans lequel ils pourroient eux-mêmes écrire les conditions qu'ils souhaiteroient. La même chose nous fut depuis confirmée , & le Duc de Buckingham même le reconnut dans le Discours qu'il fit au Parlement , après son retour d'Espagne. Il paroît par le témoignage du Chevalier Aston , & par les Dépêches communes de lui & du Comte de Bristol , que le Comte ne manqua ni de zèle ni d'industrie dans cette affaire , de telle sorte que la dernière Réponse qu'il obtint du Roi d'Espagne , alloit au-delà de ce qu'il avoit ordre de demander par ses Instructions. Par tout ce qui vient d'être allégué , le Comte de Bristol espere , qu'on sera persuadé , qu'il n'a manqué

ni de volonté ni d'industrie , & qu'il a toujours servi le Prince avec zèle , & avec une sincere affection , & même en y employant son propre bien. Pour ce qui regarde les sûretés , il a eu toutes celles qui peuvent être demandées entre des Princes Chrétiens. Que s'il y a eu de la fraude , ce qui ne lui a jamais été connu , & qu'il ne croit pas encore , il laisse à Dieu le soin de punir une si grande méchanceté. Car entre Princes , il n'y a , ni ne peut y avoir de plus grande sûreté que leurs paroles , leurs signatures , leurs Sceaux , & c'est ce que le Comte a eu dans cette affaire. Lui & le Chevalier Aston étoient si persuadés que cette affaire se termineroit à la satisfaction du Roi , que , dans une Lettre commune du 24. de Novembre 1623. écrite après le retour du Prince en Angleterre , ils écrivirent au Roi en ces termes :

Nous esperons que Votre Majesté , selon son désir notifié par sa Lettre du 8. d'Octobre au Comte de Bristol , pourra donner à sa Fille , aux prochaines Fêtes de Noël , la nouvelle consolante de la fin de ses souffrances , & au Prince son Fils , celle de la possession d'une très-excellente Princesse.

Après avoir rendu compte de sa conduite touchant le Palatinat , il passera présentement , Mylords avec votre permission , à l'autre partie de l'accusation touchant le Mariage.

Premièrement , pour ce qui regarde les espérances & les assurances qu'on l'accuse d'avoir données au feu Roi & à ses Ministres de la sincérité des Espagnols , quoi qu'il fût assuré du contraire , il dit : Qu'il n'a jamais donné d'autres assurances que celles qui lui étoient données à lui-même , sans y rien ajouter , & sans en rien diminuer , comme aussi il ne pouvoit pas le faire honnêtement & avec sûreté. Il dit aussi , que les espérances qu'il a données n'étoient pas appuyées sur des intelligences secrètes , mais sur des assurances positives , en paroles & par écrit , telles qu'on peut en avoir entre des Chrétiens. C'est ce qui peut paroître par sa Dépêche du neuvième Septembre 1623. de laquelle il désire que la Cour fasse faire la Lecture , si sa trop grande longueur le peut permettre. Il marque dans cette Lettre , toutes les promesses & tous les engagements du Roi d'Espagne , qui font voir , qu'il avoit véritablement intention d'accomplir le Mariage. Mais ce qui obligea le Comte d'Olivarez à prétendre que la Cour d'Espagne n'avoit pas auparavant la même intention , ce fut parce qu'il voulut tirer la Négociation d'entre les mains du Comte de Bristol , dans l'espérance d'obtenir du Duc de Buckingham , de meilleures conditions , & qu'il voulut profiter de l'avantage qu'avoit le Roi d'avoir le Prince en son pouvoir. Il faut remarquer , que le Comte communiqua cette Dépêche au Prince , avant que de l'envoyer. Le Comte ne doute pas que cette Lettre ne fasse voir , qu'en traitant de cette affaire , il a agi avec soin , avec industrie , & avec quelque vigilance. Mais pour répondre à l'Objection , que la Cour d'Espagne n'avoit jamais pensé à conclurre le Mariage avant l'arrivée du Duc en Espagne , ni après , le Comte demande humblement la permission de faire remarquer les raisons qui lui font croire qu'on avoit réellement intention de conclurre le Mariage , & que la même chose étoit cruë par Sa Majesté , par le Prince , par le Roi d'Espagne , & par les Ministres des deux Cours.

1. Le Duc de Buckingham certifia au feu Roi , que le Mariage avoit été enfin amené à une heureuse conclusion. Sur cela , Sa Majesté , par une Let-

tre écrite au Duc & au Comte conjointement, leur donna ordre de travailler à l'affaire de laquelle il n'avoit pas voulu qu'ils traitassent avant la conclusion du Mariage. Cette Lettre est du 23. de Juillet 1623.

2. Il paroît clairement par une Lettre du Lord Conway au Duc de Buckingham, du quatrième de Septembre 1623. que le Duc étoit bien assuré de la conclusion du Mariage. Ce fut sur cette assurance qu'on commença en Angleterre à exécuter ce qui avoit été stipulé par rapport à la Religion, & ce fut alors que le Lord Conway & autres commencèrent à exécuter fidèlement ce dont on étoit convenu par rapport aux Immunités des Catholiques, de la manière qu'il est contenu dans leur Déclaration dont il sera parlé ci-après, dans la Réponse au cinquième Article de l'Accusation.

3. Le même jour que le Prince partit de l'Escorial, pour s'en retourner en Angleterre, le Duc de Buckingham jura solennellement le Traité de Mariage, sur les Saints Evangiles, & s'engagea, par le même serment, à contribuer de tout son pouvoir à son accomplissement, en présence du Comte de Bristol & du Chevalier Aston.

4. Le Traité de Mariage avoit été signé & scellé, & juré solennellement par le Roi d'Espagne. Lorsque le Prince prit congé du Roi d'Espagne, ce Roi protesta qu'il accompliroit exactement tout ce qui étoit contenu dans ce Traité, & là-dessus, il embrassa le Prince. Dès le lendemain, il lui écrivit une Lettre où il lui faisoit les mêmes protestations. Ainsi, s'il est vrai qu'il n'y eût pas de la bonne foi dans les promesses du Roi d'Espagne, comme Monsieur le Procureur Général le prétend, certainement, le Comte de Bristol n'a pas été peu trompé, & il ne conçoit pas qu'on puisse en rejeter la faute sur lui, puisque non seulement le feu Roi, mais le Prince même & le Duc de Buckingham, qui étoient sur les lieux, étoient convaincus que le Mariage étoit résolu de la part du Roi d'Espagne, & cela sur d'autres fondemens, que sur de fausses informations, des suggestions, & des persuasions de la part du Comte. Ce fut sur ce fondement, que le Roi défunt, & le Prince après son retour en Angleterre, écrivirent au Comte diverses Lettres, pour lui faire sçavoir, que leur volonté étoit qu'on procédât à la célébration du Mariage, & que leurs Procurations furent enrégistrées, & envoyées audit Comte. Ainsi, le Comte ayant tant de raisons de se persuader que le Mariage étoit résolu des deux côtes, il conçoit qu'il seroit très-difficile au Procureur Général de prouver cette partie de l'Accusation, où il affirme que le Comte sçavoit le contraire, ou que son assurance étoit mal fondée, ainsi qu'il est allégué dans le premier Article.

REPONSE AU II. ARTICLE.

Quant au second Article, le Comte nie positivement toutes les offenses dont il est chargé par ledit Article, & pour faire voir que c'est avec raison, il dit,

Premièrement, pour ce qui regarde l'Accusation d'avoir continué le Traité sur des généralitez, on étoit convenu des deux côtes, qu'on ne travailleroit point à régler les Articles Temporels, jusqu'à ce qu'on fût d'accord sur

ce

ce qui regardoit la Religion. On avoit considéré qu'il étoit honorable pour les deux Rois, de voir premierement s'il seroit possible de lever les difficultés par rapport à la Religion, avant que de passer à d'autres engagements. Or les Articles de Religion, à cause des nouvelles demandes du Pape, envoyées en Angleterre par Monsieur Gage, ne furent entierement réglez & consentis par le Roi & par le Prince, que le cinquième de Janvier 1621; après quoi on les envoya d'Angleterre au Comte de Bristol, par Monsieur Simeon Digby, qui n'arriva à Madrid que le 25. du même mois. Mais le Comte, pour ne pas se laisser amuser sous prétexte derégler les Articles Temporels, fut si soigneux, qu'il ne voulut pas consentir aux Articles de Religion, non pas même *de bene esse*, ni qu'ils fussent renvoyez à Rome, avant que d'avoir obtenu cette promesse positive du Roi d'Espagne. Qu'entre ce temps-là, & celui qui avoit été limité pour procurer le pouvoir de célébrer le Mariage, sçavoir, le mois de Mars, ou le mois d'Avril pour le plus tard, les Articles Temporels seroient réglez d'un commun accord, afin que l'Infante pût partir au Printemps, comme il paroissoit par la Réponse du Roi d'Espagne, que c'étoit son intention. Ainsi, le Comte & le Chevalier Aston n'agirent pas sur des généralitez; mais ils travaillèrent efficacement à régler les Articles Temporels, touchant lesquels il fut convenu: Que la Dot de l'Infante seroit de deux millions, ainsi qu'il avoit été convenu avec le Roi Philippe III. Que le Mariage se célébreroit quinze jours après que la Dispense seroit arrivée de Rome. Que la conduite de l'Infante seroit commise au Prince *D. Duarte* de Portugal. Toutes les autres conditions nécessaires pour la conclusion du Traité furent rédigées sous divers Chefs, par le Comte de Bristol, le Chevalier Aston, & les Commissaires du Roi d'Espagne, & le deuxième de Mars 1623. V. S., le Comte de Gondemar, & le Secrétaire *D. André de Prado* vinrent à la maison dudit Comte, pour lui notifier, aussi bien qu'au Chevalier Aston, que le Roi d'Espagne avoit déclaré, qu'il approuvoit tous ces Articles particuliers, & leur avoit commandé de conclure promptement toutes choses. Le Comte a vû & lû la Réponse du Roi d'Espagne à cette conclusion, écrite de sa propre main.

Le septième du même mois de Mars V. S. le Prince & le Duc arriverent à Madrid, & depuis ce tems-là, les Espagnols demanderent de nouvelles conditions, & la Négociation prit une autre forme. Ainsi, lorsqu'on objecte au Comte, qu'il a entretenu & continué le Traité sur des généralitez, il conçoit que ce ne peut pas être par rapport aux Articles de Religion; car c'étoient les mêmes qui, après avoir été envoyez de Rome en Angleterre, furent ensuite envoyez au Comte, en Espagne. Quant aux Articles Temporels, on étoit convenu qu'ils ne seroient reglez qu'après qu'on seroit d'accord sur ceux qui concernoient la Religion. Il conçoit donc qu'on ne peut dire, avec fondement, qu'il aït amusé le Roi par des généralitez, puisque depuis le 25. de Janvier que les Articles de Religion lui furent portez par Monsieur Digby, jusqu'au 7. de Mars, jour de l'arrivée du Prince à Madrid, il n'y eut qu'un intervalle d'environ six semaines, pendant lequel les Articles Temporels ci-dessus furent réglez. Que si on a employé beaucoup de tems à négocier ce Traité, on ne peut pas en rejeter la faute sur le Comte, ni dire qu'il s'est contenté de généralitez, sans presser les Articles particuliers.

Mais

Mais ce retardement a été causé, tant par les difficultez de la chose même, que par des accidens extérieurs, comme la Guerre de Bohême, la mort de deux Papes, celle du feu Roi d'Espagne, sans qu'il y ait la moindre faute de la part du Comte, ainsi que le feu Roi le reconnoissoit dans ses Instructions datées le 14. de Mars 1621.

D'ailleurs, on ne peut pas lui attribuer les retardemens arrivez dans cette Négociation, puisque dans ce même-tems, il étoit employé en Allemagne & en Flandre, & que le Chevalier Aston & Monsieur Cottington ont résidé trois ou quatre ans de la part de Sa Majesté en Espagne, d'où, sans doute, ils n'ont donné d'assurances que celles que des Ambassadeurs peuvent attendre d'un Etat. Le Comte de Bristol ne reprit cette Négociation, que six mois avant l'arrivée du Prince en Espagne. Il souhaitoit avec tant d'ardeur de voir le Prince marié, qu'il ne pressoit rien tant dans toutes ses Lettres, tant au Roi qu'au Prince, son avis étant, que, de peur de perdre du tems, il falloit plutôt rompre la Négociation avec l'Espagne, que de se laisser amuser par de plus longs délais. C'est ce qui paroît par ses Lettres écrites depuis qu'il fut en Espagne, jusqu'à l'arrivée du Prince en ce Pais-là. Particulièrement dans ses Lettres écrites le 20. de Juin 1622. immédiatement après sa première audience, il faisoit voir qu'il desiroit si passionnément qu'on ne perdît point de tems, qu'il demandoit à Sa Majesté qu'il lui fût permis de prendre son audience de congé sans en attendre un ordre exprès, en cas qu'il trouvât qu'on ne cherchoit qu'à l'amuser par des délais. Lorsque Monsieur Cottington alla en Angleterre, au Mois de Septembre suivant, le Comte écrivit au Roi & au Prince, en ces termes :

A U R O I,

Je prends la liberté d'ajouter à ce que Monsieur Cottington dira de bouche à Votre Majesté, touchant l'état présent où se trouve l'affaire du Mariage, ce que je regarde comme le meilleur moyen pour en voir bien-tôt la fin. C'est qu'il plaise à Votre Majesté de déclarer jusqu'à quel point vous voulez aller par rapport à la Religion, & de fixer un certain tems pendant lequel le Roi d'Espagne soit tenu, ou de procurer la Dispense, ou de conclurre le Mariage sans Dispense. Et en cas qu'il se rencontre de plus longs délais, que j'aye le pouvoir de déclarer que vous êtes libre, & que vous pouvez disposer du Prince votre Fils, de la manière que vous le trouverez à propos.

A U P R I N C E,

Ce qu'il est nécessaire que Sa Majesté fasse présentement, c'est de déclarer jusqu'à quel point il veut condescendre, par rapport à la Religion, ainsi que Monsieur Cottington en informera Votre Altesse, Que de plus, il marque un tems limité pour rompre, ou pour conclurre le Mariage, avec, ou sans Dispense. Pour le reste, il peut être laissé à mes soins. Mais je supplie Votre Altesse de hâter la résolution de Sa Majesté autant qu'il sera possible.

Le

Le Comte ayant reçu la résolution de Sa Majesté, avec la limitation du tems, ainsi qu'il l'avoit désiré, fut si précis & si ponctuel, qu'il ne voulut pas, quoi que la conclusion ou la rupture du Mariage dépendissent de sa démarche, accorder un seul mois de délai, avant que d'en avoir informé le Roi, & reçu ses commandemens signez de sa propre main, comme il paroît par la Lettre suivante de Sa Majesté du 25. d'Octobre 1622.

Comme par votre Lettre du dix-neuvieme de Septembre adressée à notre Secrétaire, vous souhaitez de sçavoir notre volonté signée de notre main, si nous consentons à donner un mois de plus que le tems que nous avons ci-devant fixé pour faire venir la Dispense de Rome, en cas que la Cour d'Espagne soit disposée à conclurre l'affaire à notre contentement, & à envoyer l'Infante au Printemps prochain, nous vous faisons sçavoir par celle-ci, qu'en ce cas-là, vous ne devez pas rompre pour un mois de plus. Nous vous exhortons aussi, à ne pas vous inquiéter des censures du monde, en cas que votre Négociation n'ait pas un heureux succès. Vous pouvez vous assurer sur notre justice & sur notre sagesse, que nous ne jugerons jamais de la fidélité d'un Serviteur, par les effets que les accidens contingens & variables peuvent produire, & avec cette assurance nous vous disons de bon cœur adieu.

Lorsqu'on fut d'accord touchant les Articles de Religion, & qu'on eut fixé un tems pour la venuë de la Dispense, & pour la conclusion du Mariage, quoi que le Comte ne voulût s'engager à rien sans l'approbation de Sa Majesté, cependant, pour ne pas perdre de tems, il consentit aux propositions de benesse, lesquelles furent envoyées en Angleterre par Monsieur Porter, le 10. de Décembre 1622. afin que les Articles pussent être envoyez immédiatement d'Angleterre à Rome, sans les faire repasser par l'Espagne. Il proposa même humblement, que si Sa Majesté les approuvoit, il lui plût de les envoyer directement à Rome, afin de gagner du tems, ce qui fut fait. Dans le même-tems, il écrivit au Roi & au Prince de la maniere qui suit :

AU ROI,

C'est le véritable état où l'affaire se trouve présentement. Si Votre Majesté approuve ce qui s'est fait, j'espère qu'elle en verra bien-tôt une heureuse fin. Mais si au contraire Votre Majesté ne trouve pas à propos d'acquiescer à ces Articles, j'ai fait tous mes efforts, & j'en sçaurois conseiller à Votre Majesté d'employer un jour de plus à cette Négociation, tant il est important pour Votre Majesté & pour vos Royaumes, que le Prince soit marié.

AU PRINCE,

J'ai pris la liberté d'écrire à Sa Majesté ce que je croi qu'il est de mon devoir de dire à Votre Altesse. C'est qu'en cas que vous n'approuviez pas ce dont on n'est convenu que conditionnellement, vous ne souffriez pas qu'il se perde un jour de plus dans cette Négociation. Car il est si important que Votre Altesse soit marié, qu'il est également nécessaire que vous le soyiez bien-tôt & convenablement. Mais j'espère que vous approuverez tous deux les Conventions, en sorte que cette longue

Négociation pourra enfin être conduite à une heureuse conclusion. Je n'ai aucune espérance de pouvoir réduire les choses à des termes plus avantageux. C'est pourquoy prenant la liberté d'agir librement avec Votre Altesse, non seulement je vous exhorte, mais je vous supplie à genoux, de prendre la résolution, ou de conclure le Mariage aux meilleures conditions qu'il a été possible d'obtenir, ou de le rompre promptement, & de vous marier ailleurs. Car il n'y va pas de moins que du bonheur du Royaume, de la sûreté du Roi, & de la vôtre propre.

Tout cela étant considéré, le Comte se soumet humblement au Jugement de cette haute & honorable Cour, si les délais que divers accidens ont causez à cette affaire lui doivent être imputez. Il paroît manifestement, qu'il n'a jamais proposé au Roi ou au Prince d'admettre aucun délai; mais au contraire de penser à quelque autre moyen. D'un autre côté, ses Dépêches font voir qu'il a pressé les affaires avec les Ministres d'Espagne, autant que les termes d'une Négociation, & la politesse l'ont pû permettre. Mais comme on prétend, que les Espagnols, en entretenant cette Négociation, ont eu intention d'amuser le Roi, ce qui lui est néanmoins inconnu, on ne peut pourtant nier qu'il n'ait eu la vigilance d'un soigneux Ministre, puisqu'il a eu, de la part des Espagnols, des assurances, par paroles, par écrit, par des Sermens, telles qu'on en peut attendre des Chrétiens: qu'il n'y a rien ajouté ni diminué, & qu'il les a présentées à Sa Majesté telles qu'elles étoient. Que Sa Majesté conçut en ce tems-là, sur ces assurances, que la Cour d'Espagne agissoit avec sincérité. Que le Prince & le Duc de Buckingham écrivirent la même chose au Roi à leur arrivée en Espagne, & que tout ce que le Comte de Bristol a écrit sur cette affaire, les Comtes d'Olivarez & de Gondemar l'ont confirmé au Prince & au Duc, lorsqu'ils furent arrivez à Madrid. Il espère, que si la Cour fait faire la lecture de ses Lettres, elle jugera, qu'il a servi le Roi avec vigilance, & avec une entière fidélité.

REPONSE AU III. ARTICLE.

Sur le III. Article, le Comte de Bristol dit, qu'il n'a jamais, ni débouché, ni par Lettres, relevé ou exagéré à Sa Majesté ou à ses Ministres, la puissance de l'Espagne, ni représenté au Roi défunt le danger où il s'exposeroit s'il venoit à rompre avec l'Espagne, comme il est dit dans cet Article. Mais s'il lui est arrivé quelquefois de parler de la puissance du Roi d'Espagne, & du danger d'une Guerre avec cette Couronne, il l'a fait en qualité de fidelle Serviteur de Sa Majesté & de Conseiller Privé, par forme d'avis, & comme disant son opinion sincèrement, fidèlement, & véritablement, & non pas par le motif mentionné dans cet Article, ou pour quelque autre fin que ce soit.

Mais il a été si éloigné de dissuader Sa Majesté de prendre les armes, qu'au contraire, il a conseillé en toutes occasions de se préparer à la Guerre. Et pour commencer par l'année 1621. puisque son Accusation ne remonte pas plus haut, il parut bien par le discours qu'il fit au Parlement, à son retour d'Allemagne, qu'il étoit de cet avis. Il dit alors qu'il espéroit que Sa Majesté ne se laisseroit plus amuser par des Négociations; qu'il se prépareroit à la Guerre, & que le Parlement le mettroit en état de la faire. Cela parut encore par le

soin qu'il prit avant que de partir pour l'Espagne, de faire établir un fonds pour entretenir les forces du Roi dans le Palatinat, à la propre paye de Sa Majesté, & encore par l'avis qu'il donna aux Seigneurs du Conseil, de faire en sorte que Sa Majesté continuât à tenir la Flotte commandée par le Chevalier Mansel, sur les côtes d'Espagne, afin de tenir en bride cette Couronne, comme on le peut voir dans sa Lettre écrite de Vienne le 26. de Juillet 1622. dont il a été déjà parlé dans la Réponse au premier Article.

Il paroît donc clairement, qu'il n'a pas tenu à lui que Sa Majesté n'ait fait les Préparatifs nécessaires pour soutenir la Guerre. Il ne se souvient point d'avoir jamais rien dit ni écrit qui puisse être expliqué comme tendant à dissuader Sa Majesté de prendre les armes contre l'Espagne, ou de se mettre en état de résister aux attentats que cette Couronne pourroit faire pour envahir les Etats du Roi, ou ceux de ses Amis & Alliez, ainsi qu'on l'en accuse dans cet Article, & il ne se souvient pas même d'avoir jamais eu sujet de le faire. Que s'il a dit ou écrit quelque chose touchant les forces de l'Espagne, soit au feu Roi, soit à Sa Majesté qui regne à présent, ce n'a été que par maniere de conversation, pour faire connoître avec quelle solidité de conseil, l'Espagne agit, combien elle examine sérieusement & soigneusement les affaires, avant que de prendre aucune résolution, avec quelle constance elle exécute ce qui a été résolu, & qu'il seroit à souhaiter, que l'Angleterre & les autres Nations l'imitassent en cela. Car il suppose que le meilleur moyen pour arrêter l'accroissement de cette Couronne, c'est de la combattre avec ses propres armes. Hors cela, il est assuré, qu'on ne lui a jamais rien entendu dire qui tendit à décourager Sa Majesté ou ses Ministres, sachant bien que l'Angleterre étant bien gouvernée, n'a que faire de craindre l'Espagne, puisque, dans toutes les entreprises, nous avons toujours eu le dessus sur elle. Pour ce qui regarde l'Accusation d'avoir conseillé de prévenir le danger qui pourroit naître d'une Guerre, quoi qu'il ignore à quoi elle tend, sa conscience lui rend ce témoignage, qu'il n'a jamais rien dit, ni donné aucun avis, qui ne fût convenable à un Conseiller Privé, son devoir l'obligeant à dire fidèlement son opinion dans les occasions qui se présentent. Quant à ce dont on l'accuse, d'avoir dit au feu Roi, que s'il s'engageoit dans une Guerre avec l'Espagne, il ne pourroit pas aller tranquillement à la chasse, il ne se souvient pas de ce qu'il peut avoir dit ou écrit à quelqu'un sur ce sujet, & il ne croit pas avoir entendu, qu'une Guerre nous occuperoit tout entiers. Mais il est persuadé, que, quoi qu'il puisse avoir dit, on ne trouvera point qu'il ait manqué de zèle & d'affection pour le service du Roi, ni qu'il ait jamais manqué de respect pour un Maître si gracieux. Il est même difficile de concevoir, que la considération d'être troublé dans le plaisir de la chasse, pût être de quelque poids à l'égard d'un Roi, si sage & si prudent, pour le détourner d'une Guerre nécessaire pour le bien de la Chrétienté & de ses Royaumes, s'il étoit justement provoqué.

R E P O N S E A U I V. A R T I C L E.

Sur le IV. Article, il nie d'avoir jamais rien fait de contraire à la fidélité d'un Sujet, ou au devoir d'un Ambassadeur, comme il est dit dans cet Article. Au contraire, il a toujours eu en vûë l'honneur & le service de Sa Majesté, sans aucun mélange de ses propres intérêts, ni des mauvais motifs dont on l'accuse. Quant à la prétendue conversation, dans laquelle quelqu'un lui dit, qu'il y avoit peu d'apparence qu'il réussit dans sa Négociation, ce qu'on prétend qu'il avoua & qu'il ajouta, que, quel qu'en pût être le succès, il prendroit soin d'avoir de bonnes Instructions & de les suivre, & que par-là il feroit sa fortune, il ne se souvient point d'avoir jamais tenu ce discours. Il est bien vrai, qu'il y a eu un tems où il a cru qu'il y avoit peu d'apparence que le Mariage réussit, vû les Réponses ambiguës de la Cour d'Espagne, lorsqu'il s'étoit agi du Mariage du Prince Henri, & les difficultez qu'il y avoit à convenir sur la Religion. Il dit de plus, qu'il n'a pas été l'auteur du conseil de renouveler cette Négociation pour Sa Majesté d'aujourd'hui. Car au contraire, il a toujours dit nettement tant au feu Roi qu'à Sa Majesté qui regne à présent, qu'il feroit plus à propos de chercher une Femme dans une Maison Protestante. Mais ayant compris que le Roi & le Prince souhaitoient réellement ce Mariage, il a, en qualité de fidelle Serviteur, fait ses efforts pour faire réussir leur dessein. Il n'est pas même hors d'apparence qu'il ait dit, qu'il prendroit soin d'avoir des Instructions claires & en bonne forme, & de les suivre ponctuellement, en quoi il n'y a point de faute de sa part. Mais quant à la dernière partie de la prétendue conversation, où on l'accuse d'avoir dit qu'il feroit par-là sa fortune, il dit, qu'en l'année 1621. il étoit déjà dans un rang & dans un poste si honorable par rapport à ses emplois & aux faveurs qu'il avoit déjà reçues de Sa Majesté, qu'il peut assurer qu'il n'a pas dit ce qu'on lui fait dire, & que dans les dispositions où il se trouvoit alors, il ose tellement répondre de sa discrétion, qu'il est comme impossible qu'il ait tenu un discours si bas & si peu digne de lui.

R E P O N S E A U V. A R T I C L E.

Le Comte répond au V. Article, que ce qui est allegué est si éloigné d'être ainsi qu'il est exposé, qu'au contraire, dans toutes les occasions & de tout son pouvoir, il a travaillé à prévenir tous les inconveniens qui pouvoient naître du Mariage du Prince avec une Princesse Papiste. Cela paroîtra clairement par un Ecrit contenant son opinion sur ce sujet, duquel il sera parlé dans la Réponse au VII. Article.

Mais pour prouver encore mieux ce qu'il avance, que, dans toute sa Négociation avec l'Espagne, il se tint toujours au deçà des bornes qui lui étoient marquées par ses Instructions, & qu'il n'alla jamais aussi loin qu'elles lui permettoient, il s'en rapporte à la Lettre du Chevalier Aston du 12. de Décembre 1622. & à ses propres Dépêches, dont il désire qu'on fasse la lecture. Quant à ce dont on l'accuse, d'avoir conseillé de mettre les Prêtres & les Jésuites en liberté, il nie positivement d'avoir donné ce conseil. Il est bien vrai, que

que l'Ambassade d'Espagne est très-différente de celles qu'on envoie en d'autres Païs où il y a un Corps de Réformez, & où Sa Majesté a des amis par le moyen desquels ses Ministres peuvent être informez des choses qui regardent l'Etat, sans le secours des Prêtres & des Jésuites. Mais en Espagne où il n'y a que des Catholiques Romains, & où on ne peut avoir de correspondance ni de secrète intelligence que par leur moyen, il faut nécessairement que les Ambassadeurs se servent de toutes sortes de gens, & particulièrement des Jésuites & des Prêtres. C'est pour cela que les Ambassadeurs, qui vont en ce Païs-là, ont une permission signée du Roi, d'employer les Prêtres & les Jésuites, & toutes autres sortes de personnes, à moins que ce ne soient des gens déclarez Rebelles. Il croit donc véritablement qu'il est arrivé quelquefois, que les Ambassadeurs en Espagne, pour gratifier quelques-uns de ceux qu'ils employent pour le service du Roi, peuvent avoir demandé à Sa Majesté quelques graces en faveur des Catholiques emprisonnez en Angleterre, amis ou parens de ces gens-là. Il se souvient même de l'avoir vû pratiquer par d'autres : mais il ne se souvient point d'avoir jamais écrit lui-même à Sa Majesté sur ce sujet.

Pour ce qui regardel'Accusation dont il est chargé d'avoir conseillé de mettre les Prêtres & les Jésuites en liberté, & d'accorder une tolérance aux Papistes, en arrêtant l'exécution des Loix faites contr'eux, il répond : Que le feu Roi s'étoit engagé par le Traité fait à Madrid en 1617. à diverses choses concernant la Religion, par sa promesse faite au Comte de Gondemar, & par sa Lettre écrite au Roi d'Espagne le 17. d'Avril 1620. Que les Ministres du Roi d'Espagne étoient bien informez, que le Comte avoit pouvoir d'assurer, que tout ce qui étoit contenu dans ledit Traité ou dans les Lettres de Sa Majesté seroit ponctuellement exécuté. Cependant, lorsqu'à la conclusion du Mariage, les Articles de Religion étant réglez, les Ministres d'Espagne présentèrent le Comte de souffrir qu'on y ajoutât une clause de convenance, avec protestation que la maniere del'exécuter seroit entièrement laissée à la sagesse & à la clémence de Sa Majesté, & que ses Sujets Catholiques Romains reconnoïtroient, qu'ils tenoient cette grace uniquement de la bonté de Sa Majesté leur Souverain, le Comte n'y voulut point consentir, pas même *de benè esse*, comme il paroît par sa Lettre du huitième d'Octobre adressée à Monsieur le Secrétaire Calwert. Sa vûë étoit de donner à Sa Majesté le tems de bien examiner cette affaire, avant que de s'engager. Mais Sa Majesté & le Prince trouverent bon d'y acquiescer, en signant ces Articles de leur propre main, & en écrivant au Roi d'Espagne sur ce sujet, comme il paroît par leurs Lettres du 8. de Janvier 1623. Jamais le Comte de Bristol n'a conseillé à Sa Majesté, ni par ses Lettres, ni d'aucune autre maniere, d'accorder une tolérance aux Papistes, ou d'imposer silence aux Loix faites contr'eux. Au contraire, il a toujours protesté contre une telle tolérance, & lorsqu'on lui a parlé d'une telle chose en Espagne, il n'a jamais voulu l'écouter, ni souffrir qu'on la proposât. Il est bien vrai, qu'il a vû depuis un Ecrit signé par le Lord Conway & autres, touchant certains pardons, suspensions, dispenses, en faveur des Papistes, daté le 7. d'Août 1623. qui en effet n'est guères moins qu'une tolérance & dont voici le contenu.

A Salisbury le 7. d'Août 1623.

Vu u. iij

DECLA

DECLARATION

touchant les Pardons, Suspensions & Dispenses des
Catholiques Romains.

Comme cette Déclaration a été insérée toute entière dans l'Histoire du Regne de Jacques I. page 218. &c. je ne croi pas qu'il soit nécessaire de la repeter ici.

Le Comte de Bristol affirme que cette Déclaration fut un effet des Négociations du Duc de Buckingham, & qu'elle fut traitée & conclue par le Lord Conway, avec les Ambassadeurs d'Espagne, pendant que le Prince étoit à Madrid : qu'on n'en informa point le Comte, & qu'on ne lui en demanda pas son avis : car s'il en avoit été informé, il auroit protesté contre. Tout cela considéré, avec la difference entre les Articles de Religion accordez par le Comte & par le Chevalier Aston le 2. de Décembre 1622. & ceux qui ont été accordez depuis, il ne doute pas, Mylords, qu'il ne vous paroisse clairement, qui sont ceux qui ont travaillé à l'avancement de la Religion Romaine, & que vous ne jugiez le Comte bien malheureux de se voir chargé d'une Accusation de cette nature.

REPONSE AU VI. ARTICLE.

Le Comte de Bristol répond au VI. Article, que les assurances qu'il a données au Roi & au Prince touchant les Traitez, étoient telles, que ç'auroit été en lui une infidélité que de les leur cacher. C'étoient précisément les mêmes qu'il avoit reçues de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de leurs Ministres, & on n'en peut pas demander de plus grandes entre les Ministres des Princes, dans des cas semblables. Pour ce qui regarde les délais de la Cour d'Espagne, il n'y a jamais eu de tems où on eût moins de sujet de s'en plaindre, & avec moins de couleur, que quand Sa Majesté arriva en Espagne. Car il y avoit déjà un tems marqué pour attendre la Dispense de Rome, sçavoir le mois d'Avril pour le plus tard, c'est-à-dire, environ un mois tout au plus, après l'arrivée du Prince à Madrid. Le Mariage devoit se célébrer quatre jours après, & l'Infante devoit partir dans vingt jours après la solemnité. Ainsi, il ne falloit qu'avoir patience deux ou trois mois, pour voir l'issuë de cette affaire, sans qu'il y eût aucune nécessité d'exposer la personne du Prince à un danger si éminent. D'ailleurs, il y a lieu de concevoir de grands soupçons sur ce sujet : car puisqu'on soupçonnoit que les Espagnols n'agissoient pas sincèrement, c'étoit une forte raison pour s'empêcher de mettre le Prince entre leurs mains, puisqu'on ne vouloit uniquement qu'éprouver si le soupçon étoit bien fondé. Mais la vérité est, qu'encore qu'on se soit servi de ce prétexte & qu'on ait fondé là-dessus la nécessité du voyage du Prince, ce ne furent pourtant ni les assurances données par le Comte, ni les soupçons con-

cus contre l'Espagne, qui cauferent le voyage; mais d'autres motifs, comme on le fera voir dans une autre occasion. Le Comte de Bristol ayant eu quelque vent de ce voyage, par quelques discours échappés au Comte de Gondemar, fit partir sur le champ Monsieur *Grifly*, pour aller trouver Son Altesse, & pour tâcher de prévenir l'exécution de ce projet. Monsieur *Grifly* rencontra le Prince & le Duc de Buckingham sur les frontieres de France & d'Espagne, & leur déclara quel étoit le motif de son voyage. Ainsi, quoi que le Comte confessé que ce qui est dit dans cet Article n'est que trop vrai, sçavoir que par ce voyage, la personne du Prince, la Paix & la sûreté du Royaume, étoient exposées à un danger dont le souvenir fait encore trembler tous les bons Anglois, il est pourtant juste que le blâme en soit rejeté sur ceux qui l'ont proposé & conseillé, & non pas sur le Comte. Il est vrai qu'il a plu à la bonté divine de ramener le Prince en santé, à la grande satisfaction du Comte & de tous les honnêtes gens. Mais il n'est pas moins vrai, que jamais un Prince n'a été exposé à de si grands risques, sur de si légers fondemens. En ce cas-là, ce n'est pas le succès qu'il faut examiner, mais les conseils par lesquels les choses ont été entreprises.

REPONSE AU VII. ARTICLE.

Il répond à l'Article VII. qu'il n'a jamais proposé, ni tâché de persuader au Prince de changer de Religion, ni de la maniere qui est exposée dans cet Article, ni d'aucune autre. Il ne conçoit pas même qu'on puisse tirer la conséquence qu'on tire de l'Accusation elle-même, de la maniere qu'elle est exposée. Il ne seroit donc pas nécessaire d'y faire une Réponse plus ample. Néanmoins, pour faire voir que, dans ce qu'il dit au Prince, il n'agissoit pas fausement, artificieusement, & traitreusement, ni dans l'intention qui lui est attribuée, & pour justifier son intention devant cette haute & honorable Cour, il dit :

Qu'il avouë, que peu de jours après l'arrivée du Prince à Madrid, & dans le tems qu'il avoit l'honneur de le loger dans sa maison, s'étant aperçu par les discours des Ministres d'Espagne, que l'opinion générale étoit, que le Prince étoit venu en Espagne à dessein de se faire Catholique, & ce même matin, le Comte de Gondemar ayant pressé le Comte de ne s'opposer point à un si pieux ouvrage, & paroissant assuré de l'assistance du Duc de Buckingham, l'edit Comte de Bristol ayant trouvé le Prince seul dans son Antichambre, se mit à genoux devant lui, & lui dit, Qu'il avoit à lui parler d'une affaire qu'il importoit beaucoup à Son Altesse de sçavoir, s'il pourroit s'assurer que sa hardiesse lui seroit pardonnée, ce que Son Altesse lui promit gracieusement. Sur cette assurance, il lui dit, que l'opinion de la Cour d'Espagne étoit qu'il étoit venu pour se faire Catholique, & pour se déclarer tel dans cette Cour. Le Comte confesse, que, dans ce même tems, vû ce qu'il avoit déjà entendu, il supplia Son Altesse d'agir librement avec lui, comme avec un Serviteur auquel il pouvoit se confier, ou telles paroles semblables. Mais il étoit si éloigné de vouloir persuader à Son Altesse de se faire Catholique, que sans attendre sa Réponse, il lui déclara qu'il étoit lui-même Protestant, & le seroit
toute

toute sa vie : que néanmoins , il ne laisseroit pas de continuer à le servir , & de travailler à avancer ses affaires & celles du Roi son Pere , avec autant de fidélité qu'aucun Catholique que ce pût être. Sur cela , il plut au Prince de faire une Déclaration très-claire de sa Religion , & de la résolution où il étoit de ne la quitter jamais. Il parut fort choqué de ce qu'on avoit une opinion si indigne de lui , que pour une Femme ou pour quelque autre considération il pût être capable de chanceler dans sa Religion. Le Comte le voyant dans cette disposition , lui demanda pardon de sa hardiesse , & le supplia de ne pas souffrir que ses affaires fussent renversées , en permettant que les Espagnols entretinssent plus long-tems l'opinion qu'ils avoient conçue de lui , ou en faisant quelque chose qui pût leur donner lieu d'entretenir leurs espérances. Il lui dit encore , qu'il n'étoit pas possible que le Mariage se fît sans dispense , & qu'aussi long-tems que la Cour d'Espagne , qui devoit procurer la Dispense , auroit quelque espérance de sa conversion , elle ne se contenteroit pas des Articles dont on étoit déjà convenu. Le Prince approuva son sentiment , dit qu'il attendroit la Dispense , & envoya Monsieur *Andrws* à Rome pour en presser l'expédition. Le jour suivant , le Comte parla fort nettement aux Comtes d'Olivarez & de Gondemar , & leur dit , que c'étoit agir avec beaucoup d'incivilité , que de presser le Prince d'accorder d'autres conditions pires que celles dont on étoit convenu , à cause de la confiance avec laquelle il étoit venu se mettre entre leurs mains. Ces deux Seigneurs furent tellement choquez de son discours , qu'ils s'éloignèrent entièrement de lui , du moins pendant quelque-tems. Mais comme on pourroit objecter que ce que le Comte vient de dire est inventé pour répondre aux objections présentes , il paroîtra que la chose se passa ainsi , par sa Lettre du neuvième de Septembre , écrite au Roi , laquelle fut montrée au Prince , avant son départ d'Espagne. Quoi qu'il soit vrai , que le Comte ne tâcha point de dissuader le Prince de changer de Religion , puisqu'il n'y avoit pas lieu de le faire , cependant sans attendre sa Réponse , il se déclara lui-même bon Protestant , & lorsque Son Altesse lui eut fait connoître son zèle & sa constance , il le pria de faire en sorte que les Espagnols , pour quelque cause que ce fût , ne pussent rien espérer à cet égard.

Mais parce que la Religion est la chose du monde sur laquelle les honnêtes gens souhaitent le plus de se justifier , sur tout lorsqu'on met leur innocence en doute sur ce sujet par une Accusation telle que celle dont il s'agit , il supplie très-humblement cette honorable Cour , de ne pas regarder comme une digression ce qu'il va encore dire pour donner une entière satisfaction sur ce point. Ce ne sera pas par un simple discours , mais par un témoignage par écrit & authentique de l'opinion où il étoit auparavant , tant par rapport au mariage que par rapport à la Religion. Lorsqu'il fut premièrement employé pour aller traiter du Mariage en Espagne , dans l'année 1617. le Roi lui ayant commandé d'en rendre compte au Prince son Fils , il prit la liberté , en partant pour l'Espagne , de présenter au Prince , son opinion par écrit , signée de sa propre main , afin qu'elle fût un témoignage de ses actions à venir. En voici la Copie.

MONSIEUR,

Le sentiment que j'ai toujours pris la liberté de présenter à Sa Majesté touchant votre Mariage, a été, que tant à cause de la conscience que pour la satisfaction des Sujets & Alliez de Sa Majesté, comme aussi pour le repos & sûreté de ses Royaumes, Votre Altesse devoit prendre une Femme Protestante, quoi qu'elle ne fût pas Fille de Roi, & qu'elle n'eût pas une dot capable de soulager Sa Majesté dans ses besoins présents. Car il peut se trouver des moyens pour assister le Roi, soit en usant d'une bonne &c nomie pendant quelques années, ou en gagnant l'affection du Peuple en telle sorte, que Sa Majesté, puisse espérer des secours du Parlement par la voye des Subsidés. Au contraire, si le nombre & la puissance des Papistes s'accroissent, comme il n'en faut point douter, si Votre Altesse prend une Femme Catholique, à cause des conditions qu'il faudra nécessairement accorder pour l'exercice de sa Religion, tant pour elle, que pour ses Domestiques, il arrivera par degrés, que les deux Religions se trouveront dans une égalité de puissance, ce qui ne peut se faire qu'en hazardant le repos de l'Etat, & en l'exposant à des dangers qui obligeront à suivre des méthodes qu'on n'a pas accoutumé de mettre en pratique dans ce País. Mais encas que Sa Majesté, selon sa sagesse, & par de puissantes considérations, trouve à propos que vous preniez une Femme ou en France, ou en Espagne, ou en quelqu'autre País Catholique, soit qu'il ne se trouve point de Princesse Protestante dont l'âge ou la naissance vous conviennent ou qu'elle ne puisse pas, par une dot convenable, soulager les besoins de Sa Majesté, je conçois que votre Mariage en Espagne est celui par lequel l'Etat souffrira le moins d'inconveniens & d'embarras. Ce sera, dis-je, celui qui pourra le mieux suppléer aux nécessitez du Roi, par la grandeur de la dot, supposé que ce Mariage se puisse faire, sous les conditions, par rapport à la Religion, auxquelles les autres Princes peuvent prétendre.

C'est ce que j'ai jugé à propos de représenter humblement à Votre Altesse. Car je voi que l'emploi dont je suis chargé va être sujet à la censure de plusieurs honnêtes gens, avec lesquels, quoique je sois d'une même opinion, je parois néanmoins être en opposition en plusieurs manières. Car il est plus convenable pour moi de servir aux desseins de mon Maître, que de leur déclarer mes sentimens particuliers. Mais ie n'ai pas cru devoir dissimuler avec Votre Altesse, c'est pourquoi, je vous supplie très humblement de m'accorder votre faveur, si je travaille à mettre en effet ce que je souhaite. Que si Sa Majesté, sous quelque proposition ou Requête du Parlement, ou sur quelque autre considération qu'on pourra lui mettre devant les yeux, juge à propos de rechercher pour Votre Altesse une Princesse Protestante, comme je serai prêt à y travailler avec autant d'ardeur que personne qui soit au monde, j'espère aussi de ménager l'affaire que j'ai en main, d'une telle manière, que bien loin d'apporter quelque obstacle à ce dessein, elle sera plutôt propre à l'avancer. Mais encas que Sa Majesté ne puisse pas condescendre à ma proposition touchant votre Mariage avec une Princesse Protestante, j'espère que Votre Altesse ne désapprouvera pas que je travaille réellement & efficacement à faire réussir votre Mariage en Espagne, sous les conditions touchant la Religion & la dot, que Sa Majesté jugera convenables.

Outre cette Déclaration , le Comte peut ajoûter , que tous les jours de sa vie , il s'est fait connoître bon Protestant , sans avoir jamais fait aucun acte qui ne fût conforme à sa profession. De plus , dans tous ses autres emplois , pendant l'espace de quatorze ans , de plus de cinq cens personnes qui ont été dans sa dépendance , il n'y en a point eu qui ayent changé de Religion , excepté deux Laquais qui avoient été élevez dans la Religion Papiste en Irlande leur patrie. Il demande encore qu'on prenne la déposition des Docteurs *Mason & Wren* , qui étoient Chapelains du Prince en Espagne , de Monsieur *Stamford* Chanoine de Cantorbéri , de Monsieur *Boswell* Curé de la Paroisse de Saint Laurent à Londres , de Monsieur *Frewen* Professeur en Théologie dans le Collège de la Magdeleine à Oxford , qui ont été Chapelains du Roi en Espagne , touchant le fréquent usage qu'il a fait des Sacremens , & touchant ses fréquens exercices de Religion. Qu'on examine aussi sous Serment , les Catholiques qui sont connus pour avoir été ses anciens amis , s'ils l'ont jamais vû , soit en particulier , soit en public , en Espagne ou en Angleterre , dissimuler sa Religion , ou se dispenser d'en faire une profession ouverte. Qu'on examine encore Messieurs *Frewen & Wake* , si , dans les dangereuses maladies dont il a été attaqué depuis quelques années , il ne leur a pas déchargé son cœur à cet égard , & s'il n'a pas témoigné sa Foi , comme il convient à un bon Chrétien Protestant.

REPONSE AU VIII. ARTICLE.

Sur le VIII. Article , le Comte nie d'avoir jamais voulu persuader au Prince de se faire Catholique , & de devenir obéissant au Siège Romain , & que ce fût dans cette intention qu'il tint au Prince le discours dont il est parlé dans cet Article. Mais il avouë , que sur une Lettre que le Prince reçut (1) , dans laquelle on lui remettoit en mémoire les grandes actions faites par ses Ancêtres dans les Croisades , & qu'en ce tems-là , les grands Rois non seulement envoyoiient leurs forces , mais alloient eux-mêmes à la Terre Sainte , il peut avoir dit , par maniere de conversation , & non autrement , qu'à cause de la différence des Religions , il étoit plus difficile en ce tems-ci qu'alors , d'entreprendre de grandes actions , de quoi on pouvoit même donner pour preuve l'affaire du Mariage du Prince , à laquelle on travailloit actuellement , & dans laquelle on ne pouvoit se passer du consentement du Pape. C'est sur ce fondement , que ceux qui ont eu l'honneur d'approcher de la personne du feu Roi , lui ont souvent ouï dire , qu'il étoit un véritable Martyr , & qu'il souffroit plus pour la Religion que tous les autres Princes Chrétiens. Il en alléguoit diverses preuves , & particulièrement celle-ci , qu'il ne pouvoit marier ses Enfans avec des personnes de leur rang , sans l'approbation du Pape. Mais le Comte nie d'avoir jamais dit dans aucune autre intention , que pour faire voir que la conscience & l'amour de la Vérité , & non aucunes considérations temporelles , rendoient les gens constans & zélés pour leur Religion. Dans ce discours , il faisoit l'éloge de l'honneur & de l'assurance que la Religion Protestante inspire ; mais il n'en tiroit pas un argument pour persuader le contraire , comme il est insinué dans cet Article.

(1) C'étoit une Lettre du Pape.

Outre cela , pour réponse à cet Article , il conçoit , qu'on pourroit bien faire la même question que le Prince lui fit , telle qu'elle est rapportée dans le VII. Article. *Qu'est-ce qu'il voyoit en lui pour le croire si lâche , que de vouloir changer de Religion pour une Femme ou pour quelqu'autre considération temporelle ?* Ainsi , comment peut-on s'imaginer , que la raison qu'on peut entreprendre de grandes actions dans le monde , chose purement temporelle , soit un argument pour persuader à un Prince si bien instruit , de changer de Religion , comme si l'ame d'un Prince Chrétien , par rapport à sa Religion & à sa Foi , pouvoit être persuadée par des considérations temporelles. Pour prouver que le Comte avoit voulu persuader au Prince de changer de Religion , il auroit fallu rapporter les argumens tirez de l'Ecriture , dont il s'étoit servi pour le satisfaire touchant la croyance de l'Eglise Romaine , ou faire voir , qu'il l'avoit engagé dans des Conférences avec des Sçavans de cette Eglise. Autrement , il conçoit que les raisons dont on se sert pour prouver cette Accusation , sont très-foibles , par rapport soit à lui-même , soit à la piété du Prince.

R E P O N S E A U I X . A R T I C L E .

Sur le IX. Article , le Comte répond , qu'il est vrai qu'on parloit en Espagne de la maniere d'accommoder les affaires du Prince Palatin , & qu'on proposoit , mais seulement par maniere de conversation , de marier le Fils aîné de ce Prince avec une Fille de l'Empereur , & de le faire élever à la Cour Impériale. Que le Comte dit , par maniere de conversation , & non autrement , qu'il croyoit que le Roi son Maître ne seroit pas contraire à ces deux propositions , pourvu que le jeune Prince fût élevé dans sa Religion , & par le Gouverneur & Précepteurs que le Prince son Pere lui donneroit , & qui auroient le libre exercice de leur Religion. Car c'étoit ainsi que le feu Roi s'en étoit expliqué avec le Comte , en lui ordonnant de ne perdre pas les occasions d'encourager ceux qui voudroient faire de pareilles propositions. C'est de cette maniere , par voye de conversation , & non autrement , que le Comte en dit son sentiment au Prince , lorsque Son Altesse étoit en Espagne. Car le Comte est bien assuré , que le Prince étoit déjà retourné en Angleterre , avant que cette affaire fût sérieusement mise sur le tapis. Il croit qu'elle fut premièrement proposée & débattue en Angleterre , dans une Conférence entre le Secrétaire Calwert & l'Ambassadeur d'Espagne , le 2. d'Octobre 1623. Sa Majesté en ayant été informée par une Lettre du Secrétaire , approuva la proposition , & déclara , qu'il concevoit que c'étoit-là l'unique moyen d'accommoder ces grands différends. Il écrivit sur ce sujet une Lettre au Prince Palatin son Gendre , le 9. de Novembre 1623. de laquelle le Lord Conway envoya une Copie au Comte de Bristol , avec la Relation de Monsieur Calwert. Voici la Lettre.

Nous avons jugé que le meilleur moyen pour rétablir vos affaires , & pour assurer votre repos , est de couper par la racine l'inimitié que l'Empereur a conçue contre vous. Pour cet effet , nous croyons que le moyen le plus propre & le plus puissant pour éteindre cette haine , c'est une bonne Alliance entre votre Fils aîné , & la Fille de l'Empereur , sur l'assurance que nous avons que cette proposition sera ac-

ceptée par l'Empereur si vous y donnez votre consentement. Et pour vous en assurer le succès, je suis déterminé, avant que d'en faire la proposition à l'Empereur, d'intéresser dans cette affaire le Roi d'Espagne, qui, comme j'en suis persuadé, ne me refusera pas son secours, tant pour l'amener à une bonne fin, que pour en faire observer les conditions. Entre ces conditions, s'il arrive que l'Empereur demande que votre Fils soit élevé dans sa Cour, pendant sa minorité, nous ne voyons point de raison qui doive vous porter à le refuser, pourvu qu'il veuille se lier par ces conditions, sçavoir que votre Fils aura un Gouverneur tel que vous voudrez le lui donner, sans qu'il soit nécessaire qu'il soit Catholique, & que ni le Prince ni aucun de sa suite ne soient en aucune manière forcez dans leurs consciences. Ma pensée est, qu'avant que votre Fils soit mis entre les mains de l'Empereur, nous aurons une pleine assurance, que tout ce qui vous appartient vous sera pleinement & entièrement restitué. Je prendrai aussi soin d'avoir des assurances claires & certaines touchant la liberté de conscience de votre Fils & de ses Domestiques, de la manière qu'on en a usé ici, touchant les conditions accordées à l'Infante. C'est pourquoi, puisqu'il n'y a point d'inconvénient qui doive vous éloigner de cette proposition que nous jugeons être la voye la meilleure, la plus courte & la plus honorable que vous pouvez suivre pour obtenir la restitution, & pour faire une Paix assurée avec l'Empereur, j'espère d'avoir votre consentement, & je vous prie de me faire Réponse au plutôt.

Comme cette Lettre fut écrite après le retour du Prince en Angleterre, il est manifeste que la proposition du Mariage dont est question n'avoit pas été faite avant ce tems-là, puisque le Roi disoit, qu'il avoit résolu d'y intéresser le Roi d'Espagne avant qu'on la proposât à l'Empereur. Il n'est pas moins clair, que le Roi approuvoit cette proposition. Cela doit donc suffire pour justifier le Comte, si, par maniere de conversation, il a fait entendre quel étoit le sentiment de Sa Majesté lequel il ne pouvoit pas honnêtement tenir caché. Il ne se souvient point de ce que le Chevalier Aston dit là-dessus, ni des repliques que lui Comte y fit, mais il peut assurer, que, quoiqu'il pût dire ou repliquer, non seulement ce n'étoit que par maniere de conversation, & non autrement, mais que même c'étoit ce qu'il croyoit lui-même le plus propre pour accommoder les affaires, & qu'il étoit conforme à la volonté du Roi, ce que le Chevalier Aston pouvoit ignorer, comme le Comte croit qu'il l'ignoroit en effet, & non pas pour aucuns égards pour la Maison d'Autriche, comme on veut l'insinuer dans cet Article. Car il concevoit qu'il étoit impossible d'inférer de l'éducation du Prince Palatin à la Cour de l'Empereur, avec un Gouverneur nommé par son Pere, des Domestiques ayant le libre exercice de leur Religion, que ce jeune Prince dût être nécessairement perverti, comme on veut l'insinuer. Il sçavoit bien qu'à la Cour de l'Empereur, les Princes, & même ceux qui sont prisonniers, les Conseillers de l'Empereur, ses Domestiques, ses Généraux, faisant profession de la Religion Protestante, ont le libre exercice de leur Religion. On ne peut pas supposer que le Fils du Prince Palatin, Petit-Fils du Roi de la Grande Bretagne, fût marié sans qu'on stipulât des conditions pour sa Religion, puisque c'est une chose pratiquée dans les Mariages des moindres Princes. D'ailleurs on voit par la Lettre du Roi, qu'il en prenoit un soin tout particulier.

R E P O N S E A U X. A R T I C L E.

Sur le X. Article , le Comte de Bristol dit , que si on compare cet Article où il est accusé de précipitation , avec le second où il est accusé de n'avoir agi que sur des généralitez , sans réduire le Traité à de certains chefs assurez , on pourra voir , que de quelque maniere qu'il se fût conduit , il n'auroit pas pû éviter qu'on ne trouvât à redire à sa conduite. Mais pour répondre directement à cet Article , il dit , qu'il n'a pas presomptueusement & sciemment violé ses Instructions , ni marqué aucun jour pour la célébration du Mariage. Il n'a été que passif dans cette affaire , en admettant le jour marqué par le Roi d'Espagne , suivant les Conventions qui avoient été faites auparavant. Il n'a pas presomptueusement & volontairement défobéi à aucun commandement du Prince qui ne fût , comme il le concevoit , ou qui ne dût être contremandé par des Instructions plus claires & mieux expliquées.

Pour mieux éclaircir sa conduite , il dit , que le jour même que le Prince partit de l'Escorial , S. A. lui mit en main sa Procuration , en présence des Commissaires , & fit en même tems sa Déclaration de la maniere dont il vouloit que le Comte en disposât , laquelle Déclaration fut mise par écrit en forme d'Acte , par le Secrétaire du Roi d'Espagne ; & contenoit , que le Comte devoit remettre la Procuration au Roi d'Espagne , dix jours après l'arrivée de la Dispense. Il est vrai qu'ensuite , le Prince , par une Lettre qui lui fut renduë par Monsieur Clarke , lui commanda de ne pas délivrer la Procuration , jusqu'à ce qu'il eût reçu des sûretés , que l'Infante , après la solennité , ne se feroit pas Religieuse , & qu'avant que de procéder à cet égard , il eût à informer le Prince des sûretés qui seroient offertes , afin qu'il pût juger si elles étoient suffisantes. Sur cela , le Comte , suivant le devoir d'un fidelle Serviteur , informa le Prince des sûretés qu'on lui offroit , & des raisons qu'il jugea propres à être présentées à la considération du Roi & du Prince. Ils en furent tous deux si contens , que sur le champ , ils lui dépêcherent un Courier pour le décharger de l'ordre qu'il avoit reçu du Prince , comme il paroit par leurs Lettres datées le 8. d'Octobre 1623.

L E T T R E D U R O I.

Nous avons reçu votre Lettre par Grisly , avec la Copie de celle que vous écrivez à notre Fils , & nous ne pouvons nous empêcher de vous faire sçavoir , combien nous sommes content de votre discrète & judicieuse Relation , aussi-bien que de l'humble avis que vous donnez à notre Fils. C'est pourquoi , après une meure délibération en nous-même , & après avoir conféré avec notre Fils , nous avons résolu , de son consentement , de nous reposer sur la sûreté que vous trouverez convenable , touchant le doute que l'Infante ait dessein de se faire Religieuse.

L E T T R E D U P R I N C E .

Le Roi & moi avons été tellement satisfaits par vos Lettres touchant le doute que j'ai eu après mon départ de Saint Laurent , que nous jugeons à propos de n'insister pas davantage là-dessus ; mais de laisser à votre discrétion , de prendre la sûreté que vous jugerez convenable.

Par ces Lettres, le Comte se trouva entièrement dégagé du commandement du Prince, & étant libre, il demeura dans l'obligation d'obéir à l'ordre qu'il avoit reçu du Prince avant son départ, qui étoit de procéder selon les Conventions, & suivant la Déclaration de S. A. C'étoit aussi ce qu'il avoit dessein de faire, lorsque, par la Lettre du Prince datée le 13. de Novembre, il reçut un ordre directement contraire, auquel il obéit ponctuellement.

Pour ce qui regarde son intention à l'égard de l'accomplissement du Mariage, il conçoit qu'il auroit commis une grande faute, s'il avoit agi autrement, par ces raisons. 1. Il avoit un ordre signé du Roi, de procéder à l'accomplissement du Mariage. 2. C'étoit le principal but de son Ambassade. 3. Cela lui étoit enjoint par la Commission du Roi & du Prince, sous le grand Sceau. 4. Les Lettres du Roi écrites depuis, & signées de la propre main de Sa Majesté lui confirmoient les mêmes ordres. 5. On étoit convenu que ce seroit dix jours après l'arrivée de la Dispense. 6. Le Roi & le Prince, par les mêmes Lettres du 8. d'Octobre 1623. où ils le déchargeoient de l'ordre qu'il avoit reçu du Prince, touchant le doute que l'Infante n'entrât en Religion, lui faisoient sçavoir que leur intention étoit qu'on procédât au Mariage. 7. C'étoit pour cette même fin, que la Procuration avoit été laissée entre ses mains, & qu'elle avoit été renouvelée depuis le retour du Prince en Angleterre. 8. Il auroit rompu le mariage, sans en avoir reçu l'ordre. Car quoique le Chevalier Aston & lui fissent, leurs efforts pour différer la célébration du Mariage, & pour gagner du tems, le Roi d'Espagne protesta, qu'en cas qu'on insistât à demander un délai, il se croiroit libre par rapport au Traité, à cause de la violation des Conventions. Dans la vérité, quand même le Roi d'Espagne auroit consenti au délai jusqu'à un jour des Fêtes de Noël, comme le Roi & le Prince le demandoient, par leur Lettre, il est certain que la Procuration du Prince n'auroit plus été d'aucune valeur, puisque le tems pour lequel elle avoit été donnée seroit expiré. C'est pourquoi le Comte n'osa, sans en avoir un ordre exprès, faire à une Princesse qui devoit être bien-rôt la Femme du Prince, comme il en étoit encore persuadé, l'affront de marquer pour la célébration du Mariage, un jour auquel il sçavoit que la Procuration du Prince seroit sans force. D'ailleurs, il avoit lui-même juré le Traité. Enfin, il ne pouvoit en honneur & en conscience, que travailler à finir une affaire qui avoit été commise à ses soins, lorsque la Procuration lui fut mise en main avec la Déclaration du Prince dont un Secrétaire du Roi d'Espagne avoit fait un instrument public, laquelle Déclaration lui marquoit expressément la maniere dont il devoit faire usage de la Pro-

Procuration. Comme c'étoit un *Instrumentum stipulatum* un acte auquel le Roi d'Espagne étoit intéressé par l'acceptation de la Procuration, de même que le Prince par la nomination du Procureur, le Comte ne pouvoit pas avec honneur trahir la confiance publique, sans un ordre exprès & indubitable auquel il obéit aussi-tôt qu'il l'eût reçu.

La chose étant ainsi, le Comte est persuadé, que quand on aura examiné les contre-ordres supposez, les directions, & les restrictions, mentionnées dans cet Article, on les trouvera très-foibles, & insuffisantes pour faire agir le Comte contre les raisons spécifiées ci-dessus. Il croit aussi fermement, qu'on trouvera que ce qui a été allégué de ses propres Dépêches, à été mal expliqué. Il soutient même, que quand il auroit procédé à la célébration du Mariage, avant que d'avoir reçu l'ordre contraire, auquel il obéit promptement & ponctuellement, on ne pourroit pas dire qu'il eût violé ses Instructions, & qu'on ne pourroit l'accuser d'aucune faute, par le défaut de sûreté par rapport à la restitution du Palatinat, & aux Articles Temporels.

Premièrement, pour ce qui regarde le Palatinat, Sa Majesté ne donna pas audit Comte un ordre exprès & positif, de ne pas procéder à la célébration du Mariage, avant que le Traité touchant le Palatinat fût conclu avec celui du Mariage, ainsi qu'on le prétend dans l'Article. Sa Majesté requeroit seulement ledit Comte, de faire en sorte, qu'il pût avoir l'agréable nouvelle de tous les deux, à Noël, comme il paroît par sa Lettre du 8. d'Octobre. En effet, ses Instructions du 14. de Mai 1621. portoient expressément, *Qu'il ne devoit pas faire de la restitution du Palatinat une des conditions du Mariage*, & sa Lettre du 30. de Décembre 1622. contient précisément le même ordre. Cela n'empêcha pas, que, suivant le désir de Sa Majesté, contenu dans sa Lettre du 8. d'Octobre, le Comte n'agit avec tant de soin, qu'il obtint une promesse positive, qu'avant que la Procuration dût être exécutée, le Palatinat seroit rendu suivant le désir de Sa Majesté. De plus, le Comte d'Olivarez, au nom du Roi d'Espagne, & au sien propre, pria le Comte de Bristol & le Chevalier Aston, d'assurer le Roi leur Maître, de la réelle exécution de cette promesse. Il leur dit même, que s'il étoit nécessaire, ils pouvoient y engager leur honneur & leur vie, comme il paroît par leur Dépêche commune du 23. de Novembre 1623. Sur cela, les deux Ambassadeurs convinrent ensemble, qu'il étoit à propos de demander, que cette promesse leur fût donnée par écrit, avant que la Procuration fût délivrée. Suivant cette résolution, le Comte demanda aux Ministres d'Espagne qu'on lui donna cette Réponse ou Promesse qui devoit être la même qu'on leur mit effectivement en main depuis, sçavoir le 8. de Janvier 1624. C'étoit aussi de quoi le Comte & le Chevalier Aston étoient assurés, comme il paroît par leur Lettre du 23. Novembre 1623. en ces termes :

Que Sa Majesté pourroit, selon son désir notifié dans sa Lettre du 8. d'Octobre, donner dans les Fêtes de Noël, à la Princesse sa Fille, l'agréable nouvelle de la fin de ses souffrances, & au Prince son Fils, celle de se voir marié avec une très-digne & très-excellente Princesse.

Il paroît manifestement de tout ce qui vient d'être dit, que le Comte n'avoit pas dessein d'abandonner l'affaire du Palatinat, en voulant procéder au Mariage. Mais il avoué, que son sentiment étoit, que la plus grande preuve que

que Sa Majesté pouvoit avoir de la sincérité de la Cour d'Espagne à l'égard du Palatinat, étoit la sincérité de cette même Cour à l'égard du Mariage. Le Roi étoit du même sentiment, aussi-bien que les Seigneurs Commissaires, comme on le peut voir dans les Instructions du 14. de Mai 1621. & ils continuerent d'avoir la même opinion, ainsi qu'il paroît par la Lettre de S. M. du 7. de Janvier 1624.

Quant aux Articles Temporels, voici la Réponse du Comte. La célébration du Mariage ayant été fixée au 10. d'Août, avant le départ du Prince, & n'ayant été différée que par le retardement de la Dispense, le Prince ordonna au Comte & au Chevalier Aston, de s'assembler avec les Ministres d'Espagne, à quoi ils obéirent. Ils dressèrent donc ensemble les Chefs des Articles Temporels, & les communiquèrent au Prince & au Duc de Buckingham. Cependant, si la Dispense étoit arrivée, & que le Mariage eût été célébré au jour qui avoit été fixé, il est certain qu'il n'y auroit eu aucune précaution prise par avance par rapport aux Articles Temporels. Mais immédiatement après le départ du Prince, le Comte les fit mettre en bonne forme, & les envoya au Roi le 27. de Septembre 1623. souhaitant de sçavoir sa volonté en toute diligence, & sur tout s'il y avoit quelque chose qui lui déplût. Mais on ne lui fit rien sçavoir, qui marquât le moindre mécontentement, jusqu'à ce qu'il reçut la Lettre du 23. de Novembre, par laquelle il lui étoit ordonné de différer la célébration du Mariage. Il paroît donc que le Comte étoit si éloigné du dessein de violer ses Instructions, ou de l'intention de faire célébrer le Mariage, avant que le Roi & le Prince eussent reçu satisfaction sur le doute quel'Infante ne se fît Religieuse, ou sur la restitution du Palatinat, ou à l'égard des Articles Temporels, qu'il n'est digne d'aucun blâme, même par rapport à son intention. Mais quand même son intention auroit été mauvaise, ce qui n'est pas, cette intention n'ayant pas été réduite en acte, la faute seroit expiée par son obéissance, avant que d'avoir exécuté son intention. Car c'est ainsi que Dieu agit envers les hommes.

Pour ce qui regarde l'aggravation qu'on presse contre lui, qu'il avoit marqué un tems si court pour la célébration du Mariage, que sans une diligence extraordinaire, le Prince se seroit trouvé lié, il répond, comme il l'a déjà fait, Qu'il n'a de lui-même marqué aucun tems, & qu'il n'étoit pas en son pouvoir de le différer après la venue de la Dispense, sans rompre un Mariage auquel on travailloit depuis tant d'années, & qui étoit si fort désiré. Cependant, lui & le Chevalier Aston ayant employé toute leur industrie pour découvrir de quelle manière la Cour d'Espagne prendroit la proposition d'un délai, ils trouverent que le Roi d'Espagne étoit absolument résolu à procéder selon les Conventions, & à demander la Procuration, dix jours après l'arrivée de la Dispense. Dans le même tems, la nouvelle étant venue de Rome, que la Dispense étoit accordée, & qu'elle arriveroit au premier jour, le Comte souhaita de sçavoir la volonté de Sa Majesté dans un cas de cette importance. Pour cet effet, il dépêcha un Courier avec ordre de faire toute la diligence possible, pour lui faire sçavoir qu'il ne voyoit aucun moyen de retarder le Mariage plus de quatre jours au-delà du terme marqué, sans hazarder la rupture, à quoi il n'étoit pas autorisé.

Mais ce n'étoit pas une nouvelle résolution, & le Roi n'étoit pas si réferré

fermé par rapport au tems , comme il est dit par cet Article. C'est ce qui paroît par la Lettre du Comte du 28. de Septembre 1623. dans laquelle il disoit à Sa Majesté touchant le scrupule à l'égard de l'Infante , *Que si la Dispense arrivoit , il ne voyoit aucun moyen de retenir la Procuration , au-delà de vingt ou de vingt & quatre jours.* Ainsi , quoiqu'il n'y eût aucune difficulté avant le 23. de Novembre 1623. il étoit pourtant aisé de prévoir , qu'il falloit qu'il en arrivât , quand la Dispense seroit venue : de sorte qu'on étoit averti deux mois à l'avance , sçavoir , depuis le vingt-huit de Septembre , jusqu'au vingt-neuf de Novembre , qui étoit le jour auquel le Mariage auroit dû se célébrer.

Par ces raisons , Mylords , le Comte remet à votre Jugement , laquelle de ces deux voyes il devoit prendre pour agir avec plus d'assurance & plus conformément à son devoir , ou de renverser une affaire de cette importance , sur des conjectures & sur des conséquences , ou d'avoir représenté au Roi avec vérité & sincérité , comme il le fit , le véritable état de l'affaire , avec son très-humble avis là-dessus : de lui avoir demandé , qu'en cas , qu'il fût résolu de rompre le Mariage , il lui plût de lui envoyer un ordre clair & précis , afin qu'il pût s'acquitter avec honneur de la confiance qu'on avoit eue en lui , lorsque la Procuration avoit été mise entre ses mains. Il ajoutoit , qu'en attendant que Sa Majesté pût prendre en considération les inconvéniens qui pourroient naître d'une rupture , il étoit bon de suspendre au moins ces mêmes inconvéniens , en se tenant dans des termes d'honnêteté , afin que Sa Majesté eût le tems de se bien éclaircir là-dessus.

Quant aux mauvaises conséquences qui , comme on le prétend , auroient suivi , si le Comte eût fait célébrer le Mariage , avant que d'avoir reçu un contre-ordre , il supposoit , que Sa Majesté auroit vu accompli un Mariage qu'il souhaitoit depuis si long-tems : que le Prince auroit eu une digne Femme qu'il aimoit : que la dot étoit plus grande qu'aucune qui ait jamais été donnée dans la Chrétienté : que le Roi d'Espagne s'étoit engagé à faire rendre le Palatinat , & le Comte concevoit , qu'une Princesse d'Espagne , une dot de deux millions , & quelques autres avantages pour la Couronne d'Angleterre , n'étoient pas un mauvais gage de cette restitution. D'un autre côté , il prévoyoit que le Prince seroit du moins un an sans se marier , contre l'intérêt de l'Angleterre. Il croyoit , que le recouvrement du Palatinat par la force des armes , des mains de l'Empereur & du Duc de Bavière , seroit un ouvrage très-difficile , & que vrai-semblablement , toute la Chrétienté alloit être en combustion. Il désiroit donc que Sa Majesté réussît dans son projet , & qu'il eût l'honneur & le bonheur , non seulement de procurer la Paix & l'abondance à ses Sujets , mais encore d'accommoder les plus grands différends qu'il y ait eu depuis long-tems dans la Chrétienté , & enfin , de prévenir , par sa piété & par sa sagesse , l'effusion de sang qui devoit nécessairement suivre d'une rupture. Il avoie , qu'outre le zèle qu'il avoit pour le service de Sa Majesté , c'étoient là les raisons qui le rendoient si ardent à conclurre ce Mariage. Les affaires de Sa Majesté se trouvant sur le point d'être terminées à son contentement , comme le Comte concevoit qu'elles l'étoient , & se flatant lui-même d'avoir , en bon Serviteur , servi Sa Majesté fidèlement & avec succès , il ne peut que se trouver bien malheureux de voir tout d'un

coup les affaires renversées sans dessus dessous , & de se trouver le seul Ministre en disgrâce, soit en Espagne, soit en Angleterre.

REPONSE AU XI. ARTICLE.

Sur le XI. Article, il dit, qu'il est fondé sur une Requête supposée scandaleuse, qu'il a présentée à cette honorable Chambre qui auroit pu la juger telle, ou sur la matiere en elle-même ou sur l'examen du Comte. Quant à la matiere, il dit, qu'elle ne peut être regardée comme scandaleuse, jusqu'à ce qu'elle ait été examinée & trouvée fautive. Mais pour répondre plus directement à cet Article, il dit, que la Requête est telle qu'on n'en peut pas tirer les conséquences qu'on en tire. Il espère d'en prouver le contenu d'une maniere qui n'offensera point Sa Majesté, & qui ne méritera point les expressions dont on se sert dans l'Accusation. Au contraire, tout ce qu'il a dit, ou dira pour sa défense, ne tendra qu'à l'honneur & au service de Sa Majesté, en lui remettant en mémoire diverses circonstances, & en l'informant de diverses particularitez qui, par d'indignes pratiques, lui ont été ou cachées, ou mal rapportées.

Après avoir ainsi présenté à cette honorable Cour, des raisons & des preuves, qui, comme il le conçoit, sont suffisantes pour le décharger de tout crime, il demande très-humblement, Qu'en cas qu'il paroisse, que, par quelque erreur de jugement, par trop de zele pour le service de Sa Majesté, par ignorance des Loix de ce Royaume, dont ses emplois dans les Païs étrangers l'ont empêché de s'instruire parfaitement, si enfin, en quelque maniere que ce soit, il se trouve qu'il ait violé les Loix dans quelque'un des Articles pardonnez par l'Acte d'Amnistie passé en Parlement, la 21. année du Roi Jacques d'heureuse mémoire, il supplie qu'on le fasse jouir du bénéfice de cette Amnistie, à condition qu'il prouvera, qu'il n'est point excepté dans ledit Acte. Il espère néanmoins, qu'il n'aura pas besoin de pardon, après avoir si souvent reçu des assurances, tant de la propre bouche de Sa Majesté, qu'il ne l'avoit point offensé, qu'en dernier lieu, par une Lettre du Lord Conway, qui lui a écrit, qu'il pouvoit demeurer en assurance, & se tenir en repos, sans crainte d'être recherché. Mais il espère, Mylords, que vous jugerez, non seulement qu'il n'est pas digne de blâme, mais même qu'il a servi leurs Majestez, avec fidélité, soin, & industrie, & que vous trouverez un moyen, selon qu'il paroîtra convenable à votre justice & à votre sagesse, non seulement pour soutenir l'honneur & la reputation d'un Pair de ce Royaume, qui a été employé en tant d'endroits, mais encore que vous voudrez bien, comme il vous supplie, vous rendre ses intercesseurs envers Sa Majesté, pour qu'il lui plaise de le rétablir dans sa faveur, ce qui est la chose du monde qu'il souhaite le plus ardemment.

Cette Défense du Comte de Bristol m'a paru une Pièce digne d'être conservée à la postérité, dans une Langue plus généralement connue que l'Angloise. La vérité en sort de tous les côtez. Tout y est parfaitement lié: rien n'y paroît déguisé, & l'innocence du Comte s'y fait sentir d'une maniere si claire, qu'on peut à peine former aucun doute sur ce sujet. Mais d'un autre côté,

côté, on y voit une persécution outrée contre ce Seigneur, de la part de ceux qui ne pouvoient qu'être convaincus de son innocence. On voit dans cette persécution, la foiblesse extrême de Jacques I. qui, contre sa propre connoissance, non seulement laissa opprimer le Comte de Bristol qui l'avoit très-bien servi, mais encore se laissa porter à dire au Parlement assemblé en 1624. deux choses également éloignées de la vérité. La première, que, quand le Prince & le Duc de Buckingham arriverent à Madrid, ils y trouverent l'affaire dont le Comte de Bristol avoit été chargé, aussi neuve que si on n'en avoit jamais parlé auparavant. Cependant, il avoit lui-même signé les Articles du Traité, & on n'attendoit que la Dispense de Rome pour célébrer le Mariage, comme il paroît manifestement par la Défense du Comte de Bristol. La seconde, que l'affaire sur laquelle il demandoit l'avis du Parlement, sçavoir, s'il falloit rompre les Traitez avec l'Espagne, étoit encore *Res integra*, quoique depuis deux mois ces Traitez fussent entièrement rompus. Mais la passion de Charles I. contre le Comte de Bristol est si surprenante, qu'après avoir vû la Défense du Comte on peut à peine se persuader, qu'un Prince, d'ailleurs si judicieux, ait pû se laisser porter à dicter à son Procureur Général, une Accusation si remplie de calomnies contre un Seigneur, lequel certainement il ne pouvoit croire coupable, puisque personne n'étoit mieux instruit que lui de cette affaire. C'est un caractère qui ne lui fait pas honneur. Il auroit été plus excusable s'il avoit uniquement fait agir le Duc de Buckingham dont la réputation ne devoit pas lui être plus chère que la sienne propre. Enfin, on voit dans la Défense du Comte de Bristol, une explication claire, nette, & précise, de tout ce qui s'étoit passé en Espagne, dans la Négociation des deux Traitez, pour le Mariage, & pour la restitution du Palatinat, ce qui fait la matière la plus considérable du Regne de Jacques I. Cette Défense fait voir encore d'une manière incontestable ce que tous les bons Auteurs ont assuré, que dans la Relation que le Duc de Buckingham fit au Parlement, en 1624. il ne dit que des faussetez. C'est par cette raison que j'ai cru, que cette Relation du Duc ne seroit pas mal placée après la Défense du Comte de Bristol, afin que le Lecteur, en comparant ces deux Pièces l'une avec l'autre, puisse s'assurer par ses propres yeux, de l'indigne manière dont le Roi Jacques, le Prince son Fils, & le Duc de Buckingham agirent envers le Parlement, pour lui arracher le conseil de rompre avec l'Espagne, sur lequel le Roi Charles insista si fort dans la suite.

RELATION DU DUC DE BUCKINGHAM

faite aux deux Chambres du Parlement, par ordre de Jacques I. sur les affaires d'Espagne dans l'année 1624.

Il faut remarquer que le Duc pour rendre sa Relation plus claire la divisa en six Articles, sçavoir, I. Les motifs du voyage du Prince en Espagne. II. La Négociation du Mariage en elle-même & à part. III. La Négociation

du Mariage & celle de la restitution du Palatinat , unies ensemble par une subordination réciproque. IV. Le retour du Prince en Angleterre. V. Les procédez du Roi dans les deux Traitez , depuis le retour du Prince. VI. L'établissement de la question *super totam materiam*, sur laquelle le Parlement devoit donner son avis.

A R T I C L E I.

Les motifs du voyage du Prince en Espagne.

La Négociation du Chevalier Weston à Bruxelles donna au Roi le premier sujet de soupçon , & lui fit découvrir en quelque maniere , que les Espagnols n'agissoient pas sincèrement avec lui.

Après avoir dit ce peu de mots , le Duc fit lire une Lettre du Roi écrite au Comte de Bristol le 3. d'Octobre 1622. par laquelle il lui ordonnoit de faire entendre au Roi d'Espagne , combien il étoit choqué de la maniere dont l'Empereur en usoit avec lui : de demander au Roi d'Espagne une promesse par écrit signée de sa propre main , que Heidelberg seroit rendu 70. jours apres l'audience , aussi-bien que Manheim & Frankendal , en cas que ces deux Places se trouvassent prises. Si cette promesse étoit refusée , le Roi ordonnoit au Comte de demander au Roi d'Espagne le passage par ses Terres à une Armée Angloise , & d'y joindre lui-même ses propres forces pour recouvrer le Palatinat.

Après la lecture de cette Lettre , le Duc pria les deux Chambres d'ajouter foi à ses paroles , puisqu'il ne diroit rien qui ne fût attesté par le Prince qui étoit présent , & ajoûta , que cette Lettre n'étoit pas ce qu'on pouvoit alléguer de plus fort contre le Comte de Bristol. Après cela il continua son Discours en cette sorte :

Sur cela , le Comte de Bristol reçut un ordre exprès de suivre ses Instructions avec plus d'ardeur qu'il n'avoit fait jusqu'alors , & en cas de refus de la part du Roi d'Espagne , de prendre son audience de congé , & de s'en retourner en Angleterre , ce que le Comte de Bristol n'exécuta pas ponctuellement.

Porter , qui avoit porté cette Lettre au Comte , avoit ordre de ne demeurer que dix jours à Madrid. Après un séjour de quatre ou cinq jours , ne voyant aucune apparence d'être promptement expédié , il alla trouver le Comte d'Olivarez , au service duquel il avoit été , & le pria de le dépêcher promptement. Olivarez lui demanda ce qu'il souhaitoit. Porter repliqua , Rien que ce qui a été ci-devant promis , qu'en cas que l'Empereur refuse de restituer le Palatinat , le Roi d'Espagne assiste le Roi mon Maître pour le recouvrer , ou lui donne passage par ses Terres. Olivarez répondit , que c'étoit une demande faite fort mal à propos. Quoi , dit-il , assister le Roi d'Angleterre contre l'Oncle du Roi , & contre la Ligue Catholique ? Porter voulant lui parler du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne , Olivarez répondit , qu'il n'en avoit pas entendu parler (1).

Pour

(1) Il y avoit déjà six ans que le Mariage se négocioit actuellement à Madrid. Il y avoit des Articles signez que Grégoire XV. avoit renvoyez avec ses Apostilles. Il faut donc nécessairement que le Comte d'Olivarez , ou Porter , ou le Duc de Buckingham n'ayent pas dit la vérité.

Porter ayant informé le Comte de Bristol de cela , Bristol dit , qu'il feroit rendre compte à Olivarez , s'il tenoit ce langage avec lui , & lui feroit voir qu'un Comte d'Angleterre étoit autant qu'un Comte d'Espagne. Mais le lendemain , il changea d'avis , & ayant fait appeller Porter , il conclut qu'il falloit ménager cette affaire plus doucement. Il dit de plus , que le Comte d'Olivarez avoit paru réservé à Porter , parce que Porter n'avoit pas de caractère de Ministre public. Le Comte d'Olivarez fut fâché contre Porter de ce qu'il avoit rapporté cela au Comte de Bristol. Porter retourna avec une Dépêche pleine de généralitez , sans rien de particulier , & sans aucune certitude par rapport au Prince qui , sur cela , prit la résolution d'aller lui-même en Espagne , & en donna les raisons suivantes.

Il voyoit que le Roi son Pere étoit manifestement abusé : que les Espagnols avoient gagné ou extorqué des conditions par rapport à la Religion (1) : que les affaires de sa Sœur étoient de plus en plus desespérées : que son voyage étoit le seul moyen ou de conclurre ou de rompre : qu'un délai étoit pire qu'un refus : que dans une maladie desespérée , il falloit un remede desespéré (2). Sur cela S. M. ordonna au Duc de Buckingham , d'accompagner le Prince dans son voyage.

A R T I C L E II.

Le Traité du Mariage séparé & en lui-même.

Le Prince étant arrivé à Madrid , le Comte d'Olivarez lui rendit visite. Il exagéra beaucoup l'obligation que le Roi d'Espagne avoit au Prince , disant , qu'enfin , sans aucun doute , le Mariage s'accompliroit. Il ajouta , qu'il falloit que nous partageassions le monde entre nous.

Le lendemain , le Comte d'Olivarez ayant pris le Duc dans son Carrosse , & Porter pour leur servir d'Interprète , dit , Dépêchons promptement ce Mariage , & concluons sans le Pape. Le Duc répondit , qu'il en étoit content , mais qu'il souhaitoit de sçavoir de quelle maniere on vouloit s'y prendre. De quelle maniere ? répliqua le Comte , rien n'est plus aisé , c'est par la conversion du Prince : car nous ne pouvons pas concevoir qu'il ait entrepris ce voyage que dans ce dessein.

Le Duc répliqua sur le champ , qu'ils étoient venus librement en Espagne , & qu'ils s'en retourneroient de même : qu'ils n'étoient pas des Joueurs de passe-passe , & qu'ils n'étoient pas venus pour faire de nouvelles conditions (3). Que le Prince étoit ferme dans sa Religion , & qu'il n'avoit aucun scrupule sur ce sujet , & que si on touchoit davantage cette corde , on détruiroit toute l'harmonie. Il n'y a donc , dit alors le Comte , aucun autre moyen que d'envoyer à Rome pour hâter la Dispense , à quoi le Duc consentit. Sur cela ,

Y y iij

le

(1) Ces conditions devinrent beaucoup pires depuis que le Prince fut en Espagne.

(2) Toutes ces raisons sont extrêmement foibles. Car en supposant même qu'elles sont vraies , elles ne prouvent tout au plus que la nécessité de la rupture , & non pas la nécessité du voyage du Prince.

(3) Ils en firent pourtant de nouvelles.

le Comte écrivit au Cardinal *Ludoviso* Neveu du Pape , une Lettre qui fut communiquée au Duc. Mais l'ayant trouvée trop froide , il souhaitât qu'on la rendît plus pressante par ce Postscript : *Que le Prince d'Angleterre étant arrivé , on ne pouvoit pas le renvoyer sans Femme : qu'un délai à un Amant , est une espece de refus : que des Instructions embarrassées seront prises pour un refus , & de nouvelles conditions , comme une rupture absolue.* Le Comte se mit en colere , & dit que cela ne se pouvoit pas. Mais le Comte de Bristol y donna un sens plus favorable , & le Duc au contraire , en conclut , que les Espagnols n'avoient aucune intention réelle , ni pour le mariage , ni pour la restitution , & souhaita que le Prince fût en Angleterre. Cependant le Courier fut envoyé à Rome.

Quatre ou cinq jours après , on plaça le Prince en un certain endroit , pour voir passer l'Infante qui alloit visiter les Eglises : mais ayant demandé la liberté de l'approcher , cela lui fut refusé. Il obtint pourtant la permission de lui faire une visite : mais ce fut une visite bien étrange. On ne lui permit point de lui dire un mot au-delà de ce qui avoit été mis par écrit. Les Espagnols disoient , qu'ils n'étoient pas des Astrologues , & qu'ils ne pouvoient pas prévoir quel seroit le succès du Mariage : que par cette raison , il seroit admis comme Prince , & non pas en qualité d'Amant. Mais le Comte adoucit cette dureté par un compliment , en disant , que si la Dispense étoit venue , le Prince coucheroit cette même nuit avec l'Infante : qu'il l'auroit à quelque prix que ce fût , & que si ce n'étoit pas comme sa Femme , ce seroit en qualité de Maîtresse.

Quelque tems après , me trouvant dans un Carrosse avec le Comte d'Olivarez , il me dit , que l'Infante avoit une conscience tendre , & que si étant en Angleterre , elle trouvoit que le Prince fût ennemi de sa Religion , cela la décourageoit entièrement. S. A. consentit à l'entendre sur cette matiere , parce qu'il n'avoit pas moins d'espérance de la convertir , qu'elle en pouvoit avoir de le pervertir. On pressa S. A. d'avoir une Conférence avec des Théologiens ; mais il le refusa , disant que si , après cette Dispute , ils ne pouvoient rien gagner sur un jeune homme , ils en auroient du chagrin , & seroient peu favorables à la Négociation. On importuna le Prince de cette maniere , jusqu'à ce que la Dispense fut venue.

Six semaines après l'arrivée du Prince en Espagne , la Dispense vint enfin de Rome. Mais Son Altesse apprit par une Lettre de Monsieur Gage , qu'elle étoit fort embarrassée , tant dans la matiere que dans la forme , particulièrement , par la nouvelle condition qu'on y avoit ajoutée , sçavoir , Que le Roi d'Espagne , avant que de recevoir la Dispense , prêteroit Serment , qu'il feroit exécuter tous les Articles , ou qu'en cas d'inexécution , il feroit la Guerre au Roi d'Angleterre. Sur cela , Son Altesse déclara , qu'il ne vouloit rien ajouter ni changer aux Articles qui avoient été envoyez au Roi son Pere. On fit donc assembler une *Junte* de Théologiens , pour sçavoir si le Roi d'Espagne pouvoit prêter ce Serment en sûreté. Pendant ce tems-là , le Prince qui se trouvoit assidu aux Committez , avoit réglé tous les Articles , excepté trois qu'il laissa indécis , sçavoir , celui de l'Eglise dans Londres , celui de la nourrice , & celui de l'éducation des enfans , Son Altesse voulant en parler lui-même au Roi. Donc , dit le Comte d'Olivarez , l'affaire est en meilleur train qu'elle

qu'elle n'a jamais été. Le Mariage se fera , & sans plus de discours , il dit que l'Infante étoit la Femme du Prince.

Mais le lendemain , le Comte de Gondemar vint voir le Prince , & lui parla de cela comme d'une chose nouvelle. Il lui dit franchement , qu'à moins qu'il n'acceptât les conditions de la Dispense telles qu'elles avoient été envoyées de Rome , il n'y auroit rien de fait , parce qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'en ôter rien , ni d'y changer quoi que ce fût , sur quoi le Prince offrit de rompre la Négociation. Alors on le pressa d'attendre encore vingt jours , jusqu'à ce que le Roi d'Espagne eût réponse du Roi d'Angleterre. Le Prince y consentit , à condition que Monsieur Cottington partiroit dans deux jours , & qu'on enverroient un Courier qui l'atteindroit en chemin , avec les Articles aussi-tôt qu'ils seroient prêts. Mais au lieu de deux jours , on en employa vingt , & enfin on les porta , mais avec de nouvelles additions.

Les Articles ayant enfin été envoyez en Angleterre , la Junte des Théologiens décida , que l'Infante ne pouvoit pas être envoyée avant le Printemps , de quoi le Prince se trouva fort offensé. Mais le Comte d'Olivarez obtint de lui qu'il demeureroit jusqu'à ce qu'on pût avoir des nouvelles de l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre , que le Roi Jacques avoit acquiescé aux Articles , & qu'on les avoit exécutez , & il promit que l'Infante partiroit avec le Prince.

L'Evêque de Segovie dit au Duc , qu'il n'ignoroit pas la constitution du Gouvernement d'Angleterre & qu'il sçavoit , que le Roi ne pouvoit pas accorder une tolérance aux Catholiques , sans s'exposer au danger d'une révolte de la part de ses Sujets , ce qu'il croyoit d'autant mieux , que le Roi d'Espagne ne pourroit attenter rien de semblable dans ses Etats , sans s'exposer au même danger. Il concluoit de là , qu'on ne pouvoit pas envoyer l'Infante avec sûreté , parce que , comme nous avons accordé en effet une tolérance , il y auroit en Angleterre , une révolte à son arrivée. Le Duc répondit , que si les faveurs que Sa Majesté accordoit aux Catholiques , par la médiation du Roi d'Espagne , & selon l'avis du Comité dont l'Evêque étoit membre , étoient d'une si dangereuse conséquence , il sembloit que ceux qui avoient donné leur avis pour obtenir ces Articles , n'avoient eu en vûe que d'exciter une révolte en Angleterre. Mais ajouta-t'il , il faut que vous sçachiez , que si Son Altesse avoit été de votre opinion , que ce qui a été accordé dans ces Conférences étoit une véritable tolérance , il n'y auroit jamais consenti. Car ce qui a été accordé est seulement une suspension à tems des Loix pénales , & non pas une tolérance qui ne peut être accordée qu'en Parlement. Alors le Comte de Gondemar dit , que , pour lui , il n'étoit pas d'avis qu'on envoyât l'Infante avant que les Articles fussent exécutez. Le même Gondemar étant fâché contre le Duc , insinua au Prince en secret , que le Duc & toute sa parenté étoient Papistes dans l'ame , & d'un autre côté , il dit à un Jésuite d'une grande distinction , que le Duc étoit un méchant & opiniâtre Puritain.

Environ ce même tems , le bruit courut que le Prince avoit dessein de se dérober d'Espagne , & on commit même des gens pour l'arrêter en chemin. Sur cela , le Duc fut envoyé aux Ministres pour leur dire , qu'encore que l'amour les eût fait venir en cachette , la crainte ne les obligeroit jamais à s'en retourner de même.

Peu

Peu de tems après, le Prince écrivit au Roi son Pere, que s'il recevoit la nouvelle qu'il étoit retenu prisonnier en Espagne, il le supplioit de ne penser plus à lui, comme à un Fils, mais de penser seulement à sa Sœur, & au bien de ses Royaumes.

A R T I C L E III.

Les Traitez du Mariage & du Palatinat comme subordonnez l'un à l'autre.

Il faut remarquer ceci sur quoi toutes les actions subséquentes du Prince étoient fondées. Il n'auroit jamais consenti à demeurer une semaine de plus en Espagne: il n'auroit jamais laissé sa Procuration au Comte de Bristol: il n'auroit jamais fait le Serment, à l'Escurial; il n'auroit jamais écrit, non pas même une Lettre de compliment à l'Infante, s'il n'avoit pas toujours eu devant les yeux, comme son Etoile polaire, la promesse faite par le Comte d'Olivarez, de rendre le Palatinat.

Pour hâter le départ de l'Infante, le Duc représenta au Comte d'Olivarez, que le Roi son Maître étoit déjà âgé: que le Prince étoit son Fils unique, & que ce seroit un affront pour lui, si le Prince s'en retournoit sans Femme. Le Comte acquiesça, & dit que le Prince pouvoit marquer un jour pour son départ. Cette nouvelle étant venue à l'Infante, elle parut fâchée du départ du Prince, & cela fut cause, que le Prince lui fit ce compliment, que plutôt que de la fâcher, il demeureroit sept ans.

Cependant, Monsieur Cottington étoit retourné d'Angleterre, & avoit rapporté les Articles signez du Roi, des assurances de la part des Ambassadeurs d'Espagne, qu'ils étoient satisfaits, & un ordre absolu au Prince de s'en retourner dans un mois. Ce fut alors seulement que le Comte d'Olivarez commença à entrer dans la Négociation touchant le Palatinat, disant que l'Infante ne partiroit point pour l'Angleterre, sans que cette affaire fût accommodée. On projeta, que le Palatinat seroit rendu, à condition qu'il se feroit un Mariage entre le Fils du Prince Palatin, & une fille de l'Empereur, & que le jeune Prince seroit élevé à la Cour Impériale (1). Sur cela, le Prince ayant demandé au Comte d'Olivarez, si en cas que l'Empereur refusât de rendre le Palatinat, le Roi d'Espagne voudroit assister le Roi d'Angleterre, à le reduire par les armes à des conditions raisonnables, le Comte répondit que non (2). Sa raison étoit, qu'ils avoient pour maxime inviolable, que le Roi d'Espagne ne devoit jamais faire la Guerre à l'Empereur, pour ne pas employer ses forces contre la Maison d'Autriche. *Si vous vous tenez à cela*, dit alors le Prince, *tout est rompu, & vous ne pouvez vous assurer ni du Mariage ni de notre amitié.*

Depuis

(1). Il paroît par les Défenses du Comte de Bristol, appuyées de la Lettre du Roi Jacques, que cette proposition ne fut réellement faite qu'après le départ du Prince, de Madrid.

(2) Il faut nécessairement que sur cet Article, ou le Comte de Bristol, ou le Duc de Buckingham aient parlé contre la vérité.

Depuis ce tems-là , le Prince fut moins considéré à la Cour d'Espagne : on ne lui rendoit pas même visite , & le Comte d'Olivarez ne venoit le voir que rarement. Le Duc eut même en son pouvoir deux Lettres qui faisoient voir , que tout ce que le Comte faisoit n'étoit qu'apparence. Il prétendoit néanmoins être de bonne humeur , & il dit un jour au Duc , que certainement , le Mariage se feroit , & qu'il n'étoit pas au pouvoir du Démon de le rompre. Le Duc répondit , qu'il le croyoit ainsi , & qu'il falloit que ce Mariage fût bien fort , puisqu'on avoit employé sept ans à le fortifier. Le Comte le nia , & dit nettement , qu'il n'y avoit pas sept mois. Il ajouta , qu'il alloit lui en donner des preuves. Ensuite , il tira de sa cassette deux Lettres : l'une , écrite de la main du Roi d'Espagne le cinquième de Novembre 1622. l'autre , une Réponse du Comte à cette même Lettre , du huitième du même mois (1).

Ces Lettres ayant été insérées dans l'Histoire du Roi Jacques I. pag. 201. il n'est pas nécessaire de les répéter ici.

A R T I C L E IV.

Le Retour du Prince.

Le Prince voulant retourner en Angleterre , & se trouvant engagé à laisser sa Procuration , la remit entre les mains du Comte de Bristol , pour la garder , & pour en faire usage comme Procureur ; c'est-à-dire , selon les ordres qu'il recevoit de tems en tems du Prince. Les ordres du Prince étoient pour le présent , que si la Dispense venoit de Rome , *sans aucune addition ni diminution* (2) , (ce qui n'arriva point ,) le Comte remettroit cette Procuration au Roi d'Espagne dans tant de jours.

Le second ordre que le Comte de Bristol reçut du Prince , lui fut envoyé par une Lettre de Son Altesse , écrite en chemin , entre l'Escorial & Saint Andero , par laquelle il lui ordonnoit de ne pas délivrer la Procuration , jusqu'à ce qu'il se fut assuré que l'Infante , après la célébration du Mariage , ne se retireroit pas dans un Monastere. Il lui disoit de plus , qu'il lui enverroient d'autres directions sur ce sujet. Mais comme le Comte de Bristol insistoit beaucoup sur cette Procuration , le Prince protesta devant les deux Chambres du Parlement (3) , qu'il ne s'étoit point engagé , ni par Serment , ni sur son honneur , de ne pas révoquer la Procuration , autrement que par la clause ordinaire *de non revocando Procuratore* , mais qu'il concevoit que ce n'étoit qu'une pure formalité , qu'on avoit accoutumé d'insérer cette clause dans ces sortes d'Actes , quoi qu'elle n'ait aucune vertu , & que les Jurisconsultes tiennent qu'il est permis par les Loix Civiles & Canoniques , de révoquer une Procuration de Mariage , quoi qu'elle contienne la clause *de non revocando*

(1) Le Comte de Bristol prétendoit , que ces Lettres n'avoient été écrites que pour tirer la Négociation d'entre ses mains , sur l'espérance que la Cour d'Espagne avoit d'obtenir de meilleures conditions du Duc de Buckingham.

(2) Il est fort incertain si cette condition étoit insérée dans la Déclaration du Prince.

(3) Environ cinq mois après.

revocando Procuratore. C'est pourquoi le Duc conçoit, que le Comte de Bristol s'est beaucoup oublié de presser cette matiere contre le Prince (1).

ARTICLE V.

Procédez subsequens du Roi depuis le retour du Prince.

Le Prince, par l'assistance de Dieu, arriva heureusement à Royston, & fit au Roi la Relation de tout ce qui s'étoit passé. Sa Majesté en eut beaucoup de joye & lui dit, qu'il avoit bien joié le rolle de Fils, & que c'étoit à lui-même présentement à faire celui de Pere, & de faire en sorte que son Fils ne fût pas marié en recevant une dortirée des larmes de sa Fille. C'est pourquoi Sa Majesté ordonna, par une Lettre, au Comte de Bristol, de ne pas délivrer la Procuration qu'il avoit entre ses mains, jusqu'à ce qu'il se fût assuré de la restitution du Palatinat.

En cet endroit, le Duc fit lire la Lettre du Roi au Comte de Bristol, du huitième d'Octobre 1623, par laquelle le Roi requéroit le Comte de *faire en sorte qu'il pût avoir à Noël, l'agréable nouvelle de la conclusion des deux Traitez, sçavoir celui du Mariage, & celui de la restitution du Palatinat.* C'est ce que le Duc vouloit qu'on regardât comme un ordre exprès de ne pas délivrer la Procuration avant que la restitution du Palatinat fût réellement promise, sur quoi on a vû ci-dessus la Réponse du Comte à l'Article X. de son Accusation. Après cela le Duc continua son Discours de cette maniere.

On auroit lieu de croire que le Comte de Bristol, après avoir reçu cette Lettre, auroit cherché toutes sortes de moyens pour différer la célébration du Mariage, en cas que le Roi d'Espagne eût refusé d'assister le Roi de ses forces. Mais la vérité est qu'il ne le fit point.

Car 1. la Dispense arriva de Rome, altérée, & chargée de nouvelles conditions; & au lieu de disputer là-dessus, le Comte employa toute la force de son esprit, pour la pallier & pour l'excuser (2).

2. Les Articles Temporels avoient été changez, car les six-cens-mille livres sterling promises pour la dot, étoient réduites à quatre-vingt-mille livres, quelque peu de joyaux, & une pension de 2000. livres. Au lieu de s'opposer à un changement si essentiel, le Comte sembla l'approuver, & se contenter du payement (3).

3. Quant à l'assurance de la restitution du Palatinat, qui étoit le principal fondement, tant du Mariage que de l'amitié entre les deux Rois, non seulement il n'y avoit pas pourvû, quoique Sa Majesté le lui eût expressément commandé, mais même il s'étoit contenté de laisser cette affaire à la médiation de l'Infante, après le Mariage.

4. Au

(1) On peut voir sur ce sujet la défense du Comte de Bristol sur l'Article X.

(2) Ceci ne peut pas être vrai. Car la Dispense n'arriva de Rome qu'au commencement de Decembre 1623. & l'ordre absolu du Roi de ne pas délivrer la Procuration étoit du 23. de Novembre. Ainsi le Comte de Bristol n'eut pas le tems d'écrire en Angleterre, pour pallier les défauts de la Dispense, supposé qu'il y en eût.

(3) Ceci ne peut être que déguisé: car si le Comte de Bristol s'étoit rendu coupable d'une pareille prévarication, le Roi n'auroit pas oublié d'en faire un Article de son Accusation, qui auroit été seul capable de le faire condamner.

4. Au lieu de différer la célébration du Mariage, comme tout autre l'auroit fait, il marqua un jour précis pour cela.

De la témérité du Comte de Bristol, d'avoir ainsi fixé un jour pour la célébration du Mariage; témérité qui lui fut reprochée par un Courier exprès (1), nâquit l'espece d'affront qui fut fait au Roi d'Espagne sans nécessité, & en quelque maniere, à l'Infante même, par le Comte de Bristol. De cela même procéda l'affront qu'on fit au Prince, en ôtant à l'Infante le titre de Princesse de Galles, & l'ordre donné pour empêcher que nos Ambassadeurs n'eussent plus aucun accès auprès d'elle.

En cet endroit, le Duc fit lire une Réponse donnée par le Roi d'Espagne à l'Ambassadeur d'Angleterre, par laquelle il refusoit d'assister le Roi de ses armes, pour recouvrer le Palatinat, en cas que l'Empereur refusât de le rendre.

ARTICLE VI.

Etablissement de la question super totam materiam.

1. Si l'effet de la Négociation étant tel que je viens de l'expliquer, le Roi peut se reposer là-dessus, tant pour le Mariage du Prince son Fils, que par rapport au soulagement de sa Fille, avec quelque sûreté.

2. Ou si en rompant les Traitez, le Roi fera mieux de ne se confier qu'à sa propre force, & de demeurer sur ses pieds.

Le Duc finit en disant, que si on doit des remerciemens à ceux qui nous tirent des ténèbres, & qui nous conduisent à la lumière, on ne pouvoit en refuser au Prince, à qui cela devoit être uniquement attribué.

Je ne croi pas qu'il soit nécessaire de faire sur cette Rélation, des réflexions qui peuvent venir dans l'esprit à tout le monde, après qu'on a vû la Défense du Comte de Bristol. Je me contenterai donc de faire remarquer, combien peu cette Rélation étoit propre à donner aux deux Chambres du Parlement, les informations nécessaires pour pouvoir, avec quelque fondement, former leurs résolutions sur la question que le Roi leur proposoit. Ce fut néanmoins sur cela seul qu'elles se déterminèrent à conseiller au Roi de rompre avec l'Espagne, & ce fut ce conseil précipité qui fut la principale cause des brouilleries qu'il y eut dans la suite, entre Charles I. & ses Parlemens.

(1) C'étoit le Prince lui-même & le Duc qui étoient convenus avec le Roi d'Espagne du jour que le Mariage seroit célébré, sçavoir dix jours après l'arrivée de la Dispense, à quoi le Comte de Bristol ne fit aucun changement.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

TABLE

DES MATIERES,

Contenuës en ce Tome Septième.

A.

A Bbot Archevêque de Cantorbéri. 58. Il passe pour Puritain. 162. Il tue un homme par malheur. <i>ibid.</i> Il se retire du Conseil. <i>ibid.</i> Sa Lettre au Roi. 182. Il est suspendu de ses fonctions. 290. Sa mort. 379	
Akte pour confirmer le titre du Roi Jacques I. 28	
Actes. (Divers) 429. & 444	
Adresse des Communes. 251	
Affaires d'Allemagne. 108	
Affaires de Bohême. 108, 133, & 165	
Affaires du Bas-Palatinat. 133	
Affaire du Comte de Bristol. 264	
Albert. (L'Archiduc) meurt. 135	
Allegeance (Serment d') 43	
Ambassade du Marquis de Rosny. 9	
Ambassade du Comte d'Aremberg. <i>ibid.</i>	
Ambassade en Espagne. 55	
Ambassade du Comte de Schwartzembourg. 104	
Anglois (Les) travaillent de concert avec les Ecoissois à donner un Favori au Roi Jacques. 59	
Apologie du Roi par rapport aux Catholiques. 44	
Apostilles du Pape. 169	
Arbelle Stuart ; conjuration en sa faveur. 10. Sa mort. 88	
Arminiens (Des) & des Gomaristes. 60	
Arminiens (Les) sont pour le Roi. 161	
Articles du mariage du Prince de Galles. 183. & <i>suiv.</i>	
Articles du mariage du Prince de Galles avec Henriette de France. 214. & <i>suiv.</i>	
Arundel. (Thomas Comte d') 5. Sa querelle avec le Lord Spenser 131	
Assemblée générale à Edimbourg. 426	
Avanture arrivée à un Député des Communes. 17	

B.

B Acon, Garde du grand Sceau. 90. Il est accusé. 129. Il s'avoue coupable & est dépouillé de sa charge. 130. Son caractère. <i>ibid.</i> Remarque sur son Histoire de Henri VII. 130	
Bancroft, Archevêque de Cantorbéri. 14. Il persecute les Puritains. <i>ibid.</i> Sa mort. 58	
Bataille de Prague. 118	
Baviere (L'Electeur de) se joint à Bucquoi & gagnent la Bataille de Prague. 118. Il est fait Electeur. 175	
Bellarmin, sa méprise sur le serment d'allegeance. 45	
Bohême. (Affaire de) 108, 133, 165.	
Bon mot d'un Ecoissois. 4	
Bristol. <i>Voyez Digby.</i> Son affaire. 264. Son procès. 481	
Broüillerie nouvelle entre Charles I. & la Chambre des Communes. 346	
Bucquoi, Général del'Empereur. 110	
Buckingham. <i>Voyez Villers.</i> 80	

C.

C Arr (Robert) devient favori de Jacques I. 60. Il est fait Vicomte de Rochester. 62. Sa bonne conduite. 63. Il est comblé de biens. <i>ibid.</i> Il communique le dessein de la Comtesse d'Essex à Overbury, qui ne l'approuve pas. 69. Il prend le dessein de ruiner Overbury, & l'artifice dont il se sert. 70. Il épouse la Comtesse d'Essex. 72. Il se livre au Comte de Northampton. 73. Il commence à perdre sa faveur. 81. Il demande un Acte de pardon qui lui est accordé, mais on ne veut pas le sceller. 83. Il est arrêté. 85. Son jugement. 86. Le Roi lui accorde un répit, &	
---	--

& enfin un pardon. 87
 Catesby entre dans la Conjuration des poudres. 35. & *suiv.*
 Catholiques ; leur Requête. 11
 Cecil (Robert) devoüé au Roi Jacques avant la mort d'Elisabeth. 3. Il est bien reçu du Roi. 5. Il est fait Comte de Salisbury. 6. Sa mort. 63
 Charles est créé Prince de Galles. 90. Il prend la résolution d'aller en Espagne pour hâter son mariage. 176. Il part avec Buckingham. 178. Il est bien reçu en Espagne. *ibid.* On ne lui permet pas de voir l'Infante. *ibid.* On tâche de le faire changer de Religion. *ibid.* Sa Lettre au Pape. 179. Il prend la résolution de partir d'Espagne. 191. Il y fait consentir son Pere. *ibid.* Moyens dont il se sert pour exécuter son dessein. *ibid.* Il laisse une Procuration pour célébrer son mariage. 192. Il part. *ibid.* Il donne ordre au Comte de Bristol de ne pas délivrer la Procuration. *ibid.* Il arrive en Angleterre. 193. Il differe de découvrir son dessein au Roi son Pere. *ibid.* Ses artifices. *ibid.* Il gagne le Roi. 194. Son mariage avec Henriette de France est proposé & se négocie. 208. & *suiv.*
 Charles I. ses projets en montant sur le Trône. 226. & *suiv.* Son mariage s'accomplit. 231. Son discours au Parlement. *ibid.* Il fait venir les deux Chambres devant lui. 235. Son Discours. *ib.* Sa Réponse à une Requête. 237. & *suiv.* Sujet de plainte contre les Communes. 242. Il se resout à casser le Parlement & l'exécute. 244. Il fait équiper une Flotte, & emprunte de l'argent. *ibid.* Il fait desarmer les Recusans, & ordonne de recevoir l'Ordre de Chevalerie. 245. Il est couronné. 246. Sa Lettre à l'Orateur des Communes. 249. Autre Lettre. 252. Il est offensé du procédé des Communes, & fait venir les deux Chambres à Whitehal. 253. Son Discours à la Chambre Haute. 267. Sa Lettre à l'Orateur des Communes. 270. Son intention dans cette Lettre. 271. Sa Déclaration. 280. Il évite qu'on accuse Buckingham à la Chambre Etoilée. 286. Ses vexations. *ibid.* & *suiv.* Il fait emprisonner ou releguer ceux qui refusent de payer les taxes. 289. Etat de

ses affaires. 291. Raïsons de sa conduite. *ibid.* Il se détermine à faire la guerre à la France. 292. Il tâche d'engager la Cour de France à lui fournir un prétexte. 293. Il convoque un Parlement. 296. Son Discours. 297. Son intention dans ce Discours. 301. Ses demandes au Parlement. 304. Son message touchant le Duc de Buckingham. 305. On lui accorde cinq subides. *ibid.* Il les presse là-dessus. *ibid.* Il envoie un Message menaçant. *ibid.* Autre Message. 306. Il fait une Réponse à la Requête des Communes. 307. Il fait divers efforts pour empêcher la Requête de droit. 312. Il fait venir les deux Chambres à Whitehall. 313. Son Message aux Communes. 314. Autre Message. 315. Sa Lettre à la Chambre Haute. 319. Son Discours. 321. Sa Réponse à la Requête de droit. 324. Son Message aux deux Chambres. *ibid.* Autre Message. 325. Son ordre au grand Trésorier. 326. Son Discours. *ibid.* Il previent la remontrance sur le Tonnage & Pondage. 337. Son Discours. 338. Il passe le Bill des Subides & proroge le Parlement. *ibid.* Il casse le Parlement. 347. Son Discours à ce sujet. *ibid.* Sa déclaration. 351. Il fait la Paix avec la France. 363. Diminution de ses revenus. 365. Ses ordres rigoureux pour la levée des droits. *ibid.* Il fait la Paix avec l'Espagne. 366. Ses instructions contre les Presbytériens. *ibid.* Il fournit six mille hommes au Roi de Suede, & pourquoi. 367. Il gagne le Chevalier Wentworth, & le fait Président du Conseil d'Yorck. 373. Son voyage en Ecosse. 375. Il s'y fait couronner & y tient un Parlement. *ibid.* Il maintient les fêtes de la Dédicace des Eglises, & les divertissemens des Dimanches. 378. On l'accuse de vouloir rétablir le Papisme. 379. Causes de ce bruit. *ibid.* Il donne un ordre touchant la Chapelle d'Edimbourg. 382. Sa Lettre à la Ville de Londres. 386. Sa Flotte attaque les Pêcheurs Hollandois qui composent avec lui. 392. Il ne veut pas se desister du Ship-money. *ibid.* Sa Lettre aux Juges. 393. Son dessein par rapport à l'Ecosse. 397. Et d'y envoyer la nouvelle

velle Liturgie. 410. Il envoie le Marquis d'Hamilton en Ecoſſe. 421. Il ſe détermine à faire la guerre à l'Ecoſſe. 432. Ses ordres aux Seigneurs. *ibid.* Il fait demander de l'argent au Clergé. 433. Il ſe rend à Yorck. *ibid.* Ses fautes. *ibid.* Il commence à ſe défier de ſes amis. 435. Sa Réponſe aux Ecoſſois ſur la Paix. 436. Il nomme le Comte de Traquair pour grand Commiſſaire en Ecoſſe. 437. Il fait proroger le Parlement d'Ecoſſe. 445. Il uſe d'artifice pour avoir lieu de faire la guerre à l'Ecoſſe. 447. Ses raiſons. *ibid.* Ce qu'il fait de la Lettre des mécontents. 449. Il convoque un nouveau Parlement. 450. Son Diſcours. 451. Autre Diſcours. 455. Il eſt choqué du Procédé des Communes. 459. Son Meſſage. *ibid.* Il caſſe le Parlement. 460. Sa Déclaration. 461. Il continué la convocation du Clergé. 467. Il ſe ſert de divers moyens pour recouvrer de l'argent. 469. Il prend la réſolution d'aſſembler un nouveau Parlement. 476. Son Diſcours. *ibid.*
 Charles (Le Prince) fils-aîné de Charles I. vient au monde. 367
 Clèves (La Succéſſion de) occaſionne une guerre. 57
 Cook le Juge. 85. Il eſt depouillé de ſa Charge. 90
 Comédie intitulée *Ignoramus*. 80
 Commiſſaires pour l'union des deux Royaumes. 28
 Committez (Divers) établis. 248
 Communes (Les) accordent deux ſubſides au Roi Charles I. 234. Elles ſe plaignent de Buckingham. *ibid.* Leurs plaintes ſur la Religion. 235. Ils examinent les griefs. 248. Elles ſont mécontentes. 250. Leur adreſſe. 251. Elles ſont offenſées du Diſcours du Garde du grand Sceau. 258. Leur remontrance au Roi. 260. Elles demandent que Buckingham ſoit mis en priſon. 268. Ce qu'elles font. 313. & *ſuiv.* Elles ne ſe laiſſent point ébranler par la Lettre du Roi. 320. Leur mécontentement au ſujet de la Requête de droit. 325. Ses ſuiſſes contre Buckingham. 327. Elles ſ'attachent toujours à examiner les Griefs. 456
 Conférence de Hamptoncourt. 12
 Conjuración des poudres. 35. & *ſuiv.* El-

le eſt découverte, & comment. 37
 Conſpiration. 10
 Conway Secrétaire d'Etat. 121
 Cottington porte en Angleterre les Articles de mariage ſignez du Roi. 181
 Cotton (Le Chevalier) conſeille au Roi Charles d'aſſembler un Parlement. 296
 Covenant ce que c'eſt, il eſt ſouſcrit par les Mécontents d'Ecoſſe. 416
 Covenant du Roi Charles I. 426
 Coventry. (Diſcours du Lord) 240
 Cour du Nord ou d'Yorck. 373
 Crownfield grand Tréſorier. 121
 Création des Chevaliers Baronets. 75

D.

Déclaration en faveur des Catholiques. 188
 Déclaration des Communes. 243
 Déclaration du Roi. 280
 Deſſein de mettre les Anglois en poſſeſſion de la Rochelle. 294
 Différend de Jacques I. avec les Communes. 30
 Différend de Jacques I. avec les Hollandois ſur la pêche. 50
 Différend entre le Roi & les Juges ſur la Prérogative. 88
 Différend entre Jacques I. & les Communes. 155
 Difficulté ſur le nom que Jacques devoit donner au Pape dans les Articles du mariage de ſon fils. 185
 Difficulté au ſujet de la diſpenſe pour le mariage de Charles avec Henriette. 219
 Digby envoyé à Vienne. 128. Ses ſuccès. 135. Son retour. 136. Son Diſcours. 137. Il eſt envoyé en Eſpagne. 163. Il eſt fait Comte de Briſtol. *ibid.*
 Diſcours du Garde du grand Sceau au Parlement. 298, 313, 451, 456.
 Diſcours intitulé *hors des portes*. 302
 Diſcours de l'Orateur des Communes au Roi Charles. 307. & 315
 Diſcours d'un des Députés des Communes. 318
 Docteurs chaffez d'Oxford. 369
 Dominis, ſon Hiſtoire. 98
 Dudley Diggs. (Le Chevalier) 265

E.

E.

E Cossais (Les) sont mécontents. 411
& suiv. Pourquoi. *ibid.* Ils demandent la Paix. 435. Leurs demandes. *ib.* Ils animent les Anglois. 468. Ils s'emparent de Newcastle, & battent les Anglois. 471. Leurs artifices. *ibid.* Ils se justifient envers les Anglois. *ibid.* Ils demandent la Paix. 472. Ils gagnent la bienveillance de la Ville de Londres. 473
 Ecrivit contre le Roi. 363
 Edimbourg. (Tumulte à) 411
 Electeur (L') Palatin arrive en Angleterre. 64. Il est fait Chevalier de la Jarretiere. 66. Il arrive à Londres. 391
 Elliot. (Chevalier) 267. Il présente une Requête au Roi. 295
 Episcopat rétabli en Ecosse & par qui. 375
 Espagne (But de l') dans la négociation du mariage de l'Infante avec Charles. 107
 Essex. (Histoire de la dissolution du mariage du Comte d') 66
 Essex (La Comtesse d') a dessein de faire casser son mariage. 69. Elle en vient à bout. 71. Elle est arrêtée & condamnée. 87. On lui pardonne. *ibid.*
 Etats (Les) de Bohême jettent trois Officiers de l'Empereur par les fenêtres. 110

F.

Ferdinand d'Autriche est déclaré Successeur de l'Empereur Matthias. 110
 Il est proclamé Roi de Bohême. 112.
 Les Etats ne veulent pas le reconnoître. *ibid.* Il est invité à la Diète comme Roi de Bohême & comme Electeur. *ibid.* Il est élu Empereur. *ibid.*
 Franckendal. (Siège de) 134. Est mis en dépôt entre les mains d'Isabelle. 174
 Frederic, Electeur Palatin, arrive en Angleterre & pourquoi. 64. Il est élu Roi de Bohême. 112. Il accepte la Couronne. *ibid.* Il est défait à la Bataille de Prague, & se sauve en Hollande. 118. Il est abandonné de ses Alliez. *ib.*

G.

Gage est envoyé à Rome & pourquoi. 163

Galles (Le Prince de) Voyez Charles.
 Garnet Jésuite exécuté. 42
 Glenwill, Orateur des Communes. 466
 Gondeмар gouverne l'Angleterre. 121. Il est insulté par le Peuple. 131
 Gregoire XV. meurt. 190. Sa mort rend la Dispense du mariage de Charles inutile. *ibid.*
 Guerre de la Succession de Clèves. 57
 Guerre de Charles I. contre la France. 293. Ses causes. *ibid.*
 Guerre de Charles I. contre l'Ecosse, & sa véritable cause. 449

H.

H Ambden. (Procès fait à) 395
 Hamilton va en Ecosse. 421. Il revient à la Cour. 423. Il fait onze propositions aux Mecontents & sont rejetées. 423. Il retourne en Angleterre. 425
 Heidelberg est pris. 166
 Henri (Le Prince) est déclaré Prince de Galles. 57. Son Caractere. *ib.* Sa mort. 64. Son éloge. 65
 Henri IV. Roi de France, assassiné, par qui. 58
 Histoire de la dissolution du mariage du Comte d'Essex. 66
 Histoire de Dominis. 98
 Howard, (Thomas) Comte de Suffolk. 5.

I.

Iacques I. est proclamé Roi par le Conseil d'Angleterre. 1. Il reçoit la nouvelle de son avènement à la Couronne d'Angleterre. 2. Il se met en chemin pour se rendre en Angleterre. 4. Il est reçu par tout avec des grandes marques de joye. *ibid.* Son dessein de maintenir l'autorité Royale. 5. Il fait pendre un homme sans forme de Procès. *ibid.* Il carresse la Famille des Howards. *ibid.* Il ne prend point de deuil. *ibid.* Il prodigue les honneurs & les dignitez. 6. Sa grande idée du pouvoir Royal. *ibid.* Les terribles conséquences qu'il en tire. 7. Il est flatté par ses Ministres. 8. Il fait venir la Reine & ses Enfants. 9. Il se retire à Wilton. 10. Il est couronné. *ib.* Son dessein. 11. Il ordonne une Conférence entre les Anglicans & les Puritains.

rains. *ibid.* Il menace les Ministres Presbytériens. 13. Il fait son entrée à Londres. 15. Ses idées sur l'autorité Royale. 16. Son Discours au Parlement. 17. Il aime l'adulation. 29. Il prend le titre de Roi de la Grande Bretagne. 30. Son différend avec la Chambre des Communes. *ibid.* Il en reçoit une adresse. 31. Il est favorisé du Clergé dans ses principes. *ibid.* Il prodigue les titres & les honneurs. 33. Son état heureux. 34. Il découvre la Conjuración des poudres. 37. *& suiv.* Son discours pour en disculper les Catholiques. 40. Bruit de sa mort. 43. Il reçoit une visite du Roi de Dannemarck. 46. Son Discours aux deux Chambres sur l'union des deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse. *ib.* *& suiv.* Il se dégoûte des Parlemens & pourquoi. 47. *& suiv.* Il blâme les Pais-Bas. 51. Il fait connoître de plus en plus ses principes sur le pouvoir des Rois. 52. Discours de sa part au Parlement. 53. Autre Discours du Roi. 55. Il casse le Parlement. 58. Il prend le parti contre les Arminiens d'Hollande. 60. Il prend Robert Carr pour favori. *ibid.* Il le comble de biens. 62. *& suiv.* Il est soupçonné d'avoir contribué à la mort du Prince de Galles son fils. 65. Il se résout à convoquer un Parlement. 76. Son voyage à Cambridge. 79. Il prend un nouveau favori. 80. Il se dégoûte de Carr, Comte de Sommerfet. 81. Il est informé de la mort violente d'Overbury, & tient cette affaire secrète. 84. Il tâche d'accommoder les deux favoris. *ibid.* Il fait arrêter Sommerfet & lui donne des Juges. 85. Sa dissimulation. *ibid.* Sa justification sur la mort du Prince de Galles. 87. Son différend avec les Juges. 88. Il est accusé de la mort d'Arbelle Stuart. 90. Il se détermine de marier son fils Charles en Espagne. 91. Il se laisse amuser par la Cour d'Espagne. *ibid.* Il rend aux Etats les Villes hypothéquées. 93. Il est toujours entêté de sa Prérogative. 95. Son Discours 96. Il veut contraindre les Ecossois à se conformer à l'Eglise Anglicane. 98. Il fait un voyage en Ecosse, & traite les Ecossois avec hauteur. 99. Il fait passer au Parlement

un Article qui lui donne un plein pouvoir. 100. Il assemble les Ministres & leur parle rudement. *ibid.* Il fait un Livre sur les divertissemens du Dimanche. 102. Il n'est pas content du Peuple. 106. Il est amusé par l'Espagne. 110. Il est d'avis que l'Electeur Palatin refuse la Couronne de Bohême, & est fâché contre lui. 113. Il croit pouvoir le porter à quitter la Couronne. *ibid.* Il est toujours amusé par l'Espagne. *ibid.* Il se rend Arbitre pour accommoder l'Electeur & Ferdinand, & n'y peut réussir. 114. Sa conduite pitoyable. 115. Il envoie un Ambassadeur en Allemagne. 116. Il sollicite Louis XIII. en faveur des Huguenots. 118. Ses fausses démarches pour sauver le Palatinat. *ibid.* Il demande une Bénévolence. 121. Il feint de prendre à cœur la défense du Palatinat. 123. Son Discours au Parlement. 124. Il tâche de sauver Buckingham. 129. Il demande de l'argent. *ib.* Il charge le grand Trésorier d'ajourner le Parlement. 132. Il se plaint de la Chambre basse. *ibid.* Il se laisse amuser par l'Archiduc & par l'Empereur. 134. Il assemble le Parlement à l'arrivée du Lord Digby de son Ambassade de Vienne. 136. Ses desseins. 137. Il est choqué d'une remontrance des Communes. 142. Sa Lettre à l'Orateur. *ibid.* Il fait biffer la protestation des Communes. 153. Sujet de son différend avec les Communes. 155. On fait des pasquinades contre lui dans les Pais Bas. 161. Il exige une Bénévolence. 162. Ses projets. *ibid.* Il permet au Lord Vaux de mener 2000. hommes contre les Etats. 164. Il est amusé. 167. Sa Lettre au Comte de Bristol. 167. Ses bévûës & de son Conseil dans le Traité avec l'Infante Isabelle, & consent à toutes les demandes du Pape. 175. Il consent au voyage du Prince de Galles. 177. Il fait délibérer dans le Conseil, touchant une tolerance pour les Papistes. 182. Il signe les Articles & les jure. 183. Sa Lettre au Comte de Bristol. 193. Il ordonne au Comte de Bristol de ne pas se dessaisir de sa Procuration. 194. Il convoque un Parlement, & son Discours. 196. Il consent à la rupture du mariage.

ge. 201. Sa Réponse aux Communes. 203. Il conçoit des soupçons contre le Prince & le Duc de Buckingham. 206. Il est dans le servitude du Prince & du Duc. 207. Il est forcé de disgracier le Comte de Bristol. *ibid.* Il envoie six mille hommes en Hollande. 208. Il fait négocier le mariage de son fils avec Henriette de France. *ibid.* Il fait exécuter les Loix contre les Papistes. *ibid.* Il a une Conférence avec l'Archevêque d'Embrun, & lui découvre ses intentions par rapport à la Religion. 209. Il envoie Mansfeldt dans le Palatinat avec une Armée. 218. Il demande Franckendal à l'Infante. *ibid.* Sa mort. 220. Pourquoi appelé Salomon. 221. & *suiv.* Ses funérailles. 231
 Jacques, Duc d'Yorck, sa naissance. 379.
 Jalousie entre les Anglois & les Ecoslois. 34
 Jésuites bannis d'Angleterre. 14. Leurs artifices. 29
Ignoramus, Comédie. 80
 Juxon, Evêque de Londres, est fait Grand Trésorier. 391

L.

L Amb, Magicien. 370
 Laud, Evêque de Bath & Wells, regardé comme Chef des Arminiens. 233. Il introduit des nouveautez. 246. Il est fait Evêque de Londres. 340. Ce qu'Abbot disoit de lui. 345. Il est fait Archevêque de Cantorbéri. 379. Il veut visiter les Universitez. 391
 Livres sur le Despotisme. 52
 Londres condamnée à une amende. 370
 Elle est châtiée. 469
 Louis XIII. envoie l'Archevêque d'Embrun au Roi Jacques. 209.

M.

M Anheim est pris. 166
 Maniere de consacrer les Eglises, pratiquée par Laud. 368
 Mansfeldt marche dans le Haut-Palatinat. 133. Il entre dans le Bas-Palatinat & se retire. 134
 Manvaring Sibthorp (Le Docteur) prêche une Doctrine outrée sur la puissance passive. 290
 Mathias. (Mort de) 112
 Mécontentement du Peuple & ses causes. 364
 Membres des Communes mis en prison. 155, 349. & *suiv.* Ils sont condamnés à l'amende. 350. Autres Membres emprisonnez. 461
 Misprison, ce que c'est. 265
 Monopole des draps. 49
 Monopoles. (Divers) 366. & 369
 Montaigu (Le Docteur) est cité. 233. Il est censuré. 234
 Montpesson & Michel sont dénoncés à la Chambre haute, & mis en prison. 128.
 Montpesson se sauve. *ibid.*

N.

N Egociation du mariage du Prince Charles, avec l'Infante Marie. 91. & *suiv.*
 Négociation à Bruxelles. 166
 Négociation du mariage du Prince Charles avec Henriette de France. 208
 Northampton. (Mort du Comte de) 74
 Northumberland (Le Comte de) est mis en liberté. 111. Il est fait Général dans la guerre d'Ecosse. 450

O.

O Ldcorne Jésuite exécuté. 42
 Origine des deux partis nommez *Toris & Whigs.* 130
 Overbury s'oppose au dessein de la Comtesse d'Essex. 69. Il est mis à la Tour par l'artifice du Vicomte de Rochester. 70. Sa mort. 72
 Ostende. (Prise d') 33

P

P Alatinat. (Affaires du Bas-) 133
 Palatinat (Le Haut) est perdu. *ibid.*
 Papistes favorisez. 52
 Parlement. 16. Est cassé. 58
 Parlement. (Autre) 77, 123, 136, 196
 Parlement (Premier) sous Charles I. 231. Est cassé. 244
 Parlement (Second) sous Charles I. 246
 Parlement. (Troisième) convoqué par Charles I. 296

Aaaa

Parle-

Parlement (Quatrième) sous Charles I.	
451. Est callé.	460
Partis (Deux) en Angleterre.	431
Pasquinades contre le Roi Jacques dans les Pais-Bas.	161
Percy (Thomas) entre dans la Conjuration des poudres.	35
Peuple, son mécontentement.	468
Philippe III, Roi d'Espagne, fait traîner la négociation. 108. Ses raisons. <i>ibid.</i>	
Sa mort.	134
Philippe IV, Roi d'Espagne, consent à conclure le mariage de l'Infante. 173	
Sa Lettre au Comte d'Olivarez. <i>ibid.</i>	
Il se rend caution pour le Roi Jacques. 181. Il tâche d'engager le Prince de Galles à changer de Religion.	190
Principes différens du Roi Jacques & des Communes.	141
<i>Postnati</i> , ce que c'est.	47
Poudres (Conjuration des) 35. Recit de cette conspiration. <i>ibid.</i>	
Prague. (Bataille de)	118
Pryn (Procès contre) & pourquoi.	384
Procès fait à Monsieur Hambden.	395
Procès du Comte de Bristol.	481
Procès fait au recorder de Salisbury.	371
Proclamations. (Diverses) 15. & <i>suiv.</i>	
Proclamation en faveur des <i>Postnati</i> .	47
Proclamation. (Autre) 58, 122, 132, 154	
Proclamation pour supprimer le sermon de Manwaring. 340. Autre contre l'Evêque de Calcedoine. <i>ibid.</i>	
Proclamations (Autres) & pourquoi. 362, 370, 390, 392.	
Proclamation sur les Monopoles.	433
Proclamations inutiles.	412
Projet de mariage entre Henriette de France, & Charles, Prince de Galles.	196
Projets (Deux) du Roi Charles I. 226. & <i>suiv.</i>	
Propositions du Marquis d'Hamilton aux Mécontents.	424
Puritains; leur Requête. 11. Ils sont pour le Peuple.	160
Puritains (Les) sont persecutez en Angleterre.	377
Puritains. (Observation sur les) 370. Ils sont de deux sortes.	431
Puritanisme (Remarques sur le) pendant le Regne de Jacques I.	55

Q.

Querelle entre le Lord Spenser & le Comte d'Arundel.	131
Querelles entre le Roi Charles & son Parlement. 242. & <i>suiv.</i>	

R.

R Aweleigh est condamné, & demeure douze ans en prison. 10. Sa mort.	103
Reine. (Mort de la)	111
Remarque sur les Historiens de Jacques I.	79
Remontrance des Communes au Roi Jacques.	138
Remontrance des Communes au Roi Charles I.	260, 274, 328
Remontrance au Roi sur le Tonnage & Pondage.	356
Requête des Catholiques au Roi Jacques.	11
Requête des Puritains. <i>ibid.</i>	
Requête des Communes au Roi Jacques.	143, 309
Requête des deux Chambres au Roi.	203, 326
Requête du Parlement.	233, 236, 271
Requête de droit au Roi. (Projet d'une) 312. Elle est présentée au Roi.	321
Requête des Ecoissois contre la Liturgie.	413
Requête. (Autre)	474
Robert Carr. <i>Voyez Carr.</i>	
Rochester (Vicomte de) <i>Voyez Carr.</i>	
Rupture du mariage de Charles, & ses causes.	190

S.

S Alisbury. (Robert Cecil, Comte de) 6. Sa mort.	63
Salomon du siècle.	221
Sanguir (Le Lord) est pendu.	64
Saxe (L'Electeur de) soumet la Lusace.	117
Serment d'Allegeance.	45
Ship-Money (Taxe du) étenduë dans tout le Royaume.	389
Siège de Franckendal.	134
Siège de Montauban. <i>ibid.</i>	
Sommerfet. (Le Comte de) <i>Voyez Carr.</i>	
Strafford (Thomas Wentwort Comte de) refuse de payer les taxes & est relegué.	289.

289. Ses projets. 302. Son Discours à la Chambre des Communes. 314. Il se laisse gagner par le Roi & devient Président du Conseil d'Yorck. 373. Il est fait Lieutenant Général dans la guerre d'Ecosse. 450
 Suffolk (Thomas Howard , Comte de)
 5. Il est fait Grand Trésorier. 64. Il est accusé de malversation, & condamné à une grosse amende. 95
 Sujet de plaintes de la part de Charles I. contre les Communes. 242

T.

T Axes sur les Villes maritimes. 385
 Toris ; ce que c'est. 130
 Traité de paix avec l'Espagne. 32
 Traité de Rippon. 477
 Traquair (Le Comte de) grand Commissaire d'Ecosse. 437
 Trêve de douze ans entre les Pais-Bas & le Roi d'Espagne. 51
 Trêve de quinze mois. 174
 Tumulte à Edimbourg & pourquoi. 411
 Tilly. (Le Comte de) 134
 Tyrone (Le Comte de) s'enfuit d'Irlande. 48

V.

Villers (George) paroît devant le Roi Jacques. 80. Son origine & sa fortune. *ibid.* Il devient Echançon du Roi. *ibid.* Ce qui lui arrive. 81. Il est fait Gentilhomme de la Chambre. 82. Il est comblé de graces. *ibid.* Il est tout puissant à la Cour. 88. Il est fait Comte de Buckingham. 98. Il est fait Con-

seiller Privé d'Ecosse. 102. Il gouverne tout. 103. Sa Lettre à Gondemar. 119. Son mariage. 122. Il va en Espagne avec le Prince de Galles. 176. Il est créé Duc de Buckingham. 187. Il retourne en Angleterre. 192. Il explique les causes de la rupture du mariage. 199. Il est sur le point d'être disgracié. 206. Il est accusé de la mort du Roi Jacques I. 220. Il devient grand Favori de Charles I. 226. Il est haï du Peuple & pourquoi. 227. Sa conduite est examinée au Parlement. 253. Son Discours. 258. Il est accusé par les Communes. 265. Il est élu Chancelier de l'Université de Cambridge. 270. Il va à l'Isle de Rhé. 294. Il est assassiné. 340
 Union d'Ecosse & d'Angleterre agitée en Parlement. 46. Est rejetée. 47
 Votes. (Differens) 253
 Urbain VIII. est élu Pape, & differe de donner la dispense. 190

W.

Wentworth (Thomas) Comte de Strafford. *Voyez Strafford.*
 Weston (Le Chevalier) est fait Grand Trésorier. 340
 Whigs ; ce que c'est. 130
 Williams est fait Conseiller Privé. 111.
 Il est fait Garde du grand Sceau. 133
 Winchester (L'Evêque de) ordonne un serment. 377. Ses instructions. *ibid.*
 Witgift , Archevêque de Cantorbéri, meurt. 14

